Digitized by the Internet Archive
in 2025 with funding from
Getty Research Institute

https://archive.org/details/revuedesdeuxmon1928unse_3

# REVUE

DES

# DEUX MONDES

XCVIIIe ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME XLVII. — 1er SEPTEMBRE 1928.

# REVUE

DES

# DEUX MONDES

SCOLASTICAT — SOC. DE MARIE

XCVIII^e ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME QUARANTE-SEPTIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1928

THE GETTY CENTER

# DU VIEIL ALGER ROMANTIQUE A FEZ LA MYSTÉRIEUSE

## I

### CHARME D'ALGER

Tout voyage est une découverte. Et c'est une banalité de dire que les lieux qu'on habite sont, en général, ceux que l'on connaît le moins. Pour l'immense majorité des Parisiens, Paris est presque tout entier à découvrir. J'ai vécu à Alger dix ans de ma vie. Je crois le bien connaître, et pourtant, chaque fois que j'y reviens, je suis certain d'y rencontrer du nouveau. Et c'est pourquoi, cette fois encore, je suis parti pour Alger avec un confiant espoir de choses nouvelles, en tout cas avec un programme, qui, j'en suis sûr, me ménagera des surprises, ou, tout au moins, me conduira à préciser quelques idées.

D'abord, affolé de couleur locale comme tous ceux qui ont subi sans contrôle l'éducation romantique, ou violemment fasciné par le spectacle tumultueux et pittoresque de la vie moderne dans une ville coloniale en pleine croissance, j'avais complètement négligé le vieil Alger de la conquête. C'était me priver de tout un pittoresque qui avait fait les délices de nos pères, — et surtout c'était oublier ce que cette conquête nous a coûté. Il y a là une injustice et une ingratitude que j'avais hâte de réparer... Et puis cette Algérie même que j'ai regardée avidement et décrite autrefois avec un naïf enthousiasme, je me demandais si je l'avais bien vue, ou, du moins, si je la verrais maintenant de la même façon. Il est trop certain que les années

modifient nos façons de voir ou de sentir. Je ne crois pas d'ailleurs qu'il faille s'en plaindre. Quoi qu'il en soit, je voulais comparer ma vision d'aujourd'hui avec celle d'il y a vingt ou trente ans, et, comme disait Barrès, « collationner mes images ». Quel effet allait me produire tel paysage du Sud, qui, au temps où je méditais *le Sang des races*, m'avait si fort enthousiasmé ? N'avais-je point exagéré par candeur juvénile ou par ignorance?

D'autre part, cette Algérie, que j'ai parcourue si souvent et en tous sens, j'en ignore des régions entières, — et, notamment, la très rude et très antique Kabylie, qui, paraît-il, est tout un monde et qui, de plus, offre d'admirables paysages de montagnes et de forêts, — et, dans un genre très différent, les régions sahariennes, les « profondeurs vermeilles » où je n'ai pas assez pénétré. Aurai-je jamais le temps de passer un hiver à Touggourt ou à El-Goléa dans l'enchantement de la lumière, — occupé uniquement à épier et à noter les phases de la féerie lumineuse?... Pour l'instant, je limite mes désirs. Je me bornerai à revoir l'Oranie, que je ne connais plus, où je ne suis pas revenu depuis plus de trente ans, depuis l'époque lointaine, où, avec les amis de mon ami Rafael, j'allais à Oran m'embarquer sur de petits bateaux côtiers pour Almeria, Alicante ou Carthagène. Je veux m'arrêter, en passant, à Tlemcen, cette Tlemcen qui renferme les plus beaux monuments hispano-mauresques de toute l'Algérie et qu'à ma grande honte je n'ai jamais trouvé le loisir de visiter. Enfin, je vais pousser une pointe au cœur de ce Maroc, qui, depuis si longtemps, m'attire tout en me faisant peur, que je n'ai pas voulu voir jusqu'ici, par fidélité à mes vieux souvenirs algériens, par jalousie peut-être, et où, néanmoins, je crois deviner des trésors de traditions antiques, des vestiges profondément enfouis de vieilles civilisations, et, avec cela, où j'aurai à admirer l'œuvre des nôtres, les prémices d'un labeur véritablement héroïque, qui, déjà, a changé la face du pays.

Avant de songer aux premiers objets de mon voyage, simplement en me promenant dans Alger au saut du bateau, j'ai trouvé de nouvelles raisons de l'admirer et de l'aimer.

Il faut bien avouer qu'Alger, pour quiconque y a tant soit

peu vécu, est incomparable. Pour moi, en dépit des années, je ne m'en lasse point. Aujourd'hui, comme il y a trente ou trente-cinq ans, c'est toujours la grande ville joyeuse, vivante, épanouie dans sa fécondité et sa lumière, où il suffit, le matin, de pousser sa persienne devant un grand ciel invraisemblablement pur et splendide, pour se sentir l'âme en jubilation. Et pourtant, il pleut, il fait froid, le ciel est couvert de vilains nuages noirs et un mauvais vent d'Ouest souffle du Cap Caxine. Qu'importe ! Je sens bien que ces brumes vont se dissiper, que ce n'est qu'un anachronisme d'un instant. Invinciblement, sur toutes ces maisons blanches, sur ces terrasses où claquent des linges, je substitue le soleil absent. Que dis-je ? il y est, je l'y vois comme aux plus éclatants matins de ma vie africaine...

Et puis cette ville, pour moi, est peuplée de souvenirs au moins aussi ensoleillés que son golfe et ses collines. Je n'y puis faire un pas sans que mon cœur et mon imagination s'éveillent. A tous les coins de rues, je vois se lever des ombres, ombres de vivants, ou de personnages créés par ma fantaisie. Ce vieux Café d'Apollon, à l'angle de la Mosquée et de la place du Gouvernement et, à l'extrémité opposée, ce Café de Bordeaux, envahis maintenant par toute une plèbe indigène ou faubourienne, j'ai passé des heures sur leurs terrasses à contempler la mer et les monts Kabyles au crépuscule, ou, sur la place bruyante et mouvante, dans la bigarrure des costumes et des langages, la mêlée et le bouillonnement du sang des races...

Au cœur de Bab-el-Oued, voici le carrefour où, un matin d'octobre, je découvris le paysage du Sahel. Ce carrefour de Bab-el-Oued n'était alors qu'un terrain vague raviné par les pluies et encombré de matériaux de construction. Et je me rappelle que, ce matin d'octobre, dans la fraîcheur de l'aube et la suavité de la lumière naissante qui commençait à dorer la colline de Notre-Dame d'Afrique et les fauves escarpements de la Bouzaréa, j'eus, pour la première fois, moi nouveau débarqué, le pressentiment de tout ce que l'Afrique me réservait de beautés neuves et de délectations visuelles.

Et voici la vieille rue de l'État-major, le Bain maure avec son vestibule lambrissé de faïences bleues, la Bibliothèque et ses petites salles mauresques, où, penché sur les livres, j'ai vécu tant de matinées studieuses et lumineuses, — et, plus loin, ce long couloir voûté, sur lequel s'ouvrent quelques beaux

portails de marbre blanc, uniques vestiges du faste des antiques logis barbaresques ; — et, là-haut, tout au sommet de la Casba, cette ardente rue Catarouggil, toujours pleine de rixes et de tumultes et, pour moi, de je ne sais quel lyrisme barbare. Et plus haut et plus loin encore, après le petit clocher d'El-Biar, voici, entre ses oliviers et ses figuiers sauvages, le chemin creux de Ben-Aknoun et, au bord du chemin, cette étrange maisonnette abandonnée qui se nomme toujours La Zebboudja et devant laquelle je me reposais, en allant chez mon vieil ami, Charles de Galland, savourer d'inoubliables couscouss...

Égoïstement, pour mon seul plaisir, il faudra qu'un jour ou l'autre, je sorte tout cela de ma mémoire, comme on déplie, au fond d'un grenier, de vieilles hardes délaissées. Ces vieilleries, à mes yeux, elles font partie de la poésie d'Alger. C'est toute ma jeunesse, tout ce que j'ai aimé, les plus belles et les plus fortes émotions de l'époque de ma vie où mon esprit, au contact d'un peuple neuf et riche d'avenir, a été le plus actif et le plus inventif, où je ne voyais devant moi, comme entre les deux battants d'une porte d'or, que des mirages de félicités et de grands spectacles inconnus.

Mais tout cela ne regarde et n'intéresse que moi. Je cède à l'entraînement du souvenir, en y faisant allusion. Si je dis qu'Alger est incomparable, j'entends que ce soit une vérité pour tout le monde, — ou du moins pour quiconque sait voir et réfléchir, sentir enfin l'originalité, la physionomie singulière d'un lieu.

Et d'abord il y a le charme d'Alger, qui est une chose véritablement unique. De quoi est-il fait ? j'avoue que, si je le sens très vivement, j'ai quelque peine à le définir, un peu comme Fromentin, dont je viens de relire tout exprès *Une année dans le Sahel*. Ces impressions de l'auteur de *Dominique*, qui datent de cent ans bientôt, ont conservé une fraîcheur extraordinaire. Et, en général, elles sont encore justes. Il essaie d'analyser ce charme, qu'il goûte si profondément dans sa maison rustique de Mustapha qu'il n'éprouve plus aucun besoin d'en sortir. Pour lui, ce charme est fait de silence, de paresse, des caresses de l'atmosphère, de spectacles pittoresques et sans cesse renou-

velés. « Ici, dit-il, tout fait tableau... » Sans doute, mais aucun de ces agréments n'est spécial à Alger. On peut les goûter dans n'importe quelle ville d'Algérie ou de la Riviera. Et puis, enfin, il faut avoir des loisirs, quelque fortune, une villa confortable à sa disposition pour s'offrir ces voluptés nonchalantes. Je me souviens de mes débuts à Alger. Je n'avais rien de tout cela : une pauvre chambre meublée dans un quartier passablement bruyant, une existence qui, certes, n'était point oisive, mille contrariétés. Et pourtant j'ai vécu alors des heures d'ivresse et de rêve. D'où me venait cette griserie ? Je cherche... Évidemment, d'abord, dans cette ville où régnait une aimable liberté de mœurs, il y avait, pour moi, le sentiment de cette liberté et même de cette licence, — la libération des contraintes et des pruderies européennes. Et il y avait encore la mollesse d'Alger, dans cette atmosphère humide et tiède de bain maure, — cette mollesse dont je vois comme un symbole dans les guirlandes de jasmins, les colliers de fleurs d'oranger et de tubéreuses que les indigènes suspendent à leurs cous et à leurs oreilles et dont le parfum est à la fois languide et violent. Mais tout cela se retrouve dans d'autres villes africaines ou même espagnoles. Où est donc le charme d'Alger?...

Pour moi, le voici : Alger n'est pas seulement une « grande ville » européenne au bord d'un golfe africain, c'est une ville moderne, mêlée et fondue avec une vieille ville barbaresque, de sorte que, sans transition, vous passez d'une civilisation à l'autre, que le contraste est immédiat et continuel, que, sans sortir de chez vous, vous avez continuellement la sensation de participer aux derniers raffinements de la civilisation occidentale comme dans les métropoles européennes et, en même temps, de plonger dans des couches profondes de civilisations périmées ou de barbarie. On domine les siècles, on se meut dans un décor qu'on a l'illusion de faire naître ou de dissiper au gré de sa fantaisie. Cet exotisme à discrétion, ce contraste perçu à tous les instants, ont été une de mes plus vives jouissances et un de mes plus féconds enseignements. C'est ce que j'ai aimé tout particulièrement à Alger et que je n'ai retrouvé nulle part ailleurs, du moins au même degré.

Autre charme d'Alger : son paysage maritime. La mer y est omniprésente. Dans les rues les plus étroites de la haute ville, tout à coup, entre deux pans de murs éblouissants de

blancheur on la voit luire immensément. L'envergure du golfe, la courbe parfaite des rivages, la grandeur un peu théâtrale de cette ville en amphithéâtre, comme en parade devant son miroir d'eaux, — tout cela compose un ensemble que je crois unique. Des villes plates comme Tunis, ou enterrées comme Fez, sont loin de produire le même effet. Avec ses rampes, ses rues et ses boulevards en étages, aux échappées imprévues sur la mer, Alger est d'un pittoresque extraordinaire. Ni Gênes, ni Naples n'ont rien de pareil. Dans les quartiers neufs, les escaliers monumentaux, les hautes maisons à l'ornementation surchargée et qui visent au grandiose font songer à certaines rues de Barcelone ou de Palerme. Et pourtant cela n'est ni espagnol, ni sicilien, ni italien, ni même provençal. C'est la manière d'Alger, où l'on sent bien quelque chose de français, la discipline de la mesure et du goût français, mais qui n'est plus précisément de la France. Les bâtisses néo-mauresques elles-mêmes ne ressemblent pas, Dieu merci, aux horreurs de même style qu'on voit s'étaler en Riviera et ailleurs. Ici, de bons modèles, interprétés avec un goût plus sûr, ont heureusement inspiré les architectes.

Mais le charme le plus apparent d'Alger, c'est sa banlieue peuplée de blanches villas et son Sahel si verdoyant et si divers d'aspect. Rien de semblable autour des autres villes africaines : cette zone de fraîcheur et de verdure, ces molles collines avec leurs vallons ombragés, qui cachent de petits villages posés là tout exprès pour accrocher des yeux de peintre. Comment dénombrer toutes ces beautés exquises : la montée de Mustapha, les méandres du Télemly, le Frais-Vallon, le Chemin des Consuls, le Climat de France, le Ravin de la Femme sauvage, — et ces jolis villages du Sahel : Tixeraïn, Saoula, Birmandreis, El-Achour, Birkadem avec leurs cafés maures, leurs fontaines murmurantes et leurs grands platanes déployés comme des tentes de feuillages!... Enfin, est-il besoin de le dire? il y a dans ce charme d'Alger, comme dans toute espèce de charme, l'inexprimable, ce qui ne se perçoit qu'à la longue, ce qui ne se révèle qu'aux amoureux fervents et sincèrement épris...

Contre mes enthousiasmes je sens se dresser tout de suite la banale objection du touriste : « Mais tout cela est européen,

tout cela est français ! Il ne reste plus rien de la ville indigène !... » Comme si la ville indigène, par le seul fait qu'elle est indigène et *exotique*, devait à toute force être admirable et prodigieusement intéressante ! Ce qui est indigène est souvent très laid et absolument quelconque. Mais ce qui est souverainement ridicule et absurde, c'est ce mépris conventionnel, chez le touriste, pour tout ce qui est européen ou français. Évidemment, il s'est dérangé pour voir autre chose que ce qu'il voit chez lui. Mais ce qu'il ne verra pas chez lui, c'est du français dans un cadre africain. Ce mélange n'est laid qu'à des yeux prévenus. Je viens de reparcourir une notable partie de l'Algérie et, chemin faisant, j'ai vu défiler un grand nombre de villages coloniaux : je n'ai pas trouvé cela déplaisant. Au milieu de leurs cactus, de leurs palmiers ou de leurs lauriers-roses, en quoi sont-ils plus déplaisants ou déplacés que tels villages provençaux dans un décor semblable? J'ajoute que beaucoup d'entre eux, mais particulièrement les villes, ont déjà pris de l'âge et, avec l'âge, un certain caractère : ils datent déjà, ils ont une couleur et une physionomie archaïques, quelque chose qui annonce l'entrée prochaine dans le passé et dans l'histoire. Bientôt, il en sera de ces villes et de ces villages d'Algérie comme des villes de l'Amérique du Sud, où l'historien et l'archéologue peuvent étudier les époques du style colonial espagnol.

Mais ce qui devrait arrêter ici le touriste français, c'est le spectacle du grand et admirable effort accompli par les nôtres. Alger, simplement comme ville française moderne, comme réalisation de l'activité et du génie français moderne, requiert l'attention et l'admiration non seulement du Français de France, mais de tout étranger qui passe. Ne pas sentir cela dénote une étrange aberration, pour ne pas dire une étrange sottise, — en tout cas la plus inintelligente ingratitude. Pour moi, la vue d'un petit clocher de village colonial perdu dans la brousse est un spectacle profondément émouvant. Ce qui m'intéresse avant tout dans ce pays, c'est ce que nous en avons fait. Le colon d'abord, l'indigène ensuite. Cela ne veut pas dire que je méprise de parti pris l'indigène et tout ce qui vient de lui. Ne craignez rien, je saurai bien admirer ce qui en vaut la peine. Mais je veux que la première pensée du Français qui débarque devant les quais monumentaux de cette belle et grande ville

soit une pensée de gratitude et de piété envers ceux qui ont donné leurs forces, leur argent et leur sang pour mettre debout *cela !*

Je me hâte d'ajouter d'ailleurs que ce grief : « il ne reste plus rien de la ville indigène », est tout à fait faux. Pour le croire, il faut n'avoir vu que les maisons du boulevard de la République et avoir parcouru au galop, sous la conduite d'un guide, les quartiers de la haute ville. En réalité, il reste beaucoup plus qu'on ne le pense et je vais le dire tout à l'heure. Mais, auparavant, qu'on me permettre une simple réflexion. Quelle idée les touristes se font-ils d'une ville *vivante*? S'imaginent-ils que, d'un coup de baguette magique, on peut l'immobiliser une fois pour toutes dans ses vieilles mœurs et ses vieux logis? Si ancrés dans leurs habitudes et leurs traditions que soient les indigènes algériens, ils ont, à toutes les époques, évolué comme nous. Ce qui le prouve, c'est la rareté des vieilles maisons à Alger, même dans les quartiers les plus intacts. Le Musulman laisse tomber en ruines toute bâtisse qui, pour lui, a vécu son âge normal et il s'en va construire ailleurs. Aujourd'hui les Algériens qui le peuvent, abandonnent leurs maisons décrépites et surannées. Ils les trouvent, comme nous, mal commodes, mal chauffées, mal défendues contre le froid et les vents coulis. Les terrasses, qui exigent un entretien continuel et dispendieux, sont criblées de gouttières. Enfin, ces habitations insuffisamment aérées, resserrées et tassées les unes contre les autres le long de petites rues malpropres, sont très souvent malsaines. Pour l'indigène comme pour nous, elles ne répondent plus aux exigences modernes. Et c'est pourquoi, dès qu'ils le peuvent, ils les abandonnent. S'ils continuent à habiter ce qu'on appelle « la Casba », c'est qu'il leur est impossible de faire autrement. Soyons sûrs qu'ils s'en évaderont de plus en plus. Nous ne pouvons pas les condamner, pour le plaisir des clients de l'agence Cook, à peupler une ville-musée, à jouer le rôle de figurants dans un décor de plâtras comme ceux dont se servent les tourneurs de films pour cinémas. Et ainsi les vieilles masures, encore si pittoresques, de la Casba, — il faut nous y résigner, — seront remplacées, dans un délai plus ou moins long, par des constructions toutes modernes d'aspect.

Cela dit, je reconnais que nous avons beaucoup détruit dans Alger, que nous aurions pu sauver un certain nombre d'édifices

ayant sinon une grande valeur d'art, du moins un réel intérêt documentaire ou une certaine physionomie pittoresque. Par exemple, je déplore toujours la disparition presque totale de la Djenina et le demi-ensevelissement de la mosquée hanéfi derrière les rampes de la Place du Gouvernement. Mais il faut bien nous dire que les premiers occupants d'Alger ne pouvaient guère agir autrement. Le territoire ennemi commençant aux portes, ou peu s'en faut, ils étaient bloqués dans l'étroite enceinte de la ville barbaresque. Il fallait installer, au plus vite et dans un espace restreint, toute une organisation de services militaires et administratifs, loger au petit bonheur toute une garnison : ils se sont arrangés comme ils ont pu, plutôt mal que bien. Et ainsi ils ont détruit ou gâché une foule de vieilles choses qui eussent rempli de joie l'archéologue et l'antiquaire. Mais, tout compte fait, nous avons conservé plus que nous n'avons détruit, les particuliers plus que l'État et surtout plus que les indigènes. Nous avons restauré une foule de villas, de palais et de mosquées, qui, sans nous, ne seraient plus aujourd'hui qu'un souvenir...

Il est vrai que ce seul mot de restauration fait pousser des clameurs indignées à nombre de gens. De gros mots sont lâchés : vandalisme, profanation, abomination !... Mais non ! mais non ! On peut restaurer fort proprement, fort intelligemment. Le Palais d'été de Mustapha (expression un peu pompeuse pour l'objet) a été non seulement restauré très convenablement, mais agrandi. Étant donné le principal caractère de la maison mauresque, qui est d'être relativement petite, il est permis de blâmer cet agrandissement comme contraire à l'esthétique locale et aux règles du genre. Et cependant comme appropriation de cette esthétique aux convenances et aux besoins modernes, je trouve la tentative plutôt heureuse. D'autres maisons ont été strictement conservées, ramenées à une unité de style, dont les indigènes, pas plus que nos pères, d'ailleurs, ne se souciaient. Il faut voir comme ils se meublent, comme ils décorent leurs intérieurs et les saugrenuités architecturales dont ils s'avisent. L'entretien, la conservation, l'unité de style, le souci et le culte de la couleur locale, tout cela ce sont des préoccupations ou des préjugés de Français et d'Européens, c'est du romantisme esthétique et littéraire, quelque chose, au fond, d'un peu artificiel, qu'il ne faudrait pas

exagérer et dont il siérait peut-être de ne retenir que la tendance essentielle : le respect des œuvres du passé et le désir d'en conserver le plus possible.

Conserver le plus possible du vieil Alger, cela est bien. Mais nous aurons beau faire pour retarder une dissolution inévitable, la vie moderne, de plus en plus envahissante et trépidante, ne veut pas abdiquer ses droits. Elle finira par tout recouvrir. En attendant ce désastre douloureux aux cœurs sensibles, l'Alger actuel, tel qu'il se présente à nos yeux, nous offre encore d'abondantes consolations.

Pour ma part, je ne connais rien, dans toute l'Afrique du Nord, de plus original ni de plus pittoresque que le vieil Alger pris dans son ensemble. Seulement il faut se donner la peine de l'aller voir et, quelquefois, de le découvrir : le touriste qui passe n'en a pas le temps, ou n'en a cure. Il faut entrer dans les maisons, quand on le peut. Je ne dis pas qu'elles soient extraordinaires, qu'elle aient une valeur d'art bien grande, mais elles sont curieuses, colorées et toujours amusantes pour un peintre de mœurs et un amateur de notations pittoresques. Ces vieux logis regorgent dans tous les quartiers, — par exemple, celui qui est compris entre la cathédrale et la place Randon, entre la rue de Chartres et la rue Bab-Azoun. Les portes et les portails barbaresques, les patios à colonnettes et à boiseries indigènes y abondent. Pareillement dans la rue de l'État-major, la rue Socgemah, la rue du Locdor et combien d'autres! Et du côté de Bab-el-Oued, presque tout le vieux quartier de la Marine, avec ces étonnants couloirs, souvent voûtés, qui s'appellent la rue Eginaïs, la rue des Numides, la rue Micipsa, la rue des Lotophages, la rue Macaron, — et la rue Bisson, avec ses zigzags, ses étages en surplomb, ses murailles badigeonnées d'azur et d'orangé. Ces ruelles ont une intensité de couleurs et d'odeurs et surtout un aspect farouche qui n'appartiennent qu'à elles. Enfin la maison algérienne a un style et une disposition particulières, dont on retrouve, ici, toutes les caractéristiques. C'est l'ancienne maison gréco-latine adaptée à une population de corsaires et de marchands africains. Elle rappelle les logis des marchands et des armateurs dans les vieux quartiers de Gênes ou de Livourne. On sait, d'ailleurs, que, pendant des siècles, les relations commerciales ont été constantes entre Alger et ces deux villes.

L'influence italienne, livournaise et gènoise, est évidente sur la vieille maison algérienne.

Malgré cela, elle a sa physionomie irréductible. De même la vieille rue algérienne, surtout dans les quartiers de la haute ville. Nulle part, je n'ai rencontré l'équivalent de la rue de la Mer Rouge, de la rue du Diable, de certains endroits de la rue Kléber, — et j'en passe, dont les noms ne me reviennent pas en ce moment. Assurément, cela est rude, malpropre et malodorant : la couleur locale, en Islam, ne sent pas bon. Mais quelle couleur ! Quelles oppositions de lumière et d'ombres ! Et aussi quelle immobilité des mœurs et du costume ! Après quarante ans bientôt, je retrouve ma vieille Casba à peu près intacte. Ils ont l'électricité, le gaz ou le pétrole. Ils usent de nos tramways, de nos taxis et de nos chemins de fer. Ils fréquentent nos écoles et nos dispensaires, mais le vêtement et les habitudes de vie n'ont pour ainsi dire pas bougé. Mêmes guenilles, même saleté, mêmes nourritures, même boissons, mêmes gestes, même langage, même attitude à l'égard de l'étranger. Les deux peuples, le néo-africain et l'autre, ne sont pas encore mélangés. Beau sujet de méditation, abondante pâture pour celui qui veut voir et observer. Mais il ne suffit pas de se déplacer pour voir et pour observer : c'est encore un art qu'il faut apprendre.

Ayant ainsi vérifié, rafraîchi et revivifié mes impressions d'autrefois, — et convaincu plus que jamais qu'Alger est incomparable, — j'étais dans les meilleures dispositions pour me mettre à la recherche du vieil Alger de 1830.

Il faut avouer que ce n'est pas commode. Par une aberration incompréhensible, cette période de la conquête semble à peu près ignorée des Algériens comme des Français d'aujourd'hui. On dirait que nous avons honte de nous en souvenir, que nous voulons à toute force jeter un voile sur ce que nous avons fait de plus glorieux au XIX^e^ siècle, sur l'entreprise qui honore le plus la France moderne et qui lui a le mieux réussi. Les premières années de notre arrivée en Afrique sont plongées dans une demi-obscurité. Les documents sont rares et d'assez médiocre qualité. Les lieux mêmes où se passèrent les principaux faits de la campagne ne sont pas toujours fixés avec

précision. Pour les principaux édifices de la ville, comme pour les rues, on voudrait qu'un plan et un état des lieux eussent été dressés avec soin et dans le plus petit détail. En 1833, c'est-à-dire trois ans seulement après la conquête, Berbrugger publia un plan d'Alger. Je l'ai vainement cherché en librairie. Il faut l'aller consulter au Ministère de la Guerre, ou à la Bibliothèque nationale. Quant à l'ancienne Casba, il faudrait recourir sans doute aux archives du Génie : démarche assez délicate. Ces archives s'ouvriraient-elles à des profanes et, au surplus, qu'y trouverait-on? Cependant, la tentative serait tout particulièrement intéressante, puisque cette citadelle était la résidence du Dey pendant les événements de 1830, que ce fut l'objectif de nos opérations militaires et qu'enfin c'est par là que nos troupes pénétrèrent pour la première fois dans la ville conquise.

Mais qu'est-ce, au juste, que la Casba?... C'est proprement la vieille forteresse turque, dont les débris dominent encore l'Alger d'aujourd'hui. Les officiers du temps de la conquête l'appelaient ordinairement la *Casauba :* prétexte à toute espèce de calembours. Pour nos troupiers, cette « case-aux-bas » était une mine de bas de soie abandonnés par les odalisques du harem et dont chacun se promettait de rapporter au moins une paire à sa promise. Bientôt, c'est le mot de « Casba » qui prévalut et, peu à peu, cette dénomination fut étendue à toute la partie supérieure de la ville indigène contiguë à la Casba proprement dite.

Or, au cours du XIX^e^ siècle, l'ancienne citadelle du dey Hussein a été en grande partie détruite, bouleversée et mutilée. Le Génie y a construit des casernes, a démoli un certain nombre de bâtisses et remanié celles qui subsistent au point de les rendre à peu près méconnaissables. La disposition primitive ne se laisse pas deviner facilement. Aujourd'hui, la Casba est un dédale de bâtiments militaires modernes, de magasins, d'arsenaux, de poudrières, de mosquées désaffectées, de palais et d'écuries, de cours intérieures et d'une infinité de petits réduits.

Au milieu de cette confusion, émergent deux corps de bâtiment principaux : l'un qui était la résidence du Dey, — du moins une résidence intermittente; l'autre qui occupe la partie la plus élevée de la citadelle et qui, paraît-il, était habité par le bey de Tittéri, quand il venait rendre visite au dey d'Alger, son

suzerain. Ce grand vassal avait ainsi son hôtel, — il avait également une maison de campagne, — dans la capitale de la Régence, comme chez nous, au moyen âge, les grands feudataires de la couronne possédaient un hôtel à Paris.

Avouons tout de suite que ces deux logis déçoivent quelque peu les visiteurs, qui s'attendent à des choses extraordinaires. Ainsi furent déçus les officiers du général de Bourmont lorsqu'ils y entrèrent le matin du 5 juillet 1830. Éblouis par des descriptions fantaisistes autant que naïves, ils s'étaient imaginé un palais féerique et ils tombaient dans une espèce de caserne, d'aspect assez rude et primitif.

Pour ce qui est de l'ancienne habitation du Dey, les bâtiments se développent autour d'une cour intérieure, dont la nudité décorative serait plus frappante encore sans les massifs de bananiers et la fontaine de marbre blanc qui en occupent le centre. Deux étages d'arcatures quelconques, assez lourdes et surbaissées, supportées par des colonnettes en marbre, du type ordinaire, — et, couronnant ces deux étages, une galerie rectiligne, également soutenue par des colonnettes et munie de l'habituelle balustrade en bois sculpté et ajouré : voilà toute la décoration des trois faces principales. Qu'on y ajoute les gênoises qui courent au bord des toits et des galeries, les bandelettes de faïences peintes qui prolongent chaque colonnette, — et l'on aura à peu près tout dit. Ces faïences, aux simples dessins géométriques, aux couleurs crues et peu variées, sont, elles aussi, du type le plus ordinaire. En somme de grandes surfaces blanches, une ordonnance architecturale réduite à sa plus simple expression, sans autre détail saillant que le fameux « pavillon de l'éventail » qui se détache de la galerie supérieure et qui, par deux jambes de bois, s'appuie sur les arcatures du second étage.

C'est là, paraît-il, que le dey Hussein, au cours d'une vive explication avec notre Consul, aurait frappé celui-ci d'un coup de chasse-mouches, — injure, qui, jointe à une foule d'autres griefs, aurait motivé l'expédition de 1830. On a contesté l'exactitude du fait, qui, d'ailleurs, se passa sans témoins. On a contesté aussi le lieu de la scène. Pourtant il me semble assez vraisemblable de la placer ici, dans cet étroit kiosque, où il est difficile de recevoir plusieurs personnes et dont les petites fenêtres, la plupart tournées vers la cour, ne permettent guère

de voir ce qui se passe à l'intérieur. Ainsi le coup d'éventail aurait été donné sans témoins. J'ajoute que ce devait être l'usage des hauts dignitaires algériens d'alors de recevoir les Infidèles dans une de ces annexes nettement séparées du reste de l'habitation. Aujourd'hui encore, il n'est pas rare, pour nous autres Européens, d'être ainsi reçus par de hauts dignitaires marocains. Quoi qu'il en soit, la scène de l'éventail ne peut être placée que dans ce bâtiment de la Casba. Et il n'y a aucune raison sérieuse pour que ce kiosque, consacré par la tradition, — ce lieu historique, — ne soit pas pieusement conservé et entretenu par nous comme le point de départ d'une immense conquête et comme le berceau de notre Empire africain.

Malheureusement ce pavillon de bois est fort vermoulu. Ses vernis s'écaillent et les couleurs de sa décoration se devinent à peine. On a l'impression qu'il menace ruine. La riche Algérie d'aujourd hui se doit d'éviter ce scandale. Je suis sûr que les autorités et les administrations compétentes ne le laisseront pas s'accomplir.

Ne croyons pas pourtant que ce vieux logis, ainsi banalisé, ne ménage aucune surprise. Il y a là, surtout au dernier étage, un assez grand nombre d'appartements, quelques-uns groupés autour de patios à colonnade et dont les plafonds de bois peint ou sculpté sont encore fort jolis. Mais la pièce capitale, c'est ce qu'on appelle « la salle du trône », — un vaste patio couronné d'une coupole, au pavé de marbre blanc, et, tout autour, un portique soutenu par d'assez belles colonnes torses, de provenance évidemment italienne, — des colonnes dont le fût est lisse et qui, comme dans les mosquées, devaient être gainées d'étoffe ou d'alfa. On a fait de ce lieu somptueux une salle des fêtes pour le régiment, avec un théâtre dans le fond, un théâtre en planches et en plâtras, des guirlandes de papier et des drapeaux tricolores : ce qui donne à cette belle salle, malgré ses marbres, sa coupole et sa colonnade, une apparence de guinguette foraine. On a là le sentiment d'une profanation, ou plutôt d'une négligence, d'un laisser-aller, qui causent une impression pénible.

A l'autre extrémité, au point le plus élevé de la citadelle, le palais du bey de Tittéri offre un aspect extérieur plus original, une décoration intérieure plus variée et plus luxueuse : il est rattaché au précédent par un rempart en terrasse, qui

forme entre les deux logis comme un promenoir aérien, d'où la vue sur Alger et sur le golfe est fort belle. Mais hâtons-nous de répéter que le mot de « palais » ne saurait être pris à la lettre : c'est une façon européenne de parler. Les hautes murailles toutes nues sous leur enduit de chaux, avec leurs petites fenêtres grillées, leurs surplombs et leurs saillies irrégulières, ont cependant une physionomie qui ne manque pas de pittoresque. Au dedans, c'est un fouillis de petites pièces en enfilade, où l'on a eu toutes les peines du monde à loger nos officiers et sous-officiers. Ces vieux appartements barbaresques sont obstinément rebelles à l'habitation française. On a beau essayer de les moderniser, de les rendre moins inconfortables, y mettre le gaz et l'électricité, les garnir de nos meubles, y percer des ouvertures, les couper et recouper en tous sens, on n'arrive pas à leur ôter leur caractère maugrebin, leur disposition hostile à toutes les convenances du Roumi. Je plains sincèrement les malheureux officiers obligés de camper dans ces galetas, — et je le déplore d'autant plus que, pour les y installer, il a fallu abîmer, saccager ou détruire une foule de choses charmantes.

Sous la table de salle à manger, ou sous le lit de milieu, venus du faubourg Saint-Antoine ou de chez Dufayel, il y a des faïences qui, quelquefois, sont merveilleuses de coloration, de dessin et de tonalité. Les mêmes carreaux de céramique ancienne décorent la cuisine, la salle de bain, l'escalier. Cette suspension bourgeoise tombe d'un plafond en bois peint, avec des caissons, des rosaces et des moulures dorées, le tout dans le plus pur goût mauresque de 1830, c'est-à-dire italo ou hispano-barbaresque. Ce qu'il y a de plus curieux peut-être dans cet antique hôtel des beys de Tittéri, c'en est la partie qui semble la plus ancienne et qui se déploie autour d'un patio à arcades et à colonnettes. Il y a là quelques belles portes, du type algérien courant. Je parle de portes intérieures, de portes d'appartements, et non de portails extérieurs. Comme portails, les deux plus imposants de la Casba se trouvent au palais du Dey, — l'un qui donne accès à l'ancienne salle de justice et l'autre qui conduit à la salle du trône. Ceux-là ont de réelles prétentions architecturales : ils sont de style italo-turc et d'une ornementation surchargée qui s'accorde assez bien avec les fioritures calligraphiques des inscriptions arabes sculptées aux frontons. Enfin ils étaient polychromés de cou-

leurs violentes qui ajoutent encore à l'impression de lourdeur. Je préfère de beaucoup la porte algérienne de type classique, cette porte créée à Carrare par les marbriers italiens ou copiée par eux sur les vieilles portes puniques et romaines de l'Afrique ancienne. Elles sont très simples, mais non dépourvues d'une certaine élégance : jambages et linteaux de marbre blanc, encadrant un arc surbaissé, sans autres ornements que le croissant de Tanit, à droite et à gauche, — une guirlande de fleurs au fronton et des rosaces sur les côtés. Les vantaux sont en bois polychromé, quelquefois d'un travail assez ingénieux et compliqué, mais d'un art élémentaire. Ce qu'il y a de plus joli, en somme, ce sont les plafonds, eux aussi d'un art fort peu raffiné et qui sentent la facture italienne. Ces plafonds de bois, divisés en petits caissons carrés, ou bien d'une forme ovale, coupés par des rayons qui partent du centre comme du calice d'une fleur, sont décorés de fleurettes peintes : des roses, des coquelicots, des pivoines, des œillets aux tons extrêmement vifs, qui se sont éteints sous une poussière de vétusté.

Tout cela est passablement puéril, mais, dans sa fraîcheur, devait être amusant et gai à l'œil, surtout dans la pénombre de ces petites pièces qui ne sont guère éclairées que par la porte d'entrée et par d'étroites fenêtres en stuc et en verres de couleur. Actuellement tous ces logis sont fort délabrés et misérables. Comment ose-t-on loger nos officiers dans de pareils taudis ? On me dit que les crédits alloués par l'État pour l'entretien de ces bâtiments militaires sont d'une modicité dérisoire. On me dit même le chiffre, que je n'ose pas répéter, tellement il me paraît invraisemblable. En tout cas, il est trop sûr que ces charmants plafonds mauresques sont régulièrement inondés par les gouttières des terrasses percées comme des écumoires. Ils sont presque tous vermoulus : un jour ou l'autre, ils s'écrouleront sur la tête des infortunés habitants de ces tristes réduits. Et il est non moins sûr que les portes en bois sculpté et colorié s'en vont morceaux par morceaux et que leurs vernis s'encrassent de plus en plus, — enfin que les faïences des revêtements et des pavés, qui sont souvent de minuscules merveilles de coloris, se fendillent et s'effacent, quand elles ne sont pas brutalement arrachées par des mains ignorantes ou cupides.

Et pourtant il me semble qu'il y aurait moyen de sauver

ces lieux historiques, — je veux dire tous les bâtiments anciens de la Casba. Il paraît qu'on va construire, en face du Jardin d'essai, un grand musée tout neuf, où l'on abritera l'art algérien tant ancien que moderne. Il me semble que, pour l'art indigène, le musée est tout trouvé. Les débris du vieil Alger de 1830, c'est ici qu'il conviendrait de les rassembler, — dans ce cadre authentique et parfaitement approprié à une telle destination. On pourrait même faire davantage. On pourrait tenter une reconstitution de la vie algérienne d'alors, — décoration intérieure, mobilier, costume, ustensiles et usages de toute sorte. Cette résurrection historique me paraît indiquée pour le prochain Centenaire. Nous échapperions ainsi au reproche, — que ne nous épargnent pas les étrangers, — de profaner comme des barbares nos plus glorieux souvenirs et les trophées de nos conquêtes. Le vieux palais du dey Hussein, comme celui du bey de Tittéri, prendraient un éclat et un intérêt qu'ils n'eurent très probablement point sous leurs anciens maîtres, mais qui seraient tout à l'honneur de la France et de l'Algérie d'aujourd'hui. Je suis persuadé qu'on peut réaliser là une très belle chose, — et cela dans un délai très court et à moins de frais que tous les projets en instance ou en voie d'exécution.

Dans leur état actuel, les bâtisses mauresques ou turques de la Casba sont donc une morne déception pour le visiteur. Mais les maisons citadines et les villas datant de l'époque de la conquête ont plus de caractère et sont mieux conservées. Des unes et des autres il existe un très grand nombre.

Parmi les anciennes villas mauresques, pour ne citer que les plus connues : le Palais d'Été, le Bardo, la villa Francis, la villa Yousouf, la villa de la Fontaine bleue... En ville, la maison du Général commandant la cavalerie, rue de l'État-Major; la maison du Premier Président, rue Socgemah; celle du Colonel du Génie, rue Philippe; celle du Général du Génie et toutes les maisons avoisinantes, toute cette agglomération de vieilles bâtisses mauresques qui, à l'extrémité du boulevard de l'Amiral Pierre, dominent la mer et les écueils. Enfin l'Amirauté elle-même, dédale de bâtiments qui n'ont guère changé depuis les temps lointains de l'occupation. Les cor-

saires avaient établi là leurs casernes, leurs magasins, leurs arsenaux, leurs chantiers de construction. Malgré leurs appropriations nouvelles, ces bâtiments ont conservé leur physionomie ancienne. Il en est de même pour l'antique fort du Peñon construit par les Espagnols, comme l'atteste une fière inscription en belles majuscules latines et dans le plus pur castillan. Ce fort occupait un îlot aujourd'hui rattaché au rivage par une jetée, mais qui, au XVI^e^ siècle, en était isolé et tenait la ville sous ses canons. On ne peut s'empêcher d'y songer avec un sentiment d'admiration : il fallait un rude courage pour s'installer sur ce rocher battu par une mer peu clémente et rester là, des semaines et des mois, à épier l'infidèle, sous la menace perpétuelle d'un assaut et au risque de mourir de faim et de soif, sans parler des supplices atroces qui attendaient les prisonniers des Barbaresques.

De toutes ces vieilles bâtisses, le morceau capital est assurément la maison du Général du Génie. Elle ressemble fort, comme disposition ou comme décoration, aux autres maisons les plus vantées d'Alger, — par exemple l'Archevêché ou la Bibliothèque de la rue de l'État-major. Seulement la situation en est plus heureuse et les dimensions, du moins pour certaines parties, en paraissent plus considérables.

Comme à la Bibliothèque, on y pénètre par un fort beau vestibule stuqué et lambrissé de faïences bleues, avec des arcatures soutenues par de jolies colonnettes de marbre blanc. L'escalier du premier étage débouche sur le patio traditionnel, ni plus ni moins riant et agréable, sous ses faïences et ses marbres, que les autres patios algériens. Mais les plafonds, comme les pavements, sont d'une beauté singulière et que je puis dire unique, du moins à Alger. Ils sont plus soignés et, si l'on ose employer ce mot, plus artistiques qu'à la Casba. Ce sont toujours des plafonds en bois peint, avec des caissons, des moulures, des rosaces et des cartouches, dont quelques-uns, assez curieusement sculptés, représentent des poissons et des fruits, motifs de décoration que je n'ai retrouvés nulle part. Mais le plus joli, ce sont les faïences, surtout celles du grand salon, qui sont d'une variété et d'une douceur de tons vraiment extraordinaires. Ces azulejos, de provenance très probablement étrangère, forment comme un semis de fleurettes aux nuances passées, — gris, rose, vert ou bleu. Les

verts, les bleus, les bruns et les jaunes sont les couleurs dominantes. Et, pour accompagner cette décoration des parquets et des murs, des étagères mauresques, dont le type a complètement disparu en Algérie et que je n'ai rencontré qu'au Maroc, des étagères en bois peint, elles aussi, dont les courbes ventrues, les bordures flexibles et sinueuses font le tour des appartements et dont les fleurettes aux tons incarnadins rehaussent les nuances amorties du pavement et des parois lambrissées. Ces boiseries légères sont d'un travail un peu primitif, mais le coloris en est éclatant : cela suffit pour des yeux africains. Enfin, les habituels accessoires de ce genre d'appartement : des armoires, ou de simples niches sans volets, creusées dans les murailles...

Pour moi, le plus grand charme de ce logis, qui, autrefois, devait être silencieux et secret, c'est la vue dont on jouit du haut de la terrasse ou du jardinet qui surplombe la pleine mer, vue dont on peut jouir également dans le grand salon, sur les divans disposés le long des murs. Par les temps de grand calme, au mois de juillet ou au mois d'août, quand les eaux ne sont plus qu'une moire liquide, nuancée des plus suaves et des plus insaisissables reflets, quel divin spectacle, quelle volupté de rêver ici, jusqu'au moment où tout s'efface dans les brumes crépusculaires !...

Et maintenant je crois avoir assez vu de ces maisons algériennes pour m'en faire une idée raisonnable.

Leur caractère essentiel est de se ressembler toutes. Elles paraissent copier et répéter indéfiniment un type canonique et immuable. Pour moi, trois éléments qu'on retrouve partout, distinguent la maison algérienne : la porte en plein cintre, aux linteaux et aux jambages de marbre, apportée toute faite de Livourne ou de Gênes, le patio avec ses galeries superposées d'arcades et de colonnettes, les surplombs soutenus par des rondins en bois de palmier ou de thuya; ajoutons-y, si l'on veut, le long vestibule dallé de marbre blanc et lambrissé de faïences qui conduit à la cour intérieure. La seule différence de l'une à l'autre, c'est le plus ou moins de somptuosité de la décoration et des matériaux, ou encore le plus ou moins d'ampleur de la bâtisse, enfin des proportions plus ou moins heu-

reuses. La forme et la disposition sont à peu près invariables. Pas ombre d'invention, pas d'art proprement dit, à moins de confondre l'art avec le métier.

Et pourtant il y a un prototype de la maison algérienne!... Qui l'a inventé ? Dire que c'est un produit naturel du sol est une plaisanterie. Voilà longtemps que nous ne croyons plus, en art, aux générations spontanées. En tout cas, si c'était une création du génie indigène, elle serait de date assez récente. Les plus anciennes de ces maisons ne remontent pas au delà du XVIII^e^ siècle. Mais, si l'on songe que, depuis les temps les plus reculés, l'architecture africaine est venue du dehors, que, sous le régime turc, la plupart des édifices de quelque importance ont été construits par des étrangers, des Italiens, des Français ou des Espagnols, — si l'on songe au grand nombre de renégats chrétiens qui vivaient en Barbarie et qui y représentaient, si l'on ose dire, l'élite civilisée, en tout cas l'élément actif, commerçant et entreprenant, et non seulement aux renégats, mais au grand nombre de captifs venus de tous les pays de l'Europe, parmi lesquels il y avait des artisans et quelquefois des artistes de toute sorte, enfin aux ouvriers étrangers amenés et payés par les corsaires et commerçants algériens, — si, d'autre part, on tient compte de ce fait que les matériaux employés pour la décoration, colonnes, jambages et linteaux des portes, faïences émaillées et vernissées, sans parler des bois de construction, que tout cela est venu d'Italie, d'Espagne ou de Hollande, — on sera amené à considérer la maison algérienne comme une création de l'Européen s'efforçant d'adapter la vieille maison gréco-latine aux exigences d'une religion et d'une civilisation nouvelles. Le type une fois trouvé aurait été répété mécaniquement, soit par des ouvriers étrangers, soit par des ouvriers indigènes plus ou moins stylés ou influencés par les premiers.

Quoi qu'il en soit, la maison algérienne a son originalité, son caractère propre, qui la distingue de la maison tunisienne et surtout de la maison marocaine. Je ne reviens pas sur les trois éléments distinctifs que j'indiquais plus haut. En général, cette maison est petite, comme il sied dans une ville resserrée, où l'espace manque et où le terrain est cher. D'ailleurs les plus petites sont aussi les plus jolies, par exemple l'Archevêché d'Alger, la Bibliothèque de la rue de l'État-major. A propre-

ment parler, c'est de la maçonnerie plus que de l'architecture, puisque l'invention n'a pour ainsi dire aucune part dans ces bâtisses stéréotypées. Pas de sculpture non plus, à moins qu'on n'appelle ainsi le tour de main du marbrier, qui a donné un galbe plus ou moins élégant à ces colonnettes exécutées en série. Toute l'ornementation consiste en des stucages, assez peu variés, des faïences et des boiseries. Si les balustrades et les portes peuvent être des produits indigènes, les plafonds peints ou les volets d'armoires, — de facture assez grossière d'ailleurs, — trahissent souvent la main de barbouilleurs italiens. Pas d'ébénisterie proprement dite, pas de meubles, sauf quelques coffres aux ferrures et aux enluminures naïves, des braseros, des chandeliers et des lanternes. En Afrique, le meuble de bois se fendille facilement sous l'action de la chaleur. Il se verrait mal d'ailleurs, et serait encombrant dans ces petites chambres obscures. Ainsi, le mobilier est réduit au strict nécessaire, ce qu'il faut pour se reposer, dormir, boire ou manger : des coussins, des divans, un tabouret supportant un plateau.

En somme, le décor intérieur de la maison algérienne, comme de la maison africaine, en général, se borne à simuler l'étoffe sur des murs ou des pavés nus. Tout est en étoffe, en cuir, ou en sparterie. Imiter l'étoffe brodée, ou la dentelle, les cuirs gaufrés et dorés, les nattes multicolores, les répéter en quelque sorte sur les dallages, les murs ou les plafonds, on dirait que c'est l'unique préoccupation de l'ornemaniste africain. Ce sont les stucages surtout, les stucages polychromés, qui imitent le mieux la broderie et la dentelle. Rien de plus féminin que ce décor : en somme, de l'étoffe partout, — réelle ou simulée, — de la soie, du velours, de la guipure, le cuir lisse et voluptueux des coussins, le cuir rugueux des tentures murales : quelque chose de riche, de chatoyant à l'œil, de moelleux, de profond, de sensuel, de presque animal. Et les couleurs, les broderies et les dentelles des étoffes se continuant dans les arabesques des stucages, les figures et les couleurs des azulejos, les fleurs illusoires des vitraux de plâtre, qui luisent dans ces blancheurs, comme des orfèvreries translucides. Briques, faïences et plâtras, chiffons coloriés et brodés, ce décor infiniment léger, futile et fragile est fait pour des femmes, — des femmes prisonnières. Tout, ici, flatte leurs sens, depuis la fraîcheur de la vasque, ou le jet liquide fusant au milieu de

la cour, jusqu'aux émeraudes et aux topazes lumineuses des petits vitraux de stuc. Rien qui fasse penser, rien qui rappelle la vie, sinon végétative. En revanche, une délectation continue des sens, un appel aux sensations élémentaires de la vue et du toucher. De là ce qu'il y a de puéril, d'illogique et, souvent aussi, d'amusant et de charmant, dans ces décors d'intérieurs. C'est de l'art, si l'on veut, mais assurément inférieur, et si loin du nôtre! Quelle différence avec nos ensembles décoratifs! Entre un de nos salons Louis XV et une de ces petites chambres mauresques, il y a la même distance qu'entre un palais et une tente de nomade. Et cependant cela plaît, cela plaît même beaucoup, on ne sait par quel sortilège, car les moyens employés sont, la plupart du temps, rudimentaires.

Et c'est pourquoi je comprends l'exclamation d'un Oriental devant qui je me pâmais candidement sur je ne sais plus quel vieux logis musulman visité au Caire : « Ah! monsieur, que dites-vous là? Un hôtel du XVIII^e^ siècle, au bord du quai, dans l'île Saint-Louis, voilà mon rêve!... » Et c'est pourquoi aussi je comprends le goût de nos compatriotes d'Alger pour la villa mauresque, une villa moderne, ou de construction ancienne, adaptée à nos convenances de Latins et d'Européens, car la vraie maison mauresque est une prison. Oui, cela est charmant, — pour une saison : l'intimité du patio, le soleil sur les marbres et le jet d'eau de la vasque épanoui dans la lumière matinale, la riche gamme de nuances des azulejos, les dentelles et les broderies des stucs, les fleurettes naïves des plafonds peints, les joyaux des vitraux et, près du divan, une fenêtre, ouverte sur la mer, une large baie ou s'encadre, avec les cyprès et les carrés de roses du jardin, la molle courbe des rivages, et devant laquelle on s'éternise à contempler la féerie des heures et les belles lignes de la terre...

LOUIS BERTRAND.

*(A suivre.)*

# LES BOUCHES CLOSES

DEUXIÈME PARTIE (1)

## IV

André passa le fleuve sur le Pont-Vieux et s'engagea dans la rue conduisant au quartier de cavalerie. Au couchant, quelques lueurs mauves traînaient encore, derrière les hauteurs de la forêt de Belmare. Mais déjà la ville était noire. Aurait-il le temps de faire la visite à laquelle il s'était décidé ? Par un ordre reçu dans l'après-midi, tous les officiers de son demi-régiment devaient être à neuf heures au quartier, prêts à marcher avec leur troupe. Un meeting avait lieu à la salle Ferrer auquel étaient conviés tous les groupements révolutionnaires ou pseudo-révolutionnaires. Les organisateurs s'étaient engagés à empêcher toute manifestation et toute formation de cortège à la sortie Mais étaient-ils sincères ou seraient-ils écoutés ? Fauvarques, à tout hasard, avait demandé au préfet le concours de la troupe.

André comptait aller, avant dîner, rendre visite au capitaine trésorier Lebouq, le père Lebouq comme on l'appelait, dont il attendait un conseil utile. En raison des ordres reçus, il dut rentrer vivement chez lui, dîner tôt, s'équiper. Cela fait, ayant encore une heure devant lui, il décida de tenter sa visite avant de rejoindre le quartier Kellermann.

Depuis sa dernière scène avec Lucienne au sujet de Fauvarques, il ressentait une écrasante tristesse. Sa vie lui apparaissait comme définitivement brisée et il s'accusait d'en avoir été

*Copyright by* Marcel Dupont, 1928.

(1) Voyez la *Revue* du 15 août.

le propre démolisseur. Remords plus perfide qu'un poison et dont il avait juré de se libérer. Sans doute il avait agi loyalement en se dressant entre sa femme et cet homme. Mais il remontait plus haut dans la genèse de leur querelle et, à la source, il trouvait à son compte une lourde faute. Comment avait-il pu laisser Lucienne s'immoler à sa place? Comment avait-il osé accepter qu'elle sortit de son rôle d'épouse et de mère?... Sans doute, en acquiesçant, il n'avait pas été sans éprouver un léger pincement de cœur, mais il ne s'était pas révolté, lui, le chef, devant ce bouleversement des rôles; il avait lâchement cédé à la facilité d'une solution honteuse pour lui. Il lui fallait trouver le moyen de racheter sa faute et ce moyen, le père Lebouq seul pouvait l'aider à le trouver. Celui-ci, il ne s'en cachait pas, travaillait chaque soir jusqu'à minuit pour faire vivre sa nichée, une femme et cinq enfants. Il lui servirait de tuteur et de guide.

Lebouq habitait, près du quartier Kellermann, une petite rue toute de guingois, sorte de venelle traversant un îlot potager parsemé de maisons d'aspect campagnard, peuplé de maraîchers et de pépiniéristes. Il logeait dans une bicoque élevée d'un étage à la frontière d'une cour et d'un enclos garni de serres et d'espaliers.

Une fenêtre éclairée servit de phare à André. Il l'atteignit non sans peine, car la nuit maintenant était opaque et des charrettes, des herses encombraient la cour. Ne trouvant point de sonnette, il frappa. Presque aussitôt la porte s'entrebâilla et il aperçut le père Lebouq lui-même, reconnaissable dans l'ombre à son crâne nu comme la main.

— Ah! par exemple! C'est vous, Geslain? Quel bon vent? Mais entrez donc. Nous avons achevé de dîner.

— Je m'excuse, dit André avec timidité, mais j'aurais à vous dire... à vous demander quelque chose de très important.

— Entrez, entrez.

Une porte ouverte éclairait faiblement le vestibule, sorte de couloir blanchi à la chaux d'où partait un escalier de bois conduisant à l'étage. Le capitaine Lebouq, prenant André par le bras, le força à pénétrer dans la pièce éclairée. C'était une salle assez grande, tenant à la fois du salon et de la salle à manger et meublée avec simplicité. Une modeste suspension de cuivre, voilée de percale rose, supportait une lampe à pétrole et

éclairait la table garnie de moleskine. Une petite fille et un petit garçon, installés sous la lampe, jouaient aux dames, tandis qu'au fond une grande jeune fille, vêtue d'un sarreau à petits carreaux blancs et bleus, rangeait de la vaisselle dans un bahut. A l'entrée de l'officier, le silence se fit, les deux enfants se levèrent de leur siège et chacun resta immobile. Trois paires d'yeux agrandis par la stupéfaction convergèrent vers l'intrus.

— Excusez Mme Lebouq, dit le trésorier en s'avançant; elle est au-dessus et s'occupe à coucher nos deux derniers. Les enfants, venez saluer M. Geslain et décampez. Nous avons à causer.

— Je suis désolé... commença André.

— Ta, ta, ta... C'est moi qui suis désolé de n'avoir pas un coin convenable pour vous recevoir. Mais nous n'avons que quatre pièces et une petite cuisine, et nous sommes sept! Allez donc parler d'un salon ou d'un bureau! Voici mes trois aînés : Albert, Jeanne-Marie et Julie.

L'un après l'autre, les deux enfants d'abord, la jeune fille ensuite, vinrent saluer l'officier, puis ils sortirent et l'escalier retentit de leur galopade et de leurs rires.

— Asseyez-vous, cher ami, je suis tout à vous.

Ils prirent place en face l'un de l'autre. Lebouq se cala soigneusement sur sa chaise comme pour écouter une longue confidence. Sa physionomie avait à la fois quelque chose de touchant et de comique. Une formidable moustache blanche relevée en crocs et des sourcils en broussaille contrastaient avec des joues d'enfant, charnues et roses, et un regard où s'épanouissaient, étroitement mêlées, bonté et force d'âme.

« Il vaut mieux que moi, songea André en le regardant, et comme j'ai follement tardé à chercher ici mon modèle! » Car il devinait quelle somme de courage et de persévérance se dissimulait sous cette simplicité, sous cette apparence bonasse.

— Mon cher Lebouq, dit-il, je viens vous demander votre aide. Cela, je vous l'avoue, m'a coûté un peu. Manque d'habitude. Mais il le faut..., il le faut. En ce moment, Lebouq, je suis un homme qui va à la dérive.

Il se tut. Pourquoi une demande si naturelle était-elle si difficile à formuler? Péché d'orgueil, sans doute. Avouer sa faiblesse lui paraissait un dur châtiment, à lui dont tous, officiers et soldats, vantaient le caractère, l'énergie, le don du com-

mandement. Le capitaine Lebouq ne disait rien, mais ses yeux fixaient les yeux de Geslain, comme s'il eût voulu le pénétrer jusqu'à l'âme et lui faire don de son propre courage. Légèrement penché en avant, les deux poings sur les cuisses, les coudes écartés, il sollicitait la confiance de tout son bon vouloir, de toute son affection.

André poursuivit :

— Mon beau-père, vous le savez, est mort il y a six mois et présentement nous n'avons que ma solde pour vivre, moi, ma femme et mes deux enfants. Joindre les deux bouts! Jamais je n'ai si bien compris ce que ces mots ont de pathétique, tout ce qu'ils impliquent d'impossibilité dans mon cas. Privations, économies, lésineries même, tout a été inutile. Je dois y renoncer. Et cependant je veux, je veux de toutes mes forces, trouver le moyen de subsister sans abandonner un métier que j'aime et où je considère que mon devoir est de rester. Alors, Lebouq, connaissant votre force de volonté, votre ingéniosité, je me suis dit : « Il ne refusera pas de me conseiller, de me guider, de m'arracher à l'abîme où je glisse. » Et me voilà. Dites, voulez-vous?

Le capitaine Lebouq passa sa main sur son crâne, réfléchit un instant, puis :

— Ce n'est pas facile, fit-il.

On eût dit qu'un combat se déchaînait en lui-même et André fut saisi de crainte. Allait-il être abandonné à sa détresse? Mais le visage de Lebouq se transformait. Cette lutte secrète, il la livrait contre sa propre émotion. Il souffrait de ne pouvoir tout donner de lui-même pour faire cesser le chagrin qui se confiait à lui. Il se pencha un peu plus et, mettant sa main sur l'épaule d'André :

— Cher, cher vieux camarade, dit-il, vous avez bien fait de venir. Le père Lebouq a connu des moments semblables; il comprend votre angoisse. Songez, Geslain. Quand, étant adjudant, j'ai été nommé sous-lieutenant, — cela ne date pas d'hier, — j'étais marié et j'avais déjà un enfant. Nous avons dû quitter notre logement du quartier de cavalerie, louer un appartement, vivre décemment comme il sied quand on a l'honneur de porter l'épaulette, et, je touchais, à l'époque, à peine un peu plus de deux cents francs par mois. D'autres mioches sont venus. Mais je m'étais juré d'élever cette marmaille comme doivent être

élevés des enfants d'officier, dignement. Et j'ai tenu parole.

Il jeta un regard circulaire dans la pièce demi-obscure et se frotta les mains avec tant de satisfaction que ses manchettes en celluloïd crépitèrent sur ses poignets comme des applaudissements.

— Vous voyez, dit-il, pas de luxe. Ah! dame, non. Pas de domestique non plus, mais du solide, de la propreté, du bien-être. A cela chacun peut parvenir. Loyer modeste, évidemment; quartier peu élégant, mais de l'air, de l'espace pour la jeunesse. C'est l'essentiel. Et puis tout le monde met la main à la pâte, chacun selon ses forces. Mme Lebouq dirige la maison. Ici c'est son domaine et je n'ai à m'occuper de rien.

Il se mit à rire.

— Je n'aurais pas le temps. Comment voudriez-vous? Je suis pris au quartier jusqu'à cinq heures. Je rentre, je me repose, je dîne, et à neuf heures je file boulevard Pasteur, chez le percepteur, où j'aligne des chiffres jusqu'à minuit et d'où j'emporte du travail pour mon dimanche. Grâce à ce petit effort, toute ma nichée pousse vigoureusement et quand je serai hors d'état de le poursuivre, ce sont eux, les chers petits, qui me remplaceront, qui me permettront le grand repos jusqu'au bout. Voilà mon secret, mon cher Geslain.

Il y eut un nouveau silence. André avait baissé les yeux. Par la voix de Lebouq il venait de s'entendre dicter son devoir et il contemplait l'avenir avec rancœur. Était-ce donc cela qu'exigeait la Patrie? Offrir sa vie, abdiquer toute indépendance, être prêt sur un signe à aller se battre à l'autre bout du monde, accepter d'être rayé de la liste des citoyens libres, n'était-ce pas assez de sacrifices? Fallait-il encore être réduit à mener dans l'ombre une existence seconde où, sans répit, même la nuit, un ingrat labeur assurerait la pitance de la femme, des enfants? Il dut faire effort pour imposer silence à sa révolte. Saisissant la main de Lebouq, il la serra chaleureusement.

— Merci, dit-il, vous m'avez montré le chemin. Je le suivrai, moi aussi, jusqu'au bout.

Il s'interrompit, honteux de sa faiblesse à peine domptée en face de tant de modestie et de bravoure. Puis il se décida :

— Pardonnez-moi, dit-il, j'ai encore un autre service à vous demander.

— Parlez, Geslain. Tout ce que je pourrai faire pour vous, je le ferai.

— Vous êtes un homme exquis, Lebouq, et vous allez sourire de ma demande. Moi, voyez-vous, je me trouve à cette heure comme un enfant de dix ans qu'on aurait lâché seul dans la vie. Mon passé tout uni ne m'avait pas préparé à de telles embûches. Je suis prêt à travailler de toutes mes forces, mais où? mais de quelle façon? mais avec qui? Comment avez-vous fait, vous? Ne pourriez-vous m'aider, m'épauler pour trouver ce nouveau gagne-pain? Tout seul, j'ai peur de me décourager ou de me révolter si l'on me repousse.

— Je vous comprends, dit avec gravité le capitaine Lebouq. C'est pénible la première fois. Ne vous tracassez pas, mon cher Geslain. Dès ce soir, j'interrogerai, je chercherai. Ah! par exemple, pas d'impatience. J'estime qu'un officier ne doit pas accomplir certaines besognes. Travaillons, soit! Mais, respect à l'uniforme, que diable! J'ai mis plus d'un mois à trouver ce que j'ai. Ce fut dur. J'ai dû emprunter. Mais quand le père Lebouq entre dans le bureau du percepteur, personne n'a envie de sourire, je vous jure. Fiez-vous à moi. Je trouverai.

André se leva.

— Mon ami, dit-il, mon cher ami, je ne saurais vous dire combien je suis ému et quelle gratitude...

— Voulez-vous bien vous taire! Être camarades de régiment, n'est-ce pas plus que d'être frères? Allons, je sors avec vous.

Il décrocha d'une patère un chapeau de forme antique, prit un portefeuille placé sur le buffet et, ouvrant la porte, fit passer André devant lui. Dans le couloir, il cria :

— M^me^ Lebouq, bonsoir. Je pars avec M. Geslain.

— Bonsoir, mon ami, dit une voix lointaine.

Et ils sortirent. Dans la rue, André saisit de nouveau la main du vieux soldat et l'étreignit avec force.

— Nous ne prenons pas le même chemin, dit-il avec mélancolie. Notre tâche, ce soir encore, est différente.

— Je préfère la mienne, dit Lebouq. La politique, quelle saleté! Je fais le vœu que vous n'ayez pas à marcher cette nuit. Au revoir et comptez sur moi.

André, tournant le dos à la ville, s'éloigna.

La rue était pareille à celle d'un village, la nuit. De longs

murs la bordaient. Derrière les portails et les grilles, des chiens aboyaient au bruit des pas de l'officier. Le parfum des lilas embaumait l'air et se mêlait à l'odeur du terreau fraîchement remué.

Malgré la douceur de la soirée, André frissonna. Maintenant qu'il n'avait plus pour tromper sa fièvre le bruit de sa propre voix et de celle de Lebouq, il sentait comme un grand coup de froid lui fouetter le dos. A l'idée d'avoir à opérer un changement dans l'existence réglée où il s'était installé, sa sensibilité s'exaspérait. Mille pensées assiégeaient son esprit. Elles s'y poursuivaient en tourbillon et il en percevait seulement le bourdonnement sans distinguer un point précis auquel sa raison pût s'accrocher. Hébété, il avançait machinalement dans le chemin suivi chaque jour.

Soudain, à courte distance, une horloge sonna neuf heures. Dans le quartier tout proche, la sonnerie de l'appel du soir lui répondit, cascade de notes dégringolant, puis remontant et semblant se poursuivre gaiement comme des écoliers sortant de la classe. Dans le silence et le calme de ce faubourg déjà endormi, elle résonnait comme une fanfare guerrière pleine de joie saine et de force. Échappant à son rêve, André s'arrêta pour l'écouter.

Alors il lui sembla que la nuit s'illuminait. Il éprouvait avec délices la sensation de baigner dans une atmosphère de sérénité et de force. Ses artères cessèrent de battre la chamade. Sa véritable raison de vivre le reprenait. Il avait l'impression de sortir d'un chemin inconnu semé de fondrières et d'avancer dans une allée tapissée de gazon et si droite, si large qu'il y pouvait marcher les yeux fermés. Que lui parlait-on d'aligner des chiffres, de tenir des livres, de se courber sur une tâche de rond de cuir? Cette sonnerie dans la nuit l'appelait à son destin. Il impliquait, ce soir-là, un pénible devoir. Mais on ne discute pas le devoir. Soldat, à ton poste!

Le brigadier de garde entr'ouvrit, pour le laisser passer, la petite porte latérale donnant accès dans la cour. Avant de s'éloigner, André se retourna vers la ville. Le quartier la dominait légèrement. A travers la grille il l'entrevit dans le halo roussâtre montant de ses rues, de ses places, de ses quais aux mille lumières. Il distingua, éclairés comme dans un décor de théâtre, les deux tours et la flèche de la cathédrale, le haut

clocher de Saint-Leu, les deux dômes du Muséum et du grand théâtre, mais son regard fouilla surtout la tache plus sombre des bas quartiers de l'est. Il cherchait à reconnaître ce coin de la cité où, à cette heure, des hommes s'écrasaient sous des drapeaux rouges pour entendre des paroles de révolte et de haine. Une rumeur s'élevait, pareille à la menace de la mer montante. André évoqua la multitude des êtres formant ce corps gigantesque et vivant. Énigme tragique. Où conduirait cette lutte entre les éléments sains et les éléments viciés d'un sang bouillant de fièvre, cette lutte entre les constructeurs et les démolisseurs, entre la sainteté du travail et le désir forcené de jouir à tout prix et sans attente?

Le cœur serré, André s'enfonça dans la vaste cour noyée d'ombre. Seule, du côté de la salle d'honneur, une vive lumière tombant des fenêtres, faisait jaillir de la nuit la ligne claire des abreuvoirs du 1er escadron. C'était dans cette salle, sans aucun doute, que s'étaient réunis les officiers des unités consignées.

André se dirigea d'abord vers les écuries de son escadron et y pénétra. Une ampoule électrique éclairait les travées chichement. Néanmoins il constata du premier coup d'œil que ses ordres avaient été ponctuellement exécutés. Les chevaux étaient sellés, les brides accrochées derrière eux à la sauterelle des batflancs et au milieu de l'allée centrale les mousquetons et les sabres alignaient leurs faisceaux. Derrière les chevaux deux hommes circulaient, attentifs à les empêcher de se coucher. Tout cela était net, propre, disposé avec une recherche de perfection dans les détails. André sourit. Il percevait le rythme de l'admirable machine toujours prête à donner son plein rendement. Quelle sottise de vouloir en changer les rouages sans être assuré d'un résultat égal !

Les deux dragons s'étaient arrêtés et, face à leur chef, le saluaient. Il leur répondit d'un geste affectueux de la main :

— Bonsoir Riffaud..., bonsoir Hutier.

Les deux hommes sourirent largement. Être connu par son nom de celui qui commande plus de cent cinquante cavaliers, c'est être distingué par lui, c'est se sentir récompensé des peines, des efforts accomplis pour le bien du service. Et comme le capitaine Geslain connaissait le nom de tous ses dragons, chacun d'eux était fier de s'entendre nommé par lui.

André passa de même dans les autres écuries. Partout régnait le même ordre exact. A pas lents, il refit en sens inverse le chemin parcouru, s'attardant dans sa promenade, s'imprégnant de l'atmosphère où il plongeait, en éprouvant une sorte d'ivresse. C'était cela sa vie, cette odeur de litière chaude où traînait un arrière-goût de foin, ces reflets métalliques sur les armes, sur les boucles bien astiquées des harnachements, ce doux bruissement des mâchoires broyant la paille, ce cliquetis des chaînes sur les mangeoires et au delà, en imagination, les chambrées aux lits bien alignés, le magasin aux collections soigneusement rangées, l'ordre, l'esprit en éveil, les forces toujours en alerte, toutes ces choses familières et d'apparence banale, dont l'assemblage formait l'instrument sans pareil forgé par ses soins. Et l'on voudrait l'arracher au gouvernail ! Autant demander au jardinier d'abandonner ses plates-bandes, au mécanicien sa machine, au cultivateur son champ, à l'écrivain sa plume et son papier. Tout cela faisait partie de lui-même au même titre que son âme et que sa chair. Il s'y tiendrait.

Avant de sortir il s'approcha de l'intervalle double réservé à son grand pur-sang, Tiburce. Le cheval se mit à hennir. André lui parla, de ce langage convenu dont il faut savoir parler aux bêtes et qu'elles comprennent si bien.

— Ho là !... Tout beau, Tiburce... là, là, mon fils.

Et il lui flatta la croupe. Doucement sa main descendit, se glissa dans la tiédeur veloutée des cuisses qu'il caressa. Puis, s'avançant dans la paille fraîche, il alla lui taper l'encolure. Le cheval tourna la tête, chercha la main de son maître, espérant y découvrir quelque friandise. André passa légèrement sa main dégantée sur les naseaux duvetés. Comme ils s'aimaient tous les deux !

André se surprit à murmurer :

— Gratte-papier... employé de banque !... quelle dérision !

Et de toutes les forces de son cœur, il prêta un nouveau serment de fidélité au métier des armes.

Sans hâte, il gagna la salle d'honneur. Devant la porte, il se trouva face à face avec l'adjudant de semaine qui s'apprêtait à y entrer un pli à la main.

— Qu'y a-t-il, Boutaride?

— Des ordres, mon capitaine.

Ils pénétrèrent ensemble dans la pièce. Un nuage de

fumée s'étendait comme un brouillard autour des lampes électriques, car, pour tromper l'attente, pipes et cigarettes fonctionnaient à force. Sur la grande table jonchée de revues et de journaux, les casques et les étuis de revolver traînaient, mêlés aux gants et aux cravaches. Le chef d'escadrons Le Corbennois était presque allongé dans un des vastes fauteuils. Il retira sa pipe de sa bouche. Tous les officiers s'étaient tus. Chacun avait hâte de connaître le contenu de l'enveloppe jaune apportée par l'adjudant.

Sans bouger de son fauteuil, Le Corbennois tendit une main nonchalante, prit le papier du bout des doigts, le déplia sans hâte et le parcourut du regard. Cela fait, dans le silence, il lut à demi-voix :

« Au reçu du présent ordre, un escadron du 32e dragons se portera place Paul Bert où il devra se trouver à 22 h. 30. Dès son arrivée, le capitaine commandant se mettra à la disposition du commissaire central. L'escadron resté au quartier devra être formé à la même heure dans la cour du quartier, ainsi que le peloton d'autos-mitrailleuses désigné. Le chef d'escadrons prendra éventuellement le commandement de ce dernier détachement.

« Le lieutenant-colonel, major de la garnison.

« Signé : MERMETZ. »

— Geslain, dit Le Corbennois, à vous de marcher. Sale corvée, mon cher. Vous n'aurez, espérons-le, qu'à faire acte de présence. Je vous le souhaite de tout cœur.

Déjà les trois officiers du 4e escadron étaient sortis pour rassembler les pelotons. Le chef d'escadrons accompagna le capitaine Geslain sur le perron. C'était un vieux soldat de caractère assez rude et peu habitué à dissimuler sa pensée. Il serra le bras d'André :

— Oui, sale corvée, grogna-t-il. La révolution gronde. Alors on se souvient de nous; on s'en souvient pour nous placer entre le danger et ceux qui l'ont laissé croître. Nous sommes le bouclier derrière lequel on se place et à l'abri duquel on nous criera : Défendez-nous!... Tirez... Tuez!... Alors qu'un peu d'énergie eût suffi à empêcher le mal d'éclore.

— Comptez sur moi, mon commandant. S'il faut agir, je le ferai avec toute la prudence possible.

Ils écoutèrent un instant le frémissement de la nuit animée d'une vie singulière. Le pas des chevaux sur le pavé des pistes, le cliquetis des armes, les voix étouffées des hommes se fondaient en un murmure à peine distinct.

— J'ai pleine confiance en vous, Geslain, dit Le Corbennois. Vous êtes de la trempe d'autrefois, de celle dont on faisait des chefs à l'épreuve. Ne rompons pas ce qui reste de la vieille armature. Elle était toute notre force.

André s'éloigna. Dans la nuit l'escadron achevait de se former, le dos aux écuries, les cavaliers à la tête de leurs chevaux. Les falots des gardes d'écurie, pareils à des lucioles ailées, zigzaguaient entre les rangs. Un dragon promenait Tiburce à petits pas. André s'en approcha. Le grand pur-sang, tirant sur les rênes, baissait le nez jusqu'au sol, soufflait bruyamment et se battait les flancs à grands coups de queue, signe indéniable de sa mauvaise humeur. A-t-on idée de tirer un honnête cheval de son écurie et de le harnacher en guerre pour on ne sait quelle randonnée nocturne? Il tourna vers son maître un regard de reproche. Mais le capitaine Geslain sauta en selle.

— A cheval, commanda-t-il.

Il y avait là deux agents cyclistes venus pour guider l'escadron. L'un d'eux expliqua à André :

— C'est pour éviter la route directe, rapport au quartier Saint-Anselme qu'il vaut mieux contourner, à cause des tissages. Les grévistes sont à la salle Ferrer, mais il y a les femmes et les enfants... Il pourrait y avoir du vilain...

— Je vous suis, dit André.

Les hommes de garde ouvraient la grande grille. André attendit que le premier peloton l'eût rejoint. Il se trouva alors avec son lieutenant en premier, Moreau Saint-Loup, garçon taciturne et peu communicatif. C'était un officier consciencieux, s'occupant méticuleusement de ses hommes et de ses chevaux, mais qui, par une forme singulière d'amour-propre, s'efforçait à cacher son réel mérite. Il craignait de paraître soucieux de son propre avancement et cette modestie hors de saison lui nuisait.

André se félicita de l'avoir à son côté. Moreau Saint-Loup avait l'esprit froid et la poigne solide. Avec lui il savait être obéi exactement et n'avoir pas à redouter un flot de paroles inutiles. Il n'en eût pas été de même s'il avait eu à côté de

lui Baudigny, son autre lieutenant, ou de Faivret, son jeune sous-lieutenant. André aspirait au calme et au silence.

Dans les rues où de rares becs de gaz trouaient la nuit de loin en loin, l'escadron déroulait sa longue chenille entre des maisons basses coupées de jardins. Le faubourg dormait déjà et le bruissement métallique de la troupe en marche secouait à peine sa torpeur. Quelques volets claquèrent, des fenêtres s'ouvrirent laissant entrevoir sur un fond de lumière des silhouettes affublées pour la nuit. Au seuil d'un cabaret, les buveurs accoururent et contemplèrent sans mot dire ces cavaliers en armes qui surgissaient de l'ombre, passaient et replongeaient aussitôt dans le noir, laissant derrière eux un nuage de poussière âcre. Et nul n'avait envie de railler. Sur les cœurs pesait le mystère enfermé dans la minute suivante.

André s'était tout à coup senti comme séparé de lui-même. A l'arrière des deux bicyclettes le petit signal rouge avait accroché son regard et l'attirait, mais sa pensée, rompant avec son être de chair, s'était envolée vers la rue François-Villon. Il venait d'y passer un moment d'angoisse. Devant sa femme muette il avait dîné rapidement. Tout le temps du repas, Lucienne n'avait pas cessé de le fixer de ses beaux yeux, étrangement agrandis ce soir-là. En vain, sous ce regard, avait-il essayé de paraître d'excellente humeur, d'engager la conversation. Le tête-à-tête avait été tout à fait pénible.

Mais quand il s'était approché de la jeune femme pour l'embrasser, les nerfs de celle-ci, trop longtemps bandés, avaient brusquement cédé. Elle s'était jetée contre lui avec une sorte de furie et l'avait étreint désespérément. Son corps était secoué de sanglots. Pour la première fois depuis la proposition de Fauvarques il l'avait retrouvée telle que jadis, avec ses élans de tendresse passionnée et cette façon frénétique de vouloir se jeter entre son amour et le danger. Ç'avait été pour André un instant de bonheur allant jusqu'au vertige. Il couvrait de baisers les cheveux, les yeux et la bouche de Lucienne et le même frisson les liait. Il retrouvait vivante cette force divine qui fond en une seule toutes les fibres des amants, cette force qu'il avait crue morte. Contre les lèvres de sa femme il murmura :

— Comme je t'aime !

Elle releva la tête lentement. Insatiable, cherchant à lire

plus loin que le miroir énigmatique des yeux, Lucienne demanda, comme si elle n'avait pas entendu :

— M'aimes-tu ?

Et comme, pour toute réponse, il cherchait encore ses lèvres, elle s'écarta brusquement et répéta avec fièvre :

— M'aimes-tu ? M'aimes-tu ?

— Si je t'aime ? Ne le sens-tu donc pas ? Ne sens-tu pas ma douleur de chaque minute, de chaque seconde depuis notre dispute ? Souffrirais-je, si mon amour avait faibli ?

Lucienne secoua lentement la tête.

— Si tu m'aimais comme avant, dit-elle, tu n'aurais pas repoussé ma prière.

Le rêve d'André s'évanouit. Il se retrouvait, comme devant, en face de son remords et en face de sa rancune. Un instant, il avait eu l'intention de renoncer à voir Lebouq ce soir-là pour jouir encore une heure de ce renouveau. Maintenant il ne s'en croyait plus le droit. Il ne fallait pas différer davantage la possibilité de réparer ses torts. Il s'écarta de quelques pas.

— Lucienne, dit-il, tu sauras avant peu ce que j'ai décidé. Et si vraiment j'ai péché contre toi, alors, mais alors seulement, tu me pardonneras, j'en suis certain. Adieu.

Il descendit l'escalier à pas lents et elle le suivait des yeux, de ses yeux que l'angoisse semblait avoir subitement creusés. Chacun d'eux espérait, attendait le cri qui les eût rejetés dans les bras de l'un de l'autre. Aucun d'eux n'osa le proférer.

Et maintenant il s'enfonçait dans l'inconnu.

L'escadron pénétrait dans la ville basse. Les fers des chevaux sonnaient sur le pavé et à la clarté des réverbères les rails des tramways s'allongeaient en traits de feu. Là, toute la population veillait. Aux fenêtres, au pas des portes, petits bourgeois et boutiquiers se pressaient. Quelques badauds accompagnèrent la troupe, marchant à hauteur de la tête de colonne, mais la plupart des habitants, gens raisonnables, jugeaient plus prudent de rester chacun chez soi. Un mauvais coup est vite reçu et il flottait dans l'air une atmosphère de bataille.

Bientôt André aperçut au bout de la rue les lampadaires de la place Paul Bert. Laissant à Moreau Saint-Loup le soin d'y mener l'escadron, il prit le trot et le devança.

Une escouade de fantassins et de policiers barrait l'entrée de la place qu'on avait fait évacuer. Éclairé par les lampes à arc, le grand rectangle paraissait presque vide avec, de chaque côté, ses arbres en quinconces et, au centre, sa statue monumentale pareille à un grand fantôme blanc. A l'autre extrémité deux pelotons de gendarmes à cheval étaient rangés de part et d'autre de la rue des Tisserands. Celle-ci s'allongeait, également vide, jusqu'à la rue Traversière où était située, tout près, la salle Ferrer.

Au pied du monument central stationnait un groupe de personnages vers lesquels immédiatement se dirigèrent les deux agents cyclistes. André mit son cheval au pas et s'approcha.

Un homme s'avançait déjà à sa rencontre. A son képi brodé l'officier comprit qu'il avait affaire au commissaire central Verbech. Une face livide coupée d'un nez immense et d'une moustache au poil rare, un lorgnon clignotant, voilà tout ce qu'il entrevit à la clarte des lampadaires. Sans descendre de cheval, André se présenta :

— Capitaine Geslain, commandant l'escadron à la disposition du commissaire central.

Le commissaire Verbech lui rendit son salut et se mit à parler avec volubilité.

— Mon capitaine, je vous serais reconnaissant de former votre escadron face aux Tisserands. Vous serez bien aimable ensuite de mettre pied à terre et de venir me parler. Il est essentiel que nous nous entendions bien sur ce que je pourrais avoir à vous demander.

André s'inclina sans répondre.

Ayant fait former son escadron en bataille au fond de la place et commandé de mettre pied à terre, il descendit lui-même de cheval et vint retrouver le commissaire. Celui-ci l'attendait, flanqué de ses deux divisionnaires, du commandant de gendarmerie et de quelques individus en civil qu'il ne connaissait pas.

— Mon capitaine, j'espère que nous n'aurons pas à nous servir de vous. Les organisateurs du meeting nous ont promis le maintien de l'ordre et nous pouvons, je crois, avoir confiance en leur parole. Il faut tout prévoir cependant. La chaleur d'une réunion publique cause des ravages dans les cerveaux.

Et puis, avouons-le, les chômeurs endurent depuis longtemps de cruelles souffrances. Elles pourraient excuser un moment d'égarement...

Le commissaire expliqua sa tactique. Si un mouvement se produisait soit vers l'hôtel de ville, soit vers la préfecture, on ferait intervenir les pelotons de gendarmes. L'escadron serait en réserve et ne marcherait qu'en cas d'absolue nécessité. Verbech conclut :

— Et surtout, n'est-ce pas ? évitons les conflits à tout prix. Pas de coups. Du calme, du calme, du calme.

— Monsieur, dit André, je réponds de mes hommes. Ils ne frapperont jamais les premiers. Mes gradés ont des ordres.

— Parfait.

— Mais ces ordres leur enjoignent également de réprimer toute attaque avec la dernière énergie.

Un silence suivit cette déclaration.

— Bien entendu, dit enfin Verbech. Nous sommes d'accord.

André s'inclina et rejoignit son escadron, mais il ne se mêla pas au groupe de ses officiers. L'heure de l'action était proche, celle de se recueillir était venue. Il tenait à fixer d'avance sa règle de conduite.

Il n'eut pas le loisir de poursuivre sa méditation. Du côté de la rue des Tisserands s'élevait une sorte de frémissement qui attira son attention. Des cyclistes apparurent, débouchant de l'autre extrémité à force de pédales. Les gendarmes remontaient à cheval et le petit groupe des chefs de police tournoyait sur place comme pris dans un tourbillon. On entendait un brouhaha lointain pareil à un vent d'orage passant sur la forêt. Parmi les badauds des fenêtres, un mouvement se produisit. On se tassait pour mieux voir, chacun, avec une curiosité féroce, escomptant les émotions d'un conflit.

Et tout à coup le murmure fut dominé par un chant lointain, d'abord indistinct mais qui se précisa bien vite. Des voix par centaines s'ajoutaient aux voix; leur diapason s'enflait; enfin il se déchaîna avec la violence d'une tempête. On eût dit un hymne religieux et sauvage à la fois. Chant de triomphe, chant d'espoir, apostrophe à l'avenir et menace au passé, il semblait à l'étroit dans la prison où il déferlait et on eût pu croire qu'il s'efforçait à en faire sauter les murailles pour s'épandre sur la ville comme le torrent brisant sa digue. De

l'espace et des cloisons de pierre atténuaient cette violence et empêchaient de saisir le sens des paroles, mais André, l'oreille tendue, distinguait nettement chaque strophe. Les milliers d'hommes enfermés là les égrenaient une à une sans hésiter, comme une leçon apprise dès l'enfance. Deux mots seulement se percevaient avec précision. Ils tombaient à la fin de chaque couplet et on eût dit deux coups de marteau clouant une banderole au fronton d'un échafaud. : *Révolution ! Révolution !*

Un silence mortel avait envahi la place. On avait presque ressenti le frisson qui avait parcouru l'atmosphère. Les corps se penchaient aux fenêtres. Une femme poussa des cris. On entendit le bruit d'un volet qui se fermait avec fracas. Une vitre se brisa sur le trottoir en mille miettes. Un chien, pris de panique, traversa la chaussée à une allure folle.

Placé dans la possibilité de l'action, André avait retrouvé tout son calme. Lentement il se mit en selle, fit face à l'escadron et commanda :

— Garde à vous !

Les dragons, d'un seul geste, se raidirent, les talons joints, le menton haut.

André, sans hâte, scruta de la droite à la gauche la ligne des regards tendus dans l'ombre des casques. Il n'y eut aucune hésitation chez les hommes. Sur-le-champ un courant de confiance s'établit de leurs âmes à la sienne. Il les possédait, il disposait d'eux à l'avance, assuré d'être suivi jusqu'au bout, quoi qu'il décidât. Il goûta avec âpreté la joie d'être chef et de le mériter.

— A cheval ! commanda-t-il.

Et, sans ajouter un mot, il fit faire demi-tour à Tiburce et se plaça face à la rue des Tisserands. Celle-ci était toujours vide. Au confluent de la rue Traversière, également déserte, on n'apercevait que le mince barrage de gendarmes à pied et d'agents.

A chaque seconde, le chant de mort croissait en force. Les nerfs s'exaspéraient de l'attente.

Un petit groupe de gens se dirigea soudain vers André d'un pas rapide. Il reconnut le képi brodé du commissaire Verbech. Celui-ci paraissait la proie d'une agitation fébrile.

— Mon capitaine, s'écria-t-il, la réunion est terminée.

Veuillez porter tout de suite votre escadron à l'entrée de la rue des Tisserands. En vous voyant derrière le barrage de police, ils n'auront pas la tentation de le rompre.

André leva le bras :

— Ligne par trois, commanda-t-il.

Les peletons rompirent derrière lui dans un bruit de piétinement, d'aciers heurtés, contournèrent le monument central à droite et à gauche, puis se rassemblèrent en une masse compacte à l'entrée de la rue. Là il les arrêta. Une centaine de mètres les séparaient de la rue Traversière. André s'avança seul à mi-chemin et attendit. Ce ne fut pas long.

Un flot humain tout à coup déferla, esquissa quelques remous devant le barrage, hésita, tournoya, puis, poussé par le courant, s'engagea à vive allure dans la direction du faubourg. Quel spectacle ! La rue Traversière avait pris l'aspect d'un étroit chenal où roulait un torrent entre deux hautes berges. Ce torrent était fait d'épaules et de têtes pressées les unes contre les autres. La lumière blafarde tombant des becs électriques accentuait la rudesse des traits, creusait la cavité des yeux, donnait à la crispation des visages quelque chose d'infernal. Tous, en passant devant la brèche ouverte par la rue des Tisserands, tournaient leurs yeux vers la muraille de cavaliers casqués bouchant hermétiquement cet exutoire devant les quartiers riches de la ville. Quelle tentation ! Là était la contrée détestée et désirée, là l'opulence, là les intérieurs gorgés de splendeurs, dont les imaginations échauffées se faisaient des tableaux féeriques. Et là, surtout, trônant dans son palais, il y avait le tyran socialiste, le faux frère, le principal objet de leur haine, Marcelin Fauvarques. Ah ! cet appétit de meurtre, ce désir de briser, de fracturer, d'envahir les demeures aux portes renversées, de fouiller à pleines mains les coffres emplis de joyaux, de froisser la chair satinée des femmes, comme ils avaient bien su les surexciter les orateurs empoisonneurs de consciences, les soi-disant amis du peuple. Tout cela, sur les faces entrevues une seconde, se devinait à l'exécration des regards, au feu des prunelles, au mépris ou à la gouaille plissant le coin des lèvres.

Et ce qu'il y avait de plus impressionnant, c'était le silence de toutes ces bouches. Quelle discipline ! Tandis qu'au loin, dans la salle encore pleine, montait toujours l'hymne de la

révolution, ici, sous la menace des commissaires communistes, on n'entendait que le roulement des gros souliers sur le pavé.

André se sentait toujours aussi calme, aussi lucide. Avec netteté, il revoyait dans sa mémoire les circonstances analogues où il avait dû, avant la guerre, collaborer au maintien de l'ordre. Et il établissait un parallèle. Jadis la misère était presque toujours à l'origine des grèves. Aujourd'hui rien de semblable. L'ouvrier, bien payé, pouvait vivre de son travail largement, s'il ne jetait pas tout son gain sur le zinc des cabarets. On n'avait là, devant soi, que des rebelles, aux ordres d'agents étrangers. Sur un ordre de ceux-ci la tourbe aveugle était prête à déchaîner le carnage sur la patrie. Contre de tels crimes aucune pitié ne saurait être admise.

Le flot coulait toujours.

De temps à autre, rompant le bruit des semelles ferrées sur le pavé, un cri partait :

— A bas l'armée !

— A bas les flics !

Mais aussitôt des hommes à brassard rouge placés à l'angle de la rue commandaient :

— Silence.

Et nulle voix ne s'élevait. Le piétinement reprenait, régulier, presque sans heurt. Et toujours les visages se tournaient vers André, faces bouleversées par la haine, par le besoin inassouvi de frapper. C'était une fresque mouvante digne de figurer l'Enfer.

Cela dura plus d'une demi-heure. Le chant diminua de violence, puis s'éteignit. Le flot s'éclaircit, se termina en ruisselets, puis en gouttelettes s'égrenant une à une. Un instant la rue fut vide, entièrement. André respira plus librement. Il croyait terminé le défilé sinistre.

Et soudain la chaussée retentit sous les pas cadencés d'une troupe en marche. Il crut qu'un détachement d'infanterie s'éloignait, son service terminé, et regagnait la caserne. Et voici ce qu'il vit.

Tête haute, poitrine ouverte, ils étaient bien deux cents hommes marchant en rangs serrés, alignés, compacts. Leur tenue était identique : chemise kaki, béret rouge, grosse canne portée à la façon d'une épée nue. Encadrés par des commissaires à brassard rouge, ils avançaient comme s'ils

étaient mus par le même moteur. Aucune troupe régulière n'aurait pu donner une impression de puissance plus concentrée, de discipline et d'allure plus militaire. Il y avait là, mêlés à des gens de chez nous, des Arabes, des nègres, des figures aux types de tous pays. Dédaigneux, le regard farouche et paraissant fixer au loin quelque image surnaturelle, ils passèrent. C'était l'arrière-garde de l'armée rouge.

Comment pouvait-on tolérer le déploiement de cette force ennemie au cœur de la cité? Les agents, les gendarmes alignés en travers de la rue semblaient assister à une parade et lui rendre les honneurs. La fureur s'empara d'André, ses doigts se crispèrent sur les rênes et sa main droite, d'instinct, glissa vers la garde de son sabre.

Les officiers de l'escadron avaient laissé leurs chevaux s'avancer pas à pas jusqu'auprès de lui. De Faivret, le jeune sous-lieutenant, dit d'une voix haletante :

— Mon capitaine..., mon capitaine... on laisse faire cela! . Mon capitaine, tapons dessus.

Baudigny grogna :

— Alors?... Qu'est-ce que nous f...ons ici?... Faut-il faire présenter les armes?

André baissa la tête. Obéissance, comme souvent tu es synonyme de sacrifice! Il eut la vision des carnages, des crimes abominables rendus possibles par la faiblesse des chefs. Le souvenir russe le hanta. La patrie était-elle donc vouée à la mort? O douleur! Ne rien pouvoir contre l'imbécillité, la lâcheté, que pleurer. C'est tout ce qui reste au soldat qu'on désarme.

Ce fut à peine si ses yeux embués aperçurent le peloton de gendarmes à cheval fermant la marche, comme ils eussent fait d'un cortège de mascarade. La rue était vide. Les fenêtres, les volets se fermaient un à un.

Soudain le commissaire Verbech se dressa devant lui, le regard brillant derrière son binocle.

— Mon capitaine, vous pouvez emmener vos hommes. Nous n'avons plus besoin de vous. Je vous remercie. Bonsoir.

Il eut un petit rire sec et ajouta :

— Vous voyez, tout s'est très bien passé, très bien.

André détourna la tête.

## V

Le lendemain, comme la leçon de piano s'achevait, Fauvarques entra sans bruit dans le salon. Son pied effleura à peine le plancher et tout de suite chercha le tapis. Dans la glace inclinée devant elle, Lucienne aperçut sa silhouette mince et sombre sur le fond de boiseries claires. Elle ne se retourna pas, mais continua de l'observer sans qu'il s'en doutât. Immobile, il dardait sur elle son regard de bête avide ; sous le cuir de ses joues les muscles montaient et descendaient et ses tempes étaient devenues couleur de cuivre rouge. Elle fut saisie d'une peur stupide : il lui semblait que Fauvarques allait bondir sur elle et lui planter ses griffes dans la nuque.

Elle se leva brusquement et d'un coup sec fit retomber le couvercle du clavier. Lorsqu'elle fit face à Fauvarques, elle n'avait plus devant elle que l'homme le plus respectueux et le plus souriant du monde. D'une caresse il congédia sa fille et dit, en regardant Lucienne qui remettait ses gants :

— Qu'avez-vous ? Vos yeux sont rouges et cernés. Auriez-vous pleuré, seriez-vous souffrante ?

Elle crut discerner de l'émoi sur son visage, peut-être de la compassion et elle ne supposa pas qu'il pût feindre. Elle avoua :

— J'ai à peine dormi. Mon mari était à la salle Ferrer avec son escadron, cette nuit, et je n'ai pu retrouver le calme, même après son retour.

Il comprit qu'elle l'accusait d'avoir été la cause de son tourment et il détourna lentement la tête. Elle ne s'y trompa point et n'eut garde de laisser l'occasion s'échapper.

— Si vous le vouliez, s'écria-t-elle, toutes ces haines s'apaiseraient sur l'heure. Oh ! disposer d'un tel pouvoir et ne point en user !... Comment pouvez-vous vivre, jouir de ce soleil, de ces fleurs, de tout ce luxe ?... Comment pouvez-vous goûter la joie d'être père ?

Le front de Fauvarques se plissa.

— Je vous en prie, dit-il, asseyez-vous, écoutez-moi.

Elle eut une hésitation, mais la repoussa aussitôt. Puisque le destin lui accordait quelque influence sur cet homme, pourquoi n'en point tirer parti ? A une heure aussi pathétique, peut-

être pourrait-elle l'orienter dans une voie plus humaine. C'était servir le bien public. Elle prit place dans le fauteuil qu'il lui indiquait. Fauvarques s'assit en face d'elle et cette fois la lumière le frappait de face, laissant deviner la chaleur de son sang sous la peau mate et mettant des étincelles d'or dans ses prunelles.

— Vous me jugez donc bien féroce ? dit-il avec une douceur inattendue dans la voix.

Elle ne répondit pas. Son cœur s'amollissait au contact de cet abandon qu'elle jugeait spontané. Elle se sentait tiraillée entre deux pôles : son parti pris de conserver intacte l'image qu'elle s'était faite de Fauvarques d'après les affirmations d'André, et d'autre part l'apitoiement qu'elle sentait naître, en dépit de ses efforts, pour cet homme peut-être méconnu, peut-être calomnié. Juger un individu au travers de ses opinions politiques, n'est-ce point, presque toujours, le regarder à l'aide d'un prisme déformant ?

Fauvarques dut prendre son silence pour un acquiescement, car il reprit :

— Je sais, je sais... Aux yeux des uns je ne suis qu'un démagogue poussant la société vers l'abîme ; pour les autres une bête de proie altérée de sang plébéien. La sottise humaine est insondable et je ne m'attarderai pas à désarmer mes adversaires. Mais, de votre part, un jugement injuste m'est insupportable.

Il se tut un instant, espérant de Lucienne un encouragement à poursuivre ; mais celle-ci était comme perdue dans une barque sans rame ni gouvernail. Elle se sentait en péril et préférait le silence à une parole maladroite.

Fauvarques sut réprimer un mouvement de dépit. Il continua d'un ton parfaitement calme :

— Je vous demande seulement d'attendre. Avant peu mes actes auront plaidé ma propre cause. Vous n'avez aucune crainte à avoir, parole d'honneur. Je suis maître de la situation et serai débarrassé avant peu, soyez-en sûre, des quelques misérables qui cherchent à dévoyer la masse des braves gens, masse stupide.

Il s'animait peu à peu.

— D'ailleurs, je ne marche ni en aveugle, ni en présomptueux. Je m'entoure d'avis, de conseils, d'approbations. Pas un

de mes actes qui ne s'appuie sur des bases sûres. Tous les industriels me soutiennent, et la Chambre de commerce, avant-hier, m'a adressé des félicitations à l'unanimité. Je ne regrette rien. On m'accuse d'avoir flatté le peuple pour le mieux asservir. Halte-là! C'est confondre à plaisir deux éléments nettement distincts. J'ai toujours, il est vrai, visé à développer chez l'ouvrier la conscience de sa dignité de citoyen libre. Où est le mal? N'est-il pas, en tant qu'homme, mon égal et l'égal des plus haut placés? Il doit avoir sa part dans les affaires publiques, dans l'élaboration des réformes sociales, voire dans l'exercice du pouvoir. C'est la gloire de la démocratie d'avoir fait à chacun sa place dans la cité. Mais, hors de la politique, l'ouvrier n'est plus que l'outil dont je me sers, dont nous nous servons pour la prospérité commune. Je ne le laisserai pas sortir de son rôle. Comptez sur moi.

D'un geste de la main il imita la chute du couperet et comme Lucienne, interdite, ne disait mot, il sourit avec bonne humeur.

— Trève à d'aussi noirs soucis, fit-il, et parlons de vous. Avez-vous eu du courage? Avez-vous parlé à votre mari?

— J'ai eu ce courage et il a été bien mal récompensé. Si vous saviez!... Si vous saviez les reproches, les mots cruels que cela m'a valus! Je n'espère plus rien. La vie entre nous deviendrait un martyre si j'insistais. Il s'y mêle déjà bien de l'amertume...

Elle s'interrompit brusquement. Un tel aveu n'était-il pas sacrilège? Il était une sorte de trahison. C'était introduire cet homme en secret dans l'intimité de leur foyer; pis : livrer à sa curiosité le nuage passant sur leur amour. Ah! pourquoi André l'obligeait-il à des démarches qui eussent dû être son fait à lui? Sans cette obstination morbide à ne point accepter le salut des mains de Fauvarques, elle ne fût pas descendue à ces moyens misérables. Sot amour-propre qui pouvait causer la mort de leur bonheur!

Dans la tête de Lucienne tout cela apparaissait comme une multitude d'éclairs sillonnant son esprit sans y créer de clarté précise. Sa volonté de vaincre se heurtait à sa peur, son espoir de jours meilleurs au dépit de les acquérir à ce prix, sa tendresse à son ressentiment, et elle hésitait à poursuivre cette entrevue tout en en craignant la fin. Elle souhaitait que Fau-

varques l'obligeât à parler et guidât leur conversation vers les buts qu'elle entrevoyait sans oser les aborder franchement.

Fauvarques, le menton dans la main, paraissait réfléchir et, comme il prolongeait son silence, elle le fixa plus attentivement. Et aussitôt ce furent ses yeux qui la fascinèrent. Oh ! ce n'étaient pas les yeux d'un homme absorbé dans la méditation, mais ceux d'un homme matérialisant un rêve, reconstituant dans sa nudité une réalité voilée. La rougeur lui monta au front. Comme il la désirait ! Entre ses longs cils baissés son regard glissait sur elle, allait, venait, caressait le contour de sa gorge, scrutait le pli de sa taille, s'attardait au long des jambes croisées. Elle voulait dissimuler son trouble et parvint, à force de volonté, à ne point se redresser, à ne point faire le geste de pudeur dicté par son instinct, après quoi elle n'aurait pu que fuir. Mieux valait n'avoir rien vu. Elle ne se serait jamais cru capable d'un tel effort.

Elle dit au hasard :

— Il ne voudra jamais, je le crains.

Fauvarques, toujours immobile, releva lentement ses paupières.

— Je l'avais prévu, dit-il. Ces soldats ! Sans les voir, presque sans les connaître, on lit en eux comme en un livre familier.. Ne vous découragez pas. N'attaquez pas sans motif, mais, dès qu'il se découvrira, dès qu'il vous fournira l'occasion de lui faire sentir son égoïsme et les pitoyables conséquences où celui-ci vous entraîne, n'hésitez pas, portez-vous crânement à l'assaut. Autrement dit, tapez sur le clou. La forteresse finira par se rendre et il vous en remerciera plus tard. Croyez-moi. L'idée cheminera, s'ancrera dans son esprit. Elle y est déjà, encore flottante. A vous de l'y fixer.

Tout en parlant, ses yeux continuaient d'errer sur le corps de la jeune femme. Celle-ci demeurait immobile, mais son cœur battait à coups rapides. A peine cependant un vague remords l'effleurait-il. Déjà elle acceptait la possibilité d'user des seules armes en son pouvoir. Eût-il mieux valu s'avouer vaincue et rentrer dans l'ombre ? Et Geneviève ? Et Guy ? Non, elle ne se sentait pas coupable. Imprudente ? Aux yeux du monde, peut-être ; mais elle était sûre d'elle-même.

Lucienne voulut s'assurer sur-le-champ de ses propres forces. Elle demanda brusquement à Fauvarques :

— Pourquoi prenez-vous donc un tel intérêt à mon sort?

Il sourit d'abord, peut-être pour masquer la gêne où le mettait cette question, mais ce fut l'affaire d'une seconde. A son tour il fixa Lucienne :

— Pour rien, fit-il, ou presque rien. C'est une satisfaction que je m'offre égoïstement, pour moi seul et en secret. Les imbéciles me dépeignent comme un monstre et je ris. Je veux m'offrir la joie, — égoïstement, je le répète, — de montrer ma vraie nature à une âme comme la vôtre. Plaisir de dilettante. Pourquoi ne réaliserions-nous pas cette sorte d'alliance où nous avons tous deux à glaner? Je n'ai, je vous le jure, aucune arrière-pensée, aucun autre but caché...

Il se tut et ses prunelles oscillèrent rapidement comme si quelque combat intérieur les rendait folles. Puis elles s'immobilisèrent, plongeant dans celles de Lucienne et il dit d'une voix un peu altérée :

— Dès que je vous aurai placée là où vous devez être, tout sera dit et vous ne me reverrez de ma vie.

Après un temps, il ajouta :

— A moins que votre mari ne consente, plus tard, à voir en moi un ami. Mais ceci est une autre affaire dont je ne me soucie point pour l'instant.

Lucienne se leva. Qu'aurait-elle ajouté? Elle ne doutait déjà presque plus de la sincérité de Fauvarques. Que celui-ci la trouvât belle et la désirât, cela ne faisait plus aucun doute, mais il était trop subtil pour entretenir le moindre espoir. Ils concluaient un pacte, non un marché ; et elle ne songeait point à en tirer parti pour elle-même, mais seulement pour le bonheur des siens.

Ainsi, peu à peu, s'évanouissaient les arêtes tranchantes des vieux scrupules.

Elle tendit la main à Fauvarques. Celui-ci la baisa avec le plus complet respect.

## VI

— Au galop ! fit André.

Botte à botte avec Feugères, il poussa Tiburce dans la coulée du Sault-du-Roi. Celle-ci, large et droite, s'allongeait entre deux hautes futaies, hêtres, bouleaux et trembles. Chaque arbre, chaque croisée de layons, chaque ressaut de terrain leur

en était familier, tant ils l'avaient foulée aux automnes passés, lorsqu'ils se rendaient aux laisser-courre du vautrait Legault. Temps révolus. Le vieux baron, devant les menaces de la canaille communiste, avait, cette année, renoncé à ses chasses. Un équipage, des piqueux, une meute de cent bâtards saintongeois et poitevins, l'habit bleu de roi à parements bleu céleste, les sonneries de trompes, toute cette cavalcade lâchée dans la forêt de Belmare évoquait par trop le faste du grand siècle, donc la tyrannie.

Ce jour-là André et Feugères galopaient seuls, pour leur plaisir.

Dans le matin tapissé de brouillard, les deux pur-sang s'ébrouaient avec des bonds de gaîté. Leurs pieds effleuraient à peine le sable mou. Bruissement des fers au ras du sol, craquement des cuirs, cliquetis des mors et des gourmettes, souffle cadencé des bêtes, mille petits bruits légers, veloutés, accompagnaient leur course. Dans la forêt vide ils créaient cette harmonie de la vitesse dont le charme est perceptible aux seules oreilles cavalières. Des arbres lavés par la dernière averse quelques gouttes tombaient encore. Les officiers humèrent la fraîcheur des bois. Feugères, du coin de l'œil, chercha le regard d'André. Ils se sourirent.

Tous deux s'abandonnaient à la même griserie. Ne riez pas, vous qui ne pouvez, vous qui ne pourrez jamais connaître l'exaltation et l'apaisement d'une telle minute. La joie multipliée de tous les sens verse alors aux âmes blessées un narcotique d'une douceur ineffable. Oubli fugitif sans doute. Qu'importe ! Quand l'esprit chancelle devant la longueur et l'aridité de la route, elle est, cette minute, la traversée d'une oasis. Entre l'homme et le cheval, — serviteur et ami, — le même sang, dirait-on, circule et les mêmes nerfs vibrent. Qui donc expliquera cela ? Toutes les sensations se doublent : infinité des lumières et des teintes, parfum de la terre trempée, des bruyères en fleurs, des mousses et des feuillages ivres de pluie, tout cela s'élance et fouette la chair comme des vagues sur une proue. Le reste s'évanouit, même dans le souvenir. Don divin.

Mais les joies fortes sont fugaces. Bientôt, parmi les troncs blancs et gris, des vides laissèrent voir le ciel nu, sali de brume. D'eux-mêmes les chevaux ralentirent, pressentant une brusque coupure derrière les derniers arbres.

Tout à coup la forêt s'évanouit, comme saisie de vertige devant la falaise à pic ouverte sous ses pieds. Les deux cavaliers, fixés au bord, regardaient. Un chétif soleil s'efforçait à percer les nuées et glissait au bas des pentes, caressant les méandres du fleuve. Ils voyaient à l'Orient la vieille ville surgie de l'eau, tassée sur la berge, étageant le chaos de ses toits au flanc des collines. Celles-ci, eût-on dit, l'étouffaient et les maisons s'accrochaient les unes aux autres, luttaient, grimpaient, cherchaient à atteindre le faîte et sa couronne de verdure pour respirer plus largement. Parmi ce fouillis de tuiles et d'ardoises la flèche de la cathédrale, les églises aux cent clochers et les deux tours gothiques de la porte du Connétable s'élançaient. De cette hauteur et à cette distance les colosses de pierre ressemblaient à des jouets d'enfant et les trois ponts, pareils à des bras tendus, barraient de trois traits noirs la molle et sinueuse coulée d'argent.

Sur l'autre rive, mangeant la plaine, la ville neuve épandait comme un flot ses constructions de briques, demeures ouvrières, usines et fabriques. Mais des hautes cheminées aucune fumée ne s'échappait. La ville neuve semblait morte. Elle se mourait, en effet, de la sottise et de la lâcheté des hommes.

Le charme était rompu.

De cette vision où le passé et l'avenir s'affrontaient en ennemis, les deux officiers croyaient entendre monter un glas. Elle s'étalait comme le symbole de la folie fratricide. A leur gauche l'ancienne ville se dressait, orgueilleuse de son passé, de sa richesse vieille de douze siècles malgré mille carnages. Dans son histoire des noms sonnaient comme autant de trompettes d'assaut : Charles le Chauve, Ogier le Danois, Rollon, Geoffroy Plantagenet, Henri V d'Angleterre, Louis de Condé, Guise le Balafré... A travers le temps, sans répit, ses coffres pleins avaient attiré les hordes, comme un appât. Par mille plaies sa vie eût dû s'enfuir; mais chaque fois la cité se relevait et chaque pillard la trouvait plus vaste et plus prospère.

Vint un jour où elle étouffa entre le fleuve et les collines. Elle jeta des ponts et sur l'autre rive surgit une ville neuve. Maintenant celle-ci s'étendait largement, Babel immense remplie de quatre-vingt mille ouvriers accourus des cinq

parties du monde, tisserands, porcelainiers, maraîchers, forgerons, dockers.

Or rien n'était changé à la tradition millénaire. La vieille Ville tremblait encore sous la menace d'une nouvelle dévastation. Seulement ce n'était plus un capitaine avide qui s'apprêtait à lui donner l'assaut, c'était sa sœur cadette, la Ville neuve. Les troupes étaient prêtes, bataillons aux dents longues, aux esprits échauffés d'alcool et d'éloquence. Elles n'attendaient qu'un ordre, un ordre venu comme un souffle empoisonné des confins de l'Europe, un ordre donné dans une langue inconnue et barbare.

Et les deux officiers songeaient qu'ils devaient à cette criminelle folie leur galopade en liberté dans la forêt. En effet, depuis la veille, tout travail militaire avait été suspendu à la suite de l'émeute qui avait ensanglanté la basse ville. La police débordée, les gendarmes chargeant par trois fois pour dégager les abattoirs pris d'assaut et pillés, un machineur des forges tué d'un coup de sabre, trois gendarmes déchiquetés par une grenade lancée par-dessus un mur, une centaine de blessés des deux côtés, tel était le bilan de cet après-midi. L'infanterie, maintenant, occupait les abattoirs, les halles, les principales usines. On attendait des renforts de gendarmerie mobile envoyés hâtivement des régions voisines et, à la requête du préfet, le régiment de dragons tenait en permanence deux escadrons prêts à marcher. Le reste des hommes devait s'efforcer de promener les chevaux pour qu'ils ne « pourrissent » pas à l'écurie. André, dont ce n'était pas le tour de marcher, s'était trouvé libre, mais, craignant des complications dans la journée, il avait donné rendez-vous à Feugères dès six heures du matin.

Tête basse, l'esprit lourd, trop dégoûtés pour avoir la force de ressasser des paroles si souvent prononcées, ils reprirent le chemin de la ville. Cependant une irrésistible association d'idées avait ramené Feugères à la pensée qui le hantait depuis quelques jours. Il résista un instant au besoin de l'exprimer. Puis soudain, n'y tenant plus, il demanda :

— Est-ce vrai ce que m'a laissé entendre ta femme?... Tu songerais à quitter l'armée?

André redressa brusquement la tête. Que Lucienne ait mis Feugères au courant de ses rêveries insensées, il ne s'en

étonnait qu'à demi. Leur grande intimité rendait la chose inévitable tôt ou tard. Mais qu'elle l'ait chargé, lui, André, d'une telle paternité, il ne pouvait l'admettre. Déjà, le front plissé, la colère dans les yeux, il allait protester, mais un scrupule soudain lui ferma la bouche. Pourquoi dévoiler la première ombre passant sur leur amour? Pourquoi avouer son angoisse? Un danger menaçait leur bonheur. Était-il sûr de ne pas en porter la responsabilité? Était-il sûr, même, au fond de son cœur, de ne jamais céder à Lucienne? Il répondit en détournant son regard :

— J'y ai songé.

Un silence suivit où André sentit peser la réprobation de son ami. Il continua cependant :

— J'y ai songé et j'y songe encore. Oh! ton étonnement me peine, mais je l'excuse. Comment comprendrais-tu ma situation tragique? Essaie cependant une minute de te mettre dans ma peau. Tu es le capitaine Geslain, tu as épousé une jeune fille beaucoup plus jeune que toi et riche; grâce à elle, tu as vécu des années dans un enchantement doré et tout à coup tu te trouves sans rien..., rien que ta solde; tu vois ta femme réduite à courir le cachet, à donner des leçons à une demoiselle Fauvarques pour que tes deux enfants ne sentent pas trop durement la chute. Feugères, mon vieux, n'aurais-tu pas honte comme moi?

A son tour, Feugères détourna la tête pour que son ami ne vît pas sa rougeur. En lui-même il s'accusa d'avoir été d'une sottise et d'une sécheresse de cœur impardonnables en blâmant ses amis, et surtout d'avoir péché contre Lucienne et contre le sentiment caché, enfermé à jamais dans son propre cœur. Ah! comme l'amour d'André était plus pur, plus entier que le sien, puisque, pour en écarter tout nuage, il songeait à briser sa vie de soldat! Feugères ne pouvait supposer qu'André, au fond de lui-même, démentait ses propres paroles et qu'il ne se sentait pas la force de rompre avec son passé. Le cause qu'il plaidait était celle de sa femme, non la sienne.

Même, dans la détresse de son âme, André souhaita l'appui de Feugères. Il dit encore :

— Tu devines pourquoi j'hésite. Autant me demander de m'arracher le cœur, de le laisser ici et d'aller traîner ma carcasse ailleurs.

Mais Feugères se taisait toujours. Alors André l'attaqua :

— Tu n'as donc jamais songé à partir, toi ?

— Jamais, dit Feugères avec rudesse.

— Comme tu es heureux !

— Autant me demander de renier ma foi.

Il se tourna vers André. Maintenant que Lucienne n'était plus en jeu, il se trouvait à l'aise pour parler de lui-même.

— Te souviens-tu, dit-il, de mon arrivée au régiment, après l'école ? Ce fut toi, l'ancien, qui pour ainsi dire m'armas chevalier. Ah ! ton enthousiasme d'alors, comme il a pétri mon âme ! Comme tu as su faire de moi un guerrier ! Je te prenais comme modèle en tout. Mon rêve d'avenir était d'être un des héros qui tombent en passant le flambeau. Je n'ai pas changé.

C'était vrai. André dut retenir ses larmes devant ces souvenirs dressés comme des reproches. Il revoyait leur amitié soudaine, leurs élans généreux ; il entendait leur serment de fidélité à leur idéal de soldat. Lui seul était parjure, puisqu'il n'osait d'emblée repousser la tentation offerte.

Sa conscience, tiraillée par deux forces contraires, ne savait où se fixer. L'homme et l'officier, d'une loyauté égale, s'affrontaient. Que deviendrait-il si le père Lebouq ne parvenait pas tout de suite à lui trouver du travail ? Or, il le savait, par deux fois déjà depuis leur entrevue dans la petite maison du faubourg, le vieil officier avait échoué dans ses démarches. Et comme le malheur attire le malheur, le désespoir d'André s'était accru devant l'insistance du docteur, assurant la nécessité de faire changer d'air au petit Guy, de l'emmener dans la montagne si l'on ne voulait pas que l'anémie s'aggravât, tournât mal.

Cependant Feugères avait deviné la tristesse de son ami. Il voulut essayer de réparer le mal qu'involontairement il avait causé. Il dit à demi-voix :

— Tu me diras, évidemment, que mon insouciance m'est facile avec ma fortune...

— Arrête, s'écria André. Ne parlons pas de cela.

Tout rappel de sa pauvreté l'exaspérait. Pour un peu, il eût accusé Feugères de cruauté. N'était-ce pas lui faire sentir indirectement ses torts envers Lucienne ?

Il poursuivit :

— Certes, en ce qui me concerne, cette question d'argent

prime les autres, mais je ne suis pas seul en cause. Il s'agit de nous, officiers, de nous tous. La misère ?.. Soit, nous l'acceptons, par tradition, mais rendez-nous au moins la situation à part que nous avions jadis, le prestige dû à notre renoncement, à nos sacrifices matériels et moraux. Ou alors ne nous demandez plus la vertu.

La colère enflait sa voix. On eût dit qu'il voulait prendre la forêt à témoin de leurs tristesses.

— Depuis la guerre, on joue avec nous comme avec un ballon de rugby. On vous fait pivoter un officier de Saint-Omer à Bou-Denib, de Bou-Denib à Mayence et de Mayence à Tarbes, sans lui donner le temps de respirer. Bien heureux même si, quand il croit enfin avoir trouvé le repos, on ne lui annonce pas que son régiment sera dissous le lendemain. Avons-nous assez vu de ces pauvres diables accomplissant tous ces chassés-croisés en traînant avec eux femme et mioches, à leurs frais, bien entendu ! Les plus raisonnables partent seuls. Encore faut-il avoir la possibilité de payer deux logements... et d'en trouver. Ici, le pauvre Simonin loge depuis trois mois dans un hôtel borgne de la rue des Maillochets, pendant que sa femme et ses quatre enfants occupent encore leur appartement de Colmar. Il ne trouve rien. Ou s'il trouve, c'est à quel prix !... Il y a en ce moment cent cinquante, deux cents officiers dans ce cas. Que font nos maîtres pour nous épargner ces misères ? Rien. Ils s'en moquent et nous disons *amen*.. Abnégation, sans doute... Mais, poussée à ce point, l'abnégation est presque une lâcheté. On nous oublie, on nous méprise, comme on oublie et méprise tous les faibles.

Feugères acquiesça. Il ne connaissait que trop bien, par expérience, cette valse perpétuelle dans un dancing de 800 lieues carrées.

— C'est vrai, dit-il. Nous ne sommes plus des soldats, mais des fonctionnaires d'un ordre inférieur, quelque chose tenant de la machine industrielle, qu'on expédie sans scrupule. Un simple enregistrement de colis à l'*Officiel*, et en route ?... Ah ! si nous étions syndiqués !...

— Défense de s'associer, défense d'être électeur ou élu. L'officier est rayé du nombre des citoyens. Une seule faveur lui est réservée. Ah ! celle-là est bien à lui : celle d'être inscrit sur une liste d'hommes en état de réquisition perma-

nente et susceptibles de se faire casser la figure au premier signal.

André se tut avec un grand geste de désespoir qui semblait embrasser toutes les injustices dont il souffrait.

Feugères allait répondre, lorsqu'ils aperçurent le commandant Le Corbennois, à cheval. Il sortait des dernières maisons de la ville haute et se dirigeait vers la forêt, tassé dans sa selle, le fouet de chasse appuyé sur la cuisse. Au lieu de poursuivre sa route, Le Corbennois, à leur vue, s'arrêta, et, quand les deux officiers parvinrent à sa hauteur, il fit faire demi-tour à sa jument et se joignit à eux.

— Eh bien! fit-il de sa voix nasillarde et avec son regard en coin, nous y voilà bien dans le bourbier, et jusqu'au cou !

Il jouit un instant de leur émoi et poursuivit :

— Vous n'êtes donc pas au courant?... Vous n'avez pas eu les nouvelles de la nuit?... Écoutez-moi ça.

Et, les dents serrées, son éternel rictus accentué par la fureur, il raconta le grave incident survenu la veille, un peu avant minuit : à la sortie d'une réunion communiste la police refoulée, des agents blessés, une sentinelle d'un poste d'infanterie fraternisant avec une bande de manifestants ; le poste surpris, désarmé ; le factionnaire porté en triomphe à la maison du Peuple, acclamé président d'honneur d'un meeting organisé sur-le-champ.

— Le commissaire divisionnaire, accouru, a en vain parlementé pour qu'on lui livrât le rebelle. Il a fallu organiser un assaut au petit jour. Par bonheur, il n'y a pas eu de sang versé. La canaille a capitulé quand elle a vu qu'on était décidé à employer la force. Hein? Qu'en dites-vous? Sommes-nous descendus assez bas ?

Geslain et Feugères ne répondirent pas. Ils étaient assommés par cette nouvelle, présage d'une catastrophe irréparable.

— Je vous quitte, dit Le Corbennois. Je vais détendre ma jument et mes nerfs, car je prévois la consigne générale des troupes.

Il leur fit un salut de la main et reprit la direction de la forêt. Après quelques pas, il se retourna sur sa selle et grogna :

— Vous allez voir le beau drame. Acte premier, scène I... A bientôt la suite.

Et il s'éloigna au galop.

## VII

Le dos rond, la tête entre les épaules, le médecin-major Gaulay sortit en coup de vent de la chambre où il venait de donner ses soins au jeune Guy. André et Lucienne, muets d'angoisse, le suivirent. Quand il fut au haut de l'escalier, il s'arrêta, leur fit face et levant vers eux sa figure de sanglier, il grogna :

— Maintenant, parlons net. Votre petit garçon est bien malade... Organisme débilité..., plus de fonctions normales..., bref, l'anémie avec toutes ses conséquences... Il y a belle lurette que vous auriez dû l'expédier loin d'ici, de cette cuvette où l'on respire le brouillard, où il pleut neuf mois sur douze... Enfin, à quelque chose malheur est bon : voilà un épistaxis qui aura sonné la cloche d'alarme. Appliquez rigoureusement le régime que j'ai prescrit et dès que votre gamin aura repris des forces, en route ! Envoyez-moi ça en montagne, dans les pins, six bons mois. Sinon, — entendez-moi bien, — le moindre bobo... et pfttt !...

Le médecin-major Gaulay assénait ses phrases à coups secs, bien détachés, avalanche sous laquelle l'esprit d'André vacillait. Chaque mot frappait sa conscience ; il croyait entendre un réquisitoire dressé contre lui. Sans l'avoir cherché, Lucienne venait de trouver un nouvel avocat en faveur de sa cause.

Hébété, l'officier ne trouvait rien à dire et regardait avec une sorte de terreur ce petit homme boudiné dans une vareuse informe, tassé sur ses courtes jambes, avec sa grosse tête taillée à la diable, son museau couvert de poils et ses yeux d'acier dardés comme deux flèchettes. Il lui semblait voir quelque mauvais génie acharné à sa perte et se réjouissant du coup porté.

Il y eut un silence pénible, rempli par le crépitement de la pluie contre la verrière de l'escalier. André ânonna :

— Docteur, ne partez pas... Laissez passer l'averse.

Mais le médecin-major Gaulay refusa. On l'attendait à l'hôpital avant midi et il était onze heures et demie. Serrant les mains à la hâte, il endossa un vieux caban

et descendit les marches d'un pas lourd. André le suivit.

Avant de franchir la porte, le docteur coiffa son képi jusqu'aux oreilles et, se retournant vers André, un doigt dressé :

— Au revoir, Geslain, fit-il. Et, hein?... pour le petit, suivez mon conseil, ou alors...

Il acheva sa pensée en soufflant dans sa moustache rousse qui tombait en désordre sur ses lèvres. Puis il s'éloigna sous les rafales.

André dut s'appuyer à la muraille. Il éprouvait soudain cette sensation de cauchemar où le dormeur se croit aspiré par un gouffre et entraîné à des profondeurs infinies. A ses yeux l'escalier s'allongea démesurément, puis disparut dans un éclair. Il dut fermer les yeux, mater sa volonté en déroute. Alors il releva les paupières avec lenteur. Sa femme n'était plus là. Il murmura :

— Encore un coup de pioche dans le fossé qui se creuse entre nous.

Ah ! pourquoi avait-il fait appel au médecin du régiment, ours mal léché, tenant du rebouteux et du vétérinaire, et soignant les hommes avec des remèdes et des procédés datant de cinquante ans? On vantait, il est vrai, la pénétration de son coup d'œil et la sûreté de son diagnostic ; mais sa franchise touchait à la brutalité et on l'accusait de terrifier ses malades pour les forcer à suivre ses prescriptions. Sans doute, le professeur Verrier, leur médecin ordinaire, avait déjà recommandé d'envoyer Guy à la montagne, mais sans user de telles menaces. Pour la première fois, il est vrai, l'enfant venait d'être pris d'un saignement de nez qu'aucun effort n'était parvenu à tarir. Il avait fallu recourir à la Faculté et André n'avait pas osé appeler le docteur Verrier dont, depuis plus d'un an, il n'avait pu régler la note. Il s'était décidé à courir au quartier et à en ramener Gaulay. Celui-ci était rapidement venu à bout de l'hémorragie. Il avait aussitôt prescrit un régime reconstituant ; suralimentation, fer, bains d'eau salée tièdes. Mais ensuite, hors de la présence de l'enfant, il avait, avec sa verdeur habituelle, exposé ses craintes pour l'avenir.

En remontant lentement l'escalier, André s'efforçait à reprendre le contrôle de sa pensée. Il se heurtait au même mur infranchissable. A se retrouver toujours devant l'obsession

de cet obstacle, son courage faiblissait et il se trouvait de moins en moins armé pour déjouer les attaques de Lucienne. Que répondrait-il, cette fois encore ? Des arguments? Quand il se torturait le cerveau pour en extraire de décisifs, il n'aboutissait qu'à ceux donnés à Feugères, dans leur conversation de la la veille : plus rien à faire dans un état où toute considération, tout moyen d'action énergique, tout prestige étaient retirés aux chefs. Mourir de faim, soit, mais du moins avec honneur, non au milieu de l'indifférence, du mépris ou de la haine. Restait le Devoir... En vérité, où était le Devoir?

Il ouvrit avec précaution la porte de la chambre. Près du lit de cuivre, le fin profil de Lucienne s'inclinait sur l'enfant assoupi. Elle ne tourna même pas la tête, tant l'absorbaient son angoisse et sa tendresse. Il dut lui toucher l'épaule pour qu'elle levât ses yeux taris par la fièvre.

— Viens, dit-il à voix basse.

Elle le suivit. Quand il eut refermé la porte, André lui dit d'une voix qu'il s'efforçait de rendre calme :

— Chérie, ne te tourmente pas. Nous disposons de quelques jours avant que notre Guy ait retrouvé ses forces. D'ici là je me serai procuré l'argent nécessaire et tu iras dans la montagne tout l'été et tout l'automne avec nos petits. Pendant ce temps, je vivrai de rien, je travaillerai jour et nuit et vous enverrai tout ce qu'il faudra. Car, je te l'ai caché jusqu'ici, j'ai chargé Lebouq de me procurer un bon emploi en dehors de mes heures de service. Cela nous apportera, je l'espère, non seulement le nécessaire, mais le superflu.

Il souriait d'un air contraint et affectait une assurance qui était loin de son esprit. Son cœur battit : il venait d'apercevoir une larme dans les grands yeux tendus vers lui. Elle l'aimait donc toujours, elle comprenait sa détresse, elle admirait ses efforts. Auprès du berceau de l'enfant la tendre chaîne allait se renouer.

Mais la jeune femme restait silencieuse. Elle continuait de le regarder profondément et André voyait passer mille impressions dans ses prunelles changeantes.

Tout à coup la larme s'échappa, glissa le long de la joue, mais nulle autre ne la remplaça dans les yeux redevenus secs. Elle interrogea :

— Emprunter?...

Derrière ce simple mot il sentait palpiter tout leur dissentiment.

— Naturellement, reprit-il. Que ce soit dans une pension de famille ou dans une villa, il vous faudra dépenser pas mal dès le début. Et puis il y aura le voyage. Enfin, il faut bien le reconnaître, mes gains futurs et ma solde ne seront sans doute pas suffisants pour notre double existence, là-bas et ici. J'entends que vous ne manquiez de rien.

— Et cet argent, qui te le prêtera? quand et comment le rendras-tu?

Il n'avait réfléchi à rien de tout cela. Les questions de Lucienne faisaient naître dans son imagination un nouveau flot de difficultés, de soucis. Mais il avait décidé de tout sacrifier au salut de son fils. Il écarta les objections.

— Ne t'occupe pas de cela, dit-il avec humeur. Je m'en charge.

Elle ne dit plus rien. Elle le fixa un instant sans qu'il pût lire la pensée que cachait son regard, puis sa tête fléchit brusquement et elle rentra dans la chambre des enfants.

MARCEL DUPONT.

*(La troisième partie au prochain numéro.)*

MÉMOIRES DE CAULAINCOURT DUC DE VICENCE

# EN TRAINEAU AVEC L'EMPEREUR

## IV [1]

### DE LA SAXE AU RHIN

#### LA NOBLESSE ET LA CHAMBRE DES PAIRS

L'Empereur envisageait la pairie de la manière suivante. Il avait amené les grandes familles à servir, afin que les noms de notre vieille histoire, mêlés dans nos camps avec ceux de notre gloire moderne et courant maintenant les mêmes chances, les mêmes dangers, ne fussent plus un objet de jalousie pour les vieilles moustaches. Il avait eu aussi pour but d'identifier cette jeunesse avec notre gloire moderne, avec nos actions, avec les noms nouveaux et les lier mutuellement par une gloire personnelle aux événements plus récents. Il voulait les placer dans une situation telle qu'il pût, avec justice, refaire la fortune de plusieurs qui en avaient trop peu. Il ne voulait pas qu'un Montmorency fût pauvre quand Ney était riche. Il ne convenait pas que le neveu de Cambacérès, s'il héritait de la pairie et de la fortune de son oncle, éclaboussât un d'Aguesseau, un Molé. Il ne voulait pas non plus que les Gazan, les Laborde, les Durosnel, les Corbineau, les Gérard, les Foy, les Lamarque, les Clauzel eussent une moins belle existence que les premières

*Copyright by* le comte d'Espeuilles-Vicence, 1928.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 juillet, 15 août.

familles de notre histoire militaire. Gaudin, Mollien appartenaient à la France, à son histoire, comme les Colbert, les Louvois. La pairie n'était rien. Elle ne serait qu'une suprématie choquante pour beaucoup de gens, si elle n'offrait pas à la nation une grande garantie pour ses privilèges. Il fallait pour cela qu'elle fût héréditaire. Il la rendrait donc héréditaire, au moins pour le plus grand nombre, si la mort n'enlevait pas, d'ici là, au Sénat, quelques hommes qui ne pouvaient y prétendre et le gênaient pour ses arrangements. Il lui fallait d'ailleurs le temps de faire la fortune de ceux qui avaient des droits à la pairie et qui n'en possédaient pas assez. Il y appellerait nouvelle et vieille roche. Toutes les notabilités y seraient admises. C'était dans ce dessein qu'il gardait encore son domaine extraordinaire et qu'il en faisait placer annuellement le revenu pour en augmenter le capital. Il ne voulait pas que cette Chambre fût une charge pour l'État. La pairie ne conférant aucun privilège hors de la Chambre et la noblesse n'en donnant aucun, cette distinction sociale n'était qu'une chose nominative qui ne blesserait point les idées de la nation. La loi devait être égale pour tous. Sans cela, la noblesse choquerait tellement que ce serait, dans les idées actuelles, dévouer des familles à la haine publique que de leur conférer un titre. La porte restant ouverte pour toutes les places, pour toutes les fonctions au mérite, quelle que fût son extraction, quel que fût son état, la nation serait moins choquée des titres qu'il avait créés. Cette distinction était sans doute nécessaire, mais rien ne lui avait cependant fait plus d'ennemis. Tout soldat pouvant devenir général, baron, duc, maréchal, le fils du paysan, du maître d'école, de l'avoué, du maire, conseiller d'État, ministre, duc, cette noblesse ne choquerait plus personne avec le temps, parce qu'elle récompenserait indistinctement tout le monde.

Il appellerait à la pairie toutes les grandes notabilités, de manière à ce que le peuple français, qu'il avait le premier salué du titre de Grande Nation, se trouvât honoré de ces choix faits dans l'élite de cette grande nation et parmi des hommes d'ailleurs assez riches pour être bien indépendants; car les gouvernés n'ont pas de garantie si leurs représentants n'ont pas le premier élément de l'indépendance, dans un pays comme la France où la propriété doit être la première condition de toute notabilité.

Il ajouta que beaucoup de personnes le croyaient violent, despote, parce qu'il avait une volonté ferme; qu'au Conseil d'État, dans la discussion des lois, il avait cependant toujours été le plus libéral de l'assemblée. La France lui devait des codes qui feraient sa gloire, l'objet de l'envie des autres peuples et l'admiration de la postérité, tandis qu'il aurait pu laisser les choses dans le chaos où les avait laissées l'ancien régime et placées la Révolution, pour gouverner à sa guise. On ne pouvait cependant nier que la France ne fût gouvernée que par les lois.

— Cela seul répond, me dit-il, à ceux qui voient le despotisme dans ma fermeté.

L'Empereur cita plusieurs exemples de préfets, de fonctionnaires, de juges, déplacés, improuvés, pour s'être laissés entraîner à des mesures ou à des décisions arbitraires, par un faux zèle ou par des idées mal réfléchies sur les principes du gouvernement. Il ajouta encore que son principe comme gouvernement, sa tendance et celle qu'il avait donnée au Conseil d'État était de soutenir, autant toutefois que cela paraissait juste, le faible contre le fort, par conséquent le particulier contre l'autorité qui, ayant la puissance, était naturellement envahissante et portée à l'arbitraire. En principe, il prêchait à ses ministres d'être vigilants, que l'autorité devait prévenir le mal, afin de n'être pas obligée de le réprimer. Les gens qui observaient et qui étaient à même de juger son gouvernement voyaient parfaitement que l'opinion que l'on avait de sa force le servait bien plus que sa rigueur.

— Tout prouve cette assertion, ajouta-t-il. J'aime le pouvoir, dit-on. Eh bien! quelqu'un, dans les départements, est-il fondé à se plaindre? Jamais les prisons n'ont réuni moins de prisonniers. Se plaint-on d'un préfet sans obtenir justice? Sur cinquante réclamations, quarante-cinq sont jugées contre eux. Le gouvernement est fort, ma main est ferme, et les fonctionnaires sentent que je ne laisse pas lâcher les rênes. Tant mieux pour le peuple, car, en même temps que cette marche trace à chacun une route sûre, ma surveillance rend l'autorité vigilante, les fonctionnaires remplissent leurs devoirs, tous les

citoyens, toutes les propriétés sont également protégées. Les routes n'ont jamais été plus sûres. Point de vexations, point de haine, plus de partis grâce à moi. On ne sait plus ce que c'est en France. Je n'ai jamais voulu être l'homme d'aucun, pas même chercher un appui dans une opinion, ni dans des hommes. Je me suis appuyé sur moi, sur ce que j'ai successivement créé dans l'intérêt de la France, sur mes institutions, sur la morale d'un gouvernement indépendant des opinions. Premier Consul, Empereur, j'ai été le Roi du peuple; j'ai gouverné pour lui, dans son intérêt, sans me laisser détourner par les clameurs ou les intérêts de certaines gens. On le sait en France.

« Aussi le peuple français m'aime-t-il. Je dis le peuple, c'est-à-dire la nation, car je n'ai jamais favorisé ce que beaucoup de gens entendraient par le mot peuple : la canaille. Je n'ai pas plus favorisé les grands seigneurs, car, si le peu de lumière et la misère des uns les rendent toujours disposés au désordre, les prétentions des autres les rendent au moins aussi dangereux pour l'autorité. Toujours mécontents du pouvoir qui n'émane pas d'eux, s'ils l'osaient, ils seraient toujours disposés à la révolte. L'indiscipliné faubourg Saint-Germain ne prêche-t-il pas toujours, dans les salons, la révolte qu'il n'ose entreprendre? Il est encore ce qu'il était du temps de la Ligue. Les meneurs de la Vendée ont plus défendu leurs privilèges que les droits du trône. Le pauvre peuple est toujours dupe. Ce sont les prétentions des hobereaux, encore plus que celles des grandes familles, qui ont entretenu cette guerre. Il faut à la France une aristocratie, mais sur d'autres bases que celle qui existait et qui est devenue incompatible avec ce qui existe. Malheur au souverain qui se livrerait au faubourg Saint-Germain, car il n'est pas changé! Quoique la Révolution ait amené beaucoup d'excès, on a souvent trouvé des entrailles dans les gens du peuple. Le faubourg Saint-Germain n'en a pas. Il veut reconquérir une influence qu'il croit lui appartenir. Dans son opinion, les rois sont son choix, le peuple ses vassaux. Les rois doivent gouverner par lui et pour lui, et le peuple obéir. Voilà tout ce que les grands seigneurs permettraient au monarque si le bon temps revenait. Pendant quelque temps il m'a cru son messie et m'aurait adopté. Je lui conviens encore, faute de mieux, et dans l'espoir que mon fils sera plus gouvernable. N'osant se

cabrer, il s'est soumis, mais sans se convertir. Peu m'importe : les enfants des grands s'élèveront, se formeront dans d'autres idées. Ils verront que ce que je leur offre vaut mieux pour le temps que ce que leurs pères veulent reconquérir. Les hobereaux trouveront aussi des avantages à se soumettre et mes institutions feront le reste. Quelques-uns, voyant que je veux être protecteur pour tous, se sont tenus à l'écart. Ils reviendront, car ils aiment le pouvoir et la Cour par-dessus tout. Peut-être sera-t-il trop tard, s'ils se font attendre. Aujourd'hui, ceux-là feraient presque cause commune avec quelques cerveaux creux comme les Lafayette, les Tracy, qui crient au despotisme comme s'il y en avait là où l'on les laisse crier, intriguer, critiquer à leur aise.

Revenant sur les avantages de son gouvernement qui n'avait pas d'intermédiaire entre la nation et lui, l'Empereur répéta qu'il préconisait également toutes les notabilités.

— La Légion d'honneur, dit-il, est la plus belle de mes institutions. Elle est, n'en déplaise à ce pauvre Moreau et à ses rêves, une des grandes conceptions du temps et aussi bien appropriée aux besoins du trône qu'aux besoins des peuples. Elle établit, ajouta-t-il, une honorable fraternité entre le civil et le militaire, entre le maréchal et le soldat, entre le paysan et le duc. Moi seul je connais les Français, les besoins des peuples et de la société européenne. L'ancien régime était plein de bonnes choses qu'il faut seulement adapter au temps présent.

« Ceux qui croient avoir un droit héréditaire pour s'interposer entre le peuple et l'Empereur feraient autant de mal que les jacobins, qui ne veulent pas de gouvernement ou une autorité si divisée qu'elle serait nulle, à cause de nos mœurs et de nos vices. Si j'avais cru ces derniers, j'aurais établi un gouvernement comme celui des États-Unis. Je connaissais trop bien la France pour ne pas voir que c'était impossible. Les leçons du Directoire nous ont trop éclairés. D'autres, comme Lannes, qui n'avaient pas d'idées arrêtées, auraient voulu de la liberté pour eux et leurs amis et rien qui les contrariât. La sûreté du Consul, du Président eût tenu à la fidélité de la Garde. Les prétoriens sont avides, insatiables et pèsent sur les peuples encore plus que sur les souverains. Cette manière de gouverner ne pouvait me convenir. Avec des séides, on devient despote malgré soi. Ce pouvoir me répugnait. J'ai secoué ce joug. Peu

après avoir été nommé Premier Consul, je me suis aperçu des dilapidations de la Garde. On ne peut s'en faire une idée. N'ayant pu obtenir des comptes, j'ai éloigné les chefs qui prétendaient me faire des gens dévoués dont je ne pourrais me passer, comme si on pouvait régner en France par de tels moyens. Cela eût été possible que je ne l'aurais pas voulu. On désirait s'enrichir, se rendre nécessaire ; moi, je voulais tirer la France de l'abîme où l'avaient plongée l'impéritie du Directoire et la Révolution. Je me sentais fort du bien que je voulais lui faire, du besoin qu'elle avait de moi et de la confiance que m'inspirait cette généreuse nation.

Revenant sur le Sénat, l'Empereur ajouta qu'il n'était plus composé que de flambeaux éteints ou de lanternes sourdes qui feraient faire fausse route, s'il survenait des circonstances majeures. La plupart des sénateurs imiteraient, dans l'occasion, Frochot (1) qui l'aimait, s'il en croyait le duc de Bassano, mais qui n'en avait pas moins fait préparer dans sa maison la salle du conseil pour le gouvernement de Malet et Lahorie, sans la moindre objection.

— Rester préfet de Paris était ce que voulait Frochot. Les continuels changements de gouvernement depuis la Révolution ont trop familiarisé les hommes avec eux. C'est un mal que le temps seul peut guérir. Frochot, outre qu'il me doit tout, m'a prêté serment. Cependant il trahissait mon fils et son serment, s'il me croyait mort, convaincu qu'il n'en était pas moins un honnête homme. S'il vous avait promis cent millions, il vous les paierait au jour dit. Rien ne le ferait manquer à sa parole et cependant il a manqué à son serment sans le moindre scrupule. Voilà les hommes, les idées du temps : à qui se fier ?...

Mes observations ramenant la conversation sur les choses qui mécontenteraient la France et notamment sur la conscription, que les besoins des guerres étendaient sur tout ce qui composait la classe appelée, l'Empereur me répondit :

— Je conviens que la conscription est une loi dure pour les familles, à cause des fréquents appels que les circonstances ont exigés, mais elle devient nationale parce qu'il n'y a ni privilèges, ni exceptions. Dans des temps de paix, elle deviendrait

(1) Préfet de la Seine.

même populaire, parce que les Français aiment la carrière des armes, et que, la porte de l'avancement restant ouverte au savoir et au courage, cette carrière offre un état honorable à beaucoup de jeunes gens. Ici, comme en beaucoup de choses, c'est l'appréciation du principe d'égalité qui fait la force du gouvernement et le succès des levées. Si j'exemptais un conscrit, s'il y avait un privilège pour qui que ce soit, personne ne marcherait. Les idées d'égalité, qui ont fait la Révolution, font aujourd'hui une partie de la force du gouvernement. C'est parce qu'on ne lui suppose, qu'on ne lui soupçonne aucune préférence et qu'il n'a intérêt à aucune prédilection que l'on ne se méfie pas de lui. La confiance dans sa justice fait autant que sa force. Voilà mon secret. On dit que j'aime la guerre, mais, comme ses charges pèsent sur tous, que je n'ai de préférence pour personne et récompense également tous ceux qui ont du courage, tout le monde se soumet. Inspirer au peuple une grande confiance en ma justice, lui bien persuader que je ne favorise aucun autre intérêt avant le sien, voilà le grand secret pour gouverner les Français. C'est là mon grand levier.

L'Empereur me fit une autre fois la réflexion que, par caractère, les Français étaient frondeurs.

— La société des salons, me dit-il, est toujours en état d'hostilité contre le gouvernement. On critique tout et on ne loue jamais rien. Bien que les hommes et les femmes de la société soient en général courtisans, et le plus grand nombre platement flatteurs, ils n'en sont pas moins ennemis du pouvoir dans leurs bavardages. On a beaucoup crié parce qu'il m'est arrivé d'éloigner de Paris, pour quelques mois, des personnes qu'il aurait fallu faire arrêter quinze jours plus tard, si je ne les eusse pas dépaysées à temps et si je n'eusse pas rompu par là leurs intrigues. On appelle cela ma tyrannie. On dit que je suis un tyran, parce que je ne veux pas laisser quelques intrigantes, quelques folles faire parler d'elles pour des conspirations dont je me moque et que j'aurais laissé aller jusqu'au dénouement, si je n'étais pas aussi ennemi de la rigueur que je suis partisan de la fermeté. Dans l'ancien régime, personne à Versailles ne voulait obéir. Ce privilège avait perdu et déconsidéré la Cour. Maîtresses, favoris, tout intriguait pour faire et défaire des ministres, parce qu'ils connaissaient le souverain faible; de fait, c'était conspirer contre son autorité.

« N'a-t-on pas été, ajouta-t-il, jusqu'à compromettre notre gloire pour nuire à tel ou tel général, à tel et tel ministre, sans s'embarrasser du sang que cette trahison coûterait à la France et des conséquences que pourraient avoir nos revers ? On volait alors impunément, si l'on avait du crédit et l'appui de quelques gens en place. Toute la Cour, même les princes du sang étaient intéressés dans les entreprises ou avaient des pensions des entrepreneurs. On faisait argent de tout. Paris était mal nettoyé et encore plus mal éclairé, parce que les princes et de très grands seigneurs avaient des remises ou des pensions sur l'entreprise des boues et de l'éclairage, notamment M. le comte d'Artois. J'en ai eu les preuves entre les mains.

« Sous mon gouvernement, ajouta-t-il, on ne connaît pas ces abus. Il n'y a pas de pots de vin, que je sache ; on a de bons appointements. Ils sont payés exactement, et on sait que je ne ferais pas grâce aux fripons et encore moins aux fonctionnaires qui se permettraient de faire des affaires. Jamais il n'y a eu plus d'ordre au Trésor. Les caisses sont surveillées, les impôts vont à leur destination. Il a fallu des exemples : quelquefois ils sont tombés sur des hommes qui tenaient à des hommes marquants qu'ils ont indisposés, mais rien ne m'a arrêté. Me sentant assez fort pour faire le bien, j'ai marché au but, sans que rien m'en détournât, sans prendre garde aux cris de quelques coteries. Qui crie en France ? ajouta-t-il. Quelques salons, quelques gens qui ont oublié bien vite qu'ils me doivent la considération ou la fortune dont ils jouissent ; d'autres que je les ai fait rentrer et que je leur ai rendu leurs biens qu'ils n'auraient jamais eus sans moi ; quelques gentillâtres obscurs, qui sont mécontents de ne plus recevoir l'eau bénite le dimanche ; quelques négociants égoïstes, froissés momentanément parce qu'ils ne savent pas donner un autre essor à leurs spéculations ; quelques fournisseurs, vraies sangsues auxquelles j'ai fait rendre gorge. La masse de la nation est juste ; elle voit que je travaille pour sa gloire, pour son bonheur, pour son avenir. Si c'était pour moi, que me manque-t-il ? Que puis-je personnellement désirer ? Né dans une classe distinguée, mais d'une famille peu fortunée, j'occupe le premier trône du monde. J'ai donné la loi à l'Europe. J'ai distribué des couronnes, j'ai donné des millions pour faire la fortune de ceux qui ont bien servi la France, sans toucher aux revenus de l'État. J'ai, dans mon

domaine privé, dans le domaine extraordinaire, tout l'argent, tous les trésors qu'un homme peut désirer, mais je n'ai pas besoin d'argent pour moi. Personne n'est moins que moi occupé de ce qui lui est personnel.

« Que la France prospère sous mon gouvernement, voilà l'objet de mes vœux, de mon ambition et de toute mon attention. C'est moi qui ai rétabli l'ordre, les finances, qui ai payé les dettes. Je deviens lourd et trop gros pour ne pas aimer le repos, pour n'en avoir pas besoin, pour ne pas regarder comme une grande fatigue le déplacement, l'activité qu'exige la guerre. Mon physique a nécessairement, comme chez les autres hommes, de l'influence sur mon moral. Vous me dites, et on aime à croire généralement, que j'aime la gloire, la guerre, que je vise à ce que vous pouvez appeler la monarchie universelle. Mais cet empire universel est un rêve et je suis très éveillé. Si j'avais pu être dirigé autrefois par cette passion guerrière, elle ne m'aurait égaré, comme toutes les passions, qu'un moment.

« Cette guerre de Russie est une mauvaise affaire, me dit l'Empereur, en me cherchant amicalement l'oreille pour me la tirer. Je me suis trompé, M. le grand-écuyer, non sur le but et l'opportunité politique de cette guerre, mais sur la manière de la faire. Il fallait rester à Witepsk. Alexandre serait aujourd'hui à mes genoux. La séparation de l'armée russe après le passage du Niémen m'a ébloui. Les Russes, n'ayant pu nous vaincre nulle part, et Koutousoff ayant été imposé à Alexandre à la place de Barclay, qui valait mieux que lui, j'ai cru que des gens qui ne savaient pas se battre et un souverain qui se laissait imposer un mauvais général se décideraient à faire la paix. Je suis resté quinze jours de trop à Moscou. Le résultat fera dire que les Russes sont invincibles chez eux à cause de leur climat, et on se trompera, car, avec plus de prévoyance, si j'avais suivi mon premier plan, ils étaient perdus.

### ANGLETERRE ET ÉTATS-UNIS

L'Empereur ajouta que l'on se trompait sur son caractère parce que l'on ne comprenait pas bien son but, et que tout était calcul chez lui :

— J'ai pesé d'avance et depuis longtemps, dit-il, tous les sacrifices qu'exigera la lutte avec l'Angleterre. En définitive, le fond et la solution de toutes les questions qui agitent le monde, et même les individus, sont dans cette lutte. Ce n'est pas moi, ajouta-t-il, qui ai perdu les colonies ni laissé détruire les marines de l'Europe. C'est moi, au contraire, qui ai travaillé sans relâche à les rétablir. J'ai des chantiers partout. Vous serez étonné dans deux ans du nombre de mes vaisseaux, du développement et de la force de mes armements. C'est la Révolution qui a fait la puissance de l'Angleterre. J'ai trouvé sa prépondérance établie. Je l'ai supportée en signant la paix d'Amiens, et ne faisant rien contre ce traité. L'expédition de Saint-Domingue a bien prouvé que je n'avais pas d'autres vues que le maintien de la paix et la prospérité intérieure de la France, puisque j'ai envoyé une élite de l'armée dans cette colonie. C'est l'Angleterre qui a rompu le traité, c'est elle qui a enlevé, en pleine paix, toutes les richesses de notre commerce. J'ai supporté cette paix pour créer une marine qui pût maintenir nos droits, défendre nos propriétés, car l'équilibre politique dépend aussi de l'équilibre commercial. La puissance est, jusqu'à un certain point, autant dans l'argent que dans le territoire, par conséquent, autant dans la puissance relative des États que dans leur population. Pour maintenir cet équilibre nécessaire à tous les intérêts, il fallait être en mesure d'obliger l'Angleterre à réfléchir sur ce qu'elle compromettrait avant de pirater le commerce du continent sans déclaration de guerre.

« C'est, de fait, me dit l'Empereur, pour les plus chers intérêts de l'Europe que je combats maintenant et que j'exige tant de sacrifices de la France. J'ai la prévoyance d'une sage politique, tandis que les autres souverains n'ont que l'aveuglement de la peur et d'une peur sans fondement. Ils semblent ne craindre que la puissance de la France, tandis que cette France peut seule défendre les libertés commerciales de l'Europe. L'ancien équilibre n'existant plus, les vieilles routines ne peuvent y ramener. Tout est déplacé, changé, rajeuni dans le monde. Il faut donc s'ouvrir de nouvelles routes. Si les cabinets approfondissaient ces questions, on apprécierait mes efforts au lieu de s'en inquiéter. En me secondant franchement, on serait moins froissé et l'on arriverait plus tôt au

but. Je n'en ai qu'un : c'est la paix avec l'Angleterre, c'est-à-dire la paix générale. Sans cette paix, les autres ne sont que des trêves. Encore une année et peut-être moins, si je n'avais pas échoué en Russie, et le continent eût été plus que dédommagé des sacrifices que j'ai exigés de lui. Jamais je ne me suis dissimulé que c'était une grande entreprise. Si j'échouais, le continent sentirait avant peu, par le dommage qui en résulterait pour lui, de quelle importance était le but auquel je voulais atteindre. L'alliance de la Russie ne m'a pas servi comme je m'en étais flatté.

L'Empereur insista beaucoup sur les avantages que l'on retirerait de la situation où les événements avaient placé les États-Unis vis-à-vis de l'Angleterre. Il ne doutait pas que la lutte actuelle tournât à leur avantage. Il regardait ce moment comme l'époque réelle de leur grande émancipation politique et du développement d'une grande puissance. Il parla des moyens respectifs d'agression et de défense, ainsi que des tentatives que pourraient faire les Anglais, mais il conclut que des revers sur quelques points, où ils iraient frapper à l'improviste, ne feraient qu'exciter les Américains et tremper l'esprit national.

— Les Anglais, dit-il, finiront par souscrire à tout ce que les États-Unis voudront et le gouvernement américain, confié à des mains habiles, à des hommes d'État, y gagnera plus de ressort. Il profitera de l'occasion pour se faire donner les moyens d'organiser et d'entretenir une armée plus considérable, de former un noyau d'armée permanente et obtenir plus de facilités pour réunir et former les milices. Si les Américains font bien, ils construiront des forts, même des places sur quelques points importants, ce qui leur sera très utile pour l'avenir. Cette époque, ajouta-t-il, fera prendre aux États-Unis un essor anti-anglais qui fortifiera notre système et ce pays sera, à l'avenir, le plus puissant adversaire de l'Angleterre. Il la fera trembler avant trente ans.

Ces considérations amenèrent l'Empereur à parler de l'émancipation des colonies espagnoles, qu'il regardait comme une chose certaine et également avantageuse à nos intérêts, quoique les révolutions de ce pays pussent offrir, pour ce moment, à l'Angleterre d'utiles débouchés commerciaux. Il voyait dans ces grands États qui se formaient dans le nouveau monde de nouveaux rivaux pour l'Angleterre. Tout devait, selon

lui, lier ces nouveaux États au système politique des États-Unis. L'émancipation de toutes les colonies lui paraissait une conséquence de celles de l'Espagne. L'époque, selon lui, ne pouvait en être très éloignée. Ces changements lui paraissaient, en masse, dans notre intérêt politique et commercial, si l'on profitait du premier moment pour établir de bonnes relations avec ces pays. La guerre avec l'ancienne métropole et les préventions qui en étaient le résultat, loin de lui paraître un obstacle, lui semblaient devoir faciliter nos relations.

### VISITE AU ROI DE SAXE

Cette conversation, dont je supprime beaucoup de détails moins intéressants que ceux que j'ai successivement notés, nous mena à Gorlitz, d'où j'expédiai Amodru pour prévenir M. le baron de Serra, ministre de Dresde (1). Je lui mandai que l'Empereur souperait et coucherait chez lui et qu'il eût à prévenir Sa Majesté le roi de Saxe qu'il irait le voir incognito. La neige était tellement amoncelée dans les vallées que nous allions lentement. Arrivés enfin à la porte de Bautzen, on nous fit attendre si longtemps les chevaux, que je dus descendre du traineau et aller m'assurer moi-même de la cause de ce retard, qui ne tenait qu'à la nonchalance accoutumée du maître de poste et à la mauvaise habitude de faire faire un repas complet aux chevaux au moment ou le voyageur arrive. Je pressai vainement le maître de poste; il fallut se résigner à attendre et se chauffer en attendant. L'Empereur en profita pour dormir trois quarts d'heure. Quant à moi, je notai la conversation si intéressante que je venais d'avoir avec l'Empereur.

Nous n'arrivâmes à Dresde qu'à minuit (2). Notre postillon, qui m'avait assuré connaître le logement du ministre de France, nous promena si longtemps par la ville sans pouvoir le trouver, qu'ennuyé de cheminer toujours sans arriver, je lui dis d'arrêter pour le demander. Mais tout le monde dormait; l'obscurité était générale et il fallut marcher encore longtemps avant d'apercevoir une lumière. Le postillon frappa et sonna longtemps à la porte. Enfin, un monsieur, en coiffe de nuit, mit la

(1) Jean-Charles-François de Serra, né à Gênes le 29 août 1780, ministre de France auprès du roi de Saxe. Son hôtel, à Dresde, était situé rue de Pirna.

(2) Le 14 décembre à deux heures du matin, d'après Bourgoing.

tête à la fenêtre et demanda ce qu'on voulait. Sur notre prière de nous indiquer le logement du ministre de France, le docteur (car j'appris plus tard que c'était un médecin), ne se croyant pas obligé de répondre, par le froid qu'il faisait, aux gens qui n'étaient pas malades, referma sa croisée et il fallut continuer encore assez longtemps notre promenade dans la ville pour chercher un corps de garde. Heureusement, nous rencontrâmes un Saxon plus obligeant que le docteur. Il nous conduisit jusqu'à la porte de M. de Serra qui avait tout préparé comme s'il m'attendait. L'Empereur se mit de suite à travailler. Il me dicta des dépêches au roi de Naples et au prince de Neuchâtel, plusieurs ordres à Varsovie, ainsi qu'une dépêche à Vienne. La correspondance terminée, l'Empereur nous laissa le soin de l'expédier. Il soupa et se coucha, me chargeant de le réveiller quand le roi de Saxe arriverait, ce prince n'ayant pas voulu que l'Empereur se dérangeât pour aller le trouver au palais. Pendant qu'il reposait, M. de Serra m'aidait à expédier les dépêches.

L'Empereur dormait depuis une heure quand le roi de Saxe (1) arriva, accompagné des comtes de Boze et de Marcolini. Il insista pour que l'Empereur le reçût dans son lit. J'eus, en conséquence, l'honneur de le mener de suite à son appartement. Ces souverains restèrent ensemble trois quarts d'heure. On avait donné des ordres pour notre voyage ultérieur en Saxe. Notre traîneau était hors d'état d'aller plus loin (2). Le Roi prêta à l'Empereur sa berline sur patins. Après le départ du Roi, que j'eus l'honneur d'accompagner jusqu'à sa voiture, l'Empereur me dit qu'il partirait à cinq heures et de le faire réveiller à quatre heures et demie pour signer ses lettres et monter en voiture. J'écrivis, par son ordre, à M. le baron de Saint-Aignan (3), son ministre à Weimar, pour qu'il lui préparât et lui amenât sa voiture à Erfurt. Menés pendant deux relais par des chevaux de la Cour, nous dépassâmes près de Leipzig les estafettes chargées de faire préparer les chevaux

(1) Frédéric-Auguste Ier.

(2) En rentrant à Dresde, en 1813, on m'assura qu'un Anglais l'avait acheté comme une curiosité historique et que tout le monde était venu le voir pendant l'occupation des Alliés (*Note de Caulaincourt*).

(3) Le baron Rousseau de Saint-Aignan, officier d'artillerie, avait été aide de camp de Berthier, puis écuyer de l'Empereur, avant d'être nommé, au début de la campagne de Russie, ministre plénipotentiaire à Weimar.

qu'on commandait partout sous mon nom. Il fallut donc s'arrêter dans cette ville pour leur laisser le temps de prendre les devants. Le jour tombait. Pendant qu'on préparait le souper, l'Empereur eut la curiosité de voir la place et le jardin qui est autour de la ville. Nous restâmes une heure dehors. Le froid était bien moins vif qu'en Pologne.

### L'EMPEREUR DE RUSSIE ET L'ENTREVUE D'ERFURT

Pendant le trajet que nous venions de faire, l'Empereur m'avait parlé de nouveau de l'empereur Alexandre, d'Erfurt, du duc d'Abrantès, de la noblesse et de la haine que l'on portait aux nobles. Ce que je vais rapporter est le résultat de notes de plusieurs conversations dans lesquelles il répéta les mêmes choses. Il fit l'éloge de M. le comte Daru (1).

— C'est, dit-il, un cheval pour le travail, un homme d'une rare capacité, mon meilleur administrateur. Il ne m'a jamais rien demandé. Il a administré la Prusse et les pays conquis avec une délicatesse dont lui seul a donné l'exemple. En pays ennemi, il vivait à ses dépens et ne réclamait même pas les avantages dont jouissaient les autres et qui étaient son droit. Aussi avais-je le soin de le récompenser de son désintéressement.

L'Empereur revint sur Tilsitt. Il y avait trouvé à l'empereur Alexandre de l'idéologie, des idées mal digérées sur sa position avec, cependant, de très bonnes intentions, mais il manquait d'expérience. Le sentiment qui l'éloignait de sa femme (2) lui donnait des idées fausses, même sur les besoins qu'ont les peuples et les grands États d'une hérédité dans les dynasties qui les gouvernent. Il lui avait paru porté à reconnaître des avantages à une élection qui plaçait le mérite, tandis que l'hérédité n'appelait le plus souvent au trône que le sot incapable et mal élevé. L'empereur Alexandre ne regrettait nullement de ne pas avoir d'enfants de l'Impératrice. Il mettait, en général, tous les sentiments d'un bon cœur à la place de ceux d'une raison éclairée. Il était particulièrement consciencieux et point prince. Il ne voyait dans ce manque de postérité qu'une

(1) Le comte Bruno Daru (1767-1829), ministre secrétaire d'État depuis 1811.

(2) Allusion à la passion d'Alexandre pour Marie-Antowna Narychkine, née princesse Tchetwertinski, passion qui durait depuis 1804.

responsabilité de moins pour lui, responsabilité que son amour du bien lui présentait comme un grand poids. Il lui avait paru pénétré de l'idée que les souverains doivent gouverner pour les peuples, qu'ils sont institués pour eux.

— C'est aussi ma maxime, ajouta l'Empereur, en appuyant sur ce principe, comme s'il m'eût cru des doutes et eût voulu me convaincre. L'empereur Alexandre m'a paru plus fatigué qu'heureux du pouvoir souverain et de cette vie de souverain qui est une continuité de devoirs toujours gênants pour celui qui regarde le bonheur des peuples comme un dépôt sacré confié par la Providence. Alexandre est très religieux. Il est trop libéral, trop populaire pour ses Russes. Il en sera victime. Il faut une main plus ferme pour cette nation. Il conviendrait mieux aux Parisiens. C'est le roi qui plairait aux Français. Galant près des femmes, cajolant pour les hommes, même pour ceux dont il serait mécontent, car il sait dissimuler mieux que personne, sa belle tournure, son extrême politesse, tout vous plairait. Messieurs les Français aiment les cajoleries. Mon sérieux ne leur plaît pas, ma fermeté leur pèse souvent. Nos conversations de Tilsitt, ses rapports avec vous, ce qui s'est passé à Erfurt, tout a formé l'empereur Alexandre. Il a de l'esprit ; il ne laisse rien tomber et sa mémoire le sert parfaitement. Depuis cette époque, la réflexion et les événements lui ont donné l'expérience qui lui manquait. Il est venu à Erfurt tout autre qu'il m'avait paru être à Titsitt.

« A Erfurt, je remarquai qu'il était fort en défiance, entêté au delà de toute expression. Il voulait traiter d'égal à égal. A la vérité, les circonstances le servaient et il en profitait. Il aurait pu obtenir bien plus, mais, heureusement, il n'a calculé que sur l'effet que produirait en Russie l'espoir d'avoir la Valachie et la Moldavie. Il n'a pas insisté sur l'évacuation des places de l'Oder et d'une partie de la Prusse. Heureusement encore, l'Autriche lui montra de l'humeur et de la méfiance. Si l'homme qu'elle envoya à Erfurt, eût pu franchement expliquer les vues de sa Cour et montrer de l'intérêt à la Prusse, il eût fait impression sur Alexandre (1). J'aurais été fort embarrassé,

(1) Allusion à l'envoi à Erfurt du général baron de Vincent. Albert Vandal cite ce mot de Napoléon à ce sujet : « Je comprends pourquoi l'empereur d'Autriche n'est pas venu. Il est difficile à un souverain de mentir en face ; il s'est remis de ce soin sur M. de Vincent. »

mais la Prusse même n'envoya qu'un homme peu capable (1). Personne ne profita de l'occasion. Au reste, j'étais prêt à tout ; j'avais mes troupes encore sous la main; le sacrifice de l'Espagne était aux trois quarts fait. J'aurais écrasé l'Autriche avant que personne fût en mesure. Les Russes n'étaient pas remis de leur défaite et pas en état de me faire la guerre. On m'eût peut-être rendu service en me forçant à renoncer à l'Espagne. C'eût été désagréable après des revers, surtout en y laissant les Anglais.

« Menacé par l'Autriche, j'aurais évacué une grande partie de la Prusse et gardé seulement une place sur l'Oder pour gage des contributions. Il est probable que cette combinaison eût changé beaucoup de choses. Nous ne serions pas maintenant ici. Il aurait fallu d'autres combinaisons pour en venir à organiser un État intermédiaire. La Prusse libérée, restaurée, rétablie, toutes les combinaisons politiques changeaient. Les choses en seraient peut-être mieux et plus avancées, parce qu'obligé de donner plus d'attention à ma guerre d'Espagne, j'aurais ménagé la Russie pour maintenir son alliance et mon système contre l'Angleterre. Voilà comme les moindres événements changent les destinées du monde, comme les fautes de nos adversaires les servent souvent plus que leurs talents et nous amènent à en faire de plus grandes qu'eux. Au reste mon tort est de ne pas être resté à Witepsk pour y organiser le pays, ou de ne pas être parti de Moscou huit jours après y être entré. Mes revers ne tiennent qu'à cela. J'ai cru que je ferais la paix, que les Russes la désiraient, la voulaient. On m'a trompé et je me suis trompé. Puis, Maret et l'abbé de Pradt n'ont pas tiré parti de la Pologne. Je devais la croire sous les armes et elle était endormie. Maret a amusé les Polonais, l'archevêque les a découragés. Je ne pouvais faire un plus mauvais choix et confier mes affaires à un homme moins capable. J'ai été dupe de son esprit. Il sait raisonner et flatter, mais il est incapable d'agir. Le dernier de ses secrétaires eût fait mieux que lui.

(1) Le comte Goltz.

## LE COMTE DE NARBONNE

« Les hommes de cette trempe et de l'Ancien Régime valent ordinairement mieux que cela. A l'armée, à la Cour, on ne les aime pas. Cependant, voyez Narbonne (1). Personne n'a servi avec plus de zèle. Malgré son âge il supporta les fatigues, les privations comme un jeune homme. Il n'est cependant soutenu que par un sentiment d'honneur. Vous autres de la vieille armée, vous n'aimez pas ces nouveaux convertis; en général vous n'aimez pas l'émigration. Toutes les fois que j'en admets quelqu'un, soit au palais, soit dans l'armée, on grogne, on serait tenté de bouder. Les esprits s'effarouchent. Il n'y a pas longtemps qu'ils étaient même prêts à se cabrer, comme un cheval à qui un mauvais cavalier déplaît parce qu'il lui serre trop la bride.

« Si j'étais de ces hommes sur lesquels on influe, on m'aurait presque défendu d'admettre aucun émigré, tant la Révolution est jalouse, inquiète. Les avis ne m'ont pas manqué dans ce genre, mais ce zèle maladroit de la part de quelques personnes a servi ceux qu'on voulait éloigner. J'ai cru que, chez plusieurs, ce n'était que de l'ambition, que la crainte d'avoir moins de places, de rencontrer plus de concurrents. C'est le caractère des courtisans de tous les temps; leur intérêt est tout, la Patrie n'est rien. Je suis l'empereur des Français; je dois égale protection, bienveillance à tous. Mon devoir est de rallier toutes les opinions, de confondre tous les intérêts, de préconiser toutes les notabilités anciennes et nouvelles, d'encourager le zèle de tous ceux qui se présentent. On ne me doit compte que de la conduite qu'on a tenue de mon bail. Ce qui est antérieur, je ne dois me le rappeler que si l'on a mérité d'être récompensé. L'ancienne noblesse a encore de grandes propriétés, beaucoup de familles une notabilité historique ou honorable. Le fils d'un ministre, d'un chancelier, d'un maréchal de Louis XV ou Louis XVI ne peut être confondu dans la foule, ou il n'y aurait plus de société civilisée. Il est de l'intérêt

(1) Le comte de Narbonne-Lara, né en 1755, que l'on disait fils de Louis XV, ministre de la Guerre en 1791, avait été successivement, sous l'Empire, gouverneur de Raab et de Trieste, ministre plénipotentiaire en Bavière, puis aide de camp particulier de l'Empereur qu'il avait accompagné en Russie. Il fut ensuite ambassadeur à Vienne. Il avait épousé Mlle de Montholon.

de la France que je les rapproche du trône, afin qu'ils sachent qu'il les protège et qu'ils n'en soient plus les ennemis. Leurs enfants, leurs parents m'ont, en général, bien servi.

Je convins que l'opposition dont il parlait était vraie pour quelques personnes, qui, au fait, méritaient peu sa bienveillance particulière pour elles, mais que, pour M. de Narbonne, tout le monde l'aimait et l'appréciait.

— Vous-même, Caulaincourt, me dit-il, quoique sorti comme les autres des rangs de l'armée, quoique soldat et enfant de vos œuvres comme mes autres généraux, votre naissance, votre qualité de noble vous faisaient jalouser. J'ai dû vous soutenir et, plus d'une fois, vous défendre. On vous enviait, on m'a souvent donné des préventions contre vous. On a cherché à vous perdre dans mon esprit, lors du procès de Moreau, parce que vous aviez continué à le voir depuis l'armée du Rhin. C'était un prétexte. Votre tort véritable, aux yeux de ces zélés amis, était d'être noble. Je n'en fus pas la dupe. Ces préjugés sont ceux de beaucoup de braves gens. Après vous avoir renversé, on aurait attaqué Duroc, Lauriston. Tout ce qui est si fier aujourd'hui d'un titre était naguère jaloux de ceux qui en avaient un. Junot, seul, n'avait pas cette faiblesse. Il se croyait plus marquis, plus grand seigneur que les Beauvau. Mais Lannes, Bessières, Lefebvre, étouffaient de dépit. Si je faisais quelque chose pour un noble, n'eût-il pour titre que la savonnette de son père, ils m'en parlaient comme si j'agissais contre mon intérêt, mais je voyais le bout de l'oreille. Heureusement, je n'ai jamais eu de favori, mais, si j'avais distingué quelqu'un, montré de la confiance à un noble, quelques hommes en auraient été malades. Le temps, en confondant tous les intérêts, en mêlant toutes les existences comme toutes les fortunes, usera toutes ces jalousies.

## LE MARÉCHAL LANNES

L'Empereur dit du bien de plusieurs personnes, du maréchal Bessières sur l'attachement duquel il comptait. Il fit l'éloge de son intégrité, de l'administration actuelle de la Garde.

— J'ai été obligé de l'ôter à Lannes, dit-il. Les conseils de quelques fripons dont il était dupe, l'auraient perdu, si je ne

lui eusse pas ôté cette administration. Aucun homme, répéta-t-il, ne m'a été au fond plus attaché que Lannes; il m'en a plus d'une fois donné des preuves en s'exposant dans des circonstances périlleuses, mais il m'aimait comme une maîtresse et voulait me gouverner, au moins m'influencer pour obtenir tout ce qui l'intéressait. Étant souvent refusé, parce qu'il demandait pour des intrigants, il prenait de l'humeur et, passionné par caractère, il était alors capable de tout. Il a eu, dans ces moments, envers moi, plus d'un tort grave, qui eût pu compromettre gravement tout autre, s'il eût eu affaire à un prince d'un autre caractère et qui eût eu plus d'estime pour l'espèce humaine.

Après avoir cité quelques faits qui l'avaient mis dans le cas de lui interdire momentanément de se présenter aux Tuileries, l'Empereur ajouta que ce maréchal avait dans le caractère un esprit d'opposition et de censure qui l'aveuglait et l'emportait sur son attachement pour lui. Il était indiscret et n'avait pas de mesure. A l'appui de ces réflexions, il me dit tenir d'une personne, à qui le maréchal s'en était vanté, peu avant la dernière guerre d'Autriche, qu'il avait dit à l'empereur de Russie, au-devant duquel il avait été envoyé par lui, lors de l'entrevue d'Erfurt, et avec lequel il voyageait tête à tête, que l'empereur Napoléon voulait le tromper, que son ambition n'avait pas de bornes, qu'il ne respirait que la guerre comme le moyen de parvenir à son but et qu'il ne saurait trop s'en méfier. Il se vanta même d'avoir ajouté quelques détails intérieurs et cité des faits pour éclairer, soi-disant, Alexandre et empêcher qu'il fût sa dupe.

— Cette confidence, ajouta l'Empereur, m'a expliqué la méfiance et la conduite d'Alexandre à Erfurt. Je n'en ai pas parlé au maréchal. C'eût été compromettre le confident qui pouvait me rendre encore service. Ce que j'aurais dit au maréchal ne l'eût pas changé. Se voyant démasqué, il fût devenu ennemi irréconciliable, tandis qu'il s'est conduit depuis en brave homme. Il m'avait d'ailleurs fait un rempart de son corps, dans d'autres circonstances, et il est mort en héros, quoiqu'il eût tenu la conduite d'un traître, puisqu'il n'était pas même appelé par sa mission de courtoisie à émettre une opinion sur moi et sur les affaires. Il n'aura pu résister aux paroles flatteuses, à la confiance simulée d'Alexandre et, encore

moins, à un vieux ressentiment pour je ne sais quoi, car il était aussi violent dans ses sentiments qu'ardent sur le champ de bataille. Dans les dernières années, il y était d'un sang-froid admirable et était devenu général aussi distingué qu'il avait été chef audacieux. C'était un des meilleurs généraux, peut-être le plus capable sur le champ de bataille. Voilà les hommes, Caulaincourt, ajouta l'Empereur. On me reproche de les estimer peu. Ai-je tort? Pardonnerais-je, oublierais-je, si je les croyais meilleurs qu'ils ne peuvent être et qu'ils ne sont en effet ?

### SYMPTOMES INQUIÉTANTS

Je reviens à l'auberge de Leipzig (1) où l'on rougit le poêle pour nous réchauffer, quand nous rentrâmes. Notre dîner ou souper, comme on voudra l'appeler, n'étant pas prêt, l'Empereur reposa sur quelques chaises que je lui avais réunies près du poêle. Je profitai de ce temps pour continuer mes notes. Le souper arriva enfin. L'Empereur, fort impatient de se remettre en route, l'abrégea tant qu'il put (2). Au moment où il descendait l'escalier, un jeune Français, se disant officier d'état-major et qui logeait dans la même auberge, se présenta à l'Empereur pour rendre compte, disait-il, d'une mission secrète donnée par l'état-major général. J'étais habituellement si près de l'Empereur, quand il pouvait être accosté, que je me trouvai entre lui et cet officier si empressé, qui nous heurta. Étonné de ses manières, encore plus de son insistance, l'Empereur qui, dans le premier moment, faisait peu d'attention et se hâtait de gagner le traîneau au milieu de la foule qu'avait réunie la belle apparence de celui du roi de Saxe, s'arrêta un moment. Devinant que c'était un espion qui contrefaisait l'officier, si ce n'était pas un malintentionné, il le congédia promptement. La démarche, la tournure de cet officier, tout me paraissait suspect. En sortant de la ville, je regardai derrière la voiture, avec le pressentiment qu'il nous suivait. Il s'était, en effet, placé à côté de notre courrier, en lui disant qu'il avait l'ordre de nous accompagner. Je lui

(1) 15 décembre 1812. L'Empereur était descendu à l'Hôtel de Prusse.

(2) Bourgoing raconte la conversation que l'Empereur eut, durant ce souper, avec M. Theremin, consul de France.

ordonnai de descendre, mais on ne l'y détermina pas facilement.

Depuis Lutzen, il y avait si peu de neige dans certaines parties de la route que les patins de la berline se cassèrent. Après Auerstaedt, il fallut abandonner le beau traîneau du Roi et faire notre entrée à X..., au point du jour, dans la modeste alèche de poste du courrier. Le maître de poste, qui me connaissait, vint me parler pendant qu'on attelait et reconnut, je crois, l'Empereur, mais sans en rien témoigner. Sa Majesté prit du café sans descendre de la calèche. A Erfurt, nous trouvâmes à la poste M. le baron de Saint-Aignan (1). L'Empereur le fit déjeuner avec lui, causa d'affaires et lui donna différents ordres ainsi qu'au commandant de la place. Nous repartîmes une heure après dans un landau que M. de Saint-Aignan avait fait arranger de manière à ce que l'Empereur pût s'y coucher, ce qui lui fit le plus grand plaisir. Aussi répéta-t-il plusieurs fois qu'une bonne voiture, à la fin d'un long voyage, faisait encore plus de plaisir qu'un bon lit après trois mois de bivouac. Il me fit congédier le gendarme saxon qui était sur notre siège, depuis Dresde. Nous en prîmes un français derrière notre voiture (2).

A Eisenach, les chevaux, quoique commandés depuis plus de deux heures, n'étaient pas prêts. Ennuyé d'attendre en voiture, l'Empereur en descendit après une demi-heure d'attente. Il entra dans la maison pour se chauffer et causa avec la maîtresse de poste, jeune femme fort jolie. Son mari nous fit de profondes révérences, sans se mettre en peine de nous faire partir. Voyant que les chevaux qu'il disait avoir commandés de corvée à des habitants n'arrivaient pas et que mes instances réitérées n'obtenaient que des « *gleich* » (tout à l'heure) qui nous mettraient la nuit dans les difficiles défilés de la montagne et de la forêt, je quittai l'Empereur pour aller aux informations. Rien n'annonçait qu'il dût venir des chevaux. Préoccupé de l'idée que l'on savait peut-être que c'était l'Em-

(1) Le baron Rousseau de Saint-Aignan avait épousé Augustine-Amicia de Caulaincourt, sœur du duc de Vicence, veuve en premières noces de M. de Thelusson, baron de Copet.

(2) Dans toute ville placée sur la route du passage habituel de nos troupes, il existait un commandant de place et des gendarmes français en nombre suffisant pour maintenir l'ordre.

pereur, qu'on voulait gagner la nuit et que nous allions probablement donner dans quelque embuscade, surpris d'ailleurs qu'une poste, que je savais si bien montée, eût recours à des chevaux de réquisition, ayant été prévenue d'avance et n'ayant rencontré aucun voyageur, je voulus parler à quelqu'un et m'assurer qu'il n'y avait réellement pas de chevaux à la poste. Je fus dans la cour et m'informai pourquoi ceux qui avaient été commandés en ville n'arrivaient pas. Je parlai à un postillon en cherchant des yeux l'écurie. Je lui demandai si le maître de poste n'avait pas de chevaux. Il me montra du doigt, à la dérobée, l'écurie qui était fermée. Je frappai doucement à la porte, en disant en allemand *Mach aus* (ouvre-moi). Un postillon, prenant ma voix pour celle d'un homme de la maison, m'ouvrit aussitôt. Je trouvai dix bons chevaux qui attendaient, sans doute, une meilleure occasion de servir. Dès qu'on me vit dans l'écurie, tous les postillons accoururent. J'ordonnai de harnacher et d'atteler. Alors, ils voulurent se sauver, mais j'en arrêtai trois et j'appelai le gendarme que j'aperçus sous la porte, pour faire revenir les autres. Le maître de poste, averti par un des postillons, accourut, défendit d'employer ses chevaux. Grande querelle !... Les meilleures raisons du monde ne pouvant le déterminer et les postillons n'osant lui désobéir, je pris le maître de poste au collet et le serrai dans un coin de l'écurie, en lui ordonnant de faire atteler à l'instant. Comme il résistait et que je voyais que le bruit occasionné par ce débat rassemblait déjà quelques personnes et que le gendarme avait peine à retenir les postillons qui cherchaient à s'échapper, je tirai mon épée et en présentai la pointe au maître de poste en lui disant que si l'on entrait du dehors ou faisait un mouvement et si les chevaux n'étaient pas attelés dans cinq minutes, je la lui passais au travers du corps. Cet argument, grâce à la pointe de l'épée qui lui faisait sentir que j'étais homme à lui tenir parole, lui parut aussi irrésistible qu'à ses postillons. En un clin d'œil, les chevaux furent mis. Un ami du maître de poste, se disant conseiller du Duc (1), survint, et voulut, au début du colloque, prendre parti pour lui, mais je l'invitai si sèchement à se mêler de ses affaires et à donner de meilleurs conseils à son ami, qu'il se retira. La femme du maître de poste, voyant passer ses

(1) Le Duc de Saxe-Weimar, dans les États duquel se trouvait Eisenach.

chevaux, sortit. Apprenant ce qui s'était passé, elle accourut en pleurant et fut trouver l'Empereur en lui articulant, en français, que l'on maltraitait son mari. L'Empereur arriva au moment où les derniers chevaux traversaient la cour. Je les suivais avec le maître de poste que l'Empereur ramena à sa chère femme en leur disant qu'ils avaient tort d'en user ainsi avec les voyageurs.

Nous nous hâtâmes de partir et ne fûmes jamais mieux menés. Le postillon, que je questionnai en route, avoua que son maître se servait presque toujours de chevaux de réquisition quand les chemins étaient mauvais, qu'au reste il n'avait point passé de voyageurs depuis trente-six heures. Je ne pus savoir de lui si les prétendus chevaux de réquisition avaient été réellement commandés. J'eus seulement la certitude que l'estafette nous avait précédés de deux heures et nous en avions perdu plus d'une à attendre. L'Empereur ne savait que penser de cette conduite du maître de poste. Ce retard l'avait aussi étonné. Nous fûmes sur le qui-vive toute la nuit. Jamais je ne vis, je crois, le jour avec plus de plaisir, car jamais la situation de l'Empereur ne m'inquiéta autant. Le froid était très vif. Nous cheminions rapidement, malgré les mauvais chemins de la Westphalie. Un postillon maladroit fit éclater le timon, mais deux liens ayant suffi pour le réparer, nous ne perdîmes qu'une demi-heure. L'Empereur s'arrêta à Hanau et fit appeler M. d'Albini, ministre du prince-primat (1), avec lequel il causa pendant son déjeuner. Il ne fut pas peu surpris de voir l'Empereur et surtout de sa modeste suite.

## NOUVELLES DE FRANCE

Jamais je n'ouvrais assez vite, au gré des désirs de l'Empereur, la valise des estafettes qui se succédaient. Les lettres de l'Impératrice étaient toujours demandées les premières. Il ne la nommait pas sans faire son éloge, sans parler avec émotion d'elle et de son fils. Après la lettre de l'Impératrice, il me demandait toujours celle de M^me^ de Montesquiou, la dépêche du ministre de la Police, celle de l'Archichancelier, le paquet de la

(1) Hanau, près du Mein, faisait partie du grand-duché de Francfort que Napoléon avait créé en 1806 pour M. de Dalberg, prince-primat de la Confédération du Nord.

poste, la dépêche du ministre de la Guerre et successivement celles des autres ministres. Il reprenait ensuite, dans le même ordre, les lettres et les rapports des ministres qu'il me faisait lire. Il paraissait fort content de l'esprit public et attendait, avec impatience, l'estafette qui devait lui parler de l'effet qu'aurait produit le terrible bulletin (1). L'espoir de se trouver sous peu d'heures à Mayence lui souriait par-dessus tout; aussi pressions-nous plus que jamais le postillon. Une lieue avant d'arriver au Rhin, nous rencontrâmes M. Anatole de Montesquiou, que j'avais expédié de Molodetchno et qui revenait de Paris où il n'avait passé que peu d'heures et où ses nouvelles devaient avoir préparé au bulletin. Il apportait des nouvelles de l'Impératrice et fut, je crois, fort agréablement surpris en trouvant l'Empereur et se voyant arrivé si promptement au terme de son voyage. L'Empereur lui fit quelques questions sur l'Impératrice, sur son fils, et le réexpédia aussitôt à Paris, pour donner de ses nouvelles, mais nous le rejoignîmes au bord du Rhin (2) que les glaçons forçaient à passer en bateau. Depuis lors il nous suivit.

Arrivé sur l'autre bord, l'Empereur se rendit à pied à la poste pendant que l'on passait et débarquait sa voiture (3). Je ne me rappelle pas avoir vu l'Empereur aussi gai. Le sol français lui fit oublier ses fatigues, et, peut-être, même, un moment ses malheurs. Le maître de poste, chez lequel il se rendit, le reconnut. Le maréchal de Valmy (4), qu'il envoya chercher et avec lequel il causa pendant qu'on mettait les chevaux, n'en croyait pas ses yeux. Avant sept heures nous fûmes en route. Fagalde, qui avait été envoyé sur la route de Gumbinen et qui nous avait rejoints à Glogau, courait, ainsi qu'Amodru depuis Dresde. Ils continuèrent en France.

De nouvelles dépêches de Paris ramenèrent la conversation sur l'affaire de Malet et, de la part de l'Empereur, des réflexions qui m'ont paru devoir être conservées, quoiqu'elles

(1) Le 29e bulletin de la grande armée, qui annonçait tous nos désastres et qui, porté à Paris par M. de Montesquiou, fut inséré dans le *Moniteur* du 16 décembre 1812.

(2) A Cassel, en face de Mayence.

(3) 16 décembre, 10 h. du soir, d'après Bourgoing.

(4) Kellermann, duc de Valmy, alors commandant des 25e et 26e divisions militaires à Mayence.

doivent amener quelques répétitions à propos de cette affaire et du ministre de la Police.

— Remarquez, me dit l'Empereur, combien la Révolution et l'habitude des changements continuels de gouvernement ont détruit toutes les idées d'ordre et de stabilité. J'ai encore beaucoup à faire pour réédifier l'ordre social.

— La paix, dis-je, est le seul moyen d'y parvenir; c'est la première condition de la stabilité, car la guerre est une loterie qui nourrit un vague sur l'avenir qui nuit à tout.

— Vous avez raison, me répondit-il, mais on ne la fait pas quand on veut. L'Angleterre se refusant à tout arrangement, il a bien fallu prendre des mesures pour l'y contraindre...

Revenant à l'affaire Malet, il ajouta :

— Parmi ces militaires, ces fonctionnaires auxquels on annonçait ma mort, pas un n'a pensé à mon fils! L'idée du roi de Rome n'est même pas venue à Frochot (1)! Une nouvelle révolution lui a paru plus simple que la conservation de l'ordre de choses établi. Arrivé à Paris, chacun me vantera cependant son dévouement et lui comme les autres, si je le recevais. Il faut un exemple, car la fidélité est un devoir peut-être plus sacré pour le magistrat que pour le militaire, qui ne doit qu'obéir aux ordres qu'il reçoit sans les raisonner. Les fautes des magistrats sont graves : ils doivent l'exemple. Comme les hommes sont aveugles, même sur leurs véritables intérêts! Car, Rabbe (2), Frochot, Soulier (3) pouvaient-ils espérer d'un Malet, d'une révolution quelconque, plus qu'ils n'ont reçu de moi, plus que ne leur eût donné le roi de Rome, s'ils leur fussent restés fidèles? L'habitude des changements, les idées de révolution ont laissé des traces profondes. Il fallait un bras comme le mien, un homme qui connût, comme moi, les Français, pour avoir pu opérer ce qui est déjà fait. La France a besoin de moi pendant dix ans. Si je mourais, tout serait, je le vois, dans le chaos et tous les trônes s'écrouleraient, si celui de mon fils tombait, car je vois que tout ce que j'ai fait est encore bien fragile.

(1) Alors préfet de la Seine. Il fut remplacé après le retour de l'Empereur à Paris par M. de Chabrol.

(2) Le général Rabbe, colonel du régiment de la Garde de Paris, avait été désigné par Malet pour prendre le commandement des dépôts d'infanterie.

(3) Soulier, commandant la 1re cohorte, avait reçu de Malet le commandement des troupes chargées de la garde de l'Hôtel de Ville.

— Nos institutions, notre organisation ne sont pas complètes. Il faut rattacher tous les grands intérêts du pays à la conservation de ce qui existe...

— Il vous manque, reprit vivement l'Empereur, sans me laisser achever, une pairie, une aristocratie, adaptées au temps actuel, mais, avec la légèreté de la nation et les prétentions des généraux, ces nouvelles institutions seraient bien insuffisantes d'ici à dix ans. S'il y avait plus de talent parmi les chefs de l'armée, ils feraient comme les lieutenants de César et se partageraient le monde, mais aucun n'a le génie nécessaire pour accomplir une si grande résolution qui pourrait vous sauver si je mourais. Au reste, la meilleure garantie contre les ambitions particulières est dans le caractère des Français, dans la composition de l'armée. Ces fils de citoyens déserteraient tous, le jour où ils croiraient ne servir qu'un intérêt particulier. Tout le monde marche aujourd'hui et reste au drapeau parce que c'est l'intérêt de la France de conquérir la paix. S'il fallait agir dans un intérêt individuel et s'expatrier pour cela, il n'y resterait personne. Aussi, le danger n'est-il pas là, mais dans les intrigues que font beaucoup de généraux à Paris.

« Le danger, si je mourais, serait dans la faiblesse de la Régence et dans les intrigues des généraux qui voudraient tous de l'influence, des places et surtout de l'argent. Vous ne vous en tireriez pas, surtout si vous ne preniez pas tout de suite un grand parti pour diminuer la Garde. Remarquez que, moi-même, je n'en ai pas réuni les armes sous un même chef. Il faudrait une volonté bien ferme pour lui en imposer.

« Malet est un fou. Il faut l'être pour avoir cru que suspendre l'action de la police et tromper quelques chefs de corps, un préfet pendant trois heures pouvait renverser le gouvernement, quand il avait une armée de deux cent mille hommes hors du pays et pas un complice dans les hautes fonctions, ni dans les départements. C'est un homme qui a voulu se faire fusiller en faisant parler de lui ; mais son action m'a prouvé, ce que je croyais au reste en partie, qu'il n'y a pas grande foi à faire sur les hommes. L'ancien régime était frondeur, factieux. Il se révoltait quand il l'osait, mais il ne permettait pas au sous-ordre de se révolter et il était fidèle à son serment. Les idées monarchiques et d'hérédité, celles de la conservation de ce qui existe, sont une langue nouvelle que l'on apprendra à la génération

qui s'élève, mais elle ne sera jamais dans le dictionnaire des hommes du jour. Ils ont déjà oublié les malheurs de la Révolution. Clarke, qui vante son dévouement, ce qu'il a fait et ordonné, peut-être après coup, n'a pas même mis ses bottes pour aller à la première caserne s'assurer des troupes. Hulin seul a eu du courage et Laborde de la présence d'esprit (1). Savary a été pris au trébuchet. Il soutient que ce n'est pas une conspiration, que Malet a tout composé, arrangé, que Lahorie et même Guidal n'ont connu ses projets que lorsqu'il les a tirés de prison (2). Clarke pense, au contraire, que cette affaire a des ramifications dans le Sénat, qu'elle compromet des gens marquants. Il voit des jacobins partout. Nous verrons qui a raison. Pour laisser dévider la chose, je n'ai pas même changé le ministre de la Police. Il est plus intéressé qu'un autre à réparer le mal qu'a fait son imprévoyance. Savary tient à son ministère et à l'argent. Il est plus intéressé. Il craint de perdre sa place, dont, au reste, il n'a plus besoin, car je lui ai beaucoup donné. Il a au moins cinq à six millions. Aide de camp ou ministre, il me demandait toujours de l'argent, ce qui me déplaît. Savary n'avait pas de fortune : il a des enfants, une femme qui dépense. Au reste, je lui dois la justice de dire qu'il me sert avec zèle. Il a de la représentation, ce qui est nécessaire à Paris. Ses difficultés avec Maret me fatiguent. Il est toujours en guerre avec lui. Je n'aime pas ces tracasseries. Ils sont jaloux l'un de l'autre. Savary croit que je lui préfère Maret. Savez-vous ce qui les a mis mal ensemble?

— Je l'ignore.

— Probablement les femmes : elles brouilleraient des empires. Sous ce rapport mes autres ministres ne me tracassent pas. Ils s'entendent et ne me fatiguent pas de leurs petites haines ou jalousies. J'ai eu quelquefois envie de marier Cambacérès, mais, toutes réflexions faites, cela m'eût gêné. Les femmes ont des prétentions et celles des dignitaires ont toujours gêné à la Cour. On ne savait où les placer, ni comment les classer quand il y avait des étrangères.

(1) Hulin, en effet, avait le premier résisté à Malet qui tira sur lui un coup de pistolet. Malet, alors, avait été arrêté par Doucet, chef d'état-major de Hulin, et par Laborde, son adjoint, ce qui avait amené l'échec du complot.

(2) Les généraux Lahorie et Guidal étaient enfermés à la Force quand Malet vint les délivrer.

« Le pauvre Savary n'est pas bien traité dans les correspondances de Paris; chacun le ridiculise. C'est toujours une bonne fortune pour beaucoup d'intrigants que de se défaire d'un ministre de la Police, quoiqu'il en vienne un autre. La chute de celui-ci paraissant certaine, on dirait que chacun veut avoir l'honneur de lui avoir porté le premier coup.

— C'est une raison, Sire, pour que vous le défendiez et le gardiez et, comme vous le disiez, il fera maintenant mieux qu'un autre. S'il n'y a pas eu de conspiration, si Malet est le seul auteur de cette incartade, Savary est justifié.

— Vous avez raison, mais j'ai peine à le croire. Savary est dupe de quelques intrigants qui lui auront fasciné les yeux, ou cela aura échappé à Pasquier [alors, préfet de police] qui est cependant un bon observateur. Nous saurons cela dans... Dites-donc, dans combien d'heures?

— Dans quarante-quatre heures, Sire.

— Moi, je vous dis dans trente-six.

Et voilà l'Empereur qui me fait rallumer la bougie et qui tâche de compter alternativement sur la carte et sur le livre de poste, combien il nous fallait d'heures. Après avoir disputé sur les minutes, comme si je pouvais prolonger le voyage, après m'avoir parlé du bonheur qu'il aurait à voir l'Impératrice et son fils, l'Empereur s'en prit, en plaisantant, à mon oreille, des huit heures qu'il se voyait obligé d'ajouter à son calcul qu'il refit pendant deux heures. Les postes, quarts de poste, les quarts d'heure, les minutes, tout fut compté. Les haltes forcées, le repos, tout fut abrégé; les difficultés, les retards élagués. L'Empereur oublia Malet, la police, tous ses malheurs. Au jour, sa physionomie me dit qu'il se rêvait déjà aux Tuileries où je désirais le voir arriver, sûrement autant qu'il le désirait lui-même. Il paraissait si confiant, si heureux, que ce moment fut aussi pour moi un des bons du voyage.

CAULAINCOURT, DUC DE VICENCE.

(*A suivre.*)

# LA DOCTRINE DE MONROE

On parle beaucoup aujourd'hui, et de plus en plus, de la doctrine de Monroe. Autrefois, il semblait qu'elle n'intéressât que l'Amérique, mais à mesure que le rôle des États-Unis grandissait dans le monde, on a vu cette doctrine prendre une extension inattendue.

Conçue à l'origine dans un esprit jalousement particulariste, elle est entrée dans le jeu de la politique universelle. En Europe, lorsqu'on a vu les États-Unis refuser de faire partie de la Société des nations, on s'est demandé d'où provenait cette manifestation, et si, dans l'application, l'interprétation de la doctrine de Monroe ne dépassait pas l'objet pour lequel celle-ci avait autrefois été formulée. En Amérique même, certaines républiques de langue espagnole se sont préoccupées des conséquences que le gouvernement de Washington semblait tirer des principes proclamés par Monroe. Leurs sentiments se sont fait jour à la dernière conférence pan-américaine, qui s'est tenue cette année même à la Havane. On conçoit cet état d'esprit, car il a toujours été dans la pensée des hommes d'État les plus considérables de Washington d'étendre l'application de la doctrine de Monroe au double continent tout entier. Le président Roosevelt l'a dit nettement dans son premier message au Congrès du 3 décembre 1901. Il y déclarait que cette doctrine devait être la pièce essentielle (*the cardinal feature*) de la politique des nations des deux Amériques, comme elle l'était déjà de celle des États-Unis. C'était là,

disait-il, faire un pas, et un grand pas, vers la paix universelle par l'établissement d'une paix permanente dans le nouveau monde.

Lorsque le président Monroe, dans son célèbre message du 2 décembre 1823, exposa pour la première fois au Congrès la doctrine à laquelle il a donné son nom, ce document n'avait, à aucun degré, le caractère d'un instrument diplomatique. Officiellement, les Puissances l'ignoraient et souvent elles tentèrent d'agir comme s'il n'existait pas. Cependant, il traduisait sous une forme concrète un sentiment qui était celui du peuple des États-Unis tout entier, et qui avait été tel dès les premiers jours de l'existence de la nation. Depuis lors, l'Hercule américain avait grandi et ce qui, à l'origine, pouvait n'être, aux yeux des autres Puissances, que l'acte particulier d'un président, avait pris avec le temps une généralité telle, que c'était, en fait, le fondement de la politique étrangère des États-Unis.

Pendant longtemps, certains diplomates ont affecté de dire que la doctrine de Monroe n'avait jamais été reconnue par les Puissances : c'était exact, mais ce n'en était pas moins une chicane. D'ailleurs, on ne pourrait plus le soutenir aujourd'hui : l'article 21 du pacte de la Société des nations a mentionné expressément, sur la demande du président Wilson, cette doctrine comme une de ces ententes régionales qui ne sont pas incompatibles avec les dispositions du pacte. — Il est donc devenu superflu de discuter sur l'autorité de la doctrine de Monroe : elle est reconnue par toutes les Puissances membres de la Société des nations.

Peut-être est-il à propos, pour préciser nos idées sur cette doctrine, d'en rappeler les origines, de reproduire le texte du message de 1823 et d'indiquer quelques-unes des applications que le gouvernement de Washington a cru devoir en faire au cours du siècle dernier.

*
* *

James Monroe était né dans l'État de Virginie, comme Washington et Jefferson. Il faisait partie de ce groupe d'hommes remarquables, qui, dans les premiers temps de la République, se succédèrent à la Maison Blanche et qui, bien que différents de caractère et même de parti, surent diriger une nation jeune et inexpérimentée au travers des difficultés de ses

débuts. Pendant la guerre de l'Indépendance, il combattit sous les ordres de Washington et fut blessé à la bataille de Trenton. On dit même qu'il fut recueilli et soigné dans une famille, et qu'il y ébaucha le roman de sa vie. Il fut chargé de plusieurs missions en Europe, notamment à Paris pendant la Révolution : la Convention l'admit aux honneurs de sa séance et son président lui donna l'accolade. Cependant le représentant de la France aux États-Unis, le citoyen Genet, faillit, par son manque de jugement, amener un conflit entre les deux pays. Se fondant sur le traité d'amitié qu'après la paix de Versailles, Vergennes avait signé avec Franklin, il crut pouvoir lever des matelots aux États-Unis et y armer des bâtiments en course contre le commerce anglais. Une partie de l'opinion américaine, encore toute chaude de la guerre de l'Indépendance, le soutenait et l'on vit quelques-uns de ses corsaires amener leurs prises dans les ports américains. Washington restitua ces navires aux Anglais, demanda le rappel de Genet, et rappela lui-même Monroe de Paris. Bientôt, celui-ci était nommé gouverneur de son État de Virginie et, en 1803, il était envoyé de nouveau à Paris par son ami Jefferson, alors président. Il devait y seconder Robert H. Livingston qui était à ce moment ministre à Paris. Il s'agissait de régler la question de la Louisiane. L'affaire était d'importance.

Les immenses territoires que l'on désignait sous le nom de Louisiane avaient été cédés en 1763 par la France, partie à l'Angleterre et partie à l'Espagne. Celle-ci, qui tenait les bouches du Mississipi et la Nouvelle Orléans, avait, en 1795, accordé pour trois ans aux États-Unis le droit d'escale, c'est-à-dire le droit de décharger ou de transborder des marchandises sans payer aucun droit. Le terme de trois ans expiré, elle se refusa d'abord à renouveler cette concession, mais elle hésitait devant les sollicitations américaines qui ressemblaient singulièrement à une menace, quand soudain l'affaire prit une face nouvelle. Bonaparte, Premier Consul, semblait avoir alors des préoccupations coloniales; il venait d'envoyer Leclerc à Saint-Domingue pour réprimer l'insurrection des Noirs et reprendre l'île, et on apprit que, par une clause secrète du traité de Saint-Ildefonse, en 1800, il s'était fait céder la Louisiane par l'Espagne. De tous les hommes d'État américains, Jefferson est assurément celui qui a eu le plus de goût pour notre pays :

son éducation, ses idées, son admiration pour nos philosophes, ses sympathies pour notre Révolution, tout l'inclinait vers la France, et cette tournure d'esprit fut certainement pour quelque chose dans les dissentiments qui le séparèrent de Washington. Cependant, il ne put supporter l'idée que la France, dont il redoutait la force, se substituât à l'Espagne à l'embouchure du Mississipi. Il l'écrivit à son représentant à Paris. « C'est, lui dit-il, le renversement de nos relations politiques et nous entrons dans une nouvelle ère. Le jour où la France prendra possession de la Nouvelle Orléans, scellera l'union de deux nations qui, à elles deux, sont en mesure d'être maîtresses souveraines de l'Océan. A dater de cet instant, il est de toute nécessité que nous nous liions de la manière la plus étroite à la nation anglaise et à la flotte britannique. »

Livingston et Monroe furent chargés de demander au gouvernement français la cession de la Nouvelle Orléans et de la Floride occidentale moyennant le paiement d'une somme de 10 millions de dollars. On discutait sur ces bases quand soudain le Premier Consul offrit aux plénipotentiaires américains la vente, non plus seulement de la Nouvelle Orléans et de la Floride, mais celle de la Louisiane tout entière pour une somme de 80 millions de dollars, dont un quart serait employé à éteindre les dettes de la France aux États-Unis. Les plénipotentiaires américains n'étaient pas des diplomates de carrière, ce qui leur permit, bien qu'ils fussent sans instructions, d'accepter cette proposition extraordinaire. D'un seul coup, le territoire des États-Unis se trouvait doublé, et l'acquisition de ces immenses contrées est certainement le plus grand titre de gloire de Jefferson aux yeux de ses concitoyens.

Quand j'étais ambassadeur à Washington, on m'a souvent demandé pourquoi Bonaparte avait pris l'initiative d'une proposition qui dépassait à ce point ce que l'Amérique attendait de lui, et naturellement on le soupçonnait de desseins perfides, tandis qu'en France j'ai plus d'une fois entendu condamner l'aveuglement du Premier Consul qui avait abandonné ces immenses territoires en grande partie inexplorés. J'avoue ne pouvoir partager ces sentiments. Les motifs de Bonaparte étaient aussi simples que graves. En 1803, il tenait encore compte de la force des choses, et son génie, fait de bon sens, s'inclinait devant la nécessité. Au moment où ces négocia-

tions se poursuivaient avec l'Amérique, la paix d'Amiens était sur le point d'être rompue ; l'Angleterre allait reprendre la guerre. Il parut inutile à Bonaparte de garder des territoires dont il n'aurait pas la clef, s'il cédait l'embouchure du Mississipi aux États-Unis ; et, s'il ne la cédait pas, il sentait que les faibles troupes qu'il pourrait envoyer là-bas en seraient chassées sans gloire. Il préféra s'assurer l'amitié des Américains plutôt que de les jeter dans les bras de l'Angleterre. Au reste, on se représente toujours la Louisiane comme étant alors dans nos mains ; c'est une erreur : les Espagnols l'occupaient encore quand ces négociations se poursuivaient. Nos agents, qui y débarquèrent pour la transmettre aux États-Unis, ne restèrent que peu de jours après eux. En réalité, depuis 1763, nous n'étions plus à la Nouvelle Orléans, et nous n'étions pas en mesure de la défendre contre l'Amérique unie à l'Angleterre. Cela suffit, semble-t-il, à expliquer et à justifier la décision du Premier Consul.

En 1817, Monroe succéda, à la Maison Blanche, à Madison dont il avait été le secrétaire d'État. Or, pendant sa seconde présidence, de graves événements se passaient en Europe. Au moment où Napoléon entreprenait de placer son frère Joseph sur le trône d'Espagne et commençait une guerre désastreuse dans la Péninsule, les anciennes colonies espagnoles de l'Amérique du Sud rompirent les liens qui les rattachaient à la mère patrie ; elles avaient été naturellement soutenues par l'Angleterre et, depuis la chute de l'Empire, elles continuaient de lutter pour leur indépendance. Les Puissances qui constituaient ce qu'on appelait la Sainte Alliance étaient intervenues en Espagne pour y rétablir par la main de la France l'autorité de Ferdinand VII ; tout faisait craindre qu'elles ne prêtassent leur appui à la monarchie espagnole contre ses anciennes colonies.

D'autre part, la Russie, qui possédait alors l'Alaska, prétendait étendre son autorité au sud, sur la côte du Pacifique et avait en 1821 interdit aux navires de toutes les nations d'approcher des côtes de l'Amérique au nord du 51ᵉ parallèle.

Or Canning, qui dirigeait le *Foreign Office* à Londres, poursuivait une politique nettement hostile à la Sainte Alliance et à la Russie. Il proposa au gouvernement des États-Unis de s'unir à l'Angleterre pour protester contre toute tentative d'un

pays étranger en vue de restaurer l'autorité de l'Espagne en Amérique. Quincy Adams, qui était alors secrétaire d'État, repoussa cette suggestion. Il ne se souciait pas, disait-il, de faire des États-Unis « une chaloupe dans le sillage du navire britannique » et d'être mêlé à la politique européenne par cette union avec l'Angleterre. C'est ainsi que l'initiative de Canning fit sentir au gouvernement américain l'opportunité d'agir, et d'agir seul, et que le président Monroe fut amené à adresser au Congrès, le 2 décembre 1823, le célèbre message qui définissait la politique des États-Unis. En voici la traduction :

« On avait dit, au commencement de la dernière session, que l'Espagne et le Portugal faisaient un grand effort pour améliorer la condition des populations de l'Amérique du Sud et que leurs gouvernements s'inspireraient dans leur politique d'un esprit extraordinaire de modération. Il n'est pas besoin de remarquer que la réalité a été bien différente de ce qu'on avait espéré.

« Pour nous, nous avons toujours été les spectateurs conscients et intéressés des événements qui se passaient dans cette partie de la terre avec laquelle nous avons tant de relations. Les citoyens des États-Unis forment les souhaits les plus amicaux pour la liberté et le bonheur des hommes qui habitent de ce côté de l'Atlantique. Nous n'avons jamais pris parti dans les guerres que les Puissances européennes ont entre elles, pour des questions qui les concernent seules et notre politique est de garder cette attitude. C'est seulement quand nos droits sont méconnus ou sérieusement menacés, que nous repoussons l'injure et que nous faisons des préparatifs pour notre défense.

« Nous sommes nécessairement, et pour des raisons faciles à saisir par tout homme impartial, plus mêlés aux événements qui se passent dans cet hémisphère. A ce point de vue, le système politique des Puissances alliées est essentiellement différent de celui de l'Amérique. Cette différence provient de celle qui existe entre leurs gouvernements respectifs. En Amérique, la nation tout entière est résolue à défendre nos institutions qui ont été fondées au prix de tant de sacrifices, et qui nous ont fait jouir d'une félicité sans exemple. C'est pourquoi nous devons à la vérité, et aux amicales relations existant entre les États-Unis et les Puissances alliées, de déclarer que nous

considérons toute tentative de leur part d'étendre leur système politique à quelque portion que ce soit de ce continent comme dangereuse pour la paix et la sécurité de notre nation. Nous ne sommes jamais intervenus dans les colonies actuelles ni dans les dépendances d'une Puissance européenne quelconque, mais quant aux pays qui se sont déclarés indépendants, qui ont défendu leur indépendance et qu'en raison de justes et graves considérations nous avons reconnus, nous ne pourrions voir dans l'intervention d'une Puissance européenne, en vue de les dominer ou de les contrôler de quelque manière que ce soit, que la manifestation de dispositions inamicales envers les États-Unis. — Dans la guerre entre les gouvernements de ces pays et l'Espagne, nous avons proclamé notre neutralité et nous maintiendrons cette attitude, pourvu qu'aucun fait ne se produise qui constitue pour les États-Unis un changement dans l'ordre de choses indispensable à leur sécurité.

« Les derniers événements qui se sont produits en Espagne et au Portugal, prouvent que l'Europe est encore troublée. On n'en peut donner une preuve plus forte que ce fait que les Puissances alliées ont jugé convenable, en vertu de leurs principes, d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Espagne. Jusqu'où ces mêmes principes peuvent-il les conduire, c'est une question qui intéresse toutes les Puissances indépendantes dont les gouvernements diffèrent des leurs, même les Puissances les plus éloignées, et assurément aucune davantage que les États-Unis. — Notre politique au regard de l'Europe, politique qui fut adoptée dès le commencement des guerres qui l'ont si longtemps troublée, n'a pas varié : elle reste fondée sur les mêmes principes : ne pas intervenir dans les affaires intérieures d'aucune Puissance ; considérer le gouvernement de fait comme le gouvernement légitime ; entretenir avec lui des relations amicales ; suivre une politique ferme, franche et humaine, prêts à examiner en toute circonstance les justes réclamations de quelque Puissance que ce soit, mais n'accepter les insultes d'aucune.

« Il est impossible que les Puissances alliées étendent leur système politique à aucune partie de ce continent sans danger pour notre pays. Personne ne peut croire que nos frères de l'Amérique du Sud, laissés à eux-mêmes, adopteraient le système politique des Puissances alliées de leur propre mouvement. Il

est donc impossible pour nous de regarder l'intervention de celles-ci, sous quelque forme que ce soit, avec indifférence. D'autre part, si nous comparons la force et les ressources de l'Espagne et de ces nouveaux pays et si nous mesurons la distance qui les sépare, il apparaît avec évidence que l'Espagne ne peut pas les soumettre. La véritable politique des États-Unis est donc de laisser les parties à elles-mêmes, dans l'espoir que les autres Puissances observeront la même ligne de conduite. »

Telle est la déclaration du président Monroe, qui a fixé la politique américaine. Elle formulait une pensée qui avait toujours été celle des hommes d'État américains. Tous, ils avaient tendu à séparer le nouveau monde de l'Europe. — Washington, en faisant ses adieux à ses concitoyens, leur avait recommandé d'éviter de se mêler des affaires de l'ancien continent, et Jefferson, malgré l'ardeur de ses sympathies françaises, avait menacé notre gouvernement de se joindre à nos ennemis si nous tentions de nous établir en Louisiane. Roosevelt, dont la présidence a peut-être été la plus active, au point de vue extérieur, de toutes celles qui se sont succédées à la White House, a écrit que la doctrine de Monroe est fondée sur l'intérêt national américain et que les États-Unis ne doivent ni permettre qu'une grande Puissance militaire prenne de l'influence sur le nouveau continent ni souffrir qu'aucune de celles qui y ont des colonies agrandisse ses possessions. Il ajoutait même ces mots qui sont dignes d'attention : « Il n'est pas nécessaire aujourd'hui d'élever la prétention qu'aucune Puissance européenne n'occupe une parcelle quelconque du territoire américain, mais cela deviendra nécessaire si les partisans timides et égoïstes de la paix à tout prix prennent le dessus. »

J'ai eu l'honneur d'être l'ami du sénateur du Massachusetts, M. Lodge, qui était le président du Comité des Affaires étrangères du Sénat. Il m'écrivait à propos de l'attitude de l'Amérique au regard de la paix de Versailles et de la Société des nations, que les États-Unis étaient entrés dans la guerre pour défendre la liberté et leurs intérêts moraux et matériels, mais qu'ils ne pouvaient s'associer à des accords qui les entraîneraient à s'occuper d'affaires sans aucun intérêt pour eux. — C'est l'application pure et simple des idées de Washington.

*
* *

Ce serait faire l'histoire diplomatique des États-Unis que de rappeler toutes les circonstances dans lesquelles ils ont pratiqué la politique de Monroe et de montrer les développements qu'a pris cette doctrine avec le cours des années. On peut cependant rappeler quelques faits à titre d'exemples.

Pendant la guerre de Sécession, le gouvernement de Washington était trop occupé de ses propres difficultés pour passer de la menace aux actes et lorsque l'Espagne, en 1865, fut en conflit avec le Chili et le Pérou, il se contenta de se joindre aux deux Républiques pour protester par une note contre l'action du gouvernement de Madrid. Il en fut de même au commencement de l'expédition du Mexique et de l'établissement de l'archiduc Maximilien à Mexico, mais aussitôt que le général Lee et la Confédération des États du Sud furent définitivement vaincus, le gouvernement de Washington insista pour le départ de l'armée française, et massa des troupes le long de la frontière du Mexique. Cela se passait en 1866, l'année de Sadowa. Le gouvernement de Napoléon III, sous le poids de ses inquiétudes, dut céder et abandonna l'infortuné Maximilien à son sort.

En 1895, le Venezuela fut l'occasion d'un conflit qui donna une singulière extension à la doctrine de Monroe. Depuis de longues années, le gouvernement anglais réclamait au Venezuela une rectification de frontières en faveur de la Guyane anglaise. Les États-Unis avaient souvent offert leurs bons offices pour terminer l'affaire, Londres les avait toujours refusés ; lord Salisbury qui, à cette époque, dirigeait le *Foreign Office* faisait profession d'ignorer Monroe et son message. — C'est alors que le président Cleveland, qui était fort énergique et ne craignait pas, comme on dit aux États-Unis, de « tordre la queue du lion britannique », proposa au Congrès la nomination d'une commission chargée de fixer pour son compte le vrai tracé de la frontière litigieuse. Cleveland appartenait au parti démocrate : le Congrès, qui venait d'être renouvelé, était républicain. Cependant, le Congrès tout entier soutint l'acte énergique du Président et cette manifestation violente fit fléchir lord Salisbury. — Au reste, par une sorte de contradiction naturelle, les États de l'Amérique du Sud ne furent pas tous entière-

ment satisfaits du langage hautain qu'avait tenu, au cours de ces incidents, M. Olney, le secrétaire d'État : il fallait bien de la finesse pour faire, dans la pratique, la distinction entre la protection et le protectorat.

En 1902, le Venezuela fut de nouveau l'occasion d'une manifestation de force de la part des États-Unis. Roosevelt était alors président et une flotte allemande, à laquelle s'étaient joints quelques bâtiments anglais, bloqua les côtes vénézuéliennes pour obtenir réparation des sévices que le gouvernement de Caracas infligeait à leurs nationaux. Roosevelt craignait que la flotte allemande ne débarquât quelques fusiliers et que cette occupation ne prît un caractère permanent, comme on l'avait vu à Kiao-Tcheou. Il réunit dans la mer des Antilles la flotte américaine sous les ordres de l'amiral Dewey et lui donna l'ordre d'empêcher tout débarquement allemand dans le cas où l'Allemagne n'accepterait pas l'arbitrage. Il prévint à deux reprises l'ambassadeur d'Allemagne, M. de Holleben, des instructions données à la flotte, et le gouvernement de Berlin s'inclina, mais comme l'amour-propre impérial exigeait un bouc émissaire, ce pauvre M. de Holleben fut remplacé.

Peu de temps auparavant, en 1898, la guerre contre l'Espagne avait été, elle aussi, une application énergique des principes de Monroe. Le gouvernement de Mac-Kinley eut l'appui de l'opinion publique tout entière, quand il se résolut à libérer Cuba et Porto-Rico de la domination espagnole. Cette guerre eut de grandes conséquences ; elle permit aux Américains de mesurer la faiblesse de l'Europe ; elle se termina par la prise de possession des Philippines qui étaient bien éloignées du continent américain, et qui n'avaient rien à voir ni avec Cuba, ni avec la doctrine de Monroe. C'était le premier symptôme d'une politique nouvelle, qui semble devoir conduire les États-Unis à sortir de l'Amérique et à intervenir dans les questions mondiales.

Ainsi, peu à peu, s'est dessinée aux États-Unis une politique étrangère, qui les entraîne à agir au dehors et à faire sentir hors de leurs propres frontières le poids de leur autorité. On les a vus intervenir lors de la naissance de nouveaux États, et restreindre en même temps leur souveraineté extérieure, comme ils l'ont fait pour Cuba et pour Panama. On les voit intervenir aussi dans les querelles intestines de certains petits États

comme ils le font au Nicaragua. Une puissance comme celle des États-Unis suit sa destinée, et brise le moule étroit dans lequel son action extérieure s'était d'abord renfermée.

On ne peut donc pas être surpris si cette année même, à la sixième Conférence pan-américaine, certains délégués des États de l'Amérique du Sud proposèrent une résolution condamnant le droit d'intervention, et si le chef de la délégation américaine, M. Hughes, dans un discours qui fit sensation, tout en réprouvant la politique d'intervention, soutint un droit d'interposition qui ressemblait singulièrement à la politique qu'on voulait condamner. Aucune décision ne fut prise par la Conférence, mais ce débat suffisait à indiquer le trouble dans lequel l'espèce d'hégémonie exercée par le gouvernement de Washington jeta certains esprits dans l'Amérique latine.

* * *

Il faut rapprocher l'attitude du gouvernement américain à la Conférence pan-américaine, de l'abstention systématique dans laquelle il se tient à l'égard de la Société de Genève. Qu'on le veuille ou non, il faut bien convenir qu'il existe entre les deux grandes Associations une sorte de parallélisme. Comme le disait dans une communication à l'Académie des Sciences morales, le 5 mai 1928, M. Alexandre Alvarez, qui fut à la Havane le délégué du Chili, il y a actuellement deux grands organismes internationaux, la Société des nations et l'Union pan-américaine. Le président Wilson revendiquait la paternité de la première, mais c'est un enfant qu'il n'a pas pu faire reconnaître par ses compatriotes, et son successeur, M. Coolidge, est allé personnellement à la Havane inaugurer la sixième Conférence pan-américaine. En réalité, le pan-américanisme est l'aboutissement des principes qui ont inspiré le président Monroe, lorsqu'il séparait nettement la politique américaine de la politique européenne.

Ce particularisme américain, par contre-coup, entraîne certaines réactions. On ne se détermine qu'en s'opposant et lorsqu'à l'occasion du pacte proposé par M. Kellogg de mettre la guerre hors de la loi, l'Angleterre a été sollicitée d'y adhérer, elle l'a fait mais à la condition expresse qu'il fût reconnu que, pour elle aussi, il existait certaines régions du monde qui ont un intérêt vital et qu'elle voulait y avoir les mains libres, — et

il a bien fallu accepter cette réserve. — Ainsi la politique de Monroe aboutit à diviser le monde en compartiments où certains veulent être les seuls maîtres : c'est la politique des chasses réservées.

Le comte Szogenyi, qui fut ambassadeur d'Autriche à Berlin avant 1914, me disait un jour que, dans l'intérêt de la paix du monde, certains points géographiques qui intéressent le commerce de toutes les nations comme Panama, Gibraltar, Suez, le détroit de Malacca devraient être neutralisés sous la garantie des Puissances. Nous avons vu, en Belgique en 1914, ce que valaient une pareille neutralisation et une pareille garantie, et d'ailleurs, l'Europe a pris un autre chemin. Elle s'en est remise à la Société des nations, mais rien ne serait plus déplorable que de voir une sorte d'opposition se produire entre cette Société et l'Union pan-américaine. Un certain nombre d'États de l'Amérique latine, qui font naturellement partie de l'Union panaméricaine, siègent également à la Société des nations. Ils sont appelés à jouer un rôle considérable, car il leur revient d'être le trait d'union des deux mondes, et de ne point laisser se créer entre de grands instruments de paix une division, qui risquerait à certaines heures de devenir un antagonisme.

JULES CAMBON.

# IMPRESSIONS ET FANTAISIES

## UN MUSÉE — UN SINGE — UN ASTRE

On sait la compétence et l'intelligence passionnées, la respectueuse ferveur avec lesquelles M. Bourguignon a fait de la Malmaison le plus charmant, le plus émouvant, le plus rare des musées napoléoniens. A la grande ombre de l'Empereur et de ses maréchaux, des souvenirs du Directoire et du Consulat, se joignent les charmes féminins, simples et gracieux, de l'impératrice Joséphine et de sa fille la reine Hortense. Personne aujourd'hui, je le crois, qui ne soit allé rendre visite et hommages à leurs charmants fantômes. Dans la familiarité des jardins et de la demeure aimablement familiale, si simple, c'est avec le cœur battant que l'on pénètre. Plus de jeunes reines hélas! aux souplesses élégantes, aux coiffures grecques, de jeunes officiers aux insignes rutilants. Seuls, quelques papillons portent encore ici de brillants uniformes près des jolis parterres, sur les gaillardes et les dahlias simples, sur quelques roses. Mais la grâce joséphinienne s'alanguit toujours aux beaux plis de ses robes brodées d'argent, de ses écharpes étoilées d'or, faste toujours frais, étincelant tendrement sur des mousselines irréelles et respectées par le temps. Les bonnets, les mouchoirs, les boîtes, les miroirs, amis secrets des anciens visages et des coquetteries confidentielles, les portraits, les bustes, les objets de toilette, les cristaux, les porcelaines, les vermeils, les argents, les reliures, tous ces vestiges, tous ces témoins de vie plus douce que pompeuse, de vie vraie, pâlissent devant les reliques napoléoniennes de la petite chambre funèbrement immortelle.

Dans la demeure de ses amours et de ses repos, de ses loisirs, de ses espoirs et de ses joies, Napoléon revint, on le sait, après Waterloo, avant le grand départ, dire adieu à la reine Hortense et au souvenir de Joséphine. Et, en une petite chambre, sont exposées aujourd'hui les attestations de sa fin à Sainte-Hélène ; une suprême fois, ses reliques avec son ombre sont revenues à sa chère Malmaison ; son lit, ses derniers linges, le mouchoir que pressa son agonie, la compresse de son front, quelques tristes objets, l'admirable moulage de son masque mortuaire, toutes ces choses, qui sont là, dans leur humilité tragique, ne cesseront jamais de faire frémir d'admiration et de piété les admirateurs du génie et du héros de la plus belle histoire du monde. La Malmaison est ainsi tout imprégnée d'une très grande, très complète et très humaine poésie.

Sous les témoignages historiques, ici, la vérité humaine transparaît toujours. La harpe, le clavecin, le « piano-forte » aux sons desquels ont résonné les romances de la reine Hortense sont comme immobilisés par les dernières résonnances de ces « voix qui se sont tues ». Je pensais : si, de leur temps, le gramophone avait existé, aujourd'hui, parmi ces visiteurs curieux et de toutes nations, hommes, femmes, enfants, se pressant en ces chambres, ces galeries, ces salles, les disques, se réveillant comme des astres endormis, ressusciteraient soudain ces voix. Nous entendrions les ordres de Bonaparte ou ses phrases de tendresse à la créole heureuse, les chansons de la petite Hortense, les douceurs des inflexions enfantines de Joséphine, et, qui sait? le cri d'un oiseau ou le frémissement d'un feuillage captés avec ces instants modulés des bonheurs d'autrefois... Cela serait-il merveilleux? ou décevant? ou intolérable? Je laisse à chacun le droit de le décider selon sa sensibilité profonde, et les facultés de son imagination.

La chambre où vécut et mourut Joséphine, couleur de rose fanée, drapée comme une tente de belle captive, son lit charmant entraîné vers la postérité par des cygnes d'or, les meubles, tapis, rideaux, sièges, miroirs, toute cette reconstitution, enfin, fut à peu près l'œuvre de l'impératrice Eugénie.

Admiratrice passionnée de Joséphine et d'Hortense, l'impératrice Eugénie eut, la première, l'idée de créer à Malmaison un musée des souvenirs du Consulat et du Premier Empire. Elle fit reconstituer aussi la salle du Conseil, acheta, donna

les objets, les meubles qu'elle put réunir ou retrouver. Son idée, si belle et si pieusement charmante, servit de base à la réalisation plus complète qui suivit et qui, grâce aux soins éclairés, au goût, et, j'ose le dire, à l'amour de M. Bourguignon pour tout ce qui touche à Napoléon et à sa famille, ne cesse de s'amplifier, de se perfectionner et de s'enrichir. M. Bourguignon eut donc, à son tour, vis-à-vis de la mémoire de l'impératrice Eugénie, l'idée reconnaissante et touchante de joindre aux souvenirs du Premier Empire quelques souvenirs du Second. Dans une salle, qui, au musée même, fait suite à la chambre de la reine Hortense, mère de Napoléon III, sont réunis des portraits, des bustes, des objets, des livres, des manuscrits remémorant Napoléon III et les siens. Et d'abord, entre les deux pièces, une vitrine rassemble trois paires de merveilleux petits souliers. Les souliers blancs sont ceux que portait à son mariage la belle Eugénie de Montijo ; son pied d'espagnole était digne, par son étroite petitesse, du pied de créole de l'incomparable Joséphine. Des souliers violets, des souliers roses et argent encadrent les petites chaussures nuptiales qui prennent désormais je ne sais quel sens symbolique. Ces pas légers sont devenus ceux du temps inexorable, joignant l'avenir au passé avec une si prompte et inflexible rigueur. Ainsi l'attention du visiteur fervent mêle à présent en sa rêverie, le vêtement du sacre porté par le Premier Consul, les robes de baptême du Roi de Rome et les petits vêtements militaires du Prince impérial enfant, et la photographie du dolman que portait ce pauvre prince lorsqu'il fut tué en Afrique ; dolman que tacha ce sang qui, par Louis, roi de Hollande, était le sang fraternel des ardents Bonaparte, race qui semblait pouvoir longtemps continuer à régner, mais dont le souffle du destin dispersa la chance comme avec un de ces frivoles éventails, étalés là, ne palpitant plus, auprès de ces lettres fixées, signées de leurs noms illustres, ayant échappé, feuilles vives, à ce grand souffle de mort.

Des objets du Second Empire sont aussi groupés plus loin dans le parc, au pavillon Osiris, à côté du petit musée des carrosses du Premier Empire où nous nous ébahissons, encore plus que devant le carrosse d'or de l'impératrice Joséphine, en face de la berline de voyage de l'Empereur, toute salie, cahotante même au repos, inconfortable, héroïque, et dans laquelle,

ainsi que dans d'autres semblables, les routes les plus lointaines furent parcourues, les contrées conquises.

Dans ce pavillon Osiris et consacré au Second Empire s'étale le grand tableau de Winterhalter : l'impératrice Eugénie au milieu de ses dames d'honneur. Ce tableau, fort célèbre et fort curieux au point de vue documentaire, époque, robes, visages et beautés, — est à la fois ample et guindé, pourléché, conventionnel; les attitudes, les couleurs, sont de journaux de mode. Rien n'entraîne au rêve; à ce rêve d'où ressuscite l'histoire. D'ailleurs, il faut bien le dire, à côté des écharpes encore vivantes de Joséphine, de ses charmantes modes d'où la forme des corps ne s'est pas enfuie, combien pesantes paraissent, malgré leur pittoresque, les volants les plus légers des crinolines! Le décolletage « en baignoire » du Second Empire, malgré ses révélations de belles chutes d'épaules, son aspect à la fois excitant et protocolaire, reste un décolletage d'opéra et d'apparat, de fêtes aux Tuileries, de représentation, d'étiquette. On nous assure que cette époque fut folâtre. On ne le dirait pas quand on contemple la lourdeur des pièces d'orfèvrerie, la laideur de dessin des sièges (oh! cette chaise noire, brodée d'abeilles d'or! mi pouf mi prie-Dieu!), la complication empesée des petits objets, la prétention compliquée des moindres choses. Les effigies de l'empereur Napoléon III et de l'Impératrice manquent de flamme. Devant celles de l'Impératrice je songe au charmant portrait que vient de tracer d'elle, en quelques lignes, dans sa passionnante et belle *Vie de Manet*, Albert Flament...

Voici un admirable buste de Napoléon III par Carpeaux, chef-d'œuvre d'un puissant artiste et empreint de la divination des grands artistes, d'une ressemblance que l'on peut affirmer intense, révélant le regard inquiet, les traits tourmentés, l'ennui si morne et si fatigué de la physionomie, certes impériale, mais sans prestige.

La si belle Impératrice, elle, semble toujours trop parée, apprêtée, jouant un rôle. La petite ombrelle de moire rose recouverte de dentelle qui repose sous verre, et que, sans doute, manièrent ses belles et historiques mains, ne l'abrita jamais d'un soleil de gloire éclatante. Les rayons de la fortune césarienne allaient s'éteignant. Le fruit de gloire dont nous goûtons encore toute la saveur, dans les salles consacrées à Bonaparte et Joséphine, le fruit est pressé, dévoré; il n'en

reste que quelques gouttes pour Napoléon III et l'ambitieuse Impératrice. Il manque à leurs mérites, à leur réussite totale, je ne sais quoi : le génie (sans jeu de mot qui serait de très mauvais goût).

Mais ce qui émeut et subjugue en ces souvenirs, ce sont ceux du Prince impérial; sculpté, modelé par Carpeaux, dessiné ou peint, ou photographié, son beau visage, sa virile allure emportent l'admiration, la compassion pour son destin bref et tragique. Tout ce qui vient de lui, tout ce que garda si douloureusement et si précieusement l'exilée de Chislehurst, nous va au cœur. Dépouillée de toutes ses joies, de toutes ses grandeurs, c'est alors que l'impératrice Eugénie commande le respect, prend sa place dans l'histoire. C'est avec ses voiles noirs que la postérité la juge impériale, beaucoup plus qu'avec ses dentelles, ses vastes jupes, ses diadèmes et ses colliers. C'est lorsqu'elle est dépouillée de tout que nous aimons à la saluer debout sur ses ruines. Et c'est à celle-là que rend hommage la minutieuse exposition de Malmaison, organisée par M. Bourguignon si respectueusement, avec tant de beaux prêts et de dons inestimables.

Beaucoup d'étrangers viennent à Paris en cette saison; je viens de vous signaler à la Malmaison leur affluence. Mais ce ne sont pas seulement des humains qui nous arrivent. Les bêtes, les bêtes somptueuses et rares viennent aussi goûter le Paris estival et participer à ses attractions. Au *Bostock American Circus* du Parc de Paris, auprès de Luna Park, la splendeur des tigres et des lions subjugue un immense public. Les éléphants, les dromadaires, la belle chamelle blanche, la girafe qui porte sur son pelage le dessin de contrées bizarres, l'enfant hippopotame qui ne peut pas dormir le soir en sa cage, après son tub, parce que les lumières de Luna Park le tiennent éveillé et lui donnent le désir d'aller au bal, les beaux chevaux d'un gris d'argent, les poulains, les petits singes, les ours blancs polaires, les si gentils ours bruns dont le nez chimérique semble toujours à la recherche d'un rayon de miel, tous ces splendides animaux nous ont ravis, quelques-uns au Cirque, en leurs exercices de dressage et tous, au repos, en la ménagerie. Bien soignés, bien traités, bien nourris, bien asti-

qués, ils sont si beaux que l'on a un peu l'impression que ce sont eux à qui nous, humains, nous offrons spectacle. Bien plus encore avons-nous cette impression en face de l'inoubliable orang-outang de Sumatra contemplé à l'Acclimatation. Un arrivage de singes de Bornéo a renouvelé le personnel des cages inemployées en ce jardin. Les singes de Sumatra font recette; la cage où sont réunis avec de petits ours, — grands joujoux pour grands-parents, — d'affreux petits macaques à poils clairs et longs, à postérieur ripoliné en rose vif ou en laque garance ne m'a pas ravie.

Une autre grande cage contient un couple d'orangs-outangs peu ragoûtants, au long poil roux, à la large face dénudée couleur gomme-éléphant. Leur petit enfant-singe, si petit qu'il n'a pas encore de fourrure, que sa tête est chauve, qu'il semble sculpté en bois poli par un artiste japonais ami des magots, mord ses petits poings, blotti sur une souche d'arbre. Quelle horreur, semblent dire ses yeux effarés, quelle horreur, d'avoir des parents si laids et qui se tiennent si mal! Tournant le dos aux spectateurs, il grimpe au grillage, s'y installe, commodément agrippé et accroupi, et là, minuscule et hideux, il réfléchit à l'univers incompréhensible et aux formes étranges des êtres qui, du dehors, le contemplent.

Dans la cage qui fait face à cette famille, un grand et noble singe, d'une race semblable mais qui paraît infiniment supérieure, habite. Il est aussi beau que les autres sont laids, aussi majestueux et noble que ses voisins sont ridicules. Les mêmes poils roux amadou le vêtent, mais comme une bure ailée. Lorsqu'il lève ses grands bras et, de ses belles mains grises et puissantes, se suspend pour se balancer un peu, ces poils roux, épais et pendants lui font des ailes et il se dessine sur l'air comme une immense chauve-souris, un vampire méditatif inventé par un bizarre génie. Son visage est de la plus grave beauté. Une sorte de protubérance de chair, gris-sombre comme la face, contourne ses joues, hausse son front, le pare d'un *pschent* naturel. Là-dessous, ses yeux, d'un brun d'or, prennent un éclat et une intensité rares. Il contemple les curieux avec un intérêt sans répulsion, une sorte d'indulgence réfléchie, une profonde sagesse et peut-être le sentiment que, lui et nous, on pourrait s'entendre. Les narines noires, élargissant le long nez, sont très loin de la bouche

intelligente, aux dents usées révélées, ainsi que la grotte charnelle de la gueule ouverte, par un lent bâillement. Cette face est par moments d'une extraordinaire sérénité; on pense que, dans sa race, il est un moine, un sage, un solitaire père du désert, un saint pour singes, que les tentations n'atteignent pas, un Paphnuce délivré de Thaïs. Il y a de la momie vivante en cette face au sourire de tête de mort, en ces tons bitumés de la peau, et cet amadou de la fourrure, couleur de certaines étoffes exhumées.

Des secrets de vies disparues semblent médités au fond de cette intelligence d'animal. Il sait des choses que les humains ne savent pas. Et tout ce qu'il sait lui a donné cette indifférence, cette indulgence, ce vague sourire. Il a soixante ans, dit-on. J'aurais plutôt cru à soixante siècles. Un vieil artiste, debout devant la cage, le contemple avec une admiration passionnée, essaie de dessiner cette extraordinaire créature, de donner à ses gestes toute leur ampleur millénaire, à ses yeux toute leur pénétration magique. Mais les béantes narines qui semblent avoir flairé le néant, ces babines qui remuent sans que rien les tente, comment les fixer dans ce qu'elles ont d'inexprimable? Le singe Hanouman était peut-être ainsi au temps des mythologies hindoues, Hanouman, ami du dieu Rama, constructeur de ponts, inventeur d'un système musical et qu'on représente tenant à la main un éventail ou une lyre...

Et maintenant, où voulez-vous aller? Tous les music-halls vous offrent leurs vedettes. Si Chevalier est parti et aussi la divine Argentina, quelques autres restent. Au trop luxueux *Moulin-Rouge* on va voir décapiter Mistinguett en du Barry; au *Concert Mayol*, si amusant, Mismarguett singe Mistinguett avec beaucoup d'entrain et de gaminerie. A la *Lune Rousse*, Betove et ses imitations toujours divertissent; à l'*Olympia*, beaux acrobates et belles danseuses séduisent. Au *Palace*, Raquel Meller nous fait encore songer à celle-là qu'elle fut, inoubliable, la première fois qu'à l'Olympia elle a chanté jadis, si pâle sous sa cathédrale de dentelle; à l'*Empire*, des attractions toujours renouvelées attirent, et les incomparables chanteurs, les Revellers y ont fait courir tout Paris et tous les

environs. A qui n'a pas entendu les Revellers, rois du gramophone, chanter par exemple *Dinah* ou *Honolulu moon*, il manquera quelque chose dans le sens musical de la nostalgie, associé à la plus rythmique et impondérable précision. Aux *Ambassadeurs*, on danse toujours aux sons d'un jazz parfaitement entraînant, composé de beaux noirs vêtus de blanc, dans une salle fraîche et que baigne une électricité savamment dosée, délicieusement changeante et colorée. Enfin toutes les « boîtes de nuit » sont ouvertes, des cafés mondains de Montparnasse aux élégantes salles de Montmartre, de *la Jungle* où il n'y a que des bouteilles et non des fauves, à *Casanova* où il n'y a que des russes et pas de vénitiens... du *Grand Écart*... à ce que vous voudrez. Mais, dans tous ces endroits-là, on ne va pas quand on lit la *Revue*. Je vous emmène donc à Meudon, à l'Observatoire.

Le soir où j'y suis allée, la « visibilité » particulière permettait à neuf heures et demie de voir Saturne. Invitation : « pour rencontrer Saturne ». La terrasse crépusculaire étendait sa fraîche odeur devant l'horizon boisé; le château aux ailes demi détruites et ainsi presque plus beau, allégé, élégant, a quelque chose d'un château de fées. Plus loin, en revenant sur ses pas, la coupole du lieu magique s'arrondit, noire sur le ciel vert.

Là, par la grâce de M. Antoniadi et la permission de M. Deslandres, on pénètre avec un respect un peu effrayé. On monte à la tour comme dans les chansons. Il fait sombre ; des lampes aux lueurs violemment renversées éclairent la plateforme mobile, et montante et tournante, sur et par laquelle les mécaniques nous feront monter encore plus haut en compagnie de l'extraordinaire « funiculaire pour l'œil » que représente au profane l'immense télescope incliné. De savants cordages, des manœuvres mystérieuses, l'inclineront, le dirigeront jusqu'au point désiré, absolu. Tout oscille dans une ombre étrange. On se croirait plutôt sur un navire en route vers les astres, que sous une coupole immobile. Là, est enfermé sans doute un échantillon du fameux vertige de l'espace. On a peur. On est au centre d'un tableau cubiste tout en ombres et en volumes, en masses sans formes strictes, et dont l'équilibre est instable. C'est très beau; oppressant. Et quel moment, celui-là où on se glisse en face du télescope ! On doit se placer comme il faut, et comme on peut, monter sur un escabeau, se renverser le corps

en arrière, puis se jeter la tête en avant, coller son œil à la serrure de l'infini. Bien. Je ne vois rien ! Malaise. Déception. Timidité. Puis, brusquement, révélation, et terreur ravie ! Saturne ! Voilà Saturne ! Je vois Saturne ! Immense opale entourée d'un cercle d'espace, émail noir la séparant de son anneau également d'opale, joyau suspendu sur le sein de la nuit, l'astre au nom fatidique apparaît, surprenant, admirable, et comme précipité vers le contemplateur. Un frisson sacré parcourt la moelle de ce curieux ignorant, qui a « voulu voir ». Un malaise, que j'appellerai le mal des étoiles, le saisit. Car, déjà, tout a bougé, tout a changé. En une seconde, la position de Saturne s'est modifiée, et l'on se sent osciller soi-même sur sa petite terre. Le vaisseau mystérieux, qui porte le nom d'Observatoire, tangue et roule dans les cieux. Un torticolis passionné rappelle au malhabile voyeur qu'il est fort inexpert et très mal posé. Mais qu'importe ? Fasciné, il veut voir encore. L'immense train, conducteur du regard en voyage, recommence à tourner, à s'incliner, à chercher le point d'un astre dont le nom l'arrêtera comme celui d'une localité où l'on entre en gare : Vega, scintillement bleu, lueur de diamant taillé ; nébuleuses imperceptibles ; puis une étoile blanche, décevante, oubliée qui fait signe et disparaît...

Repos. Renoncement : descente scandée de la plate-forme haute ; escaliers : « faites attention ; encore une marche ». Puis, un sol qui paraît enfin stable : (illusion !) l'air de l'ombre, l'odeur des feuillages et là-bas, une lune familière un peu molle, irisée et que l'on retrouve avec un plaisir enfantin, habituel, bien qu'elle nous oblige à songer : « Il pleuvra demain... »

Gérard d'Houville.

# L'UNIQUE SURVIVANT

## II [1]

### LA CATASTROPHE

A L'ILE ROUAD

Le lundi 7 février 1916 au matin, le gouverneur de Rouad s'est réveillé avec un accès de fièvre qui semble résister à tous les remèdes. A la fois commandant d'un poste avancé, chef d'un grand bureau de renseignements, administrateur des services civils, président du Conseil privé et du Tribunal, directeur de l'Hygiène et de l'Assistance publique, le lieutenant de vaisseau Trabaud doit ignorer son propre mal. Donc, au travail.

Déjà Rouad n'est plus la misérable bourgade rongée de variole par défaut d'hygiène, et de dysenterie par manque d'une boisson autre que l'eau pourrie des citernes malpropres l'agglomération pouilleuse dont les habitants attendaient, résignés, que la famine achevât de les décimer. De tout cela les Français ont fait une ville nette, approvisionnée en charbon, munie de farine et d'eau potable pour trois mois. Le service des cultes et la poste fonctionnent. Une école est ouverte où deux vieux imans, une institutrice et un matelot font la classe à 250 élèves de l'un et l'autre sexe. Dans les rues, à présent nettoyées chaque jour, les femmes turques commencent de se dévoiler. Lorsque passe un marin français, les hommes sou-

*Copyright by* Paul Chack, 1928.

(1) Voyez la *Revue* du 15 août.

rient. Quand survient un officier, ils posent leurs narghilés, se lèvent, saluent à la turque et appellent sur sa tête les bénédictions d'Allah.

Le port s'éveille. Bientôt avec Chypre, plus tard avec Alexandrie et Port-Saïd le cabotage reprendra. En hâte les goélettes calfatent leurs coques et rafistolent leurs gréements. Déjà trois ou quatre d'entre elles, munies d'un sauf-conduit français, ont appareillé pour aller vendre à Famagouste les éponges de Rouad, célèbres dans tout le Levant, et que les pêcheurs se remettent à cueillir au fond de l'eau. Et comme une de ces goélettes, échouée sur le continent près de Sour, a vu tout son équipage pendu par les Turcs, le gouverneur Trabaud est sûr que les autres n'oseront jamais se livrer à la contrebande de guerre.

A 7 heures l'officier, à son bureau, rédige un rapport qui, pour la première fois depuis l'occupation de Rouad, va signaler à l'amiral commandant la 3e escadre la présence de l'ennemi que tous redoutent. Hier matin les guetteurs de l'île ont vu la bête au large. Elle s'ébattait tranquillement dans l'ouest, hors de portée de nos pauvres canons.

Qui cherchait-elle? A la mer croisent en ce moment le *Pothuau*, l'*Amiral-Aube*, l'*Amiral-Charner* et le *Nord-Caper*. Au cri poussé par la T. S. F. de Rouad et transmis par un des croiseurs, l'amiral Moreau a ordonné à tous de reporter la patrouille au large. Mais un des bateaux doit aujourd'hui mouiller à Rouad. En dehors des chalutiers et du *Laborieux*, cibles qui ne valent pas une torpille, trois bâtiments de l'escadre, le *Tunisien*, le *D'Estrées* et l'*Amiral-Charner* sont d'un tonnage assez réduit pour entrer dans le petit port de l'île. Rarement quatre jours se passent sans qu'on reçoive la visite d'un de ces trois-là.

Aujourd'hui c'est le tour du *Charner* qui apportera du matériel et emportera le courrier. Prévenu hier comme les autres par le sans-fil de Rouad, le croiseur sait que les abords en sont menacés et a demandé cette nuit à Trabaud de faire explorer les environs de la passe d'entrée. Le *Cydnus*, minuscule remorqueur turc capturé et seul navire attaché à l'île, est en patrouille depuis la pointe du jour et n'a rien vu. Mais qui peut jamais affirmer qu'il n'y a rien?... Certainement le *Charner* ne moisira pas à l'ancre, il faut donc achever le rapport bien vite.

Toujours fiévreux, Trabaud écrit, écrit... lorsque, vers 8 h. 30, la porte ouverte livre passage à un grand gaillard brun, maigre et musclé, à qui une figure recuite, dont une barbe noire en pointe prolonge le profil aquilin, donne l'aspect d'un des conquistadores qui accompagnaient Pizarre ou Fernand Cortez. C'est le capitaine de vaisseau Causse, qui commande le *Charner* depuis deux ans. Ce matin, son regard est voilé de tristesse. C'est qu'il va bientôt quitter son croiseur, car la dure règle limite à deux années la période du commandement.

— Bonjour, mon cher gouverneur, je viens, encore aujourd'hui, voir si vous ne manquez de rien. C'est peut-être ma dernière visite à Rouad et vraiment votre domaine est une des choses dont je garderai le meilleur souvenir. Mon remplaçant est, paraît-il, en route et je n'ose plus compter faire encore une croisière sur la côte de Syrie. Vous avez commandé, Trabaud, et vous savez quel regret on éprouve à quitter son navire. En temps de guerre, c'est un vrai déchirement.

— Permettez-moi, commandant, de vous dire combien nous sommes tous, ici, navrés de votre départ. Grâce à vous, nous n'avions plus le sentiment d'être loin de tout, abandonnés Et je sais quel chagrin ressentent vos officiers et votre équipage, car ils ne s'en cachent point.

— Merci, Trabaud, répond le commandant Causse, je le sais aussi. Les gens du *Charner* m'ont donné toutes les joies qu'un chef peut récolter à commander des hommes. Mais, eux, vous les reverrez et c'est le principal. Les gens passent, mais, par bonheur, les bateaux restent et le mien est un fidèle ami de Rouad.

— Puis-je demander, commandant, à quelle heure vous comptez appareiller ?

— Ce soir, à 9 heures, au coucher de la lune. Pour la raison que vous devinez, je préfère ne pas sortir du port en plein jour. A propos, que s'est-il passé exactement hier ? En recevant votre signal, j'ai réglé ma vitesse à 14 nœuds pour éviter plus facilement les torpilles. Mais, ce qui m'étonne, c'est de vous avoir entendu lancer le S. O. S., appel uniquement réservé aux navires.

— En voici la raison, commandant, répond Trabaud. Hier, à 10 h. 30 du matin, mes veilleurs m'ont téléphoné qu'un

Boche était en vue dans l'ouest. Monté au Grand Château, j'ai constaté que le sous-marin était à une dizaine de milles, en route au sud à une vitesse que j'ai estimée à 16 nœuds tant la volute était forte. On distinguait un canon sur son avant. Je venais de donner l'ordre à mon second de chiffrer un message pour prévenir tout le monde, lorsque j'ai aperçu dans le nord la fumée d'un bateau qui venait vers nous. Je me suis dit alors : « Perché bien moins haut que moi, le commandant ennemi n'a pas encore vu le panache du malheureux qui s'amène sans méfiance. Il faut prévenir ce dernier sans perdre une seconde. » Voilà pourquoi j'ai lancé le S. O. S. que tout le monde comprend sans avoir besoin de triturer un code pendant un quart d'heure.

— Très bonne idée, approuve le commandant Causse, et qui sans doute a sauvé le bâtiment.

— Ma foi, commandant, en cette circonstance, mon appel était inutile. Pendant que le sous-marin s'approchait du port comme pour voir si quelqu'un s'y trouvait mouillé, et que je le canardais, malheureusement de trop loin, je me suis aperçu que la fumée en question était celle du chalutier *Nord-Caper*, qui, dans l'après-midi, vers 3 heures, a revu l'Allemand en route au nord-ouest. Il doit être loin maintenant.

— Je l'espère, dit le commandant du *Charner*. A moins cependant qu'il ne soit venu ici spécialement pour m'attendre. Je suis passé devant Alexandrette et j'ai dû être signalé.

— Je croirais plutôt, répond Trabaud, que le sous-marin guettait un des porte-avions qui opèrent avec la 3e escadre. Ce bâteaux-là gênent beaucoup les Turcs avec leurs appareils qui vont bombarder les convois jusque dans l'intérieur, qui voient tout ce qui se passe et qui règlent vos tirs à l'occasion. Je sais que l'*Anne* est à Famagouste avec deux hydravions (1) et qu'elle doit mouiller prochainement à Rouad.

— Tout s'explique, dit alors Causse. Si les gens de Famagouste ont appris la destination du bateau, les Boches ont été avisés aussitôt. Chypre est pourri d'espions, la surveillance anglaise y est nulle et l'ex-agent consulaire d'Allemagne à Famagouste,

(1) Les deux porte-avions anglais, lesquels étaient aux ordres de l'amiral Moreau lorsqu'ils opéraient dans la zone de la 3e escadre, étaient l'*Anne*, ex-allemand *Anna Rickmers*, et le *Raven*, ex-*Rabenfels*, tous deux confisqués à Port-Saïd en 1914.

lequel se promène toujours en liberté, était le seul importateur de pétrole de l'île. Mais peut-être ai-je tort de dauber sur le compte des gens de Chypre, car je sais que le haut-commissaire vous gâte.

— En effet, commandant, sir John Clauson a adopté Rouad et, grâce à une licence d'exportation qui ne concerne que nous, l'île de Vénus nous envoie du yoghourt, des chevreaux, des fruits et des douceurs de toutes sortes.

— Dans ce cas, je lui pardonne, plaisante le capitaine de vaisseau. Veuillez maintenant prendre note de renvoyer à mon bord aujourd'hui tout le personnel du *Charner* détaché à Rouad.

— Commandant, objecte alors Trabaud, je voudrais garder, pendant quelques jours, l'enseigne Cablat que vous avez chargé de l'hydrographie. C'est un spécialiste merveilleux et enthousiaste qui a fait partie de la mission de l'Indochine et, pendant deux ans, de celle de Gabon d'où il est d'ailleurs revenu très impaludé. Ce qui ne l'empêche pas de filer chaque matin au petit jour avec le *Cydnus* et de rester à sonder toute la journée entre l'île et la côte sans avoir l'air de remarquer les coups de fusil que lui envoient les Turcs. Quand il rentre le soir, harassé, il s'attelle sans mollir à ses calculs. Si vous consentez à me le laisser, la carte, si précieuse pour l'escadre, sera achevée dans dix jours.

— Impossible, mon cher, répond Causse, je tiens à présenter à mon successeur mon état-major et mon équipage au complet. Mais soyez tranquille, je prierai le nouveau commandant du *Charner* de vous rendre Cablat. Sur ce, je vais faire un dernier tour d'inspection dans l'île. Votre second m'accompagnera, car le docteur Adrien m'a prévenu de votre état de santé qui, j'espère, ne vous empêchera pas de dîner ce soir à ma table.

Le capitaine de vaisseau s'éloigne et Trabaud se remet à la rédaction de son rapport. Il en est au paragraphe sanitaire : le scorbut a disparu, le paludisme paraît jugulé. Les lignes s'ajoutent aux lignes : affaires de police, affaires de voirie, éclairage des rues, aménagement du Grand Château en caserne, organisation des douanes, installation d'une école professionnelle sous la direction de nos gradés spécialistes. Comme toujours la lettre s'achève par une demande de fonds pour renforcer le faible

budget de l'Assistance publique : sur 2400 Rouadais, 1150 sont des miséreux sans autre ressource que les vivres à eux donnés par nos bâtiments...

Un *post-scriptum*. Trabaud demande qu'on envoie des avions survoler Tartous où des travaux militaires sont, paraît-il, en cours. Inutile de faire jeter des bombes, car un tel geste attirerait des représailles et les abris pour la population de l'île ne sont pas encore prêts.

Du côté turc on affecte, à l'égard des travaux de Rouad, une curiosité égale à celle de Trabaud. Mehmed Fouad et Herr von Spitzig, officiers tous deux, ont expulsé le muezzin du minaret dont la plate-forme supérieure est visible au-dessus de la cathédrale gothique de Tartous. Là est chaque jour pointée vers le port de Rouad une magnifique longue-vue, née à Berlin, et dont von Spitzig abandonne rarement l'oculaire.

— Est-ce déjà le porte-avions, interroge Fouad?

Cette question prouve que les espions de Famagouste ont gagné leur argent.

— Pas encore, répond l'Allemand, c'est un simple croiseur français. D'ailleurs, porte-avions ou croiseur, c'est tout un et il repartira comme il est venu, puisque avec l'inertie de votre armée on n'a pas pu, en trois mois, obtenir une seule batterie pour canonner le port. Écrivez, je vous prie, que le bateau en vue envoie à terre des canots chargé de munitions.

Docile, Mehmed Fouad, capitaine turc, obéit à von Spitzig, lieutenant allemand, lequel, ayant observé pendant deux heures environ, passe la lunette à son compagnon et se met en devoir de prendre des notes. Au bout de quelques minutes d'examen, Fouad appelle :

— Hassan!

— A vos ordres, Effendi, répond d'en bas une voix tandis que résonnent, dans l'escalier en colimaçon, les pas d'un sergent de *rédifs* qui se hâte vers son chef.

— Connais-tu la maison d'Abdul Youssef, fils d'Osman Bakir?

— Je la connais, Effendi.

— Bien. Tu vas courir chez lui avec six hommes armés et tu arrêteras tous les gens que tu trouveras dans la maison. Tu laisseras ensuite une sentinelle à la porte et tu boucleras tous

tes prisonniers au *karakol* (1), gardés à vue et séparés. S'ils essaient de causer entre eux pendant la route, tu leur fermeras la gueule à coups de crosse. Compris?

— A vos ordres, Effendi, répète Hassan en tournant les talons.

— Est-ce en regardant Rouad que vous avez trouvé toutes ces idées, demande von Spitzig?

— Parfaitement, mon cher camarade, c'est la lunette elle-même qui m'a dicté mes ordres en me montrant, dans l'île, le nommé Abdul Youssef qui aide les matelots à débarquer leur matériel. Je l'ai très bien reconnu et comme, depuis quelque temps, je le tiens à l'œil, et qu'hier encore il était à Tartous, j'en conclus qu'on est venu le chercher cette nuit.

— Eh bien! cher ami, répond Spitzig, tout cela montre que votre police ne vaut pas grand chose. Si, moi, je tenais, comme vous dites, quelqu'un à l'œil, je vous jure qu'il ne me filerait pas entre les doigts.

— Chacun sa méthode, mon cher camarade. La mienne n'est peut-être pas la plus mauvaise. Dès que le gaillard saura que j'ai mis sa famille sous clef, vous le verrez revenir très penaud et bourré de renseignements...

En réalité personne n'est venu, cette nuit, chercher Abdul Youssef, lequel a tranquillement passé à la nage le bras de mer qui sépare Tartous de Rouad. De telles évasions sont fréquentes et les gaillards solides qui désertent ainsi forment le noyau d'une milice que Trabaud est en train d'organiser. L'ordre donné par Mehmed Fouad est d'ailleurs arrivé trop tard. A la maison du déserteur, Hassan a fait chou blanc, car la famille de Youssef a quitté la ville depuis quelques jours. Sa maison sera pillée, simplement, mais les partants n'ont pas dû y laisser grand chose.

Tous les jours, de l'aube au coucher du soleil, les gestes des Rouadais sont ainsi épiés. Tout mouvement de navires est téléphoné à Boudroum par le fil récemment installé sur toute la côte. Comment expliquer alors qu'aucun bâtiment de la 3e escadre n'ait encore été attaqué ?

Voici. Berlin a donné un ordre. Ordre formel qu'ignorent

(1) *Karakol* : poste de police.

bien entendu les Alliés. Les sous-marins doivent croiser sur les routes du trafic sans jamais s'en écarter. Les torpilles sont faites pour détruire le tonnage commercial et mieux vaut envoyer par le fond un seul navire marchand que trois croiseurs. Notons d'ailleurs que c'est plus facile et certaines gens prétendent qu'un tel ordre traduit le désir de l'amirauté allemande d'exposer le moins possible ses sous-marins.

Quoi qu'il en soit, le salut des nations repose sur les transports de tout genre et de toute taille, vapeurs et voiliers qui leur apportent du globe entier tout ce qu'il faut pour tenir et pour se battre. Quand ces transports seront coulés la mort suivra, sans sursis, même si toutes les flottes de guerre sont demeurées intactes.

Pourtant, voyons, en dépit de cet ordre, un sous-marin s'est montré hier devant Rouad, loin de toute voie commerciale. C'est vrai, mais peut-être était-il venu chercher à Tripoli ou à Tartous un émissaire d'importance ou simplement du mazout...

Pas du tout. Le sous-marin qu'ont aperçu les Rouadais n'est autre que le fameux *U 21*, premier en date des Allemands descendus en Méditerranée et que commande le capitaine de corvette Hersing. Or Hersing a déjà coulé dans la mer du Nord le *Pathfinder* et, aux Dardanelles, le *Majestic* et le *Triumph*. S'il doit se spécialiser ainsi dans la destruction des navires de guerre, ceux de la 3e escadre agiraient prudemment en rentrant à Port-Saïd. Il est vrai qu'ils ignorent le nom et la qualité de cet ennemi, dont ils ont perdu la trace depuis hier à 3 heures du soir.

A bord de l'*Amiral-Charner*, la salle à manger du commandant a tous ses hublots bouclés afin que, dehors, aucune lueur ne filtre. Moiteur d'étuve, atmosphère de tristesse. La conversation languit. Dans les silences, Trabaud sent la fièvre tambouriner dans son crâne. Et Causse ne cesse de regarder autour de lui, comme pour imprégner sa mémoire des détails sévères qu'il a contemplés des années durant.

— Les deux plus belles années de ma vie, dit-il. Voyez-vous, Trabaud ? Hormis les marins, nul en France ne se doute, et je crains bien que cette ignorance ne prenne jamais fin, du rôle qu'ont joué les bateaux comme celui-ci, les vieux sabots

hors d'âge, les vétérans usés jusqu'à l'os et qui ne tiennent que par la volonté de ceux qui sont à bord et passent leur temps à retaper tout ce qui casse. Rappelez-vous qu'en temps de paix, on n'osait plus les montrer dans les rades étrangères... Un *Amiral-Charner*, mais c'est mille fois plus agréable à commander qu'un de ces cuirassés tout neufs, dix pièces de 34 et 21 nœuds, qu'on laisse immobiles derrière des filets, les gardant jalousement intacts pour le grand choc qu'ils ne verront peut-être jamais. Pour le coup dur des Dardanelles, on n'a pas osé les risquer et les vieux *Suffren*, *Bouvet*, *Gaulois*, *Charlemagne*, *Saint-Louis*, *Henri IV* et *Jauréguiberry* ont fait tout le travail. L'ennemi a dû bien rire quand il a vu les Anglais ramasser leur *Queen-Elizabeth*, dès l'arrivée du premier sous-marin au cap Hellès. Pour les dreadnoughts, on craint les périscopes, pour nous, non. On a raison. Nous sommes de la chair à torpilles. Nous sommes aussi ceux qui se moquent des sous-marins et qui battent l'estrade à la barbe des commandants boches. Quand je dis que nous nous en moquons, j'exagère. Ces sales poissons d'acier m'agacent et je n'ai cessé de craindre que l'un d'eux me joue un vilain tour...

Pour dire le vrai, le capitaine de vaisseau n'éprouve cette crainte-là que pour son bâtiment et pour ses hommes qu'il adore. Sans femme et sans enfants, sa seule famille a toujours été son navire.

Dans les antennes la T. S. F. crépite. C'est l'heure où, chaque soir, le *Charner* envoie à l'amiral le message chiffré indiquant sa position. C'est aussi l'heure où le commandant signe le registre des sans-fil, journal du soir dont la lecture donne, par les télégrammes interceptés, les dernières nouvelles des camarades. Quelles sont celles d'aujourd'hui 7 février 1916?

L'*Amiral-Aube* qui a, hier, canonné un voilier dans le port de Jaffa, vient de mouiller à Castellorizo. Le *Nord-Caper* patrouille du côté de Beyrouth à la recherche du sous-marin. Sur la côte sud de Chypre, dans le port de Paphos, le *Pothuau* vient de couler une goélette grecque sur laquelle on a trouvé des armes et des papiers turcs et dont le lest de sable sentait le pétrole à une lieue. C'est tout.

Le cahier de T. S. F. donne aussi, tout chaud, le communiqué de la Tour Eiffel, pâture quotidienne que tous attendent et dont copie est affichée dans le poste de l'équipage. C'est l'ins-

tant où, chez tous les commandants et dans les carrés d'officiers, chacun se tourne vers la grande carte du front pendue à la muraille. On espère chaque fois pouvoir enfin déplacer vers l'est les petits drapeaux.

Aujourd'hui comme hier et comme depuis des mois, les jalons restent fixes : « Tirs de démolition sur les tranchées allemandes en face de Bœsinghe. Deux batteries ennemies réduites au silence par notre artillerie lourde. Canonnade d'ouvrages adverses en face du plateau de Chassemy dans l'est de Soissons... Le bombardement effectué hier en Champagne, sur les organisations ennemies du plateau de Navarin a donné d'excellents résultats... Tranchées bouleversées. Plusieurs dépôts de munitions détruits... Nos projectiles ayant démoli des réservoirs à gaz suffocants, des traînées gazeuses se sont répandues, que le vent a rejetées sur les lignes ennemies. »

— Eh bien ! fait le commandant Causse, ne pensez-vous pas que les tirs de démolition et les bombardements de tranchées et de chemins de fer turcs, faits par la 3e escadre, mériteraient de temps à autre quelques lignes au même titre que les opérations de Bœsinghe ou de Navarin. Je ne vois fichtre pas pourquoi cet éternel silence nous enveloppe. Si la marine n'avait pas sauvé la face avec la brigade Ronarc'h, l'Yser et Dixmude, on nous jetterait des pommes cuites après la guerre.

— Le fait est, répond Trabaud, que, comme événements maritimes, seules les catastrophes ont les honneurs du communiqué. Je sais bien qu'avec les sous-marins qui rôdent, l'anonymat s'impose pour nous, plus encore que pour l'armée...

— Lisez le communiqué jusqu'au bout, interrompt Causse, vous verrez qu'on donne parfois des noms et qu'en l'occurrence on fait joliment bien.

« Hier, vers 11 h. 30, lit Trabaud, le sergent-pilote Guynemer a livré combat à un avion ennemi dans la région de Frise et l'a abattu en flammes entre Assevillers et Herbecourt. C'est le cinquième appareil ennemi abattu par le sergent Guynemer. »

Mais un timonier survient :

— Commandant, il est 20 h. 45.

— Dites à l'officier de quart de faire rappeler aux postes d'appareillage, répond le capitaine de vaisseau.

Les yeux encore éblouis des lumières d'en bas, Trabaud, sur le pont obscur et encombré, hésite une seconde, lorsqu'une voix jeune le hèle tandis que la main de l'enseigne Cablat le guide vers la coupée, en contournant les obstacles de la superstructure noyée d'ombre.

— Adieu, commandant, dit le jeune officier. Encore merci pour toutes vos bontés. Pour mon successeur, je vous laisse le théodolite, le cercle et la chaîne d'arpenteur. J'emporte mes calculs pour les vérifier, mais, comme nul ne sait de quoi demain sera fait, je vous laisse aussi un calque de la ligne des fonds de 10 mètres de la passe Nord et les coordonnées des signaux.

— Voulez-vous vous taire, Cablat? Que racontez-vous à propos d'un successeur ou du lendemain inconnu? Je compte bien vous voir rappliquer dans quatre ou cinq jours et vous remettre à l'ouvrage. Votre commandant s'y est engagé au nom de son successeur.

— Merci davantage encore, commandant, et veuillez m'excuser, il faut que je grimpe sur la passerelle à mon poste de manœuvre.

— Filez vite, mon cher. A bientôt. Faites mes amitiés aux camarades du carré. Sans ma sacrée fièvre je serais allé les voir. Dites-leur combien je les remercie de tout ce qu'ils ont fait pour Rouad et pour moi. N'y manquez pas, n'est-ce pas, j'y tiens beaucoup...

Et, se reprenant soudain, Trabaud ajoute :

— Non, Cablat, dites-leur simplement à bientôt.

« Où ai-je la tête, pense le lieutenant de vaisseau en descendant à tâtons l'échelle que nul fanal n'éclaire? On dirait vraiment qu'ils partent pour ne plus revenir. Décidément la malaria me fait divaguer. »

Assis à la barre de sa baleinière, l'officier, de plus en plus fiévreux sans doute, trouve qu'il fait encore plus noir que tout à l'heure sur le pont. Il essuie ses yeux embués avec un mouchoir que, pour un peu, il agiterait dans l'ombre vers ceux qui s'en vont. « Je doublerai ce soir ma dose de quinine », murmure-t-il.

A l'horizon la lune vient de disparaître. Pas une lumière sur l'île et sur la côte, pas une lueur sur l'eau. Lentement, comme à regret, l'embarcation s'éloigne. Et soudain, sur

l'ordre du lieutenant de vaisseau, les baleiniers font lève-rames. Trabaud semble attendre que, de la passerelle haute du croiseur qui se dessine sur le ciel en silhouette rigide, vienne encore un appel ou un ordre. Il écoute...

Seuls résonnent dans l'ombre le grincement de la chaîne d'ancre que hale à bord le cabestan à vapeur et le giclement de la lance à incendie arrosant la vase que les grosses mailles d'acier ont ramassée en traînant sur le fond. Des mottes de boue compactes, arrachées par le jet puissant, tombent à l'eau avec un « floc » brusque. Tous ces bruits bientôt cessent, et du gaillard d'avant s'élève la voix nette du lieutenant de vaisseau Ferry, second du croiseur :

— L'ancre est haute et claire !

L'*Amiral-Charner* commence de tourner sur place afin de mettre le cap sur la sortie du port, tandis que sa T. S. F. appelle la *Jeanne d'Arc* pour dire à l'amiral Moreau (1) que le navire appareille, qu'il passera demain 8 février devant Beyrouth et arrivera le 9 à Port-Saïd.

Près de la baleinière, toujours immobile, défile maintenant la masse noire et silencieuse, à l'extrême avant de laquelle un fanal sourd, éclairant discrètement la manœuvre de l'ancre, jette sur l'eau un reflet à peine perceptible et qui disparaît soudain. Déjà affaibli par la distance, un dernier cri traverse la nuit :

— L'ancre est à poste !

Le navire doit prendre en ce moment son allure de route, car ses cheminées s'empanachent subitement de nuages épais, dont le vent rabat vers la baleinière les bouffées chaudes et sulfureuses. Elles achèvent de masquer la silhouette confuse qui emporte vers le sud 426 gaillards insouciants et un chef dont le cœur saigne de les quitter bientôt. C'est fini. L'*Amiral-Charner* a disparu..

A sa barre, la mort est installée.

### SANS NOUVELLES

8 février, 13 h. 50, *Jeanne d'Arc* à *Amiral-Charner* : « Savez-vous ou pouvez-vous demander à Rouad si nos agents

(1) En message chiffré bien entendu. Rien n'est jamais émis en clair par les bâtiments de guerre.

de la côte ont donné des renseignements sur les sous-marins? »

Ce message est envoyé de Port-Saïd où le bâtiment-amiral est au repos entre deux croisières, car la *Jeanne d'Arc* coopère à la surveillance comme les autres navires de l'escadre. Le poste de Rouad est trop faible pour qu'on puisse l'atteindre directement, c'est pourquoi l'*Amiral-Charner* va servir de relais.

Quarante minutes plus tard un aide de camp rend compte à l'amiral Moreau :

— Depuis 2 h. 10 nous avons appelé le *Charner* à toute puissance. Pas de réponse.

— A-t-on pu envoyer ou recevoir d'autres télégrammes, interroge le grand chef?

— Un seul par T. S. F., amiral, celui que vous avez vu ce matin et qui concernait une goélette grecque coulée devant Paphos. Il émanait du *Pothuau* qui a mis plus de sept heures pour le faire passer. Depuis minuit le temps est très orageux et les parasites brouillent tout.

— Très bien, répond l'amiral. D'ailleurs le vieux poste du *Charner* est souvent en avaries. Il a sans doute entendu son indicatif d'appel, mais n'a pu faire l'aperçu assez fort pour qu'il nous parvienne. Donnez l'ordre de surseoir à l'envoi du message.

*Sept heures du soir.* — C'est le moment où les navires en croisière envoient leur position et leur existant de charbon. Le *Pothuau* est à Rhodes avec 656 tonnes de combustible. On n'a pu comprendre le chiffre donné par l'*Amiral-Aube*, lequel est dans le sud d'Adalia. Les signaux passent encore difficilement.

L'*Amiral-Charner* garde le silence.

Ordre est donné de l'appeler d'heure en heure toute la nuit.

Penché sur la carte de la côte syrienne, l'amiral Moreau mesure, calcule et songe... Où peut bien être l'*Amiral-Charner*? Hier soir, en quittant Rouad, il a annoncé sa descente vers le sud. Sans doute va-t-il arriver bientôt assez près pour que les faibles appels de son vieux poste malade parviennent aux écouteurs de la *Jeanne d'Arc*. Si la nuit s'écoule sans qu'on l'entende, c'est que le malheur est arrivé...

Là-haut, la T. S. F. clame : « *Charner* !... *Charner* ! (1) »

(1) En réalité la T. S. F. crie deux lettres, VB par exemple, qui constituent l'indicatif d'appel secret du *Charner*, indicatif qui est périodiquement changé.

Il est déjà minuit.

Ainsi, il serait mort, ce croiseur. Mort sans pousser un cri. Sans qu'un S. O. S ait atteint Rouad ou un navire en patrouille dans le Nord. Pourtant, dès qu'une torpille frappe, le poste doit, sans même attendre l'ordre du commandant, lancer l'appel à toute puissance. C'est la consigne et Causse est toujours prêt...

Oui, mais son croiseur est bien vieux : 23 ans, l'âge de la caducité pour les navires qui ont trimé sans trêve. La coque est fatiguée, rongée, cimentée dans tous les fonds et surtout sous les chaudières, l'endroit des inévitables et profondes corrosions. Une torpille dans une chaufferie, c'est un coup de couteau en plein cœur.

« *Charner*!... *Charner*!... » crépitent les ondes de la *Jeanne d'Arc*....

Par bonheur, le bateau ne pouvait être loin de la côte. Des gens auront pu se sauver. Une torpille... Deux peut-être... Alors, rappelons-nous. Le 27 avril 1915, à minuit 40, dans le sud du canal d'Otrante, deux torpilles autrichiennes ont frappé le croiseur cuirassé *Léon-Gambetta*, bateau tout jeune, et solide. Il n'a pas pu lancer le S. O. S et, vingt minutes plus tard, il disparaissait avec l'amiral Sénès et son état-major, le commandant du bâtiment et tous ses officiers, et 684 hommes... On n'a retrouvé que 137 survivants.

Maintenant l'amiral longuement regarde la liste des officiers du *Charner* : capitaine de vaisseau Causse ; lieutenant de vaisseau Ferry; enseignes de vaisseau Marchal, Cablat, Markey, Guédras et Mareau; ingénieurs-mécaniciens Tréguier, Tessier, Blay et Gourvennec; commissaire Simian, docteur Lescan du Plessix, aspirant Raynaud... Qui reverra-t-on de tous ceux-là? Sûrement Cablat, puisqu'il est à Rouad. Mais les autres?

« Causse n'est pas de ceux qui consentent à survivre », murmure l'amiral Moreau.

C'était un si bon, si brave et si fidèle ami!... Lors de son dernier passage à Port-Saïd, il parlait de son débarquement prochain et des huit jours qu'il passerait en son pays de Castres, le fusil à la main, arpentant, marcheur et chasseur infatigable, les gorges de la Montagne Noire et la grande plaine de l'Albigeois. Quel délicieux compagnon!

Mais d'autres auront pu s'en tirer. On connaît le danger

à présent. On est toujours prêt à recevoir le coup mortel, mine ou torpille. Les canots sont aux bossoirs, poussés en dehors comme en rade. L'amiral a défendu de les mettre aux postes de mer quand on appareille. Ainsi peut-on les amener en un clin d'œil. Et puis il y a les radeaux qu'on flanque à l'eau d'un coup d'épaule.

« *Charner*!... *Charner*!... » s'obstine à hurler la T. S. F.

Quel cauchemar en cette nuit trop longue ! Ceux que l'insomnie tourmente, ceux qui ont à bord du vieux croiseur des amis très chers se l'imaginent frappé par la torpille, luttant tenacement contre la mer qui monte dans ses cales. Pied par pied, il s'enfonce, alourdi de minute en minute par le terrible poids liquide. Vite, vite, les gabiers ont mis les embarcations à l'eau d'un seul côté, tribord ou babord, car le bateau a commencé de se coucher tout de suite, bloquant la moitié de ses moyens de sauvetage. Aligné aux postes d'abandon, l'équipage attend l'ordre...

Peut-être l'attaque a-t-elle eu lieu en pleine nuit. L'explosion a crevé les chaudières. Les dynamos sont stoppées. Alors, comme sur le *Gambetta*, les officiers ont dû faire la chasse à l'homme dans les cales, s'éclairant avec des allumettes ou des lampes de poche. Les hommes essaient de gagner le pont avant que le navire soit complètement chaviré...

Heureusement la mer est calme. Mais, au fait... L'amiral sonne un timonier :

— Demandez à l'officier de quart l'état du temps.

Réponse : à dix heures du soir la brise de nord-est s'est levée, elle ne cesse de fraîchir.

Voyons, après tout, on n'est encore sûr de rien. Bien des avaries graves peuvent survenir, qui n'entraînent pas la mort. Le gouvernail peut être brisé. Cela s'est vu. On se dirige alors en différenciant l'allure des machines et l'on se traîne doucement, tout doucement.

D'accord, mais dans un tel cas la T. S. F. parle.

Et, cette nuit, on n'entend que celle de la *Jeanne d'Arc* :

« *Charner*!... *Charner*!... »

Toujours pas de réponse. Et voici l'aube du 9 février, jour où le croiseur est attendu à Port-Saïd. Depuis qu'il fait clair, on guette les navires qui entrent au port : tous paquebots et cargos.

Allons, les appels sont désormais inutiles. Il est temps

d'agir. L'amiral Moreau alerte les bateaux à la mer et ordonne à ceux qui sont au mouillage d'appareiller sitôt parés. L'amiral anglais, dont on a réclamé l'aide, n'a qu'un seul chalutier, l'*Earl-Kitchener*, lequel n'a même pas la T. S. F. Il se joint quand même aux nôtres.

Une seule précision : l'*Amiral-Charner* a quitté Rouad lundi soir, en route sur Beyrouth et Port-Saïd. C'est tout et nous voici à mercredi.

Une lueur d'espoir dans la journée. Rouad annonce que son poste a entendu, hier avant minuit, le *Charner* appeler la *Jeanne d'Arc*, laquelle n'a pas répondu... Impossible! car toutes les oreilles étaient braquées. Le sans-filiste de Rouad a pris les émissions du croiseur-amiral pour celles du *Charner*.

Toute la journée, dans les secteurs prescrits par l'amiral, six navires dessinent sur l'eau les mailles serrées du réseau d'exploration.

La mer est vide.

*10 février.* — Le *Pothuau* dans le sud de Chypre, l'*Amiral-Aube* sur la ligne Rouad-Port-Saïd, le *Paris II*, le *Nord-Caper*, le *Surmulet* et l'*Earl-Kitchener* devant la côte syrienne fouillent la mer. Les hommes veillent mieux que pour leur peau. Des centaines de regards accrochent les crêtes de la houle qui s'aplatit, car le coup de vent s'est vite apaisé. Le *Laborieux* est en route pour communiquer avec un de nos fidèles agents, quelque part entre Tartous et Beyrouth, en un village côtier où s'élève une maison aux fenêtres parlantes. Il s'agit de tâcher d'avoir des nouvelles des sous-marins, sans parler du *Charner*, bien entendu.

A bord de la *Jeanne d'Arc*, l'amiral porte sur la carte les points que lui envoient les patrouilleurs et trace les chemins qu'ils suivent, les chemins vides... Par T. S. F. il déploie, resserre et manœuvre l'éventail de recherche. Dès qu'arrive un message, les yeux du déchiffreur se portent sur les derniers groupes chiffrés et retrouvent chaque fois les mêmes nombres, ceux qui veulent dire : « Sans nouvelles. »

La nuit est venue. Personne n'a rien trouvé. Pas une épave, pas un débris... On ne saura jamais.

Admettons pourtant la pire catastrophe, l'explosion des soutes à poudre, sous l'effet d'une torpille frappant près d'elles, ou par le caprice des vieilles gargousses acides, humides, sur-

chauffées. Nous savons tous, — depuis l'*Iéna* et la *Liberté* nous savons trop, — que les caillebotis, les avirons, les bouées de sauvetage, mille objets trop légers pour être broyés, sont lancés vers le ciel par la formidable éruption, puis retombent intacts et flottent. Ils flottent dans le minuscule triangle dont le littoral syrien et le rivage d'Égypte dessinent deux côtés, et la ligne Rouad-Port-Saïd le troisième. Six navires le parcourent en tous sens, cherchant les restes d'un croiseur de 5 000 tonnes et répétant chaque soir : « Nous n'avons rien vu... »

Sûrement demain, 11 février, on verra. On ne peut pas ne pas voir.

Nous y voici. L'*Amiral-Aube* est rentré, mais le *Tunisien*, qui réparait des avaries à Port-Saïd, a pris sa place dans le bateau de recherche. Depuis 84 heures on ne sait rien de l'*Amiral-Charner*.

Mais, de cette absence de traces, ne pourrait-on pas conclure que les naufragés ont pu débarquer en Syrie ? Pour ne pas tomber aux mains des Turcs, ils ont dû se cacher sitôt à terre et les chrétiens les ont secourus. Si le bateau a été frappé dès son départ de Rouad, ils ont pu escalader les monts Ansarieh, se réfugier dans les massifs alaouites du Cheraa chaotique, du Seyhoun aux forêts vert sombre ou du Kosseïr qu'argentent les oliviers. Si le drame s'est joué plus au sud, vers Beyrouth, c'est le Liban maronite qui les abrite aujourd'hui. Nos agents de Syrie nous renseigneront bientôt. Des gens à l'espoir tenace disent même que le croiseur, peut-être simplement blessé, a eu le temps d'escalader une plage ou de grimper sur un récif comme a fait son frère le *Chanzy* dans la mer de Chine au mois de mai 1907. C'est le long de terre qu'il faut chercher, sur ce rivage où sans doute des gars de chez nous attendent que paraisse une fumée française pour agiter un grand pavillon comme les Arméniens du Djebel-Moussa.

L'amiral Moreau ordonne au *Paris II* de serrer la côte d'assez près pour tout voir. Parmi nos chalutiers il est le seul dont la T. S. F. soit assez forte pour rester en contact avec la *Jeanne d'Arc*. C'est lui qui transmet l'éternel « Sans nouvelles » qu'émettent les camarades.

A 7 heures du soir, à une vingtaine de milles dans le nord de Jaffa, il parle soudain :

« Par 32°40′ Nord-31°45′ Est, le *Surmulet* a trouvé quelque chose ».

Qu'a bien pu trouver le *Surmulet*? Évidemment, si Paponnet avait d'autres détails, il les transmettrait. Patience, il va s'expliquer.

Il précise à 8 h. 20 : « Le *Surmulet* a trouvé d'abord un morceau de bois long de 2 mètres, débris de cloison, semble-t-il, et un autre fragment de 50 centimètres avec un bout de papier portant quelques mots en français. Le tout, sans indication d'origine, ne paraît pas avoir séjourné longtemps dans l'eau. »

Sont-ce là parcelles du croiseur? Le doute est permis. Le point indiqué par le *Surmulet* le place à quelque 80 kilomètres dans le sud-ouest du Carmel et de Saint-Jean d'Acre, trop au sud pour que le *Charner* ait pu descendre jusque-là sans qu'on l'ait entendu parler. Mais, direz-vous, ces bois flottés ont pu dériver poussés par le coup de nord-est violent du premier jour. Non. De si petites épaves offrent peu de prise au vent et, dans ces parages, les courants sont insensibles. Alors?

Alors ce sont débris comme on en rencontre sans cesse à la mer et qu'on ne se donne la peine de pêcher que dans les moments où l'angoisse, comme aujourd'hui, vous tenaille. En vérité, la nuit demeure épaisse et tout revient au terrible « Sans nouvelles ». Malgré tout, l'amiral renforce la surveillance dans la région de la trouvaille et signale au torpilleur *Téméraire*, que le commandant en chef lui envoie de Malte, de hâter son arrivée. La nuit est venue, abolissant toute espérance pour quinze heures encore...

Le 12 février à midi, — depuis 114 heures on est sans nouvelles du *Charner*, — Paponnet trouve un morceau de canot marqué 14 A-A2. Cette marque-là n'a rien de militaire et puis le fragment est peint de couleur chamois... Passons. Rouad parle à son tour : Le *Laborieux* a donné des nouvelles de notre meilleur émissaire syrien. Il est en prison depuis huit jours avec sa famille. Mais un autre chrétien, digne de foi, dit qu'un sous-marin a quitté Beyrouth le samedi 5 février après ravitaillement. C'est, de toute évidence, celui que Rouad a aperçu le lendemain. Mais, ce qui nous intéresse, c'est ce qu'a fait ce sous-marin à partir du lundi 7 à neuf heures du soir. Saura-t-on jamais?

Le *Pothuau* est pris par la brume. A environ 30 milles

dans l'ouest de Sour, le *Nord-Caper* a trouvé des épaves sans valeur. C'est presque à l'endroit où le *Surmulet* avait pêché des débris... D'autres bateaux signalent, un peu partout, de vagues planches, souvent couvertes de coquillages ou rongées de tarets. On ramasse tout ce qu'on voit. On examine à la loupe

Le 12 février, à neuf heures du soir, la *Jeanne d'Arc* appareille de Port-Saïd. L'amiral Moreau veut se rendre lui-même sur les lieux. Le *Téméraire*, qui vient d'arriver de Malte, charbonne à toute vitesse et se joint à la quête fébrile.

### COMMENT PÉRIT L' « AMIRAL-CHARNER »

Revenons au mardi 8 février au petit matin. Quelque part dans le sud de Rouad, l'*Amiral-Charner* zigzague sur l'eau.

Du Liban invisible souffle une petite brise qui hésite à se fixer dans une direction définie. Dans la nuit, l'est-nord-est avait ses préférences. A 6 heures elle a sauté à l'Est, et la pluie, qui n'avait pas cessé depuis minuit, a fait trêve. La cloche du bord vient de piquer 6 h. 30. Le jour se lève, la vitesse est réglée à 14 nœuds et le bateau commence de naviguer en lacets, route moyenne sud.

A 6 heures, le point estimé plaçait le croiseur à une vingtaine de milles de Beyrouth. Par babord les yeux cherchent le Liban dont les grands sommets, par temps clair, peuvent être aperçus de Latakieh, qui est à 100 milles dans le nord. Ce matin les nuages bas masquent toute la chaîne. Sur la passerelle, le lieutenant de vaisseau Ferry, de quart, cause avec l'aspirant Raynaud. Le chef de timonerie, longue-vue en batterie contre une épontille, cherche la côte. Les fourriers des transmissions d'ordres s'entretiennent à voix basse de leurs récentes bonnes fortunes d'Égypte. Les timoniers et les veilleurs sont à leurs postes. La figure attentive du gabier de barre semble sculptée dans du marbre.

Au-dessous d'eux, l'*Amiral-Charner* vibre et vit.

6 h. 40. Changement de quart. Au coup de sifflet, les deux bordées montent sur le pont qu'elles peuplent d'une foule animée. On fait l'appel. Les tribordais vont gagner leurs postes de veille, tandis que les babordais, déjà presque tous demi-nus, vont se ruer, savons et serviettes en mains, sur les grandes bailles pleines d'eau douce.

La terre vient d'apparaître, bande noire qui tranche sur le fond de nuages gris. Prévenu aussitôt, le commandant Causse monte sur la passerelle. L'officier de quart salue...

Deux minutes plus tard, il n'y a plus d'*Amiral-Charner*.

A l'instant que son commandant arrivait en haut de l'échelle, une explosion sourde a retenti. A tribord la mer s'est gonflée contre la coque en une intumescence qu'a crevée une gerbe basse atteignant à peine le niveau de la passerelle. Trois secondes durant, le croiseur a vibré, puis sursauté d'une secousse si peu violente qu'elle n'a renversé personne sur le pont.

Une minute après le choc, l'*Amiral-Charner* avait déjà piqué du nez d'un tel angle que ses hélices étaient hors de l'eau. Puis il a pris sur tribord une telle bande qu'on ne pouvait dire si les hommes sautaient à l'eau ou tombaient à la mer.

Une minute encore et le croiseur chavirait, assommant de tout le poids de sa muraille les gens qui grouillaient dans l'eau tout contre elle, les entraînant au fond dans un tourbillon gigantesque qu'aggravait la succion des hélices tournant toujours, les forçant à boire la gorgée d'eau qui noie les poumons et annule à jamais la flottabilité humaine. Tous avaient leurs collets de sauvetage, nul n'a eu le temps de gonfler le sien.

Plus de 300 hommes supprimés d'un seul coup. Tous à la fois. Les matelots et les officiers, les jeunes de l'active avec les réservistes tannés. Suivez la côte sur une carte de France et dénombrez les ports de commerce et de pêche. Chacun vient de perdre en deux minutes trois ou quatre de ses enfants, et les grands arsenaux de la Marine, où sont « inscrits » les engagés et recrutés de l'intérieur, compteront les victimes par dizaines. Mais, je l'ai dit, sur le *Charner* ils étaient en tout 426. Cherchons les autres.

A la place où le navire a coulé bas, quelques débris flottent, mais pas une seule embarcation.

Parmi les épaves, il y a deux radeaux de sauvetage, un grand et un petit, tous deux fabriqués à bord. Le grand est fait d'une quinzaine de barriques réunies par un plancher. Pour le petit, on s'est servi de caisses à farine en métal, vides et ressoudées, remises dans leurs caisses en bois sur lesquelles des planches clouées forment un espace grand comme deux

couchettes ordinaires. Là-dessus treize hommes ont pris place, treize hommes qui ont pu se tirer du remous, gonfler leurs collets et s'accrocher.

Ils sont un peu serrés et le radeau s'enfonce trop. Par bonheur, le quartier-maître canonnier réserviste Joseph-Marie Cariou a pris le commandement des naufragés.

— Les bons nageurs à l'appel, commande-t-il.

Cinq ou six matelots se présentent.

— Venez avec moi. On va ramener tout le bois qu'on pourra. On flottera mieux après.

Cariou et les autres se jettent à la mer. Bientôt des madriers et des planches sont fixés tant bien que mal aux caisses et le radeau plonge un peu moins.

Cariou est content de son œuvre. Du reste, c'est à lui que ses douze compagnons doivent de vivre encore. A l'instant de l'explosion, il se trouvait sur la passerelle arrière, à son poste de veille. Il a coupé tout de suite les saisines du petit radeau qui a glissé à la mer pendant que le quartier-maître ôtait ses souliers. A cette même seconde, Cariou a coulé avec le *Charner*, et dessous, du moins le suppose-t-il, car essayant de remonter à la surface, sa tête s'est mise à cogner contre un obstacle. Ce martèlement n'a cessé qu'à l'instant que, déjà presque asphyxié par l'eau de mer avalée, le malheureux a pu quand même se cramponner à une planche qui tournait tout le temps, sous les efforts d'un camarade qui l'avait saisie. Mais le petit radeau n'était pas loin.

A une centaine de mètres de lui on distingue, sur le grand radeau, un officier, un seul, l'enseigne Cablat. Autour de lui quarante hommes peut-être, ou cinquante, ou davantage. On ne saura jamais...

La terre est en vue, la terre amie. Le ciel peu à peu s'éclaircit et l'on aperçoit, dominant la bande rougeâtre de la chaîne qui surplombe Beyrouth, les taches blanches de la neige qui poudre les hauts pics du Liban : le Sannin, le Djebel-Akkar, les Mamelles de Sidon. Droit dans l'est émerge une terre basse et grise dont on ne peut voir les détails, mais le salut est là, pas loin, à quinze milles peut-être.

Sur le radeau de Cariou les hommes regardent autour d'eux, espérant trouver quelque survivant, le hisser à bord. Rien...

Puis ils s'interrogent. Qu'est-il arrivé? Mine ou torpille? Nul ne peut dire, nul n'a rien vu, rien entendu. Aucun cri d'alerte, aucun commandement. Une gerbe d'eau, une secousse. C'est tout. Des gens ont tenté d'amener une baleinière, mais déjà le pont était incliné de 60 degrés au moins... Puis le bateau a disparu avec tous ses canots de sauvetage... et d'autres radeaux dont on n'a pas eu le temps de larguer les amarres.

A présent on est installé. Il n'est que d'attendre, passifs, les secours improbables. Les gars sont calmes, courageux, confiants quand même. Le naufrage fait partie des risques du métier. Deux heures s'écoulent.

Tiens, un nageur. D'où vient-il? C'est un quartier-maître de manœuvre. Il demande asile et arrive du grand radeau lequel, dit-il, est en train de couler bas.

— Ça va, vieux, monte avec nous.

Il a des yeux bizarres, ce quartier-maître.

### CINQ JOURS A LA DÉRIVE

Sur le petit radeau ils sont quatorze hommes à présent.

Or, voici que la brise se lève, que la mer se ride. L'éclaircie sur le Liban était signe de vent d'est qui commence d'entraîner au large les deux radeaux. Celui de Cariou a moins de pied dans l'eau que l'autre et dérive plus vite vers la haute mer. Si bien que le mouvement relatif des deux flotteurs pourrait faire croire que le grand radeau fait route vers la côte. Il n'en est rien. L'un et l'autre s'éloignent de la terre doucement d'abord, puis plus vite, à mesure que le vent mauvais prend de la force. Vers deux heures après-midi les montagnes ont disparu. Une heure plus tard le grand radeau s'efface à son tour.

A jamais!

Ceux qui ont été engloutis avec l'*Amiral-Charner* sont morts en deux minutes... Combien de temps aura duré l'agonie des gens du grand radeau?

La mer se creuse. Paraissant énormes aux naufragés presque de plain pied avec elles, les vagues jouent avec le petit radeau comme un enfant vicieux qui tourmente un insecte chétif.

La nuit est venue, l'interminable nuit de février. Quinze

heures perdues pour le salut, car la guerre oblige les bateaux à masquer tous leurs feux et le radeau n'a pas un fanal... La brise veille, les hommes aussi. Comment pourrait-on dormir? Pris par la houle le petit radeau, le seul dont on ait su le destin, tournoie au hasard, tantôt s'élevant à la lame en des tangages qui bousculent à mort les naufragés cramponnés, tantôt coiffé par les déferlements qui le balaient de bout en bout, lames d'hiver terriblement froides, moins glacées pourtant que le vent d'est qui vient d'essuyer les neiges du Liban. Pris par la catastrophe au saut du hamac, les malheureux sont demi-nus et claquent des dents.

Vers 10 heures du soir ils ne sont plus que treize. Un homme est mort de congestion. La brise force encore. Vers minuit, le quartier-maître aux yeux étranges commence de délirer et, soudain devenu furieux, se rue sur ses voisins les poings en avant. Hurlements dans l'ombre. Mêlée confuse. Le radeau donne de la bande. Une lame vicieuse en profite pour prendre par-dessous sa partie émergée et le chavire d'un coup d'épaule. Treize hommes à la mer! Tenaces quelques-uns s'accrochent, arrivent à remettre d'aplomb le flotteur et remontent. Le fou a disparu. Et voici l'aube du 9 février. Pas une fumée à l'horizon et pas une silhouette. Les survivants se comptent : ils ne sont plus que huit... Quatre ont la peau corrodée par le sel, à vif, presque en sang.

Cariou, lui, est toujours là, debout au milieu du plancher. Sa taille élancée, ses épaules larges se détachent sur le ciel rouge de l'aurore. Sa figure bien dessinée, barrée par une moustache roussâtre, est tendue obstinément vers l'est, ses yeux marrons, profonds et rêveurs, regardent vers le soleil levant comme si l'homme était sûr qu'un secours va venir de là.

Vu à travers les crêtes de la houle, l'astre encore bas semble une boule de saphir. A mesure qu'il monte à l'horizon la brise mollit. Couchés au ras des lames, les gens du radeau n'en reçoivent plus l'embrun que par instants. Des goélands tournoient. Lequel de ces huit hommes attendent-ils d'abord?

La faim tenaille les corps, et le froid mille fois pire, et la soif plus atroce que le froid et la faim. A midi le calme s'établit, le soleil cogne sur les têtes. Deux ou trois matelots

délirent. Dans l'après-midi des mains encore cherchent des gorges. Le ciel se charge dans le sud-ouest. Au crépuscule, un orage affreux s'abat sur la mer et achève de détraquer des cerveaux. Quand le temps s'éclaircit, le radeau ne porte plus que quatre hommes. Ce sont ceux qui, pendant la tourmente, ont eu l'idée et la force de tendre leurs mouchoirs à l'averse formidable pour exprimer ensuite l'eau recueillie dans leurs bouches et leurs gosiers racornis. C'est leur dernière eau douce... La pluie a aussi rafraîchi leurs corps d'écorchés. Peut-être tiendront-ils jusqu'au lendemain.

Voici le jeudi 10 février. Aube resplendissante sur une mer d'huile. Pas un nuage au ciel, pas un souffle sur la mer, et pas un navire en vue. Des quatre survivants, deux sont à l'agonie, leur peau brûlée se détache par lanières. La soif les achève après des souffrances indicibles.

Au coucher du soleil, Cariou est assis, selon sa coutume, au bout du radeau le plus rapproché de l'est et vers l'est ses yeux sont fixés. Chose étrange, il regarde le ciel et non la mer. L'attention soudain attirée par une bande de marsouins, qui font des acrobaties de clowns et semblent jouer à saute-mouton, il se retourne...

Il est tout seul sur le radeau.

Le vendredi 11 février au lever du jour, sitôt sorti de l'engourdissement nocturne, — sommeil? évanouissement? — Cariou, comme toujours, regarde vers l'orient. Et voici qu'à la limite du cercle bleu et calme dont il est le centre, quelque chose se profile sur le ciel qu'empourpre le soleil levant. C'est un chalutier dont la coque est encore sous l'horizon. On n'en distingue que les deux mâts et la passerelle flanquée de la cheminée. Cariou hésite... Est-ce objet réel ou hallucination de délirant? Deux ou trois fois hier il a cru voir des fumées et des navires et, cette nuit, des feux. Ce n'étaient que mirages de fièvre. Mais ce matin l'apparition se précise, le bateau s'approche, sa coque sort de l'eau et grossit. Bientôt la voici tout entière, une bande d'azur paraît même entre elle et l'horizon. C'est le *Nord-Caper* qui cherche...

Si les positions étaient inversées, si le radeau était placé entre le chalutier et le soleil, peut-être les sauveteurs l'apercevraient-ils. Hélas!... Cariou, déshabillé, a mâté un aviron et

amarré dessus sa misérable défroque. Debout, il fait des gestes d'appel...

Le chalutier pique vers le sud-est et disparaît...

Étendu maintenant sur les planches, le quartier-maître s'y accroche avec la ténacité de celui qui veut vivre et qu'une force surhumaine soutient. Heures épouvantables... Vers midi une brise fraîche s'est levée du sud-ouest et les vagues assaillent la plate-forme mouvante. Deux ou trois jours d'un vent pareil suffiraient sans doute à ramener le radeau jusqu'à la côte. Deux ou trois jours... Comment voulez-vous que l'homme qui est là depuis déjà quatre-vingts heures tienne encore deux ou trois jours? Regardez-le. Ce n'est plus qu'un spectre. Ses yeux par moments brillent de fièvre pour devenir vitreux le moment d'après, comme si la dernière flamme les avait abandonnés. A boire! A boire!... Malgré les lames froides dont le fouet incessant le cingle, Cariou est brûlant. Il divague. Il se croit sauvé. N'entendez-vous pas comme lui la canonnade furieuse? Il y a un bateau par là. Il a dû rencontrer un sous-marin. Il se bat... Dès qu'il aura coulé l'ennemi, il viendra au secours du naufragé. Les salves redoublent, on voit la lueur des coups... Ainsi l'agonisant prend-il pour des détonations le martèlement de la fièvre contre ses tempes et pour des lueurs les zigzags lumineux que l'épuisement fait passer devant sa rétine. Plus rien maintenant. La nuit tombe. Tâchons de dormir. Il faut garder des forces pour une besogne qui, demain, exige la clarté du jour.

*Samedi 12 février.* — Calme plat. Rien en vue. Au travail. Allongé sur le flanc, sans force pour se lever ou pour s'asseoir, Cariou s'escrime, avec son couteau, sur une bouée-couronne en liège. Pour ce demi-cadavre que torture la soif, le travail est dur. Il y met le peu de vigueur qui reste dans ses bras raidis, dans ses mains saignantes de la morsure du sel. Souvent il s'interrompt, exténué, le couteau échappe à ses doigts, sa tête dodeline et tombe, tout devient trouble devant ses yeux. Mais sa volonté est plus forte. Le soir venu, l'inscription est presque achevée :

« Ici douze naufragés de l'Amiral Charner ont péri de froid et de soif : priez p... »

Il fait nuit. La lune semble trois fois plus grosse que d'habitude. Sa clarté vrille le cerveau. Mâchoires crispées à broyer

ses dents, Cariou grelotte. Une petite houle ballotte de droite et de gauche son corps désormais sans défense. Va-t-il glisser à la mer? Vers deux heures du matin la lune s'immerge dans l'ouest. Obscurité épaisse. Cariou râle...

### L'UNIQUE SURVIVANT

— Sous-marin à un quart par tribord, à 4 000 mètres, crie la vigie du *Laborieux*.

— Venez dessus. Hissez le triangle 1, répond le lieutenant de vaisseau Jacotin.

La scène se passe le dimanche 13 février à 7 heures du matin, à quelque 40 milles dans l'ouest-sud-ouest de Beyrouth. Le *Laborieux* montre le triangle 1 pour avertir le *Paris II*, en vue, de la présence de l'ennemi par tribord. Ce que voyant, Paponnet, lui aussi, fonce joyeusement avec son chalutier.

Jacotin a mis sa machine à toute vitesse et rappelé aux postes de combat.

Le sous-marin est à peine émergé. Qu'attend-il pour disparaître? Il agirait sagement en plongeant tout de suite, car, ce matin, il a affaire aux deux navires que la 3e escadre entière appelle les bateaux-pirates, ceux qu'on charge des missions extraordinaires, à terre ou au large... et qui s'en tirent toujours. Et, depuis l'affaire de Solloum, le *Paris II* a reçu une pièce de 10 et brûle de s'en servir.

Cependant le sous-marin ne se hâte guère de s'éclipser. Comme tout à l'heure son pont est au ras de l'eau et il y a un homme dessus. Chose étrange, un pavillon est attaché au périscope. Et le bateau est stoppé. Manœuvre incompréhensible. Pourtant, sûr et certain, il a vu les deux Français qui chargent, et font cuiller avec leurs étraves dans la houle du sud-ouest. Après tout, c'est peut-être un allié.

— Ne chargez pas les pièces, ordonne le commandant du *Laborieux*.

Cinq minutes s'écoulent. Le remorqueur n'est plus qu'à 2000 mètres du sous-marin toujours stoppé.

— Rompez des postes de combat. Disposez la baleinière prête à armer.

Ainsi commande Jacotin lequel vient de reconnaître, à la place du sous-marin, une épave avec un homme debout.

Pour rappeler à la vie les gens évanouis, il est d'usage de leur asperger la figure. Pour Cariou, étendu sans connaissance depuis deux heures du matin, c'est la houle, levée avec le jour, qui s'est chargée de ce soin. La tête du naufragé pend hors du radeau et les coups de tangage, qui l'immergent jusqu'au cou, finissent par le réveiller. Le voici debout... Par quel miracle d'énergie ? Comme chaque matin, comme chaque soir, il fait face à l'est.

A l'est où sont les deux patrouilleurs.

De même que l'avant-veille, Cariou mâte un aviron puis se dévêt et arbore ses hardes. Toujours debout il attend. Ses lèvres remuent sans bruit.

Cette fois on l'a vu.

La baleinière du *Laborieux* a ramené l'homme retombé en faiblesse. Il est étendu sur la couchette du commandant. Quelques gouttes de thé léger chauffées d'une larme de rhum. Il ouvre les yeux. Tout doucement Jacotin questionne :

— Te voilà paré, mon pauvre vieux. D'où sors-tu ? Quel est ton nom ?

Avec une peine infinie, par mots hachés, la réponse arrive :

— Cariou... quartier-maître canonnier... du *Charner*... coulé à 7 heures... mardi matin... quatorze sur le radeau... les autres... morts... tous...

Les yeux se sont refermés. Respiration calme. Dans la chaleur des couvertures entassées le sommeil est venu. Jacotin va s'éloigner, mais l'homme prostré sursaute :

— Commandant, prévenez... ma femme... elle va avoir... un enfant... pour qu'elle n'ait pas... trop de peine...

— Tout de suite, mon petit, à quel endroit ?

— Port-Clet... par Clohars-Carnoët... près de Lorient.

— Entendu, dors vite.

Déjà, à 8 heures trois, l'amiral Moreau a reçu ce message :

« *Paris II* à Amiral *Jeanne d'Arc*. Position 33°48′Nord-32°27′Est. *Laborieux* en vue signale épave avec marin, trouvons également des épaves. »

Paponnet avait en effet ramassé des bailles à lavage, un grand flotteur en liège et un collet de sauvetage.

Voici maintenant le sans-fil de Jacotin :

« 8 h. 54. *Laborieux* à Amiral *Jeanne d'Arc*. Trouvé environ 35 milles ouest Beyrouth un radeau avec un naufragé du *Charner*, il en portait 14, mais 13 sont morts. »

Les nouvelles affluent. 17 minutes plus tard, la tour Eiffel attaque la *Jeanne d'Arc* et reproduit un télégramme de Nordeich, le grand poste allemand : « Un sous-marin a torpillé le 8 février dans le sud de Beyrouth un cuirassé qui a coulé en deux minutes. »

Berlin a aussi envoyé, mais en chiffres, un solide blâme à l'adresse du commandant du sous-marin en question, pour avoir quitté la route Malte-Port-Saïd où il devait opérer et avoir gaspillé une torpille contre un navire de guerre... Le commandant de l'*U 21*, capitaine de corvette Hersing, est d'ailleurs persuadé que sa victime est le *Suffren*.

Pas encore, mais c'est partie remise. Le 26 novembre 1916, à la nuit tombante, au large des côtes de Portugal, le *Suffren* périra, torpillé par grosse mer et temps bouché. Mais pas un homme du *Suffren* n'en reviendra...

Le navigateur qui, suivant la côte sud de Chypre, se rend du port de Larnaka à celui de Famagouste, bien déchu de son antique et vénitienne splendeur, doit doubler un promontoire bas prolongeant une falaise étrange qui, de loin, a l'aspect d'une forteresse en ruines. Ce promontoire est le cap Greco.

Dans la nuit qui suit la découverte du radeau, la *Jeanne d'Arc*, toutes lumières masquées, croise à vitesse réduite devant le cap. Visiblement elle attend quelqu'un. Vers 1 heure du matin se montrent dans le sud des éclats longs et brefs qui semblent répondre au clignotement lumineux du phare de Greco. D'un fanal discret la *Jeanne d'Arc* se fait reconnaître, puis tout s'éteint. Bientôt s'approche une ombre basse qui stoppe près du grand croiseur. C'est le *Laborieux* et son précieux fardeau.

Un quart d'heure plus tard, une baleinière accoste la coupée de la *Jeanne d'Arc*. Le médecin d'escadre est allé lui-même chercher Cariou. L'amiral Moreau, son état-major et tous les officiers sont là. Ils saluent l'unique survivant, lequel compte bien des amis sur la *Jeanne d'Arc* où il était embarqué depuis la mobilisation lorsqu'il l'a quittée, le 16 janvier, pour mettre

son sac sur le *Charner*, vingt-trois jours tout juste avant le torpillage.

— Amiral, déclare le médecin, le rescapé est en aussi bon état que possible. Il a fait preuve d'une résistance prodigieuse, surhumaine, mais sa faiblesse est trop grande pour qu'on puisse l'interroger tout de suite.

Puis le docteur transmet la requête qu'avait adressée Cariou à Jacotin. Aussitôt un message s'envole vers Paris. Demain, à Port-Clet, la femme de Cariou sera prévenue.

Le lendemain matin, 14 février, sur une mer splendide, sous un ciel éblouissant, la *Jeanne d'Arc* passe à 9 h. 30, par 33°35′ Nord, 31°5′ Est, à l'endroit supposé où l'*Amiral-Charner* a péri. Sur la plage arrière, à babord, face à la côte de Syrie sont rangés, en grande tenue, l'état-major et l'équipage du bâtiment. Plus imposant que jamais, l'amiral Moreau monte sur la passerelle arrière. Près de lui se tient le P. Jaussen, le dominicain à silhouette de patriarche que j'ai montré à l'œuvre au moment où les Turcs descendaient vers l'Égypte (1). Les clairons sonnent le « garde à vous ».

Aussitôt le grand pavillon des jours de fête et de bataille et la marque de vice-amiral sont amenés à mi-mât, en berne. D'une voix grave et bien scandée, qui porte loin et remue les entrailles, l'amiral annonce la perte du croiseur cuirassé *Amiral-Charner* et de 426 braves qui l'armaient. Seul a survécu le quartier-maître canonnier Cariou.

L'amiral lit ensuite le message reçu du commandant en chef à 4 heures du matin :

« L'armée navale, unie dans un sentiment de douleur et de fierté, envoie ses adieux au vaillant *Amiral-Charner* glorieusement frappé à son poste d'avant-garde. Vive la France ! »

« Vive la France ! » répond l'équipage de la *Jeanne d'Arc*.

Le P. Jaussen donne l'absoute et, les suprêmes prières dites, fait, sur la grande tombe bleue, un lent signe de croix que ponctuent trois coups de canon tandis que les clairons sonnent « aux champs ». Enfin, lorsque tous les sifflets du bord ont roulé leurs trilles comme pour rendre les honneurs à un Amiral de France, on entend soudain la *Marseillaise*

(1) Voyez la *Revue* du 15 janvier 1926, p. 169 et *On se bat sur mer*, p. 206.

qu'exécute la musique amirale, d'abord en funèbre sourdine, puis éclatant, plus ardente que le soleil et que les salves d'artillerie, lorsqu'arrivent les mesures « aux armes! citoyens! » Il semble que le souffle de l'hymne fasse remonter tout seuls, en tête de mât, la grande enseigne aux plis lourds et la marque du chef de l'escadre.

Et la *Jeanne d'Arc* reprend sa croisière. Pendant 36 heures encore toute la 3e escadre cherche sur l'eau.

Cariou est bien l'unique survivant...

Le 15 février, le capitaine de frégate d'Adhémar de Cransac, sous-chef d'état-major de l'amiral Moreau, a pu interroger le quartier-maître et en obtenir tous les détails que j'ai dits. Lorsqu'à la fin de l'entretien, le commandant d'Adhémar a essayé de savoir quelles visions, quelles pensées avaient pu, dans les heures cruelles, hanter le Breton doux et rêveur, Cariou a simplement répondu :

— Commandant, j'ai prié tout le temps.

Lorsqu'il regardait vers l'est, appelant un secours invisible qui n'a cessé de venir à lui, les yeux de Cariou cherchaient la Terre Sainte toute proche, Bethléem et la croix.

Il n'a pas encore celle de la Légion d'honneur... Peut-être estimera-t-on qu'il l'a méritée « au péril de sa vie ».

Paul Chack.

# L'ÉCOLE DES COLONIES

## II [1]

### DE QUOI EST FAIT L'ESPRIT COLONIAL

Les Français sont des coloniaux sans le savoir, tout comme ils ont des colonies qu'ils ignorent (1). Essayons donc de le leur prouver à eux-mêmes par la simple analyse du génie colonial. En reconnaissant dans cette image quelques lignes distinctives de leur propre caractère national, nos compatriotes seront ainsi contraints de s'avouer un peuple colonisateur, digne de gouverner un vaste empire. Car pour soutenir l'effort de volonté qu'exige une telle tâche, il convient qu'une nation soit assurée de posséder les qualités morales qui rendront légitime son autorité même.

Le premier trait distinctif de l'esprit colonial est la curiosité. Peut-être le Français est-il curieux parce que son pays a beaucoup de fenêtres sur le monde, et surtout sur la mer. Quand un pays possède le développement de côtes que présente le nôtre, ses habitants ne peuvent se sentir enfermés ; ils doivent, fatalement, aller voir ce qui se cache au delà de l'horizon. Dès l'antiquité romaine, les populations du littoral de la Manche se rendaient en Angleterre ; au moyen âge, Normands et Bretons allaient pêcher sur les côtes du Canada et sur les bancs de Terre-Neuve ; au XVI[e] siècle, ils armaient pour le grand commerce sur la côte occidentale d'Afrique, le Brésil et

(1) Voyez la *Revue* du 1[er] août.

les Antilles. Enfin la Méditerranée n'avait pas de secrets pour les marins provençaux.

En outre, la terre de France s'est elle-même ouverte de tous temps à de grands courants de circulation humaine qui ont permis à ses habitants indigènes d'écouter les récits de voyageurs, et d'éveiller à ces récits leur imagination et leur curiosité. Les vallées du Rhône et de la Seine virent passer les Grecs qui allaient chercher l'étain aux îles Cassitérides ; tout le Midi, tout le Sud-Ouest furent accueillants aux Grecs et aux Romains ; enfin nos grandes plaines de l'Est et du Nord n'opposèrent jamais d'obstacles aux invasions des peuples de l'Europe centrale et orientale qui marchaient vers l'Ouest, en suivant le soleil. Ni les Alpes ni les Pyrénées ne sont des barrières; il est trop aisé de les tourner en suivant les côtes par la mer.

A pays accueillant, esprits ouverts. Les plus vieux documents de nos archives attestent chez nos compatriotes le goût des voyages : nous en avons cité quelques-uns dans le précédent chapitre, et nous pourrions mentionner encore le titre d'un manuscrit, bien souvent reproduit au moyen âge et qui dit à lui seul l'attrait des récits de voyages sur l'esprit de nos ancêtres : *le Livre des Merveilles*. Au reste, s'il est vrai que l'esprit d'un enfant nous montre en raccourci, au cours de son développement, l'histoire des lents progrès intellectuels d'un peuple, ne devons-nous pas noter ici la passion dont témoignent nos enfants de France pour les récits de voyages et les contes venus des pays lointains? Les *Voyages extraordinaires* de Jules Verne ont dû leur succès au fait qu'ils donnaient une pâture à cette sorte de faim ; et, bien avant eux, les *Mille et une Nuits* avaient connu le même succès. Il n'est pas jusqu'aux fables de la Fontaine, si françaises de forme, si champenoises à certains égards, et même image si fidèle, comme Taine l'a montré, de la cour de Louis XIV, qui ne répondent à ce besoin permanent de l'esprit français : la plupart des sujets que traitent les fables appartiennent au folk-lore oriental ; ils étaient connus dès le moyen âge, comme le prouvent ces recueils d'anecdotes, « d'essemples » comme on disait alors, à l'usage des prédicateurs, dont on possède tant de manuscrits, et qui fournirent aux premiers imprimeurs une « copie » si abondante. On pourrait illustrer une bien curieuse édition des fables de La Fontaine avec les petites gravures sur bois qui

accompagnent ces récits dans nos premiers livres imprimés du XV^e^ et du XVI^e^ siècle.

En vieux français, les mots *aventure, aventureux*, avaient un sens favorable, presque laudatif, et il a fallu attendre le XIX^e^ siècle aux bourgeoises prudences (il est vrai que la France, après la Révolution et l'Empire, pouvait être, à juste titre, lasse d'aventure), pour donner une acception péjorative au mot aventurier. On a oublié d'admirer l'audace contenue dans ce terme pour ne retenir et condamner que l'absence possible de scrupules. C'est aussi au XIX^e^ siècle que l'on a vu blâmer la curiosité, — surtout chez les enfants. Comme si la curiosité n'était pas la clef du savoir!

Toutes ces fragiles et prudentes barrières sont aujourd'hui emportées par l'admiration qu'inspirent aux jeunes esprits les merveilleuses inventions modernes et les courageuses randonnées de nos contemporains; ce n'est pas au siècle de l'automobile, de la T. S. F., de l'avion et du cinéma que l'on peut mettre sous le boisseau la curiosité de jeunes intelligences avides : on m'a dit que dans une sorte de referendum, tenté dans les écoles de petites filles, en Meurthe-et-Moselle, sur cette question : « Quelle est la femme que vous voudriez être », une majorité écrasante répondit : « Madame Delingette »!

Excellent plébiscite, et dont l'éducation officielle devrait tenir compte d'une façon pratique. Certes les modernes manuels de géographie, tout enrichis de photographies, ne ressemblent plus guère aux tristes nomenclatures d'après lesquelles jadis nous apprenions à parquer les humains sans plus entre des latitudes numérotées; mais je voudrais voir le professeur de géographie faire sa classe devant un écran de cinéma; je voudrais voir aussi les programmes d'examen s'alléger de toute une poussière de connaissances, inutiles, réservées aux érudits. Il appartient à l'enseignement officiel privé de développer ce goût de notre race, cette curiosité qui aime à regarder le monde avec des yeux neufs. N'est-ce pas le plus beau des livres pour qui sait voir?

* * *

Mais, et c'est un autre trait de notre caractère national, notre curiosité est tout éclairée de sympathie. Gœthe disait : « Pour comprendre, il faut aimer. » Peu de nations savent d'instinct

appliquer cette maxime si profonde. Les Anglais aussi sont curieux : leur langue le prouve, elle est infiniment riche en termes désignant, avec des nuances précises, toutes les sensations visuelles.

Or ce ne sont pas là des synonymes; je crois en effet qu'il n'y a pas de synonymes : dans la vie des mots s'exerce une sélection, comme entre les êtres vivants, et les inutiles sont éliminés par ceux qui servent. Tout ce qui est histoire naturelle enchante nos amis d'outre-Manche : ce sont des botanistes hors ligne, de délicieux poètes et peintres de la nature; mais dans le monde, ordonné comme un vaste parc, ce que pensent les hommes ne les intéresse guère, si ces hommes ne sont pas nés dans le Royaume-Uni. Les non-Britanniques ne sont que des *natives*, les diverses variétés d'une espèce animale très répandue : que ces spécimens puissent avoir des façons différentes de penser, de sentir, de vouloir, peu importe. Pourquoi chercher à connaître de telles particularités? Elles ne présentent aucune importance et le touriste de Cook, s'il vient à constater de semblables singularités, sans d'ailleurs avoir rien fait pour les observer, se borne à murmurer : *funny people*, drôles de gens !

Nous, Français, nous avons le besoin de tout comprendre et nous sommes curieux de psychologie. Cet esprit d'analyse, ce goût de la psychologie sont-ce des survivances lointaines de ces générations de légistes, nourris de droit romain, qui ont, à travers les siècles, fourni l'armature intellectuelle et sociale de notre pays? Sont-ils une résultante de cette formation religieuse très forte qui poussait nos pères à se passionner pour des discussions théologiques et à les soutenir même, hélas! les armes à la main? Après le droit et la religion, la littérature a déterminé ce goût de notre esprit : toutes nos lettres françaises sont animées de cette recherche passionnée des lois de l'esprit et du cœur humains. Notre littérature, qu'elle soit classique ou romantique, est une littérature profondément humaine : elle a souvent visé à l'universel, et connu, pour cela peut-être, un succès également universel. Molière, traduit et joué par des étudiants annamites, obtient un vif succès à Hanoï ou à Saïgon.

Ainsi formé, l'esprit français a le goût de la recherche intellectuelle, il aime savoir quelle vie anime d'autres cerveaux et veut connaître au delà des seules apparences.

Une nouveauté n'excite pas, comme chez le touriste de Cook dont nous parlions tout à l'heure, la raillerie ou le mépris scandalisé. Nous avons le goût de la nouveauté, et ce goût détermine des modes pour lesquelles de temps à autre « s'emballe » le public. Un ambassadeur du Sultan du Maroc vient-il à la cour de Versailles ? Voilà toute la Cour qui joue les Mamamouchis et Molière qui écrit le ballet du *Bourgeois gentilhomme*. Un envoyé du grand Seigneur est-il reçu aux Tuileries ? Les boutiques des marchands se remplissent de « turqueries » charmantes. Nous fûmes ainsi Persans avec Montesquieu, Hurons et Chinois avec Voltaire, nous fûmes hier Japonais avec Mme Chrysanthème, Russes avec Chaliapine et Nijinsky, aujourd'hui nous sommes nègres avec Mlle Joséphine Baker.

Tout cet exotisme, en grandes vagues venues alternativement des quatre coins de l'horizon, nous emporte et nous ravit quelques jours ou quelques mois. Nous nous plongeons dans ces vagues comme dans un bain capable de nous rafraîchir l'esprit, de le rajeunir, de le recréer. Lisez les récits de voyages écrits par des Français (ils forment une bibliothèque immense et qui ne néglige aucun coin du monde), vous y rencontrez toujours ce qu'on a pu appeler « la gentillesse » de notre race, cette indestructible tendance à vouloir séduire en étant gracieux, ce besoin « d'apprivoiser les sauvages » qui nous a fait si souvent traiter nous-mêmes de *funny people* par les Anglo-Saxons. Nous aimons tellement plaire que nous sommes toujours prêts à aimer les autres pour être payés de retour. C'est souvent un marché de dupes : car ce n'est pas aux charmeurs qu'on est le plus fidèle en amitié politique comme en amour. Le séducteur parti, le charme souvent se dissipe, et nous sommes quelquefois tout éberlués de certaines infidélités que nous constatons à notre retour.

* * *

Cette sympathie, fille de notre curiosité, mais déjà supérieure à elle, se transforme souvent en un sentiment beaucoup plus utile et plus profond : en générosité. On l'a maintes fois écrit, le Français a l'esprit missionnaire ; il veut donner aux autres peuples ce qu'il croit avoir découvert. Pendant de nombreux siècles où notre peuple vécut d'une vie religieuse si intense, le vrai, le beau et le bien se confondaient à ses yeux

dans une seule chose, la religion chrétienne, et notre pays donna naissance à de multiples convertisseurs, quelquefois à des convertisseurs acharnés. Il faut bien reconnaître d'ailleurs qu'aujourd'hui encore la forme de vie que recommande cette religion serait pour bien des peuples, s'ils pouvaient y accéder, un incontestable progrès intellectuel, moral et social. La monogamie qui donne une dignité à la femme, la famille devenant la véritable cellule sociale, le respect de la vie et du bien d'autrui, sont des conquêtes précieuses que beaucoup de groupements humains ne possèdent pas encore.

Au reste cet esprit missionnaire s'épanouit parfois en magnifiques fleurs d'amour : lorsqu'on voit des jeunes gens et des jeunes filles de la douce France partir en Afrique, en Océanie, en Asie pour soigner des lépreux, on demeure saisi d'un respect et d'une émotion qui nous font participer quelque peu de leur religieuse ferveur. Il en est, de ces religieux et de ces religieuses, qui s'ingénient à chercher toujours les plus malheureux, les plus déshérités du monde. C'est le sentiment qui guidait le Père de Foucauld quand il s'avançait toujours plus avant dans le désert, en cherchant ce qu'il appelait, d'un mot si curieux et qui revient si souvent dans ses lettres, « l'abjection ».

De nos jours, tout près de nous, au sein même de notre vie factice et fiévreuse, il est encore des âmes ardentes qui se préparent, avec la ferveur d'un renoncement total, à d'aussi sublimes dévouements. Elles ont au cœur une espérance divine qui les soutient sur les routes lointaines que beaucoup ne referont jamais vers leur famille et leur patrie.

D'autres servent avec le même dévouement, le même désintéressement la « nouvelle idole », la science ; voyez ces jeunes médecins qui s'enfoncent dans la grande nuit de la forêt équatoriale pour y étudier, y combattre la maladie du sommeil et tous les fléaux qui, décimant nos populations noires, éclosent à l'ombre de ces arbres géants, comme de vénéneuses orchidées.

Contemplez ces autres qui, sur les pas de nos colonnes, s'installent dans le grand Atlas marocain, et y fondent une de ces petites cellules de charité rayonnante, qui seront la base la plus sûre du prestige, de l'autorité française. Regardez enfin ces équipes de médecins et d'infirmières qui s'embarquent au premier appel s'il faut aller combattre la mort, que ce soit la

peste à Tien-Tsin ou la fièvre jaune à Dakar. Beaucoup n'ont pas au cœur l'espoir d'une récompense céleste, et ce n'est pas, quoi qu'on dise, seulement pour un bout de ruban rouge qu'on va livrer de tels combats : il faut un aliment à la flamme qui les entraîne; ils servent la science et ils servent la patrie, avec la même foi que les Croisés servaient leur Dieu, mais ils servent aussi ce besoin si français de secourir des êtres qui souffrent; ils sont, même athées, les fils d'une civilisation tout imprégnée de « charité »; ah! je les reconnais tous, ils sont bien de chez nous!

Mais panser les plaies, secourir les malades n'est pas la seule forme que puisse revêtir la « générosité française »; le grand et regretté dramaturge François de Curel a traité cette question de main de maître dans *le Repas du Lion*. L'assistance directe aux malheureux n'est pas la seule forme de la charité, c'est aussi faire du bien que fonder des entreprises, et créer de la richesse par du travail. Que de fois ai-je visité dans mes voyages aux colonies des entreprises de cultures, fondées par des capitaux et des techniciens français, pour discipliner la fécondité de la nature tropicale, et lui faire rendre des produits qui pussent entrer dans les grands courants d'échanges entre les hommes. Là aussi, sous la véranda, après une longue et pénible journée de travail, à l'heure où l'on attend du crépuscule bref un peu de fraîcheur bienfaisante, à l'heure où les villages de travailleurs indigènes retentissent de chants de femmes et de jeux d'enfants, j'ai trouvé dans les yeux des chefs autre chose que la fierté d'une réussite difficile, autre chose que la dureté qu'imposent la responsabilité et le commandement : un reflet lumineux de bonté. Et ces planteurs pensaient : j'ai créé une richesse nouvelle dans un coin de jungle; grâce à moi, des familles groupées ici mangent à leur faim, gagnent en raison directe de leur effort, elles ne sont plus soumises à des usuriers ou à des chefs indigènes qui enchaînaient leur labeur. Elles connaissent une sécurité du lendemain qu'elles n'avaient pas hier, et, quand je passe, les yeux ne se détournent pas, je reçois des sourires d'enfants ! Ces planteurs aussi étaient des hommes de ma race.

Seuls les peuples accueillants à l'étranger sur un sol largement ouvert, les peuples curieux et bienveillants sont capables de concevoir ainsi le besoin de coloniser et leur rôle de coloni-

sateurs. Prenez au contraire le Germain, toujours le même dans ses forêts, depuis Tacite; il saura « faire de la guerre une industrie nationale », pour piller périodiquement ses voisins, mais il sera incapable de fonder sur des terres neuves de belles entreprises pour élever vers plus de bonheur une portion jnsque-là misérable de l'humanité.

*
* *

Pour manifester pleinement aux autres peuples une agissante et généreuse sympathie, il convient de posséder une autre qualité encore : la clairvoyance. « Il ne faut pas donner à tort et à travers », disent les bonnes gens de chez nous, ce qui signifie : il ne faut rien gaspiller, même son cœur. Sans clairvoyance, nous risquerions de mal utiliser les conquêtes précieuses de notre curiosité bienveillante. A quoi bon étudier des êtres différents de nous, des sociétés autres que la nôtre, gagner leur cœur par nos services réels, si nous ne faisons pas servir les connaissances acquises ainsi, à les diriger vers le mieux, à écarter de leur route les expériences fâcheuses où conduisent les fausses doctrines ?

Avons-nous le droit de considérer les hommes, leur travail, leurs aspirations, leurs rêves même, comme nous observerions l'activité d'une colonie de termites ou d'une ruche d'abeilles? Non, chez un homme moderne, le sens de la solidarité humaine parle trop haut pour nous permettre une impassible indifférence devant la vie d'êtres semblables à nous. Si l'on nous dit qu'une mortalité effroyable décime les enfants noirs, que la famine menace aux Indes des millions d'habitants, nous sentons s'élever en nous un besoin de secourir ces malheureux. C'est le réflexe de notre sensibilité, mais notre intelligence l'approuve : car la conclusion de tout ce que nous pouvons apprendre, c'est la notion de la solidarité étroite qui relie les hommes entre eux sur toute la surface du monde.

C'est pour l'homme moderne, bien plus que pour ses contemporains, que le sage antique a pu écrire : je suis homme et rien d'humain ne m'est étranger. Une catastrophe au Japon, et les cours de la soie monteront à Lyon et à Milan. Une guerre dans le Pacifique, et les gigantesques usines d'Akron et de Détroit seront peut-être obligées de fermer leurs portes. Que le ver rose du coton ravage le Texas, il y aura du chômage

dans nos filatures et nos tissages du Nord, de la Normandie et des Vosges. Nos besoins sont si complexes, nous avons, comme à plaisir, tellement compliqué notre vie, le moindre fait économique détermine de telles incidences, que tous les peuples sont solidaires de leurs efforts; une seule loi les courbe tous, la loi du travail. Que l'un d'eux, comme frappé de vertige, veuille briser cette chaîne qui les rive les uns aux autres, il souffrira durement comme un esclave évadé, mais traqué. De plus il apportera un trouble grave dans le reste de la pauvre fourmilière humaine. Ainsi avons-nous vu la Russie se mettre à l'écart du monde : ce grenier à blé est vide, ces terres noires dont on nous enseignait jadis l'inépuisable fécondité ne produisent plus assez pour permettre à leurs détenteurs d'acheter à l'Europe de quoi se vêtir, de quoi se chausser. Sur le terrain de parcours de la fourmilière humaine il existe désormais une région interdite, les courants se sont détournés, il a fallu chercher d'autres voies; expériences lentes, hésitantes, qui ne s'acquièrent pas sans piétinements, ni contremarches.

Si un peuple, par l'ancienneté de son histoire, par l'ampleur de ses connaissances, est en mesure d'éviter à d'autres ces leçons qui se payent si cher, son devoir sera de veiller à les lui épargner. Voulez-vous un exemple? A cette heure, la Chine traverse une épreuve que la France a connue au temps de la guerre de Cent ans : elle en est exactement à l'âge des grandes Compagnies; sous nos yeux, de notre temps, c'est là-bas le XIVe siècle. Aucun peuple européen isolé ne pouvait écarter de ces quatre cents millions d'hommes le fléau d'une semblable anarchie. Sans doute; mais un peu d'entente entre les Puissances eût empêché peut-être ces massacres, ces famines, ces lamentables migrations dont les échos et même les images nous parviennent chaque jour. Par défaut de clairvoyance, certaines nations prisonnières d'intérêts égoïstes ont empêché cette action commune que recommandait la France. Toutefois la leçon, il faut l'espérer, ne sera pas perdue pour nous, là où nous avons conservé la liberté d'agir seuls. Nous saurons épargner ce péril à l'Indochine, même si certains de ses fils, grisés de mots, voulaient tenter une aventure qui serait fatalement aussi douloureuse et aussi décevante.

Nous, Français, nous avons le droit de dire que nous savons ainsi prévoir, car ce droit nous l'avons payé assez cher. A l'in-

verse de ces peuples qui sont souvent en retard d'une idée, nous semons les pensées nouvelles, quelquefois même d'un geste trop audacieux : en politique européenne, nous avions prévu le vertige des ambitions allemandes, et le peuple qui a percé l'isthme de Suez, attaqué le premier l'isthme de Panama est fondé à déclarer qu'il avait deviné les transformations de la politique économique mondiale. Appliquons donc notre clairvoyance à guider les peuples placés sous notre tutelle : sachons discerner dans leurs aptitudes celles qu'il convient d'encourager, dans leurs traditions celles qu'il faut maintenir. Ne brisons pas les cadres sociaux où ils vivent, avant d'être assurés qu'ils peuvent en former d'autres et meilleurs. Ne détrônons pas leurs dieux si leurs cerveaux ne peuvent concevoir nos formes de religion et si nous risquons de les laisser désemparés devant un ciel vide.

D'ailleurs ne savons-nous pas que les religions diverses ne sont que des étapes plus ou moins avancées sur une même route, celle que suivent tous les hommes angoissés par ce qu'ils ignorent et surtout par le grand inconnu de la mort? Nos ancêtres grecs et romains ont été des animistes comme le sont aujourd'hui les Noirs du Niger et du Congo ; entre les chênes de Dodone et les bois sacrés d'Afrique il n'y a aucune différence essentielle, non plus qu'entre les devins, les augures, et les griots.

A cette clairvoyance si nécessaire dans les relations entre les peuples, je crois que les Français peuvent prétendre grâce à cet ensemble de dons intellectuels qu'on n'hésite pas à leur reconnaître : le sens des réalités joint à cette finesse d'intuition qui sait dégager l'avenir au delà du présent, le réel derrière les apparences. Nous ne clamons pas sur les toits, comme les Allemands, que nous sommes de grands philosophes, — et peut-être, en effet, sommes-nous rarement des métaphysiciens. Mais ce n'est pas, en politique, les métaphysiciens qu'il faut suivre ; il vaut mieux prendre pour guides des psychologues, car c'est l'âme humaine, ou l'âme collective des peuples, qu'il s'agit de connaître, pour ne pas la heurter, et pour tenter de la diriger d'une main légère...

***

Avoir le sens clairvoyant de la solidarité humaine, témoigner à d'autres peuples une sympathie agissante, ce n'est pas

renoncer pour cela à sa propre individualité nationale, c'est tout au contraire suivre les voies du plus noble patriotisme.

En fait, tout voyage en pays proche ou lointain nous fait mieux comprendre et mieux aimer nos compatriotes et notre terre natale. Il faut n'être jamais sorti de France pour nier la réalité de l'idée de patrie. Si un Français est obligé de vivre à l'étranger, il deviendra patriote dans certains cas avec fureur, avec une hâte impatiente de ne plus entendre certaines langues, de ne plus voir certains paysages ou certaines architectures. S'il vit dans une colonie française il songera souvent avec le même regret à la douceur de l'air, au charme de notre pays, à la grâce de nos vieilles villes, patinées d'histoire, mais il connaîtra aussi cette émotion profonde que le sol où il vit, où il peine, où il souffre peut-être, est là encore, à des milliers de kilomètres de son berceau, un sol français.

Dans cette émotion il n'entrera pas le plus souvent une fierté de conquérants, mais plutôt la conscience d'un accroissement, d'une acquisition. Montesquieu a très bien noté cette nuance lorsqu'il écrivait : « La conquête est une acquisition; l'esprit d'acquisition porte avec lui l'esprit de conservation et d'usage, et non pas celui de destruction. » C'est en ce sens que le colonial se sent un conquérant : c'est-à-dire le citoyen d'une patrie plus grande et plus riche, patrie qui n'est faite de la destruction d'aucune autre mais de l'élévation, sur un plan supérieur, de matériaux épars, du rassemblement sous notre drapeau d'éléments inorganisés.

Du reste, ne voyons-nous pas dans le monde végétal un phénomène analogue ? Quand un arbre s'accroît, plein de sève, de son tronc s'élancent des branches nouvelles qui montent vers la lumière ou étendent son ombre ; quelquefois de ses racines mêmes s'élancent des drageons ; la vie jaillit, triomphante, du sol, comme pour peupler l'espace, et les autres arbres, comme respectueux de cette force, ne lui disputent pas l'air et la lumière où il s'épanouit.

Il en va de même des nations : celles qui portent en elles une force intarissable de vie éprouvent le besoin d'essaimer des colonies. C'est la loi même de tous les êtres vivants : qui n'avance pas recule, s'étiole et meurt. Pour un peuple européen, cette nécessité vitale est plus forte encore depuis que les progrès des moyens de locomotion ont réduit les distances,

rapetissé le monde, multiplié les besoins en offrant la commodité chaque jour plus grande de les satisfaire. Nos colonies ne sont plus de ces « domaines », de ces propriétés de luxe que certains recherchaient autrefois pour la gloire plutôt que pour le profit : elles sont chaque jour plus nécessaires à notre économie nationale ; les mettre en valeur c'est accomplir une œuvre indispensable à l'existence même de la mère-patrie, à son indépendance, à sa pérennité.

* * *

Curiosité, sympathie, générosité, clairvoyance, patriotisme, voilà des traits indéniables de l'esprit français. Or, ce sont les éléments principaux qui composent l'esprit colonial. Il est donc aussi absurde qu'injuste de répéter nous-mêmes cette calomnie répandue par des nations rivales et intéressées dans le débat : les Français ne sont pas des colonisateurs.

Jamais au contraire, le champ ne fut plus large, le moment ne fut plus opportun pour exercer dans le vaste monde ces qualités diverses dont nous pouvons être fiers. La curiosité ? On nous objectera : le monde entier est connu, il a été parcouru en tous sens, décrit maintes fois, que voulez-vous découvrir ? Nous répondrons : il a été reconnu en surface, il est presque complètement ignoré en profondeur, dans les ressources de son sol, les richesses de son sous-sol, dans les possibilités infinies qu'il nous offre, dans les expériences multiples que la curiosité de l'homme, éclairée par la science, peut aujourd'hui tenter.

Le sol de nos immenses colonies a été à peine prospecté. Quelles richesses encore insoupçonnées ne recèle-t-il pas ? En veut-on une preuve récente ? Le maréchal Lyautey, qui sait voir grand et loin, fait à Casablanca un vaste port, — et aussitôt les timorés s'alarment : ce port démesuré va rester vide ! Mais aussitôt un hasard heureux fait découvrir d'énormes gisements de phosphates qui alimentent le port et exigent même le renforcement des installations. Nous n'avons pas d'ailleurs le privilège de ces découvertes. Au Katanga, les Belges exploitent le cuivre et voilà que tout d'un coup ils tombent sur du radium et se trouvent posséder le plus riche gisement de ce corps étonnant et infiniment précieux.

En dehors même de l'homme qui peut se mouvoir librement, n'y a-t-il pas le monde végétal, lié au sol par ses racines,

immobile, et auquel seuls les vents permettent de se disséminer en emportant graines et pollens ! Il est en notre pouvoir d'accomplir à la surface du monde, grâce à cet esprit d'expérimentation dont la curiosité est le ressort, des transformations prodigieuses, en acclimatant dans des terres nouvelles et fécondes, des espèces végétales venues d'autres climats. Songe-t-on que l'aspect de nos champs de France, le visage même du sol européen ont été modifiés ainsi au cours des siècles par des arbres, des cultures amenées de lointains pays ? Le poirier, le pommier, l'abricotier, la rose, la pomme de terre, le tabac, la vigne, — et tant d'autres richesses de nos champs et de nos jardins, — ne sont pas nés spontanément sur le sol français. L'histoire n'a que bien rarement conservé les noms des hommes qui nous les ont apportés. Quelles richesses, quelles industries nouvelles nous est-il peut-être réservé de créer si, guidés par une curiosité inlassable, nous étudions la vie des plantes multiples que nourrit la nature tropicale ! Faut-il des exemples ? Nous avons assisté à de véritables migrations de plantes : l'hévéa, l'arbre à caoutchouc, originaire du Brésil, a fait la fortune de la Malaisie, des Indes néerlandaises, et commence à assurer celle de l'Indochine. Un plant de café apporté à grand peine par un officier, a donné la richesse aux Antilles. La quinine sauve des milliers de vies humaines chaque année ; l'huile tirée du chaumulgoa permettra bientôt de vaincre un des plus vieux fléaux de l'humanité, la lèpre. La canne à sucre a été introduite par l'homme à Java, le coton en Amérique et en Égypte. Quelles cultures, dans cent ans, couvriront les rives du Niger et du Mékong ? De quelles fibres coloniales seront alors tissés nos vêtements ?

Alors que la science d'aujourd'hui nous prouve, par les merveilles (si vite banalisées que l'admiration qu'elles appellent s'en émousse) de la télégraphie et de la téléphonie sans fil, que tout un monde invisible de radiations agissantes et fécondes existe par delà l'univers perceptible à nos sens ou plutôt mêlé intimement à lui, peut-on dire que ce qui paraît encore stérile l'est en réalité ? C'est peut-être le désert, aujourd'hui le plus aride d'apparence, qui se révélera demain comme la source ou le réservoir d'énergies susceptibles de transformer nos conditions d'existence.

Quant à la sympathie, à la générosité, à la clairvoyance,

elles n'ont jamais été plus nécessaires à un peuple gardien d'une vieille civilisation et qui veut en sauver les trésors. Partout désormais sur la planète, les peuples sont en contact avec les Européens qui les dominent; « la lente ascension des peuples de couleur » s'accélère chaque jour, grâce à nous, grâce aux travaux que nous exécutons sur leur sol, commandés par nos cerveaux, achevés par leurs bras; il dépendra de nous, de notre bienfaisance avisée et clairvoyante, que nous restions parmi eux comme des chefs respectés et aimés, ou que nous soyons balayés dans ces terribles remous de haines et de rancunes.

Enfin, le patriotisme, sous sa forme la plus haute, la plus large, l'esprit colonial, n'a jamais été plus utile à notre pays, dont nous pouvons, au lendemain d'une terrible épreuve, mesurer la faiblesse, s'il est abandonné, s'il s'abandonne lui-même à ses seules ressources. Pour les vivres, les matières premières, il est tributaire en grande partie de l'étranger. Pour que ses usines travaillent à plein, il est obligé de vendre au dehors les produits de ses industries. Sur quels marchés? Partout s'élèvent des barrières douanières, dans tous les pays d'Europe et d'Amérique une âpre concurrence tend à éliminer nos fabrications. Il faut donc nous créer des débouchés nouveaux; les peuples qui vivent sous nos couleurs deviendront nos clients le jour où nous aurons développé leurs facultés d'achat, en assurant leur bien-être. Ainsi tout concorde à nous diriger dans les voies de l'action coloniale : nous devons y marcher d'autant plus résolument que nous sentons en nous-mêmes les forces intellectuelles et morales qui garantissent le succès — et ce succès, c'est la richesse dans l'indépendance, c'est tout l'avenir de notre patrie.

OCTAVE HOMBERG.

(*A suivre.*)

# SOUVENIRS D'UNE PETITE FILLE

## *DEUXIÈME SÉRIE*

### III[1]

### VACANCES

Nicolas retardait, car, quelques instants après mon arrivée Mme Lyautey entrait, poussant devant elle deux beaux petits, garçons en veste et culotte de coutil blanc. L'aîné, Hubert, auquel était arrivé cinq ans plus tôt un terrible accident, marchait encore avec des béquilles. Le jour de la naissance du Prince impérial, on l'avait conduit pour lui montrer le feu d'artifice, chez son arrière-grand mère, Mme de La Lance, qui habitait une des quatre belles maisons de la place Stanislas. D'une fenêtre du premier étage, ce tout petit enfant, qui n'avait pas deux ans, était tombé sur le trottoir. J'étais avec Grand père à l'Évêché, séparé seulement par la rue Sainte-Catherine, et je me souviens encore de ce cri lugubre : « Le petit Lyautey est tombé !... il s'est tué !... » Maintenant, il était, grâce au chirurgien Velpeau, presque guéri (2).

Le second des petits, Raoul, tenait serré sur son cœur un gros ballon. Et Mme Lyautey explique à Mlle de Cappe :

— C'est Berthe qui lui a donné ce ballon, et il ne veut pas le lâcher...

Mlles de Villemotte, — Laurence, Mme Lyautey et Berthe,

*Copyright by* Gyp, 1928.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 août.

(2) C'est aujourd'hui le maréchal Lyautey.

Mme Saulnier de Fabert, — étaient, je crois, un peu nos cousines par les Bacourt, et on parlait souvent de « Laurence » à la maison. Elle était très liée avec ma cousine de Roquefeuil et on l'aimait beaucoup. C'était une gracieuse femme, longue, flexible et distinguée, dont l'élégante silhouette faisait presque toujours paraître un peu « tas » celles qui avaient la déveine de se trouver à côté d'elle. Elle savait porter comme personne un cachemire sur une robe de velours noir. Aujourd'hui, elle a une robe de mousseline blanche imprimée, où courent des pervenches, et un chapeau de paille de riz couronné de cerises.

Elle installe ses deux petits sur les chaises à côté de la mienne, et me demande gentiment si je me plais au Sacré-Cœur et si j'ai eu des prix. Je lui réponds que je me plais au Sacré-Cœur et que je ne pense pas avoir de prix, mais que je ne sais rien de certain, parce que nous avons été renvoyées avant la distribution. Elle me dit en riant :

— Je sais, par Jenny, que vous n'êtes pas très sage !

(Jenny, c'est Jenny Sanié que j'admire tant !)

— Il y a des gâteaux pour les enfants, dit Mlle de Zéguélius, qui approche de la fenêtre une petite table.

En 1861 et, je crois bien, jusqu'à la fin de l'Empire, on ne donnait à goûter, en province du moins, que si l'on avait un jour de réception. Jamais les personnes qui recevaient « quand elles étaient chez elles », n'offraient rien aux amis venus au petit bonheur. Dans le salon de la rue Saint-Julien, il eût été, d'ailleurs, impossible de circuler avec des assiettes et des tasses. On se touchait littéralement.

Les gâteaux de l'assiette posée sur la petite table étaient infiniment appétissants, mais cela me touchait peu. Je n'étais pas du tout gourmande, et il me sembla que les petits Lyautey ne l'étaient pas plus que moi. Ils paraissaient uniquement préoccupés de la procession, qui allait sortir, et du reposoir où elle s'arrêterait, rue de la Constitution, juste en face de la rue Saint-Julien.

C'étaient de jolis enfants remuants, éveillés et impatients. Le plus petit commença par laisser tomber son ballon dans la rue et ce fut un instant de désespoir affreux, mais court, car un passant nous le rendit tout de suite. Et le petit embrassa le ballon avec tendresse en demandant s'il ne s'était pas fait mal.

Mais quand, enfin, la procession arriva, quand les deux

frères virent, à quelques mètres, les enfants des écoles qui jetaient des fleurs à poignées, ils voulurent aussi en jeter et en réclamèrent avec une extrême véhémence. Il n'y avait pas de fleurs dans le petit salon. Alors, avant qu'on pût s'y opposer, Raoul lança son ballon et Hubert l'éclair au café qu'il était en train de manger.

— Espérons, dit Mlle de Cappe qui rit de tous ses petits yeux plissottés, que l'éclair n'est pas allé s'aplatir sur un nez considérable du cortège...

Tandis que Mme Lyautey murmure, effarée :

— Je n'ose même pas regarder...

— Regarde donc, toi, Sibylle, me dit Mlle de Zéguélius.

Je regarde. L'éclair s'est écrabouillé sur le trottoir presque au pied de la fenêtre, derrière la haie compacte des dos qui bordent la rue. En même temps, une grosse voix éclatante dit :

— Vous jetez les gâteaux par les fenêtres !... Quelle magnifique prodigalité !

C'était le comte Maxime de Vaugiraud qui entrait. Il avait épousé la cousine germaine d'Alice de Roquefeuil, Mlle de Passoncourt, et habitait, tout près de Nancy, le château de Montaigu. Fort, vigoureux, coloré, déjà un peu gros, spirituel et vivant, il avait à Nancy beaucoup de succès. Sa femme, jolie, mais sans élégance et sans charme, aimait peu le monde et vivait beaucoup avec sa mère qui habitait également Montaigu. Avec son visage régulier, ses bandeaux à la vierge, sa taille trop plate pour la mode d'alors, Mme de Vaugiraud semblait triste et surannée. Elle s'appelait, autant qu'il m'en souvient, d'un nom démodé comme elle : Nathalie. Elle était douce et bonne, et son effacement résigné me causait une impression pénible que je ne m'expliquais pas. J'avais toujours envie de lui dire : « Vous êtes très jolie !... Seulement on ne vous le dit pas... alors vous n'en savez rien... »

J'aimais tendrement Alphonse de Roquefeuil qui était d'une exquise bonté. J'avais pour lui une affection profonde et apitoyée. Il me semblait qu'il n'était ni compris, ni apprécié dans un milieu où il détonnait. Quand j'étais seule avec lui, pendant nos promenades à cheval, ou quand j'allais le voir dans sa chambre, où il passait à lire et à travailler tout le temps où il n'était pas à cheval, je me trouvais heureuse et gaie, et lui me semblait détendu et presque confiant.

Dès qu'il y avait du monde, il redevenait rigide et morne.

Breton, adorant la Bretagne comme presque tous ses compatriotes, il vivait replié sur lui-même dans un pays qui différait en tout du sien. Presque sans fortune, mais habitué à la vie relativement large et facile des provinces bretonnes, où l'on se recevait alors avec une simplicité amicale et sans aucune pose, il était venu échouer précisément dans une province peu hospitalière, où plusieurs sociétés formaient de petits groupes hostiles les uns aux autres, et où les réceptions avaient toujours un caractère d'apparat. Il n'y avait à Nancy que le salon de M^me^ de Soubeyran, et le petit rez-de-chaussée des Cappe, où l'on pût tomber à toute heure sans crainte de gêner.

Ma cousine Alice de Roquefeuil était une excellente personne, droite et sûre. Mais deux violentes passions, l'Église et le Monde, remplissaient sa vie. Il lui fallait chaque jour une ou deux messes, plusieurs sermons, quelques visites, un dîner et une soirée ou un bal. Alphonse, résigné, conduisait sa femme dans le monde autant qu'elle le voulait. Il eût aimé des réunions intimes, mais les réceptions cérémonieuses l'assommaient. Il y figurait noir et silencieux. Debout dans un coin, il avait l'air d'un oiseau cloué sur une porte.

Il avait deux ou trois amis, M. Henri de Bouvier, M. Collenot, M. de Loppinot, M. Carette, sa jument, ses livres et moi. Mon entrée au Sacré-Cœur avait fait un trou dans sa vie. Il m'emmenait autrefois me promener avec lui à cheval et quelquefois même à pied. Royaliste fervent, mais sans illusions, il me racontait des histoires de la chouannerie. Il me parlait souvent aussi de deux de ses camarades du collège de Lannion, — ou de Saint-Brieuc, je ne sais plus, — Émile Gaboriau et Ernest Renan.

Physiquement, Alphonse de Roquefeuil était très brun et très barbu, large d'épaules et solidement campé. Il avait des yeux de myope infiniment doux, et l'allure et l'esprit distingués. Alice était distinguée aussi, très maigre et très blonde. Le ménage venait rarement chez les Cappe. Elle, redoutait les conversations un peu lestes, qui la faisaient rougir. Lui, détestait les rosseries et ne s'intéressait pas aux petits potins d'un monde auquel il ne s'était jamais assimilé.

M. de Vaugiraud était au contraire un habitué du petit rez-de-chaussée. Il venait très souvent voir sa mère qui habitait

le reste de la maison dont elle était propriétaire, et il faisait à la malade une petite visite en passant. Aujourd'hui, il est ravi d'apporter une nouvelle sensationnelle, et il demande, à peine assis :

— Devinez qui va faire à Nancy l'honneur d'une visite?

Mme Lyautey, occupée à empêcher le lancement d'un nouvel éclair, ne répond rien.

— L'Empereur, peut-être bien?... murmure la tante Zoé en contournant de ses fins ciseaux la trompe d'un éléphant sacré.

— Dites, voyons! s'impatiente Mlle de Cappe.

— Les nouveaux mariés Paul de Musset...

— Ah! bah!... Comment ça?

— Vous parlez des Musset? s'écrie la baronne de Soubeyran qui entre en bombe. Ce que je donnerais pour les voir!... Mais il n'y a pas mèche!... Mme d'Alton a fait la sourde oreille à toutes mes insinuations...

— Tiens! c'est vrai! dit Mlle de Cappe, la nouvelle mariée est une d'Alton!

— La propre sœur du général,..

— J'ai connu Aimée d'Alton jadis chez Mme Jaubert, reprend Mme de Soubeyran; elle était bien jolie, la mâtine!

Je me réjouis en pensant que je verrai demain une jolie mariée. Quelle chance j'ai tout de même!

Le lendemain, à quatre heures, j'entre dans le grand salon de la Subdivision en trottinant derrière ma mère. Elle a mis sa plus jolie robe qui est en voile noir, très léger, et qui lui va très bien. Depuis qu'elle est en deuil je la trouve beaucoup mieux, parce que, auparavant, elle affectionnait les couleurs violentes que j'ai en horreur. Moi, j'ai une robe blanche et une grosse ceinture de soie noire, nouée derrière. Il n'y a, dans le salon, que Mme d'Alton, élégante et charmante comme toujours, un monsieur très noir, et une vieille dame toute blanche. Mme d'Alton, avec ses cheveux noirs brillants, ses yeux bleu de mer, et sa haute silhouette si mince et onduleuse, est infiniment distinguée. La dame paraît très lourde et un peu commune à côté d'elle.

Catherine s'est jetée sur moi et m'emmène dans un coin, d'où je louche sur la porte par laquelle je m'attends à voir

entrer les nouveaux mariés. A l'autre extrémité du salon, ma mère cause avec le monsieur et la dame pour laquelle elle me semble vouloir être très aimable; Catherine m'explique tout de suite :

— Maman a dit de rester ici en attendant le goûter et de pas faire de bruit.

Et elle attrape William qui vient de traîner une chaise avec fracas. Le petit Charles est allé s'asseoir aux pieds de la dame qui lui caresse les cheveux. Et, pour passer le temps, je regarde la dame à laquelle je donne à peu près cinquante ans. Elle a une figure très régulière ; ses cheveux blancs relevés, à racines droites, bouffent tout autour de sa tête en deux bandeaux très élevés, entre lesquels descend la pointe d'une dentelle. C'est très Marie Stuart, très vieux portrait. La dame a le teint rose et les yeux très bleus. Elle paraît grasse et un peu lourde. Le monsieur ne parle guère. Il est noir comme de l'encre, je lui trouve une binette à la désastre. Et je remarque qu'il n'a pas son chapeau à la main. La dame non plus n'a pas de chapeau... C'est probablement des gens de la famille venus pour voir les mariés et qui habitent aussi à la Subdivision.

Comme les ordonnances apportent la table toute servie du goûter, je finis par demander à Catherine :

— Et ton oncle et ta tante? Ils ne viennent donc pas?

Elle me regarde, stupéfaite.

— Comment, ils ne viennent pas? Mais ils sont là !

Je reste toute bête. Alors ce monsieur et cette dame respectables, c'est ces nouveaux mariés!... Quelle désillusion! Je demande :

— Quel âge a-t-elle donc, ta tante ?

— Je ne sais pas au juste... je sais qu'elle a deux ans de plus que papa... — Puis elle conclut : — Mais je ne sais pas quel âge a papa ?

Le général entre. J'aurais dû deviner que la dame aux cheveux blancs était sa sœur, car ils se ressemblent étonnamment, et William et Charles leur ressemblent aussi beaucoup. Catherine, elle, sera toute pareille à M^me^ d'Alton, mais avec un teint clair et des cheveux presque blonds.

On goûte. Pendant que je tiens le sucrier devant la nouvelle mariée, je m'aperçois que ses cheveux sont plutôt poudrés que blancs : une sorte de poussière, que je n'avais pas vue

de loin à cause de ma myopie, couvre son corsage de soie d'un bleu violent, très tendu sur le buste qui se cambre. La dentelle des cheveux descend le long du visage en s'en écartant du bas, et se rattache sur la poitrine par une broche de saphirs qui ressemblent à ses yeux. La pointe du haut est Marie Stuart, mais le bas est Maintenon. Mme Paul de Musset est très aimable, mais elle paraît manquer de simplicité.

— Comment la trouves-tu ? me demande Catherine.

— Mais... je la trouve très bien... Seulement je ne m'attendais pas à la voir comme ça... Tu comprends... quand on parle d'une nouvelle mariée...

— Et mon oncle Paul ? Quel effet te fait-il ?

— Un effet pas rigolo...

— Ah ! non !... Mais ils ne vont pas rester bien longtemps...

Ma mère est allée faire des courses avant de rentrer à la maison. Alors, c'est moi qu'on questionne.

— Eh bien, me dit Grand père, tu as vu les Paul de Musset ?... Comment sont-ils ?

— Elle, elle est poudrée comme Marie-Antoinette et coiffée comme Marie Stuart... et elle est plus vieille que le général, il paraît...

— Et lui ?

— Ben lui, vous savez, Grand père, qu'une chose me fait toujours penser à une autre...

— Je sais ! A quoi M. Paul de Musset t'a-t-il fait penser ?

— A des vers de son frère... Vous rappelez-vous ?... dans une des *Nuits*... quand y dit :

Partout où j'ai touché la terre,
Sur ma route est venu s'asseoir
Un malheureux vêtu de noir
Qui me ressemblait comme un frère.

— C'est très bien, me dit Grand père, de retenir tous les vers que tu lis... Mais tu ferais mieux de t'appliquer à des choses plus utiles... Les prix ont été distribués hier, au Sacré-Cœur, sans la cérémonie habituelle et...

— Et j'ai rien ?

— Si, mais pas assez... Tu as le prix d'instruction religieuse.

— C'est tout ?

— Un premier accessit de lecture...

— Et puis?

— Rien... que des notes plus que médiocres pour l'ensemble.

— C'est bien c'que j'pensais... et c'est c'que j'ai mérité...

— Pourquoi ne veux-tu pas t'appliquer, quand tu le pourrais si facilement ?

— Je l'pourrais p't'être... mais pas facilement du tout... Et puis... m'appliquer à quoi?... Au piano?... j'peux pas en jouer... J'ai des mains en bois, y a longtemps que Mlle Gilbert vous l'a dit... L'arithmétique?... Vous promets, vrai de vrai, Grand père, que j'comprends pas... J'sais l'addition et la soustraction, en comptant sur mes doigts... Pour la multiplication y a la table à l'envers du cahier... 'reusement ! Mais la division, j'saurai jamais... Pourtant j'm'applique... pac'que ça m'embête d'pas pouvoir faire c'que tout l'monde fait si facilement !

— Sans même parler de tes études, tu pourrais t'appliquer, et ça tout de suite, à moins mal parler... Non seulement tu emploies les mots qu'on te défend, comme *embête*, par exemple, mais encore tu manges la moitié des mots... tu dis *p't'être* au lieu de peut-être, ...*'reusement* pour heureusement... C'est d'une paresse qui n'a pas de nom !

— C'est pas d'la paresse, puisque c'est pour aller plus vite ! Mais pour en rev'nir à mes études, comme vous dites...

— Comment faudrait-il dire ?

— Oh !... comme ça !... c'est très bien !... Seul'ment, c'est un mot bien ambitieux pour moi...

Et j'achève entre mes dents :

— Et même pour le Sacré-Cœur...

— Alors, tu es décidée à ne rien apprendre au Sacré-Cœur ?

— J'y suis pas décidée du tout... J'veux bien essayer... Seul'ment, comme ça consistera à me r'mettre, de travers dans la tête, des choses que j'sais beaucoup plus intelligemment maintenant, et qu'y faudra qu'j'oublie la façon dont j'les sais, ça m'embêtera 'normément et j'deviendrai embêtante aussi...

— Tu le fais exprès, n'est-ce pas ?

— Non, Grand père, ça m'échappe !... J'aurai plus la bobine qu'vous aimez bien, j'aurai une binette à la désastre comme M. Paul de Musset... Alors vous serez pas content non plus... vous aurez des remords... Vous penserez :

J'suis caus'qu'elle a séché dans les feux, dans les larmes.

— Ah! mais tu m'ennuies à la fin, avec tes citations!... Et d'abord il est inutile de montrer que tu as lu autant de vers... beaucoup trop... J'ai été faible... Je t'ai laissée lire des choses... des choses au-dessus de ton âge... Tu es allée raconter devant je ne sais qui que tu as lu le *Jeune homme pauvre* et le *Théâtre* d'Octave Feuillet, et ça a fait un très mauvais effet... C'est comme les vers de Musset... Ne dis jamais que tu as lu des vers de Musset... ni de Victor Hugo... ni de Bouilhet... ni de Barbier... ni de Béranger... ni en général de personne... As-tu compris ?

— Oui... seulement, soyez bien gentil, voulez-vous, Grand père?... Promettez-moi qu'vous ferez ce que j'vais vous demander... Vous m'avez promis...

Grand mère vient d'entrer et s'installe avec son ouvrage contre la fenêtre, alors je continue :

— ... et Grand mère aussi m'a promis qu'on m'donnerait quelque chose si j'avais des prix...

— Tu n'en as qu'un, dit Grand père... Enfin, qu'est-ce que tu veux qu'on te donne? Explique-toi.

— Rien du tout... J'veux seulement qu'vous m'laissiez achever *Notre-Dame de Paris* qu'j'avais commencé avant d'être au Sacré-Cœur...

Je file sans attendre la réponse que je prévois mauvaise et j'entends, en m'en allant, Grand père qui déclare d'un ton las :

— Elle est indécrottable!

Quelques semaines plus tard, j'étais avec ma mère à Langrune-sur-Mer, un petit pays à trois lieues de Caen, où la plage est magnifique et la campagne désolée. Nous habitions *le Petit Paradis*, seul hôtel, je crois, de la localité. *Le Petit Paradis* était plus que primitif. Il y avait de gros planchers remplis d'échardes, sur lesquels je marchais les pieds nus avec autant de confiance que sur du velours; des escaliers qui ressemblaient à des échelles et une cuisine plutôt sommaire. Une vieille Normande, Joséphine, et son fils, Charlemagne, représentaient le personnel. C'était miteux, mais accepté tel quel et fréquenté par les gens les plus chic du pays, qui venaient y passer quelques jours. La comtesse de Laistre, son fils Pierre et sa fille Valentine y étaient cette année-là. Le jeune

homme paraissait avoir vingt-cinq ans. Il était très grand, avec un long nez et l'air distingué et moqueur. Il me paraissait le comble de l'élégance. La petite fille, un peu plus jeune que moi, m'inspirait une admiration éperdue. Mince, fine, jolie, bien habillée, elle me donnait honte de moi gauche et bourrue. Elle ne faisait d'ailleurs pas partie de la bande de garçons qui étaient mes compagnons accoutumés : les deux Milhaud, Henry et Gaétan, qui habitaient une petite maison en bordure de la mer, et les nombreux enfants du pasteur protestant de Caen. Nous avions des échasses avec lesquelles nous marchions dans l'eau, — non pas les dangereuses échasses attachées aux jambes, mais de hautes échasses mobiles dont les longs bâtons s'appuyaient contre le dos et dépassaient de beaucoup la tête. Le chic était de les avoir les plus hautes possible. Mais on était arrêté par la difficulté de monter dessus. Il fallait s'y lancer d'un bond énorme. Celles d'Henry de Milhaud avaient deux mètres. Je n'ai jamais pu dépasser un mètre cinquante... Le baigneur « Zéphir » faisait de vains efforts pour m'apprendre à nager. Adroite à tous les exercices, j'étais pour celui-là d'une maladresse déconcertante.

Une chose aussi me dégoûtait des bains, c'était la laideur du costume. Vraiment, en 1861, toutes les femmes étaient horribles à voir à la mer. Avec un pantalon qui descendait au mollet, une blouse énormément large qui s'enflait dans l'eau comme une voile, un bonnet de toile cirée garni d'une ruche, et des espadrilles à grosses semelles de corde qui pesaient cinq kilos quand elles étaient mouillées, on était purement hideux.

Quelquefois la fille aînée de M^me^ de Laistre, la comtesse Le Gonidec, venait du château de Colombelles passer une journée. Elle était élégante et jolie, et arrivait dans des voitures admirablement attelées.

A ce moment-là, un incident se produisit. Mon oncle, le marquis de Mirabeau, voulut me voir. Il était, depuis 1849, brouillé avec ma mère et mes grands-parents. Il fit écrire à ma mère par ma tante de Préville pour lui dire que, mon père étant mort, il n'avait pas le droit, comme chef de la famille, de se désintéresser de moi, et que, si elle voulait oublier les querelles passées, il arriverait à Langrune dès qu'elle lui ferait

signe d'y venir. Huit jours plus tard, il débarquait, une petite valise à la main.

Il était né en 1818, et il avait alors quarante-quatre ans. Tout petit, mais solide, bâti en force, avec des petits yeux foncés et brillants, un nez immense et une bouche moqueuse, mon oncle Gabriel, au premier abord, me déplut davantage que l'oncle Édouard que j'avais vu à Nantes et qui était si laid.

Je détestais instinctivement les petits hommes, les petites femmes, et, en général, tout ce qui est petit. Et non seulement l'oncle est petit, mais il a l'air embêté de l'être. Il se redresse, il a des talons trop hauts, il plastronne. Il commence par déclarer admirable l'idée de m'habiller en Breton, puis il me regarde, me fait tourner sur moi-même, et conclut nettement :

— Pour l'instant, elle est laide... Elle me ressemble!... et un peu aussi à Marie...

Marie, c'est ma tante de Préville qui me déplaît. Et je proteste :

— Ah ! non, pas à elle !

— Tu préfères ne ressembler qu'à moi? Ça prouve que tu es une fille de goût... bien que, tu sais, en fait d'Apollon, il y a mieux... Mais tu ne sais pas ce que c'est qu'Apollon...

Je proteste encore :

— Mais si, je le sais !

— Allons, tant mieux !... D'ailleurs, faudrait pas t'imaginer que je suis un puits de scïence. Je te souhaite d'avoir une éducation plus soignée que la mienne... Ton Grand père a dû y veiller... Il me déteste, n'est-ce pas, ton Grand père...

Je réponds sèchement :

— J'en sais rien!... y m'l'a jamais dit...

— Bon !... je vois que c'est le colonel qui est l'objet aimé... Tu as d'ailleurs raison... car c'est le plus chic type qui soit, ton Grand père...

Je regarde mon oncle avec plus de sympathie. Il me dit :

— Tu sais... je suis ici pour vingt-quatre heures... Il faut que, quand je partirai, je te connaisse à fond, et réciproquement... parce que nous serons vraisemblablement quelque temps sans nous revoir...

— Pourquoi ça? dit ma mère. Nous nous arrêterons quelques jours à Paris cet automne, Papa doit venir pour consulter encore pour sa jambe... il nous y retrouvera...

— Ah! bon! Ça va bien ! je ne serai pas fâché de vous revoir... Tu me bottes, espèce de moucheron!... Édouard m'avait bien prévenu que tu avais une bonne balle !... Je t'ai dit que tu me ressemblais et c'est vrai, mais tu ressembles surtout à ton père, et c'était le plus réussi des Mirabeau... Tu seras peut-être jolie... Tout arrive!... Ah !. . A quelle heure dîne-t-on?... je me couche à huit heures, moi, vous savez?

Je dis stupéfaite :

— A Paris aussi?

— Mais oui, à Paris aussi !... Tu croyais peut-être que je passais mes soirées au foyer de l'Opéra... ou à faire la fête?... Ben, faut déchanter... Je me couche à huit heures, après avoir mangé un œuf et un biscuit... et je me lève à cinq heures... Et toi, à quelle heure te lèves-tu?

— A six heures moins un quart, quand j'vais au Sacré-Cœur... ici on m'éveille à huit heures...

— On t'éveille... Pourquoi t'éveille t-on?... A ton âge on ne dort jamais trop... Demain on ne ne t'éveillera pas...

— Mais, dit ma mère, si on l'éveille pas, elle est capable de dormir jusqu'à midi...

— Ben, elle dormira jusqu'à midi, voilà tout!

Le lendemain à neuf heures et demie mon oncle vint dans ma chambre : je dormais profondément, paraît-il. A onze heures, il revint, je n'avais pas bougé. Comme on déjeune à onze heures et demie au *Petit Paradis*, ma mère voulait m'éveiller. Il s'y opposa, et, après le déjeuner, s'installa à côté de moi avec ses journaux. Il voulait me voir m'éveiller. Ce ne fut qu'à deux heures et demie qu'il assista à ce spectacle. Et il répétait, tandis que je me frottais les yeux, ahurie de le voir là :

— Elle a dormi dix-sept heures et demie ! C'est magnifique ! Parlez-moi des enfants élevés en province ! A la bonne heure ! Ça mange, ça dort ! C'est bâti à chaux et à sable ! Ça n'est pas nerveux...

Au lieu de deux jours, mon oncle resta une semaine. Quand il partit, nous étions amis. Il était quinteux, injuste, bourru et très bon. Il avait de l'esprit, mais on le sentait gêné par le manque d'instruction première. Sans aucune fortune, il avait su vivre très honorablement sans sortir de son milieu. Il était estimé de tous et aimé de quelques-uns. A ce cercle de l'Union, fermé et malveillant, où il tenait une grande place, on

lui passait ses boutades et sa pipe. Redoutant l'hérédité de son grand père Tonneau, il s'était juré de ne jamais boire une seule goutte de vin et de ne jamais toucher une carte, et il avait tenu sa parole. Veuf très jeune, il avait repoussé tous les mariages riches qui s'étaient offerts. Quand il quitta Langrune où il était déjà populaire, son départ laissa un vide dans le petit pays.

Quelques jours plus tard, en rentrant de la plage avec ma mère, j'aperçus dans l'espèce de terrain vague qui sert de cour au *Petit Paradis*, un groupe de gens élégants.

— Y a des voyageurs de Beuzeval! disait Joséphine, qui s'activait avec Charlemagne, et y veulent manger!

A ce moment, une dame, se détachant du groupe, vint à nous et ma mère me dit rapidement :

— C'est M^me^ de Chambrun!... Sois polie...

J'avais beaucoup entendu parler de la comtesse de Chambrun, et je la regardai avec une curiosité amusée, car elle ne ressemblait en rien aux personnes rencontrées jusque-là. Horriblement riche, — son père, M. Godart, était le propriétaire de la cristallerie de Baccarat, — elle étonnait la Lorraine, et même Paris, par ce que l'on appelait ses « excentricités ».

M^me^ de Chambrun était maigre, couperosée, bizarre, avec un je ne sais quoi de penché et de fanoché, mais elle avait tout à fait bon air. Je ne sais pas quel âge elle avait ce jour-là, mais vingt ans plus tard, elle était toute pareille. Elle ne dormait jamais, et elle faisait des vers en se promenant dans sa maison pendant la nuit. Elle était bonne et charmante, mais un peu piquée. Elle suivait toutes ses impulsions, qui étaient multiples et diverses. Quand l'idée lui venait de faire une chose, elle la faisait à l'instant. C'est ainsi qu'après avoir joué la comédie dans son hôtel de la rue Monsieur, elle partit, pendant le bal qui suivit, pour Nice, montée sur un cheval blanc, avec une selle de velours rouge et des grappes d'acacia dans les cheveux. Elle recevait à ravir, avec beaucoup d'aisance, et dépensait sans compter son énorme fortune.

J'étais si occupée à la regarder que je n'avais pas écouté un mot de ce qu'elle avait dit à ma mère. Un monsieur et une dame étaient venus rejoindre M^me^ de Chambrun. J'avais bien vu que l'on faisait des présentations, mais je n'avais pas entendu les noms.

— M. et Mme Foucher de Careil, me dit ma mère qui paraissait ravie, nous ont invitées à une fête qu'ils donnent au château de Careil. Mme de Chambrun nous emmènera aussi aux courses de Caen; ce sera très amusant : M. Octave Feuillet sera là... Mme de Chambrun veut bien nous retenir une chambre à l'auberge de *Guillaume le Conquérant* qu'elle habite et où va descendre également M. Feuillet...

Et après un instant, elle ajoute :

— Naturellement je n'assisterai pas à la fête à cause de mon deuil, mais il y aura les répétitions, les réunions intimes, ce sera charmant! Heureusement j'avais emporté, à tout hasard, ta robe habillée...

Ma robe habillée!... C'est la plus laide de toutes, bien entendu! Mieux que jamais, je viens de comprendre, en voyant la petite de Laistre, ce que c'est qu'un enfant bien habillé. L'idée d'être fagotée et ridicule me remplit subitement d'effroi. Je me vois très bien telle que je suis : un petit Breton acceptable, et telle que je serai : une petite fille disgracieuse et mal fichue.

Alors mon indifférence et ma passivité accoutumées fléchissent brusquement et je déclare :

— Je ne mettrai pas ma robe habillée!

— Qu'est-ce que ça signifie?

— Ça signifie que je ne veux pas être grotesque...

— Tu ne peux pas aller en Breton chez les Foucher de Careil!

— Au contraire, puisque c'est le Breton qu'ils ont invité, et pas une petite fille qui ressemblerait à un chien savant...

Je vois que ma mère va se mettre en colère. Habituellement, je m'en vais quand je fais cette constatation. J'abomine les scènes. Mais je me découvre tout à coup tous les courages. Pour la première fois, un instinct de coquetterie me pousse à résister ouvertement.

— Écoute, Petite mère, je ne veux pas aller à Careil fagotée comme je le serais dans l'horreur que vous appelez, Grand mère et toi, ma robe habillée... Je ne la mettrai pas... Je me roulerai, je hurlerai, je me sauverai, s'il le faut, mais tout ce que tu pourras me dire ne servira à rien... Je ne la mettrai pas.

— C'est bien, me dit ma mère, ton Grand père saura tout ça, je te le promets...

— Parfaitement! Je ne demande qu'à m'expliquer avec

lui... Il comprendra très bien que, si je ne suis pas jolie, il est inutile de m'enlaidir encore...

Il ne fut plus question de rien. Mais la nuit qui précéda le départ, je me relevai pour aller regarder, pendant que ma mère dormait, si la robe « habillée » était toujours dans la malle qui ne venait pas avec nous.

A l'instant où nous débarquions à *Guillaume le Conquérant*, Mme de Chambrun s'apprêtait à partir pour Careil. La répétition commençait à deux heures.

— Je vous emmène, dit-elle à ma mère, et il est entendu que Sibylle vient aussi. Si les répétitions l'amusent, elle y assistera... sinon elle jouera dans le parc ou dans une grande pièce qui prolonge la salle de spectacle les jours de représentation, mais qui est fermée le reste du temps... Elle y pourra faire autant de bruit qu'elle voudra...

Rien qu'en parlant de bruit, Mme de Chambrun clignait les yeux et fronçait douloureusement les sourcils. Elle était terriblement nerveuse. C'est pourquoi elle n'avait pas voulu habiter Careil. Elle disait que, dans un château, on entend les portes, les domestiques, des bruits dans les corridors, et elle avait retenu tout un étage à l'auberge de *Guillaume* pour s'assurer un silence relatif.

On répétait deux pièces : *On ne badine pas avec l'amour*, et *Péril en la demeure* d'Octave Feuillet. A cause du bal qui devait suivre, on n'avait le temps d'en jouer qu'une. On choisirait celle qui serait le plus au point. J'avais précisément vu *On ne badine pas*... une des fois où Grand père m'avait menée aux Français. Après trois ou quatre répétitions, j'en avais assez. On piétinait en attendant l'arrivée de Mme Favart, qui devait jouer Camille, et de M. Feuillet, qui indiquerait les défauts de *Péril en la demeure*. Je pensai qu'il aurait du travail !

Enfin, un jour de pluie, où je lisais dans la grande pièce voisine du théâtre, j'entendis que quelqu'un discutait avec une certaine nervosité, et le maître d'hôtel, qui préparait le goûter, me dit que c'était M. Feuillet arrivé juste à temps de Saint-Lô pour assister à la répétition. Par la porte entr'ouverte j'entendais que l'on n'était pas d'accord sur le choix de la pièce. M. Feuillet conseillait de toutes ses forces *On ne badine pas*...

Il disait : « Prenez donc plutôt Musset! C'est délicieux... Ça plaît toujours, etc... etc... » Puis il avait déclaré qu'il était éreinté et s'en était allé avant que rien ne fût décidé.

Le lendemain, jour de la répétition générale de la pièce choisie, il pleuvait à verse. J'hésitai un instant avant de m'installer à lire, me demandant si je n'allais pas assister à cette dernière répétition. Finalement, je choisis la lecture d'un roman de George Sand que M. Foucher de Careil venait de me prêter, et qui s'appelait, je crois, *la Famille de Germandre*.

Je me rendais compte que la troupe de Careil n'était pas épatante. Non seulement on m'avait conduite aux Français et à l'Odéon, mais quelquefois, à Nancy, Mme de Soubeyran nous avait emmenées, ma mère et moi, dans sa loge, quand on jouait un drame ou un opéra-comique. J'en savais assez pour juger, avec la féroce simplicité des enfants, que « tout ça était un peu rasoir ».

Tout à coup, pendant que j'organisais ma petite table, M. Feuillet s'amène à pas feutrés. On me l'avait montré le matin dans la cour de *Guillaume*, et j'avais trouvé que c'était un « chic type ». Il s'arrêta avant d'entrer sur la scène, et me demanda avec cette expression un peu crispée qu'il avait quand quelque chose l'agaçait et que je lui ai revue si souvent:

— Dis donc, petit Breton!... Sais-tu quelle est la pièce qu'on répète?

— Oui, monsieur... C'est : *On ne badine pas...*

Alors sa figure se détend tellement que je lui dis :

— Vous êtes content, hein, qu'c'est pas vous qu'on écorche ?

Il se met à rire et me répond :

— Toi, tu es tout plein de bon sens...

Puis il interpelle M. Foucher de Careil, qui court pour ne pas rater son entrée :

— A qui est ce petit Breton?

Comme il ne reçoit pas de réponse, il me demande :

— Comment t'appelles-tu?

— Sibylle.

— Sibylle! C'est joli!... mais quel drôle de nom pour un garçon!...

— C'est que j'suis pas un garçon, monsieur...

Et j'achève de me présenter. Alors il me dit :

— Mais je connais beaucoup toute ta famille normande... Oh! pardon, mademoiselle!

Et il rit. Depuis ce jour-là nous avons toujours été bons amis.

Il était aussi nerveux que Mme de Chambrun, mais d'un genre de nervosité moins fantaisiste et plus maladive. Le moindre bruit l'énervait, et passer sur un pont lui était atroce. Il était, en somme, ce qu'on appelait alors névrosé, et que l'on appelle aujourd'hui neurasthénique. Lui aussi avait à l'hôtel un appartement isolé. Mme Feuillet, souffrante, était restée à Saint-Lô.

Mme de Chambrun avait une levrette qui s'appelait *Fiamina*, une de ces affreuses petites levrettes blanches à la mode sous Louis-Philippe et dont l'espèce est heureusement perdue. Fiamina était « grelottarde », déjà vieille, avec un petit ventre pointu et des pattes grêles. Elle sentait mauvais. Mme de Chambrun l'avait toujours sous le bras et M. Feuillet ne pouvait pas la voir. Quelques jours avant les courses de Caen, où nous devions tous aller, Mme de Chambrun avait trouvé, en mangeant de la salade, une bête à Bon Dieu. Après avoir d'abord poussé des cris aigus, elle s'était dit « que la Providence avait voulu qu'elle rencontrât cet insecte » et elle l'avait adopté et appelé *Fiametta*. Puis, peu après, elle avait déclaré qu'elle sentait que sa vie était liée à cette petite vie, et que le jour où mourrait Fiametta elle mourrait également. Comme nous habitions aussi à l'auberge de *Guillaume*, elle m'avait chargée de nourrir et de soigner Fiametta, c'est-à-dire de renouveler sa litière de gazon et de lui donner des feuilles de salade, des fleurs et des gouttes de lait, que l'on versait sur une feuille de chou, et qu'elle pompait avec une invraisemblable rapidité. Mme de Chambrun avait télégraphié à Baccarat d'où on lui avait expédié une immense cloche de verre percée d'un nombre infini de minuscules petits trous, sous laquelle la bête à Bon Dieu vivait heureuse au milieu des fleurs. Tous les matins, sa bonne maîtresse allait la regarder un instant.

Le jour des courses, Mme de Chambrun était, comme toujours, en retard. Nous partions, elle, ma mère, M. Feuillet et moi, dans une calèche de louage venue de Caen nous chercher. Ma mère était allée avertir une seconde fois Mme de Chambrun que les très bons chevaux se tracassaient à cause des mouches,

et que M. Feuillet, déjà nerveux à la pensée de traverser peut-être l'Orne sur un pont, piétinait à côté de la voiture.

Cinq minutes plus tôt, en allant porter à Fiametta sa feuille de laitue, ses fleurs et son lait, je l'avais trouvée couchée sur le dos les pattes en l'air au fond d'un liseron. Elle ne remuait pas ! Elle était morte ! Depuis huit jours je me réjouissais des courses. Affolée à la pensée que cette mort allait peut-être nous empêcher d'y aller, j'arrivai en courant et je dis à M. Feuillet :

— Fiametta est morte ! Quel coup !

Il me répond, tout heureux :

— Comment ! Quel coup !... Quel bonheur, au contraire, de ne plus voir cette horrible petite bête !

— Oh !... elle vous gênait pas beaucoup !

— Par exemple !... Elle m'empoisonnait !

Je dis encore :

— Pourvu qu'Mme de Chambrun ait pas l'idée de lui dire adieu avant de partir... Elle serait capable de ne pas aller aux courses !

Mais M. Feuillet ne m'écoutait plus. Son ravissement s'était changé en stupeur. Les yeux arrondis, les sourcils en accents circonflexes, il regardait Mme de Chambrun qui s'avançait entourée de dentelles flottantes et de « suivez-moi, jeune homme... » qui claquaient au vent, avec, comme toujours, agrafée à son bras gauche, l'inévitable Fiamina, somptueusement vêtue d'un paletot de drap blanc brodé d'une couronne de comte en argent.

Au lieu de dire bonjour, d'ouvrir la portière, enfin de faire un geste quelconque, M. Feuillet balbutie, horrifié :

— Alors... Alors, elle n'est pas morte ?

— Morte ! crie Mme de Chambrun, qui ne peut pas entendre parler de mort. Qui ?... à propos de quoi dites-vous ça ?

Hypnotisé par la chienne qui grelotte sous son pardessus, M. Feuillet répond, sans même savoir ce qu'il dit :

— La levrette... La petite vient de me dire qu'elle était morte...

Mme de Chambrun et ma mère se tournent vers moi sans douceur :

— Tu as dit ça !... pourquoi as-tu dit ça ?

Je bafouille :

— J'ai pas dit la levrette ! j'ai dit...

— C'est Fiametta, hurle Mme de Chambrun illuminée, c'est Fiametta qui est morte !

Elle s'engouffre dans l'auberge et revient quelques instants après, larmoyante et effondrée. Heureusement, cinq minutes plus tard, Fiametta était totalement oubliée.

A la fin de septembre, ma mère s'arrêta quelques jours à Paris où Grand père était venu au-devant de nous. La rencontre que je redoutais, entre lui et mon oncle Gabriel, fut plutôt cordiale. Grand père était reconnaissant à l'oncle de la bienveillance qu'il témoignait à sa petite-fille, et, l'oncle savait gré à Grand père d'avoir fait de sa nièce un « bon garçon » au lieu de la petite mijaurée provinciale qu'il s'attendait à trouver.

Il avait été convenu, dans la famille, que les uns et les autres se chargeraient de moi le soir, afin de laisser à Grand père, et à ma mère surtout, les quelques soirées qu'ils avaient à passer à Paris pour revoir des amis et aller à des théâtres moins corrects que ceux où l'on me conduisait !

Le lendemain de notre arrivée, Grand père, qui me prenait avec lui ce soir-là, me dit :

— Tu vas entendre au cirque un grand chanteur populaire qui s'appelle Darcier, et qui devrait être à l'Opéra...

Et j'entendis en effet Darcier, qui avait une belle voix chaude et timbrée. Dans une pièce militaire à grand spectacle, il chantait la marche alors célèbre : « *V'là l' bataillon d'la Moselle en sabots!...* » Ça me parut superbe, et je crois bien que *ça* l'était, en effet. Malheureusement, Darcier chantait aussi dans la seconde partie du spectacle, composée de numéros séparés, une chanson qui était au-dessous de tout. Elle avait été faite, disait-on, pour Moreau-Sainti, et créée par lui. Mais il était devenu professeur au Conservatoire, et Darcier, qui chantait volontiers son ancien répertoire, avait popularisé et combien ! cette pauvre chose qui voulait être tragique, et qui me donna un terrible fou rire. Ce fou rire, qu'il me fut impossible de réprimer, mécontenta énormément Grand père. Il avait infiniment d'esprit : un esprit fin, très malin, bien français ; mais, comme tous les gens des générations qui ont précédé la mienne, il n'avait pas le sens de la blague. Grand père n'admettait pas que l'on pût rire de ce qu'on appelait

alors des « sentiments généreux ». Je sentais très bien qu'il allait m'en vouloir de cette gaieté intempestive.

Mon oncle m'avait dit :

— Demain, je te conduirai chez Georgine.

Je savais que « Georgine » c'était sa belle-sœur, la marquise de Persan. Elle habitait, 10, place de la Madeleine, un entresol infiniment petit, mais arrangé avec un goût parfait.

En entendant sonner, elle se précipita au-devant de nous dans l'antichambre, et dit à mon oncle :

— N'entrez pas, Maman est là!

« Maman », c'était la duchesse d'Esclignac. Elle avait été la belle-mère de mon oncle et ils ne pouvaient pas se sentir. Je ne sais pas s'ils étaient formellement brouillés, ou s'ils évitaient simplement de se rencontrer. Mon oncle répondit :

— Cristi!... C'est bien ma veine!... Je venais justement vous demander de me garder Sibylle à dîner ce soir. J'ai une crise de goutte et je ne pourrai pas la promener...

— Laissez-la moi... C'est entendu... Mais filez!

En entrant dans le salon, je vis, avec un profond étonnement, la petite vieille ratatinée dont j'avais entendu si souvent célébrer, en termes plutôt énigmatiques, le charme, les fantaisies et les succès. Elle était, je crois, née Talleyrand et parente par alliance de la duchesse de Dino qui, elle aussi, sous Louis-Philippe, avait étonné l'Europe par son intelligence, son indépendance et sa beauté.

Les deux duchesses étaient, ou avaient été très liées. La vieille baronne du Montet, — grand tante de Clotilde et de Louise de Landrian, chez laquelle on me menait quelquefois, à Nancy, — s'exprimait librement sur elles quand elle causait devant moi avec la comtesse de Ludre. M^me^ du Montet était une ravissante vieille dame de quatre-vingt-dix ans, je crois. Elle avait des petites bouclettes d'un blanc d'argent, qui auréolaient gaiement son visage mutin et encore frais.

On affirmait à Nancy qu'elle avait connu Marie-Antoinette. M^me^ de Ludre, qui était remplie d'esprit mais plutôt revêche, louait le premier étage du vieil hôtel de Ludre à M^me^ du Montet et occupait le second. Elle n'aimait que son fils Gaston, que je n'avais jamais vu, et était d'une révoltante dureté pour sa fille Amélie, qui était tout à fait charmante et que j'aimais beaucoup.

Amélie, — qui est devenue la comtesse Théodore de Briey, — avait encore plus d'esprit que sa mère, qui la reléguait avec un perroquet dans une chambre sans feu et la traitait plutôt mal. Je détestais Mme de Ludre, mais j'avais du plaisir à l'entendre égrener, avec Mme du Montet, le chapelet acidulé de ses souvenirs mondains. Les duchesses d'Esclignac et de Dino, — devenue duchesse de Sagan, — y tenaient la première place. Comme j'avais appris par la conversation que j'avais eue à Nantes avec mon père, que mon oncle Gabriel avait épousé la fille de la duchesse d'Esclignac, j'écoutais avec intérêt tout ce qui la concernait : on rappelait, sans indulgence, « ses nombreuses aventures ».

Je me représentais volontiers la Duchesse comme une belle dame bien habillée, avec de grandes manières et une allure décorative. La vue de cette petite vieille me surprenait désagréablement. La duchesse avait une robe de soie grise à volants, et des frisures d'un noir d'encre encadraient durement son petit visage tout plissé, où luisaient des yeux sombres extraordinairement cernés. C'était la première fois que je voyais, du moins de près, une vieille femme peinte, — on ne disait pas maquillée dans ce temps-là, — et je ne me rendis pas d'abord compte de ce qu'elle avait pour moi d'anormal. Elle était, d'ailleurs, très élégamment arrangée. Une belle dentelle voltigeait autour de son chignon, et un fichu Marie-Antoinette, aussi en dentelle, voilait son buste encore très droit. Elle me parut toute petite, à côté surtout de Mme de Persan qui était grande et dont la taille magnifique m'emballa dès le premier instant.

Strictement, la marquise de Persan était laide. Elle avait le nez aplati et une grande bouche dont la mâchoire inférieure avançait extraordinairement. Sa petite tête bien posée sur un long cou se couronnait d'une large natte noire. Elle était coiffée exactement comme l'a été, dix ans plus tard, l'impératrice Élisabeth d'Autriche. Elle portait ce jour de septembre une robe de velours noir, et c'est ainsi que je l'ai toujours vue habillée au printemps et à l'automne, les seules saisons où je sois venue dans mon enfance à Paris. Mais, au lieu de s'étaler bêtement, presque sans plis, sur une cage évasée du bas, la jupe de cette robe, — une robe princesse qui dessinait bien la taille superbe, — tombait presque droite en gros plis lourds qui venaient se casser à terre. Mme de Persan n'avait pas du tout la silhouette à la mode en 1861. Sa poitrine n'était pas rebondie,

sa taille n'était pas fine, ni ses hanches évasées. Mais elle avait une grâce onduleuse et une ligne magnifique. C'est en la voyant que je compris bien, pour la première fois, l'expression qui naissait alors : « avoir de la branche ».

Elle aussi « s'arrangeait » la figure, c'est-à-dire qu'elle mettait de la poudre de riz après avoir certainement mis d'abord quelque chose pour la faire tenir. Et on ne connaissait alors que l'affreuse poudre de riz blanche, d'un blanc de plâtre. Mais, telle quelle, Mme de Persan m'éblouit. Très gentiment, elle se mit à me parler de Nancy, de mes grands-parents, de ma mère qui devait venir la voir le lendemain. C'était charmant, mais il n'était que quatre heures et les jambes me démangeaient déjà. La pensée d'être là jusqu'à dix heures du soir m'affolait. Mme de Persan devina peut-être ce qui se passait en moi et elle me dit :

— Ma pauvre petite... Ça ne va pas être amusant pour vous de rester ici avec moi...

— Mais... s'écria la duchesse, elle ne va pas y rester ! C'est impossible !... Je suis encombrée d'Archambault qu'on a ramené à Paris et qui ne rentre que demain dans sa boîte. Elle va dîner chez moi, et ils iront quelque part... au cirque ou au beuglant...

— Mais, maman, vous n'y pensez pas... on ne peut pas la confier à un gamin comme Archambault !

— Allons donc !... il a au moins seize ans !

— C'est impossible !... Déjà Gabriel craignait de mécontenter son Grand père et sa mère en me la laissant...

— Eh bien ! je les accompagnerai... C'est entendu, j'emmène Sibylle... Seulement il faut absolument que j'aille voir avant de rentrer Mme de Boigne... Elle va venir avec moi !...

GYP.

*(A suivre.)*

# LES
# BERBÈRES DE JUGURTHA

## *D'APRÈS UN LIVRE RÉCENT*[1]

Quand on parcourt en touriste notre Afrique du Nord, on est vite émerveillé. Une surprenante variété d'aspects, du pittoresque à souhait, sous un ciel vibrant de lumière. En maint endroit, des ruines imposantes où parle le passé, romain ou punique, chrétien ou musulman. Entre les ruines, partout les preuves éclatantes d'un réveil de la vie, d'une prospérité croissante : grandes villes modernes et ports bien outillés, villages et fermes, vastes champs de céréales, vignobles ou oliviers à l'infini. En approchant des principales cités, le voyageur s'étonne au spectacle d'une activité à l'américaine, des nombreux colons partout fixés au sol, des chemins de fer, des belles routes sillonnées d'automobiles. Tout cela laisse une impression réconfortante de confiance et de sécurité.

Mais arrêtez-vous, observez encore et de plus près. Voici des indigènes, des gourbis, des tentes : gens et choses qui datent de vingt-cinq siècles. Aussitôt, si l'on a vécu dans le pays, si l'on en connaît un peu l'histoire, une inquiétude se mêle à l'enchantement, évoque les destinées d'une autre Afrique, de cette Afrique romaine qui fut si prospère, elle aussi : brusquement, un jour, elle s'est effondrée, ne laissant que des ruines. On se demande ce qu'il adviendra de l'Afrique française. Alors, remontant de l'effet aux causes, on trouve devant soi et l'on cherche à pénétrer l'énigme berbère.

En fait, derrière la brillante façade de notre Afrique, sub-

(1) *Histoire ancienne de l'Afrique du nord*, t. V et VI (*les Royaumes indigènes*), par M. S. Gsell. — Paris, Hachette, 1927.

siste presque entier le mystère de la vieille Afrique indigène. Çà et là, principalement dans l'est, les tribus arabes immigrées au moyen âge. Mais surtout, et partout, les vieux Berbères autochtones, arabisés ou non en apparence, restés au fond les Berbères de Masinissa et de Jugurtha. Depuis vingt-cinq siècles, ils ont vu arriver, passer et disparaître bien des dominations étrangères : eux, ils sont toujours là, toujours les mêmes, et, pour l'honneur de la France, plus nombreux aujourd'hui que jamais. D'eux autant que de nous, ou plutôt d'une entente sincère et possible entre eux et nous, dépend le sort futur de notre Afrique.

Pour s'entendre, il faut avant tout se comprendre, c'est-à-dire se bien connaître. Idée fort simple en apparence, et qui pourtant fut longue à faire son chemin chez nous. Longtemps encore après la prise d'Alger, on se représentait l'Algérie comme un pays foncièrement arabe. D'où les maladresses d'une administration qui ignorait officiellement l'existence des Berbères, élément principal et tout à fait prépondérant de la population. On connaît les conséquences, les déceptions et les échecs de notre politique en ces temps-là : il suffit de rappeler l'étrange et funeste utopie du « royaume arabe », qui fit la fortune d'Abd-el-Kader, mais qui coûta si cher à la France. Nous n'en sommes plus là, heureusement; mais les mésaventures du passé prouvent clairement qu'il importe beaucoup de bien connaître les Berbères, leur tempérament, leurs traditions, leurs aspirations.

Il y a maintenant là-dessus toute une littérature. Jusqu'ici, pourtant, l'on avait trop négligé les leçons de l'histoire. C'est cette lacune que vient de combler M. Gsell, le savant historien de l'Afrique du Nord. Dans les quatre premiers volumes de son grand ouvrage, il avait évoqué les temps primitifs de la Berbérie, la colonisation phénicienne, surtout Carthage et sa civilisation. Les volumes suivants, récemment parus, sont consacrés aux royaumes indigènes contemporains de la domination carthaginoise ou de la conquête romaine : royaumes de Masinissa ou de Syphax, de Bocchus et de Bogud, de Micipsa, de Jugurtha, des Juba.

Dans ces derniers volumes, M. Gsell a consigné les résultats de longues recherches sur l'état social et politique des Berbères avant la domination romaine. Cette enquête, aussi complète

que possible, d'une critique très sûre et d'une précision merveilleuse, a pour base les textes de tout genre et les documents archéologiques. Le tome V traite de l'organisation sociale, économique et politique : cadres de la société indigène, tribus, nations et peuples, rois et sujets, exploitation du sol, élevage et culture, habitations et lieux habités. Le tome VI contient un très curieux tableau de la vie matérielle, intellectuelle et morale : nourriture, tenue du corps, habillement, armes et mobilier, vie dans les campagnes et dans les villes, langues et écritures, religions, usages funéraires et divers types de tombes, tumulus, dolmens, mausolées, sépultures royales.

C'est, comme on le voit, une évocation complète, par les textes et les faits, de la société indigène lors de l'arrivée des Romains. On devine combien ce passé peut servir à éclairer le présent, et même l'avenir. Pour tous ceux qui s'intéressent à notre Afrique du Nord, ces volumes sont une mine de renseignements précieux. Ici, nous retiendrons surtout de cette enquête les observations d'une portée générale et les conclusions, ce qui concerne le tempérament, les traditions ou les destinées des Berbères, pour en dégager brièvement les leçons de l'histoire.

* * *

Dès le début des temps historiques, on trouve dans tout le nord de l'Afrique les Berbères, qu'on appelait alors les *Libyens*. D'où étaient-ils venus? A vrai dire, nous n'en savons rien. Sans doute, leur langue est apparentée à celles de la vallée du Nil, et beaucoup d'entre eux ont le type ethnique de ces régions-là. Mais une foule d'autres, bruns, petits, nerveux, ressemblent surtout aux habitants de l'Europe méridionale. Il y a aussi des Berbères blonds, qui peuvent être originaires des pays du nord. Bref, la « race berbère » semble très mêlée, comme toutes les races.

Au moment où ils apparaissent dans l'histoire, les Libyens occupaient le nord du continent africain depuis l'Atlantique jusqu'aux frontières de l'Égypte, en deçà du désert : c'est seulement au III^e^ siècle de l'ère chrétienne que des Berbères, sans doute refoulés par les Romains, ont envahi le Sahara central et occidental, détenu antérieurement par des Éthiopiens. Ces Libyens parlaient la langue libyque, dont dérivent tous les

dialectes berbères. Nomades ou sédentaires, ils en étaient restés à un état de civilisation assez primitif, voisin de la barbarie. C'était l'opinion des Romains, puisque le nom donné aux *Berbères* vient de *barbari*.

Ces indigènes africains, on les jugeait sévèrement dans le monde grec et à Rome. On les disait paresseux, grossiers, turbulents, brutaux, violents, sensuels et cruels, voleurs et pillards; on les accusait d'inconstance et de perfidie. Le portrait n'est pas flatteur. Mais on peut soupçonner quelque exagération dans ces reproches toujours reproduits, qui sentent le cliché : on se juge sévèrement de peuple à peuple, surtout quand on se connaît mal.

En tout cas, les Berbères avaient les qualités qu'ils ont encore aujourd'hui. Ils étaient sobres, résistants, courageux, et même, quand ils le voulaient, durs à la peine. Ils avaient à leur façon le sentiment de l'honneur, poussant jusqu'au sacrifice le dévouement à leur famille, à leur hôte, à leur tribu, à leur parti ou à leur chef. Et c'étaient d'admirables soldats, de merveilleux cavaliers : comme leurs descendants sous nos drapeaux, ils le prouvaient alors sous les enseignes de Carthage ou de leurs rois, d'Hannibal, de Syphax, de Masinissa, de Jugurtha.

Malgré tout, la plupart d'entre eux restaient des barbares. Ils étaient esclaves de la routine, comme ils le sont encore, à un degré inimaginable. A travers les siècles, et en toute chose, ils ont conservé jusqu'à nos jours l'empreinte du plus lointain passé. Fixité anormale des dialectes; organisation des villages, des tribus, des *çofs*; responsabilité collective; condition des femmes; procédés primitifs de culture, avec les mêmes charrues, les mêmes meules, les mêmes pressoirs; mode de construction des maisons; mobilier rudimentaire ; bois sculptés, poteries de forme immuable comme leur décoration géométrique ; arrangement de la chevelure et tatouages du corps; opérations magiques; rites funéraires et aspect des sépultures : rien n'a changé depuis deux mille ans. Un Berbère du temps de Jugurtha se reconnaîtrait dans la plupart des Berbères d'aujourd'hui.

A côté de ces barbares si routiniers, il y avait pourtant une élite de demi-civilisés. Les indigènes africains avaient de la mémoire et n'étaient pas maladroits; si l'occasion s'en présentait, ils savaient imiter ou copier. Bien avant la conquête

romaine, dans les villes du littoral ou même de l'intérieur, nombre de Berbères s'étaient plus ou moins dégrossis à l'école des Carthaginois.

Leurs rois donnaient l'exemple. De bonne heure, ils avaient été fascinés par le rayonnement de Carthage, dont les comptoirs s'échelonnaient sur leurs côtes. Par de nombreux mariages princiers, ils étaient entrés en relations personnelles avec l'aristocratie punique : Sophonisbe, fille d'un Hasdrubal, fut la femme du roi Syphax, puis de Masinissa. Le punique était la langue officielle de Masinissa et de ses successeurs : témoin leurs monnaies. Des rois numides ont même eu des ambitions littéraires. Hiempsal II, neveu de Jugurtha, écrivit des *libri punici*, dont Salluste a connu et utilisé une traduction latine. Le roi maure Juba II, érudit et amateur d'art, composa en grec une foule d'ouvrages sur les thèmes les plus variés.

Cet exemple, donné par les rois, ne fut pas perdu pour tous leurs sujets. La civilisation punique conquit une partie du pays numide, même des régions que Carthage n'a jamais occupées. Cette influence étrangère se fit sentir parfois jusque dans les campagnes, où l'on signale des progrès notables de l'agriculture sous le règne de Masinissa. Mais elle fut puissante surtout dans les villes, où l'on en surprend bien des traces : inscriptions néo-puniques, cultes de Baal Hammon et d'Astarté, monnaies de cités numides ou maures à légendes phéniciennes, institution de magistrats municipaux appelés *sufètes* comme à Carthage. Dans l'architecture funéraire des indigènes, la place d'honneur appartient à des édifices de style punique ou gréco-punique : mausolées de Dougga et du Khroub, grandes sépultures royales connues sous le nom de *Medracen* et de « Tombeau de la chrétienne ».

Textes et monuments prouvent en toute évidence que, bien avant la domination romaine, il y avait deux sortes de Berbères : ceux qui restaient de purs barbares, et ceux qu'avait plus ou moins gagnés la civilisation voisine. Il en a été de même dans l'Afrique romaine; il en est de même aujourd'hui. C'est par ignorance ou paresse, que la plupart des Berbères s'attardent dans la barbarie. On ne doit pas en conclure qu'ils soient fermés au progrès et systématiquement hostiles aux influences étrangères. Tout dépend des circonstances historiques, c'est-à-dire de l'action exercée par les maîtres du pays.

***

Dans l'histoire politique des Berbères, le trait le plus frappant est leur impuissance à s'organiser, à constituer de véritables États, des États durables. A cet égard, ils ont une mentalité d'Orientaux.

Ils n'ont pas le sens de la discipline. Très individualistes, passionnés, ombrageux, prompts à se croire offensés et à en tirer vengeance, ils s'usent en querelles perpétuelles, d'homme à homme, de famille à famille, de tribu à tribu. Ils aiment leur pays, mais sans avoir la notion d'une patrie. Ils ne voient rien au-dessus de la tribu ou du village. Les autres groupements, confédérations éphémères, coteries, *çofs*, ne sont pour eux que des associations de circonstance, surtout pour le pillage. Quant à l'État, ils n'en ont pas la moindre idée. Ils le subissent, si on le leur impose, mais toujours provisoirement, jusqu'à l'occasion d'une révolte. Leurs rois prétendaient bien à une autorité absolue ; en réalité, villes et tribus étaient presque autonomes On ne se soumettait au pouvoir royal, que dans la mesure où ce pouvoir était assez fort pour s'imposer.

Par surcroît, la configuration de l'Afrique du Nord rendait difficile la constitution d'un grand État. « La Berbérie, dit M. Gsell, est à la fois trop longue et trop étroite, pour qu'une domination unique puisse se maintenir depuis l'Océan jusqu'aux Syrtes. La bande se fractionne en plusieurs tronçons, la nature imposant des coupures, dont la place est déterminée par les luttes ou les accords des hommes. » Presque toujours, trois tronçons : au temps de l'indépendance, royaumes des Massyles, des Masaesyles et des Maures; plus tard, Proconsulaire, Numidie, Maurétanie ; au moyen âge, trois royaumes arabes ou berbères; aujourd'hui, Tunisie, Algérie, Maroc. Mais les frontières sont toujours artificielles : aussi, toutes les fois que les indigènes ont été maîtres chez eux, ce fut la guerre presque sans trêve.

Toujours les États berbères ont surgi à l'improviste, pour s'écrouler comme châteaux de cartes. « D'un pays pauvre, montagne, steppe ou désert, une tribu s'élance vers des régions plus riches... Un État se fonde; la tribu qui a conquis l'hégémonie le soutient et l'exploite. » Mais cet État dure peu, toujours pour la même raison : il n'a pas su s'organiser, il ne

résiste pas à la poussée d'une nouvelle tribu qui réclame sa place au soleil.

Cette impuissance politique est attestée par toute l'histoire des royaumes indigènes. Masinissa, Micipsa, Jugurtha, ont régné sur une immense région, plus grande que l'Algérie : ils n'ont rien fondé, rien laissé. Eux disparus, ce fut de nouveau l'anarchie. Tous les rois berbères se sont épuisés dans les rivalités et les querelles, dans les combats contre des voisins ou des parents. Quand Rome eut pris pied en Afrique, ils se mêlèrent encore à des querelles qui ne les regardaient pas, luttant les uns contre les autres pour le compte de Marius ou de Sylla, de César ou de Pompée, d'Octave ou d'Antoine, jamais pour la Berbérie.

Par ce tempérament anarchiste, les Berbères étaient condamnés à subir toujours quelque domination étrangère. Mais les conquérants, à leur tour, rencontraient bien des obstacles, qui venaient soit du pays, soit des indigènes.

Dans une page très pénétrante, M. Gsell définit les conditions du succès d'une domination étrangère en Berbérie : « Il faut, dit-il, que des étrangers viennent imposer à ce peuple l'ordre et la paix. Ils doivent être assez forts pour triompher des nombreux obstacles que dresseront contre eux la nature et les hommes. Résolus à assurer le succès définitif de leur entreprise, ils se résigneront à soumettre entièrement cette vaste contrée. Ils ne feront pas une distinction fallacieuse entre les pays *utiles*, qui pourront les dédommager de leurs peines, et les pays *inutiles*, dont ils affecteront de dédaigner la pauvreté; car c'est dans ces derniers que sont les matériaux d'incendies toujours prêts à s'allumer et à s'étendre au loin... La nation conquérante devra maintenir sa domination par une autorité très ferme et très énergique, par une puissante armature militaire et administrative. En introduisant des colons, elle apportera le levain du progrès... Sans apparences tyranniques, elle amènera peu à peu les indigènes à accepter une civilisation meilleure. »

L'histoire est une confirmation éclatante de ces conclusions. Jusqu'en 1830, toutes les dominations étrangères en Berbérie se sont écroulées plus ou moins vite : c'est qu'aucune d'elles, pas même Rome, n'avait su réaliser toutes les conditions du succès.

Pour Carthage, c'est trop évident. Cette grande cité de marins et d'armateurs ne s'intéressait guère qu'à ses comptoirs du littoral. A l'intérieur, elle n'a occupé qu'une portion infime

de la contrée, ce qui correspond au nord-est de la Tunisie. Elle exerça parfois un vague protectorat sur les Numides, dont une élite s'était ralliée à sa civilisation ; mais le plus grand nombre des Berbères échappaient complètement à son action. Enfin, elle n'avait pas la force militaire. Ses armées se composaient surtout de mercenaires africains, dont la fidélité ne résistait pas aux revers de fortune. Quand sa puissance s'écroula sous les coups des Romains, Masinissa et ses Numides furent les plus ardents à la curée.

L'Afrique romaine, en apparence, était bâtie sur le roc. Mais nous en connaissons aujourd'hui les points faibles, qui expliquent l'effondrement.

Sans doute, elle avait cette forte « armature militaire et administrative », que recommande M. Gsell. En outre, dans les plaines du Tell, la majorité des indigènes s'étaient ralliés franchement à la domination et à la civilisation de Rome. Ce sont surtout ces Berbères romanisés, qui ont fait alors la prospérité de la région. Devenus chrétiens, ils contribuèrent à la grandeur de l'Église africaine. Beaucoup d'évêques et plusieurs écrivains étaient de leur race. Pour tout cela, on ne peut qu'admirer l'œuvre accomplie par Rome ou sous son patronage.

Mais voici les points faibles. Si l'on distingue des vrais Romains les Berbères romanisés, on constate que l'Afrique a reçu très peu de colons romains ou italiens. La plupart de ces Africains, que l'on prenait jadis pour des fils de colons, étaient des indigènes superficiellement civilisés. Après l'invasion vandale, ils sont retournés vite à la barbarie. C'est que les barbares n'avaient jamais désarmé autour de l'Afrique romaine. Rome avait occupé seulement une partie de la contrée, en Numidie jusqu'à l'Aurès et à la limite du désert, en Maurétanie Césarienne jusqu'au bord des Hauts Plateaux, en Tingitane, beaucoup moins loin. Dans le Tell même, elle s'était contentée de barrer les débouchés des montagnes. Dans ces massifs montagneux, dans l'ouest, dans le sud, s'étaient maintenus les vieux Berbères, indépendants en fait, toujours prêts aux razzias. D'où ces insurrections, ces révoltes de tribus ou de grands chefs, ces incursions de pillards, qui si souvent avaient rendu si précaire la « paix romaine ». Quand l'armée d'occupation dut se rembarquer, les Berbères restés ou redevenus barbares se retrouvèrent les maîtres de toutes les régions que n'occupaient pas les Vandales.

Ces Vandales étaient peu nombreux, quand ils envahirent l'Afrique ; et ils le furent de moins en moins. Ils ne songeaient qu'à piller, dévaster ou exploiter la contrée. Cantonnés sur les terres qu'ils s'étaient partagées autour de Carthage ou en Byzacène, ils se contentaient d'entretenir des garnisons dans quelques villes de la Numidie et de la Maurétanie, où la plupart des chefs indigènes étaient indépendants. A l'approche de Bélisaire, tomba d'elle-même la domination des Vandales, qui disparurent sans laisser de traces.

Les Byzantins n'ont pas été beaucoup plus heureux. Ils n'établirent leur domination que dans l'est du pays, à l'abri de grandes forteresses bâties avec des débris de vieux édifices. Ailleurs, ils occupèrent simplement les villes de la côte, abandonnant le reste de la contrée aux indigènes. Presque aussi facilement que l'Afrique vandale devant Bélisaire, l'Afrique byzantine s'effondra devant les Arabes.

A première vue, les Arabes semblent avoir mieux réussi : la Berbérie est devenue terre d'Islam, et la langue arabe y a joué désormais le rôle antérieurement dévolu au latin. Mais ces deux faits, malgré leur importance, ne doivent pas donner le change sur le succès réel de la conquête musulmane.

Lors des premières invasions, les indigènes avaient défendu vaillamment leur indépendance : on connaît l'héroïsme de la Kahena, cette reine de l'Aurès, dont les exploits inspirent encore les chanteurs populaires. Faute de s'unir contre les envahisseurs, les Berbères durent se soumettre, d'autant mieux qu'on sut les rallier en les emmenant au pillage de l'Espagne Mais ils acceptèrent sans enthousiasme la religion de Mahomet ; suivant l'historien Ibn Khaldoun, ils apostasièrent plus de douze fois en soixante-dix ans. Ils furent toujours de médiocres musulmans, hérétiques ou schismatiques, tièdes ou indifférents.

D'ailleurs, ils réagirent vite contre les conséquences de la conquête. Jadis, on s'exagérait beaucoup le nombre des immigrants venus d'Arabie. En fait, les Berbères déguisés en musulmans furent bientôt maîtres chez eux. Les principautés et les empires, qui au moyen âge se constituèrent dans l'Afrique du Nord, étaient surtout des empires ou des principautés berbères. Au fond, l'Afrique arabe était une Afrique berbère à étiquette musulmane.

Quant aux aventuriers turcs, qui pendant trois siècles ont

pillé le Maghreb en écumant les mers, ils n'ont jamais occupé sérieusement la contrée. Installés dans des villes, ils rayonnaient de là, s'ils le pouvaient, pour aller lever des impôts dus ou non. Leur domination avait si peu de racines, qu'elle a disparu par enchantement lors de l'expédition d'Alger. Les Turcs partis, on s'est trouvé en face de la vieille Afrique berbère, partiellement arabisée en apparence, mais restée quand même l'Afrique de Jugurtha.

***

Ainsi vont se répétant les leçons de l'histoire. Des Carthaginois aux Romains, des Vandales aux Byzantins, des Arabes aux Turcs, aucune domination étrangère n'a pu s'établir définitivement en Berbérie. Jusqu'en 1830, tous les conquérants ont dû se rembarquer ou se fondre dans la population indigène. Toujours pour la même raison : ils n'avaient pas su remplir toutes les conditions du succès.

Et la France ?

Inutile d'insister sur les progrès matériels, qui sont considérables, surprenants même. A cet égard, les résultats obtenus par la France en moins d'un siècle sont déjà comparables aux résultats obtenus par Rome en cinq siècles.

Plus délicat est l'autre aspect de la question : commençons-nous à réaliser les conditions historiques d'un établissement définitif ?

Marquons d'abord des points à notre avantage. Notre « armature militaire et administrative », dans l'Afrique du Nord, est au moins égale et probablement supérieure à celle des Romains. En outre, nous y avons beaucoup plus de colons que n'en eut jamais Rome, et des colons de qualité. Enfin, la France a dès maintenant réalisé ce qu'on n'avait jamais tenté jusqu'ici : elle a étendu son autorité sur toutes les régions du Tell montagneux, de l'ouest et du désert, d'où sont toujours partis les Berbères indépendants pour piller et combattre l'étranger. En conséquence, la « paix française » en Afrique est infiniment plus complète et mieux assurée que ne le fut jamais la fameuse « paix romaine ».

Pourtant, le plus difficile reste à faire ou à compléter. Ce qui jusqu'ici a empêché un établissement définitif dans l'Afrique du Nord, c'est la persistance de la barbarie, survivant à côté des

régions civilisées. Cette barbarie, il ne suffit pas de la contenir : comme toujours, depuis deux mille ans, elle n'attendrait qu'une occasion de rompre ses digues pour tout submerger. On doit la supprimer partout, en ralliant à la civilisation tous les Berbères.

Beaucoup, déjà, se sont rapprochés de nous. De nombreuses tribus, des familles de grands chefs, ont toujours été fidèles à la France, même dans les circonstances les plus critiques. Bien des milliers d'indigènes, dans la dernière guerre, ont combattu vaillamment sous nos drapeaux. Depuis quelques années, une foule de Kabyles ou autres sont venus volontairement chercher du travail en France ; ils sont venus si nombreux, qu'à Paris l'on a construit pour eux une mosquée ; et ils se trouvent si bien chez nous, que la plupart oublient de retourner chez eux. Enfin, de plus en plus, on fait place aux indigènes dans les assemblées locales et dans les administrations. Tout cela est fort bien, mais ne suffit pas encore : c'est de toute la population indigène qu'il faut achever la conquête morale.

Sans doute, la France rencontre une difficulté particulière, que n'ont pas connue les Romains : la différence du statut civil, que la plupart des musulmans croient inséparable de leur religion. Cependant, l'obstacle n'est pas insurmontable. Jadis, dans bien d'autres contrées, le statut civil était plus ou moins lié à une religion : cela n'a pas empêché l'évolution. La question ne se pose pas autrement pour l'Afrique du Nord. En cherchant bien, on trouverait d'élégantes solutions, acceptables pour tous.

D'ailleurs, les vrais musulmans, les Arabes, sont dans la région une minorité. La masse de la population se compose de Berbères, d'une mentalité très différente, dont le fanatisme n'est pas toujours à base de religion : musulmans d'occasion, souvent schismatiques et suspects à l'Islam, dont beaucoup ont eu des ancêtres chrétiens. Entre eux et nous, le malentendu religieux s'atténuerait sensiblement, et finirait par disparaître, s'il ne s'y mêlait d'autres malentendus.

Par une habile politique, la France peut exercer une action de plus en plus efficace sur les indigènes. L'histoire du pays prouve que les Berbères ne sont nullement hostiles ni insensibles au progrès, pourvu que le progrès vienne au-devant d'eux. Ceux qui se sont trouvés en contact permanent avec les

Carthaginois, les Romains ou les Byzantins, n'ont pas résisté à l'ascendant d'une civilisation supérieure, adoptant le genre de vie, les mœurs, la langue des maîtres du pays.

Dans toutes les périodes de cette longue histoire, il y a toujours eu en Berbérie deux catégories très différentes d'indigènes : les Berbères restés barbares, ceux des montagnes, des Hauts Plateaux ou du désert, en dehors de la zone d'occupation effective; et les Berbères plus ou moins gagnés par la civilisation voisine, ceux du littoral et du pays colonisé ou fortement occupé. D'où le frappant contraste que l'on observe toujours entre la côte et l'intérieur, entre la plaine et la montagne, entre les villes et les campagnes.

Si tant d'indigènes restaient barbares ou le redevenaient, c'est que les conquérants occupaient seulement une partie de la contrée. La barbarie se maintenait dans les massifs montagneux, dans les steppes et le désert, dans presque toute la Maurétanie occidentale. Les retours offensifs de cette barbarie pillarde et agressive arrêtaient ou compromettaient, jusque dans les régions colonisées ou occupées, le progrès de la civilisation.

La situation est aujourd'hui tout autre. Bon gré mal gré, depuis qu'elle a pris pied à Alger, la France a été entraînée, comme jadis les Romains, à étendre sa domination pour se défendre. Dans cette voie, sans presque le vouloir, elle est allée infiniment plus loin que Rome. Directement ou indirectement, elle domine ou contrôle maintenant presque toute la Berbérie, y compris les déserts. Bientôt, dans toute cette Afrique du Nord, il n'y aura plus de repaire pour la barbarie. Alors, tout progrès sera définitif, sans crainte d'un retour offensif. Peu à peu, comme toujours et partout, la barbarie cédera la place à la civilisation; et, devant la civilisation, reculera jusqu'au fanatisme.

Ce ne sera pas l'œuvre d'un jour. Mais, dans ces nouvelles conditions géographiques, devient possible la conquête morale de tous les indigènes. La France se doit de l'entreprendre et de la poursuivre jusqu'au bout. Elle sera largement récompensée de sa peine, quand elle verra s'asseoir à son foyer, tous ralliés et amis, les descendants des Berbères de Jugurtha.

Paul Monceaux.

# AU CONGRÈS HISTORIQUE D'OSLO

Historiens de tous pays, de toutes langues, de toutes confessions, ont au début d'août 1928, pris la route d'Oslo : le sixième Congrès international des sciences historiques les y appelait. La réunion d'un tel congrès dans la capitale norvégienne sanctionnait fort opportunément la ferveur de la Norvège contemporaine pour ses traditions historiques ou légendaires, et l'impulsion qu'y ont reçue les études d'histoire.

« Le souvenir glorieux de nos ancêtres se réveille, chaque fois que nous prononçons le nom de notre foyer », s'écriait jadis Bjerregaard dans son *Chant national de la Norvège*, dont Mme Jacques de Coussanges a pu dire qu'il a « gardé jusqu'à nos jours le retentissement patriotique d'une *Marseillaise* ». Tandis qu'en d'autres pays, les vicissitudes politiques du XIXe siècle marquèrent une rupture avec le passé, il semble qu'en Norvège, au contraire, elles portèrent les imaginations et les âmes à faire ascension vers le « souvenir glorieux » dont parlait Bjerregaard, et à s'en éprendre, comme on se complaît à ces horizons dont l'effacement ou l'absence laissait une vague impression de nostalgie.

Ici même, dès 1832, Jean-Jacques Ampère se faisait l'écho des aspirations scandinaves, qui s'essayaient à ressaisir, dans les antiques Sagas, la physionomie préhistorique du terroir et des hommes, et plus tard Auguste Geffroy dessinait pour les lecteurs de la *Revue* la silhouette de Jurgen Moe, le futur évêque luthérien de Christiansand, prêtant partout l'oreille aux

poésies et aux contes populaires, et sachant en dégager le caractère national de la Norvège. Jurgen Moe caressait l'espoir qu'en fixant et prolongeant ces créations spontanées de l'âme indigène, il donnerait l'élan à un renouveau de la poésie lyrique; et toute l'œuvre d'un Wergeland, toute l'œuvre d'un Velhagen, appuyaient ce pronostic. Si démocrate que fût le premier, si aristocrate que fût le second, ils faisaient trêve à leurs luttes pour remonter tous deux vers les vieux symboles et vers la primitive littérature, et pour y chercher la richesse de l'inspiration, ou celle de l'expression. Des drames nationaux inaugurèrent la carrière de Björnson et la carrière d'Ibsen : la première étape de leur activité littéraire, l'étape qu'on pourrait qualifier de romantique, fut celle où ils se servirent de la scène pour restituer à l'histoire une vie, un coloris et un accent.

Voici qu'aujourd'hui les romans historiques de Mme Sigrid Undset jettent un pont entre le XXe siècle et la Norvège catholique du moyen âge. D'éloquentes précisions ont surgi, au sujet des rapports qu'entretenait avec la Cour de Rome cette Norvège de mieux en mieux connue. A peine Léon XIII avait-il ouvert les archives du Vatican, qu'un savant norvégien se hâtait d'en franchir le seuil; et ces recherches érudites, quelle que soit la confession de ceux qui s'y adonnent, ont la portée d'un acte de piété pour l'âme norvégienne d'autrefois. On les sent s'attarder, avec une certaine curiosité, en ces siècles lointains où la Norvège, en possession de la foi où l'avait installée saint Olaf, aimait cette foi comme un patrimoine national; et ce catholicisme de jadis, aboli par le XVIe siècle, prend, dans le recul de l'histoire, un aspect autochtone, qui fit toujours défaut, sur terre norvégienne, à la confession victorieuse, au luthéranisme importé par l'envahisseur danois, imposé comme un joug religieux, conséquence d'un joug politique. Survienne dès lors la puissance d'évocation qui caractérise l'œuvre de Mme Sigrid Undset; et, sous l'impulsion de l'histoire, maniée par elle, vivifiée par elle, commencera de se faire sentir en certaines consciences un ébranlement religieux pareil à celui que provoqua, il y a juste un siècle, le romantisme germanique, et qui fit époque dans les destinées du catholicisme allemand.

L'histoire norvégienne donne une force au passé, à tout le

passé; et la substitution même du nom d'Oslo au nom de Christiania, pour désigner la capitale du royaume, fut comme le dernier acte de revanche de cet indestructible passé, la revanche de la Norvège médiévale, de la Norvège autonome, sur les siècles d'hégémonie danoise.

Le goût des résurrections historiques, préludant aux résurrections politiques, fut au point de départ du récent épanouissement norvégien ; et l'histoire, dans le dernier quart de siècle, a vraiment acquis, en Norvège, l'importance d'une science, grâce à des professeurs tels qu'Alexander Bugge, auteur d'une histoire universelle et d'une histoire nationale, Halvdan Koht, qui vient de présider avec une réelle maîtrise le congrès d'Oslo, Oscar Albert Johnsen, qui a interrogé sur l'histoire sociale de son pays les dépôts d'archives de l'Europe, Olaf Kohlsrud, grand spécialiste en histoire religieuse.

*
* *

C'est dans cette atmosphère de souvenirs, c'est dans ce cadre de labeur scientifique, que se prépara le congrès, pour lequel M. Gustave Glotz, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, eut la joie de grouper près de cent cinquante collaborations françaises. A la séance d'ouverture Mgr Baudrillart, délégué de l'Académie française, fut à l'honneur.

Il traita de *la Psychologie religieuse du roi Louis XIV d'après ses écrits et ses actes*. Il voulut bien rappeler que nous venions de « fonder toute une biographie de saint Louis sur cette distinction : Louis de Poissy, c'est-à-dire le chrétien baptisé en l'église de Poissy; Louis de France, c'est-à-dire le roi, le roi de France... Cette distinction, continua-t-il, ne s'appliquerait-elle pas, plus ou moins, à tous ceux de nos rois qui furent réellement chrétiens et fils de l'Église catholique, à Louis XIV en particulier? Les deux personnages s'accordent en général, mais parfois ils se heurtent, et tous ne sont pas des saints, à l'image de Louis IX, pour trouver le secret de les harmoniser ».

Mgr Baudrillart, en sa pénétrante étude, ne chercha nullement à atténuer la gravité des périodes de heurt, heurt entre la foi religieuse du monarque et ses longues défaillances morales, heurt entre son attachement à l'établissement catho-

lique et ses fréquentes incursions dans le domaine spirituel. Il montra même, par une analyse des doctrines d'alors sur le pouvoir royal, que ces heurts n'étaient point le résultat de certains caprices de mauvaise humeur, mais qu'ils avaient une origine plus profonde, et qu'ils couraient dès lors le risque de se prolonger, de s'aggraver. Mais le récit même qu'il en faisait s'encadrait, avec une souveraine aisance, entre ces années de jeunesse où Louis XIV reçut l'empreinte d'une forte éducation religieuse, et cette période finale où Mme de Maintenon voulut que Dieu régnât effectivement, non seulement sur le royaume, mais sur le roi. Les pages de Mgr Baudrillart sur la façon dont Mme de Maintenon acheva d' « imprimer en cette âme naturellement si grande le sceau religieux » furent d'une émouvante gravité, et nous laissèrent sous l'impression de ce grand spectacle : la majesté du roi abordant avec une sérénité magnifique la majesté de la mort.

* * *

Sciences auxiliaires, archives, publications de textes; préhistoire et archéologie; histoire ancienne; moyen âge; histoire moderne et contemporaine de l'Europe; histoire d'Amérique, Extrême-Orient et colonisation; histoire des religions et histoire ecclésiastique; histoire du droit et des institutions; histoire économique et sociale; histoire des sciences et des lettres; histoire de l'art; méthode historique; enseignement de l'histoire; histoire des nations nordiques : voilà les quinze sections entre lesquelles se répartirent les membres du congrès; et des séances spéciales furent consacrées à la population, à la nationalité, à la géographie historique, à l'histoire militaire.

Nombreuses furent les communications d'érudition pure, destinées à projeter une lumière nouvelle sur quelques épisodes ou sur quelques détails du passé. Mais les congrès qui veulent marquer une date ne doivent pas être seulement des joutes de savants, s'achevant par l'établissement d'un répertoire de trouvailles; ils doivent refléter les préoccupations de l'époque. Tel fut précisément le caractère de l'assemblée d'Oslo.

Le discours d'ouverture de M. Halvdan Koht s'intitulait : *Remarques sur l'idée nationale à l'époque moderne*; et il n'y eut pas moins de quinze rapports sur le problème de la nationalité

aux diverses époques, sur la valeur patriotique de l'enseignement de l'histoire, sur la façon de le faire servir au rapprochement des peuples. En même temps, des projets d'une coopération internationale étaient développés : un congressiste polonais la réclamait pour la publication des correspondances des humanistes du XVI^e^ siècle ; un congressiste allemand, pour une bibliographie périodique des sciences historiques; un congressiste français, pour préparer un répertoire littéraire chronologique international, et pour la constitution d'une commission internationale d'histoire littéraire. Et de cet ensemble de rapports où les points de vue les plus divers s'affrontaient, on gardait une impression complexe et nuancée.

En vain l'histoire aspirerait-elle, selon le rêve chimérique de Lucien et de Fénelon, à « n'être d'aucun temps ni d'aucun pays » : lors même qu'elle réussirait à réaliser cet utopique programme, elle ne pourrait se dérober à l'obligation de perpétuer certains souvenirs qui peuvent, assurément, élever des barrières ou creuser des fossés entre les peuples; car ce serait pécher, tout d'abord, contre la vérité historique, que de refuser à ces souvenirs le relief auquel ils ont droit dans la contexture de l'histoire. Mais, d'autre part, puisque la recherche historique requiert un labeur international, il est de son intérêt même, que s'abaissent les barrières, que se rétrécissent les fossés, qui pourraient entraver la collaboration des divers peuples pour la connaissance et l'intelligence du passé. L'histoire aimera donc à servir le rapprochement des nations, puisque ce rapprochement même ne pourra que profiter à l'histoire; mais dans le passé de chacune d'elles, elle n'effacera rien de ce qui constitue vraiment la personnalité d'un peuple. Il serait fâcheux pour la dignité d'une nation, pour sa vitalité spirituelle, que les versificateurs éprouvassent quelque scrupule à faire rimer le mot *histoire* avec le mot *gloire*, et que ce scrupule fût partagé par les historiens.

Entre Stockholm et Oslo se déroulait devant notre convoi un paysage d'une mélancolique grandeur, mais tout alourdi par la brume et comme noyé dans la pluie; parfois il s'éclairait d'un rayon de soleil, qui furtivement dorait la cime des arbres et mettait une écharpe de lumière sur la surface gris plombé des lacs; et cette illumination fugitive, presque furtive, était une transfiguration. Détail par détail, c'étaient toujours les mêmes

objets, et l'ensemble apparaissait tout autre, sous l'attouchement de ce capricieux magicien qu'était le soleil. Prenons garde qu'en déférant à l'utopie fénelonienne, accueillie aujourd'hui par beaucoup d'esprits, nous n'allions appauvrir l'imagination des petits Français de demain; n'allons pas les frustrer du beau rayon de soleil qui depuis les chansons de geste jusqu'à *l'Aiglon*, anime et vivifie notre histoire; ne permettons pas que notre passé, par l'effet de je ne sais quel nivellement des points culminants et glorieux, prenne l'aspect d'un paysage morose, où rien n'attirerait les regards et n'éveillerait les fiertés : nous aurions encore sous les yeux un squelette d'histoire, mais comme tombent en poussière les squelettes, ainsi s'effriteraient, dans notre commune mémoire, nos communs souvenirs.

M. Jean Bonnerot, au terme de son rapport sur *l'Université de Paris, centre international d'études*, émettait le vœu que « les registres de listes d'étudiants et de gradués que conserve la bibliothèque de la Sorbonne fussent publiés, pour montrer qu'à travers les siècles le rayonnement du savoir a été universel et que, fidèle à sa devise : *Hic et ubique terrarum*, l'Université de Paris a répandu son enseignement à travers le monde entier ». Et ce vœu atteste l'esprit dont s'animaient au congrès d'Oslo les représentants les plus qualifiés de la science historique française : esprit d'attachement au passé national, esprit de dévouement à la culture universelle.

GEORGES GOYAU.

## QUESTIONS ÉCONOMIQUES

# CINÉMA ET RADIOPHONIE

On ne mesure vite que les accidents de sa fortune personnelle, et presque toujours par rapport aux chances immédiates de son voisin. Aussi percevons-nous mal ou, du moins, avec beaucoup de retard, la portée des changements collectifs que subissent nos façons de vivre par l'effet des inventions qui touchent tout le monde. L'invention de la soie artificielle, par exemple, en popularisant le bas de soie, a transformé, d'un coup, dans le monde civilisé, l'élégance ou les convenances de la femme et jusqu'au type féminin. Ceux qui, naguère, criaient au scandale devant telle femme vêtue à la mode masculine, ont-ils seulement remarqué une révolution générale dix fois plus audacieuse ?

Moins aisément encore nous prenons conscience des changements que les inventions d'usage collectif apportent, ou apporteront à la longue, dans les influences sociales et dans les soucis mêmes de la puissance publique. En fait, les forces d'innovation que la science, mise au service de l'industrie, déchaîne chaque jour parmi les hommes, deviennent si nombreuses et d'une ampleur telle qu'elles débordent sans cesse les règlements et les lois, quelque hâte que l'on mette à les élargir.

L'homme d'État ne désespérera-t-il pas, un jour, d'adapter les formes traditionnelles du droit public à des rythmes aussi rapides?

Le prestige de la puissance publique en souffre déjà profondément. Dans tous les pays, apparaît un certain discrédit de l'État, et chacun disserte là-dessus. Autrefois, on craignait l'État, on le servait ou on le combattait : du moins le prenait-on au sérieux. L'habitude commune de tourner l'État en dérision date précisément de l'époque où les manières de travailler, d'agir et de faire figure de l'État se révélèrent arriérées, eu égard aux progrès matériels d'une civilisation de plus en plus changeante. Alors les caractères mêmes et les attributs traditionnels de la puissance publique, continuité des formes extérieures, permanence des rites, respect des errements une fois établis jusque dans les plus petits détails, sur quoi, jadis, était fondé le prestige de l'État, devinrent sujets de ridicule. L'État ressembla à un vieux monsieur essoufflé et grincheux, qui court après le train. Combien de temps lui fallut-il pour apprendre l'usage de l'automobile, de la dactylographie ou, simplement, du téléphone? Encore les exigences brutales de la guerre ont-elles hâté son apprentissage...

Atteint dans son prestige, l'État commence à se sentir aussi menacé dans ses prérogatives et dans l'exercice même du contrôle d'intérêt public qui est à la fois la raison et le moyen de son autorité. Si, par exemple, le chemin de fer, l'automobile, l'avion ont singulièrement compliqué les recherches de la police ou de la douane par rapport à ce qu'elles étaient il y a cinquante ans, l'État se trouve bien plus embarrassé pour surveiller les moyens nouveaux de propagande politique, sociale ou morale. Enfin, les principes constitutionnels mêmes de la vie publique, peu à peu, viennent en cause, s'il est vrai que l'État, débordé et contraint de se défendre, fixe empiriquement, au jour le jour, des bornes à la liberté.

Plus encore qu'aux inventions d'ordre mécanique qui furent l'œuvre principale du XIX^e^ siècle, ces remarques s'appliquent aux nouveaux moyens de diffusion de la pensée, des sons, des paroles et des images, dont le progrès, déjà déconcertant, semble devoir marquer l'effort du XX^e^ siècle. Il faut donc ne pas biaiser devant un problème dont l'évolution met en jeu des rapports d'influence entre les peuples rivaux, pour la pensée comme

pour le commerce, et, dans chaque nation, ébranle le pouvoir effectif de l'État.

Examinons-le sous deux aspects qui sont familiers au public : la fortune du cinématographe et le progrès de la radiophonie.

*
* *

Pour se mettre au niveau de ces faits ou, du moins, en saisir la nature, peut-être doit-on se rappeler la portée cyclique qu'a eue l'invention de l'imprimerie, dans l'histoire humaine. Depuis quatre siècles, on n'a pas vu de mouvement profond d'ordre intellectuel ou social, politique ou économique, qui n'ait reçu sa force de pénétration et son efficacité, à l'égard des élites ou des masses, de la diffusion de l'imprimé.

L'humanité suit d'autant mieux tel ou tel penchant que des individus plus nombreux subissent, au même moment, l'attrait des mêmes nouveautés et l'empire des mêmes connaissances, ajustant leurs instincts aux mêmes possibilités, aux mêmes calculs, aux mêmes façons de raisonner, aux mêmes appels du dehors. Les idées, sentiments ou désirs d'un homme isolé, sans communication avec ses semblables, ne changent pratiquement rien à la vie sociale. Quand la communication existe, mais reste très lente ou fragmentaire, — comme c'était le cas dans les siècles passés, — les changements sont aussi très lents. En revanche, à mesure que la communication devient plus rapide entre les membres d'une foule qui s'élargit sans cesse, les mouvements sont accélérés et amplifiés.

Cette communication de l'homme avec ses semblables, les nouveaux moyens de diffusion de la pensée et de l'image tendent à la rendre, non seulement rapide, mais presque instantanée, non seulement écrite, mais multiforme, non seulement intermittente, mais continue, non seulement limitée à un territoire plus ou moins vaste, mais rayonnant sur le monde entier.

Du même coup, ce que l'on appelle l' « idée commune » acquiert à la fois une mobilité et une densité toutes nouvelles. Autrefois, l' « idée commune » était un principe d'éducation, un préjugé traditionnel ou l'opinion de quelques milliers de personnes. Aujourd'hui, d'un point à l'autre du globe, les populations dispersées, y compris les habitants des villages, des hameaux ou des camps les plus lointains, aussi bien que les populations groupées en d'énormes agglomérations, sont reliées

à des courants universels, qui se croisent, s'enchevêtrent, se combattent, abolissant, peu à peu, chez l'individu, la notion de distance et, par conséquent, le sens local ou particulier.

Le livre, puis le journal et la publicité avaient commencé cela.

Le cinéma, la radio-diffusion, le gramophone, la télévision nous ouvrent, chaque jour, des possibilités dont notre esprit n'aperçoit plus les bornes. Nous nous demandons si, demain, un procédé nouveau ne fera pas que les habitants de la moindre localité des Alpes, du pays de Galles ou des Montagnes rocheuses assistent, par la vue ou par l'ouïe, aux délibérations du Parlement d'Haïti ou aux disputes des généraux chinois.

***

Le cinéma, le premier, a conquis les masses. Peu importe, pour mesurer le pouvoir du cinéma, de comparer sa qualité éducative et instructive à celle de la littérature, du théâtre ou des beaux-arts. Une loi constante du progrès technique est que toute invention réussit qui supprime un effort ou une dépense. Pour l'homme ignorant, le cinéma représente une prodigieuse économie d'effort intellectuel. Pour l'homme pauvre, attaché à un labeur et à un lieu fixes, il représente le moyen, presque sans frais, de voyager, de changer de monde et de vivre d'une autre vie, par l'imagination.

Prenons garde aux besoins de l'imagination. Ce dont souffre peut-être le plus le travailleur moderne, l'esclave de l'usine, du bureau ou du magasin, comme, aussi bien, le bourgeois prisonnier de sa rue ou de son quartier, c'est du manque de nourriture pour son imagination. Il n'a presque aucun contact avec la nature et ses mystères, il ne croit plus aux légendes et il n'entend guère la poésie, il ne voit, autour de lui, que des choses uniformes, grises et mécaniques. On ne connaît homme cultivé, doué pour la vie intérieure, riche de connaissances acquises, qui n'éprouve lui-même, parfois, le besoin du changement ou du dépaysement.

A ces formidables réserves d'imagination inemployée que créent de plus en plus les conditions de l'existence moderne, pour le citadin, comme aux réserves de curiosité que développent, chez le provincial, les échos d'une agitation lointaine,

le cinéma fournit l'issue la plus commode, la plus proche, la moins coûteuse.

A l'être humain qui désire savoir, il fournit aussi un enseignement. Là encore prenons garde...

Le spectateur qui s'asseoit devant un écran de cinéma, pas plus, en général, que celui qui prend place devant la scène d'un théâtre, n'est venu chercher une leçon. Il est venu pour se distraire. Les films proprement éducatifs n'obtiennent guère plus de succès que les pièces de théâtre moralisantes. Même le film dit « documentaire » rencontre, souvent, l'indifférence du public.

N'empêche que toute image possède une force instructive, bonne ou mauvaise, force d'autant plus pénétrante que la photographie procure au spectateur une illusion d'authenticité, et le mouvement une illusion de vérité. Force instructive, disons plutôt force d'attrait ou de répulsion, qui provoque automatiquement un réflexe d'imitation, une approbation ou une condamnation, une sympathie ou une antipathie, un jugement de l'ordre sentimental ou de l'ordre intellectuel... Pour les gens simples, ce qui est imprimé comporte vérité. A plus forte raison, et même pour les gens d'une culture moyenne, ce qui est photographié et qu'ils peuvent voir. Faites l'expérience : vous qui connaissez la Californie ou le Sahara, essayez de modifier les impressions que telle personne a reçues de ces pays par le cinéma, vous n'y réussirez pas, et, non seulement vous n'y réussirez pas, mais vous passerez, à ses yeux, pour un mauvais observateur.

Le spectateur ne vient donc pas au cinéma pour recevoir une leçon. Mais, en même temps que pour se distraire, il y vient pour *voir* ce qui existe, se fait ou se porte. Il y vient à la fois empressé et passif, confiant et résolu à ne pas « se fatiguer » : conditions dont une seule suffirait à diminuer en lui le sens critique et les facultés de résistance. Jamais public ne se livra plus docilement que le public du cinéma.

On sait que l'histoire des mœurs dépend de l'histoire du spectacle, bien plus que de l'histoire de la littérature ou des arts. La lecture d'un livre, la vue d'un tableau ou d'une statue peuvent provoquer, chez un être humain, des réflexions, des rêves ou des désirs. Mais le livre ou le tableau laisse la personne seule avec elle-même : il ne lui fournit qu'une référence incertaine, une justification douteuse à des gestes éventuels, il

n'abolit pas le respect humain, la crainte du « qu'en dira-t-on ». Au contraire, le spectacle, parce qu'il est public, avoué, et parce que son succès implique une approbation collective, apporte l'exemple, l'entraînement et l'excuse. Le lecteur pensait : « J'aimerais éprouver cela ou vivre ainsi. » Le spectateur constate : « Cela se fait, cela donne des plaisirs et des avantages que je vois, cela est admis et recommandé. »

A l'égard du théâtre existaient encore le soupçon de l'artifice ou du goût exceptionnel, la prévention contre les partis pris de l'auteur et les procédés du comédien. Mais à l'égard du cinéma, qui se présente comme la photographie de réalités soumises au contrôle même de ceux qui les vivent, et dans le monde entier, le peuple n'a plus de défense.

Le peuple... c'est-à-dire tous les peuples. On l'a noté depuis longtemps, mais il faut le redire sans cesse, vu l'ampleur d'une telle révolution : le cinéma abolit les frontières de langues et les limites mêmes de civilisation. Les péripéties d'une scène filmée sont intelligibles aussi bien des Japonais que des Brésiliens, des paysans polonais que des Berbères de l'Atlas, de la midinette parisienne que de la femme du mandarin. Sans doute, tel public peut, selon ses goûts traditionnels ou ses préjugés, préférer un film à un autre. Le film fabriqué pour le public américain ne plaît pas toujours au public de Rome, de Paris ou de Munich. Mais comme le cinéma éduque lui-même son public dans un certain sens, il est évident qu'à la longue, cette éducation positive, pourvu qu'elle flatte les tendances communes de l'humanité et perfectionne ou renouvelle ses procédés d'attraction, aura raison des résistances négatives et des particularismes de mœurs. Un public de femmes musulmanes sera choqué, d'abord, par la vue filmée de la plage d'Atlantic City ou d'un bal montmartrois : mais si le film leur est présenté d'une manière très habile, l'impression qu'elles en garderont neutralisera, peu à peu, en elles, le réflexe de surprise au profit d'un réflexe d'imitation.

*
* *

Le cinéma est donc un procédé d'influence et, indirectement, de puissance d'une ampleur qui n'a guère de précédent. Procédé dont la science et l'industrie peuvent encore, sans beaucoup d'efforts, décupler le champ d'action et la clientèle.

L'esprit conçoit aisément, par exemple, que chaque famille possède, un jour, un cinéma, comme, dans certains pays, chaque famille possède une automobile.

Sur quels objets et quelles formes de pensée ou d'activité s'exerce spécialement cette puissance ? Et qui, à vrai dire, en dispose ? Voilà les questions importantes.

Le cinéma influe principalement sur les mœurs, les façons de vivre, les modes et l'idée que le public se fait des relations sociales ou privées. Il crée un milieu et des types facilement compréhensibles, par rapport à quoi le spectateur mesure son propre état, ses manières de sentir et d'agir. Il suppose également une hiérarchie de valeurs matérielles et morales, au regard de laquelle se déroulent les scènes : par exemple, la femme élégante, le grand homme d'affaires, etc. Il classe les pays et les lieux : tel pays est sauvage, tel autre civilisé, telle forme d'habitat apparaît comme normale, telle autre excite l'horreur ou la pitié... Idée préconçue des relations humaines, création de types, hiérarchie supposée de certaines valeurs, classement même des pays et des lieux : tout cela, fatalement, implique un ensemble de partis pris qui ont leur source dans les traditions, les opinions et les intérêts des créateurs du film. Les créateurs de films, qu'ils l'aient prémédité ou non, projettent ainsi sur le public leur appréciation de la vie. Notez qu'en l'espèce, peu importent le sujet et les péripéties du film, qu'il s'agisse de scènes d'héroïsme, de brigandage, d'un épisode mondain ou d'une vue de bataille : c'est la gradation à peine avouée des nuances, du décor et des détails de milieu qui entraînera, dans l'esprit du public, la gradation des jugements. Or, quelle que soit l'adresse du fabricant, ces nuances ou ces détails traduiront toujours ses habitudes et ses préférences.

Imaginez une fillette de nos faubourgs qui irait une fois par semaine au cinéma, — c'est le cas moyen : elle verrait deux films par séance, soit, chaque année, une centaine de films, la plupart de fabrication américaine. Pour peu que cette enfant suivit le spectacle pendant deux ou trois années, elle aurait emmaganisé en son cerveau une somme d' « expériences » visuelles, de quoi rien ne pourrait plus l'empêcher de tirer des conclusions pratiques, qu'une fois mariée, elle transmettrait à ses enfants comme vérités vérifiées. Or, l'histoire supposée de cette fillette est l'histoire réelle d'un immense public.

L'influence du cinéma s'exerce d'abord sur l'appareil extérieur de la vie sociale, et notamment sur les modes. Que de femmes, de toutes les « provinces » de l'univers, vont au cinéma pour voir comment on « s'habille » dans les capitales! Sans doute en certains pays comme la France, où l'on conserve la coquetterie personnelle du vêtement, cette sorte d'influence n'est acceptée qu'après réaction et avec adaptation. Mais partout ailleurs, déjà, le film oriente les goûts de la femme commune.

La mode, problème secondaire? Non certes, puisque, par exemple, le prestige de Paris et le sort d'innombrables industries qui vivent de ce prestige, en dépendent. La fortune des couturiers parisiens est encore préservée par le fait que les femmes de l'aristocratie ou de la riche bourgeoisie, en Europe, ne veulent pas être habillées comme tout le monde, et, d'ailleurs, prennent leurs modèles au théâtre plutôt qu'au cinéma. Mais cette sauvegarde est fragile. Le *standard* uniforme, qui fait la loi vestimentaire de l'Amérique, s'impose peu à peu, en Europe, au costume masculin : il est presque admis pour les costumes de sport et de campagne. Point n'est besoin de jeter autour de soi des regards indiscrets pour découvrir que le *standard* conquiert certaines parties du costume féminin, en Allemagne, en Italie, en Angleterre et même en France. Cela, pour des raisons évidentes de commodité et d'économie...

Quant au préjugé des classes riches de la société européenne contre le cinéma, il serait imprudent de le considérer comme un état d'esprit durable : résisterait-il au perfectionnement du spectacle et à son agencement plus luxueux ou plus varié? Le jour où les producteurs de films s'associeraient à des industries puissantes pour lancer une mode-*standard* dans le monde, on imagine qu'ils n'épargneraient ni leur dépense ni leur ingéniosité. Déjà, d'ailleurs, les façons d'être et de vivre des « stars » entrent dans la chronique élégante...

***

On sait que l'invention du cinéma est due au génie d'un Français, M. Lumière. La première séance de cinéma public eut lieu à Paris le 28 décembre 1895. Le cinéma n'est devenu une des grandes industries du monde que depuis la guerre. Sa puissance acquise lui laisse une marge de développement que

l'on ne saurait mesurer, et qui paraît immense. Pour en donner une idée, indiquons que 7 Français sur 100 vont au cinéma, tandis qu'aux États-Unis la proportion atteint 75 pour 100 de la population. Le public européen semble peu nombreux auprès du public américain, mais ce public européen comprend déjà presque tous les enfants et les jeunes gens : il commande l'avenir. Et il commande l'avenir selon les goûts, les tendances ou les mœurs dont l'image lui est transmise par le film américain.

L'esprit américain a trouvé, dans l'industrie du film, le type même de production où il lui est le plus aisé de triompher. Une fois amorti le coût de réalisation et de fabrication du film sur le marché américain, où nous venons de constater la vogue extraordinaire du cinéma, ce même film peut être mis en service à des prix dérisoires sur les marchés étrangers. Quelque faible que soit le revenu d'un film amorti, l'éditeur y gagne toujours : il gagne dans la proportion même où l'abaissement du prix permet d'augmenter la diffusion d'un produit qui ne coûte presque plus rien au producteur (1). On comprend ainsi pourquoi les industries cinématographiques des différentes nations de l'Europe cèdent chaque jour du terrain sous la poussée irrésistible de leur rivale d'outre-Atlantique. Cette dernière, d'ailleurs, à mesure que croissent ses bénéfices et que s'affirme son impérialisme, attire le personnel de créateurs, d'acteurs et de metteurs en scène du vieux continent.

Croire que l'on pourrait résister longtemps à une telle force par des interventions « étatistes » ou des règlements administratifs, nous semble puéril. Nous trouvons là un exemple frappant du privilège économique que confèrent l'« espace » et l'ampleur du marché ; exemple inquiétant, puisque cette fois, le privilège économique aboutit à une suprématie d'influence morale. Or, il est clair que ce n'est pas en « protégeant » et en fermant un marché national trop petit, autrement dit en consacrant son exiguïté et sa faiblesse, qu'on donnera aux producteurs d'un tel marché le moyen d'égaler leurs rivaux, dont la puissance vient, au contraire, de l'ampleur du marché de base qu'ils exploitent. Sans compter que le film national perdrait ainsi tout rayonnement au dehors.

(1) *Pour une politique française du cinéma*, par M. Gaël Fain, dans la *Réforme économique*, mars 1928.

Pour tenir en respect les producteurs de films américains, il faut leur opposer un marché de base aussi vaste que le leur. Ce n'est possible que par une entente des producteurs de films européens. Entente difficile et singulièrement délicate!

* * *

Bien plus jeune encore que le cinéma, est la radiodiffusion. On entendit les premiers concerts de la Tour Eiffel au mois de février 1922 (1).

Comme le cinéma, la radiodiffusion agit sur l'imagination et les formes de pensée collectives. Comme le cinéma encore, elle a conquis, du premier coup, les masses. Elle recruta tout de suite sa clientèle chez les ouvriers, dans la moyenne bourgeoisie et parmi les habitants des petites villes ou des bourgades. Les classes éclairées ou très fortunées d'abord l'ignorèrent, puis la dédaignèrent... Il s'agit du même phénomène de psychologie que nous signalions plus haut à propos du cinéma : besoin pour l'homme moderne qui est enchaîné à une tâche et à un lieu fixes de communiquer, sans effort et à peu de frais, avec le monde qu'il ne peut connaître ou voir directement.

Bien que la radiophonie se présentât le plus souvent sous des aspects assez frustes, elle apportait des avantages nouveaux que n'avait pu réaliser le cinéma. Chaque maison, chaque famille, chaque individu pouvait avoir son appareil récepteur. La femme retenait ainsi son mari à domicile, et ce dernier, las de la promiscuité de l'usine ou du bureau, s'épargnait au moins la promiscuité du spectacle. La radiophonie satisfaisait le goût populaire de la musique, presque à toute heure du jour et avec la faculté, pour l'auditeur, de changer de concert à sa guise ou, s'il lui plaisait, d'écouter des informations d'agences, des récits de faits divers, des conférences. Plus que le cinéma, la radiophonie, par la recherche des ondes, piquait la curiosité de l'amateur et par le contact que ce dernier obtenait avec des vibrations lointaines, flattait à la fois son goût du merveilleux et sa vanité d'apprenti sorcier. Enfin, elle créait, pour l'homme isolé, une sorte de compagnie et de conversation sans frais.

La radiophonie a nui, sans doute, au cinéma. Elle lui eût fait grand tort, si le prestige de l'image, et surtout de l'image

(1) M. Laffon-Montels, *le Droit de la Radiodiffusion* (*Société parisienne d'imprimerie*, 1928).

vivante, dramatique ou comique, ne dominait chez les enfants, les jeunes gens et la plupart des femmes, le goût de l'audition. En effet, le principal défaut de la radiophonie, mis à part ses vices matériels, est qu'elle impose à l'auditeur un effort de compréhension qui, parfois, l'excède. En Amérique, du reste, le cinéma se défend avec beaucoup de vigueur, en joignant à la présentation du film des morceaux de grand concert, des scènes de music-hall ou de vaudeville.

Il n'est pas improbable qu'à la longue, la radiophonie puisse exercer une influence égale à celle du cinéma, bien que d'une nature différente. Le cinéma, comme le théâtre, nous l'avons dit, agit principalement sur les mœurs et les formes extérieures de la vie sociale en provoquant l'instinct d'imitation. Mais son action est lente ; elle se sert toujours d'images qui, du moment qu'elles ont été photographiées et filmées, traduisent déjà du passé. Le cinéma fournit des exemples ou des modèles, il ne saurait associer le spectateur à un événement en cours. La radiophonie, au contraire, est essentiellement présente : elle agit, par la parole transmise, plus sur l'esprit que sur les sens. Bref, la radiophonie peut susciter des mouvements brusques de l'opinion publique ; le cinéma ne le peut pas.

Cependant, une fois constaté le succès qu'obtient la radiophonie auprès du public de tous les pays, nous devons reconnaître qu'elle est encore dans l'enfance. Elle hésite, et tout le monde, y compris les gouvernements, hésite autour d'elle. Elle s'attarde à la phase de l'anarchie individuelle, de l' « amateurisme » et des efforts dispersés. Mais on commettrait, croyons-nous, une erreur pleine de périls en prévoyant ce qu'elle sera plus tard d'après ce qu'elle est aujourd'hui. Les gens qui prétendent la réglementer sur ses données actuelles se bercent d'illusions. Les précautions que les gouvernements inclinent à prendre contre des périls qui, pour le moment, restent imaginaires, pourraient bien favoriser la naissance d'un péril futur, d'une tout autre portée. Ce n'est pas en posant des écriteaux sur vos propres champs de tir, pour la sécurité des passants, que vous empêcherez l'ennemi de fabriquer des canons qui écraseront les vôtres.

L'ordre viendra dans la radiodiffusion, comme il vient dans toutes les industries modernes, par la suprématie des plus forts. Or ici la suprématie des plus forts signifie évidemment la

suprématie des mieux outillés, — de ceux qui posséderont et fabriqueront le meilleur outillage, au plus bas prix. L'évolution passée et présente de l'industrie du matériel électrique et, notamment, du téléphone suffirait à nous en avertir. Le jour où, dans le monde, de grandes compagnies auront acquis le monopole de la construction d'appareils surpassant tous les autres en puissance, en rendement et en bon marché, nous subirons leurs lois et... leurs émissions, comme nous avons subi, parfois, les exigences des trusts pétroliers ou des constructeurs de machines agricoles. Alors il sera trop tard pour faire renaître la concurrence. Chacun doit favoriser la concurrence, mère de tout progrès et de toute force, quand il en est encore temps, quitte à s'efforcer d'y triompher. Il n'est pas d'autre moyen de défense, pour les intérêts nationaux, contre les surprises de l'avenir. Tout le reste, législation, réglementation, droits de tous et de chacun, se pliera fatalement, un jour ou l'autre, aux nécessités du fait acquis.

Terminons nos remarques en soulignant deux faits. L'invention de nouveaux moyens, d'une puissance sans précédent, pour la diffusion de l'image, de la parole et de la pensée, déterminera peu à peu la mainmise, par les groupes qui contrôleront techniquement et industriellement ces moyens, sur certains leviers de la civilisation. Devant quoi les États se sentent perplexes et enclins à de puériles défenses : à vrai dire, le rôle de États n'est pas, aujourd'hui, de ramener les phénomènes universels à la mesure de conceptions étroites, il est d'élever leur prévoyance politique à la hauteur des phénomènes universels. L'Angleterre en a jadis donné l'exemple, dans un tout autre domaine, par sa politique du pétrole.

Lucien Romier.

# M. MARIO PUCCINI

## ET LE PORTRAIT DE L'ITALIEN

Depuis quelques années, la figure de M. Mario Puccini (rien de la *Tosca* et de *la Fiancée du Far-West*) est une de celles qui attirent l'attention dans la jeune Italie. Son nom a commencé de passer les frontières. Un choix de ses nouvelles a été traduit, il y a deux ans, avec une introduction de M. Valéry Larbaud. Il vient de donner un roman, *Cola ou le portrait de l'Italien* (1), qui est un livre très curieux : voici le moment de faire le portrait du portraitiste.

« Je ne suis pas né écrivain, nous apprend l'auteur dans une note autobiographique, comme on naît ténor, sans effort, rien qu'en se donnant la peine de naître. » A seize ans, le jeune homme était encore loin de se connaître. Là-bas, dans son petit coin des Marches, en face de l'Adriatique, dans ce bourg endormi de Sinigaglia, célèbre par le guet-apens de César Borgia, et que le cap d'Ancône sépare du fameux reliquaire de Lorette, qui eût pu l'éclairer sur sa vocation? Il prenait les désirs de gloire qui l'agitaient pour les appels du sacrifice et de l'apos-

(1) Mario Puccini, *Cola o il ritratto dell'Italiano*, Aquila, Vecchioni édit. 1928. — *De d'Annunzio a Pirandello* (en espagnol), Sempere édit., Valence, 1927. — *Dove è il peccato è Dio*, Foligno; *Zone in ombra*, *La vera colpevole*, Aquila; *Avventure e ritratti primaverili*, Florence, La Voce; *L'inganno della carne*, Mondadori, Milan. — *Quatre-vingt-dix ans*, traduit par H. Leluc et P.-H. Michel, Paris, Kra, 1926.

tolat. Missionnaire, sur une plage torride il baptisait les infidèles, ou bien dans un désert, attaché au poteau, au milieu des tam-tams et des rondes des cannibales, il s'attendrissait sur lui-même, goûtait comme une ivresse d'amour les délices du martyre.

Ces songes n'étaient, bien entendu, que la forme enfantine que revêtait pour lui une faculté ignorée. A cet âge, qui n'est Robinson ? Qui n'a été anachorète et Père du désert? Mais peut-être convient-il de relever dans ces illusions un trait de caractère, l'idée précoce que la vie n'est pas un jeu, un certain éloignement pour la frivolité. Dans cette race des Romagnes « vigoureuse et sanguine, agreste et pastorale », il y a un fond de sérieux qui touche à la mélancolie. Dans ces petites villes ennuyées de la côte orientale, en dehors des grandes routes, dans ces provinces que le massif du *Gran Sasso d'Italia* sépare du reste du pays, la vie offre un ton plus sévère que dans des contrées plus actives; là, dans la solitude de Recanati, loin des cercles brillants de Rome et de Florence, Leopardi nourrit son stoïque désespoir. L'écho de cette voix solennelle se retrouve par moments chez l'auteur des *Contes sombres* et de *la Vraie coupable*.

Mais l'adolescent devait tarder à découvrir ce noble ancêtre. Au temps de la jeunesse de M. Puccini, le grand homme, dont l'exemple tournait toutes les têtes, était M. d'Annunzio. C'est lui qui avait le privilège d'incarner aux yeux du pays la gloire littéraire, et le redoutable honneur de représenter aux yeux de l'Europe wagnérienne le génie de l'Italie. E. M. de Vogüé saluait en lui la renaissance latine. Les chroniques et les journaux n'étaient occupés que de ses aventures. Il était le prince de la jeunesse, le dandy, le don Juan, le roi du vivre inimitable. Dans les collèges, on se passait en cachette ses livres charmants et interdits. Les jours de congé, on se réunissait par petits groupes d'enthousiastes autour de l'heureux possesseur de la brochure secrète, on s'en allait dans la campagne écouter le nouveau chef-d'œuvre. « Viens-tu? » disaient ses camarades à Mario Puccini. Mais à chaque expérience, celui-ci n'osai s'avouer une nouvelle gêne. Honteux de son indifférence, au milieu de ces fanatiques, il rougissait de n'éprouver que froideur et qu'ennui. Il n'accusait encore que son insensibilité. « Je ne suis donc pas né pour la littérature ! » s'écriait-il avec

dépit. Et il désespérait d'écrire jamais une « belle page ».

En fait, le malentendu qui tourmentait le jeune Romagnol sur les bancs du collège de Sinigaglia n'était qu'un cas particulier d'un phénomène très général, qui veut que les générations se suivent en s'opposant. La crise, sans qu'il s'en doutât, était ouverte depuis longtemps : aux environs de 1905, il y avait beaux jours que M. d'Annunzio avait cessé d'être une idole. Tout cela est un peu oublié aujourd'hui. L'illustre borgne, le héros de Fiume règne de sa retraite de Gardone sur les lettres italiennes. Il est quelque chose comme un fétiche, un *totem* dans le genre de la louve du Capitole. Le voilà passé à l'état de relique nationale. Mais M. Puccini n'a pas encore désarmé. Il continue de faire au maître d'*Alcyone* et de la *Nave* une guerre sans pitié, une vraie guerre de partisan. Il est bien l'homme de sa nouvelle : *On demande un ennemi*. En 1923, dans une sorte de manifeste, l'*Esprit de la jeune Italie*, il se déclare farouche « antidannunzien », reprochant pêle-mêle à M. d'Annunzio sa grandiloquence, son clinquant, ses métaphores, ses maîtresses. Il revient encore à la charge dans un livre nouveau, qui du reste n'a paru jusqu'à cette heure qu'en espagnol. Il ne badine pas, ce jeune doctrinaire ! Même le courage du soldat lui paraît du « chiqué ».

Quelle injustice ! La vérité sur cette école dont M. d'Annunzio est le dernier représentant a été dite, ce me semble, par M. R.-E. Curtius dans sa belle étude sur Marcel Proust : « Depuis un siècle, écrit-il, toute la littérature a été conçue sous le signe de la volupté. » M. Curtius parle de la littérature française, mais nulle part cette tradition d'une littérature sensuelle, caressante et délicieuse, ce style ultra-décoratif, cette surcharge verbale, cet abus de la vocalise ne sont plus complètement chez eux que dans le pays du Tasse, de Métastase, du cavalier Marin. A cet égard, M. Puccini n'a pas tort : l'enflure (je dirais plutôt la virtuosité) est le « péché » de l'Italie, la rançon dont il lui arrive de payer le sens de la beauté.

Mais en face de cette Italie grasse, il y a l'autre Italie, sobre, musclée, concise, le pays le moins phraseur du monde, le pays des analystes froids et des réalistes à la Machiavel. Cette école, frappante par le dédain de la rhétorique, se continuait, jusque sous le sceptre de M. d'Annunzio, par les œuvres de maîtres comme Verga et les contes de Panzini et de Piran-

dello. M. Mario Puccini avait de qui tenir en se rattachant, avec ses aînés, Papini, Borgese, Jahier, Serra, Tozzi, à ce néo-classicisme issu de Manzoni. Il y avait longtemps que ces jeunes gens avaient dit le mot le plus grave qu'on puisse opposer à l'art de M. d'Annunzio, c'est qu'ils le trouvaient faux et, sous le chatoiement de l'orchestration, d'une extrême indigence de substance morale.

C'est parmi les petites gens, le peuple des fermes et des bourgades de la marche d'Ancône, les paysans de la Romagne, les vignerons de l'Apennin, que M. Puccini choisit d'ordinaire ses modèles. Il se défend toutefois d'être un régionaliste. J'aimerais parler de ses contes, d'un tragique concentré et quelquefois « panique », et c'est à regret que je saute ce que j'aurais à en dire. Mais j'ai hâte d'arriver à ce *Cola* qui est jusqu'à présent son ouvrage le plus étendu. Il y a travaillé ou du moins l'a gardé longtemps dans ses cartons, et c'est ainsi que ce roman de guerre paraît dix ans après la guerre. C'est bien le moment, dira-t-on ! Mais l'auteur sait ce qu'il fait et son livre, au milieu des circonstances présentes, ne fait que prendre plus de signification.

La littérature de guerre a peut-être été moins copieuse en Italie qu'ailleurs, comme la guerre italienne *nostra guerra* ressemble peu à ce qu'elle fut chez nous. Ce ne fut jamais, comme cela apparut en France le 2 août, une question de vie ou de mort, une affaire où il y allait pour chacun de quelque chose de plus que l'existence même. L'élan, la flamme pure et grave, le caractère sacré manquent entièrement ; la guerre y fut dès l'origine un acte réfléchi, une décision que recommandaient certaines raisons très fortes d'ordre moral ou politique, mais qu'on pouvait aussi ne pas prendre, pour d'autres raisons presque aussi fortes. Elle ne sortait pas de l'instinct. Elle ne fut jamais populaire. Jusqu'au dernier moment, il y eut en Italie des partisans du *parecchio*, d'excellents patriotes qui pensaient que le pays pouvait faire l'économie d'une guerre et atteindre ses buts sans sortir de la neutralité. C'est seulement un peu plus tard, après Caporetto, que les dispositions changèrent : dans le désastre, le pays sentit le grand frisson. La guerre cessait d'être une opération raisonnée, un exercice, une cure d'ascétisme ; elle perdait tout à coup sa charpente d'abstractions. Les choses apparurent dans leur simplicité. La patrie entra dans les cœurs.

Il faut se souvenir de ces conditions pour comprendre l'attitude qui fut alors celle de la plupart des écrivains italiens. Pour ces jeunes intellectuels, la guerre se présentait comme une épreuve de nerfs, une affaire de tenue, où il s'agissait de faire bon visage et de montrer la crânerie d'un gentilhomme sur le terrain ; quelques-uns éprouvaient des sentiments religieux, concevaient la souffrance comme une purification. Tous étaient parfaitement clairvoyants et tenaient à honneur de conserver la tête froide et le regard lucide. On peut dire que le sentiment dominant fut la curiosité. C'est pourquoi ils avaient horreur de la trompette : ces enthousiasmes bruyants avaient à leurs yeux le tort d'être à côté de la vérité et de méconnaître ce qu'il y avait de viril dans un courage si noble et si gratuit.

Peut-être qu'un des attraits de la guerre, pour un grand nombre de ces jeunes gens, dont presque aucun n'avait passé par la caserne, fut encore un autre sentiment, le désir de se mêler au peuple, l'espoir de se sentir un atome dans la masse, de déposer le moi, de se perdre dans l'unité. « Aller ensemble. A la queue leuleu le long des sentiers de la montagne, comme un défilé de fourmis sur la crête d'un mur... », dit le lieutenant Serra, tué à la tête de sa section le 20 juillet 1915. Se simplifier, apprendre la vanité de nos petites personnes, le néant des « élites », la beauté « de cette foule qui est presque toute l'humanité », voilà la morale des carnets d'un Soffici ou d'un Jahier. M. Stanghellini intitule le sien une *Introduction à la vie médiocre* : exactement, une pénitence, une école d'humilité.

Cette vie médiocre, cette existence des gens de rien et des obscurs, c'était de tout temps la préférence de M. Puccini. C'est à cette peinture qu'il s'était consacré par conviction d'artiste, par protestation contre l'exceptionnel, contre la convention mondaine, la frivolité des rastas de M. d'Annunzio. A cette coûteuse et fragile dentelle des âmes de luxe, il préférait la bure des sentiments communs. L'armée lui donna plus encore l'impression de cette solidarité.

Il était donc tout indiqué que M. Puccini écrivît la geste de la foule et que s'il faisait un livre de guerre, ce ne serait pas le roman des « as » et des états-majors, mais celui de la troupe, du bonhomme anonyme, le livre du Poilu inconnu. En effet, son Cola, dont nous ne savons même pas le nom de

famille (Cola, c'est Nicolas ou, si l'on veut, Colas, c'est-à-dire tout le monde), son Cola, dis-je, n'est guère plus qu'un numéro, une figure entre des millions d'autres. Seulement, par un tour particulier de son esprit, par souci de la vérité, par horreur de la déclamation, ce Cola, qui a gagné la guerre, M. Puccini nous le présente tout à fait comme un pauvre diable, prudent, plus que prudent, pas héroïque pour deux sous, faible, geignard, tremblant tout le temps pour sa peau, entouré d'autres pauvres diables qui ne valent pas mieux que lui : si bien que ce roman de guerre semble une sorte d'épopée burlesque et qu'il aurait presque l'allure d'un livre pacifiste, s'il n'y avait une différence, un simple signe qui change tout et que je dirai tout à l'heure.

On a pu écrire que ce livre est le pendant du *Feu* ou des *Croix de bois*. Il est vrai qu'il y a quelque chose de cela : toutes les fois qu'on applique à la guerre (ou d'ailleurs à n'importe quoi) les procédés du réalisme, c'est-à-dire qu'on substitue le détail à l'ensemble, l'ensemble disparaît, et l'on n'a plus qu'une suite de phénomènes décousus et incompréhensibles. C'est ce qui arrive mécaniquement dans la peinture de batailles : il suffit, pour les rendre absurdes, de remplacer le point de vue du général en chef par celui du caporal ou du cuisinier de l'escouade. Bien entendu, celui-ci existe et a parfaitement le droit d'être représenté, à condition de ne pas prendre cette vue fragmentaire pour une vérité totale, ce qui est trop souvent le tort des réalistes. Mais leur plus grand désordre est de nature sentimentale : les larmes leur brouillent la vue. Ils ne voient plus que la douleur. La souffrance leur cache les causes qui ennoblissent la souffrance, leur paraît seule digne d'attention, devient l'unique réalité : toutes les valeurs se noient dans ce torrent de pathos vulgaire.

M. Mario Puccini est un esprit trop distingué pour tomber dans cet excès de basse sensibilité. Il fait sec dans son œuvre comme dans le climat de son pays. Toute exagération lui répugne ; l'enflure lui est intolérable. Le trémolo humanitaire ne lui semble pas moins écœurant que le grand air patriotique ; le bourrage de crâne « à la pitié » lui paraît aussi déshonorant que le bourrage belliqueux. Il n'y a pas dans son livre un atome de fadeur : ce qui le distingue aussitôt des écrits vagissants, des bêlements sentimentaux qui n'ont que

trop flatté les parties lâches de notre cœur. En réalité ce livre qui ne montre que la troupe, la misérable humanité, est écrit à la gloire du chef et pourrait se résumer par un appel au Maître. C'est une sorte de négatif, auquel il manque (exprès) l'acide, la goutte de réactif qui fera sortir la vraie image. C'est le tableau d'un corps sans âme, qui fait comprendre le rôle de l'homme providentiel qui est venu inspirer ce cadavre, lui souffler la résurrection. C'est Lazare dans le tombeau, c'est le fantoche sans volonté, sans force, dont le génie d'un homme a fait l' « Italien de l'an V ».

Oui, c'est tout bonnement l'histoire d'une escouade, et pas plus reluisante que toutes les histoires pareilles; c'est tout le terre-à-terre, l'ennui, le morne, le terne, l'atone de la vie des hommes réunis en troupeau. Rien n'y manque : pas une note que pût désavouer le réaliste le plus intransigeant. Jamais de coup d'aile, point de fanfare, pas la queue d'un petit couplet sur la patrie. A cela près qu'on ne voit point de brutes, et que les officiers ne sont pas représentés systématiquement comme des maniaques sanguinaires ou de sinistres imbéciles, tout est conforme à la plus pure doctrine naturaliste. Et l'on sait que cette doctrine ne croit pas aux héros. Tout cela est « moyen », hélas! médiocre, sans relief, sans vertu. C'est pourtant cette pâte amorphe, inerte et incolore que devait transformer le coup de pouce d'un démiurge. Plus la satire est impitoyable, plus elle fait sentir la grandeur du miracle.

Ce tableau de bonshommes sans gloire, évidemment, on pourrait le faire à peu près le même pour toutes les armées du monde : peut-être y avait-il pourtant à cet égard une situation spéciale à l'Italie. L'Italie n'a que depuis peu le service obligatoire, et l'excès de sa population lui permettait de n'incorporer chaque année qu'une faible partie du contingent. Cette masse d'ajournés et de récupérés, ce peuple immense d'hommes arrachés subitement à leur boutique ou à leur champ, ne connaissant que leur village, voilà le matériel humain que l'Italie jetait brusquement à la frontière des Alpes ou de l'Isonzo.

Ce sont ces réservistes qui composent la petite troupe de M. Puccini : des hommes tranquilles, sérieux, qui ne sont plus de la première jeunesse, des pères de famille, dont quelques-uns commencent à grisonner aux tempes, des corps rendus

paresseux par les habitudes sédentaires : Agostini, le pharmacien, qu'on imagine toujours derrière son comptoir, entre ses balances et ses bocaux, Vezzani le trombone et Airoldi le sacristain, Tarenghi, le commis-voyageur, et Garambelli, le douillet qui gonfle soigneusement chaque soir son oreiller en caoutchouc, et Filibbini, l'employé, Arima l'avocat, et Rossi et Scaramellini, « le monsieur à la petite vie tranquille et au *risotto* milanais ». Ah! ce ne sont pas des foudres de guerre. Tous gardent dans le rang, comme un foulard autour du cou, l'atmosphère de leur vie bourgeoise, le laisser-aller du civil, l'odeur du pot-au-feu. Et jusque sous le harnais, on perçoit le pas traînard d'une armée en pantoufles.

Et Cola? Un petit paysan toscan, un Lucquois d'aspect malingre, circonspect, gêné au milieu de ces « messieurs », mais assez fin, prompt à prendre l'air et à faire comme « les autres »; on croit le voir, bien que l'auteur ne le décrive nulle part, gentil, souriant, aimable et un peu gauche, cherchant à se tirer d'affaire sans paraître trop emprunté; sans enthousiasme, bien entendu, mais sans mauvaise volonté, bref, une figure à peine formée, sans traits bien définis, une pâte dont on pourra faire ce qu'on voudra, une de ces physionomies que la nature répète par milliers d'exemplaires, Thomas, Martin, Jean, Pierre aussi bien que Nicolas : c'est le premier venu, le « bleu », le piéton, le poilu de deuxième classe, l'élément commun dont est faite l'armée.

N'attendez pas que ce garçon vous sorte des tirades nationalistes : les grands mots prennent très mal sur cette tête méfiante. La patrie? Un petit coin de pays, et qui ne nourrit pas son homme : il faut aller gagner sa vie à l'étranger. « C'est pas le Paradis, la patrie... » L'Italie? C'est bien vague. Le Roi, c'est bien lointain... Ce qui ne veut pas dire qu'on est un lâche. Lorsque Cola était charretier à Toulon, il ne faisait pas bon l'appeler « canaille d'Italien » : son sang ne faisait qu'un tour, et il savait se faire respecter.

Non, Cola n'a pas froid aux yeux : un coup de couteau, cela le connaît. Mais la guerre, pour quoi faire? Si seulement il s'agissait de défendre les siens! Mais là-haut, si loin de chez soi, vraiment non, le cœur n'y est pas. Cela regarde les gens des frontières... Ainsi monologue Cola. « L'inventeur de la guerre, celui-là, Dieu lui refuse son Paradis! » Du reste, qui

est-ce qui a « inventé » la guerre? Est-ce qu'on sait? A quoi bon se demander ces choses? Cola sent bien qu'elles lui passent par dessus la tête. Il sait aussi que dans ces cas-là, il n'y a pas à faire le malin; ce sont de ces grands fléaux dont on parle dans les histoires, comme les choléras, les pestes. Force est bien de s'y résigner, mais Cola n'y met rien du sien, et le devoir est de tirer, si l'on peut, son épingle du jeu.

Dans ces difficultés, que faire? Louvoyer, tâcher de gagner du temps; c'est déjà beaucoup d'attraper la fin de la journée. Le pis est que la guerre ne se contente pas de vous tuer. Il y a bien d'autres périls. Que voulez-vous que fasse un pauvre homme exposé à mille tentations? Ce ne sont pas seulement les jurons, les blasphèmes (il faut bien hurler avec les loups), mais les cartes, le vin, les femmes, — que d'embûches! Qu'il est donc malaisé de rester honnête à la guerre! Est-ce une vie pour un homme marié de passer des mois sans sa femme? Et cette femme, que fait-elle? Qui jurerait qu'elle ne vous trompe pas pendant que vous avez le dos tourné? Alors, si à cette heure trouble où vous avez du vague à l'âme, vous allez justement porter le linge du lieutenant à laver, et que la commère vous aguiche d'une certaine façon, comment ne pas tomber dans les bras de la blanchisseuse? C'était fait avant que Cola eût le temps de se reconnaître. Quelle effrontée que cette *donnaccia*! Mais voici Pâques qui arrive, et c'est le point noir de l'affaire. Il faut aller à confesse et qui dit que le curé n'est pas de mèche avec le colonel? Ces gens-là sont encore des « gros », qui doivent s'entendre sur le dos des petits. Attention, Cola, mon ami! On dit que le colonel est un homme sévère qui ne plaisante pas avec la bagatelle. Surtout ne va pas te trahir: avoue les menues choses avouables, mais escamote ce qu'il faut. On n'est pas tenu de fournir la corde pour se pendre. Le bon Dieu comprend bien cela. Et voilà mon Cola confessé à moitié, qui s'approche hypocritement de la sainte table, et cumule sur son péché un double sacrilège... C'était bien la peine de déployer tant de prudence!

Ce qu'il a de charmant, ce Cola, au milieu de ses faiblesses assez mal édifiantes, c'est d'abord le mérite qui fait Panurge délicieux : c'est d'être tellement *nature*. Il ne feint jamais, même quand il ment, et c'est pourquoi on ne le trouve point sot, même quand il fait des sottises. Ce drôle est d'une naïveté

qui désarme : il ne cache point qu'il a peur. Il se méfie des airs bravaches. « Le courage, ça ne se porte pas écrit sur la figure.» « *Gamba mia*, il n'y a point de honte à fuir quand il le faut. » Aucune culture, mais un trésor de bon sens et, à toute occasion, une provision de ces sentences qui sont la sagesse d'un peuple, monnaie du paysan, qui le dispense d'opinions personnelles : et c'est toute l'Italie qui s'exprime par sa bouche. « La femme et le feu, tâtes-en peu. Femme, vin et cheval, qui s'y fie, s'en trouve mal. De la mer, c'est du sel qui vient, et de la femme peu de bien. Une femme bonne vaut une couronne. » Ou des proverbes sur les saisons : « En avril, chaque jour est un baril. » Ou sur les choses de la vie : « Quand on se couche avec les chiens, on se réveille avec des puces... » Oracles un peu contradictoires, au moyen desquels le bon Cola essaie de garder l'équilibre et de faire face tant bien que mal aux contradictions de la vie.

Et pourtant ce bonhomme, si peu sûr, si falot, mon Dieu! à l'occasion, il fera merveilles tout comme un autre. Pas par plaisir, bien sûr, ni par gloriole, mais par un vague honneur et par un attachement de caniche pour son lieutenant. Au moment de la première offensive du Trentin, le front crève, on bat le rappel des embusqués ; on fait flèche de tout bois. Cola, dans le branle-bas, se révèle : il se dévoue, se multiplie, sert d'homme de liaison. Alors, il ne sait plus bien ce qui lui est arrivé. Il se rappelle qu'il est tombé tout près d'un Autrichien ; une mouche fourrageait dans le nez du macchabée. Il se réveille dans un lit très propre, à l'hôpital, et comprend qu'il lui manque un bras : enfin, le voilà sauvé! La guerre est finie, mon garçon. Tu en es quitte à bon marché. Tu as voulu jouer au plus fin, le bon Dieu te punit, c'est bien fait. Mais il a vu que tu n'étais pas un grand pécheur, il se contente de te prendre un bras. Ton compte est bon, tu es tranquille pour la vie.

Le mot de la fin est ravissant.

Cola se retourna pour voir les monts d'Asiago, qui à cette heure se trouvaient à contre-jour : une petite bande bleue, là-bas, à peine plus dense que le ciel, et poudrée légèrement çà et là d'ombres cendrées.

Un homme de la gare lui frappa sur l'épaule :

— Eh! bien, vieux, comment va la guerre?

Cola écarquilla les yeux, comme quelqu'un qui verrait sortir de son cadre, à l'église, un personnage du chemin de la croix, et redouterait un miracle ou plutôt quelque diablerie.

Sans répondre, il se mit à courir le long du train pour y chercher une place, où il s'assit du mieux qu'il put sans regarder autour de lui. Puis, tirant de sa poche un *mezzo-toscano* (un de ces cigares qu'on coupe en deux par le milieu, et dont on fume les deux bouts), il se mit d'abord à le sucer longtemps tout doucement et, à la première allumette qu'il vit craquer par un voisin, demanda du feu et alluma.

Ce demi-cigare est une image : c'est toute l'Italie d'avant-guerre. Un demi-pécheur, un demi-chrétien, un demi-guerrier, qui trouve moyen de se faire blesser sans le vouloir, courageux sans le faire exprès, ayant peur sans être poltron, philosophe sans le savoir, honnête et fripon à moitié, infidèle par entraînement, joueur par imitation, attendant toujours l'allumette du voisin, ces traits inconsistants, épars, ce manque d'initiative, ce doute, cette crainte du risque, tel était le pays, telle était la triste matière à laquelle un homme devait imprimer un sursaut si prodigieux.

Sans doute ce « portrait de l'Italien » est-il un peu injuste. Peut-être par pudeur, par dédain de surfaire, M. Mario Puccini a-t-il un peu poussé les choses à la caricature : il se plaindrait d'être pris au mot. Il voulait seulement réagir contre les dithyrambes et la vaine éloquence, fouetter par une vive diatribe l'orgueil national, et surtout faire hommage au chef qui a rendu à son pays le sens de la grandeur : « *AL DVCE...* »

Malgré les apparences qui en feraient si aisément un pamphlet antimilitariste, ce livre appartient à ce que Gœthe appelle la littérature « tyrtéenne », celle qui est faite pour encourager et exalter la vie. C'est le sens de cet *Ecce homo* : l'histoire d'une dépression, d'un pays démoralisé, à la veille de l'instant où apparaît le maître qui groupe les volontés et rassemble les énergies.

Je n'ai pas à juger l'Italie d'aujourd'hui. On y assiste au spectacle d'un pays qui fait de l'héroïsme, comme d'autres fabriquent de la démagogie. Ce serait un chapitre à ajouter à l'*Histoire d'Italie* que vient de publier l'illustre Benedetto Croce. On verrait ici la dernière étape du travail national :

l'unité italienne, commencée par les prophètes du *risorgimento*, est en train de s'achever entre les mains puissantes d'un pétrisseur de volontés, d'un meneur d'imaginations. Il manquait à Cola une idée, une foi; il s'ignorait lui-même. Le « Patron » lui donne une mystique et une discipline.

La transformation frappe tous les yeux. Nous sera-t-il permis d'accorder un regret et un regard de sympathie au gentil compagnon que M. Puccini maltraite de si bon cœur? Il n'était point mauvais, ce garçon : il n'y avait guère, en somme, qu'un reproche à lui faire, c'est de n'être pas un soldat. Il avait échappé à cette dure mécanisation, à l'embrigadement des nations modernes. Il y avait un pays au monde qui n'était pas encore trop caporalisé. Il ne connaissait pas son bonheur.

Puis-je rappeler un petit fait? C'était il y a cinq ans, à mon premier voyage après le coup d'État. J'arrivais à la gare de Civita-Vecchia. Sur le quai de la petite ville papale où Stendhal bâilla son ennui de fonctionnaire de Louis-Philippe, partait une sonnerie de clairons et manœuvraient deux petites troupes : les chemises noires, garçons et filles, alignées en deux sections, au commandement faisaient le salut fasciste. C'était charmant. Les talons claquaient, les petites allaient fièrement au pas, les bonnets de police penchaient crânement sur l'oreille. On sentait dans tout cela quelque chose d'allègre et de nouveau. Et je sais bien que l'Italie abusait autrefois de la nonchalance et du désordre. Il fallait lui reforger des cadres. Et en même temps je me disais : « Quoi ! même les filles !... »

Ce qui rendait Cola aimable, avec tous ses défauts, c'était le naturel. J'ai peur que la caserne ne le gâte. Mais peut-être ai-je tort de craindre. On ne change pas aisément le tempérament d'un pays. Cola en a vu d'autres. Avec lui, on est sûr que la nature n'est jamais loin.

Louis Gillet.

# REVUE LITTÉRAIRE

## AMES ROMANTIQUES

Je ne sais pourquoi l'on a choisi, pour célébrer le centenaire du Romantisme, l'année 1827, qui est la date de la *Préface de Cromwell*. On aurait pu tout aussi bien, et même beaucoup mieux, choisir l'année 1802, qui vit paraître le *Génie du Christianisme*, ou l'année 1830, qui vit représenter *Hernani*. Mais ne chicanons pas. Et puisque d'ailleurs le Romantisme n'est pas une œuvre, ni un homme, dont on puisse exactement dresser l'acte de naissance, mais un mouvement d'idées, un ensemble d'aspirations littéraires, profitons de cette incertitude même pour prolonger un peu la période des commémorations.

Parmi toutes les innombrables publications qu'a fait surgir l'approche de ce centenaire, il faut mettre à part, avec la copieuse et substantielle *Histoire du Romantisme en France*, dont M. Maurice Souriau a fait paraître les deux premiers volumes (1), la très intéressante collection de textes que M. Henri Girard a entrepris de nous donner sous le nom de *Bibliothèque romantique* (2). M. Henri Girard, qui est actuellement conservateur de la Bibliothèque Sainte-Geneviève, et auquel nous devons une excellente étude d'ensemble sur *Émile Deschamps*, s'est avisé que la vie spirituelle du Romantisme et des écrivains romantiques ne nous était point suffisamment connue et il s'est proposé pour mission de nous la faire mieux connaître. Dans ce dessein, il a exhumé, en une série d'élégants volumes illustrés,

(1) *Histoire du Romantisme en France*, par M. Maurice Souriau. *Première partie*, 2 vol. in-8. Éditions Spes, Paris, 1927.

(2) *Bibliothèque romantique*, publiée sous la direction de M. Henri Girard, 15 volumes in-8. 1923-1927; Éditions des Presses françaises et Société d'édition « les Belles Lettres ».

ou remis en circulation un certain nombre de textes ou inédits, ou peu connus et depuis longtemps épuisés. La collection comprend actuellement une quinzaine de volumes. Chacun d'eux, confié à un spécialiste, est précédé d'une étude très fouillée et très précise, qui nous renseigne avec abondance sur l'auteur et sur son œuvre.

Prêchant d'exemple, M. Henri Girard a réédité la curieuse *Préface des études françaises et étrangères* d'Émile Deschamps, laquelle « compte parmi les manifestes essentiels de l'École romantique ». M. Jules Marsan, l'historien si ingénieusement informé de *la Bataille romantique*, a réimprimé et préfacé les parties essentielles de l'ouvrage posthume d'Alphonse Rabbe, *l'Album d'un pessimiste*. M. René Descharmes a publié diverses œuvres inédites d'Alfred Le Poittevin, qui fut l'ami de Flaubert et l'oncle de Guy de Maupassant. M. Georges Brunet a, sous le titre de *les Vespres de l'Abbaye du Val*, extrait des œuvres de Jules Lefèvre-Deumier, un certain nombre d'intéressants morceaux de prose et de vers. M. Henry Moncel a détaché des œuvres de Doudan le suggestif essai *Des Révolutions du goût*. M. Pierre Poux a retrouvé, avec quelques lettres inédites, et nous a révélé *le Cahier vert* de Jouffroy; il nous a, d'autre part, donné une précieuse édition du roman de Sainte-Beuve, *Volupté*. M. Georges Roth, sous le titre de *la Couronne poétique de Byron*, a composé un florilège des plus belles et significatives pages qui ont célébré chez nous le génie et la mémoire du grand poète anglais. M. André Monglond, qui va se faire l'historien du préromantisme, et qui a préludé à cette étude par un volume de *Vies préromantiques* (1), a découvert et mis au jour un premier roman ignoré de Senancour, *Aldomen, ou le bonheur dans l'obscurité*. M. Albert de Luppé a tiré des archives de sa famille de larges extraits des *Lettres inédites du marquis de Custine au marquis de La Grange*. M. Alfred Pereire a réimprimé le livre que Saint-Simon faisait paraître en 1814 sous le titre *De la réorganisation de la société européenne*. L'abbé Bremond a réédité, préfacé, commenté avec sa pénétration habituelle le curieux roman d'*Arthur* d'Ulric Guttinguer. M. René Jasinski, qui prépare un important travail sur Théophile Gautier, a publié avec une savante introduction et des notes le *Journal intime* d'Antoine Fontaney. M. Marcel Hervier nous a donné

(1) Le volume fait partie d'une collection d'*Études romantiques*, publiées sous la direction de M. Henri Girard, et qui s'intitulent : *Sensibilité musicale et Romantisme*, par M. Fernand Baldensperger; *le Mysticisme social de Saint-Simon*, par M. Georges Brunet; *Un poète bilingue : Adolphe Dumas*, par M. Frédéric Mistral (neveu).

une nouvelle édition du poème *Feu et Flamme* de Philothée O'Neddy, de son vrai nom Théophile Dondey, et y a joint la correspondance inédite du poète et de son ami Ernest Havet. M. Amand Rastoul a réédité les parties essentielles de *la Ville des expiations* de Ballanche, dont M. Joseph Buche, si je suis bien informé, doit nous restituer le si curieux livre *Du Sentiment*. On nous annonce aussi une nouvelle édition des *Consolations* de Sainte-Beuve. Et tel est, sèchement résumé, le bilan actuel de la *Bibliothèque romantique*.

Il serait assurément excessif de prétendre que tous ces documents réunis renouvellent de fond en comble l'histoire du romantisme; mais ils précisent, sur toute sorte de points, ce que nous savions déjà ou ce que nous pressentions de l'histoire individuelle ou collective des écrivains et des doctrines romantiques; et les historiens de l'avenir y puiseront à pleines mains pour décrire l'évolution des âmes et retracer le mouvement des idées dans la première moitié du XIX^e^ siècle français.

Voici, par exemple, Jouffroy. Une œuvre philosophique de second ordre, un peu fragmentaire d'ailleurs, et qu'on ne lit plus guère; quelques articles de journal ou de revue, dont l'un au moins, *Comment les dogmes finissent*, fit du bruit en son temps; quelques pages émues, vibrantes, d'une éloquence ardente et mélancolique : voilà tout ce que l'on connaissait de lui jusqu'à la fin du siècle dernier. Qu'on joigne à cela une étude un peu hautaine, mais sympathique, de Taine, quelques articles, comme toujours, pleins de suc et de substance, de Sainte-Beuve : cette « littérature » avait à peu près suffi à Ollé-Laprune pour écrire sur *Théodore Jouffroy* un livre ingénieux, exact, pénétrant, et qui, aujourd'hui encore, se lit avec grand profit. Depuis lors, en un volume qui, ce me semble, n'a pas été assez remarqué, Adolphe Lair a publié la très intéressante correspondance du philosophe avec ses deux amis Damiron et Dubois : un Jouffroy assez nouveau y apparaissait par endroits : un Jouffroy cordial et gai, généreux, curieux de tout, grand liseur de romans, par-dessus tout poète et artiste. Dans l'étude très fouillée qu'il vient de consacrer à l'auteur des *Mélanges philosophiques*, M. Pierre Poux a bien mis en relief les principaux traits de cette originale figure; et il nous révèle en même temps, en publiant *le Cahier vert*, recueil de pensées où le disciple de Cousin consignait au jour le jour les résultats de son expérience, le Jouffroy moraliste que nous soupçonnions bien un peu, mais qui, désormais, se montre à nous en pleine lumière. En usant de tous ces secours, je voudrais, à mon tour,

esquisser l'attachante physionomie morale de ce Vauvenargues de l'éclectisme (1).

***

Il est né en 1796, dans un village perdu du haut Jura français, où les mœurs s'étaient conservées simples, graves, un peu patriarcales. Son oncle était prêtre insermenté; son père, paysan aisé, était un robuste chrétien que la foi révolutionnaire n'avait pas entamé : tous deux, taillés en hercules, et le second « une espèce de Rob Roy, la terreur des gendarmes et la providence des émigrés ». La mère, excellente ménagère, sensée, prudente et fine, ressemblait à son fils. Celui-ci, dans ce milieu modeste et pieux, mais peu banal, acquit de bonne heure une certaine hauteur un peu dédaigneuse de pensée, l'habitude du recueillement et de la vie intérieure, et, en même temps, un goût très vif de la nature : il s'intéressait aux choses et aux travaux de la campagne; à l'occasion, il en prenait sa part, et on le voit à vingt-six ans, professeur déjà réputé, « faire ses foins », comme un vulgaire fermier.

L'enfant promettait : on l'envoya au collège, à Lons-le-Saulnier, puis à Dijon. A ses moments perdus, il rimait, lisait beaucoup, surtout des romans, ceux de Florian, de Mme Cottin, de Bernardin, — il met *Paul et Virginie* bien au-dessus d'*Atala*, — il s'essayait même à des comédies. A Lons-le-Saulnier, quoique les professeurs fussent des prêtres, Voltaire et Rousseau avaient leurs entrées, probablement secrètes : un vent d'incrédulité soufflait sur cette jeunesse, et il est à croire que Jouffroy lui aussi en fut atteint. A Dijon, en 1813, un inspecteur général le remarqua et lui proposa de le faire entrer à l'École normale : il souhaitait sans doute, avec tous les siens, « la chute du tyran » et il fut ravi d'échapper à la conscription : il accepta.

Il ne semble pas que Paris lui ait été un enchantement : son âme un peu solitaire, distante, vite effarouchée de provincial et de montagnard s'accommodait mal de la grande ville bruyante, et du strict régime intérieur de l'École. Trois ans plus tard, y rentrant comme

(1) Théodore Jouffroy, *le Cahier vert; Comment les dogmes finissent; Lettres inédites* publiées par M. Pierre Poux, 1 vol. in-8 de la *Bibliothèque romantique;* les Presses françaises, 1924; — Cf. *Correspondance de Théodore Jouffroy*, publiée avec une *Étude sur Jouffroy*, par Adolphe Lair, 1 vol. in-16; Perrin, 1901; — Sainte-Beuve, *Portraits littéraires*, t. I; *Premiers lundis*, t. III; *Causeries du lundi*, t. VIII et IX; — H. Taine, *les Philosophes classiques;* — Léon Ollé-Laprune, *Théodore Jouffroy*, 1 vol. in-16; Perrin, 1899; — Paul Dubois, *Cousin, Jouffroy, Damiron*, souvenirs publiés avec une introduction par Adolphe Lair, 1 vol. in-16; Perrin, 1902.

répétiteur, il se dit encore « malheureux de se lever matin, ennuyé des longues messes et des plats sermons, des petites vexations du chef, du portier, des pions et du règlement. » « J'ai quitté, disait-il encore, mon pays, ces personnes, cette maison, *ce village que j'adore et dont le souvenir me fait pleurer*, maintenant que je n'ai plus d'amis ici pour m'en adoucir le regret. Ah! Damiron, vous ne concevez pas la force des choses qui m'attachent à ma patrie ; vous avez quitté votre province trop jeune et *Paris n'est pas une patrie*... De ma vie je n'ai eu le cœur si serré ; *il a fallu pleurer et pleurer longtemps*, quelque effort que je fisse pour raisonner et me convaincre moi-même de ma folie !... Je puis dire que je connus ce soir-là ce que c'est que le désespoir. » Pour un jeune homme de vingt et un ans, voilà une sensibilité qui pourra paraître insuffisamment virile. « Sa haute taille, nous rapporte Sainte-Beuve, ses manières simples et franches, une sorte de rudesse âpre qu'il n'avait pas dépouillée, tout en lui accusait ce type vierge d'un enfant des montagnes, et qui était fier d'en être ; ses camarades lui donnèrent le sobriquet de *Sicambre*. » Peu à peu d'ailleurs, il s'apprivoisa et il sut se faire, parmi ses condisciples, d'excellents, de fidèles amis.

L'enseignement de l'École qui, la première année, fut exclusivement littéraire et historique, lui aurait peut-être laissé un assez médiocre souvenir si, en 1814, précisément, Cousin n'avait été chargé d'organiser, à l'École même, l'enseignement philosophique. Ce fut pour Jouffroy une révélation : il s'attacha au tout jeune maître de tout son cœur et de tout son esprit. Cousin, c'est entendu, n'était pas un vrai philosophe, et il y a trop de rhétorique, trop de charlatanisme et trop de politique dans son cas ; mais c'était un merveilleux excitateur d'esprits : il eut en Jouffroy, qui était essentiellement une « âme seconde », le plus enthousiaste et le plus candide des disciples. C'est qu'à vrai dire le futur auteur des *Nouveaux Mélanges* était alors en état de grâce pour accueillir avec ferveur la bonne parole philosophique. Lui-même, dans une page justement célèbre, et qui dut déterminer, ou du moins encourager, plus d'une conversion à rebours, — celle de Renan entre autres, — nous a conté dans quelles circonstances il avait perdu la foi de son enfance et comment, cessant d'être chrétien, il était devenu philosophe. On se rappelle cette « nuit de décembre » aussi fameuse et aussi pathétique que celle de Musset, et que Taine a jadis si éloquemment commentée. Pourquoi faut-il que cet émouvant récit ne soit pas exactement daté, et que ses amis puissent soupçonner l'auteur d'avoir un peu arrangé la réalité, d'avoir

ramassé en cette « nuit » symbolique d'autres « nuits » peut-être aussi décisives, en tout cas, bien des impressions antérieures, bien des « moments » d'une évolution intime qui semble avoir remonté assez haut, bref, d'avoir quelque peu sacrifié à l'effet littéraire? La page reste admirable et d'une très suffisante vérité morale : elle nous explique à merveille pourquoi Jouffroy s'éprit de Cousin et d'une philosophie qui n'était point sans ressembler à celle du Vicaire savoyard.

Jouffroy a été, comme l'on disait alors, un héros ou une « victime du doute », et si les lettres de jeunesse, — celles du moins que nous avons entre les mains, — ne traduisent pas cet état d'âme éminemment romantique avec toute la netteté, et toute l'éloquence que l'on pourrait souhaiter, ce n'est peut-être là qu'un pur hasard. En revanche, elles nous font bien saisir tout ce qu'il y avait dans cette âme de lyrisme inassouvi.

Quand d'épaisses brumes rampent lentement le long des montagnes; que la bise rapide s'élance tout à coup du nord au midi; le voile épais des brouillards est déchiré et des lambeaux épars fuient dans les airs; d'immenses tourbillons de neige soulevés de terre s'agitent et tournent sur eux-mêmes, se confondent et remplissent l'air d'une vague poussière; alors les cheminées disparaissent, de nouvelles montagnes s'élèvent, l'aigle et le corbeau fuient au plus haut des airs en poussant de lugubres cris, les loups sans asile hurlent de froid et de faim, tandis que les familles s'assemblent au bruit des toits ébranlés et prient Dieu pour les voyageurs!

Cette page, j'allais dire cette strophe, est antérieure *de trois ans* aux *Méditations*. A chaque instant d'ailleurs, — Adolphe Lair en avait déjà fait la remarque, — dans cette prose juvénile, les thèmes lamartiniens se reprennent et s'esquissent. Un jour, c'est *l'Isolement* et un autre jour, c'est *le Lac :*

Le lac allongé se voyait jusqu'au fond, et ses rives et les villes nombreuses qui les couvrent se détachaient parfaitement de la surface de l'eau... La nuit était venue, et, tandis que la lune reposait sur nos têtes et blanchissait d'une pâle lumière ces vagues du lac, les éclairs sillonnaient les nuages obscurs devant nous et à notre droite... Nous avions trois rameurs qui faisaient voler la barque sur la face du lac... Le silence continuait et n'était interrompu que par quelques mots et le bruit des rames... Par une alliance d'idées subite et inspirée par tout ce qui m'environnait, le chant du *Sanctus*, *Sanctus* se trouva dans mon cœur et sur mes lèvres. Je l'entonnai à demi-voix; mon voisin m'accompagna sur le même ton; peu à peu les sons s'élevèrent, tout le monde s'en mêla, et les rives protestantes du lac d'Yverdon retentirent du sublime *Hosannah in excelsis* lentement et solennellement exécuté par dix voix réunies...

Relisez toute la lettre, qui est postérieure de deux ans aux *Méditations*. Il y a là non seulement du Lamartine, mais du Rousseau et du Chateaubriand. Né lui aussi « parmi les pasteurs », Jouffroy a senti comme personne la poésie de la nature, et, à plus d'une reprise, il a essayé de la rendre dans une langue chaude et nombreuse qui n'est pas indigne d'être rapprochée de celle de ses grands contemporains. Il n'a pas été mêlé au mouvement romantique ; mais, on le voit, l'état d'âme romantique ne lui a pas été étranger ; et si les circonstances s'y étaient prêtées, il aurait, lui aussi, pu jouer son bout de rôle dans la bataille d'*Hernani*.

Mais Cousin veillait. D'autre part, Jouffroy était le contraire d'un dilettante. La foi religieuse, en se retirant de son âme, avait laissé intact ce culte hautain du devoir qui était le trait distinctif de sa nature, et qui l'avait préservé, on le devine, de bien des passions vulgaires. « Peu de personnes, a dit Renan, ont le droit de ne pas croire au christianisme » ; et il n'est pas sûr que ce droit, dans l'ignorance tranchante de ses vingt ans, Jouffroy l'eût pleinement. Mais le scepticisme intellectuel et moral n'était point son fait. Incrédule, il détestait l'incrédulité. De la meilleure foi du monde il s'imagina que la raison toute seule suffirait à reconstruire sur un fondement plus solide les salutaires convictions que sa juvénile raison mal défendue avait ruinées ; et avec une ardeur touchante il se mit à philosopher pour se refaire une croyance. Le résultat n'a guère répondu à son effort et, n'étant appuyés ni sur la religion, ni sur la science, les fragments de théories qu'il a laborieusement édifiés sont vite allés rejoindre dans la nécropole où ils dorment leur dernier sommeil, les innombrables systèmes éphémères qu'a enfantés au cours des siècles l'inquiète pensée humaine.

Mais les choses n'en sont pas encore là. Dans la première fièvre de son orgueil intellectuel, enflammé par l'exemple et par la parole de Cousin, Jouffroy croit inventer la philosophie qu'il enseigne. Il s'est fait recevoir docteur par deux thèses sur *le Beau et le Sublime* et sur *la Causalité*. Répétiteur, puis maître de conférences à l'École normale, en même temps que professeur au collège Bourbon, il s'initie à la philosophie écossaise, et, les maladresses du pouvoir aidant, lui qui, naguère, s'était, au retour de l'île d'Elbe, enrôlé, avec Cousin, parmi les volontaires royaux, il éprouve de moins en moins de sympathie pour les défenseurs attitrés du trône et de l'autel ; il passe au libéralisme, et même, à la suite de Cousin et d'Augustin Thierry, au carbonarisme. De plus en plus, il se détache

du christianisme, et, en dépit de sa prudence professionnelle, ses idées nouvelles durent percer plus d'une fois dans son enseignement, puisqu'un jour Royer-Collard le tança avec une sévérité qui, paraît-il, lui arracha des larmes, Cousin avait vu son cours suspendu en 1820. En 1822, l'École normale est supprimée, Dubois, puis Jouffroy destitués. Celui-ci du moins recouvrait sa liberté.

Sa réponse à ces tracasseries, ce fut l'article *Comment les dogmes finissent*. Il écrivit d'un seul jet, « sans une rature », cette déclaration de guerre au catholicisme qui ne parut d'ailleurs que deux ans plus tard. M. Pierre Poux a réimprimé dans son livre ce célèbre factum qui, s'il était publié aujourd'hui, passerait fort inaperçu. Nous en avons vu tant d'autres! On a tué tant de fois des morts qui se portent bien! Mais, à l'époque de la Restauration, les esprits étaient moins blasés que de nos jours ; les passions politiques et religieuses étaient très excitées; de plus, la personnalité morale de Jouffroy prêtait à ses propos une autorité indéniable. Très sincèrement il se croyait appelé à fonder, ou du moins à collaborer à la fondation d'une sorte de religion laïque, purement rationnelle, exactement adaptée aux besoins de l'homme moderne, surtout à ses besoins moraux, et qui nous fournirait enfin la solution, — une solution non chrétienne, — de l'angoissant problème de la destinée humaine. Ce problème, dont l'obsession lui venait, à son insu, du christianisme, a été, toute sa vie durant, la grande hantise de Jouffroy, et sous mille prétextes il y revenait toujours. N'ayant plus de chaire officielle, mais désireux de communiquer les vérités qu'il croyait avoir découvertes, il ouvrit chez lui, dans sa petite chambre de la rue du Four-Saint-Honoré, un cours privé, à l'usage de quelques rares privilégiés. Sainte-Beuve, qui fut un de ces privilégiés, a vivement décrit la physionomie presque religieuse de ces prédications philosophiques qui avaient lieu une fois par semaine. « Quand les quinze ou vingt auditeurs s'étaient rassemblés lentement, que la clef avait été retirée de la porte extérieure et que les derniers coups de sonnette avaient cessé, le professeur, debout, appuyé à la cheminée, commençait presque à voix basse, et après un long silence. La figure, la personne même de M. Jouffroy est une de celles qui frappent le plus au premier aspect, par je ne sais quoi de mélancolique, de réservé, qui fait naître l'idée involontaire d'un mystérieux et noble inconnu. Il commençait donc à parler; il parlait du Beau, ou du Bien moral, ou de l'immortalité de l'âme ; ces jours-là, son teint plus affaibli, sa joue légèrement creusée, le bleu plus profond de son regard, ajoutaient dans les esprits aux rémi-

niscences idéales du *Phédon*. » Le débit, d'abord un peu monotone et lent, s'animait peu à peu, s'élevait jusqu'à l'éloquence, et, dans le jour finissant qui « agrandissait la scène », on se séparait, ému, pénétré, « et en se félicitant des germes reçus ». Rarement, il faut en convenir, l'initiation philosophique a plus naïvement affecté le caractère d'une religion.

S'il faut en croire toujours Sainte-Beuve, Jouffroy avait une grande facilité de parole, mais une certaine « indolence » de plume. Bien qu'« il se déterminât malaisément à écrire », il écrivait pourtant, et *le Globe*, que dirigeait son ami Dubois, s'étant fondé en septembre 1824, il donna au nouveau journal une quarantaine d'articles sur les sujets les plus divers, qu'il ramenait à ses préoccupations essentielles : cela sans raideur du reste, sans dogmatisme excessif, essayiste autant que philosophe, critique littéraire même à l'occasion, multipliant les preuves de sa haute conscience, de son souple talent, de son active curiosité d'esprit. C'est au *Globe* que parut en 1825 l'article *Comment les dogmes finissent*. Quelques-uns de ces articles ont une pointe assez vive dirigée contre le catholicisme et les catholiques. Il semble qu'il soit alors au premier rang de l'opposition libérale, politique et religieuse.

La Révolution de juillet éclate. Jouffroy, que le ministère Martignac a réintégré dans l'Université, est nommé maître de conférences à l'École normale ; il entre à la Sorbonne, puis au Collège de France, puis à l'Institut. Et tandis que quelques-uns de ses amis du *Globe* « vont de l'avant », poussent à la roue démocratique et se font même les adeptes de la religion saint-simonienne, lui s'arrête assez brusquement, si même il ne réagit pas un peu contre ses propres tendances de la veille. Faut-il admettre que, suivant l'exemple de ces farouches révolutionnaires qui deviennent d'ardents conservateurs, dès qu'ils ont quelque chose à conserver, il se soit subitement assagi en redevenant un personnage officiel? N'a-t-il pas été plutôt froissé dans ses intimes délicatesses par les puériles vulgarités du saint-simonisme, vers lequel les Sainte-Beuve et les Pierre Leroux s'efforcent de l'entraîner, et avec lequel il rompt vigoureusement en visière? Ou encore les progrès de l'âge, de la réflexion intérieure l'ont-elles guéri de certaines de ses illusions doctrinales? Ou enfin, revenait-il tout simplement à sa vraie nature qui semble avoir été plus timide que hardie, plus discrètement recueillie que bruyamment militante? Nous ne savons trop, les documents directs et les témoignages extérieurs nous faisant ici défaut. En tout cas, le fait est

là, certain : il y aura désormais dans les attitudes et dans la pensée de Jouffroy quelque chose d'un peu désabusé et comme un arrière-goût de scepticisme douloureux.

Sainte-Beuve, qui n'a rien négligé pour tirer Jouffroy du côté de la littérature d'imagination, du roman en particulier, — n'a-t-il pas tenté de le mettre en relations suivies avec George Sand ? — Sainte-Beuve devait savoir que plus d'une fois il s'était essayé à ce genre d'écrits. Mais l'avisé critique ne paraît pas avoir connu *le Cahier vert*, qui aurait confirmé ses vues sur « la psychologie réelle » de Jouffroy, laquelle, disait-il, « consiste en observations détachées plutôt qu'en système ». Cueillons, pour nous en convaincre, quelques-unes des pensées de ce discret moraliste.

Si la grande morale tue la petite, la petite le lui rend bien. — Il ne faut pas livrer bataille aux passions ; il faut leur couper les vivres. — Si la jalousie survit à l'amour, c'est que l'amour-propre lui survit aussi. — On passe la moitié de sa vie à espérer le bonheur, et l'autre moitié à regretter cette espérance. — Il faut bien du goût pour échapper à celui de son siècle. — La nature est un symbole que notre âme nous explique ; nous le lisons mieux à mesure que nous nous connaissons davantage. — La vie nous console de mourir, et la mort de vivre. — Dieu est ce qui nous manque ; c'est pourquoi les grandes âmes sont plus religieuses que les petites. — Notre vie se passe à chercher Dieu, car elle se passe à chercher ce qui nous manque.

Cela est fin, ingénieux, pénétrant ; la pensée a du trait et du mordant ; la forme, sobre, aisément imagée, ne manque ni de vigueur, ni d'éclat ; l'accent est très personnel. Il serait assurément un peu téméraire de vouloir juger à fond un écrivain sur une cinquantaine de pages de sa prose, sur quelque deux cents pensées qu'on nous offre de lui. Il semble pourtant qu'on puisse dire que, si, par ce même recueil, Jouffroy ne se classe point parmi nos grands moralistes, — un Pascal, un La Rochefoucauld, même un La Bruyère, — il est digne d'occuper un rang assez distingué parmi nos petits moralistes, entre Vauvenargues, par exemple, et Joubert.

« La religion, lisons-nous encore dans le *Cahier vert*, c'est la philosophie qui se baisse pour prendre les enfants. » Cette conception un peu bien aristocratique peut-être de la religion, on la retrouve au fond des leçons ou articles qui composent l'œuvre de Jouffroy après 1830. Mais il semble qu'au contact de la vie réelle elle l'ait de moins en moins satisfait. Après avoir naguère, dans de belles déclarations romantiques, jeté feu et flamme contre le mariage, il s'était marié en

1833 avec « une femme sans fortune, et qui n'était ni jeune ni brillante », mais qui lui « apportait une dot négative par sa modestie, son économie et sa science du malheur et de la pauvreté » : « c'est le mariage de Dominique », dit spirituellement M. Poux. Sentant bien que la philosophie, même « épurée », ne saurait servir de guide à tous les hommes, il se retourne du côté du christianisme, dont la disparition ne lui paraît ni souhaitable, ni même possible ; il le proclame « aux trois quarts vrai », et s'il admet à vrai dire « qu'il doive subir une épuration et recevoir une forme nouvelle et des additions notables », il faut reconnaître que ce langage, tout vague qu'il soit, est assez différent de celui qu'il tenait à l'époque de l'article *Comment les dogmes finissent.*

En même temps, sa santé, qui n'avait jamais été très robuste, fléchissait, et il subissait les premières atteintes du mal qui devait l'emporter. En 1836, pour se rétablir, il se fit donner par Guizot une mission en Italie où il resta huit mois. Ce fut presque le dernier rayon de cette existence mélancolique : il retrouva sa verve de jeunesse, son âme de poète et d'artiste pour décrire, en de longues lettres à ses amis, les mœurs et les paysages, les monuments et les types : ses pages sur Assise sont curieuses à relire aujourd'hui. Rentré en France, repris par l'enseignement, la méditation philosophique et la vie d'action, — il était entré à la Chambre, — toujours absorbé par l'énigme de la destinée humaine, parfois il se flattait de pouvoir réconcilier la foi chrétienne, une foi peu rigide et peu dogmatique, avec le libre et ardent spiritualisme dont il était épris ; d'autres fois il en doutait douloureusement et c'est ce sentiment qui paraît lui avoir dicté le célèbre discours où, devant des collégiens, un jour de distribution de prix, il s'attardait tristement à contempler la pente descendante de la vie, « le pâle soleil qui l'éclaire, et le rivage glacé qui la termine ». Pourtant, il est visible que « si le mystère et le miracle l'arrêtaient encore à la porte du sanctuaire », au témoignage de son ami Dubois, et l'y ont sans doute toujours arrêté, à mesure qu'il vieillissait, il se rapprochait de plus en plus du christianisme. « Monsieur le curé, disait-il dans les tout derniers jours de sa vie à l'abbé Martin de Noirlieu, tous ces systèmes ne mènent à rien : mieux vaut mille fois un bon acte de foi chrétienne. » On voudrait croire que cette âme partagée et inquiète avait enfin trouvé l'apaisement de son inquiétude.

* * *

On se rappelle les pages pleines de verve et d'humour des *Philosophes classiques*, où Taine, transportant Jouffroy dans un autre siècle, « gardant l'homme », mais « refaisant les circonstances », l'imaginait né en 1680, dans le comté de Kent, et faisait de lui un Anglais protestant, philosophe et bien portant. La vérité est peut-être à la fois plus simple et plus complexe. Jouffroy nous représente excellemment ces agrégés de philosophie, comme nous en avons tant connus, qui, dans l'ivresse des premières idées générales, faisant, à l'instar de Descartes, « table rase » de toutes leurs croyances antérieures, reconstruisent superbement le monde, expliquent intrépidement la vie et se flattent de faire tenir l'univers et l'homme dans l'enceinte d'un bref syllogisme. Ils se croient « philosophes »; ils veulent l'être; et ils se livrent, toute leur vie durant, à d'inutiles spéculations. Plus modestes, ils auraient pu être d'aimables et fins lettrés, d'ingénieux historiens, d'élégants essayistes, de pénétrants moralistes, et leurs œuvres, plus durables, auraient heureusement bénéficié de la subtilité ou de la force de pensée qui leur a été réellement départie. Ils ont dédaigné les Muses, et les Muses se sont vengées.

Pareille aventure est arrivée à Jouffroy, et l'on peut, à l'exemple de Taine, lui recomposer une carrière idéale. Il n'est pas entré à l'École normale : il n'a pas connu Cousin; il n'a pas cru devoir se travestir en philosophe. Il est né avec une âme vibrante et mobile de poète et d'artiste ; il aime passionnément la nature; il a une profonde vie intérieure; il a des idées et de beaux dons d'écrivain; il sait observer, décrire et peindre. Il fréquente chez son compatriote Nodier. Il fait partie du Cénacle. Il s'est lié d'amitié avec Lamartine, avec Victor Hugo, avec Sainte-Beuve et Vigny surtout. Il a essayé la poésie et le théâtre; il a composé de curieux et suggestifs essais de critique littéraire et morale ; surtout il a obéi au vœu de son ami Sainte-Beuve, et il a écrit de nombreux romans où il s'est exprimé tout entier et dont l'intérêt dramatique et vivant est comme rehaussé par la noblesse de l'inspiration et par la richesse pénétrante de l'observation morale. Mort trop jeune pour avoir donné toute sa mesure, il a laissé une œuvre intéressante, et qui compte, et qu'on relira longtemps encore. Et il aura été quelque chose comme le Bourget du romantisme.

Victor Giraud.

# CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Voici donc que le « pacte général de renonciation à la guerre » vient d'être signé à Paris, le 27 août; il portera, dans l'histoire, le nom plus court de « pacte Briand-Kellogg », qui rappelle sa double origine : l'initiative venue de M. Briand, l'extension proposée par M. Kellogg. Ont signé les six « principales puissances » (Allemagne, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon) et, en outre, les Dominions britanniques et les États qui ont participé aux traités de Locarno : Belgique, Pologne, Tchécoslovaquie. Les invitations ont été lancées par les soins du gouvernement des États-Unis. La question s'est posée de savoir si l'on ne convierait pas à la signature les autres États indépendants, ou certains d'entre eux; il a été décidé que l'on s'en tiendrait à ceux qui ont participé aux premières négociations. Aussitôt après la signature, notification sera faite du pacte, par les soins du gouvernement de Washington, à toutes les puissances grandes ou petites, avec pressante invitation à donner leur adhésion sans attendre l'échange des ratifications qui se fera à Washington.

Une seule difficulté se présente : les États-Unis, non seulement ne sont pas en relations diplomatiques avec l'U. R. S. S., mais encore ne l'ont pas reconnue et ne sauraient donc lui adresser une invitation à adhérer au pacte; il a été convenu que la France se chargerait de ce soin. Le gouvernement des Soviets, qui n'en est pas à une contradiction près, conciliera les déclarations claironnantes de M. Boukharine au congrès du parti communiste à Moscou et sa tendance permanente à « diriger la pensée et les espérances des travailleurs vers de nouvelles guerres (1) », avec l'adhésion au pacte de renoncia-

(1) Manifeste du parti socialiste (IIe Internationale) au congrès de Bruxelles.

tion à la guerre. On peut même s'attendre à ce que M. Tchitcherine accompagne son adhésion d'un manifeste où il déclarera insuffisant et inopérant le pacte bourgeois et seule efficace la proposition faite par le représentant de Moscou à la commission préparatoire pour la réduction des armements. Bien entendu, le gouvernement de Moscou ne s'engagera pas à ne plus semer partout la guerre civile, prélude de la guerre étrangère.

Le pacte Briand-Kellogg, dès lors qu'il est autre chose qu'une convention franco-américaine, n'a d'intérêt que s'il obtient l'adhésion de toutes les puissances qui comptent et s'il devient une grande et générale manifestation de l'humanité civilisée contre la guerre. Nous sommes en droit de nous réjouir que, par l'éclat de la cérémonie du 27, Paris devienne le centre de la paix organisée ; c'est un fait de nature à dissiper les calomnies intéressées qui représentent la France comme un pays d'impérialisme agressif. Mais la paix organisée avait déjà un centre : Genève. Les amendements introduits par la France et l'Angleterre au texte du pacte ménagent soigneusement les droits antérieurs et les attributions précises de la Société des nations ; on peut cependant se demander si le pacte universel ne tendra pas à prévaloir sur le pacte plus explicite mais moins général. Le succès du texte Briand-Kellogg vient surtout de ce qu'il manque de précision et qu'il ne contient ni engagements pratiques ni sanctions efficaces. Les États-Unis qui ont rejeté le pacte de Genève n'entendent pas se lier les mains par le pacte de Paris. Le pacifisme américain est toujours, par certains côtés, biblique et, par d'autres, électoral. Le ministre de l'Intérieur britannique, sir William Joynson Hicks, s'étonnait, — nous l'avons relaté, — que le gouvernement des États-Unis accrût ses forces navales en même temps qu'il propose à l'humanité un pacte de renonciation à la guerre. Le président Coolidge lui a involontairement donné raison. Se trouvant dernièrement dans le Wisconsin, il a déclaré énergiquement qu'il n'entendait pas qu'il fût porté atteinte à la marine ou à l'armée américaines à l'occasion du pacte Kellogg. « Je considère, a-t-il dit, l'institution militaire des États-Unis comme modérée et comme répondant exclusivement à des buts défensifs. »

En effet, chaque État est seul juge des forces de terre et de mer et des institutions militaires nécessaires à sa sécurité. Chaque gouvernement a donc le droit de les fixer selon ses besoins, à moins qu'il n'ait pris vis-à-vis d'autres États des engagements contraires, comme, par exemple, les accords de Washington, ou que les traités lui imposent certaines limitations d'armements. C'est le cas de l'Alle-

magne, de l'Autriche, de la Hongrie, de la Bulgarie, dont les armements sont limités et les institutions militaires fixées par les traités de 1919. Les Allemands et, avec eux, les socialistes français, s'en vont répétant que le désarmement, que l'Allemagne est réputée avoir réalisé, doit avoir pour conséquence un semblable désarmement pour les autres États européens. C'est tout à fait inexact. La réduction générale des armements peut s'accomplir par voie d'accord international; la France en a donné l'exemple ; mais elle n'est nullement la conséquence du désarmement imposé par les traités de 1919 aux puissances vaincues. Les Allemands s'efforcent toujours de confondre ; nous entendons distinguer.

Dans la conclusion du pacte Briand-Kellogg, ce qui est important, ce qui peut avoir d'heureuses conséquences, c'est moins le texte des accords avec ce qu'il contient ou omet, que le fait même de la signature. Le 27 août est une grande date dans toute la mesure où la paix est un problème d'opinion. De ce point de vue, on ne multipliera jamais trop les engagements de ne pas recourir à la guerre « comme instrument de politique nationale ». Créer, autour de l'idée de paix, une atmosphère qui pénètre le plus grand nombre possible de peuples et d'États et qui leur fasse considérer le recours à la guerre comme un acte criminel, comme une violence digne de châtiment, c'est un moyen efficace de préparer une longue période de tranquillité, de promouvoir entre les nations de même civilisation un rapprochement peut-être définitif et d'acclimater, comme solution normale des conflits d'intérêt, l'appel à l'arbitre.

Pour la première fois depuis le mémorable voyage du président Wilson, un haut personnage du gouvernement des États-Unis, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, passe l'Atlantique et c'est pour s'associer, à Paris, à une manifestation grandiose en faveur de l'organisation de la paix : voilà ce qui nous apparaît le plus important et ce qui nous réjouit dans l'acte du 27 août, car les États-Unis, par leur masse, par la puissance de leurs capitaux qui les rend maîtres du crédit, par leur force militaire, par l'autorité de leur presse, pourront, chaque fois qu'ils le voudront, imposer une solution amiable aux conflits qui viendront à se produire sur le globe. Ils se trouvent, par le pacte Briand-Kellogg, rattachés par un lien, à la vérité assez faible, mais permanent, aux affaires des autres peuples : c'est le principal résultat du nouveau traité. Nous ne méconnaissons pas non plus la signification de la venue à Paris, pour la première fois depuis 1870, d'un ministre des Affaires étran-

gères d'Allemagne, pourvu que la presse du Reich ne cherche pas à en exagérer le mérite, ne la présente pas comme un sacrifice digne de récompense et ne cherche pas à y accrocher des questions qui n'ont rien de commun avec le pacte. A Paris, les représentants des hautes parties contractantes venus pour la cérémonie du 27 août, n'ont pas abordé d'autres affaires. Parmi les représentants des Dominions, il nous est particulièrement agréable de saluer la présence du Premier ministre du Canada, M. Mackenzie-King, au moment où son pays, plein d'énergie et de vitalité, accrédite, pour la première fois, en qualité de ministre plénipotentiaire, un représentant diplomatique en la personne, si connue et si estimée à Paris, de l'honorable Philippe Roy, jusqu'ici commissaire général.

L'inconvénient de manifestations telles que le pacte Briand-Kellogg c'est qu'elles risquent d'endormir les peuples trop crédules dans une trompeuse sécurité ; elles procèdent, en effet, d'une doctrine optimiste sur la nature de l'homme et sur sa capacité de progrès dont la psychologie et l'expérience des siècles ont démontré la pernicieuse erreur. Tandis que nous regardions, dans le salon de l'horloge du ministère des Affaires étrangères, les hauts personnages, « les maîtres du jeu de ce monde » ou leurs représentants qualifiés s'empressant à signer, en toute bonne foi et non sans émotion, un « pacte général de renonciation à la guerre », nous ne pouvions nous empêcher de songer à cette touchante cérémonie où, le jour de leur première communion, les enfants catholiques déclarent solennellement renoncer « au démon, à ses pompes et à ses œuvres ». Ils sont sincères, eux aussi, eux surtout, et émus, mais la vie s'écoule, la nature humaine reprend ses droits, les entraîne dans le tourbillon des passions, dans l'âpre lutte des intérêts, et le diable n'y perd rien.

Certes, nous croyons beaucoup plus à l'efficacité de la religion comme frein aux passions individuelles qu'à celle des pactes, quels qu'ils soient, comme digue au débordement des passions nationales d'où la guerre peut sortir. Dans les démocraties modernes, dès qu'un conflit d'intérêts prend la forme juridique, on peut tenir pour certain qu'il n'amènera pas la guerre et qu'il trouvera une solution arbitrale ; le danger n'apparaît qu'au moment où, dans l'âme collective d'un peuple, s'installe et se développe un sentiment si fort, si général qu'il détruit toute capacité de raisonnement objectif, ferme toute issue aux voies de droit et emporte, comme chiffons de papier, les constructions juridiques que les chefs d'État édifient sur le parchemin. Il reste, quoi qu'on fasse, un obstacle à la paix et c'est l'homme lui-même,

dont la nature peut sans doute être amendée, non pas changée.

Quand on rappelle ces vérités de bon sens et d'expérience, on risque de passer, comme l'ont dit nos instituteurs, dans leur jactance de primaires, à leur récent congrès, pour un « belliciste ». Tant pis! Car l'illusion, en pareille matière, peut entraîner les plus terribles sanctions. Les individus qui pratiquent la vertu ne sont pas nécessairement victimes des autres, grâce à la présence des lois et des gendarmes; mais les peuples qui s'endormiraient dans un optimisme naïf seront fatalement victimes de leurs voisins, car, dans les institutions internationales, on voit bien apparaître les lois, mais non pas les gendarmes. Affirmons donc une fois de plus que si, demain, les États-Unis, l'Angleterre et la France, par exemple, se mettaient d'accord pour déclarer tout simplement : « Quiconque violera les traités et cherchera à modifier par les armes l'ordre établi aura affaire à notre entente », ils auraient, pour de longues années, assuré la paix dans une justice, relative parce qu'humaine, plus sûrement que par des pactes ostentatoires, imprécis et dépourvus de sanctions. Ce serait infiniment plus simple et plus efficace; mais ce serait plus compromettant! Il est plus commode de tromper les peuples par de vains simulacres.

Ce ne sont pas uniquement des signes de paix que nous voyons briller sur l'Europe, sans parler de l'Asie. L'un des chefs les plus notoires du parti populiste allemand, le baron de Rheinbaben, a publié dans une revue hambourgeoise, *Europäische Gespräche*, du 1er juillet, un article très solide dont le *Bulletin quotidien de la Société d'études et d'informations économiques* donne une analyse très complète. Il pose en principe qu'aucun pacte ne peut, à la longue, empêcher la guerre, s'il ne s'accompagne d'une revision des traités. « L'Allemagne est, sans doute, aussi sincèrement désireuse qu'aucun autre pays d'éviter la guerre, même dans un lointain avenir, mais, à mesure que grandira une nouvelle jeunesse n'ayant pas connu les horreurs de la guerre et passionnée pour la grandeur de l'Allemagne, celle-ci mettra plus que jamais toutes ses forces en œuvre pour obtenir la modification de l'État de choses créé à Versailles, là où l'injustice est vraiment criante, dans l'Est allemand. » Ainsi, c'est une « injustice criante » d'avoir fait entrer dans la Pologne, ressuscitée après plus d'un siècle d'esclavage, des régions où la population est en grande majorité polonaise par le sang, la langue, la religion et la volonté consciente, et il faut changer cela,

si l'on veut que la paix soit durable! Certes, il est des Allemands qui ont de la justice un sentiment plus élevé; au congrès de l'*Union des catholiques pour la paix*, à Essen, où fut étudiée la question des relations entre la Pologne et l'Allemagne, on entendit le Père Muckermann, l'un des journalistes catholiques les plus connus en Allemagne, déclarer: « Le grand péché de notre histoire et le premier que nous devions réparer, c'est le péché contre la Pologne (1). » Mais les catholiques allemands ne sont pas la majorité et beaucoup d'entre eux sont, souvent à leur insu, imprégnés de prussianisme. Peut-on faire fond sur les social-démocrates? A peine sont-ils installés au pouvoir qu'ils en profitent pour commencer la réalisation d'un programme naval et engagent une dépense de 500 millions de francs pour la construction d'un croiseur de 10 000 tonnes. Le parti socialiste fait entendre, durant deux ou trois jours, de vives protestations, puis il s'apaise, heureux de faire plaisir au maréchal-président Hindenburg, comme Scheidemann le fut, en août 1914, de se conformer aux désirs de Guillaume II. Les socialistes français sont toujours prêts à condamner la politique de leur pays, les socialistes allemands toujours disposés à la défendre. Est-ce là, pour nous, un gage suffisant de paix?

M. de Rheinbaben nous avertit que l'Allemagne ne pourra pas toujours « se contenter de l'espace qui lui a été imparti à Versailles... Un Français d'esprit quelque peu objectif peut-il s'imaginer que le peuple allemand ne comparera pas un jour la situation qui lui est faite, au point de vue de l'espace, avec celle de la France, plus riche, considérablement moins peuplée, mais nantie de possessions coloniales immenses ». Nous connaissons cette théorie; c'était, avant la guerre, celle de Bernhardi: le droit, pour les peuples forts, d'exproprier les peuples incompétents. Elle vient de nous être resservie, — agrémentée d'injures que nous préférons ne pas répéter par respect pour le peuple italien que nous ne rendons pas responsable des outrances de quelques exaltés, — par M. Turati, secrétaire général du parti fasciste, à propos d'incidents insignifiants qui se sont produits près de Paris entre italiens fascistes et italiens antifascistes. Ce sont là des doctrines auxquelles on espérait que la guerre avait porté un coup fatal et qui n'ont d'autre objet que de parer d'un vernis philosophique le « ôte-toi de là que je m'y mette » vieux comme le monde. Non, en vérité, l'homme n'a pas changé!

(1) Pierre Delattre, *les Catholiques allemands et le mouvement de la paix*; *Études* du 5 août 1928, p. 287.

Nous indiquions d'un mot, dans la précédente chronique, que l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne créerait, pour la Suisse, une situation très dangereuse. Quelques écrivains marquants de la presse helvétique ont, depuis lors, développé ce même point de vue en des articles dont M. Pierre Bernus publie, dans le *Journal des Débats*, une intéressante analyse. « Nous verrions, écrit la *Gazette de Lausanne*, se multiplier les surfaces de contact de la Suisse avec un État déjà trop puissant et dont la force d'expansion pourrait un jour s'exercer aussi contre nous. » Déjà, en 1919, M. Calonder, alors chef du département politique, déclarait à propos du Vorarlberg : « Si ce territoire venait à tomber entre les mains de l'Allemagne, cela présenterait pour la Suisse orientale un grand danger politique. » La *National Zeitung* de Bâle, montre que, sous prétexte de droit des peuples, « cet impérialisme déguisé en démocratie » s'attaque en réalité à l'indépendance des peuples : « la propagande coûteuse et méthodique par laquelle on veut arriver à l'absorption de l'Autriche montre que ce droit est ici falsifié. » Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'Allemagne a faussé l'idée de droit des peuples, issue de la Révolution française, et en a fait sortir, à l'usage du pangermanisme, la théorie des races dont l'application consommerait les pires injustices et jetterait l'Europe en d'interminables conflits. Ces sons de cloche qui nous viennent de Suisse nous paraissent d'un heureux augure; on ne saurait leur donner trop de retentissement.

Les nouvelles qui nous arrivent des Balkans ne sont pas non plus de nature à nous inspirer une entière confiance en un avenir de paix et de tranquillité. Cependant le succès complet de M. Venizelos aux élections du 19 août permet d'espérer que la Grèce entre enfin dans une période de calme intérieur. M. Venizelos a dépensé, dans la campagne électorale, l'activité d'un jeune homme; pour la première fois depuis longtemps la Grèce s'est sentie gouvernée et a docilement suivi le créateur de la « plus grande Grèce ». Comme on s'y attendait, les Venizelistes triomphent à Salonique, en Macédoine, en Thrace, mais ils l'emportent aussi dans le Péloponèse qui passait pour fidèlement dévoué aux monarchistes. Les libéraux dissidents n'obtiennent aucun succès et leur chef seul, M. Cafandaris, est élu. Sur 250 sièges, les Venizelistes en emportent plus de 200. Les monarchistes modérés de M. Metaxas sont vaincus comme les monarchistes intransigeants de M. Streit. Les élections du 19 août signifient d'abord la consolidation du régime républicain contre les amis de

l'ancienne dynastie aussi bien que contre les partisans d'une dictature militaire; mais il s'agit d'une république dans laquelle les questions de personnes continueront de tenir une grande place : le prestige personnel de M. Venizelos est sans doute le facteur principal de son succès. Les élections montrent aussi la nouvelle Grèce, celle des territoires annexés et des réfugiés d'Asie, imposant sa volonté et sa loi aux vieux clans politiciens. Les éléments démocratiques sont restés sourds à la propagande subversive du communisme russe; ils ont manifesté une volonté d'ordre et de travail qui fait espérer, pour la Grèce et l'hellénisme, un avenir de prospérité.

Au moment où l'idée monarchique subit un échec en Grèce, voici qu'en Albanie le chef du clan qui, depuis longtemps, se maintient au pouvoir avec l'appui et l'argent des Italiens, Ahmed Zogou, se fait proclamer roi. Son trône serait précaire si les rivalités de tribus pouvaient librement se donner carrière; mais les Italiens tiennent tous les ressorts de la vie économique et financière du pays qui tire de leur présence et de leur activité d'importants avantages. Race fière et indomptée, les Albanais, musulmans ou chrétiens, cherchent d'abord dans la protection italienne le moyen de moderniser leur pays, de l'outiller, de l'enrichir et gardent l'arrière-pensée de s'affranchir un jour de toute tutelle étrangère et de jouer un grand rôle dans la péninsule balkanique. Il est possible que, dans l'avenir, l'avènement d'un roi d'Albanie apparaisse comme une étape vers la réalisation de l'unité nationale et de la cohésion des tribus. Pour le moment, il faut y voir surtout le signe manifeste du succès de la politique de M. Mussolini qui, de plus en plus, paraît dirigée vers la péninsule des Balkans et l'Orient méditerranéen.

En Yougoslavie, la mort de M. Stephan Raditch n'a pas, tant s'en faut, calmé l'effervescence des esprits, ni rendu plus aisée la tâche du cabinet que préside Mgr Korochetz. La disparition du chef populaire du parti paysan croate a permis de mesurer la place qu'il tenait dans la vie politique du royaume des Serbes, Croates et Slovènes et de se rendre compte de ce qui, dans son œuvre, est solide et de ce qui sera caduc. C'était un singulier personnage qu'Étienne Raditch : court, rond, vif, d'une simplicité qui, souvent, toucha au dénuement, il était doué d'une féconde imagination slave, où les doctrines de la philosophie allemande formaient un singulier mélange avec les disciplines françaises puisées à notre École des sciences politiques où il fut l'élève d'Albert Sorel, d'Anatole Leroy-Beaulieu, de Levasseur. Cette diversité d'origine explique ce qu'il y eut souvent de nébuleux

dans ses conceptions et de déconcertant dans ses actes. Son éloquence populaire, vivante, mordante, puissante à l'occasion, faisait de lui un animateur incomparable, un meneur de foules. Sa jeunesse est d'un conspirateur et d'un insurgé; il connut souvent les prisons du *banus* de Croatie avant d'expérimenter celles de M. Pachitch; c'est ce qui explique qu'il lui fut, plus tard, difficile de s'adapter aux fonctions d'homme d'État. Mais, à travers les contradictions apparentes et les multiples avatars de sa carrière mouvementée, deux idées directrices restent invariables et font l'unité de sa vie et de son rôle politique. Il s'est proposé de discipliner les énergies nationales du peuple croate que le grand évêque Strossmayer avait éveillées, et de lui rendre la conscience de son histoire et de ses destinées. Il a défendu l'autonomie croate contre les Hongrois et, plus tard, il l'a défendue aussi contre les Serbes; mais, tandis qu'il réclamait jadis une séparation complète d'avec la Hongrie, il fut toujours partisan de la constitution d'une grande fédération yougoslave, dans laquelle chaque groupe garderait l'autonomie de sa culture et de son administration et qui serait ouverte à tous les rameaux de la famille des Slaves du sud. Sujet des Habsbourg, il assista, en 1903, au couronnement à Belgrade du roi Pierre Ier Karageorgevitch, et il fut porté en triomphe à la suite d'un discours virulent en faveur de l'unité.

Mais comment réaliser cette autonomie croate dans l'unité yougoslave? Par la démocratie paysanne. Les Croates sont un peuple de paysans; c'est sur une base rurale et agricole qu'il convient de les grouper; et Raditch fonde, en 1903, le « parti populaire paysan croate ». Les hommes politiques de son pays qui siégeaient au *Sabor* de Zagreb ou au Parlement de Budapest se défiaient de l'agitateur, de l'utopiste qui ne croyait pas à l'action parlementaire, mais le temps a donné raison au tribun. Les peuples slaves de l'Europe orientale, Bulgares, Serbes, Croates, Russes, Ukrainiens, sans parler des Roumains et des Hongrois, sont composés de paysans; l'évolution industrielle ne fait que commencer à se développer chez eux; c'est donc par l'organisation rurale que l'on pourra les élever à une culture et à une vie politique plus développées. Ainsi naît cette idée d'une « internationale verte » qui grouperait les démocraties paysannes et qui transformerait la civilisation capitaliste et bourgeoise sans se laisser entraîner par le communisme ouvrier. Nationalisme croate, fédéralisme yougoslave, internationalisme paysan, voilà les idées dont Raditch était l'apôtre et qui lui survivent. A ses obsèques, deux cent mille paysans croates, dans leurs

élégants costumes blancs brodés de rouge et de bleu, étaient venus de tous les coins de la Croatie, de la Bosnie, menant le deuil de l'homme qui avait su incarner l'âme nationale à une heure décisive pour son avenir.

Peut-être, pour le bien de son peuple, était-il temps qu'Étienne Raditch disparût; on peut espérer que ses successeurs, avec plus de modération et de sens pratique, comprendront que l'heure n'est plus à une opposition irréductible, mais bien plutôt, comme l'ont compris les Slovènes, aux responsabilités du pouvoir. La vie politique est faite de concessions réciproques et d'accommodements. Le ministère Korochetz a fait voter par la Skoupchtina, malgré l'absence ou l'abstention du parti paysan croate et des démocrates serbes de M. Pribitchevitch, la ratification des accords de Nettuno avec l'Italie. Mais la Dalmatie et la Croatie ne comprennent pas l'opportunité de ces concessions; il leur semble que le sens de l'histoire de leur patrie est une lutte pour l'indépendance et la culture slave dans l'Adriatique contre l'italianisme envahissant. A Split (Spalato), à Sibenik (Sebenico), des jeunes gens se sont livrés à de violentes manifestations contre les consulats italiens. Le gouvernement de Belgrade s'est hâté de faire des excuses, d'accorder les satisfactions demandées et de prendre de sévères mesures d'ordre; mais il s'en faut que les esprits soient apaisés.

En Bulgarie, le général Protogueroff, l'un des chefs de l'organisation révolutionnaire macédonienne, a été assassiné le 7 juillet à l'instigation de son collègue Ivan Michaïloff; il conseillait de renoncer aux procédés terroristes et sa modération fut sans doute la cause de sa fin tragique. Les ministres d'Angleterre et de France ont fait à Sofia une démarche pour insister sur une action énergique de répression de l'agitation des Macédoniens, aussi préjudiciable à la Bulgarie qu'à la Yougoslavie. Mais il n'est pas certain que le ministère bulgare soit assez fort et assez unanime pour mettre fin à des désordres qu'il déplore, mais dont il n'est pas seul responsable... Les Balkans restent le point névralgique de l'Europe.

René Pinon.

*Le Directeur-Gérant :* René Doumic.

# LA VOIX INTÉRIEURE DE MAURICE BARRÈS

## *D'APRÈS SES CAHIERS*

« Je me suis constamment penché sur mes voix intérieures », disait Maurice Barrès. Cette voix intérieure, nous voulions la dégager de son œuvre dont elle fait la vie secrète, à la veille de la cérémonie qui, dans quelques jours, se déroulera sur la Colline inspirée. Avec une amitié dont nous la remercions, Mme Maurice Barrès nous a confié les cinquante *Cahiers* où l'écrivain enregistrait, au jour le jour, les réactions de son cœur et de son esprit devant tout ce qui le saisissait : individus, événements, paysages et livres. Ils composent une manière de Somme d'émotions, d'images et de pensées réunies par la nécessité intime de se délivrer. Qu'on se reporte à ces croquis d'atlas où ne sont dessinées que des cimes : voilà les *Cahiers*. Précieux jaillissements, extrêmes pointes de confidences qui nous renseignent, avec une netteté et une certitude incomparables, sur la psychologie de Barrès. Dès lors, c'est eux seuls que nous avons interrogés...

A vingt ans, Barrès écrivait dans *la Jeune France*. « Regarde autour de toi et sens ! N'écris qu'au jour où tu souffrirais du silence et alors, sans préoccupation d'école, crache sur le papier ta sincérité. Le talent, vois-tu, c'est la sincérité. » Ainsi a-t-il fait dans les *Cahiers* qui commencent en janvier 1896 pour se terminer en novembre 1922. Il comptait, sur la fin de ses jours, les utiliser pour ses *Mémoires*. Le lecteur jugera, d'après les quelques fragments que nous donnons ici, de ce que ces *Mémoires* eussent ajouté au trésor littéraire du XXe siècle.

## LES PRÉPARATIONS ANCESTRALES

Antique capitale de la Haute-Auvergne, cité tout ensemble militaire, religieuse et rurale, la sombre Saint-Flour, juchée sur son promontoire de noir basalte, apparaît comme une humble Tolède janséniste. Les tours carrées de sa cathédrale trapue, postées au bord du précipice, font le guet au-dessus des âpres maisons, serrées les unes contre les autres ainsi qu'une phalange de paysans se donnant le bras pour mieux barrer la route à qui voudrait passer. La pauvreté de la Planèze cantalienne qu'elle commande, l'aigre bise qui la fouette éternellement sur sa hauteur dénudée, les nuées vagabondes qui font glisser dans son ciel une image de l'inquiétude, achèvent de lui donner un caractère de force et de sévérité. Elle est posée là comme le sceau emblématique de l'opiniâtre et triste Auvergne.

C'est à Saint-Flour qu'est pour la première fois signalé dans l'histoire le nom de Barrès. Un Pierre-Maurice Barrès y était son capitaine, lors de la guerre de Cent ans, fut trois fois son consul et mérita d'être inscrit dans les annales de la cité pour les sentiments patriotiques et civiques dont il fit preuve en face des Anglais et en face de Jean de Berry, frère de Charles V. Lorsqu'il mourut, en 1417, la ville lui fit, à ses frais, des funérailles solennelles. Receveurs des finances, notaires ou médecins, la lignée de ce consul persiste à Saint-Flour jusqu'au XVI^e^ siècle. Une partie de leurs terres qui s'appela longtemps *Champ de Barrès* porte aujourd'hui, au delà des remparts, le cimetière, un calvaire et une chapelle d'où la vue s'étend largement sur toute la Planèze cernée, non sans grandeur, à l'horizon, par le Plomb du Cantal et les monts de la Margeride. Voilà, nous semble-t-il, déjà quelques traces de prédestination pour le Maurice Barrès que nous avons connu.

Ces Barrès provenaient du *pays de Barrès*, au sud-ouest de Saint-Flour, que se partageaient la Haute-Auvergne et le Languedoc. Ses torrents descendent vers le Lot; certaines de ses localités Mur-de-Barrez et la Croix-Barrès sont de l'arrondissement d'Espalion, si d'autres, Murat-de-Barrès, La Capelle Barrès sont encore de celui de Saint-Flour. *Barrès*, *barrez* ou *bâré*, en dialecte auvergnat, signifie une enceinte de fortification, une sorte de bastion clos de pieux et de barres de bois.

Bref, un barrage militaire. Ce *pagus barrensis* serait donc un bastion avancé de l'Auvergne vers le Midi. On peut se plaire à voir là encore une trace de prédestination. Notons aussi qu'un courant continu d'émigration saisonnière relie, depuis le moyen âge, ces pays cantaliens à l'Espagne et à Paris.

Des infiltrations ibériques, voire sarrasines, y sont signalées. Florus, le premier évangélisateur de Saint-Flour, passe pour avoir été arabe. Aujourd'hui encore son écusson blasonne la façade de la cathédrale. Il porte les trois A d'Arabia. Maurice Barrès, sans prétendre, comme Lamartine, s'attribuer des origines orientales, prenait plaisir à rappeler ces traits du pays de ses lointains ancêtres.

Au XVI^e^ siècle, une branche de ces Barrès est installée plus au nord de la Haute-Auvergne, à Blesle.

Blesle est une petite ville montagnarde, sise dans la solitude d'une vallée dont le torrent se jette dans l'Alagnon. Elle tasse ses rudes maisons autour d'une église abbatiale, dernier reste d'une antique abbaye. Des tours se dressent çà et là en sentinelles parmi les toits ou sur les contreforts qui les dominent. Des champs précaires, méticuleusement soutenus par des murets, indiquent sur les versants de la vallée l'ingratitude du site et l'énergie des autochtones. Ils sont fréquemment boursouflés de roches volcaniques et les crêtes de la montagne s'aplanissent en sombres tables de basalte.

Pendant la Révolution, le chef de la famille Barrès est Jean-François, maître-chirurgien. Il fut maire et conseiller général de Blesle. Après Fructidor, les anciens terroristes du département, le trouvant trop libéral pour les prêtres réfractaires, obtinrent sa révocation. On connaît sa protestation auprès de François de Neufchâteau, l'un des directeurs. Fierté civique, humour, droiture, brusquerie du ton dans l'apostrophe, on croit entendre l'accent qui réapparut, marqué du génie, chez son arrière-petit-fils.

« Quand j'ai reçu cet arrêté (contre les prêtres réfractaires), qu'ai-je fait? Je l'ai fait proclamer et afficher. Je l'ai envoyé aux agents et adjoints en fonctions. J'ai adressé une réquisition à la gendarmerie pour arrêter ces prêtres et les conduire dans les prisons du département. Voilà, je crois, l'esprit de la loi et de la Constitution. Eh! bien, citoyen ministre, ils croient que j'aurais dû faire arrêter ces prêtres avant de faire publier

l'arrêté et que cette publication les aura fait évader. A la bonne heure, l'esprit de la loi sera rempli, ils ne pervertiront plus les simples! Mais vouloir que je fasse exécuter un arrêté avant qu'il soit connu, frapper le coup en cachant la loi qui l'ordonne, c'est le type de 93 et c'est ce que j'appelle aller hors la loi, et j'ai juré haine à l'anarchie ainsi qu'à la royauté. Soit en fonctions, soit hors de fonctions, j'y serai toujours fidèle. »

Passionné de son petit pays, Jean-François s'occupait, en marge de son métier et de ses fonctions, d'histoire naturelle et d'agronomie. Il publia même une *Description topographique du canton de Blesle*. Il repose aujourd'hui dans le caveau familial, sous les sapins qui enténèbrent le cimetière. Derrière sa stèle s'élève, au bord du torrent, une chapelle dédiée à Notre-Dame. Lorsqu'il venait à Blesle revoir son cousin, le docteur Gabriel Barrès, le grand écrivain allait tout de suite au champ des morts se recueillir devant la tombe de son aïeul. Sous la dalle où est inscrit *Magna quies in magna spe* repose depuis la guerre son neveu et filleul, interne des hôpitaux de Paris, dont les traits, caractéristiques du type auvergnat, n'étaient pas sans rappeler les siens. Et l'on sait le thème qu'il a tiré de la chapelle au bord de l'eau courante.

D'un premier mariage, Jean-François Barrès eut trois enfants. L'aîné de ce premier lit fut le chef de la branche des Barrès demeurée à Blesle, que représente encore aujourd'hui le docteur Gabriel Barrès. Les deux autres furent l'une religieuse de Saint-Vincent de Paul et l'autre vicaire général de l'archidiocèse de Bordeaux, après avoir été, au cours de la tourmente révolutionnaire, professeur de belles-lettres à l'École centrale et secrétaire général de la Préfecture de la Haute-Loire.

D'un second mariage Jean-François eut six enfants dont le cinquième, Jean-Baptiste Auguste, après s'être engagé dans les vélites de la Garde, prit sa retraite en 1835, comme chef de bataillon, à Charmes-sur-Moselle où il s'était marié. Il est le chef de la branche lorraine des Barrès : il a laissé des *Souvenirs*, que son petit-fils a publiés ici même en 1922, en les faisant précéder d'une magnifique et grave préface quasi testamentaire.

De son mariage avec une Lorraine, Jean-Baptiste Barrès eut un fils, Auguste, qui, après être sorti de l'École centrale, se retira de bonne heure à Charmes où il épousa Mlle Luxer, issue d'une très ancienne famille lorraine. Homme méditatif et grave,

il aimait la terre, les fleurs, les bêtes, — et le latin, — à la passion, si bien que, mécréant, il lisait quand même, pour le goût de la belle frappe, les psaumes du Bréviaire romain. Il devait transmettre ces multiples inclinations à son fils. Sa femme, fort jolie, était, au contraire, très sociable, mondaine, élégante. Maurice Barrès trouva en elle une conseillère pour ses premières lectures romanesques (Walter Scott), et un appui pour sa vocation d'écrivain ambitieux d'aller à Paris conquérir la gloire.

C'est à Charmes que, le 19 août 1862, devait naître Maurice Barrès. C'est à Charmes qu'il devait jusqu'au terme de sa vie puiser les images de l'univers dont il reconnaissait l'accord avec ses inconscientes forces de songe.

Charmes est une petite ville simple appuyée à de molles collines. Devant elle s'étendent la Moselle et son canal, et de grandes prairies où paît un joli bétail, sous le bruissement d'innombrables carolins. L'aspect est flamand avec moins d'opulence et plus de finesse. Barrès goûtait le caractère frais et chaste, le ton reposant de cette campagne. Mais, non loin de Charmes, c'est vers le vaste paysage de la plaine lorraine qu'il aimait aller pour sentir s'éveiller en lui des voix plus profondes. Le paysage y est d'une incontestable grandeur. C'est là que la colline de Sion émerge de l'immensité d'un site tout agricole, tel un vaisseau de haut bord à l'échouage, battu d'une longue houle monotone. Sion, comme toute la Lorraine, n'emprunte pas sa grandeur à la majesté des monts et de la mer, ni à la transfiguration par un ciel privilégié ; elle la compose, au contraire, d'éléments simples, de l'immanence des plus humbles choses de la terre, mais qui atteignent au style par le dépouillement et une économie souveraine. Ondulations des champs nus, striés en tous sens des rais de la charrue, thalwegs où se pelotonnent les villages, pareils à des caravanes qui auraient aux points d'eau dételé pour les siècles, en dressant comme hampe de la tribu le clocher, routes rectilignes où la courbure des peupliers inscrit la force des courants aériens, quelques bois, un ciel illimité, c'est tout. Beauté sans morgue, de ton uni, un peu austère, pareille à la rhétorique des Messieurs de Port-Royal. Si Barrès fut toujours si profondément épris de ce paysage, c'est peut-être qu'au delà de sa réserve lorraine cette gravité un jeu janséniste touchait en lui une sensibilité auvergnate.

Quoi qu'il en soit, Maurice Barrès trouva dans son hérédité

deux nappes, deux courants. Mais tous deux s'accordaient dans la force, plus âpre et contractée du côté de l'Auvergne, plus aérée, plus élégante du côté de la Lorraine. Il tenait de naissance les ressources de deux vieux pays d'énergie. Ne doit-il pas plus qu'on ne l'a dit à la province de ses pères? La question est d'importance pour tout artiste, mais surtout pour celui qui n'a voulu être que la conscience chantante de sa terre et de ses morts, pour celui qui proclamait qu'il vivait en eux depuis les commencements de l'être et que des conditions qui avaient soutenu sa vie obscure à travers les siècles le renseignaient mieux sur lui-même que les expériences où il avait pu s'aventurer durant son bref espace de vie, pour celui qui confiait à ses *Cahiers* intimes : « Je n'ai jamais écrit qu'un livre et fait qu'une sorte d'oraison : remerciement à ceux de qui j'héritai quelque chose. Je me suis constamment penché sur mes voix intérieures. »

Un de ses intimes nous disait que sa part d'élégance et de gentillesse lui venait de sa mère ; sa part de gravité et de solidité, son goût de la solitude et de la méditation profonde, il la tenait de son père. Il écrit lui-même dans ses *Cahiers* : « Conception romantique que ma mère se faisait de la vie (plaire, gloire). Mon père détestait la fortune ; il rêvait d'une petite maison, d'une situation modeste. J'ai pensé depuis que cela nous venait des moines de Brioude. » Et ceci, en fin de juillet 1909, après la messe anniversaire pour l'âme de sa mère : « Elle avait ses supériorités que je n'ai pas et nous avions en commun quelques-uns de mes défauts. » D'après leurs portraits, son père est manifestement, comme le grand père, du type auvergnat. Et lui-même, Barrès? Ne ressemblait-il pas beaucoup à Pascal? Sa forme de tête, ses traits, son teint semblent être un héritage arverne plus que lorrain. Toutefois, sa haute stature, son port de tête, sa finesse princière lui venaient sans doute de son grand père maternel, M. Luxer, maire de Charmes en 1870, qui ressemblait étonnamment à Lamartine.

Ce qui est certain, c'est qu'il a toujours beaucoup aimé « les graves paysages d'Auvergne où, à partir de cinq heures, on a le cœur serré ». Il trouvait étrange une certaine manie de railler l'Auvergnat. Il visitait presque chaque année l'antique province de ses pères. Il s'y sentait comme dans un moyen âge perpétuel. Il a rangé le Puy-de-Dôme, à côté de

Sion et de Sainte-Odile, parmi les trois sommets de sa pensée française. Il s'émeut sur l'historique plateau de Gergovie. « La France, écrit-il, est la fleur qui naquit sur cette table de basalte d'un double charnier de héros... Cette Auvergne puissante, avec ses basaltes noirs, bosselée de volcans, vernie par un brûlant soleil, elle est féconde en arbres et en hommes de la grande espèce. C'est par un grand soleil d'août qu'il faut admirer ces magnifiques pétrissures du monde. Riches mouvements de cette terre surchargée de vignes, de blés et de vergers. C'est en plus grand (et l'Auvergne au lieu de la Lorraine) Sion. » Son grand ami ce fut M. Paul Bourget, dont l'Auvergne imprégna la jeunesse, et dans le passé toute sa ferveur se concentrait autour de l'auvergnat Blaise Pascal. Il y joignait l'auvergnat saint Odilon, abbé de Cluny, auquel l'on doit la Trêve de Dieu et la fête de la Commémoration des Morts. « Chaque année, en Auvergne, confie-t-il à son *Cahier*, je pense à cette terre en panthéiste ; je m'y abandonne, je vais à son centre, sa pierre noire, ses noyers, sa chaîne des Dômes. De tout cela surgit Pascal. La figure humaine sanctifie ce paysage où je me perdrais. De Pascal je passe à saint Odilon. Je coïncide de mieux en mieux avec ce pays. »

Lui qui aimait aller aux origines de tout, aux mères, comme disait Gœthe, aux génératrices, comme disait Taine, il goûtait surtout dans la géographie le domaine géologique. « Il y a bien des manières d'envisager Dieu depuis la bonne femme qui le prie en marmottant son chapelet, mais la meilleure et qui n'y contredit pas, c'est la géologie. » En Auvergne, c'est le feu central qui l'attirait. « Si les chefs de toute poésie me donnaient à choisir mon domaine littéraire dans tout l'univers, je ne voudrais déposséder aucun des maîtres qui règnent sur l'Océan, dans les plaines, auprès des lacs et parmi les bois. Je leur abandonne ces beautés. De toutes les formes de la Nature, la plus puissante, la plus émouvante, celle que je voudrais étudier et traduire, c'est le mystérieux, le brûlant, le stérile volcan. De cette fureur, de cette splendeur, de ce secret, de cette aridité, j'aimerais être le poète. Quel livre sous-humain, quel hymne antérieur je rapporterais, je le sens, de mes voyages aux volcans ! »

Lorsqu'il s'agit pour lui d'adopter une discipline, il hésita longtemps. La pathétique et sombre Auvergne le tentait. Il

choisit enfin délibérément la Lorraine, lorsqu'il y eut les tombeaux de ses parents. Ce fut là son point de fixité. Son amour de la Lorraine ne fut pas tout spontané. Il *voulut* y enclore sa vie, mais, au début, dit-il, il ne l'aimait pas. Ses sentiments lorrains décisifs ont essaimé de ses tombes de Charmes. Il avoue que, très certainement, par divers côtés il n'est pas lorrain. Et lorsqu'enfin il se décida, il a pour la terre de ses ancêtres paternels cet émouvant soupir de nostalgie : « La Lorraine et moi, quoi que je pense d'elle, nous avons le même secret. *Et toi, pays de mon père, Auvergne...* »

S'il se redisait souvent la phrase d'un rouleau d'Égypte « O cœur qui me viens de ma mère! » il consignait aussi cette pensée qui va loin : « Dans son livre sur la femme Michelet n'a pas répondu à grand chose; il n'a pas répondu à Eschyle, à Apollon plutôt, dans les *Euménides*, quand il dit : « Ce n'est pas la mère qui engendre ce qu'on appelle son enfant; elle n'est que la nourrice du germe versé dans son sein. Celui qui engendre, c'est le père : la mère reçoit ce germe et elle le conserve, s'il plaît aux dieux. » Anaxagore l'a dit avant lui, et ensuite Euripide dans *Oreste*. »

Pour notre part, il nous apparaît qu'en analysant la nature profonde de Maurice Barrès, il faut reconnaître sous ses pensées et son activité lorraines une large part de tempérament auvergnat. Son énergie pleine de feu, tenace, utilisant tout de la vie, parfois courbée, toujours redressée, l'acerbe de son humeur, sa gravité sombre, son goût du Midi et de l'Espagne, l'ardeur enfin de son sens religieux il les tient, croyons-nous, de la terre de Pascal.

Nous avons vu autrefois un portrait de Barrès par Zuloaga, tout de bitume et de sépia, se détachant sur le décor âpre et hautain de Tolède. Bien mieux, Barrès s'est peint lui-même, il a voulu s'inscrire dans le paysage de la colline de Sion. « On ne pourra plus y aller sans me retrouver », écrit-il fièrement dans ses *Cahiers*. Mais si l'on donnait pour fond de tableau à son masque puissant et triste les sévères horizons de l'Auvergne, avec leurs graves églises romanes et leurs villes sinistres bâties de noir basalte, — quelque Saint-Flour, par exemple, campée comme Tolède sur sa roche, — les confidences mêmes de Barrès nous assurent qu'il n'y faudrait pas contredire.

Au temps de l'affaire Dreyfus, Lucien Herr, bibliothécaire de

l'École normale, croyait flétrir Barrès, déserteur du camp des dilettantes et des humanitaires, en le définissant comme le produit typique des petites villes françaises. « J'ai le bonheur d'être cela », répondait Barrès avec un orgueil paisible. Il fut exactement la fleur d'une forte bourgeoisie terrienne enracinée dans nos deux vieilles provinces d'Auvergne et de Lorraine.

## UNE ENFANCE SOLITAIRE

A l'égard de son enfance, Barrès se montre sévère. Il se traite de « petite brute boudeuse ». Ses camarades de collège devaient le surnommer plus tard *le Corbeau*, parce qu'il était « un petit garçon noir de cheveux, grave et isolé ». Ses portraits d'enfant légitiment ces jugements. Mais il n'était pas seulement boudeur, il était aussi rêveur. Il commençait de recueillir les trésors secrets de songerie que l'écrivain devait plus tard utiliser. On trouve dans les *Cahiers* les éléments des confidences enregistrées dans *Sous l'œil des Barbares* et *les Amitiés françaises*.

Des séjours d'été dans une vallée alsacienne où sa mère allait se reposer, sous les ruines du château d'Andlau et du Spesbourg, commencent à le pourvoir d'images romantiques. « Surexcité par la solitude, le silence et le désastre des ogives », l'enfant hypersensible, en qui le poète s'éveille, néglige les mûres aux ronces pour s'enfoncer déjà dans « un double songe sur l'espace et sur le passé ». Ainsi commençait cet apprentissage qui devait le mener plus tard à la maîtrise dans la peinture intellectuelle et morale, autant que pittoresque, des grands paysages historiques. Comme celui qu'il devait appeler un moment son cher Jean-Jacques, le petit Barrès était déjà un promeneur et un rêveur solitaires.

Il avait huit ans lorsqu'il reçut le choc de 1870 : la déclaration de guerre, le passage des troupes françaises à Charmes, leur retour après les défaites d'Alsace, puis l'arrivée des Prussiens, leurs exactions. Le petit Barrès ressentit de ces spectacles tragiques une impression d'angoisse et d'humiliation ineffaçable. Il nous l'a restituée dans une page fameuse des *Amitiés* dont le rythme est tel qu'on y sent passer sur le cœur en tumulte d'un enfant toutes les péripéties de la déroute. Mais dans ce livre ni ailleurs il n'a tout dit. Pour ses *Mémoires* sans doute, qu'il pré-

parait, Barrès a rédigé quelques pages de ses cahiers égales aux plus belles qu'il ait écrites. Elles sont dignes d'être versées au trésor des Lettres françaises. Barrès les intitule : *l'Éducation d'un enfant.*

« J'avais huit ans lors des événements de 1870. Aucune des passions qui agitaient le pays n'avait pénétré en moi qui étais une petite brute boudeuse; ma seule émotion sociale était ma haine de Hudson-Lowe que je n'ai pas perdue. Sans les spectacles que j'eus en 70-71, — il faut y ajouter quelques visites que je fis plus tard dans des ateliers de nuit, — peut-être n'eussé-je compris que les douleurs romanesques; c'est à ces circonstances que je rapporte ce que je puis avoir de sensibilité vraiment humaine et bellement grossière.

« Il m'est impossible de rien rapporter d'utile et de général sur la guerre. Dans cette épouvantable bagarre, j'étais un petit chiffon négligeable. La nouvelle de la déclaration de la guerre est associée pour moi aux griseries des soirées d'été dans une campagne mélancolique où chantaient des grenouilles. On me donna des images éclatantes où des turcos et des mitrailleurs épouvantaient des Prussiens ridicules. Dans ma petite ville, tous les soirs, des voix dont je sens encore le vin et la crapule, criaient « A Berlin ! » Puis, j'allais, dans une bousculade et une chaleur terribles, porter du vin, du café froid aux trains incessants qui emmenaient des milliers et des milliers d'êtres jeunes et sains et trop gais vers la frontière. Ces spectacles sinistres et grandioses me remplissaient d'une douleur immense. Chaque jour aussi on arrêtait des espions suppliants, souillés et demi-assommés. Je crus longtemps que nous étions vainqueurs et je voyais le petit prince courir sur les champs de bataille et ramasser les balles. Comme nous allions nous mettre à table, on apprit Sedan et l'Empereur prisonnier et, dans le grand silence qu'on fit, il me sembla que j'étais perdu, comme si on venait de souffleter « une grande personne », non pas moi ou un camarade, mais la grande personne que j'eusse respectée et honorée le plus.

« Je vis ensuite pendant vingt-quatre heures défiler le troupeau pêle-mêle qu'on appelait « la retraite du général Failly ». Je me rappelle comment ils couchaient dans la boue, jetaient leurs armes, et que quelques-uns pleuraient de froid et de misère.

« Le surlendemain, par un soir d'hiver, les Prussiens arrivèrent et ils assassinèrent des personnes que j'aimais. Mais je ne vis pas l'assassinat et je ne retrouve dans ma mémoire que les pleurs et la fureur désarmée de ceux qui le racontaient devant moi.

« Ce que j'ai dans les yeux comme une chose de honte affreuse et ineffaçable, c'est un convoi de mobiles prisonniers et blessés, mangés de vermine, de misère, d'humiliation, que des Prussiens emmenaient sur des voitures à échelles réquisitionnées aux paysans et décorées, par provocation, de drapeaux français. Ils passèrent sur la route pleine de neige, vêtus de l'uniforme qui avait été pour mon imagination de petit garçon une chose joyeuse, et on les humilia d'une façon que je ne puis pas dire. Nous étions à les regarder par une porte entrebâillée, mais un vieil homme, que nous n'avions jamais vu, nous ordonna de nous retirer, car cela ne convenait pas que des Français fussent témoins de leur propre honte, et il se mit à pleurer avec nous.

« Cette journée-là reste comme les assises de mon sentiment de la patrie. J'aime la France, non pas pour sa belle histoire et son charme, — peut-être lui préférerais-je l'Italie, — mais pour ces inconnus que j'ai vus avilis et rangés comme des animaux aux bords d'une route affreuse de neige, tandis que des brutes, enveloppées de fourrures, ricanaient et offensaient en eux la dignité humaine. On n'aime rien tant que ceux qu'on a vus humiliés. Ce n'est pas la France à plumet, la France un peu fanfaronne que j'ai près du cœur, mais d'avoir vu ceux qui parlaient ma langue traités comme des bêtes par des insolents, cela, chaque fois que j'y pense, me fait le frère, le vrai frère du plus misérable d'entre nous et l'amant passionné de l'autonomie française. »

Il faut se reporter à cette douloureuse impression d'enfant pour comprendre quelle prudence manifesta toujours le philosophe du nationalisme français. On ne le vit jamais pousser hors de raison à la revanche. Elle était dans le fil des destins franco-allemands, il ne le savait que trop. Bon gré, mal gré, l'heure en viendrait, c'était fatal. Qu'alors nous fussions bien prêts ! Se souvenant de notre défaite justifiée de 1870 et de notre « fureur désarmée », Barrès sera toujours l'opiniâtre avocat des soldats et de l'État-major. « Ah ! non, qu'on ne touche pas à nos défenseurs ! Nous sommes gens

de l'Est ; nous ne voulons pas revoir les Prussiens ! » Lorsque le drame à nouveau éclaterait, il ne fallait pas revoir l'impréparation et le désordre de 1870. Quand Barrès en parlait, c'était toujours avec un haut-le-cœur. « Non, non, ne dites pas *gloria victis!* » Il ne pouvait souffrir qu'on évoquât devant lui avec enthousiasme l'effort désespéré de la défense nationale après Sedan et Metz. Il écrit dans ses *Cahiers* : « On a dit : *ils ont sauvé l'honneur.* L'honneur leur commandait de faire tuer les armées de Faidherbe, de Bourbaki ! En sommes-nous tombés à ce bas degré théâtral? L'honneur commandait de céder, de se refaire et de se revancher. Mais en cela on a fait semblant ; ces zélés gens de l'honneur ont simulé la revanche. Gambetta a choisi l'intérêt de son parti. Il leur fallait cette lutte, il leur fallait que la jeune République se confondît avec la Défense nationale. Ils ne voulaient débuter par signer tout droit le traité de paix. » Aussi en marge d'un article de Jaurès sur Gambetta, lors d'une cérémonie commémorative aux Jardies, Barrès écrivait, avec une ironie où gronde la colère : « Sagesse, raison, science, on vous invoque! »

Une seconde catastrophe, — d'un tout autre ordre, certes, — devait assombrir cet enfant nerveux, taciturne et fier : l'entrée au collège. C'était pourtant un charmant collège que le château de la Malgrange, près de Nancy! Le petit Barrès aurait dû se sentir privilégié de n'être pas incarcéré, comme d'autres, dans de sombres pensions tenant à la fois du couvent et de la caserne. Cependant là devait commencer cette enfance rétractée et humiliée de collégien qu'il déclare avoir été « si malheureuse ». De cette première oppression a germé l'idée d'échapper aux Barbares, d'être un homme libre, en préservant à tout prix son *moi*.

« Le culte du *moi*, écrit en effet Barrès dans ses *Cahiers*, je m'y acheminai le jour où mes parents me laissèrent en culotte courte, à élastique au-dessus du mollet, âgé de dix ans, près des cygnes, au milieu des enfants méchants, dans la cour d'honneur de la Malgrange. Dans cette méchanceté, dans cette misère, dans cet hiver, dans cette nuit, seul, pas encore assez seul puisque ces enfants et ces professeurs qui m'épouvantaient étaient là, *je me suis mis à me replier sur moi-même et à m'encourager à vivre quand même.* »

Certes, voilà un collégien qui prend les choses au tragique. C'est de tout qu'il souffrira. Il lui faudra le ressort d'une farouche énergie pour ne pas succomber aux premières graves contrariétés du sort. De ce froissement Barrès se souvient encore à cinquante ans. Le malaise de l'enfant de dix ans fut sérieux.

« Au seuil de ma vie, au premier temps de mon enfance, je vois dans le brouillard quelques formes émouvantes, des choses qui se prolongent en musique, du romanesque, des nuées intéressantes, des fées, des images d'or et d'argent, du plaisir. (Sans doute les rêveries dans le jardin de Charmes et les vallées alsaciennes). Tout cela s'arrête brutalement au premier jour si déchirant où l'on me conduisit et m'abandonna près du bassin chargé de cygnes du château de la Malgrange dont j'avais aimé le nom, la perspective, l'inconnu, et qui fut le début des grandes platitudes de la vie. Quels tristes chemins j'ai suivis, poussiéreux, brutalement éclairés, sans rêves ni sonorités ! Je cherchais dans tous les sens, avec une fatigue extrême, à retrouver ces espaces profonds, cette musique exaltante et douce. Vainement ! Et puis, un jour, j'ai su qu'il n'était que d'écarter les autres et d'écouter paisiblement en moi. C'est le silence et c'est l'oubli qui me ramassent sur moi-même et me permettent de me dépasser. Il faut que le silence glisse et s'étende, que tout s'éteigne par degrés : c'est la nuit grave, et moi je puis enfin renaître comme une flamme qui s'épanouit dans les ténèbres. J'avais un rêve que j'ai perdu au contact des gens à dix ans; je le retrouve à cinquante ans, lorsque je me libère des gens. »

Tel fut le collégien, tel fut plus tard aussi le lycéen replié dont le cœur amassa une immense âcreté mécontente contre les abominables imbéciles et les futurs goujats avec lesquels il faisait sa première expérience de la vie. Il fut le petit maltraité qui s'isolait en pleurant contre le poteau de gauche, sous le hangar, au fond de la cour, et qui se fortifiait contre l'angoisse et sa puérile dépression, en répétant ce serment des enfants qu'on humilie : « Ils verront bien un jour. » De ces pénibles heures date, en même temps que le culte du Moi, l'ambition de Maurice Barrès. Il réagit déjà comme une intelligence virile.

« Dans cette cour de récréation, écrit-il, se forma en moi

le désir de cesser d'être le personnage que j'étais pour devenir un autre personnage connu, célèbre, pour qui on éprouverait les sentiments indéfinis que j'éprouvais moi-même devant les grands modèles. Je jugeais que je menais une vie médiocre et monotone, qu'il était de mon honneur d'en sortir et de livrer un certain nombre de batailles, d'accomplir de grands efforts et de me contraindre, voire de souffrir, pour conquérir quelque chose que je ne me représentais pas nettement, *mais que je désirais avec une volonté que rien ne ferait courber.* »

Dès ce temps-là, l'écolier ambitieux de passer maître un jour se donnait des sujets à composer, pour s'entraîner. Mais tout cela provenait de l'extérieur, ressemblait trop à ses devoirs de classe. Un jour de vacances d'été, à Charmes, l'inspiration s'empara enfin de lui. C'était la première fois qu'il faisait « une part à l'involontaire dans ce qui était le plus haut effort de sa volonté ». Une énergie, une voix inconnue venait de se faire entendre dans son âme. Le morceau s'appelait *le Départ pour la vie*. Il en est resté sans doute quelque parcelle dans *le Départ inquiet* du premier chapitre de *Sous l'œil des Barbares*. « C'était, je m'en souviens, rapporte-t-il, une sorte d'invitation au voyage, la confidence d'un enfant heureux de quitter son lycée, sa famille, son canton, un milieu devenu trop étroit, pour gagner une colline d'où il embrassera, *bien en vue lui-même*, de plus larges horizons. » Étouffant dans la cellule de son école et de sa maison, le petit prisonnier avide et rêveur, humilié et dédaigneux, réclame de l'air et la pleine liberté de mener sa vie. Le soir venu, il est si content de ce premier éveil d'une voix intérieure qu'il s'échappe près de la rivière que teintait un admirable couchant. Et le jeune écrivain fit là un ouvrage d'art, comme un enfant sur la plage, avec le sable, les cailloux et l'eau de la Moselle. C'était vraiment un jeune écrivain ! Anxieux, il s'interrogeait : « Aurai-je du talent ? Si j'ai le temps de compter jusqu'à vingt, avant que l'eau ait renversé mon barrage, ce que je veux réussira... » Évidemment le petit Barrès put compter bien au delà de vingt. Tels sont les débuts de la carrière d'un Maître.

Plus tard, Barrès, jugeant cette pensée d'orgueil et d'évasion de sa vie familiale qui préluda à sa volonté d'écrire, dira : « Cette journée où je ne pensais qu'à m'affranchir de tout lien venait d'assurer mes premiers pas dans la voie au bout de

laquelle je devais retrouver avec amour les images de tout ce que fuyait mon ingrate jeunesse. »

Cet enfant, Barrès ne l'a jamais dédaigné. Il continua même de survivre dans le maître devenu vieux qui reconnaissait en lui la première germination de son *moi*. Dans *Sous l'œil des Barbares*, à la prière finale, il donne sa pleine approbation au gamin trop sensible et trop raisonneur qui méprisait les cuistres et s'isolait sous le hangar de la cour des petits. Il ne sait rien qu'il aime autant ni qui le touche davantage ; rien de ses émotions ne lui paraît léger. Homme, il a les mêmes nerfs ; seul, son raisonnement s'est fortifié. Dans *le Mystère en pleine lumière*, il note avec complaisance ses minces souvenirs, pourtant si fiévreux, de garçonnet : les chevaux de bois, leur musique, les paillettes des écuyères, ses petites amies, une journée de pêche sur la Moselle, les coucous du printemps, les colchiques d'automne, les libellules qu'il chassait avec son filet à papillons. Homme mûr et vaincu provisoirement dans la bataille politique, c'est vers le garçon de seize ans qu'il se reporte, vers le jeune malade qui, faisant une promenade avec sa mère dans la campagne lorraine, s'asseyait sur l'herbe de la prairie et déballait un goûter d'écolier, du pain, des fruits, une raie de chocolat. Ces enfantillages, disait-il, demeuraient à la racine de toutes ses pensées. Un bénédictin auvergnat qui fut ami intime de Barrès, lorsqu'on lui demande son impression, répond ce mot stupéfiant au premier abord : « C'était une âme d'enfant. » Oui, jusqu'à la fin, Barrès le grave, Barrès l'humoriste, Barrès le batailleur sut conserver dans son cœur, dans son regard, dans sa rêverie, dans ses manières la gentillesse, la fraîcheur d'âme et la spontanéité de l'enfant. Cette délicatesse, cette chasteté puériles et, peut-on dire, franciscaines, ce fut une des belles sources d'intarissable poésie que le philosophe et le combattant de la mêlée publique, en bâtissant leur virile expérience, surent toujours préserver, parce que là persistaient les secrets de la terre mêlés aux reflets du ciel.

Toutefois, on l'a vu, l'enfant était aussi d'une susceptibilité et d'une superbe précoces. On pouvait prévoir combien la vie le froisserait. Il fut heureux pour lui que sous une hyperesthésie qui exagérait et assombrissait tout si aisément, la double lignée vigoureuse de ses ancêtres auvergnats et lorrains lui eût constitué une réserve d'irréductible énergie.

L'INTOXICATION PAR LES LIVRES

Cet enfant tourmenté devait trébucher, jeune homme, dans la philosophie et la poésie les plus noires. « Je n'ai jamais aimé, déclare-t-il, que les métaphysiciens et les poètes. » Au lycée de Nancy, avec Burdeau et Lagneau, il se jette à esprit perdu dans l'histoire des philosophies : il s'y heurte au bonhomme Système sur la bourrique Pessimisme. C'est un fait, ce qui chez d'autres provoqua l'éclat de rire, ce défilé de tous les systèmes, — tel un guignol idéologique, où l'on voit chaque penseur exagérer une part du réel pour avoir son tableau de l'univers bien à soi et dont on parlera sous l'étiquette de son nom, — a suscité chez le jeune Barrès la plus authentique détresse. Il paraît incroyable que ce jeune intellectuel si intelligent se fît ferrer au premier hameçon, comme un poisson trop avide. Cela fut pourtant. Ne le raillons pas. M. Louis Bertrand vient de nous conter dans *la Nouvelle éducation sentimentale* que lui aussi, au sortir de sa classe de philosophie, en était arrivé à considérer comme le fin du fin de la métaphysique le suicide de l'humanité par l'arrêt bien délibéré de la propagation de l'espèce.

Qu'on se reporte au premier chapitre des *Déracinés*. Barrès constate combien il fut enivré d'une poésie semblable à de l'épouvante par les leçons d'une métaphysique désolée. « Un homme d'une grande éloquence communiquait à ces jeunes garçons le plus âpre sentiment du néant, d'où l'on ne peut se dégager au cours de la vie qu'en s'interdisant d'y songer et par la multitude des petits soucis d'une action. Dans l'âge où il serait bon d'adopter les raisons d'agir les plus simples et les plus nettes, il leur proposait toutes les antinomies, toutes les insurmontables difficultés reconnues par une longue suite d'esprits infiniment subtils, qui, voulant atteindre une certitude, ne découvrirent partout que le cercle de leurs épaisses ténèbres. Ces lointains parfums orientaux de la mort, filtrés par le réseau des penseurs allemands, ne vont-ils pas troubler ces novices ? *La dose trop forte pourrait jeter chacun d'eux dans une affirmation désespérée de soi-même ; ils se composeraient une sorte de nihilisme cruel.* » Et plus tard il dira : « J'ai sur les lèvres une petite amertume. Est-ce le livre de Schopenhauer que ce pauvre Burdeau m'a donné quand j'étais à dix-sept ans son élève ? »

Déraciné de toute certitude, il sera emporté par le courant du scepticisme absolu, contre quoi l'impératif catégorique de Kant sera sans force.

Telle fut la dévastation produite dans l'esprit du jeune lycéen par l'évolutionnisme, le criticisme kantien et aussi le fatalisme déterministe de la science. Le grave, c'est que chez ce jeune être doué d'une prodigieuse sensibilité intellectuelle, ce nihilisme mental se transforme en nihilisme moral. Ainsi qu'il le dit, « à dix-huit ans, il était gorgé des plus audacieux paradoxes de la pensée humaine, mais *il s'en faisait de la substance sentimentale* ». Toute la courbe spirituelle de Barrès consistera à se redresser, à remonter de ce puits noir où le précipitèrent les connaissances systématiquement pessimistes de sa classe de philosophie. Dès cette époque, il a renoncé à toute certitude et perdu toute foi. Il sait de science sûre, croit-il, que le destin de l'homme est de se poser tous les problèmes et de ne pouvoir en résoudre aucun. Nous sommes condamnés à un éternel *ignorabimus*. Le travail de toute sa vie sera pourtant de se refaire une certitude et une croyance.

Le jeune Barrès sort du lycée et fait vaguement son droit à Nancy. Dans un pavillon de la rue de la Ravinelle, avec son ami Stanislas de Guaita, il poursuit l'éducation de son esprit en s'intoxiquant de poésie. Ils lisent Gautier, Flaubert, Baudelaire, tous les romantiques, et atteignent enfin « les extrémités de la culture idéaliste ». Il faut lire dans *Amori* les pages consacrées à Guaita pour connaître ce que le jeune Barrès boit de désespérance et de nostalgie au fond de ces coupes enchantées. Il avoue que ces poètes ont mis dans ses veines un ferment si fort que ce fut un poison ; ils l'ont prédisposé à l'impuissance, ils l'ont vidé de toute solidité où s'attacher pour comprendre, supporter et développer la vie. Mais il ressent aussi « la nécessité de se soustraire au vague mortel et décidément insoutenable de la contemplation nihiliste ».

Ce chapitre d'*Amori* où Barrès, jugeant sa jeunesse d'élève, diagnostique le mal de l'instruction moderne, sans frein ni orientation, est l'un des plus forts et des plus tragiques qu'il ait écrits. Il complète le fameux premier chapitre des *Déracinés*. Il illustre le réquisitoire de Taine contre l'*École*, dans le *Régime moderne*, où l'historien-philosophe reproche à notre enseignement, par sa disconvenance croissante avec la vie, de

disqualifier la jeunesse pour sa condition prochaine et définitive, et de la lancer dans le monde, déséquilibrée, meurtrie, froissée, parfois estropiée à demeure. On n'a pas mieux confirmé le vieux mythe sacré qui, au premier jardin des hommes, opposait déjà à l'arbre de vie l'arbre de la connaissance avec ses fruits mortels.

On s'explique la vigueur avec laquelle Barrès plus tard, au nom de sa douloureuse expérience, interviendra à la tribune de la Chambre pour rectifier les données de l'enseignement universitaire. En plaignant le petit suicidé du lycée de Clermont, comme les sept Lorrains du lycée de Nancy, c'est à lui-même qu'il songera. Il aurait pu, lui aussi, « infortuné farouche », ne pas supporter le désert où il se voyait; il aurait pu, lui aussi, « avec un rien de plus accusé, être étendu, annulé avant l'heure ». Il n'avait, en effet, qu'à se souvenir de l'état de mélancolie anxieuse où l'avait plongé le pessimisme philosophique agissant sur un jeune homme nerveux. Ses *Cahiers* sont pleins de ses angoisses, surtout à la montée du crépuscule, et il les ressent parfois jusqu'à frôler l'idée du suicide.

Arrive-t-il un soir vers neuf heures, dans la nuit la plus profonde, à Clermont-en-Argonne, il écrit : « Dans ce petit village qu'aucun chemin de fer ne relie au monde, et serré plus étroitement que jamais par les pressentiments de la mort, j'ai peur de la vie, des catastrophes physiques, des horribles souffrances. N'ayant ni revolver, ni chloroforme, je me sens désarmé contre les méchancetés du destin. »

Ailleurs, il écrit cette confidence qui rappelle *Werther*, *René* ou *Oberman* : « Je ne pouvais plus supporter la solitude. Comme une mouche qu'on chasse et qui revient dix fois, ou plutôt comme ces terribles idées fixes qui assaillent les pauvres malades dans leurs longues nuits, le même problème toujours s'imposait à mon esprit. En même temps, une sorte de peur, de détresse m'assombrissait. J'aurais voulu fuir, échapper à cet inconnu que j'attendais avec une réelle terreur. Au milieu de tous les divertissements et jusque dans les phrases que je prononçais sur les sujets les plus indifférents, cette inquiétude soudaine se dressait devant moi, comme le spectre des légendes *et m'accablait d'un découragement qui, poussé plus loin, m'eût contraint au suicide.* J'ai quelquefois fait des lieues d'un pas rapide sans pouvoir me détourner de ces obsessions, sans pou-

voir regarder le ciel, la terre, les arbres; je laissais passer les heures d'affectueuse intimité sans en jouir et je souffrais de les méconnaître. J'attendais le moment de me réfugier dans l'obscurité, dans le sommeil qui bientôt était coupé par des idées devenues des cauchemars. Quelques optimistes bruyants, affirmatifs me relevaient. »

Pour se sauver d'angoisses aggravées par un pessimisme absolu, le jeune Barrès se cramponna à la seule certitude qui lui restât : son *moi*. En face d'un fatalisme aveugle et désolant, il réagit comme Michelet qui s'écriait devant les conclusions du mécanisme de Taine : « Mon *moi!* il me prend mon *moi!* » Le *moi* de Barrès, c'est sa bouée de sauvetage, c'est son épave opportune, c'est son radeau de la Méduse sur ce noir océan universel que lui a suggéré la philosophie scientifique de l'Allemagne.

Il s'accroche à son *moi*, non pour jouir de la vie, mais pour la vivre, pour en faire quelque chose d'intéressant et de grand. Il ne s'est pas plus arrêté à l'idée de jouissance qu'à l'idée de suicide. Pourquoi ? Privilège d'une âme bien née, de l'enfant d'une honnête et forte race. « Je n'avais pas su trouver, écrit-il, une matière intellectuelle, une matière pour mon activité dans mon milieu de famille, dans mes impressions déjà accumulées; j'attendais tout de demain et d'un nouveau milieu. Allais-je dès lors tomber dans la licence? Quelles influences matérielles et morales l'empêcheraient? Le sentiment de l'honneur seul, je crois, valait en moi... »

C'était son réduit. Il devait exprimer plus tard cette même pensée d'une autre manière. « J'aurai vécu pour réveiller les poèmes que j'avais dans mon cœur, les poèmes que j'ai reçus. Chez nous, il n'y avait poème de la fortune, ni de la puissance, ni de l'amitié, ni de l'amour. Il y avait poème de l'honneur. »

Mais qu'entend-il par l'honneur? Il le dira dans les *Amitiés françaises :* le noble entêtement, *l'honneur de vouloir*.

Ainsi, la vie de Barrès va être une tentative de réaction volontaire, énergique, pour retrouver la lumière qu'appellent son intelligence et son cœur, un effort méthodique pour persévérer dans l'être, pour épanouir son être, la seule réalité. Au dehors, rien que platitude ou hostilité; au dedans, la certitude du néant de tout, sauf du *moi*. C'est le fil mince qui le rattache encore à l'existence. Quoi d'étonnant que de ce

*moi* il ait pris un sentiment forcené, exaspéré? Pascal ne le désapprouverait pas. « L'ordre de la pensée est de commencer par soi... Il faut se connaître soi-même. Quand cela ne servirait pas à trouver le vrai, cela au moins sert à régler sa vie, et il n'y a rien de plus juste. »

Afin de faire triompher ce *moi*, ou du moins de le nourrir, de l'exalter à la conquête de la gloire, Barrès obtient de sa mère de quitter Nancy et de partir pour Paris. C'est un héros de Balzac et de Stendhal qui abandonne Charmes et la Lorraine, à vingt ans; c'est un élève de Bonaparte qui s'en va prendre possession de la vie, poussé par le démon de son individualité.

Ce forcené qu'il fut alors, Barrès lui aura plus tard de l'indulgence. Tout est sorti de lui, de son ambition, de son énergie. Rien de grand sans un puissant instinct.

« Delacroix, écrit-il, n'aimait pas les enfants et avait coutume de dire : « Je me souviens fort bien que, lorsque j'étais enfant, j'étais un monstre. » Je ne me représente pas ainsi l'enfance et je dirais plutôt avec Sully-Prudhomme que les enfants sont des héros. Mais je reprends le mot de Delacroix pour les jeunes gens. Et je répète avec lui : « La connaissance du devoir ne s'acquiert que très lentement; ce n'est que par la douleur, le châtiment, et par l'exercice progressif de la raison que l'homme diminue peu à peu sa méchanceté naturelle. » Oui, les jeunes gens sont des monstres, et s'ils ne le sont pas, il n'y a rien à en faire. Il faut qu'ils aient un puissant péché originel, une puissante animalité. Quels que soient la conception de l'univers et le système politique auquel un jeune esprit adhère, il faut qu'il vive toutes les saisons de la vie, il faut qu'il soit ardent et qu'il dépense à vingt ans, fût-ce pour l'ordre, la fougue des révolutionnaires. Quand je vois une génération qui, dans l'âge où le plus souvent on est révolutionnaire, professe la doctrine de l'ordre, j'ai peur d'abord que cette sagesse ne s'accompagne de froideur et qu'en coupant au court, en évitant notre long chemin d'erreurs, des enfants ne se privent de parcourir le chemin du printemps. »

Le bon vin est d'abord vert; il n'arrive à l'excellence qu'en se dépouillant. « Quand j'étais jeune, ajoute Barrès, il y avait en moi quelque chose de diabolique, un élan joyeux et impitoyable. Je ne demandais et ne faisais de merci à personne. Et méprisant et les hommes et les êtres, je vivais dans les

abstractions, dans les images, les chimères, dans les études, les rêves et la gloire. Ma vie était si forte que je ne croyais pas à l'existence des autres. Quand je voyais passer à ma portée un bel objet, je tâchais de le saisir par sa chevelure flottante. Avec quel sentiment? De ne pas me faire de mal. »

Tel est l'ambitieux, le volontaire, l'égotiste effréné, libéré de toute croyance et de toute certitude, qui, à vingt ans, arrive à Paris pour conquérir la gloire, certes, mais d'abord une raison de vivre.

### RÉACTION DU MOI PROFOND

« L'important, c'est soi... »

« N'oublie jamais ce conseil d'un sage : ne s'attacher qu'à soi... »

« Tout est vain, tout est futile, hors ce qui touche à notre *moi*... »

« Il faut être haut et dur, de bronze et au-dessus de tout. Sans quoi on est un chien que tous crottent du pied... »

« Mon moindre désir, j'espère bien que la vie le comblera... »

« C'est en m'aimant infiniment, c'est en m'embrassant que j'embrasserai les choses et les redresserai selon mon rêve... »

« Frémissant jusqu'à serrer les poings du désir de dominer la vie, je veux posséder les ressorts de mon âme, comme un capitaine possède sa compagnie... »

Voilà quelques formules du jeune Barrès que de vieilles gens qui l'ont alors connu jugeaient parfaitement insupportable. C'est qu'on ne se défait pas sans violence de la courbature nihiliste; c'est que l'on ne conquiert pas la gloire sans jouer des pieds, des mains et des coudes.

Lorsqu'il arrive à Paris, il a déjà envoyé de Charmes quelques articles à *la Jeune France*. Il aime Paul de Saint-Victor, ardent et brillanté. Il a le culte de Hugo, dont il ne méséstime pas le goût du contraste et de l'antithèse. C'est que lui-même pense en trois temps : thèse, antithèse, synthèse. Son génie, — c'est celui de l'Auvergne comme de la Lorraine, pays de marche-frontière, l'un vers les Latins, l'autre vers les Germains, — sera de composer des contrastes et même des contraires.

Ses premiers essais sont encore un peu scolaires. Toute-

fois, dès qu'il oublie les livres et aborde l'univers, lorsqu'il le regarde sans auteur intercepté, il le traduira avec un charme déjà original. On pressent qu'il sera quelqu'un, lorsque crevant tous les paravents de papier, il embrassera le monde d'une prise directe.

Dans un article de l'adolescent, nous découvrons un paysage, pareil à une bouffée d'air frais, qui annonce le mouvement libérateur de *l'Homme libre*, ce jour que Barrès, laissant la bibliothèque de son ermitage, à Saint-Germain, se mettra à parcourir et contempler la campagne lorraine.

« Vous connaissez ces matins de printemps. D'abord on met le nez à sa fenêtre, puis à la porte; on hasarde un pied dehors : rien qu'un petit tour, simplement pour prendre l'air, en pantoufles. Mais on rencontre tant d'oiseaux, on s'arrête à tant de fleurs, l'air est si parfumé, l'herbe est si tentante avec sa verdure à demi ressuyée et piquée de bleu, de jaune, de violet, que, sans y prendre garde, bien innocemment, on s'attarde; les heures passent : on a fait une grande promenade. »

C'est le début de cette méthode de plein air que Barrès préféra toujours à celle du cabinet. Quand il avait rêvé, médité, un bel après-midi, dans un paysage signifiant, quand il s'était chargé de pollen comme une abeille, il rentrait près de ses livres et de ses dictionnaires en disant : « Ah! j'ai bien travaillé! » Ce n'est pas de ses paysages comme de ceux d'Anatole France qu'on pourra dire qu'ils sont vus à travers une vitre. Ils sont vus à travers un cœur qui sent, une intelligence qui sonde et une imagination qui transpose.

Nous devinons un des biais par quoi le nihiliste se sauvera : l'amour de la nature. En effet, plus tard Barrès placera la nature à côté de l'honneur et de l'amour, comme l'une des trois déesses qui lui permettront d'élever un chant de confiance en la triste vie, « inventrice jamais lasse de douleurs ».

A Paris, il commence de mener une existence âpre pour subsister d'abord et forcer ensuite la notoriété. Articles dans maints journaux et revues de jeunes. Barrès suit la filière de la plupart des débutants, mais avec une intelligence, une audace humoristique et une énergie qui émerveillent. En fait, il sera le plus vite « arrivé » des écrivains de sa génération et, pour une fois, il y faudra applaudir. Le génie aura la première place.

De Victor Hugo dont il gardera le goût de la grandeur et du

lyrisme, Barrès évolue vers Anatole France ou la finesse psychologique. Une étude sur ce jeune maître, son aîné, le fait remarquer des lettrés. Le jeune Barrès y donne une subtile vue d'ensemble de la littérature du XIX^e^ siècle et prend parti pour la primauté de la vie intérieure. « Sans trop hésiter, élaguons donc toute description purement décorative et que le monde extérieur n'intervienne plus dans l'expression de l'idée que pour lui aider, pour doubler le sentiment de la sensation. » Il prend aussi position contre le scepticisme et n'admet le dilettantisme intelligent et souriant de France que pour assagir les passionnés vainqueurs ou les recueillir vaincus. Barrès n'a que vingt ans, mais il sait ce qu'il veut et semble bien se connaître. Dans cette précieuse petite brochure il a dessiné déjà les traits principaux de son éthique et de son esthétique. Il sera pour l'enthousiasme et le lyrisme intelligents.

Il se hasarde à fonder à lui seul une revue : *les Taches d'encre*. Octobre 1884. Il a vingt-deux ans.

En passant, on y trouve une défense de l'intellectualité allemande en même temps que l'affirmation vigoureuse du sentiment et de l'honneur français; on y trouve la pensée que le culte des morts est « la brève et vaine lueur qui tremblote encore dans le fond de la nature humaine où l'allumèrent de lointains ancêtres » et que « dans vingt ans, nous tendrons les bras à quelque catholicisme un peu modifié »; on y trouve une défense du cœur et de la passion contre une primauté trop exclusive de la raison.

Déjà y est annoncé le retour à « *la grande tradition classique, appropriée sans doute à l'esprit moderne* mais dédaigneuse des viles couleurs éclatantes et de toutes les sauvageries plastiques, convaincue que l'intellectuel s'honore d'être discret, et rêvant d'exprimer en termes clairs et nuancés des choses obscures et toutes les subtilités intimes. »

Les chapitres les plus intéressants, ce sont les essais critiques. Ils ressemblent beaucoup aux *Essais de psychologie contemporaine* de M. Paul Bourget; mais un tempérament différent s'y révèle, plus nerveux, plus sensible, plus morbide. Barrès s'attache aux écrivains de la sensation, du sentiment et de l'idée. Lesquels ont raison ?

Tout de suite il donne sa réponse, celle de l'art, qui sera

celle de toute sa vie : composer, concilier, bref, ne rien négliger, comme disait Poussin pour rendre compte de son génie.

« Ils ne seraient pas de vrais artistes s'ils ne fécondaient la sensation, en sorte qu'elle suggérât la pensée, pas plus que des penseurs, s'ils n'intéressaient les sens à la pensée, s'ils ne rendaient l'idée sensible...

« Sorti de la sensation, un poème est-il moins haut qu'une œuvre inspirée par la raison? Cette querelle n'existe pas entre artistes. »

C'est de ce temps-là qu'il faut dater le mot fameux de Barrès : « Même en art, il y a intérêt à n'être pas un imbécile. »

L'artiste des *Déracinés*, de *Du Sang* et de *La grande pitié des églises* révèle dans ces lignes de jeune homme toute sa méthode d'écrivain et aussi d'homme politique. Il sera un conciliateur souverainement intelligent, dès qu'il aura bien pris connaissance de soi-même.

Le fait saillant, à l'examen des *Taches d'encre*, c'est que le nihilisme, le pessimisme du lycéen et de l'étudiant se sont encore accentués. La culture intellectuelle que Barrès poursuit l'enfonce dans cet enfer spirituel. Le premier livre de critique qu'il annonce et qui ne paraîtra jamais, c'est *le Nihilisme contemporain*. Il sonde Baudelaire, Verlaine, Mallarmé, Rimbaud, Rollinat, Huysmans, — les étranges, les morbides, les fous, « les monstres ». Il constate, avec une nuance de mépris dans son intelligente pitié, cette souffrance de tous en cette fin de siècle où la vie dédaigne ses buts anciens. Glissement général vers le désespoir et un nirvana plus ou moins réel.

Parmi ces nihilistes toutefois, il salue un maître auquel il va s'attacher, Leconte de Lisle, « génie grave et quasi oriental, poète de la grande race, esprit de la famille des Taine et des Renan », qui a su exprimer le sentiment moderne né des plus récentes hypothèses sur l'univers et l'homme. Barrès juge qu'une des formes du désenchantement moderne a reçu de ces poèmes son expression définitive.

Le finale du jeune écrivain n'est pas sans grandeur ; il nous paraît très suggestif par l'éclair dont il illumine les deux solutions-types adoptées par l'esprit humain pour le problème de la destinée : luciférienne ou chrétienne.

« Après avoir réfléchi sur cet idéal, fait de l'orgueil d'être homme et de la passion de comprendre, nous conclurons que

cet artiste hautain fournit *le plus mémorable effort de ce siècle pour fixer notre révolte de roseau pensant contre la nécessité.*

« Et je n'évoque pas sans à-propos le souvenir de Pascal.

« Le violent et superbe artiste de Port-Royal avait, en commun avec le poète athée, une âme hautaine et facile au mépris de la vie, avec l'amour de la force pour sa beauté écrasante. Et celui qui essaya d'une telle poigne d'agenouiller la raison humaine était bien un intellectuel de même race que celui qui exalte l'anéantissement dans le bouddhisme et déclame la honte de vivre.

« Leconte de Lisle, avec son siècle, n'hésite pas à s'élever contre une puissance extérieure ; il combat les conceptions monothéistes avec un acharnement que la génération plus jeune, oublieuse des luttes qu'on lui fit inutiles, ne connaît guère. Mais il est homme toujours et divinise son idéal, et s'il souffre, c'est de ne pouvoir le réaliser.

« *Cet orgueil par quoi, ne pouvant modeler l'univers sur sa conception, il préfère cesser de penser ou mourir plutôt que d'accepter les fugitives réalités,* fait sa grande douleur et toute sa dignité. Il n'est pas d'œuvre plus haute. Il n'attend rien, il n'espère rien, mais il n'admet pas que son idéal se trompe, il ne fera aucune concession à ce qui est. Il se raidit, il s'efforce vers l'impassibilité. Dans cet austère dédain gît une amertume autrement poignante que toutes les lamentations d'un Musset. Ce n'est pas un homme qui souffre, c'est l'intelligence, je veux dire la seule chose qui puisse nous intéresser dans la tourbe à face humaine.

« L'intelligence souffre et elle le sait. Il est une satisfaction déchirante à regarder ses plaies et à les mépriser. Nous voyons de vastes charniers où les martyrs dorment auprès des bourreaux, et c'est toute la vie du passé ; nous savons l'impossibilité de ne plus sentir et nous savons ce que vaut le présent, encore qu'il ne soit qu'une illusion ; nous aspirons à la mort et nous la dédaignons parce qu'elle est facile et qu'elle viendra toujours. L'ennui bâille sur ce monde décoloré par les savants. Tous les dieux sont morts et trop lointains ; pas plus qu'eux notre idéal ne vivra. Une profonde indifférence nous envahit. La souffrance s'émousse. Chacun suit son chemin, sans espoir, le dégoût aux lèvres, dans un piétinement sur place, banal et toujours pareil, du cri douloureux de la naissance au râle

déchirant de l'agonie, — dernière incertitude ouverte sur toutes les incertitudes. »

On sait que Barrès dans *Amori* devait rendre un éclatant témoignage à Leconte de Lisle. L'homme mûr ne reniait pas les admirations de sa vingtième année. C'est par ce pessimisme fondamental que le poète avait prise sur sa pensée. Il est curieux de confronter ces pages d'*Amori* à celles des *Taches d'encre*. Le désespoir de l'intelligence moderne y est marqué à l'eau-forte. C'est du Rembrandt. La vue d'ensemble de l'histoire n'est que tragique nihilisme; la vie manque de but; nul chemin tracé; l'espérance ne sait où se prendre; pas la moindre trace d'un programme de la pensée divine ni d'une marche en avant; ni Providence, ni Progrès, ni Justice immanente. « L'esprit souffle où il veut, nul ne sait d'où il vient, où il va. »

Leconte de Lisle et Pascal, la ténébreuse poésie de l'athéisme savant et la poésie plus lumineuse du christianisme savant, le pessimisme sans espérance et avec espérance, l'esprit de sombre révolte et celui, traversé de clarté, de l'acceptation, dès vingt ans, Barrès a posé dans les *Taches d'encre* les deux bornes entre lesquelles il évoluera. Son effort intellectuel consistera à éclairer de douceur et d'amour la philosophie de l'aveugle déterminisme scientifique, à accepter, à aimer la nécessité qui nous opprime et à entrevoir une pensée de bonté dominant et réglant la fatalité universelle. Ainsi auront quelque sens l'univers et chaque vie individuelle. Parti de Leconte de Lisle, Barrès mourra tout proche de Pascal.

De ce noir philosophique son *moi* de vingt ans se divertit d'abord par quelques voyages. Avant l'Italie où sa famille devra l'envoyer, en 1887, pour qu'il s'y repose d'un surmenage cérébral, c'est en Bretagne qu'il se rend avec son ami Le Goffic, son compagnon des *Chroniques* (1886). De ce premier voyage nous avons retrouvé une page d'impressions où, pour la première fois, Barrès se révèle avec la marque de son originalité. Elle est postérieure à la célèbre *Vierge assassinée* (*Toujours triste, Amaryllis...*) donnée communément comme son acte de naissance à la littérature, mais trop imprégnée, à notre goût, de Leconte de Lisle et d'Anatole France. Son « souvenir » breton paraît dégagé de toute imitation. Il pourrait figurer sans déshonneur dans une anthologie et souffrir un parallèle avec les belles pages de Renan sur *Emma Kosilis* et

les femmes bretonnes. Elle est adressée au directeur de *Nancy-Artiste* en juillet 1887, mais avait paru déjà au *Voltaire*, le 21 août 1886.

### *LES FILLES DE BRETAGNE*

En Bretagne, les filles sont douces et passives. Elles ont de grands fronts dégagés de cheveux et lisses, des yeux profonds qui cherchent à plaire et qui sont timides. Elles savent sourire sans malice. Elles possèdent encore pour nous séduire mille coiffures ingénieuses et simples...

« Ces coiffes charmantes, où les filles de Bretagne qui aiment tant à danser mettent leur rivalité quand elles sont à l'âge d'aimer, font aussi l'orgueil des divers cantons. Jadis comme aujourd'hui, les aïeules, étant jeunes et désirées, les portèrent. Ce sont exactement les cornettes de l'ancienne France. Et ces Bretonnes qui, dans leurs parures frivoles, conservent ainsi la tradition et comme le charme mystérieux de la patrie, ont d'ailleurs, avec toute leur franche allure, jusque dans les derniers bourgs, une délicieuse réserve virginale. Elles plaisent et ne sont pas coquettes.

« Elles ont les seins petits, la taille souple et forte sans corset, des pieds grands et superbes, de longues jambes, une marche libre. On aime dès l'abord leur front et leurs yeux : mais ce n'est pas du premier jour qu'on pense à leurs lèvres...

« Entrez dans une des mille auberges semées à chaque cent pas sur les routes de ce rude sol breton, auberges où l'on boit de pleines tasses d'un cidre pas mauvais, salles basses où Renan qui passe là-bas ses étés s'en va parfois avec son ami, le savant Luzel, écouter les mélancoliques chansons des aïeux, entrez et nous ne verrons plus que des meubles neufs et toutes les armoires de pacotille : les vieux panneaux, les choses familières d'art local depuis longtemps embellissent les hôtels parisiens. Ici sont au mur de faibles chromos qui ornaient jadis un sac de chicorée, ou pis encore, d'ineptes caricatures à légende dont toute la verve s'emploie à nous retracer des caporaux, des conseillers municipaux, quelques pompiers dérisoires parmi des troupeaux de porcs : grossièretés, imaginations imbéciles qui encombrent aujourd'hui les campagnes et rendraient idiots dans le sein de leur mère des Claude Lorrain eux-mêmes. Mais,

sur la marche de l'âtre, dans ces cabarets bretons, une petite fille vêtue de noir ou de violet, d'un air bien sage et confiant, pareille à une infante, demeure pour ennoblir cette misère et pour que ce soit la Bretagne malgré tout.

« La Bretagne pittoresque s'émiette chaque jour. Dans ses rochers, sur ses plages, on taille les bordures de nos trottoirs. Hier des bateaux emportaient ses pierres saintes pour relever de granit le théâtre de Bordeaux. A deux pas de moi étaient accroupis d'excellents impressionnistes, car ces chapelles dans ces bruyères ne sont plus que des points de vue. Mais il est encore des filles bretonnes. Elles demeurent, après tout, pour témoigner de ce que fut cette terre émouvante où les korrigans dans le brouillard toujours dansèrent sur des ruines.

Mais les filles de Bretagne étant belles s'en viennent parfois à Paris. Elles y apprennent une vie nouvelle que je ne louerai pas. Douces et passives, elles sont extrêmes en toute chose. Elles s'abandonnent aux aventures, insouciantes du lendemain, belles, bonnes et dépensières, comme leurs frères les matelots qui sont jusqu'à la vieillesse de grands enfants. Les filles de cette race sont telles que nul ne peut s'empêcher de les aimer; c'est ce qui fait leur vice. Elles s'abîment alors de toutes façons. Mystiques et patients, ces Bretons boivent, jouent et font l'amour, à l'occasion, comme des païens.

« A Paris (c'était au quartier latin, des notaires y songeront longtemps), une d'elles, Marie Pasco, fut populaire. Superbe de race, de franche allure, très brune, la taille pliante, ardente et douce et d'humeur changeante, elle menait sans calcul sa santé et les amours de toute cette jeunesse. Avec sa fraîcheur de dix-huit ans, elle avait de l'esprit pour tous. Il paraît bien qu'elle ne comprit jamais aucune sagesse. Partant elle aimait à pleins bras, sans plus distinguer, le droit, la médecine et la Roumanie; elle écartait seulement ceux de Bretagne. Pour les Bretons, chose surprenante, elle n'eut jamais que des dédains et de merveilleux regards de mépris; s'ils lui répondaient dans la langue du pays, elle s'indignait jusqu'à pleurer.

« Avait-elle honte ? Dans son petit cerveau si vague, songeait-elle que le lien était tranché entre sa jeunesse prodigue et le grave pays des bruyères, du ciel bas et de l'océan éternel ? Quelques-uns le crurent. C'est une question qui m'intéresse. Mais il ne

faut pas généraliser l'humeur de Marie Pasco. Je dis seulement que ces filles ont l'âme extrême, un air noble et qu'en elles, de la démarche jusqu'au baiser, rien n'est vulgaire. »

En adressant cette page fine et profonde à son compatriote nancéien, le jeune Barrès ajoutait qu'il avait parcouru la Bretagne avec le parti pris de s'enthousiasmer le plus possible.

Ce voyage, cette analyse de la race et du pays bretons, ce fut sa première sortie hors du *moi*. Ces sorties devaient alterner par la suite fréquemment avec les coups de forage de l'introspection. Barrès sera tout entier dans ces alternances jusqu'au jour où il saura concilier ses deux exigences. Car, on ne l'a pas assez remarqué, il a eu tôt fait de reconnaître que la rétraction sur le *moi* pur ne lui devait procurer que tourment, dissolution, sécheresse.

« Toujours par-dessus tout, note-t-il dans un *Cahier* de jeunesse, mon sentiment de la mort et ce grouillement des vers dans un cadavre qui est toute ma vie secrète, mon agitation sentimentale... Haine de la vie, c'est le principe de mon agitation qui ne fut jamais une course vers quelque chose, mais une fuite vers ailleurs. Destruction de moi-même, c'est l'autre secret de cet apôtre du développement, de l'augmentation individuelle. »

C'est alors qu'il rassemblait les notations qui, à la fin de 1887, allaient lui fournir *Sous l'œil des Barbares*.

Ce premier livre, à l'enseigne du *Culte du moi*, rendra Barrès célèbre et déjà pourtant ce livre rejette le *moi* pour son insuffisance. Que parle-t-il d'un culte dont il renverse déjà l'idole? La position du *moi* y est dépassée, comme inapte à satisfaire l'âme humaine. Si l'on s'en était mieux aperçu, il n'y aurait jamais eu de méprise sur Barrès et nul n'aurait pu s'étonner de son évolution, nul ne lui eût reproché de se contredire par la suite. *Sous l'œil des Barbares* consacre déjà et même explicitement la faillite du Moi, l'inanité et la malfaisance de l'égotisme. Le vrai égoïsme se moque de l'égoïsme. Le livre s'achève, après un départ inquiet vers la vie, sur un chapitre *Affaissement*. Barrès cherche un dieu, un enthousiasme pour « fondre la sécheresse, cette reine écrasante et désolée qui s'assied sur le cœur des fanatiques qui ont abusé de la vie intérieure ». Il aspire à retrouver cet absolu dont ses études philosophiques, historiques et poétiques lui avaient appris le

néant; et il note que lui-même « tenait trop de place en soi pour qu'y pût entrer l'Absolu ». Très justement Barrès a marqué plus tard que la génération qui précéda la sienne, celle des Taine, des Renan, des Leconte de Lisle, se caractérisa par le passage de l'absolu au relatif. Lui était d'une autre qui, par souci de conserver la valeur morale, voulait se refaire des certitudes, en constatant « la difficulté de se passer d'un absolu moral ».

C'est à ce point de lucidité et d'aridité que Barrès, tels Descartes et Pascal, eut sa nuit d'illumination intellectuelle. Ce fut, dit-il, un soir de sécheresse où le problème de la vie se présenta à lui avec une grande clarté. L'effort égoïste et âpre l'a stérilisé. Il se sent vidé de toute énergie. Le dégoût l'engloutit sous sa nappe sans fond. Il crie au secours vers une raison de vivre, vers un maître, — axiome, religion ou prince des hommes, — qu'il voudrait aimer, servir, en qui se remettre pour accomplir sa destinée.

Cette prière finale de *Sous l'œil des Barbares* est à juste titre fameuse. Elle est la veilleuse qui diffuse sa palpitation de clarté dans toute l'œuvre de Barrès. Le Barrès dont l'histoire gardera le souvenir, il est né, ce soir-là, de cette ardente et lucide invocation d'un *moi* qui abdique, reconnaît son insuffisance, donc ses limites, et, pour se sauver, aspire à se jeter hors de soi-même et du cachot de l'égotisme. « Livre d'individualisme révolté », a-t-il dit. Contre son milieu, contre l'insuffisante réalité, certes. Mais plus profondément aussi contre l'impossibilité de soi-même à s'accomplir sans le secours d'un appui, d'un objet qui dépasse et commande le sujet. « La dernière phrase des *Barbares*, écrit-il dans ses *Cahiers*, « je veux un maître, axiome ou prince des hommes » annonce *l'Appel au soldat* et toute mon obsession de toute ma vie, pour ce qui multiplie les forces de l'âme. »

Puisqu'il se livre à la recherche de cet absolu qui assure à l'âme sa plénitude, Barrès devra dire un jour la phrase de son maître Michelet : « Je ne peux me passer de Dieu. » C'est la prévision de M. Paul Bourget, découvrant au public l'étoile nouvelle qui monte sur le ciel français.

Parti de la prière de *Sous l'œil des Barbares*, après un stade dans le relatif religieux de sa terre et de ses morts, Barrès parviendra à entrevoir l'absolu de la divinité.

## UN DÉPART ENIVRÉ POUR LA VIE

En attendant, ce *moi*, la seule réalité dans le néant de tout, et dont cependant l'insuffisance tourmente, on commencera par le divertir. C'est un turbulent, un gêneur : qu'on l'occupe ! Mieux, c'est une personnalité ardente et bouillonnante qui veut jouer son rôle dans le monde. Une occasion se présente : l'action politique. Elle est nécessaire à Barrès d'abord comme dérivatif. Elle est son « sport » qui le sauve de la folie où le menait une débauche d'analyse. Elle lui fournit un terrain d'exercice plus sain pour sa pensée qui risquait de se détruire dans le noir et l'abstrait ; elle le raccroche, elle l'attache au réel et lui permet de ne pas « glisser sous la vie ».

« Oui, écrit-il, j'ai failli être fou. Je ne sais plus ce qui me sauva. Si, je le sais : la politique. Pourquoi j'aime la politique ? *D'abord*, je lui dois la vie. J'avais rêvé d'être un homme libre. Par orgueil de jeunesse, par réaction contre Burdeau, contre les basses tâches. Taine, après avoir lu l'*Homme libre*, me prédisait la folie, comme il appert d'une lettre qu'il écrivit à Bourget au sujet du *Disciple*, et que celui-ci n'a laissé publier qu'en supprimant ce trait. »

Plus profondément le mène aussi le besoin de se trouver complètement soi-même, en se remettant, pour l'aimer et le servir, à un objet digne d'occuper ses forces de sentiment, de pensée et d'action. Ne vient-il pas d'écrire *Un homme libre* qui marque la découverte qu'il a faite de son pays lorrain ?

A Venise où il fait retraite lui parviennent les rumeurs de l'émeute boulangiste et il écrit à la *Revue indépendante* : « J'aurai beaucoup agi si je fais savoir qu'à côté de moi plusieurs de ceux qui seront une des forces de la France prochaine supportent impatiemment le tumulte parlementaire et aspirent à trouver l'homme fort qui ouvrira les fenêtres par où les bavards seront précipités et l'atmosphère renouvelée... C'est joyeusement, dans cette Revue où je porte toute la responsabilité de ma pensée, c'est avec joie et avec haine que j'écris mon dégoût des institutions parlementaires, car je me sens porté par toute la jeunesse, par l'élite française. »

De retour en France, Barrès se rend à Nancy. Il se jette dans la mêlée ; il est élu député boulangiste — 1889 — après une campagne électorale énergique et brillante.

Ce triomphe trop prompt l'enivre et l'égare, mais il y trouvera cependant de sérieux éléments d'augmentation : le sens des réalités nationales et l'amour de l'inconscient populaire. Ce sport, dit-il aussi, lui a donné parfois une âme de soldat, et il s'en réjouit. Il s'affirme déjà ce qu'il restera jusqu'à la fin de ses jours : « Je ne peux vivre dans une société sans drapeau. Je suis plébéien, mais je proteste contre la démocratie si elle veut faire de mon pays une étable à porcs. J'aime la République, mais armée, glorieuse, organisée. »

Lorsque, le soir du scrutin, il parcourt les vieilles rues de Nancy, ayant déjà recueilli des présages de son élection, il avoue qu'il a le pressentiment de vivre une des minutes heureuses de sa vie. Il en sent la précarité, d'ailleurs, à cause de ce qu'elle présente de précoce et d'inespéré. Il se voit entraîné par un flot qui le roule plus précipitamment qu'il ne le voudrait.

« Il croisait, dit-il d'un héros qui le représente, de jeunes garçons qui, le sac scolaire au dos, remontaient joyeusement dans leur famille, et soit qu'il se rappelât ces paisibles années dont il était encore peu éloigné, soit par la seule influence du tableau d'une famille paisible, il éprouvait quelque chose de ce que disent les poètes d'une maison parée de roses entrevue d'un train qui s'arrête une minute et qui continue. Il avait une impression poétique de se sentir emporté dans une aventure. »

Il se laissa emporter; lui-même en fit l'aveu plus tard. C'est qu'il n'avait pas encore pris possession de son *moi;* il n'était pas encore maître de sa pensée fondamentale. Il venait d'écrire *Un homme libre.* Il y avait bien découvert la Lorraine, mais c'était pour en constater l'échec historique. A ce miroir lorrain de lui-même, il donne un baiser et s'en va. Il s'enfuit vers des Venises de rêve. Il se refuse à ses instincts ataviques, pour ne pas diminuer le beau destin qui l'attend. Il veut être étranger à son passé et « couper derrière lui » pour que, chaque matin, la vie apparaisse neuve et que toutes choses lui soient un début. Il prétend même déranger les projets de la Providence. C'est ce Barrès un peu forcené qui écrira que ce n'est pas assez de « supprimer la misère », qu'il faut encore « supprimer les morts qui nous empêchent d'être nous-mêmes ». C'est ce Barrès qui lancera le blasphème fameux de l'*Ennemi des lois* : « Les morts ! ils nous empoisonnent.

Ah! quand nous les descendons au caveau, que ne pouvons-nous placer dans leurs bras glacés les dangereux trésors que leurs mains viennent de laisser choir? » c'est-à-dire cet ordre social qu'ils nous ont imposé, que nous n'avons pas choisi nous-mêmes. Cet affranchi un peu ivre et qui inquiétait Taine, — ce Taine dont il trouve, à cette époque, la doctrine de l'acceptation bien trop serve, — est alors l'ennemi des liens héréditaires. Il n'aspire qu'à être une sorte de Robinson dans son île.

Aussi, après un *Homme libre* où il considère la Lorraine comme une chose finie, est-ce vers Aigues-Mortes avec la charmante Bérénice que Barrès nous entraîne. La prière du soir de sécheresse serait-elle si vite oubliée? N'était-ce qu'une effusion passagère et superficielle? Non, mais il fallait que passe l'insolence de la jeunesse et du triomphe.

Dans l'*Homme libre* et le *Jardin de Bérénice*, Barrès a tout de même noté des découvertes qui feront, sa fièvre de croissance tombée, l'essentiel de sa vie et de son inspiration. Il n'en a pas senti toute la valeur dans la griserie de ses précoces succès littéraires et politiques. Il faut laisser au temps et aux circonstances leur besogne accoutumée. Le chant de certaines phrases de ces livres fait qu'on ne s'y trompe pas : sous le Barrès agité, vagabond, veille un autre Barrès qui est plus sensible encore à la beauté du stable et du permanent. Il s'est ému dans l'église où il entre chaque jour, parmi les tombes qui l'entourent et dans les champs où la population peine sur des labeurs héréditaires. Il reconnaît que son être sort de ces campagnes lorraines ; il entrevoit au fond de soi des traits singuliers qui lui viennent des vieux laboureurs et, dans son patrimoine de mélancolie, quelque parcelle des inquiétudes que ses ancêtres ont ressenties dans cet horizon. En faisant sonner les dalles de ces églises où les vieux gisants sont ses pères, il a réveillé des morts dans sa conscience, des morts qui lui ont bâti sa sensibilité. Et il jette en passant la pensée qui sera bientôt toute sa philosophie : « L'individu est mené par la même loi que sa race. » Ce premier contact avec sa province lui a même procuré de l'enchantement, puisqu'il avoue que les vieilles choses de Lorraine en huit jours avaient réveillé des belles-au-bois qui sommeillaient dans son âme. Il a rencontré aussi la Vierge de Sion vers laquelle, il est vrai, il n'élève

encore qu'une prière sans foi ni espérance. Le Maître est deviné qui fondra toute sécheresse, qu'il pourra aimer, servir, comme il le demandait en désespéré au terme de son premier livre. Et dans *Bérénice*, que de phrases au son plein, grave et nostalgique qui présagent le grand Barrès! « J'avais le culte de ce qui est en moi d'éternel... Ce que je veux, c'est collaborer à quelque chose qui me survive... Je suis un jardin où fleurissent des émotions sitôt déracinées. Je suis perdu dans le vagabondage, ne sachant où retrouver l'unité de ma vie. Pourquoi ne puis-je, comme l'Océan, pousser la vague qui nait dans la voie de la vague qui meurt et, comme lui, me donner la puissance et la paix? »

Pour que ces sentiments, qui lui touchent l'âme provisoirement, l'envahissent un jour tout à fait et deviennent sa plénitude, il y faudra l'échec et le malheur qui n'ont pas encore frappé le jeune Barrès triomphant : il lui manque l'éducation par la faute et la douleur qui transforma Faust.

Ces profonds avertisseurs ne vont pas tarder. Barrès, qui est des amis du général Boulanger, voit ses rêves de gloire et de pouvoir s'effondrer avec l'exil et la mort de cet infortuné soldat sentimental. Lui-même, en 1893, n'est pas réélu député de Nancy. Son beau départ dans la vie politique n'aura été qu'un faux départ. Le *moi* s'est heurté à l'adversaire.

François Duhourcau.

*(A suivre.)*

# DU VIEIL ALGER ROMANTIQUE A FEZ LA MYSTÉRIEUSE

## II [1]

### PAYSAGES DU SUD — LA GRENADE AFRICAINE

Il est entendu, en Algérie, que le Sud commence à Boghar et que Médéa en est la clé, — Médéa qui, du haut de sa citadelle, commande, d'un côté, les défilés et les vallées de la Chiffa et, de l'autre, par delà les rampes du Mont Gorno, la plaine aride du Chélif. Le Sud !... mot prestigieux qui, voilà trente-cinq ans, m'entraînait derrière les charrettes des rouliers espagnols, jusqu'aux oasis de Laghouat et de Ghardaïa. Je voulais donc revoir ce pays si splendide pour mon imagination juvénile, où j'avais pénétré avec des ravissements ingénus et un appétit un peu fou de vie libre et aventureuse, au grand soleil, — du moins je voulais en revoir les régions qui m'avaient le plus émerveillé en ces temps lointains et, si c'était possible, retrouver la fraîcheur de l'impression première, l'ivresse virginale du premier contact. Chemin faisant, je m'arrêterais à Médéa, qui m'avait laissé le souvenir d'une petite ville amène et fraîche, environnée d'une ceinture verdoyante, dans un admirable paysage de montagnes... Et puis Médéa évoque quelques hauts-faits d'armes et quelques figures romantiques du temps de la Conquête. C'était la capitale des beys de Titteri. J'espérais y retrouver les

(1) Voyez la *Revue* du 1er septembre.

traces de ce Mustapha-Bey, surnommé Boumezrag (l'Homme à l'Épée) qui, à Sidi-Ferruch, livra bataille à l'armée française et auquel le général de Bourmont songea un instant à donner la régence d'Alger, après la destitution du dey Hussein...

Au milieu de ses vergers et de ses eaux courantes, Médéa ne me déçoit point. Dès le seuil, elle m'éblouit par un véritable feu d'artifice végétal. Nous sommes au printemps. Les glycines sont épanouies. Elles foisonnent dans le Jardin public, que nous traversons pour gagner les remparts. Dans certaines allées, elles semblent vouloir tout recouvrir. Du haut en bas, les grappes mauves tapissent les pergolas, se suspendent aux branches des grands arbres qu'elles enlacent de leurs lianes, atteignent le sommet des cèdres où elles jaillissent comme des fusées, pour retomber en banderoles flottantes et s'accrocher en guirlandes d'un arbre à l'autre. On a l'impression d'une exubérance extraordinaire, qui peut-être paraîtrait pauvre dans un de nos jardins de France. Sans doute, c'est l'aridité avoisinante qui produit cette illusion. Et pourtant les essences du Nord ne manquent pas ici : les peupliers, les frênes et les hêtres revêtus de lierres et de plantes grimpantes. Il y a même des boules de neige dans les plates-bandes et, partout, on entend le murmure de l'eau, on éprouve une sensation de fraîcheur un peu vive... Mais non ! Nous sommes bien dans le Midi, — et un Midi très africain. Les ficus, les arbres de Judée, les lauriers-roses, les cyprès et les pins nous l'attestent. Et voici que, çà et là, le long des allées, j'aperçois des chapiteaux et des fûts de colonnes, dont quelques-unes sont très probablement romaines. En ce pays, l'Afrique latine ne se laisse pas longtemps oublier. Médéa, devenue aujourd'hui une petite ville coloniale française, s'appelait autrefois Lambdia. C'était sans doute une enceinte de refuge et un de ces postes fortifiés comme les Romains en avaient élevé tout le long de l'Atlas.

Maintenant encore Médéa est une enceinte de refuge et un poste fortifié. Des murailles percées de meurtrières la protègent sur tout son périmètre. C'est toujours le petit municipe colonial. Construite, en grande partie, au lendemain de la Conquête, elle est presque toute européenne d'aspect. Et cet aspect ne s'est guère modifié depuis trente ans. Sa population n'a pas augmenté : elle aurait même plutôt diminué. On me dit que l'élément

français et européen émigre de plus en plus vers les grandes villes. Et ainsi ce sont les Musulmans et les Juifs indigènes qui prennent l'avantage. Je ne retrouve plus les vieilles familles que j'ai connues autrefois et j'erre, un peu désemparé, sur la grande place, où je contemple, un instant, la maison natale de Jean Richepin, — une inscription commémore ce fils glorieux autant qu'imprévu de l'antique Lambdia, — et c'est sans enthousiasme que je parcours ces petites rues quelconques, qui s'appellent : rue des Droits de l'homme, rue Rabelais, rue Étienne Dolet... Qu'est-ce que ces noms viennent faire ici ? J'ai l'impression de quelque chose de factice, de dépaysé et d'un peu ridicule, — quelque chose qui n'est pas solide, qui est en train de se défaire. Et ainsi Médéa, en dépit de l'accueil plus que cordial que j'y reçois, m'inspire un sentiment mélancolique...

Je me laisse conduire chez un riche indigène, descendant d'une vieille famille d'origine turque, — un lettré, me dit-on, et un érudit, très versé dans l'histoire locale et qui, peut-être, pourra m'apprendre quelque chose sur l'illustre Boumezrag. Pour ménager sa modestie, nous l'appellerons provisoirement Si Ismaïl Z. C'est un notable de la ville, un conseiller général, parfaitement familiarisé avec notre langue, très écouté et très respecté dans la région. Si Ismaïl habite, en dehors de la ville, tout près des portes, une maison neuve construite par ses soins et aménagée selon les règles du confort européen, sans rien sacrifier toutefois des justes exigences ni du pittoresque ou des agréments de la vie musulmane.

Notre hôte qui, pour nous recevoir, s'avance jusqu'au seuil de son jardin, a, dans son extérieur et ses manières, quelque chose de patriarcal. Drapée dans un burnous immaculé, sa haute taille paraît encore plus majestueuse. Il est très affable, très au courant de nos formules de politesse, auxquelles il mêle quelques-unes des formules laudatives de l'hospitalité arabe, ce qui fait un mélange original. Et avec cela, très simple, d'une simplicité de vieux propriétaire terrien, qui surveille lui-même ses champs et ses troupeaux. On tisse chez lui la laine de ses brebis. Il nous en montre des écheveaux, que des petites filles et des jeunes garçons apportent par brassées et disposent sur les dalles du patio. Ces fillettes et ces jeunes

garçons sont les pupilles de Si Ismaïl. Sans enfants, il adopte des orphelins ou des abandonnés, qu'il élève sous son toit, qu'il marie et qu'il établit ensuite : bel exemple de bienfaisance musulmane. Dès ses premières paroles, on sent en lui non seulement une âme religieuse, mais un esprit très fin, très délié, qui doit être très habile en affaires autant que redoutable dans la discussion et la défense de ses intérêts, enfin des habitudes polies et courtoises de vieux civilisé. Tout de suite, je suis conquis par l'accueil de Si Ismaïl.

Nous prenons place sur des fauteuils et des canapés dans un joli salon très clair, décoré d'un lustre aux ampoules électriques, et, tandis que notre hôte s'installe sur ses coussins, dans les blanches draperies de son burnous, je songe, en le regardant, au sage vieillard de *Candide*, qui, dans sa petite maison des bords du Bosphore, reçoit l'amant ingénu de la belle Cunégonde avec le philosophe Martin. Une odalisque du logis (imagination naïve du patriarche de Ferney) s'empresse autour des nobles étrangers et, après avoir parfumé leurs barbes, leur sert de délicieux sorbets à la neige. On ne nous servit point de sorbets à la neige et on ne parfuma point nos barbes. Mais les pupilles de Si Ismaïl nous présentèrent des sucreries et des pâtisseries exquises et enfin une confiture de roses, où les jardins épanouis de Médéa semblaient avoir exprimé leurs parfums les plus subtils et les plus délectables. Tout en dégustant cette ambroisie, j'écoute le maître du logis nous parler du dernier bey de Tittéri et, comme font les vieillards, passer d'un souvenir à l'autre...

J'avoue que je suis un peu déçu : la tradition n'a pas conservé grand chose de ces époques troublées. Il en est sans doute pour les indigènes comme pour nous-mêmes : personne ne veut se rappeler les débuts pénibles de notre conquête. Toutefois Si Ismaïl nous cite quelques faits sanglants du dernier siège de Médéa, celui de 1840, — et il y ajoute quelques traditions de famille. Quant à Boumezrag, sa trace est à peu près perdue pour l'historien. Tout ce que je puis apprendre, c'est qu'il avait une résidence en ville et une autre à la campagne, sur une de ces éminences ombragées qui environnent Médéa. Et ainsi il ne me restera de ma visite que le souvenir parfumé de la confiture de roses et celui d'une hospitalité pleine de noblesse et du plus beau style.

Toutefois, par acquit de conscience, je crois devoir donner un coup d'œil à la maison des champs de Boumezrag et à sa résidence urbaine, laquelle est devenue l'hôtel de la subdivision militaire. Est-ce l'aménagement européen qui a ainsi banalisé cette vieille maison mauresque ? Mais elle me paraît tout à fait misérable et quelconque, malgré son patio à colonnettes et à jet d'eau et une petite chambre à niches et à stucages, qui passe pour avoir été l'oratoire ou la chambre à coucher d'Abd-el-Kader. De la maison des champs il ne reste pour ainsi dire plus rien. C'est aujourd'hui une grande exploitation coloniale, où l'on retrouve pourtant sans trop de peine le plan primitif de l'ancienne maison rustique berbère : agglomération de bâtisses à la fois agricoles et militaires, juxtaposées au mépris de toute symétrie, avec des cours intérieures sur lesquelles s'ouvrent des écuries et des chambrées pour les soldats du beylick. Les actuels propriétaires ont aussi gardé le souvenir d'une salle de bains depuis longtemps disparue et dont je crois que la perte ne saurait être considérée comme un désastre. Ce qu'il y a de mieux, en cet endroit, c'est la vue, qui, par delà quelques parterres fleuris et un rideau de cyprès, s'étend sur un splendide horizon de montagnes...

Je me doutais bien que la grande beauté de Médéa, c'est son extraordinaire paysage montagneux. Pour cela pas de désillusion possible ! D'avance, je me fais une fête de contempler, au pied des remparts de la ville, un coucher de soleil sur l'Atlas.

Pour cette contemplation, Si Ismaïl veut bien me prêter son jardin, qui s'élève en pente douce vers les murs de la citadelle.

Par bonheur, le ciel est pur, d'un bleu mat, qui annonce le sirocco. Sur ce fond d'émail, les moindres vapeurs se détachent comme des figures pompéiennes sur un fond monochrome, les contours s'avivent comme sous la pointe appuyée d'un crayon. Je regarde, j'essaie d'embrasser d'un regard cette étendue tourmentée et bleuâtre : c'est bien l'immense horizon montagneux que j'espérais. Les divers plans sont nets et tranchés. Quelques profils paraissent minces comme des découpures de marbre. D'autres, d'apparence légère, ont l'air de portants de théâtre aux formes anguleuses ou arrondies. Sous leur végéta-

tion printanière, les collines les plus proches semblent taillées dans du jade. Plus loin, on dirait des plaques de bronze vert enchâssées dans les noirceurs de murailles très hautes. Mais toutes ces duretés s'adoucissent et se fondent dans les suavités nébuleuses des arrière-plans.

A droite, à une très grande distance, sur le bord du ciel pâle, je reconnais la lourde coupole onduleuse du Zaccar. A gauche, bornant l'autre extrémité de l'horizon, c'est le massif colossal de l'Ouarsenis, un chaos de pics et de pitons, de mamelons et de cônes aplatis, au milieu desquels s'ébauchent d'étranges architectures. Dans la fantasmagorie du couchant, je considère ces formes pétrifiées et qui pourtant semblent mouvantes comme des édifices de nuages, — et je vois se dessiner un gigantesque fantôme de mosquée, quelque chose comme une Sainte-Sophie de Constantinople avec ses pesantes murailles arc-boutées de contreforts, sa coupole écrasée, et, tout autour, les silhouettes imprécises de minarets et de koubas, pareilles à celles qui couronnent les marabouts du pays. Cette image hallucinante s'enlève sur des bleus évanescents, de plus en plus opalins. Puis les lignes se vaporisent, une buée fine et translucide comme une mousseline frange les arêtes opaques de tous ces plans successifs et s'étend peu à peu sur cette mer de formes figées... Et c'est la grande féerie crépusculaire. Une longue coulée d'or se répand derrière le Zaccar, une bande vermeille, d'un jaune métallique, qui bientôt se dissout dans l'incendie du couchant. Le ciel embrasé devient rose, d'un rose-laque, sur lequel de petits nuages plus foncés glissent comme de petits bouquets de roses sur une robe de soie rose. Le fleuve de feu emporte ces pétales et ces duvets flottants, et, sur les profondeurs empourprées de l'énorme brasier qui va s'éteindre, on voit resplendir, avec une netteté de plus en plus hallucinante, entre ses minarets et ses koubas, la mosquée de rêve de l'Ouarsenis... Et puis le ciel blémi devient comme un visage d'agonisant. L'Ouarsenis n'est plus qu'un prodigieux amas de décombres.

Et je reste là, cherchant les vestiges de la mosquée disparue, jusqu'au moment où les opales vaporeuses, qui déferlent de tous les coins de l'horizon, ont fini par submerger la houle des monts...

Nous ne demanderons pas davantage à Médéa. Qu'il lui suffise d'être un balcon ouvert sur les plus belles montagnes peut-être de toute l'Afrique, — un balcon sur l'Atlas... Et maintenant j'ai hâte d'arriver à Boghari, porte du Sud.

Autrefois, — de mon temps, — on quittait le chemin de fer à Médéa. Aujourd'hui, c'est en chemin de fer que je descends sur Boghari. La ligne s'arrête à Djelfa, en attendant qu'on la prolonge jusqu'à Laghouat et jusqu'à Ghardaïa. Ce seul détail m'avertit que je vais trouver un « Sud » bien différent de celui que j'ai connu.

Me voici en gare de Boghari : trente minutes d'arrêt, buffet ! J'apprends qu'il y a un hôtel transatlantique à Boghari, la citadelle qui domine toute cette région montagneuse. Boghari lui-même a bien changé : c'est devenu une petite ville qui ne cesse de s'accroître. Le Ksar, d'apparence saharienne, dont les maisons, en forme de cubes blanchâtres, s'étagent au-dessus de la petite ville européenne, s'est, il me semble, modernisé. Il est plein de juifs et même de chrétiens, pour lesquels on a construit de nouveaux logis, des écoles et des dispensaires. A Boghari même, je ne reconnais plus l'antique auberge de rouliers, où je m'arrêtais lors de mes voyages à Laghouat et qui s'appelait déjà pompeusement : Hôtel Baptistin. A présent, c'est l'Hôtel des Hespérides. La littérature s'y met. Tout y a été bouleversé pour satisfaire les goûts d'une clientèle nouvelle : chauffeurs, mécaniciens, employés de chemins de fer, électriciens, alfatiers et ouvriers agricoles. Dans la salle commune, le gramophone fait rage. Tous les soirs, jazzband jusqu'à une heure avancée. L'atmosphère, comme le local, a pris quelque chose d'américain. Et dans le vacarme des musiques barbares, les allées et venues perpétuelles, la promiscuité du public, cet américanisme africain m'inquiète et me gêne.

Le plus pénible pour moi, c'est de constater que la steppe désertique qui commence aux portes de Boghari est transformée de fond en comble. On m'a saboté ma plaine de Bougzoul, cette immense plaine nue comme la main, coupée d'oueds et de lacs desséchés, qui, pendant vingt-cinq lieues, se développe uniformément jusqu'au pied des montagnes de Guelt-es-Stel. Elle avait autrefois un caractère d'âpre solitude et une couleur sauvage,

qui avaient vivement frappé et enchanté Fromentin. C'était — en été surtout, quand le soleil a brûlé jusqu'aux dernières traces de végétation — un véritable désert, d'aspect plus saharien peut-être que le Sahara lui-même, parce qu'il répond davantage à l'idée conventionnelle que nous nous faisons du désert : un infini de platitude et de stérilité. Maintenant, le chemin de fer le traverse de part en part. Des poteaux conducteurs de l'énergie électrique jalonnent la voie, et çà et là, de petites stations flanquées de leurs réservoirs d'eau et de leurs hangars aux marchandises. Les antiques caravansérails qui, de distance en distance, s'élevaient aux abords de la piste, sont détruits ou affectés à d'autres usages. A Bougzoul, il ne reste plus que le portail d'un de ces vieux caravansérails : de loin, on dirait une ruine romaine. C'était peut-être le plus ancien de toute la route. Autant qu'il me souvienne, il datait de 1853. Je vois encore le millésime inscrit au-dessus de la porte. On avait dû en commencer la construction presque immédiatement après la prise de Laghouat. Le bâtiment rectangulaire avait la forme d'une redoute : de grands murs nus, percés de meurtrières, ainsi qu'il convient dans une région peu sûre. De mon temps, la sécurité était parfaite, de sorte que ce caravansérail fortifié était déjà un anachronisme...

Et je me souviens aussi qu'à cette époque il était encore habité par un personnage légendaire, dont les exploits avaient fait grand bruit dans toute la contrée : le père Juan, surnommé le Lion du Sud, un vieux roulier mahonnais, qui, au lendemain de l'occupation française, dirigeait les convois de ravitaillement pour la troupe et qui avait fait le coup de feu contre les dissidents ou les réguliers d'Abd-el-Kader. Il vivait retranché dans son caravansérail romantique, où personne n'entrait plus, — tel un seigneur féodal dans son donjon croulant. Veuf, on le soupçonnait d'entretenir un harem derrière les hautes murailles aveugles de son repaire, au milieu de ses serviteurs indigènes, de ses filles cloîtrées et voilées à la manière musulmane. On l'admirait comme un héros et on le redoutait un peu comme un bandit, très capable, pour un oui ou pour un non, de décrocher son fusil et de supprimer un voisin gênant ou un passant indésirable... A présent, le Lion du Sud et son caravansérail ne sont même plus un souvenir. Je suis peut-être seul à savoir que ce personnage presque historique a existé et que

ce portail perdu dans les sables s'ouvrait sur une bâtisse militaire, construite par le génie, en un temps où le voyage de Laghouat n'était pas précisément une partie de plaisir...

Quelque cent mètres plus haut, en venant de Boghari, on s'arrêtait, il y a trente ou trente-cinq ans, dans une auberge où l'on savait que l'eau était saumâtre : ce qui n'empêchait pas le voyageur mourant de soif et écrasé par la chaleur d'y boire une absinthe qui paraissait délicieuse. J'y ai couché maintes fois, j'y ai même fait un séjour en plein mois d'août, à seule fin de m'y griser d'espace, de chaleur et de lumière, d'assister aux phases de l'aube et du crépuscule, aux féeries des mirages dans toute l'ardeur diurne, car la plaine de Bougzoul est une terre de mirages... Et je me rappelle qu'alors j'étais fou de vers symbolistes et notamment d'un poète, aujourd'hui injustement oublié : Emmanuel Signoret. Et, pendant toute ma journée de Bougzoul, devant la désolation splendide de la steppe haletant sous le soleil, je me répétais cette strophe, que je retrouve toute vive au fond de ma mémoire :

Et c'est depuis ce temps que votre cœur ruisselle
Et que vous parfumez nos toits et nos sillons,
Roses luisantes, vous fontaines d'étincelles
Où s'abreuvent des vols tremblants de papillons...

Pourquoi la hantise de cette strophe, à Bougzoul? Pourquoi ces roses et ces fontaines d'étincelles? Peut-être uniquement parce que les gens de l'auberge m'avaient montré d'étranges coquillages ramassés dans la vase des lacs taris et qu'on appelle des « roses des sables ». Ce seul mot avait fait jaillir dans mon cerveau halluciné l'hymne aux roses du poète symboliste... Peut-être aussi, suggestionné par cette sécheresse ardente, cette nudité implacable de la steppe, voulais-je y projeter et y faire épanouir des roses de mirages, d'immenses parterres de roses pour en voiler, un instant, cette aridité et pour m'adoucir l'éclat blessant de cette lumière caniculaire.

Je retrouve l'auberge en ruines, — des ruines qui s'élèvent encore assez haut au-dessus du sol, comme celles de Timgad ou des autres Villes d'or, et qui permettent de reconstituer la disposition du logis et des principales pièces. Je reconnais même, non sans une petite émotion, la chambre où j'ai dormi, et, derrière la clôture en pierres sèches, le puits et les bords de

l'oued desséché où j'ai placé une scène du *Sang des races*...

Plus loin, les bouleversements sont peut-être plus complets : à El-Krechem, à Aïn-Oussera, à Bou-Cedraïa, à Guelt-es-Stel, — ce mystérieux Guelt-es-Stel, dont, avant de l'avoir vu, j'aimais le nom bruissant comme un sistre antique et scintillant comme une étoile. Les traces mêmes des masures ont disparu. Les alfatiers ont tout transformé. Aïn-Oussera, où il n'y avait, autrefois, qu'un caravansérail au bord d'une mare, est une agglomération mi-indigène mi-européenne, qui promet de devenir prochainement une ville. Des rues s'ébauchent, de grandes bâtisses ont surgi du sol. Des automobiles sillonnent continuellement la région... Hélas ! pour moi, tout le charme de ces lieux est évanoui.

Ce qui me captivait, c'était la solitude et l'aridité de ce désert, son aspect farouche, ses terrains rugueux et fendillés. Fromentin a comparé ces grandes étendues fauves à une peau de lion. Et c'est tout à fait cela, du moins en été, quand ce pays torride est complètement dévasté et brûlé. Ce que j'aimais surtout, c'était, en sortant de Boghari, avant d'arriver aux roches rougeâtres d'Aïn-Sba, les bords désolés du Chéliff : entre de hautes berges abruptes, sans verdure, sans un brin d'herbe, profondément encaissé, un lit vaseux et craquelé par la chaleur, donnant l'impression d'un carrelage d'argile. Une platitude, une tristesse infinie, — un fleuve au pays des morts. Un fleuve mort, — et pourtant brûlant comme une fournaise, ardent et splendide comme une coulée d'or. Mais, les matins d'été, en contraste avec cette mort et cette désolation, la féerie mauve sur la steppe, les grands voiles lilas et bleus qui ondulaient sur les terres déjà vibrantes au choc du soleil, qui enveloppaient doucement les roches voisines arrondies comme des coupoles de porcelaine blonde, ou écrasées comme des mastabats égyptiens. Ces formes rudes devenaient suaves, prenaient des colorations toutes féminines, des reflets lustrés de vieilles soies où les nuances s'effacent, des déroulements d'écharpes et de molles mousselines, pailletées et scintillantes... Et, dans les extrêmes lointains, comme pour fasciner le voyageur, irriter les nostalgies du chercheur de chimères, — les montagnes bleues de Guelt-es-Stel, voile de Tanit flottant à l'horizon, pour s'évanouir à mesure qu'on s'approche et faire place à d'autres montagnes bleues, à d'autres voiles enchantés qui, à leur

tour, disparaissent et s'évanouissent. Et ainsi sans fin, jusqu'aux profondeurs vermeilles, jusqu'au terrible pays de la soif...

Dans l'auto qui m'emmène, je regarde cette plaine de Bougzoul, maintenant désenchantée pour moi. Autrefois, j'y voyageais à pied. Pourtant, j'ai voulu faire pédestrement le court trajet qui sépare Boghari des berges du Chéliff. J'ai franchi la Porte du Sud, ces deux roches qui semblent deux pylônes bâtis de main d'homme et qui ont la forme des anciens chapeaux de gendarmes. Cela rappelle tout à fait la Porte d'Or d'El-Kantara, moins les magnificences végétales de l'oasis. Par une échancrure des roches, en me retournant, je vois luire les murs blancs du Ksar de Boghari et, dans ces amoncellements de pierres plates au flanc d'une des roches, je reconnais des tombes et toute l'affreuse tristesse anonyme d'un cimetière musulman... Dans le lointain, voici les montagnes de Guelt-es-Stel, toujours bleues, toujours fascinatrices et, dépassant la crête de ces montagnes, les pitons qu'on appelle les Sept-Têtes et qui ont l'apparence de koubas sur de gigantesques marabouts. Mais l'éclairage manque. Le temps est pluvieux et froid. La terre est verte. Au lieu de l'aridité fauve des mois brûlants, c'est une mer d'alfa. Et puis le silence, la solitude de ces lieux sont perdus à tout jamais, — cette solitude qui vous donnait l'illusion d'être le maître de la terre. Et je songe, avec mélancolie, à ce mot qui me fut dit, il y a trente-cinq ans, tout au bout de cette plaine alors déserte, par un berger nomade : « Ici, il n'y a que Dieu qui te voit !... »

Je me laisse entraîner jusqu'à Chellala, à la limite du Sersou, cette région des hauts-plateaux, autrefois complètement stérile et qui, aujourd'hui, est devenue si prospère. Tristesse et monotonie de ces immenses espaces, où l'alfa ondule au souffle chaud du vent du Sud. Dans le lointain, les monts des Ouled-Naïls et ce Djebel Amour, dont le seul nom déchiffré sur une carte de géographie enfiévrait mon imagination de lycéen. Là-bas, dans ce pays bleu, qui semble inaccessible et inconsistant comme un rêve de poète, habitent les Naïlias, danseuses et courtisanes, — dames de beauté, dont le métier des plus lucra-

tifs est fort considéré et dont le costume et les ornements barbares symbolisent presque tout le pittoresque saharien. Ces dames de beauté, elles sont la parure et la consolation des petites villes et des postes lointains du Sud. Nos troupiers, en leur langage facétieux, appellent ces filles éclatantes des Ouled-Naïls : « alouettes naïves ». Pas si naïves que cela ! Ils le savent bien. Mais quoi ! C'est le moins qu'on plaisante qui vous plume... Ces « alouettes naïves » ont, paraît-il, colonisé un quartier de Chellala...

Nous y voici ! Une agglomération quelconque au pied d'une montagne noire, haute et nue comme une muraille. On a l'impression d'une limite ultime, d'une fin de monde. Alentour, à perte de vue, toujours ces grands espaces mornes et incolores. Je n'aurais rien à en dire, si je n'y avais reçu l'accueil le plus aimable et si je n'y avais vu un essaim bigarré de jeunes beautés. C'était à l'école franco-arabe, où l'on apprend à tisser des tapis aux jeunes filles et aux jeunes femmes de la ville et des environs. Un atelier qui ressemble à une volière de jeunes perruches : des robes de cotonnade rose, jaune, verte, de toutes les couleurs, avec des boucles de ceinture, des bracelets à cabochons, des colliers, des pendeloques. Leurs joues tatouées s'encadrent entre de grosses tresses, en forme de roues, sous des mouchoirs à franges. Elles tissent de fort beaux tapis, mais sous la surveillance de maîtresses françaises qui surveillent les écarts de leurs goûts et les maintiennent dans la prudente imitation des modèles anciens, sagement adaptés à l'esthétique européenne. Autrement, livrées à elles-mêmes, elles se laisseraient aller, me dit-on, à des inspirations fâcheuses, copiant pêle-mêle tout ce que la pacotille moderne peut mettre sous leurs yeux. D'ailleurs, elles n'ont pas l'air de se passionner follement pour leur travail. On m'assure qu'il faut user de pression pour les décider à venir à l'école. Les parents et les maris ne tiennent guère à ce que leurs filles ou leurs femmes travaillent. Ils n'ont pas grands besoins. Au temps des figues de Barbarie, ou des artichauts sauvages, le problème de la nourriture se simplifie pour eux. Ils disent : « Quand je veux un burnous, je le fais fabriquer par ma femme... et en voilà pour longtemps ! » Et puis il y a l'exemple contagieux des dames de beauté, dont le travail est si facile et si rémunérateur.

Les « alouettes naïves » font une concurrence trop inégale aux ateliers de tapis.

Et cependant on m'affirme qu'ailleurs ces tentatives donnent des résultats appréciables. Il y a lieu de s'en réjouir. Rien de plus louable que d'essayer de faire travailler la femme indigène, de développer en elle des instincts industrieux ou même artistiques. Cela permet aussi d'inscrire au budget de la colonie des traitements de monitrices, de directrices, d'inspectrices du travail féminin. Tout cela est bel et bon, mais peut-être un peu artificiel. De lui-même, l'indigène n'éprouve aucun besoin de ces belles choses. La vérité, tout au moins, c'est qu'ils ne savent plus exécuter ce que faisaient leurs pères, en copiant des modèles venus on ne se souvient plus d'où, — et qu'il faut leur rapprendre leurs anciens métiers. Pourquoi, au fait, les rapprendraient-ils, sinon par un dilettantisme esthétique qui ne leur est point naturel ? On leur apporte une camelote à bon marché, qui leur donne beaucoup moins de peine à acquérir et qui satisfait tous leurs goûts de luxe ou de magnificence.

Pour clôturer cette randonnée à travers les marches du Sud, je vais rendre visite à la zaouïa de Sidi Ben Azouz, qui est blottie dans la montagne, tout au fond de la steppe de Bougzoul.

Non point que cette zaouïa ait, en soi, quelque chose d'extraordinaire. Comme tous les établissements de ce genre, c'est une maison hospitalière qui tient du couvent et de l'école coranique et qui est aussi un lieu de pèlerinage, où l'on vient vénérer le tombeau du fondateur, pieux marabout, mort en odeur de sainteté. Celle-ci a pour elle d'être située dans un paysage extraordinaire, loin de toutes les voies fréquentées, au flanc des montagnes de Guelt-es-Stel.

Elle est très loin, beaucoup plus loin que je ne pensais, — et cette impression d'éloignement s'augmente par la monotonie de la route. Des terres plates à l'infini, tantôt couvertes d'alfa, tantôt pelées et crevassées, vastes étendues brunâtres où l'on n'aperçoit, pareilles à des éponges végétales, que les boules vertes du *betun* et, de loin en loin, un jujubier ou un pistachier au feuillage maigre et à l'écorce monstrueuse. On dirait des plaques de lèpre rongeant le sol corrodé... Et puis, à mesure

qu'on se rapproche des montagnes, le paysage devient de plus en plus étrange : ce sont les Monts de la Lune, avec leurs cratères éteints et leurs lacs taris, des monts tout noirs, qui semblent faits d'une matière cendreuse et friable et qui pourtant sont hérissés de choses aiguës et dures, d'aiguilles, de blocs erratiques, de toute espèce d'éboulis rocheux... De loin, on a l'illusion d'une stérilité absolue. Mais, en réalité, il y a là une végétation malingre, si brûlée par le soleil, si déchiquetée par les vents qu'elle se confond avec la pierraille, non moins enragée à vivre que les pierres à tout recouvrir...

Enfin, un minaret se détache sur le fond gris-noir de la paroi rocheuse qui barre tout l'horizon, puis des murailles, des corps de bâtiments : un balcon, une terrasse suspendue au bord de la montagne... Ce nid humain, ces bâtisses perdues dans ce désert pétré font ressortir davantage la sauvagerie et la solitude du lieu. Cela me rappelle les ermitages des moines grecs, véritables nids de guêpes accrochés aux flancs du Wadi-el-Kelt, ce long couloir montagneux qui, de Jérusalem, descend vers Jéricho... On est obligé de contourner la zaouïa pendant assez longtemps avant d'arriver au sommet de l'éperon où elle est campée. Quand nous y arrivons, le sirocco, qui, depuis le matin, menace, se déchaîne brusquement en tempête. Nous sommes assaillis par des rafales de sable, asphyxiés par une chaleur de four. Je dois fermer les yeux, et me cramponner aux murailles pour ne pas être aveuglé ou emporté. Ce vent africain est atroce et irrésistible. Je n'en avais plus idée. Pourtant je tiens bon, je m'obstine à lutter contre lui et, dans les courtes pauses de l'ouragan, du haut de la terrasse abrupte, j'entrevois l'immense plaine que je viens de parcourir d'un bout à l'autre : belvédère admirable, d'où l'on domine cent kilomètres de steppe, — vastes espaces à peu près plans, où le vent se déchaîne avec un bruit d'orchestre formidable, où les nappes ondulantes des champs d'alfa battent le pied des roches comme une mer démontée, tandis que, dans le lointain, des vagues de poussière explosent et que des fumées sulfureuses envahissent le ciel. A l'extrémité opposée de la steppe, les montagnes de Boghar ont disparu dans la furie des sables et les nuages de pluie qui s'avancent en lourds escadrons noirâtres. Et, devant cette nature hostile, ennemie de l'humain, à deux pas de cette zaouïa farouchement retranchée au milieu de ses murailles tran-

chantes, j'ai l'intuition brusque d'un Islam africain, anéanti dans la poussière, devant une Majesté tellement inaccessible, tellement éloignée de l'homme, que c'est à en crier de détresse...

Il faut bien donner au moins un regard à la mosquée, qui est une bâtisse quelconque, à la fois lourde et prétentieuse. Elle est l'œuvre, me dit-on, d'un maçon italien, un vague anarchiste qui se prétend converti à l'Islam et qui, pour ce motif, est employé par les indigènes, travaillant à sa guise et à ses heures et achetant ainsi le droit de vivre, par intermittence, d'une vie de paresse et de misère. Je m'incline avec respect devant le tombeau du marabout, qui occupe un angle de la mosquée et je passe de là dans « la bibliothèque », petite pièce nue comme un caveau, où il y a une petite armoire, laquelle renferme une centaine de volumes, commentaires du Coran, imprimés à Leipzig... Puis, à l'autre bout de la cour, dans un bâtiment séparé, par un escalier en colimaçon très raide, nous gagnons la salle des hôtes, où nous sommes reçus le plus correctement du monde par les trois fils du marabout. On m'avertit qu'ils sont de trois mères différentes. Aussi leurs types sont-ils fort dissemblables. Le cadet, drapé dans un burnous bleu de ciel, montre un très noble et très fin visage, tout empreint de spiritualité.

Sur une table européenne, au milieu des matelas qui encombrent cette pièce, nous buvons le thé à la menthe et nous écrasons entre nos doigts les lourds et savoureux gâteaux indigènes, mélanges de semoule, de dattes, d'amandes et de noisettes pilées. Tout en grignotant ces pâtisseries africaines, devant l'étroite fenêtre, d'où j'aperçois la plaine bouleversée par le sirocco, avec ses colonnes de poussière et de fumée, sa mer d'alfa houleuse, je crois me retrouver dans un caravansérail de l'ancien temps, en plein cœur de ce Sud, alors à peu près inviolé... Mais, au beau milieu de ma rêverie, on vient m'annoncer que l'automobile de « ces messieurs » m'attend. Ces messieurs, ce sont les trois fils du marabout... Je descends dans la cour. Un garage ouvert à deux battants expose à mes yeux une magnifique limousine déjà ronflante et prête à gagner le large. Une main de Fatma, en métal nickelé, trépide à l'avant du véhicule...

L'un de ces messieurs m'engage à monter : on n'est pas plus courtois. J'abandonne momentanément les hôtes qui m'ont amené, et nous voilà partis, à fond de train, à travers la plaine. Ce n'est pas du tout le désert que je m'étais figuré d'abord. Aux entours de la zaouïa, il y a des jardins, des vergers, avec des prises d'eau, des norias, des instruments de culture. Au loin, du côté de la voie ferrée, j'entends le sifflet d'un train... Je me rencogne sur mes coussins et, dans la somptueuse automobile des marabouts, je médite tristement. Où trouver la solitude, si elle est chassée d'ici? Hélas! des jours vont venir, où on ne pourra plus la trouver qu'en soi-même. Et pour la garder, pour défendre ce droit sacré, ce seront des luttes et des souffrances, auprès desquelles pâliront les supplices des anciens martyrs...

## LA GRENADE AFRICAINE

Me voici en route vers ce Maroc que je ne connais pas, à travers une région que je connais mal, cette Oranie que je n'ai jamais fait que parcourir en chemin de fer. Ici, plus de Villes d'or! On dirait que la civilisation romaine n'a pas franchi les confins de la Maurétanie césarienne. Pourtant les vestiges en sont bien plus abondants qu'on ne le croit. Ils ne sont pas rares, même en Tingitane : Volubilis le prouve. Mais ce sont les grands monuments qui manquent, les travaux d'art et de magnificence, comme à Timgad ou à Tébessa. De plus, le paysage est assez ingrat, du moins à partir d'Orléansville : une interminable plaine agricole ou pastorale, qui serait tout à fait désolante sans les beaux profils de montagnes qui s'aperçoivent ou qui se devinent à l'extrémité de l'horizon.

Ce qui me frappe aux abords de la voie ferrée, c'est la multiplication des « marabouts », ces blancs édicules surmontés d'une kouba qui abritent le mausolée ou le cénotaphe d'un pieux personnage. Autrefois, on en voyait un, de loin en loin. Aujourd'hui, il y en a de tout neufs qui surgissent tous les quatre ou cinq kilomètres : ce qui prouve non seulement que la foi musulmane est toujours vivace, mais que les indigènes se sont bien enrichis, puisqu'ils ont le moyen de prodiguer ces dévotes constructions. Et puis surtout ce qui me frappe, c'est la prospérité de ces grosses agglomérations rurales ou urbaines, qui s'ap-

pellent Perrégaux, Saint-Denis-du-Sig, Saint-Cyprien, Sainte-Barbe-du-Tlélat... Et cela va continuer ainsi jusqu'à Tlemcen. Assurément il n'y a rien là pour les amateurs de couleur locale, pour ceux qui conçoivent un pays d'Islam comme un carnaval perpétuel, ou un décor d'exposition universelle. Moi ce qui m'émerveille et ce qui m'émeut, c'est de retrouver la France dans ces villages africains, — les vignes et les chais de notre Midi, la petite église et le coq du clocher, la mairie, l'école, la place avec son abreuvoir et sa fontaine. Et quand je songe à ce qu'il a fallu de peine, de persévérance et d'intelligence pour créer tout cela, pour le faire durer et prospérer, je me fonds en reconnaissance et en admiration, — et j'envoie promener la pouillerie et le misérable clinquant du Bédouin ou du Maure, les haillons et les bijouteries de nègre qui font pâmer le touriste ignorant ou badaud. J'éprouve devant cette œuvre des nôtres une émotion que toutes les fantasias, ou toutes les mosquées du Moghreb ne m'ont jamais donnée...

La plupart de ces villages algériens portent des noms de France, noms de grands hommes, — militaires, écrivains ou savants. Je veux bien qu'on perpétue, en ces contrées, le souvenir des grands Africains : rien de plus naturel ni de plus juste. Et, par exemple, devant ce village vinicole, ces chais et ces vignes, je ne m'étonne nullement d'entendre crier le nom de Lamoricière : ce vieux soldat d'Afrique, c'est presque un enfant du pays. Mais que viennent faire, dans ce bled, Descartes, Taine ou Renan? Il y a tel cas où cela est tout à fait absurde et ridicule. La Maçonnerie a introduit partout ses grands hommes, dont la liste canonique a été réglée et arrêtée une fois pour toutes. De Dunkerque à Laghouat et à El-Goléah, on peut être assuré de tomber sur une avenue Gambetta et un boulevard Victor Hugo, sans préjudice de la rue Michelet, Edgard Quinet, Raspail, Blanqui, etc. A Médéa, nous nous sommes déjà promenés dans la rue Rabelais et la rue Étienne Dolet. A Oran ils ont une place de la Bastille : qui saura jamais pourquoi? C'est bien la peine de passer l'eau pour retrouver ici M. Homais...

Le paysage, qui devient de plus en plus montagneux et pittoresque, me fait oublier toutes ces platitudes. Nous nous rapprochons de l'Atlas. Nous voici en pleines montagnes. Partout

des cascades et des eaux jaillissantes. La montagne qui domine Tlemcen donne l'impression d'un énorme château d'eau. Et puis, au sortir des tunnels, un vaste cirque se déploie, d'un caractère très africain : dunes, pitons, mamelons sablonneux. Et tout de suite, au milieu de cette nature aride, l'oasis de Tlemcen avec ses verdures, ses arbres du Nord, ses peupliers géants. Ce pays est très vert et très arrosé : j'apprends dans mon guide que Tlemcen veut dire « poches d'eau ». Aussi les gens d'Alger et d'Oran y viennent-ils villégiaturer pendant la saison chaude.

J'ajoute d'ailleurs, que le premier aspect est des plus séduisants et même que cela ne manque pas d'une certaine grandeur de style. Du jardin de l'hôtel où je suis descendu aux portes de la ville, je regarde et j'ai l'illusion d'avoir sous les yeux une Grenade africaine. Derrière leur ceinture de platanes, ces remparts crénelés et ces tours du temps des Almoravides, n'est-ce pas l'Alhambra, au milieu des ormes et des eaux murmurantes de son alameda? Et, là-bas, cette tache blanche parmi les pins, ce minaret, cette coupole et ces terrasses, n'est-ce point le Généralife étagé au-dessus de l'Alhambra?... Ou bien est-ce l'enceinte moyenâgeuse de Tlemcen et la mosquée de Sidi-Bou-Médine, flanquée de sa médersa?... Dans ce jardin où je suis, l'illusion est tellement attirante que je m'y abandonne. Entre leurs rangées de cyprès et leurs carrés de roses, voici l'étroit canal tapissé de faïences bleuâtres, le bassin et le jet d'eau grenadins, le kiosque avec ses colonnettes et ses arcatures légères, et tout au fond de l'horizon, par-dessus les blancheurs de Sidi-Bou-Médine, les pentes neigeuses de la Sierra-Nevada...

Je sais bien qu'il ne faut pas mêler ses impressions de voyage. Mais je ne veux pas mêler, je veux seulement rapprocher et mettre ceci bien en lumière : si Grenade a conservé une empreinte mauresque indélébile, Tlemcen a un caractère espagnol qui saisit tout de suite. On devine que ce sont les mêmes gens qui, ici et là, ont élevé ces architectures...

Ce beau paysage de montagnes, avec ses massifs de verdure et ses eaux courantes, m'enchante si bien que je ne demande plus autre chose. A présent, Tlemcen peut bien être quelconque : je me tiens pour satisfait. Mais elle n'est pas du tout quelconque, il s'en faut de beaucoup...

Avouons d'abord que les Français l'ont fort mutilée. Il en a été pour Tlemcen comme pour Alger. Les mêmes nécessités, au temps de la conquête, ont pesé sur l'armée d'occupation. Essayons de nous mettre à la place de ces militaires campés dans un pays peu sûr. Avant de faire de l'esthétique, il fallait défendre sa peau. Ils se sont installés, comme ils ont pu, à l'abri des vieux remparts turcs. Ajoutons d'ailleurs, à leur décharge, que les indigènes eussent encore plus abîmé la ville que nous ne l'avons fait. Nous, du moins, nous avons sauvé tout ce qui en valait la peine, nous avons conservé les vieux murs et les vieux logis de la citadelle, qui s'appelle, ici, le *Méchouar*, comme au Maroc, — nous avons restauré les plus belles mosquées. Sans nous, tout serait en ruines, aujourd'hui, — ou remplacé par d'affreuses bâtisses modernes, des bousillages de maçon italien ou espagnol.

Prenons donc Tlemcen telle qu'elle se présente, sans vains regrets rétrospectifs. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elle a beaucoup de caractère. Tlemcen est déjà une vieille ville coloniale. Elle aura bientôt cent ans : ce qui est un bel âge pour une ville algérienne. Avec ses fontaines, ses admirables platanes, ses cafés aux terrasses encombrées et débordantes, elle rappelle certaines vieilles localités provençales. On se croirait à Gardanne, à Vence, ou à Fréjus, voir même à Aix, sur le Cours, à l'heure de l'apéritif. Cela est surtout sensible aux environs du Méchouar, où il y a de beaux ombrages, des vasques d'eaux murmurantes et de vieux remparts turcs, qui évoquent le castel féodal dans ces petites villes de Provence. Mais ce n'est qu'une rapide impression bientôt contredite par l'aspect marocain de Tlemcen et aussi par certaines réminiscences espagnoles. La coiffure des femmes, en particulier, ce long voile blanc qui se dresse au sommet du chignon, sur la pointe d'une ou de deux grandes aiguilles, fait songer à la mantille des Andalouses drapée sur le haut peigne d'écaille...

L'Espagne est encore très discernable ici. Elle y a régné assez longtemps par ses Califes musulmans et, pendant les premières années du XVI^e^ siècle, elle imposa sa suzeraineté à Tlemcen, qui dépendit, pendant quelque temps, des gouverneurs espagnols d'Oran. On a cru même y retrouver l'épitaphe de Boabdil, le roi détrôné de Grenade. En tout cas, étant donné les rapports constants qui existèrent entre les deux pays, tant

que dura, en Espagne, la domination musulmane, il est infiniment probable que l'influence de Grenade et de Cordoue fut profonde sur toute cette partie du Moghreb, très inférieur en civilisation, — et que la plupart des monuments remarquables en cette région ont été construits par des Andalous islamisés ou renégats.

A Tlemcen commencent les belles mosquées et les beaux minarets. Ici, comme dans tout le Maroc, ces minarets ont un caractère monumental. Ils sont très nombreux à Tlemcen, qui est bien une ville-musée, une chose vraiment unique dans toute l'Algérie. D'un bout à l'autre de l'enceinte, et même à l'extérieur, les mosquées et les minarets foisonnent, — sans parler de Bou-Médine et du grand minaret de Mansoura, qui est le plus haut de tous.

L'avouerai-je? Ces gros blocs de maçonnerie, souvent trapus et lourds, me séduisent médiocrement. Même les plus élancés ont quelque chose de mastoc, que les lanternes les plus élégantes n'atténuent point, et je suis toujours surpris de leur pauvreté ornementale. Peu ou point d'invention. Ce sont éternellement les mêmes motifs : stucages, arabesques, revêtements de faïences émaillées, arcatures ou losanges en relief, coupés de petites fenêtres. La seule différence consiste dans les dimensions, les proportions plus ou moins heureuses, la richesse plus ou moins grande de la décoration. Pareillement pour les mosquées, avec leurs mihrabs, leurs gros piliers, leurs arcs en fer à cheval, leurs cours des ablutions et leurs annexes : c'est toujours la même chose. Rien de la variété architecturale ou sculpturale qui distingue si profondément nos cathédrales les unes des autres, qui donne à chacune sa physionomie propre et inoubliable. Mais à quoi bon se mettre en frais? Dans un pays comme celui-ci, sous ce beau ciel, avec des surfaces blanches rehaussées de faïences peintes, des pavés de marbre (le marbre est commun en Algérie), des vasques, des bassins entourés d'azulejos, et, çà et là, un arbuste ou une plante grimpante, on est toujours sûr de faire un ensemble joyeux, agréable à l'œil, quelquefois charmant...

Ce qui m'a le plus charmé à Tlemcen, ce sont les stucages du mihrab dans l'ancienne mosquée de Sidi Bel-Hassen, dont on a fait un musée d'art indigène. Là, en dépit de toutes mes préventions, l'arabesque de plâtre s'est imposée à moi comme une

véritable œuvre d'art. J'en avais vu d'autres échantillons en Espagne, à Alcala de Henarès, à Cordoue, à Séville, à Tolède, mais si retouchées, si refaites, que je n'osais pas me livrer franchement à mon admiration. Ici, on peut être sûr qu'on est devant un chef-d'œuvre authentique du genre. Ce sont des morceaux de dentelles et de guipures appliqués contre des murs nus. Je n'aurai pas l'impertinence de recourir aux comparaisons dont se sert Théophile Gautier pour exprimer son émoi devant les plâtres de l'Alhambra : « Les truelles à poisson, dit-il, les broderies de papier frappées à l'emporte-pièce, dont les confiseurs couvrent leurs dragées, peuvent seules en donner une idée... » Il y a bien quelque chose de cela. Mais cela ne va pas sans une certaine banalité, tandis que ces antiques arabesques de Tlemcen ont une distinction, une fraîcheur de nouveauté et d'invention, enfin un caractère d'art que j'ai rencontré rarement ailleurs. Autant que l'art du brodeur peut être du grand art, c'est réellement admirable. Ce léger tissu, ajouré et fleuri des plus invraisemblables complications linéaires, encadre la niche à stalactites et l'arc en fer à cheval du mihrab, lequel repose sur de sveltes colonnes d'onyx. Au-dessus, trois petites fenêtres en plein-cintre, également stuquées et fleuries d'arabesques, laissent passer un demi-jour mystérieux et voluptueux à travers les lentilles de verre polychromes qui y sont enchâssées. Ces petits vitraux d'Orient, qu'on retrouve à peu près les mêmes dans tous les pays d'Islam, ne sont pas grand chose en eux-mêmes : quelques morceaux de verroterie transfigurés par la vive lumière du dehors et noyés dans les blancheurs du stuc, comme des fleurs lumineuses dans une coupe de lait, il n'en faut pas davantage pour créer un enchantement et ouvrir une porte de rêve dans la pénombre lourde des mosquées et des alcôves musulmanes.

A Sidi Bel-Hassen les broderies blanches des arabesques se détachent sur un fond de couleurs évanescentes : des roses, des bleus pâles, d'une extrême délicatesse. L'effet est on ne peut plus joli. Je me demande si, à l'état neuf, ces colorations étaient aussi discrètes. On m'assure que, primitivement, il en était ainsi et que les décorateurs maugrebins avaient un goût parfait. Je le veux bien, mais je songe à l'amour des méridionaux quels qu'ils soient, — aussi bien les anciens Égyptiens que les anciens Hellènes, aussi bien les peintres de nos cathédrales que

ceux des mosquées, — pour les couleurs violentes. Et ce qui semble me donner raison, c'est qu'à la grande mosquée des Coulouglis, les stucages du mihrab, qui sont charmants aussi, quoique d'une moindre distinction, s'enlèvent sur des fonds beaucoup plus crus. Mais il n'y a pas à chicaner. On a beau se dire que tout cela n'est que du plâtras : comme décoration, c'est d'une richesse éblouissante, — et, il faut bien en revenir à ce mot, car il n'y en a pas d'autre, — d'un charme aussi prenant qu'inexplicable. L'écueil du genre est la monotonie, cette monotonie qui fait qu'ayant vu une de ces arabesques, on n'a pas grande envie d'en voir d'autres. Ces travaux d'abeille exécutés par de très patients et très habiles artisans semblent se répéter à l'infini, d'une manière en quelque sorte mécanique.

Et pourtant cela n'est pas exact. Pour peu qu'on y regarde de près, on constate une très grande variété, une complication extraordinaire dans ces bizarres entrelacs qui ressemblent à des écheveaux embrouillés, — un prodigieux effort d'invention dans l'irréel et, avec cela, une discipline méticuleuse, presque mathématique de la fantaisie. Mais, pour nous autres Européens, cette variété se noie dans une identique apparence de fouillis et de difficulté vaincue. Cela amuse l'œil, un instant, ou le repose. Mais cela ne dit rien à l'esprit, c'est complètement hors de la vie. Je sais bien que, dans ces arabesques, il y a des inscriptions, que les érudits peuvent s'amuser à déchiffrer, mais qui, pour nous profanes, sont lettres closes. Cela nous gêne même un peu, comme le vain bruit d'une langue étrangère autour de nous...

Après les arabesques des mosquées, l'autre chose que j'ai vraiment admirée, à Tlemcen, c'est le parfait ensemble que forment le mausolée, la mosquée et la médersa de Sidi Bou-Médine. Les stucs et les azulejos y sont presque aussi beaux que dans les grands sanctuaires tlemcéniens. Mais il s'en dégage un charme réellement à part : d'abord cette jolie route montante qui y conduit, entre des haies d'aubépine et de glycine en fleurs, cette route qui passe devant un antique cimetière musulman, dont on entrevoit les stèles peintes de dorures et de couleurs vives, les kiosques couverts de tuiles vertes émaillées, entre les cyprès et les cactus de la clôture, — et qui aboutit

enfin à ce petit village aérien, aux terrasses et aux coupoles blanches, perdues dans la verdure. Et puis les dimensions à la fois monumentales et gracieusement restreintes des édifices : ce mausolée de Sidi Bou-Médine, le saint personnage que l'on vénère ici, ce tombeau, dont l'entrée avec son auvent de bois, sa lanterne, ses revêtements de faïences aux tons harmonieux et chauds, évoque l'idée d'un bain maure particulièrement somptueux, — ce logis funéraire où l'on descend par un étroit escalier très raide et très glissant sous son dallage de carreaux émaillés et fleuris, — avec ses petits réduits mystérieux, à droite et à gauche de la descente, enfin, la crypte, très étroite aussi et très obscure, où l'on distingue, parmi des cierges, des lustres et des œufs d'autruche suspendus, le catafalque du pieux marabout, enseveli sous un amas d'étoffes précieuses, de vieilles soies brodées et chamarrées d'or...

Cette maison du mort, elle semble puérile et amusante comme une maison de poupée, où l'on va faire la dînette sur de moelleux coussins de cuir ou de velours, ou bien s'émerveiller à tourner les feuillets de vélin d'un antique manuscrit aux calligraphies admirables et aux enluminures éclatantes comme un ciel de vitrail. Pour éprouver là une grande émotion, il faudrait avoir la foi du pèlerin musulman, sa vénération pour le marabout qui repose ici, sous ces dorures et ces broderies amoncelées, ce Sidi Bou-Médine dont je voudrais me faire une image aussi ressemblante que possible au vivant qu'il fut. Mais il est tout transfiguré par la légende. Les quelques données positives que nous ayons sur lui suggèrent plutôt l'idée d'un aimable épicurien que d'un ascète. C'était d'ailleurs un Espagnol, — non un Africain, — fort suspect d'hérésie, au point que le sultan du Maroc dut le mander à Fez pour s'expliquer devant les ulémas. Sidi Bou-Médine qui, alors, habitait Bougie, se mit donc en route vers la capitale du Moghreb et, chemin faisant, il s'arrêta, pour camper, sur ces hauteurs voisines de Tlemcen. Séduit par la beauté et la fraîcheur du lieu, il se serait écrié : « Quel délicieux endroit pour y dormir son dernier sommeil ! » Le soir même il y mourait, par une grâce spéciale et non équivoque d'Allah très clément et très miséricordieux...

C'est poursuivi par le souvenir de ce vœu plus profane et plus voluptueux que dévot, que je pénètre dans la mosquée propre-

ment dite, dont le porche monumental se déploie juste en face du petit mausolée lambrissé de faïences. Avec son bel escalier de marbre, ses panneaux et ses bandeaux de mosaïques, ses stucages, sa cour des ablutions, sa salle de prière, — avec sa vasque et son jet d'eau, ses nattes, ses lampes de cuivre ciselées, ses arcades surbaissées et ses coins d'ombre, elle me donne encore une fois l'impression d'un mystérieux retrait plus fait pour l'amour que pour la prière. On y ressent un peu de ce charme étrange et inexplicable, mais incontestable aussi, qui s'attache à certaines choses et à certains lieux que l'Islam a marqués de son empreinte : survivance probable du vieux paganisme en ces terres de volupté. Mais on n'a pas le temps de s'abandonner à ce charme. Il faut passer très vite dans ces lieux sacrés : il y a toujours là des dévots en oraison ou en lecture. On a peur de troubler une méditation, de blesser la foi d'une âme religieuse.

Je passe donc rapidement, avec le regret de ne pouvoir m'arrêter et me recueillir dans cette pénombre si propice au rêve et à l'oraison, sous les lampes ciselées et les joailleries lumineuses des vitraux.

Après cela, je n'aurai pas le courage de rien décrire de la médersa voisine, école de théologie adossée à la mosquée, comme autrefois, chez nous, les universités ou les écoles de clercs adossées aux églises et aux cathédrales. Non, je n'ose plus parler de cette médersa, ni de sa cour aux ablutions, ni de ses cellules d'étudiants, ni de sa salle de prière, ni de son mihrab, ni de ses stucages à demi effacés : ce sont les éternelles redites de l'architecture religieuse musulmane. De nouveau, je songe à nos cathédrales, si variées en leur décoration et même en leur plan et dont pas une ne se ressemble. Mais à quoi bon comparer des choses si complètement inconciliables?... Jouissons plutôt du merveilleux spectacle qui s'offre à nous sur le palier de la médersa, véritable terrasse d'où l'on domine d'immenses étendues de pays. A peine y sommes-nous en contemplation que l'imam de la mosquée vient nous offrir une rose quelque peu défraîchie par le sirocco et qu'il a cueillie je ne sais où. Mais peu importe la fleur ; c'est le geste qui est aimable et gracieux, qui s'accorde subtilement avec l'image que je me fais de Sidi Bou-Médine, ce savant marabout, mystique et voluptueux, qui voulut mourir devant un beau paysage...

Ce paysage est vraiment très beau : devant nous, à perte de vue, le vaste cirque de montagnes, qui environne Tlemcen et, plus près du regard, la *vega*, ceinture de jardins, de vergers et de champs cultivés autour de la ville, toute une zone fertile, sillonnée d'eaux vives, où foisonnent les arbres fruitiers, les cerisiers principalement, qui donnent de petites cerises dures comme des balles. Les Anglais en sont, paraît-il, très friands. On en exporte en Angleterre de quoi fabriquer une foule de *cherrys* nationaux. Au milieu de ces arbres, les murailles crénelées du méchouar et les minarets des petites mosquées suburbaines, avec leurs nids de cigognes émergeant des verdures. Dans les extrêmes lointains, à travers une déchirure des montagnes, la mer, à peine distincte du ciel, s'entrevoit... La chose merveilleuse, c'est cette immensité embrassée d'un coup d'œil et aussi la divine symphonie de nuances des crépuscules africains. Ici, sur ces hauteurs, où Sidi Bou-Médine, le mystique voyageur, souhaita de dormir son dernier sommeil, on a le paradis, au moins deux fois par jour. En cette minute, des voiles lilas et roses adoucissent les verts déjà brûlés des terrains les plus proches, tandis que des vapeurs mauves, des reflets d'améthyste baignent les durs contours des pitons et des cônes étagés aux arrière-plans de l'horizon. Et puis tout s'éteint sous les cendres bleues du crépuscule, où triomphe seul, dans un morceau de ciel invraisemblablement pur, le croissant de Tanit...

Autour de Tlemcen, il y a toute une banlieue peuplée de souvenirs et encombrée de ruines islamiques. A quelque cent mètres des portes, sur la route de Fez, Mansoura, la ville morte des Mérinides, déploie des kilomètres de remparts crénelés, que domine le plus haut et le plus fastueux minaret de toute la région. De loin, en longeant ces remparts au profil romain ou byzantin, qui ont pris une belle couleur vermeille, je songe aux ruines antiques et aux villes fortifiées de la Numidie et de la Proconsulaire, — et j'ai l'illusion de contempler la dernière Ville d'or.

Mais ce n'est qu'une illusion. Il n'y a rien derrière ces interminables remparts, aucun débris monumental, sauf, à de grandes distances, ceux de la mosquée attenant au minaret et

ceux d'une vaste construction qui s'appelle le « Palais de la victoire », le tout dans un tel état de destruction que mieux vaudrait l'anéantissement total. Les remparts eux-mêmes, percés d'une multitude de trous, qui ont l'air de barbacanes pour les archers, ces remparts n'ont même pas pour eux la beauté de la matière : ils sont en pisé, il est vrai d'un pisé tellement dur et résistant qu'il a, comme la pierre, défié les siècles. C'est une assez monotone promenade que de longer pendant des kilomètres ces murailles toutes pareilles et qui semblent faites au moule, mais qui n'en constituaient pas moins un formidable appareil de défense. Les historiens nous disent que Mansoura fut construite sur l'emplacement du camp qu'occupait le sultan mérinide de Fez, lorsqu'il assiégea Tlemcen : siège qui dura huit ans. Une autre ville neuve s'amplifia avec les années, — comme nous l'allons voir au Maroc, — de façon à servir de refuge, en cas d'alerte ou d'attaque brusquée, aux populations avoisinantes, de sorte que Mansoura était moins une ville qu'un vaste camp retranché : de là la rareté des ruines dans ces immenses périmètres fortifiés.

Cela donne une triste idée de la sécurité qui régnait en ces pays sous la domination arabe. A tout instant, il fallait s'aller réfugier avec armes et bagages, avec le bétail, les provisions et les instruments de labour, derrière les murailles en pisé du Sultan. Ce seul détail nous avertit du changement qui s'était produit depuis l'arrivée des nouveaux maîtres. Les citadelles romaines étaient de dimensions restreintes, — juste le nécessaire pour les besoins et la défense d'une petite garnison. Les camps fortifiés des Arabes englobaient de véritables contrées. La paix d'autrefois, — la *pax romana*, — n'était même plus un souvenir...

LOUIS BERTRAND.

*(A suivre.)*

# LES BOUCHES CLOSES

TROISIÈME PARTIE (1)

## VIII

— Si mon capitaine veut bien attendre quelques minutes... Le colonel achève de s'habiller.

Le jour glissait dans l'ombre. Le valet de chambre alluma deux lampes et disparut sur la pointe des pieds. André resta figé au milieu du salon, la tête en feu, un martèlement aux tempes. Comme un naufragé à bout de forces, il était venu pour appeler à l'aide.

Depuis deux jours, il perdait pied. Comment réagir, à quel espoir se raccrocher quand chaque tentative échoue, quand chaque effort se brise, comme ces verreries de luxe qui se volatilisent au moindre contact? En vain avait-il cherché autour de lui. Cet emprunt urgent, nécessaire, qui le lui consentirait? Des visages avaient passé dans son esprit, des noms s'étaient précisés, mais il avait dû les écarter l'un après l'autre. De celui-ci il appréhendait le coup d'œil étonné, le sourire narquois, suivis d'un « impossible, mon cher », enveloppé de fleurs. De cet autre au cœur sûr, tout prêt à ouvrir sa bourse, il se refusait à envisager les privations, la gêne, conséquences inévitables de la somme prêtée. Seul Feugères, l'ami fidèle, avait un moment retenu son attention, mais Feugères ne disposait pas de sa fortune. Ses parents, fort riches et qu'il adorait, lui versaient une pension relativement modeste que

*Copyright by* Marcel Dupont, 1928.

(1) Voyez la *Revue* des 15 août et 1er septembre.

son train de vie absorbait en entier. André avait dû renoncer à ce seul espoir. Pas une porte où frapper.

Or, le temps pressait. Le médecin-major Gaulay, l'avant-veille, avait déclaré que l'enfant pouvait supporter le voyage et que le départ s'imposait. Lucienne n'avait rien dit. Elle n'avait demandé à son mari aucun compte de ses démarches, mais à chaque instant son regard chargé de reproches se posait sur le sien. Ah! que ce silence était cruel! Il poursuivait André comme une malédiction et, pour y échapper, il eût donné sa vie. D'heure en heure, il sentait s'accroître son besoin d'en finir. Mais comment? Toutes les recherches de Lebouq avaient échoué et il en arrivait à douter de les voir jamais aboutir.

Alors il se sentait enserré par des ennemis invisibles qui ligotaient sa volonté, usaient sa résistance. Petit à petit leurs forces liguées l'entraînaient, malgré sa révolte, vers la solution proposée par Lucienne. Entre deux devoirs, le plus impérieux n'était-il pas le bonheur et le salut des siens? En vérité, c'était choisir le chemin semé d'épines. Il l'avait accepté ce jour-là.

Cependant, avant de prononcer le mot définitif, il avait senti la nécessité d'un conseil, d'un appui, voire d'un encouragement. Seul, il se sentait trop faible pour franchir le pas. Et il venait les demander à son colonel.

Au regard du commun, Château-Chabas pouvait passer pour un personnage falot, saturé de préjugés, obstiné dans son aveuglement. Mais sous un aspect désuet et parfois presque risible, il cachait une grande jeunesse de cœur, des idées chevaleresques et un amour de la droiture poussé jusqu'à l'idée fixe. La plupart de ses officiers ne s'y trompaient pas.

Au fond du salon une porte s'ouvrit. Dans le rectangle lumineux la silhouette étonnamment jeune du colonel s'encadra. Il était en smoking, prêt à aller dîner en ville. Son visage offrait un aspect comique. Il était très long, fripé, égayé d'un inséparable monocle et coupé de longues moustaches à la gauloise, mais il souriait de toutes ses rides, donnant la sensation d'une bonté naïve et sans apprêt.

Château-Chabas tendit sa main d'un geste vif :

— Bonsoir, Geslain. Entrez...

Sans lâcher la main du capitaine, il entraînait celui-ci dans son bureau.

— Et mettez-vous là.

Il le força à s'asseoir dans un grand fauteuil de cuir, puis alla fermer la porte. Le cabinet de travail du colonel de Château-Chabas était vaste, confortable. Les murs étaient tapissés d'aquarelles sportives et de photographies alternant avec des armes anciennes et des trophées de chasse; un des panneaux disparaissait sous les flots de rubans, souvenirs d'innombrables succès hippiques, accrochés en rangs serrés avec, au-dessus de chacun d'eux, une date et le nom du prix remporté.

— Une cigarette?

André refusa. En vérité, l'instant lui semblait trop solennel pour distraire aucune parcelle de sa lucidité. Château-Chabas n'insista pas, prit lui-même une cigarette dans le coffret, l'alluma, puis, toujours debout et fixant l'officier de ses petits yeux gris pâle :

— Alors? fit-il.

André répondit d'une voix qu'il s'efforçait de rendre ferme :

— Mon colonel, je suis sur le point de prendre une décision d'une gravité exceptionnelle. Avant de donner le coup de hache qui séparera ma vie en deux, j'ai voulu, mon colonel, chercher auprès de vous un conseil et au besoin une aide.

Château-Chabas leva les sourcils. Le ton tragique d'André l'étonnait.

— Allons, dit-il avec bonhomie, parlez, mon ami. Un colonel est un confesseur. Je vous guiderai de mon mieux et quoi qu'il arrive tout ce qui sera dit ici restera mon secret.

Alors André parla. L'entière possession de soi lui était revenue : il exposa son angoisse avec une clarté et une simplicité pathétiques. Il sut dépeindre en traits exacts les difficultés qui l'accablaient, la maladie de son enfant, le conflit surgi entre sa femme et lui. De la proposition de Fauvarques il ne soufla pas mot : s'il se décidait à chercher un nouvel emploi de ses facultés, ce ne serait pas chez l'ennemi. Mais il ne cacha pas la seule issue qu'il envisageait à cette situation : son départ de l'armée. Il s'agissait de sauver son bonheur. Son colonel l'approuvait-il?

Château-Chabas l'avait écouté sans l'interrompre et sans que son visage laissât deviner ses impressions successives. Ce fut à peine si deux ou trois fois quelques rides plissèrent son front.

Quand André se tut, le colonel laissa tomber son monocle

qui heurta un bouton de son gilet d'un petit choc cristallin. Il fit quelques pas, tête basse, puis se plantant de nouveau devant l'officier, les jambes écartées, il rajusta son monocle, croisa ses mains derrière son dos et dit presque bas :

— Ce que vous venez de me dire me bouleverse, Geslain.

Sa voix était devenue étrangère, lointaine. On y percevait tant de tristesse, tant de regret qu'André, gagné par l'émotion, dut refouler un sanglot. Jamais il n'avait ressenti avec cette intensité le lien qui unit deux soldats accoutumés à servir côte à côte et le déchirement de leur séparation. Il se dressa d'un bond.

— Mon colonel!... s'écria-t-il.

Et puis il ne sut plus que dire et dut obéir à Château-Chabas qui, avec douceur, le forçait à se rasseoir.

— Excusez-moi, Geslain, je suis une vieille bête. Comment ai-je pu flancher ainsi, à un moment où la froide raison seule est de mise? Que voulez-vous? Depuis huit ans que je commande le régiment, il est devenu comme la chair de ma chair. Qui le frappe me frappe. Chaque officier, chaque troupier fait partie de ma famille. Mais voyez-vous, Geslain, il est rare qu'un père aime ses enfants d'un amour strictement égal. Il y a toujours les privilégiés...

Il hocha la tête et, dans son trouble, secoua la cendre de sa cigarette sur le tapis. Puis il poursuivit :

— Il en est que je chéris plus étroitement parce que je les sens mieux de ma race. Ils sont, ceux-là, les poutres maîtresses de l'édifice. Retirez-en une et la charpente oscille. Un Geslain, cela ne se remplace plus de nos jours. Et voilà que, sans crier gare, vous m'annoncez votre départ!

André essaya en vain de protester. Château-Chabas ne lui en laissa pas le temps :

— Ta, ta, ta, ta... Vous venez faire appel à moi, je vous dois mon avis sans détour. Ah! Geslain, à des moments pareils, comme nous sentons bien les deux êtres qui coexistent en nous! Le soldat n'y est jamais seul ; il est doublé par un homme et cet homme est semblable à tous ceux qui composent l'immense troupeau humain. Il en a les tendresses et les faiblesses. Sous l'uniforme nous oublions notre double, mais vienne une de ces crises où le cœur est atteint, l'armure s'écroule et nous nous trouvons sans défense devant un cri de souffrance. C'est au

colonel que vous vous adressez, mais c'est l'ami qui vous répond. Geslain, en conscience, si vous voyez la possibilité d'améliorer le sort des vôtres hors du métier militaire, n'hésitez pas... Allez-vous en.

— Non, dit André d'une voix sourde, non, mon colonel, c'est au chef que je m'adresse, à lui seul, car lui seul a le droit et le pouvoir de dissiper le doute qui me dévore. Mon colonel, un tel départ dans les circonstances actuelles... n'est-ce pas une désertion?

Château-Chabas baissa la tête.

— Vous me désespérez, fit-il.

Ils se turent. A la même seconde l'un et l'autre se sentaient entraînés par une force supérieure à leur volonté, comme le cheval rétif est emporté dans la charge du peloton. Ils n'avaient pas en vain, durant des années, plié leur corps aux durs travaux guerriers, obéi aux mêmes serments, élevé leur âme vers le même idéal et respiré le même parfum de gloire et de misère. Ils étaient rivés à la même chaîne.

Château-Chabas se redressa.

— Votre colonel !... le colonel... Comment voulez-vous que le colonel vous conseille d'abandonner le régiment? Vous seriez un officier comme tant d'autres, je l'aurais pu... à la rigueur. Mais, vous, Geslain?... Ce serait pour le 32e dragons une perte irréparable.

Avec un soupir il répéta :

— Irréparable !...

Puis, après un instant de silence, il ajouta :

— Vous le savez, mon ami, cette parole dans ma bouche est désintéressée, puisque dans deux mois je ne serai plus à votre tête. Nous partirions à la même heure, ou presque, mais je ne pense pas à moi, je pense au régiment...

Au régiment! Il eût dit ma femme, mon père, mon fils que le mot n'eût pas vibré à leurs oreilles avec plus de douceur. Dans le pâle regard de Château-Chabas une étincelle s'alluma soudain.

— Attention, Geslain ! Nous sommes dans la position d'une troupe rangée en bataille dans la nuit et menacée de tous côtés. D'où viendra le coup mortel? Nous n'en savons rien et, dans le doute, nous n'avons qu'une chance de salut : serrer les rangs.

André laissa tomber sa tête dans ses mains.

— Mon Dieu ! mon Dieu ! gémit-il.

Mais Château-Chabas ne semblait plus le voir ni l'entendre. Il poursuivit d'une voix ardente :

— On nous harcèle de toutes parts et toute flèche est bonne contre nous : désarmement, détresse financière, paix à tout prix, démocratie... leur sale démocratie ! Autant de fétiches invoqués, adorés... Et c'est au nom de ces dieux de bois qu'on nous attache au poteau, qu'on nous tire le sang, tantôt ici, tantôt là. Quand il ne restera que la peau et les os, on jettera à la voirie ces restes inutiles. Seule notre volonté de vivre nous a préservés jusqu'ici. Elle diminue chaque jour. L'armée se meurt, mais il y a encore de l'espoir tant que son âme palpite. Sauvons-la. Peut-être, avant la fin, s'apercevront-ils de leur démence ; peut-être quelque réveil sanglant leur ouvrira-t-il les yeux. Mais pour cela il faut durer. Et chaque fois qu'un officier comme vous renonce, notre force de résistance diminue. Voilà ce que le colonel est obligé de vous dire, Geslain, puisque vous refusez d'écouter l'ami.

André se leva et dit :

— Mon colonel, ces paroles que vous venez de prononcer... je les avais déjà entendues. Ma conscience de soldat me les avait dictées, mais les soucis mortels dont je suis assailli me les voilaient comme un nuage. Vous venez de balayer ce nuage. Je reste.

— Mon ami, mon cher ami...

Le vieux colonel avait saisi le capitaine à pleins bras et l'étreignait. Puis lui prenant la main, la serrant avec force :

— Je vous retrouve, dit-il. Courage. Regardez haut et loin. Il n'est pas possible que vous n'arriviez pas à sortir de cette mauvaise passe. Je puis d'ailleurs vous confier un secret. Vous allez être proposé pour le tableau avec le numéro 1 de la division. J'ai la promesse écrite du général. Vous serez chef d'escadrons dans huit mois. Voilà une amélioration qui ne sera pas à dédaigner.

— Mon parti était pris sans cela. Il y a danger. Je reste.

— Cher, cher Geslain...

Ils s'étreignirent encore. Comme André se retirait, Château-Chabas le rappela.

— J'oubliais... On vient de me communiquer un ordre de la Place. Merlin, des batteries à cheval, est sérieusement

malade. Vous le remplacerez au conseil de guerre du 18, celui où sera jugé ce misérable fantassin qui abandonna son poste. Triste devoir, mais devoir tout de même. Là encore, vous serez à votre place.

— Bien, mon colonel.

André sortit, gagna la rue.

La nuit était venue. Dans la ville où rôdait une mauvaise fièvre, les passants étaient rares et parlaient bas. L'officier ne les voyait pas, il se sentait l'âme légère; le calme, la fierté, le soulevaient de leur souffle. Comment avait-il pu songer à renier son idéal? Grâce au ciel, la route était déblayée, droite. Il ne la quitterait plus.

## IX

A l'heure même où André, sous le regard attendri du vieux Château-Chabas, renouvelait son serment à la carrière des armes, Lucienne frappait à la porte de Fauvarques.

Fauvarques lui avait dit : « Chaque jour où vous viendrez ici, je vous attendrai dans mon bureau, après votre leçon. Vous avez besoin d'un guide; je veux être ce guide pour votre bien et pour celui des vôtres. Un jour votre mari me remerciera de ce que j'aurai fait pour lui, malgré lui. »

Cela fut dit le lendemain de la manifestation à la salle Ferrer. Lucienne, d'abord cabrée, n'avait pas dit non cependant. Elle ne s'illusionnait pourtant pas : cette joie, cette exaltation de Fauvarques à son approche avaient quelque chose de trouble. D'où venaient donc le soulagement et l'apaisement qu'elle éprouvait à l'issue de leurs entrevues et l'impression de sécurité qu'elle ressentait à constater chaque fois l'accroissement de son pouvoir sur lui? Dans le désarroi de son âme, elle s'était souvent posé ces questions sans y trouver de réponses précises. Mais, forte de sa confiance en elle-même, elle décida d'accepter. Seul cet homme pouvait l'arracher à l'enlisement de son bonheur.

Le premier soir toutefois, au moment de pénétrer dans le cabinet de Fauvarques, elle fut sur le point de renoncer et de fuir. Elle était oppressée comme sous le poids d'une faute et pourtant elle se refusait à se juger coupable. Sa raison l'absolvait, au moment même où son instinct lui donnait l'appréhen-

sion d'un péril. Huit années de vie conjugale illuminées d'amour l'avaient marquée de leur empreinte et lui avaient donné le goût de la netteté. Ici, elle le discernait clairement, cette netteté n'existait pas, mais Lucienne cherchait vainement à s'expliquer la cause de son incertitude. Toutefois son hésitation fut vite dissipée et le souvenir du but poursuivi balaya ses scrupules. Elle passa outre.

Ah! elle se souviendrait toujours du visage de Fauvarques quand elle parut. Il semblait en proie à une joie enfantine mêlée à une sorte d'exaltation mystique, et elle ne put réprimer un fugitif sentiment d'orgueil. Pourtant elle ne lui accordait ni amitié ni estime, mais il y avait entre eux ce fait : il était le seul homme qu'elle pût prendre pour confident de son désir et de ses craintes. Pourquoi tous les autres, son mari, Feugères, leurs camarades, refusaient-ils de lui tendre la main pour l'arracher à sa prison de misère?...

Elle était revenue chaque fois et chaque fois Fauvarques l'accueillait avec le même élan. Ils passaient en tête-à-tête un quart d'heure, vingt minutes, parfois davantage. Par une singulière pudeur et afin d'éviter de prononcer le nom du capitaine Geslain, ils se taisaient l'un et l'autre sur le seul sujet qui tînt au cœur de la jeune femme à ce moment. Et, situation paradoxale, tandis que leurs esprits s'évadaient du présent et rôdaient, chacun pour son compte, autour du désir caressé, leurs lèvres parlaient d'art, de poésie, de musique surtout. Elle s'étonnait de son goût très sûr, de sa prédilection pour les grands classiques et d'une érudition qui la confondait. Comment un être d'une sensibilité aussi aiguë, d'une culture aussi complète, pouvait-il être l'homme sans scrupules qu'on lui avait décrit? Elle en était arrivée à douter de tout et d'elle-même. Tant de faux jugements, colportés de bonne foi, s'attaquent à la vie privée des hommes publics!

Ce soir-là, la porte du cabinet de Fauvarques s'ouvrit avant même qu'elle eût frappé, et il l'entraîna aussitôt dans le coin où avait eu lieu leur première entrevue. C'était un rite auquel ils n'avaient jamais manqué à chacun de leurs tête-à-tête. Elle prit place dans le même fauteuil, près d'une grosse lampe voilée de rose qui teintait son visage devenu plus blanc par l'encadrement des crêpes; il s'assit en face d'elle, presque à la toucher, et inclina son étrange visage de prince hindou. Dans

ses yeux dardés sur elle se succédaient en touches rapides des lueurs et des ombres.

Il vit tout de suite qu'elle était tourmentée.

— Qu'avez-vous ? demanda-t-il d'un ton où perçait l'inquiétude.

D'une entente tacite ils avaient, comme s'ils eussent été de vieux amis, supprimé entre eux les termes de monsieur et de madame. Ils n'étaient pas amis, certes, mais complices, complices dans le projet d'évasion qui libérerait Lucienne.

Elle lui raconta la maladie de son fils et l'ordre impératif du médecin, les promesses de son mari et son silence obstiné depuis; son affolement, à elle, depuis la fuite du temps, devant la crainte de voir ces mots tracés à jamais sous ses yeux, comme un reproche : trop tard.

— Ah! dit-elle, comme vous avez raison, et quelle folie pour un homme de repousser le bonheur et de s'acharner à poursuivre une utopie!

Un éclair avait passé dans l'œil de Fauvarques.

— Inutile de récriminer, fit-il avec vivacité. Allons au plus pressé. Le salut de votre fils. Que vous faut-il ? Quinze mille, vingt mille francs?... Ils sont à votre disposition. Votre mari me remboursera plus tard, quand il aura accepté mes offres... car il les acceptera.

Un cri de reconnaissance montait aux lèvres de Lucienne; elle le retint à temps. Elle comprenait qu'une telle générosité, acceptée sans contre-partie, allait restreindre son indépendance en créant d'elle à lui un lien de gratitude, et un lien d'autant plus difficile à briser qu'elle devrait le garder secret.

Pour se donner le temps de la réflexion, elle prit le mode ironique.

— Comme cela, tout simplement?... dit-elle avec un sourire contraint. Vous me voyez apportant à mon mari une liasse de billets prêtés par vous?

— Je parle sérieusement, reprit Fauvarques d'une voix un peu sèche. Il n'est pas question de me mettre en avant; vous trouveriez facilement un ami ou une amie qui consentirait à servir de prête-nom.

Lucienne encore hésitante restait silencieuse. Elle était tiraillée par deux sentiments adverses : d'un côté, l'appel du passé la retenait; de l'autre, la tendresse maternelle la poussait

à accepter. Sauver Guy : en vérité tout le reste ne devait-il pas s'effacer devant cet ordre de son cœur ? Comment hésitait-elle ? Ceux qui jusqu'ici l'avaient entourée d'affection et d'estime la laissaient se débattre seule dans le déroulement de ce drame, et elle ne trouvait pour la soutenir que la main de l'homme, objet de leur mépris et de leur haine. Que la pensée de celui-ci ne fût pas absolument pure, elle le savait, mais n'était-ce point là le fait de la faiblesse masculine ? En vérité, Fauvarques ne pouvait avoir aucune illusion, aucun espoir, et son offre n'en était que plus généreuse. Ainsi raisonnait-elle en hâte, bousculant ses propres scrupules et se frayant une voie vers le but entrevu.

Elle murmura gauchement :

— Vous êtes très bon pour moi.

— Non, dit-il, je suis père tout simplement. Nous avons des fibres identiques et je ressens toutes vos angoisses. Je serais le plus heureux des hommes, s'il m'était donné de vous rendre ce petit service.

Elle crut devoir dire :

— Je réfléchirai, je chercherai... Si je ne puis faire autrement, peut-être...

Déjà, l'âme bouleversée de confusion et d'espoir, elle avait hâte d'être seule. Elle se leva et se dirigea vers la porte, mais Fauvarques l'arrêta sur le seuil.

— Je voudrais vous poser une question...

Lucienne, tout de suite inquiète, l'interrogea du regard.

— Si vous me jugez indiscret, ne répondez pas.

— Parlez.

— Voilà. J'aurais grand intérêt à savoir quelle sera l'attitude du capitaine Geslain au conseil de guerre du 18...

Elle redressa la tête et le fixa d'un œil hostile. Elle s'attendait à une attaque contre André et d'instinct se rangeait à son côté.

— Je ne comprends pas, dit-elle. Mon mari n'a rien à voir dans cette affaire.

Cela fut dit d'un tel ton, que Fauvarques blêmit comme frappé d'un coup invisible. Il s'efforça de sourire et poursuivit :

— Vous n'êtes pas au courant, je le vois.

— Je ne sais pas ce que vous voulez dire.

— Le capitaine Geslain sera juge au conseil de guerre ce jour-là.

Ce fut au tour de Lucienne de pâlir. Elle avait l'intuition de quelque nouveau danger, et elle était froissée d'apprendre cette nouvelle par Fauvarques, alors que son mari, sans aucun doute, n'en était pas même informé. Elle baissa les paupières pour cacher son trouble.

— Vous voyez, continua Fauvarques, je suis bien renseigné et ma situation me fait un devoir de l'être. Si je me suis permis de m'inquiéter des intentions du capitaine Geslain, c'est que la sentence rendue le 18 aura une répercussion formidable dans le milieu ouvrier. Une maladresse, et tous nos efforts pour dominer la situation sont réduits à néant. Ce serait le feu aux poudres.

— Je ne sais rien de l'affaire, répondit Lucienne d'un ton agressif; je puis vous dire seulement ceci : rien ne pourra influencer la conscience de mon mari ; si le soldat est coupable, André votera la condamnation.

Fauvarques hocha la tête.

— Ce sera une faute, murmura-t-il.

— Qu'en savez-vous ?

— Nous vivons une minute tragique. D'immenses intérêts sont en jeu, intérêt du capital et d'une société branlante, intérêt de la démocratie dont toutes les bases peuvent s'écrouler. Peut-être le vieux monde va-t-il sombrer à ce tournant fatidique. Le cataclysme est certain si ceux qui persistent à s'enfermer dans des traditions périmées ne consentent pas à s'allier à nous, républicains hardis et clairvoyants. Le peuple a trop souffert et trop appris. Il ne s'agit pas de lutter contre lui. Attirons-le à nous ; accordons-lui au moins les satisfactions d'amour-propre qui l'apaiseront ; sinon, il se joindra à ceux qui l'exhortent à les suivre la torche à la main. Sacrifions la face pour sauver le fond. Risquer de déchaîner la tempête pour une peccadille, quelle folie !

Lucienne l'avait écouté avec stupeur. Par un de ces retours subits dont sont coutumières les natures féminines, elle était bien près de haïr Fauvarques. Il portait une main sacrilège sur tout ce qu'André lui avait appris à respecter et à chérir, et c'était l'outrager elle-même dans ses croyances et dans ses sentiments les plus profonds. Elle s'écria :

— Une peccadille ? Vous voulez dire un crime !

Fauvarques haussa les épaules.

— Affaire d'espèce, fit-il. L'indulgence porte souvent plus

de fruit que la rigueur. Qu'était le soldat dont il s'agit? Un ouvrier. Se figurer qu'un ouvrier change d'esprit et de cœur parce qu'on lui met un uniforme sur le dos, quel enfantillage! En lui donnant un numéro matricule on ne raye pas tout son passé.

— Je suis mauvais juge en la matière, repartit Lucienne sèchement, mais mon mari n'a besoin d'aucun conseil. Adieu! On m'attend chez moi.

Fauvarques s'inclina plus bas que de coutume. Son visage était voilé par une sorte de mélancolie, et Lucienne y vit une marque de regret.

— Sans rancune, j'espère? demanda-t-il faiblement.

Elle sourit, déjà rassérénée.

— Je ne puis vous en vouloir. Il est des points où nous ne pourrons jamais nous rencontrer. Évitons-les désormais, voulez-vous?

Et elle lui tendit la main.

## X

Dès que l'aube se glissa dans la chambre, André sortit du lit avec mille précautions pour ne pas éveiller Lucienne. Il gagna la salle de bains, en ferma la porte sans bruit et, debout devant la fenêtre ouverte, aspira l'air frais à grands traits. Dans le jardin voisin, sur un ciel en velours cramoisi, les arbres tendaient l'entrelacement de leurs branches noires où des oiseaux, à peine éveillés, se cherchaient avec des cris pointus. Journée maussade, sans doute, avec, peut-être, la pluie à midi. Il fallait jouir de la matinée propice, emmener l'escadron galoper dans la rosée et le dégourdir de la journée précédente où les ordres de la place l'avaient tenu enfermé.

Comme André se dirigeait vers le lavabo, il entendit un frôlement contre la porte, puis un heurt léger, enfin la voix étouffée de son ordonnance :

— Mon capitaine...

— Hein? Qu'y a-t-il?

— Mon capitaine, c'est le cycliste... Le général de division est au quartier. Il demande les officiers supérieurs et les capitaines commandants à la salle du rapport tout de suite... Paraît que des troupes sont parties pour Paris cette nuit.

— C'est bon. Selle Tiburce en vitesse. Je descends dans cinq minutes.

André fit jaillir l'eau glacée et s'y plongea le visage. En moins de temps qu'il ne l'avait dit, il fut botté, habillé. Ce faisant, son esprit n'avait pas chômé et avait embrassé toutes les éventualités possibles.

Le général Bedeau de Bélières, brave homme et brave soldat, n'avait rien d'un Jules de Benoît. L'improviste était contraire à son tempérament. Il était incapable, par fantaisie, d'infliger au régiment un exercice d'alerte. La guerre l'avait laissé désenchanté et perdu dans un monde désaxé. Il subissait les bouleversements infligés à la cavalerie sans en saisir le but et avec la sensation d'être victime d'un cauchemar. Ne pouvant s'opposer au démolissement, il le souffrait avec des désespoirs silencieux et aurait cru pécher en ajoutant aux tracas de toute sorte subis par les troupes sous ses ordres.

Quel motif pouvait donc l'amener au quartier dès l'aurore ? André murmura :

— Du nouveau ici, sûrement. Arrivons-nous au jour de la grande mêlée ?... A la grâce de Dieu !

Et il descendit sur la pointe des pieds, attentif à épargner tout émoi à sa femme. Il sauta en selle et, par les rues endormies, gagna le quartier d'un temps de trot.

Dans le petit jour les dragons sellaient leurs chevaux pour le travail habituel, mais les sous-officiers, rassemblés par groupes, discutaient à voix basse, sans geste, et leurs regards ne quittaient pas un bâtiment situé en bordure de la grille devant lequel des chevaux d'officiers attendaient, tenus en main. Aucun signe extraordinaire n'apparaissait et pourtant une atmosphère tragique s'était abattue sur le vaste quadrilatère que formait, à la limite de la ville, le quartier Kellermann.

André sauta à terre, jeta la bride de Tiburce au garde d'écurie et, sans attendre son adjudant qui accourait, pénétra dans la salle du rapport.

Il comprit tout de suite que la situation s'était aggravée pendant la nuit. On touchait à une de ces heures où se joue le sort d'un pays. Debout devant la grande table, le général Bedeau de Bélières était en conférence avec le colonel de Château-Chabas, le lieutenant-colonel de Seive et le commandant Nicaise, son chef d'état-major. Son visage avait la teinte poussiéreuse

que donnent les nuits sans sommeil et il cherchait en vain à dissimuler son abattement; ses traits étaient tendus et ses rides creusaient dans sa face des sillons noirs. Pour la première fois il apparaissait écrasé par son âge et dégoûté de l'effort.

Près de la fenêtre, réunis en un autre groupe, le chef d'escadrons Le Corbennois et les capitaines chuchotaient entre eux. On n'attendait plus que le commandant Chauveau.

André serra les mains et questionna : que savait-on? quelles étaient les causes de cette réunion insolite? Aucune réponse ne le satisfit. Les journaux locaux n'avaient pas encore paru et les bruits les plus contradictoires couraient. Le jeune capitaine du 1er escadron, Benoît-Grégy, le lorgnon étincelant, l'œil dardé, grinça entre ses dents :

— Il y a eu de la casse à Paris, dit-on; on parle de nous y envoyer. Jolie perspective... Autant nous faire tous passer gendarmes en bloc... Et notre métier? Et l'instruction?... Ah! c'est du propre!

Le capitaine Le Béheuc de la Grèverie, court et trapu, le visage brique sous ses cheveux de neige, prétendit que c'était impossible :

— Nous avons mieux à faire ici. Avez-vous lu l'affiche apposée cette nuit?... La police la lacère à cette heure, mais le lieutenant-colonel l'a lue. Il paraît...

Le capitaine de Sinteau l'interrompit :

— Ces messieurs m'ont fait l'honneur d'en coller un exemplaire sur le mur de mon écurie. Je l'ai moi-même arrachée.

Il sortit de sa poche des lambeaux de papier rouge, les accola de son mieux et lut à demi-voix :

« Si les soudards auxquels un gouvernement d'assassins a remis le jugement de notre camarade Combarlot ont l'audace de le déclarer coupable, la classe ouvrière saura relever le défi.

« Prolétaires, employés, petits fonctionnaires, vous tous, camarades d'esclavage et de misère, préparez-vous!

« La condamnation de Combarlot par la caste galonnée serait un soufflet à la face du peuple ouvrier et paysan. Répondez-y par l'insurrection.

« Que la journée de demain soit la première de la république universelle soviétique, une et indivisible.

« Vive Combarlot! Vive la révolution sociale. »

— Et c'est signé : Pour le Comité d'initiative révolutionnaire, Kaminski, Mayer, Antonelli.

André, le cœur soulevé de dégoût, haussa les épaules :

— Et ils s'imaginent influencer notre verdict, les misérables, les imbéciles !

Le commandant Chauveau fit son entrée. Le masque blafard et triste, comme de coutume, son corps maigre flottant dans une vareuse décolorée à force de nettoyages, il salua gauchement et s'adossa à la muraille sans mot dire. Le général Bedeau de Bélières jeta un coup d'œil circulaire et d'un signe autorisa les officiers à s'asseoir. Lui seul resta debout. Chacun put distinguer l'effort qu'il faisait pour déguiser sa lassitude et reprendre son visage de chef. Il parla à voix presque basse.

— Messieurs, je m'excuse de vous avoir appelés à cette heure indue, mais ce que j'ai à vous dire ne souffre aucun retard. J'ai préféré venir directement en descendant du train. Car, messieurs, je suis allé cette nuit à N... assister à l'embarquement pour Paris de la brigade de cuirassiers. L'autre brigade la suivra cet après-midi. Vous autres, messieurs...

Il s'arrêta comme s'il avait perdu le fil de sa pensée et passa la main par deux fois sur son crâne. On l'eût dit à bout de forces et l'écroulement de cet homme, si alerte d'habitude malgré ses soixante et un ans, avait une tristesse de glas. Le silence était tel dans la salle qu'on entendait distinctement le crissement d'un balai de bouleau allant et venant sous la fenêtre.

Le général se redressa et poursuivit en forçant la voix :

— Vous autres, messieurs, je vous garde ici. Le ministère a été renversé cette nuit sur une interpellation au sujet des grèves et de l'affaire Combarlot. Mais sa succession est difficile. En attendant, il reste chargé des affaires courantes et semble décidé, maintenant qu'il n'a plus rien à perdre, à faire preuve d'énergie. Pourra-t-il persévérer ? On peut en douter. Toujours est-il que, sur un ordre télégraphique, le maire Fauvarques a été dessaisi des pouvoirs de police et que le préfet en est chargé.

Le général prit un papier des mains de son chef d'état-major et poursuivit :

— Messieurs, je vais vous donner lecture de l'ordre que m'a remis, à ma descente du train, un fonctionnaire de la préfecture.

Il déplia la feuille et lut :

« Au nom du Peuple français.

« Nous, préfet du département de... requérons en vertu de la loi M. le général commandant d'armes de R... et commandant la... ...ème subdivision, de prêter le secours des troupes de ligne nécessaires pour réprimer tout mouvement révolutionnaire susceptible de se reproduire dans l'étendue de ladite place. La présente réquisition est valable jusqu'à la journée qui suivra la séance du Conseil de guerre du 18 courant et pourra être prolongée sur simple avis de l'autorité requérante. Elle commencera dès sa réception par l'autorité requise.

« Et pour la garantie dudit commandant, nous apposons notre signature.

« Fait à R... le 17 mai 192...

« Le préfet du département de...

« Jean-Louis Pézelet. »

— Vous le voyez, la situation est nette. Dès à présent, messieurs, je consigne toutes les troupes de la garnison et vous voudrez bien, Château-Chabas, prévenir vos officiers qu'ils aient à prendre leurs dispositions pour coucher au quartier ce soir. Je suis convoqué à la préfecture à dix heures avec le major de la garnison, les chefs de la police et de la gendarmerie. Je vous communiquerai aussitôt mes instructions de détail.

Le général Bedeau de Bélières baissa la tête comme pour se recueillir. Quand il la releva, ses yeux avaient pris de l'éclat et il parla avec un léger tremblement dans la voix.

— Vous vous demandez sans doute la raison de ma présence ici. J'aurais pu, comme aux autres corps de la garnison, vous faire parvenir mes ordres par la voie ordinaire.

Il se tut et son regard fit lentement le tour de l'assistance comme s'il cherchait les âmes dans les yeux. Ah ! comme il devina tout de suite le don total de chacun ! En cet instant, comme toujours, comme partout, tous étaient prêts au sacrifice. Un peu de rose vint colorer les pommettes du vieux soldat.

— C'est que je mets toute ma confiance en vous, cavaliers. Mon cœur se serre à vous avouer ceci : je ne me servirai du régiment d'infanterie qu'à la dernière extrémité.

Un silence suivit où chacun entendit les battements de son cœur. Le péril était effroyable. Si le faisceau se rompait, com-

ment tenir tête à l'émeute? Était-il possible que des frères d'armes puissent hésiter devant les ordres? Le général de Bélières sentit le poids de l'angoisse commune. Il reprit vivement :

— J'ai la plus grande estime pour le colonel Leubert dont la haute valeur morale est unanimement reconnue et la plupart de ses officiers sont également des hommes de devoir. Malheureusement la troupe a été l'objet d'une propagande abominable dont l'affaire Combarlot est une des résultantes. Vous savez également comme moi que certains officiers subalternes, aigris par la crise que subit l'avancement, subissent une sorte de dépression morale peu propre à développer leurs qualités de chefs. Enfin deux lieutenants et plusieurs sous-officiers, — je rougis de le dire, — sont soupçonnés de faire partie des cellules communistes qui exercent leurs ravages dans les bataillons. On n'en possède, hélas! aucune preuve matérielle, mais la police l'affirme. Dans ces conditions, l'emploi d'une troupe est pleine de dangers. La moindre défaillance peut être fatale. Qu'une étincelle mette le feu ici et l'incendie peut s'étendre à toute la France. Vous sentez, messieurs, l'atroce responsabilité que j'assume et vous devinez pourquoi je viens en personne vous demander de m'aider de toutes vos forces.

Alors une voix s'éleva du fond de la salle. C'était celle de Le Corbennois.

— On a tout fait pour rendre la bataille inévitable et pour ébrécher nos armes. Maintenant on nous appelle ; on nous crie : « Tirez, faites des cadavres, faites-vous tuer pour nous défendre. » Quand, avec un peu de virilité, on eût pu éviter ce malheur épouvantable...

Il y eut un moment de stupeur. Certes, en prononçant ces paroles, Le Corbennois traduisait la pensée unanime des officiers réunis là ; cependant à cette minute aucun n'eût osé l'exprimer. Mais le chef d'escadrons avait la tête dure et nul ne pouvait l'empêcher d'en sortir ce qu'elle contenait quand il le jugeait utile.

Le général feignit de ne pas avoir entendu.

— Ne discutons pas, dit-il, ne murmurons pas. Ne songeons qu'au Devoir. Messieurs les commandants d'escadron, je pense que vous êtes tous sûrs de vos hommes?

Les capitaines s'inclinèrent et le colonel répondit en leur nom :

— Mon général, vous pouvez compter sur le régiment, quoi qu'il arrive.

— J'en étais sûr, Château-Chabas, et ce m'est une consolation dans cette heure tragique d'avoir affaire à des soldats tels que vous.

Il se retourna alors vers le commandant des autos-mitrailleuses.

— Et vous, Feugères, pouvez-vous me donner la même assurance ?

Le jeune officier se leva, et, le corps raidi dans la position militaire, fixant son chef de ses yeux brillants, il répondit sans hésiter :

— Mon général, je connais mes hommes. Il y a bien parmi eux quelques mauvaises caboches, mais je puis répondre de ceux qui marcheront. Vous connaissez, mon général, l'état pitoyable de mon matériel. Il date de 1918. J'ai en ce moment quatre voitures sur onze en réparation. Cela me permettra du moins de choisir mon personnel. D'ailleurs je prendrai place moi-même sur une voiture de combat et serai là où vous le jugerez utile.

Le général Bedeau de Bélières inclina sa tête chauve :

— Messieurs, dit-il, je me résume. Considérons-nous dès maintenant en état de guerre civile. Servons cette fois encore, servons de toutes nos forces et en même temps avec tout le sang-froid, toute la prudence possibles. Tâchons de réduire la catastrophe au minimum et ayons sans cesse présente à l'esprit notre raison d'être : le salut du pays.

Chacun maintenant avait hâte de s'échapper pour donner ses ordres et aller s'équiper. Mais le général fit un signe.

— Messieurs, dit-il, encore un mot. Il faut que vous sachiez ceci. Hier soir j'ai reçu la visite du lieutenant-colonel Combette qui préside le Conseil de guerre de demain. Il venait de recevoir une lettre anonyme et me l'apportait... Les misérables !... Pour essayer d'influencer la décision des juges de Combarlot, ils avertissaient le colonel Combette que si ce Combarlot n'était pas acquitté et relâché le soir même, non seulement lui-même mais sa femme, mais sa fillette paieraient de leur vie la condamnation prononcée. Voilà à quel degré d'infa-

mie sont descendus les gens contre lesquels nous sommes appelés à lutter. J'ai remis cette lettre au procureur de la République et, sur mon conseil, le colonel expédie ce matin sa famille chez sa sœur, au Mans.

André n'écoutait plus. Après les angoisses au milieu desquelles il se débattait, les paroles de Bedeau de Bélières lui avaient donné le coup de grâce. Elles venaient de lui révéler qu'une nouvelle menace planait sur les siens. En vérité, il atteignait le sommet de son calvaire. Sous le coup, il perdit conscience de ce qui l'entourait. Dans une minute d'hallucination, une scène hideuse se dressa devant ses yeux. Il ne voyait plus le rectangle dénudé de la salle du rapport, mais un décor familier, délicatement orné, celui de son foyer. Là, par les portes renversées, une horde surgissait. Faces noires, yeux de flamme, bouches hurlantes, ou crispées d'un rictus sadique, mains gantées de sang, armes brandies, tout cela était projeté, tendu vers un groupe pitoyable écroulé de terreur à l'autre extrémité de la pièce : sa femme et ses enfants. Oh! le regard de Lucienne, quelle effroyable somme de reproches il contenait ! Et c'était vers lui qu'il se tournait. André souffrait tellement, se jugeant coupable, qu'il eut envie de crier.

Le bruit des chaises remuées le rappela à la vie. Il se leva machinalement et suivit les officiers qui sortaient. Un bras se glissa sous le sien. C'était celui de Feugères et il se sentit réchauffé par cette marque d'affection. Le jeune officier questionna :

— Et toi, André, n'as-tu rien reçu?

André répondit d'une voix altérée :

— Rien hier, mais je n'ai pas encore vu mon courrier d'aujourd'hui.

— Allons voir.

Ils se dirigèrent rapidement vers le bureau du vaguemestre. Le sous-officier arrivait justement de la poste et posait sur la table sa sacoche lourdement chargée. Il prit le paquet des officiers, coupa la ficelle et se mit à regarder les enveloppes une à une en bredouillant les suscriptions. Sa lenteur exaspérait André. Il battait sa botte de sa cravache pour vaincre la tentation d'arracher la liasse des mains de ce lambin et d'y fouiller lui-même. Enfin le vaguemestre en retira trois plis et les lui remit.

André les saisit et entraîna Feugères. Il mit tout de suite,

sans les ouvrir, deux des lettres dans sa poche et en garda une troisième, une simple enveloppe jaune portant, tapés à la machine, son nom, son grade et le numéro du régiment. Les deux amis se regardèrent.

— Peut-être,... fit simplement Feugères en désignant la lettre d'un geste du menton.

André, brusquement, déchira l'enveloppe. Tous deux se penchèrent et ils lurent ensemble ces lignes, également dactylographiées :

« Lis attentivement ceci et médite-le. Demain, contrairement à toute justice, tu jugeras notre camarade Combarlot. Nous ne ferons pas appel à ta pitié. Ce serait peine perdue et d'ailleurs indigne d'hommes qui sont à la veille de libérer leurs frères. Nous te donnons un simple avertissement. Il faut que demain Combarlot soit acquitté et libéré. A toi de faire le nécessaire. Si Combarlot est condamné, — quelle que soit d'ailleurs cette condamnation, — non seulement ta propre vie, mais celles de ta femme et de tes deux enfants paieront le crime que tu auras commis. Nous sommes quelques-uns à avoir juré cette œuvre de justice révolutionnaire et nous tiendrons parole. A bon entendeur, salut. »

André plia lentement la lettre et la mit dans son portefeuille. Par une contradiction étrange, cette lecture venait de lui rendre tout son calme. Avoir laissé percer sa détresse était une faiblesse indigne de lui et il s'accusait d'ailleurs d'avoir fait preuve d'un manque total de perspicacité.

— Chantage ! fit-il en haussant les épaules, simple manœuvre pour forcer nos consciences. Les malheureux !...

Feugères ne partageait pas sa quiétude.

— A ta place, dit-il, j'expédierais tout de suite ma femme et mes enfants dans quelque campagne bien paisible...

— Sois tranquille, je vais examiner la question avec Lucienne. A tout à l'heure, mon vieux. Je rentre rapidement chez moi pour prendre mes dispositions. Nous reparlerons de tout cela.

A ses officiers accourus il expliqua les événements en quelques mots, donna ses ordres pour l'établissement de la situation de l'escadron et pour que celui-ci fût prêt à seller dès huit heures. Puis il monta à cheval et, au trot allongé, se dirigea vers la rue François-Villon.

Les rues, contrairement à l'habitude, étaient presque vides et les fers de son cheval, dans cette solitude, résonnaient d'une façon bizarre. De porte à porte les gens s'interpellaient, mais sans s'éloigner de leur maison, comme s'ils appréhendaient le déchaînement de quelque cataclysme. Il croisa une patrouille de gendarmes à cheval et d'agents cyclistes.

Mais André ne prêtait aucune attention à la vie extérieure. Il réfléchissait aux événements et se confirmait dans son nouvel état d'esprit. Quel enfantillage de s'être alarmé si vite! Une lettre anonyme! La ficelle était trop grosse, il ne donnerait pas dans le piège.

— Tout de même, murmura-t-il, il conviendrait de prendre quelques précautions.

Il passa au pas pour franchir le Pont-Vieux. Une forte escouade de police le gardait. Il répondit avec complaisance au salut du gradé qui la commandait. Tout allait pour le mieux. Montrer les dents était le plus sûr moyen d'étouffer le germe de la révolte. Ayant reconquis son humeur habituelle, André reprit le trot jusqu'au seuil de sa demeure.

Là il donna ses ordres à son ordonnance pour qu'il changeât le harnachement de Tiburce, puis il entra dans le pavillon.

Lucienne, en peignoir, l'attendait au haut de l'escalier. Il fut surpris de voir son visage angoissé.

— Alors?... questionna-t-elle.

— Tranquillise-toi, répondit André en souriant. La corvée prévue! Le régiment est consigné en prévision de troubles possibles. Toujours l'affaire Combarlot. Cela me vaudra une nuit loin de toi, ma pauvre chérie.

Prenant sa femme par la taille, il l'entraîna vers la salle à manger en affectant de plaisanter.

— On nous a promis une litière de paille dans la salle d'armes. Dame! Je regretterai notre grand lit et ma petite Lucienne. Mais cela ne durera pas, j'en suis certain.

Il l'embrassa et dit :

— Fais-moi servir une tasse de café, veux-tu? Pendant ce temps, je vais revêtir mon harnais de guerre.

Quand il revint, son déjeuner était servi à la place accoutumée et Lucienne s'était assise en face. Accoudée à la table, elle le fixait sans desserrer les lèvres. Évidemment, elle attendait une explication. André, persuadé qu'elle ne pouvait con-

naître encore l'existence de la lettre infâme, évita de la questionner. Il n'en éprouvait pas moins une vague appréhension en face de ce masque énigmatique sans cesse tourné vers lui. Tout en buvant à petits coups son café brûlant, il continua à feindre la gaieté.

— Crois-tu ? Quel métier !... Benoît-Grégy, tout à l'heure, proposait de faire une demande collective pour passer tous ensemble dans la gendarmerie... Il plaisantait, mais, en fait, cela n'est pas si ridicule... Toute instruction devient impossible... Quelle vie !

— André !... fit Lucienne d'un ton de reproche.

Il posa sa tasse.

— Qu'as-tu ? interrogea-t-il avec crainte.

— Voyons ? Pourquoi feins-tu d'ignorer le danger qui menace nos chéris ?

Qui l'avait instruite ?... André jugea préférable de ne pas la questionner à ce moment, mais se promit d'en avoir le cœur net dans la suite. Il quitta son air enjoué et parla posément, avec gravité, mais sans laisser percer le moindre trouble. Il ne fallait rien prendre au tragique. Oui, il y avait eu des menaces, mais c'était chose courante en ces sortes d'affaires. Simple tentative pour intimider les juges. Toutefois la prudence s'imposait. Il avait l'intention de demander à la Grèverie de donner l'hospitalité à Lucienne et à ses deux enfants. La vaste maison que le capitaine du 2e escadron habitait près du quartier le lui permettant sans peine, Mme de la Grèverie serait heureuse de leur rendre ce service. Elle leur prêterait volontiers leur chambre d'ami et, au besoin, serrerait un peu ses quatre enfants.

— Ne t'inquiète pas, conclut-il. Je vais arranger cela avec la Grèverie et t'enverrai un mot. Prépare à tout hasard quelque linge et vos objets de toilette. Il n'y a rien à craindre avant demain.

Lucienne, les lèvres pincées, l'écouta sans l'interrompre jusqu'au bout, mais à chaque phrase de son mari elle secouait lentement la tête. Quand il se tut:

— Est-ce toi qui parles ainsi? dit-elle. Est-ce le père de Guy et de Geneviève?

— Que veux-tu dire? demanda André.

Il était douloureusement froissé de l'hostilité qu'il devi-

nait en Lucienne. Celle-ci poursuivit d'une voix pathétique :

— Je ne te reconnais plus. Est-ce que nos petits courront moins de dangers là-bas qu'ici? Non, non. Je veux partir. Je veux partir, les emmener loin de cette ville maudite.

— Lucienne!

André s'était levé; il aurait voulu trouver des mots capables de faire sentir à sa femme son injustice et sa cruauté, mais ce fut en vain. Dans son esprit une autre préoccupation surgissait, annihilant la première. Était-ce donc vrai? Était-il coupable envers les siens? Et il restait debout, indécis et gauche, ne sachant comment s'évader de ce dilemme.

Mais Lucienne s'était levée aussi. Son visage portait la marque d'une détermination virilement prise.

— Ne t'occupe de rien, dit-elle avec une douceur soudaine. Tu as, je le comprends, bien d'autres soucis à cette heure. Obéis à ton devoir de soldat. Ce qu'il convient de faire ici me regarde. Sois tranquille, aie confiance en moi. J'agirai au mieux pour la sécurité de nos enfants.

Vainement il tenta de lui expliquer l'inanité de ses craintes. Elle restait muette, le regard ailleurs, poursuivant quelque pensée secrète. Alors il la supplia de patienter. Il consulterait ses chefs, ses camarades et lui écrirait du quartier, avant midi, pour la mettre au courant des événements et du résultat de ses conversations. Il prit le silence de sa femme pour un acquiescement.

— Il faut que je parte, dit-il. On m'attend là-bas.

Il la prit dans ses bras.

— Sois bien raisonnable, Lucienne chérie, et attends ma lettre. Il ne faut jamais se décider avec trop de hâte. Nous avons toute la journée d'aujourd'hui. Va, je me charge de tout. A bientôt.

Il voulut lui baiser les lèvres, mais elle détourna la tête et ne lui offrit que sa joue. André l'embrassa à plusieurs reprises, espérant un mot de pardon, d'encouragement. Mais Lucienne restait inerte, comme absente. Pressé par l'heure il dut s'éloigner.

Dès que le pas de son cheval eut retenti sous la voûte, la jeune femme se rendit dans sa chambre et s'y enferma. Elle tira les rideaux encore baissés et le grand jour inonda la pièce. Elle s'assit sur le lit en désordre, tendit le bras, fouilla sous le traversin et en sortit un billet froissé. Sa main tremblante en

lissa les feuillets et, penchée sur eux, elle relut cette missive qu'elle avait hâtivement parcourue avant l'arrivée de son mari.

« Laissez-moi vous écrire avec toute mon amitié en alarme. Il vous faut partir sur-le-champ, vous et vos enfants. Votre vie, qui m'est devenue si précieuse, est en danger. Croyez-en un homme qui s'est juré de faire votre bonheur. Or, ce n'est plus de votre bonheur qu'il s'agit à cette minute, mais de votre existence même et de celle des petits êtres que vous adorez. Depuis notre conversation de l'autre jour, il ne m'est plus permis de douter de la condamnation de Combarlot. C'est vous, ce sont vos enfants que des hommes capables de tout ont juré d'immoler en représailles de cette sentence. Ne doutez pas de ma parole. Ma police est bien faite et je ne prononcerais pas une parole inutile à une heure où je risque moi-même ma propre vie. Votre salut m'est plus cher que le mien.

« Venez tout de suite. Je serai probablement à l'Hôtel de Ville, mais ma secrétaire a des ordres. Elle vous remettra une enveloppe cachetée. Vous y trouverez l'adresse d'une maison située en Savoie, à l'altitude convenable et dans une admirable forêt de pins. Elle est retenue depuis hier à votre nom. Dans la même enveloppe j'ai mis la somme nécessaire pour que vous viviez là-bas en toute quiétude jusqu'à l'hiver : simple avance sur le traitement futur de votre mari. Pas de vains scrupules. Refuser serait peut-être vouer vos enfants à une mort atroce. Vous n'avez pas le droit d'hésiter. « Fauvarques. »

Très pâle, Lucienne se leva et sonna.

La vieille domestique accourut.

— Amélie, je m'habille tout de suite et je sors. Je serai absente pendant une heure environ. Je vous confie la garde des enfants. Que personne ne pénètre ici avant mon retour.

— Madame peut compter sur moi.

Et la vieille femme se retira, encore tout éberluée du visage tragique de sa maîtresse. Un quart d'heure plus tard, Lucienne franchissait le seuil du pavillon.

## XI

Le déjeuner s'achevait dans un tumulte plein de cordialité. Vins et liqueurs avaient échauffé les esprits et le diapason des voix s'était enflé en proportion. L'atmosphère, alourdie par la

fumée des cigarettes et des pipes, ajoutait à l'excitation des convives. Les hautes fenêtres, noyées dans un brouillard, apparaissaient à peine et on ne distinguait plus guère sur les murailles les rangées de fleurets soigneusement alignés et les deux fresques naïvement brossées représentant, l'une le combat singulier du maréchal des logis Guindey et du prince Louis de Prusse à Saalfeld, l'autre, le combat de Heilsberg et Lasalle sauvant la vie à Murat.

Mme Lortion, la cantinière, s'était surpassée. Elle avait installé des tables de fortune dans la salle d'armes et confectionné un repas digne de Pantagruel. Les officiers du 32e dragons y avaient fait honneur.

Le colonel de Château-Chabas présidait. Dans ces agapes militaires il se sentait comme poisson dans l'eau. C'était un des rares instants qui lui rappelaient sa jeunesse et les cavaliers d'autrefois, mauvais sujets, mais fameux soldats, aimant le cheval, le vin, les femmes et la gloire, et sachant néanmoins concilier le bien du service avec le plaisir. « Tandis qu'au jour d'aujourd'hui... »

Sous un faisceau de sabres courbes, dardés en rayons autour d'un casque à bandeau de peau de tigre, il jouissait de ses souvenirs et de la minute présente. Derrière le monocle, son regard clignotait en se posant sur les tables réservées aux lieutenants et sous-lieutenants d'où les rires déferlaient. La trentaine d'officiers réunis là, — dragons et auto-mitrailleurs, — avaient effectivement oublié la tragique raison de ce repas de corps. Insouciance inhérente au métier.

Quelle que soit la situation, réunissez autour d'une table les officiers d'un même régiment et vous y mettez la belle humeur, la jeunesse, l'esprit gaulois. Une condition cependant : un colonel resté gaillard et ayant l'intuition de la camaraderie militaire. Tel était le cas du 32e dragons.

Sans doute, les nouvelles de l'extérieur avaient contribué à détendre les nerfs. Toutes les demi-heures, le capitaine-adjoint Bouquetot se rendait au téléphone pour se mettre en rapport avec la Place. Quand il revenait, l'assemblée instantanément se figeait. On écoutait le messager avec avidité. Or, les renseignements successifs n'avaient pas été défavorables. Les différents groupes et comités révolutionnaires devaient, il est vrai, se réunir dans l'après-midi et dans la soirée, mais avec la

consigne de ne créer aucun incident. Toutes leurs préoccupations allaient à la journée du lendemain. Les chefs du mouvement semblaient décidés à y jouer le tout pour le tout et la préparaient en conséquence. Mais dans le jour même la police ne prévoyait aucun désordre. Allez donc demander à des officiers, la plupart jeunes, insouciants, de s'inquiéter des événements vingt-quatre heures à l'avance. Ceux du 32e dragons s'en gardaient bien. *Carpe diem.*

Le colonel de Château-Chabas écrasa sur sa soucoupe l'extrémité de son cigare, puis essuya son monocle avec soin. Il voulait embrasser l'assemblée d'un dernier regard. Ayant exécuté ces différents actes avec lenteur et comme à regret, il se leva, repoussa sa chaise.

— Messieurs, vous êtes libres, dit-il.

Tous les officiers s'étaient levés : Château-Chabas leur adressa un sourire et un salut de la main, traversa la salle à petits pas et se retira, suivi de l'inséparable Bouquetot.

Dès que la porte fut refermée, les conversations reprirent dans un calme relatif. Seuls s'éloignèrent les lieutenants qui pouvaient disposer des manèges ou de la carrière pour faire monter leurs hommes à cheval.

André était placé entre son ami Feugères et le capitaine de la Grèverie. Durant tout le déjeuner, ils avaient envisagé les conséquences possibles de la lettre anonyme. Déjà, avant le repas, le capitaine Geslain en avait parlé à ses chefs et à ses camarades. Tous avaient donné un avis identique : cette lettre n'était qu'une méprisable tentative d'intimidation. Par précaution, Château-Chabas avait expédié le papier au général de Bélières. Quant à la Grèverie, il avait de lui-même offert deux chambres pour Lucienne et ses enfants dans la vaste maison qu'il habitait rue Vieille-du-Rempart, à deux pas du quartier Kellermann. Cette unanimité avait finalement modifié l'opinion de Feugères. Lui aussi, maintenant, admettait la part de *bluff* contenue dans ces menaces. André, tout à fait rassuré, ne désespérait pas de faire partager sa quiétude à Lucienne.

— Je vous laisse, dit-il. Je vais à la bibliothèque écrire à ma femme. La Grèverie, merci encore de votre gentillesse.

La Grèverie, la face et le cou écarlates sous sa couronne de cheveux d'argent, protesta :

— Voulez-vous bien vous taire. Mme Geslain !... mais c'est

tout le charme, toute la grâce du régiment. C'est nous qui serons en reste à son égard... et au vôtre, mon cher.

— Bravo, bravo, approuvèrent les voix alentour.

André s'éloigna, rayonnant. Feugères, à son tour, s'excusa auprès de ses voisins. Une mauvaise migraine, disait-il, le forçait à prendre l'air. En réalité, il voulait échapper au gros lieutenant-colonel de Seive qui manœuvrait pour l'entraîner dans un bridge.

Il sortit. La grande cour du quartier Kellermann présentait un aspect plus animé que de coutume. Sur la piste bordée d'arbres, lieutenants et sous-lieutenants, faute de liberté, galopaient et sautaient des obstacles. En file indienne, tirant leurs chevaux par la figure, des cavaliers sortaient du manège Montbrun. Ici et là, des escouades s'évertuaient aux classes à pied. Chaque commandant d'escadron, obéissant aux prescriptions du colonel, s'était efforcé d'occuper son monde au mieux et toute cette activité, enfermée dans un si petit espace, donnait à la cour l'apparence d'une place un jour de fête. Seule ombre au tableau, les sept autos-mitrailleuses rangées en bataille paraissaient des monstres ramassés sur eux-mêmes et prêts à bondir.

Feugères se dirigeait vers elles à pas lents, lorsqu'il fut rejoint par le trompette de garde. Un individu porteur d'une lettre le demandait au poste de police. Il ne voulait remettre cette lettre qu'au capitaine Feugères en personne.

Devant la porte du corps de garde, un commissionnaire à plaque de cuivre l'attendait en effet. Dès que l'officier se fut fait connaître, l'homme lui remit une grande enveloppe bordée de noir.

— Y a-t-il une réponse ?

— Non, j'ai l'ordre de vous remettre ceci, simplement.

C'était l'écriture de Lucienne. Il fut d'abord saisi de stupéfaction, puis d'une sorte d'épouvante. D'elle à lui cette lettre envoyée en secret, alors qu'André, — elle ne pouvait l'ignorer, — se trouvait à ses côtés, c'était en vérité une incompréhensible maladresse. Pourtant une femme comme Lucienne ne pouvait l'avoir commise sans une excuse valable et un motif impérieux. Soudain, sans raison précise, il se sentit rougir et cacha la lettre dans sa poche. Il se rendit compte qu'il avait hâte d'être seul pour savoir ce que contenait l'enveloppe mystérieuse et il en éprouvait une honte presque aussi violente que son désir.

Il tendit une pièce de monnaie à l'homme, et s'éloigna. Il eût voulu courir mais se contraignit à marcher avec calme pour se réfugier au bureau de l'escadron. Maintenant son cœur vibrait comme une enclume sous les coups du forgeron. Joie ou épouvante? Il n'aurait pu le dire. Il ne cherchait même pas à s'imaginer quel pouvait être le sujet de cette lettre en un pareil moment. Une seule pensée l'éblouissait et anéantissait le reste. Lucienne, par cette missive envoyée à l'insu de son mari, venait de créer entre eux un état nouveau, inattendu et aux lendemains indéchiffrables. Quelle douceur, mais aussi quel tourment!

Le bureau était vide. Il s'approcha de la fenêtre et mit l'enveloppe en pièces. La feuille portait quelques lignes seulement, tracées de façon désordonnée. Il mit du temps avant de pouvoir les comprendre, car il essayait de lire la fin tout en déchiffrant les premiers mots. Enfin, il y parvint.

« Je vous en supplie, mon ami, venez à mon secours. Arrangez-vous pour vous échapper, ne fût-ce qu'une minute. Demain il serait trop tard. Ne venez pas à la maison. Vous saurez pourquoi. Je serai chez vous à six heures et vous attendrai tant qu'il faudra. Par pitié, venez.

« LUCIENNE. »

Trois fois il relut la lettre sans en comprendre exactement le sens. Que voulait dire cet appel? De quel danger était-il question? Pourquoi Lucienne s'adressait-elle à lui, Feugères, et non à son protecteur naturel, à son mari? Et il resta agacé devant la situation trouble où cette lettre le plaçait à l'égard d'André.

Lucienne ne pouvait ignorer leur claustration actuelle, égale et semblable pour tous deux. Par cette missive elle avouait nettement sa volonté d'agir en dehors de son mari. Comment se prêter à un tel jeu, sans manquer à une amitié dont la perfection illuminait sa vie? D'ailleurs, toute manœuvre oblique révoltait sa loyauté. Il écarta celle-ci avec horreur, comme il eût repoussé une ordure de sa route.

Sa décision prise, il déchira la lettre et réfléchit à la manière de sortir proprement de ce mauvais pas. Il médita longtemps, envisagea mille procédés, les rejeta comme grotesques ou impraticables. La tête en feu, les nerfs crispés, il lui semblait que son cerveau décrivait dans son crâne une ronde infernale.

Et, tout à coup, il ressentit un grand abattement. Il se heurtait à l'impossibilité absolue de manquer au rendez-vous. Un appel au secours, venant d'une femme comme Lucienne, ne pouvait être une feinte. Le danger existait. Puisque Lucienne s'était confiée à lui, il était contraint au silence envers son mari. Il n'avait pas davantage le droit d'abandonner la jeune femme, puisque celle-ci avait mis sa foi en lui. Peut-être, d'ailleurs, ce péril ne la menaçait pas elle-même mais André ; peut-être était-ce pour en préserver celui-ci qu'elle s'adressait à son ami. Le jeune officier se raccrocha à cet espoir. Son devoir dès lors était limpide. Trouver un prétexte pour s'échapper, rejoindre Mme Geslain. Et il ne se rendait pas compte que l'amour seul lui dictait ces déductions et le faisait céder à l'ivresse d'un tête-à-tête inespéré.

Dès qu'il fut certain d'avoir reconquis son calme, Feugères se rendit auprès du colonel de Château-Chabas et n'eut aucune peine à obtenir la permission de s'absenter une demi-heure à la fin de la journée. Grâce à son auto, la distance importait peu. Il irait chercher à son domicile une pièce oubliée et serait revenu pour le dîner.

Il attendit six heures dans un état d'exaltation qui lui donnait la fièvre. Son trouble était tel qu'il le rendait incapable d'ajuster deux idées et, conscient de son état, il n'eut plus qu'une préoccupation : échapper aux importuns, éviter toute conversation. L'éventualité d'une rencontre avec André le terrifiait. Caché dans la pénombre du bureau, il fuma deux paquets de cigarettes sans quitter des yeux la fenêtre par laquelle il pouvait guetter les visiteurs éventuels. Il souffrait d'être réduit à pareille attitude, mais mieux valait se cacher que d'avoir à dissimuler sa pensée en face de son ami.

Quand l'aiguille de l'horloge marqua six heures moins cinq il sortit en courant et sans lever les yeux, sauta dans sa voiture rangée devant la porte et démarra à toute vitesse. Il traversa la cour en trombe au milieu des officiers stupéfaits, franchit la grille comme un bolide et respira seulement en se lançant à corps perdu dans l'avenue ouverte devant lui.

Que lui importait la torpeur de la ville, l'aspect funèbre des rues aux boutiques closes, la course des camelots hurlant les dernières nouvelles, la sortie craintive des petites gens, leur ruée sur les éditions spéciales et ce silence incompréhensible,

immense, planant sur la cité jadis vivante, bruyante, éclatante de prospérité. Il fonçait, rasant les trottoirs aux tournants, frôlant les rares véhicules, risquant de culbuter les piétons affolés par ce projectile à peine entrevu, évanoui aussitôt dans un tumulte de canonnade. On eût dit qu'un aimant gigantesque l'avait happé, lui et sa torpédo, et allait l'engloutir dans le fleuve.

Feugères habitait quai Rollon une petite maison tapie au fond d'un jardin et dont les dépendances, cachées derrière un treillage garni de lierre, contenaient écurie, garage et salle de gymnastique. La porte cochère était close. Le jeune officier sauta de sa voiture, l'abandonna sur place et, passant par la porte latérale, pénétra dans le jardin.

Un homme y ratissait paisiblement les allées. C'était une ancienne ordonnance demeurée au service de Feugères et lui tenant lieu de valet de chambre, de chauffeur et d'homme d'écurie. Retirant sa pipe de sa bouche, il dit avec un sourire en coin :

— Il y a là une dame...

— Où l'as-tu fait entrer ?

— Dans le salon, comme de juste, mon capitaine.

Feugères sauta les trois marches du perron, pénétra dans le vestibule et jeta son képi à la volée. Déjà il avait la main sur le loquet mais il n'ouvrit pas. Une sorte de crainte le paralysait devant l'étrangeté et l'incertitude de cette situation et il s'efforçait à rattraper son souffle en tumulte. Faisant appel à sa raison, il se jugea d'une sottise impardonnable et parvint à se composer un visage de circonstance : Lucienne ne devait voir en lui qu'un homme irrité, décidé à mettre fin sur-le-champ à un dangereux enfantillage. Il entra.

Lucienne était blottie dans un antique fauteuil à oreilles où il avait coutume de rêvasser. Elle était toute mince et très pâle dans ses vêtements de deuil. Elle se leva d'un mouvement vif :

— Ah ! dit-elle, comme je vous suis reconnaissante d'être venu !

Elle s'était approchée de lui et le regardait avec inquiétude.

— Qu'avez-vous ? fit-elle, subitement effrayée devant ce visage hostile.

— Ce que j'ai ?... dit-il en passant devant elle avec brusquerie. J'ai que votre conduite est insensée et que vous me mettez à l'égard d'André dans une situation intolérable. Jamais je n'aurais dû vous obéir.

Il lui parlait sans la regarder, mais au silence de la jeune femme il comprit combien il l'avait blessée, et il ne savait s'il devait se féliciter de son propre courage ou se blâmer de sa brutalité. Au bout d'un instant, elle dit d'une voix où il devina le tremblement des larmes retenues :

— Pourquoi me condamnez-vous sans m'entendre ?

Son accent le bouleversa. Vraiment cette suite d'événements, avec leurs rebondissements inattendus, lui faisait perdre le contrôle de ses actes. A une vitesse cinématographique son cœur et sa raison parlaient tour à tour, sans qu'il pût les accorder et donner à chacun sa juste part.

Il la prit par la main et avec douceur la força à s'asseoir dans le fauteuil.

— Je vous demande pardon, dit-il, et j'invoque une excuse. Votre lettre m'a troublé la cervelle. En me substituant à André, je l'offense. Comment n'avez-vous pas compris cela ?

— Et vous, Feugères, comment ne comprenez-vous pas que, si j'ai agi de la sorte, c'est qu'il m'était impossible d'agir autrement ? Vous seul, mon ami, pouvez m'aider à arracher mes chers petits à l'effroyable péril qui les menace.

Feugères ne put retenir un geste de protestation. C'était donc pour une aussi piètre raison qu'elle avait risqué cette folle entreprise ? Sans oser se préciser l'appel secret de son cœur, il espérait et redoutait autre chose et sa désillusion était totale. Il chercha cependant à apaiser les craintes de Lucienne. Ces menaces anonymes ne méritaient pas d'être prises au sérieux. Des mesures de prudence s'imposaient, il est vrai, mais celles qu'avait préconisées André paraissaient suffisantes. Lucienne l'interrompit.

— Vous aussi, s'écria-t-elle, vous cherchez à endormir mon amour maternel. Mais mon cœur parle, lui. Il a d'autres accents que les vôtres. Il ne s'encombre pas de « peut-être » et de « si ». Depuis cinq mois je suis saturée de privations, de soucis domestiques. Soit ! je les accepte avec courage. Mais je veux défendre la seule joie qui me reste : mes enfants. N'y eût-il pour eux qu'un millième des risques envisagés, je jure de les en arracher.

— Soit, dit Feugères avec calme. Mais enfin, qu'ai-je à voir là dedans ?

La gêne de Lucienne, à cette interrogation posée avec froi-

deur, n'échappa point à l'officier. La jeune femme demeura un instant immobile, les yeux fixés sur le tapis, puis, redressant vivement la tête, regardant le jeune homme droit dans les yeux, elle se mit à parler avec netteté, récitant comme une leçon les phrases qu'elle avait arrangées dans sa tête et qu'elle répétait sans relâche depuis le matin.

Le péril n'existait pas seulement dans le présent mais dans l'avenir immédiat. Guy était très malade et le médecin ordonnait de le mener dans la montagne. Elle était décidée à tout pour guérir son fils coûte que coûte. Elle avait cherché, avisé. Et puisqu'il lui fallait une grosse somme d'argent qu'André ne pouvait lui donner, elle avait décidé de se la procurer à tout prix.

Elle ajouta, d'un ton bref :

— Cet argent... je l'ai emprunté.

Ayant lâché le mot, elle se tut. Feugères, inquiet, sentait se dessiner l'attaque sans en distinguer le but exact.

— Alors ? fit-il.

— Alors, reprit Lucienne avec feu, alors je vais partir avec Guy et Geneviève. Et je vous ai appelé pour que vous me facilitiez ce départ.

— Je ne comprends pas, dit l'officier de plus en plus hostile.

— Je vais vous éclairer, Feugères. Mon ami, je vous en supplie, ne faites pas cette figure de juge d'instruction. Certes, j'aurais préféré avoir recours à d'autres expédients, par exemple vous demander de m'avancer cette somme, mais je sais que vous ne le pouvez pas, pour l'instant du moins. Alors voici ce que je vous prie de faire. Rejoignez André, dites-lui que vous m'avez rencontrée, que je vous ai supplié de nous aider à quitter la ville et que, pris de pitié, vous m'avez prêté... — inventez n'importe quoi pour expliquer la possession de cette somme, — vous m'avez prêté vingt mille francs.

Mais Feugères demeurait sur ses gardes.

— Je ne comprends toujours pas, dit-il. J'aurais pu me procurer ces vingt billets, si vous m'aviez accordé quelque délai. Pourquoi irais-je faire figure de prêteur, alors que vous avez préféré vous adresser ailleurs ?

Lucienne, les mains jointes et crispées sur les genoux, les bras raidis, semblait à bout de force.

— Pourquoi me torturez-vous ainsi ? fit-elle.

— C'est à moi de vous demander : pourquoi me cachez-vous la vérité ?

— Je ne veux rien vous cacher, Feugères, mais vous manquez vraiment de patience... et de charité. Si nous ne nous sommes pas adressés à vous, c'est parce qu'André ne le voulait à aucun prix. Il préférait tergiverser, poursuivre des chimères, et il me laissait me consumer d'angoisse. J'ai dû agir moi-même. Ah ! ce ne fut pas sans déchirement, mais il le fallait, il le fallait... Alors il s'est trouvé un homme, celui sur lequel j'eusse dû le moins compter, qui s'est penché avec bonté sur ma détresse. Cet homme, c'est Fauvarques.

— Fauvarques !

Un éclair avait déchiré l'ombre où Feugères se débattait. Deux visages lui étaient apparus nettement, celui d'André, masque pâle couronné de cheveux gris, regard limpide et droit, longues moustaches de guerrier franc ; celui de Fauvarques, joues glabres et sans muscles, haut front dominé par la chevelure de laque noire, prunelles d'un éclat inquiétant entre des cils trop longs et trop épais, regard de serpent guettant une proie. Le désintéressement de Fauvarques ! sa pitié ! quelle aberration ! Un Fauvarques ne prête pas, ni ne donne ; il achète. Un instant la jalousie élargit la blessure de Feugères et il souffrit furieusement. Mais il se ressaisit aussitôt. Lucienne capable d'une félonie ? Allons donc ! Le danger pourtant existait. Entre les griffes de Fauvarques une femme courait tous les risques.

Il dit sans colère :

— J'aurais tout supposé, sauf cela.

— Oh ! je sais... L'égoïsme des hommes... quelle tare effroyable ! Quand ils ne sont pas directement touchés, ils préfèrent l'abandon au hasard, l'attente du miracle, l'enlizement, et quand nous, les épouses, les mères, nous agissons à leur place, ils se cabrent, invoquent leur dignité, leur honneur. En vain j'ai lutté pour arracher André à son engourdissement. Il est trop tard. Mon parti est pris et rien ne m'en détournera.

Feugères ne l'écoutait pas.

Maintenant ses scrupules ne lui pesaient plus et il se félicitait même d'avoir répondu à l'appel de Lucienne. Le danger n'était pas imaginaire, mais il ne venait pas d'où elle croyait. Il venait de Fauvarques. Il ne menaçait pas la vie de Lucienne

ni celle de ses enfants, il planait sur le merveilleux amour de Lucienne et d'André. La moindre maladresse, étant donné le caractère de celui-ci, briserait ce ménage jusque-là si uni. Et cela, il fallait l'éviter à tout prix.

— Je ne vous blâmerai pas, dit-il. Tout amour rend aveugle, même celui d'une mère pour ses enfants, et c'est lui qui vous a guidée vers une voie sans issue. Il faut vous en évader coûte que coûte.

— Non, non, s'écria Lucienne, non, je partirai.

— Au nom du ciel, laissez-moi parler. Vous ne doutez pas de mon amitié, n'est-ce pas? Écoutez ce qu'elle me dicte. Après, agissez à votre guise, mais il faut que je vous fasse toucher du doigt le bord du gouffre.

Il prit une chaise, s'assit en face d'elle genoux contre genoux, tandis que le regard de Lucienne fuyait le sien comme si elle refusait de se laisser convaincre.

Le jeune homme reprit :

— Pas d'amour-propre déplacé. Examinons la situation de sang-froid. Nous aboutissons à cette impasse : André, inévitablement, connaîtra le nom de votre prêteur, car personne n'acceptera de jouer la comédie que vous me demandez. Imaginez sa stupeur, sa colère. A ses yeux vous ne serez plus vous-même, il aura une autre femme devant lui, la femme qui aura accepté de l'argent de Fauvarques. Fauvarques! le jouisseur, le démagogue, le personnage symbolique de la corruption actuelle, l'individu dont tout honnête homme se détourne avec dégoût. Non, André ne pourra supporter cela. Et alors?...

Lucienne, le regard fixe, semblait suivre des images invisibles. Feugères puisa dans son silence une parcelle d'espoir. Il poursuivit :

— Comprenez-moi. Fauvarques cherche à tuer l'amour d'André pour vous. Quel est son but? Je vous le laisse à deviner. Vous connaissant, je ne doute pas de son échec auprès de vous, mais qu'importe si le mal est fait, s'il a accompli la première partie de son dessein. Et il y parviendra certainement si vous ne brisez pas tout de suite les liens dont il vous enserre.

La voix de Feugères s'était transformée. Il y mettait une chaleur, une force de persuasion dont il se serait cru incapable une minute plus tôt. Maintenant, c'était le salut du ménage qu'il édifiait. Il mettait à plaider la cause d'André une exalta-

tion, à laquelle sa propre détresse donnait un aliment nouveau. Car il luttait aussi pour son amour. Si Lucienne obéissait à Fauvarques, elle déchirait deux cœurs du même coup. Sa douleur lui dictait le mot juste et y mettait un accent pathétique. Il voyait Lucienne baisser la tête peu à peu ; elle ne se révoltait plus ; peut-être touchait-il au but.

L'officier insista :

— Voyons, reprenez-vous, élevez-vous au-dessus d'une situation passagère... André souffre cruellement, lui aussi, mais il puise sa force dans son honneur de soldat qu'il place bien haut, plus haut que tout. Imitez-le.

Lucienne eut un geste de désespoir. Elle voulut parler, mais un sanglot l'arrêta. Feugères sentait la partie gagnée. Il insista :

— Votre droiture vous a empêchée de deviner certaines bassesses, mais maintenant vous êtes avertie et votre avenir est tout entier entre vos mains. Courage. Nous allons ensemble aviser, chercher, trouver... Je vous en supplie de toute la force de mon cœur.

— Oh ! Feugères, Feugères...

Maintenant, un coude sur le genou, elle pleurait doucement. Un instant passa ainsi et Feugères laissait couler ces larmes comme le seul apaisement possible.

Il ne put se retenir de saisir la main de la jeune femme. Jamais celle-ci ne la lui avait abandonnée comme elle le faisait en ce moment. Il en goûtait avec délice la peau tiède et satinée et son contact le bouleversait comme une caresse. De la nuque inclinée tout près de lui montait un parfum respiré pour la première fois et sous la robe légère il distinguait la ligne harmonieuse de l'épaule que les sanglots faisaient palpiter. Visiblement la jeune femme, à bout de forces, était incapable de réagir. Feugères eut la sensation de disposer d'elle. Machinalement son doigt caressa le fin poignet veiné de bleu et elle n'eut pas un frisson de révolte.

Il eut une seconde de vertige où son instinct le domina totalement. Que diable ! Il ne l'avait pas sollicité, ce tête-à-tête dans sa garçonnière ; elle avait mis à l'organiser une ingéniosité, une duplicité excusant tout de sa part, à lui. Il n'avait qu'à laisser glisser sa main le long de ce bras, à enlacer cette taille, à renverser ce visage sous ses lèvres, il ne rencontrerait nulle résistance.

Oui, mais André...

D'un sursaut, il se dressa, s'éloigna vivement de quelques pas. Dans la glace son visage lui parut horrible, avec ses joues crispées et livides, ses yeux de démont Il posa avec force ses mains brûlantes sur le marbre de la cheminée, et fermant les paupières, attendit.

— Vous avez raison, dit Lucienne d'une voix tremblante.

Il se retourna. Elle était debout, très droite, les yeux encore mouillés de pleurs. Il s'approcha d'elle lentement avec un reste de crainte.

— Ah! fit-il, je suis heureux, heureux...

— J'allais commettre une folie. Vous m'avez arrêtée à temps. Merci. Dès demain, je rapporterai cet argent.

— Croyez-moi. Ne soyez pas brave à demi. Rompez complètement avec cet homme.

— Je vous le promets, mon ami. Mais, hélas! que deviendront nos petits dans cette misère, sans aucun appui?...

— Ne blasphémez pas. Ne vous l'ai-je pas promis? Nous chercherons ensemble, je chercherai et je trouverai. Il fallait sauver l'essentiel : votre amour. Grâce à Dieu, c'est fait.

Il s'enivrait de son propre sacrifice et se sentait la force de réaliser des prodiges pour achever son œuvre, arracher à leur détresse et Lucienne et André.

La jeune femme maintenant le contemplait de ses grands yeux où il devinait tendresse, admiration, gratitude.

— Vous avez un cœur exquis, dit-elle.

Feugères eut un sourire amer.

— Courageux, simplement, fit-il. On n'a pas grand mérite à aider les deux êtres qu'on aime le mieux au monde.

Lucienne baissa les yeux et une légère rougeur teinta ses joues. Feugères ajouta avec vivacité :

— Preste! il faut vous sauver d'ici et que cette visite demeure ignorée de tous. Je vais vous devancer et m'assurer qu'il n'y a sur le quai aucune figure de connaissance.

Ils sortirent et marchèrent côte à côte dans le jardin. Sur le gravier leurs pas crissaient d'un rythme lent. Inconsciemment, ils retardaient la séparation. Ils ne se parlaient plus et jouissaient de l'apaisement de leur cœur.

— Attendez, dit Feugères.

Il entrebâilla la porte et jeta un regard au dehors.

— Personne. Adieu, fuyez vite. Et courage! Je vais m'occuper de vous aussitôt que possible.

Ils se serrèrent la main avec force.

Feugères demeura sur le pas de la porte, caressant du regard la fine silhouette noire. Elle avait disparu et il attendait encore, les yeux fixés sur l'angle de la rue, jouissant avec âpreté de sa tristesse et de ses regrets. Soudain une angoisse s'éleva, précise, dans la brume de ses pensées. Lucienne avait-elle surpris son secret?

Il n'eut pas le temps de chercher une réponse. Une troupe de camelots débouchait d'une rue dans une galopade d'espadrilles et un concert de hurlements :

— Demandez !... *Le Réveil du Peuple*... Édition spéciale... La dernière infamie des bourgeois alliés aux prêtres... Demandez !...

Il tendit une pièce et saisit la feuille fraîchement imprimée. Tout de suite son regard fut attiré par un passage composé en caractères gras :

« *Dernière heure.*

« *L'Infamie suprême.*

« Les représentants du cartel de la grosse industrie se sont réunis à 14 heures à l'Hôtel de Ville sous la férule de leur président, le maire voleur et assassin Fauvarques. Sur la proposition de celui-ci, à l'unanimité des vingt-sept membres présents, l'assemblée a refusé d'accepter le chiffre de salaires minimum proposé par la commission d'arbitrage. Non content de ce succès, le même Fauvarques a fait décider le maintien intégral du lock-out et de la fermeture des ateliers et usines... Peuple, on veut te dompter par la faim !... Camarades, l'heure est venue de passer des paroles aux actes... »

Feugères ne lut pas plus avant.

— Bigre ! fit-il, cela se gâte. Il est temps de regagner notre poste.

Et, jetant le journal, il sauta dans son auto et démarra dans un grondement de tonnerre.

MARCEL DUPONT.

*(La dernière partie au prochain numéro.)*

# VOLTAIRE ET CASANOVA

Il a mal dormi, car il dort mal. Il dort mal parce qu'il a les nerfs irritables et l'esprit dans un mouvement continuel. Sans compter qu'il est de petite santé. Aussi arrive-t-il parfois que son corps refuse service et se révolte contre ce que l'on exige de lui. Sa machine à vivre a des mutineries et notre homme les supporte impatiemment. La patience n'est pas son fort. Il est tyrannique ; il s'en veut de ne pas être le maître de sa guenille et de ne pouvoir régenter à son gré sa carcasse. Le dépit qu'il en a l'atteint en son orgueil, car étant orgueilleux il est susceptible. J'ai dit qu'il a les nerfs irritables, et il s'irrite. Il met à s'irriter tout l'esprit qu'il a, et il y trouve maintes raisons à ne se pas retenir de l'être.

Est-il donc admissible, quand on a sous le bonnet une cervelle comme la sienne, c'est-à-dire de la meilleure qualité, quand on a dans son escarcelle autant d'écus qu'il en faut pour tenir le meilleur rang dans le monde, quand autour de ce bonnet on peut ajouter une couronne de laurier, et quand parmi ces écus se trouve mêlée une médaille à l'effigie de la gloire, est-il juste, quand on est le prince des philosophes, la coqueluche des Muses, l'idole des peuples et l'ami des Rois, l'oracle du goût et l'arbitre de l'Europe, en un mot quand on est M. de Voltaire, qu'on ne puisse imposer silence aux tiraillements de ses entrailles et aux agitations de son cœur ? Est-il convenable, quand on est le champion de la raison, le flambeau et l'honneur de son siècle, d'être sujet à la colique ou en proie

à la goutte, que le temps vous fasse sentir ses atteintes, vous décharne les os, vous attaque les nerfs, vous creuse le visage, vous blanchisse le poil, vous ride la peau, fasse de vous l'ombre amaigrie de vous-même, vous soumette au sort commun et vous confonde avec la foule ordinaire des vivants, et qu'à un mortel qui a su ranger sous sa loi les idées et les mots, faire taire un Jean-Jacques Rousseau, mâter un abbé Desfontaines, le sommeil, ce vil faquin, ose refuser l'obéissance ? Croirait-on qu'un de ces hommes que les dieux inventeraient s'ils n'existaient pas, n'ait pas le pouvoir, d'un seul froncement de sourcils, de mettre en fuite la hideuse insomnie et de la reléguer au fond des Enfers et qu'elle y crève ?

Ah ! la gueuse, la coquine ! Ah ! la peste ! Mais à quoi bon ? elle se rit de l'invective et de l'exorcisme. Rien n'y fait, pas plus le goupillon du prêtre que la plume du philosophe. Rien ne peut l'empêcher de tourmenter les victimes qu'elle a choisies et de s'asseoir à leur chevet, qu'elles soient étendues sur un lit de parade ou allongées sur un grabat. Elle n'épargne pas plus l'Empereur du Cathay que le plus humble des derviches. Elle s'en prend aux riches comme aux pauvres, aux malades comme aux bien portants. La couronne ne lui en impose pas plus que le bonnet de nuit et si elle l'eût voulu, elle eût eu raison des Sept Dormants d'Éphèse et de la Belle au Bois dormant. C'est pourquoi M. de Voltaire a mal dormi, ce qui lui arrive trop souvent.

Cependant qui aurait plus de droit au sommeil que M. de Voltaire ? Ses journées sont assez remplies pour qu'elles lui méritent quelque repos. M. de Voltaire ne les emploie-t-il pas d'ailleurs au bien et au divertissement de l'humanité et au profit de ses concitoyens en particulier ? N'est-ce pour eux qu'il consent à vivre ? A peine levé, et dès qu'il est sûr que Morphée lui refusera jusqu'au bout ses pavots, le voici à sa tâche. Il la commence par les affaires qui le concernent, non par égoïsme, mais plutôt pour se faire la main. Il donne donc ses premiers instants à ses intérêts privés. M. de Voltaire en a un légitime souci. Il n'est point bon, à son estime, qu'un poète illustre et le plus célèbre des écrivains soit réduit à un petit état de médiocrité, de gêne ou pire peut-être. On a vu trop d'exemples de ces humiliantes et déplorables misères. Pour ce qui est de son fait, M. de Voltaire y a mis ordre et ses

affaires sont dans le meilleur. Il en prend soin et sait compter. Il sait l'étendue de ses revenus, leur sécurité, leurs rentrées ; il en règle l'emploi et veille à en user dignement. Il entend vivre avec convenance, mais il a l'horreur d'être dupé. Il ne se refuse pas d'être charitable, mais répugne à ce qu'on fasse abus de ses bontés. Il est régulier dans ses payements, mais obstiné à réclamer son dû. Il oblige volontiers, mais il sied que l'argent prêté rentre à terme et que les sommes à revenir soient encaissées à leur jour. C'est cette entente de ses intérêts qui lui permet de tenir son rang. M. de Voltaire est homme de qualité autant qu'homme de lettres et que philosophe. Cela paraît en ses façons et en son état. Il a des rentes. Il entretient sa maison sur un bon pied. Ses *Délices* en témoignent.

Il aime à y recevoir compagnie. Genève et Lausanne lui en fournissent de la meilleure et de la plus agréable. Gens d'esprit et jolies femmes se pressent chez lui et les admirateurs n'y manquent pas. La France n'est pas ingrate à cet illustre exilé, ses moindres actions y sont commentées, ses moindres propos rapportés. Ses écrits y sont lus avec une avide curiosité et l'auteur y est vite reconnu sous l'anonymat par lequel il se dérobe souvent. Les visiteurs de marque savent le chemin de ses « ermitages ». Que de carrosses s'arrêtent à sa porte et il en est qui viennent de loin, car, de toutes les parties de l'Europe, on accourt pour lui rendre hommage. Ces hommages ne lui déplaisent pas. M. de Voltaire ne dédaigne pas l'odeur de l'encens, surtout quand l'encensoir est balancé d'une main flatteuse. M. de Voltaire accepte volontiers tous les témoignages qui sont une marque de sa gloire. Elle lui arrive aussi sous forme de lettres auxquelles il répond ponctuellement. La correspondance qu'il entretient est énorme et il tire copie de ses réponses.

Par là, il est au fait de chacun et de tous. Rien n'échappe à son infinie curiosité. Il est au courant de ce qui se dit et de ce qui s'imprime. Tout ce qui se publie lui parvient, livres et gazettes. Il est grand lecteur. Toutes les feuilles où l'on parle de lui lui passent sous les yeux. Il est sensible à la louange, mais ce n'est pas toujours la louange que lui prodiguent les folliculaires. M. de Voltaire a des ennemis. Il en a beaucoup et il n'hésite pas à s'en faire davantage, tant il a peine à retenir un bon mot ou une moquerie, même si l'offensé est en mesure de

représailles. D'ailleurs les mécontents et les adversaires trouvent à qui parler. M. de Voltaire rend coup pour coup et aussi volontiers il attaque qu'il riposte. Il excelle à la défensive comme à l'assaut. Il s'anime au combat jusqu'à la fureur. Toutes les armes lui sont bonnes, l'ironie, le sarcasme, la raillerie, la feinte, le mensonge, la calomnie, la finesse, la grossièreté. Il mêle à son encre de la boue et du poison. Tant pis s'il s'en tache et s'en éclabousse! Il est admirable en ses fureurs, mais les fureurs ne lui valent rien. Elles irritent ses nerfs aisément irritables et cette irritation n'est pas propre à lui procurer de bonnes nuits. Il s'y épuise, d'autant qu'il n'a pas la santé de son esprit toujours agile, actif, prêt au travail et à tous les exercices du génie. Son corps a ses infirmités. M. de Voltaire craint le froid, se bourre de remèdes, de drogues. A certains jours le voilà valétudinaire, enveloppé de robes de chambre fourrées, grelottant auprès de son poêle, toussant, crachant, gémissant. A d'autres, le voici qui a fait toilette, bel habit, ample perruque, haute canne à pomme d'or. Il reçoit, parle, plaisante, rit. Il est ressuscité. Il est tout de feu et de flamme. L'urne attendra encore sa cendre. M. de Voltaire vivra vieux quoiqu'il dorme mal.

Il a du temps pour tout, ce diable d'homme, mais il en donne le meilleur à l'entretien de sa gloire et cette gloire il la doit à ses écrits. C'est par eux qu'il touche et qu'il émeut, qu'il séduit, qu'il convainc, qu'il conquiert, qu'il étend sa renommée. Elle est universelle comme ses talents. Il est souverain dans tous les genres et dans tous les tons, du badin au sublime, de l'épigramme au poème épique. Tragédie, comédie, tout lui est bon. Il est conteur et moraliste. Il est historien et philosophe. Il traite l'histoire et la philosophie en polémiste, qu'il est par nature et par circonstance. Il s'élève contre les préjugés, se dresse contre la superstition et la poursuit dans les mœurs et dans les religions. Sa plume infatigable suffit à tout, de même que lui n'est étranger à rien, pas plus à la mathématique qu'à la physique. Il passe de la métaphysique à la scatologie avec aisance. Il a des facilités pour tout. Son aptitude au travail est merveilleuse et il l'excite par l'abus du café. Il en absorbe tasse sur tasse... Cela rend l'esprit lucide, mais il ne dormira pas la nuit; bast! l'insomnie, après tout, c'est de la journée prolongée.

La sienne n'est jamais assez longue pour tout ce qu'il a à faire, car il aime tout, se passionne pour tout. Rien de ce qui se passe dans la République des Lettres ne le laisse indifférent. Il en connaît les plus illustres représentants et les plus infimes grimauds. Il surveille les faits et gestes du plus vil gratte-papier aussi bien que les perturbations du globe. Les querelles des pédants l'occupent autant que les tremblements de terre. Il s'intéresse au sort de la planète, à la composition de l'univers et aux pauvres atomes que nous sommes. Il s'inquiète du présent et du futur de leurs destinées. Il souhaite le règne de la justice et le bonheur des peuples, dussent-ils le trouver dans les croyances les plus absurdes, mais il a foi dans la science pour amener le triomphe de la raison. Il y travaille de toutes ses forces et ses forces prennent toutes les formes. Parfois cependant il éprouve le besoin de se distraire et d'oublier les intérêts du genre humain pour celui de son plaisir et il le demande à la société et à la conversation. Il n'en est pas de plus brillante que la sienne. Il y passe avec une merveilleuse aisance du sérieux au plaisant, car il plaisante volontiers, mais il ne supporte guère qu'on lui rende la pareille. Il est susceptible et pointilleux en tout ce qui touche à son rôle de grand homme et de philosophe. Ce rôle ne l'empêche pas d'en accepter d'autres, car il adore le théâtre et ne dédaigne pas de monter sur le tréteau, de revêtir la robe asiatique d'Orosmane ou le manteau en poil de chameau de Mahomet. Il est le metteur en scène le plus exigeant. Il s'emporte, se fâche, va, vient, se démène, reprend, corrige, se dépense, s'échauffe, tombe anéanti, se relève avec un bon mot, puis s'affaisse de nouveau, déclare qu'il est mourant, qu'il est mort et que l'abbé Desfontaines va en être bien content. Il boit une tasse de café, le voilà revenu à la vie, à la tirade interrompue, à la réplique en suspens. Le voilà ressuscité, mais il ne dormira pas cette nuit.

Il n'a pas dormi en effet, malgré les tisanes, les potions, les gouttes et les drogues calmantes dont il a auprès de lui tout un attirail, mais le sommeil ne s'enferme pas dans une fiole et ne s'emprisonne pas dans un flacon, comme les esprits dans les contes arabes. Il ne viendra donc jamais d'Orient un enchanteur qui le délivrera de l'insomnie, se mettra au service de M. de Voltaire ? Mais non ! sous les couvertures, il s'agite. Son

vieux corps décharné se tourne et se retourne. Il tousse, il a la fièvre. Il se tâte le pouls. Ah ! la mauvaise nuit ! Demain il ne se lèvera pas et passera la journée au lit, rideaux fermés. Il ne recevra personne, sauf sa nièce, Mme Denis, et son Jésuite, le Père Adam. Il se soignera ; il ne veut pas mourir. Le drôle serait trop content d'avoir l'honneur de lui administrer l'Extrême-Onction. Il a encore de quoi occuper deux ou trois vies. Tel procès n'a pas encore été jugé ; cet argent prêté n'est pas encore rentré. Qu'on ne sache pas surtout qu'il est malade ! Tous les rimeurs d'épitaphes et tous les bavards d'oraisons funèbres entreraient en jeu. D'ailleurs, est-il donc tellement âgé ? Il a encore du temps devant lui, non qu'il prétende atteindre l'âge de Mathusalem. Que d'absurdités dans cette Bible ! Cependant, il se sent las. Il a toujours été sujet à mille incommodités, même lorsqu'il était jeune, à l'époque où La Tour le représentait dans le pastel qui est là, pendu au mur de la chambre et qu'il entrevoit à la lueur de sa veilleuse. Il s'y retrouve tel qu'il était alors, avec son bel habit, sa perruque bien peignée, sa figure maigre, longue et fine, sa bouche serrée et malicieuse, son long nez, au bout gros et frémissant, à l'arête osseuse, son front haut et sans rides, et ses yeux, ses yeux au regard aigu, pétillant et sur tout le visage cet air d'esprit qu'il a gardé en dépit du temps. Mais que se passe-t-il ? On dirait que ces yeux, là-bas, se ferment. Est-ce que les portraits s'endorment ? Ah ! qu'il ferait bon faire comme eux !...

Il s'est assoupi. Tout est silencieux dans la chambre. M. de Voltaire sommeille, mais des images traversent sa somnolence. Elles lui rappellent des minutes de sa vie et parfois le ramènent à ses plus lointains souvenirs. Il se revoit le petit François Arouet, enfant malingre et chétif, mais vif et intelligent. Il n'a guère connu sa mère. A dix ans, son père l'envoie au collège Louis-le-Grand ; il y est sous la férule des pères Tournemine et Poirée. Ils ont du bon, ces Jésuites. Il leur doit beaucoup. S'ils n'ont fait de leur écolier qu'un médiocre chrétien, ils l'ont rendu bon latiniste et lui ont donné le goût des belles-lettres. C'est en mémoire d'eux qu'il s'est attaché ce Père Adam qui n'est certes pas « le premier des hommes ». C'est une plai-

santerie que M. de Voltaire ne se prive pas de répéter; malgré quoi, il est demeuré reconnaissant à ses maîtres de jeunesse, non moins qu'à l'excellent abbé de Chateauneuf qui le conduisit chez Ninon de Lenclos. Elle avait bien de l'esprit en son libertinage, mais elle était vieille et ne valait pas cette charmante Pimpette dont il fut amoureux en Hollande, qu'il voulait enlever dans des habits d'homme et qu'il n'enleva pas, mais à qui il songeait tout en grossoyant à l'étude de Me Alain. Heureusement il ne s'y morfondit pas longtemps. Il était plus fait pour la société du Temple et de Sceaux que pour les travaux de basoche. A Sceaux, au Temple, il fréquente des grands seigneurs libertins, de jolies femmes, de gentils rimeurs. Ses petits vers y étaient goûtés et ils lui valurent sa première Bastille.

Il en sort pour prendre pied à la Cour et, du coup, d'Arouet il devient Voltaire. Que faut-il pour cela? De la belle humeur, de l'audace, de l'esprit et de la chance. Il en a, mais il a aussi du bon sens et le désir de réussir. Ce n'est pas assez d'être un aimable amuseur, il y a mieux et le voici auteur d'*Œdipe* et du poème de *la Ligue*. C'est fort bien, mais ce n'est pas tout. Trop de poètes sont des gueux ou de pauvres diables aux gages de libraires. Lui, il ne fera pas partie de cette engeance. Il n'a pas l'étoffe d'un crève-la-faim. Les faveurs des grands, les pensions et autres menues aubaines ne suffisent pas à mettre un homme d'esprit au-dessus du besoin. Il y a d'autres moyens à se pourvoir d'indépendance. La spéculation n'est-elle pas faite pour assurer aux talents une aisance prudemment dorée? Les opérations de banque et de commerce ne sont pas à dédaigner. La plume ne déroge pas à aligner des chiffres. Les financiers sont gens de bon conseil et il n'est point interdit au sage de faire fortune. La poule au pot peut être une poule aux œufs d'or. Qui joue s'expose aux pertes, mais les pertes se réparent. L'argent est un bon viatique et aide à faire son chemin. Les routes de la gloire ne sont pas plus sûres que celle de la fortune. On y est exposé à maints accidents et on y rencontre la banqueroute ou les affronts, un Médina ou un Dumoulin qui vous volent, un Beauregard ou un chevalier de Rohan qui vous bâtonnent ou vous font bâtonner. On leur demande raison, le public rit et vous voilà derechef à la Bastille... La Bastille. Il a cru entendre le bruit des verrous. Il s'agite dans

son lit. Il est tout à fait réveillé ; il ne se rendormira plus et il aura tout le temps jusqu'au matin de ressasser ses colères et ses griefs.

Il en est tout frémissant. Il a simultanément dans l'esprit tout ce qu'il a à reprocher à chacun, et la liste des torts que l'on a eus envers lui est interminable. Cela l'entoure comme une nuée de guêpes bourdonnantes. Furieux, il s'agite au milieu de cet essaim. Il s'y débat. Il ressent comme d'aujourd'hui la cuisson des vieilles piqûres. Il est l'homme des rancunes sans pardon. Ah ! ses ennemis, qu'il voudrait donc les avoir là à sa portée ! Quelle belle correction il leur infligerait ! Comme il leur ferait rentrer dans la gorge le venin ! De quelles injures il les accablerait ! Et voici qu'il les prend à parti en lui-même. Son œil brille, sa bouche ricane. Les sarcasmes, les traits cruels en jaillissent. Celui-là l'a calomnié, celui-là l'a vilipendé, celui-là l'a décrié ! A son tour il les décrie, les vilipende et les calomnie. Ces faquins trouvent en lui leur maître. On ne se relève pas d'une raillerie de M. de Voltaire. Elle pique comme une aiguille et transperce comme un dard. Ils n'en ont pas fini avec lui. Tout vieux et cacochyme qu'il est, il a encore des armes. La nuit prochaine, il ne se laissera pas démanger par cette gale. Il dormira ; il prendra moins de café et il priera le Père Adam de lui faire la lecture de quelque bon auteur bien soporifique.

Il dormait mieux au temps de Cirey et de M^me^ du Châtelet. Il revoit le tranquille château, la petite rivière la Blaise qui court dans la prairie, le bois, les jardins, la longue allée où il se promenait en philosophant, la porte où il avait fait sculpter des devises et des emblèmes. Il revoit la belle Émilie partagée entre l'amour et les mathématiques. Il se revoit devant ses fourneaux et ses cornues faisant des expériences de physique, ou bien, à sa table, auprès de son poêle, écrivant *Alzire*, *Mahomet*, *Mérope*, distrait un instant par les objets de la Chine et des Indes dont il aimait à s'entourer, montant aux combles où était installé le théâtre ou montrant aux visiteurs la lanterne magique. C'est à Cirey qu'il a reçu les premières avances du prince royal de Prusse. Pourquoi les a-t-il écoutées ? La vie était agréable à Cirey. On y était en sûreté. On y pouvait disputer à coups de brocards avec un Jean-Baptiste Rousseau et y barbouiller de ridicule un cuistre comme l'abbé Desfontaines,

laisser *Mahomet* faire scandale à Paris. Il est vrai que l'on s'y ennuyait un peu parfois et que la belle Émilie était bien mathématique! Et puis ce prince royal de Prusse était devenu le roi de Prusse, le conquérant de la Silésie! Il savait flatter. Quelle différence entre ses caresses et l'indifférence polie d'un Louis XV qui jugeait qu'une pension était suffisante pour s'attacher un Voltaire! Mieux valait encore Lunéville et Commercy et le bon roi Stanislas!

Il ne dormira pas, cette nuit. Il ne dormait guère non plus à Potsdam après les soirées de tabagie, de propos orduriers et de conversations philosophiques, parmi les soucis et les tracas de toutes sortes. Et pourtant, cela avait bien commencé! Cela avait commencé par l'amitié, par l'admiration, par l'Opéra, par les honneurs, par les cajoleries, par les petits soins, mais cela avait continué par les déceptions, les dépits, les bouderies, les brouilleries, les jalousies, les raccommodements. Ce Frédéric! un cynique, un brutal, un avare, un fourbe, un menteur! Qu'il reprenne sa clé de chambellan, son ordre, ses pensions! Ces servitudes ne sont pas faites pour un philosophe. Qu'on lui rende la liberté! Quand on a un Voltaire chez soi, si roi qu'on puisse être, on le traite autrement. On ne le met pas aux arrêts; on ne place pas des sentinelles à sa porte; on ne fouille pas ses bagages. Au diable Berlin et le Frédéric! Et pourtant, comment ne pas conserver bon souvenir de ces soupers où l'on disait tout, où la politique, la religion et la morale se jouaient cartes sur table avec toutes les libertés de l'esprit, tandis que les domestiques, éreintés d'être restés debout, s'endormaient de fatigue, le dos à la boiserie? Heureux drôles, il voudrait bien faire comme eux, mais la nuit s'achève et déjà le jour pointe entre les rideaux. La vie va reprendre et M. de Voltaire regarde sur le coin d'un meuble l'ample robe de chambre où il s'enveloppera tout à l'heure et qu'il drapera autour de son maigre corps desséché. Déjà il songe à tout ce qui composera la journée qui va commencer, aux lettres qu'il a à écrire, à la page qu'il a à dicter, aux gens qu'il a à recevoir. N'est-ce pas aujourd'hui qu'il attend la visite de cet aventurier italien qui se fait appeler le chevalier de Seingalt et qui l'amusera, lui a-t-on dit, par sa mine et sa faconde? Fort bien, mais tout cela ne fait pas que M. de Voltaire soit de bonne humeur. M. de Voltaire a mal dormi...

Il a bien dormi, car il dort bien. Il dort bien parce que la nature l'a doué d'un magnifique pouvoir de sommeil et a fait de lui un de ses ouvrages les plus solides et les plus accomplis. Elle lui a donné le teint africain, des cheveux touffus, un nez aux narines largement ouvertes, une bouche avide, un souffle puissant, des yeux à l'affût sous des sourcils épais, un corps de bonne taille, des membres bien ajustés, des muscles et des nerfs capables de résister à toutes les fatigues. Elle l'a muni de toutes les forces dont elle peut disposer en faveur de ses fils les plus choyés et a doué celui-là d'un tempérament de feu, propre à tous les excès et en particulier à ceux de l'amour. Ainsi fait et pourvu, de par un décret des puissances divines, Giacomo Casanova, dit le chevalier de Seingalt, a consacré sa vie au plaisir; aussi le goût des femmes l'a-t-il conduit à maintes aventures. Il n'a refusé aucune de celles qui se présentaient à lui et les a poursuivies avec une infatigable ardeur et avec un bonheur singulier. Ce penchant aventureux l'a mené loin de son pays qui est Venise, à travers toutes les parties de l'Europe. Son existence vagabonde est un véritable roman. Ce chevalier errant a dormi en bien des lieux différents et en bien des lits divers et il y dort toujours bien.

M. Casanova dort bien, et, cette nuit, il a fort bien dormi. Cet hôtel des Balances où il est descendu à Genève mérite sa réputation. A peine couché, il a sagement fermé les yeux et s'est prélassé dans toute l'étendue des draps. C'est aux songes, à défaut d'autre compagnie, qu'il demandera d'embellir sa solitude nocturne. Les songes ne lui refusent guère leur assistance et ils lui représentent volontiers les épisodes les plus plaisants de sa vie. Ce n'est pas d'ailleurs seulement aux songes qu'il a recours pour se les remettre en mémoire. Son ardeur et son appétit à vivre ne l'empêchent pas de se souvenir de ce qu'il a vécu. Certes, l'aventure l'attire vers les nouveautés, mais il ne dédaigne pas les retours en arrière. N'est-ce pas jouir doublement de la vie que d'en anticiper les promesses et d'en évaluer les dons? Les bonheurs que l'on se rappelle ne sont pas moins précieux que les bonheurs qu'on imagine.

C'est pour le bonheur qu'il se sent fait et c'est à ceux qui lui sont arrivés qu'il pense avec le plus de plaisir. Être heu-

reux lui semble dû par la nature. Il parle bien en philosophe de la misérable condition humaine, mais, au fond de lui-même, il ne trouve pas l'existence si mauvaise. La sienne, sans doute, n'a pas été toute de roses et il en a senti parfois les épines, mais il est moins sensible aux piqûres de la tige qu'au parfum des pétales. Des fleurs de la vie, il en a respiré de fort belles, du moins, qui le lui semblaient. Il se tient donc pour un mortel fortuné. N'en est-on pas un, quand la fortune ne vous maltraite pas par trop et que les femmes vous font bonne mine? Ne serait-ce donc pas manquer de reconnaissance envers la Providence que de ne pas lui savoir gré de ses bienfaits et de s'appesantir sur les désagréments qu'elle n'a pas jugé opportun de nous épargner et auxquels, quand ils nous concernent, nous donnons volontiers le nom de malheurs? Pourquoi lui en faire des reproches que nous nous adresserions plus justement à nous-mêmes, car n'est-ce pas de nous que nous viennent les principaux inconvénients dont nous nous plaignons? Ne l'accusons donc pas de nos torts et ne la rendons pas responsable de nos fautes.

Ces fautes, et les conséquences qu'il en a encourues, M. Casanova ne répugne pas à se les avouer. Fier et intraitable envers autrui, il ne l'est pas vis-à-vis de lui-même. Ne pousse-t-il pas la franchise que se doit un honnête homme jusqu'à consigner sur ses tablettes ses erreurs et le mal qui en est résulté tant pour lui-même que pour les autres? Il ne se le dissimule pas et en tient fidèlement registre... Il est rare qu'il ne note point ce qui lui est arrivé. Plus tard, quand les années auront pesé sur lui, il se retrouvera dans ces notes qui l'aideront à reconstituer l'image de ce qu'il aura été. Il y retrouvera aussi le souvenir des plaisirs dont il a joui et ce souvenir l'aidera à en supporter la perte. Il aura plus tard ainsi satisfaction, tout chenu qu'il sera alors, à se revoir dans toute sa force au temps où les visages lui souriaient et où les aventures se pressaient sur ses pas. D'ailleurs, il aime à griffonner et à coucher par écrit sur le papier ses idées sur toutes choses. Il va même jusqu'à en composer des brochures. Ajoutez à ces occupations qu'il est grand épistolier, car il a beaucoup d'amis et de connaissances et qui sont dispersés aux quatre coins de l'Europe. Il a tant couru les chemins et vu tant de pays et de gens! ce qui ne l'a pas empêché d'être grand lecteur, car il a

du temps pour tout et il est pour que chaque chose se fasse en son temps et comme elle doit être faite, que ce soit un bon repas, une belle partie de campagne ou de jeu, ou tel autre divertissement. Il est d'avis qu'il est un temps pour les affaires, comme il en est un pour l'amitié, comme il en est un pour l'amour. Grâce à cette heureuse disposition et aux admirables forces de corps et d'esprit dont la nature l'a pourvu, il suffit à tout, mais quand il a bien rempli sa journée et qu'il s'y est donné tout entier à l'étude ou au plaisir, il aime qu'elle s'achève par un bon sommeil, où il n'emporte rien qui le puisse troubler et d'où il s'éveillera dispos, les membres assouplis, et prêt à vivre...

Il a déjà beaucoup vécu, M. Casanova, et quand il consulte ses fameuses tablettes, il s'aperçoit qu'il lui est arrivé bien des aventures dont la première a été de naître à Venise. Où peut-on mieux prendre le goût de la vie que dans cette cité illustre où la vie est faite de tous les plaisirs, dans la ville des sérénades et des gondoles, dans la ville des marquis et du carnaval où les intrigues se nouent et se dénouent au hasard des rencontres et selon les caprices du cœur et des sens? C'est à Venise, en effet, qu'il a vu le jour. Fils d'une femme de théâtre, ses premiers pas sur la scène du monde semblent le disposer à des fortunes diverses. Que de figures différentes il y fait! Ne fut-il pas étudiant à l'Université de Padoue, petit abbé, coadjuteur d'un évêque calabrais, secrétaire à Rome du cardinal Acquaviva, enseigne de vaisseau à Corfou, violon à l'orchestre de San Samuele, emprisonné au Fort Saint-André? Ne fut-ce pas à son retour de Constantinople que lui advint une des circonstances les plus favorables de sa vie, puisqu'elle lui valut la protection du bon sénateur Bragadin. Il est en brillante passe et dans tout le feu de la jeunesse. Il aime le jeu à la folie et les femmes avec passion. L'avenir ne l'inquiète guère. N'en perce-t-il pas les secrets, car il est bon cabaliste et même un peu sorcier. Surtout c'est un parfait mauvais sujet et la police a l'œil sur lui. Il est temps de changer d'air. A Mantoue, à Milan, il exerce ses talents. A Césène, il s'improvise magicien et découvreur de trésors. N'en est-ce pas un que cette charmante et mystérieuse Henriette qui court l'Italie en habit d'officier? Mais Paris l'attire et ne le retient pas, malgré l'amitié de l'illustre comédienne Sylvia. Il visite successivement

la Belgique, la Hollande, l'Allemagne, et il revient à Venise. Il y partage avec l'abbé de Bernis les charmes de la galante nonne de Murano, et y reçoit sous les Plombs du Palais ducal, l'hospitalité de la Sérénissime République.

Mais il n'y a ni clés ni verrous qui puissent retenir un Casanova, et par la plus hardie des évasions, il fausse compagnie à ses geôliers. L'en voilà du coup célèbre, et c'est à Paris qu'il vient jouir de cette célébrité, mais il entend en tirer profit. Il n'est pas seulement né pour les plaisirs, il est né aussi pour les affaires. Il fonde une loterie royale et une manufacture de toiles peintes. Il remplit en Hollande une mission financière dont le résultat pour lui le plus clair est la rencontre de la marquise d'Urfé à qui il promet, par opérations cabalistiques et magiques, le rajeunissement. Pour l'obtenir, elle ne regarde pas à la dépense. M. le chevalier de Seingalt a maintenant sa « grande trésorière ». C'est fort commode, aussi est-ce en bon équipage que le voici à Genève dans cet hôtel des Balances où rien ne manque au voyageur qui peut payer bel écot et où il vient de s'éveiller d'excellente humeur, car il a bien dormi. M. Casanova dort bien.

Il s'est levé en chantonnant et, à peine debout, il a esquissé quelques ronds de jambe. Il aime la danse et il n'a pas oublié qu'il fut beau danseur de furlane et qu'il la dansait jusqu'à l'épuisement. Il serait d'ailleurs fort capable de renouveler ces exploits. Il est dans toute la force de l'âge, et constate à son miroir que le temps ne s'est encore permis à son égard aucun outrage. Ainsi fait, il y a encore plaisir à se parer. Il en trouvera certainement le moyen dans sa garde-robe qui est des mieux fournies. Qu'y choisira-t-il aujourd'hui pour paraître sous un aspect avantageux? Sera-ce son habit bleu doublé d'hermines avec veste de satin blanc brodé ou son habit de velours de quatre couleurs? Pour sa chemise, il la prendra de mousseline garnie à petites manchettes de dentelle. Quelle pierre gravée mettra-t-il à son doigt? Celle où figure Hercule ou celle où est représenté un *biga* romain? Ce qu'il n'oubliera pas, certes, ce sera sa breloque d'or figurant deux jambes. Ainsi paré, il aura belle façon, car, quoiqu'il ne s'agisse pas ici d'un rendez-vous de femme, M. le chevalier de Seingalt entend bien ne rien négliger de ce qui peut prévenir en sa faveur. N'est-ce pas aujourd'hui que M. de Villars-Chandieu va

le conduire aux *Délices* rendre visite à M. de Voltaire!... Certes, M. de Voltaire est un grand homme, et cela vaut bien qu'on se mette en frais pour lui, mais, un grand homme, après tout, n'est qu'un homme et n'y a-t-il pas entre les hommes une égalité que tous les respects du monde ne sauraient empêcher qu'elle existât ?... Un Casanova n'a rien d'un flagorneur et M. de Voltaire s'en apercevra bien...

M DE VOLTAIRE, par l'entremise du banquier Tronchin, a fait, en février 1755, l'acquisition des *Délices*. A son arrivée en Suisse, en 1754, il s'est installé d'abord au château de Prangins, puis il a loué, à Montriond sur Lausanne, une agréable maison bien abritée des vents du nord. Il a passé à Lausanne les années 1756, 1757 et 1758, tant à Montriond qu'au Grand-Chêne, demeure d'été embellie par de beaux jardins. Tout d'abord, Lausanne lui a plu infiniment. Il y a trouvé une charmante société et y a donné de brillantes réceptions. Rien à Lausanne ne rappelait les mœurs rigides de Genève. Elles y étaient empreintes de simplicité et de bonhomie. Les plaisirs du théâtre y étaient fort goûtés. Or M. de Voltaire aime passionnément ce divertissement et il prend part volontiers à la représentation de ses pièces. Il a trouvé pour les interpréter de véritables étoiles : c'est M^me^ de Gentil-Langalerie, M. et M^me^ de Constant d'Hermenches ; mais M. de Voltaire est un auteur exigeant et un metteur en scène qui ne se prive pas de gronderies. Et puis il est inconstant. Il s'est détaché de Lausanne et a pris séjour aux *Délices*. Il s'y plaît mieux que dans ses « ermitages », ses « petites cabanes » de Montriond et du Grand-Chêne. Aux *Délices*, il est chez lui. Il y plante, il y jardine, mais à Lausanne on n'a pas oublié le passage du philosophe, et le souvenir qu'il y a laissé n'est point tout à son avantage. Son départ a provoqué un peu de mauvaise humeur et une petite rancune.

M. Casanova s'en est aperçu, car, à Lausanne, il a entendu parler de M. de Voltaire. La Suisse est fière de cet hôte illustre, mais tracassier, qui est venu chercher refuge sur le sol libre des Cantons. On y admire fort l'auteur de tant de beaux ouvrages, mais on y redoute son esprit satirique. Il court sur lui maintes anecdotes et M. Casanova en a retenu quelques-unes. Il a ren-

contre l'un ou l'autre des acteurs et des actrices improvisés qui ont eu à subir ses gronderies de coulisses, ses vacarmes pour un vers estropié ou mal prononcé, ses rebuffades et ses colères. Si le grand homme peut être enjoué et charmant, il n'est pas toujours d'humeur égale. Cependant, M. Casanova est bien décidé à ne pas quitter le pays avant d'avoir salué ce fameux Voltaire dont on ne cesse de l'entretenir et pour qui on lui propose de toute part des lettres d'introduction; mais le meilleur passeport auprès de l'auteur de *l'Écossaise* n'est-il pas d'avoir joué le rôle de Murray dans la représentation donnée de cette comédie à Soleure, chez l'ambassadeur de France, M. de Chavigny?

Ce Murray est l'amoureux de la pièce; aussi est-ce l'amour qui a conduit M. le chevalier de Seingalt à Soleure. Il ne s'amusait pas fort à Zurich, en cet hôtel de l'Épée où il était descendu venant d'Allemagne. Il s'y amusait si peu que, dans un accès de mélancolie, il lui avait pris l'idée de se mettre désormais à l'abri des vicissitudes de la fortune. Or, quel refuge contre les erreurs de sa vie passée plus sûr que la pieuse solitude du monastère de Notre-Dame des Ermites à Einsiedeln? La Providence ne l'aurait pas mené en vain au seuil de cette sainte retraite. Il s'était ouvert de son projet à l'abbé qui, tout en approuvant le dessein de ce futur novice, lui avait imposé un délai de réflexion. Mais la Providence, dépitée sans doute de ces lenteurs, en avait décidé autrement et n'avait pas tenu compte de son bon propos. Elle avait placé sur sa route la pierre d'achoppement où s'était brisée sa vocation. Une voiture à quatre chevaux arrêtée devant l'auberge de l'Épée; dans cette voiture une jeune brune élégante, vêtue en amazone et coiffée d'un bonnet de satin bleu avec une houppe en argent qui lui tombait sur l'oreille, il n'en avait pas fallu davantage pour mettre fin à ses bonnes résolutions. Le soir, déguisé en sommelier, il avait assumé le service de la belle voyageuse qui s'était fort bien aperçue du stratagème et, quelques jours après, il était venu à Soleure où, muni d'une introduction auprès de M. de Chavigny, il avait joué le rôle de Murray dans *l'Écossaise* et retrouvé sa belle inconnue dont il n'avait d'ailleurs pas obtenu grand chose d'autre qu'un rendez-vous nocturne dont il avait gardé mauvais souvenir, une rivale astucieuse s'étant substituée à l'Enchanteresse et ayant profité d'une méprise due aux illusions des ténèbres.

Heureusement que l'amour lui a réservé des compensations en la personne de cette charmante Dubois que M. de Chavigny lui avait donnée pour « gouvernante ». C'est une fine mouche que cette Dubois! Elle a quelque peu couru le monde au service de Lady Montague et, non seulement elle sait tenir une maison, mais aussi y être d'agréable compagnie. M. Casanova emporta de Soleure une lettre de M. de Chavigny qui le recommande à M. de Muralt, avoyer de Thoune et qui est un personnage considérable de la république de Berne. Il est déjà d'un certain âge et un des sages du gouvernement, ce qui ne l'a pas empêché d'aller prendre M. Casanova à son hôtel pour lui faire tout d'abord les honneurs de la bibliothèque et le mettre ensuite en relations avec la meilleure société du lieu qui n'en manque point d'excellente, bien que sérieuse.

C'est à un dîner chez M. de Muralt que M. Casanova en a eu les premiers aperçus. Il y a vu quatre ou cinq des femmes qui ont le plus de réputation et en a été fort content. Il a goûté leur air aisé, la gaité de leurs propos et la décence de leur habillement, car, à Berne, les lois interdisent certains luxes, tel que celui, par exemple, de se parer de perles ou de diamants véritables et de garnir les robes de broderies d'or ou d'argent Il a fait aussi connaissance, grâce à M. de Muralt, avec plusieurs des hauts magistrats bernois. Là, pas de frivolité. Les discours traitent de droit public, d'intérêts d'État, de commerce, d'économie, de spéculation. Tout cela est fort bien, mais après ces graves rencontres, il n'est pas mauvais de retrouver cette charmante Dubois qu'il était bien résolu à établir avant de s'en séparer, mais il attendrait d'être à Lausanne pour mener à bien ce beau projet. Avant de s'y rendre, il a tenu à faire visite à l'illustre Albert de Haller, en sa résidence de Roche, au bailliage d'Aigle.

C'est un grand homme comme le grand Voltaire, que le grand Haller et, sans égaler la renommée du philosophe, celle du savant se place haut dans l'admiration du siècle. Il a traité des matières les plus diverses, théologie, médecine, histoire, beaux arts. Il a cinquante-deux ans. Il est en relations épistolaires avec les savants du monde entier et correspond avec Morgagni et Pontedera qui professent à l'Université de Padoue et dont M. Casanova a été l'élève. Cela lui a valu une invitation à dîner. Or, on dîne fort bien chez M. de Haller. La table y

est bonne et abondante et la conversation n'y chôme pas. Naturellement, il y a été question de M. de Voltaire. Entre le châtelain des *Délices* et le bailli bernois, les relations manquent de cordialité. Les opinions irréligieuses de Voltaire, ses plaisanteries sont profondément antipathiques à M. de Haller qui lui reproche également ses inexactitudes historiques. M. de Haller a refusé de prendre parti pour M. de Voltaire dans ses querelles avec le libraire Grasset et il n'admire que médiocrement *Zaïre*. « M. de Voltaire, dit-il, est un homme qui mérite d'être connu, quoique, malgré les lois de la physique, bien des gens l'aient trouvé plus grand de loin que de près. » M. le chevalier de Seingalt a enregistré le jugement, mais il a réservé le sien et, tout en réfléchissant à ce qu'il a entendu, il a pris la route de Lausanne pour y retrouver sa chère Dubois.

Elle l'y avait précédé et y habitait avec sa mère. Sa chère Dubois allait faire une fin. Lebel, le maître d'hôtel de M. de Chavigny, lui proposait de l'épouser. C'était un honnête homme, et cette demande en mariage s'accordait avec les plans d'établissement que M. Casanova avait formés pour son aimable gouvernante. Il avait demandé un délai de dix jours avant de donner son consentement à cette union. Ces soins ne l'avaient pas empêché d'aller remettre ses lettres de recommandation. Elles lui avaient valu fort bon accueil de la part de la société lausannoise et cet accueil lui avait fait négliger quelque peu sa chère Dubois. Lebel, retourné à Soleure, insistait pour connaître son sort, et le sort en était jeté. Lebel rappelé de Soleure était venu prendre possession du doux présent que lui faisait M. Casanova. Les adieux devaient se faire à une auberge qui était à deux lieues sur la route de Genève. On s'était séparé tendrement. Dès lors, rien ne l'avait plus retenu à Lausanne, et il était venu à Genève à l'hôtel des Balances. M. de Voltaire ne se doutait guère dans quels plateaux on l'allait peser tout à l'heure!

Laissons M. le chevalier de Seingalt pénétrer aux *Délices* sous la conduite de M. de Villars-Chandieu et ne prenons pas la peine d'écouter à la porte ce qui s'est dit en cette entrevue fameuse. Notre chevalier se chargera lui-même de nous rap-

porter les propos qui s'y tinrent et nous a laissé le récit des cinq entretiens qui eurent lieu entre lui et l'illustre vieillard. Chaque soir des cinq journées qu'il passa aux *Délices*, M. Casanova en nota soigneusement tous les détails et, plus tard, il en composa un des chapitres les plus curieux et les plus vivants de ses *Mémoires*. Inutile de dire qu'il s'y donna figure avantageuse. Ne fit-il pas pleurer le grand Voltaire, en lui récitant un chant de l'Arioste et n'eut-il pas l'audace de le contredire et de lui tenir tête sur certains points? Néanmoins fut il si satisfait de ce tournoi et n'en emporta-t-il pas quelque rancune et une certaine déception ? Aussi pourquoi M. de Voltaire ne lui demanda-t-il pas de lui faire le récit de la célèbre fuite des Plombs, récit où il excellait et qui durait plusieurs heures? Il faut mettre les gens que l'on reçoit en état de se montrer dans leur plus beau. C'est à quoi manqua M. de Voltaire et ce que Casanova ne lui pardonna sans doute point. N'eût-il pas mieux valu entendre notre aventurier conter la plus belle et la plus extraordinaire de ses aventures, que de discuter avec lui de Merlin Coccaie et des vers martelliens et de le chicaner au sujet des superstitions et du gouvernement de Venise? Aussi Casanova ne trouva-t-il pas Voltaire « sublime en tout ». Ne nous en plaignons pas. Le portrait que trace de lui Casanova n'en est que plus vivant.

Henri de Régnier.

# LES SOVIETS DEVANT UNE NOUVELLE CRISE ÉCONOMIQUE

Au cours de l'exercice 1927-1928, des événements se sont produits, d'où il ressort avec évidence que le gouvernement soviétique se voit forcé de reconnaître comment le régime instauré par lui l'a fatalement conduit à une impasse dans le domaine agricole aussi bien que dans le domaine industriel. Les mesures auxquelles il a actuellement recours, — efforts pour transformer la production agricole individuelle en production collective ou production d'État, manœuvre pour convaincre le prolétariat russe, par le moyen d'un procès monstrueux accompagné de sanglantes exécutions, que son échec dans l'industrie est l'œuvre d'un sabotage contre-révolutionnaire, — sont autant d'aveux d'impuissance, autant d'indices de l'inquiétude qui l'envahit.

Or, pendant cette période, il ne s'est trouvé aux prises avec aucun facteur défavorable au développement de la vie économique. L'opposition provoquée dans le parti communiste par la politique de Staline est brisée, ou tout au moins s'est terrée et ne se manifeste plus pour le moment; aucun pays, quelle que soit son appréhension du régime soviétique, ne lui cherche querelle et ne songe à provoquer la guerre. Enfin, — fait rare dans l'histoire agricole de la Russie, — après deux bonnes récoltes qui se sont suivies en 1926 et 1927, voici pour 1928 une récolte au-dessus de la moyenne. Sous l'ancien régime, une pareille succession de bonnes récoltes aurait provoqué, dans toutes les branches de l'économie, un superbe essor. Sous le gouvernement soviétique, voici la situation :

graves difficultés pour constituer des stocks de céréales, crise alimentaire dans les villes et réapparition des queues interminables d'acheteurs devant les boutiques de produits alimentaires; arrêt de l'exportation des céréales; achats importants de grains par les Soviets sur les principaux marchés du monde.

### LE PROBLÈME AGRICOLE

Avant d'examiner les mesures que le pouvoir soviétique a imaginées pour conjurer la crise, recherchons-en les origines. Et d'abord est-il vrai que le pouvoir soviétique ait ramené l'agriculture russe à son niveau d'avant-guerre?

Comme toujours, nous emploierons uniquement des documents d'origine soviétique. Ce sont eux qui établissent à quel point une telle affirmation est inexacte, — pour ne pas dire plus, — même abstraction faite de la forte augmentation de la population, même si l'on opère non pas avec des moyennes, mais avec les chiffres absolus des dernières récoltes, qui présentent, comme nous venons de le dire, une série exceptionnelle de rendements élevés.

La *Revue économique* publiée par l'institution suprême de l'Union, le Conseil du travail et de la défense, contient dans sa livraison de juin dernier, un article où M. P. Lyastchenko donne sur la production agricole de l'U. R. S. S. en 1927 les renseignements suivants. En 1927, la surface ensemencée de céréales a été d'environ 95,6 millions d'hectares contre 98,7 millions d'hectares en 1909-1913 (1) : elle n'a par conséquent pas encore atteint la surface ensemencée d'avant-guerre. Il faut remarquer que M. Lyastchenko compare la surface ensemencée d'une seule année 1927 avec la moyenne de cinq années d'avant-guerre. La différence serait plus grande si la comparaison était faite soit entre l'année 1927 et l'année 1913, soit entre la moyenne de 1923-1927 et celle de 1909-1913. Elle le serait plus encore si, au lieu de la totalité des céréales prises en bloc, on considérait les espèces les plus précieuses pour l'exportation. Tandis que les emblavures de maïs ont augmenté de deux fois et demie par rapport à la moyenne de 1909-1913, la surface ensemencée de

(1) Sur les mêmes territoires qu'occupe actuellement l'U. R. S. S.

froment ne représente que 80 pour 100 de celle d'avant-guerre, et celle ensemencée d'orge seulement 60 pour 100.

Le rendement à l'hectare n'atteint pas davantage le niveau d'avant-guerre. Les belles récoltes de ces dernières années n'ont produit que 72 à 75 millions de tonnes, tandis qu'en moyenne, pour les années 1909-1913, elles étaient de 80 millions de tonnes. Quant au froment et à l'orge, en 1925-1927, on a récolté 20,5 millions de tonnes de froment contre 24,7 millions de tonnes d'avant-guerre; et seulement 4,7 millions de tonnes d'orge contre 10 millions d'avant-guerre.

Enfin, il faut tenir compte de la forte augmentation de la population russe depuis 1914. En 1914, sur les mêmes territoires occupés actuellement par l'Union Soviétique, le chiffre de la population, d'après les calculs du Comité central de statistique, était de 135 millions et demi. D'après le recensement général de 1926, la population de l'Union atteignait 147 millions. En 1927, année à laquelle se rapporte la statistique agricole que nous venons de citer, la population devait être de 150 millions, — puisque depuis 1922, après la diminution causée par la grande guerre, la guerre civile et la famine, la population augmentait par an de 2 pour cent.

Si donc, au lieu d'une évaluation globale, on compte par tête, la diminution de la production de céréales apparaît plus considérable encore.

Il est non moins important de constater dans quelle mesure a diminué la proportion des céréales que le producteur apporte au marché, après avoir mis en réserve les quantités nécessaires à son alimentation, à l'approvisionnement en semences, à la constitution de stocks.

Quelle est la cause de ce très grave phénomène? M. Lyastchenko la voit dans la disparition des grandes propriétés foncières d'avant la révolution, et dans l'extrême morcellement des terres : de 15 millions avant la guerre, les exploitations paysannes avaient passé à 22 millions il y a trois ans; il y en a actuellement de 24 à 25 millions. En effet, le petit producteur, obligé de mettre en réserve une quantité relativement plus grande, ne fournit à la vente qu'une partie relativement plus petite. C'est ainsi que les groupes de paysans, moyens et petits propriétaires, ne consentent à vendre que 10 à 15 pour 100 de leur production, tandis que les groupes supérieurs consacrent

de 20 à 40 pour 100 et jusqu'à 50 pour 100 de leur production à approvisionner les marchés. Avant la guerre, les quatre cinquièmes des céréales apportées sur le marché étaient fournis par les propriétaires fonciers et par les paysans aisés : actuellement, les trois quarts proviennent de moyennes et de petites exploitations paysannes. Quant au froment et à l'orge, ils occupent de cinq à dix fois plus de place dans les grandes exploitations que dans les petites.

Même appréciation de la situation agricole chez un autre auteur, M. Karatyguine (1). Après avoir constaté que la reconstitution de l'agriculture soviétique s'est effectuée, non pas sous la forme de l'intensification de la production, mais sous la forme de l'extension des emblavures, il poursuit : « La forme extensive du développement de l'économie rurale, avec ses bas rendements, a eu comme conséquence un bas revenu de l'agriculture, et cela, non seulement si on le compare avec le revenu donné par l'agriculture des autres pays, mais aussi par rapport au revenu donné par l'agriculture russe d'avant-guerre. Cela s'explique : 1° par le fait que les terres des propriétaires fonciers où le capital et le travail étaient appliqués d'une manière plus intense ont passé aux paysans, et 2° par l'absence, actuellement, chez le paysan, de l'outillage et des capitaux nécessaires. »

Ainsi il est établi, par les spécialistes soviétiques eux-mêmes, qu'une des raisons du lent développement de l'agriculture soviétique et de la diminution des quantités qu'elle fournit au marché, est la division des terres réalisée par la politique agraire et sociale du gouvernement soviétique.

On sait de reste, — et je l'ai établi à maintes reprises, ici même, — que cette raison n'est pas seule à expliquer la crise agricole actuelle. C'est le système lui-même, dans son ensemble, qui devait fatalement amener un conflit entre les paysans et le gouvernement bolchévique, l'intérêt de celui-ci étant d'acheter aux paysans les céréales le moins cher possible et de leur vendre le plus cher possible les produits de l'industrie d'État. Le gouvernement soviétique est incapable d'abaisser les prix de vente de ces produits, car l'industrie, sous le régime qu'il a instauré, travaille avec un coût de production extrêmement élevé. Forcé de s'adresser à l'industrie soviétique, le paysan

(1) L'industrie d'État et l'agriculture, *Revue économique*, août 1927.

russe n'apporte sur le marché que les quantités de céréales strictement indispensables pour se procurer l'argent nécessaire au paiement des impôts et à l'achat des objets dont il lui est absolument impossible de se passer et qu'il ne peut pas fabriquer lui-même.

De là vient que le pouvoir soviétique, malgré une succession de bonnes récoltes, n'arrive pas à constituer les stocks nécessaires, soit forcé d'arrêter les exportations et d'avoir recours à cette mesure extravagante : *l'importation des céréales*!

### KOLHOS ET SOVHOS

C'est au cours du premier trimestre de l'exercice 1927-1928, — commençant au mois d'octobre, — que la situation se révéla dans toute sa gravité. Aux causes que je viens d'indiquer, il convient d'ajouter la panique que le pouvoir soviétique lui-même venait de créer en s'avisant de dénoncer de soi-disant visées agressives des pays capitalistes et de faire courir des bruits de guerre. Cette fable fut prise au sérieux par le paysan : aussitôt, par crainte de la réquisition et en prévision de la hausse des prix, les céréales se cachèrent.

Le Gouvernement décréta des mesures exceptionnelles. Il accusa le paysan d'accaparement. Il exigea le paiement de tous les arriérés d'impôts, forçant ainsi les producteurs à réaliser, pour se procurer de l'argent. Il alla jusqu'à mettre en jugement et jeter en prison les paysans détenteurs de réserves, et à confisquer ces réserves. Une véritable chasse fut organisée contre les paysans qui ne voulaient pas vendre leurs céréales ou qui essayaient de les vendre à des particuliers dans des conditions plus avantageuses.

Ces mesures, malgré l'annonce d'une nouvelle bonne récolte, n'ont pu redresser la situation et la ramener même au niveau de l'année précédente : en avril 1928, le Gouvernement n'a pu acheter que 225 000 tonnes de céréales contre 454 000 en avril 1927, en mai 1928 seulement 281 000 contre 318 000 en mai 1927. Dans une récente résolution du Comité central et de la Commission centrale du contrôle (6 avril 1928), il est reconnu que les « mesures extraordinaires prises pour augmenter les livraisons de céréales par les paysans, ont provoqué un mécontentement des paysans et des manifestations hostiles contre les

autorités soviétiques ». On peut donc affirmer que cette politique a fait faillite.

Le pouvoir soviétique s'en rend compte et cherche d'autres moyens pour se procurer les céréales dont il a si grand besoin. Ici, comme dans tous les autres domaines de la politique économique et sociale, deux voies s'ouvraient devant lui : la voie de la sagesse et du bon sens qui l'aurait mené à une politique plus modérée, plus favorable à l'initiative, au travail et à l'épargne; et une autre voie, celle de la démagogie, qui aboutit à exagérer les tendances extrémistes et à poursuivre des chimères sociales pour des buts purement politiques. C'est cette seconde voie qu'a choisie le Gouvernement des Soviets. Il a formé le projet fantaisiste de se libérer de la dépendance des paysans aisés, en groupant les petits producteurs en grandes exploitations collectives, les *Kolhos*, et en formant de grands domaines agricoles d'État, les *Sovhos*.

Les Kolhos et les Sovhos ne sont pas des inventions d'aujourd'hui. A l'époque du communisme intégral, les Soviets avaient déjà essayé de bolchéviser les campagnes en créant des comités de pauvres et en essayant de collectiviser la production agricole par la création des Kolhos. L'expérience échoua piteusement. Quant aux Sovhos, leur origine est dans la disette dont souffraient les villes, aux premières années du bolchévisme : les citadins s'en allaient dans les villages pour trouver un peu de farine en échange des quelques objets mobiliers qui leur restaient encore. Diverses institutions officielles obtinrent alors de petits domaines à exploiter pour nourrir leurs fonctionnaires : ce furent les premiers Sovhos.

A l'heure actuelle, s'il reste encore sur le territoire de l'U. R. S. S. des Kolhos et des Sovhos, leur rôle dans l'ensemble de la production agricole du pays est à peu près nul. D'après le calcul du Comité central de statistique (1), la surface ensemencée en céréales, pour l'ensemble des Kolhos et des Sovhos, représente environ 1,7 pour 100 de la surface de l'Union ensemencée en céréales, et ils fournissent environ 2 pour 100 de la récolte de céréales. Sur l'ensemble des céréales récoltées, les Sovhos ne peuvent mettre en vente que 50 pour 100 et les Kolhos 30 pour 100 de leur production, de telle manière que

(1) *Revue économique* de juin 1928, p. 17.

les Kolhos et les Sovhos ne fournissent, par petites quantités et à un grand nombre de marchés, qu'en tout et pour tout moins de 3 000 tonnes de céréales.

Quand le gouvernement soviétique, pour un but de propagande et « pour relever la conscience socialiste des paysans », organisa dans tout le pays des congrès de Kolhos, et à Moscou, le congrès général, il proclama que des progrès merveilleux avaient été accomplis dans ce domaine, en quelques mois, depuis qu'avait été lancé le mot d'ordre : « Réunissez-vous en Kolhos. » On lit dans l'article sur *les Résultats des congrès des Kolhos* publié le 21 juin 1928 par l'*Economitcheskaya Jizn* : « A quel point la collectivisation est devenue un mouvement des masses, on peut le juger d'après les chiffres suivants : d'octobre 1927 au 15 avril 1928, ont été organisés 16 000 nouveaux Kolhos, ce qui constitue une augmentation de 140 pour 100. »

A coup sûr, un tel chiffre est pour frapper l'imagination. Mais à examiner les choses d'un peu près, nous nous apercevons que, dans le plus grand nombre de cas, on affuble du nom de Kolhos une simple association de quelques familles paysannes pour exécuter en commun un travail agricole quelconque, — associations qui d'ailleurs ont existé de tous temps en Russie. Ou encore on forme les Kolhos uniquement en vue de profiter des différents avantages que les autorités accordent à ces enfants chétifs mais choyés du communisme : larges attributions de crédits, exemption d'impôts, etc. Les formes les plus simples de Kolhos, les associations pour le travail en commun, dont l'importance au point de vue de la production est minime, représentaient, en octobre 1927, 50 pour 100 du nombre total des Kolhos : le 15 avril 1928, elles en représentaient 75 pour 100. La plupart de ces Kolhos sont de toutes petites associations groupant cinq à dix ou douze familles tout au plus et, pour cette raison, dénommés Kolhos-nains. Il est superflu de démontrer que de pareils Kolhos ne vont être ni viables, ni rentables : sur la surface restreinte des terres que possèdent de pareils Kolhos, l'emploi d'une machine agricole ou d'un tracteur ne peut avoir pour effet que des pertes. Enfin, toutes les études sur la question signalent la formation de faux Kolhos : leurs organisateurs n'ont pour but que de s'assurer par ce procédé l'ouverture de crédits. Est-il besoin de faire remarquer que le mouvement des Kolhos, d'origine uniquement politique, n'a

aucune chance de se développer dans les conditions actuelles de la vie paysanne russe.

Il faut en dire autant des Sovhos. Les Sovhos, lisons-nous dans une étude de M. Galevius (1), occupent seulement 1,2 pour 100 de la surface des terres agricoles de l'Union. Cette surface ne représente que 6,5 pour 100 des terres qui appartenaient avant la révolution aux propriétaires fonciers. Ils sont souvent exploités par des institutions qui n'ont avec l'agriculture aucun rapport, vestiges du temps où les Sovhos étaient rattachés aux diverses institutions d'État et représentaient pour les employés et les ouvriers de ces institutions les seuls moyens qu'ils eussent de se procurer le pain, le lait, etc. Mais, constate l'auteur de l'étude, si l'importance économique des Sovhos n'est pas grande, « ils sont, pour le pouvoir soviétique et le parti communiste, autant de points d'appui dans l'œuvre de la socialisation des campagnes ».

### FABRIQUES DE GRAINES D'ÉTAT

En même temps qu'il encourage les Kolhos et les Sovhos, sans d'ailleurs en attendre aucun résultat économique sérieux, le pouvoir soviétique a imaginé une nouvelle invention, autour de laquelle il est en train de faire un grand battage dans ses journaux et dans diverses réunions. Ce sont les grandes « Fabriques de graines d'État » qui permettraient la culture intensive des céréales par des procédés exclusivement mécaniques.

Ces « fabriques » doivent donner, d'après les calculs du commissariat des céréales, 100 millions de pouds de céréales par an.

Pour former en quatre ans de pareils géants agricoles, il faut disposer de puissants moyens techniques et financiers. Cette considération n'arrête pas, — sur le papier du moins, — le gouvernement soviétique. Dans un pays qui manque des cadres d'agronomes les plus strictement indispensables, il élabore un projet, d'après lequel, pour former et exploiter ces grandes fabriques de graines, il fournira, dans l'espace de quatre ans, 125 directeurs agronomes supérieurs, 1 300 directeurs de domaines, plusieurs milliers de mécaniciens, monteurs, etc. Quant aux capitaux à investir dans ces entreprises d'État, ils sont évalués par le commissariat de l'Agriculture à

(1) *Revue économique*, Moscou, 1928, n° 4, p. 73.

337 millions de roubles, soit 4 milliards et demi de francs.

Au surplus, la Russie possède-t-elle encore de grands espaces non occupés, et pouvant être utilisés sans de longs et coûteux travaux d'irrigation, d'assèchement, de déboisement, etc? Le projet du Gouvernement prévoit l'installation de ces fabriques de grains dans le Caucase du Nord, dans certaines régions du Bas Volga, dans l'Oural, dans la Sibérie, dans la région des Cosaques. Dans les trois premières de ces régions, on aurait peine à trouver des surfaces d'un seul tenant d'une importance correspondant aux prévisions du projet. Dans les autres, les conditions climatiques du sol ne sont pas favorables à la grande culture : sur cinq années, il y en a ordinairement deux de disette et une de rendement élevé, allant jusqu'à 100 pouds par déciatine et plus : en moyenne, on ne peut pas compter, dans ces régions, sur un rendement de plus de 45 à 50 pouds par déciatine, avec l'emploi de méthodes agricoles perfectionnées. Mais c'est surtout le manque d'eau et la densité tout à fait insuffisante de la population (de 11 à 14 habitants par kilomètre carré) qui constituent les obstacles les plus sérieux à l'exploitation rationnelle de ces régions par un pouvoir manquant des moyens financiers et techniques appropriés.

On peut donc affirmer que le Gouvernement des Soviets rencontrera dans la réalisation de ses projets des difficultés insurmontables. Et qui sait si un jour Kolhos et Sovhos ne provoqueront pas une riposte de la part des paysans? Cette invention du pouvoir soviétique pourrait bien avoir un lendemain analogue aux journées de juin provoquées par la débâcle des ateliers nationaux. Que le Gouvernement des Soviets ait imaginé une pareille machine de guerre contre les paysans, est le plus clair aveu d'impuissance, — impuissance à organiser et développer la production paysanne, impuissance à faire la paix avec les paysans, dont dépend, en grande partie, le sort même du pouvoir soviétique (1).

(1) Ces lignes étaient écrites quand les journaux soviétiques nous ont apporté le texte de la résolution prise par le Comité central du parti communiste de l'Union sur la question de l'approvisionnement en céréales. Ce document confirme entièrement ce que nous venons d'exposer. Il déclare notamment que les mesures prises au cours de l'exercice 1927-1928, pour amener les paysans à vendre leurs céréales, ont provoqué parmi eux un profond mécontentement et doivent prendre fin. Cette politique a fait, par conséquent, faillite, non sans avoir, dans une forte proportion, augmenté l'hostilité des paysans envers le pouvoir.

### LE PROBLÈME INDUSTRIEL

Ce n'est pas seulement dans le domaine agricole que le pouvoir soviétique se heurte à de pareils obstacles. Il se montre aussi impuissant à résoudre le problème industriel et le problème ouvrier, et là aussi il a recours à des expédients pour donner le change à l'opinion publique.

Dans toutes les études que nous avons consacrées à l'économie soviétique, notre point de vue a toujours été que le vice foncier de cette économie est la coexistence de l'économie d'État (englobant l'industrie nationalisée, les transports, le commerce extérieur), toujours déficitaire, et de l'économie privée (englobant la production agricole, fruit du travail de toute la masse des paysans, et une partie du commerce intérieur, notamment du commerce de détail) toujours destinée à combler le déficit de l'économie d'État. L'économie soviétique ne peut exister qu'en exploitant sans merci l'économie privée. Comme nous l'avons montré, cette exploitation s'effectue par la vente à la population des objets fabriqués à des prix très chers, par le prélèvement d'impôts très élevés et par la lourde contribution que constitution l'émission du papier-monnaie déprécié de plus de la moitié de sa valeur nominale. L'entretien de l'industrie soviétique, — sous la forme de dotations budgétaires ou d'ouverture de « crédits » à l'industrie par les banques d'État, — pèse d'un poids particulièrement lourd sur l'économie du pays.

Rappelons-nous que le pouvoir soviétique a reçu du régime précédent une industrie prospère dotée d'un outillage puissant, possédant, avec des cadres d'ouvriers qualifiés et avec un excellent personnel technique, des stocks énormes de matières premières. Entre les mains de ses anciens propriétaires, non seulement l'appareil industriel russe satisfaisait entièrement aux besoins des consommateurs en leur livrant des produits d'une excellente qualité à des prix deux fois moins élevés que les prix actuels; mais, en même temps, l'industrie russe servait aux capitaux investis des revenus considérables, environ 800 millions de roubles or par an, dont une partie était employée au développement de l'outillage industriel, et une autre était servie aux actionnaires sous forme de dividendes,

sans parler de fortes contributions qu'elle versait au Trésor en payant, comme impôts et sous d'autres formes, de 400 à 500 millions de roubles or par an.

A l'occasion de son dixième anniversaire, le Gouvernement des Soviets a bruyamment vanté les succès de la production industrielle soviétique, et affirmé que cette production avait déjà presque atteint le niveau de celle d'avant-guerre. Dans l'étude que nous avons consacrée à cette question, nous nous sommes permis d'émettre des doutes sur l'exactitude de la statistique soviétique. Mais, même en admettant que, quantitativement, l'industrie soviétique se soit accrue au cours des dernières années, cela ne prouverait nullement que cette industrie soit en progrès

En effet, pour prouver que l'industrie est rationnellement organisée, qu'elle est viable, qu'elle donne des bénéfices, il faut démontrer : 1° que l'industrie fournit des produits d'une qualité normale; 2° que le coût de production est normal pour l'époque et le pays donnés; 3° que l'industrie est capable de développer la production jusqu'aux limites nécessaires pour couvrir les besoins de la consommation; 4° qu'elle donne un revenu suffisant pour payer l'intérêt du capital investi, et assurer le renouvellement de l'outillage usé. Examinons chacun de ces chapitres.

La *qualité* des objets fabriqués par l'industrie soviétique non seulement est au-dessous des standards d'avant-guerre, mais est franchement mauvaise. Le record appartient à l'industrie textile. Les marchandises qu'elle livre aux consommateurs sont absolument inutilisables : les étoffes sont lâches, mal tissées, d'une largeur qui n'est pas uniforme dans une même pièce; les tissus se déchirent dès qu'on les touche, les cotonnades sont brûlées par l'impression, les couleurs passent et déteignent. Les produits métallurgiques ne valent guère mieux. Usines et chemins de fer se plaignent constamment de la mauvaise qualité du métal pour les rails et les tuyaux fabriqués par les usines soviétiques; les acheteurs de machines agricoles protestent contre les défauts de celles qu'on leur livre, etc. Les tuyaux fournis comme devant supporter une pression de vingt atmosphères, éclatent à la pression d'une atmosphère et demie; le savon, au lieu de laver, salit; les allumettes ne veulent pas s'allumer; les meubles jouent et cassent; les chaussures sont

fabriquées avec une mauvaise matière première et sont mal cousues; les bottes se décousent et les talons tombent; la vaisselle émaillée s'écaille au premier usage; les vitres sont pleines de bulles; les briques sont mal cuites, déformées, et donnent 80 pour cent de casse; les couleurs sont inutilisables (1), etc.

L'élévation du *prix de revient* est, depuis longtemps, le vice radical de l'industrie soviétique. Vainement, depuis 1924-1925, le pouvoir soviétique a-t-il essayé de lutter : d'après les données du spécialiste soviétique Moltchanoff, les prix de revient dans les 11 principales branches de production, après un an d'effort, étaient encore en moyenne de 197 pour 100 supérieurs aux prix de revient d'avant-guerre (2). Cela, non pas seulement dans les usines et fabriques travaillant avec l'outillage ancien, mais aussi bien dans les établissements industriels nouvellement outillés (3). On trouve dans les journaux soviétiques nombre de cas où les nouvelles installations qui devaient rationaliser la production d'après le dernier mot de la technique moderne, ne faisaient qu'élever le prix de revient et abaisser la qualité. On peut citer, à titre d'exemples : les verreries d'Ekaterinoslaw et Konstantinovsky (4), les fabriques de bouteilles Serguievsky et Pokrovsky, dont le coût de production dépasse de 8 à 10 fois les prévisions (5), les nouvelles scieries et usines pour travail du bois du Severoles (6), les résultats obtenus par l'introduction de procédés mécaniques dans le bassin du Donetz, etc. L'exemple le plus frappant des tristes résultats donnés par le régime actuel de l'industrie est fourni par les stations hydroélectriques. Au témoignage du substitut soviétique Kondourychkine (7), le prix de revient de l'énergie est, dans les stations hydroélectriques de Volkhov et de Zemo-Avtchal, supérieur au prix de revient des stations chauffées au charbon, et cela même à Pétrograd et à Tiflis où la houille est particulièrement chère.

Si nous faisons la comparaison avec les autres pays, nous voyons qu'en 1927-1928 les prix de revient des produits indus-

(1) Voir *l'Économitcheskaya Jizn* du 29 X, 27, 28, 29 et 31 XII 1927, 22, 29 I 1928; *Pravda* du 29 I 28.

(2) *Economitcheskoye Obosrenie*, IX, 1925. — (3) Voyez *Economitcheskaya Jizn* du 1 X 1927. — (4) *Id.* 12 II, 2 III, 30 XII 1927. — (5) *Id.* 29 I, 1928. — (6) *Id.* 19 I, 1928. — (7) Voyez son livre : *le Capital privé devant les tribunaux soviétiques.*

triels en Angleterre, en France, en Allemagne, aux États-Unis ne représentaient que 40 à 45 pour 100 de ceux de l'U. R. S. S.

Mais c'est certainement *l'insuffisance de la production* qui est le côté le plus faible de l'industrie soviétique : la disette de produits industriels a été permanente, au cours de ces dernières années, dans l'U. R. S. S. Après la crise de surproduction de 1922-1923, alors qu'environ 50 pour 100 de la production sont restés invendus, les quantités fournies par l'industrie soviétique ont toujours été insuffisantes pour répondre à la demande pourtant très restreinte d'une population tombée dans la misère.

Ce manque de marchandises a pris dernièrement un aspect particulièrement grave : ces queues interminables d'acheteurs que nous avons signalées plus haut à la porte des magasins d'État et des sociétés coopératives. A Moscou, récemment, la population a perdu patience et pris d'assaut les boutiques (1) : le Gouvernement a dû appeler les troupes pour rétablir l'ordre.

Impuissant à augmenter la production, le Gouvernement soviétique *a inventé un moyen original et vraiment incroyable de lutter contre la disette de marchandises, qui consiste à abaisser artificiellement le pouvoir d'achat de la population.* Cette politique de réglementation de la demande *anormale* des consommateurs a été officiellement inaugurée en 1926 (2) : depuis lors, elle fait définitivement partie du système d'administration. Dans le rapport du *Gosplan* au Conseil du travail et de la défense et au Conseil des commissaires du peuple sur les prévisions économiques pour l'exercice 1927-1928, il est dit que « la règlementation de la demande de la population est considérée comme le seul moyen d'établir un équilibre entre l'offre et la demande des produits industriels (3). » De même, l'économiste soviétique Salkind, examinant les conditions de l'équilibre du marché, insiste sur les mesures ayant pour but « de freiner l'accroissement des revenus des populations urbaines », notamment en abaissant les salaires ; il recommande aussi d'augmenter la pression sur les paysans, en abaissant encore les prix des produits agricoles, en élevant l'impôt agricole, en donnant à l'emprunt agricole le caractère d'un emprunt forcé, etc.

(1) *Journal du Commerce et de l'Industrie* du 4 VIII 28.
(2) Voir *Econ. Jizn* du I X, 30 XI, 2 XII 1926. — (3) *Econ. Jizn*, 9 IX 27.

La politique de pression sur les prix des produits agricoles s'est exercée avec une rigueur qu'on peut mesurer grâce aux chiffres suivants. Tandis qu'à l'heure actuelle le pouvoir d'achat des produits agricoles représente en moyenne, dans les autres pays, entre 74 et 90 pour 100 de leur pouvoir d'achat d'avant-guerre, en U. R. S. S., le pouvoir d'achat des produits agricoles par rapport aux marchandises manufacturées représente actuellement le quart ou le tiers de celui d'avant-guerre (1). Et en 1927 et 1928 la situation a fortement empiré.

Tel est le système par lequel le pouvoir soviétique a organisé l'exploitation du paysan russe : en usant du monopole qu'il s'est attribué dans la grande industrie et dans le commerce extérieur, et en éliminant le commerçant privé du marché du blé, il a pu abaisser fortement les prix des produits agricoles tout en élevant les prix des produits industriels de deux à trois fois leur valeur au-dessus du niveau d'avant-guerre. De cette façon, le paysan couvre les déficits de l'industrie étatisée. Quant à la liberté du commerce, promise par Lenine à l'aube du Nep, elle est de nouveau supprimée en pratique pour le paysan russe, qui est tenu de vendre ses produits aux institutions soviétiques et ne peut pas se passer des produits de la grande industrie nationalisée.

Le président du conseil des Commissaires du peuple, Rykoff, dans son discours à la III[e] Session du VTZ IK (Comité exécutif de l'Union) a nettement reconnu que « *le système des prix est un moyen de puiser les ressources dans le secteur privé (paysans), pour les besoins du secteur socialiste (industrie, commerce et transport étatisés)* ». C'est l'aveu que le secteur soi-disant socialiste est un parasite qui ne peut subsister qu'aux dépens du secteur privé.

Il résulte de tout ce qui précède que l'industrie d'État soviétique s'est montrée impuissante à s'acquitter de sa tâche essentielle qui est d'approvisionner la population de toutes les quantités de marchandises de qualité normale dont elle pourrait avoir besoin, en les lui vendant à des prix normaux.

Examinons maintenant si cette industrie peut du moins subsister par elle-même et si ses revenus peuvent couvrir les frais

(1) *Econ. Jizn*, 1926, n° 202.

de production, l'entretien et l'amortissement de son outillage.

En règle générale, une industrie réalise des bénéfices quand le coût de production, — y compris toutes les dépenses générales et d'exploitation et l'amortissement des capitaux, — est inférieur au prix du marché libre réglé par l'offre et la demande. Les conditions sont toutes différentes dans l'U. R. S. S., où l'industrie soviétique jouit du monopole, et où la libre concurrence des producteurs n'existe pas. Les prix de vente de produits industriels ne sauraient en conséquence y être fixés de la même manière que dans les autres pays, où le commerce est libre. Le gouvernement soviétique fixe ces prix de la même manière que sont fixés en Europe les prix des produits faisant l'objet d'un monopole fiscal. En fait, les bénéfices réalisés par les entreprises soviétiques ont la même origine et sont de la même nature que les impôts.

Eh bien! malgré cette situation exceptionnelle faite à l'industrie soviétique, ses revenus non seulement ne sont pas suffisants pour assurer des bénéfices au Trésor, mais ne permettent même pas d'amortir l'outillage dans des conditions normales, de telle manière que l'outillage industriel soviétique continue, — surtout dans l'industrie lourde, — à s'user et à se détériorer. Comme il est juste, cette usure s'accélère avec le développement de la production. Ainsi s'opère la consommation par l'industrie soviétique de ses capitaux fixes.

Dans son étude sur *la Métallurgie noire dans l'économie de l'U. R. S. S.* (1), l'économiste soviétique Goltzmann écrit : « Les réserves sont épuisées. Toutes les usines, qui se trouvaient encore en état de conservation, travaillent, même celles qui devraient être liquidées. Maintenant va commencer inévitablement le processus inverse : liquidation d'un nombre de plus en plus grand d'usines ayant usé leur outillage au point de ne pouvoir plus exécuter que des travaux à la main. » Dans l'industrie du bois, l'outillage est usé dans la proportion de 45 pour 100 (2), et, dans la meunerie, dans la proportion de 50 pour 100 (3); les mines du bassin du Donetz ne pourront fournir, d'après les calculs du professeur Goubkine, que 1 700 millions de pouds (4), tandis qu'en 1916 le Conseil des

(1) *Revue économique*, 1927, n° 3. — (2) *Economitcheskaya Jizn*, n° 248. — (3) *Id.*, 2 II 1927. — (4) *Id.*, 1 XI 1927.

Congrès des propriétaires des mines du midi de la Russie évaluait la puissance de production de ces mines à 2800 millions de pouds. Par conséquent l'usure de l'outillage de ces mines peut être évaluée à 40 pour 100. D'après Gordon, il y a danger que la production ne s'arrête même dans les branches de l'industrie les moins atteintes, en raison de l'état où se trouvent les machines à vapeur. Il a été établi au Congrès technique de la chaleur, tenu à Moscou, que plus de la moitié des chaudières et plus d'un tiers des moteurs et des machines à vapeur sont âgés de plus de vingt ans. Une très grande partie est arrivée à un tel degré d'usure que 29 pour 100 des moteurs (comme puissance) et 36,5 pour 100 des chaudières (comme surface de chauffe) devraient être immédiatement remplacés.

### LE PROBLÈME OUVRIER

Il est de toute évidence que, si le Gouvernement soviétique exploite l'industrie dans les conditions que nous venons de décrire, c'est pour créer une situation privilégiée à la classe ouvrière, pivot de la dictature bolchévique (1). Or, par un enchaînement nécessaire, et qu'il était facile de prévoir, en même temps que la crise économique de l'U. R. S. S. devient plus aiguë, la situation de la classe ouvrière s'aggrave d'autant. En dépit des efforts que multiplient le parti communiste et les syndicats professionnels pour faire de cette classe une classe de privilégiés, l'aggravation de la situation économique du pays entraîne fatalement l'abaissement du *standing* de la vie de l'ouvrier russe.

Un des principaux indices de cette situation est l'accroissement du nombre des chômeurs, malgré l'augmentation du nombre des ouvriers employés dans l'industrie. D'octobre 1927 à mars 1928, le nombre des ouvriers dans l'industrie a passé de 2072600 à 2155000, soit en augmentation de 83000. Au cours de la même période, *le nombre des sans travail s'est accru de 304700 passant de 1178100 à 1482800.* Parmi les membres des unions professionnelles le nombre des chômeurs a augmenté de 250000, soit de 83 pour cent. Le chômage sévit particulièrement parmi les ouvriers qualifiés et

(1) *Écon. Jizn*, X, 1926 : *Prévisions du Gosplan.*

mi-qualifiés : ils forment les deux tiers du nombre total des chômeurs (un quart pour les seuls ouvriers qualifiés).

Les chiffres que nous venons de citer concernent exclusivement les chômeurs officiellement enregistrés. Il faut y ajouter ceux que les bourses de travail n'enregistrent pas, soit au moins un million. Le nombre total des chômeurs serait donc de deux millions et demi, soit environ 25 pour cent des salariés dans l'Union soviétique et 15 pour cent de la population urbaine en âge de travailler.

Quant aux salaires, les efforts faits pour diminuer les prix de revient ont eu pour premier effet une diminution des gains de l'ouvrier. C'est ainsi que les salaires moyens exprimés en argent ont baissé, du quatrième trimestre 1926-1927 au deuxième trimestre 1927-1928, de 2 roubles 73 à 2 roubles 71. En même temps les fameux « suppléments » aux salaires ont également subi une diminution. C'est ainsi que les secours médicaux sont si insuffisants et si mal organisés, qu'une grande partie de la population ouvrière ne peut en profiter et doit s'adresser à des médecins à ses frais.

Une dernière et tragique remarque : l'exploitation à l'extrême de l'énergie musculaire de l'ouvrier, l'usure des appareils de production, l'incurie de l'administration ont augmenté dans une sinistre proportion le nombre des accidents du travail. Il est particulièrement grand parmi les mineurs : sur 1000 ouvriers on a compté 115 accidents du travail en 1924, 131 en 1925, 180 en 1926, 222 en 1927. Parmi les ouvriers du bâtiment, il y a un accident du travail sur cinq ouvriers.

### SANGLANTE RÉPRESSION D'UN COMPLOT IMAGINAIRE

La crise économique profonde de la Russie soviétique étant la conséquence directe du système tout entier de l'économie bolchévique, le seul remède serait de renoncer délibérément à tous les principes sur lesquels repose cette économie. Mais renoncer à ces principes ce serait amener la ruine de la dictature bolchévique : l'histoire du Nep a démontré que le bolchévisme est incapable d'évoluer et de se plier progressivement aux conceptions qui constituent le fondement même des États modernes.

Est-il besoin de dire que le pouvoir soviétique n'a nulle intention d'évacuer ses positions de sa propre initiative?

En face d'une population bafouée, irritée, martyrisée et tombée en pleine misère, il cherche de nouveau à faire retomber la responsabilité de la détresse du pays sur la contre-révolution que les « blancs » sont censés préparer, soi-disant avec l'appui des gouvernements étrangers. Au début, il s'en prenait à la guerre civile ; mais voilà déjà six ans que la guerre est finie! Il fallait inventer un nouveau responsable. Cette fois c'est une catégorie d'intellectuels qui a été choisie pour servir de « tête de turc » : ingénieurs et techniciens sont accusés de contre-révolution et de sabotage. Tel est l'objet du procès monstre que le gouvernement des Soviets a déclenché contre eux, procès qui s'est terminé par une série de condamnations capitales, ajoutant de nouvelles pages sanglantes à l'histoire du bolchévisme russe.

L'industrie houillère du Donetz, où la crise économique est particulièrement aiguë, a été prise pour cadre à ce procès forgé de toutes pièces par la Tcheka et qui constitue un éclatant défi aux principes les plus élémentaires de l'équité.

Voici comment l'accusation a été échafaudée : 50 ingénieurs techniciens ont été accusés d'avoir formé une organisation criminelle ayant pour but de saboter les charbonnages et mines d'anthracite du Donetz au profit des propriétaires dépossédés et des producteurs de France et de Pologne.

Le procès se déroula dans des conditions atroces pour les accusés. Il était clair, dès le début, que leur sort était décidé d'avance. Et pourtant, malgré les règles toutes spéciales de la procédure dans les tribunaux soviétiques ; malgré le fait que les défenseurs étaient terrorisés et que deux d'entre eux avaient été récusés pour avoir osé émettre des doutes sur l'existence même du corps du délit ; malgré les « aveux » extorqués par la G. P. U. à la plupart des accusés emprisonnés dans ses geôles depuis août 1927 ; malgré tout un régiment de faux témoins embrigadés par le procureur ; malgré les tortures auxquelles ont été soumis les accusés au cours même du procès, — l'un des accusés a déclaré que les « aveux » qui lui ont été arrachés au cours du procès, l'ont été après sept nuits passées sans sommeil, — il est facile, rien qu'à lire les comptes rendus officiels des débats, de se rendre compte que complot, organisation contre-révolutionnaire et sabotage n'ont jamais existé dans le bassin du Donetz.

L'évidence avec laquelle a éclaté l'innocence des accusés n'a pas arrêté le Gouvernement soviétique : 11 accusés ont été condamnés à mort (dont 5 ont été exécutés) et 40 à la prison, ce qui, étant donné le régime pénitentiaire soviétique, équivaut à la mort lente. Nouvelles victimes ajoutées à celles, innombrables, qui ont été déjà sacrifiées sur l'autel de la révolution communiste.

On voit clairement le but de ce procès et à quoi tendaient les accusations que tous les efforts de la G. P. U. et du procureur n'ont pas réussi à étayer. Il s'agissait de faire retomber sur les ingénieurs, — lesquels n'ont dans les entreprises soviétiques aucun rôle dirigeant, — la responsabilité du chaos qui règne dans l'industrie soviétique et des crises qui, sous le régime communiste, ébranlent périodiquement la vie économique russe. Les masses ouvrières commencent à gronder et à rechercher les auteurs responsables de leur misère. C'est alors que le pouvoir soviétique imagine le complot du Donetz pour essayer de tromper la population irritée en lui prouvant que ce n'est pas le Gouvernement des Soviets qui est l'auteur de ses malheurs et de ses souffrances.

Aussi bien, il en sera pour ses frais et il n'a trompé personne. La population sait trop bien que les intellectuels sont écartés de toute direction, de toute influence sur la vie politique et économique; que tout est commandé dans le pays par d'innombrables organisations communistes qui doivent, — en théorie du moins, — régler toute la vie économique sur les plans élaborés par les institutions suprêmes du parti communiste. Aucune place n'est réservée dans ce système aux ingénieurs spécialistes, qui sont devenus de vrais parias de l'industrie communiste.

Ainsi le pouvoir soviétique continue son œuvre sanglante d'extermination des intellectuels russes, seule œuvre qu'il soit capable de poursuivre avec méthode et de réaliser. Cependant, le monde civilisé assiste en silence à ce travail destructeur d'un grand pays et d'une grande civilisation. Mieux encore : il se trouve toujours des hommes prêts à mettre leurs mains dans ces mains ensanglantées, soit qu'ils espèrent, contre toute espérance, une évolution du pouvoir soviétique, soit qu'ils cèdent au mirage de profits à tirer de l'établissement de relations économiques avec Moscou.

***

Je résume les conclusions qui se dégagent de cette nouvelle et importante étape sur la voie qui mène le pouvoir soviétique à la débâcle finale :

1° Le Gouvernement soviétique est placé devant une nouvelle crise, plus redoutable que toutes les crises précédentes, parce que, survenue après dix ans de dictature, elle atteste de façon indiscutable le caractère mensonger des déclarations des représentants soviétiques et de la presse soviétique concernant les soi-disant « énormes » succès obtenus par les Soviets dans le domaine de la production.

Les événements de l'année 1927-1928 apportent ainsi une réponse péremptoire à tous les démentis que MM. Lubimoff et consorts ont essayé d'opposer aux faits et aux chiffres de nos études précédentes.

2° Cette crise est d'autant plus dangereuse pour le pouvoir soviétique qu'elle se développe non pas dans le domaine politique, mais bien dans le domaine économique. Les crises politiques ne présentent pas encore à l'heure actuelle un réel danger pour le Gouvernement des Soviets, qui peut facilement en venir à bout : la classe intellectuelle est écrasée ou se trouve en exil ; la population n'a aucun moyen d'organiser une opposition efficace, le Gouvernement disposant d'un appareil formidable de terreur et de répression. La crise économique, au contraire, atteint la population tout entière et la terreur est inefficace contre la masse de la population tout entière.

D'ailleurs, l'intensité de la crise n'est pas due à des phénomènes de caractère accidentel et passager. Elle est le résultat direct du régime instauré par le pouvoir soviétique, régime qui a détruit les bases mêmes de toute vie et activité économiques : le droit de propriété privée, la liberté du travail, le droit intangible sur les fruits de ce travail, l'égalité devant la loi, la possibilité d'épargner et de former des capitaux, etc.

3° La nouvelle crise ébranle tout le système de l'économie soviétique ; elle fait disparaître les dernières réserves, qui assuraient encore la stabilité à une monnaie à moitié dépréciée. Le pouvoir soviétique n'est pas en état de reconstituer ces réserves. La vente projetée des objets des musées et des trésors historiques du pays, ne pourra pas créer des ressources suffi-

santes pour conjurer la catastrophe économique imminente.

4° A l'heure actuelle, nul ne peut fixer l'heure de la faillite finale et déterminer la forme que revêtira cette faillite. Mais les moyens qu'emploie le pouvoir soviétique, dans le domaine agricole et industriel, pour se défendre contre la catastrophe qui le menace, trahissent l'inquiétude dont il est l'envahi. Il se débat dans des convulsions et cherche en vain des solutions héroïques d'un problème insoluble.

5° Quant au monde civilisé, qu'il redouble d'attention et de vigilance en présence des événements qui se produisent à l'est de l'Europe. Il aurait tort de se rassurer sous prétexte que le pouvoir soviétique est impuissant à l'attaquer à main armée. Ce pouvoir dispose d'autres moyens dont il serait plus qu'imprudent de nier l'efficacité : la propagande, la dissolution des principes de morale et de droit, qui constituent les bases mêmes des sociétés modernes. Les exemples des résultats atteints dans ce domaine, ne sont que trop nombreux et trop frappants. La révolution chinoise, qui vient de remettre le pouvoir de fait entre les mains des masses populaires, dont le credo se distingue à peine de celui des communistes russes, est bien l'œuvre de Moscou.

La crise actuelle et les moyens que le Gouvernement des Soviets emploie pour la combattre proclament, une fois de plus, combien il est urgent de réaliser le front unique de tous les pays civilisés et l'isolement économique des Soviets, afin d'opposer l'indispensable barrière au danger dont le monde entier est menacé par le communisme de Moscou.

Comte W. Kokovtzoff.

MÉMOIRES DE CAULAINCOURT, DUC DE VICENCE

# EN TRAINEAU AVEC L'EMPEREUR

V [1]

## L'ARRIVÉE AUX TUILERIES

### DE VERDUN A PARIS

L'Empereur soupa le lendemain à Verdun (2). Ayant repris à Erfurt une voiture sur des roues, il fallait s'arrêter deux fois par jour pour graisser. On profitait de ce retard obligé pour manger. Depuis Dresde, l'Empereur ne parlait que de Paris, de la surprise de l'Impératrice, de l'étonnement de tout le monde. Depuis Francfort, il calculait l'heure de son arrivée à Paris et acquérait à chaque poste la certitude d'y être avant minuit, si rien ne nous retardait. Plus les estafettes se succédaient et plus il était avide de détails. Toujours plus content qu'il ne l'espérait de l'opinion et de la manière dont on prenait la nouvelle de notre retraite de Moscou et l'interruption de toute correspondance, il était cependant fort occupé de l'effet qu'aurait produit le bulletin et s'étonnait de ne pas en avoir de nouvelles, surtout depuis que M. de Montesquiou, qui avait précédé son envoi, nous avait rejoints. A en juger par les correspondances particulières, chaque famille était trop occupée des siens pour

*Copyright by* le comte d Espeuilles-Vivence 1928.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 juillet, 15 août et 1er septembre.

(2) 17 décembre

donner une grande attention aux affaires publiques. On ne croyait pas qu'il dût y avoir de bataille. On se figurait les Russes hors d'état d'en donner. Cette opinion rendait les inquiétudes moins vives. Nos désastres étaient tout à fait ignorés. Ce fameux bulletin, qui les peignait d'une manière si tragique, n'avait pu paraître que le 16, deux jours plus tard que ne le pensait l'Empereur, comme nous l'apprîmes ensuite.

Ce retard contrariait l'Empereur qui aurait désiré que cette publication l'eût précédé de quelques jours. Il avait voyagé avec plus de rapidité qu'il n'avait pensé. L'Empereur, habituellement si calme, si impassible, était alors agité par tant d'émotions diverses, de regrets et d'espérances, il était si près de tant de bonheur et déjà si loin de tant de malheur, qu'il ne pouvait cacher ce qu'il éprouvait. Après avoir causé longtemps de tout ce qui le préoccupait, il revint, pour la troisième fois, sur notre aventure d'Eisenach. Il ne pouvait s'expliquer la conduite du maître de poste, prévenu longtemps d'avance et sachant que les chevaux étaient pour un voyageur marquant. Le lieu et l'heure, tout rendait sa conduite suspecte. L'Empereur me donna l'ordre d'écrire à M. de Saint-Aignan, pour qu'il prît des renseignements précis sur les motifs de sa conduite et pour qu'il se plaignît au gouvernement, s'il y avait lieu. Il le chargeait d'en rendre compte sur-le-champ.

— Comme cela m'est personnel, ajouta l'Empereur, je ne veux pas qu'on arrête maintenant ou déplace le maître de poste, mais il est bon de savoir s'il n'y a pas quelque intrigue là-dessous.

L'armée, la Pologne étaient une source intarissable pour la conversation. Deux estafettes de l'armée, avec des nouvelles des soixante heures qui avaient suivi notre départ, se succédèrent. Le Roi et le major-général mandaient que le désordre continuait, que l'intensité du froid avait fait quitter le drapeau, même à beaucoup d'hommes de la Garde, mais rien ne préparait, ne semblait même devoir faire prévoir les événements qui suivirent. L'Empereur savait bien que son départ augmenterait un peu le désordre, que la Garde même en serait peut-être plus affectée que les autres corps, mais Wilna étant le but que chacun voulait atteindre, peu lui importait que l'on y arrivât isolé ou en corps. Les distributions de vivres et d'habillement ne devant se faire qu'aux hommes sous le drapeau, il paraissait sûr d'y rallier l'armée. Ces dépêches le confir-

mèrent donc plus que jamais dans l'opinion que l'armée garderait cette position. Je la combattis vainement. Il plaisantait, se moquait de mes raisonnements qu'il appelait mes pressentiments.

— Vous voyez tout en noir, me dit-il.

L'événement seul put le détromper. Dans ce moment, l'Empereur était plus que jamais plein d'espérance. Se trouver en France lui paraissait un retour de sa bonne fortune. Il avait le pressentiment que l'étoile du grand homme reprenait son ascendant et, sûr de maîtriser encore les événements, il ne pouvait croire alors aux malheurs qu'il prévoyait peut-être comme moi, quarante-huit heures avant.

A Harville, nous dépassâmes le piqueur Fagalde qui ne put aller plus loin que Mars-la-Tour. A Saint-Jean (1), l'essieu de devant de notre voiture se rompit à cinq cents pas de la poste. L'Empereur monta avec moi dans un petit cabriolet ouvert qui servait au courrier qui nous suivait. Il fallut abandonner les pelisses qui ne purent y trouver place. Depuis Fulda nous sentions grande différence dans la température. C'est dans cette « croquante » que nous arrivâmes à Meaux. Amodru seul restait avec nous et avait encore assez de courage pour nous devancer un peu et commander les chevaux, quoique nous fussions à un train d'enfer. L'Empereur ayant été reconnu à Mayence, les postillons se répétaient que c'était lui, mais les maîtres de poste ne pouvaient le croire qu'en le voyant. Quant aux postillons, ils nous menaient comme des gens persuadés avant d'avoir reçu le napoléon que je remettais à chacun. On ne peut se faire une idée de l'empressement des maîtres de poste et des postillons, dès que nous arrivions et que l'on apprenait, par le postillon qui nous menait, que c'était l'Empereur au lieu du grand-écuyer que le piqueur avait annoncé. Depuis Metz, nous croyions avoir trouvé le printemps. La glace avait fait place à une boue horrible. A Meaux, le maître de poste nous donna sa chaise qui fermait bien et qui nous mena aux Tuileries (2). Depuis Claye, le pauvre Amodru, encore plus accablé par le sommeil que par la fatigue, chancelait à chaque instant sur

(1) A Saint-Jean-les-Deux-Jumeaux.

(2) C'était, dit Bourgoing d'après Wonsowicz, une disgracieuse voiture de voyage, à deux immenses roues et à brancard, ancien modèle qu'on nommait alors, depuis deux cents ans, une chaise de poste.

son cheval. Il fallait que je l'encourageasse à chaque moment. A ma voix, il se réveillait et reprenait courage. Enfin, il put entrer dans la cour devant nous et nous ouvrir la portière.

### C'EST L'EMPEREUR...

Le postillon, toujours au grand galop, passa, sans qu'on le lui eût dit, sous l'arc de triomphe et sans que les vedettes eussent le temps de l'en empêcher.

— C'est d'un bon augure, me dit l'Empereur (1).

Il descendit sain et sauf à l'entrée du milieu, dans le moment où l'horloge sonnait le dernier quart avant minuit (2). J'avais déboutonné ma redingote de manière à laisser voir la broderie de mon uniforme. Les factionnaires, nous prenant pour des officiers porteurs de dépêches, nous laissèrent passer et nous arrivâmes à l'entrée de la galerie ouverte sur le jardin. Le Suisse, qui se couchait, vint, la lumière à la main et en chemise, pour voir qui frappait. Nos figures lui parurent si bizarres qu'il appela sa femme. Je dus me nommer plusieurs fois pour les persuader et les décider à ouvrir. Ce ne fut pas sans peine et sans s'être bien frotté les yeux, lui et sa femme qui me tenait la lumière sous le nez, qu'ils me reconnurent. La femme ouvrit et lui fut appeler un des valets de pied de service. L'Impératrice venait seulement de se coucher. Je me fis conduire à l'appartement de ses femmes, soi-disant pour lui donner des nouvelles de l'Empereur qui me suivait comme nous en étions convenus. Pendant tous ces colloques, le Suisse et les gens toisaient l'Empereur de la tête aux pieds. Un d'eux s'écria :

— C'est l'Empereur !...

On ne peut se faire une idée de leur joie. Ils ne pouvaient se contenir. Les deux femmes de service près de l'Impératrice sortaient de son appartement au moment où j'entrais dans le leur. Ma barbe de quinze jours, mon costume, mes bottes fourrées, ne les frappèrent pas, sans doute, plus agréablement que le Suisse, car je dus décliner les bonnes nouvelles que j'apportais de l'Empereur pour qu'elles ne se sauvassent pas du spectre qu'elles croyaient voir devant elles. Le nom de

(1) Le passage sous l'arc de triomphe du Carrousel était exclusivement réservé à la voiture de l'Empereur.

(2) 18 décembre 1812.

l'Empereur les rassura enfin et les aida à me reconnaître. Une d'elles m'annonça à l'Impératrice. Pendant ce temps l'Empereur, qui avait peine à cacher son impatience, mit fin à mon ambassade en entrant chez l'Impératrice et en me disant :

— Bonsoir, Caulaincourt, vous avez aussi besoin de repos.

## LA SCÈNE CHEZ CAMBACÉRÈS

Je me rendis sur-le-champ, comme me l'avait prescrit l'Empereur, chez l'archichancelier qui ne s'attendait pas à ce que la dépêche, qu'il expédiait pour l'estafette de la nuit, pût arriver aussitôt à destination. Si je n'étais pas arrivé dans la chaise de poste, si un valet de pied du château, en livrée, ne m'avait pas suivi et que le fouet du postillon ne m'eût pas servi de passeport, on aurait aussi hésité à me recevoir chez l'archichancelier. Ma figure ne faisait pas fortune. Le valet de pied de la Cour dut me servir, en quelque sorte, d'introducteur, car les gens du prince me regardaient et ne savaient, en vérité, que penser de cette figure que personne ne pouvait reconnaître et ne voulait annoncer. M. Jaubert, de la Banque (1), et quelques autres personnes qui étaient dans le salon du prince étaient comme pétrifiés de cette apparition. Chacun me regardait sans prononcer un mot. On ne savait que penser de mon arrivée et de cette figure qui ne leur paraissait pas celle du nom que l'on avait annoncé. A cette impression produite, dans le premier moment, par mon costume et ma barbe, se joignit tout de suite pour tout le monde cette réflexion : « Où est l'Empereur? Quelle nouvelle y a-t-il?... N'est-il pas arrivé un malheur? » Chacun se disait cela sans pouvoir l'articuler. Le terrible bulletin avait paru. On ne s'était pas réveillé le matin sur de douces impressions; on était triste; on ne savait pas l'Empereur à Paris. Pourquoi le grand-écuyer y était-il ? Pourquoi l'avait-il quitté ? L'heure qu'il était, la pâle lumière d'une lampe, les incertitudes où l'on avait été, les tristes détails que l'on connaissait, ceux auxquels on s'attendait, tout mettait du noir dans l'esprit et le disposait à de tristes pressentiments. Telle était la situation des personnes qui se trouvaient dans le salon pendant que j'y attendais le retour du valet de chambre

(1) Le comte François Jaubert, gouverneur de la Banque de France depuis 1807.

entré dans le cabinet du prince pour m'annoncer. Cette scène muette ne peut se décrire. Tout le monde me regardait sans pouvoir proférer une parole : elles semblaient expirer sur leurs lèvres. Chacun cherchait son arrêt dans mes regards et l'expression de toutes les physionomies annonçait plus de crainte que d'espérance. Un peu remis du premier étonnement, M. Jaubert, auquel j'adressais la parole, s'écria :

— Et l'Empereur ? Où est-il ? Monsieur le duc...

Il ne put finir sa phrase. Chacun répéta, avec l'air consterné, ces mots :

— Et l'Empereur ? Ou est-il ?

— A Paris, répondis-je.

A ces mots, toutes les figures se déridèrent et j'entrai chez le prince. Son premier mot fut la même exclamation dont je n'attendis pas le dernier mot pour le rassurer. Je lui transmis les ordres de l'Empereur, je causai quelques moments avec lui et le chargeai de faire annoncer par le canon, à la pointe du jour, le retour de l'Empereur, de prévenir les ministres ainsi que la Cour qu'il y aurait lever à onze heures, etc.

En entrant chez moi, je donnai des ordres pour que l'on envoyât un page chez Madame Mère et chez chacune des princesses, à huit heures du matin, pour leur annoncer l'arrivée de l'Empereur. J'écrivis au grand-chambellan pour le service du Palais. M. le comte de Montesquiou (1) vint immédiatement chez moi, ainsi que le ministre de la Police que je venais de faire avertir.

## SOUVENIRS DE LA RETRAITE DE RUSSIE

Le lendemain (2), l'Empereur m'ordonna de me charger du portefeuille des Affaires étrangères pendant l'absence de M. de Bassano et de lui apporter quelques parties de la correspondance de Vienne, ainsi que les derniers traités avec l'Autriche et la Prusse. Harassé des quatorze nuits que je venais de passer sur le qui-vive sans avoir fermé l'œil, écrasé en quelque sorte par le sentiment de la responsabilité qu'un tel voyage, fait dans de telles circonstances, avait laissée peser sur moi et

(1) Le comte A. E. P. de Montesquiou-Fezensac était grand-chambellan de l'Empereur depuis 1810.

(2) 19 décembre.

encore plein de la préoccupation où j'avais été, sans cela, qu'il arrivât quelque chose à l'Empereur, qui s'était confié à mes soins et à ma foi, ces impressions si récentes m'avaient causé une telle tension de nerfs que j'avais besoin de repos. Je priai donc l'Empereur de me dispenser de ce travail et de le laisser à M. de la Besnardière. Il y consentit.

Je ne puis dire de quel poids mon cœur, mon imagination se trouvèrent soulagés quand j'eus le bonheur de donner le bras à l'Empereur pour descendre de sa chaise de poste au perron des Tuileries. Je ne crois pas que j'éprouve jamais une satisfaction, un contentement de moi-même semblable à celui que je ressentis en le voyant sain et sauf dans son palais.

A onze heures, je fus aux Tuileries, pour le lever. Les ministres, un grand nombre d'officiers de la maison et notamment de chambellans s'y trouvaient réunis. On m'entoura, me fêta comme si j'eusse été un favori, comme un homme en crédit qui venait de passer quatorze nuits et autant de jours, tête à tête avec la puissance.

Le terrible bulletin avait paru dans le *Moniteur* du 16. Nous en avions eu la nouvelle par la dernière estafette que nous avions reçue en route. Il avait produit une si vive impression, même sur les plus courtisans, qu'ils cherchaient aussi dans mes regards des nouvelles de ceux qui leur étaient chers. Personne n'osait m'en demander. Le bulletin était seul arrivé ; aucune lettre particulière n'avait été distribuée. Je fus assez heureux pour tranquilliser beaucoup de personnes, mais, hélas ! j'en affligeai un grand nombre, quoique le désordre, le disséminement où l'armée avait marché depuis Malojaroslawetz, eût mis l'état-major dans l'impossibilité de donner des renseignements sur beaucoup d'officiers, même supérieurs, qui, démontés et manquant de tout, durent chercher leur subsistance en suivant les bandes qui erraient sur les flancs de la colonne et se trouvaient tantôt à la tête, tantôt à la queue. Les plus résolus étaient réduits à cette cruelle nécessité, car une poignée d'or, même avant la Bérésina, n'eût pu procurer un morceau de pain.

Ces malheureux isolés se nourrissaient, la plupart du temps, de la chair des chevaux qui tombaient sur la route. On dépeçait ces animaux avant de les tuer ! Malheur à celui qui tombait ! On se jetait dessus et son maître aurait eu quelquefois bien

de la peine à le défendre. Les premiers arrivés attaquaient la culotte; le plus adroit ouvrait le flanc et prenait le foie qui était, de fait, le morceau le moins dur et le meilleur. Tout cela se passait sans que personne songeât à tuer la pauvre bête, tant on était pressé de se remettre en route. Les plus heureux des isolés faisaient de la bouillie, si l'on peut donner ce nom à une farine sale et plus souvent à un son ramassé dans la poussière des greniers et délayé dans de l'eau. Heureux ceux qui avaient conservé un vaisseau quelconque pour la cuire! On voyageait, ce meuble à la main, et on le conservait bien plus précieusement que son argent. Mais, comme nous avions, malgré nos misères, besoin de rire, on appela les malheureux qui voyageaient, le poêlon à la main, des « fricoteurs », et même ceux qui jeûnaient s'amusaient aux dépens des bien avisés qui conservaient ce moyen de vivre. S'approchait-on d'un feu pour faire cuire sa bouillie, ceux qui n'avaient pas de vase étaient à la queue, derrière vous, pour obtenir que vous leur prêtiez le vôtre. Ceux qui trouvaient des pommes de terre étaient l'objet de l'envie de tout le monde. Une fois en Pologne, les grandes habitations en offrirent beaucoup, mais elles étaient éloignées et rares, et l'on ne voulait pas trop s'écarter de la route. Le maître manquait de tout comme le domestique, le colonel comme le soldat!

Cette détresse avait confondu tous les rangs et, nivelant tous les besoins, le plus malheureux était encore celui qui, par son rang, ne pouvait donner le mauvais exemple du pillage. Honneur, cependant, mille fois honneur aux soldats français, au caractère national naturellement généreux! Que de malheureux qui avaient bravé mille morts pour se procurer une si mauvaise subsistance, qui n'avaient point d'espoir de trouver quelque chose le lendemain en bravant de nouveau des nuées de cosaques et de paysans encore plus barbares qu'eux, donnaient ou partageaient leur mauvais repas avec un infortuné qu'ils trouvaient affaibli ou malade, attendant la mort couché sur la route! Combien d'autres s'arrêtaient, au risque d'être pris ou tués, pour secourir et aider un malheureux traînard à marcher! Que d'officiers, auxquels il répugnait de quitter les colonnes, quoique leurs régiments fussent fondus, préféraient mourir à la vue de leurs drapeaux et sur la route que suivait l'armée, à chercher leur nourriture avec des

isolés ou des pillards !... Que d'officiers, dis-je, furent secourus, nourris par ces isolés ! Le soldat qui s'était procuré quelque subsistance passait rarement près de l'officier, qui avait l'air d'en manquer, sans lui en offrir quoiqu'il ne le connût pas, quoiqu'il ne fût pas de son corps. J'ai été mille fois témoin de ces bonnes actions.

Marchant moi-même à pied au milieu de l'armée, avec un simple spencer de drap bleu brodé et mon chapeau brodé, il m'arrivait souvent de m'asseoir quelques instants pour me reposer. Eh bien ! il ne se passait pas de jour que des soldats, cheminant avec une grillade de cheval, ou quelques pommes de terre dans une mauvaise cravate, ou de la bouillie dans un poêlon, ne m'offrissent, me croyant fatigué ou ayant besoin de partager leur repas, de m'aider à marcher. Que ne puis-je reconnaître quelques-uns de ces braves? Mille fois honneur aux Français, dont le plus grand nombre est resté compatissant dans la plus grande des détresses ! Si la faim, le plus impérieux des besoins, si la perspective de la mort ont quelquefois rendu des hommes sourds aux cris de douleur et de détresse de leurs semblables, combien de soldats, de domestiques bravaient tout pour aller chercher quelque subsistance à leurs officiers, à leurs maîtres? Honneur à la nation qui produit de tels hommes et à l'armée qui a de tels soldats..! Et honte aux lâches et déloyaux Français qui voudraient flétrir d'une manière quelconque une gloire si noblement acquise et plus précieuse que ces lauriers qui feront aussi l'envie de nos neveux comme celle de cette Europe qui n'a jamais pu nous vaincre !

Ce caractère français, ce mépris du besoin au milieu des plus grandes privations, ce mépris de la mort quand il peut y avoir seulement la moindre gloriole ou de l'originalité à la braver, me rappellent l'action d'un voltigeur qui était au camp de Boulogne. L'Empereur passant son régiment en revue, il présente les armes et sort du rang comme s'il avait une réclamation à faire.

— Que veux-tu ? lui dit l'Empereur.

— Attendez un moment, mon général, répondit-il.

Mettant en même temps son sac bas, chacun croyait qu'il y cherchait un papier, et ses chefs, comme il ne se pressait pas trop, lui disaient qu'il aurait dû l'avoir d'avance à la main, mais, sans se démonter, il leur répondit :

— Mon général m'attendra bien, car c'est quelque chose que je lui garde depuis longtemps.

L'Empereur se mit à rire et lui dit de prendre son temps. Officiers, soldats, tout le monde riait autour du voltigeur, pendant qu'il explorait son linge sale pour trouver une petite boîte, noire de crasse, qu'il offrit à l'Empereur, en lui disant :

— Tenez, mon général. Je garde la praline qui est dedans depuis Gênes. C'est la ration que l'on nous donnait pour un jour. Nous nous serrions diablement le ventre alors. Eh bien ! quoique nous eussions faim, je me dis un jour : il faut garder ta ration pour le général Bonaparte; tu la lui donneras. Je ne risquai pas grand chose, car si les Autrichiens m'avaient pris ou tué, ils n'auraient pas fait un grand fricot avec. Je suis content, à présent, puisque vous l'avez.

Officiers et sous-officiers qui avaient été à Gênes sous le maréchal Masséna reconnurent, en effet, cette boule de cacao, de la grandeur d'une petite noix, pour la ration qu'on leur donnait alors. Chacun attesta la bonne conduite de ce voltigeur, cité pour des actions d'éclat, mais qui, ne sachant pas lire, n'avait pu obtenir de l'avancement. L'Empereur lui fit donner une gratification.

## DERNIÈRE CONVERSATION

Je reviens sur la dernière journée de notre voyage, dans laquelle les nouvelles reçues de l'armée ramenèrent naturellement la conversation sur sa situation. L'Empereur, après avoir lu la lettre du roi de Naples, me dit, comme s'il avait déjà eu le pressentiment des événements :

— Je crains qu'il ne fasse pas tout ce qui est nécessaire pour réorganiser l'armée. J'aurais peut-être mieux fait de l'emmener à Paris ou de le laisser retourner à Naples, mais il ne serait peut-être pas revenu pour l'ouverture de la campagne ; il me manquerait avec la jeune cavalerie que j'aurai. Il m'est attaché, mais il a une ambition et une vanité ridicules. Il se croit des talents politiques supérieurs, ce qui lui manque tout à fait. La Reine a plus d'énergie dans son petit doigt que le Roi dans toute sa personne. Ils sont jaloux d'Eugène parce qu'ils convoitent l'Italie. Le Roi voudrait persuader aux Italiens que ce pays-là ne peut avoir d'existence et d'avenir que par la

réunion de toute l'Italie sous un même sceptre. Il s'en cache avec moi, mais, n'étant pas aussi discret avec tout le monde, ces détails me reviennent. Si le Roi me survivait, il serait capable de quelque incartade, mais j'y mettrai ordre d'avance. Tous les Français que j'ai faits rois oublient bien vite qu'ils sont nés dans cette belle France et que leur plus beau titre est celui de citoyen français. Il cita, à cet égard, Bernadotte et ses frères, et entra dans des détails qui venaient à l'appui de ce qu'il venait de dire. Il parla de la nécessité de remonter le moral de l'armée, de rendre à notre infanterie, — voyageant individuellement, mourant de faim et traînant par petites bandes sur les flancs de la route sa gloire et sa misère, — son ancienne énergie.

— Il faut, ajouta-t-il, redonner à ces hommes, qu'aucun danger n'a arrêtés, le sentiment de ce qu'ils peuvent encore pour leur salut et pour l'honneur de la patrie. De fait, on est physiquement épuisé, mais, moralement, ces hommes qui se traînent avec peine, qui errent comme des spectres, retrouveraient encore le sentiment de ce qu'ils peuvent, si un chef énergique leur parlait et leur disait : « Arrête-toi là, Français. Les Cosaques ne doivent pas aller au delà. C'est ici qu'il faut vaincre ou mourir. »

Cette conversation mena l'Empereur à faire la réflexion que cette force morale, cette énergie qui fait que l'on se raidit contre les difficultés, n'était pas donnée à tout le monde. Personne, dit-il, n'a plus de courage sur le champ de bataille que Murat et Ney et personne n'a moins de décision qu'eux, quand il faut se décider dans le cabinet.

— Il y a, en général, ajouta-t-il, bien peu d'hommes d'État. J'ai sûrement les ministres les plus capables qu'il y ait eu en Europe, mais l'on s'apercevrait cependant bientôt combien ils sont au-dessous de l'opinion qu'on en a, si je n'imprimais plus le mouvement à ces rouages.

Il fit un grand éloge de la capacité du comte Daru et cita dans la finance le comte Mollien, comme ayant les idées les plus nettes, les plus arrêtées sur cette partie.

— Clarke, dit-il, n'est qu'un bon premier commis, travailleur, probe, mais homme d'une capacité médiocre, bon où il est parce que je fais faire le ministère de la Guerre par un de mes aides de camp, ou, pour mieux dire, parce que je le fais moi-

même. M. de Cessac (1), ajouta-t-il, est un homme intègre, plus propre que personne, après Daru, pour mener l'administration de la Guerre. Molé est un homme de caractère. Je l'emploierai; il aura sa place à la tête de la magistrature; s'il y justifie ma confiance, j'ai d'autres projets sur lui. Le baron Pasquier est un homme d'esprit. Je lui crois des moyens supérieurs et beaucoup de décision. Je l'essaye à la préfecture de police, afin de le pousser s'il répond à mon attente, mais je n'aime pas ses relations avec les Rémusat qui sont gens d'intrigues et d'argent, sur le compte desquels je me suis trompé.

Après cette revue où plusieurs conseillers d'État et d'autres personnes trouvèrent place, mais d'une manière ou peu marquante ou peu agréable pour elles, ce qui fait que je n'en dis rien, l'Empereur me reparla de son fils. Il me demanda de nouveau qui il pourrait charger de son éducation, ajoutant que la France, si riche en hommes de talent, était cependant bien pauvre en hommes supérieurs, quand on avait à faire un choix comme celui-là.

— N'est-ce pas que vous êtes bien embarrassé, Caulaincourt, pour nommer quelqu'un, même pour choisir parmi toutes les personnes dont nous venons de parler?

Les comtes Daru, Molé, lui paraissaient avoir, sous certains rapports, une partie des qualités qu'il désirait. Il reprochait au premier des formes trop bonhommes, au second d'être pédant, ce qui, ajouta-t-il, pouvait convenir aux manières de l'ancienne robe. Il trouvait dans le baron Pasquier beaucoup de choses qui lui convenaient et regrettait de l'avoir fait passer par la police, quoique ce fût une bonne école.

— Fontanes, dit-il, est trop homme de lettres. Se trouvant chef de l'Université, ce choix plairait, d'autant qu'il dirige l'instruction publique dans un bon esprit. Marquant par son grand talent oratoire, il manque tout à fait de ces grandes idées, de ces grandes vues politiques et administratives qui constituent l'homme d'État. Puis, il m'a tant loué, ajouta-t-il, que le public ne manquerait pas de dire que je donne mon premier courtisan pour gouverneur à mon fils.

Il parla ensuite du duc Decrès :

— C'est un homme de beaucoup d'esprit et de capacité et qui a, avec cela, beaucoup de caractère. Son cynisme, ses formes dures,

(1) Lacuée, comte de Cessac, ministre de l'Administration de la Guerre.

désagréables, déplaisent. Ensuite, il pèche sous le rapport de la première éducation où la vie de l'homme de mer a gâté la sienne. Il est aussi entêté que vous, Caulaincourt, ajouta l'Empereur. Il a voulu une fois me mettre le marché à la main, mais il a vu que j'étais homme à l'accepter et, comme il tient au fond à son ministère, il est devenu plus traitable. On le déteste dans la marine à laquelle il a cependant rendu de très grands services. Il m'a éclairé sur beaucoup de points, sur lesquels j'avais des idées très fausses. Il avait de l'aversion pour les flottilles : c'était là le sujet de nos querelles. Il ne faisait cas que des gros vaisseaux; aussi ai-je eu de la peine à lui faire comprendre mon but. En créant ces flottilles, il regrettait l'argent qu'elles coûtaient et il avait assez raison. Decrès a toujours été contre mes péniches.

La conversation retomba sur les affaires générales. Ce que l'Empereur m'avait dit sur les projets du roi de Naples me fournit l'occasion de parler de Rome et du Pape. Je déplorai sa captivité qui faisait, lui dis-je, un mauvais effet partout, quoique la Chrétienté ne prît plus les armes pour soutenir les foudres du Vatican. L'Empereur convint que c'était une affaire désagréable.

— En éloignant momentanément le Pape de Rome, dit-il, j'ai cru le séparer de quelques mauvais conseils. J'aurais peut-être mieux fait de l'y laisser, mon gouvernement étant assez fort en Italie pour en imposer même aux prêtres. C'est pourtant à ce coup d'État que j'ai dû la tranquillité dont ce pays a joui depuis un an. Les Anglais n'ont cessé d'y répandre de l'argent pour produire des soulèvements, au moins partiels, et ils ont échoué. Si on veut être de bonne foi, les consciences, même les plus timorées, ne peuvent trouver, dans mes discussions avec le Pape, qu'un différend politique. Moi, à qui l'Église doit le rétablissement de la religion en France, peut-être même son maintien en Europe, je suis certainement aussi bon catholique que Charles-Quint qui a aussi fait enlever un Pape sans être pour cela un hérétique.

Après être revenu sur l'époque à laquelle il avait fait son Concordat, l'Empereur me parla du Tribunat. Il me dit que l'abus de la tribune lui ayant démontré l'inconvénient de notre organisation politique, il avait cherché à y remédier. Il avait tâché de calmer les orateurs les plus turbulents en leur

faisant sentir qu'un gouvernement qui s'établissait et qui était à peine en paix avec l'Europe, avait besoin d'être soutenu au lieu d'être attaqué. L'état d'hostilité, où l'on se mettait contre lui, l'affaiblissait au dehors autant qu'il le tracassait au dedans. Obligé de tout créer, de tout organiser dans l'intérieur, d'y panser les plaies d'une longue révolution et d'y calmer, par conséquent, les passions, il lui fallait pendant quelques années de la bienveillance, même de l'indulgence, s'il se trompait, au lieu de l'amère censure dont on abusait. On ne pouvait rétablir les finances sans mettre de l'ordre, sans saper des abus, sans déplacer des personnes.

— Les orateurs, ajouta-t-il, ne voulurent rien entendre. Plus occupés de se populariser que de défendre les vrais intérêts du pays, ils furent indomptables. Convaincu alors qu'il fallait des changements, n'ayant à choisir qu'entre l'intérêt de la France et les prétentions ambitieuses de quelques orateurs, la plupart sans patriotisme, mon parti fut bientôt pris, et j'ai rendu la tribune muette, de l'avis des hommes les plus libéraux mais qui voulaient un gouvernement possible et sentaient le besoin qu'il fût fort pour maintenir, dans ces premiers moments, la paix au dedans et au dehors. J'ai obtenu ce résultat en changeant l'organisation du Tribunat qui n'était plus en harmonie avec la nôtre.

« Cette époque et les moments qui suivirent furent les plus heureux de ma vie. J'avais réconcilié la France avec le Saint-Siège et réglé par un Concordat ses rapports avec lui d'une manière convenable. Ce Concordat, me répéta l'Empereur, avait trouvé beaucoup d'opposants dans quelques hommes d'État. Des généraux marquants s'y montrèrent plus qu'opposés. Il en résulta même une ou deux conspirations, dans lesquelles figurèrent mes plus fidèles et plus dévoués généraux d'Italie et d'Égypte. Quelques-uns prirent ce prétexte parce qu'ils étaient mécontents que je ne leur eusse pas laissé exploiter les fonds de l'État et faire de la Garde les prétoriens dont j'aurais payé l'aveugle dévouement en les gorgeant d'or. J'ôtai aux uns leur commandement dans la Garde; d'autres furent déplacés. Je refusai, pendant quelque temps, de les voir. Enfin, je pardonnai comme si l'on n'eût pas abusé de ma confiance et que l'on n'eût montré qu'un faux zèle. Ils crurent n'avoir été qu'indiscrets : comme je suis sans rancune, tout est oublié.

Je reviens au salon de service avant de terminer ce qui est relatif à la campagne et au voyage de l'Empereur. Le bulletin avait produit une sensation si douloureuse que personne, comme je l'ai dit, n'osait me faire une question. Le seul domestique qui nous eût accompagné dormait et avait d'ailleurs défense de rien dire dans ses conversations. L'Empereur s'exprimait aussi franchement sur nos revers que le faisait le bulletin, mais on ne pouvait encore avoir des nouvelles de l'arrivée de l'armée à Wilna, et, par conséquent, il ignorait, comme tout le monde, les plus grands désastres. Il avait les jambes un peu enflées, les yeux bouffis, le teint de quelqu'un dont le froid a altéré la peau, du reste l'air de la santé. Il était si heureux de se trouver à Paris, qu'il n'avait pas besoin de composer son maintien pour paraître satisfait et nullement abattu. Il travailla toute la journée et même une partie de la nuit pour expédier des ordres et imprimer à toutes les parties de l'administration le mouvement qu'il voulait leur donner. Il me parut très satisfait de l'opinion et de l'esprit public depuis la publication du bulletin. Son arrivée avait calmé beaucoup de craintes et diminué les plus grandes inquiétudes, mais, hélas! sans sécher les larmes des familles qui avaient des pertes à déplorer.

L'Empereur parlait de ses désastres, de la faute qu'il avait faite en restant à Moscou comme l'aurait fait un étranger.

— Le succès de l'entreprise a tenu à huit jours, disait-il. Il en est de tout ainsi dans le monde : le moment, l'à-propos sont tout.

En recevant MM. Decrès et de Cessac, son premier mot fut :

— Eh bien! messieurs, la fortune m'a ébloui. Je me suis laissé entraîner au lieu de suivre le plan que j'avais conçu et dont je vous avais parlé, M. de Cessac (1). J'ai été à Moscou ; j'ai cru signer la paix et j'y suis resté trop longtemps. J'ai cru obtenir en un an ce qui ne devait être exécuté qu'en deux campagnes. J'ai fait une grande faute, mais j'aurai les moyens de la réparer.

Dès les premiers moments, la physionomie de Paris lui parut consolante. L'effet que produisit son retour fut prodigieux. L'Empereur s'en aperçut et fut, dès le second jour, ras-

(1) Le plan était de prendre position à Witepsk, d'organiser les provinces polonaises et d'accabler la Russie par un déploiement de forces immenses, si ces dispositions ne l'amenaient pas à la paix pendant l'hiver (*Note de Caulaincourt*).

suré sur les conséquences que pourraient avoir ses pertes. Celles de Wilna ne changèrent pas cette opinion.

— Le terrible bulletin a fait son effet, me dit-il, mais je vois que ma présence fait encore plus de plaisir que nos désastres ne font de peine. On est plus affligé que découragé. Cette opinion se saura à Vienne et tout se résoudra avant trois mois.

J'ai omis beaucoup de choses dans les détails que je viens de donner sur les conversations que j'ai eues avec l'Empereur pendant notre long tête-à-tête ; je puis du moins garantir l'exactitude de ceux que je rapporte et, le plus souvent même, celle des paroles. Ma conscience ne m'a pas plus trompé que ma mémoire. J'avais depuis longtemps l'habitude de dire franchement à l'Empereur ce que je pensais, sans craindre de le choquer et je lui dois la justice de déclarer que, pendant ce voyage, il m'a plutôt invité à casser les vitres qu'à ménager mes expressions. Il m'encourageait même par la franchise de sa discussion et de ses confidences. Il m'a prouvé ce que je pensais déjà, que, s'il n'aimait pas toujours toutes les vérités, il estimait cependant ceux qui les disaient en conscience. Dans d'autres circonstances, si la conversation tombait sur un point qu'il ne voulait pas traiter, il la rompait d'une manière quelconque : si c'était chez lui, en vous congédiant ou en vous quittant, ou l'interrompant par un ordre étranger au sujet dont on parlait, quelquefois aussi par ces mots : « Vous m'entendez rien à cela. » Dans le traîneau, au contraire, il excitait toujours. Se sentait-il blessé ? Il plaisantait. Il témoignait surtout le besoin d'épanchement. Quelques réflexions lui déplaisaient-elles trop, il changeait pour le moment de thème, mais revenait, ou ce jour-là ou le lendemain, sur la même question. L'Empereur eut, j'ose l'assurer, la bonté, pendant tout ce voyage, de m'écouter presque toujours sans se fâcher et je pus, je le répète, me convaincre, par la nature et la franchise de ses conversations, que l'on pouvait avoir beaucoup de droits à sa confiance sans en avoir à sa faveur.

L'Empereur dormait en voiture comme dans son lit, plusieurs heures de suite. En tout, son organisation physique ne le cédait pas au moral. Il avait toute la force, toute la santé dont il avait besoin. On peut dire qu'il eut toujours le sommeil à commandement. L'incommodité du traîneau, dans lequel il

ne pouvait se coucher et à peine étendre les jambes, la fatigue de ce long et pénible voyage, dans une saison si rigoureuse, se réduisirent, pour lui, à avoir les jambes un peu enflées pendant quelques jours, les yeux bouffis, le teint cuivré par l'impression du froid.

S'il m'est permis de dire un mot sur ce que j'éprouvai moi-même à la suite de ce voyage, je dirai qu'à la maigreur près, je n'en éprouvai pas d'autres inconvénients que ceux qui affectèrent l'Empereur, quoique je n'eusse pas clos la paupière, pendant ces quatorze jours et nuits, et que se fût ajoutée à la fatigue, l'inquiétude que devait donner à un galant homme un tel dépôt confié à son honneur, autant qu'à ses soins et à sa prévoyance. Arrivé à Paris, je fus au moins huit jours sans pouvoir dormir, tant j'avais le sang fouetté.

## NAPOLÉON Ier INTIME

*Son caractère et ses habitudes.* — Ce journal m'ayant mis dans le cas de citer quelques circonstances pénibles, peut-être même fâcheuses de la vie du grand homme, il est de mon devoir, comme observateur véridique qui n'a pas caché les torts, de faire remarquer aussi les qualités, car, comme le disait Kléber à Bonaparte, à son retour du Caire, après l'échec de Saint-Jean d'Acre : « Moquez-vous de cela : c'est un grain de poussière sur un bel habit. » Je vais donc entrer dans quelques détails sur le caractère et les habitudes de l'Empereur.

L'Empereur n'était pas naturellement violent. Personne ne se maîtrisait comme lui quand il le voulait. La preuve en est qu'à très peu d'exceptions près, et malgré des circonstances qui auraient souvent mis tout autre homme hors de lui, il gardait habituellement avec chacun un ton sérieux, même quand il avait le plus à se plaindre. Son ton était alors, sans doute, fort sec mais pas inconvenant, pas humiliant. Si je l'ai entendu se servir quelquefois d'expressions, on peut dire grossières, j'en citerais à peine cinq à six exemples, et ce n'était qu'avec des personnes dont la conduite ne méritait réellement aucun ménagement. Quant à ces expressions, il n'y attachait pas la même importance, la même délicatesse que d'autres personnes. Peut-être manquait-il de cette urbanité, de cette recherche de délicatesse et surtout de cette indulgence pour les petites

choses que l'on appelle bonté chez les grands. Nos mœurs et nos traditions en faisaient peut-être, dans son intérêt, un devoir politique à notre souverain ; mais, ce qui pouvait avoir échappé, sous ce rapport, à la première éducation, aux habitudes de l'enfance, était bien racheté par cette vertu poussée au plus haut degré, sur les choses de quelque importance. Certaines expressions qui nous choquaient n'avaient pas, pour l'Empereur, le même sens que pour nous. Il avait même toutes les prétentions d'un homme bien élevé et remarquait plus qu'un autre, dans les manières du prochain, ce qui lui échappait sur lui-même. Il citait souvent, et même avec une certaine affectation, les sociétés marquantes qu'il avait fréquentées dans ses jeunes années. Il aimait à parler de ses succès auprès des femmes. En tout, s'il y avait un côté faible dans ce grand et merveilleux ensemble, c'était celui de la vanité du passé, comme si tant de gloire et un tel génie avaient besoin d'antécédents.

Certaines expressions un peu grivoises, dont il se servait parfois, venaient aussi, je crois, de l'habitude des camps dans les premières années de la Révolution. Au reste, il ne lui en échappait qu'autant qu'il le voulait et seulement lorsqu'il lui convenait de prendre un ton badin, car bien rarement il prononçait un mot choquant lorsqu'il était fâché. Toutes les personnes qui ont entouré l'Empereur se plaindraient à tort de ses formes, de sa manière d'être et de ses expressions avec elles, dans leurs rapports journaliers. Soit par caractère, soit par esprit de calcul, il montrait rarement de la bienveillance, et s'il laissait apercevoir qu'il fût content, on pouvait se dire que c'était malgré lui.

— Les Français, disait-il, sont légers, familiers, prêts à manger dans la main. Pour ne pas être obligé de les remettre à leur place, il faut être sérieux avec eux et se tenir à la sienne. La royauté est un rôle. Les souverains doivent toujours être en scène.

Aussi était-il toujours grave, même lorsqu'il voulait prendre les formes de la bienveillance, et, comme il le disait, cajoler les gens.

Si l'Empereur avait à témoigner du mécontentement, c'était le plus souvent par un tiers. S'il s'en chargeait lui-même vis-à-vis d'une personne marquante et que la chose fût grave, il en dissimulait une partie avec elle : le surplus pouvait revenir par

des tiers, car il aimait à épancher son mécontentement. Il ménageait la personne à laquelle il parlait, parce que, comme il le disait franchement, il ne voulait jamais se mettre dans le cas de ne pouvoir se servir des gens et que qui que ce soit se crût la porte tout à fait fermée. Aussi répétait-il que le gouvernement doit avoir pour principe, non seulement de ne jamais rebuter personne, mais d'attirer à lui ceux qui se tiennent loin. Il m'a cité des maréchaux, des généraux, des hommes très marquants qu'il avait crus ses plus fidèles, ses plus dévoués amis, et qui avaient conspiré contre lui sous le Consulat et notamment lors du Concordat et qu'il s'était borné à tenir éloignés de la Cour pendant quelques mois.

Suivant ce principe, les exemples étaient rares. C'était, disait-il, toujours malgré lui et seulement quand un grand intérêt public l'y forçait, mais encore évitait-il les condamnations juridiques.

L'Empereur ne caressait ni l'officier ni le soldat : cependant il ne maintenait pas la discipline et fermait les yeux sur les désordres. Il n'aimait même pas trop qu'on lui en parlât, quand ils n'allaient pas au delà du boire et du manger. Il convenait lui-même que son système de guerre ne pouvait admettre une discipline sévère, puisque l'on vivait sans distributions. S'il fermait les yeux sur les désordres des soldats dans l'abondance, il était sévère pour eux dans la disette. Il n'admettait pas les plaintes et citait souvent les légions romaines. Dans la campagne d'Eylau, ces grands exemples servirent de texte à toutes ses conversations pendant l'hiver. Il voulait persuader que l'on pouvait se passer de tout. Il cherchait à nous modeler sur les temps héroïques, à monter les têtes par ces nobles souvenirs et ces grands exemples. Les Français se battent bien sans se monter la tête ; ils savent se priver, souffrir, même mourir de faim tant que la gloire est à côté du danger, mais, quand le canon ne tire plus, et que, battant en retraite, il faut trouver ses jambes au lieu de son audace, ces héros ne sont plus que des hommes.

*Comment il jugeait la Révolution.* — L'Empereur condamnait, plus que personne, les crimes de la Révolution et la Révolution même. Aussi, avait-il un certain éloignement pour les hommes de l'ancienne Cour qui y avaient participé. Il m'en

a souvent parlé avec peu de ménagements. L'organisation de la pairie et une grande fondation expiatoire de ces crimes dans le beau monument de la Madeleine, destiné à un temple de la Gloire, étaient deux pensées qu'il faisait marcher de front et qui l'occupaient beaucoup. Il projetait d'y ériger un monument à Louis XVI, à la Reine et d'autres pour toutes les victimes qui avaient péri.

Il ne pardonnait pas aux hommes qui avaient profité de leurs fonctions pour faire de l'argent, pour pressurer les pays où ils commandaient, qu'ils administraient, et encore moins à ceux qui vendaient leur prétendu crédit.

On peut dire que l'Empereur était ce que l'on appelait, pendant la Révolution, « aristocrate ». Ses réflexions portaient à croire que cette opinion était chez lui antérieure à son avènement au pouvoir, quoiqu'elle n'eût pas toujours été la base de sa conduite. Un royaliste de la Cour de Hartwell n'aurait pas parlé des Bourbons, de la Révolution et de ses malheurs, avec un sentiment plus prononcé et des regrets plus réels, mais c'était toujours en y joignant les réflexions d'un homme d'État et en appuyant sur ce qu'il fallait tirer parti de tout ce que la Révolution avait produit de grand et d'utile.

— C'est, disait-il, une ère nouvelle qui a retrempé la France abattue par les règnes des favoris, des maîtresses et les abus qui marchent à leur suite. Pour la terminer, il faut confondre toutes les opinions et se servir des hommes les plus opposés. C'est donner la preuve la plus convaincante que le gouvernement se sent fort : alors, il donne l'impulsion et ne la reçoit pas.

*Son mépris des hommes.* — En général, il estimait peu les hommes. Il louait rarement, même ceux qui avaient le plus fait, à moins que ce ne fût dans le moment où il avait besoin qu'ils fissent encore davantage. Mais aussi, sans doute, par une espèce d'esprit de justice, il blâmait peu ou point ceux qui faisaient mal, quand ce n'était pas pour des choses trop graves. Sans doute, la pensée qu'ils pourraient faire mieux plus tard entrait pour quelque chose dans cette apparente indulgence, car, bien qu'il sévît rarement, il se rappelait. S'il déplaçait pour des choses graves, ce n'était que pour un temps.

— Les souverains, disait-il, ne doivent jamais ôter aux hommes tout espoir de pardon.

Les torts contre la délicatesse, le manque de procédés et d'égards le blessaient, quoique sa première éducation ne fût pas remarquable sous ce rapport et qu'étant toujours dans un rôle politique, il ne se piquât nullement de montrer à cet égard les qualités qu'il exigeait des autres. Il se plaignait amèrement dans les conversations particulières. En tout, il aimait à se plaindre des personnes qui l'entouraient, même du prince de Neuchatel, de Duroc, des ministres, des chefs des différents services, comme s'il avait été mal servi. Je pus juger souvent par ce que l'Empereur me dit d'eux, ce qu'il pouvait, à plus forte raison, leur dire de moi. Il y aurait cependant de l'ingratitude de ma part à oublier que l'Empereur fit souvent, en mon absence, l'éloge du service qui m'était confié. A la vérité, c'était pour exciter le zèle et faire, en même temps, la critique d'un autre. Il aimait à opposer les uns aux autres les chefs des différentes parties de l'administration. Il n'eût pas été fâché qu'on eût mal vécu ensemble et j'ai pu souvent remarquer qu'il faisait tout ce qu'il pouvait pour que Duroc et moi fussions jaloux l'un de l'autre et même ennemis.

Son peu d'estime pour les hommes faisait que l'Empereur n'exigeait pas d'eux, en général, plus de qualités et de vertus qu'il ne leur en supposait. Il n'oubliait rien, mais il était cependant sans rancune. Sa haine personnelle n'a jamais poursuivi personne. Son intérêt, sa politique le guidaient toujours en tout. Il n'avait, on peut le dire, point de haine, point de passions dans les petites choses et tout porte à croire que cette indulgence ou cette indifférence venait de cette mauvaise opinion qu'il avait des humains. Si la politique lui a souvent fait faire grâce, ses sentiments y étaient aussi pour quelque chose. Ceux-là valaient mieux qu'il ne voulait le laisser croire. Au reste, l'opinion où il était que ce sont les circonstances qui mènent les hommes, a été pour beaucoup dans sa clémence.

Il y a peu de personnes dont l'Empereur ne m'ait parlé, depuis sa femme et les souverains de l'Europe jusqu'aux moindres particuliers. J'ai été donc souvent à portée d'observer que rien ne lui échappait. Il n'avait pas plus de bienveillance dans la vie privée que dans les affaires politiques. Toutes les interprétations étaient contre le prochain. Toujours en scène comme Empereur, il croyait les autres dans un rôle étudié avec lui. Aussi, son premier mouvement, sa première impression,

étaient-ils toujours de la méfiance. C'était l'affaire d'un moment : il revenait de suite, mais il fallait s'attendre à ce que sa première réflexion fût au moins amère, si même elle n'était pas injurieuse. Soupçonnant que votre observation ou votre proposition avait pour but un intérêt personnel ou caché, ami ou ennemi, il confondait d'abord l'un et l'autre. J'ai fait si souvent cette expérience que je puis en parler en connaissance de cause. L'Empereur pensait et disait, en toute occasion, que l'ambition et l'intérêt sont les mobiles de toutes les actions. Aussi admettait-il rarement que l'on eût bien fait par honneur ou délicatesse. Il remarquait cependant les personnes qui paraissaient mues par ces sentiments ou guidées par leur devoir. Il en tenait compte au fond, mais n'en témoignait rien. Il m'a souvent fait douter que les souverains crussent avoir un prochain.

Le chevalesque du caractère français, la courtoisie, ce ton gracieux, bienveillant, que les princes affectent, même avec les ministres dont ils viennent de signer le renvoi, manquaient tout à fait à l'Empereur. Il ne dissimulait que dans les choses très importantes : pénétré sans doute de sa force et de sa supériorité, il ne s'en donnait pas la peine dans l'habitude de la vie et souvent même dans des affaires majeures. Il était souvent indiscret. En général, dans les affaires, la conversation l'entraînait. Il disait plus qu'il ne voulait et n'aurait dû dire. S'il eût eu un peu de cette courtoisie française que l'on peut appeler la couleur du pays, on l'eût adoré, il eût tourné toutes les têtes. Mais il avait une grande et rare qualité : il n'aimait pas le changement ; il tenait aux hommes qu'il employait et préférait le plus mauvais instrument au meilleur, plutôt que d'en changer. Vous n'étiez pas caressé, mais, aussi, vous étiez sûr qu'aucune intrigue ne pouvait vous détruire dans son esprit. Le gouvernement ayant une direction, des maximes fixées et l'Empereur gouvernant par lui-même, l'existence des ministres ne pouvait dépendre d'un changement de système. Plus on vous aurait attaqué près de l'Empereur et plus il aurait mis de persistance à s'assurer de la réalité des torts qu'on vous imputait et d'entêtement à vous garder.

— Je suis mon ministre, disait-il souvent. C'est moi qui mène mes affaires. Je suis donc assez fort pour tirer un bon parti des hommes médiocres. De la probité, de la discrétion et de l'activité, voilà tout ce que je demande.

*Napoléon et les femmes.* — Dans son intérieur, l'Empereur était tout à fait bonhomme. Ses manières avec l'Impératrice étaient tendres, affectueuses. Il a été fort amoureux et pendant assez longtemps de l'impératrice Joséphine avant de l'épouser et lui a toujours conservé de l'attachement. Il aimait à faire l'éloge de ses grâces, de sa bonté, même longtemps après qu'il ne la voyait plus. Aucune femme n'avait fait une impression aussi vive sur lui. C'était, selon l'Empereur, les grâces personnifiées. C'est à tort que l'on croit qu'il a eu beaucoup de maîtresses. Sa tête s'est sans doute montée quelquefois, mais l'amour fut rarement pour lui un besoin et peut-être même un plaisir. Il vivait trop en regard du public pour se donner à ses yeux même des distractions qui, au fond, l'amusaient peu et ne duraient qu'un moment. Il a cependant été réellement amoureux pendant quelques jours de Mme D... (1). Il s'est donné comme passe-temps pour rompre avec l'impératrice Joséphine Mme Gaz... (2) et Mme Mat... (3) entre le divorce et l'arrivée de l'Archi-duchesse. Il a eu, les dernières années de l'impératrice Joséphine, Mlle Georges et quelques autres femmes autant par curiosité que pour se venger des scènes de jalousie qu'amenèrent ces infidélités. Mlle Wal... lui a plu à Varsovie (4). Il en a eu un enfant et lui a conservé plus d'attachement et de souvenir qu'à toute autre. Mais tous ces goûts passagers ne l'ont jamais occupé au point de le distraire un moment des affaires de l'État.

Il était si pressé de raconter ses succès que l'on eût pu croire qu'il ne les avait recherchés que pour les publier. L'Impératrice était alors sa première confidente. Malheur à la belle qui avait cédé, si elle n'était pas comme la Vénus de Médicis, car aucun détail n'échappait à sa critique et au plaisir qu'il avait à l'exercer avec quelques personnes, vis-à-vis desquelles il aimait à étaler ses succès. L'impératrice Joséphine eut, le soir même, tous les détails de la conquête de Madame... Le lendemain du premier rendez-vous, l'Empereur me les

(1) Mme Duchâtel, née Marie-Antoinette-Adèle Papin, femme du directeur général de l'Enregistrement et des Domaines.

(2) Charlotte Gazzani, née Bartani, lectrice de l'Impératrice.

(3) Peut-être Mme de Mathis, quoique la très passagère liaison de l'Empereur avec cette jeune femme semble avoir été antérieure à l'époque indiquée par Caulaincourt.

(4) Mme Walewska.

raconta aussi sans rien omettre de ce qui pouvait flatter ou choquer l'amour-propre de la belle. Ce grenadier du camp de Boulogne ne se trompait pas trop, quand il répondait à un de ses camarades qui lui demandait si « le petit caporal » avait des enfants : « F... bête, ne sais-tu pas qu'il a ses amours dans la tête? »

*Son sommeil. L'Empereur à table.* — L'Empereur avait besoin de beaucoup de sommeil, mais il dormait quand il voulait et dans le jour comme la nuit. La veille d'une bataille n'a jamais troublé son repos et, même pendant l'affaire, quand il jugeait qu'elle ne pouvait se décider que dans une ou deux heures, il se couchait à terre sur sa peau d'ours et dormait profondément jusqu'à ce qu'on le réveillât. J'en ai encore été témoin à la bataille de Bautzen, entre onze heures et demie et une heure. Après avoir reconnu toute la position, il dit :

— Il faut laisser marcher l'affaire. Je ne puis porter les grands coups que dans deux heures.

Et il dormit plus d'une heure. A la guerre, on le réveillait pour tout. Le prince de Neuchâtel, qui recevait les rapports et qui connaissait ses intentions, ne le ménageait pas. L'Empereur se levait toujours à onze heures du soir, ou, au plus tard, à minuit, heure à laquelle arrivaient les premiers rapports des corps d'armée. Il travaillait deux à trois heures, souvent même plus, pour confronter les rapports, examiner les mouvements sur les cartes et donner ses ordres. Il les dictait tous au major-général ou à un secrétaire et le prince de Neuchâtel les transmettait. Quelquefois il écrivait aussi lui-même au commandant des corps d'armées, afin de fixer davantage leur attention s'il s'agissait de choses importantes, ce qui n'empêchait pas la partie officielle de passer par l'état-major général.

L'Empereur mangeait vite et avalait avec une telle vivacité qu'on pouvait croire qu'il mâchait peu ou pas du tout. On a débité beaucoup de contes sur sa manière de vivre. La vérité est qu'il ne faisait que deux repas. Il préférait à tout le bœuf ou le mouton, les fèves, les lentilles ou les pommes de terre, le plus souvent en salade. Il était rare qu'il bût sa bouteille de vin dans sa journée. Il préférait le Chambertin. Après son déjeuner et son dîner, il prenait une tasse de café à l'eau. Toute sa recherche était là. Il l'aimait assez fort; depuis sa campagne d'Égypte, il préférait le moka. Pendant celle de

Russie, même dans la retraite, il put avoir, tous les jours, son vin, son café et, pour nourriture, les choses auxquelles il était accoutumé.

*Son génie.* — L'Empereur s'occupait des moindres détails. Il voulait imprimer à tous l'action de son génie. Il me faisait venir, pour les ordres du quartier général, des officiers d'ordonnance, pour les officiers de son état-major, pour la correspondance, les estafettes, les postes, etc. Les chefs de la Garde, l'intendant de l'armée, le chirurgien en chef, le brave Larrey, tous étaient mandés au moins une fois chaque jour. Rien n'échappait à sa sollicitude. On peut donner ce nom à sa prévoyance, car aucun détail ne lui semblait indigne de son attention. Tout ce qui pouvait contribuer aux succès, au bien-être du soldat, lui paraissait digne de fixer chaque jour ses regards. On ne peut pas dire de l'Empereur qu'il se soit jamais endormi au sein de la prospérité, car, quelque grand que fût un succès, il s'occupait, au moment où il venait de l'obtenir, de toutes les précautions qu'il aurait prises s'il avait eu un revers.

Quelque fatigué qu'il fût, l'Empereur reconnaissait toujours, même au milieu de la poursuite la plus vive et des succès les plus marqués, les terrains qui pouvaient offrir une position en cas de revers.

L'Empereur avait à cet égard une mémoire étonnante des localités. La topographie du pays semblait s'être modelée dans sa tête. Jamais homme n'eut, avec plus de mémoire, un génie plus créateur. Il eût fait sortir des hommes, des chevaux, des canons du sein de la terre. Les numéros de ses cadres, de ses régiments, celui de ses compagnies de transports, des vivres, de ses bataillons du train, se classaient dans sa tête d'une manière merveilleuse. Sa mémoire suffisait à tout. Il savait où chacun était, quand il partirait, quand il arriverait. Sa mémoire mettait, on peut dire, en défaut les états du chef de chaque parti, mais cet esprit d'ordre pour tout faire coopérer à son but, pour tout créer et organiser, enfin pour tout faire arriver à point nommé, n'allait pas au delà. Il eût fallu, pour lui, que la solution de toutes les affaires de la campagne fût dans le gain de quelques batailles. Il était si maître de son échiquier qu'il les eût certainement gagnées. Mais ce génie créateur ne savait

pas conserver. Improvisant toujours, il consommait, usait, désorganisait en peu de jours, par la rapidité de ses marches, tout ce que son génie venait de créer. Si une campagne de trente jours ne lui produisait pas les résultats d'une année, la plus grande partie de ses calculs se trouvait en défaut par les pertes qu'il avait faites, car tout était si rapide, si imprévu, les chefs sous ses ordres avaient si peu d'expérience et de soin, et avaient, surtout, été si gâtés par les succès précédents, que tout se trouvait désorganisé, gaspillé, disséminé.

Le génie de l'Empereur avait toujours opéré de si grands prodiges que chacun se reposait sur lui du soin de ses succès. Arriver pour le jour de la bataille paraissait tout. Bien sûr de se reposer après et d'avoir le temps de réorganiser son service, l'on s'inquiétait peu de ce qu'on perdait, de ce qu'on laissait derrière, car l'Empereur en demandait rarement compte. Les prompts résultats des campagnes d'Italie et d'Allemagne, les ressources qu'offraient ces pays, avaient gâté tout le monde, même les chefs inférieurs. Cette habitude du succès nous a coûté bien cher en Russie, et, plus tard, dans nos revers. La glorieuse habitude d'aller toujours en avant avait fait de nous de vrais écoliers en fait de retraite. L'habitude d'avoir ses troupes sous la main et le désir qu'avait toujours l'Empereur de reprendre l'offensive lui faisaient encombrer les routes. Il y entassait les colonnes. On exténuait, de cette manière, hommes et chevaux.

On n'a jamais plus mal combiné une retraite ; aussi n'en fit-on jamais avec moins d'ordre. Jamais convois ne marchèrent plus mal. Les calculs, les arrangements conservateurs n'entraient pour rien dans les dispositions et c'est bien à cette imprévoyance qu'il faut attribuer une partie de nos désastres. S'agissait-il de mouvement rétrograde, l'Empereur ne se décidait qu'au dernier moment, toujours trop tard. Sa raison ne pouvait vaincre sa répugnance et l'État-major, trop habitué à recevoir sa moindre impulsion de celui qui prévoyait toujours tout, ne prenait aucune disposition. Façonné à n'être qu'un instrument d'obéissance, il ne put rien pour le salut général. L'Empereur ne consentait même pas aux sacrifices les plus nécessaires pour conserver ce qui devait lui être le plus indispensable. Dans cette longue retraite de Russie, il fut aussi incertain, aussi indécis le dernier jour que le premier, quoique la nécessité de ce mouvement ne lui parût pas plus douteuse

qu'aux autres. Se flattant toujours de s'arrêter, de prendre position, il s'entêta à conserver un matériel immense qui fut cause qu'on perdit tout. Il poussait, on peut le dire, plus loin que qui que ce soit, l'antipathie des réflexions sur ce qui le contrariait. La fortune lui avait si souvent souri qu'il ne put jamais la croire tout à fait infidèle.

### LE ROI DE NAPLES

Je ne puis quitter cette campagne sans parler du roi de Naples qui eut une si grande influence sur nos succès et sur nos revers. Le caractère belliqueux de ce prince le portait à flatter souvent, même sans le vouloir, la passion dominante de l'Empereur pour guerroyer. Il en voyait cependant les inconvénients et en déplorait même les conséquences avec quelques personnes. Le général Belliard, son chef d'état-major, ne se faisait point illusion. Homme d'un noble caractère, il ne cachait pas au Roi ses pensées et les malheurs que sa prévoyance lui laissait entrevoir. Mais les plus belles résolutions du Roi disparaissaient dès qu'il voyait l'ennemi ou entendait le canon. Il n'était plus maître de son enthousiasme. Il rêvait tous les succès que son courage était fait pour lui assurer et les illusions de la valeur arrivaient au quartier-général pour compléter celles du génie. Toujours noble, généreux, secourable pour tous, humain envers l'ennemi vaincu, ce prince ajoutait aux qualités qui distinguent les vrais braves, le désir très marqué en lui de faire dire du bien de sa personne et de passer pour un de ces preux qui tendaient si courtoisement la main à ceux qu'ils avaient terrassés. Il ne craignait pas d'affronter l'humeur de l'Empereur pour hasarder une vérité utile ou pour rendre service, mais l'Empereur le repoussait et le Roi se taisait : lui plaire était son but.

Personne n'était plus obligeant que lui, même pour ceux dont il croyait avoir à se plaindre. Il aimait l'Empereur, voyait ses défauts, en apercevait les conséquences, mais il avait dans le caractère une disposition à la flatterie, sucée sans doute avec le lait de son pays, qui paralysait ses bonnes intentions presque autant que l'influence que l'Empereur exerçait depuis longtemps sur lui. Sa malheureuse passion des costumes faisait paraître le plus brave des rois, le roi des braves, comme un roi des tréteaux des boulevards. Ses costumes, son bonnet, son

aigrette, ses bottes à l'antique lui paraissaient des moyens de séduction près des femmes. Il se croyait réellement le plus beau des hommes avec cet attirail dont il avait moins besoin qu'un autre pour être un bel homme. L'Empereur, qui le trouvait ridicule, qui le lui disait et le répétait tout haut, n'était cependant pas fâché de cette bizarrerie qui plaisait d'autant plus aux soldats qu'elle attirait l'attention de l'ennemi et faisait, par conséquent, braver au roi plus de dangers qu'à eux.

### DERNIERS DÉTAILS

Je reviens aux détails de ce qui se passa à Paris et des nouvelles qu'on reçut de l'armée, après notre arrivée. Le grand-maréchal et le comte de Lobau arrivèrent quarante-huit heures après l'Empereur, ainsi que M. le baron Fain (1). D'autres officiers arrivèrent aussi successivement, ainsi que les aides de camp de l'Empereur qui avaient eu diverses missions. L'estafette donnait chaque jour des détails sur l'armée et l'Empereur apprit le désastre de Wilna, abandonnée le 10 plutôt qu'évacuée. On ne peut se faire une idée du désordre qui avait régné dans cette ville depuis l'entrée de l'armée. L'Empereur fut accablé de cette nouvelle. Il me fit appeler à l'instant.

— Eh bien! Caulaincourt, me dit-il, dès qu'il m'aperçut, le Roi a quitté Wilna. Il n'a fait aucune disposition. L'armée, la Garde se sont sauvées devant quelques cosaques. Le froid a fait perdre la tête à tout le monde et le désordre a été tel qu'on a laissé, sans être poursuivi, à la montagne après Wilna, toute l'artillerie et tous les équipages. Il n'y a pas d'exemple d'un semblable sauve-qui-peut, d'une telle bêtise. Ce que cent hommes de courage eussent sauvé a été perdu au nez de plusieurs milliers de braves, par la faute de Murat. Un capitaine de voltigeurs eût mieux commandé l'armée que lui.

Un des premiers soins de l'Empereur à son arrivée à Paris, fut de bien connaître tous les détails de l'affaire Malet et le degré de culpabilité de M. Frochot, préfet de la Seine, que sa qualité de conseiller d'État et la place importante qu'il occupait rendaient à ses yeux plus coupable qu'un autre. L'Empereur

(1) On se rappelle que Duroc, Lobau et Fain, partis de Smorgoni en même temps que l'Empereur, dans une seconde voiture, avaient, dès la première étape, été distancés par celle de Napoléon.

l'aimait. M. de Bassano, son ami, le lui avait toujours représenté, me dit-il, comme un des hommes qui lui étaient le plus dévoués, et il le tenait pour fort capable. Ces souvenirs et le degré de confiance qu'il lui avait toujours accordé augmentaient d'autant son irritation contre ce fonctionnaire, qu'une enquête et un avis signé de toutes les sections du Conseil d'État, convoquées séparément pour juger un de leurs membres, déclarèrent avoir manqué de fermeté et de décision pour maintenir le gouvernement auquel il avait prêté serment. Personne ne mit en doute, cependant, son attachement à l'Empereur qui n'en était pas moins outré de sa conduite et, répétait-il, de son ingratitude.

— Il faut, dit-il, un exemple, non sur l'homme que je veux ménager, mais sur le conseiller d'État. Il est temps que l'on apprenne, si on l'a oublié, ce que c'est que d'être fidèle à son serment. Il faut fixer les principes sur cela.

Aussi, l'Empereur attacha-t-il tant d'importance à la conduite qu'avait tenue ce premier magistrat de Paris, comme il l'appelait, qu'il y fit allusion dans sa réponse aux félicitations du Sénat et d'autres corps sur son retour.

La présence de l'Empereur à Paris calmait les plus vives inquiétudes. L'activité de ses dispositions faisait diversion. On remarquait déjà partout une étonnante activité. La France n'était qu'un vaste atelier et ce moment aurait dû être, pour lui, le plus consolant, le plus heureux de sa vie, car, au lieu de lui demander compte de ses revers, de ses pertes, la nation, tous les Français rivalisaient de zèle, de dévouement, et cette époque fut aussi glorieuse pour le caractère national que pour l'Empereur, qui développa, avec une étonnante activité, toutes les ressources de son génie dans l'organisation comme dans la direction et dans l'emploi de tous les moyens.

Tout s'organisait, se créait comme par enchantement. Les millions du trésor privé et du domaine extraordinaire avaient été tirés des caves des Tuileries et prêtés au Trésor de l'État. L'Empereur ne pensa qu'à la France et à tout faire concourir pour qu'elle reparût, avant peu, sur le théâtre de la guerre avec des forces telles qu'elle pût discuter, sans précipitation, les conditions d'une paix honorable.

CAULAINCOURT, DUC DE VICENCE.

## NOS GRANDES ÉCOLES

### XVII [1]

# L'INSTITUT FRANÇAIS EN ESPAGNE

*Discere, Docere*, telle est la devise inscrite au front de l'Institut français de Madrid. Apprendre l'Espagne, enseigner la France, pour que les deux nations, se comprenant mieux, resserrent les liens d'une amitié de jour en jour plus féconde, telle est la mission que se sont donnée les Universités fondatrices de Bordeaux et de Toulouse, fraternellement unies dans un patriotique effort d'expansion intellectuelle. Par des routes différentes, les deux Universités sont arrivées au même but.

On n'ignore pas, dans les milieux universitaires, que l'enseignement de l'espagnol fut créé et développé en France par les initiatives d'Ernest Mérimée. C'est pour lui, pour aider à ses efforts et les consacrer, que fut fondée, en 1886, à la Faculté des lettres de Toulouse, la première chaire de langue et de littérature espagnoles. Vinrent ensuite celles de Bordeaux, de Montpellier et de Paris. Le premier concours d'agrégation d'espagnol eut lieu en 1900, et presque aussitôt furent institués la licence spéciale et les certificats rendus nécessaires par l'extension que prit l'étude de la langue espagnole dans nos lycées, nos collèges et nos écoles primaires supérieures, surtout dans le Sud-ouest et le Sud. Ernest Mérimée comprit bien d'ailleurs que tout ce mouvement devait se prolonger en Espagne, et il fonda l'*Union des Étudiants français et espagnols*. Il s'agissait d'ins-

(1) Voyez la *Revue*, 1er février 1926, — 1er mai et 1er juillet 1928.

taller chaque année dans la péninsule, pendant les deux mois de vacances, les futurs professeurs d'espagnol. Cela se fit en 1905. Le centre d'études, très heureusement choisi, fut Burgos. « Diverses raisons, a écrit Ernest Mérimée lui-même, avaient décidé le choix de cette ville : sa proximité de la frontière, la pureté, généralement reconnue, du castillan que l'on y parle, l'agrément du climat pendant l'été, l'intérêt du séjour au point de vue de l'art et des souvenirs historiques. » Le succès fut grand; et, comme succès oblige, Ernest Mérimée s'avisa que « ce qui semblait plus désirable encore, et mieux approprié à la fonction naturelle des Universités françaises et de notre haut enseignement, c'était de faire connaître au public notre littérature dans le cours de son long et glorieux développement, et surtout (car c'est là ce qui intéresse particulièrement les étrangers non-spécialistes) dans ses manifestations les plus modernes ».

C'est pour cela qu'en 1909 le fils du directeur, Henri Mérimée, alors maître de conférences à la Faculté des lettres de Montpellier, fut appelé à donner à Madrid une série de cours publics sur des sujets de littérature française. Ces cours eurent lieu, cette année et les suivantes, à l'Université centrale qui, avec autant de générosité que de courtoisie, avait mis ses amphithéâtres et ses appariteurs à la disposition des professeurs français. Depuis lors l'œuvre s'est amplifiée, de la façon la plus heureuse, dans le succès et la prospérité.

Cependant que les professeurs s'intéressaient si activement à la langue castillane, s'efforçaient si utilement de répandre la connaissance de la nôtre, des spécialistes de la plus ancienne histoire tournaient de leur côté des regards curieux vers la péninsule. Les préhistoriens, tout au début de ce siècle, avaient porté brusquement leur attention sur les peintures de la grotte d'Altamira (Santander), découvertes en 1886 et depuis lors dédaignées ou méconnues. Breuil et Cartailhac établissaient et proclamaient définitivement l'authencité magdalénienne du merveilleux plafond qu'illustre un monde d'animaux prodigieux. Désormais l'Espagne est devenue l'un des domaines privilégiés de l'art paléo et néolithique. D'autre part, dès 1889, l'érudition et le goût de Léon Heuzey ont révélé au monde savant et aux Espagnols eux-mêmes l'intérêt puissant des statues du Cerro de los Santos (Albacete), qu'une prudence légitime avait dissimulées comme indignes dans un recoin du

pavillon espagnol de l'Exposition universelle. Arthur Engel, en 1891, confirmait par une enquête sagace l'authenticité mise en doute des *Saints* et leur donnait un état-civil : l'archéologie ibérique était née. La découverte de la fameuse Dame d'Elche, en août 1897, et son entrée triomphale au Louvre, la Dame d'Elche, que l'instinct divinatoire d'Heuzey avait prédite, faisait enfin à l'Espagne sa place, et lui marquait son rôle dans la civilisation antique des peuples méditerranéens.

La France, et en particulier l'Université de Bordeaux, qui eut l'honneur de participer largement à cette initiation scientifique, se devaient de s'intéresser de plus en plus près à la mise en valeur de ce nouveau domaine. L'année précédente, le projet s'était réalisé de créer entre les professeurs bordelais et leurs collègues espagnols, et plus généralement entre les savants des deux pays, quelques liens d'amitié et d'étude dont le profit, comme le charme, seraient bientôt sentis de tous. Avec ses collègues, MM. Camille Jullian, Georges Radet, Édouard Bourciez, Georges Cirot, l'auteur de ces pages fonda la *Société de correspondance hispanique*. Aussitôt affluèrent à Bordeaux les renseignements de toute espèce concernant en particulier les antiquités hispaniques, et des articles et notices divers sur des matières de philologie et d'histoire. Pour faire connaître ces nouvelles et ces travaux, il fallut bientôt une revue spéciale : ce fut le *Bulletin hispanique*, qui, sous l'active impulsion de MM. Cirot et Radet, affirme depuis vingt-huit ans son utilité et son succès.

Et dès lors l'idée naissait et grandissait de créer l'École française d'Espagne, sœur modeste des grandes écoles d'Athènes et de Rome. Le projet ne parut ni banal ni chimérique à Louis Liard, toujours prêt à encourager les initiatives de ses chères Universités, alors directeur de l'Enseignement supérieur, ni à Henri Roujon, directeur des Beaux-Arts, qui lui non plus, si lettré et si artiste, n'avait pu rester insensible au charme sévère de la Dame d'Elche.

On retrouverait sans doute aux Beaux-Arts un rapport étendu sur l'intérêt qu'il y aurait à établir en Espagne une mission permanente, et sur la possibilité d'une telle institution (1898). On essayait d'y montrer que l'Espagne est un vaste champ de recherches et d'études historiques, artistiques, philologiques, littéraires. On y détaillait d'abord les richesses préhistoriques et ibériques :

« Un domaine immense, disait-on, l'Ibérie, est découvert, presque vierge. Il faut en fixer les limites et les divisions géographiques et ethniques, retrouver et explorer tous les établissements qui en subsistent, découvrir et relever les ruines des villes et des nécropoles, rechercher par des fouilles les restes de l'architecture, de la sculpture, de toutes les industries de la terre-cuite, de la métallurgie, de l'orfèvrerie, recueillir les documents épigraphiques, numismatiques, etc. » On montrait ensuite comment l'Espagne, placée aux bornes occidentales du monde ancien, reçut sans trêve et sans fin les apports des civilisations étrangères, comment elle prolongea la Phénicie, la Grèce et Rome, et comment l'histoire de ce pays, trop négligée dans ses époques anciennes, mérite une savante réhabilitation à laquelle pourra collaborer noblement la France. On n'insistait pas moins sur l'Espagne chrétienne, qui n'est pas beaucoup mieux connue que l'Espagne antique, et tour à tour étaient énumérés les champs d'étude qui, à perte de vue, étalent à profusion leurs trésors ; on dressait la liste séduisante des mille problèmes anciens ou nouveaux qui, depuis les temps de la conquête arabe, à travers tout le Moyen âge et la Renaissance jusqu'à nos jours, sollicitent, sans qu'elles puissent de longtemps se rassasier, l'érudition et la critique.

Ce premier projet n'aboutit pas. L'autorité de celui qui l'avait conçu était aussi faible, sans doute, qu'insuffisante sa diplomatie. L'État sembla se désintéresser de l'affaire ; pourtant le grain était semé, il leva ; mais le fruit qu'il donna ne fut pas celui que l'on peut croire, puisqu'au lieu de l'École qu'on attendait, mûrit cet échange de cours et de conférences entre l'Université de Bordeaux et les Universités espagnoles qui mit en honneur le mot depuis lors souvent utilisé (et aujourd'hui même par les Allemands de Madrid), d'*intercambio*. Tout l'honneur de l'*intercambio* revient à M. Raymond Thamin, alors recteur de Bordeaux, au doyen de la Faculté des Lettres, M. Georges Radet, et à M. Georges Cirot, professeur de langue et littérature espagnoles à la même Faculté, sans oublier le maître incontesté des hispanisants d'alors, Morel-Fatio, qui appuya l'entreprise de toute sa grande autorité. Des groupes de professeurs bordelais allèrent à différentes reprises donner des conférences à Madrid, Oviedo, Saragosse, Valladolid, Séville, Valence, Grenade, Barcelone, partout admirablement reçus et encouragés à revenir,

et plusieurs fois aussi des professeurs et savants espagnols, Canella, Altamira, Gascon y Marin, Sela, Carracido, Ovejero, Anton y Ferrandiz, d'autres encore non moins renommés dans leur pays et dans le nôtre, vinrent avec grand succès se faire entendre à Bordeaux.

Mais la vie de l'*intercambio* était nécessairement morcelée, intermittente ; des difficultés d'ordre administratif et d'ordre financier s'opposaient aux fréquentes et onéreuses absences de professeurs. Il ne pouvait avoir un programme fixe, s'établir à des dates immuables. D'où, conséquence fatale, mais fort heureuse, la création qui ne se fit pas trop longtemps attendre (1909) de l'*École des Hautes Études Hispaniques*.

L'école, très modeste, se logea pour débuter en garni, tandis que l'Union des étudiants continuait à recevoir pour ses conférences l'hospitalité bienveillante de l'Université de Madrid. Mais l'une et l'autre étaient ambitieuses ; elles aspiraient à se mettre dans leur immeuble et dans leurs meubles pour assurer la continuité de leur effort dans la stabilité. Leur patriotisme devait se rencontrer, en dépit de la géométrie, dans leurs routes parallèles, et de cette rencontre naquit l'*Institut français en Espagne*, joliment installé dans un élégant hôtel construit pour lui, et où, jusqu'à présent, s'est heureusement développée sa double vie féconde.

***

L'histoire de notre maison mérite qu'on la rappelle, car elle est un excellent exemple de ce que peut à l'étranger, comme en France, l'union des cœurs et des bonnes volontés jointe à celle des intérêts bien entendus. Les bons ouvriers de l'œuvre furent, avec les recteurs de Bordeaux et de Toulouse, MM. Thamin et Lapie, M. Révoil, ambassadeur de France, dont l'ardeur et le dévouement nous laissent un souvenir ineffaçable, et M. R. Delvaille, président de la Société française de bienfaisance et d'enseignement de Madrid. Celui-ci sut obtenir de la colonie française le concours très généreux qui permit de construire à ses frais, et sur un terrain acheté par elle, l'immeuble qui, très peu de temps après son achèvement, grâce aux largesses de l'État, devint la propriété des deux Universités.

L'École des Hautes Études Hispaniques et l'Union des étudiants s'y établirent en 1913, et les fêtes très brillantes de l'inau-

guration, le 26 mars, réunirent, rue du Marquis de la Ensenada, sous la présidence de M. Jules Steeg, envoyé spécial du gouvernement de la République, en présence de MM. les Recteurs, un grand nombre de délégués des Universités et des corps savants de France, l'Institut en tête, avec les plus hauts représentants du gouvernement de S. M. le roi d'Espagne, de hautes personnalités de la politique, de l'art, de la littérature et de la science de Madrid. Ce jour-là, jour d'honneur, les fondateurs furent bien payés de leur peine. L'Institut français, sous sa forme définitive, a donc actuellement quatorze ans d'existence. Il n'a pas failli à son double programme, sans cesser d'améliorer son organisation, et cela, malgré la tourmente de la guerre, où c'est miracle que, si jeune, il n'ait pas sombré.

La mort a par trois fois frappé à la porte de l'École des Hautes Études Hispaniques, lui ravissant les meilleurs parmi les meilleurs de ses fils. Une victoire agenouillée dans une inclinaison pieuse, tenant une place de gloire dans la salle des cours publics, porte à jamais inscrits sur le bronze les noms de Costes, Laffargue et Leroux, tombés au champ d'honneur. *Sunt lacrymæ victoriarum*, a gravé sur le socle le jeune sculpteur, dont le bas-relief douloureux pleure de toute l'émotion d'un double deuil fraternel...

Mais, comme nos héros luttèrent au front, aux Dardanelles, dans la Marne, à Verdun, ceux que leur âge ou leur santé confinaient à l'arrière, firent aussi tout leur devoir : ils ont tenu. Ils ont opposé une résistance inlassable à la propagande ennemie déchaînée en calomnies et en outrages dans un pays neutre qu'elle voulait en vain séduire; ils ont combattu dans une lutte ardente, mais toujours loyale, à la française, par la plume et la parole, par la projection et le cinéma, et aussi par la continuité sereine du labeur professionnel, cours et conférences, recherches et publications. Et ce ne fut pas un des moindres étonnements, ni des moins utiles à notre cause, que cette obstination dans un effort d'enseignement et de science de quelques universitaires au milieu des passions et du fracas des armes. L'Institut s'honore d'avoir agi et travaillé à la fois en pleine mêlée et au-dessus de la mêlée.

Ceux qui l'ont alors dirigé sont fiers de rappeler que sous la présidence de son doyen Ernest Mérimée, et en intime collaboration avec l'Ambassade de France, s'organisa à l'Institut le

*Comité international de propagande.* C'est aussi en communion d'idées et d'efforts avec l'Institut que fut fondé par le très regretté Pierre Imbart de la Tour le *Comité de rapprochement franco-espagnol*, que furent préparées et menées à bien les très importantes missions interacadémiques qui firent tant pour notre cause, et les missions espagnoles qui allèrent jusqu'au front, jusqu'à Verdun, connaître l'héroïsme militaire, civil et industriel de notre patrie en danger. Il va sans dire que les deux sections de l'Institut s'unirent constamment pour soutenir les initiatives communes de leurs chefs ; ceux qui ne pouvaient, malgré eux, donner leur sang, prodiguèrent leur esprit et leur cœur, et dans notre histoire les années terribles devront rester des années lumineuses.

La victoire conquise, l'Institut a repris sa carrière normale. Sous l'habile impulsion d'Ernest Mérimée, et de son fils Henri, son brillant second et bientôt son successeur, l'Union des étudiants a répandu à profusion l'enseignement de tout ce qui constitue notre histoire et notre civilisation originale, par des cours publics quasi journaliers, confiés à de jeunes professeurs choisis avec sûreté et installés à poste fixe, aussi vite épris d'une tâche si belle que séduits par le charme de la plus hospitalière et cultivée des capitales, et aussi par des séries extraordinaires de conférences en nombre restreint sur les sujets les plus variés ayant toujours rapport à la France ou à ses relations avec l'Espagne. Pour celles-ci il est fait appel à de notoires professeurs, critiques, littérateurs ou savants de France. Si nous n'en donnons pas la liste, qui serait trop longue, et si nous ne faisons pas un choix arbitraire et peu courtois parmi tant de noms qui sont chers à l'Institut au même titre, marquons du moins le très élégant éclectisme qui offrit tour à tour notre chaire aux plus classiques représentants de nos Universités et aux plus hardis écrivains d'avant-garde.

C'est immédiatement après Pâques que nos compatriotes apportent à Madrid la bonne parole française. Chaque jour, pendant près d'un mois, le grand salon se remplit et souvent la foule des auditeurs déborde dans les vestibules, sans que la grâce du printemps nouveau vainque l'attrait de l'éloquence. L'on vit même, un beau soir d'avril 1926, la large rue du Marquis de la Ensenada noire de monde, les portes assiégées, le Lycée français, voisin de l'Institut, envahi par les plus pressés

ou les plus hardis, afin de s'introduire par une savante manœuvre : c'est que Sa Majesté Alphonse XIII, donnant une marque d'estime et un encouragement de plus à l'œuvre française, daignait assister au récit du voyage épique du commandant et de Mme Delingette à travers l'Afrique. Ce jour-là, le directeur Henri Mérimée, portant la mort prochaine sur son visage blême, s'était levé, vacillant, stoïque, de son lit de souffrance pour recevoir l'hôte royal dont la présence donnait une consécration suprême à l'œuvre de son père et à la sienne.

Il y a mieux encore. Les Mérimée ont établi l'heureuse coutume de faire présenter les conférenciers français par d'illustres confrères ou amis espagnols, puis d'appeler des orateurs espagnols à alterner avec les français dans le cycle des conférences de printemps. Les jours où MM. Azorin, Mariano Benlliure, Carracido, Gomez de Baquero, Lazaro Galdeano, Marquina, Menendez Pidal, Ortega y Gasset, Perez de Ayala, Octavio Picón, Antonio Maura, le comte de Romanones, sans parler d'autres illustres, ont occupé la chaire de l'Institut, compteront toujours pour lui parmi les plus mémorables et les plus brillants.

Ce furent aussi de belles journées, celles où les deux sections, unies à de grands amis espagnols dans une même pensée d'hommage posthume, célébrèrent la gloire d'Anatole France, la renommée de Morel-Fatio, d'Ernest et d'Henri Mérimée, ou l'héroïque sacrifice de Bergonié, victime de la traîtrise des rayons à d'autres salutaires.

Les fêtes de l'art ont fièvreusement compensé ces tristesses, et qui ne se souvient à Madrid des concerts donnés dans notre salle trois fois trop exiguë par les plus illustres virtuoses français du violon, du piano et du clavecin ?

Même pendant les vacances, l'Institut ne chôme pas ; les cours d'été de Burgos, qui porteront désormais le nom du fondateur Mérimée, continuent à réunir une colonie internationale très variée, nombreuse et vivante, amicalement unie dans la joie d'apprendre le plus pur castillan en une des plus précieuses cités d'art de l'Espagne, au grand pays des épopées.

Une riche bibliothèque, où, auprès des indispensables classiques et des beaux livres d'art fondamentaux, sont assemblées dans le plus large esprit d'hospitalité jusqu'aux productions les plus discutées et les plus discutables de la plus récente littérature, s'ouvre libéralement à tous les lecteurs, et ils sont nom-

breux, qui s'intéressent au mouvement de la pensée française contemporaine. C'est une bibliothèque de prêt unique à Madrid; elle est toujours *à la page*, grâce aux envois annuels de l'État.

Enfin, pour préparer des auditeurs à ces conférences et des lecteurs à ces livres, il ne faut pas oublier qu'ont été créés des cours journaliers de langue et même de philologie française, auxquels collaborent tous les maîtres de l'Institut avec des maîtres du Lycée voisin. Le succès de cette institution est si marqué, les auditeurs d'âge et de condition variés s'y montrent si assidus, que la grande opportunité en est de jour en jour plus évidente.

***

L'Institut, grâce à ces cours, à ces conférences, à ces classes, apparaît chaque jour, en son rez-de-chaussée, comme une ruche active et bourdonnante. Au premier étage, cependant, l'École des Hautes Études Hispaniques vit sa vie plus silencieuse, mais non moins ardente et féconde. Nous avons dit quelles intentions la firent naître. Elle n'a pas menti à ses origines. Sans doute il serait outrecuidant de la comparer à ses grandes aînées d'Athènes et de Rome; les diverses civilisations qui se sont succédé dans la péninsule n'ont eu ni l'ampleur, ni l'originalité, ni l'influence de l'antiquité classique, Égypte, Grèce ou Rome, ni celle de la Renaissance en Italie. Athènes et Rome restent et doivent rester au premier rang dans les préoccupations de ceux, et il y en a encore, par bonheur, qui croient à la vertu des humanités. La maison du Lycabète et le Palais Farnèse attirent, comme il convient, et doivent attirer de préférence l'élite de notre jeunesse savante. D'ailleurs, à ceux qui ont la bonne fortune de passer par ces grandes écoles, s'ouvre assez aisément l'enseignement supérieur, et ils se préparent en des années heureuses une belle carrière officielle de professeurs et d'érudits. L'École des Hautes Études Hispaniques n'offre au contraire à ses membres qu'un avenir universitaire à tout le moins incertain, et il faut aux jeunes gens qui sollicitent ses bourses, rares et plus que modestes, une vocation invincible de la recherche libre et désintéressée.

Certains ont pu croire, au début, que les candidats seraient clairsemés et de qualité secondaire; mais ceux qui connaissaient bien l'Espagne, ses trésors incomparables d'archives, de

bibliothèques, de musées, les beautés si diverses de son sol et de ses monuments, la pittoresque originalité changeante de ses mœurs, de ses types et de ses costumes, la chevaleresque courtoisie de son peuple, qui savaient aussi quel magnifique domaine d'inédit constitue toute l'Espagne archéologique au sous-sol plein de mystérieuses richesses, ceux-là n'avaient nulle crainte : les postulants devaient être chaque année plus nombreux, et ils l'ont été; même, phénomène prévu, mais qui comble d'aise le directeur, ceux qui sont élus ne veulent plus s'en aller, et ceux que les règlements ont définitivement éloignés, ne rêvent que de revenir dans ce paradis perdu, dont les portes se rouvrent pour eux avec plaisir et sans la moindre violence.

L'École, fondation d'une Université, se devait d'être universelle, et ce n'est pas un de ses caractères les moins originaux. Elle n'a cessé d'accueillir, naturellement, comme sa clientèle de cœur, les « littéraires » issus de l'École normale supérieure, de l'École des Chartes ou des Facultés des lettres ; mais elle fait aussi largement leur place aux « scientifiques », comme aux juristes, aux sociologues ou aux artistes. Les membres sortants de l'École d'Athènes ou de l'École de Rome ne dédaignent pas quelquefois de faire un stage en Espagne, et, par une honorable réciprocité, on a vu d'excellents « espagnols » devenir « athéniens » ou « romains ».

Il suffit de parcourir le *Bulletin hispanique*, devenu l'organe officiel de l'École et subventionné par elle, pour se rendre compte de l'activité souple et variée de ce petit monde savant, et dans la *Bibliothèque* qu'elle a fondée, à l'instar de ses grandes aînées, laquelle comprend déjà treize fascicules, on est heureusement surpris de voir, à côté des catalogues des vases peints, des terres cuites ou des bronzes du Musée archéologique national, ou des sculptures antiques du Prado, un livre sur sainte Thérèse ou sur saint Jean de la Croix en même temps que tel autre sur la Question agraire en Andalousie, et la thèse de Maurice Legendre, étude approfondie et singulièrement passionnante de géographie humaine, sur le misérable pays des Jurdes.

Comme la section toulousaine, la section bordelaise a ses livres, et ses revues, répondant à ses besoins encyclopédiques; l'École possède déjà plus de 10000 volumes dus moins à des achats qu'aux dons d'amis généreux. Sans parler de la bibliothèque du directeur, qu'il a toujours regardée comme un

bien propre de l'École, celle-ci a reçu la très précieuse bibliothèque hispanique d'Artur Engel, unique en ce qui concerne l'archéologie et la numismatique. A ce trésor ce généreux ami de la première heure a joint sa belle collection d'antiquités recueillies par lui en Espagne, où se trouvent quelques objets uniques que nous envient les musées. C'est le noyau du musée particulier que l'on rêve, autour duquel se sont déjà groupés quelques-uns des plus beaux objets ibériques ou romains exhumés aux fouilles d'Alcañiz, de Setefilla ou de Belo.

Car l'École ne borne pas sa mission aux silencieux travaux de cabinet ou d'archives. Pour faire honneur à sa marraine, l'énigmatique et troublante Dame jaillie de l'oasis d'Elche en un jour fortuné, elle voue une activité de prédilection aux fouilles qui permettent de ressusciter dans un pays presque vierge encore et d'une richesse insoupçonnée, toute une merveilleuse civilisation préhistorique, ibère, phénicienne, grecque, romaine, visigothe ou arabe. Le gouvernement espagnol accorde avec une extrême libéralité toutes les autorisations que règle la loi ; l'Académie des Inscriptions, des bienfaiteurs, comme le célèbre hispanophile Archer Huntington, ou Artur Engel, déjà nommé, et d'autres, qui ne veulent pas être nommés, viennent au secours d'un trop faible budget. De savants collaborateurs espagnols (George Bonsor, le souverain archéologique de l'Alcor, fils adoptif de Carmona, est-il anglo-français ou andalou ?), Vicente Bardaviu, Cayetano de Mergelina, ont partagé la dure vie primitive des *excavaciones* en Andalousie et en Aragon, et l'École a ses mémoires de fouilles dans toutes les bibliothèques, comme ses vitrines béloniennes au Musée archéologique national. L'avenir est là, comme dans les autres domaines, plein de promesses qu'il ne peut pas ne pas tenir, et ce sera l'honneur de l'École de collaborer à la grande œuvre de résurrection de l'Espagne antique, et d'enrichir les collections nationales ou provinciales.

Les membres de l'École, quoique très absorbés par leurs travaux personnels, trouvent néanmoins le temps de prendre part à l'enseignement donné soit à l'Institut même par la section toulousaine, soit au Lycée français. Si les conférences publiques qu'ils donnent ici sur des sujets de leur compétence spéciale sont hautement appréciées pour la variété qu'elles apportent aux cours réguliers et normaux, les classes qu'ils

font là contribuent heureusement au succès des élèves aux divers examens du baccalauréat. C'est du reste ainsi qu'il est bon qu'on s'entr'aide.

Qu'on ne croie pas du reste que les pensionnaires que l'État, l'Université de Paris, fondatrice d'une bourse, et l'Université de Bordeaux entretiennent avec un peu de parcimonie bien involontaire, se confinent à l'Institut comme en un couvent, et ferment leurs yeux, leurs oreilles et leurs esprits à tout ce qui n'est pas l'objet spécial de leurs études. On veut que ces jeunes professeurs et ces jeunes savants soient les agents aussi dévoués qu'actifs de l'entente intellectuelle franco-espagnole, et pour cela il faut que chacun connaisse intimement l'Espagne et vienne à l'aimer de tout cœur. Aussi leur conseille-t-on de voyager, de voyager beaucoup, quittes à négliger parfois momentanément leur besogne livresque, et non seulement de grande ville en grande ville, suivant les itinéraires immuables de Cook ou de Duchemin, mais de petites villes en villages, et de villages en hameaux, de hameaux en *cortijos*, à travers plaines, vallées et monts, du nord au sud, de l'est à l'ouest, en travers, en tous sens. Comme on le pense, le conseil est suivi, avec joie d'abord, et bientôt avec enthousiasme. Si tous les membres de l'École n'ont pas l'énergique endurance du camarade qui pédale d'église en église et de monastère en monastère, infatigable pèlerin des sanctuaires romans, pour rassembler une innombrable collection de photographies de sculptures inédites, il n'en est pas un qui hésite devant la perspective des mauvais gîtes et des nourritures rudimentaires, et ce sont des jours d'allégresse, ceux où la « Ford préhistorique », chargée et surchargée, s'enfonce à la découverte au cœur des provinces proches ou lointaines, bruyante, secouante, paresseuse et charmante, car une jeunesse ravie y rit et chante près de son directeur rajeuni.

L'Italie et la Grèce même ne laisseront pas (on nous en a fait parfois confidence) aux « athéniens » et aux « romains » devenus « espagnols », des souvenirs plus vifs et plus nostalgiques que les sierras castillanes, les plaines et les rivages andalous, les vergers d'oranges valenciens, la palmeraie d'Elche, les monts asturiens, ou la tumultueuse mer galicienne qui s'engouffre en mugissant dans les falaises qu'elle ronge et découpe en profonds fiords poétiques.

Telle est aujourd'hui l'École des Hautes Études Hispaniques, mais sa fortune va bientôt prendre une face nouvelle, quand elle quittera l'Institut actuel pour s'installer à la Casa Velázquez. Dès sa naissance, elle avait désiré s'orner d'une section artistique; *Di melius fecere.* Les dieux, ce furent ici l'illustre secrétaire perpétuel de l'Académie des Beaux-Arts, M. Ch. Widor, et le très regretté Pierre Imbart de la Tour, de l'Académie des Sciences morales, qui fut pendant et après la guerre l'âme du rapprochement franco-espagnol; ce fut Sa Majesté Alphonse XIII, qui, séduit par l'idée de donner à Madrid une sœur moderne de la Villa Médicis sous l'invocation de l'un des plus grands peintres du monde, fit céder à l'Institut de France un terrain dans un site admirable. M. Widor, nouvel Orphée, a charmé les farouches gardiens de nos finances, et les pierres se sont mues et se meuvent encore aux sons de ses orgues miraculeuses. La Casa Velázquez s'élève face au merveilleux panorama de sierras bleuissantes chères à son patron immortel. Un accord intervenu sans peine entre l'Académie des Beaux-Arts et l'Université de Bordeaux, accord très libéral, également honorable pour « les deux hautes parties contractantes », réunira bientôt dans une intime vie commune deux jeunesses très bien faites pour se comprendre, se pénétrer et s'aimer; les artistes, dont les merveilles des paysages et de l'art espagnols enchanteront les sens et l'imagination, et les philologues, les historiens, les critiques, mieux installés dans un plus beau temple de leurs méditations et de leurs études.

Ce n'est pas le lieu de dire ici les bienfaits que l'on attend d'une telle alliance, et des heureuses influences réciproques qu'elle entraînera. Les jeunes artistes y gagneront un esprit plus généralement ouvert aux idées, et un sens critique dont l'effet sur eux-mêmes ne peut être qu'utile; les autres apprendront à ouvrir des yeux plus naïfs sur les spectacles de la nature, à jouir avec un goût plus fin et plus averti des choses de l'art et de la beauté. Et ne disons rien des amitiés exquises qui fleuriront dans le Palais enchanté, lien des collaborations fécondes. Quelle œuvre de peintres, d'architectes et d'archéologues, celle que nous méditons, où l'on verra les romantiques *castillos* de la Castille ou de l'Andalousie, ruinés et branlants, rougis ou dorés par les soleils séculaires, ici reproduits en vibrantes aquarelles, là restaurés en leur fraîche nouveauté par

d'élégants et précis dessins d'architectes, tandis que des pages savantes, dues aux membres de l'École, en retraceront la passionnante histoire exhumée des archives!

Le jour proche où s'inaugurera la Casa Velázquez, où les drapeaux enlacés de France et d'Espagne onduleront au front de la grande Porte du Palais d'Oñate, autre don splendide de l'Espagne à ses hôtes de la Moncloa, nos compatriotes d'Espagne pourront dire que la patrie a posé la dernière pierre d'un grand et harmonieux édifice. Dans quel autre pays pareil effort a-t-il construit palais intellectuel d'une plus belle et plus solide tenue? A la base, les écoles françaises, laïques ou confessionnelles, soutenues avec la plus libérale et patriotique impartialité par le gouvernement de la République, partout nombreuses et presque partout florissantes (dont plusieurs ont l'honneur d'être nées en pleine guerre), avec leurs cours du soir, leurs cours d'adultes, leurs bibliothèques, toutes leurs œuvres post-scolaires, inspectées et conseillées par l'*Office de l'Enseignement français* créé par l'Ambassade pour coordonner leurs efforts, nos écoles élémentaires, qui répandent dans l'Espagne entière avec les plus ingénieuses méthodes et les plus éprouvées, notre langue, véhicule de nos idées, et sèment dans les jeunes sillons les grains féconds de l'amitié. Au premier étage, le Lycée de Madrid, dont l'Institut seconde de son mieux le labeur, après avoir pris une part prépondérante à sa création, représente plus qu'honorablement notre enseignement secondaire, tandis qu'à Barcelone des cours annexes de l'Institut français de cette ville sont peut-être l'embryon d'un deuxième établissement semblable, non moins utile. Plus haut, l'Institut français de Madrid, avec ses deux sections maintenant réunies sous une direction unique qui les anime d'un même esprit fraternel, et l'Institut associé de Barcelone, émanations directes de notre enseignement supérieur, fils de deux Universités au vaste rayonnement qui, par l'enseignement des Toulousains, par les recherches des Bordelais, diffusent et font de la science. Et tout au sommet, où brillera dans le fronton l'image d'un grand génie, presque un dieu, Velasquez, l'art viendra mettre le charme, l'éclat et la poésie de sa parure.

PIERRE PARIS.

# LES CONDITIONS PERMANENTES DE LA POLITIQUE FRANÇAISE

La nation française, à travers les âges, dans son effort permanent pour défendre sa vie et garder la part de sol nécessaire à son activité, s'est trouvée aux prises avec d'autres groupements humains, soit qu'elle résistât aux pressions de l'extérieur, soit qu'elle cherchât à s'épanouir au dehors. L'enchaînement de ces relations avec d'autres États, à la fois analogues et différents, c'est proprement l'histoire de la politique extérieure de la nation française. A l'époque moderne, où les peuples civilisés ont formé des individualités nationales nettement distinctes et souvent antagonistes, la diplomatie, qui est l'art d'établir et de régler les rapports des nations entre elles, s'est particulièrement développée et on a volontiers, par une extension abusive mais que l'usage a consacrée, appelé histoire diplomatique l'histoire des relations entre les États organisés. Les relations entre les États organisés et civilisés et les peuples moins avancés constituent le domaine de l'histoire coloniale.

La politique extérieure met en œuvre les forces et en établit l'équilibre; elle ne crée pas ces forces, elle les discipline et les adapte. Soit que, replié sur lui-même, il concentre ses ressources pour sa défense et sa conservation, soit que, débordant au dehors, il étende son domaine ou son influence, un peuple emploie à ses fins tous les avantages, naturels ou acquis, et toutes les ressources de l'organisme national. Forces militaires de terre et de mer, gouvernement et administration, finances et économie nationale, valeur morale et capacité intellectuelle, rayonnement religieux, scientifique, littéraire, artistique, tout a son prix et son efficacité, tout concourt à l'effort total de la nation pour vivre et s'épandre. Pour les peuples comme pour

les individus, la loi de la vie, c'est la continuité de l'effort. Si l'organisme se corrompt, si la valeur des individus s'abaisse, si le sentiment national s'atrophie, la capacité de résistance et d'action extérieure est réduite et l'équilibre peut se trouver rompu au profit d'autres personnalités nationales plus saines. La politique extérieure apparaît donc comme le résultat ultime d'une sorte de balance entre tous les avantages naturels et les énergies morales d'une part, toutes les faiblesses et les tares de l'autre, qui constituent la valeur et comme le poids d'une nation en face des autres. Ainsi l'histoire diplomatique implique toutes les autres branches de l'histoire nationale; elle les met en action.

Plus est complexe et délicate cette adaptation à l'œuvre extérieure des éléments multiples dont est faite la puissance d'une nation, plus l'initiative des individus trouve à s'y employer; nulle part l'énergie des volontés supérieures ne se manifeste avec plus d'efficacité; nulle part aussi les fautes ne portent des conséquences plus dangereuses, plus lointaines, plus inéluctables. Et le malheur veut que la bonne gestion des affaires ne se manifeste qu'exceptionnellement par des résultats éclatants, mais couramment par des dangers évités, des occasions saisies, la paix maintenue, l'ordre assuré, la prospérité développée; la source de ces félicités, qui est dans la clairvoyance d'un ou de plusieurs hommes, échappe à l'attention publique et même à la recherche savante : il n'y a pas d'histoire des événements qui ne sont pas arrivés.

L'action des hommes, individus ou collectivités, s'exerce, pour chaque nation, dans des conditions physiques et matérielles plus ou moins permanentes et déterminantes; presque aucune d'elles, et de celles même qui paraissent le plus fixes, n'a un caractère absolu et immuable; presque toutes sont modifiées ou modifiables par le jeu de la liberté humaine. L'Océan est immuable, mais tenait-il le même rôle dans les relations entre les peuples avant et après l'invention des bateaux à vapeur? Les conditions géographiques qui servent de cadre à l'activité des sociétés humaines, — et dont l'influence a été si lumineusement étudiée par M. Jean Brunhes, — sont naturellement parmi les moins variables; cependant la volonté et l'intelligence réagissent contre elles, les adaptent à leurs besoins et réussissent à les transformer. Le canal de Suez a été une révolution dans la

politique mondiale ; le tunnel sous la Manche en serait une. Le charbon, le pétrole ont existé durant des siècles sans exercer la moindre influence sur la politique des peuples et un jour viendra où ils n'en exerceront plus. Certaines conditions naturelles inclinent la politique française dans certaines directions constantes; ces conditions n'ont rien d'absolu ni, au sens philosophique du mot, rien de déterminant. Selon la formule de Bacon, l'homme discipline la nature en lui obéissant. Le cadre géographique prépare et conditionne, dans une certaine mesure, l'histoire, il ne la détermine pas; la géographie n'est pas une prédestination.

Les faits économiques sont, sans doute, les plus étroitement associés aux conditions matérielles; il s'en faut qu'ils y soient complètement asservis ; d'ailleurs ils sont loin d'être l'unique créateur et régulateur des faits politiques. Toutes les explications matérialistes, celle de Buckle, celle de Karl Marx, faussent l'histoire et mutilent l'homme. Rien n'est plus complexe et plus délicat à analyser que le fait politique, tant ses aspects sont changeants, ses origines multiples, ses conséquences enchevêtrées. Toutes les formes de l'activité des sociétés humaines concourent à l'action politique. La liberté humaine trace, sur la trame permanente des nécessités matérielles, un dessin toujours nouveau où se marque l'empreinte des personnalités fortes. Le génial bon sens d'un grand ministre ou la vanité d'un brouillon changent la marche de l'histoire. La défaillance d'un général, la frivolité d'un souverain, l'erreur de jugement d'un ministre des Affaires étrangères suffisent pour hypothéquer lourdement, durant des siècles, l'avenir d'une nation. Il semblerait donc que les peuples ne dussent confier qu'à des capacités éprouvées des intérêts si essentiels; mais les génies sont rares, rares même sont les hommes qui unissent la droiture et la résolution du caractère à la clarté de l'intelligence et à l'expérience des affaires ; souvent les plus capables et les plus dignes sont écartés des hauts emplois, sous tous les régimes politiques, par la nécessité de conquérir, à force d'intrigues et de luttes, ce que Richelieu appelait « les quatre pieds carrés du cabinet du roi » ; lui-même dépensait plus d'habileté à s'y maintenir qu'à tenir en respect les ennemis de l'État. Pour un Richelieu, pour un Mazarin, combien d'incapables et d'ignorants! La médiocrité fréquente des acteurs qui faisait dire au chancelier

Oxenstiern : « si tu savais, mon fils, par quels pauvres esprits le monde est gouverné », et qui étonne au premier abord, s'explique par là, et elle-même explique en partie la disproportion entre les efforts déployés et les résultats obtenus après des siècles de luttes, de travail et d'ingénieuses combinaisons.

Sur la page blanche de l'histoire politique s'inscrit la volonté forte des hommes qui ont été des destructeurs ou des constructeurs, souvent l'un et l'autre à la fois ; ils font prendre aux événements un cours nouveau et précipitent les solutions ; sur eux se concentre l'attention des siècles parce qu'ils ont créé. L'œuvre d'un Charlemagne, d'un Napoléon, apparaît en un relief puissant que les années n'effacent pas ; ces esprits novateurs et réalisateurs impriment sur leur temps et les âges qui suivent le sceau de leur génie. Ils sont les héros dont parle Carlyle, les hommes représentatifs au sens d'Emerson. Mais, si puissante que soit leur personnalité, elle n'est vraiment efficace que si elle est accordée aux tendances générales du génie national dont elle est, à un certain moment de la durée, l'émanation sublime. Précisément, ils sont des politiques supérieurs parce qu'ils incarnent au degré héroïque les aspirations de leur temps et que, les incarnant, ils les transforment, les exaltent, les clarifient, les réalisent.

Le contenu de cette expression, — l'âme d'un peuple, l'âme nationale, — échappe à l'analyse scientifique. Les grands penseurs « réalistes » du XIII^e^ siècle qui enseignaient la « réalité » des universaux avaient compris ou pressenti tout ce qui se manifeste d'unité puissante et permanente dans ces individualités collectives, dans ces êtres sociaux, composés de millions d'êtres individuels, que sont les nations. Le « vouloir vivre en commun », dans le même cadre naturel, sous les mêmes lois, de la même civilisation, n'est lui-même qu'une résultante. A l'origine, il y a autre chose, beaucoup d'autres choses qui s'accumulent au cours des siècles. « Il y a dans l'âme d'un peuple une force mystérieuse dont l'histoire n'a jamais osé s'occuper et dont l'opération surhumaine est inexprimable à la parole et à la plume (1). » Il y entre un élément racial, à la condition d'entendre qu'il s'agit de races historiques, non de races anthropologiques. A la source lointaine de toutes les oppositions qui

(1) Shakspeare, *Troïlus et Cressida*, traduit par M. Izoulet dans l'introduction au livre de Mahan : *le Salut de la race blanche et l'Empire des mers*, p. XLIV.

distinguent Germains et Français, il y a peut-être un élément ethnographique. Mais la communauté d'habitat et d'intérêts, les heures de misère, de danger ou de gloire vécues ensemble, les mêmes croyances, la langue, la civilisation sous tous ses aspects délicatement nuancés, c'est tout cela, et bien d'autres choses encore, qui, d'affinités naturelles et historiques, constitue l'âme d'une nation. La moitié peut être des Allemands d'aujourd'hui sont des Slaves germanisés et de combien de variétés anthropologiques la nation française, la plus unifiée de toutes, n'est-elle pas l'amalgame? Le sentiment plus ou moins précis d'une solidarité nationale est antérieur à la discrimination très nette des nations constituées à peu près comme elles le sont encore aujourd'hui. Sur le vieux fonds historique, chaque époque bâtit selon ses besoins et les circonstances, mais quelque chose demeure qui échappe, par la complexité même de ses origines et de sa composition, à une analyse exacte.

Comme les soleils qui peuplent les immensités sidérales, les grandes collectivités nationales ont exercé et exercent une attraction plus ou moins forte, un rayonnement plus ou moins énergique. Un perpétuel travail d'assimilation, quand il s'agit d'une personnalité très vivante et irradiante comme la française, articule sans cesse les uns aux autres des éléments disparates et fabrique de l'homogène avec de l'hétérogène ; mais la masse, sans perdre tout à fait ses qualités distinctives, se modifie peu à peu ; elle s'altèrerait si des éléments nouveaux s'agrégeaient en quantité trop forte au noyau primitif. Cette masse nationale possède une faculté de rayonnement et d'attraction d'autant plus active que sa cohésion intrinsèque est plus achevée et qu'elle poursuit avec plus d'éclat ce travail interne de création intellectuelle et sociale qui se résume dans le mot : civilisation. Attraction et rayonnement, l'énergie créatrice d'une collectivité nationale se manifeste par cette double opération. Les peuples idéophores, les porte-flambeaux, sont en définitive les seuls êtres vivants de l'univers historique. Grands les peuples qui ont une histoire!

* * *

Les historiens ont célébré les avantages de la position géographique de la France dans les frontières naturelles de l'ancienne Gaule : le Rhin, les Alpes, les Pyrénées, la Méditer-

ranée, l'Océan ; ils ont vanté la douceur de son ciel, la variété de ses climats dont aucun n'est excessif, la fécondité de son sol, la grâce et la majesté de ses paysages, en un mot le caractère si « humain », c'est-à-dire si merveilleusement préparé pour la vie des hommes, où s'est formée et développée la nation française. Comment oublierait-on le tableau si brillant, mais quelque peu artificiel, de Michelet ? En réalité, le cadre de la vie française ne présente aucune particularité comparable, par la portée des conséquences, au fait de l'insularité dans la formation du caractère national des Anglais. Il s'en faut qu'il n'y ait que des avantages dans la position des terres françaises, péninsule extrême vers l'Ouest du vaste continent eurasique dont l'Europe n'est qu'une presqu'île. La forte cohésion, l'esprit d'unité et de centralisation qui distinguent la précoce personnalité historique de la France, lui auraient sans doute assuré une redoutable supériorité sur les peuples voisins plus lents à prendre pleinement conscience de leur vie nationale, si sa situation géographique ne l'avait toujours obligée à monter la garde sur plusieurs frontières et incitée à s'engager, sur terre et sur mer, dans plusieurs directions.

Depuis qu'il y a une histoire, les peuples de l'Eurasie, les habitants de ces grandes plaines du Nord qui commencent au pied de la falaise d'Artois pour se prolonger, sans obstacles sérieux, jusqu'aux montagnes de l'Asie centrale, tendent d'un mouvement continu vers la lumière de l'Océan, vers le ciel plus doux des rives méditerranéennes « où fleurit l'oranger ». Mais, gênés par les Alpes, les hommes du Nord ne sont pas descendus directement vers la Méditerranée ; ils se déplacent plus aisément dans la vaste plaine, ils arrivent au Rhin, le passent et les voilà en France. Il faut que les peuples qui prétendent se fixer sur le sol de la Gaule et en faire leur foyer national réagissent, fassent front vers l'Est, arrêtent les migrations : c'est la garde au Rhin. C'est la première et la plus constante de ces « nécessités permanentes » qui pèsent sur notre histoire. Depuis Arioviste jusqu'à Guillaume II, la menace est toujours présente et fréquente l'invasion ; par le plateau de Lorraine ou par les Pays-Bas, l'attaque est vite parvenue aux points vitaux de l'organisme français : Reims, Soissons, le bassin de Paris. La contre-offensive française est plus rare et n'est jamais qu'une riposte ; elle a beaucoup de peine à atteindre les centres ner-

veux de la vie allemande ; Munich, Cologne, Vienne, Berlin sont loin et d'accès difficile. Quand la France vit en sécurité, elle n'a aucun intérêt à attaquer les terres allemandes, à s'enfoncer vers l'Est où rien ne l'attire.

Le Rhin ! D'où vient la fascination qu'il exerce sur les populations françaises comme sur celles de la Germanie? Il est, pour les secondes, le grand fossé qu'il faut franchir, quand on vient de l'Est, avant d'entrer dans la terre promise ; pour les premières, il est l'obstacle qui, de la mer du Nord aux Alpes, s'oppose à l'invasion. Il est la borne antique de la Gaule et de la Germanie, de la civilisation romaine et du monde « barbare ». Il est, selon le mot du président Wilson, « la frontière de la liberté ». Quand les soldats allemands le franchissent pour l'invasion, c'est avec une sorte d'ivresse d'orgueil et de rapine ; quand les Français l'atteignent, c'est avec le sentiment qu'ils ont accompli la tâche héréditaire, le vouloir profond de toutes les générations gauloises et françaises qui ont lutté sur le Rhin pour le salut de la patrie, pour l'ordre européen et la sauvegarde de la civilisation occidentale. Que la France soit présente sur le Rhin, c'est la condition essentielle d'un équilibre pacifique en Europe.

Le Rhin, pendant de longs siècles, avec son cours rapide et torrentueux, sa largeur, la rareté des ponts, a été un obstacle difficile à franchir, une vraie frontière ; aujourd'hui, canalisé, asservi à l'industrie humaine, il est devenu une grande route, l'une des voies commerciales les plus fréquentées d'Europe, un port qui s'enfonce au loin dans les terres et y prolonge la navigation commerciale ; les deux rives participent à la même activité. Terre historique de contact et de mélange, de compénétration des civilisations et des peuples, la Rhénanie a été, durant des siècles, un champ de bataille en même temps qu'un foyer de vie intense, un centre d'attraction où les disciplines latines se sont mesurées et confrontées aux civilisations germaniques. La région intermédiaire, où la Moselle et la Meuse creusent de profonds sillons et où la disposition du relief et des cours d'eau favorise le particularisme et le morcellement, est restée un champ de bataille entre le germanisme et la latinité. Mais, malgré l'épaisseur du rideau de l'Ardenne, malgré la direction de la Meuse qui, après un cours supérieur concentrique à celui de l'Aisne, prend tout à coup, en aval de Sedan,

le parti de percer vers le Nord comme si elle désertait la France, toute cette zone serait sans doute aisément entrée dans la mouvance de la monarchie française, si Louis le Pieux n'avait eu que deux fils. Il faut toujours en revenir, dès que l'on veut comprendre nos destinées, à l'ancienne Lotharingie et au partage de 843. Les conditions naturelles n'imposaient pas que, là, s'organisât un État indépendant; là, pourtant, s'est développée, au quinzième siècle, la politique de Bourgogne et s'est affirmée, au dix-neuvième, la personnalité nationale de la Belgique; mais c'est le traité de Verdun qui a créé, entre France et Germanie, cette région disputée et qui en a fait une terre d'Empire.

Le hasard d'une succession, à une époque où les royaumes étaient partagés comme un bien de famille, a pesé et pèse encore sur toute notre histoire. L'existence d'une zone qui n'est ni la France ni l'Allemagne, l'obligation d'y établir l'influence française pour assurer la sécurité du reste du pays et en achever l'unité, oblige la politique nationale à une perpétuelle vigilance et l'entraîne vers le Rhin, en descendant la Moselle et la Meuse. C'est une de ces nécessités permanentes qui gouvernent la politique française. Du Nord-Est sont toujours venus, pour la France, les grands périls et, quand elle a détourné son attention du Rhin et de la Belgique, elle n'a pas tardé d'être durement rappelée à la réalité. En 1468 l'ennemi est à Péronne, en 1544 à Château-Thierry, en 1557 à Saint-Quentin, en 1636 à Corbie, en 1711 à Denain, en 1792 à Verdun, en 1814, en 1815, en 1870 à Paris, en 1914 à Noyon, à Péronne, à Montdidier et devant Verdun. La frontière du Nord-Est, où vient heurter la ruée des peuples de l'Europe centrale qui convoitent l'Occident, c'est la brèche de la France où il lui faut veiller.

Mais la France a d'autres frontières continentales. Au sud-est les Alpes, au sud-ouest les Pyrénées. La frontière aujourd'hui nous y paraît solidement assise sur la crête des montagnes, mais il n'en a pas toujours été ainsi; dans le massif des Alpes, comme dans celui des Pyrénées, des États s'étaient développés à cheval sur les hautes vallées des deux versants : la France fut longtemps obligée de compter avec la Savoie et la Navarre. La Savoie, française de langue et de culture, n'est entrée dans l'unité nationale que depuis 1860. Du haut des Alpes, on voit s'ouvrir les riches plaines lombardes, au delà desquelles s'allonge entre ses deux mers la péninsule italiote : là resplen-

dit Rome de tout l'éclat de sa gloire antique et de tout le lustre de la Papauté, Rome symbole et siège de l'unité, où sur les ruines du monde païen et sur le tombeau des apôtres s'élève la plus haute puissance morale que le monde ait révérée. La France a une politique en Italie, une politique vis-à-vis de Rome. Depuis le baptême de Clovis, le sacre de Charlemagne, le règne de saint Louis, il s'est établi, entre la France et le Saint-Siège, des affinités, des collaborations; la France fait figure, dans l'histoire, de puissance catholique; elle accomplit, en vivant sa propre vie, les « gestes de Dieu » : « fille aînée de l'Église », c'est-à-dire fille majeure et raisonnable, sur qui l'Église peut s'appuyer, qui a son franc parler, qui dit son mot dans les affaires communes et qui ne se laisse pas mettre en tutelle.

Quand la France se bat sur le Rhin, face à l'Est, elle a l'Espagne à dos; si des hasards dynastiques placent sur le trône d'Espagne des princes qui sont en même temps souverains d'autres États de l'Europe centrale ou septentrionale, les Pays-Bas par exemple, le péril devient extrême. La France ne peut donc se dispenser d'avoir une partie de sa politique tournée vers l'Espagne; et réciproquement l'Espagne en ce qui concerne la France qui est sa seule voisine, l'unique voie de terre par où elle communique avec les États continentaux.

Sur toutes ses autres faces, la France est baignée par les mers. Mais le Pas-de-Calais et la Manche sont étroits; des falaises de Calais on voit les roches blanches du Kent. Des Normands et des Picards, partis de France, firent un jour la conquête de l'Angleterre. Le peuple anglais fut lent à discerner les avantages de l'insularité et à s'aviser que son avenir était sur l'eau; longtemps l'ambition de ses rois fut de chercher sur le continent une couronne et des provinces. Il est remarquable que leurs échecs n'eurent jamais de conséquences désastreuses pour l'Angleterre. La France, avec ses frontières vulnérables et les convoitises qui l'assiègent, a toujours payé cher ses erreurs, ses défauts de vigilance; l'Angleterre, au contraire, quand elle s'est fourvoyée, se replie, comme en un fort, derrière sa « ceinture d'argent »; c'est pourquoi, par une étrange contradiction, quand il s'agit de l'Europe, son éducation politique apparaît parfois si incomplète et sa politique si souvent heureuse. L'Angleterre, dans son île, a été plus fréquemment

un danger pour la France que la France pour elle, car elle attache un grand prix à ce que les côtes qui lui font face soient sous sa dépendance, ou du moins partagées de telle sorte qu'elles ne puissent servir de base à un débarquement, ni de support à une grande puissance maritime. Elle a toujours eu, sur le continent, une clientèle ; longtemps elle a gardé un pied-à-terre à Calais ; elle a lutté avec acharnement pour que la France ne devînt pas une grande puissance navale : c'est un axiome pour elle que sa sécurité dépend de la maîtrise des mers. On a souvent comparé l'Angleterre à un navire : l'homme d'État britannique est un pilote qui tient avant tout à garder sa liberté de manœuvre et qui ne se sent à l'aise qu'au large.

Le marin anglais, sur son vaisseau, ne saurait avoir la même vision du monde que le paysan français sur son sillon ; il aperçoit la terre du point de vue de la mer ; il est, avec le continent, en relations de voisinage et d'affaires, mais il n'est pas directement et nécessairement mêlé à ce qui s'y passe. L'Europe est pour lui une côte qui borde les mers anglaises, ce n'est pas une maison où il est forcé de résider ; il ne sent pas un intérêt direct et capital à bien aménager cette maison dont il est l'hôte, où il compte des amis et des clients, mais où il n'habite pas. Ainsi la France peut avoir à souffrir du voisinage de l'Angleterre presque autant que du contact avec l'Europe continentale : de ce côté-là aussi, il faut qu'elle soit vigilante. Mais comme elle est tenue de veiller sur toutes ses frontières, elle n'obtient que par exception, à des heures fugitives, la supériorité navale, si bien que l'Angleterre, au cours des siècles, a eu plus d'action sur la politique française que la France sur la politique britannique.

L'Océan, qui s'ouvre largement en face de nos côtes et de nos estuaires, nos presqu'îles, telles que la Bretagne, invitent les populations maritimes à se lancer hardiment sur les flots : les marins de Dieppe ont aperçu l'Amérique avant Christophe Colomb Les mers tentent le génie aventureux et la hardiesse sagace de nos navigateurs ; le goût de l'apostolat, qui est l'un des traits du caractère humain et sociable de la race, entraîne aussi nos missionnaires à la conquête des âmes. Les Français sont ainsi parmi les découvreurs de l'Amérique et les premiers fondateurs des sociétés américaines ; et, à mesure que les siècles s'écoulent, que la navigation se perfectionne et qu'aussi les

États américains deviennent plus peuplés, plus riches, plus capables de prendre une place éminente dans la vie civilisée, apparaît mieux l'avantage d'une situation géographique presque péninsulaire qui porte les rivages de la France au-devant des Amériques : quand on vient du nouveau monde, par bateau ou par avion, c'est en France que l'on met d'abord pied à terre ; lorsque des soldats américains sont venus, pour la première fois, se battre en Europe, ce fut pour la France et en France. Mais l'activité des Français sur l'Océan n'a été qu'intermittente ; elle est restée le privilège de quelques-unes de nos populations maritimes et le souci de quelques-uns de nos grands hommes d'État : trop de tâches diverses sollicitaient, parfois impérieusement, les énergies nationales pour que la France ait pu s'adonner avec assez de suite aux entreprises lointaines de navigation et de colonisation ; les succès qu'elle y a obtenus ont été souvent précaires. Mais, lorsqu'il lui est advenu de perdre des colonies, ce fut toujours à la suite d'échecs continentaux.

Plus continue a été l'activité française dans la Méditerranée. C'est la mer latine par excellence sur laquelle la France, par la vallée du Rhône, par le Languedoc et la Provence, a sa porte largement ouverte. Dans l'histoire de l'expansion de la nation française, Marseille a sa place à part, une place presque indépendante, comme furent, sur une plus large échelle, Gênes et Venise dans l'Italie du Moyen âge et de la Renaissance. En face de nos côtes méditerranéennes, quelles perspectives séduisantes s'ouvrent, baignées dans la lumière de l'Orient ou illuminées par le soleil d'Afrique ! C'est la Corse, l'Italie, Naples où s'établit une dynastie angevine ; c'est, droit au Sud, Alger, Tunis, le Maroc, d'où les caravanes du Sahara conduisent vers le Soudan mystérieux ; au Levant, c'est la Grèce, c'est Constantinople où, au temps de la grande expansion féodale, régnèrent des empereurs français ; c'est l'Égypte, route des Indes ; ce sont ces « échelles » où, dans le langage des populations indigènes, tout Européen est un Franc ; c'est Jérusalem où le tombeau du Christ attire pèlerins et croisés. Par ses marins, ses commerçants, ses religieux, parfois ses soldats, la France n'a jamais cessé, depuis les Croisades, voire depuis Charlemagne, d'exercer une action et une influence dans les deux bassins de la Méditerranée, d'avoir une politique orientale, méditerranéenne et afri-

caine; c'est l'une des formes les plus anciennes, les plus constantes, les plus fécondes, de son action extérieure et de sa grandeur.

Ainsi, tandis que ses frontières de terre obligent la France toujours menacée à rester toujours sur le qui-vive, ses frontières de mer l'invitent aux relations lointaines et à l'expansion. De tous côtés, elle est sollicitée ou pressée; sa conformation géographique lui facilite toutes les relations extérieures; mais si elle est à même d'agir, elle est aussi exposée à subir. Il faut voir, dans ces conditions permanentes de sa vie nationale, beaucoup plus que dans une légendaire versatilité du caractère français, l'explication de ce que le rythme de notre politique a eu souvent de heurté, d'instable, de changeant. « La France, a-t-on dit, a eu trop de fers au feu en même temps. » Mais pouvait-elle agir autrement? Devait-elle canaliser, à toutes les époques, sa politique dans la direction qui nous paraît, à un moment donné, essentielle? D'autres générations ont eu des vues différentes, parce que les circonstances, de leur temps, se présentaient autrement. Que parmi les hommes qui ont dirigé nos destinées, quelques-uns ne se soient pas tenus assez en garde contre ce que Gambetta appelait un jour « les sollicitations téméraires ou jalouses », c'est certain. Mais la France ne serait pas la France, et le rayonnement de son génie aurait été moins éclatant, si elle s'était dérobée aux grandes œuvres de civilisation que la Providence posait devant son activité comme

Un vase tout rempli du vin de l'espérance.

Il a fallu que la nation française demandât aux hommes qui ont assumé la responsabilité de ses destinées plus d'attention et de clairvoyance avisée que d'autres peuples : politique de mesure, de nuances, de prudence en même temps que d'initiative et d'énergie ; politique de choix et d'équilibre, de vigilance et de prévoyance. Si ses conducteurs ont été parfois, — l'un d'eux surtout, — tentés par des rêves démesurés, les circonstances l'expliquent ou leur génie personnel, mais la plupart, ceux qui sont vraiment représentatifs du tempérament national, n'ont souhaité et cherché que l'arrondissement suffisant, « le pré carré », la sécurité, l'aisance des entournures, la cohésion et l'unité du bercail. Mais une politique sans noblesse, sans élan, ne pouvait convenir à la France. Elle a été

grande parce que souvent elle a demandé à son peuple des efforts qui pouvaient sembler déraisonnables et disproportionnés à ses moyens. L'État qui occupe sur le globe la situation d'élection où la France a vécu et s'est développée, ne pouvait être que vigoureux et puissant sous peine de n'être pas. Peut-être est-ce l'une des raisons qui expliquent que les Français ont eu pleine conscience de leur personnalité nationale et de leur cohésion avant d'autres peuples et plus fortement qu'eux. M. Camille Jullian a montré, dans ses brillantes leçons du Collège de France, combien est ancien et vivace le sentiment national dans notre pays. Aucune patrie n'a été aimée avec plus de désintéressement, d'héroïsme, de mystique pureté que la patrie de Jeanne d'Arc.

Politique continentale et politique de la mer; l'une et l'autre sont essentielles à la vie de la France ; son front de mer a un développement à peu près égal à son front de terre. L'invasion et la destruction la menacent d'un côté, de l'autre l'asphyxie, le lent dépérissement dans une vie étroite et repliée sur elle-même. A certaines heures de notre histoire, tantôt l'un, tantôt l'autre de ces deux périls a été plus directement menaçant. La prédominance continentale d'une seule puissance crée pour la France un danger de mort; l'hégémonie maritime d'une seule puissance n'est guère moins à redouter pour sa sécurité et son développement. Durant ces quatre derniers siècles, la politique française manœuvre entre deux adversaires, l'Allemand, l'Anglais; cette double lutte résume presque tout l'essentiel de son histoire ; ses alliances, ses hostilités, ses négociations s'ordonnent en fonction de ce double antagonisme. Souvent le danger continental se présente en combinaison avec le péril maritime : ce sont les périodes critiques où l'indépendance et l'intégrité du territoire sont menacées. Parfois notre diplomatie réussit à les dissocier ou à gagner des alliances capables de faire contrepoids : ce sont les époques où la France retrouve une relative liberté d'action.

La lutte, cependant, reste un état anormal; pour vivre, il faut s'accommoder, rendre habitable l'Europe, praticables les mers, accessibles les colonies. La politique française a donc besoin de mesure et de prudence; elle recherche l'équilibre et l'ordre. Elle évite, tant qu'elle le peut, d'opter entre les amitiés qui s'offrent et de rompre avec les inimitiés menaçantes; elle

sait qu'il n'est pas, en politique, d'opération plus délicate et périlleuse que le choix d'une alliance qui ne donne pas toujours un ami sûr, mais qui, toujours, suscite un ou plusieurs ennemis déclarés. L'habile homme d'État pratique l'art subtil d'élire ses amis et aussi ses ennemis, mais il évite, tant qu'il le peut, de se lier les mains ; souvent son mérite consiste à ne pas se prononcer, à maintenir ouvertes toutes les avenues et réalisables des combinaisons variées.

On s'étonne qu'au milieu du conflit des intérêts, des luttes nationales et territoriales, des âpres batailles pour la vie qui caractérisent l'âge moderne, la France ait cependant trouvé dans son âme les réserves d'énergie et de foi nécessaires pour accorder, dans sa politique, une place à l'idéal. Elle n'a jamais laissé prescrire sa vocation d'apostolat. Souvent, au cours de son histoire, elle s'est sentie emportée par de grands souffles généreux; elle n'a jamais cru que la justice et la pitié fussent incompatibles avec le souci étroit des intérêts matériels et, si parfois elle en a pâti, souvent aussi elle en a recueilli les bénéfices. En tout cas, il n'est pas possible de tracer un tableau de notre politique nationale sans tenir compte de ce goût du général et de l'universel, en partie hérité de la grande époque idéaliste du moyen âge, qui imprime à nos annales un caractère si original et si noble.

Telles sont les directions principales où l'on peut suivre l'effort politique de la nation française. Selon les temps et les circonstances, l'une ou l'autre s'impose et domine; l'art des grands chefs, souverains ou ministres, a été de discerner, pour chaque heure historique, les nécessités périlleuses, la capacité de résistance et les possibilités d'action. Quelques-uns se sont trompés; la plupart, guidés par une sorte d'instinct supérieur des intérêts nationaux ou éclairés par l'opinion publique, ont conduit, en dépit des jalousies et des haines, non sans dommages, mais non sans gloire, les destinées de la France.

René Pinon.

# QUESTIONS SCIENTIFIQUES

## LA SCIENCE ET LA DÉFENSE NATIONALE

Parmi les enseignements que nous a laissés la guerre, il en est un sur lequel tout le monde aujourd'hui est à peu près d'accord : à côté du facteur moral, — qui n'a rien perdu de sa valeur, — en est apparu un autre qui semble devoir prendre de plus en plus d'importance, le facteur matériel. On oppose moins à l'ennemi des poitrines que des machines, avec des hommes qui savent s'en servir. Le général en chef n'a plus à chevaucher sur le front des troupes. C'est une sorte de directeur d'usine assis à son bureau, ayant sous les yeux sa carte et à portée de sa main ses téléphones, ses sonneries d'appel, et demain peut-être, au dire de certains, ses signaux de télécommande, ses tableaux de télévision. Les soldats seront souvent précédés de machines protectrices à déclenchement automatique. Ne parle-t-on pas déjà d'avions sans aviateurs, de bateaux sans pilotes, de chars d'assaut sans garnison? La guerre, — si elle doit être, — sera scientifique.

Ceux donc qui, en dehors des diplomates, ont le souci ou la charge de la défense nationale, se trouvent maintenant devant un problème très net : quel est le secours que la science peut apporter à la patrie en guerre?

Il ne s'agit nullement, et nous y insistons, de diminuer ici l'influence du moral. Le soldat mécanicien, électricien ou chimiste, aura peut-être besoin de plus d'abnégation et de courage qu'autrefois. L'élan de ses camarades ne l'aidera plus à se jeter dans l'action. Jouet fragile de forces formidables, attaché d'au-

tre part à sa machine qui limitera ses initiatives, sa passivité, sa résignation, son « cran » seront plus que jamais ses grandes vertus. Mais il devra de plus avoir des connaissances nouvelles, savoir manipuler un poste de T. S. F., dresser une antenne, désenrayer une arme automatique, écouter dans un téléphone, voir dans une lunette, interpréter des signaux, lire un tableau d'appel. La machine exigera des machinistes avertis. Leur éducation sera l'œuvre de l'armée; mais l'invention des appareils, leur mise au point, leur adaptation et leur simplification, de quel organisme vont-elles dépendre? Les problèmes de défense nationale qui jusqu'à présent étaient entre les mains des seuls militaires, doivent donc, pour une part, être confiés aux techniciens et aux savants. Que pouvons-nous attendre d'eux?

***

Laissons de côté la question des explosifs, et des armes à longue portée. La puissance d'un pays du point de vue militaire, son potentiel de guerre, — suivant une expression nouvelle fort exacte, — procèdent en outre d'une foule de supériorités de détail. En dehors des instruments de destruction proprement dits, il y a mille auxiliaires qui, par eux-mêmes, ne sont pas meurtriers, mais qui sont cependant les gages indispensables de la victoire : appareils de télégraphie ou de téléphonie secrets, discrets, simples, portatifs, procédés de liaison faciles et rapides, lunettes d'observation claires et grossissantes, télémètres précis et indéréglables, périscopes lumineux et peu encombrants, projecteurs puissants, engins de détection de toutes sortes faisant appel à toutes les lois de la physique et appartenant à tous ses domaines : électricité, optique, acoustique. L'arsenal d'une armée ne comprend pas uniquement des canons et des munitions. Tout ce que la science peut donner à l'homme de facilités nouvelles pour voir, entendre, parler, agir, trouve son emploi à la guerre. La valeur de la défense nationale est faite de la somme de ces réalisations, et la victoire est, en grande partie, la sanction de leur supériorité.

Il reste à savoir comment ce secours peut être obtenu. Une solution « passive » consisterait à attendre les offres des industriels et des constructeurs. Elle est extrêmement dangereuse. Ceux-ci connaissent mal les besoins exacts de nos soldats ou de nos marins. Un télémètre, par exemple, peut bien être théori-

quement construit par un fabricant quelconque d'appareils d'optique, mais encore faut-il que le marin qui, en définitive, doit être le seul à s'en servir, indique les épreuves auxquelles il sera couramment soumis (chocs, variations de température) et les qualités réclamées spécialement de ces appareils : champ, grossissement, etc. De même un appareil de T. S. F. militaire ne peut être un appareil d'amateur. En dehors des qualités de robustesse qu'il doit avoir pour résister à des maniements parfois brutaux, il devra souvent fonctionner suivant des principes particuliers qui lui donneront par exemple un caractère secret indispensable. L'industriel aura-t-il le temps d'étudier de tels appareils? En aura-t-il même les moyens? Spéciaux dans leur principe et dans leur destination, ces appareils demanderont des études, exigeront des laboratoires, que les industriels, du moins les nôtres, ne possèdent pas. Travaillant en série, l'étude et la mise au point d'appareils à quelques exemplaires ne les intéressent pas.

Il y a plus : des appareils destinés à la défense nationale ne doivent pas être divulgués. Or l'étranger est toujours à l'affût. Quelle aubaine pour lui s'il arrive à se procurer des appareils conçus chez nous, expérimentés parfois par nos services d'État, et dont les études auront même pu être subventionnées par nos ministères? Nous voudrions pouvoir affirmer que le fait ne s'est jamais produit.

Des organismes nouveaux s'imposent donc, laboratoires d'État aux vues larges mais au but précis, au courant de tout ce qui se fait de nouveau dans le domaine des sciences physiques ou chimiques, de la mécanique et de la technique en général, par conséquent très largement documentés. Ces laboratoires devront posséder une direction avisée, pour saisir tout le parti à tirer d'une découverte, si minime soit-elle, et des ingénieurs spéciaux capables de développer ces découvertes, de leur faire franchir le domaine, parfois un peu théorique, où elles sont nées pour les faire entrer dans la pratique, passant en un mot d'une idée ou d'un principe abstrait à une réalisation concrète. Travail long, ingrat et difficile, demandant à la fois une haute culture, de la méthode et du sens pratique, travail ignoré du grand public trop porté à croire qu'une invention est le produit d'un heureux hasard, alors que, dans la lutte pour la vie, l'invention qui réussit évoque plutôt l'idée d'une bataille gagnée,

c'est-à-dire est le résultat d'une opiniâtre préparation, d'une mise au point approfondie, l'aboutissement d'un patient effort.

Nous sommes là au cœur de la question : cette mise au point réfléchie, cette expérimentation souvent infructueuse, toujours instructive, cette progression lente mais sûre, ne laissant rien de côté, mais apercevant toujours le but pour marcher droit au succès, ce long et patient travail, dont le résultat final intéresse uniquement celui qui l'utilisera, voilà l'œuvre des laboratoires de recherche. Ce sont eux qui fourniront à l'industriel les plans complets des appareils à construire, ou tout au moins des schémas suffisamment dégrossis; ce sont eux qui devront solliciter les savants, leur poser des problèmes, leur donner des sujets d'études parfois théoriques, mais en vue d'applications futures à la défense nationale, ce sont eux qui réaliseront par leurs propres moyens les appareils très spéciaux, sans intérêt commercial, ou à caractère nettement secret, résultant d'une découverte nouvelle dans la physique ou dans la chimie; ce sont eux, les animateurs, qui aideront les inventeurs trop souvent méfiants ou ignorants, qui stimuleront leurs recherches, contrôleront leurs résultats, continueront leurs efforts, et tout cela pour un but unique et complexe à la fois : la défense nationale.

***

Certes, bien avant la guerre, l'étranger, et l'Allemagne en particulier, s'étaient rendu compte de l'importance de la recherche scientifique au point de vue de la défense nationale. Depuis la guerre, l'effort pour développer les laboratoires de recherche a pris une ampleur impressionnante, et, à ce point de vue, il est tout à fait intéressant de voir comment chaque nation a su adapter son génie propre à la solution de ces problèmes.

Nous savons le prestige dont jouissent les universités de l'autre côté du Rhin. La direction des laboratoires de recherche en vue de la défense nationale y fut donc confiée à des professeurs. C'est ainsi qu'avant la guerre certains d'entre eux furent chargés d'étudier tous les problèmes d'acoustique. On sait l'importance grandissante de cette science. Non seulement la guerre a posé trois problèmes d'acoustique qui sont ceux du repérage par le son des avions, des canons et des sous-marins, mais le développement formidable et imprévu de la

T. S. F. a entraîné la construction de microphones, de téléphones, de haut-parleurs, de salles d'audition. Or, quel était notre bagage en acoustique en 1914 pour construire rationnellement ces appareils? Reconnaissons-le : beaucoup de calculs, très peu d'expériences, aucun appareil de mesure. Les Allemands ont rapidement compris l'intérêt national, à tous points de vue, d'étudier à fond ces questions. Comme ils savent voir grand, ils commencèrent par construire à Kiel, à proximité de leur grand port militaire, un immense laboratoire de recherche ayant plus de cent mètres de long et cinq étages, avec un atelier très bien outillé pour construire les appareils. Celui-ci était d'ailleurs entre les mains d'une société particulière, la *Signal Gesellschaft*. Féconde liaison, dans le même bâtiment, de la science et de l'industrie !

Les questions d'acoustique furent traitées à fond du point de vue théorique et expérimental et des appareils nombreux furent construits et mis en pratique : appareils d'écoute de sous-marins, appareils de signalisation entre bâtiments dans l'eau et dans l'air, appareils de sondage par le son. Les Allemands sont justement fiers de leur effort. Un très beau livre, l'*Unterwasserchalltecknik*, a d'ailleurs rendu compte de toutes leurs études. Nous voudrions pouvoir en dire l'esprit de méthode, le caractère nettement scientifique, le sens pratique. Pour aboutir, nulle recherche n'effrayait, si éloignée fût-elle du but final, pourvu qu'elle pût apporter un renseignement nouveau utilisable. Qui de nous croirait qu'en 1917, en pleine guerre sous-marine, les Allemands faisaient dans la Mer du Nord des mesures de la vitesse du son dans l'eau ?

Il ne peut être question ici d'énumérer tous les laboratoires de recherche allemands. Ils sont trop. Tous puissamment outillés, riches, organisés et spécialisés : laboratoire de Zeiss à Iéna, où l'on fabriquait avant la guerre les télémètres, les périscopes, les projecteurs pour la guerre et la marine et dont la fabrication pourrait reprendre rapidement grâce à l'excellente organisation de l'usine, à sa tradition, à ses ouvriers, à ses machines; Institut technique de la lumière créé en 1921 à Karlsruhe, et tous les laboratoires d'aéronautique qui, ces dernières années, ont préparé lentement, mais sûrement, ces avions métalliques que nous admirons aujourd'hui et que certains des nôtres voudraient voir reproduire du jour au lendemain.

En Suisse, le centre le plus important de recherches scientifiques est à Zurich. Alors qu'en Allemagne la recherche scientifique a un caractère universitaire, ici, elle a un caractère nettement démocratique. Ceci provient de l'idée suivante qui nous a souvent été exposée par des Suisses, que la recherche scientifique doit être considérée non pas comme un luxe réservé à une élite, mais comme une nécessité dans une démocratie. Au-dessus de la porte de l'Établissement central, de ce que l'on pourrait appeler le Quartier des instituts universitaires, sont gravés ces mots : *Durch den Willen des Volkes Erichtet*, « Élevé par la volonté du peuple ». Les laboratoires, extrêmement nombreux, sont de véritables palais construits au milieu de parcs ; ils sont vastes, éclairés, d'une propreté irréprochable, avec tout le confort moderne. Malgré cela, le directeur de l'Institut de physique nous disait un jour que son plus grand désir était que son laboratoire vînt à brûler ; et, comme nous nous étonnions, il ajoutait : « Comme cela, on m'en construira un plus beau. »

En Angleterre, la recherche scientifique a un caractère pratique et commercial. Les laboratoires travaillent à la fois pour l'État et les ministères spécialisés, et aussi pour les industriels. Ceux-ci paient les travaux faits pour eux. Avec cet argent, on subventionne les recherches très spéciales à rendement non immédiat, les mises au point difficiles, les expérimentations longues de la statistique. Le *National Physical Laboratory* est le grand laboratoire de recherche anglais. Il comprend dans une enclave le laboratoire secret de l'Amirauté. Ce dispositif donne évidemment de grandes facilités de travail. Les Anglais sont, en effet, aujourd'hui convaincus de l'importance de la recherche pour la défense de leur pays, comme l'indiquait par exemple, le 12 mars 1923, M. Amery, premier lord de l'Amirauté, en présentant à la Chambre des communes le budget de la marine royale pour 1924. « Je ne crois pas, disait-il, qu'un homme qui n'a pas été mis en contact direct avec les problèmes de la marine moderne puisse se rendre compte de la transformation technique qui a été effectuée dans ces dernières années, transformation qui a été si accélérée par l'expérience de la dernière guerre. La marine d'aujourd'hui et de demain est presque aussi différente de la marine d'il y a vingt ans, que celle-ci

l'était de la vieille marine à voiles. Le développement de la T. S. F., des mines, des moyens de protection contre les mines, de l'attaque et de la défense sous-marines, de l'aviation, a transformé le travail et avec lui l'organisation de la marine. C'est la difficulté de se rendre compte de cela qui a causé la plupart des critiques adressées aux « établissements à terre », comme si ceux-ci étaient des parasites inutiles de la flotte, où les officiers et les hommes en excès étaient cachés pour gagner leur solde et attendre d'avoir de l'ouvrage. Au contraire, ces établissements sont des écoles et des lieux de recherches de la plus grande activité, et sont indispensables à l'efficacité de la marine moderne. Aucun crédit du budget n'est mieux employé que ceux qui sont affectés à ces établissements, et l'augmentation des chapitres 5 et 6 qui les concerne, est, je l'affirme, le témoignage de la détermination d'atteindre les plus importants résultats futurs avec les plus faibles dépenses présentes. »

Le *National Physical Laboratory*, situé dans la banlieue de Londres à Teddington, est entouré de vastes jardins et somptueusement installé (restaurant, tennis, golf, piscine, salles de jeu, etc.). Il s'agrandit peu à peu par l'achat de maisons voisines : « L'unité d'agrandissement, nous disait le secrétaire, est la maison. » Ce laboratoire comprend des bâtiments séparés pour l'optique, l'acoustique, la T. S. F., l'électrotechnique, la chimie, la métallurgie, l'aérodynamique, avec une immense soufflerie et le bassin d'essai des carènes de William Froude.

C'est l'Amérique qui doit nous réserver le plus de surprises. En dehors de ses laboratoires industriels dont nous pouvons difficilement en France nous faire une idée, il existe un organisme d'État, le *Bureau des Standards*, fondé en 1901, dont les moyens puissants permettent d'aborder et de résoudre les problèmes industriels et scientifiques les plus divers. L'État lui confie l'étude des questions intéressant la défense nationale, qu'il ne voudrait pas confier à des industriels. Son budget est de 2 millions de dollars par an. Il comprenait en 1926 deux cents physiciens. La liste des questions traitées emplirait la *Revue*. On y trouverait tout ce qui concerne l'armement, les moyens de liaison et de communication, par fil, par sans-fil, par signaux sonores ou optiques, en utilisant à la fois la lumière

blanche, l'infra-rouge ou l'ultra-violet, les appareils d'optique, les moteurs, les dispositifs de télécommande; et il ne s'agit pas seulement d'appareils déterminés, construits ou étudiés en bloc, mais souvent d'éléments très particuliers, des mesures de détail, la valeur d'un tout dépendant du fini de ses parties.

Voici la façon dont M. Burgess, directeur du *Bureau des Standards*, comprend l'aide que son laboratoire peut apporter à la défense nationale. Il écrit dans la *Revue navale* de janvier 1926 : « La guerre moderne est une science aussi bien que la physique, la chimie et l'astronomie. En fait, on peut difficilement imaginer ce que seraient nos établissements militaires sans les recherches scientifiques et techniques. Pendant la guerre mondiale, l'idée que la guerre dépend de la science s'imposa de la manière la plus frappante à la masse du peuple. Même avant la guerre, l'activité du laboratoire l'a amené en contact étroit avec les ministères de la Guerre et de la Marine, et, par suite, le *Bureau* s'est trouvé prêt à jouer son rôle dans le programme militaire quand la guerre éclata. »

Malgré la puissance des moyens d'action du *Bureau des Standards*, les Américains ont reconnu la nécessité d'avoir encore des laboratoires plus spécialisés. L'arsenal d'Edgewood se consacre presque uniquement à l'étude et à la fabrication des fumées et des gaz. Surface : 4 000 hectares. Frais d'installation : 35 millions de dollars. Budget annuel : 1 milliard de dollars. Voilà des chiffres qui valent mieux que de longs discours. On raconte que le grand chimiste allemand Haber visitant ces laboratoires fut très impressionné et s'écria : « *It is not a plant, it is a country !* » Ce n'est pas une usine, c'est un pays! Mais ce n'est pas tout : le 15 mars 1916, le ministre M. Daniels, accompagné de M. Edison, comparut devant la Chambre des représentants et la convainquit « qu'on pouvait faire des économies considérables si on avait les moyens de fixer les besoins de la marine par une recherche préalable, au lieu de se contenter des affirmations des industriels ». Ainsi fut créé le laboratoire de recherche de Bellevue, placé sous la dépendance directe du ministre sans être une annexe des bureaux techniques, pour bien marquer qu'il s'agissait moins de questions de matériel à perfectionner que de recherches nouvelles, d'inventions à mettre au point, de parti à tirer des dernières découvertes. Le nombre des travaux entrepris et publiés dans la *Revue*

*navale* des États-Unis est vraiment impressionnant : c'est l'exploitation en grand de la physique moderne.

Pas un fait nouveau dont on ne s'empare, pas une propriété nouvelle dont on ne cherche, et, il faut ajouter, dont on ne trouve une application. Les théories les plus abstraites, les notions les plus désintéressées et, semble-t-il, les plus théoriques ont ainsi des applications déconcertantes. Un exemple : les rayons X, qui ont donné ces dernières années au physicien d'admirables vues sur la constitution de la matière, sur la répartition des atomes dans la molécule et sur leurs positions respectives, permettent par cela même d'étudier la nature et l'état des constituants d'un alliage. D'où des travaux remarquables sur les aciers pour moteurs d'avion, ou pour plaques de blindage, en métal résistant, mais léger, afin de pouvoir construire de grands bateaux dont le tonnage satisfasse cependant aux dernières conventions de Washington...

On voit combien large est le sens qu'il faut donner à ces mots : la recherche scientifique. Elle n'a pas uniquement pour but d'agrandir nos connaissances, de repousser les frontières de nos sens, de dégager les grandes lois qui nous régissent, et cela pour une pure satisfaction de notre esprit ou jouissance de notre orgueil : elle s'applique en fait à tout ce qui se crée, elle nous donne des moyens de contrôle, des procédés de fabrication imprévus, des possibilités nouvelles. Aussi est-elle, dans notre civilisation industrielle, une nécessité du progrès, une garantie de succès, une marque certaine de supériorité matérielle.

Comme la défense nationale est faite de plus en plus de cette supériorité, sa valeur dépendra de plus en plus dans chaque pays de l'importance de ses laboratoires, du nombre et de la science de ses chercheurs, de l'organisation de leurs efforts, de l'exploitation de leur succès.

François Canac.

# REVUE LITTÉRAIRE

## LA PERSONNE ET L'ART DE SULLY PRUDHOMME

Si je suis bien informé, les jeunes gens d'aujourd'hui n'ont pas pour le poète des *Vaines tendresses* la pieuse et fervente admiration que professaient pour lui leurs aînés d'il y a trente ou quarante ans; et si, par hasard, ils feuillettent encore les *Contemporains* de Jules Lemaitre, comme ils doivent sourire en lisant l'article ingénieusement attendri que le fin critique a consacré

Au délicat Sully qui fit les *Solitudes*!

La gloire de l'auteur de *la Justice* n'a pas encore franchi la période d'ingratitude et d'injuste oubli qui attend invariablement tous ceux qui viennent de disparaître. Mais, à divers signes, il me semble que cette fâcheuse période est pour lui bien près d'être close. Et je ne voudrais pas être le dernier à sonner le coup de cloche.

Un bon livre récent de M. Edmond Estève nous y aidera excellemment. Ce livre, qui, comme tant d'autres remarquables ouvrages, est la reproduction d'un cours d'Université, est solide, judicieux, très bien informé; il utilise même un certain nombre de documents inédits; c'est actuellement la meilleure étude d'ensemble que nous ayons sur Sully Prudhomme. En y joignant les livres plus anciens de M. Ernest Zyromski, de M. Camille Hémon, la belle étude de Gaston Paris dans ses *Penseurs et Poètes*, et, bien entendu, les œuvres du poète, en particulier ses œuvres posthumes, le recueil des *Épaves*, le *Lien social*, le *Journal intime*, les *Lettres à une amie*, que M. Louis Barthou a publiées en un volume qui n'a pas été mis dans le commerce, et diverses correspondances que nous a fait connaître M. Jean Monval, on a entre les mains tout ce qui est nécessaire pour parler avec une suffisante précision d'un écrivain qui, avant d'être un auteur, s'est surtout efforcé d'être un homme.

Il est né en plein Paris, le 16 mars 1839, dans ce Paris qui lui était « profondément cher »; mais par sa mère, tout au moins, il était d'origine lyonnaise : l'âme rêveuse, repliée, brumeuse de la vieille cité industrielle et mystique, de la patrie de Ballanche, de Lamartine et de Puvis de Chavannes revit, à n'en pas douter, dans les vers de celui qui a été par excellence le poète de la vie intérieure. Ses parents ne s'étaient pas mariés très jeunes, et ce ne fut qu'au bout de dix années de tendres fiançailles que la petite dot de la mère et la modeste position du père, — il était employé de commerce, — leur permirent de fonder un foyer. Une fille leur naquit, puis un fils. Celui-ci avait à peine deux ans quand le père mourut : ce tardif bonheur n'avait pas duré quatre années. La mère fut inconsolable. Sa piété, son haut sentiment du devoir lui donnèrent la force d'accepter la vie ; mais son âme endeuillée fut désormais inaccessible à la joie. « Je revois, nous dit Gaston Paris, une femme grande, mince, à la physionomie très douce, avec des cheveux tout blancs, des yeux profonds et tristes, un peu inquiets, un faible sourire plein de bonté. » Son fils, qui lui ressemblait beaucoup au moral et qui l'aima très tendrement, aux premiers regards qu'il jeta sur le monde, n'eut donc que de sombres visions de deuil, de douleur, de noire désolation ; il n'aperçut la vie qu'à travers un crêpe. *Cui non risere parentes...* Et l'on s'explique les impressions de sombre tristesse qui se sont ainsi, de trop bonne heure, déposées au fond de son âme, l'inspiration douloureuse et l'accent désolé de ses plus belles poésies. Ne reprochons pas trop leur pessimisme à ceux qui ont beaucoup souffert ou vu souffrir.

Il fallait vivre. Une sœur et un frère aînés non mariés vinrent aider la pauvre veuve à élever ses enfants. On fit ménage commun. Dans cet intérieur reconstitué, mais un peu étroit, où il ne semble pas que la mère eût toute l'autorité souhaitable, et où la disparition du père et l'absence d'une direction virile et éclairée durent sans doute se faire cruellement sentir, l'enfant, bien qu'il aimât la vie de famille et qu'il eût pour son oncle et pour sa tante une grande affection, ne paraît pas avoir toujours été parfaitement heureux. Il était doux, timide, délicat, un peu fragile : à huit ans, on le mit en pension; il y fut très malheureux : au dire de tous ses amis, ses souvenirs d'internat comptent parmi les plus amers de sa vie, et ses vers, à cet égard, n'ont fait que traduire, sans les amplifier, ses impressions d'enfant trop sensible, d'adolescent scrupuleux, inquiet, que la rude réalité blesse et opprime.

Cependant l'âpre destinée n'était pas sans lui ménager quelques

joies : d'abord, quelques chaudes amitiés de collège qu'il conserva jusqu'à la mort; puis d'encourageants succès scolaires. Élève du lycée Bonaparte, il dut à l'enseignement universitaire une solide culture classique, un élargissement et un affinement de l'esprit en tous sens, et aussi cette ferveur d'émulation, ce juvénile amour de la gloire qui font si souvent de nos collégiens des candidats au métier d'homme de lettres. Il aimait passionnément les sciences, et déjà s'insinuait en lui ce culte un peu naïf de la « Science » qui fut la foi commune de sa génération. Au sortir de la quatrième, il « bifurqua », pour le plus grand bien de sa pensée, a-t-on dit quelquefois, ce dont je ne suis pas très sûr. Il se destinait à l'École polytechnique, mais une ophtalmie, fruit d'un travail trop intense, vint interrompre ses études et orienter tout différemment sa carrière.

Sa famille l'envoya à Lyon pour y préparer, chez des cousins, son baccalauréat ès lettres. Là, dans ce nouveau milieu très catholique, dont il subit manifestement l'influence, il eut une de ces aventures d'âme qui jettent un jour singulier sur les profondeurs d'une nature morale. Sa foi religieuse avait déjà reçu plus d'une atteinte : de précoces lectures philosophiques faites sans grand choix, à ce qu'il semble, dès l'âge de quinze ans, ses premières études scientifiques avaient jeté en lui les germes d'un orgueil intellectuel que sa sincérité a plus d'une fois confessé. Mais à dix-huit ans, il n'avait pas encore définitivement « parié », et, à son insu, il était mûr pour « le coup de foudre moral » dont il nous a laissé le récit. « Je me réveillai, une nuit, nous conte-t-il, tout autre que je ne m'étais endormi deux heures auparavant, ou du moins bien changé, car je m'écriai en moi-même : Comment ai-je pu douter un seul instant d'une doctrine dont la vérité m'apparaît soudain si éclatante? En effet, je voyais directement, je sentais la divinité de Jésus, et tous les nuages qui avaient jusque-là pour moi obscurci les dogmes me semblaient dissipés. Je m'agenouillai, je fis une prière dont je ne me rappelle plus les paroles, et le lendemain je conçus le projet de me faire dominicain. » Une fois rentré à Paris, ce beau zèle tomba vite : les fréquentations, les lectures, celle, entre autres, de la *Vie de Jésus*, par Strauss, « eurent bien vite raison, ajoute-t-il, de ma croyance improvisée. Je redevins ce que j'étais auparavant : un chercheur inquiet, désabusé, mais non découragé. J'avais gagné à cette expérience de savoir ce que c'est que la foi, et, par suite, d'en contracter le respect. » Et il est à noter que c'est au nom de l'histoire et de la métaphysique, et non pas de la science

que, de son propre aveu, il a définitivement rejeté la révélation.

D'autres « expériences » moins dramatiques allaient suivre. Le jeune homme, qui ne voulait pas être une charge à sa mère, accepta une médiocre place d'employé à la correspondance, aux usines du Creusot; puis, revenu à Paris, il entra comme clerc dans une étude de notaire; en même temps, et non sans ennui, il faisait son droit. Surtout il composait des vers, suivant une habitude contractée dès le collège, lisait et écrivait beaucoup, poursuivait avec passion ses études philosophiques. Enfin ses camarades l'introduisaient à la conférence La Bruyère, groupement de jeunes étudiants en droit qui se cultivaient et discutaient en commun et se communiquaient leurs premiers essais. Il y rencontra José-Maria de Heredia et Georges Lafenestre, poètes eux aussi, et se lia avec eux.

Ici se place un épisode de sa vie sentimentale qui, par le retentissement profond qu'il eut dans sa pensée intime et dans son œuvre, dans l'organisation même de son existence, mérite qu'on y insiste un peu. Nature très tendre, voluptueuse et même sensuelle, avec un fond de gravité et un ardent désir de pureté, Sully Prudhomme était prédestiné à sentir et à goûter toutes les nuances de l'émotion amoureuse. Chastes amours d'enfant de huit ans, gracieux et déjà troublants « enfantillages » d'adolescent romanesque n'ont été pour lui que le prélude d'un sentiment passionné qui, entre vingt et vingt-cinq ans, s'empara de son cœur tout entier. Une amitié d'enfance s'était peu à peu transformée en une affection « tendre et violente ». Il se crut payé de retour; il rêva du parfait bonheur partagé, de l'amour complet dans le mariage, de l'union indissoluble des âmes et des destinées, du chaud foyer construit à deux. Il s'était mépris. La jeune fille qu'il aimait se fiança à un autre. Il fut profondément malheureux, songea peut-être au suicide... Aventure assez banale, diront peut-être quelques-uns : ils oublient qu'en pareille matière, l'importance des événements ne se mesure qu'à la profondeur des âmes. Sully Prudhomme était de ceux qui prennent tout au sérieux, et même au tragique. Le désastre lui parut irréparable. La blessure, longtemps saignante, ne s'est peut-être jamais cicatrisée. En dépit des sollicitations familiales et amicales, il n'a jamais voulu se marier : le paradis terrestre qu'il avait entrevu s'était refermé sur lui pour toujours. Et sans doute il a pardonné ; il a fini par se consoler peut-être; il s'est diverti : on le pressent à quelques aveux du *Journal intime*. Gaston Paris nous avertit que son ami a connu « toutes les ardeurs et tous les entraînements de

la jeunesse, et d'une jeunesse qu'il ne faudrait pas se représenter comme trop idéale ». Lui-même, écrivant à Coppée, à propos du *Reliquaire*, lui disait : « *La Trève* et quelques passages où le libertinage se nomme pour s'accuser me choquent dans mon goût et mon éducation, encore bien que je sois libertin comme les autres. » Mais, quelles qu'aient pu être ses faiblesses, elles n'ont point entamé ce culte de la vertu, ce respect de la femme, cette pudeur de la pensée et de l'expression, bref, cet idéalisme moral qui forme pour nous le charme secret de ses poésies amoureuses. Enfin, sa correspondance en fait foi, dans un coin obscur de son imagination et de son cœur il a toujours gardé, du moins à titre d'idéal irréalisable, ce rêve d'un amour chaste et légitime, d'un tendre et sûr foyer qui avait été le vœu et l'espoir de sa jeunesse. « Mon idéal, écrivait-il un jour à Mme Amiel, serait de vivre dans un cabinet de travail avec une compagne silencieuse et très tendre, qui trouverait naturel que je reste des heures sans lui rien dire... Ce dont j'ai passionnément besoin, c'est de la caresse dans l'air, chose que le mariage promet seul. Le célibat est une espèce de la rage. » Il n'a jamais su combler « l'abîme » qu'il sentait « entre son rêve et sa vie ».

Cependant les portefeuilles du poète se remplissaient de vers que ses amis goûtaient fort, qu'on applaudissait à la conférence La Bruyère, parfois dans les salons, qui s'insinuaient dans quelques revues, la *Revue contemporaine*, la *Revue nationale*, et que Guillaume Guizot, notamment, le pressait de publier en volume. On l'introduisit chez Leconte de Lisle qui lui enseigna l'art de faire difficilement des vers faciles, et, bien qu'il ne fût pas, comme l'a dit joliment M. Estève, « un Parnassien de la stricte observance », il se laissa enrôler dans le Parnasse. C'était alors, au témoignage de Verlaine, « un beau jeune homme grave, grand, fluet, à la barbe châtain très fine, assez longue, à la chevelure brune, soignée, sans affectation malséante, sévèrement élégant, qu'une légère myopie tenait un peu incliné. Les yeux bleu clair avaient une douceur virile qui prévenait dès le premier abord. La voix était mélodieuse, et comme tendre ; un enjouement mélancolique donnait à la conversation, toujours intéressante, un charme exquis. » Un ami, Jules Guiffrey, lui trouva un éditeur ; et, au mois de mars 1865, paraissait chez le libraire Achille Faure, aux frais de l'auteur, un recueil de *Stances et Poèmes* qui révélait au public le nom, inconnu jusqu'alors, de Sully Prudhomme.

J'ai là sous les yeux ce volume, fort honnêtement imprimé et manifestement trop copieux, et que Sully a considérablement corrigé

et remanié dans la suite. J'ai tenu à le relire en entier, tel qu'il se présentait pour la première fois à ses « amis inconnus », avec ses imperfections et ses gaucheries originelles, afin de saisir tout près de leur source l'inspiration et l'art du poète. En dépit d'inévitables défauts, — obscurité, préciosité, abus des formules abstraites, — l'art y est déjà très grand et très sûr, mais l'inspiration, très diverse et mêlée, est un peu incertaine. Le poète a eu le tort de vouloir « tout dire » dès ce premier recueil ; il y a entassé, dans un ordre assez artificiel, des pièces de valeur fort inégale, et appartenant, sinon à des époques très diverses, tout au moins à des moments très différents d'une même pensée. Avons-nous affaire à un poète philosophe orateur et humanitaire, épris d'action, avide de progrès, comme les dernières pièces *l'Art*, *Encore*, *A Alfred de Musset*, tendraient à nous le faire croire? ou bien à un parnassien humaniste, qui, un jour, notera tel aspect d'une rue de Paris, et, un autre jour, fixera dans la jolie pièce de *Silène* une savoureuse vision d'antiquité? ou encore à un élégiaque pénétrant, subtil et douloureux, qui trouve à mettre en vers ses déceptions et ses peines de cœur un secret allègement à sa sensibilité souffrante? Nous ne savons trop; et nous sommes fâchés de ne pas savoir ; et nous comprenons au total l'article un peu froid et réservé de Sainte-Beuve, qui n'arrivait pas à se faire une idée très nette de la personnalité changeante et complexe de ce nouveau poète.

J'ai voulu tout aimer, et je suis malheureux,

soupirait ce dernier. Oui, c'est bien cela ; il a aimé trop de choses, entre lesquelles il n'a pas su fermement choisir. Or il faut choisir pour être compris, se limiter pour imposer son rêve, ou, ce qui vaut mieux encore, ramener à la forte unité d'une tendance directrice la multiplicité de ses impressions et de ses vues. *L'Ame*, *Paris*, *les Jeunes filles*, *la Vie*, *Paris*, *l'Art* : telles sont les divisions primitives du recueil : et c'étaient là, convenons-en, des aspirations bien dispersées. Visiblement, le jeune poète, dès ce premier livre, avait voulu s'exprimer tout entier, et, avec la sincérité touchante qui a toujours été la sienne, il avait voulu opérer comme la synthèse de ses idées d'alors et de ses expériences. Il n'y a peut-être que trop bien réussi. Son livre avait le défaut d'être l'écho trop fidèle et trop complet de sa vie. L'art ne doit pas être la simple copie de la vie ; il s'en inspire, la simplifie et la concentre. De plus en plus Sully Prudhomme se pénétrera de la nécessité de ces transpositions préalables.

Il était indéniable pourtant qu'un vrai poète nous était né. Les beaux vers robustes et pleins, musicaux, imagés, les stances bien rythmées, les pièces finement ouvragées, amies de la mémoire, abondaient dans ce premier recueil. Surtout, parmi quelques imitations ou réminiscences, — d'Alfred de Musset, notamment, — une note bien personnelle, « un frisson nouveau » se faisait jour, qui ne pouvait manquer d'aller au cœur de tous ceux qui aiment profondément la poésie. C'était un accent profond et douloureux, comme une voix discrète et tendre, pénétrante, doucement harmonieuse, presque confidentielle, et que l'on comparerait volontiers au soupir involontaire d'une âme. La pensée était parfois un peu subtile et le sentiment un peu mièvre ; mais il y avait tant de sincérité, tant d'émotion, tant d'*humanité* dans cette poésie, le rythme en était si exactement, si finement adapté à l'idée qu'on se laissait naïvement prendre aux entrailles, et qu'on était prêt à tout pardonner au poète qui avait su si bien trouver le chemin de notre cœur. Relisez ces pièces que nous savions tous autrefois par cœur, *les Chaînes*, l'inévitable *Vase brisé*, *l'Habitude*, *Rosées*, *les Berceaux*, *Ici-bas*, *Un songe*, *les Yeux*, *l'Ame*, *Ma fiancée*, *les Adieux*. *Si je pouvais*... Je sais que le goût des générations change, et que rien n'est plus individuel que l'émotion poétique. Mais si vraiment ceux qui se sont enchantés des « beaux vers tremblants » de Sully Prudhomme, qui les ont jalousement conservés dans un coin de leur mémoire et de leur cœur, si ceux-là se sont entièrement mépris sur la valeur du poète qu'ils ont aimé, qui nous assurera que Corneille ou Racine, Lamartine ou Victor Hugo ont jamais pu enfermer dans aucun de leurs vers la moindre parcelle d'éternité?

Il faut croire d'ailleurs qu'en dépit de leurs imperfections ou de leurs faiblesses, les *Stances et Poèmes* répondaient assez bien aux dispositions de la sensibilité contemporaine, car le recueil eut un certain succès. L'année suivante, l'éditeur Lemerre en donnait une édition nouvelle, en même temps qu'il publiait un second recueil, de sonnets, celui-là, intitulé *les Épreuves*. La famille du poète avait reconnu et accepté sa vocation littéraire, qu'un modeste héritage, heureusement survenu, lui permettait de suivre en toute liberté. Il dit adieu avec grand plaisir au notariat, aux examens de droit, et, sans cesser de philosopher, il se consacra désormais à son labeur poétique. Un voyage en Italie, où il accompagna Georges Lafenestre, lui fut une occasion, à lui qui, par nature, était plutôt un explorateur du monde des âmes, d'ouvrir largement les yeux sur le monde

extérieur, d'enrichir son bagage d'impressions de nature et d'art : il en rapporta des *Croquis italiens*, dont l'inspiration et la facture le rattachaient peut-être plus directement au Parnasse que ses productions antérieures. Mais bien vite, comme s'il était las de ce voyage au pays des apparences, il revenait à sa veine habituelle et tout intérieure ; et, en 1869, il publiait *les Solitudes*, qui achevaient de le consacrer le poète né des intimités douloureuses.

Il semble que ses meilleurs amis aient été quelque peu surpris, et même attristés, de le voir de plus en plus s'engager dans cette voie... Ils attendaient de lui, — et les *Stances et Poèmes*, même *les Épreuves*, dont une partie est encore intitulée *Action*, pouvaient, à cet égard, entretenir leurs illusions ou leurs espérances; — ils attendaient de lui une poésie plus virile, et, sinon plus généreuse, du moins plus confiante et plus optimiste. Hélas ! leur répondait le poète, dès son premier livre, « le doute est violent comme toute angoisse et la conviction n'est pas souple. J'ai dit tout ce qui m'est venu au cœur ». Je crois bien en effet que Sully Prudhomme a tout simplement suivi sa pente. Certaines âmes naissent blessées. Elles peuvent bien quelquefois, dans les chauds élans de la jeunesse, s'ouvrir aux longs espoirs et aux ardents enthousiasmes ; bien vite, — et les rudes leçons de l'expérience n'y sont même point nécessaires, — bien vite elles retombent sur elles-mêmes et sur leur tristesse native. Il faut surtout les plaindre. L'âme de Sully était de celles-là. Sa correspondance nous le montre invinciblement triste, inquiet, scrupuleux, s'encombrant de mille obligations, se tourmentant des moindres choses, se déclarant incapable de bonheur. La vie qui, tout d'abord, ne lui avait pas été très douce, mais qui aurait peut-être trempé un autre caractère, n'avait fait que renforcer ces dispositions intimes. Joignez à cela qu'il était dévoré par cet impitoyable et corrosif esprit d'analyse qui, lorsqu'il ne s'accompagne pas d'une volonté très forte, dissout les convictions les plus robustes et rend impropre aux grands partis pris générateurs de l'action. Nerveux d'ailleurs, doué d'une sensibilité presque maladive, véritable écorché moral, peu d'êtres ont été plus naturellement prédestinés à la tristesse, au doute, au découragement, même au pessimisme. En traduisant ces sentiments et ces idées dans ses vers, il s'abandonnait à sa nature. Et, les pièces où il révélait ainsi le fond de son âme se trouvant être les plus vibrantes, les plus prenantes, et, littérairement, les plus belles et les plus parfaites de ses recueils, il était comme encouragé, par son succès même, à exhaler sans contrainte cette sombre veine

d'inspiration personnelle. Il faudrait être bien pharisien pour le lui reprocher très sévèrement.

Vers la fin de décembre 1869 et au début de 1870, en moins d'un mois, il perdait successivement sa mère, son oncle et sa tante, avec lesquels il vivait. Ce lui fut un coup terrible ; la destinée semblait s'acharner sur lui. Frappé dans ses plus chères affections familiales, brusquement forcé de se refaire une vie nouvelle, ce qui, pour lui surtout, était une très grave affaire, il vécut quelque temps dans un « état d'abattement et de fatigue » trop compréhensible. Il s'habituait peu à peu à sa « solitude effroyable », et se remettait au travail, songeant même à un « roman où la question religieuse serait très engagée », quand la guerre éclata. Quoique peu guerrier de nature, d'habitudes et d'esprit, et dispensé de toute obligation militaire, il s'engagea non pas simplement dans les bataillons de marche de la garde nationale, mais dans la mobile. Sa santé, déjà ébranlée par le travail et par le chagrin, ne résista pas aux fatigues et aux privations du service et du siège, et aux angoisses patriotiques : on dut le démobiliser. Tout souffrant qu'il fût, il revenait à la poésie, et il publiait ici même ses douloureuses *Impressions de la guerre*. L'armistice signé, il partait rejoindre à Clermont sa sœur mariée. Peu après, il rentrait à Paris en pleine Commune, partagé entre l'horreur et la pitié.

Quels que soient les vainqueurs, je plains les combattants,

soupirait-il dans un vers qu'il empruntait, sans s'en douter, à Lamartine, lequel l'empruntait à Corneille. « J'ai fait beaucoup de choses absolument contraires à ma nature, depuis un an, écrivait-il, et je commence à en être tout à fait las. Mon caractère très faible a dû se roidir si souvent qu'il est rompu comme un arc forcé, c'est-à-dire indifférent; aucun acte héroïque ne l'a relevé ; j'ai accompli obscurément une série de devoirs ingrats. Affreuse année qui m'aura initié à des douleurs dont je n'avais pas la moindre idée. » Ses nerfs étaient « tendus au dernier degré ». Tant d'épreuves physiques et morales finirent par déterminer une violente névrose qui, mal soignée, faillit l'emporter, et qui, une fois guérie, — « toute la partie inférieure du corps était presque paralysée », nous dit Gaston Paris, — lui laissa une santé bien chancelante. Nos aventures personnelles ne devraient jamais influer, dit-on, sur nos idées générales ; mais l'homme est homme, et quand la vie lui est particulièrement dure, comment porterait-il sur elle un jugement très optimiste ?

Il ne faut donc pas nous étonner qu'après deux poèmes d'une

inspiration plus sereine, mais qui datent d'avant la guerre, *la Révolte des fleurs* et *les Destins*, Sully Prudhomme ait publié en 1875 ce recueil des *Vaines tendresses* qui contient quelques-uns de ses plus purs chefs-d'œuvre, — *Aux amis inconnus*, *Prière*, *Conseil*, *l'Épousée*, *Ce qui dure*, *Vœu*, — mais qui ne justifie que trop le vers célèbre de son cher Musset sur la beauté de la désespérance.

Le poète a dû sentir lui-même que cette désespérance qui va jusqu'à condamner la vie n'était peut-être pas, au lendemain de la guerre, et à la veille peut-être d'une autre invasion, d'un excellent citoyen : car il a essayé de prendre le contre-pied de son sinistre *Vœu* dans une pièce intitulée *Palinodie*, et qu'on a recueillie parmi les *Épaves*. Hélas! la pièce pessimiste est beaucoup plus belle, d'une éloquence beaucoup plus poignante que l'autre; manifestement le sentiment qu'elle exprime, — la *Correspondance* en témoigne, — devait être en lui d'une singulière profondeur.

Parmi les thèmes douloureux qu'il a développés le plus fréquemment, il en est un qu'il a fait peut-être plus particulièrement sien et sur lequel il revient avec une sombre insistance : c'est celui de l'irréductible solitude morale où vivent tous les hommes, de l'impuissance radicale où sont les âmes individuelles de se pénétrer, de communier entre elles. Chacune d'elles est un monde fermé : en dépit de tous leurs efforts, elles ne peuvent se fuir, s'oublier elles-mêmes, se fondre dans une âme étrangère. Les plus nobles élans de notre sensibilité nous trompent ; l'amour, même l'amour maternel, l'amitié nous donnent l'illusion, mais non la réalité de cette intime union des cœurs à laquelle notre pauvre humanité aspire.

Cet âpre pessimisme n'est peut-être pas irréfutable. Mais, quelles que soient les expériences personnelles qui l'ont inspiré, on sent, à la vivacité et à l'amertume de l'accent, que cette sombre conception de la vie sentimentale n'est point, pour le poète, un simple jeu d'esprit, et qu'elle a été vécue et pensée avant d'avoir été rimée. Il faut reconnaître que la désespérance n'a pas été une mauvaise Muse et que les vers qu'elle a suggérés au poète ne comptent pas parmi les moins beaux de son œuvre.

Sully Prudhomme aspirait à une autre gloire. Il ne se contentait pas d'être poète ; il était, ou il se croyait philosophe. De bonne heure, à l'exemple de Lucrèce, dont il avait traduit le premier livre en vers, il a rêvé de marier ces deux inspirations. Noble et dangereuse ambition. La poésie philosophique n'est pas impossible ; mais elle est très difficile à réaliser; elle exige toute sorte de délicates transpositions,

sous peine de tomber dans le prosaïsme, la sécheresse abstraite, l'abus des formules algébriques, ou des périphrases trop ingénieuses. Ces écueils, le poète de *la Justice* et du *Bonheur* a trop rarement su les éviter. En dépit de fort beaux vers, de développements pleins de grâce ou d'éloquence, ces deux poèmes sont des erreurs, de généreuses erreurs, mais des erreurs. Lui-même en a bien eu le sentiment. Dans une lettre inédite à Théodore de Banville, que me communique M. Pératé, et qui est datée du 17 avril 1878, au lendemain de la publication de *la Justice*, il avoue qu'il y a des « passages où il est resté malgré lui prosaïque » et « il lui semble, déclare-t-il, qu'il éprouve les sensations d'un joueur qui a trop risqué ». Ces sensations, le lecteur les éprouve à son tour; et, tout en rendant hommage aux intentions élevées, aux belles ambitions du poète, il prononce tout bas le mot d'échec.

Et cependant, s'il n'avait pas écrit *la Justice* et *le Bonheur*, il manquerait quelque chose à son œuvre poétique; ou plutôt, cette œuvre ne serait pas ce qu'elle est en réalité, le reflet complet et vivant de sa personnalité morale. On peut trouver que la philosophie de Sully Prudhomme n'est pas très originale, qu'elle n'a pas laissé de trace dans l'histoire des idées, et la question se pose de savoir si l'abus de la spéculation abstraite n'a pas été, littérairement, plus nuisible qu'utile au poète. Mais enfin, c'est un fait que, de tout temps, il a été en proie à la grande inquiétude intellectuelle et qu'il a essayé de se faire une opinion sur tous les hauts problèmes qui hanteront éternellement la pensée de l'homme. Le problème de la justice, en particulier, l'a toujours préoccupé, et cela, dès le collège. Ayant longuement réfléchi à cette troublante question, il se trouva tout naturellement amené à en disserter en vers. Il aurait voulu mettre son art au service de ses idées; sans prétendre au rôle de « mage », il rêvait pour la poésie une action moralisatrice. « Le sujet de mon livre, écrivait-il encore à Théodore de Banville, est un défi à la science exacte de fonder la justice sans la révélation du cœur. Sur ce point nous sommes complètement d'accord. Mais je crois qu'une trop grande foi dans les indications de l'instinct peut compromettre les applications de la justice; le peuple n'est que trop porté à simplifier la solution des problèmes sociaux en les tranchant par des formules généreuses, mais inapplicables. Que ne peut-on donner aux ignorants le sentiment des difficultés connues des savants, et à ceux-ci les battements de cœur de ceux-là! J'exprime ce vœu en définissant la justice : l'amour dans la lumière. »

Vouloir répandre ces idées qui lui tenaient au cœur, c'était une haute et noble ambition. C'en était une autre que de proposer au public cultivé la méditation poétique du problème du bonheur, ce problème qui si souvent avait hanté les veilles de l'inquiet et douloureux poète des *Solitudes*, et qui ne comporte pas de solution humaine.

Qu'on dise : Il osa trop; mais l'audace était belle, —

si belle, qu'elle classe, même littérairement, celui qui s'en est laissé éblouir. Poète philosophe incomplet, Sully Prudhomme s'est mis tout entier dans son art : il n'a rien voulu réserver de lui-même; et les tourments de sa pensée lui ont paru aussi dignes d'être revêtus de poésie que les angoisses de son cœur. C'est parce qu'il a eu de la poésie cette conception altière, mais virile et largement humaine, que sa poésie, même sentimentale, a eu cette profondeur d'accent, cette puissance suggestive, cette portée philosophique, que le seul Vigny peut-être a atteintes avant lui.

On peut concevoir de grands écrivains, — un Corneille, par exemple, ou un Bossuet, — qui ne mettent guère dans leur œuvre écrite qu'une partie d'eux-mêmes, la plus haute sans doute et la plus impersonnelle. Et certes, ils sont très grands, et nous ne leur marchandons pas notre admiration. Mais ils nous intimident un peu; nous ne nous sentons pas de plain pied avec eux. Il en est d'autres au contraire, — un Pascal ou un Musset, — qui se jettent dans leur œuvre avec leur âme tout entière, dont l'œuvre est le prolongement de la vie. Ceux-là ne nous paraissent pas peut-être plus grands, mais plus humains, plus proches de nous, plus fraternels; et nous leur vouons un culte où il entre un peu de tendresse. Sully Prudhomme est de cette famille. Nous lui pardonnons ses faiblesses; nous lui épargnons nos objections; sa sincérité nous émeut si profondément que nous ne le voyons plus que

Dans un rêve où la vie est plus conforme à l'âme.

Et de tous ses écrits nous ne retenons peut-être qu'un volume, mais un volume qui contient de subtils et délicats chefs-d'œuvre, et où nous contemplons avec ravissement, selon le mot d'un de ses plus vieux amis, « une lueur intime et douce comme celle d'une flamme enfermée dans l'albâtre, une grâce qui charme et qui pénètre, une sorte de vie secrète et palpitante, et comme une caresse inquiète qui se glisse dans le cœur pour le faire délicieusement souffrir ».

Victor Giraud.

# REVUE MUSICALE

## LE SENTIMENT RELIGIEUX DANS LA MUSIQUE DE BOITO

Marguerite. — « Dis-moi, Henri... Comment te comportes-tu avec la religion? Tu es un bon, un excellent cœur, mais je crois que tu n'en as pas beaucoup... Crois-tu en Dieu?

Faust. — « Qui oserait le nommer et dire : je crois en lui? Quel être sentant pourrait oser dire : je ne crois pas en lui?... Tout ne flotte-t-il pas dans un éternel mystère, invisible, visible autour de toi?... Remplis-en ton cœur et quand tu nageras dans la plénitude de l'extase, nomme ce sentiment comme tu voudras; nomme-le bonheur, cœur, amour, Dieu. Je n'ai pas de nom pour cela (1). »

A qui l'aurait interrogé de la sorte l'auteur de *Mefistofele*, où ce dialogue est mis en musique, eût peut-être répondu ainsi. Nous disons : « Peut-être », car notre ami se taisait volontiers des choses divines. Un jour, nous parlant du grand artiste qu'il admirait, le pape Pie X déplorait son incroyance. Sa mort n'en rendit que trop témoignage. Ses funérailles furent païennes. Il n'avait pas demandé, malgré l'exemple de Verdi, son maître bien-aimé, qu'elles fussent accompagnées par « un prêtre, un cierge, une croix ».

Mais dans l'œuvre d'Arrigo Boito, sinon dans sa vie, le sentiment religieux eut une place. Nous essayerons de la marquer ici.

« *Ave Maria.* » Sur les paroles de l'angélique salutation, que de mélodies, que d'accords, au cours des âges, ont monté vers le ciel!

Era già l'ora che volge il disio...

(1) *Faust*, première partie, traduction de Blaze de Bury.

« C'était déjà l'heure qui tourne le désir de ceux qui naviguent et qui attendrit leur cœur le jour où ils ont dit à leurs doux amis adieu ; l'heure qui blesse d'amour le nouveau pèlerin, s'il entend là-bas la cloche qui semble pleurer le jour qui meurt. » Entre les « soirs » sans nombre de la poésie, voilà peut-être le plus beau. Dante a fait cet honneur à l'oraison chrétienne de prendre pour signe et pour symbole de l'heure du crépuscule, le tintement de la cloche et la récitation de l'*Ave Maria*.

L'idée vint un jour à Boito d'illustrer un *andante* de Schumann avec les deux célèbres *terzine* du *Purgatoire*. « Les dames, nous écrivait-il plaisamment, appellent cela une « application ». Cela consiste à coudre les contours d'une étoffe ancienne sur un fond moderne, et cela est toujours affreux. » N'en disons rien, car l'auteur lui-même ne voulait pas s'en souvenir. Il ajoutait seulement : « Dante m'a octroyé son pardon, (du moins je le pense), puisqu'il n'a jamais cessé de me révéler les sublimes beautés de son poème. Et Schumann, j'espère, ne me sera pas moins miséricordieux. »

Ailleurs, dans le prologue de *Mefistofele*, c'est le Seigneur lui-même que le musicien, avec sa propre musique, a salué. Un jour, après avoir dit quelque bien de ce prologue, nous reçûmes de l'auteur le billet que voici : « Je suis très heureux de ne pas vous avoir trop déplu avec ma vieille guitare. Mais la psalmodie des femmes mérite toute votre réprobation. (Elle ne l'avait d'ailleurs point encourue.) C'est sec, creux, grimaçant et banal. Je voudrais pouvoir redresser ce fragment, mais l'ensemble de la composition n'est plus d'âge à supporter une opération orthopédique. » Aussi ne l'essaya-t-il pas. La plupart du temps, et de parti pris, il préférait oublier l'œuvre de sa jeunesse, — de ses vingt-six ans, — que désavouait son esprit, sinon peut-être son cœur. Il allait plus loin, si loin, qu'il avait fini par nous interdire amicalement d'en parler, d'en écrire et même, lui vivant, de l'entendre. Sa mort seule a levé la défense.

« Vieille guitare. » C'était calomnier ce prologue. Ainsi que celui du *Faust* de Gœthe, il se passe dans le ciel. Personnages : le Seigneur, (invisible), Méphistophélès, (insolent), et les chœurs célestes. Rien de « sec » et de « grimaçant », hormis ce qui doit l'être, la figure du Malin. Tout le reste au contraire consiste dans une longue et large effusion. L'ensemble est de style décoratif. Derrière la toile, avant qu'elle se lève, des trompettes sonnent. Entre leurs appels, des silences donnent l'impression de l'espace, et bientôt une lente,

universelle acclamation : « *Ave Signor* », l'emplit tout entier. Puis ce sont des chœurs rapides, syllabiques, dont les notes répétées semblent tomber en pluie légère et douce. Elle se fond dans une reprise de l'*Ave* qui ne cesse de s'accroître par degrés, par étages sonores. Tout cela forme comme un panorama de l'empyrée, une espèce de « gloire ». *Ascensiones in corde suo disposuit*. En son Paradis, également d'après Gœthe, Schumann a disposé de plus magnifiques « élévations ». Mais celles-ci ne sont tout de même pas d'un médiocre architecte musicien.

Après *Mefistofele*, plus d'un demi-siècle après (1868-1924), *Nerone*. Tragédie historique, tragédie passionnée jusqu'à la violence, à la frénésie, enfin tragédie sacrée, *Nerone* met en présence et aux prises deux idées, deux esprits, deux religions ennemies, le paganisme à son déclin et le christianisme à son aurore. Dans la musique même, après deux auditions et de nombreuses lectures, c'est l'idéal chrétien qui nous paraît aujourd'hui vainqueur. Et cette victoire, il l'obtient, comme ses premiers serviteurs et martyrs, par la douceur, la tendresse et l'amour. J'allais, me souvenant d'abord d'une page entre toutes exquise, j'allais ajouter : par la faiblesse. Voici la scène. Elle se passe pendant la nuit, sur la Via Appia. Une vierge chrétienne, Rubria, vient prier et répandre des fleurs, avec des larmes, sur la terre où s'ouvre parmi les sépultures païennes l'asile caché de ses frères. Chrétienne, elle ne l'est pourtant qu'à demi. Convertie par l'un d'eux, Fanuel, qu'elle aime d'un chaste et mystique amour, Rubria demeure attachée en secret au culte de Vesta, qui fut longtemps sa déesse. Et ce lien, ce partage, est le péché qui trouble son cœur, son pauvre cœur incertain, et qui le brise. Incertitude, remords, tout cela donne à la prière de la jeune fille un caractère de détresse et de fragilité qui attendrit.

De tous les *Pater noster* en musique, peut-être moins nombreux que les *Ave Maria*, pas un, pour les raisons que nous essayons de définir, ne ressemble à celui-là. Nul autre n'est aussi timide, aussi humble, aussi fervent et souffrant à la fois. En vérité, dans la musique aussi, lorsqu'elle est belle, il y a plus de choses que dans toute notre philosophie, ou notre critique. Cherchons du moins comment elle s'y prend ici pour les exprimer. Elle chante à demi les paroles et les psalmodie à demi, d'une voix un peu tremblante et monotone, sur des notes égales, régulières et basses. Très haut au contraire, les accords qui l'accompagnent sont constamment froissés à leur sommet, et comme blessés, mais à peine, par une dissonance

légère. Un peu plus loin s'élève de l'orchestre une mélodie purement, tendrement italienne. A chaque verset de son oraison la jeune fille donne un accent, une intention particulière. Quand viennent les mots : « *Il nostro pan cotidiano ne dona*, notre pain quotidien », pour elle mêlé d'amertume et trempé de larmes, elle se souvient de Fanuel, de Fanuel qu'elle aime et qui peut-être va partir. Alors elle s'émeut et, le cœur percé par un glaive de douleur, elle supplie, elle adjure : « *Fa ch'io riveda quel che m'abbandona.* » Le mouvement est admirable d'humaine tendresse et de passion féminine. Poignant sans être impie, il jette parmi les soupirs de l'amour divin le cri d'un autre et plus cruel amour.

Enfin, — et ceci n'est pas moins beau, — nous sentons que la prière de Rubria pourrait aussi bien jaillir d'autres âmes que la sienne, et qui lui ressemblent : celles qui ne croient qu'à demi, qui souffrent de leur imparfaite et douteuse croyance, de leur foi mal assurée contre ces rappels et ces retours du passé dont les Augustin et les Polyeucte ont connu le péril et craint la captieuse douceur. Ainsi le sens, la beauté de la musique s'étend et nous devient commune à tous. Et sa beauté, ne l'oublions pas, est faite de sa faiblesse. Tout à l'heure éclateront sur la Voie Appienne, en un *tutti* formidable, les fanfares triomphales de Néron qui revient à Rome. Mais en vain s'armera tout l'univers sonore. Le roseau pensant et chantant qu'est la frêle mélodie n'en sera point écrasé.

Dans *Nerone*, tragédie pagano-chrétienne, le christianisme est décidément le plus fort, et toujours par la douceur. L'acte « du jardin » n'est pas indigne de porter, comme un autre, un tout autre, et de garder ce nom. A l'entrée des catacombes de Calixte, je le connais, ce jardin. Souvent, par les beaux soirs romains, j'y suis venu lire et méditer les vers admirables de la scène religieuse de *Nerone*, avant même qu'en fût composée la musique. Je ressens encore, et pour jamais, la poésie du lieu, de l'heure, et du poème. Le soleil descend là-bas derrière la coupole de Saint-Pierre, à laquelle une allée de cyprès et de rosiers conduit doucement le regard. A l'opposé, le tombeau de Cœcilia Métella paraît, entre deux petites coupoles d'église. Un grand pin d'Orient le couronne. Plus loin la *Campagna* déserte et rose monte vers les collines albaines. Je ne sais pas, devant un plus noble horizon, de jardin plus mélancolique. Parmi les marbres épars, au creux même de ces marbres fleurissent des pensées d'un violet sombre et doux. Elles semblent porter le deuil fidèle et tranquille des martyrs endormis dans le Seigneur. C'est

ici que Fanuel, assisté de Rubria, préside à l'assemblée des fidèles, à leurs prières, à leurs cantiques. Mais bientôt, conduits par Simon le magicien, les soldats romains envahissent l'enceinte consacrée. Fanuel se laisse emmener par eux sans permettre à ses frères de le défendre. Ils l'entourent du moins, puis l'accompagnent et lui font de leurs chants un mélodieux cortège. Les voix s'éloignent, s'éteignent. Demeurée seule et douloureuse, Rubria les écoute longtemps : « J'entends encore... Ils chantent : Amour! Amour!... J'entends, j'entends encore... » Enfin, avec un grand cri : « Je n'entends plus! » elle tombe inanimée.

Le *Pater* était un premier et timide rayon de la lumière chrétienne. Voici maintenant un tableau sur lequel elle va se répandre. Dans le jardin les fidèles sont réunis, silencieux. Fanuel leur prêche l'évangile des Béatitudes. « Alors, voyant les foules prêtes à l'écouter, Il monta sur la montagne et leur dit . Heureux les doux, car ils posséderont la terre. Heureux ceux qui pleurent, parce qu'ils seront consolés. » Précédée par quelques mesures à l'unisson et de caractère liturgique, belle d'une beauté simple, austère, est l'intonation première. Mais de verset en verset elle s'anime et s'attendrit. Tout est grave, paisible et pur. Aucun trouble, nulle dissonance ; des harmonies, des cadences constamment parfaites, qui font penser aux belles paroles gravées sur la tombe d'Amiel dans le cimetière de Clarens : « Aime et reste d'accord. » Docile aux variantes du texte sacré, lumineuse et voilée tour à tour, la musique est douce avec les doux; avec ceux qui pleurent et qui seront consolés, elle se fait compatissante et consolatrice. Mais tout à coup elle éclate; à la période mystique, une autre, lyrique, succède; à la prière, à la méditation, le psaume, le cantique d'allégresse. « *Oh! date* », chante le chœur,

*Oh! date a piene*
*Mani le rose!*
*Vigili spose,*
*Lo sposo viene.*
*Spogliate i clivi,*
*Le valli e gli orti.*
*Fiori sui vivi!*
*Fiori sui morti!*
. . . . . .
*Oh! date i gigli*
*A mani piene!*

C'est littéralement l'effusion virgilienne : *Manibus date lilia plenis!*

mais plus abondante, plus riche encore, accrue de toute la force, de toute la magnificence que sait ajouter, quand elles sont dignes l'une de l'autre, la musique à la poésie. Et voici que cette musique de nouveau s'apaise, se recueille et pour ainsi dire se referme. Elle n'est plus qu'une psalmodie où passent et repassent, murmurés à peine, les trois mots, les trois beaux mots de la trilogie théologale : « *Fede ! Speranza ! Amore !* »

La scène se termine par l'adieu de Fanuel à ses frères, à Rubria sa sœur chérie. C'est un modèle de discours musical. Il n'a rien de l'« air » classique et symétrique, à compartiments et reprises. Au lieu de se répéter, il se développe. Il suit un cours régulier, mais libre. Toutes les phrases, tous les membres mélodiques dont il est formé sont reliés par l'unité du sentiment, du style et d'une tonalité maîtresse que suffisent à varier, sans la rompre, des modulations heureuses, et çà et là, sur un fond uni, un accent plus vif, une touche plus forte, un mouvement aussitôt réprimé, dont la voix s'émeut, sans se troubler. « Mon âme est triste jusqu'à la mort... Comme il avait aimé les siens, il les aima jusqu'à la fin. » Sans être ici prononcées, de telles paroles y semblent cachées et sous-entendues. Il en est d'autres, présentes celles-là, que la musique effleure à peine, mais de quel souffle léger et pur ! « Ainsi gémit Rubria, ainsi tu laisses sur ma paupière la larme cuisante de l'adieu ! — Femme, répond Fanuel, ma lèvre est faite d'une argile mortelle. » Et nul baiser ne serait aussi doux que ce refus du plus chaste, du plus religieux baiser.

Fanuel et Rubria, celle-ci martyre et mourante, ne l'échangeront pas. Dernier acte : les souterrains du *spoliarium*, où les cadavres, après les jeux sanglants, sont jetés. Au-dessus, Rome brûle et s'écroule. Fanuel, échappé au supplice et aux flammes, cherche Rubria parmi les décombres. Il l'y découvre enfin, respirant encore. Alors va se développer la scène dernière de la tragédie, et la plus sainte. « On meurt longtemps », a dit, je crois, Joubert. En musique, je sais peu de morts aussi longues, aussi touchantes que celle de la jeune chrétienne. Pour la charmer, la musique use de tous ses dons. Le verbe et le son, la parole et le chant ont ici même efficace. Ils agissent ensemble. Consubstantiels, on les distingue mal l'un de l'autre. Chanter et parler à la fois, ou, comme disaient les Florentins du *seicento*, « *un canto che parla* », tel est, au début de cette scène, le langage de la musique. Elle s'exhale toute en plaintes, en soupirs. C'est à peine si l'orchestre, par une harmonie discrète,

mais expressive, par une velléité mélodique, un « *accenno melodico* », souligne la parole, ou plutôt, loin de la fortifier, l'atténue encore, et donne à telle inflexion, à telle cadence de la voix, ce que Shakspeare appelle « une douceur mourante ».

Enfin voici venu pour Rubria le moment de l'aveu différé si longtemps, mais que son cœur et ses lèvres ne peuvent plus retenir. « Je servais un autel mensonger. Tous les soirs je venais, apportant l'amphore du temple à la fontaine du jardin sacré... Puis, après la prière, je regagnais l'atrium antique, au pied de la montagne. J'espérais unir en une seule flamme le foyer de Vesta et la pieuse lampe de la vierge sage. Voilà mon péché. Je l'ai beaucoup expié. Je t'ai tout confessé. J'attends ton pardon. J'ai espéré en toi. Souris moi... Maintenant je suis heureuse et pure. » A l'humble confession, balbutiée d'une voix haletante et mouillée de larmes, répond une absolution plus qu'animée, exaltée, un éclat, un transport de lyrisme sacré. Le contraste est pathétique. Après quel abaissement, quel relèvement soudain! Après quelles paroles chantantes, quels chants, qui ne font que chanter! Et dans tout cela, dans ce long dialogue de mort et d'amour, d'amour mystique, mais d'amour, le goût le plus sûr, le plus pur, n'est pas un instant offensé. Rien de sensuel, ou seulement de profane, rien de *Thaïs* ou d'*Hérodiade*, qui puisse être repris. Fanuel est assis. La tête de Rubria, de la pauvre enfant pénitente et bénie, que saintement il ose nommer l'épouse, repose sur sa poitrine. Poésie et musique, rien au théâtre ne nous émeut davantage, et jusqu'aux larmes. Poésie et musique, elles bercent ensemble, et de quelle cantilène adorable deux fois! la douce moribonde. Oh! combien avait raison d'en écrire, après l'avoir entendue, un critique et un artiste de nos amis, qui comprend l'Italie et qui l'aime : « Elle me touche ce soir, cette berceuse, plus que les harmonies du sommeil de la Walkyrie et que les lamentations de Brunnhilde parmi les fanfares funèbres de l'écroulement du Walhall. J'y trouve une beauté supérieure à celle de Bayreuth, une muse plus naturelle que celle qui règne despotiquement sur le *Bühnenfestspiel* du compositeur germanique (1). » *Et ego*.... Il y a quelque trente ans, en son *studio* de la via Principe Amedeo, à Milan, Boito me fit entendre pour la première fois la scène finale de *Nerone*. Ce jour-là, rien qu'à regarder le poète-musicien, rien qu'à l'écouter, je sentis vibrer en moi comme en lui, grâce à lui, le génie commun

(1) M. Louis Gillet : *Dans les montagnes sacrées* (1 vol. chez Plon, 1928). V. le chapitre : *On joue* « Nerone » *à la Scala*.

de sa patrie et de la mienne. L'accord déjà ancien de nos deux esprits, de nos deux cœurs, en résonna plus profond et plus tendre, pareil à l'harmonie musicale que définit dans l'admirable *Falstaff* du même Boito le sonnet délicieux du jeune Fenton. Et tout bas je me répétais les mots que Boito m'avait adressés un autre jour à propos de certaine page de Verdi : « *Arte latina ! Arte divina ! Divina !* »

Oui, vraiment latines par la simplicité, par la lumière, par la tendresse chrétienne, ces pages de poésie et de musique sont divines aussi. Un jour, alors que nous en connaissions les paroles seulement, nous avions dit à Boito : « Quelle musique ne faudra-t-il pas ! » Il nous répondit : « Vous avez prononcé un mot redoutable, qui est au fond de ma conscience et qui renferme un éloge... Oui, j'ai forgé de mes propres mains l'instrument de ma torture. Je suis encore là à souffrir. Mon cher ami, quel travail ! Et qu'elles sont aujourd'hui peu nombreuses, les notes dignes d'être mises sur la portée. En aurai-je ? » Il en eut en bien des pages de *Nerone*, mais nulle part de plus dignes qu'ici d'une plus suave poésie.

J'ose à peine la traduire. Mais lisez, « *Voi che avete l'intelletto sano* », lisez ce dialogue, ineffable en tout autre langage que le sien, que les deux siens. Doucement et pour jamais Rubria s'endort entre les bras de Fanuel, au murmure de la voix chérie qui la berce de cantilènes et d'évangéliques récits. « Mer de Tibériade..., bords tranquilles où parmi les joncs de Génésareth oscille encore la barque où pria Jésus... Cadence paisible comme celle d'un berceau... Les enfants accouraient en foule, invités par elle... Lente, au-dessus du Liban, se levait la lune... » Et la musique oscille elle-même sur un rythme berceur. Lentement elle aussi, elle monte à travers des modulations pâles et tendres comme la clarté de la « *lunare aurora* ». Paysage, état d'âme, jamais l'équation fameuse ne fut plus harmonieusement résolue. Le sentiment, sinon la croyance, anime, inspire cette musique sainte et lui donne le magique pouvoir de nous fondre le cœur. Dans l'ordre de la beauté, la piété sans la foi peut faire des miracles, ou du moins des chefs-d'œuvre. La fin de *Nerone* en est un.

CAMILLE BELLAIGUE.

# NOTES SUR LÉONARD DE VINCI

M. Oswald Siren, directeur du musée de Stockholm, le célèbre orientaliste dont tout le monde connaît les ouvrages sur les palais de Pékin, n'oublie pas qu'il a été un maître des études italiennes et se plaît à revenir dans son ancien domaine. Son livre sur Léonard, classique en suédois et en anglais, était devenu introuvable. L'édition française qu'il en donne aujourd'hui sera la bienvenue (1). Cette monographie est un modèle. Toute la vie de l'artiste s'y trouve mise en lumière, chacun de ses ouvrages analysé et expliqué par une série de comparaisons qui le replacent dans son vrai jour. C'est une suite de leçons, d'une précision magistrale : chaque ouvrage est étudié dans la suite des esquisses et des dessins qui le préparent, des imitations qui l'ont suivi : on assiste au travail de l'artiste, à la genèse de sa pensée, au cours fluide des métamorphoses qui transforment une idée dans le cerveau d'un homme de génie.

On sait qu'aucun des grands maîtres de la Renaissance n'a joué de malheur autant que Léonard : il a produit infiniment peu, et de ce peu il nous reste à peine quelques épaves; *la Cène* de Milan n'est qu'une ombre, la fresque de la *Bataille d'Anghiari*, qui passait pour son œuvre la plus considérable, s'était évanouie du vivant même de l'auteur; des deux grands monuments qu'il entreprit, l'un, la statue équestre de Ludovic Sforza, qui l'avait occupé dix ans, ne fut jamais coulé en bronze et le modèle en terre fut détruit par les troupes de Louis XII; celle du maréchal Trivulce ne fut jamais exécutée. Plusieurs tableaux fort admirés, comme la *Léda*, ne nous sont plus connus que par des copies, et par l'immense impression que ces ouvrages produisirent sur l'imagination des peintres.

(1) Oswald Siren, *Léonard de Vinci*, traduction de M. Jean Buhot, 3 vol. in-4° dont 2 vol. de planches. Van Oest, édit. Paris-Bruxelles, 1928.

Léonard est un homme dont nous sommes presque réduits à jauger l'importance par le volume d'air, la masse d'atmosphère qu'il déplace autour de sa personne; mais la place qu'il occupait, nous n'avons plus pour la remplir qu'une poussière de débris. Sa personnalité est presque tout entière à recréer. Il faut reconstruire par la pensée une œuvre qui nous échappe, et dont les originaux sont presque tous anéantis.

C'est ce qu'a réussi à faire M. Siren avec une méthode et une science admirables. La critique ainsi comprise devient un spectacle esthétique. Écrire une seule des pages dont se compose ce volume, suppose une étendue d'investigations qui confond : connaître non seulement la littérature du sujet, mais encore tous les musées d'Europe et d'Amérique, tel tableau de Cracovie, de l'Ermitage, du Prado ou de la collection Lichtenstein, tous les dessins épars de Venise à Weimar, de Windsor à New-York, les croquis dispersés dans les innombrables feuillets des manuscrits de l'artiste; rapprocher la *Sainte Anne* du Louvre des autres tableaux qu'on connaît sur ce motif, depuis le Pérugin de Marseille jusqu'à telle bizarre icone d'une collection de Princeton, une telle information représente une ampleur d'enquête, un programme de voyages, une recherche vraiment imposante; une campagne de cette envergure, entreprise pour un seul livre, sort des habitudes étriquées où nous confine le budget misérable de l'érudition française... On n'y va pas chez nous, hélas ! avec cette largeur de vues. Aussi aurait-on bien de la peine à citer en France, dans les dernières années, un ouvrage comparable à celui dont je parle. Avons-nous, depuis la mort d'Émile Bertaux, un grand italianisant, un connaisseur de la force d'un Bode, d'un Wœlflin, d'un Toesca ou d'un Berenson? Il est un peu triste de penser que dans les notes de son ouvrage M. Siren n'a pas eu à mentionner une seule fois un travail français.

Mais revenons à Léonard. On se rappelle l'opuscule fameux de M. Paul Valéry qui fut en quelque sorte le manifeste de l'auteur et où le poète de *la Jeune Parque* formule sa théorie de l'œuvre d'art. Ce singulier traité, cet art poétique sous forme de biographie intellectuelle, ou sous les espèces d'un portrait purement idéologique, est bien un ouvrage à la mode d'il y a trente ans, un exercice spirituel dans le genre de ceux dont Barrès donnait le modèle dans les méditations « ignatiennes » de son *Culte du moi*. Il serait d'ailleurs curieux de comparer le traité de M. Valéry avec les pages des *Trois stations* consacrées à *la Cène* de Léonard à Milan. Ce qui pré-

occupe M. Valéry, c'est un certain rapport entre deux ordres d'activité ou de phénomènes cérébraux qui diffèrent par leurs résultats; c'est un lieu commun que d'opposer l'art et la science, comme s'ils n'étaient pas également des produits de l'esprit, et quand ils se rencontrent dans la même intelligence, comme c'est le cas chez Léonard, il est aisé de voir que cette opposition est très superficielle. Au reste, M. Valéry se défend de faire un véritable portrait de Léonard : ce grand homme n'est pour lui qu'un mythe, et il faut avouer que l'état où son œuvre nous est parvenue rend cette vue assez légitime et spirituellement vraisemblable.

Tout le monde connaît la lettre à Ludovic le More où l'artiste, pour donner à ce prince un aperçu de ses talents, énumère ce qu'il sait faire et tous les tours qu'il est capable de mettre à son service : il se déclare prêt, écrit-il, à lui construire un pont volant, des tanks, des mitrailleuses, de l'artillerie, des catapultes, tout un matériel de siège formidable; il a des secrets inouïs pour creuser et faire sauter des mines, pour évacuer l'eau des tranchées, tracer des boyaux et des sapes, irriguer des prairies, établir dans les villes un système inédit de canaux et de chaussées; bref il se présente comme le chef et l'entrepreneur d'un arsenal, comme un virtuose du génie civil et militaire, comme une sorte de Panurge valant à lui seul une armée; ce n'est qu'à la fin de cet exposé qu'il ajoute, comme une chose tout à fait accessoire, qu'il se charge de fondre à la gloire du prince la statue équestre qu'il appelle le cheval de bronze, objet qui était alors la suprême ambition des potentats, et qu'enfin comme peintre il ne redoute aucune concurrence.

On a cité mille fois ce texte comme un monument du génie de la Renaissance et comme le témoignage de ce « pantagruélisme », de ce vaste esprit d'une époque qui refuse toutes les limites, embrasse toutes les connaissances et ne se satisfait de rien, tant que l'homme ne s'est pas rendu universel. Déjà cette étendue immense de facultés, cette sorte d'esprit dédaléen, qui semblait unir dans Léonard un Apelles et un Archimède, avait vivement excité l'admiration des contemporains; Vasari parle avec terreur de ce maître qui par tant d'observations sur toutes choses s'était rendu le confident et le rival de la nature, presque le parent du Créateur. Cela est devenu de nos jours un thème littéraire, surtout depuis la belle publication faite par Ravaisson des manuscrits de Léonard. On a vu dans ce grand homme un prophète du progrès, le précurseur du scientisme, le Prométhée moderne; il suffit de lire l'essai de Gabriel Séailles

pour juger des sottises que nous a values cette vue, sur le nouvel Icare, ce frère italien de Faust, comme disait déjà Michelet.

Je n'ai garde de m'aventurer dans un si grand sujet ; je ne saurais aucunement dire s'il est vrai que l'on découvre chez Léonard des pressentiments de Copernic et des lueurs des théories de Fresnel et de Faraday. Léonard n'est pas le seul qu'ait tourmenté l'oiseau et qui ait désiré de nous donner des ailes : cette rêverie est presque aussi vieille que l'homme, et ce n'est pas Léonard qui a entrevu le moyen d'en faire une réalité. Ses admirables études sur le mécanisme du vol n'ont pas fait avancer la question d'un pas, n'ont rien fait pour la faire descendre du domaine des chimères. Ce n'est, comme l'avoue M. Siren, qu'une brillante expérience de la pensée (si ce mot offre une signification), une « théorie sans valeur pratique ».

Mais il me semble que la question n'est pas là : elle n'est pas de mesurer la valeur scientifique de Léonard (où je n'ai aucune compétence), mais de savoir ce que son art a dû à sa science. Le Suisse Bœcklin aussi était un des fervents du vol humain, avant les expériences d'Ader, et sa peinture n'en vaut pas mieux pour cela. On raisonne toujours comme si le cas de Léonard, artiste-savant, était unique : mais il n'en est rien. Fulton, qui a inventé la machine à vapeur, était peintre, et c'est lui qui a fait à Paris non seulement le premier pyroscaphe, mais le premier panorama. Sait-on que Samuel Morse, l'inventeur du télégraphe Morse, était un rapin, et qu'on voit de lui à l'Hôtel de Ville de New-York un portrait de La Fayette ? Le grand Pasteur lui-même a fait des pastels que l'on a publiés et dont les originaux sont conservés dans sa famille. Ces trois hommes ont eu dans les sciences un rôle plus important que l'auteur de *la Joconde*, et n'en sont pas de meilleurs peintres : il serait dangereux d'expliquer par ses facultés scientifiques la supériorité de Léonard.

Ce qui complique la question, c'est qu'il y a dans l'art une part certaine de science. Pendant très longtemps, on n'a pas très bien séparé tout ce qui était du domaine des arts mécaniques : la distinction de l'artiste et du savant est tout à fait récente. L'ingénieur en particulier se confondait avec l'architecte. Les gothiques, vers la fin du XIV^e^ siècle, étaient parvenus sous ce rapport à une extrême perfection. Ils avaient des machines ou, comme on disait, des engins d'une complexité surprenante, dont témoigne l'invention de ce qu'ils appelaient « entremets », c'est-à-dire surprises ou intermèdes. Il y en avait de très fameux dans les divertissements de la cour de Bourgogne. A cet égard, il se pourrait que Léonard fût beaucoup moins un pré-

curseur de la Renaissance, qu'un continuateur du moyen âge. Il en a le goût du secret, de la cabale, de la cryptographie, cette passion qui lui fait écrire ses livres à rebours et enfouir les trousseaux de clefs à l'aide desquels il cherche à crocheter la nature dans le fouillis de ses grimoires. Cet ange des temps nouveaux, ce génie ouvrier qui, dit-on, créait l'avenir me fait souvent penser, au milieu de ses chantiers, de ses multiples curiosités et de ses entreprises toujours inachevées, à ce grand Lucifer de l'estampe de Durer, à cette *Mélancolie* aux ailes foudroyées, assise, le visage dans les mains, parmi ses équerres, ses compas, ses sextants, au pied d'une tour, parmi les ruines de ses rêves.

Il ne me paraît nullement sûr que l'artiste, chez Léonard, ait tellement profité de la science, et que le démon de l'investigation qui le possédait l'ait bien servi. Beaucoup le regrettaient déjà de son vivant. L'envoyé d'Isabelle d'Este, désespérant de lui arracher un tableau, écrit à la duchesse : « Il s'enfonce dans l'étude de la géométrie et il se montre fort impatient de la peinture. » Je sais que ce renoncement à l'art, pour poursuivre des buts plus élevés, peut être une grandeur ; produire, exécuter, peut sembler, à un certain degré, un intérêt secondaire, une besogne de manœuvre, auprès de l'œuvre supérieure et vraiment seigneuriale, qui est la possession et le perfectionnement de la pensée. On conçoit qu'une telle attitude soit faite pour séduire le rare écrivain d'*Eupalinos* et du *Cimetière marin*. Mais quand on pense aux dons inouïs de Léonard, on ne peut s'empêcher de pleurer le peu d'usage qu'il en fait et le temps qu'il a perdu à accumuler son ingénieux fatras. Assez d'autres sans lui ont fait avancer les sciences, et lui seul avait le pouvoir de créer ces lignes et ces formes qui enchantent. A côté d'une *Joconde*, tout l'esprit que l'artiste prodigue en inventions d'inutiles machines semble dépensé en bagatelles.

Mais ces considérations générales sur l'art et la science ne sont pas le véritable objet du mémorable essai de M. Valéry. Le poète, auquel on a reproché quelquefois d'être obscur, n'a soif de rien plus que de clarté et de précision. Rien ne lui est plus insupportable que le vague, que ces mots d'inspiration, d'instinct, de tempérament, que tout ce vocabulaire mystique par lequel on a coutume de qualifier l'œuvre d'art : la poésie lui semble exclure toute espèce de merveilleux et de naïveté. Elle est, au contraire, pour lui, le domaine de l'artifice et de la construction, l'opération par excellence de la réflexion et du calcul. Il a horreur du romantisme. Il méprise les

enfants du hasard et de la nuit. Il a apporté sur tout cela des clartés rigoureuses et c'est en ce sens surtout que Léonard lui semble un maître ou, pour mieux dire, un type et un symbole particulièrement heureux.

Je sais bien qu'il y a de quoi être écœuré de tout ce qui s'est écrit sur le mystère de *la Joconde*. La littérature est insupportable en ce qu'elle passe à côté du sujet et prête une foule de sous-entendus romanesques ou psychologiques à un ouvrage qui se présentait pour l'auteur comme un problème technique d'exécution et de modelé. Il est absurde de chercher midi à quatorze heures, et l'on comprend l'irritation et le dédain d'un Valéry pour tant d'enthousiasmes bavards et de lyrisme à bon marché.

Quant à ce fameux « pli de visage », où l'on a entrevu tant d'abîmes, découvert l'infini de la nature et de la femme, le critique remet tout au point par une de ces formules d'une élégance décisive dont il a le secret : « Il sait, nous dit-il en parlant de Léonard, il sait de quoi se fait un sourire, c'est-à-dire de quels jeux des muscles, de quelles irradiations nerveuses, de quelle horlogerie toute physiologique, dont le curieux avait cent fois démonté les rouages, se compose ce léger mouvement qui donne, sur l'épiderme, l'illusion de l'affleurement d'une âme. »

C'est ici que je me permets de n'être pas du sentiment de M. Valéry. Ce que c'est qu'un sourire, Léonard le savait peut-être, mais le sculpteur de l'ange de Reims ne le savait certainement pas (du moins en tant qu'anatomiste); il ignorait les ficelles que tire la nature pour donner au masque le charme de l'expression humaine, et pourtant le sourire de Reims touche bien le cœur autant que celui de la Joconde. Ingres ne savait pas un mot de l'anatomie, « cette science horrible », et le demi-sourire de M^me^ de Senones ou de M^me^ Devaucay n'est pas moins magique que celui de Monna Lisa.

Je ne voudrais pas blasphémer; mais je ne répondrais pas que toute cette science chirurgicale ne me gâte le visage de cette créature célèbre, et qu'elle ne garde sur ses traits, comme un suaire ou un reflet de morgue, un peu de l'odeur des cadavres et la pâleur de tant de jeunes mortes que l'auteur avait disséquées pour surprendre chez elles les ressorts de la vie. Je ne sens que trop, en vérité, ce qu'il y a de conscient dans les ouvrages de ce grand maître. M. Valéry a bien raison de trouver un peu niais ceux qui parlent de mystère à propos de *la Cène :* la profondeur des combinaisons, des groupements, de la perspective, la signification de chaque

geste et de chaque expression a dans cette peinture quelque chose de si raisonné, toutes les intentions y paraissent si nettement écrites, qu'à côté de cet intérêt, il ne subsiste plus aucune place pour l'émotion religieuse ou pour le simple plaisir esthétique. L'absence d'abandon est poussée dans cette fresque à un point de sécheresse, à un degré d'intellectualité presque odieux. Chef-d'œuvre, d'accord, mais funeste, mais fatal chef-d'œuvre, qui n'a que trop pesé sur l'art de peindre depuis trois siècles : ce mélodrame n'est que trop, comme dit M. Paul Valéry, une « machine » où rien n'est laissé au hasard, à la libre illusion, au chant intérieur. C'est le premier modèle et le magasin inépuisable de toutes les recettes de l'art académique.

Ce qui est étrange, c'est que personne ne s'était avancé dans l'art avec des dons plus vraiment célestes que le fils de Ser Piero d'Antonio de Vinci : il suffit de jeter les yeux sur ce qu'il faisait à vingt ans, pour voir qu'aucun mortel n'eut à ce point en naissant, par un inexplicable privilège, le don de la beauté. M. Bernard Berenson l'a dit il y a longtemps dans une étude fameuse, que je me promets bien de traduire quelque jour (1) : les ouvrages du jeune homme, lorsqu'il entrait dans l'atelier de Verocchio, ne ressemblaient à rien de ce qu'on avait vu encore dans l'art européen. La première œuvre datée qui nous reste de lui, le prodigieux paysage de 1473, est une page si « beethovenienne » qu'on n'en trouve pas de semblable en Occident avant certaines estampes d'Herkules Seghers ou que plutôt, pour en rencontrer de pareilles, on est obligé de songer à certaines peintures des hautes époques chinoises, pleines du sentiment cosmique de l'univers. *L'Adoration des mages* qu'il laissa inachevée, et qu'il peignit à vingt-cinq ans, cette grande grisaille à peine frottée, cette esquisse fascinante du musée des Offices, est une des œuvres peintes qui exercent le plus irrésistible sortilège : on n'a jamais fini de déchiffrer cet écrin de merveilles, ce trésor d'inventions plastiques, de grâce, de mouvements, ce grand enchantement incolore, tracé au bout du pinceau en traits de bistre et de sépia, pareil aux batailles, aux cortèges que l'artiste s'amusait plus tard à discerner dans la moisissure des murs. Il y a dans ces ombres à peine indiquées des silhouettes d'une beauté jamais vue et jamais égalée, des groupes sans aucun sens comme les calvacades qu'on voit aux flancs des vases grecs, une profusion de génie : tout cela dit à demi-

(1) B. Berenson, *the Study and criticism of italian art*, t. III, Londres, 1916.

mot, avec cette souplesse d'écriture, ces pleins, ces déliés du pinceau, cette vie de l'arabesque qui est tout le secret des maîtres de l'Orient.

Et jusqu'au dernier jour, dans ses moindres croquis, jusque dans les vignettes de ses traités « scientifiques » l'enchanteur conserva ce merveilleux pouvoir, cette magie du style, ce don de créer de la beauté, qui est le propre du poète. Mais de bonne heure il les perdit quand il se mit à peindre. Il n'y a pas un de ses cartons, un de ses innombrables dessins pour la *Sainte Anne* du Louvre, qui ne possède ce charme sublime dont le tableau est si malheureusement dénué.

J'ai peur que l'intellectualisme, l'excès de recherche cérébrale, n'ait gâté à jamais les plus admirables dons de la nature. Jamais une seule fois après *l'Adoration des Mages*, on n'a vu se renouveler le miracle de cette promesse unique : tout ce qui suit n'est plus que désillusion. L'art européen avait failli se libérer chez ce divin jeune homme de toute la scolastique, de l'appareil matériel du savoir, si étranger à l'art, et dont l'Orient se passe si bien pour nous donner l'émotion de la poésie profonde. Une porte s'ouvrait sur le domaine de l'intuition, de la contemplation pure : il a fallu qu'elle se refermât.

Je sais bien que ce rationalisme, cette étude abstraite du réel, sont une part de l'art et composent un de ses éléments de progrès : cet approfondissement du relief et de la construction, cette conquête, cette géométrie de la forme et de l'espace, c'est l'œuvre immortelle des ateliers florentins du *Quattrocento*. Ces chercheurs passionnés ont créé le langage moderne. Mais en est-il un seul qui atteigne à la poésie d'une *Madone* siennoise de Sassetta ou de Matteo di Giovanni? Giorgione et Titien ne se sont guère occupés de la gloire de savoir et d'accroître notre connaissance de la nature, mais leur lyrisme nous ravit et nous met en communication avec les rythmes profonds de l'univers. Léonard est peut-être la victime de l'esprit florentin, de cet aride esprit d'analyse et de science, auquel il immola des dons inouïs, remplaçant le génie de l'art par une mathématique glaciale de la peinture et finissant par tuer en lui tout ce qu'il y avait de précieux, de spontané et de vivant.

Louis Gillet.

# CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La presse de tous les pays, durant cette quinzaine, a commenté abondamment la signature solennelle du pacte Briand-Kellogg. Il nous sera permis, à nous aussi, de revenir sur la seule manifestation oratoire à laquelle ait donné lieu la cérémonie, le discours du ministre des Affaires étrangères de la République française.

M. Aristide Briand a fort heureusement indiqué ce qui donne au pacte sa valeur politique actuelle, à savoir le retour des États-Unis et la présence de l'Allemagne. Le président Coolidge lui-même, dont M. Briand rappelle les paroles, a expliqué avec netteté les raisons qui ont décidé le gouvernement des États-Unis à transformer un pacte franco-américain en une manifestation universelle de renonciation à la guerre : « Une action de guerre en un lieu quelconque du monde, a-t-il dit, porte préjudice aux intérêts de mon pays. » Voilà donc la cérémonie humanitaire du 27 août ramenée au niveau des intérêts commerciaux et financiers des États-Unis. Un pays qui a investi partout des capitaux considérables et qui est le banquier de tous les peuples a un intérêt majeur à ce que la paix ne soit troublée nulle part. Sur ce terrain solide des avantages matériels, on peut espérer que, si la paix était menacée, il ne serait pas impossible d'amener les États-Unis à une intervention pacificatrice. Reste à savoir si cette intervention se produirait nécessairement à bon escient ou au hasard des sympathies et antipathies du moment. M. Briand, dans son discours, déclare que le pacte « expose le délinquant à un désaveu certain, à l'inimitié probable de tous les contractants ». Mais qui est le délinquant? C'est toujours à cette difficulté politique et morale de la désignation du coupable que l'on est ramené.

Un événement que notre génération n'a pas oublié nous offre un

frappant exemple des iniquités auxquelles pourrait être induite la justice internationale, si elle existait, ou, à son défaut, l'État assez puissant pour prononcer le *quos ego* pacifiant. C'est l'explosion du cuirassé américain *Maine* en rade de La Havane, le 15 février 1898, qui fut l'occasion de la guerre entre les États-Unis et l'Espagne. L'opinion américaine fit, elle aussi, explosion; la destruction du vaisseau ne pouvait être que l'effet d'une torpille espagnole : on reconnaissait à un pareil attentat la déloyauté d'un peuple latin en décadence, indigne de gouverner Cuba et les Philippines. L'opinion déchaînée exigea la guerre. L'affaire du *Maine* éloigna de l'Espagne même les sympathies qui ne demandaient qu'à compatir à ses malheurs. Or, lorsque, bien des années plus tard, la carcasse du cuirassé fut renflouée, il apparut, clair comme le jour, que l'explosion avait été produite par une cause interne et que, par conséquent, les autorités aussi bien que les citoyens espagnols en étaient parfaitement innocents. Mais Cuba, Porto-Rico, les Philippines étaient depuis longtemps enlevés à l'Espagne.,. Le proverbe a raison : « Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il est enragé » ; et il se trouve toujours des témoins qui, de bonne foi, viennent l'affirmer. Si le pacte Briand-Kellogg est susceptible d'applications pratiques, craignons les erreurs judiciaires et les emballements de l'opinion. M. Briand a d'ailleurs reconnu, dans son discours, qu'après le pacte, il reste à organiser la paix.

C'est le vœu de tous les Français. Le ministre des Affaires étrangères a dit, en fort bons termes : « J'exprime la satisfaction de tout un peuple heureux de se sentir enfin compris au plus profond de sa psychologie nationale. » Mais, pour que ces sentiments pacifiques, très fortement enracinés dans l'âme de cette démocratie française qui a su faire si héroïquement la guerre, ne la conduisent pas à d'amères désillusions, une grande manifestation d'opinion ne suffit pas M. Briand disait, le 6 septembre, à des journalistes, à Genève : « Même après le pacte de Paris qui est un obstacle mis sur le chemin de la guerre, je me rends bien compte qu'il faut de nouveau de persévérants efforts pour consacrer cette œuvre et pour amener l'époque heureuse où les peuples ne seront plus à la merci de mouvements d'opinion susceptibles de les jeter de nouveau dans une guerre. » Mais, si l'on veut que ces efforts soient possibles et qu'ils soient bienfaisants, si l'on veut éviter les déboires qui, trop souvent, sont le fruit de l'idéologie, il faut se garder de répandre, sur la nature et le caractère des guerres qui affligent l'humanité, des

doctrines sans rapports avec la réalité. On regrette que M. Briand, dans son discours, ait esquissé une sorte de théorie de la guerre qui l'a entraîné à de téméraires affirmations.

Comme le pacte lui-même, M. Briand cherche à établir une distinction entre la guerre, « instrument de politique nationale », « la guerre égoïste et volontaire », et celle qui serait le contraire. Discrimination pratiquement impossible : l'histoire de toutes les guerres en fait foi. La guerre hispano-américaine de 1898 fut bien, de la part des États-Unis, un « instrument de politique nationale » : pourtant on s'enthousiasmait à l'idée d'affranchir des colonies « opprimées »; l'explosion du *Maine* acheva de soulever l'opinion publique. Les Croisades furent certes des guerres « volontaires », mais non pas des guerres égoïstes. Qui, en 1904, de la Russie ou du Japon, était dans le cas de légitime défense? Les responsabilités de la guerre de 1914 sont bien clairement établies; pourtant les Allemands contestent ce qui nous paraît incontestable, tant les peuples, comme les individus, sont prompts à se persuader ce qu'ils ont intérêt à croire et à se forger un rôle qui flatte leur amour-propre et satisfasse cet orgueil national qui, en certains cas, se transforme si rapidement en une vertu. Où sont, en histoire, les faits? Il n'y a que la lumière qui les éclaire.

« Considérée jadis comme de droit divin, continue M. Briand, et demeurée, dans l'éthique internationale, comme une prérogative de la souveraineté, une pareille guerre (égoïste et volontaire) est enfin destituée de ce qui constituait son plus grave danger : sa légitimité. Frappée désormais d'illégalité, elle est soumise au régime conventionnel d'une véritable mise hors la loi... C'est l'institution même de la guerre qui se trouve ainsi attaquée directement..., à sa racine. » Voilà, révérence parler, un beau galimatias! Et, ce qui est plus grave, ce sont des erreurs historiques et psychologiques. La guerre n'a jamais été « une institution », elle n'a jamais été légale; elle est un état de fait, un état de violence qui est la négation de l'idée de loi. Les juristes ont fait de louables efforts pour imposer à la guerre certaines bornes et certaines règles qui n'ont jamais eu pour effet de la rendre légale. Les institutions ont essayé de canaliser la guerre, d'enrayer ses ravages : telles furent, sous la tutelle des Papes, les institutions chrétiennes du moyen âge pour lesquelles un philosophe tel qu'Auguste Comte ne cachait pas son admiration. Il est absurde de prétendre que la guerre était « de droit divin » jusqu'à la révélation du pacte Kellogg; c'est

la paix qui est d'institution divine : sur ce point l'enseignement de l'Église catholique n'a jamais varié. La guerre reste aujourd'hui ce qu'elle était hier, aussi bien pour les monarchies que pour les républiques, une « prérogative de la souveraineté »; il appartient, en effet, à un gouvernement, quel qu'il soit, de décider si la guerre est légitime, donc nécessaire : hors de là, il n'y a plus qu'anarchie et déliquescence. La déclaration de la guerre est et reste l'une des prérogatives essentielles de l'État, en tous pays et sous tous les régimes. Mettre la guerre « hors la loi » est une expression trompeuse. S'il s'agit de la loi morale, elle a toujours condamné la violence et l'agression. S'il s'agit des lois internationales, le problème est, au contraire, de soumettre la guerre à leur autorité. Il est bien vrai qu'il est important de promouvoir et de répandre l'esprit de paix, mais il est déplorable de donner de la paix et de la guerre des définitions qui en faussent le caractère et tendent à répandre une idéologie sans fondement réel, mais non sans danger pratique.

Plus près des faits, bien que plus modeste, est le programme du gouverneur Smith, candidat des démocrates à la présidence des États-Unis : « La fin des guerres, dit-il, doit venir d'un effort plus réel pour en supprimer les causes, mais aussi de l'extension de l'arbitrage et de la juridiction internationale. » Il faudrait ajouter que les institutions destinées à assurer la paix ne peuvent être efficaces que si elles disposent d'un pouvoir supérieur aux nations et de sanctions puissantes et efficaces. Mais il s'agit toujours, dans le remous des passions et des intérêts, de déterminer l'agresseur, ou, comme dit M. Briand, le délinquant. « Aucune nation, déclare le premier ministre du Canada, M. Mac-Kenzie King, ne peut aujourd'hui s'offrir le luxe d'avoir toutes les autres contre elle. » C'est juste. Mais, combien ne doit-on pas craindre les entraînements, les erreurs d'une opinion trop souvent faussée et truquée! Combien il serait plus pratique, plus efficace de fonder la paix sur les traités et d'en exiger le respect jusqu'à ce qu'ils soient modifiés par consentement mutuel ou par voie d'arbitrage! La guerre est, dit-on, hors la loi; mais les traités sont la loi.

Il est un exemple qui hante tous les esprits et auquel divers journaux ont fait allusion. Si demain, en violation formelle des traités, l'Allemagne, par quelque moyen que ce soit, s'annexait six millions d'Autrichiens, l'Europe telle que l'ont créée les traités de 1919 serait détruite, l'indépendance des États de l'Europe centrale serait me-

nacée, l'hégémonie allemande sur le continent, dont la destruction a coûté tant de sang, serait rétablie, plus redoutable que jamais. Le devoir de la France et de ses alliés, leur salut dans l'avenir, exigerait des mesures immédiates, fût-ce même la mobilisation, pour empêcher un pareil attentat à la sécurité de tous les États de l'Europe continentale. Est-il certain cependant qu'il ne se rencontrerait pas quelque subtil exégète du droit public pour qualifier d'agression les mesures que la France, d'accord avec ses alliés ou, à leur défaut, seule, serait obligée de prendre? Encore une fois, les traités sont la loi et les prophètes; il est possible de les appliquer dans un esprit de justice et dans l'intérêt de la paix; mais il faut commencer par les respecter. Le ministre des Affaires étrangères de Pologne, M. Zaleski, a dit avec sagesse aux représentants de la presse française : « Le problème de la paix ne se présente pas d'une façon uniforme dans le monde entier. A côté de régions où le danger de la guerre est improbable, il y en a d'autres où survivent des ressentiments et des passions souvent difficiles à maîtriser. Dans ces régions, la paix doit être organisée en tenant compte des circonstances particulières, des conditions géographiques, économiques et sociales. » Le pacte Briand-Kellogg ne le fait à aucun degré ; son efficacité est en raison inverse de son universalité. C'est au contraire la tâche plus modeste, mais plus efficace, que la confiance des gouvernements a donnée à la Société des nations.

Pour achever l'œuvre du pacte de Paris, c'est vers Genève que se tournent les espérances. Là fonctionne l'institution née des traités de 1919 et qui déjà a fait ses preuves : le pacte Wilson après le pacte Coolidge. Le Conseil a ouvert le 30 août sa cinquante et unième session sous la présidence de M. Procope, ministre des Affaires étrangères de Finlande, et l'Assemblée sa neuvième session, le 3 septembre, sous la présidence de M. Zahle, ministre des Affaires étrangères du Danemark. Comme toujours, et de plus en plus, les grands personnages affluent. Sir Austen Chamberlain et M. Stresemann sont absents, sérieusement malades l'un et l'autre; ils sont remplacés, le premier par lord Cushendun (naguère sir Ronald Mac-Neil), le second par le chancelier lui-même, M. Hermann Muller, l'un des chefs de la social-démocratie allemande, celui-là même qui vint à Paris à la veille de la mobilisation de 1914 pour assurer aux socialistes français que leurs camarades allemands ne voteraient pas les crédits de guerre. Peut-être l'a-t-il oublié? Le souvenir ne laisse pas que d'être fâcheux ou pour sa clairvoyance ou pour sa bonne foi. Voici

M. Briand avec M. Paul-Boncour, M. Scialoja, le chancelier Seipel, M. Marinkovitch, M. Benès, M. Zaleski et son adversaire M. Valdemaras, M. Politis, bref, tous les grands premiers rôles; n'oublions pas M. Quinones de Leon, si expert à négocier les compromis utiles, que chacun est heureux de revoir.

Qu'a-on-fait? Des discours, beaucoup de discours. Pourtant, à la première séance de l'Assemblée, le 4, personne ne voulut parler. Tirez les premiers! Mais aucun des délégués ne se souciait d'ouvrir le feu dans cette bataille pacifique. Et puis, comme d'habitude, le véritable intérêt de la session est dans les rencontres et les entretiens particuliers des hommes d'État. Mais, de ce qui s'y dit, on est sans nouvelles précises. Et ce n'est pas le moindre inconvénient de ces conciliabules entre ministres qui ont le pouvoir de décider et qualité pour engager leurs pays. C'est une résurrection, sous l'une de ses formes les plus dangereuses, de cette diplomatie secrète tant honnie des partis démocratiques. Les avantages qui peuvent, en certains cas, résulter d'un entretien direct entre deux ministres sont compensés et au delà par les inconvénients et les dangers. L'Assemblée de la Société des nations tend à devenir un congrès périodique de la paix où il est rare que des résolutions effectivement utiles soient prises, mais où, dans la coulisse, il arrive que des intérêts importants soient compromis. La diplomatie des diplomates est, de toutes, la moins onéreuse; si elle est parfois lente, elle aboutit pourtant à des résultats. Et puis, il y a tant d'affaires qu'il est avantageux de laisser pendantes et déplorable de règler! Demandez plutôt à M. Valdemaras!

Cette affaire polono-lithuanienne revient encore à l'ordre du jour. La « recommandation » du 10 décembre 1927 n'a servi à rien, malgré la bonne volonté de la Pologne. Le premier ministre de Lithuanie n'a perdu aucune occasion de braver le Conseil; son unique argumentation consiste à répéter : Wilno est la capitale de la Lithuanie et aucune paix n'est possible tant que les Polonais y resteront. Bien mieux! Il a fait inscrire dans la constitution que Wilno est la capitale de l'État lithuanien. Il se sent appuyé par Berlin et par Moscou et trouve moyen de s'échapper chaque fois qu'on le presse d'aboutir à une négociation. On s'imaginait que, cette fois, le Conseil allait formuler des exigences; il s'est contenté de recommander de nouvelles négociations qui s'ouvriront le 3 novembre, si M. Valdemaras n'éprouve pas le besoin d'en reculer l'échéance. Si elles n'aboutissent pas, la sanction sera bénigne : une enquête de

techniciens envoyés par Genève. Une pareille faiblesse, vis-à-vis d'un État qui se moque de la Société des nations, ne rehausse pas son prestige. Partout l'attitude de la Lithuanie crée un péril de guerre de chaque jour. Si demain la Pologne, à bout de patience, se décidait à employer la manière forte, serait-il juste, nous le demandons, de la condamner en vertu du pacte Briand-Kellogg? Ce petit jeu pourrait finir par coûter cher à la Lithuanie, car un homme de bonne foi peut-il considérer comme viable un État qui n'ose pas entretenir des relations commerciales, diplomatiques, postales, ferroviaires avec un État voisin sans risquer de se dissoudre? Même si elle était cent fois justifiée, la revendication de Wilno ne devrait pas être un obstacle à une reprise des relations. Est-ce que la France, mutilée par le traité de Francfort, n'a pas accrédité un ambassadeur à Berlin?

Le Conseil a été saisi, par la République de Costa-Rica, d'une question embarrassante et quelque peu indiscrète. Avant de rentrer dans la Société des nations, le gouvernement de San-José désirait être fixé sur la manière dont on interprète, à Genève, la doctrine de Monroe. Sur cette affaire, les lecteurs de la *Revue* ont lu, dans le précédent numéro, l'article si frappant de M. Jules Cambon. La doctrine de Monroe est-elle une déclaration unilatérale faite par les États-Unis ou l'un des fondements du droit international pour tous les États américains? A-t-elle pour objet, selon ses origines, d'empêcher toute intervention d'une puissance européenne dans les affaires des États américains ou bien est-elle destinée, comme il résulte des déclarations du secrétaire d'État Elihu Root, à assurer la sécurité des États-Unis et leur contrôle sur tous les États latins des trois Amériques? On sait que l'article 21 du pacte de la Société des nations range explicitement la doctrine de Monroe parmi les « ententes régionales qui assurent le maintien de la paix », et sont compatibles avec les dispositions du Covenant. La question soulevée par le Costa-Rica est un signe des temps, elle révèle la sourde et d'ailleurs vaine impatience avec laquelle les petites républiques hispano-indiennes de l'Amérique centrale et méridionale supportent la suprématie des États-Unis. Le Conseil de Genève s'est borné à une prudente réponse. Il n'a pas à adopter une interprétation quelconque de la doctrine de Monroe, encore moins à en donner une définition; il se borne à déclarer que la mention de cette doctrine à l'article 21 « n'a pour effet ni d'affaiblir ni de limiter aucune des garanties stipulées dans le pacte ». Ainsi, théoriquement, la Société des nations se regarderait comme compétente pour intervenir dans un conflit entre deux États

américains. Il va de soi qu'en fait une telle intervention serait d'abord subordonnée à l'agrément des États-Unis.

A Paris, M. Stresemann, à l'occasion de la signature du pacte Briand-Kellogg, a eu un entretien avec M. Poincaré. A Genève, le chancelier Muller a eu plusieurs entrevues avec M. Briand, puis avec lord Cushendun, M. Scialoja, M. Hymans. Il n'est pas douteux que la question de l'évacuation des provinces rhénanes a été abordée. Il n'y a rien là que de naturel et de correct. C'est entre les gouvernements, sur le terrain des intérêts, que cette affaire doit être débattue. Nous ne croyons pas d'ailleurs qu'elle soit sur le point d'être résolue; l'absence de M. Stresemann et de sir Austen Chamberlain est un indice certain que, si des négociations ont pu être amorcées, des idées générales échangées, rien n'est décidé ou sur le point de l'être. Il est à croire que le chancelier Muller, demandeur, a formulé des propositions, encore qu'il fasse dire par ses journaux que l'Allemagne n'a rien à offrir, pour une évacuation à laquelle elle a droit.

On comprend, encore une fois, que le gouvernement allemand cherche à obtenir des Alliés la cessation d'une occupation qui reste moralement onéreuse pour le Reich; mais ce qui est à la fois maladroit et peu correct, c'est de faire déclarer par la presse que, par ses engagements de Locarno, de Genève et de Paris, l'Allemagne a acquis le droit d'obtenir, sans contre-partie, l'évacuation. Dans son discours à l'Assemblée de Genève, M. Muller s'est abstenu d'insister sur ce thème; il n'a pas prononcé le mot d'évacuation. Il s'adresse à l'opinion des démocraties et trace un tableau des engagements pris en diverses occasions par l'Allemagne; ils suffisent à assurer la sécurité et la paix. Que veut-on de plus? Le désarmement général doit être la conséquence et la contre-partie du désarmement que l'Allemagne a réalisé. Ici intervient la confusion volontaire que nous signalions il y a quinze jours. Le désarmement de l'Allemagne est une obligation imposée aux États agresseurs en 1914 et vaincus en 1918; il n'a aucun rapport avec la réduction générale des armements à laquelle le traité de Versailles propose à ses signataires d'aboutir lorsqu'ils regarderont leur sécurité comme pleinement assurée. Mais cette confusion intéressée se lie à tout le système allemand sur les origines de la guerre et sur « le mensonge de la culpabilité ». Comment les Allemands ne comprennent-ils pas que, plus ils insistent pour désarmer leurs vainqueurs, plus leur sincérité pacifique devient à bon droit suspecte; ils perdent par là toute la confiance que leur bonne volonté avait pu leur attirer.

Nous ne connaissons pas encore, à l'heure où nous écrivons, ce que M. Briand répondra à M. Muller; on le voudrait plus ferme et plus précis qu'à son ordinaire. Mais déjà, le 9 septembre, à Meaux, à propos de l'anniversaire de la bataille de la Marne, M. Painlevé, ministre de la Guerre, a péremptoirement répondu : « Les hommes à qui incombe la responsabilité de diriger les destins de la France, ceux d'hier, d'aujourd'hui et de demain, doivent éviter un double écueil : il leur faut se garder à la fois d'une aveugle défiance qui laisserait échapper des occasions peut-être décisives de rapprochement entre les peuples et d'une confiance trop généreuse ou prématurée dont notre pays risquerait d'être victime. C'est entre ces deux périls que la France doit trouver et poursuivre sa route : entreprise difficile et qui ne comporte pas de mots d'ordre simplistes. » Et M. Painlevé rappelle les réductions d'armements que la France s'est librement imposées. En vérité, on ne saurait mieux dire, ni avec plus d'opportunité.

Le ministère d'union nationale que préside M. Poincaré vient de perdre, dans de tragiques circonstances, l'un de ses membres les plus distingués : M. Bokanowski, ministre du Commerce et de l'aviation, a été victime, le 2 septembre, en quittant Toul à bord d'un avion pour se rendre à Clermont, d'un terrible accident; l'appareil est tombé par suite d'une panne de moteur; le ministre et les quatre personnes qui l'accompagnaient ont péri carbonisés. L'émotion, bien justifiée, a été très grande dans le pays; non seulement l'opinion publique, — et nous avec elle, — regrette un ministre jeune, actif, clairvoyant, patriote, mais elle s'alarme d'une catastrophe qui ne peut manquer de jeter quelque discrédit sur l'aviation française. La presse, à l'occasion d'un malheur aussi retentissant, a demandé la création d'un ministère spécial qui concentrerait toutes les affaires concernant la conquête des airs et l'organisation pratique de l'aviation commerciale. Chacun sait que si, chez nous, le téléphone marche mal, c'est que les appareils sont mauvais; s'ils sont mauvais, c'est, dit-on, que des condidérations d'ordre politique ou, plus simplement, l'action d'influences rémunérées se seraient exercées dans la commande et la réception des appareils. N'en serait-il pas de même pour les appareils d'aviation, avec cette circonstance aggravante que ce sont des vies humaines qui sont en jeu? Concentration des pouvoirs, quel que soit le nom du chef, c'est bien; mais surtout élimination de toute considération qui ne

serait pas strictement technique. Si la fin tragique de M. Bokanowski avait pour résultat une nouvelle et meilleure organisation de l'aviation, lui et ses compagnons ne seraient pas morts pour rien. Autour de la succession du ministre du Commerce, les passions politiques n'ont pas tardé à s'agiter. Bien que rien ne soit décidé à l'heure où nous écrivons, on peut tenir pour assuré que M. Poincaré s'efforcera de ne pas modifier l'équilibre des groupes dans la composition de son cabinet. Il ne serait pas étonnant que M. Loucheur passât du Travail au Commerce et que M. Oberkirch, sous-secrétaire d'État au travail, en devînt le ministre : ainsi les ambitions éveillées seraient heureusement déçues.

L'un des chefs illustres qui ont conduit nos armées à la victoire, le maréchal Fayolle, est mort le 27 août. Des maréchaux qui, de leur vivant, reçurent de la reconnaissance nationale la plus haute dignité militaire, il est le premier qui nous soit enlevé; sa mort est un deuil pour l'armée et pour le pays. Sans bruit, ce modeste, ce savant, que la limite d'âge avait atteint comme général de brigade avant la mobilisation, a rendu de signalés services dans deux ordres différents. Ce fut, d'abord, comme professeur d'artillerie à l'École de guerre; tandis que son ami Foch enseignait la tactique générale et le colonel Pétain la tactique d'infanterie, lui mettait au point la tactique de cette artillerie dont l'importance a été prépondérante dans les batailles de 1914 à 1918. Pendant la guerre, le général Fayolle, d'abord à la tête d'une division de réserve, puis du 33e corps, enfin d'une armée et d'un groupe d'armées, eut l'occasion d'appliquer ses doctrines et de montrer les qualités de sang-froid, de décision, de lucidité qui font les grands capitaines. Partout la victoire lui fut fidèle. L'élévation de son caractère, la haute culture de son esprit, son parfait désintéressement font de lui un modèle accompli des plus belles vertus du soldat et du chef. C'est parmi ses pairs qu'après d'émouvantes funérailles nationales le maréchal Fayolle repose aux Invalides.

René Pinon.

*Le Directeur-Gérant :* René Doumic.

# GEORGES CADOUDAL

## I

### GÉDÉON

#### L'ÉCOLE SAINT-YVES

Rennes est en liesse ; l'année 1788 s'achève et les États de Bretagne viennent d'ouvrir leur session, traditionnelle occasion de bombances et de ribotes. Rien n'a changé depuis le temps où Mme de Sévigné écrivait : « C'est un jeu, ma chère, une liberté jour et nuit qui attire tout le monde, quinze ou vingt grandes tables, des bals éternels, des comédies trois fois la semaine, une grande beuverie... voilà les États. J'oublie trois ou quatre cents pipes de vin qu'on y boit... » Chaque année il semble que les membres de « l'auguste assemblée » luttent à qui soutiendra la gaillarde réputation bachique des Bretons ; en 1786, le comte de Boisgelin, président des États, soucieux de donner l'exemple, était trépassé sur la brèche des suites d'une terrible indigestion, et cet événement désastreux n'avait pas interrompu la fête : nos seigneurs de la noblesse, venus de tous les points de la Bretagne, pour s'amuser, ne souffraient pas un seul manquement au folâtre programme et, comme ils étaient en écrasante majorité, ils donnaient le ton à leurs collègues des autres ordres et à la ville de Rennes tout entière (1).

Pourtant, en ce mois de décembre 1788, la session des États

*Copyright by* G. Lenotre, 1928.

(1) Ne pouvant encombrer les pages de la *Revue* de notes et de références sans intérêt pour la plupart des lecteurs, on doit néanmoins mentionner ici deux

tournait à l'orage : l'ordre de la noblesse comptait 965 membres, tous gentilshommes, le clergé 30, tous prélats, et le Tiers 42 seulement, tous roturiers qui, dès avant la première séance, manifestaient bruyamment leur lassitude de représenter en si faible minorité la classe la plus nombreuse des habitants de la province. Ils s'étaient donc concertés pour obtenir des deux autres ordres l'acceptation d'un plan de réformes réclamées par toute la bourgeoisie et le peuple de la Bretagne : répartition égale des impôts entre les trois ordres; admissibilité de tous les citoyens aux charges et emplois publics; augmentation du nombre des représentants du Tiers aux États, en raison d'un député par 10000 habitants; impôt somptuaire sur les chiens de chasse, les laquais, les équipages de luxe, les gens d'affaires et les financiers; égalité d'honneurs entre les élus du Tiers-État et ceux des deux autres ordres, et, peut-être, était-ce ce dernier vœu qui tenait le plus au cœur des plébéiens bretons, révoltés, à la longue, de la séculaire arrogance de leurs seigneurs et maîtres : elle apparaissait surtout lors de la réunion des États, alors que, précédé de hérauts, tout brodés d'hermines et de fleurs de lys, montés sur des chevaux caparaçonnés de housses traînantes en drap d'argent, le clergé s'avançait au son des trompes, portant robes violettes et rochets de guipure, mitres en tête, croix d'or au cou, suivi des 965 nobles en habit à la française, avec le catogan poudré et l'épée au flanc. Les gens du Tiers venaient derrière, obligatoirement vêtus de noir, comme s'ils devaient à jamais porter le deuil de leurs légitimes revendications.

Dès la première séance, le 29 décembre, le président du Tiers, Borie, eut l'audace d'interpeller les privilégiés : « Messieurs, dit-il, quand l'assemblée se fut constituée, vous n'irez pas plus loin sans nous entendre... » Le Clergé et la Noblesse font sourde oreille. Le 31, nouvelle protestation de Borie exigeant l'examen des griefs de son ordre. On ne l'écoute

sources principales de documentation : les cinq volumes, opulents en révélations inédites, que l'éminent historien, M. Émile Sageret, a consacrés aux annales du Morbihan sous le Consulat, sans lesquels la vie de Georges n'aurait pu être écrite, et le précieux ouvrage, composé il y a quelque cinquante ans, par M. Georges de Cadoudal, le neveu du héros breton, d'après les archives de sa famille.

pas. Alors le Tiers tout entier, aux enthousiastes acclamations des tribunes publiques, déclare qu'il se retire, frappant ainsi d'impuissance et de nullité toute délibération des États. La guerre était déclarée : pamphlets, libelles, batailles dans les rues de Rennes. Un journal rédigé par « un écrivailleur », — qui n'est autre que Volney, — prêche au peuple la révolte ; on colporte des mots qui font traînée de poudre : un gentilhomme a écrit : « Le Tiers veut nous faire descendre jusqu'à lui ou s'élever jusqu'à nous; c'est un petit nombre d'avocats ambitieux qui ont conçu ces beaux songes... » Et on raconte que, un jour, comme on parlait d'établir une école navale pour la noblesse pauvre, un membre du Tiers ayant gémi : « Et nos fils ? Qu'auront-ils? — L'hôpital! » riposta le marquis de Trémargat ; « mot qui, tombé dans la foule, germa promptement ».

Un jeune homme de vingt-cinq ans, prévôt des étudiants en droit, organise la résistance : il se nomme Jean-Victor Moreau ; sa famille le destinait au barreau, mais, emporté par ses goûts batailleurs, il a déserté l'école pour s'engager. Son père, avocat estimé, l'a forcé de quitter l'armée et de reprendre ses études de droit. Le jeune Moreau obéit bien à contre-cœur, et c'est ainsi qu'on le retrouve à Rennes, au début de 1789, portant à travers les rues un drapeau sur lequel sont inscrits ces mots : *vaincre ou mourir*, et menant au combat ses camarades de la Faculté. Il les conduit à l'assaut du couvent des Cordeliers où s'est réfugiée la noblesse; les gentilshommes ont tiré l'épée, le tocsin sonne, des coups de fusil blessent des gens dans la foule, la mêlée s'engage, se prolonge durant trois heures et se termine par un armistice qu'imposent aux combattants des citoyens aussi sages qu'intrépides. Mais Moreau ne désarme pas : à son appel, la jeunesse de Nantes, d'Angers, de Saint-Malo, afflue à Rennes et, de toute la Bretagne, lui parviennent des adhésions et des offres de concours. Un ordre du Roi, suspendant la tenue des États et ordonnant au clergé et à la noblesse de se séparer immédiatement, mit fin à ces manifestations inquiétantes. La bataille allait se continuer, quelques semaines plus tard, aux États généraux de Versailles.

L'une des adresses approbatives reçues par Moreau émanait des étudiants du collège Saint-Yves, de Vannes; au nombre des signatures de ces jeunes démocrates, ardents champions de la

cause du peuple, se lisait celle de Georges Cadoudal : c'était le nom, bien obscur alors, d'un élève de cette institution fameuse dans la région et qui fut « le véritable foyer de la chouannerie morbihannaise ». Dirigée par des prêtres séculiers, le collège Saint-Yves occupait, rue d'Auray, de beaux bâtiments, construits naguère par les P. P. Jésuites et précédés d'une très vaste cour ; les classes formaient une suite de salles immenses garnies de bancs de bois courant le long des murs, ni tables, ni pupitres, ni poêle, ni cheminée ; l'hiver, le froid était intense dans ces pièces empierrées, « situées en contre-bas, éclairées par des fenêtres mal jointes » ; la neige s'amoncelait si épaisse dans la cour qu'on en avait « par-dessus les genoux ». Tel était le décor, d'après les souvenirs d'un futur grand-maître de l'Université qui fut élève au collège Saint-Yves à l'époque de la Restauration. Rien alors n'y avait été changé, ni locaux, ni régime, ni programme d'études depuis le temps de Louis XVI et le chroniqueur qui les dépeint ainsi disait, en entrant à l'École normale : « Il me semble que j'ai fait mes études il y a cent cinquante ans. »

Il n'y avait pas de dortoirs au collège Saint-Yves ; les élèves, tous externes, étaient répartis entre plusieurs institutions tenues par de vieilles demoiselles qui les hébergeaient et les nourrissaient pour quelques francs par mois. Les plus pauvres, paysans de la banlieue de Vannes, trouvaient à se loger chez quelque petit ménage et, retournant chez eux le samedi, revenaient le lundi matin rapportant un énorme pain de seigle qui durait toute la semaine ; ils le coupaient en tranches dans une écuelle où leur logeuse versait un peu de bouillon. Le tableau d'un si rigoureux régime explique en partie le granitique endurcissement et l'anormale résistance de ces jeunes hommes destinés aux privations et aux fatigues de la vie errante.

Georges n'était point parmi les besogneux ; son père, Louis Cadoudal, fermier et cultivateur aisé de la paroisse de Brech, près Auray, résidait à un quart de lieue de cette ville, au hameau de Kerléano, où il possédait une maison qui existe encore, bien modifiée, probablement, mais dont les gros murs et les dispositions générales semblent avoir été respectées. C'est là que Georges était né le 1er janvier 1771. D'après une tradition transmise dans sa famille, un jour que la mère du nouveau-né, assise à la porte de sa maison, le tenait sur ses genoux,

un mendiant s'approcha et, posant la main sur le front de l'enfant : « Celui-ci, dit-il, sera cause de grands malheurs pour lui et pour les siens. » Le nom de Cadoudal était lui-même un présage : il signifie en idiome celtique *Guerrier aveugle*.

Mme Cadoudal, née Marie-Jeanne Le Bayon, était d'une grande beauté; elle donna le jour à dix enfants dont cinq seulement devaient vivre encore à l'époque de la Révolution : Georges, Julien, Joseph, Louis et Marie. Outre cette nombreuse progéniture, Kerléano abritait l'oncle Denis, frère du fermier; membre du tiers-ordre de Saint-François et célibataire, il dirigeait avec compétence les travaux champêtres, et il y avait encore, régnant sur la maisonnée, du fond de son fauteuil, la grand-mère Cadoudal, « femme de tête et de résolution », qu'immobilisaient ses infirmités dues à une extraordinaire corpulence : c'est d'elle que paraissait tenir Georges dont le fort embonpoint et la constitution athlétique se développèrent de très bonne heure. Il était déjà singulièrement robuste lorsque, après quelques mois de classes élémentaires à l'école d'Auray, il entra au collège de Vannes où, dès son arrivée, il fit preuve d'une humeur rétive et d'une fermeté qui le posèrent dans l'esprit de ses camarades : à la porte de Saint-Yves était une pierre que, par tradition, tout « nouveau » devait humblement baiser en franchissant le seuil pour la première fois. Georges refusa de se soumettre à cette brimade et, comme ses anciens voulaient l'y contraindre, il fonça sur eux, tête basse, et s'ouvrit un chemin parmi les écoliers ameutés. Ce début prometteur valut au jeune Breton, « dépourvu des grâces de l'enfance et taillé à coups de hache », une considération qu'il mit à profit pour former, aux heures de récréation, ses condisciples en bandes adverses, qui combattaient à coups de poing, voire « à coup de pommes ou de pierres ».

Vers la même époque, à trois cents lieues de là, un autre jeune garçon, presque du même âge, se plaisait à séparer ses camarades de l'École militaire de Brienne en deux camps qu'il lançait l'un contre l'autre. Ces deux enfants, si distants par l'origine, la naissance et l'éducation, si égaux en ténacité, en résolution, en audace, se chercheront un jour et seront rivaux dès leur première rencontre. Le duel qui alors s'engagera entre le Breton Cadoudal et le Corse Bonaparte, est le sujet du présent récit.

A Saint-Yves, outre le français, on enseignait les mathématiques, la physique, l'histoire et la géographie; mais ces études restaient rudimentaires; seule, celle du latin était poussée assez loin, car les élèves se destinant, pour la plupart, à la prêtrise ou aux emplois judiciaires, devaient se familiariser avec la langue de l'Église et du droit. L'instruction religieuse était l'objet de soins particuliers et, pour pénétrer du mieux possible l'impétueux héros de la chouannerie bretonne, il importe d'indiquer que, dès l'enfance, son âme s'ouvrit à des sentiments de foi qui ne devaient jamais s'affaiblir. On le trouvera toujours animé d'une piété candide, ne se distinguant point d'ailleurs en cela de l'immense majorité des Bretons, profondément attachés à la religion de leurs pères. Ce qui, aujourd'hui, peut surprendre, c'est que, malgré cet état d'esprit, ils étaient tous, dès 1789, partisans de la révolution naissante; la noblesse de Cour, futile et méprisante, n'était pas aimée; le clergé lui-même, le « bas-clergé » surtout, plein d'illusions qui devaient être éphémères, approuvait ostensiblement l'ambition des bourgeois du Tiers d'obtenir « leur place au soleil dans la hiérarchie gouvernementale ». Ainsi s'explique l'enthousiasme démocratique de Georges Cadoudal et de ses condisciples de Saint-Yves quand, au début de 1789, ils se solidarisaient avec Moreau, champion déclaré de la cause du peuple. Cet enthousiasme redoubla, en mai, lors de l'ouverture des États généraux et se perpétua durant de longs mois. La France croyait assister à la reconstitution du Paradis terrestre et les curés lisaient en chaire les comptes rendus de l'Assemblée nationale. Ce naïf enchantement se calma et se refroidit aux premières attaques d'une minorité haineuse et envahissante contre le clergé.

On accepta, avec une généreuse résignation, les premières réformes touchant les privilèges pécuniaires des communautés religieuses, la suppression du casuel et des dîmes; on accueillit même sans résistance l'interdiction des vœux monastiques et la fermeture des couvents; mais quand, au début de 1791, on connut la nouvelle constitution du clergé, avec l'obligation du serment civique, l'élection des évêques et des curés par les citoyens, fussent-ils calvinistes, israélites ou notoirement athées; quand le Pape eut condamné solennellement cette loi néfaste; quand les « intrus » remplacèrent dans les presbytères

les prêtres vénérés, déclarés rebelles et perturbateurs du repos public ; quand on constata que toutes les religions étaient reconnues, sauf celle qui, depuis dix-huit siècles, avait été liée au destin de la France; quand, enfin, commença, au nom de la liberté, cette persécution fameuse, véritable cause des catastrophes qui suivirent, le peuple, le peuple breton surtout, se cabra ; dès le 13 février 1791 « toute la région de Vannes était en feu » ; trois mille paysans s'avancèrent vers le chef-lieu, réclamant leurs prêtres ; une bataille s'engagea entre la garnison bien armée et les insurgés sans commandement ; treize de ceux-ci furent tués, seize blessés, trente et un restèrent prisonniers de la troupe et cet événement désastreux, attisant les colères, laissa « d'implacables souvenirs ».

## RÉVOLTÉ

Georges Cadoudal sortit à vingt ans de Saint-Yves, à l'époque où on en expulsait ses maîtres ; il se plaça comme clerc chez un notaire d'Auray, maître Glain, et fréquentait le soir au club local. Discernant les lacunes de son éducation, il cherchait à s'instruire en pénétrant les causes et les répercussions probables des événements qui troublaient si profondément sa province. Réduit à l'horizon rétréci de sa petite ville, il hésitait à prendre parti et seulement quand la persécution contre les prêtres demeurés fidèles à leurs vœux se fit violente, il décida qu'un homme de cœur, épris de liberté, ne pouvait rester spectateur.

On le trouve, en mars 1793, mêlé à un rassemblement de paysans, armés de fourches et de bâtons, résolus à s'emparer d'Auray en protestation contre la levée des 300 000 hommes qu'ordonnait la République. Cette bande indisciplinée est reçue à coups de canon ; Georges est dénoncé et emprisonné durant quelques jours. Pris par la réquisition parmi les conscrits qui vont combattre les Vendéens, il met à profit la première occasion de passer dans l'armée catholique et royale, déjà puissamment organisée et commandée par des chefs d'élite. Il s'enrôle dans les troupes de Bonchamp ; il est de toutes les batailles, du passage de la Loire, de la marche sur Grandville, de la retraite harcelante et désespérée ; il échappe au massacre de Savenay où l'armée vendéenne trouva son tombeau, et il revient vers le Morbihan, accompagné d'un camarade de guerre, Pierre Mer-

cier, de trois ans plus jeune que lui. Ils parvinrent à gagner ensemble Kerléano ; Mercier fut accueilli à l'égal d'un fils par les parents de son ami et considéré désormais comme faisant partie de la famille. C'était un jeune homme d'allure délicate, de manières distinguées, instruit et lettré, « fait, a-t-on dit, pour être remarqué dans le meilleur monde » ; — « un esprit vif, une âme ardente, une pénétration peu commune, la pureté d'un ange et la candeur d'un enfant, jointes à l'intrépidité d'un vieux guerrier ».

Mercier avait quitté le collège de Beaupréau pour s'engager dans l'armée royale : on le surnommait, depuis la campagne d'outre-Loire, *Mercier la Vendée*. C'est sans doute de son séjour chez les Cadoudal, au printemps de 1794, que date la première rencontre de Georges avec Lucrèce Mercier, sœur de son ami, venue, pour voir son frère, de Château-Gontier, en Maine-et-Loire, où leurs parents tenaient une auberge. La remarquable beauté de Lucrèce, sa piété, sa réserve, inspirèrent à Georges Cadoudal un sentiment passionné ; elle avait dix-sept ans ; il en comptait vingt-trois : ils se fiancèrent, ajournant d'un commun accord leur mariage à l'époque où le Roi aurait reconquis son trône. Et c'est alors que, sans argent, sans relations, sans prestige, Georges et Mercier, presque des écoliers qui, à deux, avaient à peine quarante ans, résolurent d'entrer en lutte contre la révolution devant laquelle reculait l'Europe épouvantée.

Les premières tentatives ne furent pas encourageantes. Georges avait recruté quelques partisans parmi la jeunesse d'Auray ; l'un d'eux le trahit ; l'administrateur au district réunit huit braves et, dans la nuit du 30 juin 1794, se dirige avec eux vers Kerléano. A trois heures du matin, il en surprend les habitants en plein sommeil ; on y découvre un moule à balles, des pistolets, des fusils et, à la pointe du jour, Georges, son père, sa mère, son frère Julien qui avait seize ans, son oncle Denis, son ami Mercier, liés de cordes, sont conduits à la prison d'Auray d'où, un mois plus tard, on les évacua sur le château de Brest, antique et sombre assemblage de tours, de fossés, de ponts, de casernes, d'échauguettes, de salles voûtées, enté sur le roc battu par les flots. Cette sinistre bastille regorgeait de détenus entassés pêle-mêle, prêtres, paysans, femmes, aristocrates, chouans et bourgeois. M^me^ Cadoudal ne put supporter le méphitisme de cette insalubre geôle ; transportée à

l'hôpital de Brest, elle y mourut en donnant le jour à un enfant qui ne vécut pas. L'oncle Denis ne résista pas non plus aux rigueurs de la captivité; avant de quitter la prison pour l'hospice où il allait mourir, il prit soin d'indiquer à son neveu Georges la cachette où, dans les derniers temps de son séjour à Kerléano, il avait enfoui tout l'argent qu'il possédait, — 9000 francs en louis d'or et en écus, — et qu'il lui léguait en toute propriété.

On était alors au début de l'an III et quoique les lois de la Terreur fussent encore en vigueur, leur application subissait quelque détente; Georges et Mercier profitèrent du relâchement des surveillances pour s'évader du château de Brest sous des costumes de marins que des amis du dehors leur avaient procurés. Georges courut à Kerléano; il revit séquestrée, dévastée, la maison familiale; deux de ses frères et l'une de ses sœurs, trop jeunes pour la prison, y étaient restés, confiés aux soins d'une servante. Les bestiaux confisqués avaient été conduits à Auray. Crainte d'être repris, Georges ne séjourna pas dans ce modeste domaine où s'était écoulée son enfance : il repéra la cachette de l'oncle Denis, trouva l'argent, se chargea de ce premier trésor de guerre et s'enfonça dans l'intérieur du pays, gagnant la région des landes sans fin et des forêts profondes qui, pendant dix ans, allait être son royaume.

Alors commença cette existence énigmatique de fugitif volontaire, sans asile fixe, tapi, le jour, dans les ajoncs ou sous la pierre brisée de quelque antique dolmen; parcourant, la nuit, de longues distances pour visiter ses partisans ou embaucher de nouveaux affidés; dormant, au hasard de ces randonnées, chez des paysans, dans ces chaumières isolées qu'un contemporain décrit comme « des cahutes sans air, pleines de fumée, partagées par une claie : les porcs et les bestiaux d'un côté, de l'autre les gens. Point de parquet, ni de pavé, ni de carrelage : le sol nu, bosselé, creusé de trous où s'accumule le purin de l'étable voisine. » C'est là que Georges ira recruter ses agents et ses soldats.

Quels éléments vont composer cette armée dont l'effectif se complétera ou se restreindra suivant les circonstances? — Quelques émigrés; un certain nombre de déserteurs et de réfractaires, tous gens qui, de par la loi, sont sans asile, sans ressources et sans nom. Leurs casernements seront des « caches »

éparses dans les bois et les landes, les chaumières perdues, loin des routes, où ils recevront l'hospitalité. A ce contingent permanent se joindront, en cas d'appel, les paysans, petits laboureurs, pêcheurs ou métayers, séduits par la prime d'engagement qui monte parfois jusqu'à 300 francs, et la paie, — irrégulière, il est vrai, — de 15 sols par jour. Les recruteurs de Georges parcourront le pays, exhortant les villageois à s'enrôler pour la défense des bons prêtres et des propriétés; en certains endroits « ils enlèveront de force tous les hommes non mariés au-dessus de quinze ans ». Beaucoup les suivent volontiers, car ils n'aiment pas la révolution qui menace leurs croyances religieuses et leurs séculaires traditions. A ces hommes méfiants, misérables et fiers, à qui l'oppression est insupportable, la Convention a dépêché des missionnaires de sa façon pour leur prêcher la philosophie et l'irréligion : on a mutilé les statues de leurs saints, souillé leurs églises, persécuté leurs prêtres : aussi ont-ils pris en haine cette république qui, en leur prohibant le seul idéal à leur portée, tente de les reléguer au rang des bêtes.

*Monsieur Georges*, lui, parle leur langue; il est, comme eux, un paysan; aucun intérêt personnel ne le guide; ils le savent honnête et scrupuleux, il croit en Dieu, vénère la bonne Vierge et sainte Anne. Pourquoi ne le suivraient-ils pas? L'insurrection royaliste du Morbihan se distingue de la chouannerie par son caractère populaire : partout ailleurs un gentilhomme commande les rebelles : M. d'Autichamp a l'Anjou et le Haut-Poitou, M. d'Andigné succédera à M. de Scépeaux et à M. de Châtillon dans le Bas-Anjou et la Haute-Bretagne; M. de Boisguy commande la région de Fougères; M. de Frotté règne en Normandie. Seul le soulèvement de la Basse-Bretagne a pour chef un homme sorti du peuple; dans son entourage immédiat, rien que des roturiers; aucun d'eux n'est préparé au labeur que Georges leur impose; mais sa prodigieuse initiative les actionne.

Peut-on imaginer ce qu'il faut d'habileté, de ruse, de prudence pour organiser une armée clandestine en un pays occupé par des troupes adverses ayant successivement comme chefs les Hoche, les Brune, les Bernadotte. Telle fut pourtant la paradoxale entreprise de Georges : il divisa son territoire en neuf légions, comprenant chacune plusieurs paroisses, sut imposer à ses bandes un code militaire rigoureux; il parvint même à

créer un corps de cavalerie, une compagnie de canonniers, un service sanitaire. Pour nourrir, armer, payer, entretenir tout cela, on rançonnait les acquéreurs de biens nationaux, on attaquait les courriers chargés des fonds de l'État, ou bien on se rendait en force à la côte où la croisière anglaise débarquait des fusils, des munitions et des barils de guinées.

Le plus grand miracle de cette organisation clandestine fut l'établissement du service de la correspondance et des éclaireurs. Il importait, en effet, de déjouer la surveillance de l'immense armée de fonctionnaires, administrateurs de districts, municipaux, procureurs, syndics, agents nationaux, comités divers, clubistes, espions de tous rangs dont disposaient les Bleus. Pour lutter contre tant d'Argus, Georges a d'abord presque toute la population campagnarde du Morbihan : dès qu'une troupe républicaine se risque hors de la ville ou du bourg où elle est cantonnée, « la nouvelle s'en répand en une minute à des distances éloignées ». Aperçoit-on un Bleu armé, des femmes, des enfants sortent des villages : « *La nation! Voilà la nation!* » C'est le cri d'alarme; la corne des pâtres le propage. Si *la Nation* pénètre à l'improviste dans un hameau, des appels, des mots de convention signalent le danger : « *Les pourceaux sont dans nos choux !*» En même temps que Chappe, les chouans ont inventé le télégraphe optique : les ailes des moulins à vent, placées de certaines façons, parlent un langage muet qui est compris au loin. Leur position annonce-t-elle l'approche d'une patrouille, les hommes disparaissent, gagnent leurs caches; les femmes seules recevront les Bleus; mais vainement on les interroge; elles ne savent pas un mot de français.

Georges comptera partout des affidés : il en aura dans la police de Lorient, de Vannes, de Paris; dans les administrations et dans les municipalités; « ils se glisseront dans les délibérations, prendront place près des administrateurs, feuilletteront les registres »; « il aura les mendiants qui traînent dans tout le pays; les sauniers qui vont de village en village vendant leurs argiles ou leur sel »; ses correspondances seront plus rapides que celles confiées à la poste du gouvernement; ses agents parcourent en toute sécurité les routes de Bretagne, grâce à des maisons de refuge où ils sont assurés de trouver asile sûr et complices dévoués; ils peuvent ainsi gagner la

côte où des barques toujours prêtes les passent aux îles anglaises; ainsi entretient-il ses communications avec les royalistes réfugiés à Londres. Telle sera l'œuvre immense qu'il a conçue et entreprise; elle était encore en préparation quand, au printemps de 1795, il se rendit, en qualité de chef de légion, aux conférences de La Prévalaye, château voisin de Rennes, où les délégués de la Convention allaient se rencontrer avec les chefs de la chouannerie pour y traiter de la pacification.

Cent vingt royalistes y discutent de l'apaisement : la Convention accorde aux « rebelles » la liberté des opinions et des cultes, l'amnistie pour les émigrés rentrés et le retrait des troupes républicaines, si, de leur côté, les chefs des révoltés s'engagent par serment à reconnaître la république, à se soumettre à ses lois et à ne jamais porter les armes contre elle. A l'énoncé de ces conditions, des murmures, des rumeurs, des mots aigres couvrent la voix du lecteur. Eh! quoi! la soumission aux régicides! Une voix s'élève, celle d'un Breton, presque inconnu; ce n'est, d'ailleurs, qu'un paysan; il ne fréquente pas « le beau monde » qu'a groupé à Rennes la conférence. C'est Georges. Les traits crispés, le cou nu, la poitrine découverte, il fait de vains efforts pour réprimer son dégoût : « Monsieur, crie-t-il, au nom de tous les royalistes de Bretagne et de Vendée, je vous défends de poursuivre! » Il sort de la salle, entraînant deux de ses compagnons de lutte, Guillemot et Saint-Régent. D'autres le suivent; il retourne à ses landes, sans attendre la fin des pourparlers.

Elle fut tumultueuse; vingt seulement des chefs royalistes acceptèrent les conditions de la Convention; paix plâtrée, s'il en fut jamais et qui devait durer seulement quelques semaines. Dès le milieu de juin, la flotte anglaise débarquait à Quiberon une armée d'émigrés qui établit ses cantonnements sur le seul point du littoral où elle pouvait être immobilisée par une poignée d'hommes. Néanmoins, la république se crut perdue; les royalistes exultèrent; tous les chouans de Bretagne accoururent pour se joindre aux arrivants et marcher avec eux sur Rennes et sur Paris.

Cadoudal est là avec ses Morbihannais; admis au conseil, il y parle haut, dédaigneusement écouté par les gentilshommes de l'État-major qui jugent inconvenant le sans-gêne de ce plébéien.

Il maudit cette expédition de Quiberon qui, prévoit-il, « ne tend à rien moins qu'à faire écraser le parti royaliste ». Il prend pourtant une part active à l'action, fait de ses vaillantes bandes un rempart qui résiste durant plusieurs heures à l'étreinte des Bleus de Hoche; il sauve ainsi d'un effroyable massacre des milliers de femmes, de vieillards et d'enfants venus de tous les points du Morbihan pour voir flotter le drapeau blanc, crier *Vive le Roi!* et assister aux messes du camp. Pressentant le désastre final, Georges préconise un mouvement tournant qui placera les républicains entre deux feux; entraîné par quelques jeunes officiers nobles dans une diversion inopportune, loin du champ de bataille, vers Josselin et Saint-Brieuc, il obéit docilement, mais la rage au cœur, exhortant à la discipline ses quatre mille soldats, mécontents, qui se révoltent enfin, refusent de suivre plus longtemps les gentilshommes inexpérimentés qui les mènent; ils confient leur sort à Georges. En cinq jours, celui-ci les reconduit au Morbihan, parcourant vingt-cinq lieues de pays sans perdre un homme et dépistant les troupes de Hoche lancées à sa poursuite. Sa vaillance au combat, sa prudente fermeté dans la retraite ont révélé ses éminentes qualités militaires. Le 21 août 1795, les commandants des légions royalistes du Morbihan, réunis au château de Grandchamp, l'élisaient leur major-général. Georges n'avait pas encore 25 ans.

C'est, à cette époque, un garçon d'une corpulence anormale : une tête énorme « sur un cou de taureau »; les épaules très larges, des bras d'Hercule, de grosses jambes. Sa figure bouffie est « pâle et gracieuse », encadrée de légers favoris aussi blonds que ses cheveux qui bouclent comme ceux d'un enfant. Malgré sa lourdeur apparente, il est d'une agilité, d'une résistance et d'une adresse singulières; sa vigueur est telle « qu'il saisit un fort poulain par les pieds de derrière et l'immobilise, tandis qu'on excite l'animal à grands coups de fouet ». On montra longtemps à Mendon un puits dont il soulevait la margelle à bout de bras.

Au moral, il est aussi indéfinissable qu'il est exceptionnel au physique : « Farouche soldat de la guerre civile », a-t-on dit. Le portrait est sommaire. Certes, il y a chez Georges de la dureté, de la rudesse, de la brutalité même : ses yeux « fixes et scrutateurs » sous d'épais sourcils, sa gravité froide accusent « une inébranlable ténacité et une fierté pleine de puissance ».

Son regard, parfois, « s'illumine d'éclairs » et souvent décèle une douce bonhomie. Sa dignité habituelle, sa fierté même, n'excluent point par moments une gaîté et des gamineries d'écolier. Fin, madré même, en affaires, énergique et violent dans l'action, il reste en cela le paysan breton, ataviquement méfiant et colérique. Georges était vraiment « l'homme de sa contrée », aussi rude, aussi robuste que « les cailloux, les chênes trapus de la lande », aussi énigmatique que les mystérieuses pierres levées des sinistres grèves de Carnac. C'est pourquoi les paysans l'adoraient; aussi longtemps que vécurent ses contemporains, sa vie faisait l'objet de leurs continuels entretiens, tant il avait profondément frappé les imaginations.

La légende grandissait sa populaire figure. On le voyait peu souvent; on savait que son quartier général résidait ordinairement, soit au château de Reste, en Grandchamp, soit dans quelque ruine abandonnée telle que la tour d'Elven, d'un caractère si mélancolique dans sa solitude qu'animent seuls le vol et les croassements des choucas, soit encore dans quelque maisonnette au plus profond des bois. On ne le voyait guère qu'aux jours de bataille, le plumet blanc de son feutre au plus fort de la mêlée. Certains pourtant assuraient l'avoir rencontré, sans escorte, dans la campagne, marchant à grands pas, « armé d'un fusil à vent qui foudroyait les bleus sans bruit, et toujours suivi par un grand levrier sale et très laid, portant sous son collier la correspondance du parti ». Mais tant de fables ont germé sur cette ténébreuse histoire qu'on doit se méfier des imaginations paysannes. Dans l'âme du plus rude bas-breton se perpétue un besoin de poétiser qu'entretiennent la solennelle solitude des landes, le gémissement perpétuel de l'Océan, l'énigme de ces mystérieux menhirs dont abonde le Morbihan et le souvenir qu'a laissé Georges Cadoudal s'est orné de tous ces prestiges. Au vrai, s'il se montrait rarement, il ne restait pas oisif. Des réduits où il se retire, il donne des ordres, devient « une puissance » et gouverne le Morbihan « autant et plus peut-être que les agents de l'administration républicaine du chef-lieu ». Soit pour assurer son incognito, soit pour mieux dépister les espions, ses affidés l'ont surnommé *Gédéon*, sobriquet biblique, l'assimilant au terrible juge d'Israël qui, à la tête de trois cents braves déterminés, affranchit ses compatriotes de l'oppression des Madianites.

## PACIFICATION DE HOCHE

Georges Cadoudal dispose donc de toute une armée, comme lui invisible. En apparence, le pays est parfaitement tranquille ; « les paysans travaillent aux champs ; ils vont exactement aux foires pour s'approvisionner et vendre leurs denrées » ; mais, à la tombée de la nuit, la lande bretonne bourdonne de chuchotements, de pas étouffés, d'abois, de cris d'oiseaux qui sont des appels ; des individus « à figure de brigands », commencent à se déplacer, à tenir des conciliabules, à chevaucher parmi les chemins creux ; ce sont les estafettes de M. Georges qui se mettent en campagne : au moyen de ces agents de liaison, il avertit et rassemble ses hommes, lorsqu'il a décidé une expédition. S'il est avisé, — et il l'est toujours, — que les troupes républicaines dirigent une reconnaissance vers son territoire, il mobilise d'un mot quatre ou cinq cents de ses gars, se tapit avec eux dans les fossés broussailleux qui bordent la route et tombe à l'improviste sur « l'ennemi ». Durant la belle saison, ces rencontres sont fréquentes, souvent simples escarmouches, parfois batailles rangées dont il serait fastidieux de consigner le détail, le but de Georges n'étant pas de vaincre, mais de conserver la liberté de ses mouvements et de préserver ses paysans des réquisitions et des tracasseries des Bleus. Il y réussit à miracle, puisque, à plusieurs reprises, sur un signe de lui, dix à douze mille de ses fidèles, conduisant une centaine de charrettes, et dont certains « arrivent de plus de vingt lieues », se trouvent, à l'heure fixée, sur la côte, pour y recevoir un débarquement de munitions. Et de pareils rassemblements s'effectuaient sans qu'il se rencontrât parmi cette masse d'hommes, misérables pour la plupart, un seul qui succombât à la tentation de dénoncer aux commissaires du gouvernement l'expédition projetée. Au cours d'un de ces débarquements, un capitaine de la marine britannique se fit conduire à terre dans l'espoir de voir ce Georges Cadoudal dont la renommée s'étendait déjà jusqu'en Angleterre ; il s'attendait à quelque Tamerlan hautain et inabordable, armé de pied en cap, entouré de gardes et régnant par la terreur sur un état-major de brutes domptées. Il le trouva, dans l'eau jusqu'aux hanches, soulevant sur ses épaules une barque échouée qu'il aidait ses hommes à remettre à flot.

Abondamment pourvu d'armes et d'équipements, assisté de lieutenants intrépides, Georges, naguère simple partisan, était devenu le plus redoutable adversaire de la révolution. Hoche, qui commandait toutes les armées républicaines de l'Ouest, reconnaissait en ce paysan un rival qu'il n'était pas certain de vaincre : « On ne peut se dissimuler, écrivait-il, que la guerre prend, dans le Morbihan, un caractère très inquiétant. Nous la ferons; je ne puis dire que nous la finirons. »

Trop éclairé pour ne point discerner les causes du péril, il conseillait au Directoire, qui depuis l'automne de 1795 succédait à la Convention, de rayer de son programme la persécution religieuse, source de tout le mal. « Faites punir les rebelles aux lois; mais, je vous en conjure, ne vous mêlez pas de ce qui a rapport au culte, si vous ne voulez pas rendre la guerre interminable. » Il s'occupait à grouper en Bretagne toutes ses troupes; mais sa magnanimité valait une armée; il est difficile d'imaginer avec quelle surprise, quelle méfiance ensuite, quel enchantement bientôt, furent reçues ses paroles de paix. Après les conventionnels bourreaux et les aventuriers pillards déchaînés sur l'Ouest de la France par l'acharnement du Comité de salut public, on n'en revenait pas qu'un général républicain proclamât hardiment son désir d'accorder aux rebelles « l'impunité absolue » et comptât, « au nombre des droits naturels, celui d'adorer Dieu dans la langue et la posture qui convient à chacun ». Toutes ses proclamations, en ce début de 1796, prêchent la concorde et l'union, et il recommande à ses lieutenants de désarmer les villages « en ménageant les populations et en garantissant la liberté du culte ».

La nouveauté d'un tel langage provoque chez les royalistes une griserie empreinte de perplexité. A Angers, où Hoche réside momentanément, c'est « l'enthousiasme »; une dame de la ville écrit : « Nous irons toutes l'embrasser, lui baiser les mains, lui porter des couronnes. » Des gentilshommes qui, depuis quatre ans, combattent pour la cause royale, quittent leurs marais ou leurs bois pour contempler « ce général qui n'aime pas le sang » et s'entretenir avec lui; ils se déclarent « absolument séduits ». Sûr indice que ces prétendus « brigands » n'étaient pas intraitables et n'avaient pris les armes que pour lutter contre la déshonorante tyrannie de la Terreur. Aux premiers mots de conciliation, confiants en l'honneur

d'un loyal adversaire, ils consentaient à remettre l'épée au fourreau.

En revanche, ceux que révolte l'attitude de Hoche, ceux qu'enrage l'éventuelle pacification, ce sont les jacobins impénitents qui jamais n'ont combattu que de la langue et qui, écume des clubs abolis et des comités révolutionnaires dissous, se cramponnent encore aux places qu'ils ont usurpées dans le bon temps de la guillotine. Plus on pénètre dans les dessous de l'Histoire où grouillent ces comparses mal connus, plus l'évidence éclate que cette tourbe, rapace, turbulente et insociable, porte la responsabilité de tous les stigmates dont la révolution restera marquée à jamais, en dépit du zèle de ses apologistes patentés. Dès que s'ébruitent les tendances pacifiques de Hoche, monte contre lui vers le Directoire un flux de délations et de calomnies, — armes jacobines. « Grâce aux grandes mesures du Général, écrit l'un, la guerre reprend avec plus de fureur que jamais. — Si vous ne rappelez pas Hoche, tout est perdu... Il s'agit peut-être de la vie de cent mille citoyens », affirme un autre. Des « patriotes » de Fontenay qui s'intitulent « *hommes de 89* », assurent que « Hoche a rallumé la guerre de Vendée par une méthode qui prouve l'impéritie ou la trahison la plus saillante ». Ailleurs il est dépeint comme « une espèce de Sardanapale, affectant les tendresses du maréchal de Soubise pour les grandes dames qui flattent sa vanité et son amour immodéré pour le plaisir ». Des fonctionnaires civils qu'il a morigénés vont jusqu'à reprocher l'humilité de son origine à ce sabreur, « né dans le chenil du ci-devant roi et qui tranche du Cromwell à l'égard d'hommes que leur âge et leur position mettent au-dessus de ses insolences », et certains, (des solides), préconisent, pour terminer la guerre, un moyen bien préférable à celui proposé par cet épauletier « pernicieux pour la république » : « Nous demandons que nos bras et nos baïonnettes pacifient ces contrées par l'extermination entière des rebelles. »

Hoche est réduit à se justifier; il impute ces inepties « à ces faux patriotes qui font à la république plus d'ennemis que les armées n'en sauraient détruire... » Il la connaît bien, cette racaille, ramassis des traînards de la ménagerie robespierriste : « Découvre-t-on leurs turpitudes, on est royaliste !... Mes projets ne peuvent avoir contre eux que les malintentionnés,

les méchants garnements, les fourbes... S'ils ont cru trouver en moi un chef d'incendiaires et un dépopulateur; s'ils ont cru que je favoriserais le pillage et les vengeances particulières, ils se sont trompés... » L'implacable acharnement des « rouges », incriminant l'habile modération de Hoche, constitue un épisode caractéristique de cette bataille qui se prolonge depuis plus d'un siècle entre la gloire, le talent, la noblesse de caractère d'une part, et, de l'autre, la paresse, la convoitise, la bassesse envieuse et exigeante. Hoche méprisait ces agitateurs qui, trouvant à gagner aux convulsions de la Patrie, souhaitaient leur pérennité. Intrépide soldat lui-même, il ne pouvait, au contraire, se défendre d'une déférente estime pour les paysans qu'il avait combattus et dont ses lieutenants admiraient le courage. Aussi, lorsqu'il connut que Georges Cadoudal manifestait l'intention de parlementer, il le traita, non en brigand traqué, mais en adversaire réduit à déposer les armes.

Oui, Georges lui-même cédait; on était avisé de sa détermination par une lettre de lui saisie sur le curé réfractaire de Berric, que des Bleus avaient surpris caché dans un tonneau sans fond. Par cette lettre Georges confessait à cet ecclésiastique son découragement: « Il nous reste, pour tout, le malheureux Morbihan, écrivait-il... L'absolue majorité des puissances de l'Europe reconnaît la république; le Pape, lui aussi, traite avec elle! » Par un bref du 5 juillet 1796, Pie VI, tout en maintenant l'interdit contre la constitution civile du clergé, allait, en effet, autoriser les fidèles à se soumettre au gouvernement. Et le pauvre Georges, plaintif, concluait : « La république ne peut pas manquer, sous bien peu de temps, de devenir légitime. Elle existe réellement parce qu'il n'y a pas un seul être qui puisse dire raisonnablement : j'ai des forces suffisantes pour la détruire. »

Après Scépeaux, d'Andigné, Bourmont et tous les chefs royalistes de l'Ouest, il se soumit donc; son fidèle Mercier l'imita et Hoche put écrire au Directoire : « Les armes et munitions des fiers Bretons du Morbihan sont dans nos arsenaux. » Mais il ne s'illusionnait pas : « Je les vois vaincus, mais non persuadés », disait-il. De fait, cette pacification est aussi illusoire que la précédente; elle lèse trop d'intérêts sordides et envenime trop de rancunes; en autorisant la liberté du culte, elle désavoue les prêtres constitutionnels, les *intrus*, d'autant

plus irritables qu'ils se sentent méprisés; en stipulant que les rebelles rentreront en possession de leurs biens séquestrés, elle exaspère les profiteurs qui les ont acquis à bon compte, et ceux-ci, afin de détourner ce désastre, protestent que les « brigands » n'ont pas traité de bonne foi; les dénonciations pleuvent, réclament des mesures de rigueur contre ces chouans incorrigibles et ces prêtres insinuants imprudemment pardonnés. Les prisons se rouvrent; on arrête les chefs pacifiés : Scépeaux est pris à Nantes, les Béjarry et La Robrie sont capturés en Vendée; une légion d'espions et de mouchards s'abat sur la province; des prêtres sont massacrés ou embarqués pour la Guyane; on fusille sans procès des ci-devant chouans, rentrés chez eux sur la foi des traités, et leurs anciens compagnons de guerre retrouvent leurs fusils pour les venger. L'un d'eux, Francœur, écrit aux administrateurs de son chef-lieu : « J'ai reconnu la paix que M. Hoche nous a offerte; mais j'espérais que les bleus la respecteraient aussi. Il n'en est rien, et je fais comme eux. La police de vos camps, celle même de Paris, a parmi nous des affidés qui nous dénoncent; c'est à ceux-là que je déclare une guerre à mort. Faites cesser les assassinats journaliers... et nous suspendrons les vengeances... » C'est maintenant une guerre abjecte de représailles, d'embûches et de guets-apens; les troupiers de la République, excités par les jacobins locaux, se comportent comme en pays conquis; le général Tuncq, vieux soldat de l'ancien régime qui commande une division, gémit de l'indiscipline de ses hommes, « féroces scélérats, bourreaux indignes de servir la liberté à laquelle ils ne reconnaissent plus d'autre sens que l'exercice illimité du meurtre et du brigandage »; et il arrivait que les prétendus pacifiés, dans leur exaspération et leur désespoir, rivalisaient de cruauté avec leurs persécuteurs. Nul n'entrevoyait quel pourrait être le terme de cette lutte atroce entre des adversaires qui se croyaient également trahis.

## CHEZ LES PRINCES

Georges avait disparu. Bourrelé de regrets, isolé dans une retraite inviolable, il attendait que sonnât l'heure inéluctable où la machiavélique déloyauté de ses ennemis l'obligerait à reprendre les armes. A force de réflexions et de retours sur

le passé, il discernait qu'un commandement unique aurait groupé tous les éléments épars de la résistance à l'oppression révolutionnaire. Seul un prince de la famille royale aurait pu assumer un tel rôle et plier sous son autorité les personnalités rétives et les prétentions ombrageuses de tant de chefs locaux soucieux de leur indépendance. Le comte de Provence, errant en Allemagne, proclamé roi un an auparavant sous le nom de Louis XVIII, à la nouvelle de la mort de son neveu, le fils de Louis XVI, était trop peu ingambe et trop sédentaire pour se travestir en général d'armée; mais son frère, le comte d'Artois, résidant en Angleterre, beau cavalier, prince affable, l'ex-*Galaor* de Versailles, n'aurait qu'à se montrer pour rallier tous les cœurs français. Tel avait été le rêve de Charette, tel était celui de Georges Cadoudal, qui, avant même de capituler, s'était permis de conjurer Son Altesse Royale de passer en France pour y prendre le commandement de tous les insurgés de l'Ouest. La réponse du prince à « son cher Georges » avait été aussi flatteuse qu'évasive; non point qu'il reculât devant le danger; mais trop de difficultés l'obligeaient à maîtriser son impatience. D'ailleurs l'ordre du Roi était de « ménager le sang de ses sujets » et de substituer aux coups de fusil l'action parlementaire.

L'opinion publique se déclarait, en effet, presque unanimement hostile à la révolution et les électeurs envoyaient chaque année aux deux Chambres des députés royalistes ou, du moins, extrêmement modérés. Louis XVIII conseillait donc de « travailler les élections »; Georges appréciait peu cette tactique; il ne s'illusionnait guère sur les vertus du régime parlementaire : « Que peuvent de beaux parleurs sans convictions, des avocats qui brouilleraient Dieu avec les anges? » disait-il. Néanmoins, docile, il obéit et, à la veille des scrutins de l'an V, on le vit à Vannes se mêlant à une réunion préparatoire. Là, comme ailleurs, les candidats de la réaction obtinrent la majorité et à cette manifestation éclatante de la lassitude et du dégoût de la France, les triumvirs du Directoire ripostèrent par le coup de force du 18 fructidor; ils annulaient les élections de 49 départements, remettaient en vigueur les lois de la Terreur, expédiaient à Cayenne 42 membres du Conseil des Cinq cents, 11 membres de celui des Anciens et tous les journalistes, rédacteurs et imprimeurs des feuilles entachées d'opposition au

régime. Les prêtres, réfractaires ou non, étaient déclarés « déportables » et les émigrés rentrés, condamnés à mort dans les vingt-quatre heures, s'ils étaient rencontrés sur le territoire de la République.

Ce coup d'État déliait les chefs chouans de la parole donnée; la persécution s'aggravait pour la région bretonne de mesures odieuses : le ministre de la police, Sotin, écrivait aux administrateurs du Morbihan : « La loi est bonne pour les temps de calme; mais pendant l'orage le pilote doit se mettre au-dessus de la consigne et l'outrepasser, quand besoin est. » Sur quoi il ordonne de courir sus aux ennemis de la République : « Il faut les mitrailler sans scrupule, les arrêter au premier soupçon et les faire disparaître si bon vous semble. » Aussitôt recommencent les battues, les fusillades, les emprisonnements arbitraires. Plus de résistance possible, la plupart des paysans ont rendu leurs armes : vont-ils donc se laisser, sans révolte, piller et égorger? La situation semblait désespérée; Georges se décidait à passer en Angleterre, afin d'y porter l'alarme à Holy-Rood, asile du comte d'Artois; on était sûr d'y trouver le prince à demeure, car il ne pouvait sortir, crainte d'être appréhendé par ses créanciers.

Georges fut reçu avec honneur; les compliments et les promesses ne lui manquèrent pas; à Londres il fréquenta au Comité royaliste, et, là encore, on lui fit fête. Sept mois durant il attendit autre chose que des louanges; il exposait l'état lamentable de la Bretagne expirante sous la botte des jacobins triomphants, sa certitude que, d'Évreux à La Rochelle, tout le pays se lèverait avec enthousiasme si l'un des princes de la maison de France consentait à prendre la direction du mouvement.

En vain essayait-il de se reconnaître dans le labyrinthe d'arguties, de réticences, de demi-révélations qu'on lui opposait. Louis XVIII suivait une politique qui n'était pas celle du comte d'Artois; chacun des deux frères avait ses partisans, ses agents également exclusifs et butés, « clique d'intrigants incapables de faire entendre à nos malheureux princes la voix de la vérité ».

Quant aux brevets et aux décorations, la Cour des exilés n'en fut pas avare : Georges était déjà chevalier de Saint-Louis et maréchal de camp ; il obtint pour son ami Mercier le même

grade et la même distinction; quand il rentra en Bretagne, au mois de juin 1798, il était chargé de diplômes et de croix à distribuer entre ses braves, lesquels, vivant solitaires dans les ajoncs et les bois, auraient préféré de la poudre et des balles. En outre, pour marquer l'intérêt qu'il portait à ses fidèles de l'Ouest, le comte d'Artois leur envoyait comme généralissime le comte de Béhague, vieil officier très noble et très infirme; il risqua une courte apparition dans le département d'Ille-et-Vilaine, s'attendant sans doute à y rencontrer des troupes d'hommes armés, marchant parés de la cocarde blanche et déployant des drapeaux fleurdelisés; n'ayant rien vu de semblable, Béhague retourna en Angleterre et s'empressa d'assurer Son Altesse « qu'il n'y avait pas plus de symptômes de royalisme en Bretagne qu'à Édimbourg »! Le résultat de cette inspection fut une nouvelle lettre du comte d'Artois à Georges; il y témoignait pour la vingtième fois de « son impatience », mais recommandait de ne point reprendre les armes présentement; de se tenir prêt en attendant le signal décisif. « Puissé-je vous le porter moi-même! » ajoutait le Prince.

Georges s'accroche à ce fêtu d'espoir. Quelqu'un a dit qu'il était de taille à rétablir le trône des Bourbons en se passant d'eux et c'est à quoi peut-être il est intimement résolu. Il revise ses cadres, il reforme secrètement ses légions. Elle est singulièrement touchante l'opiniâtreté de cet homme, isolé dans la tourmente, ne recevant qu'atermoiements et vagues promesses de ceux pour lesquels il s'expose quotidiennement à mourir du supplice des bandits, et, comme il doute parfois de lui-même, s'appliquant à s'instruire de l'art de la guerre, des principes de la théorie, des manœuvres, de la tactique, de la réglementation. Pour se sentir digne de commander ses braves, il veut savoir, tout aussi bien qu'un officier de carrière, reconnaître le terrain, faire évoluer une troupe, assurer sa subsistance et la fournir de munitions. Son autorité sur ses hommes est absolue, au point qu'il exige d'eux la chasteté et leur interdit le mariage; en quoi il prêche d'exemple; car il aurait honte d'imposer à ses soldats un sacrifice dont il s'affranchirait lui-même; nul n'ignore dans son entourage qu'il aime Lucrèce Mercier, la sœur de son compagnon d'armes préféré, qu'il est aimé d'elle, et qu'il attend le retour du Roi, — la fin de sa tâche, — pour s'unir à cette belle et pure jeune fille.

On comprend combien était redoutable un tel adversaire pour les troupes indisciplinées de la république et leurs officiers démoralisés. Tout était prêt dans le Morbihan pour une nouvelle insurrection; Georges attendait seulement la venue tant sollicitée du Prince qui devait prendre la direction du mouvement, ou quelque nouvelle provocation du Directoire qui justifiât la rupture de la pacification : cela ne manqua point et la « loi des otages » mit le feu aux poudres. Elle autorisait les administrations départementales à emprisonner, non plus seulement les coupables ou les suspects, mais leurs parents, « aïeuls, aïeules, pères, mères, frères et sœurs », fussent-ils innocents, à séquestrer leurs biens, et Fouché, nouveau titulaire du ministère de la police, recommandait à ses subordonnés « d'élargir » encore cette odieuse prescription : « Il ne s'agit pas de faire le triage des bons et des méchants dans ce pays maudit; *il n'y a, et il ne peut y avoir que des coupables*... Il est à craindre que beaucoup de ceux qui seront déclarés otages ne cherchent un refuge dans les landes : qu'ils soient, *au premier soupçon de fuite*, frappés de mort. »

Cet appel à l'assassinat entraîne aussitôt de sanglantes représailles; les vieux fusils sortent des caches; la chouannerie renaît et, de tous les points du territoire naguère insurgé, les chefs des anciennes bandes s'acheminent vers Pouancé, gros bourg situé aux confins des quatre départements de la Loire-Inférieure, de l'Ille-et-Vilaine, de Maine-et-Loire et de la Mayenne dont il fait partie. Il y a là, dans un pays d'étangs et de grands bois où les bleus n'aiment pas à se risquer, un antique manoir qui, durant les plus mauvais jours, a servi de refuge aux prêtres proscrits : c'est la Jonchère. Le 14 septembre 1799, deux cents chefs royalistes s'y trouvent réunis; afin qu'ils puissent délibérer en sécurité, douze cents paysans surveillent les abords. La reprise d'armes est mise aux voix; quelques hésitants proposent de solliciter et d'attendre les ordres du Roi; mais Georges est là, bouillant de fiévreuse indignation : « La guerre! La guerre! » s'écrie-t-il; et il s'inscrit le premier, entraînant les autres. N'est-il pas sûr de la victoire? Le comte d'Artois n'a-t-il pas promis de quitter sa retraite et de prendre le commandement de toutes les forces royalistes? Il est décidé que les hostilités recommenceront le 15 octobre, qu'on débutera par des coups d'éclat en s'emparant des chefs-

lieux de départements, et que le comte de Châtillon, — un évadé de Quiberon, commandant pour le Roi la rive droite de la Loire, — justifiera le prochain soulèvement par une adresse au Directoire.

Ce manifeste est beau, et vaut qu'on en cite quelques traits : « Nous tirons l'épée parce que, à part les forfaits commis chaque jour par vos troupes, il nous répugne de voir la France tombée si bas... La révolution a eu le temps de nous donner son dernier mot : ce dernier mot, c'est LA HONTE. A Paris on trafique de notre honneur national dans les orgies du Luxembourg... Les Conseils législatifs vendent aux plus offrants leurs votes et leurs lois. » Nous nous levons « pour qu'il ne soit pas dit que des Français ne se sont pas voilé la face en présence de tant de turpitudes; pour prouver qu'il y a encore des cœurs qui s'indignent... » Il semble à tous que, sous l'effort combiné de tant de braves, « l'édifice vermoulu du gouvernement révolutionnaire doive s'écrouler ». De fait, il est à la merci d'un coup de force, tant, partout, se propagent le découragement et l'exaspération

Ah! si un Bourbon était là! En trois semaines : Le Mans, Nantes, Mayenne, Bayeux, Pont-Château, Guérande, Craon, Laval, Château-Gontier, Saint-Brieuc, Ancenis, Candé sont attaqués et occupés temporairement par les chouans qui, en outre, tiennent en échec Rennes, Angers, Saumur, Alençon, Vire, Saint-Lô, Domfront et Avranches. Georges, lui, s'est chargé de bloquer Vannes; dans la nuit du 25 au 26 octobre, il se jette sur la ville avec ses Morbihannais qui sont repoussés; une seconde attaque, le 27, n'est pas plus heureuse; mais ce n'est là qu'une diversion, le but de Georges est de dégager la presqu'île de Ruiz : il s'empare de Locminé, de Muzillac, de la Roche-Bernard, de Sarzeau; s'il fait des prisonniers, il les relâche aussitôt, se contentant du butin en munitions de guerre, car il prépare une expédition des plus importantes qui, grâce à une savante tactique et à une minutieuse préparation, réussit miraculeusement : à la barbe des troupes républicaines, il parvient, en effet, à mobiliser 12 à 15000 paysans, une centaine de charrettes, à les amener à la côte en vue de laquelle croise l'escadre anglaise, à recevoir, sans être inquiété, un chargement de 30000 fusils, 4 pièces de campagne, 2 obusiers, une grande quantité de poudre et 6 caisses d'or. En un jour et une nuit tout est mis à terre, placé sur les charrettes et l'immense colonne défile vers Ques-

tembert et Elven pour se fondre et disparaître dans les landes de Lanvaux. On était au 30 novembre 1799.

## BONAPARTE APPARAIT

Quinze jours auparavant, on avait quelque peu parlé d'un événement politique dont la nouvelle parvint à Vannes le 23 brumaire : le Directoire était renversé et remplacé par trois Consuls dont l'un, le général Bonaparte, portait un nom déjà connu de toute la France; son prestige inspirait la confiance, mais, depuis dix ans s'étaient produits tant de bouleversements dans le personnel gouvernemental que, la première surprise passée, l'événement fut accueilli avec indifférence. Georges régnait toujours en maître sur la Bretagne et l'influence des autorités, confinées au chef-lieu du département, ne rayonnait pas au delà des limites de la ville, mise en état de siège. Pourtant, lorsqu'on apprit, en même temps que la révolution du 19 brumaire, la nomination du général Hédouville au commandement des armées de l'Ouest, il sembla qu'une « brise de paix » passait dans l'atmosphère. Hédouville, d'origine lorraine, ancien page de la reine Marie Leczinska, avait naguère assisté Hoche et on gardait bon souvenir de ses façons engageantes et de sa modération. Comme don de joyeux avènement, il annonçait la cessation des hostilités.

Une correspondance courtoise s'établit entre Hédouville et Georges; celui-ci l'avisait de son départ pour Pouancé où les chefs royalistes allaient de nouveau se réunir pour discuter les bases de la suspension d'armes. Il se mit en route aussitôt, mais il s'arrêta chez les parents de son ami Mercier qui tenaient à Château-Gontier l'auberge du *Lion d'Or*. Il voulait vivre là durant quelques jours auprès de Lucrèce, sa fiancée, tandis que Mercier le remplacerait à la conférence et l'y appellerait, s'il jugeait sa présence nécessaire. Fut-ce une faute? Ce séjour chez celle qu'il avait élue pour épouse, indique, semble-t-il, que Georges est résolu à se soumettre. Ayant ajourné, on l'a dit, son mariage jusqu'à l'époque où il pourrait déposer les armes, à peine a-t-il vu Lucrèce depuis les jours lointains de 1794 où elle est venue passer quelques semaines à Kerléano. Cette fois, s'il sent le besoin de se rapprocher d'elle, n'est-ce point indice qu'il entrevoit prochaine l'heure où il pourra conduire à l'autel la

sœur de son ami? Mais combien est court ce dernier rêve de calme bonheur! De Pouancé, Mercier le tient au courant de la marche des conférences : les chefs royalistes se prononcent en général pour la paix : ils se bercent d'illusions sur Bonaparte et imaginent que le héros d'Arcole et de Rivoli va remettre le pouvoir au roi légitime. A quoi bon, dès lors, combattre pour un résultat qu'on va pacifiquement obtenir? Or Bonaparte ne veut rien promettre, et Mercier, flairant une trahison, appelle son frère d'armes à l'aide : « Arrive, mon cher Georges, arrive au plus vite, et que Dieu nous soit propice! »

Georges quitte Lucrèce, accourt à Pouancé : déjà chacun a pris position. En vain atteste-t-il que jamais les royalistes n'ont eu la partie plus belle; ils disposent en abondance d'armes et de munitions. Il ne répugne pas à traiter avec Bonaparte, mais d'égal à égal et non en vaincu. N'est-ce pas un leurre de s'engager sans garantie sur la simple parole d'un homme qu'un autre ambitieux peut renverser du jour au lendemain? Ce sage appel à la prudence reste sans écho. Georges a l'impression que ses anciens compagnons d'armes cherchent à l'isoler, que, de Paris, Bonaparte dirige cette conférence entre royalistes, et le perspicace Breton entrevoit que l'ère commence où toutes les têtes devront se courber. Or la sienne se courbera seulement le jour où on la détachera de ses épaules.

Au vrai, l'homme extraordinaire qui tient la France dans sa main semble déjà être présent partout; il se joue de ces royalistes, si imbus de nobles préjugés, si chevaleresques, si rétrogrades; il les flatte, il les menace, il les brutalise, il les cajole, il les bouscule. Il proteste de sa clémence; mais il en excepte ceux qu'il sent indomptables : il les désigne à mots couverts : « des traîtres, vendus à l'Anglais ou des brigands qui ne cherchent dans les discordes civiles que l'aliment et l'impunité de leurs forfaits. » Georges se voit improuvé par tous ses pairs, sauf par Bourmont, qui commande le Maine et hésite encore, et par Frotté, le Normand indéfectible.

Le 28 décembre, il quitte Pouancé où il n'y a plus rien à faire et revient en Morbihan; ses paysans croient à la guerre; ils s'en réjouissent; mais la trêve impose l'obligation de ne rien tenter avant le 15 janvier 1800. Bonaparte, lui, ne la respecte pas : il précipite les événements, les devance, les pétrit au gré de son impatiente volonté; dès le 4 janvier, il adresse une pro-

clamation à l'armée de l'Ouest, l'excitant contre « les brigands, les stipendiés de l'Angleterre », lui recommandant d'être « inexorable ». L'honnête Hédouville tente de le modérer, l'exhorte à ménager « ces hommes que l'Histoire grandira »; et, de sa propre autorité, dans l'espoir d'un arrangement, il proroge la trêve jusqu'au 22 janvier. Il est aussitôt privé de son commandement, et le Premier Consul expédie pour le remplacer, Brune, le « terrible » Brune, qui, naguère séide de Danton et champion de Marat, est devenu l'un des plus braves et des plus habiles généraux de la république. « Détruire Georges », telle est sa consigne. En même temps, le Morbihan est mis hors la loi, et, se détournant des autres régions de l'Ouest, l'orage s'accumule sur la tête du chouan rétif. Ses ennemis mêmes s'apitoient et s'émeuvent de son désastre imminent; le général Harty, qui l'a combattu, et qui l'estime, lui écrit : « Tout le monde vous abandonne, il faut vous rendre... » Georges riposte, par bravade, en fusillant deux espions : une femme Legoff et un ex-chanoine septuagénaire, apostat et marié, coupable d'avoir dénoncé et fait périr plusieurs prêtres fidèles.

Il accepte donc sa situation désespérée; sachant qu'il est perdu, il veut finir en gloire. L'armistice se terminait le 23 janvier au matin et, dans la nuit, le général Harty sort de Vannes, à la tête de 4 000 hommes; il s'avance sur la route de Locminé, afin de réquisitionner des denrées qui manquent au chef-lieu. Georges, avisé de cette incursion, quitte ses cantonnements, et marche avec son armée à la rencontre des républicains, comptant les prendre à revers et leur couper la retraite. La mêlée s'engage au Pont du Loc; et dès le premier heurt elle est acharnée. Ce fut le Malplaquet de la chouannerie bretonne : monté sur un superbe cheval, Georges parcourt incessamment le front de bataille; on le voit charger vingt fois, entraînant ses soldats là où la mitraille fait rage, s'efforçant, par d'habiles manœuvres, d'envelopper l'armée des bleus; mais, au début de la nuit, après huit heures d'une lutte sanglante, Harty parvient à rompre l'étreinte et à se retirer sur Vannes avec sa troupe. Le terrain restait aux chouans, mais non la victoire; ils comptaient 400 morts et un très grand nombre de blessés. On dit que Georges renvoya les bleus capturés au cours de l'affaire, « donnant à chacun d'eux un écu de trois livres et des voitures à ceux

qui étaient éclopés ». Par malheur, son lieutenant Guiliemot, celui qu'on surnommait le roi de Bignan, parce que les soldats de Harty avaient fusillé 16 de ses hommes, fit tuer sous ses yeux 36 républicains prisonniers. Comptait-il, par ces affreuses représailles, mettre obstacle à la pacification? C'est probable : furieux partisan de la guerre, Guillemot était résolu à ne point se soumettre et à poursuivre « sa douloureuse existence de proscrit, errant d'asile en asile, et traqué comme un loup par les limiers de la police consulaire ».

Au lendemain de ce combat inutile où tant de ses fidèles paysans ont péri, Georges apprend que, le 23, Bourmont a capitulé : l'effort des Bleus se portera donc tout entier sur le Morbihan qui va connaître les horreurs des colonnes infernales; il sera dépeuplé, incendié, rasé, ruiné comme l'a été jadis la Vendée; déjà Brune est à Vannes et annonce pour dans dix jours le début de « la guerre dévastatrice »; des troupes se rassemblent de toutes parts; dans un mois elles formeront une armée de 50 000 hommes. Pour sauver sa terre natale, Georges doit donc céder et, le 28 janvier, il écrit à Brune qu'il accepte les conditions imposées aux autres chefs royalistes : c'est le premier escarpement du Calvaire que le malheureux Breton doit gravir; il entreprit courageusement la douloureuse montée : le 4 février, accompagné d'un aide de camp, il se rendit aux environs de Theix, bourg situé sur la route de Nantes à Vannes et distant de deux lieues de cette dernière ville. Il savait, par son service de renseignements, que Brune passerait là dans la journée. Quand parut le commandant en chef de l'armée républicaine escorté d'un officier d'ordonnance, Georges, qui se tenait à l'écart, « lui fit demander s'il pouvait lui parler », et sur l'assentiment de Brune, il se montra. « J'ai vu cet homme! » écrivait Brune le lendemain au Consul, mot qui trahit, sinon un peu d'émotion, du moins une vive satisfaction de curiosité. Les quatre cavaliers mirent pied à terre et causèrent durant deux heures en se promenant le long d'une haie qui bordait la route.

Elles sont bien précieuses ces lettres de Brune à Bonaparte; on doit les lire avec précaution, comme tout document émané d'un correspondant qui tient à se faire valoir et à montrer qu'il domine son interlocuteur. L'ancien ami de Danton nous y présente Georges comme très disposé à servir plus tard la république et

protestant « que les égards que le gouvernement aurait pour lui ne seraient pas perdus ». Ce qui surprend Brune, c'est que ce pauvre Breton a l'air fort bien renseigné : « Il doit avoir une correspondance très suivie à Paris et il sait des choses qui tiennent, pour ainsi dire, à la domesticité du gouvernement. » Il discerne également, tant sa pénétration est vive, que Georges lui paraît « n'être pas décidément royaliste, mais très amoureux (*sic*) de passer pour l'homme influent de sa contrée », ce qui s'explique sans doute par l'attitude du vaincu justement soucieux de tenir son rang et dont la fierté ne s'abaissait pas devant un général républicain. N'est-il pas, lui aussi, à vingt-huit ans, maréchal de camp et chevalier de Saint-Louis?

Quelques jours plus tard, Georges et Brune se réunissaient de nouveau : il fut convenu que les chouans rendraient leurs armes, que l'impunité serait accordée à tous et que les chefs désigneraient l'endroit où ils désiraient se retirer. Au nombre des onze articles du traité se lisait celui-ci : « Le commandant en chef des chouans, après la reddition des armes, se rendra à Paris, près du gouvernement; il lui sera délivré les passeports nécessaires. » Était-ce là un ordre, une invitation, un simple conseil? Qui exigeait ce voyage? Brune désireux de faire parade, aux yeux des Parisiens, de son habileté pacificatrice, ou Bonaparte, curieux de juger par lui-même ce Georges extraordinaire, dont le prénom, comme celui des rois, éclipsait le nom de famille?

Le *Moniteur* du 19 février annonçait, en termes sympathiques, la prochaine arrivée du grand chouan breton; pourtant celui-ci ne se pressait pas; il lui répugnait d'abandonner tout espoir. Il avait dit à Brune : « Bonaparte n'y sera pas toujours », et il aurait voulu garder ses cadres intacts en prévision de cette inéluctable éventualité. La plupart de ses fidèles s'étaient dérobés à la soumission; outre Guillemot, Mercier et Saint-Régent se cachaient; combien d'autres, voire de simples paysans, considéraient la pacification comme un leurre et la déclaraient éphémère! C'est pourquoi Brune, redoutant quelque perfidie, pressait Georges de partir pour Paris. « Il affecte des lenteurs qui me laissent quelques doutes », écrivait-il au Consul. De fait, Georges temporisait sous de vains prétextes : quand on apprit, vers le 22 février, que Frotté et six de ses officiers, pacifiés comme lui, venaient d'être fusillés, au mépris

de toute justice, en dépit d'un sauf-conduit signé de deux généraux républicains, bien des gens soupçonnèrent que ces invitations à se rendre aux ordres de Bonaparte cachaient un odieux traquenard.

Pour ne point paraître redouter semblable félonie, Georges décida son départ. Il quitta Vannes le 25 février, emmenant avec lui deux de ses lieutenants, Le Ridant et Achille Biget, ainsi que son payeur, l'abbé Joseph Le Leuch, dit *Yves Mathieu*. « Vous aurez de la sorte un état-major complet de cette séquelle de malheureux qui voulaient rétablir les Bourbons avec l'or de M. Pitt », ricanait Brune, en annonçant au Consul la prochaine arrivée des Bretons. Georges portait sur lui 40 000 francs destinés aux frais du voyage; tout ce qui restait des 300 000 francs composant le trésor de ses légions, dont il avait distribué le surplus à ses soldats. Le chef de brigade Pastol, aide de camp de Brune, escortait les voyageurs. Le 26, ils étaient à Nantes, où ils séjournèrent deux jours, et, le 28, la berline emportant vers de nouveaux destins Georges et ses trois compagnons, en société d'un général de la République, roulait sur le grand chemin de Paris.

G. Lenotre.

*(A suivre.)*

# LA RÉSURRECTION D'UN PEUPLE
# LA TCHÉCOSLOVAQUIE

La République tchécoslovaque s'apprête à célébrer son dixième anniversaire ; c'est le 28 octobre 1918 qu'elle a proclamé son indépendance ; le 21 décembre, M. Masaryk, le premier Président de la République, faisait son entrée à Prague... Aujourd'hui l'État tchécoslovaque est le plus fortement constitué des États de l'Europe centrale, ses hommes d'État sont écoutés dans les grands conseils internationaux, ses finances sont prospères, ses marchandises sont répandues sur tous les marchés. Mais au moment où la nouvelle République commençait son existence, l'attention du monde, appelée, il est vrai, par bien d'autres objets, ne se porta pas sur cet événement qui était pourtant d'importance.

Peut-être pensera-t-on qu'un intérêt d'actualité s'attache aux souvenirs de l'un des rares Français témoins de ces faits.

Au mois de novembre 1918, je me trouvais à Copenhague, de retour d'une mission en Russie, quand un télégramme de M. Berthelot, alors directeur des Affaires politiques au Quai d'Orsay, m'offrit d'être le premier représentant diplomatique français à Prague. J'acceptai d'enthousiasme et me mis aussitôt en route, car il était nécessaire de ne pas perdre de temps.

Le voyage de Copenhague à Paris ne s'accomplissait pas aisément à cette époque. Il fallait passer par Bergen, Aberdeen, traverser l'Écosse et l'Angleterre. En outre, depuis que

l'armistice du 11 novembre avait été signé, il semblait que le monde entier se fût mis en mouvement. Les trains, les bateaux étaient pris d'assaut, toutes les places étaient retenues quinze jours d'avance. Grâce à un peu d'ingéniosité et à beaucoup de chance, je pus accomplir, sans trop de péripéties, ce voyage en moins d'une semaine, ce qui, pour l'époque, pouvait passer pour un record.

### DÉPART POUR PRAGUE

A mon arrivée à Paris, j'allai voir M. Berthelot. Il m'exposa à grands traits ses idées sur le rôle que pouvait jouer dans la nouvelle Europe la Tchécoslovaquie. Tout cela était si précis et si clair que je n'en ai pas oublié un mot, malgré le temps écoulé, et l'événement a pleinement justifié les prévisions d'alors.

Je fis aussi visite à M. Benèš, dès ce moment, destiné à devenir le ministre des Affaires étrangères de la nouvelle République. Je le trouvai installé rue Bonaparte, dans de fort modestes bureaux où régnait cependant un grand affairement. M. Benèš n'avait guère alors que trente-cinq ans. C'était un petit homme vif, nerveux, à la figure très mobile, avec des yeux pétillants d'intelligence. Quand il sut que j'étais définitivement nommé ministre de France à Prague, que j'étais prêt à partir, il ne put contenir sa joie. M. Masaryk, désigné par acclamation par l'Assemblée nationale provisoire tchécoslovaque pour être le premier Président de la République, venait justement d'arriver à Paris (le 7 décembre). M. Benèš me proposa de partir pour Prague avec M. Masaryk. L'idée me souriait trop pour que je pusse balancer à l'accepter. Ainsi j'entrerais, dès mon départ de Paris, dans mes nouvelles fonctions. Je prendrais contact avec cette grande personnalité. Je bénéficierais de l'accueil enthousiaste que ne manquerait pas de faire à M. Masaryk la population de Prague. L'attention serait attirée sur le fait que, de tous les pays alliés, la France était la première à reconnaître pleinement le nouvel État, en déléguant auprès de lui un ministre dûment accrédité.

Je rencontrai quelques difficultés pour l'organisation du voyage. Je ne pus obtenir, et encore à grand peine, qu'une voiture de wagons-lits et un wagon de bagages, ce qui était le strict minimum nécessaire de dignité et de commodité. Ces

voitures ne nous servirent d'ailleurs que de Paris à Modane : à la frontière, nous trouvâmes un train complet tout préparé par les soins de l'administration italienne.

Il avait été décidé en effet que nous passerions par l'Italie. M. Masaryk désirait visiter les légions tchécoslovaques formées en Italie et le roi Victor-Emmanuel, ayant été informé de cette intention, avait aussitôt invité M. Masaryk à être son hôte au quartier général, à Battaglia, près de Padoue.

Dans le wagon spécial, au départ de Paris, prirent place, en même temps que le Président, un certain nombre de personnes, sa fille cadette Olga, quelques-uns de ses secrétaires. Je mentionnerai notamment M. Plesinger Božinof qui est depuis lors devenu mon collègue dans la carrière diplomatique, jeune homme extrêmement intelligent, ingénieur de profession, que la guerre avait trouvé occupé à des constructions en ciment armé dans le sud de la Bavière, mais qui, depuis lors, s'était mis remarquablement au courant de la politique européenne ; et M. Markovič, plus jeune encore que M. Božinof, qui devint ensuite le chef du parti social-démocrate en Slovaquie.

### VISITE AU ROI D'ITALIE

La villa dans laquelle le roi d'Italie avait décidé de nous loger était charmante. Située au sommet d'une colline, elle possédait de nombreuses fenêtres qui, sur les quatre faces de la maison, s'ouvraient toutes sur d'agréables horizons. Cette villa, qui appartenait aux comtes Emo, avait été réquisitionnée pendant la guerre pour hospitaliser les hôtes de passage. Très confortablement installée, elle était aussi décorée avec beaucoup de goût. Les pièces principales étaient ornées de grandes fresques, probablement anciennes, assurément restaurées, mais dans un bon style. Les galeries étaient garnies d'une profusion de gravures authentiques. Nous étions entourés de gardes du corps, coiffés de l'immense casque à la romaine, qui donnaient une allure militaire à cette gracieuse maison de plaisance. Nous prenions nos repas à la table du Roi, dans la villa où il résidait et qui était distante de quelques kilomètres seulement de celle où nous habitions. Le président Masaryk était assis en face de Victor-Emmanuel, qui avait à sa droite M^lle^ Olga Masaryk. J'étais à la gauche du souverain.

— Ainsi, me dit le Roi, votre gouvernement s'est décidé à envoyer, sans plus tarder, un ministre à Prague.

— Oui, Sire, et je suppose que Votre Majesté ne tardera pas à désigner aussi un représentant italien.

— Mais non, je ne crois pas... Au fait, peut-être ne m'en a-t-on pas informé.

Le Roi est plein de bonhomie, ce qui n'exclut pas la finesse; son esprit prend souvent une tournure caustique et son ironie s'exerce souvent sur lui-même. Il est fort actif, et, de son petit pas pressé, il fatiguait aisément M. Masaryk, de grande taille, mais peu entraîné à la marche.

M. Masaryk passa en revue, comme il se l'était proposé, les légions tchécoslovaques. Il m'avait prié de l'accompagner. Très grand, un peu raide, vêtu d'un long manteau de voyage et coiffé d'un feutre mou, le Président défila simplement devant les troupes tchèques. Il ne prononça aucun discours et aucune acclamation ne retentit. Les jeunes soldats, le torse bombé, la tête relevée, étaient immobiles et muets, mais sur plusieurs de ces jeunes visages basanés, brunis par la vie au grand air, je vis couler silencieusement de grosses larmes. C'était plus émouvant que tous les vivats du monde.

De Battaglia, nous regagnâmes Padoue, où nous reprîmes notre train. Nous emmenions avec nous le général Piccione, officier général italien sous les ordres de qui avaient été placées jusque-là les légions tchèques d'Italie. Celles-ci devaient être peu à peu transportées en Bohême et c'était pour les commander que le général Piccione se rendait dans ce pays. Ce fut un compagnon de voyage parfaitement agréable.

Nous prîmes aussi en chemin le colonel anglais Cunningham, qui était, avant la guerre, attaché militaire à l'ambassade britannique à Vienne. Il était destiné à reprendre les mêmes fonctions; mais il interprétait sa mission dans le sens qu'il était par là-même attaché à Prague comme à Budapest. Il nous accompagna jusqu'à Prague où il ne séjourna que très peu de temps.

Le voyage s'accomplit lentement, mais sans encombre, à travers un pays très pittoresque. On manquait de charbon et les locomotives étaient en très mauvais état : il ne fut pas rare d'entendre retentir les coups de marteau des réparateurs. Une partie de la voie était gardée par des troupes italiennes. Nous rencontrâmes néanmoins beaucoup de soldats autrichiens qui,

de même que les civils, nous regardaient curieusement.

Ce fut le 20 décembre, vers 10 heures du matin, que nous passâmes la frontière tchèque à Dvorište. Je pensai que l'accueil s'adresserait uniquement au Président, que je n'aurais pas à paraître. Soudain je suis pris de force et poussé hors du wagon. Je me trouvai alors en face d'un homme tout rasé, de forte corpulence dans sa vaste redingote, avec je ne sais quoi d'ecclésiastique dans l'allure : je sus plus tard que c'était un prémontré se préparant à jeter le froc aux orties. Ce personnage tira de sa poche un grand papier et se mit à me lire un discours en français, conçu dans les termes les plus chaleureux. C'était le ministre des Chemins de fer du nouveau Gouvernement, M. Zahradnik. Quand il eut terminé sa harangue, la *Marseillaise* retentit et elle fut suivie de vivats assez nourris pour me permettre de préparer un peu ma réponse.

A toutes les stations, même réception, avec un discours spécial à mon adresse, le plus souvent en français. Lorsque les stations étaient de trop peu d'importance pour que nous nous y arrêtions, la gare n'en était pas moins pavoisée : quelques milliers ou, dans les moindres localités, quelques centaines de patriotes s'entassaient aux abords de la gare pour pouvoir dire plus tard qu'ils étaient là lorsque le président Masaryk était rentré en Bohême, accompagné du premier représentant étranger, le ministre de France.

Il pouvait être quatre heures, la nuit tombait et un petit soupçon de neige flottait dans l'air lorsque nous arrivâmes à Budojevice, la seule ville un peu considérable de notre trajet en Bohême. Il avait été décidé que nous devions faire un tour en ville. Toutes les voitures disponibles avaient été réquisitionnées. On fit monter le Président, avec le Maire de la ville, dans la première voiture; je pris place dans la seconde et nous défilâmes pendant trois bons quarts d'heure dans les rues avant d'arriver à l'Hôtel de ville où l'on échangea force discours. Nous passâmes la soirée et la nuit dans notre train, à Budojevice. Le lendemain matin, je fus invité à prendre place dans un magnifique wagon-salon qui m'était réservé dans un train spécial tchèque. Ce wagon était littéralement rempli de fleurs superbes nouées aux couleurs françaises et tchèques. Les inscriptions les plus touchantes étaient imprimées sur les rubans.

### L'ARRIVÉE DE M. MASARYK

Je ne sais si quelque imprévoyance avait présidé à l'organisation de la réception du président Masaryk à Prague ou si, au contraire, un très habile metteur en scène avait ménagé des effets surprenants. Toujours est-il que, de ma vie, je n'ai eu, comme ce jour-là, l'impression d'une foule compacte, infinie, vivante quoique calme, d'un enthousiasme profond quoique contenu. La gare, dès le premier moment, apparut noire de monde : le quai, les abords, les fenêtres, les toits, toute place disponible était couverte de gens pressés, criant, gesticulant, avec un ensemble, une continuité incroyables.

Au sortir de nos wagons, on nous introduisit dans une monumentale salle d'honneur, décorée de belles peintures et autrefois réservée aux souverains. C'était là que devaient s'échanger les discours. M. Kramař, président du Conseil du nouveau Gouvernement, en était principalement chargé. Très jeune en dépit de ses soixante ans, passionné, parfois jusqu'à la violence, il était très sympathique par ses défauts autant que par ses qualités. Personnel et autoritaire, il devait son ascendant à sa stature, à son aspect énergique, à l'éclat de ses yeux brillants, en même temps qu'à son éloquence naturelle. Il adressa au Président de la République une allocution bien sentie, rappelant les services que celui-ci avait rendus à la cause tchèque en s'en faisant l'apôtre à l'étranger. Le ton était cordial, la parole chaude. M. Masaryk répondit, de sa voix un peu sourde, en termes plus mesurés. Les deux hommes faisaient contraste : très grand, très mince, la maigreur de M. Masaryk s'opposait à la corpulence de M. Kramař; comme sa figure un peu triste et rêveuse; mais les yeux séduisaient par leur bonté, par leur expression de réflexion profonde et soutenue.

Pendant les trente dernières années, ces deux personnages avaient dominé l'histoire de la Bohême; sauf à de rares intervalles, ils avaient été en opposition plus ou moins déclarée l'un vis-à-vis de l'autre. Pourtant, en novembre 1914, ils s'étaient solennellement réconciliés; après quoi, M. Masaryk était parti pour l'étranger, où il demeura pendant toute la durée de la guerre. M. Kramař resta en Bohême. Le 21 mai 1915, il fut arrêté, sous l'inculpation d'entretenir des relations avec les

Puissances de l'Entente. Emprisonné, conduit à Vienne, condamné à mort pour haute trahison, il n'échappa à la pendaison que grâce à des circonstances providentielles et fut remis en liberté en juin 1917.

Quand M. Masaryk eut terminé sa réponse, les deux hommes s'embrassèrent sur la bouche, à la mode slave. Après quoi M. Kramař se tourna vers moi et me décocha aussi un speech. Il dit notamment qu'il ne pouvait être étonné de voir la France être la première à envoyer un représentant diplomatique en Bohême, car, toujours, c'était vers la France généreuse que s'étaient tournés les regards de la Bohême au temps de l'oppression : la France était, pour les Tchèques, le symbole du droit et de la liberté. Je répondis par une improvisation que le chroniqueur de *l'Illustration*, le seul journaliste étranger présent, voulut bien qualifier, dans son article, d'éloquente. Je voudrais croire qu'il dit vrai. Une fois les discours terminés, nous montâmes en voiture. Ici un tout petit incident : on avait préparé pour le président Masaryk une voiture à quatre chevaux gris, de l'ancienne écurie impériale, bien connus comme tels, car ils appartenaient à une race particulière, tout spécialement élevée et soignée par les Habsbourg et qui a pour caractéristique une largeur de croupe peu banale. Le Président refusa de monter dans cette voiture et préféra une simple automobile, qu'il occupa avec le président de l'Assemblée nationale, M. Tomašek. Je montai dans une autre auto avec M. Kramař.

Alors commença, à travers la ville, une sorte de procession qui dura près de deux heures et qui restera dans ma mémoire comme un de mes plus curieux souvenirs. Nous nous dirigeâmes d'abord vers la place Saint-Venceslas, sorte de boulevard qui va du Musée à la grande artère commerçante Ovočni Třida (rue aux Fruits, aujourd'hui rue du 28-Octobre). Devant le Musée, sur le perron monumental qui précède ce beau monument, on avait groupé quelques centaines de jeunes filles en costume national : jupes et corsages aux couleurs claires, avec beaucoup de broderies et de rubans, coiffures originales, de formes variées; cela formait un charmant tableau. Tout le milieu de la place Saint-Venceslas était réservé au cortège; mais, sur les côtés, une foule immense se pressait, frémissante et visiblement émue. Elle était facilement contenue par de vieux *Sokols*, vêtus de l'uniforme traditionnel de cette associa-

tion : chemise rouge à la garibaldienne, petit dolman ouvert brun clair, plume de faucon à la toque. On sait que les *Sokols* sont les membres d'une sorte de société de gymnastique dont le but véritable était d'entretenir le sentiment national parmi les Tchèques.

Les maisons étaient décorées d'immenses drapeaux pendant vers le sol d'une manière presque perpendiculaire, suivant la coutume du pays, et ayant, dans bien des cas, cinq à six mètres de longueur. J'eus la satisfaction de constater que, parmi ces drapeaux, un bon nombre étaient aux couleurs françaises. D'autre part, beaucoup de manifestants, désireux d'afficher, — c'est le cas de le dire, — leurs sympathies pour la France, avaient fait faire de grandes pancartes portant ces mots : « Vive la France ». Ces placards étaient fixés au bout de grandes perches et on les promenait au passage presque sous mon nez pour qu'il me fût impossible de ne pas les voir. Je remerciais au moyen de ce mot tchèque si commode pour les étrangers, puisqu'il peut servir, en quelque sorte, de passe-partout : « *Nazdar* » (Salut).

Le cortège défila devant le grand théâtre, puis le long du quai François (actuellement quai Masaryk) et s'engagea sur le pont Charles IV. Ici le caractère romantique de la ville ne pouvait pas ne pas frapper un étranger. Après avoir franchi les guichets, nous passâmes entre les statues de style baroque que les Jésuites, au XVIII^e^ siècle, érigèrent sur ce pont du moyen âge. Nous gravîmes une partie de la pente du Hradčany pour aboutir au petit bâtiment, à vrai dire assez modeste, qui avait été utilisé jusque-là pour la Diète de Bohême et qui fut affecté à la première assemblée tchécoslovaque. C'était là que le Président devait prêter serment de fidélité à la République.

Arrivés dans la salle, les acclamations redoublèrent : les discours les plus enflammés furent prononcés à l'honneur de M. Masaryk et aussi en l'honneur de la France. Placé dans une tribune qui fut depuis lors réservée au corps diplomatique, je dus remercier à diverses reprises, au milieu de manifestations sans fin.

Après cette cérémonie devait avoir lieu un grand raout au château. Nous reprîmes donc, toujours en cortège, la montée de la colline, en suivant cette pittoresque rue Neruda, dont toutes les maisons ont une histoire : ici a habité Mozart, là

Casanova; nous finîmes par aboutir au Palais Royal. Les plus belles salles de cet immense édifice, qui ne compte pas moins de 750 chambres, avaient été ouvertes et illuminées, mais elles se trouvaient dans un assez grand désordre; la foule des invités était nombreuse et bigarrée.

Quand la réception se termina, le Président me pria à un dîner intime. La réunion fut pleine d'attraits par la qualité des convives et en raison des aventures qu'ils avaient à se raconter. En dehors du général Piccione et de moi-même, il se trouvait là M. Masaryk, qui évoqua ses souvenirs de Russie, des États-Unis, d'Angleterre et de France, Mlle Alice Masaryk, la fille aînée du Président, qui avait passé en prison, à Vienne, la plus grande partie de la guerre, et dont ses geôliers disaient qu'ils n'avaient jamais vu de prisonnier ayant plus d'humour, car elle les criblait de sarcasmes; M. Kramař, qui nous dit comment, au moment même où on le menait au gibet, il apprit qu'il était grâcié; M. Habermann, le ministre de l'Instruction publique du nouveau Gouvernement, ancien ouvrier mécanicien, qui avait aussi, jadis, connu les prisons de Vienne, s'en était échappé et avait parcouru la plus grande partie du monde, s'instruisant lui-même de toutes choses au point de devenir un des cerveaux les mieux remplis que l'on puisse rencontrer et un causeur charmant; M. Šamal, alors maire de Prague, aujourd'hui chancelier de la Présidence de la République, dont la maison à deux issues avait servi à tous les conciliabules secrets des conspirateurs tchèques pendant toute la guerre.

Quand, en 1920, au moment où je quittai Prague, M. Masaryk offrit, à l'occasion de mon départ, un dîner d'apparat dans la grande salle à manger du château, il me rappela le premier dîner que nous avions fait ensemble dans cette même résidence. Nous tombâmes d'accord que cette soirée, pour tous ceux qui y avaient assisté, était inoubliable.

### LE NOUVEL ÉTAT

Pour rendre compte, même d'une façon sommaire, de ce qu'était alors le nouvel État, il est peut-être nécessaire de revenir un peu en arrière.

Le 27 octobre 1918, M. Tusar, député tchèque au Reichsrath de Vienne, dont il était l'un des vice-présidents, se trouvait par

hasard dans cette ville lorsqu'il fut prié par le chef d'état-major de l'armée austro-hongroise d'intervenir auprès des soldats tchèques, engagés sur le front de la Piave, dont la fidélité inspirait des inquiétudes. Au dire de cet officier général, la situation était désespérée et de l'offensive qui allait être tentée dépendait le sort de la guerre. M. Tusar se garda de laisser tomber un avis aussi précieux. Il le transmit aussitôt à Prague. Aussi, dès le lendemain, 28 octobre, M. Švehla et M. Soukup, au nom du Conseil national tchèque, se rendirent auprès des deux commandants des corps d'armée stationnés en Bohême et du gouverneur de Prague pour les inviter à remettre leurs pouvoirs au Conseil national tchèque. Les généraux ne se faisaient aucune illusion sur l'état d'esprit des troupes placées sous leurs ordres. Ils se laissèrent interner sans difficulté. Quant aux soldats, ils furent laissés libres de regagner leurs foyers ou de demeurer au service de la nouvelle République. C'est l'ensemble de ces événements que l'on appelle la révolution du 28 octobre, révolution toute pacifique et qui ne coûta pas une goutte de sang.

Les Tchèques avaient un gouvernement tout prêt depuis longtemps. Le Conseil national s'était formé dès les premiers temps de la guerre; les principaux membres en étaient : MM. Matus, directeur de la Banque de Bohême, déjà âgé et qui, pour cette raison, ne joua plus de rôle au moment décisif, Kramař, Švehla, qui est actuellement président du Conseil, et qui était déjà et est encore le chef du parti agraire, Smeral, Hotts, Kalina. A côté de ce Comité en quelque sorte officiel existait un Comité secret, plus agissant, que l'on désignait sous le nom de *Maffia* et dont faisaient partie, outre M. Šamal, déjà nommé, MM. Kramař, Rašin, qui fut ministre des Finances et fut assassiné quelques années plus tard par un détraqué, Soukup, Heine, Bénèš; ce dernier avait quitté la Bohême en 1916 pour organiser à l'étranger la propagande nationale.

Il n'y avait qu'à choisir entre ces noms pour constituer le cabinet. La chose fut vite faite, la directive principale étant de donner à tous les partis une représentation dans le gouvernement, en particulier aux partis suivants : le parti national-démocrate (parti de M. Kramař); le parti agrarien (parti de M. Švehla), le parti social-démocrate (parti de MM. Soukup et Habermann), le parti socialiste-national, qui fut représenté par M. Klofač, directeur d'un journal important, et M. Bénèš.

M. Klofač devint ministre de la Défense nationale. M. Bénèš fut nommé ministre des Affaires étrangères. M. Kramař était président du Conseil. Il quitta d'ailleurs Prague en janvier 1919, ayant été désigné comme premier plénipotentiaire tchécoslovaque à la Conférence de la paix. M. Bénèš, qui se trouvait toujours à Paris, était le second plénipotentiaire.

Quant au Parlement, il fut formé, sans élections, de la façon suivante. Les chefs de partis, s'étant réunis, discutèrent entre eux sur le nombre de sièges auquel chaque parti avait droit et, après entente, les chiffres suivants furent adoptés : agrariens 55, sociaux-démocrates 46, nationaux-démocrates 40, socialistes-nationaux 29, députés slovaques 41.

Nous ne parlerons que de ces cinq partis qui obtenaient à eux seuls 211 sièges sur les 230 dont se composait le Parlement provisoire, les 39 autres sièges étant répartis entre cinq autres partis de moindre importance. Le parti agraire a toujours eu et a encore en Bohême une très forte position : c'est le parti des petits propriétaires campagnards et des paysans; c'est un parti de gauche, mais composé de gens raisonnables et modérés. Le chef de ce parti, M. Švehla, qui est, en ce moment, président du Conseil, est une personnalité éminemment respectable et qui jouit d'une grande autorité en raison de sa sagesse et de son habileté. Le parti social-démocrate, le parti le plus considérable par le nombre, professe naturellement des idées avancées en matière sociale, mais il est très patriote et très discipliné. Le parti national-démocrate, dont le chef est M. Kramař, représente une nuance démocratique modérée; bien qu'il n'ait pas un très grand nombre d'adhérents, il a gardé de l'influence parce que c'est dans ce parti que se rencontrent surtout les gens instruits et préparés aux affaires : c'est le parti bourgeois. Les socialistes-nationaux forment un parti intermédiaire entre les sociaux-démocrates et les nationaux-démocrates; attachés aux réformes sociales, ils mettent en avant, plus encore que le parti social-démocrate, leur attachement à l'État et au pays.

Ce fut ce Parlement provisoire, composé comme il vient d'être dit, qui élut par acclamation M. Masaryk comme président de la République.

L'État tchécoslovaque était constitué.

Mais d'abord pourquoi ce nom? On s'étonna quelque peu, à l'époque, que le nouvel État ne se fût pas intitulé République

de Bohême. Or la Bohême était autrefois une simple province de l'Empire autrichien; cette province ne comprenait que le territoire limité par le « quadrilatère de Bohême ». Au temps de l'Autriche-Hongrie, la Moravie était une autre province dont le sort, il est vrai, était lié depuis longtemps à celui de la Bohême. Au surplus, le mot de Bohême sonnait aux oreilles des Tchèques comme un nom allemand; or, ce qui a fait l'indépendance de la nouvelle République, c'est la volonté de la population slave de Bohême et de Moravie, c'est-à-dire tchèque, de se libérer des Allemands. D'autre part, la Slovaquie n'aurait pas admis aisément qu'elle fût annexée purement et simplement à la Bohême.

Les choses de Slovaquie étant peut-être encore assez peu connues du grand public, il n'est sans doute pas inutile d'en dire quelques mots.

La Slovaquie s'étend au nord du Danube jusqu'à la région de la Theiss à l'est, jusqu'à la Moravie à l'ouest. Sa limite septentrionale est formée par les Carpathes. Elle a donc la forme d'une demi-cuvette, appuyée au Danube et se relevant, par gradins, du grand fleuve vers les montagnes. Assez habitée, assez riche, sauf dans les parties les plus montagneuses, on y rencontre des populations de diverses origines, principalement des Slovaques, autre rameau du grand arbre slave, et des Hongrois. Ceux-ci sont venus, à une date fort lointaine, du sud-est, ont conquis le pays, mais ne se sont souciés d'occuper que les régions les plus fertiles et les plus accessibles, les plaines, en particulier celles qui sont près du Danube. Ils ont laissé les hauteurs aux Slovaques qui s'y sont réfugiés. Les villes sont généralement assez hongroises, à moins qu'elles ne soient allemandes : le Slovaque est surtout un campagnard et un montagnard. On trouve un assez grand nombre d'Allemands en Slovaquie, particulièrement groupés dans les trois îlots suivants : Bratislava (Presbourg) et les environs; un groupe à l'est de Nytra; l'îlot de Kežmark, dans l'ancien comté de Špis. Il y a aussi quelques éléments polonais dans la région de Špis comme dans celle d'Orava; enfin des Ruthènes à l'est de Košice (Kassa).

Les Slovaques, soumis aux Hongrois depuis dix siècles, n'avaient cessé de protester contre leur joug. Seulement, avant la dernière guerre, c'était surtout vers la Russie qu'ils tournaient les yeux. Mais, tandis que les hostilités se développaient de 1914 à 1918, le prestige de la Russie allait diminuant. Les

Tchèques, au contraire, se faisaient connaître, prenaient de l'influence à Paris, à Londres, aux États-Unis, en Russie même, et les hommes politiques slovaques les plus jeunes et les plus entreprenants inclinaient de plus en plus vers l'union de la Slovaquie avec la Bohême et la Moravie. Après la révolution russe, les Slovaques émigrés aux États-Unis (ils étaient près d'un million et c'est la partie la plus éclairée de la population slovaque) firent parvenir à M. Masaryk une déclaration, connue sous le nom de déclaration de Pittsbourg, par laquelle ils demandaient la réunion de leur pays à la République tchèque.

Il convient de mentionner aussi le rôle important joué par Stefanik. Fils d'un pasteur protestant des environs de Bratislava, Stefanik avait commencé par être astronome et attaché à l'Observatoire de Paris. Naturalisé Français, envoyé en mission à Tahiti, aux Indes, il jouissait déjà au commencement de la guerre d'une certaine notoriété, bien qu'il n'eût qu'une trentaine d'années. Il s'engagea dans l'armée française, se fit remarquer, gagna ses grades avec une rapidité inusitée, entra dans l'aviation, y accomplit des prouesses sans nombre, devint général au titre français et, en 1917, commandait en Sibérie les légions tchécoslovaques qui s'étaient formées en Russie. Il s'était, dès le début de la guerre, rallié à l'idée de l'union de la Slovaquie avec la Bohême et il était, avec M. Masaryk et M. Bénèš, parmi les champions les plus connus en Europe de la cause tchèque. Nommé ministre de la Guerre du nouvel État, il ne se dirigea toutefois vers son pays qu'en juillet 1919. Arrivant d'Italie en avion, au moment où il allait atterrir sur l'aérodrome de Bratislava, il s'écrasa sur le sol par suite d'un accident dont la cause est restée inconnue.

Le premier ministère tchécoslovaque, présidé par M. Kramař, n'eut pas une existence bien longue ni bien effective. Le pays prenait conscience de lui-même. Il se préoccupait aussi d'assainir ses finances, de réorganiser sa production, notamment par l'achat de matières premières pour l'industrie. En mars 1919, on procéda à des élections municipales (sauf en Slovaquie). Ces élections donnèrent des résultats sensiblement différents des données sur lesquelles avait été formé le cabinet Kramař. Les socialistes-démocrates obtenaient 29,80 pour 100 des voix, les agrariens 21,36 pour 100 ; les socialistes-nationaux 15,93 pour 100, les cléricaux 9, 81 pour 100 ; les nationaux-démocrates 8,58

pour 100. Ainsi le parti de M. Kramař ne recueillait pas même un dixième des suffrages; on ne pouvait guère, dans ces conditions, laisser la présidence du Conseil au chef de ce parti. On la confia à M. Tusar, dont il a été question plus haut et qui, entre temps, était devenu ministre de Tchécoslovaquie à Vienne; il appartenait au parti socialiste-démocrate. Quelques autres modifications intervinrent dans la formation du cabinet. M. Rašin, ministre des Finances, fut remplacé par M. Horaček. Le ministre de la Défense nationale, M. Klofač, conserva ce portefeuille, mais démissionna bientôt.

L'Assemblée provisoire avait, presque dès sa réunion, entrepris de donner au pays une Constitution. Celle-ci fut promulguée le 29 février 1920. Elle n'était pas sans analogie avec la Constitution française, bien qu'on puisse relever aussi de grandes différences.

Le Président de la République est élu par la Chambre et le Sénat pour sept ans; il n'est immédiatement rééligible qu'une fois, mais il est stipulé que cette disposition ne s'applique pas au premier Président, c'est-à-dire à M. Masaryk. Il y a donc lieu de présumer que celui-ci pourra conserver pendant toute sa vie la présidence. Les pouvoirs du Président sont assez analogues à ceux du Président en France. Les deux Chambres sont élues au suffrage universel, égal, direct et secret, suivant un système de représentation proportionnelle qui utilise les restes jusqu'à l'extrême. Le vote est obligatoire pour tous les électeurs. Pour l'une ou l'autre des deux Chambres, les femmes et les soldats sont admis au vote. Pour la Chambre des députés, les électeurs doivent avoir 21 ans; pour le Sénat 26 ans.

Les premières élections législatives eurent lieu au mois de mai 1920, à la fois pour la Chambre des députés et pour le Sénat. Les résultats de ces élections fournirent des indications intéressantes. Elles s'effectuèrent certainement dans des conditions d'impartialité. Les Allemands et les Magyars recueillirent assez exactement le nombre de sièges que les statistiques de la population faisaient prévoir. Sur les 281 sièges attribués (la constitution en avait prévu 300, mais 19 furent réservés pour des raisons diverses) les Allemands et les Magyars en obtinrent 82 (Allemands 72, Magyars 10), contre 199 pour les Tchèques et les Slovaques. Au Sénat, sur 142 sièges attribués (au lieu de 150 prévus par la Constitution), les Tchèques et les Slovaques en

obtinrent 302, les Allemands et les Magyars 40 (Allemands 37, Magyars 3).

A la Chambre des députés, parmi les Tchèques et les Slovaques, les sièges se répartirent de la façon suivante : socialistes-démocrates 74 ; agrariens 40 ; parti populaire (clérical) 33 ; socialistes-nationaux 24 ; nationaux-démocrates 18. Parmi les Allemands : socialistes-démocrates 31 ; agrariens 11 ; socialistes-chrétiens 10 ; nationaux-allemands et socialistes-nationaux 15 ; *Deutsche demokratische Freiheitspartei* 5. Parmi les Magyars : socialistes-démocrates (comprenant les voix des socialistes-démocrates allemands de Slovaquie, en particulier de Bratislava) 4 ; socialistes-chrétiens 5 ; agrariens 1.

Nous n'indiquerons pas le détail de la répartition des sièges du Sénat, parce qu'elle fut tout à fait analogue.

La Chambre des députés élut pour président M. Tomašek, qui avait déjà été le président de l'Assemblée provisoire. Socialiste-démocrate, M. Tomašek est un ancien ouvrier, autodidacte, mais qui est arrivé à une culture étendue et qui, en outre, a le don de l'éloquence populaire. Je lui disais un jour que je le considérais comme mon meilleur professeur de tchèque, en ce sens que, ne connaissant que très peu cette langue difficile, je pouvais assez bien suivre ses discours, tant son élocution était claire et sa parole expressive. « Eh bien, me répondit M. Tomašek, savez-vous qui a été mon professeur d'éloquence ? Jean Jaurès ! Quand j'étais très jeune, j'ai eu l'occasion de l'entendre. Je savais peu de français, et cependant je pus le comprendre, en raison des qualités que vous venez d'indiquer. J'ai essayé de l'imiter. »

Le président du Sénat fut M. Horaček, professeur d'économie politique, qui avait été ministre des Finances. Les deux Chambres issues des élections de 1920 confirmèrent M. Masaryk dans les fonctions de Président de la République.

Dès lors la République tchécoslovaque entrait dans la vie normale d'une nation moderne. C'est donc là que doit s'arrêter cette étude qui a seulement pour objet de rappeler ce que furent les premiers jours du nouvel État.

F. Clément-Simon.

# LES BOUCHES CLOSES

DERNIÈRE PARTIE (1)

## XII

Le capitaine-commissaire du gouvernement arrivait à la fin de son réquisitoire. Mince et frêle dans sa tunique bleu foncé de chasseur à pied, dont la manche droite pendait vide le long de son buste, il semblait épuisé. Dans cette salle presque obscure où l'on avait dû allumer l'électricité, une lampe placée au-dessus de sa tête mettait des scintillements sur son front en sueur et sur le triple rang de médailles dont sa poitrine était chargée. Il marqua un temps, puis faisant face aux sept juges, rigides dans leur uniforme et impénétrables, il prononça d'une voix que l'émotion faisait trembler :

— Messieurs les membres du Conseil, je pourrais vous rappeler que vous êtes des soldats jugeant un soldat. Je ne le ferai pas. Vous êtes des juges et cela suffit. Aucun juge ne pourrait absoudre l'homme placé devant vous. Chargé d'une parcelle de l'autorité qui assure l'ordre dans le pays et pleinement conscient de son acte, il a trahi son devoir, violé sa consigne à l'un des moments les plus douloureux et les plus tragiques de l'histoire du pays. Ce faisant, il aura peut-être rompu la digue qui protège notre sol contre le flot mortel de la révolution.

« Messieurs les juges, n'écoutez pas les voix du dehors. Les

*Copyright by* Marcel Dupont, 1923.

(1) Voyez la *Revue* des 15 août, 1er et 15 septembre.

menaces se heurtent aux murs de cette salle et vous ne pouvez pas, vous ne devez pas les entendre. Seule votre conscience doit parler.

« Or, je vous l'ai démontré en m'appuyant sur des faits indiscutables, le soldat Combarlot est coupable... Il est coupable d'abandon de poste en présence de rebelles armés, crime passible de l'article 211 du code de justice militaire. Vous en connaissez la sanction effroyable! La mort.

Il s'arrêta un instant au milieu d'un silence poignant. A cette seconde, chacun évoquait l'image sinistre, le petit jour, le mur gris, le peloton l'arme au pied devant le misérable fléchissant.

D'une voix plus calme, le commissaire du gouvernement poursuivit :

— Si, placé en face du terrible devoir que j'assume, je me pose cette question : L'accusé a-t-il droit à des circonstances atténuantes? je n'ose me répondre. Et pourtant des souvenirs se dressent devant moi ; je relis des articles infâmes, j'entends des discours, j'envisage la somme écrasante de conseils criminels dont l'intelligence de cet homme a peu à peu reçu l'empreinte, je respire l'air de cette ville où se livre depuis tant de jours la guerre abominable des partis. Ces souvenirs, vous les évoquerez vous aussi tout à l'heure dans la chambre du conseil.

« Messieurs les juges, j'ai terminé. Je m'en remets à votre conscience. Vous vous interrogerez comme je me suis interrogé et vous condamnerez le soldat Combarlot avec la sévérité que comportent et son crime et les circonstances où il l'a commis. Par votre bouche, la justice de la France aura parlé. »

Il se rassit, haletant. Un instant, sa tête vacilla comme s'il allait perdre connaissance. Le sergent greffier se pencha, inquiet, et lui parla à voix basse. Alors on vit le mutilé se redresser. Sans doute avait-il repris la juste notion de son rôle; il avait compris que, porte-parole de la loi, il devait se montrer inaccessible à toute faiblesse. Torse droit, tête haute, il fixa son adversaire. Cet adversaire, tassé au banc de la défense dans sa robe noire, ramassé sur lui-même comme un dogue en arrêt, c'était le défenseur de Combarlot, l'avocat et député communiste Ricordès.

— Maître, vous avez la parole, dit le lieutenant-colonel Combette d'un ton ouaté.

Au milieu du silence mortel on perçut le léger frémissement qui parcourut la salle.

D'une détente des jarrets et des reins, le célèbre avocat surgit dans un grand envol de manches. Il jeta vers le commissaire du gouvernement un regard de défi, puis, tourné vers la gauche, il sembla quêter l'approbation des gens entassés debout dans le fond du prétoire.

Son public était là, quelques douzaines de partisans entrés un à un sous l'œil impuissant de la police, la loi ordonnant que la séance fût publique. Ils étaient d'ailleurs encerclés de gendarmes et mêlés à une multitude d'agents en bourgeois. Les uns comme les autres étaient empoignés par le troisième acte du drame. Ils subissaient cette manière de vertige, cette palpitation insurmontable que donne au spectateur la dernière phase d'un combat dont l'enjeu sera peut-être la vie d'un homme. Les cous se tendaient, les épaules se glissaient et les occupants des derniers rangs se dressaient sur la pointe des pieds, s'accrochaient les uns aux autres pour tâcher d'apercevoir leur tribun. Combarlot n'existait plus. Seule comptait maintenant la lutte entre deux sociétés qui s'affrontaient.

L'avocat commença à parler. L'exorde fut débité à voix basse, avec un masque douloureux. Il ne fallait pas du premier coup heurter le sentiment des juges et gaspiller les effets d'un organe habile à dominer le tumulte des assemblées; il fallait paraître dans tout le calme, dans tout le sang-froid d'un juriste décidé à une stricte impartialité. La tactique ne manquait pas d'adresse, mais Ricordès n'était pas homme à s'y plier longtemps. Son tempérament balaya vite sa volonté. Son gosier aux sonorités d'airain déployait davantage sa puissance à chaque période; son geste s'amplifiait, son poing martelait la barre.

Bientôt le défenseur disparut; il n'y eut plus que l'orateur de réunion publique accoutumé à remuer le marécage des âmes, à en faire jaillir les plus viles passions. De l'accusation elle-même il n'était plus question. Il ne pensait plus à Combarlot, mais aux soi-disant prolétaires encaqués dans le fond de la salle, aux journalistes entassés dans l'espace réservé et dont les dépêches porteraient jusqu'aux confins de l'Asie son discours chargé de venin. Sa voix eut des mugissements de tempête. Dans la salle immobile les nerfs étaient tendus à se

briser. La voix de Ricordès paraissait y accumuler l'électricité. On attendait le mot, l'étincelle qui ferait éclater la foudre. Secoué par l'infernale musique, le public haletait.

André s'imposa d'abord la peine d'écouter l'orateur, de le suivre, mais il y renonça bientôt. Son dégoût était trop fort. Une pareille forme de défense ne lui inspirait que du mépris. A quoi bon tant de paroles? L'interrogatoire avait suffi pour renforcer son opinion première, celle de la culpabilité entière de l'accusé. D'ailleurs celui-ci avait répondu avec arrogance, s'appliquant à réciter des phrases apprises par cœur dans le répertoire bolchévique et à laisser entendre qu'il ne regrettait rien de son acte. Il montrait l'assurance d'un individu n'ayant aucune inquiétude du lendemain. Il se rengorgeait, prenait des poses de victime sûre d'être vengée. Et André, plus d'une fois, avait rougi de voir le lieutenant-colonel Combette laisser passer les digressions de ce soldat révolté, à figure bilieuse, à cheveux trop longs dont une mèche bouclée cachait un œil.

Puisqu'il était interdit de barrer le torrent déchaîné par l'avocat Ricordès, le mieux était d'attendre avec résignation. Pour la première fois André laissa son regard se poser sur la salle, véritable eau-forte de Rembrandt. Les lampes électriques du tribunal laissaient dans l'ombre l'enceinte réservée au public. Là, sur un fond d'encre, les visages émergeaient en taches blafardes; leurs traits, déformés par le jeu des ombres, leur donnaient des apparences démoniaques; les yeux semblaient creusés dans des crânes, les bouches avaient des rictus squelettiques.

Grouillant jusque sur l'estrade et emboîtés les uns dans les autres, les journalistes griffonnaient sur leur genou, sur la barre des témoins, sur le dos d'un confrère, levant à peine les yeux pour saisir un geste, une mimique de l'orateur. Exténué, tassé comme un cadavre, le commissaire du gouvernement dépassait tout juste de la tête le bord de sa stalle et les juges militaires se raidissaient pour dissimuler leur lassitude après ces quatre heures d'audience dans une atmosphère devenue irrespirable. Sur les murs ripolinés l'humidité suintait.

Inlassablement Ricordès continuait à agiter son tonnerre. André, malgré lui, accrochait des lambeaux de phrases : « ... le régime capitaliste avec ses crimes, ses assassinats, son exploita-

tion des masses laborieuses et son cortège de misère... pas de pitié, messieurs, de la justice! »

« Pourquoi, songeait André, Combette laisse-t-il cet animal débiter de telles âneries? Il y a un règlement. Qu'il en use donc pour lui interdire de sortir de son sujet. C'est avec ces turpitudes que l'on excite la haine et déchaîne le meurtre. » Et, s'échappant du présent, il retrouvait l'impression douloureuse ressentie le matin même en traversant la ville pour rentrer chez lui endosser sa grande tenue.

La grève générale avait été déclarée dans la nuit et l'effet en était complet. Tout travail, tout trafic étaient arrêtés; aucun véhicule ne circulait. Un étrange silence enveloppait la cité où le bruit des pas lui-même semblait évanoui. Les passants zigzaguaient d'une démarche molle en jetant des regards de côté. Pas de paroles, aucun geste. Chacun circulait avec la sensation de la catastrophe inévitable et la guettait à chaque coin de rue. Nul ne reconnaissait le décor journalier. Ces boutiques closes, ces éventaires disparus, cette chaussée vide, tout cela donnait aux rues une physionomie funèbre. Et puis, — illusion ou réalité? — c'était au loin, du côté des faubourgs, comme le bruissement d'une vaste houle déferlant vers la ville. La peur, invisible, rôdait.

Arrivé chez lui, André avait appris avec stupeur que sa femme était sortie.

— Madame est partie depuis un quart d'heure... Madame ne se doutait pas que Monsieur passerait à la maison... Elle a dit comme ça de n'ouvrir à personne... qu'elle rentrerait peut-être tard...

Il était huit heures et demie. Que signifiait cette absence à pareille heure? Déjà André s'était inquiété de n'avoir reçu aucune réponse à sa lettre; cette fugue matinale de sa femme, venant après sa frayeur de la veille, lui serra le cœur. Sans doute, se dit-il, elle est chez M^me^ de la Grèverie pour s'entendre avec elle; elle prépare sa venue et celle des enfants. Cette explication l'avait satisfait en partie, mais un point restait obscur : pourquoi Lucienne n'en avait-elle rien dit à leur vieille domestique?

— Bah! murmura-t-il à demi rassuré, quand je repasserai tout à l'heure, elle aura déjà fait ses paquets et pris le chemin de la rue Vieille-du-Rempart.

Il embrassa tendrement Guy et Geneviève et se hâta vers le conseil de guerre.

Maintenant sa pensée s'échappait à nouveau et flottait, précise et douloureuse, autour de la maison familiale. Son inquiétude le déchirait encore. Des mots vinrent à ses lèvres et il les arrêta à grand peine. Mais il se les répéta mentalement avec l'espoir secret qu'ils seraient entendus, malgré l'espace, malgré les obstacles :

— O Lucienne, Lucienne, je te cherche et ne te trouve plus. Tu n'es plus toi depuis ce jour marqué pour notre malheur où tu as passé le seuil de Fauvarques.

A ce nom, tenu à l'écart de son esprit avec une obstination réfléchie, voulue, la silhouette de l'homme exécré se dressa devant lui. Il la chassa aussitôt, dégoûté de lui-même pour avoir une seconde effleuré d'un soupçon la pureté de Lucienne. Non, l'épreuve était passagère ; la lumière ne pouvait s'éteindre après avoir pendant dix années illuminé sa vie. Elle avait pâli un instant au souffle de leur misère, mais il saurait la préserver, la ranimer.

Ricordès arrivait à sa péroraison. André fut secoué de sa torpeur par ces paroles lancées d'une voix qui parut brasser l'air vicié de la salle :

— ... Et si, messieurs, au mépris de toute justice, — je dirai mieux : au mépris de toute raison, — vous condamnez tout à l'heure le citoyen sans reproche placé devant vous, messieurs, je vous le crie de toute la force de mon cœur, vous aurez commis la plus effroyable, la plus redoutable erreur judiciaire de l'histoire. Vous n'aurez pas seulement frappé le soldat innocent Combarlot, vous aurez souffleté les prolétaires du monde entier. Alors, messieurs, prenez garde. Ce serait le peuple lui-même qui demain vous répondrait !

Au fond de la salle une voix hurla :

— Bravo !

Mais le lieutenant-colonel Combette frappa la table de la main et ordonna le silence. Son regard disait clairement sa volonté de ne tolérer aucune manifestation. Le cri n'eut pas d'écho.

Le président prononça alors la phrase rituelle :

— Combarlot, levez-vous. Avez-vous quelque chose à ajouter pour votre défense ?

L'homme s'était levé avec un déhanchement et une lenteur affectés.

— Rien, grasseya-t-il.

— Emmenez l'accusé.

Sans ménagement les gendarmes avaient saisi Combarlot et l'entraînaient à vive allure, tandis que le lieutenant-colonel Combette levait la séance. Devant le piquet d'infanterie présentant les armes, les juges se retirèrent dans la chambre du conseil.

C'était une petite pièce rectangulaire blanchie à la chaux, éclairée par une seule fenêtre garnie de gros barreaux et prenant jour sur une cour déserte. N'ayant plus à présenter au public un visage impassible, les juges laissèrent voir leur épuisement. La tension de leur esprit et de leurs nerfs pendant ces quatre heures d'audience ininterrompue, les avait mis à bout. Aussitôt entrés, ils jetaient leur képi et leur sabre sur la table, s'épongeaient la face, marchaient de long en large sans se regarder, sans mot dire. Seul le lieutenant-colonel Combette s'était assis à sa place devant le dossier apporté par l'adjudant. Il prit juste le temps d'allumer une cigarette, puis invita ses collègues à prendre les sièges qui leur étaient réservés.

— Messieurs, dit-il, votre conviction doit être faite sur la question de la culpabilité. Je mets donc aux voix la question suivante : Combarlot est-il coupable d'abandon de poste en présence de rebelles armés?

A l'unanimité la réponse fut affirmative.

— Le commissaire du gouvernement vous a indiqué la peine encourue dans ce cas : la mort... Je vais poser la seconde question. Que chacun exprime son opinion librement et sans crainte. L'acte a-t-il été commis dans des circonstances qui rendent l'accusé excusable d'après la loi?

D'après le règlement, le sous-officier devait parler le premier. C'était un adjudant d'infanterie aux joues fleuries, au regard d'enfant, aux lèvres à peine teintées d'un soupçon de moustache. Il prononça d'une voix ferme :

— L'accusé, à mon avis, n'a aucune excuse. Je demande qu'il ne lui soit accordé aucune circonstance atténuante.

Cela dit, il crispa les poings sur la table, ses narines s'enflèrent, ses yeux indiquèrent la résolution d'un gaillard décidé à défendre ses idées. Ce petit homme d'aspect bonasse eût accepté sans hésitation de commander le peloton d'exécution.

Le juge suivant était un grand lieutenant d'artillerie à physionomie flegmatique. Il déclara d'une voix traînante et presque basse :

— Je me rallie à la thèse suggérée par le commissaire du gouvernement. On peut tenir compte à cet homme des entraînements qu'il a subis. J'accorde les circonstances atténuantes.

Le deuxième lieutenant opina dans le même sens, ainsi que le capitaine d'infanterie placé à côté d'André. Celui-ci exprima sa conviction sans aucune hésitation :

— Je vote également les circonstances atténuantes. Non que je ressente la moindre compassion pour Combarlot, mais, à mon sens, sa responsabilité n'est pas absolument entière. C'est une intelligence médiocre, malgré ses airs de bravache. Cette soi-disant culture dont il fait parade, il l'a puisée uniquement dans les manuels et dans les feuilles révolutionnaires. Comment voulez-vous qu'une aussi pauvre cervelle n'ait pas été troublée par les théories meurtrières dont on l'a saturée? Les vrais coupables sont les misérables qui les lui ont inculquées. Ce sont eux qui méritent la mort et on les laisse continuer à prêcher leur évangile néfaste. Nous pouvons, je crois, tenir compte à l'accusé des mauvais conseils qu'il a reçus, à condition d'exprimer nettement les raisons de notre indulgence dans les attendus du jugement.

La parole fut alors à un chef d'escadron d'artillerie au poil roux, aux épais sourcils, à l'abri desquels allaient et venaient deux prunelles d'un bleu presque blanc. Il parla d'un ton saccadé :

— Je refuse les circonstances atténuantes. Cet homme, par son attitude, par son obstination, par son refus d'exprimer le moindre regret, a pris nettement l'entière responsabilité de son crime. Je la lui laisse. A cette heure, toute indulgence est faiblesse. Je vote contre.

— Messieurs, dit avec douceur le lieutenant-colonel Combette, je me rallie à ceux qui admettent la responsabilité mitigée... A la majorité de cinq voix contre deux, les circonstances atténuantes sont donc accordées. Nous allons délibérer sur l'application de la peine.

La discussion fut brève. Il y eut accord sur la peine de cinq ans de travaux publics, sanction prévue par le code en cas d'abandon de poste sur un territoire en état de siège. Le colo-

nel s'occupa de rédiger rapidement les attendus du jugement et les communiqua aussitôt aux autres membres du conseil. Puis ils rentrèrent en séance.

Quand les juges furent tous à leur place debout derrière la grande table, le silence fut tel qu'on aurait pu croire la salle peuplée de personnages de cire; seul le tic-tac d'une horloge placée au-dessus du public mettait dans le prétoire une impression de vie.

— Je préviens le public, dit le président, que toute manifestation sera punie avec la dernière rigueur. Gendarmes, vous appréhenderez et amènerez devant le conseil tout perturbateur.

Puis, avec solennité, il commença la lecture du jugement :

— Au nom du peuple français...

André n'écoutait pas. Maintenant, le sort du coupable fixé, il pensait de nouveau à lui-même et l'inquiétude l'avait ressaisi. Déjà l'explication qu'il s'était donnée de l'absence de sa femme ne le satisfaisait plus. Il se répétait : « Où est Lucienne? Où est Lucienne?... » Il eût voulu abréger cette fin de séance et son cérémonial fastidieux, courir vers la rue François-Villon et y trouver explications et apaisement.

Il fallut la ruée du public vers la sortie, le brouhaha soudain des voix pour l'arracher à son engourdissement. Ses collègues avaient déjà quitté l'estrade. Il s'empressa de les rejoindre.

Dans le vestibule ils entouraient un officier de la place chargé de leur communiquer l'ordre de rejoindre leur corps sans délai. Trois automobiles les attendaient; elles les déposeraient à leur domicile, le temps de reprendre la tenue de campagne; puis elles repasseraient un quart d'heure plus tard et les emmèneraient dans leurs quartiers respectifs.

L'auto dans laquelle André monta avec le capitaine d'infanterie prit à toute vitesse la direction de la ville haute. Les rues avaient déjà mauvaise figure. Quelques passants à peine fuyaient, rasant les murs; aux fenêtres des visages collés aux vitres épiaient le moindre mouvement, sursautaient au premier bruit. Plus de flâneurs; la chaussée était livrée aux patrouilles ou à des détachements d'infanterie allant occuper les monuments publics; on ne voyait plus aucun véhicule, sauf quelques autos particulières chargées de bagages et fuyant la ville.

Une grosse berline de voyage les dépassa, remontant vers le centre. Toutes ses glaces étaient en miettes et à l'intérieur, à côté d'une jeune femme aux yeux fous, un homme à barbe blanche étanchait le sang coulant de son front blessé. Le chauffeur, grand escogriffe en livrée bleue, agitait alternativement chaque bras et criait avec une face tragique :

— Ne passez pas par les Récollets... On y tue le monde... Ne passez pas...

L'auto militaire s'engagea sur le Pont-Vieux où le poste de gendarmes avait été doublé d'une section de fantassins.

— Cela va mal, dit à André le capitaine d'infanterie assis à ses côtés.

— Vos hommes?

— Peuh!... Chaque commandant de compagnie vous dira qu'il est sûr de siens... Pardine! A condition qu'on ne leur demande pas de cogner. Pour moi, je vais vous dire : si on les laisse entrer en contact avec le peuple, pfft!... ils nous fileront entre les doigts.

On arrivait rue François-Villon. André quitta vivement son compagnon et entra dans le pavillon.

Au bruit de la porte, la vieille bonne était accourue sur le palier, la mine inquiète. Elle se rasséréna en voyant qu'elle avait affaire à son maître, mais ce fut pour manifester sa désolation. Madame venait de repartir à l'instant... Si elle avait su! ... elle était rentrée un peu avant midi et avait déjeuné tout de suite avec les enfants. A une heure, elle avait pensé que monsieur ne repasserait plus par la maison, qu'il avait dû retourner au quartier directement. Alors madame était sortie...

Apercevant la pâleur de son maître, elle expliqua :

— Madame m'a dit : « Ma bonne Amélie, je suis absolument obligée de repartir. Je n'ai pu trouver ce matin la personne à laquelle je dois parler; il faut que je la voie aujourd'hui coûte que coûte. »

— Madame ne vous a pas dit qu'elle irait coucher ce soir avec les enfants chez Mme de la Grèverie?

— Eh! mon Dieu non, monsieur. Pourquoi donc madame irait-elle coucher hors d'ici? D'ailleurs madame m'aurait dit de préparer son sac. A moins que... dame, madame m'a assurée qu'elle rentrerait le plus tôt possible.

— C'est bien, Amélie. Faites ce que vous dira madame,

mais surtout, jusqu'à son retour, tenez la porte soigneusement fermée. Il y a beaucoup de vilaines gens dans les rues aujourd'hui. Il faut être prudent.

André se rendit dans sa chambre et changea rapidement de tenue. Sa vue était devenue trouble et un insupportable bourdonnement agaçait ses oreilles. Il avait des gestes maladroits et ses mains étaient agitées d'un tremblement impossible à réprimer. Maintenant le doute n'était plus possible : Lucienne... Non, pas ça, pas ça!... Mais elle agissait en cachette, donc contre lui. La figure de Fauvarques surgit de nouveau dans son esprit.

Alors la rancune qui commençait à poindre contre Lucienne s'évanouit, mais il sentit que sa haine contre Fauvarques s'exaspérait. Et, pour la première fois, il maudit son métier, ce métier qui charge l'officier de chaînes. Ah! s'il eût été un citoyen comme les autres, comme il aurait couru chez cet homme. André serrait les poings; il s'imaginait face à face avec Fauvarques, demandant des comptes et, — oui, — châtiant... Car maintenant, il n'en doutait plus : Lucienne était chez Fauvarques.

Une voix cria sous la fenêtre :

— Geslain!... Eh! Geslain!

Il se pencha. Dans le jardin le capitaine d'infanterie, casqué, jugulaire au menton, revolver au côté, levait la tête vers lui.

— L'auto est là. Preste! on vous attend. La police est déjà débordée aux Récollets...

— Je descends.

André boucla son ceinturon, coiffa son casque et sortit d'un pas ferme de la chambre.

A l'appel du devoir, toute préoccupation avait disparu de son esprit.

## XIII

Lucienne, en effet, était allée le matin même chez Fauvarques. A la clarté de son entrevue avec Feugères, la vie de ces dernières semaines lui était apparue comme un cauchemar, comme une abdication, presque comme une chute. Son instinct de femme l'avait guidée pendant tout ce tête-à-tête et elle en était sortie avec l'horreur d'elle-même. Rien ne lui avait

échappé du danger qu'elle avait couru quand, accablée de lassitude, elle avait failli se blottir dans ce cœur épris d'elle. Le trouble de son ami avait passé en elle et peu s'en était fallu qu'une minute d'abandon les jetât aux bras l'un de l'autre. Ainsi le désespoir de la femme et le désir de l'homme leur eussent fait commettre un geste dont ils fussent restés inconsolables.

Mais cette seconde de vertige avait fait sentir à Lucienne combien son amour pour André avait de profondes racines. Elle avait regardé avec épouvante la fausse route suivie depuis sa première visite à Fauvarques et, en quittant la maison du quai Rollon, sa décision était prise. Elle avouerait tout à son mari et reprendrait la lutte à son côté, avec leurs seules forces étroitement conjuguées et après avoir définitivement rejeté tout ce qui rappellerait le mauvais rêve.

Elle était donc partie dès huit heures. La vision sinistre de la ville l'avait à peine frappée, tant au fond d'elle-même la volonté de sauver leur bonheur la possédait, la brûlait. Elle avait pourtant souffert de la dure montée à pied vers les quartiers neufs. Soutenue par l'espoir de sa libération prochaine, elle avait grimpé la rue Saint-Leu, franchi les terrasses superposées du Jardin des Plantes. Tout de même, en approchant de la maison du maire, elle eut un instant d'hésitation. De nombreux agents en surveillaient les abords et faisaient circuler les curieux attirés par ce déploiement de police inusité. Elle craignait d'être interrogée et d'avoir à prononcer le nom de Geslain accouplé à celui de Fauvarques. Sa hâte d'en finir la décida cependant. Elle parvint sans être arrêtée jusqu'à l'hôtel et sonna. Le portier entr'ouvrit le lourd battant juste assez pour lui donner passage et ce fut pour lui dire que M. le maire était déjà descendu à l'hôtel de ville et n'avait pas dit à quelle heure il rentrerait.

Ce contre-temps enleva à Lucienne une partie de son courage. Elle gagna pourtant le salon où elle donnait habituellement ses leçons et, résolue à tout pour accomplir la rupture nécessaire, attendit. La vaste maison paraissait vide. Aucun bruit ne montait ni de l'étage inférieur, ni des appartements voisins et le tic-tac de la pendule prenait dans le silence une sonorité hallucinante. Lucienne ne put bientôt en supporter le bruit; elle se leva et se mit à marcher dans la pièce, mais elle dut bientôt s'arrêter, tant sa course matinale l'avait harassée.

La fièvre s'empara d'elle. A chaque oscillation du balancier elle avait l'impression de voir les murailles se rapprocher; elle étouffait. Et l'aiguille semblait immobilisée sur le cadran dont elle ne parvenait pas à détourner les yeux. Elle changea vingt fois de place, essaya de lire et ne put y parvenir; elle se mit au piano, plaqua quelques accords, mais il lui sembla troubler la maison d'un mort et elle y renonça. Elle se rassit alors, le dos tourné à la pendule, appuyant à ses mains glacées un front et des tempes vibrant d'un martèlement douloureux.

Et tout à coup elle entendit sonner midi. Affolée à la pensée de l'inquiétude où l'on devait être rue François-Villon, elle prit le parti d'appeler le maître d'hôtel.

— Vous direz à M. Fauvarques que j'ai absolument besoin de le voir pour une affaire très importante. Priez-le instamment de m'attendre jusqu'à une heure et demie. Je viendrai aussitôt après déjeuner.

Elle reprit en sens inverse le chemin parcouru quatre heures avant.

Elle arriva toute haletante. Ce fut pour apprendre de la vieille Amélie la venue de son mari. Vraiment le destin s'acharnait contre elle, au moment où elle consacrait toutes ses forces à rétablir la paix et l'amour dans leur foyer. Elle eut grand peine à retenir ses larmes. Qu'avait dû penser André? En quel état d'esprit serait-il pour remplir son devoir de juge? Mais la séance du conseil ne pouvait guère se prolonger au delà de midi. Il trouverait certainement la possibilité de s'échapper une minute pour repasser par la maison. Qu'il vienne. Elle se jetterait dans ses bras et se confesserait entièrement. Il pardonnerait son imprudence devant son ferme propos de reprendre la route à son côté, quelles que soient les épines, et désormais leurs deux cœurs libérés seraient plus étroitement unis.

Mais quand elle entendit le carillon de la cathédrale sonner une heure, une nouvelle frayeur la saisit. Comment différer plus longtemps? André avait dû être contraint de retourner directement au quartier et Fauvarques, lui, n'attendrait pas. Peut-être, à la réflexion, était-ce mieux ainsi. Il était préférable de ne se présenter devant son mari que la rupture définitivement accomplie. Qui sait si, dans le cas contraire, André ne voudrait pas prendre à son compte l'explication avec Fauvarques? Elle se décida à repartir.

Afin d'attirer le moins possible l'attention, la jeune femme revêtit une simple redingote noire et se coiffa d'une petite cloche en feutre de même couleur, puis elle sortit. Dans les quartiers riches qu'elle dut traverser, la ville semblait à l'abandon. Les habitants qui n'avaient pas pris la fuite s'étaient barricadés chez eux. Les rues étaient vides. Dans ce décor de catastrophe elle avançait avec la sensation de milliers de regards invisibles suivant sa silhouette, mince et sombre sur la blancheur des trottoirs. Malgré sa fatigue elle courait presque, tant elle avait peur que Fauvarques ne s'impatientât et ne l'attendît point.

Quand elle commença à gravir la rampe de la rue Saint-Leu, elle sentit ses forces l'abandonner. Ses genoux fléchissaient, ses pieds étaient de plomb et ses os lui perçaient le dos. Mais à chaque pas elle se disait : il le faut, il le faut. Quel calvaire et comme elle payait cher son erreur !

Mais quand elle atteignit le Jardin des Plantes et qu'elle en aperçut les grilles fermées, elle fut sur le point de renoncer. Ses membres brisés ne la soutenaient plus et elle songea à se coucher là comme une bête prête à mourir. Comment eût-elle trouvé la force de faire le tour de ce parc immense, de gravir les cent vingt marches escaladant la hauteur le long de l'enceinte? Appuyée à la grille, elle ferma les yeux. Une prière montait à ses lèvres. Non, il n'était pas possible de succomber par simple faiblesse physique. Elle reprit son souffle, rassembla ses forces et aiguillonna sa volonté. Enfin elle put se remettre en route. A pas traînants elle longea la clôture jusqu'à l'extrémité du parc et, une à une, monta les marches de l'interminable escalier.

Quand elle parvint au faîte, elle s'aperçut du changement survenu dans la physionomie du quartier. Au travers des arbres et des massifs du jardin public, elle distinguait une troupe d'infanterie massée. A l'autre extrémité de la rue, des gendarmes, pied à terre à la tête de leurs chevaux, faisaient barrage. D'autres gendarmes s'étaient joints aux policiers et encerclaient l'hôtel Fauvarques.

Le portier l'accueillit avec un sourire goguenard.

— M. le maire n'est pas rentré... Le conseil siège en permanence à l'hôtel de ville... Monsieur a fait prévenir qu'il y passerait peut-être la nuit.

La jeune femme, par un effort de volonté, parvint à cacher son désespoir. Elle se retourna sans hâte, franchit d'un pas ferme le cordon de police, mais dès qu'elle eut tourné l'angle du parc elle eut une défaillance et fût tombée si elle n'était parvenue à s'accrocher à la grille. Elle dut appuyer son front dans le pli de son bras pour échapper à la ronde infernale du paysage. Ainsi tout était perdu. Elle allait devoir redescendre, rentrer au logis sans avoir accompli le geste libérateur. Mais à cette pensée une révolte la souleva. Non elle ne reparaîtrait pas devant André avec, cachés dans son sac, ces vingt billets qui maintenant lui apparaissaient comme le prix d'une trahison.

Elle était seule. Se laissant glisser le long de la grille elle s'assit à demi sur le mur bas où cette grille était scellée. Peu à peu elle échafaudait un nouveau plan. Elle irait à l'hôtel de ville et demanderait Fauvarques. Celui-ci ne pourrait lui refuser une minute d'entretien. L'explication, après tout, serait plus facile et plus rapide là-bas que dans le décor habituel de leurs tête-à-tête.

De toute sa volonté tendue elle trouva la force de se redresser et pas à pas redescendit l'escalier; mais au lieu de suivre jusqu'au bout la rue Saint-Leu, elle tourna à droite dans l'avenue Félix-Faure et se dirigea vers le centre de la ville. L'épuisement et la fièvre lui troublaient la vue au point qu'elle heurta une haie de curieux contenue par un barrage et obstruant la ruelle débouchant sur la place. Elle voulut se frayer un passage, mais les badauds résistaient.

— Inutile, la petite dame. L'entrée est interdite.

— Si, si, fit-elle avec désespoir. J'ai affaire à la mairie.

Comme elle était jolie, les hommes la laissèrent se faufiler jusqu'au premier rang; mais là un agent étendit le bras.

— On ne passe pas.

Elle eut soudain une inspiration. Le mot écrit la veille par Fauvarques était toujours dans son sac. A tout hasard elle le sortit et, montrant la signature du maire et le papier à en-tête de l'hôtel de ville, elle affirma que Fauvarques l'attendait. Un brigadier de police, appelé, se laissa convaincre.

— Je vais vous faire accompagner, dit-il.

Escortée par un agent, elle traversa l'espace qui la séparait de l'entrée de l'édifice.

Elle eut alors l'impression d'un vide immense étendu autour

d'elle. Sur cette vaste place d'ordinaire si mouvementée, coupée de cars, de tramways, de véhicules de toute sorte et sillonnée par des centaines de passants, régnait un silence pesant, et dans ce désert, la femme du capitaine Geslain cheminait dans l'ombre d'un policier. Elle osait à peine lever les yeux. D'un coup d'œil rapide elle avait cependant pu constater qu'à l'autre extrémité de la place le cours de Juillet s'étendait, également vide, jusqu'aux bâtiments de la Faculté de droit, donnant la même sensation de mort. Sur la place même on ne voyait que quelques escouades d'agents rangées le long des murs et un commissaire faisant les cent pas en compagnie de quelques civils. Cependant, quand elle pénétra sous le porche de la maison commune, Lucienne aperçut dans la cour des groupes de soldats autour de leurs armes en faisceaux. Mais son esprit ne s'arrêtait pas à ces signes d'une tragédie possible. Cette heure était toute remplie de la mission qu'elle s'était fixée.

L'agent la fit entrer dans un vestibule et la confia à un huissier. Celui-ci l'accueillit hargneusement.

— Voir M. le maire en ce moment!... Impossible. Le conseil est en séance depuis ce matin, 8 heures, et le comité patronal siège en permanence dans le bureau de la commission du budget... M. le maire ne reçoit personne.

Lucienne le toisa.

— M. le maire me recevra, dit-elle sèchement.

Et, sans se soucier du fonctionnaire abasourdi, elle prit une de ses cartes de visite, saisit une plume sur la table et écrivit : « Il faut absolument que je vous parle. »

— Remettez-lui ceci immédiatement, ordonna-t-elle.

Et elle alla s'asseoir sur une des banquettes garnissant le pourtour de la pièce.

L'huissier se balança un instant sur les pieds de derrière de sa chaise, tourna et retourna la carte entre ses doigts, puis se leva, ouvrit une porte et, appelant un garçon de bureau, il lui remit le carton après lui avoir parlé à l'oreille.

Persuadée de toucher au port, Lucienne reprenait courage. De la porte à tambour par où le garçon avait disparu, venait une rumeur assourdie, dominée de temps à autre par des hurlements. Derrière les vitres de l'entrée, passaient et repassaient des gens affairés. Le vestibule lui-même était traversé à chaque instant par des groupes d'hommes discutant avec

éclat. On se sentait à la minute où se dénoue le drame et où les responsables se battent entre eux, s'accusent les uns les autres pendant qu'en face la révolte gronde.

Un autre huissier parut, une pile de dossiers sous le bras, avec dans le regard et sur les lèvres un sourire de voyou satisfait. En passant il jeta à son collègue :

— Ça barde!... Coffinet était pour la capitulation... Le patron lui a sauté à la gorge; on a dû les séparer... La motion a été repoussée, mais seulement à six voix.

Derrière sa table, l'autre hochait une tête indécise. L'homme aux dossiers, avant de disparaître par une porte, gouailla :

— Prépare ton veston et ton chapeau... Il ne fera peut-être pas bon ce soir à avoir la livrée de la boîte sur le dos.

La porte retomba. Sous les fenêtres, une troupe à cheval défilait dont on entendait les fers sonner sur le pavé.

Des minutes passèrent. Enfin le garçon de bureau reparut et remit un papier à l'huissier auquel il glissa quelques mots à voix basse. Celui-ci vint vers Lucienne et lui dit :

— M. le maire vous fait remettre ce mot... Il vous prie de l'attendre dans le bureau des secrétaires... Le garçon va vous conduire.

Lucienne ouvrit une feuille pliée en quatre et lut ces mots écrits en lettres presque informes et au crayon :

« Attendez-moi. Je m'échapperai tout à l'heure. Excusez-moi, mais je suis en pleine bataille. Votre

FAUVARQUES. »

Derrière le garçon, elle monta un escalier de pierre majestueux et morne. Arrivé au premier, son guide frappa à une porte et l'introduisit dans une vaste pièce meublée de façon cossue. Quatre bureaux s'y faisaient face deux à deux. L'un était occupé par un petit vieillard à barbiche, un autre par une jeune fille plate au visage fané; les deux autres étaient libres.

Après avoir reçu les confidences du garçon de bureau, le petit vieux se leva, salua et dit d'une voix chevrotante :

— Asseyez-vous, madame, je vous en prie.

Il avait des manières avenantes et une mine de bon chien habitué aux coups de cravache. Il indiqua à la jeune femme un fauteuil situé au fond de la pièce. Lucienne, gênée par le

regard de la jeune fille, y prit place sans mot dire. Le vieillard s'inclina derechef, sourit et dit :

— Je crains que vous ne soyez obligée de patienter longtemps. M. le maire est en séance depuis ce matin, huit heures...

N'obtenant aucune réponse, il reprit sa place, se pencha sur son ouvrage et s'appliqua à mouler des jambages ; la jeune fille tapait sur sa machine par brusques rafales ; entre temps, des murmures lointains montaient, venant de la salle des séances ou de la cour.

Lucienne sentait croître sa fièvre. Quand donc viendrait Fauvarques? Viendrait-il seulement?... Et ses chers petits, tout seuls, là-bas?... Mais non, il ne pouvait rien leur arriver de fâcheux, l'ordre régnant au centre de la ville et la rue François-Villon étant située entre l'hôtel de ville et la Préfecture. Il fallait attendre, se décharger à tout prix de ce poids écrasant... Et André?... Cher André! Comme elle était coupable d'avoir méconnu la grandeur de son obstination et aspiré à un bien-être payé d'un tel prix! Comme elle saurait le consoler, son cher mari, et lutter avec lui coude à coude!... Pour la santé de Guy, on trouverait un moyen coûte que coûte... A quoi bon conserver ces meubles anciens, cette argenterie, tous ces souvenirs d'un temps révolu? Mieux valait disperser ces témoins d'un bonheur fini et devenus gênants dans l'atmosphère de leur bonheur nouveau... Ah! comme ils seraient heureux encore, après une telle épreuve, dans la simplicité de leur foyer!... Pourvu qu'André sorte sain et sauf de cette journée maudite, pourvu que la guerre impie n'éclate pas avant qu'elle ait pu le reprendre dans ses bras et dans son cœur!

Elle regarda sa montre. Quatre heures. Il y avait près de deux heures qu'elle attendait. C'était à périr de chagrin.

Elle s'apprêtait à demander au vieux secrétaire d'aller rappeler sa promesse à Fauvarques quand tout à coup on entendit au loin une immense clameur, puis, très nettement, deux, trois coups de feu ; puis le silence ; après quoi la clameur reprit, déferla sans interruption.

Dans la cour une voix commanda :

— Rassemblement!

Les pieds des hommes coururent sur le gravier.

— Rompez les faisceaux!

Le cœur de Lucienne battait avec une telle force qu'à chaque pulsation répondait un coup dans sa tête. Elle crut qu'elle devenait folle. Elle se leva, tourna sur elle-même sans raison, puis s'arrêta, glacée d'effroi. La jeune fille s'était levée aussi et fixait Lucienne avec des yeux de démente. Elle gémissait : « Oh!... Oh!... Oh!... » puis tout à coup elle s'enfuit en courant. Le petit vieux s'était renversé dans son fauteuil en baissant les paupières.

— Monsieur, s'écria Lucienne, je m'en vais. Vous direz à M. Fauvarques...

Le bruit d'une porte ouverte brusquement l'empêcha d'achever. Elle se retourna. C'était Fauvarques, un Fauvarques méconnaissable avec des traits crispés, des yeux brûlés de fièvre et un visage couleur de cendre. Il traversa la pièce d'un pas saccadé.

— Venez, dit-il à voix basse.

Elle fut épouvantée de voir le tremblement de sa main quand il la posa sur le loquet de la porte. Où était le Fauvarques froid, maître de lui, qu'elle était accoutumée à rencontrer?... Comme il s'effaçait pour la laisser passer, elle n'eut pas une seconde d'hésitation malgré sa frayeur et entra dans le cabinet du maire. Pour elle c'était l'heure de la libération, le salut; peu importaient les désagréments passagers. Fauvarques la suivit et rejeta brutalement la porte derrière lui.

Ils se trouvaient maintenant face à face, elle debout au milieu de la pièce, lui arrêté devant l'entrée comme pour en barrer l'accès.

— Alors?... questionna-t-il.

Toutes les phrases préparées à l'avance s'échappaient du cerveau de Lucienne en présence de cet homme dont les yeux, loin de la fixer, erraient ici et là comme ceux d'une bête traquée. Dans le silence ils percevaient la rumeur lointaine dont les remous tantôt proches, tantôt presque imperceptibles, semblaient apportés ou refoulés par le vent. Et soudain le cœur de la jeune femme s'arrêta, glacé. Les regards de Fauvarques s'étaient abattus sur elle, l'enveloppant de leur flamme mouvante, montant et descendant le long de son corps. Lucienne éperdue songea à fuir, mais l'ennemi lui coupait la route. Non, plutôt la lutte. Il fallait couper les ponts, d'un seul coup, rendre impossible tout retour en arrière.

Elle fouilla dans son sac, y saisit l'enveloppe contenant la somme prêtée et dit d'une voix mal assurée :

— Je vous rapporte votre argent. J'ai longuement réfléchi. Accepter serait trahir la confiance de mon mari. Et cela, comprenez-le, il ne le faut à aucun prix.

Fauvarques, muet, conservait la même attitude. Elle posa l'enveloppe sur le vaste bureau placé près d'elle. Mais son courage l'abandonnait en se trouvant si faible, si seule, devant la fureur, invisible et certaine, de cet homme. Elle balbutia :

— Votre générosité m'a profondément touchée et je vous remercie de tout mon cœur. Néanmoins...

— Néanmoins? répéta Fauvarques.

Et il aspira avec force. Lucienne reprit :

— Pardonnez-moi, je m'explique mal. Cet acte si... généreux m'a ouvert les yeux sur le danger de prolonger mes visites chez vous. S'il est une chose dont je dois avoir souci avant tout, c'est du bonheur de mon foyer...

Ces paroles amenaient progressivement un tel changement sur le visage de Fauvarques qu'elle n'osa poursuivre. Les sourcils froncés, les mâchoires contractées, il donnait l'impression d'un être hors de lui-même. Elle se tut et, pour indiquer sa volonté d'en finir, elle ferma son sac d'un coup sec et ajusta ses gants comme pour se disposer à sortir. Fauvarques leva la main.

— Une minute, dit-il.

Il croisa ses mains derrière son dos et, s'élevant de temps en temps sur la pointe des pieds, puis retombant lourdement sur le tapis, il se mit à parler d'une voix sourde :

— Vous songez au bonheur de votre foyer et tous vos actes, dites-vous, doivent tendre à ce bonheur... Parfait... Et moi?... que faites-vous de moi dans tout cela?

Devant l'attaque Lucienne se cabra. Puisqu'il jetait le masque, elle n'avait plus de ménagements à garder. Elle toisa son adversaire avec hauteur.

— Je ne comprends pas, dit-elle. En quoi ai-je à me soucier de vous? Je suis entrée sous votre toit comme simple répétitrice de piano ; j'en sors quand et comme il me plaît. Si j'acceptais votre prêt, ma situation serait tout autre et c'est cela dont je ne veux à aucun prix.

Fauvarques baissa les paupières et son visage se contracta

comme si une arme avait fouillé sa chair. Quand au bout d'un instant il rouvrit les yeux, son regard s'était adouci, mais un coin de sa bouche se crispa dans une sorte de rictus.

— Est-ce bien votre droit? dit-il. Oui, oui, je sais... en agissant ainsi vous ne violez aucune loi humaine, mais votre conscience est-elle en paix?

— Je comprends de moins en moins, répondit Lucienne avec froideur.

Alors Fauvarques reprit, en s'animant un peu plus à chaque phrase :

— Vous ne comprenez pas?... Allons donc! Vous ne comprenez pas que vous êtes entrée dans ma vie, que vous y avez pris la première place!... Car le reste... Tenez, en ce moment où se joue une partie formidable, où tout à l'heure la populace viendra peut-être battre ces murs et demander ma tête, eh! bien, je songe à vous, je rêve de vous, je ne veux que vous. Et vous venez ici m'enlever ma force en essayant de me porter un coup effroyable! Non, vous n'avez pas le droit de commettre cette lâcheté.

L'aveu était net, brutal et la situation était du coup comme inondée de lumière. Lucienne sourit, sûre d'elle-même, maintenant qu'elle pouvait combattre à visage découvert.

— Voilà donc, dit-elle, à quoi se réduisait ce désintéressement dont vous faisiez si grand étalage. Brisons là. Plutôt la mort qu'une générosité obtenue à ce prix. Adieu, monsieur.

Elle fit quelques pas pour s'éloigner, mais il se plaça devant elle, interceptant la route.

— Je vous en conjure, supplia-t-il. Ne brisez pas ma vie.

— Vous voulez rire. Votre vie n'est nullement mise en jeu, du moins par moi. Allons, laissez-moi passer.

Elle eût voulu fuir et l'essaya en vain, mais à chaque tentative, Fauvarques se dressait devant elle. Soudain, comme, poussée à bout, elle levait la main pour l'écarter, elle ne put retenir un cri d'épouvante. Le visage de Fauvarques était devenu hideux. Toutes les basses pensées, tous les stupres si longtemps refoulés se lisaient dans son regard. Lucienne éprouva l'effroi du blessé à la vue de l'arme qui va l'achever.

De fait, elle voit luire dans les prunelles du mâle une étincelle meurtrière. Elle veut reculer, mais il lui saisit le bras avec une telle violence qu'elle a la sensation d'avoir les os rompus.

Que faire? Où trouver un appui? Dans de telles minutes, la raison disparaît, l'instinct seul commande. Lucienne oublie où elle est, qui l'entoure, quelles questions se poseront ceux qui viendront à son aide. Elle ne songe qu'à échapper au contact de cet homme. Elle crie de toutes ses forces :

— Laissez-moi... Lâche! Lâche!... Laissez-moi.

Elle espère être entendue, mais Fauvarques, sans se soucier de ses clameurs, l'attire vers lui, l'enserre dans ses bras. Entre ses dents des paroles sifflent, coupées de halètements :

— Rire?... Vous n'y songez pas... Rire?... A deux doigts de la mort?... A deux doigts du bonheur?... Rire?... Non. Mais vous aimer, Lucienne... Vous aimer, car je vous aime... Vous avez bien fait de venir... Sans vous la journée n'eût pas été complète.

Renversée en arrière, elle se débat de toutes ses forces décuplées par le désespoir. Au travers du drap léger les doigts de Fauvarques meurtrissent sa chair et des deux bras il écrase la taille de la jeune femme contre lui. Ah! quelle force insoupçonnée dans ce corps mince, dans ces mains longues et maigres... Jamais elle ne pourra échapper à cette étreinte qui, à chaque seconde, devient plus étroite. Et soudain elle sent une de ces mains glisser le long de son dos, la saisir à la nuque comme dans un étau. Elle secoue désespérément la tête; son chapeau tombe. Lentement, brisant toute résistance, Fauvarques rapproche de ses lèvres le visage de Lucienne, son souffle brûle sa face. Alors le dégoût la rend folle. Elle parvient à dégager une de ses mains, en plante les ongles dans la joue de l'homme, les ramène vers sa paume, férocement. Avec horreur, elle éprouve la résistance de cette chose tiède et molle que laboure l'extrémité de ses doigts.

— Misérable! hurle-t-il.

Mais son étreinte s'est relâchée et, d'un coup de reins, elle se dégage. D'un bond elle est de l'autre côté du bureau; derrière elle, le pas lourd de Fauvarques foule le tapis. Elle court, court, espérant atteindre la porte avant qu'il l'ait rejointe. Une main s'abat sur elle, empoignant le collet du manteau. Prompte comme la pensée, elle arrache un bouton, dégage ses épaules et le vêtement glisse le long de ses bras, reste au poing brandi de Fauvarques. Lucienne atteint la porte, l'ouvre, sort. La rejeter violemment derrière elle, traverser en courant le bureau

des secrétaires, autant d'actes qu'elle accomplit comme une folle et sans réfléchir aux conséquences possibles. Mais le bureau est vide et elle n'entend plus derrière elle le pas de Fauvarques.

Le grand escalier de pierre est également désert. Hors d'haleine, les membres brisés, elle descend maintenant les marches une à une, avec crainte. Elle hésite. Sans chapeau, sans manteau, les mains vides, avec cette simple petite robe noire qui colle à son corps, elle a l'impression d'être nue et couverte d'opprobre. Qu'importe? Fuir, il faut fuir, gagner l'air libre, aller pleurer ailleurs, toute seule.

Voici le vestibule, également vide. Tout le monde est donc parti? On dirait qu'une tempête a balayé l'Hôtel de ville. Et au dehors, quel est ce tumulte bizarre, ce chant formidable et lointain? Qu'importe! Fuir, fuir.

La voilà sous le porche. Il y a là des officiers d'infanterie. Comme ils sont pâles, comme leurs yeux sont dilatés sous la visière des casques. Mais ils ne se soucient pas d'elle. Ils regardent fixement au loin du côté de la place, vers le cours de Juillet. Qu'importe! Fuir.

Et, glissant le long du mur, Lucienne s'échappe.

## XIV

Quand André descendit de l'auto devant le quartier Kellermann, le régiment l'avait quitté. Les grilles étaient fermées, les sentinelles placées à l'intérieur. Il n'y restait que trois douzaines d'employés chargés d'en assurer la garde sous le commandement de l'adjudant de semaine Boutaride.

Son ordonnance l'attendait tenant en main leurs deux chevaux. Pendant que le dragon ajustait à la selle le sabre de son officier, l'adjudant Boutaride communiquait à celui-ci les renseignements qu'il possédait. Le préfet, disait-on, avait demandé et obtenu des renforts de troupes. Le deuxième régiment de la brigade arrivait par la route et serait là au début de la nuit. De nouveaux gendarmes mobiles avaient été prélevés sur les garnisons d'Orléans, de Tours, de Nantes, de Limoges, de Clermont-Ferrand; ils débarqueraient, espérait-on, avant qu'aucun trouble sérieux ait pu éclater. En attendant, les escadrons étaient dispersés aux quatre coins de la ville : le premier aux Récollets, le deuxième au faubourg des Drapiers, le troisième

aux abattoirs. Celui du capitaine Geslain, sous les ordres du lieutenant Moreau Saint-Loup, avait été désigné pour la garde du Port et de la Halle-aux-Vins, attenante. Les autos-mitrailleuses étaient disséminées dans les quartiers douteux et y effectuaient des patrouilles, afin de donner à réfléchir aux fauteurs de trouble.

André écoutait et classait tous ces détails dans sa mémoire. Son métier l'avait ressaisi corps et âme et, de son angoisse récente, subsistait seule une meurtrissure dont il était résolu à ne tenir aucun compte.

Il monta à cheval et, suivi de son ordonnance, prit au trot le chemin du Port.

Selon la méthode qu'il s'était imposée il se plaça mentalement en face de la situation et en imagina les péripéties probables; il en déduirait ensuite sa conduite future. La crise arrivée à l'état aigu, une seule chance de salut restait : l'opération chirurgicale. Serait-ce la guérison certaine? Évidemment non. Rien n'est certain dans des cas semblables. Mais on n'avait pas le choix. Attendre?... C'était vouloir le pire, subir d'inévitables complications, plus redoutables à chaque minute. Le bistouri viendrait trop tard. Donc, pas d'hésitation. Si la fièvre ne tombait pas d'elle-même à la vue du chirurgien, ouvrir l'abcès. Après quoi, il n'y aurait plus qu'à s'en remettre au destin.

Mais il fallait compter avec les maîtres du malade, le personnel politique et ses agents, avec le mal qui les ronge : peur des responsabilités, asservissement aux masses, relâchement quasi unanime de l'idée de devoir. En songeant à cette menace, André eut un haussement d'épaules. A des heures comme celle-ci, il était décidé à ne pas s'embarrasser de formules. La peur des coups n'existait pas pour lui. Là comme toujours le bien du pays était seul en jeu. Il obéirait jusqu'à la mort aux ordres de ses chefs militaires; quant aux autres, il agirait selon sa conscience. Les conséquences personnelles lui importaient peu.

Ces principes posés, il se sentit léger et dispos, et il allongea l'allure dans la direction fixée.

Les larges avenues conduisant au pont Colbert offraient un aspect désolé. Elles rappelaient les rues de ces villages qui, en 1914, après avoir vu défiler les dernières troupes françaises en

retraite, attendaient dans l'épouvante l'arrivée de l'ennemi. Au pont même, une dizaine de gendarmes, l'arme au pied, barraient l'accès de la rive droite sur laquelle une auto-mitrailleuse était en position.

— Bigre... murmura André. Se déciderait-on à montrer les dents?... Quelle sottise d'avoir tant tardé et de risquer un massacre là où un peu d'énergie, employée à propos, eût suffi!

Sur le quai de la Marine, André reprit le trot et quelques minutes plus tard il atteignait la Halle-aux-Vins. Le quartier semblait abandonné de tous ses habitants. Moreau Saint-Loup lui rendit compte des dispositions prises. L'escadron était pied à terre à l'intérieur de la halle et tous les quarts d'heure une patrouille à cheval, accompagnée d'agents cyclistes, en faisait le tour, puis longeait le port maritime de bout en bout.

André mit pied à terre et rejoignit ses chefs de peloton assis devant la grille de la Halle-aux-Vins. De là le regard embrassait dans toute sa longueur une avenue plantée de tilleuls, qui s'allongeait entre les docks d'une part et les hangars de la halle d'autre part.

Chacun de ses officiers, avec son tempérament propre, partageait son opinion sur la nécessité d'une action vigoureuse. Il fallait décourager toute tentative de désordre. Dans cet état d'esprit, Moreau Saint-Loup conservait son attitude renfermée et mélancolique; Baudigny était mis en fureur par l'obligation où il s'était trouvé d'interrompre l'entraînement de son cheval Pickwick en vue d'un prochain *hors-série*; quant au sous-lieutenant de Faivret, ses vingt-deux ans s'exaltaient devant cette situation tragique et, pour enrayer l'émeute, s'emparer des meneurs et les mettre hors d'état de nuire, il avait plusieurs plans extraordinaires et il les exposait, les entremêlait, les compliquait avec un sombre enthousiasme.

Rassuré de ce côté, il parcourut les rangs de l'escadron, interrogeant les sous-officiers et les hommes, leur expliquant d'un mot le rôle qui leur était dévolu et s'assurant de la bonne volonté de tous.

André était tranquille. En cas de conflit, il aurait derrière lui une troupe dont aucune défaillance n'était à craindre. Il rejoignit ses officiers et s'assit au milieu d'eux. Faivret exposait un nouveau plan de répression d'une complication fantastique. Raillé par Baudigny, il allait prendre son capitaine à

témoin, quand il s'arrêta net au milieu d'une phrase et resta en suspens, la bouche ouverte, l'œil écarquillé, un doigt en l'air. Une clameur formidable venait d'éclater au loin, vers l'extrémité opposée de la ville. On entendit un coup de feu, puis ce fut le silence; et, dans ce silence, deux autres détonations, coup sur coup. Sur quoi la clameur reprit, plus colossale encore.

Les quatre officiers s'étaient dressés. On a beau avoir fait la guerre pendant quatre ans, en avoir supporté les effroyables canonnades, rien ne paraît plus atroce qu'un coup de fusil éclatant de la sorte, sauvagement, au sein de la cité où l'on est accoutumé de vivre. Le cœur se pétrifie et l'imagination galope. L'image de la mort surgit. Ici, surtout, à l'heure où une goutte de sang versée pouvait avoir d'incalculables suites, la commotion avait été rude.

—C'est vers le Pont-Tournant, dit Baudigny, en secouant sa pipe sur son talon avec un calme affecté.

Un agent cycliste s'était approché du groupe.

— Pourtant, dit-il, il ne devrait pas y avoir grand chose à craindre de ce côté. Le pont est ouvert depuis ce matin et le poste de commandement se trouve sur la rive droite.

— Ah ! ne pas savoir..., soupira Faivret, très pâle.

Des dragons, quittant leurs chevaux, s'étaient approchés de la grille et leurs yeux, démesurément agrandis, interrogeaient leurs chefs.

— Des nouvelles ! s'écria Moreau Saint-Loup en étendant le bras dans la direction des quais.

Au bout de l'avenue, un motocycliste militaire débouchait à toute vitesse. Il s'arrêta brusquemment à hauteur du groupe et, resté en selle, jambe de ci, jambe de là, cria :

— Le capitaine Geslain ?

André se fit reconnaître.

L'estafette tira un papier de sa veste de cuir et le tendit. Quelques lignes avaient été hâtivement tracées au crayon sur la feuille arrachée d'un carnet. André les lut à demi-voix :

« Le capitaine Geslain se portera immédiatement et aux allures vives, avec tout son escadron, sur la place de l'Hôtel de ville où il trouvera des ordres.

« Chateau-Chabas. »

Chacun courut à sa monture. En attendant qu'on lui ame-

nât Tiburce, le capitaine questionnait le motocycliste. Celui-ci ne demandait qu'à placer son récit :

— Paraît qu' « ils » ont passé le fleuve sur un bateau au delà de la ville et ils sont revenus ensuite à la course par les petites ruelles du Faubourg de Paris. Le poste qui gardait le pont a été surp[illegible] avant de comprendre ce qui lui arrivait. Alors, ils ont vivement tourné le pont. Les autres avaient le mot. Ils s'étaient massés de l'autre côté, rue de la Ferraille et place Jules-Vallès, et ils se sont précipités en criant tant qu'ils pouvaient. Les gendarmes ont voulu barrer le pont. On les a f... à l'eau. A ce moment, une patrouille a tiré... Après, dame !

André était fixé. Le fleuve franchi, aucune chance ne restait d'éviter le choc. Un désespoir immense l'envahit, pareil à ceux qu'il avait éprouvés jadis, en 1914, aux plus mauvais jours de la retraite. Si la révolte triomphait ce soir-là, elle s'étendrait sur tout le pays comme un raz de marée. Pauvre France qui se mourait de n'avoir pas de chef !

Il monta à cheval et se plaça en tête de son escadron.

— Au trot, commanda-t-il.

De la Halle-aux-Vins à l'Hôtel de ville la route était brève. Tout en avançant, André prêtait l'oreille. Derrière lui, pas un mot, le trot rythmé de cent chevaux, le cliquetis des armes, le bruissement indistinct de cent dragons chevauchant avec le calme et l'assurance d'une troupe bien en main. Devant lui la tempête, plus proche à chaque foulée. Tout cela était normal, prévu. Il allait être placé en face du plus terrible devoir qui puisse échoir à un soldat. Il l'acceptait sans murmure, décidé à servir jusqu'au bout.

Sa pensée, l'instant d'un éclair, alla vers sa femme. Ah ! comme en de tels moments il l'appelait, il lui ouvrait son cœur ! Sans elle, son âme n'était qu'une plante privée d'eau, d'air, de soleil. Lucienne l'avait vivifiée en l'entourant de mille soins. Grâce à elle, sa vie s'était épanouie. Cette cruelle journée lui ouvrirait-elle les yeux? Aurait-elle enfin la perception nette des raisons qui lui ordonnaient, à lui soldat, à lui chef, de rester à son poste? Il se jura d'avoir avec sa femme, à la lumière de cette heure tragique, une explication définitive.

André, dès qu'il déboucha sur la place, eut l'impression d'être sur le terrain de la partie décisive. Le général Bedeau de Bélières, le colonel de Château-Chabas, tous deux à pied, étaient

là; il y avait également le major de la garnison, le colonel de gendarmerie, le commissaire central et une douzaine de civils, tout ce monde groupé autour d'une grosse limousine où le préfet, écroulé et verdâtre, levait les bras au ciel.

Un officier accourait au-devant de l'escadron. C'était le brave Bouquetot, le capitaine adjoint de Château-Chabas.

— Le colonel te fait dire de te former en bataille au bout de de la place, face au cours de Juillet.

Il s'était placé à hauteur du capitaine Geslain et allongeait les jambes pour marcher au pas de Tiburce.

— Ça va mal, dit-il en fixant le sol.

— Où en sommes-nous? demanda André, tout en faisant évoluer son escadron.

— Je n'ai rien vu. Nous sommes revenus des Récollets au galop, quand on a su qu'ils s'étaient emparés du Pont Tournant. Le général a envoyé là-bas tous les gendarmes dont il pouvait disposer, mais comment, avec de si faibles moyens, arrêter une lame de fond? Ils sont au moins dix mille, entraînés par quelques douzaines de criminels prêts à tout, étrangers pour la plupart. Il y a déjà des morts et l'on promène leurs cadavres dans les quartiers de la Basse-Ville. Ils demandent qu'on leur livre Fauvarques...

— Fauvarques!

— Si cela ne tenait qu'à moi!... grogna Bouquetot.

Il était devenu tout rouge et serrait les poings. Dès que l'escadron fut formé à l'endroit indiqué, Bouquetot s'éloigna. André, très calme, fit face à la ligne de bataille et ordonna :

— Un coup de sangle aux chevaux et dégagez les dragonnes.

Puis, sans hâte, il se remit face en tête. Devant lui, au delà des bâtiments de la Faculté de droit, dans le quartier paisible, dont les rues anciennes descendaient vers le fleuve, montait un chant de mort qui se rapprochait peu à peu. Mais le cœur d'André battait régulièrement. Les dés étaient jetés; il ne lui restait qu'à accomplir les actes du soldat. Il était prêt.

— Geslain, je suis heureux que ce soit vous qui soyez ici.

Le colonel de Château-Chabas s'était approché et flattait l'encolure de Tiburce. La main à la visière du casque, André s'inclina. Le colonel poursuivit en désignant du doigt l'extrémité du cours de Juillet :

— Le préfet a décidé qu'il fallait à tout prix empêcher

l'émeute d'atteindre l'Hôtel de ville... Le général a fait appeler tous les escadrons. Arriveront-ils à temps? Et même les cyclistes envoyés pourront-ils les atteindre? Mystère. A tout hasard, il a fait demander Feugères qui surveillait le Pont-Vieux... Dieu veuille qu'on n'ait pas à se servir des mitrailleuses! Ce serait...

Le ronflement d'un moteur lui coupa la parole. Une auto-mitrailleuse débouchant sur la place, vint se ranger devant le centre de l'escadron. Feugères lui-même, tête nue, se dressa hors de la tourelle et échangea un salut de la tête avec André. Le jeune capitaine semblait agacé et nerveux. Tourné vers Château-Chabas, il lui dit :

— Mon colonel, me voici à vos ordres. Par malheur, ma seconde voiture est en panne au Pont-Vieux. J'espère qu'elle va rejoindre.

— Mon ami, répondit le colonel, je n'ai aucun ordre à vous donner. Rien ne se fera que d'ordre du général d'accord avec le préfet et le commissaire central. Adieu. Je me retire, ne pouvant que vous gêner.

Geslain et Feugères se retrouvaient face à face et il leur avait suffi d'échanger un regard pour se sentir plus forts. Mais ils n'eurent pas le temps de se communiquer leur pensée.

— Voici Verbech, dit Feugères en regardant du côté de l'Hôtel de ville.

André se retourna sur sa selle.

Or, à ce moment précis, une mince forme noire se glissait hors de l'Hôtel de ville et ce fut vers elle, si humble, si infime sur l'immense place, que le destin guida le regard de l'officier. Là, en pleine lumière, il eut ce spectacle atroce : Lucienne, tête nue et la chevelure en désordre, à demi dévêtue, rasant les murs d'un pas titubant, fuyant comme une voleuse de cette maison où Fauvarques était maître. André, sous le choc, eut la sensation que la vie se retirait de lui et des deux mains il dut se cramponner à sa selle pour ne pas s'écrouler. Autour de lui ses yeux ne distinguaient plus qu'un brouillard rouge. Son existence était brisée, son amour mort. Il poussa un gémissement.

Feugères n'avait rien perdu de la scène et sa douleur, doublée par celle dont il était le témoin pathétique, était telle qu'il crut perdre la raison. Il bégaya :

— André, André, mon vieux...

Cette voix rappela le capitaine Geslain à la réalité. Il eut honte. A des minutes semblables on ne s'abaisse pas à pleurer sur soi-même. On fait face. Seul, on juge, on agit. Il tendit toutes ses forces pour arriver à reprendre un visage impassible. Tourné vers son ami, il distingua peu à peu sa figure bouleversée. Mais Feugères n'était pas dupe. Sûr de ne point se tromper, il insista :

— Non. Ne crois pas cela. Ce n'est pas ça..., ce n'est pas ça...

— Tais-toi, je le tuerai.

— Non, te dis-je, je t'expliquerai...

Mais il ne put achever. Un frémissement avait couru le long de l'escadron et les rejetait brutalement en plein drame. Au fond du cours de Juillet deux chevaux sans cavalier venaient de déboucher emportés par un galop fou, zigzaguant. Leurs étriers vides battaient leurs flancs et l'un deux avait le chanfrein et le poitrail rouges.

En même temps, comme les bras d'un torrent ayant rompu sa digue, un double flot noir emplit les rues longeant de part et d'autre la Faculté de droit, encercla celle-ci tout à fait et s'étala en une seule vague à l'autre extrémité du cours. L'armée de la révolte avançait. Elle avançait en chantant. Et c'était toujours le même hymne où chaque strophe se terminait par ce cri sinistre, clamé deux fois :

*Révolution! Révolution!*

Révolution... Hurlé en cadence par des milliers de voix, le mot s'élevait vers le ciel comme un blasphème; il fouaillait les murailles, se coulait par les rues et balayait l'air d'un souffle mortel. Toute la ville en semblait empestée.

Au-dessus de la houle des têtes, oscillaient comme des épaves des loques rouges et noires, des bandes de calicot portant des inscriptions et brandies à bout de bras. Et la foule grossissait, grossissait, pareille à des flots de sang propulsés par un cœur gigantesque.

En face d'elle, frêle rempart, la troupe se dressait.

Muette et soulevée de dégoût, elle enfermait sa rage dans l'immobilité du garde-à-vous, mais chacun songeait à venger les camarades assassinés. André et Feugères avaient refoulé leur tourment. Leur esprit de chef envisageait, jaugeait, supputait. La coulée de lave vomie par le hideux volcan allait-elle

les submerger? Allaient-ils se précipiter contre elle, s'efforcer de la diviser, de la rejeter vers sa source?

A vingt pas devant eux, ils voyaient le commissaire Verbech se dresser, isolé, avec une face de cadavre. Derrière lui, à deux pas, un tambour d'infanterie, petit et trapu, se tenait, le corps droit, les talons joints, les baguettes en travers de la caisse.

Au même instant, le lieutenant-colonel Mermetz, major de la garnison, suivi d'un officier de la place, se dressa entre les deux capitaines. Lui aussi était affreusement pâle, avec, dans le regard, une expression désespérée. Il se mit à leur parler d'une voix saccadée que le chant des émeutiers, de plus en plus proche, couvrait presque.

— Messieurs, dit-il, voici les ordres. Il ne faut pas que l'émeute prenne pied dans l'Hôtel de ville. Le préfet s'est entendu avec le général et prend la responsabilité de tout... A la deuxième sommation, si le rassemblement ne se dissout pas, vous, Feugères, vous tirerez une bande de mitrailleuse et vous, Geslain, vous profiterez de la panique pour charger au galop. Il faut coûte que coûte...

Le lieutenant-colonel n'eut pas le temps d'achever. Un roulement de tambour lui coupa la parole. Le silence s'était fait instantanément. La masse des manifestants oscilla un moment, puis se figea.

Sur un signe d'André, tout l'escadron avait mis sabre au clair.

Face à l'émeute, le commissaire Verbech, dressé sur la pointe des pieds, glapit de sa voix perçante :

— Au nom de la loi, dispersez-vous. Que les bons citoyens se retirent. La troupe va faire feu.

De la foule partit un hurlement sauvage. Ce furent d'abord mille imprécations se fondant en une cacophonie indescriptible. Mais bientôt toutes les voix se fondirent en une seule formant comme un chœur immense et répétant ces trois mots inlassablement, sur la même cadence :

— A mort Fauvarques ! A mort Fauvarques ! A mort !... A mort Fauvarques ! A mort !...

Feugères, toujours debout sur le strapontin de sa mitrailleuse et émergeant de la tourelle, s'adressa au lieutenant-colonel Mermetz :

— Mon colonel... Tirer là-dedans... Savez-vous que je vais abattre une centaine d'hommes?

Le lieutenant-colonel eut un geste de désespoir.

— C'est l'ordre, dit-il. Obéissons.

— Pour sauver un Fauvarques !... dit encore Feugères, les mâchoires crispées.

Il descendit du strapontin, se courba et épaula sa mitrailleuse. L'œil au guidon, il visait la masse vivante agglomérée à cinq cents pas. André, calme comme à la bataille, ne songeait plus qu'à s'employer pour le salut du pays.

Cependant, sur un signe de Verbech, un nouveau roulement de tambour venait encore de dominer le tumulte.

— Au nom de la loi.... commença-t-il.

Il n'alla pas plus loin. Dix milles poitrines poussèrent un cri formidable et la foule des révoltés se rua vers l'Hôtel de ville. Le commissaire Verbech revenait à toutes jambes en criant :

— Tirez !... Tonnerre de chien !... Mais tirez donc !

André jeta un regard sur la tourelle que Feugères n'avait pas pris la peine de fermer. Celui-ci, d'un geste brusque, désarma sa mitrailleuse et, se redressant :

— Pour ce s...d ?... Jamais ! dit-il.

Tout cela avait duré l'espace d'une seconde. Mais André avait eu le temps d'écouter en lui-même. Il lève son sabre et d'une voix éclatante commande :

— Escadron en avant... au galop !

Derrière lui l'escadron s'ébranle, pareil à une muraille vivante. Le flot des mutins, à cette vue, hésite, ralentit, s'arrête. Mais la charge est lancée. André n'hésite pas : il le faut... Une hésitation, une faiblesse et ce sont des centaines de vies humaines sacrifiées, et qui sait? peut-être un désastre effroyable s'abattant sur la France.

Il pousse Tiburce dans la foule qui reflue.

Et soudain un coup de feu claque. André porte la main à sa poitrine où il a ressenti un petit choc. Mais aussitôt son regard se brouille, sa tête se transforme en une masse de plomb. Il lâche ses rênes, il tombe.

La charge le dépasse, balaye la place, se fond à la foule épouvantée sur laquelle les sabres, comme des fléaux, retombent.

. . . . . .

*LUCIENNE GESLAIN A LOUIS FEUGÈRES*

*Factorerie de Bakoundé-Kalei, par Mapolo (Gabon)*

27 décembre.

« Mon ami,

« Ne m'accusez pas d'ingratitude ou de paresse. Pour la première fois depuis six mois je me trouve seule, entourée de paix, l'âme en repos. Et c'est ce premier loisir que je vous consacre.

« Mon cher mari est guéri. Il est remonté à cheval hier pour la première fois. Ah ! Feugères, si vous l'aviez vu !... Quand il s'est trouvé en selle sur Tiburce, il m'a jeté un regard chargé d'une telle joie que j'ai senti vraiment tout ce que contenait pour lui ce mot : servir, — et servir en cavalier. Comme ce regard m'a fait mal ! N'ai-je pas failli briser sa carrière d'officier, moi, sa compagne, sa maîtresse, sa servante, sa maman ?... J'ai dû fuir pour cacher mes larmes.

« Il a été longtemps avant de retrouver ses forces et de combien de soins j'ai dû l'entourer jusque-là ! Songez à ce que fut mon existence depuis le mois d'avril. Tout en passant de longues heures à son chevet, j'ai dû, presque seule, faire face à mille difficultés, détourner mille embûches. J'ai dû, de moi-même, prendre l'effroyable résolution de bouleverser de fond en comble notre genre de vie, alors qu'André était encore trop faible pour qu'on me permît de le consulter.

« Ah ! ce fut un instant pathétique. A de telles heures, il ne faut pas regarder en arrière, si l'on ne veut pas faiblir. « Tu as vécu tant d'années dans cette maison ornée par tes soins, tu y as connu des jours adorables dans un décor de choix, tu y fus gâtée, aimée, fêtée. Renonce à tout cela, accepte ce toit médiocre, ces chambres blanchies à la chaux, cette cour de ferme. Ce sera là désormais ton foyer. » Il faut un cœur d'airain pour se parler ainsi et pour réaliser soi-même ce renversement de tout ce qui a été. Telle fut la tâche à laquelle je me suis vouée.

« Vous souvenez-vous de la petite maison où logeait le capitaine Lebouq, rue de la Butte-au-Moulin ? C'est elle que nous

habitons maintenant, au milieu des charrettes maraîchères, des herses, des brouettes et des cloches à melon. Le bon père Lebouq, à la naissance de son cinquième enfant, a dû émigrer. Il occupe maintenant une grande bâtisse, ancienne auberge de rouliers, sur la route de Paris, à huit cents mètres de l'octroi. Il a acheté une bicyclette et l'enfourche chaque soir pour faire les trois kilomètres qui le séparent du percepteur et en revenir après minuit.

« Notre demeure actuelle, vous le voyez, ne rappelle que de loin le pavillon de la rue François-Villon, avec son escalier de pierre, ses vastes pièces, ses hautes fenêtres et ses boiseries. Mais ce petit coin possède des qualités précieuses. Il y a de l'air pur pour nos petits et de la lumière à profusion pour nous tous. Nous sommes entourés de braves gens, travailleurs, silencieux et s'efforçant à de bonnes façons envers les nouveaux pauvres que nous sommes. Et puis, surtout, il y a le prix du loyer... C'est là, vous le devinez, la principale raison de ma prédilection pour ce nouveau foyer.

« Tout cela et le reste a coûté beaucoup d'argent. J'ai dû vendre une grande partie de notre mobilier. Cela m'a été très dur, mais quand un parti est pris, il ne faut pas hésiter, il faut aller jusqu'au bout sans faiblesse. J'ai eu ce courage. J'ai aussi vendu notre argenterie et les quelques bijoux dont je n'avais pas voulu me séparer jusqu'ici. Que d'amertume et de regrets sur le moment, mais aujourd'hui quelle fierté! La Grèverie et sa femme ont été parfaits pour moi. Ils m'ont aidée, conseillée de toute manière, et grâce à eux les mercantis ne m'ont pas complètement étranglée. J'ai pu faire face à tout.

« Par La Grèverie également, j'ai fait la connaissance d'une créature exquise, M^me^ de Vennelle, dont le mari a été tué aux Éparges. Elle est restée veuve avec une petite fille. Plutôt que de vendre le grand chalet qu'elle possède en Savoie, au-dessus d'Arvillard, elle en loue une partie pendant la belle saison. Elle a consenti à y emmener mon Guy pendant cinq mois. Le petit homme a été d'une bravoure extraordinaire. Il est parti sans une larme et nous est revenu en septembre avec une mine superbe. Le voilà maintenant à Saint-François de Sales où il travaille comme un ange. Geneviève est plus blonde et plus fraîche qu'elle ne le fut jamais. Les deux chers

petits envoient des milliers de baisers à leur lointain ami.

« Car vous êtes loin, Feugères, et cet éloignement est la seule ombre qui s'étende sur notre vie. Vos lettres nous assurent de votre félicité. Il fallait donc que cela fût. Vous trouvez plus de satisfaction, dites-vous, à planter la canne à sucre au milieu des nègres qu'à essayer de transformer de futurs électeurs en guerriers. Je crois pourtant découvrir entre vos lignes des traces de mélancolie. Vous affirmez ne rien regretter en dehors de vos amis Geslain. En êtes-vous bien sûr?

« Ce qui vous manque, je vais vous le dire. C'est l'idéal auquel vous aviez consacré votre vie et qu'une trop grande injustice vous a poussé à abandonner dans un sursaut de dégoût. Pour des êtres tels que vous, il est pourtant la seule raison de vivre et d'agir. C'est lui qui a arraché André à la mort, et lui seul permet de souffrir tout ce que nous avons souffert dans notre âme et dans notre chair. Vous nous dites : là-bas, je sers encore. Certes. Mais vous ne goûtez plus la saveur du sacrifice comme nous la goûtons ici, et des âmes comme la vôtre ne se contentent pas de victoires faciles. Je suis tranquille. Vous ne resterez pas longtemps sourd à l'appel du passé et vous nous reviendrez.

« Et moi?... Moi, je suis heureuse. Oui, heureuse. Voyez-vous, Feugères, avoir un grand amour dans sa vie, avoir failli le perdre et l'avoir reconquis tout entier, c'est le plus grand bonheur qu'une créature humaine puisse souhaiter ici-bas. Ce bonheur, je l'enferme en moi, je l'écoute, je le respire, je le caresse, je le contemple en secret. Il me suffit. Grâce à lui, il n'y a plus d'obscurité autour de moi et j'avance dans la lumière. Oh! notre vie n'est plus au grand soleil d'autrefois; elle est dans une clarté paisible, douce, sans éclat, mais aussi sans nuage; mon amour me donne toutes les consolations et toutes les forces.

« Eh! oui, je gravis encore des escaliers, je tire des sonnettes. j'écoute d'interminables gammes et touche de lamentables cachets; mais j'accomplis avec joie ces ingrates besognes en songeant aux quelques douceurs que, grâce à elles, je puis donner à Guy, à Geneviève...

« Je vous l'ai dit : ne pas regarder en arrière, voilà le secret de ma félicité. Quand on est femme d'officier, dans la France d'aujourd'hui, il faut accepter sans révolte une existence grise.

Elle est faite à l'image de l'uniforme de nos soldats. A notre époque de démocratie échevelée, toute élégance et tout brillant, voire toute politesse et toute grâce, sont l'objet d'une sorte de haine. On nous le fait bien sentir. Qu'importe! On peut aimer dans l'ombre un métier qu'on eût préféré exercer en pleine clarté et sous des couleurs chatoyantes. André continue à l'aimer tel qu'on le lui impose et je suis à ses côtés sans regret.

« Au revoir, mon ami. Je pense souvent à vous, soyez-en sûr. Sans votre appui, sans l'apaisement que vous avez donné à mon mari, à mon sujet, que serais-je devenue? André n'eût pas survécu à sa blessure et je serais morte de chagrin. Vous avez sauvé deux fois mon bonheur. Vous souvenez-vous de notre entrevue quai Rollon? Ah! Feugères, comme vous avez été loyal et brave! J'étais brisée, mais lucide, et j'ai compris la grandeur et la beauté d'une amitié comme la vôtre. Vous m'avez sauvée de moi-même à une heure où j'étais sans défense et où ma détresse pouvait causer l'irréparable. Je ne l'oublierai jamais.

« Soyez heureux, Feugères, comme nous le sommes et aimez-nous toujours, comme nous vous aimons.

« Au revoir, mon ami.

« LUCIENNE. »

MARCEL DUPONT.

# DU VIEIL ALGER ROMANTIQUE A FEZ LA MYSTÉRIEUSE

## III [1]

### LA PORTE ORIENTALE DU MAROC. — FEZ

L'accès du Maroc oriental est devenu relativement facile : ce n'est plus le pays hostile et fermé d'autrefois, où l'on ne pouvait s'aventurer, — du moins de ce côté, — qu'à la faveur d'un déguisement. Les communications avec l'Algérie sont elles-mêmes assez rapides, sinon très commodes. La cloison étanche entre les deux régions semble abattue définitivement. On peut partir d'Alger à neuf heures du soir par un express un peu somnolent et arriver le lendemain à Fez entre dix heures et minuit : soit environ 25 heures pour parcourir plus de 1000 kilomètres. J'ai vu des personnes pressées sauter du train dans un autocar et, de l'autocar, dans un autre train, pour être à Rabat le surlendemain matin.

En cette partie orientale du Maroc, contrée encore farouche et à demi déserte, l'autocar est à peu près l'unique moyen de transport. Il y a bien un chemin de fer à voie étroite, qui va de Fez à Oudjda et ainsi se rattache au réseau algérien. Mais il n'a guère d'utilité que stratégique et il est impraticable pour des voyageurs européens : de sorte que l'automobile triomphe dans toute cette région. Cela me rappelle le beau temps des diligences, ces vieilles patâches algériennes qui mettaient cinq

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 septembre.

jours pour aller de Boghari à Laghouat. Même promiscuité, souvent fort désagréable. Il me semble pourtant qu'il serait facile d'avoir des voitures à plusieurs classes, ou des voitures de différentes classes. Même omnipotence dévolue au mécanicien, qui est un personnage aussi superbe que les vieux conducteurs de diligences grincheux et mal embouchés. Mais il faut avouer que les sièges sont beaucoup plus confortables, si la place y est étroitement mesurée. Cela finit par devenir un affreux supplice de passer huit ou neuf heures consécutives, encaqué entre deux banquettes sans pouvoir allonger une jambe, ni même faire un mouvement, et sans autre espoir de soulagement que de brèves escales souvent mangées par les retards. Heureusement la vitesse vous console de tous ces inconvénients. Ces énormes et lourdes automobiles font, en moyenne, soixante kilomètres à l'heure.

Ajoutons d'ailleurs qu'une très bonne route conduit d'Oudjda à Fez. Dès mon entrée au Maroc, le réseau routier m'émerveille. Sous la pression des nécessités de la guerre, on a accompli, en quelques années, des travaux qui, en temps normal, auraient peut-être demandé un quart de siècle, si ce n'est plus. Ce réseau a quelque chose de fastueux : relais bien disposés, nombreux services d'autocars qui se concurrencent, poteaux indicateurs plantés à profusion et en bonne place. De distance en distance, de grands panneaux de maçonnerie, véritables murs blanchis à la chaux avec des inscriptions en gros caractères qui se voient de loin et dans tout l'élan de la vitesse. Et ces panneaux indicateurs mentionnent des villes aux noms sonores, des trajets imposants et qui font rêver : *Tunis, 2000 kilomètres!...* Cela donne une haute idée de l'Empire. Cela rappelle le Milliaire d'or du Capitole, les bornes des voies romaines, l'Itinéraire d'Antonin, — enfin une foule de choses glorieuses. Et cela vous donne une certaine fierté, lorsqu'on traverse cette région d'Oudjda-Taza, qui, il n'y a pas trois ans, était envahie et menacée par les tribus rebelles. La paix française a rétabli la sécurité. Les indigènes sont les premiers à en profiter. En longues files cavalcadantes ou pédestres, ils osent sortir de leurs gourbis. Ils encombrent les routes, voyageant et trafiquant tout à leur aise, — et cela sous notre protection, sans avoir besoin, comme autrefois, de kilomètres de remparts pour se mettre à l'abri de l'agresseur, eux et leurs troupeaux. A

peine, çà et là, un bordj ou un camp fortifié. Les autos françaises vont et viennent, en un roulement presque ininterrompu. Mais les autos marocaines sont peut-être encore plus nombreuses...

Au milieu de toute cette poussière, de tout ce vacarme de transit et de charroi, en suivant, d'un bout à l'autre, des registres compliqués de fils télégraphiques ou téléphoniques, on ne peut pas oublier qu'on traverse une région d'une sauvagerie presque désertique, un paysage qui me rappelle cette étrange plaine de Bougzoul, d'où je viens. Ce paysage, je le vois s'ébaucher dès la sortie d'Oudjda.

Il est de très grand style : à l'horizon, toujours ces dunes, ces pitons, ces cônes, ces formes étranges des montagnes sahariennes, avec leurs bizarres échancrures, leurs bords dentelés comme ceux des conques ou des coquilles Saint-Jacques et surtout cette singulière apparence de minceur qui les fait ressembler à des plaques de marbre se haussant les unes derrière les autres. Puis les montagnes, à mesure qu'on avance, reculent dans des profondeurs indistinctes, — d'immenses étendues stériles se déploient, aux arrière-fonds fascinateurs, où s'étirent des mousselines bleues et mauves sur de grandes surfaces cristallines, liquides et transparentes, pleines de mouvants fantômes. Et l'immense plaine expire en une succession de vagues figées, une mer minérale d'où émergent des apparences de pylônes, de portiques démantelés, de remparts en ruines, dont les brèches s'ouvrent sur des ciels de rêve aux colorations immatérielles et fugaces, qui passent du bleu tendre au violet sombre. Et par derrière cette fantasmagorie, en cet avril peu sûr, une formidable barre nébuleuse, un amoncellement de vapeurs poussées par le souffle de l'Atlantique déferle des profondeurs crépusculaires et menace de tout submerger. Puis, finalement, dégagés par la tempête, les hauts sommets des montagnes reparaissent : l'Atlas se découvre dans toute sa gloire, l'Atlas supportant sur ses épaules le poids des nuées, l'écroulement du ciel. Le mythe antique redevient une réalité...

Après Taza, les très hautes montagnes ont complètement disparu. La barre pluvieuse, poussée par l'ouragan dans un ciel encore clair, occupe tout l'horizon. Alors commencent de vastes espaces lépreux, des terres plates à l'infini, où l'on ne distingue que des touffes d'alfa et les grosses boules vertes des

*bétuns*, la terre fauve qui rosit un moment dans le crépuscule et qui se moire de plaques de sel. Maintenant, l'ouragan fait rage. Les orges maigres et les touffes d'alfa ondulent, à perte de vue, comme une mer houleuse. Nous roulons dans le vent et dans la nuit...

En pleines ténèbres, sous un ciel d'encre, que l'on sent lourd de pluie, nous arrivons à Fez. Brutalement l'autocar nous dépose devant une gare vaguement mauresque, qui brille de tous ses feux, en rase campagne, — véritable oasis lumineuse et bruyante, qu'on s'étonne de trouver là, dans cette noirceur nocturne et ce silence des terres désertes... Branle-bas de débarquement. Comme nous sommes fort en retard, les voyageurs se précipitent à l'assaut du train qui va partir. En une mêlée hurlante, les portefaix s'emparent des valises et tout ce monde s'écrase sur les marchepieds des wagons-lits, qui, demain, à l'aube, seront à Rabat. Devant la gare, par bonheur, stationnent quelques autos de louage. Je me jette, harassé, dans une guimbarde disloquée et gémissante, et nous voilà partis vers Fez. C'est un vrai voyage. La ville neuve, dont je n'aperçois même pas les lumières, est à plusieurs kilomètres de la ville indigène. Nous zigzaguons à travers les ténèbres et, malgré la vitesse de l'auto qui s'emporte, je commence à trouver ce trajet horriblement long. Pendant quelque temps, nous contournons de hauts murs, qui me paraissent d'antiques remparts de forteresse. Puis plus rien, ni murailles ni habitations. Nous grimpons de fortes rampes, où je perçois, dans des ravins invisibles, des bruits de cascades et d'eaux courantes... Soudain, une porte qui a l'air de conduire en ville, mais nous ne la franchissons point et nous longeons encore une fois des murs nus... Puis, de nouveau, la campagne... Puis une autre porte, un étroit couloir, bordé de jardins et de vagues maisons aux rares ouvertures. Enfin un carrefour très resserré et assez mal éclairé par une ampoule électrique. C'est là !... L'Hôtel transatlantique, le terme, pour moi, de cette longue et accablante étape...

Il est à peu près minuit. Sous le ciel lourd et moite, un silence impressionnant emplit ce carrefour aux airs de coupe-gorge. En face de l'hôtel, je distingue le bureau de poste. Je

me rappelle qu'en 1912, c'est de là que partit l'insurrection et que, dans la maison voisine, où est la chapelle des Franciscains, des télégraphistes français furent assassinés... Souvenirs importuns et qui me gâtent mon arrivée. Dans la chambre, où j'ai fini par trouver un gîte, j'entends de tous côtés le murmure de l'eau, des chutes dans des vasques, des grondements de vannes, un bruit perpétuel de cataractes. Et puis, sur les terrasses, juste au-dessus de ma tête, quelque chose comme un crépitement de petites balles : c'est la pluie qui se met à tomber.

Une pluie tenace et désolante ! Il faut m'y résigner. Les printemps africains sont rarement beaux. Je l'avais un peu trop oublié. Et pourtant, ce soir, lorsque je traversais la plaine désertique de Guercif, cette barre nébuleuse qui écrasait les sommets de l'Atlas aurait dû m'avertir, — et aussi cette borne rencontrée en cours de route, cette inscription en grosses lettres noires, marquant le partage des eaux entre le versant atlantique et le versant méditerranéen. Ici, nous sommes sous les urnes de l'humide et pluvieux Atlantique, sous un climat aussi différent de celui de l'Algérie que peut l'être des Pyrénées orientales la région aquatique des hautes et basses Pyrénées. Nous sommes en pleine Occitanie, — enfin au cœur de ce Moghreb, que je m'étais représenté sottement comme un Sud algérien renforcé, plus monté de chaleur et de lumière. Quelle surprise d'y trouver le froid et la pluie !... Le lendemain, au réveil, par la fenêtre de ma chambre, j'aperçois un ciel noir de nuages, où claque tristement le fanion mouillé de la Compagnie transatlantique. Le petit carrefour de l'hôtel est envahi par des ruisseaux boueux. A de certains moments, l'averse fait rage... Non ! ce n'est pas ainsi que j'avais rêvé Fez !

Mais je sais, par expérience, que nous en avons pour longtemps, qu'il est vain de se lamenter et d'espérer un retour prochain du soleil. Je prends mon parti de voir Fez en parapluie et je me lance à la découverte...

### « FEZ LA MYSTÉRIEUSE »

Décidément elle ne ressemble pas du tout à ce que j'avais rêvé ! Je m'en étais fait une image que je savais fausse, mais qui s'imposait à moi avec l'intensité du réel. Je la voyais comme une ville déjà presque saharienne, aux maisons basses

à toits plats, aux grandes places blanches et ensoleillées, au milieu d'une oasis de palmiers, dans un cercle de dunes sablonneuses. Enfin, je la croyais très « sud ». Ce n'est pas cela du tout. Fez est une ville du nord, — du nord africain, bien entendu. Sous la pluie qui tombe je la trouve sordide et triste, autant que boueuse. Et j'enrage d'être obligé de circuler à pied dans ces ruelles étroites et glissantes, où, à tout instant, il faut s'aplatir contre le mur pour laisser passer un cavalier ou un bourricot chargé des matières les plus offensantes... Voilà donc Fez la Mystérieuse ! Des gens m'avaient dit : « Vous êtes au cœur de l'Islam africain ! Mystère, silence et discrétion !... » Mon Dieu, non ! Cette ville n'a rien de si mystérieux ! La vie musulmane ne m'y paraît guère plus secrète qu'ailleurs. Au tournant de ma rue, je croise un cinéma, fréquenté uniquement par des indigènes, si j'en juge par des affiches en arabe. Et, sur la place de Bou-Jeloud, je me heurte à vingt automobiles trépidantes, qu'assiègent des gens en burnous. Fez a pu être mystérieuse au temps de Loti, ou du Père de Foucauld, lorsqu'il fallait se travestir pour pénétrer dans ses murs. Aujourd'hui que des Européens sont installés jusque dans les bas quartiers de la ville, le mystère de Fez est éventé : ce ne peut plus être que de la littérature.

Ma première impression, c'est que nous n'y sommes pas chez nous comme en Algérie. Rien de plus désagréable, à l'étranger, que se dire, presque à chaque pas, qu'on n'y est que toléré. C'est le sentiment que j'ai éprouvé, autrefois, dans les rues de Stamboul et de Smyrne : ce doit être bien pis, aujourd'hui, sous le régime xénophobe de la Jeune-Turquie. Ici, on sent le mépris, l'agacement, la révolte secrète des gens que l'on coudoie. Au premier fléchissement de notre autorité, qu'est-ce que cela deviendrait ? On me conte que, pendant la guerre rifaine, encore si proche de nous, l'attitude des Fasis était des plus ambiguës, pour ne pas dire inquiétante. Partagés entre la crainte d'être pillés, peut-être mis à mal, par les montagnards d'Abd-el-Krim, s'ils étaient victorieux, et la joie d'être débarrassés des Européens, ils ne savaient trop de quel côté se tourner. Par prudence, les familles retiraient leurs enfants des écoles et des collèges fondés par nous. Et, comme les propos des enfants reflètent plus ou moins ceux des parents, les nôtres s'alarmaient d'entendre, à leur passage, les polissons de la rue

crier des injures et des propos malsonnants. Des pierres étaient lancées contre leurs carreaux. Dans les autres villes marocaines, dans les trains, les autocars et les tramways, les indigènes prenaient des airs arrogants et quelquefois agressifs...

Rentré de ma première excursion à travers Fez, tandis que la pluie tombait toujours, je songeais à tout cela dans le salon de l'hôtel. Le doux confort occidental m'entourait de toutes ses flatteries et de son atmosphère optimiste. Les derniers touristes se pressaient aux tables de correspondance, uniquement préoccupés, semblait-il, d'inonder l'univers de leurs cartes postales et, malgré le temps lamentable, d'envoyer à leur parenté des descriptions lyriques. Qu'il faisait donc bon dans cette salle d'hôtel, sur les coussins bien rembourrés des divans, à la lumière joyeuse des lustres électriques, tandis qu'au dehors tout était tristesse blafarde, humidité et fange! Parmi ceux qui jouissaient de ces délices, bien peu, j'en suis sûr, se disaient que tout cela n'est possible que parce que nous sommes les maîtres ici. Sans les nôtres, sans les sacrifices de nos soldats, sans le génie organisateur et diplomatique du grand chef militaire, dont le souvenir est, à Fez, dans toutes les bouches, sans sa subtile connaissance de l'âme indigène, ce pays nous serait inexorablement fermé. Y entrer, essayer de s'y établir, ce serait risquer sa vie et ses biens. Ni sécurité, ni justice pour l'étranger. Voilà ce qu'il faut crier bien haut et opposer aux déclamations imbéciles et criminelles de ceux qui représentent les expéditions coloniales et, d'une façon générale, les entreprises contre les pays xénophobes comme des actes de brigandage. La civilisation consiste essentiellement à tâcher de rendre la planète habitable pour tous. Ici, nous serions rançonnés et massacrés, comme, d'ailleurs, les indigènes eux-mêmes, à qui nous assurons les mêmes bienfaits qu'à nous : le respect de leurs vies et de leurs biens.

Pour l'instant, il n'est pas question de massacres. La sécurité est complète, du moins dans les zones soumises à notre influence. A Fez, l'attitude de la population est des plus satisfaisantes. Et même, lorsqu'on se promène avec un personnage officiel, toutes les marques extérieures du respect vous sont prodiguées. Que dis-je? C'est mieux que du respect : de la courtoisie. Cette population paraît fine, élégante, intelligente. On la

dit moqueuse et satirique. Mais, bien entendu, rien de ces dispositions frondeuses n'est perceptible pour l'étranger, ni ne se marque, en notre présence, dans les discours ou le maintien des Fasis...

Quoi qu'il en soit, Fez ne ressemble pas du tout à ce que j'en avais imaginé. Et je me hâte d'ajouter que c'est moi qui avais tort. Mais il est un point, en tout cas, où elle dépasse, et de beaucoup, mes imaginations. Par son aspect extérieur, son profil de vieille cité, elle est véritablement une chose unique. Stamboul seule m'a donné une impression analogue. Il n'y a aucun rapport entre Stamboul et Fez. Je veux dire tout simplement que celle-ci produit un effet aussi extraordinaire que celle-là.

La promenade autour de la ville est classique et le paysage, dont on jouit des hauteurs de la route qui la domine, a été maintes fois décrit. Je ne puis qu'ajouter à ces pages descriptives la nuance particulière de mon émotion ou de ma vision. La chance d'un éclairage exceptionnel peut transfigurer les sites les plus disgraciés. Ici, il ne fait qu'exalter des beautés pittoresques de premier ordre. J'eus la bonne fortune d'être favorisé d'un de ces éclairages rarissimes. Entre deux averses, un ciel lavé, d'un bleu très pur, un bleu luisant et froid, — un vrai ciel du Moghreb, aux tons amortis, sur un paysage couleur de cendre.

Pour cette promenade traditionnelle, on commence par longer les murs d'une vieille Casba et l'on s'arrête, à la lisière de la route, entre le Bordj Nord et ce qu'on appelle « le tombeau des Mérinides ». Et, à mesure qu'on avance, on voit émerger d'un ravin profond des créneaux de remparts en ruines, puis toute une ville, — une ville au profil étrange, qui dévale, en une pente rapide, le long du ravin, où elle a l'air de se déverser comme une corne d'abondance Cette pieuse cité musulmane, avec ses vieux remparts à la romaine, aux créneaux pointus, elle évoque la Jérusalem des livres d'images, mais une Jérusalem maugrebine, moins chaude, moins vigoureuse de tonalités et pourtant d'une couleur singulièrement originale, infiniment complexe et d'abord indéfinissable. Une pierre aux teintes fumeuses sertie dans le velours d'un écrin, voilà Fez

enfoncée dans son ravin et se détachant sur le vert tendre de ses collines, — vert argenté et encore givré de pluie, — sur les ocres des terrains argileux et les surfaces rugueuses et dorées des vieux remparts. Là-dessus, ce ciel bleu si pur et si doux, qui tourne au mauve. Un paysage suave à la Puvis de Chavannes, où dominent des verts inconnus chez nous, ces verts délicieusement frais qui sont la couleur marocaine par excellence... Je regarde la ville, les terrasses blanches, les gris-mauves des murs : çà et là, s'accusent de grandes surfaces peintes d'un bleu évanescent, des bruns mats teintés de lilas ou de laque rose, les verts acides des kiosques pyramidaux sous leurs tuiles vernissées, les verts plus clairs des faïences parmi les broderies en relief des minarets. Pas de rouge, sinon quelques taches à peine perceptibles : un linge qui sèche, le haïck d'une femme accoudée sur le bord d'une terrasse. En somme, une tonalité qui, à de certains moments, rappelle celle des vieilles villes italiennes. Mais Fez, dans son ensemble, avec ses murailles crénelées, ses minarets et ses mosquées, les toits aigus de ses kiosques, reste bien musulmane et maugrebine...

Ce qui fait la plus grande originalité peut-être de ce profil, c'est le paysage environnant : ces collines argileuses qui semblent d'énormes châteaux d'eau partout ruisselants et verdoyants, l'herbe encore emperlée et veloutée de pluie, le bleu mauve du ciel, les bruns vermeils des terrains, — et, dans le lointain, les méandres d'argent de l'Oued Sebou qui, brusquement, disparaît pour reparaître plus loin et qui, là-bas, dans la vallée qui monte vers Taza, forme une succession de petites lagunes et de petits miroirs d'eau mélancoliquement touchés par le crépuscule.

Pour que ce spectacle prenne tout son accent, il faut le contempler au coucher du soleil, à l'heure de la prière. Le signal part de la mosquée cathédrale, la Karaouine, dont le minaret facilement reconnaissable surgit des profondeurs du ravin par-dessus les créneaux des remparts. Le pavois blanc se hisse à la potence de bois accotée à la lanterne de la tour quadrangulaire, et, dans le grand silence de cette banlieue déserte, dans l'atmosphère très pure, on entend monter la voix grêle et chantante du muezzin. Le chant s'élève du fond de la conque et, de minaret en minaret, gagne les hauteurs de la ville. Une

clameur d'abord indistincte répond, s'enfle, finit par recouvrir la ville tout entière, de la mosquée des Andalous à la Médersa Bou-Anania. Cette clameur n'a rien de commun avec ce que nous entendons par la prière, l'imploration, ou l'adoration. Elle a quelque chose de guerrier et de menaçant, ou bien c'est l'émerveillement d'une tribu barbare à la vue d'un prodige dans le ciel. Et cette clameur émerveillée finit par s'accorder avec l'impression qu'on éprouve devant ce spectacle étrange : une ville du moyen âge intacte, une ville musulmane dans un paysage de l'Angelico...

Mais, à Fez, comme à Stamboul, il ne faut pas franchir les portes ni pénétrer à l'intérieur de la ville, si l'on veut garder ses admirations du dehors. Pour nous autres occidentaux, passé le premier étonnement devant un pittoresque inconnu, des costumes et des mœurs qui ne sont point les nôtres, la vue d'une ville mulsumane est toujours une déception. Mais on se garde bien de l'avouer. Ce ne serait pas la peine vraiment d'avoir passé l'eau et payé si cher pour confesser ensuite qu'on n'a rien vu d'extraordinaire. Et puis il est entendu que ce qui est *exotique* ne peut être qu'admirable...

Pour moi, cette ville maugrebine à peu près intacte, ce conservatoire mystérieux du plus pur et du plus secret Islam, me paraît terne et mélancolique. Je veux bien que la désolante pluie soit pour beaucoup dans cette fâcheuse impression. Mais j'ai assez vécu en Afrique, pour me représenter, les yeux fermés, une Fez ensoleillée et sèche. Je vois très bien ce que peut être, par un matin d'été, cette ruelle grimpante et tortueuse, avec les saillies de ses surplombs, ses coins d'ombre et ses cavernes de ténèbres, ses grandes surfaces blanches et lumineuses où joue le feuillage d'une branche de figuier ou une liane de vigne vierge. Je vois très bien tout cela, — et je sens très bien aussi l'accent que peut prendre, entre ces deux murs éblouissants de blancheur, cette djellaba violette ou pelure d'oignon, ce haïck rouge ou la cotonnade bleue de la négresse qui passe, en roulant ses hanches. Mais quoi ? je suis blasé depuis longtemps sur ce genre de plaisirs et, aujourd'hui, dans ces misérables ruelles de Fez, mon parapluie au poing, je suis dans la crotte jus-

qu'aux chevilles. Je m'empresse de reconnaître que cela ne me prédispose pas précisément à l'enthousiasme ou à l'indulgence. Je fais la part de ma mauvaise humeur. Il n'en reste pas moins ceci : c'est que je suis frappé de l'aspect pauvre, mesquin et, en quelque sorte, décoloré de tout ce qui m'entoure.

On m'avait conté merveilles des souks, qui occupent, il est vrai, tout un quartier de la ville et qui, du matin au soir, sont pleins d'une foule grouillante et d'une animation assurément fort amusante et fort pittoresque pour des yeux novices. Cette agitation m'importune. Elle me paraît quelconque. Ces basses petites échoppes n'ont ni couleur, ni beauté. C'est cela surtout qui m'afflige : cette absence de ligne et surtout de couleur. Ce qui se vend dans ces boutiques est rudimentaire et sans gloire. Les souks de Tunis, — dont je ne suis pas fanatique, d'ailleurs, — vous ont un autre style et un autre éclat. Voilà donc ce que c'est qu'une ville musulmane non encore « gâtée de civilisation », comme le répètent naïvement les bons touristes restés fidèles à l'exotisme esthétique du dernier siècle : cette rudesse, cette misère, cette décrépitude, cette saleté!...

Je songe que, tout à l'heure, aux environs de Bab Fetouh et du Tombeau des Mérinides, j'ai dû me boucher le nez en passant devant des charognes abandonnées au bord de la route. Mais il me faut bien reconnaître aussi que ces laideurs et ces tristesses extérieures ne sont pas tout Fez et que toute une partie de la ville est interdite à mes regards. Non seulement l'entrée des mosquées m'est défendue, mais je m'expose à des avanies si je stationne à proximité d'un sanctuaire particulièrement vénéré, Karaouine ou Mouley-Idriss. Des observations viennent de m'être adressées, parce que je m'étais mis à l'abri de la pluie dans une ruelle voûtée contiguë à Karaouine. J'ai dû déguerpir honteusement, en jetant un regard furtif aux belles portes de bronze qui défendent ce saint des saints et c'est à peine si j'ai pu entrevoir, en passant très vite, derrière la natte à demi soulevée, un coin de la cour des ablutions. Enfin les intérieurs de ces maisons aveugles et sordides d'apparence, ces intérieurs, qui, j'en suis sûr, valent beaucoup mieux que le dehors, me sont jalousement fermés. Ce qu'on m'en montrera, c'est la partie banale réservée aux hôtes et aux passants. Alors,

il faut bien me contenter de ce qui s'offre à mes regards : les murs des maisons et les murs des mosquées, — ceux-ci contemplés à une distance respectueuse, — les murs et les portes de la ville et enfin quelques cours de médersas.

Les vieux remparts et les vieilles portes de Fez, comme de la plupart des villes marocaines, mettent généralement le voyageur occidental dans un état violent. A ce sujet, les épithètes les plus romantiques, les plus excessives dans l'espace et dans le temps sont prodiguées : tout cela est gigantesque, colossal, millénaire, à tout le moins très vieux, invraisemblablement vieux... Mais non ! Pas si vieux que cela ! Fez elle-même est relativement jeune : elle ne remonte guère au delà du IXe siècle. Ce qui donne aux choses et aux gens d'ici cet air d'antiquité ou de vétusté, c'est que tout y est arriéré ou à l'abandon. Ce Maroc, c'est du moyen âge attardé, ou qui tombe en poussière.

Et, d'autre part, ces architectures militaires ne me paraissant pas si colossales que cela, ni si prodigieusement vastes les périmètres enclos entre ces hauts murs. Ces vieux remparts de Fez, avec leurs créneaux débonnaires, sont ordinairement de taille moyenne, et, s'il faut tout avouer, je ne les trouve pas sérieux. Je les soupçonne d'être en pisé comme ceux de Tlemcen et de Mansoura. De même pour les portes, qui sont souvent en pisé, ou en briques. Mais il faut avouer qu'elles ont un aspect, sinon gigantesque, du moins monumental : les architectes ou les maçons du sultan ont visé au grandiose. Et enfin il faut avouer aussi que, de loin, elles produisent un effet fort imposant.

Elles sont chaudes de couleur, somptueuses d'apparence, chatoyantes à l'œil qu'elles amusent par leurs complications décoratives. Mais il ne faut pas y regarder de trop près, ni se laisser éblouir par ces ogives et ces arcs en fer à cheval s'ouvrant sur de larges espaces ou sur le bleu du ciel. La sculpture proprement dite ne joue ici aucun rôle. Ces broderies ornementales ne sont que des entrelacs de plâtre, appliqués sur la pierre, la brique ou le pisé. Ces mosaïques de couleurs sont faites de carreaux émaillés. Partout le stuc et la faïence, comme dans les maisons algériennes et marocaines. Cela rappelle le style de

nos expositions universelles. Mais il est certain que l'ensemble est éclatant et joyeux, que cela donne une illusion de richesse et de fantaisie. Seulement, c'est puéril autant que charmant, quand ce n'est pas un peu gros, un peu voyant pour notre goût...

On me contait qu'Anatole France, au cours d'un voyage en Afrique du Nord, avait marqué un médiocre enthousiasme pour les architectures et les arts indigènes. Évidemment, ces crudités répugnent à l'esthétique de M. Bergeret. Il jugeait sans doute que toutes ces merveilles exotiques sont dénuées de nuance, qu'elles sont sans délicatesse et sans fini, sans invention, sans esprit non plus. Et il concluait, d'un mot atroce, que j'ose à peine répéter : « Tout cela, c'est du nègre ! »

M. Bergeret se montrait sans doute bien renchéri. Je ne le suivrai pas jusque-là. Et même je confesserai que je prends un certain plaisir à regarder ces monumentales portes marocaines, flanquées de leurs tours ou de leurs bastions, que ces couleurs vives des faïences, ces broderies d'arabesques et de carreaux émaillés me plaisent. Cela me repose de nos architectures et de nos formes occidentales. Je m'en délecte en passant. Mais je ne puis pas m'empêcher de penser : comme tout cela est lourd, — et même un peu mastoc, — et surtout peu varié, pour ne pas dire banal ! Qui a vu une de ces bâtisses de magnificence en a vu cent !... Je me livre aux mêmes réflexions dans les médersas où j'ai pu pénétrer. Belles portes, belles boiseries, dallages de marbre, vasques et cours des ablutions, salles de prières, arcs en fer à cheval et colonnades intérieures, stucages et arabesques, — j'ai déjà admiré tout cela dans les mosquées de Tlemcen. Et pourtant la Bou-Anania, où l'on m'a introduit, est charmante ! L'est-elle plus que les autres médersas de la région ? Partout, je retrouverai cette cour, ces petits jets d'eau, ces canaux, ces fontaines encadrées d'azulejos. Avec ces quelques motifs, il faut bien le répéter, les Africains composent des ensembles délicieux. C'est une grâce de ces pays de lumière. Et une fois de plus, je remarque que le caractère de ces pieuses retraites est plus voluptueux que religieux. L'Islam a drainé ce que le christianisme avait laissé, aux bords de la Méditerranée, de survivances païennes. Et il a imposé à ce paganisme secret son sceau à lui, son empreinte de religiosité silencieuse et fermée. Pour nous, Européens,

ce paganisme latent, c'est le charme un peu pervers de l'Islam...

Ici, à la Bou-Anania, il n'y a pas seulement ce charme de l'immuable décor islamique : il y a aussi des stucages merveilleux. Je m'ébahis devant ce revêtement de blanches dentelles, qui recouvrent les murs et les arcades de la cour. Et, dans le moment même que j'exprime mon admiration, on m'avertit que ces belles choses ont été refaites par nous : autrement, c'eût été la ruine totale et définitive. Et l'on me montre, dans le coin opposé, toute une partie détériorée, abîmée de poussière et de vétusté, qu'on a voulu laisser telle quelle, sans doute par scrupule archéologique. Alors je me sens plein de tendresse et de reconnaissance pour cette « civilisation » tant honnie des touristes et des écrivains « exotiques ». La civilisation est vraiment sublime de dévouement et d'abnégation. Elle restaure les mosquées, d'où on l'expulse, elle rend du prestige à une religion qui la condamne. Elle instruit des gens qui, à la première occasion, se retourneront contre elle. Elle surveille et elle dirige des ouvriers qui, livrés à eux-mêmes, feraient des horreurs, ou même ne feraient rien du tout. Elle rapprend à l'indigène à fabriquer des tapis de Rabat, des cuirs, des poteries et des céramiques marocaines. Elle lui amène l'eau, l'électricité, l'hygiène et la propreté. Elle aménage pour le touriste des quartiers et des logis où, sans elle, il ne voudrait pas séjourner vingt-quatre heures. Et, en échange de tout cela, elle récolte l'ingratitude de l'indigène et le mépris du touriste. Et néanmoins, elle s'obstine à cette œuvre méritoire et mal récompensée. On n'est pas plus héroïque ni plus paradoxal.

Je me dis tout cela, au cours d'une foule de visites analogues, et ma conviction s'affirme de plus en plus que, si nous n'étions pas là pour mettre en valeur, ou pour sauver ce qui en vaut la peine, il n'y aurait pas grand chose à voir en ces lieux. J'ai visité un certain nombre de maisons, les unes ouvertes à tous, bâtisses militaires ou administratives, les autres plus secrètes et pour l'accès desquelles il a fallu quelque protection. En ces dernières, j'ai reçu l'accueil le plus courtois et le plus empressé et je ne puis qu'en exprimer ma gratitude à mes aimables hôtes comme à mes guides. Si je me permets à leur sujet certaines réserves, il est trop évident que ce n'est point du tout par un vilain esprit de dénigrement, mais uniquement

pour marquer la différence de nos mœurs et de nos conceptions et pour maintenir l'échelle des valeurs.

Une première chose me frappe : c'est que toutes ces maisons sont neuves, ou, en tout cas, très jeunes. Ici, les épithètes romantiques de séculaire ou de millénaire vétusté seraient tout à fait hors de saison. Nous sommes devant de la bâtisse semi-européenne, ou très influencée par le goût européen. Autre remarque : c'est que la maison marocaine, — autant que j'en puis juger par les quelques échantillons que j'ai vus, — est sensiblement plus grande que la maison algérienne. L'effort architectural est aussi plus manifeste et plus considérable. Elles visent à la magnificence. Quelques-unes se rapprochent de ce que nous entendons par un « palais ».

Les bâtisses officielles datent presque toutes de la fin du XIX^e^ siècle. Et j'ajoute qu'à mes yeux cette relative jeunesse n'enlève absolument rien à leur agrément. Ces vastes logis sont fort plaisants à regarder. Peut-être le sont-ils moins à habiter. Cependant les actuels occupants ont dû les pourvoir de tout le confort et de toutes les commodités qu'exige la délicatesse du Roumi. Et sans doute encore des maîtresses de maison, pleines de goût et d'ingéniosité, ont imposé aux appartements une unité de style dont les Marocains n'ont aucun souci. Il y a là de beaux patios, aérés et lumineux, des arcades à colonnettes et à revêtements de faïences, le tout de proportions larges et souvent heureuses. Il y a également de jolis jardins intérieurs, avec des berceaux et des massifs de fleurs et d'arbustes, et le canal médian, avec un jet d'eau, toujours d'un si charmant effet, aboutissant à un pavillon couvert de tuiles vernissées, dans le style du Généralife ou de l'Alhambra. Ces palais, appropriés à des destinations nouvelles, ont été construits par les derniers sultans. Fort agréables, — on ne saurait trop y insister, — ils n'ont pas grand caractère. C'est pourquoi je souhaiterais voir des logis plus anciens et, j'ose l'espérer, plus strictement marocains.

Voici le Dar Adiyel, bâti au XVIII^e^ siècle par un notable de Fez. Il abrite aujourd'hui le Service des Antiquités et il a été complètement restauré en 1917. Que dire de ces splendeurs que je n'aie déjà dit ailleurs? Je suis écrasé de respect devant la profusion ornementale de ces arabesques. C'est merveilleux, c'est merveilleux : ne nous lassons pas de le répéter! Mais ici, le

suis pris par un charme tout particulier : la blancheur, la légèreté et la délicatesse exquise de ces broderies, qui, comme un voile diaphane, recouvrent les murs du patio. Nulle polychromie violente n'altère cette impression de candeur immaculée et de goût parfait. Je m'imagine qu'une maison grecque, un palais d'Alexandrie, modèle de mesure et de proportion, devait être ainsi. Mais, je le crains fort, c'est une illusion qu'on ne peut avoir que dans une maison marocaine restaurée et habitée par des Français.

On m'emmène maintenant dans une maison habitée de père en fils par des Marocains et des Fasis : maison fastueuse dont l'entrée plus que modeste contraste avec le luxe du dedans. Dès le seuil, j'ai l'impression que ce véritable palais vient d'être complètement remis à neuf. Nous traversons un grand patio tout blanc, à colonnes lourdes, et presque entièrement stuqué, comme celui du Dar Adiyel et nous débouchons dans une longue galerie, qui commande une série d'appartements... Quelle surprise ! Cette galerie est éclairée par de larges fenêtres aux ferronneries de style italo-turc, qui s'ouvrent sur un paysage imprévu autant qu'admirable : une bonne moitié de la ville est là sous nos yeux, la ville grise et mauve, avec ses terrasses, ses minarets, ses vieux murs crénelés qui, d'un mouvement rapide, dévalent vers l'Oued-Fès et les vallées prochaines...

Mais, pour la satisfaction de notre hôte et notre édification personnelle, il sied de nous reposer un instant dans les salles d'apparat. Elles sont meublées de canapés Empire, de fauteuils dorés, de bahuts, de vitrines et de bibliothèques Louis XVI. Beaucoup d'horloges, de pendules et de candélabres. Çà et là, des vases de Sèvres... Faut-il en conclure que la suprême élégance pour un riche Marocain est d'européaniser le plus possible son logis, comme pour une dame française en garnison à Fez ou à Rabat, d'africaniser le plus possible le décor de son salon? En tout cas, ces meubles de fabrication européenne, si somptueux soient-ils, si cher qu'il aient coûté, nous choquent dans tous nos préjugés esthétiques. Nous requérons, au nom du goût, l'unité de style... Hélas! je crains fort que le pur style mauresque, ce style que nous sommons les indigènes de respecter, n'ait jamais existé que dans la cervelle de quelques esthètes et de quelques savantasses, que

ce ne soit le produit de l'imagination occidentale surchauffée, comme la cathédrale-type, le pur XIII^e^ siècle sont des inventions de Viollet-Le-Duc et des archéologues romantiques. L'humble réalité est tout autre. De même que nos salons bourgeois sont un tohu-bohu de toutes les époques et de tous les styles, j'ai peur que les intérieurs marocains, même les plus fermés à l'influence du Roumi, ne soient de beaux capharnaüms, où s'entassent des objets et des meubles ahuris de se trouver ensemble...

Tout en roulant ces pensées chagrines, j'aperçois par une des larges baies aux ferronneries italo-turques un pavillon d'angle qui termine le corps du bâtiment où nous sommes. Il est coiffé d'un fronton si bizarre que je ne puis m'empêcher de demander à notre hôte :

— C'est sans doute un étranger qui a construit ce pavillon?

— Non, me dit-il, c'est moi!... Pour le fronton, j'ai fait copier le haut d'une glace italienne, que j'avais trouvée fort belle!...

Cette explication me cause un tel émoi, que je quitte le riche canapé Empire où je suis assis et que je demande la permission de retourner dans la galerie pour contempler encore une fois l'admirable paysage...

Il va sans dire que je n'ai pas la prétention, en ces notes rapides, d'épuiser un aussi important sujet que celui de la Maison marocaine, — laquelle, très probablement, n'existe pas. Il y a des maisons marocaines. J'en ai vu quelques-unes et j'ai rapporté fidèlement ce que j'ai vu.

Pareillement pour les gens qui habitent ces logis, pour cette humanité nouvelle qui a défilé sous mes yeux pendant quelques jours: je reconnais ce qu'il y a de superficiel dans mes impressions. En somme, je n'ai observé de près que la population citadine de Fez. Celle du bled doit être sensiblement différente. Ces Fasis m'ont paru, en général, plus fins, plus polis, en un mot plus aristocratiques que nos Algériens. Les notables nous témoignent beaucoup de courtoisie, montrent beaucoup de déférence à l'égard de nos autorités, du moins pour l'instant. Les élèves des écoles organisées par nous, donnent toute satisfaction aux visiteurs. Certaines d'entre elles m'ont été gracieu-

sement ouvertes. Comme dans nos écoles primaires de France, j'y ai entendu réciter des fables de La Fontaine; j'y ai vu faire au tableau des multiplications et des divisions sans fautes; j'ai constaté que ces petits Marocains comprenaient et parlaient fort honorablement le français. Ce que j'ai admiré surtout, c'est le dévouement des maîtres qui consentent à vivre, complètement isolés, dans ces rudes quartiers indigènes, où l'hostilité contre eux est toujours plus ou moins latente, où, en tout cas, ils sont privés des plus élémentaires commodités de la vie européenne, et tout cela pour apprendre à de petits Africains quelques mots de français, avec l'espoir de leur faire aimer la France dans ce qu'elle a de plus humain et de plus généreux.

Mais je ne puis m'empêcher de songer que ces écoliers ne sont qu'une poignée et qu'il existe un fossé profond entre ces âmes et les nôtres. On ne le comblera pas avec des déclamations humanitaires, des protestations de fraternité... Pourtant, de bons esprits, des personnes bien intentionnées se persuadent que, tôt ou tard, une fusion se produira entre les immigrés et les anciens habitants du pays : idée quelque peu paradoxale et qui même, il n'y a pas si longtemps, eût été jugée fausse et arriérée.

Qui dit fusion semble dire assimilation. Or j'ai connu une époque, où les Algériens, comme les administrateurs venus de la Métropole, n'avaient pas assez de sarcasmes contre l'assimilation : hérésie ethnologique, absurdité, iniquité tyrannique, — tous ces gros mots étaient jetés à la face des rares assimilateurs impénitents. Personne n'osait plus parler d'assimilation. La formule à la mode, c'était la « collaboration ». Elle est très spécieuse, mais bien dangereuse aussi, car enfin l'indigène peut toujours nous répondre ou bien qu'il n'a aucune envie, ou bien qu'il peut se passer désormais de notre collaboration... La formule « fusion » a-t-elle plus de chances de réussir, ou, tout au moins, de devenir populaire ?... Notons que la fusion n'est pas précisément l'assimilation. Assimiler l'indigène, c'était vouloir lui ôter son caractère et sa mentalité propre. Fusionner avec lui, c'est mettre en commun nos qualités, nos aptitudes et sans doute aussi nos défauts et nos vices. N'y a-t-il pas lieu de craindre que, dans ce cas, l'Européen ou le Français ne fasse les frais de la fusion et que, bien loin d'européaniser l'Africain, ce ne soit l'Africain qui nous africanise ?

Toujours est-il que les personnes bien intentionnées dont je parle raisonnent ainsi : « Il y a aujourd'hui, dans toute l'Afrique du Nord, des autochtones d'origine française ou européenne, — de véritables Africains, qui connaissent peu la France ou l'Europe et qui se sentent peut-être plus près de l'indigène que des compatriotes de leurs ascendants. Ceux-là n'ont qu'un désir, qui est de rester en Afrique et d'y établir à tout jamais leur descendance à côté des autochtones plus anciens. Ce sont ces Néo-africains qui feront la fusion, parce qu'ils ont de l'indigène une connaissance plus intime que le Français de la Métropole, parce qu'ils partagent sa vie, qu'ils ont joué avec lui tout enfants, qu'ils parlent sa langue, que les uns et les autres, à force de vivre côte à côte et, à l'occasion, de s'entraider, ont fini par prendre une confiance et une estime mutuelles. D'ores et déjà, ces Africains de naissance et d'ascendance sont considérés et écoutés de leurs compatriotes musulmans. Ils peuvent les guider utilement dans leurs études, corriger les fâcheux effets d'une culture européenne mal comprise, ou trop hâtive. Par exemple, les vieux musulmans reprochent aux élèves de nos écoles leur médiocre respect de l'autorité paternelle, leur irréligion croissante, leur hâte de prendre la place des anciens dirigeants. Or le Français d'Afrique, homme d'expérience et de prud'homie, peut modérer par ses conseils ces écarts de conduite ou ces excès de juvénile ambition. Enfin, avec de l'intelligence et de la prévoyance, il est possible d'orienter cette jeunesse impatiente vers des cadres préparés d'avance où elle trouvera l'emploi de ses talents et l'utilisation de ses diplômes...

Cette conception optimiste est évidemment très séduisante. Elle ne va pas sans quelques périls, dont le plus grave est celui que j'ai dit : faire perdre aux Français d'Afrique leur mentalité propre et enfin les meilleures qualités de leur ascendance. Ensuite, elle suppose de part et d'autre une sérieuse et sincère volonté d'entente et d'union. Cette volonté, je la vois bien chez un certain nombre d'entre nous. Existe-t-elle chez beaucoup d'indigènes? La question est d'importance. Car l'union cherchée ne peut être obtenue que grâce à cette bonne volonté unanime et persévérante. Il ne suffit pas de vivre côte à côte pour finir par se fondre en un même peuple. Les « rayas » de l'Empire ottoman, juifs et chrétiens de toutes

confessions, ont vécu pendant des siècles à côté des Turcs et les uns à côté des autres, sans arriver je ne dis pas même à la fusion, mais à atténuer leurs rivalités et leurs hostilités de races et de religions. Il est vrai que les Turcs avaient pour système de diviser et d'opposer les uns aux autres leurs sujets dissidents et surtout d'éviter tout contact avec eux. Notre système est diamétralement opposé. Il est tout pénétré de générosité et de confiance et il ne va pas sans une certaine dose d'illusion. Il se heurte à de formidables préventions et surtout à une des religions les plus intolérantes et les plus exclusives qui soient. Triomphera-t-il de tant d'obstacles ? Il serait vain de vouloir engager l'avenir. Ce système nous vaut, en tout cas, plus de commodité, plus de cordialité dans nos relations avec l'indigène. L'essentiel est de ne l'appliquer qu'à bon escient. « Garde-toi ! je me garde » doit être le correctif toujours sous-entendu de nos déclarations les plus fraternelles et de tous nos programmes de collaboration, d'entente et d'union.

Ce qui paraît vrai, pour l'instant, c'est que bon nombre de Marocains prennent au sérieux ce projet de loyale collaboration, qu'ils veulent profiter de nos services pour agir, s'enrichir, se rendre plus forts. Ce serait une grave erreur de considérer ce peuple comme voué à une décadence incurable et à une impuissance radicale. Il n'est nullement crépusculaire. Il reste toujours capable des plus beaux sursauts d'énergie, — je ne dis pas de persévérance, d'esprit de suite, d'organisation, de prévoyance, de sentiment de la stabilité et de la durée. Mais il y a là certainement une force, une grande force, qu'il ne faut pas sous-estimer, qu'il faut essayer, au contraire, de diriger et d'employer pour notre plus grand bien à tous.

Sur la route de Fez à Meknès, ma dernière étape, c'est-à-dire sur un long parcours de près de 70 kilomètres, j'ai sous les yeux comme une illustration vivante du programme de collaboration adopté par le Protectorat français. Il est certain que les Marocains, quels qu'ils soient, ne refusent aucune des innovations matérielles que nous leur proposons. Ils envahissent nos autocars et nos chemins de fer. Leurs automobiles

sillonnent nos routes. Et, du côté de nos colons, il semble bien que la confiance règne, — du moins pour l'instant. C'est admirable! Cette immense plaine, naguère encore inculte et déserte, qui s'étend entre les deux villes impériales, est, aujourd'hui, en voie de défrichement et couverte de fermes et d'établissements agricoles. On m'assure que les demandes de concessions affluent journellement à la Résidence générale.

Avant d'arriver à Meknès, l'ébauche d'une ville neuve étonne par ses dimensions déjà fastueuses et l'étendue réservée à ses développements futurs. Nous traversons des boulevards bordés de villas, de magasins, de cafés et de restaurants, de garages et de cinémas. Je ne dis pas que tout cela soit très esthétique, mais comme témoignage de l'activité française, rien n'est plus réconfortant à voir. Et pourtant on n'ose pas trop songer à ces choses bassement utilitaires, quand on a devant soi l'admirable profil de Meknès.

Vais-je décrire à mon tour les splendeurs décrépites de cette antique capitale? J'avoue que l'enthousiasme me manque. Elle est d'ailleurs elle-même déjà fort entamée par l'élément européen. La longue rue montante qui conduit au centre de la ville est pleine de garages et de cinémas. C'est surprenant la place que tiennent les garages dans ces nouvelles villes marocaines. Partout, l'auto triomphe. C'est en auto que je débarque devant la fameuse porte Mansour el Aleudj, qui figure sur toutes les affiches des Compagnies de chemin de fer et de navigation. Bab Mansour el Aleudj est une jeune porte qui, certes, n'a rien de « millénaire » : elle date du XVIII^e^ siècle et, comme disent les guides, elle est fort imposante, mais je renonce à renouveler les formules de mon admiration devant son arc en fer à cheval, ses stucages et ses carreaux de couleur émaillés, — et de même devant les remparts crénelés, les bastions et les tours qui les flanquent. Il y en a des kilomètres, autour de Meknès, et encore des kilomètres, comme autour de Mansoura et de Fez, le tout en pisé et en grand délabrement.

Je me bornerai à dire les deux choses qui m'ont le plus frappé ou émerveillé dans Meknès et aux environs : d'abord cet énorme ensemble de ruines, qui représentent, paraît-il, les anciens greniers de Moulay-Ismaïl. Comme construction, comme étendue, c'est réellement colossal. On oublie que ces murs et ces voûtes sont en pisé. On ne voit que ce foisonnement

d'arcades et piliers, qui, bien plus que dans n'importe quelle mosquée, donnent l'impression d'une forêt de pierre. A de certains tournants, on peut avoir l'illusion d'être dans une immense cathédrale, comme celle de Milan ou de Séville. Tout ce prodigieux appareil pour abriter des sacs de blé ou des jarres d'huile! Supposons ces greniers remplis : il y aurait de quoi nourrir, pendant des années, des populations entières. Cela vous rejette très loin dans le passé. Rien ne donne mieux l'idée de ces tyrannies antiques qui épuisaient des peuples et des contrées pour amasser autour d'elles d'invraisemblables réserves de subsistances et de marchandises. En se promenant sous ces voûtes, à travers ces formidables pylônes, on songe aux magasins d'Hamilcar, tels que Flaubert les a imaginés dans *Salammbô*...

L'autre chose qui m'a plu, à Meknès, c'est la petite et gracieuse maison dont on a fait, aujourd'hui, un musée.

Il y a là un étroit patio enveloppé de dentelles de stuc, aux colonnes et aux corniches toutes blanches qui se découpent sur les fonds obscurs de la galerie ou sur le bleu du ciel et qui font penser à l'intérieur d'un petit temple grec. Ces portes sculptées, rehaussées d'or et de couleurs vives, ont l'air de s'ouvrir sur une cella mystérieuse. Et, par l'éclat de leurs enluminures, elles font penser aussi à ces coffrets laqués et dorés, à ces tabernacles portatifs, qu'on voit dans les pagodes de la Chine ou du Tonkin. Mais c'est la couleur « antique » qui domine, — antique, au sens où nous autres Latins l'entendons. Est-ce le voisinage de Volubilis la ville morte, dont on exhume, à quelques kilomètres d'ici, les ruines romaines, — est-ce ce voisinage qui suscite de telles réminiscences? On m'apporte une flûte de roseau et un petit étui curieusement taillés et peints de figures pourpres sur fond blanc, ce dernier poli et doux au toucher comme un ivoire : c'est, me dit-on, l'œuvre naïve d'un berger indigène. Je m'imagine que les flûtes et les petites boîtes sculptées par les pâtres de Théocrite devaient ressembler beaucoup à ces babioles...

Après cela, j'ai épuisé toutes mes provisions admiratives. Je ne me sens plus la force de voir d'autres patios, d'autres maisons mauresques, d'autres mosquées. Je suis saturé d'azulejos et de zelliges, de mosaïques, d'arabesques, de faïences vernissées. Le dessein en est pris : je n'irai pas à Rabat m'ébahir devant la

Casba des Oudayas et la Tour Hassan, ni à Marrakech, devant les fameux jardins de l'Aguedal. J'en fais mon deuil. Je ne puis plus admirer davantage. Ce sera pour un autre voyage, s'il plaît à Dieu! Et pourtant j'ai le pressentiment de merveilleux paysages, là-bas, du côté du Grand Atlas, — des paysages comme l'Afrique seule sait en créer et que peut-être j'ai manqué à tout jamais l'occasion de contempler...

Quelques jours plus tard, à Oran, sur le quai de la gare, devant le train qui doit me ramener à Alger, je prête vaguement l'oreille aux conversations de mes voisins. Une jeune femme accompagnée de son mari et très entourée, proclame qu'ils vont passer leur dimanche à Alger... Ces Oranais malgré eux vont faire près de neuf cents kilomètres, aller et retour, pour prendre une glace sur la terrasse du *Tantonville* et souper au restaurant de l'*Oasis*...

Et la dame ajoute, d'un ton superbe et péremptoire :

— D'ailleurs, il n'y a qu'Alger!

C'est bien aussi mon avis. Oui, décidément, il n'y a qu'Alger, — l'Alger d'aujourd'hui, comme celui de mes vingt-cinq ans, quand le monde me paraissait si beau et la vie inépuisable...

Louis Bertrand.

# LA VOIX INTÉRIEURE DE MAURICE BARRÈS

*D'APRÈS SES CAHIERS*

## II [1]

### NANCY. — LA FIN DE LA JEUNESSE

Toute sa vie Barrès devait se souvenir de cet échec. C'est qu'il sonna pour lui le glas de sa triomphale jeunesse. Ses cahiers sont pleins de sa nostalgie.

« Il est une ville, écrit-il, dont je ne puis entendre le nom sans qu'une angoisse me serre le cœur. C'est un indifférent qui prononce ce nom-là. Il dit : « Connaissez-vous Nancy? C'est une ville charmante. » Je réponds : « Très jolie » d'un accent distrait, croirait-on à m'entendre, mais son mot est tombé jusqu'au fond de mon âme et me fait des émotions à chaque seconde plus nombreuses qui montent, montent comme des bulles à la surface. Et l'indifférent qui vient de prononcer un tel nom soudain m'intéresse et je me dis : « Pourquoi cette ville te plaît-elle? » Et déjà il a passé à une autre pensée que, moi, je me répète : « Nancy, sans toi, ma vie serait autre », et la puissance des poisons se réveille et tout me devient fade.

« Il m'est arrivé, comme à tout le monde, de dîner dans des restaurants où les tziganes sont installés et comme tout le monde j'ai dit : « C'est insupportable; on ne peut plus dîner paisiblement »; mais, en réalité, ces musiciens m'enivraient de ressouvenirs et toujours une folie romanesque était déchaînée en moi qui, je l'espère bien, n'était pas lisible sur ma physionomie.

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre.

Or ce qui me transportait de mélancolie, c'était la conviction que ma jeunesse est derrière moi, qu'elle est dans les rues de Nancy. J'aime Nancy comme un cimetière et dans tous les cimetières j'aime ma jeunesse triomphale. Un jour, dans celui de Pise, je me disais : « Et moi aussi, dans un climat aigre, j'ai édifié un beau monument qui périra avec moi et dont seul je connais les fresques. »

Barrès se remémore les impressions du soir du succès et du soir de l'échec, quatre ans après.

« Quel magnifique plaisir de mélancolie ou plutôt d'amertume je trouve à parcourir seul des parties de mon ancienne circonscription! Et si peu qui m'y reconnaissent ! Une partie d'un tel ouvrage de ma jeunesse joyeuse est déjà anéantie. Gabriel, enfoncé dans la nuit, Bouttière qui perd la mémoire, Solard parti, Guillon parti, le père Parisse mort, Thorion parti et tant d'autres. Un jour prochain bien peu de mémoires se rappelleront cela, que moi seul d'ailleurs ai parfaitement goûté avec la saveur propre que cela avait. Le flot de la vie repasse par-dessus les choses. Il est vrai que cela était peu, mais c'était de l'incomparable poésie pour un jeune homme. Quand les résultats définitifs furent connus, et que, n'en pouvant croire ce rêve, j'allais du premier de chez Baudot où l'on m'avait appris les résultats jusqu'au bureau du journal de Teuchmann où tout me fut confirmé, je m'enfonçai dans la nuit noire à minuit sur la place Carnot. Clairin marchait à côté de moi et me disait : « N'oubliez pas vos amis, jamais, plus tard. » Mais quand il parlait, moi, j'étais seul avec mon beau rêve, avec mon cœur atteint par ce succès. Cent pas inoubliables!... Et maintenant je repasse sous ces mêmes arbres, dans ces mêmes pas. Le contraste donne un élément à mon besoin de me croire raté pour la vie. Ce sentiment de déception, noble après tout, et de malade, d'idéaliste et de dégoûté, est satisfait par ces souvenirs. Nancy, que j'avais en horreur aux heures de mon succès, m'est devenue chère, unique pour moi, comme le laboratoire où je crois avoir de mes propres mains détruit mes beautés de jeunesse, martyrisé, étranglé, anéanti ma chimère.

« A bien creuser, ce que je regrette, ce n'est pas la députation perdue. Je ne la désire pas. Je ne saurais en user. Mais je regrette l'âge, l'élan de force, la naïveté qui me permettait alors de croire à la gloire, à la domination joyeuse du monde. Et

surtout, je souffre de ce que je sais bien : le succès me grisa, me perdit, me trouva insuffisant. Je crus, dans un tel âge, après tant de travail, pouvoir jouir. Je tombai immédiatement et maintenant voici que l'âge vient et je touche les parois où mon développement est borné. Je me bute ; il y a de l'impossible. Je n'y croyais pas alors. Beaux reflets vacillants de ma jeunesse qui courez sur mes sentiments présents. »

Après cet échec, Barrès pensera vraiment le *Qualis artifex pereo!* qui devait être le titre du *Jardin de Bérénice*. C'est l'épitaphe de son impertinente jeunesse. L'homme et l'écrivain passent dans un autre canton de la pensée.

Plus tard Barrès jugera sévèrement cette période de son existence. « Je ne voudrais pas recommencer ma vie, écrira-t-il aux approches de la cinquantaine, parce que je connais trop toutes mes fautes et qu'elles me déplaisent effroyablement, mais je voudrais recommencer toute une série d'efforts. Oui, c'est le juste point; je ne rêve rien des plaisirs, des folies, des inepties de la jeunesse. « Toutes ces bêtises », disait Moréas. Mais recommencer avec plus de force et de discipline la conquête du monde idéal et du monde tout court. »

Quant à l'élégante et fine et forte, mais ingrate Nancy, il lui remettra un généreux P. P. C. dans un chapitre de *Colette Baudoche*. Malgré sa fierté de représenter Paris au Parlement, il persistera à penser que, selon un logique destin, il eût dû toujours être auprès du gouvernement de la France le mandataire de la Lorraine. En ne sachant pas garder Barrès, Nancy a négligé d'accroître sa part d'honneur.

## LE ROMAN DE L'ÉNERGIE NATIONALE

Ce rejet hors du cercle parlementaire, confirmé par d'autres échecs, deux fois à Neuilly, puis à Paris, donnera à Barrès les loisirs de lier en gerbe tout ce qu'il a moissonné d'expérience individuelle, sociale et politique au cours de ses quatre ans de vie publique assez agitée. Il a pris contact avec les foules (on s'en aperçoit dans *le Jardin de Bérénice*), il a touché du doigt les réalités de la vie française. De tout ce butin Barrès composera sa doctrine régionaliste et nationaliste. De celle-ci il se fera le champion dans ses campagnes de *la Cocarde* d'abord, puis de la presse parisienne et enfin dans ses trois romans de

l'Énergie nationale : *les Déracinés, l'Appel au Soldat, Leurs Figures.*

Il essaie d'élargir son *moi* en le nationalisant. La Lorraine alors lui paraissait trop petite. Elle est une province dont le destin a avorté. Et chez elle, il y avait eu aussi échec à sa destinée personnelle.

Barrès va du moins tenter par l'intelligence de se confondre dans l'aventure nationale, d'y imprimer sa marque. « On n'est vaincu, écrit-il après son insuccès, qu'après l'avoir été intérieurement. Ce que je ne suis pas. Je suis désorienté par manque d'adversaires et de terrain pour la lutte. Voilà tout. Quand il s'agit de réussir dans l'action, il faut avoir la Fortune avec soi, mais il y a de maintenir, de se créer une figure. »

Barrès se fera le mainteneur des individus qu'il a vus étiolés et de la France qu'il a vue dissociée et décérébrée. Il établira un inventaire philosophique et politique de l'expérience de *la génération sacrifiée* (la sienne) pour *la génération sacrée*, de ceux qui ont préparé le redressement de la France, en ne subissant pas, pour ceux qui l'opéreront par l'action heureuse. Songeant au rôle de Fichte avant 1813, il écrit cette curieuse pensée semi-prophétique : « Je suis né en 1862 et Fichte en 1762; il me conviendrait de mourir comme lui en 1914, après avoir vu 1813. Je ne suppose pas que sa théorie du *moi* l'eût empêché de faire une œuvre sociale. »

Des *Déracinés*, voici ce qu'il dit dans ses *Cahiers* : « Leur dégoût, c'est celui de la plante qui se sent fanée. Vous voulez qu'en vous circule la sève de l'univers, *n'importe où* reprendre racine... Je ne dis pas : « Vous les avez déracinés de la terre lorraine », je dis : « Vous les avez déracinés, enlevés de toute terre. » Et il dit encore : « C'est un livre où l'on doit voir un esprit qui a la tradition, non un esprit réactionnaire. J'ai fait une coupe. Ce n'est point pour les petites filles qui veulent qu'on coupe leur pain en tartines. C'est une tranche de pain de chien... Manuel de la clairvoyance. » Cette idée de l'enracinement, de l'attachement (au sens propre du terme) le poursuivra toute sa vie. Dans ses derniers feuillets, nous lisons ceci : « J'aime mieux le moindre arbre que le plus beau mât de cocagne, la petite fille avec un catéchisme que les inventeurs de systèmes ! »

Aussi bien, *les Déracinés* sont-ils son livre capital : c'est l'étoile d'où toutes ses autres œuvres rayonnent. Son

nationalisme avec ce qu'il comporte d'acceptation et d'amour y est inclus. Ce qui avait frappé le jeune penseur qui venait de passer dans la vie publique, ce qui l'angoissait, c'était le tarissement de l'énergie individuelle et nationale. Le Français lui apparut comme une plante étiolée en quête d'un milieu nourricier où retrouver de la sève. Il importait donc, avant tout, de le rétracter jusqu'à la province pour qu'il y trouvât, au contact de sa terre et de ses morts, l'étai d'une réalité solide. Quant à la France, héritier de la pensée de Taine et de Renan, Barrès jugeait qu'elle dépérissait par perte de substance, manque de coordination et, pour tout dire, d'idée vitale. Il constatait la baisse de la natalité et s'alarmait du mauvais remède qu'étaient des naturalisations massives. On lui dénaturait, désagrégeait ainsi sa patrie. Il la jugeait une amputée mal soignée : on devait avant tout guérir son mauvais état général par un régime approprié. Le seul problème était pour lui de reconstituer le fonds de notre vie, notre vraie réalité, notre énergie, bref de « refaire la substance nationale entamée en restaurant les blocs du pays ». A ces blocs restaurés, les individus devaient s'appuyer pour être des personnalités robustes et développer leurs puissances latentes. De là germèrent et son régionalisme et son nationalisme et plus tard toute l'éthique du *moi* enfin devenu conscient et maître de lui.

Ce qu'il a voulu faire dans *l'Appel au Soldat*, il semble l'indiquer assez bien dans cette confidence : « Le boulangisme, c'est une construction qu'on n'a jamais vue qu'avec un échafaudage; ainsi l'on n'a pas pu en saisir l'ensemble et tout s'est écroulé dans un désordre pitoyable, avant d'être débarrassé, avant même de porter à son sommet le bouquet symbolique. » Cette construction ou plutôt cet échafaudage, dans l'esprit de Barrès, était destiné à réparer sur le bâtiment « France » les lézardes mortelles qu'il constatait dans *les Déracinés*.

Dans *Leurs Figures* Barrès se venge du Parlement et d'un régime taré qui enlise l'énergie française, en même temps qu'il exprime son dégoût d'homme plein d'honneur à tout ce qui est improbe et sans fierté nationale.

Ce tarissement de l'énergie individuelle et sociale, il en trouve l'éclatante et triste preuve dans la diminution du nombre des grands hommes, à l'époque contemporaine. Il enchaîne très bien, dans une suite de causes à effets, la décadence natio-

nale, la décadence provinciale et la décadence personnelle. Ah! il n'est pas un optimiste, bien qu'il proteste en libre disciple contre le pessimisme de Taine. « Bourget, écrit-il, m'a fait à tort disciple complet de Taine. Taine m'a nourri sans me satisfaire. Tant d'injures aux jacobins atteignent celui qui croit à l'énergie, à l'héroïsme. » Barrès jusqu'au bout, en effet, et la France en guerre lui a donné raison, a cru aux sursauts du sang, aux miracles de l'âme, à la vertu du héros.

Cependant, dans ses *Cahiers*, Barrès prononce parfois sur sa patrie, à des heures d'abattement, des jugements qui rappellent les plus sombres de Taine et de Renan. Les réalités perçues par son expérience le contraignent à diagnostiquer un état général mauvais. « Ce qui me frappe, écrit-il un jour, c'est la non-coordination des choses en France. C'est le signe de la paralysie générale chez les individus. Le paralytique général est bienveillant. La France l'est; il y a douceur, sauf de vanité. Paralysie générale chez les classes dirigeantes. »

Un autre jour, il écrit : « C'est encore un rôle, ne nous plaignons pas, de maintenir les dieux chancelants, comme fit Marc-Aurèle des dieux de l'Empire contre le christianisme. Nous sommes les derniers témoins peut-être de la France. »

Malgré tout, il ne désespère pas. S'il n'est pas, au chevet de la malade, le docteur Tant Mieux, il n'est pas non plus le docteur Tant Pis. Il écrit ses livres, dans la retraite que lui a value son échec politique, afin de donner, avec une salutaire clarté, et son diagnostic et ses remèdes.

Il se lance aussi dans l'action pour aider à l'effort de reconstruction française. S'il échoue à des élections législatives à Neuilly et à Paris, il mène un vif combat dans la presse parisienne. Lorsqu'éclate l'affaire Dreyfus, il entre au Comité directeur de la *Patrie française* où il essaie de faire triompher sa doctrine nationaliste fondée sur la discipline acceptée de la terre et des morts.

Toutefois, cette doctrine, il ne semble pas qu'elle ait encore pleinement atteint chez lui, à cette date (1900), l'ordre du sentiment. Elle demeure intellectuelle. On n'y reconnaît l'accent du cœur que s'il l'illustre d'un exemple qui lui soit sensible, celui de son ascendance lorraine. Chacun de ses livres contient, comme un centre sentimental, un chapitre sur la Lorraine. Dans *l'Appel au Soldat*, c'est le voyage dans la vallée de la

Moselle qui amplifie celui de *l'Homme libre* en Lorraine; dans *Leurs Figures*, ce sont les pages sur la nourriture lorraine. On sent que, sous la philosophie de l'homme d'action, une nappe profonde commence à diffuser ses ondes sensibles. Mais elle est loin d'avoir encore envahi et baigné toute l'œuvre. Cependant il est très net déjà que les champs de bataille de la vie, comme ceux de l'histoire, ont appris à Barrès « à ne faire qu'un bien petit cas de la personne humaine, du pauvre *moi*! Il vaut seulement comme partie d'un ensemble. » Il prépare son individualité à prendre place dans une destinée collective et à participer à l'immortalité d'une énergie qu'elle aura beaucoup aimée.

Entre ses campagnes, il se repose par maints voyages en Espagne, en Italie, en Grèce, en Égypte, en Syrie, pour se divertir et enrichir son expérience. Dans ses *Cahiers*, Barrès nous dit que tout cela pour lui n'est pas d'un intérêt vital : ce n'est pas tout à fait lui-même. Il abandonne l'idée de composer encore des recueils analogues à *Du Sang* dont ses tiroirs sont remplis. On le verra bien lorsqu'il publiera, après une crise décisive, *Amori* et *le Voyage de Sparte* : son *moi* véritable éclate dans les chants consacrés, au terme de ces recueils, à sa Lorraine. Les notes romantiques de *Du Sang*, c'est ce qu'il appelle faire le baladin en couvrant de brillants oripeaux ses vêtements de deuil. Assez de Camps du Drap d'or et de galères de Cléopâtre! s'écriera-t-il. La poésie, ce n'est qu'une âme rendue sensible; ce n'est pas une exposition de tapis. Il se résoudra assez vite à porter à la foire, plutôt que des perruches, des fauvettes de ses climats. Il n'en reconnaîtra pas moins sa complexité et il donnera sur lui-même ce jugement que tout critique parlant de Barrès devrait mettre en épigraphe de son étude : « Il ne faut pas que l'on pose de cloison entre « ma littérature » et « ma politique », que l'on m'enferme dans Venise ou dans ma Lorraine, que l'on jette le voile sur mon boulangisme. Je ne me prête pas à ce morcellement. » Pas plus qu'on ne peut séparer dans aucun de ses livres la sensation, le sentiment et la pensée. Ainsi en avait déjà décidé, on se le rappelle, le jeune maître des *Taches d'encre*. Il est le type achevé de l'*Homo duplex*, mais qui a su magistralement se composer « une abondante unité ».

Pourquoi donc Barrès nous parle-t-il, à propos des plus bril-

lants de ses livres qui sont très souvent les préférés, même de barrésiens authentiques, d'oripeaux jetés sur ses vêtements de deuil? C'est que sa tristesse foncière ne le quitte jamais. Les diversions du voyage, de l'action, de la polémique ne changent rien au fond de l'âme. Dès que vient le repos, la retraite, la méditation, la nappe de mélancolie affleure. C'est que le néant profond de la vie, son manque de sens certain, notre incapacité de rien savoir demeurent toujours pour lui la vérité. Son *moi* d'homme mûr est resté le *moi* du jeune homme déraciné de toute certitude par les connaissances de la philosophie, de la science et de la poésie de son époque. Jusque vers les dernières années, ses *Cahiers* regorgent de ses constantes angoisses. Il note avec un sourire qu'on le surnomma justement *Spleen le Jeune*. Son anxiété le tourmente surtout à l'heure du crépuscule. Il ne s'en délivre, passagèrement, superficiellement, hélas! que par un effort d'énergie : la salutaire diversion de l'action, du voyage ou du travail.

« Au crépuscule, écrit-il, tous les soirs, mon âme se fait neuve. Elle veut quitter le monde physique pour entrer dans le monde moral. Elle rejette les copeaux de la journée qui l'encombrent et désire recevoir une empreinte spirituelle. Alors, si rien ne m'impose de plaisir ou de tourment, quelle détresse de mon être le plus profond et qui se croit abandonné! Qu'on apporte vite la lampe! Comme la nuit accumule ses ombres sur la crise du soleil, hâtons-nous de mettre notre travail sur ce soulèvement de vaine poésie.

« Il faut couvrir cette malsaine poésie que l'on ne peut ôter. Elle est peut-être la vérité, mais qui condamne notre vie. Il faut vivre en émoussant cet aiguillon. »

Si l'on veut connaître l'impression que lui fait la vie, qu'on imagine un passager pressé par les flots de l'Océan dans la nuit.

« Avez-vous jamais voyagé sur mer? Couché dans votre cabine, suivez-vous, la nuit, les mouvements du bateau s'inclinant à droite, à gauche, hésitant, semble-t-il, à se retourner? Dans l'obscurité, les yeux fermés, on voit ces immensités d'eau, ces profondeurs de plusieurs kilomètres sur lesquelles on navigue, dont on n'est séparé que par une mince épaisseur de tôles.

« Et qu'il y ait ces profondeurs immenses est le plus sûr. Une pointe de rochers qui la heurte, tout est perdu. Que faut-il

pour cela ? La négligence d'un cerveau. Alors, on se rappelle des anecdotes. Ce vaisseau anglais, ces noyés en cravate blanche et si gros qui dansent au plafond. Ce n'est rien à côté de l'angoisse que donne la vie, si je pense de nuit dans les ténèbres. »

L'action politique dans laquelle il s'est jeté pour servir l'intérêt général et restaurer l'énergie française, mais aussi pour s'oublier, pour occuper son tourment intérieur, comme on donne de l'eau à la roue du moulin, est loin de répandre de la lumière sur sa mélancolie. Personnellement, depuis 1893, il a échoué devant le collège électoral, à plusieurs reprises. Il en ressent une amertume aussi vive qu'à trente ans. Enfin, tout le mouvement nationaliste avorte ; l'État français rejette les idées que Barrès a soutenues et illustrées magnifiquement dans ses livres et ses articles. Les faits bafouent et repoussent le meilleur de lui-même. A vouloir se nationaliser, son *moi* n'a trouvé ni bonheur, ni succès, ni apaisement. Barrès avoue parfois qu'il a le sentiment d'être un raté, de flotter à la dérive.

« Suis-je ce nageur qui lâche le courant pour regagner la rive et l'homme qui garde les habits ? Je crois plutôt que le grand fleuve ne voulait jamais me porter. Je ne suis point dédaigneux, mais plutôt je suis une épave. »

C'est une telle souffrance clairvoyante, — ou qui croit l'être, — qu'il faut pressentir souvent sous sa fameuse ironie. S'il réagit courageusement jusqu'au rire acerbe, c'est qu'il est sans illusion ni sur soi-même, ni sur les autres, ni sur le fond des choses.

« Que je m'explique, écrit-il, certaines âpretés. Mon rire devant les duretés de la vie. On m'accuse de cruauté. Non pas, j'y fuis mes anciennes erreurs, mes anciennes confiances, je taillade dessus ces piques mes parties trop délicates par où j'ai souffert et souffre. Farouche renoncement à ma niaiserie. »

« Allons, allons, rétrécis ton cœur », écrit-il. Mais aussitôt cette reprise : « Magnanime pourtant, c'est bien. »

L'heure approche où la vie va lui permettre de satisfaire à sa magnanimité en resserrant son cœur ; l'heure approche où Barrès va construire enfin le monument qu'il ambitionnait, digne de son rêve intérieur, sur ce champ d'action semé des décombres de sa jeunesse vaincue. Il faudra qu'il ait entendu, une seconde fois, les leçons de la douleur.

## LA DOULEUR. — LE MOI SENT ET RECONNAIT SES LIMITES

1901. Année décisive dans l'évolution intellectuelle et morale de Barrès. Il atteignait la quarantaine, le milieu du chemin de la vie. C'est l'âge où, après avoir longuement traîné son chalut au fond de la mer, le pêcheur de songes le hisse à bord pour trier son butin et rejeter ce qui ne lui convient pas. C'est l'âge où, la jeunesse finie et ses folles prodigalités d'énergie, le lutteur inspecte l'horizon et s'interroge pour savoir s'il ne sied pas, après la rude expérience de la montée, de pactiser avec l'univers plutôt que de poursuivre à le violenter. Dissipée l'illusion d'embrasser les choses et de les redresser selon son rêve, dissoute l'ambition de dominer la vie, et les déboires, nombreux déjà, nous ont bien fait comprendre que notre moindre désir ne serait pas comblé. C'est le temps où la sagesse commande, ainsi que Barrès le formula dans *les Déracinés*, de « tout terminer par une transaction entre l'optimisme de nos rêves et les duretés de la réalité, et par une nouvelle construction d'espérances ».

S'il embrasse du regard sa vie antérieure, Barrès, nous l'avons dit, n'y voit qu'échecs apparents tant de lui-même que de ses idées. La fortune leur a été contraire. Échec de la politique d'impétueuse opposition qu'il a menée, depuis sa vingt-cinquième année, contre la République parlementaire, avec le boulangisme, l'antipanamisme, l'antidreyfusisme, le nationalisme et la *Patrie française*. Malgré tout son talent, toute son ardeur et les plus favorables chances, Barrès n'a pas réussi à vaincre l'armature du régime démocratique des clientèles. Qu'un fait survienne qui le touche au cœur, il est mûr pour une cristallisation de ses sentiments et de ses pensées de vaincu.

Or, le 30 juillet 1901, disparaît soudain, trois ans après son père, celle qui lui avait transmis la vie, formé le cœur et l'imagination, celle enfin qui, seule dans toute sa famille, avait compris et encouragé sa vocation d'écrivain.

On lira un jour les plaintes poignantes qu'il a jetées sur les pages de son carnet, à l'annonce de la grave et brusque maladie de sa mère. Il accourt de loin, fiévreux de l'espoir de la retrouver vivante encore, angoissé d'arriver trop tard. Durant le trajet, debout dans le wagon, il poussait le train. En débar-

quant à Charmes, au petit jour, glacé d'un funèbre pressentiment, il n'ose regarder personne. Il lui semble qu'on le salue avec une respectueuse commisération. A six heures moins un quart, il arrive enfin pour voir les bougies allumées auprès d'elle et le drap blanc semé des volubilis de son jardin. Ce sont alors des jaillissements de tendres pensées, des effusions indicibles qui se terminent par ce cri passionné : « Je ne saurais dire ce qui m'enivrait d'amour pour ma mère. » Il l'évoque aux divers âges de sa vie, jeune femme, veuve et sans autre appui que lui, il la poursuit jusqu'au temps où il n'était pas encore né. Il la revoit aussi au lit de mort de son mari, trois ans auparavant, alors que plus heureuse que lui-même en ce matin tragique, elle pouvait recueillir les confidences suprêmes de l'âme qui s'en allait. Elle se tenait debout au pied du lit d'agonie, après le départ du prêtre. « O mes vénérés parents ! » s'écrie Barrès. Le reste est silence. Le jour des funérailles, Barrès gémit que tout le monde, si bienveillant cependant, l'empêche de vivre avec elle. « J'aurais tant aimé, écrit-il, la conduire seul au cimetière. » C'est alors que, pour sa consolation et notre émerveillement futur, les cloches de Charmes qui sonnaient pour elle et devaient, en un jour de deuil national, sonner pour lui, parlèrent à son cœur. On trouve dans le *Cahier* les premières phrases du sublime dialogue avec les messagères des voix lointaines, les premières notes du chant fameux des *Amitiés françaises*.

Au retour du cimetière, Barrès écrit : « Les Luxer ont vécu deux cents ans à Charmes et c'est fini. Mais je les continue. Eux, ma mère, moi, nous sommes les mêmes. Puisque je suis *elle*, je n'ai plus le droit de me gaspiller. Ma retraite. Retraite de la vie politique. Je me réfugie chez mes morts. Je n'ai plus besoin du monde. Tout ce qui veut vivre en moi, je l'entendrai sur mes tombes. Ces forces sombres et profondes m'ordonnent de m'arrêter et de les laisser éclore en moi. »

Un peu plus loin, il enregistre cette pensée décisive : « La fumée de toutes les batailles perdues assombrit l'horizon... Phrase retenue de mon sommeil dans la nuit du mercredi au jeudi, après avoir pris dans la journée la résolution de ne plus faire de politique. *La douleur épure ; beaucoup de choses apparaissent comme viles, quand le soleil du bonheur s'est couché sur l'horizon.* »

En octobre, Maurice Barrès donnait sa démission du Comité directeur de la *Patrie française*. Ici commence la seconde vie, celle qui verra le plein épanouissement de son *moi*.

Quelle est l'erreur de ceux qui prétendent qu'il fut un cérébral plus qu'un sensible ! Le vrai, c'est que, génie complet et parfait, il est constitué comme un Pascal pour qui l'amour est attachement de pensée et même chose que la raison. Il fut, toute sa vie, l'ami de Bérénice, qui écrivait : « C'est par l'amour que nous trouvons la vérité, car elle n'est pas chose qui se démontre. » Chez lui, l'ordre du sentiment prime les autres. C'est, pense-t-il lui aussi, dans les connaissances du cœur et de l'instinct qu'il faut qu'un esprit s'installe pour y fonder son élévation.

« Toutes mes pensées ont essaimé de la tombe », écrit-il. La Lorraine, qui va devenir le centre vivant de son inspiration, ne lui devient sensible au cœur que du jour où elle contient les tombeaux de ses parents. Auparavant, elle ne lui était qu'une vue de l'esprit, inapte à le recueillir et le conforter aux jours d'épreuves, inapte à être l'inspiratrice inépuisable de toute sa vie.

Dès la Toussaint de 1898 qui suivait la mort de son père, il écrivait : « Peu à peu, j'ai créé la Lorraine en moi ; je l'ai créée sur la tombe de mon père. Elle ne m'apparaît pas au soleil, non pas même au soleil d'octobre, mais sous une pluie fine, triste et continuelle. »

Il s'interroge minutieusement, scrupuleusement.

« La Lorraine, puis-je dire sincèrement que je l'aime ? J'ai laissé des gouttes innombrables de sang à ses haies et ma jeunesse certainement. Et puis, d'autres fois je me suis réjoui de ses solitudes.

« Mais ma vie qui ne lui appartient pas, elle l'a pénétrée, peut-être la confisque. Je ne sais si je l'aime ; entrée en moi par la souffrance, elle est devenue un des moyens de mon développement.

« Il y a des instants où j'entrevois que de la Lorraine il ne reste que les serfs. L'aristocratie, la vraie Lorraine est morte. Elle se plaint dans Chopin, dans Claude Gellée, dans moi. Nous ne pouvons en conserver que ce qui collabore à la direction française. »

Mais vient son grand deuil de 1901 qui lui bouleverse

l'âme : le ton change. « Ce pays sans sensualité, sans belle lumière », pays de sa nécessité, pays qui lui est imposé, il lui parle plus abondamment; il reconnaît qu'il porte en lui une Lorraine intérieure qui est la part profonde et chantante de son moi. Elle est, il le discerne enfin, le vrai fonds de son être.

Il fait alors amende honorable à sa province méconnue, déjà célébrée par lui, mais trop de l'extérieur et sans qu'il ait été jusqu'aux entrailles pour lui saisir le cœur tout palpitant.

« C'est pour y avoir goûté peu de solitude, pour m'être mal donné à lui, pour avoir depuis trop longtemps désiré être ailleurs, pour n'avoir pas eu une volonté suffisante de l'aimer, que mon pays me fut stérile. Soyons-y malade, malheureux, abandonné, ayons une tombe qui lui donne un sens : c'est une cloche enfin qui trouve un battant. Notre âme en retentit. Nous voyons enfin que comme toute province la Lorraine est un réservoir de poésie. Il y a une nourriture lorraine. »

Ce battant de cloche qui va faire désormais chanter, de la première à la dernière page, toute l'œuvre barrésienne, voici dans quel examen de conscience il est forgé.

« C'est un grand avantage, une puissance de se replier sur ses *minima*. Le jeune homme s'étend sur la vie, se disperse sur tout ce qui l'attire; il pousse son flot dans tous les sens. Je ne dominais pas les Espagnes, ces Venises que j'ai caressées non sans bonheur. Je ne les comprenais pas dans leur formation. Elles m'étaient une ivresse. La Lorraine est moins belle, mais je n'y puis faire de faute; je fais un bon emploi de tout ce qu'elle m'offre; je ne suis pas dupe, je classe, je juge, je suis inattaquable. Elle m'est une bonne discipline. Je m'y prive de clinquant.

« Au début, je ne l'aimais pas.

« Elle commença de me plaire quand je pensai qu'elle avait ses morts.

« La Lorraine et moi, quoi que je pense d'elle, nous avons le même secret.

« Il ne faut point qu'une telle démarche de ma réflexion semble un rétrécissement. Je me resserre sur ce qui est mon âme.

« J'aime cette discipline dont je suis né à travers les siècles pour prendre forme. Elle me contraint, elle m'assujettit, mais j'y sens mieux ma force. J'y suis comme la pensée dans une poésie à forme fixe.

« Et puis, c'est une réponse à l'*à quoi bon?* Rien n'a de sens, aussi je ne cherche pas à m'augmenter. Je ne fais pas le curieux. Je suis ou me vois d'une espèce.

« Pourquoi serais-je un insatiable? Je me retire sur mes tombes et je dis : je ne sais pas si ce sont les plus belles des tombes, mais ce sont les miennes, et seul je puis dire et je dis ce que pensent et sentent encore les morts lorrains qui vivent en moi. Et je vais avec plaisir dans les campagnes lorraines, contemplant des choses qui ne sont pas belles, mais qui ont été construites par ceux qui vivent en moi et sur quoi, en conséquence, ils jettent avec plaisir le regard du propriétaire.

« J'avais de la satiété; j'ai voulu conquérir ma patrie. Conquérir ma patrie? c'est-à-dire prendre le point de vue d'où la Lorraine sera attrayante et forcer désormais les visiteurs à s'y placer. J'ai voulu m'assurer un tombeau, une concession à perpétuité dans le mot Lorraine où je veux incruster le mot Barrès,

« Je défends mon cimetière. J'ai abandonné toutes les autres positions : religion, certitude scientifique, sens de la vie, progrès... Je me réfugie chez mes morts, j'ai une foi et un devoir, mais ils sont ma foi et mon devoir.

« Rien ne me commandait. Je me suis donné ce fatalisme : les morts me commandent. Voilà où il en est venu, l'*Homme libre!* Eh! bien, il n'a jamais voulu que se retrouver. »

La secousse est telle qu'a déterminée en lui la mort de sa mère, succédant à la série de ses échecs politiques, que les médecins lui conseillent le calme et la douceur de Pau. Il arrive dans cette ville, en octobre 1901.

Elle lui devait être bienfaisante. Le climat sédatif apaisa le nerveux. Puis, Barrès, qui dans tout paysage cherchait de l'âme, un caractère moral dont s'augmenter et se parfaire, se fit à Pau, où il devait maintes fois revenir par la suite, une station de psychothérapie apparentée à la station climatique. Il résume son effort doctrinal dans cette pensée qui marque le tournant de son esprit vers l'acceptation et « la soumission, base du perfectionnement » : s'il est bon d'aller à Paris pour susciter ses ambitions et satisfaire son orgueil, « il faut aller aussi dans les endroits où l'on meurt pour apprendre à se résigner. »

En vérité, Barrès ne pouvait trouver de ville plus apte à lui verser le népenthès endormeur des maux humains. Exposée au

midi, dans un air ouaté, immobile, assoupie parmi ses fleurs, bambous, palmiers et magnoliers, Pau se présente comme un merveilleux reposoir. On peut croire que Barrès y éprouva le même sentiment que nombre d'Anglais qui, après avoir fait leur carrière dans l'Inde, viennent se fixer à Pau dont ils aiment le site, pareil aux plus beaux de l'Hindoustan : sous un ciel languide et chaud, un large ruban d'eau courante, une luxuriante végétation et, à l'horizon, la douce majesté des monts neigeux.

Barrès, dans ce paysage du *Ramayana* où les lourds brouillards de chaleur qui pèsent sur la vallée du gave semblent des fumées d'opium, aima sans doute à s'imprégner de sagesse brahmanique et des effluves de nirvana auxquels demeurent perméables ceux qui sentent le tragique de l'existence. A Pau, tout s'oublie dans un léthargique enchantement, et soi-même et la vie, tout s'accepte, misère, deuils, échecs, usure, trépas. Las de l'activité et de la passion, l'homme vaincu s'y replie du rêve du bonheur sur celui de la sérénité : il est sur la terrasse de l'acceptation. Sentiment que Barrès a exprimé, nous semble-t-il, dans cette note des *Amitiés françaises*, où nous croyons percevoir comme un accent hindou de celui qui fut un grand Oriental d'imagination.

« Il y a dans mon rêve une douce terrasse pareille aux promenades qui dominent le gave et la prairie de Pau; c'est un espace de méditation qu'aux meilleurs moments chaque semaine je parcours : rien ne m'y heurte, tout m'y rassérène, et dans cette langueur des monts qui, le soir, se vaporisent vers l'azur liquide des cieux, je trouve pour me cicatriser l'apaisante certitude du repos acquis à nos morts. »

Barrès quitta Pau, réconforté, après y avoir mûri sa doctrine de l'acceptation, à laquelle il avait jusque-là résisté de toute la puissance de ses jeunes forces, impatientes d'avidité, d'ambition et d'orgueil. Il devait dire plus tard mystérieusement : « C'est la ville où je me plais le plus; c'est là qu'il faut venir travailler et voir mûrir les fruits qu'on a cueillis ailleurs. » Ce n'est pas un hasard si dans son recueil d'*Amori et Dolori sacrum*, le *Souvenir de Pau en Béarn* précède, comme un prélude orchestral, comme un portique au seuil du jardin secret, *le 2 novembre en Lorraine* où il chante, avec un accent religieux et déterminé, le grave bonheur d'obéir pleinement à ses fatalités. Subissant les

nécessités qui le commandent, il maintiendra, et d'abord en soi-même, ce qui ne meurt pas. Il s'attachera à la part d'éternité dont il a l'usufruit. Les pages sur Pau s'achèvent sur une évocation de sa vallée natale, qui ressemble, en plus frêle, à la grande vallée béarnaise, et sur la résolution de rompre, à l'avenir, tout ce qui le distraira de ses idées maîtresses.

De Pau, il envoie sa démission de membre du Comité de la *Patrie française*, puis, rentré à Paris, il liquide au mieux son passé de partisan politique en écrivant *Scènes et doctrines du Nationalisme*, « témoignage de mon activité publique, écrit-il dans son *Cahier*, pierre tombale sur un Barrès qui est mort. » Enfin, il songera aux *Amitiés françaises*, à *la Colline inspirée* et aux *Bastions de l'Est*.

Dans la politique (à laquelle il ne tardera pas de revenir, mais avec un esprit de plénitude paisible) comme en littérature, voilà la décisive orientation et ses profonds motifs.

Le souvenir de cette crise ne l'abandonne pas, en effet, au cours de la construction de son œuvre lorraine. Il aimait construire; c'était un chef d'Occident, un « maître ès pierres vives » de France, ainsi que l'on disait au temps des cathédrales. A la dernière page des *Quatrains* d'Omar Kayam, au terme de cet exquis bréviaire du nihilisme intégral, il écrivait ces lignes qui résument son héroïque sagesse : « Livre de néant, et cependant il faut construire. Je commence par cette pensée de Racine : *L'esprit est sujet à aimer autant qu'à penser et à songer... Si je n'aime, je ne suis rien.* » C'est dans Pascal plutôt que Barrès eût trouvé l'épigraphe de l'œuvre qu'il édifiera désormais. Elle est tout Barrès, comme elle est tout Pascal. « Oh! qu'heureux sont ceux qui, avec une liberté entière et une pente invincible de leur volonté, aiment parfaitement et librement ce qu'ils sont obligés d'aimer nécessairement! » L'œuvre entière de Barrès ne sera plus que la paraphrase de ce qu'il vient de découvrir à la suite de ses déceptions et de son deuil. « Notre véritable grandeur est d'accepter les lois de la vie. Connaissons, acceptons, aimons nos fatalités qui nous bornent. Ce que j'appelle Lorraine, ce que je décris sous le nom de Lorraine n'est peut-être qu'un sentiment très vif de mes limites. » Jusqu'à sa mort, Barrès revient sur cette idée. Il dénomme sa Lorraine successivement son devoir, sa discipline, sa joie par la règle, sa dignité, puisqu'elle lui fait voir la fatalité de son organisation, ses assises,

sa juste humilité, sa fixité, sa dure vérité, sa chapelle, son cloître, sa cellule d'où il a sur le ciel immense la vue qui lui convient. Elle est encore avec son « petit Charmes » son domaine et son grenier de calme. Si tous les hommes sont captifs, lui du moins se libérera de son chagrin en s'efforçant d'aimer à chanter le chant de la captivité. Se sentant lié et relié, c'est alors qu'il se sentira plus libre, parce que plus fort. C'est à cette époque qu'il constate qu'il n'y a pas de rapport entre le somptueux lord Byron et « le petit Barrès ».

C'était une croyance de l'antiquité qu'un monument ne pouvait subsister, s'il ne reposait dans ses fondations sur un cadavre humain. Douloureux, étonnant, admirable symbole que l'Église a recueilli peut-être en insérant une relique des saints dans la pierre centrale de l'autel et mieux encore, comme à Rome, en l'édifiant de marbre, d'or et de cristal, sur le corps d'un martyr, pathétique gisant visible des fidèles. Dante suivit cette tradition en enchâssant l'ombre radieuse de Béatrix dans sa *Divine Comédie*. Sous la construction lorraine de Barrès, — cela en explique la ferveur prodigieusement filiale, — repose le souvenir de sa mère. Dans un *Cahier* de 1911, alors que Barrès, âgé de cinquante ans, jouit de la gloire et du succès, nous relevons ceci devant quoi il faut s'incliner, comme devant le mystère du sublime. « Ma mère, je viens vous retrouver, vous dire mes pensées qui sont les vôtres, colorées par d'autres expériences plus larges et moins pures. Aujourd'hui, je me fais entendre, je *nous* fais entendre de ceux mêmes que vous et moi nous ne pouvions jadis apercevoir. » Les lauriers et les roses donnés par le monde au prince des lettres victorieux, le fils les apporte au tombeau maternel inoublié.

C'est ainsi que l'individualiste, le romantique, le nihiliste Barrès s'est rallié au classicisme. Il le note très justement en 1910. « Comment de l'inquiétude romantique passer à un classicisme ? *Je l'ai fait par la résignation.* Ce n'est pas par une rhétorique, c'est par une modification de nos pensées que nous revenons au classicisme. » Il complète cette vue intellectuelle et morale par la définition de l'humanisme élargi qui doit être le classicisme moderne, grâce à la subordination à ces lois naturelles découvertes par la science. « A Lemaître (qui défend les humanités) on dit : *Les vérités générales de l'antiquité*, mais elles sont tombées ! Ces vérités ne valent plus guère,

ne sont plus compréhensibles, sont usées, — comme des lignes décoratives peu à peu s'usent, perdent leur sens! Et puis, l'esprit humain s'est déplacé. On a fortement rattaché l'homme aux séries animale, végétale, minérale, en même temps que les naturalistes apparaissaient. Dès lors, le Romain, le Grec en face du Barbare, ce n'est plus nous. Comme vérité générale, je préférerais qu'on étudiât la *Métamorphose des plantes* de Gœthe. »

C'est dans ce classicisme naturaliste, dans cette acceptation et cet amour de ses fatalités héréditaires que Barrès a trouvé son port intellectuel et un peu de repos pour son âme inquiète. Le parallélisme de sa courbe philosophique avec celle de son maître Taine, est frappant. Partis tous les deux du nihilisme où les avait plongés la philosophie acquise par la vue d'ensemble que leur avait permise l'école, ils ont cherché tous deux un support pour leur énergie vitale, une raison, un sens à leur activité. Tous deux ont trouvé la connaissance du déterminisme qui leur permettait de comprendre l'univers et l'homme. Tous deux, tournant le dos à l'esprit de révolte de l'Encyclopédie et du Romantisme, ont atteint la résignation aux lois inéluctables de la nature.

Cependant Barrès veut avoir mené son effort d'intelligence plus loin que Taine. Il se vantait d'être plus fataliste que lui et que Renan, Michelet, Hugo, ses maîtres, qui croyaient encore à une raison personnelle indépendante. Sous l'influence de Jules Soury et des penseurs germaniques, il a nié cette autonomie relative de la raison dans le *moi*. Il a proclamé l'automatisme complet de l'individu que mènent, malgré lui, les forces de sa série héréditaire. *Le 2 novembre en Lorraine* chante cette conviction. Dans le *Voyage de Sparte*, à propos de la famille des Atrides et de l'*Iphigénie* de Gœthe, il affirme aussi cet esclavage de l'individu. Mais Barrès n'est pas un pur cérébral. Le plaisir de connaître et de comprendre les lois fatales pour leur obéir ne lui suffisait pas, comme à Taine. Barrès veut aimer. Nous verrons plus loin que ce goût d'aimer les lois de la vie lui a fait rechercher si, au-dessus de cette loi de fatalité, il n'y avait pas une loi d'intelligence et d'amour. Taine, à la fin de sa vie, la souhaitait mais la contestait; Barrès l'a entrevue. Son « connaissons, acceptons, aimons nos fatalités », si nous admettons que celles-ci sont voulues de Dieu, coïncide avec le précepte : « Connaître Dieu, l'aimer, le servir et, par ce moyen,

acquérir la vie éternelle. » La prédestination naturaliste de Barrès se confond avec la prédestination, janséniste d'abord, puis nettement catholique. Ses *Cahiers* intimes l'attestent.

Parvenu à ce stade de la pensée, Barrès a sauvé son *moi*. Il l'accepte désormais et l'aime comme le produit de son hérédité familiale et terrienne. Il ne lui reste plus qu'à agir selon la ligne tracée par cette antériorité pour s'apaiser, s'épanouir, bref, se délivrer de l'inquiétude qui le rongeait lorsqu'il sentait ses forces « en souffrance ». L'attachement l'a libéré de son démon. Le destin a répondu royalement à un si noble, sincère et persévérant effort, pour deviner son énigme et lui obéir. De ces heures de l'acceptation totale datent les heures de triomphe de Barrès, et dans la vie littéraire et dans la vie publique. Il a atteint ce bonheur que Taine souhaitait à ses descendants, quand il pressentait qu'ils se guériraient par l'esprit du *mal du siècle* dont fut dévasté le cœur des générations romantiques, en embrassant comme des lois les nécessités subies d'abord comme des entraves.

## LE TRIOMPHE DU MOI SUBORDONNÉ

A vingt ans, Barrès qui s'était rendu de Sienne à l'abbaye de Monte-Oliveto y trouva pour gardien un vieux moine que sa jeunesse intéressa. A son départ, le religieux voulut lui offrir un volume, en souvenir de sa visite. « Que dois-je y écrire ? lui demanda-t-il avant de le signer Que souhaitez-vous? La paix ou la guerre ? — Je ne veux point la paix », répondit impétueusement le jeune énergique. Mais le moine, le dévisageant, écrivit le mot *Pax* sur le feuillet de garde. « Je ne sais trop ce que je voulais dire, écrit Barrès dans son *Cahier*, mais je sais bien ce que je sentais. C'est à peu près ce que Byron dit, à vingt-trois ans : « On aime mieux se quereller et se tracasser que bâiller. » Il n'est pas nécessaire d'avoir, pour sentir ainsi, un génie aventureux, mais seulement d'avoir vingt-trois ans. » Et Barrès conclut : « Poursuivons ce que notre prédestination nous indique comme notre bonheur. La paix nous attend au cimetière. »

La paix souhaitée par le vieux moine au jeune Barrès lui devait venir plus tôt et précisément au cours de sa lutte incessante pour atteindre les objets que lui désignait sa prédestina-

tion. En 1913, dans *la Pitié des Églises*, reprenant ce *Pax aut Bellum*, Barrès en fait une allégorie propre à symboliser le destin de tout esprit et il louange la paix qu'il souhaite désormais, dès la vie, un large et plein accord avec le monde et ses lois. Elle ne sera pas somnolence, elle restera un effort, une lutte sereine, la lutte de Jacob avec l'Ange, d'où l'on sort béni, pour agréger à son *moi* tout ce qui est bienfaisant dans l'univers. *Nihil est magnum nisi quod est placidum.*

La providence répondra à une telle bonne volonté et ne tardera pas à lui rouvrir, à côté du champ littéraire, pour accomplir tout son destin, le champ politique auquel il avait renoncé pour ne se consacrer, comme en un cloître, qu'à sa terre et à ses morts. En 1906, Barrès a quarante-trois ans et il est élu, cette même année, membre de l'Académie française et député de Paris. Son œuvre et sa vie s'épanouissent alors, au soleil du succès, et acquièrent la ferme douceur de la maturité.

Il a consenti à se soumettre à sa destinée lorraine et celle-ci va le relier au plus grand destin de la France, au service duquel, les années précédentes, il pensait avoir échoué. Par la Lorraine et par l'Alsace, sa sœur de captivité, il prend contact avec l'éternel problème de la dissemblance franco-germaine qui pèse d'un poids capital sur l'aventure historique des deux pays. On sait avec quelle maîtrise, hardie et originale, Barrès traita ce problème, dans *Au service de l'Allemagne* et dans *Colette Baudoche*, sans rien envenimer des relations entre les deux adversaires, lorsque tous deux vivaient sous la loi du traité de Francfort. Son ascendance lorraine le prédestinait à comprendre et à aimer ce qu'il y avait de qualité humaine dans la race germanique. Son rêve eût été de trouver le juste accord entre deux esprits toujours affrontés. Dès ses *Taches d'encre*, cela était apparu : il y jetait sa malédiction à un mauvais Français qui méprisait le rôle de l'Allemagne dans la civilisation. Un jour de juillet 1911, au Couarail de Nancy, il reprend à son compte le regret de Schiller qu'il ne soit né aucun fils de l'union du Rhin et de la Moselle. Il savait que l'emprise prussienne sur l'Allemagne, consacrée par notre défaite de 1870-1871, amènerait un jour un nouveau duel sanglant entre les deux pays. De tout son cœur et de toute sa raison, Barrès se gardait d'y pousser. Chaque fois qu'il toucha au périlleux problème des rapports franco-germains, ce fut avec une prudence de Lorrain

expérimenté et avec une secrète sympathie pour un accord entre la patrie de Pascal et celle de Gœthe. C'est le souvenir de Gœthe précisément que, le duel achevé, cette dernière fois par la victoire de la France, il évoquait dans Strasbourg reconquise, en préludant à ses études sur *le Génie du Rhin* qui ouvraient la voie à une politique nouvelle d'expansion pacifique et civilisatrice. Son nationalisme purement défensif avant la guerre se transformait en un nationalisme d'action et d'influence, libérateur, pour l'Allemagne même, de la brutalité prussienne.

Ses derniers actes politiques furent de placer la France sous le signe de Jeanne d'Arc, vierge guerrière par amour de la paix et débordante de charité humaine (il eût voulu voir sa statue s'élever, sur la rive gauche du Rhin, en face de l'arrogante Germania) et d'aider les Rhénans à redevenir eux-mêmes. S'il avait accepté le traité de Versailles qui restreignait la victoire française, c'était avec des réserves; il estimait qu'une sage énergie pouvait faire triompher l'influence de notre esprit et assurer l'épanouissement des grandes destinées nationales. La frontière du Rhin nous avait été refusée en échange d'une protection anglo-américaine qui finalement nous manqua; les Alliés devaient donc à la France la liberté de cueillir les fruits pacifiques que lui valait le juste rayonnement de sa victoire. Si les directives de Barrès avaient été suivies, la France eût évité la décadence consécutive à une politique sans idée vitale qui s'est résolue finalement en une politique d'abandon. Barrès est mort, en décembre 1923, la veille du jour où il devait apporter à la tribune de la Chambre les résultats de sa dernière enquête en Rhénanie, lesquels l'avaient comblé de joie. Enfin, la nation et lui-même touchaient peut-être le haut rêve de bonheur que tous deux confondus avaient formé. Le but de la France éternelle, la conquête de sa sécurité dans le pré carré des frontières naturelles, allait être atteint.

Émouvante coïncidence, le dernier écrit de ses carnets est la lettre qu'il écrivait à un Anglais pour lui faire admettre les désirs légitimes de sa patrie. Sorte de testament politique qui ouvrait sur l'avenir français des jours aussi beaux que ceux dont brillaient les *ultima verba* d'un Henri IV ou d'un Richelieu.

*A M. PHILIP CARR,*

*correspondant parisien de* The Observer.

Charmes-sur-Moselle, 20 octobre 1922.

Monsieur,

« Que les Anglais comprennent bien que nous les admirons et les aimons. Je vous écris cette lettre de mon pays de naissance et le 2 novembre, Jour des Morts, j'irai sur la tombe de mes parents et au cimetière des soldats de l'Angleterre, comme au cimetière des soldats français.

« Si vous le voyiez ici, votre cimetière! Chaque année un cortège se forme sur la place de notre petite ville et y va, à trois kilomètres, porter des fleurs. C'est notre devoir et notre profond bonheur que cette gratitude pour la grande Angleterre.

« Mais, pour ma part, dans ma vie déjà deux fois j'ai vu les Prussiens ravager ce petit pays de Lorraine. Alors, c'est assez! Il faut éloigner de nous cette Prusse chez qui vous voyez bien que l'esprit de revanche ne peut être modéré par des exhortations. Les Prussiens ne veulent pas payer et ils veulent reprendre les armes. Éloignez les Prussiens du Rhin! Dressez entre la France et la Prusse un État allemand, une Rhénanie où fleurisse le génie du Rhin dont une des époques fut le génie de Gœthe que nous aimons. C'est la solution proposée par votre Castlereagh au Congrès de Vienne. Pourquoi l'Angleterre se buterait-elle contre cette proposition? Et vous, M. le Directeur, quel service vous rendriez si vous la faisiez étudier par votre élite d'hommes politiques et d'historiens!

« Voyez-vous, l'opération inadmissible, c'est de nous avoir dit : « Renoncez à la frontière du Rhin et nous vous garantissons par une alliance de l'Amérique et de l'Angleterre. » Et puis quand nous acceptons, quand nous nous résignons, bien à tort, à n'avoir pas la frontière du Rhin, de nous dire tout d'un coup : « Maintenant l'alliance, c'est impossible. » Ah! ça, voyez-vous, c'est l'histoire que les Français ne peuvent pas digérer. »

Dans ce dernier *Cahier* et le précédent, il se rend ce témoignage : « Est-il honnête, est-il bon que l'on ignore comment justice a été rendue aux Allemands, en pleine guerre, dans les

moments les plus passionnés, par le Français le plus passionné ? »

Avant, pendant ou après la guerre, qu'il s'agît des problèmes de l'extérieur ou de l'intérieur, des rapports de la France et de l'Allemagne ou de ceux de nos diverses familles spirituelles, de l'Église et de l'École ou de notre influence sur le Rhin et en Orient, Barrès considéra toutes choses avec cette haute sérénité que lui-même avait acquise en reconnaissant enfin le commandement, sur chacun, des grandes lois de Nature. C'est ainsi qu'il mérita d'être appelé le Gœthe français. Il ne réveillait en lui le jeune Barrès hautain et cinglant que s'il fallait frapper la canaille et la cruelle ou sotte Barbarie.

Certes ! vivant, il était environné de l'estime et de l'admiration générales. Mort, la France lui fit, comme à l'un des plus grands parmi ses fils illustres, des obsèques nationales.

Et cependant, cet homme qui épanouit et sa vie et son œuvre en un si magnifique bouquet qu'il n'eût pu le rêver plus beau, — le bouquet de la fusée au terme de sa course, pour reprendre une de ses images, — cet homme comblé, sous la riche paix qu'il semblait avoir conquise gardait encore de l'angoisse et du désenchantement. Il écrit : « La charmante rapidité de ma vie ! Je suis passé comme en automobile au milieu de provinces variées. Heureusement, je n'ai pas eu le temps de rien approfondir... Si je meurs à peu près aisément, j'aurai été un homme heureux, à condition toujours de n'y pas réfléchir. »

C'est que jusqu'au bout il aura gardé d'abord le sens du tragique suprême de toute vie et qu'ensuite il n'aura jamais pu se défaire de cet arrière-goût de cendre que les fruits du nihilisme, mordus dans sa jeunesse, devaient lui laisser jusqu'au bout. « Entrevu un nouveau cercle dans cet enfer de nihilisme », note-t-il en pleine maturité.

Le témoignage le plus pathétique en est donné par lui-même.

Après avoir été élu en janvier 1906 à l'Académie française, il peut noter, le 6 mai de la même année : élection au premier arrondissement. Par ailleurs, nous savons qu'à cette date Barrès a pacifié son tourment intime en s'attachant de toute son âme à sa Lorraine. Malgré cela, il conclut, après l'enregistrement du triomphe : « Sur la tente de Saladin flottait un drapeau noir avec cette inscription : *Salah-ed-din, le roi des rois, le vainqueur*

*des vainqueurs, est, comme les autres hommes, l'esclave de la mort.* »

On pourait croire qu'à dater de ce temps Barrès livrerait à ses *Cahiers* intimes des chants plus allègres. Il n'en est rien. Son mal est intérieur. Il n'attend rien que de soi-même. En lui se plaint toujours, comme il dit, « la bête de tristesse ». Ce sont les mêmes notations d'angoisses. Ses *Cahiers* foisonnent de beautés, dès qu'il s'agit d'exprimer le néant de la vie. Tel enterrement à Charmes, par exemple, qui rappelle celui de Courbet à Ornans. C'est d'une vérité, d'un réalisme implacables. Il est d'août 1907.

« Les cloches sonnent, c'est le mort que l'on va relever à son domicile. Elles se taisent, c'est l'office. Les chiens continuent de jouer, les maçons de tailler leurs pierres et les femmes de parler. Mais une demi-heure après, les cloches reprennent leurs voix et le cortège quitte l'église. A mesure qu'il s'avance, il apaise et fait taire tous les bruits de la ville; c'est une couleur noire qui teinte la grande rue; chacun tourne la tête vers ses jours de douleur.

« Voici le piétinement, puis le murmure liturgique. L'enfant de chœur d'abord marche en tête, avec la haute croix; il la tient à deux mains et la frotte contre son nez qui le démange. Puis devant mes fenêtres les cierges et les surplis violets. Au milieu, le claquement des fers du cheval de l'omnibus qui tire le corbillard. Les hauts chapeaux et les redingotes noires suivent; au-dessus flotte l'accent lorrain de toutes leurs conversations. Pour terminer, le groupe des femmes; une *Pieta*, c'est la veuve et ses filles, les sœurs de l'hospice, toutes ces dames, la bouchère, l'épicière en belles tenues, mais ayant déjà sur leur visage la maladie dont elles mourront.

« Le petit cortège est fini; une pierre a glissé sous l'eau. J'ai dit le décor, la petite chose décente, visible, mais quoi là-dessous? La petite ville a repris son labeur; elle scie du bois, taille des pierres, prépare le dîner et va à bicyclette. »

Barrès toutefois s'est libéré peu à peu de l'emprise sur lui de l'idée de la mort. Il envisageait sa fin avec sérénité. Il était parvenu à cette sagesse que vantait l'un des maîtres de son jeune âge, Spinoza, lorsqu'il disait que le véritable homme libre songe, non point à la mort, mais à la vie. Ainsi fit Barrès. Mais songer à la vie, c'est songer à ses limites. Non pas tant à

celles que fixe la mort, mais à celles que fixe la nature même des êtres et des choses. Elle nous demeure foncièrement inintelligible. L'homme, dont c'est la dignité de penser et l'ambition de savoir, n'est pas fait pour savoir ni peut-être même pour penser. C'est à cette énigme fondamentale que se heurtait le grand intellectuel que fut Barrès. Son mal fut de ne pouvoir comprendre, saisir le sens intime de l'être, du sien comme de celui de tous les humains. Ses livres, même les plus paisibles, comme les *Amitiés françaises*, et alors qu'il entonne un chant de confiance dans la vie, sont remplis de ces hautes plaintes désespérées. « La vie n'a pas de sens. Je crois même que chaque jour elle devient plus absurde. Se soumettre à toutes les illusions et les connaître très nettement comme illusions, voilà notre rôle. Toujours désirer et savoir que notre désir, que tout nourrit, ne s'apaise de rien! Ne vouloir que des possessions éternelles et nous comprendre comme une série d'états successifs! De quelque point qu'on les considère, l'univers et notre existence sont des tumultes insensés. »

Mais, courageux et sage, il se redresse pour dire : « Il faut pourtant nous en accommoder. »

L'angoisse qui a étreint Barrès, malgré ses triomphes, jusqu'à sa dernière heure, fut de l'ordre métaphysique et religieux. Elle ne s'apaisa un peu vers le tard qu'en recevant un rayon glissé des clairières d'en haut.

## POÉSIE ET RELIGION

Barrès est à la fois gœthien et pascalien, rare alliage. Il pense que son *moi* est d'abord de ce monde où il lui faut s'enraciner pour s'épanouir et au moins ne pas végéter. Mais il est bien à fond pessimiste jusqu'à la fin de sa vie. A propos de l'incompréhensible gaîté de Renan, il écrit : « Oui, il n'y a pas lieu de s'ennuyer, mais *vanité des vanités*, cela demeure vrai. » Comme Faust, il s'apaisera dans la construction d'un barrage qui sauve un peuple de la submersion ; et mieux même, par sa suprême activité en Rhénanie, il ira, en avant du barrage, conquérir sur le flot barbare des polders de civilisation. Mais son intime tourment qui le taraude ne cessera point malgré cette bienfaisante activité. Plus que Gœthe, à peu près étranger à cette angoisse, et pareil à son compatriote d'Auvergne Pascal,

Barrès est d'âme religieuse. Il a beau prétendre ramener sa piété du ciel sur la terre, sur la terre de ses morts, il ne cesse pas d'être insatisfait. Il lui faut une réponse à la question qu'il se pose au plus intime de son *moi* sur l'énigme de la vie humaine et de l'univers. Que sommes-nous? d'où venons-nous? où allons-nous? « Où que je sois, je suis mal à l'aise, disait-il, si je n'ai pas un point de vue d'où les détails se subordonnent les uns aux autres et d'où l'ensemble se raccorde à mes acquisitions précédentes. » Dans les paysages pittoresques ou intellectuels, ce qu'il préférait à tout c'étaient de vastes nappes. Par elles il voulait arriver jusqu'à l'horizon de l'éternité. Comme Pascal, il veut remonter de cause seconde en cause seconde jusqu'à la cause première pour saisir la raison du monde et de la vie. Il reste bien celui que ses aînés immédiats, Taine, Renan, ont détaché de l'absolu, établi dans le relatif, — et qui constate pourtant la difficulté de se passer d'un absolu moral. Il reste le jeune désorbité qui appela au secours axiome, religion ou prince des hommes, pour retrouver son absolu. Dès ses débuts aussi, dans *Trois stations de psychothérapie,* il avait proclamé justement que ses ardeurs et ses dégoûts de nihiliste étaient en réalité un sentiment religieux.

Ce qui frappe, d'ailleurs, dès les premiers livres de Barrès, c'est son goût des choses religieuses, jusque dans les termes. Ses livres sont pleins de retraites, d'examens de conscience, d'intercessions, de prières, d'états de grâce, d'Église militante, souffrante et triomphante, et lui qui bafoua bien des divinités à la mode ne se permit jamais la moindre ironie envers la religion. Il tient sa méthode de saint Ignace de Loyola et le proclame. Ses cahiers livrent le travail d'approche de son *moi* vers la certitude religieuse mieux que ne l'ont fait ses livres. C'est qu'il était plein de scrupules à ce sujet. Il semble cependant qu'au moment où la mort interrompit brusquement ses méditations, il était parvenu à concilier son fatalisme physiologique, son panthéisme et ce catholicisme dont il disait magnifiquement que les prêtres portaient « l'uniforme des hautes préoccupations ».

La première reconnaissance du catholicisme que nous trouvons dans ses *Cahiers* date de 1896. L'Évangile fait partie de son conditionnement, comme la déclaration des Droits de l'homme. « Possible toutes les objections contre la Révolution,

écrit-il, mais je ne puis faire que je ne naisse d'elle par toute ma façon de sentir. Il faut l'accepter. Il en va de même du catholicisme ; aussi je ne comprends guère ces hellénistes, ces païens. »

Toute sa vie il affirmera ainsi l'intériorité de son catholicisme latent. Même lorsqu'il ne croit pas encore, il veut se garder cette religion comme une réserve qu'il utilisera un jour. Selon une de ses belles images, elle est l'eau douce emportée par l'escadre en quittant le rivage.

« Je ne suis pas catholique aujourd'hui, écrit-il en 1901, peut-être le serai-je demain. Comment ? Par la crise Pascal. Si j'ai la crise Pascal, ce sera sur le catholicisme. De même mes parents, de même mon fils. Je ne veux donc pas qu'on enlève ces rails-là. Je veux m'y diriger à l'occasion. Qui donc me voudrait gâter mes nourritures catholiques ? Alors, si j'ai des fils, des filles qui font de la religion, ils tourneront à l'excentricité ? Ils feront tourner des tables ? »

C'est de ce sentiment de catholique traditionnel et rationnel, sans la croyance, que Barrès a rempli ses livres ; ce sentiment fut cependant assez vigoureux pour animer sa campagne en faveur des églises qu'il voyait en grande pitié. Ses *Cahiers* contiennent une note qu'il n'a jamais publiée et qui atteste à merveille cet état d'âme d'incroyance ardemment sympathique. Sans aborder le fond des choses, Barrès reconnaît la bienfaisance morale et sociale du catholicisme, même pour lui. D'où l'arbre tire sa sève miraculeuse, il ne sait ; mais ses fruits sont parfaits.

« Dans une église je me trouve dans la plus belle de nos maisons de famille... Je sens avec quelle étroitesse on pose généralement le problème de la croyance. Que me demande-t-on si je crois ? Je suis sûr que j'appartiens à la civilisation du Christ et que c'est mon destin de la proclamer et de la défendre. Dans une église, ma raison, mon être tout entier trouve son élément, son bien-être et son élévation.

« Je suis de ceux qui substituent à la recherche des causes la recherche des lois. Ma connaissance, si incomplète qu'elle soit, de l'histoire et mon expérience propre de l'existence m'enseignent que les lois de la vie, que les lois de la santé, pour les nations comme pour les individus, sont conformes au Décalogue que nous apporte l'Église.

« Et puis, je vois dans le catholicisme l'atmosphère où se

développe le plus naturellement toute la magnanimité des sentiments de notre race. C'est ainsi qu'il y a quelques semaines, je visitais Rouen et que j'y sentais avec une extrême vivacité que ce n'est pas à Burgos ou sur les routes d'Andalousie qu'est né *le Cid*, mais à l'ombre des églises de Normandie.

« Santé sociale, exaltation des plus hautes puissances de l'âme, voilà la double vertu que je constate dans le catholicisme. Voilà de quoi il est générateur. Et voilà pourquoi je le défends avec un respect filial. »

Son travail intérieur lui a fait dépasser ce stade. Il aspire, afin d'apaiser son cœur et son intelligence, à reconnaître que cette vertu n'est pas la fille du hasard, mais procède d'un Esprit vivant. Il parvient ainsi à croire en un Dieu que révèlent à la fois l'univers et le sentiment. Nul effet sans cause. L'ordre merveilleux de la Nature et notre invincible instinct du divin présupposent l'Éternel. Puis, intellectuellement, par l'intermédiaire d'un raisonnement pascalien, ainsi qu'il l'annonçait, il subjugue sous la thèse catholique son système de vues sur l'homme et le monde. « Nous sommes bien d'accord avec les panthéistes, écrit-il; nous sommes les jouets d'une force. Mais nous croyons être menés par une volonté extérieure au monde. C'est le point de vue pascalien, par excellence. »

Cela, il va l'affirmer très explicitement par cet aperçu qui donne la courbe de sa transformation intérieure.

« Si je faisais le roman traditionaliste, la première scène montrerait un individu ayant de grandes passions. Eh! bien, on ne vit qu'une fois, il faut les épanouir.

« Vient un choc. Échec politique. Mort de sa mère. Après de tels chocs, on se rallie à la thèse catholique : il faut dompter, soumettre ses passions. Nous avons vu que nous ne sommes pas maîtres absolus de nous-mêmes : nous acceptons nos fatalismes.

« Sous la violence du choc opératoire (la mort d'un être cher, un désastre, crise mystique. Il s'humilie, reconnaît ses misères, les misères de l'homme. Phrase du *Mystère de Jésus* : « Si Dieu nous donnait des maîtres de sa main, oh! qu'il leur faudrait obéir de bon cœur! La nécessité, les événements en sont infailliblement! »

Dès lors, nous voyons Barrès s'efforcer de participer aux cérémonies du culte : elles le prédisposent à ajouter à sa con-

naissance des lois de la nature une rêverie précise sur la Cause suprême. Il rejoint là, et le dépasse, le goût de son père qui, mécréant, aimait à se répéter les psaumes latins du Bréviaire. Il y a dans ses *Cahiers* un projet de *2 novembre à Saint-François-Xavier* où il exalte « la prière qui exprime des désirs à Dieu ».

« La créature, note-t-il, ne peut pas exercer d'action sur le Créateur, mais nous pouvons, en exerçant une action sur nous-même, en agissant sur nous-même, rendre possible l'action divine et la déterminer. Quand nous arriverons à la pleine maturité religieuse, cette sorte de prière doit faire place à la soumission et à l'action de grâces. La prière est la preuve de la résolution que l'homme a prise de se reconnaître dépendant vis-à-vis de Dieu... Je ne demande pas un monde nouveau, soustrait aux séparations, à la vieillesse, à la mort, à la décomposition et à la pourriture. J'accepte, me subordonne. J'ai dit *le Racinement*. Comment dirai-je *la Subordination* ? »

Il souhaite même d'atteindre plus avant à l'état de sérénité et d'espérance des croyants. La nostalgie religieuse s'empare de lui d'une façon très aiguë.

« Le physicien Faraday, écrit-il en 1909, formule ainsi ses conceptions religieuses. « Dans ma religion, il n'existe pas de science. J'appartiens à une petite secte de chrétiens, à peine connue et méprisée, celle des Sandemaniens. Notre espoir repose sur la foi en Jésus-Christ. »

« Cette formule m'émeut profondément. Je la trouve si harmonieuse et d'un tel mystère ! Elle me pénètre comme un chant de Gluck. Je voudrais disposer d'une longue journée de solitude pour la méditer et je me dis : « Et moi, sur quoi repose mon espoir ? »

Et d'abord, de quel espoir parle-t-il ?

« Je me rappelle l'inscription de la tombe lorraine : « Qu'il soit béni celui qui posa l'espérance sur les tombes ! »

« Et je pense qu'ils ont, — ceux qui nourrissent un espoir, — qu'ils ont un horizon plus large que le mien, un horizon que je ne puis concevoir et je rêve d'entrer dans cette vallée élargie de l'imagination humaine. »

Enfin, dans un jaillissement plein de passion intellectuelle et digne de Pascal, il témoigne de sa croyance en Dieu et en la vie future : son cœur comme son esprit l'exigent ; ils l'assurent que l'une et l'autre doivent exister.

« Je suis accordé avec l'univers : ce qui est logique pour mon esprit est en même temps vrai dans l'univers. Notre science rend compte des choses. Sans doute bien des choses échappent à notre esprit, mais nous n'avons jamais vu qu'elles dussent le contredire. Il ne nous semble pas qu'elles nous soient incompréhensibles par nature. L'univers est dans les ténèbres, il n'est pas un monstre.

« Or, une vie future, une récompense ou une punition, plus simplement quelque chose qui donne un sens à la douleur, voilà ce qui doit être, voilà ce que mon esprit réclame.

« Mon esprit voit que nos quinze kilomètres d'atmosphère se réduisent, que la terre sera paralysée (peu importe dans quel délai, le temps n'existe pas) et qu'ainsi il en sera un jour comme si nous n'avions jamais existé. Mon esprit n'admet pas cela ; il a besoin qu'il y ait autre chose que ce néant.

« Entendez bien, il ne s'agit pas d'un besoin sentimental, du besoin de retrouver dans une autre vie ceux qui nous sont chers, non ; je veux dire que mon esprit est construit de telle façon qu'il ne peut pas admettre que tout cela soit et que tout soit un néant. Mon esprit a besoin, veut, exige autre chose. Et de la même manière que Le Verrier croit qu'il apparaîtra une étoile au bout de sa lorgnette, je crois à une autre vie Sinon l'homme est un monstre qui n'est pas accordé à la vie et la vie est pour lui un non-sens (mot trop faible) quand je sais déjà, il est vrai, qu'elle est un guet-apens. »

Barrès couronne cet aperçu d'une conclusion qui le devait satisfaire, puisqu'elle accordait ses deux grands maîtres.

« Toute cette thèse, elle est contenue dans Pascal et dans Gœthe. »

Le voilà donc qui rejette le squelette de Goya sortant de sa tombe pour crier aux vivants *Nada* (au delà de la vie, il n'y a rien) ; il se tourne vers le squelette du Lorrain Ligier Richier qui au bout de son bras décharné tend son cœur protestataire, son cœur irréductible, pour le sauver de l'anéantissement. Il ne sera pas pour le tombeau philosophique. Il le dit expressément : « J'aime mieux la croix. »

Cette même exigence enflammée de l'esprit et de l'âme pour l'autre vie, Barrès la soutient aussi pour Dieu. A sa manière, il s'associe au « Nous voulons Dieu » des fidèles.

« Le raisonnement, dit-il en 1912, qui justifie l'hypothèse

chrétienne : L'homme est engangué dans la Nature ; il participe des réactions physico-chimiques du minéral, il participe de la vie végétative de la plante, il participe de l'animalité. Et puis, seul dans l'Univers, il réclame, il exige Dieu.

« Cette exigence, quel prodige !

« La Nature ne lui répond rien. Ce silence est un autre prodige.

« Ce silence n'est pas une réponse. La Nature écrase Marc-Aurèle, Socrate, la vertu, la beauté. Elle passe dessus, comme un camion sur la tête de Curie. La question, la réclamation subsistent. Je veux Dieu.

« Quel problème qu'une telle voix qui s'élève !...

« Cette part qui veut Dieu sera sauvée, obtiendra un autre monde, une autre vie. Sans quoi, la vie, l'univers seraient absurdes. Ils ne peuvent pas être absurdes, dénués de sens, car l'absurde, le dénué de sens n'existe pas.

« Si l'on va à Bagatelle, ces figures de roses si fraîches, si pures, pourquoi sont-elles effeuillées, pourries ?

« Au-dessus de la Nature, il y a un Dieu qui un jour nous a envoyé son fils pour nous dire : *Je suis là.*

« Cette autre vie, cette vie spirituelle, nous n'avons pas de sens pour la connaître, pas plus que pour connaître l'électricité. Mais elle est là. »

En 1913, Barrès écrira : « Au centre de l'Église, Maurras s'adresse au Pape ; plus avant, plus intérieurement, je crois qu'il faut encore et ensuite s'adresser au Christ. Mais si mon regard est orienté, mes paroles ne sont pas formées. »

En 1917, il fera le point de son évolution. « Les catholiques, ce qu'ils aiment, je l'aime ; ce qu'ils espèrent, je le désire ; ce qu'ils disent m'enchante et je le répète avec eux. »

En 1923 enfin, quelques jours avant sa mort, il écrit : « Le christianisme a fourni à l'Occident la plus belle et la plus saine des formules pour quelque chose d'éternel qu'il y a dans nos êtres. J'aime l'Église et je suis du Christ. »

On peut affirmer qu'il est mort, s'installant dans la pleine croyance catholique. Il n'était plus dans le narthex des catéchumènes ; il était entré dans la nef où il participait des prières et des offices, mais non encore des sacrements.

Le croyant qui se formait en lui n'étouffait certes pas le poète. Religion et poésie s'entr'aidaient dans son esprit pour

enrichir, épurer son âme. Il aimait dans la croyance le moyen de mieux goûter l'universelle poésie. C'était un catholique de l'école de saint François d'Assise, cet homme divin à la suite duquel, disait-il, il voulait se ranger. Il aimait qu'aux chapiteaux de la cathédrale les fleurs et les bêtes représentent la nature dans la maison de Dieu. On sait qu'il voulait associer les génies du lieu et les sibylles à l'élaboration de la foi. Avec Dieu, c'était toute la création qu'il voulait posséder. Deux années avant sa mort, Barrès composait le *Mystère en pleine lumière* où il témoignait du plein épanouissement poétique et religieux que rêvait son âme. « Il y a le monde de l'âme, écrit-il, il y a ce que réclame, rêve et croit voir notre âme, et puis il y a le monde de la nature où nous éprouvons les pires misères, où nous voyons des forces s'entre-choquer inexorablement. Il y a des lois de la nature et des lois selon notre âme. Où les concilier ? L'Église s'offre à cette conciliation, nous promet l'équilibre, nous dit : « Je suis la maison de paix. »

C'est elle qui nous donne le cœur de lutter contre la poésie désolée de la science dont l'imagination de Barrès fut hantée toute sa vie.

« Comment prêcher cette force, ce goût de l'effort, cette dignité, cet attachement au trésor moral, aux vertus de l'homme, du mammifère, du vertébré ? Si l'on va une fois derrière le voile d'Isis, si l'on discute, analyse, tout est compromis. Il faut cette force, la foi, le pouvoir de croire, le désir de croire, bref la foi qui est autre chose que l'intelligence. De là grand service, grande vérité du christianisme. »

Ce voile d'Isis, si on l'a une fois soulevé, dit-on, il en reste au cœur une terreur pour toute la vie. « Barrès, vous auriez brodé dessus quelques belles fleurs », affirma un jour un critique. Et Barrès répondit, pour bien marquer sa double inspiration : « Le voile d'Isis est brodé des fleurs de la terre et des étoiles du ciel. » C'est ce qu'il exprimait encore en une page célèbre de sa *Grande Pitié des Églises* : « Les fils de la terre doivent être accordés avec les étoiles. »

Ce Barrès-là, que l'on vit peu à peu s'épanouir dans l'œuvre si grave de ses dix dernières années, il veillait depuis longtemps. Ses campagnes politiques de l'avant-guerre, de la guerre et de l'après-guerre, retardèrent seules sa pleine manifestation. Il nous paraît curieux de noter que le plus net témoignage de

cette combinaison de l'homme religieux et de l'homme poétique qui est le Barrès foncier date du moment précis où il acquit la plénitude du succès, en 1906, alors qu'il venait d'être élu à l'Académie et à la Chambre des députés. Il fit alors un examen de conscience pour s'assurer que son *moi* profond ne serait pas étouffé sous les fascines de l'activité publique et de la gloire. Écoutons-le méditer au service funèbre d'Archdeacon (auquel il succédait dans le 1er arrondissement de Paris), sous les voûtes de Saint-Germain-l'Auxerrois.

« J'ai assisté ce mardi 20 mars, premier jour du printemps, au service mortuaire pour Archdeacon, à Saint-Germain-l'Auxerrois. Je venais de passer ma matinée aux Halles avec un qui disait : « Je vous présente mon ami Barrès. » J'avais vu un boucher qui disait : « Je suis en train de lire votre *Voyage de Sparte*. » La veille, sur une estrade, je m'étais entendu louer à faux de mes livres les plus fermés. J'aurais voulu dire : « Ce n'est pas pour vous, messieurs, que j'écris. Je ne les écris pour aucun. » Ame offensée, mais qui sait ne l'avoir pas volé! Je n'avais pas le temps d'avoir conscience de ces froissements, mais il y avait en moi une lassitude de moi-même qui suis incorrigible, qui cours vers toutes les contrariétés. J'aurais voulu divorcer d'avec moi-même, vivre une nouvelle vie sous un nouveau nom. Dieu! que je suis las de moi-même!

« Alors le prêtre entonna *Dies iræ, dies illa, solvet sæclum in favillâ*. Et ces strophes d'ébène, ces flammes noires me courbaient la tête et me montraient la pleine frivolité de mes agitations. (Au reste, j'analyse mal ce que je sentais, parce que je n'en ai pas une conscience nette, mais c'était une pyramide de vérité auprès de quoi je sentais mon néant, la vanité de mes quêtes.) Et le fleuve passa sur moi.

« Ils déployèrent le drap noir sur lequel il y a une croix blanche. Puis, le prêtre dit *Pater noster* et se tait. Après un silence prolongé sa prière réapparaît par ces mots auxquels je donnai un sens, mon sens : *Et ne nos inducas in tentationem*. Ce mandat de député... *Sed libera nos a malo. Amen*. C'est-à-dire : délivre-nous de tout ce qui n'est pas la contemplation.

« C'est dans les églises que mon intelligence et mon cœur trouvent les formules de la plus haute poésie. Je voyais ces formules de ma race s'échapper avec des nuances infiniment variées de chaque bouche, et celui-ci disait : « Ne me donne pas la tenta-

tion de voler... de mentir... de boire », que sais-je ? Mais je dis : « Libère-moi de vivre par vanité et laisse-moi jouir dans ma courte vie de l'inépuisable poésie. »

Nous sommes ici en face du *moi* le plus personnel de Barrès, dégagé, épuré, sublimisé. On ne peut pas avoir mieux que lui réussi dans les dernières années de sa vie l'épanouissement de l'homme intérieur, à la fois citoyen, poète, philosophe et croyant.

## LA MORT

Barrès, nous l'avons vu, se proclamait comblé. Il le redisait encore, quelques mois avant de mourir, dans son *Enquête aux pays du Levant*. N'avait-il point, en effet, tout obtenu apparemment de ce qu'il désirait? Sa vie paraît monter et s'épanouir en plein ciel. Un départ triomphant de jeunesse, quelques échecs politiques et un deuil qui hâtent sa maturité, en lui rappelant qu'il est soumis lui aussi à l'universelle loi d'épreuve; ramené ainsi aux réalités primordiales, jeune encore, à quarante-trois ans, la principauté reconnue de tous dans les Lettres et la politique de son pays, — double primauté qui ne fait que s'avérer avec l'âge, — la guerre qui lui permet de mettre au service de la France, de l'Alsace-Lorraine et de la Rhénanie la plénitude de son talent et achève en chef-d'œuvre et sa personnalité et sa vie littéraire et sa vie publique, les dernières années enfin où il est l'objet de la vénération de tous.

Un double drame dans sa famille l'avait cependant assombri. Il n'échappait point aux cruautés de la fortune. Sa disposition à l'angoisse, son sentiment de la précarité du bonheur auraient suffi d'ailleurs à le préserver de toute orgueilleuse sérénité. La mort enfin, deux ans avant de le frapper, l'avertissait sourdement que le temps lui serait mesuré.

Jeune, il accueillait aisément l'idée de la mort, avec sincérité certes, mais il sentait la camarde encore bien loin. Il usait de la sombre Déesse pour aggraver le pathétique de son chant. Dès qu'il la sentit venir, il fut plein de courage et ne songea qu'à livrer au plus vite aux Lettres françaises la part de richesses dont il se savait le dépositaire privilégié.

Il eût voulu pouvoir travailler vingt-quatre heures par jour. Il se hâtait de mettre en ordre les matériaux de ses *Mémoires*,

Il pressentait que le grand machiniste, comme il disait, commençait à rouler derrière lui la toile de fond. « On ferme, monsieur, on ferme! » La mort dont il discernait en lui l'aiguillon ne parvenait qu'à le stimuler pour mieux remplir sa vie. « Il y a en moi un Asiatique qui s'endort, s'enfonce dans la mélancolie, écrivait-il dès 1896, mais aussi un Hellène. Les Grecs utilisent la mort. Toute la vie est une belle tragédie dont la mort est un acte glorieux. Ainsi le Grec s'habitue à envisager la mort comme la récompense d'une vie utile à la cité. »

Épuisé par sa double vie publique et littéraire, il ne voulut rien abdiquer. « On ne prend sa retraite qu'au cimetière », avait-il dit. Mainte fois, il s'avouait fatigué. Son sourire demeurait charmant, conquérant, son allure princière, mais son regard souvent, sous les fusées de la maladie, devenait trouble; il perdait l'acuité d'autrefois. C'était émouvant et d'un tragique royal que de voir ce Maître se défaire peu à peu et lutter pour que rien n'en paraisse. Son intelligence planait au-dessus de ce drame, comme le soleil par delà les nuages, et ne cessait en poésie, en politique, de jeter les plus beaux feux.

Dans l'automne de 1923, à Charmes, il amena un jour son fils au cimetière et lui donna paisiblement ses instructions pour son tombeau. Avec sa jeune nièce, il plaisanta même. « A cinq heures du soir, j'aurai le soleil dans l'œil. » Ces pressentiments et cette grave sérénité, il les avait exprimés, en 1922, dans sa préface aux *Souvenirs* de son grand père, officier de la Grande Armée, qui, dans son esprit, étaient le prélude de ses *Mémoires*. L'épitaphe des siens, disait-il, l'avertissait qu'il lui fallait se disposer à partir.

C'est en songeant à ces deux années héroïques où Barrès lutta pour recevoir, toujours debout et droit, les coups destructeurs, qu'il faut lire, dans son cahier, les deux songeries suivantes; l'une met en scène la Douleur regardant la Beauté, l'autre est un rêve sur sa mort.

« Je venais de lire, écrivait-il le 12 décembre 1898, cette phrase de Gœthe : « J'ai reçu la visite du baron Charles de Spiegel. C'est un très beau jeune homme; il a dans sa manière d'être, dans sa tournure, un je ne sais quoi où l'on reconnaît le noble du premier coup d'œil. Il ne pourrait pas plus renier sa famille qu'une grande intelligence ne pourrait renier sa nature élevée. Car ces deux supériorités, haute intelligence ou haute

naissance, frappent celui qui les possède d'une empreinte que ne peut cacher aucun incognito. Ce sont des puissances comme la beauté; on ne peut les approcher sans les reconnaître.

« Un concert s'éleva dans mon esprit et je vécus pendant quelques instants parmi les plus belles images. Je me sentais dans mon domaine. Quand ces harmonies se dissipèrent, ma pensée se précipita vers les êtres réels pour les écarter et les honnir. Et puis je voyais au lointain, enveloppée dans une draperie antique ou suaire, la Douleur. Je ne distinguais pas ses traits, parce qu'elle détournait la tête sur son épaule droite, mais elle avait le droit de se tenir sur la terrasse, regardant les beaux jeunes hommes Noblesse, Intelligence, Beauté. »

Après ces notes dignes de Mozart et de Chopin, voici le puissant accent beethovenien, celui-là même qui retentit à Notre-Dame sur le cercueil de Barrès.

« A propos de ce rêve sur ma mort que j'ai eu dans la nuit du 30 au 31 décembre 1898. Un élément de pathétique, moins commun que dans Inès où le roi se désole de faire assassiner, c'était qu'ils eussent préféré, eux, la table des dieux, m'épargner mon Destin, qu'ils le trouvaient dur et gâcheur de choses belles, mais que, le reconnaissant inévitable, ils ne s'attardassent pas à y songer, à insister, pour reprendre leur festin, leur cour.

« Cette petite cour des dieux, sur le côté d'un jardin. Comme je fuyais en courant sous les pommiers, il était embusqué derrière un massif et m'avait fait attaquer. Il intervint quand j'étais déjà las. Je frappai sur lui et je reconnus que c'était un roc. J'aurais bien voulu la paix. Je fuyais avec des pieds lourds vers la table des dieux. « Voyons, lui disaient-ils, tu ne pourrais pas le laisser tranquille? » Ils me savaient de leur qualité, mais indépendant, non assujetti, voué aux dangers d'une vie que j'avais choisie. Je n'avais pas vécu avec eux. Pourquoi aurais-je eu leurs privilèges? Je commençais à courir. Je me lassais; lui, je le sentais, était toujours égal. « Fais, lui dis-je, en me livrant, mais tue-moi vite. » Il me répondit : « J'ai des expériences à faire sur la péritonite lente », et nous descendîmes des escaliers souterrains, loin de la lumière.

« Quelle impression cruelle de la nécessité dans ce rêve! Ils n'avaient pas intercédé pour moi. Ils m'avaient dévoué. O figure désespérée de mon père! »

Son père, agonisant, lui disait : « J'ai peur; ne me quitte pas. »

L'assassin embusqué de son rêve opéra, le 4 décembre 1923. La séance de la Chambre avait fini tard. On avait dès lors remis au lendemain le discours de Barrès en faveur de la République rhénane. Sans ce renvoi, Barrès eût succombé à la tribune. Il était rentré chez lui. Il venait de causer en toute liberté, avec enjouement, de se divertir avec son chien. Il s'était levé pour prendre les *Mémoires* de Gœthe et se retirer dans sa chambre. Soudain il pâlit et se plaignit d'une violente douleur au côté gauche. Il alla s'étendre sur son lit, refusa qu'on dérangeât un médecin à cette heure tardive, s'excusa de ne pas mieux réprimer sa douleur pour moins inquiéter les siens. Enfin, lui, l'ami des ténèbres, parce qu'on y pensait mieux et y sondait mieux les mystères de l'âme, il pria qu'on éteignît la lampe du plafond. (Gœthe avait, au contraire, réclamé plus de lumière.) Dans l'obscurité, sa femme lui parla. Silence. On refait la clarté. Barrès était mort sans une plainte. « Si je meurs à peu près aisément... Fais, lui dis-je, en me livrant, mais tue-moi vite. »

Sa mort stupéfia, inquiéta la France. Elle se sentait touchée, découverte par cette disparition. Un grand esprit national manquerait désormais à veiller sur son sort. Le Gouvernement, la politique, les Lettres, le peuple de Paris qui avait appris à connaître et estimer son action de prince, lui firent des obsèques grandioses à Notre-Dame. Mais plus beau que tout fut le dernier acte de la tragédie par la modestie exemplaire qu'avait voulue Barrès. *Humilis ad humum.* Point de Panthéon. Point même de colline de Sion où il eût aimé jadis être porté, pour s'y confondre dans une terre riche de toute la continuité lorraine. Mais le simple petit cimetière de sa ville natale et adossé à la tombe de ses parents et grands-parents, afin de proclamer jusque dans la mort que ses aïeux furent le contrefort, l'étai fondamental de sa bienfaisante vie.

François Duhourcau.

# DANS
# LES PRISONS DE L'U.R.S.S.

## 1924-1926

A la fin de l'été de 1923, un ingénieur finlandais, ancien officier de la marine impériale russe, M. Boris Cederholm, représentant d'une Société sud-américaine qui faisait l'exportation du tan, se rendit en Russie soviétique. La nouvelle politique économique, — le Nep, — inaugurée par les dirigeants de Moscou, semblait favorable à la reprise des affaires avec la Russie, et la compagnie sud-américaine espérait trouver en U. R. S. S. un vaste marché pour ses produits. Il s'agissait de conclure un traité qui assurât à la Société le monopole de la fourniture du tan pour les industries soviétiques des cuirs. Un contrat avait été signé par M. Cederholm, à Helsingfors, avec un agent commercial soviétique, mais il devait être ratifié à Petrograd où la présence de l'ingénieur finlandais devenait indispensable.

Aussitôt arrivé à Petrograd, et logé au consulat général de Finlande, M. Cederholm se mit en rapports avec les autorités bolchéviques; mais il acquit vite la conviction qu'il était à peu près impossible de contracter des engagements commerciaux sérieux avec le gouvernement de l'U. R. S. S. L'affaire traînait en longueur; M. Cederholm, secondé par un de ses jeunes compatriotes, ingénieur lui aussi, M. Koponen, avait beau multiplier démarches, pourparlers, échanges de lettres; rien n'aboutissait. Vers le milieu de février 1924, il se rencontrait au siège du syndicat des cuirs avec des personnages sovié-

tiques d'importance : le commissaire au commerce extérieur Krassine et le chef du commerce de l'État Lejawa. A l'entretien assistaient plusieurs fonctionnaires bolchéviques parmi lesquels le chef de la section du contre-espionnage à la Tchéka, Messing.

On s'entretint de l'affaire. Tout à coup Messing qui s'était tenu jusque-là à l'écart, se bornant à jeter sur M. Cederholm des regards aigus et malveillants, intervint brusquement dans la conversation.

— Dites-moi donc, demanda-t-il à l'ingénieur, par quelle voie vous correspondez avec votre Compagnie?

Dès lors M. Cederholm eut l'impression que la Tchéka, cette terrible « Inquisition rouge » qui subsiste sous le nom de G. P. Ou., et dont la direction échappe même aux commissaires du peuple, avait l'œil sur lui. Krassine et Lejawa mirent fin à l'entrevue et se retirèrent avec une sorte de précipitation. Quand M. Cederholm quitta le siège du syndicat des cuirs, il s'aperçut qu'il était suivi par deux agents de la Tchéka.

Le 8 mars, le collaborateur de l'ingénieur, M. Koponen, était arrêté et enfermé dans la prison de la rue Shpalernaya; placé dans la « section spéciale des affaires graves », il était inculpé de contrebande militaire. Un employé des douanes soviétiques à la frontière finlandaise s'était, prétendait-il, rendu acquéreur à très bon compte d'une petite caisse de rubans américains pour machines à écrire. Redoutant une perquisition chez son frère, une dame, depuis longtemps connue de M. Koponen, avait supplié celui-ci de cacher la caisse dans le bureau de M. Cederholm. Sans doute était-ce là un piège tendu aux deux Finlandais. Mis au courant des faits, M. Cederholm avait vivement blâmé son collaborateur et lui avait enjoint de se débarrasser de la caisse. Tardive et vaine précaution. Dès lors M. Cederholm jugea que la situation devenait inquiétante : il était prudent de retourner en Finlande. Par l'intermédiaire du consulat général, il demanda une « autorisation de départ », formalité à laquelle les étrangers sont soumis en U. R. S. S. L'autorisation tardait à arriver, cependant que la surveillance policière redoublait autour de M. Cederholm. Une tentative de fuite clandestine échoua. Nouvelle intervention du consulat général finlandais, sans résultat. En même temps, l'ingénieur était invité par la Tchéka à se présenter à ses bureaux, 2, rue

Gorokhovaya, chambre 184, le 2 avril à midi, « en qualité de témoin ».

M. Cederholm, déférant à cette convocation, se rend à la chambre 184 où il se trouve en présence du « camarade » Fomine, « juge d'instruction pour les affaires graves ». Et l'interrogatoire commence. Fomine questionne l'ingénieur sur l'affaire de contrebande à laquelle est mêlé M. Koponen. M. Cederholm ayant refusé de répondre, le juge d'instruction décide de le garder à sa disposition. Il est fouillé, puis conduit par deux gardes à la prison de la rue Shpalernaya.

Nous laissons maintenant la parole à M. Boris Cederholm pour retracer les péripéties de son séjour aux prisons et hôpitaux soviétiques.

## RÉCIT DE L'INGÉNIEUR CEDERHOLM

### PREMIÈRE NUIT EN CELLULE

La « réception » est située au second étage de la prison. L'employé de service, vêtu de l'uniforme des prisons de la Tchéka, sabre et revolver au côté, parcourut rapidement les papiers que le garde lui avait remis et me donna une feuille à remplir. Tandis que j'y inscrivais mon nom, la date et le lieu de ma naissance, ma nationalité, etc., on amenait et emmenait sans cesse de nouveaux détenus qui, à en juger par leur mine, devaient appartenir à la classe des intellectuels. A deux des questions mentionnées sur la feuille : « De quoi êtes-vous inculpé ? » et « Vous a-t-on remis votre acte d'accusation ? » je dus laisser la réponse en blanc.

Lorsque mon tour fut arrivé, le garde m'amena devant l'employé de service. Je fus de nouveau soigneusement fouillé. On me retira mon argent, ma montre, mon rasoir de sûreté, dont un reçu me fut délivré. L'employé me demanda pourquoi je n'avais pas indiqué sur la feuille les causes de mon arrestation. Je répondis que je les ignorais. « Peu importe, vous les connaîtrez bientôt! » me dit l'homme sur un ton rassurant. Puis, appelant un garçon d'une quinzaine d'années, il lui donna l'ordre de m'emmener.

Nous longeâmes un couloir et prîmes un escalier à droite, après avoir franchi une porte grillagée auprès de laquelle se

tenait une sentinelle en faction. Descendus au rez-de-chaussée, nous suivîmes un nouveau couloir, descendîmes encore quelques marches et tournâmes à gauche. Devant moi s'ouvrit un corridor qui se perdait dans la pénombre. Il longeait une interminable rangée de portes en fer. Ces portes du sous-sol correspondaient à une rangée de portes identiques situées à l'étage supérieur, cela jusqu'au cinquième étage. Ces étages étaient séparés par d'étroites et légères galeries de fer, d'où couraient de petits escaliers, en fer également. Un silence de tombe régnait dans le corridor troublé seulement par l'écho que nos pas éveillaient dans cette sinistre boîte de métal.

— Recevez un prisonnier ! cria le gamin qui m'accompagnait.

J'aperçus alors, descendant l'escalier, un petit homme maigre, vêtu d'une capote grise de soldat, ceinte d'une courroie. Il me mena à la troisième galerie et m'introduisit dans une étroite pièce sans fenêtre, qui ressemblait à un garde-manger et où une ampoule électrique répandait une lueur terne. Le long des murs, sur des rayons, des hardes étaient empilées. Un vieil homme, portant la tenue de la prison, était assis sous la lampe, devant une table. Il leva sur moi un regard indifférent, à travers ses lunettes de corne, prit les papiers que lui tendait le surveillant, les examina sans prononcer une parole, puis s'adressant à moi, d'une voix blanche :

— Déshabillez-vous, fit-il.

Je retirai mon imperméable et mon pardessus.

— Non, non, déshabillez-vous entièrement.

— Pourquoi ?

— Parce que je suis obligé de vous fouiller à fond, très honorable monsieur.

Il faisait un froid de loup dans ce garde-manger et le vieillard semblait faire exprès de tâter avec lenteur toutes les coutures de mon linge et de mes vêtements. Il alla jusqu'à arracher la doublure de mes chaussures. L'examen terminé, il dit du même ton indifférent :

— Rhabillez-vous. Mais vous laisserez ici votre cravate et vos bretelles.

Une fois rhabillé, le surveillant me ramena au sous-sol et s'arrêta devant le numéro 27. Ouvrant alors la porte avec fracas : « Entrez ici », me dit-il. Puis il referma la porte sur

moi et j'entendis la clef tourner deux fois dans la serrure. Pour moi commençait une série de cruelles épreuves.

Tout d'abord, j'inspectai la cellule, autant du moins que le permettait le peu de lumière qui filtrait à travers la fenêtre poussiéreuse et grillagée de cette espèce de cave. Je pus voir qu'elle était d'une extrême malpropreté. L'asphalte du sol disparaissait sous une épaisse couche de boue. Les murs étaient couverts d'inscriptions et de dessins. A droite, vissé au mur, un cadre de fer, muni de traverses en fer. Cet appareil devait servir de lit. Une table et un siège de fer vissés au mur d'en face. Un peu en avant de la table, un petit lavabo encastré dans le mur; pour y faire monter l'eau, il fallait appuyer sur un long levier de bois. Dans le coin, le siège du W.-C.

Entre le lavabo et la table, j'aperçus le long et mince tuyau d'un radiateur. Hélas! il était glacé. Il faisait un froid insupportable; je claquais des dents. N'ayant aucune expérience en matière de prison, je pensais que, d'un moment à l'autre, le gardien viendrait ouvrir le chauffage et m'apporter un matelas. Mais une heure s'écoula et personne ne parut. Pour me réchauffer, je me mis à courir dans la cellule en agitant mes bras jusqu'à ce que je fusse en nage. Alors, je m'assis sur le siège de fer glacé.

Ah! le maudit froid! Je le bénis pourtant aujourd'hui, car c'est grâce à lui et aux autres tortures physiques que je dois d'avoir conservé ma raison. Les souffrances physiques étaient tellement atroces que la souffrance morale en était émoussée.

Après un quart d'heure de repos, je repris ma course. J'entendais au-dessus de ma tête un autre malheureux détenu courir dans sa cellule, en frappant le sol de ses talons. Enfin, complètement affolé par le froid, je me décidai à appeler et me mis à frapper la porte de mes poings et de mes pieds. Un petit guichet, pratiqué dans la porte et qui servait à passer la nourriture, s'ouvrit avec fracas et la tête du surveillant apparut dans l'ouverture :

— Qu'avez-vous à faire tout ce tapage? Il faut subir sa peine tranquillement, *noblement*. Que voulez-vous?

— Donnez-moi une couverture, un matelas, et ouvrez le radiateur.

L'homme écarquilla les yeux et éclata d'un franc rire.

— Alors, citoyen, vous vous croyez à l'hôtel? Vous êtes ici

au « rayon spécial ». Le chauffage est interdit. On ne donne de couverture à personne. Quant au matelas, je vous l'apporterai quand j'aurai terminé ma besogne.

Le guichet se referma.

Ainsi, j'étais seul, au fond d'un cachot, hors la loi, à la merci de la Tchéka! Qu'allait-il m'arriver? Cependant la nuit était descendue. A courir sur une surface de six pieds de long et trois pieds de larg', j'avais les jambes brisées, une sueur glacée coulait dans mon cou.

Vers sept heures, le guichet s'ouvrit et le surveillant me tendit une soupière en fer-blanc rouillée et bosselée, une cuiller de bois et un morceau de pain noir. Je n'avais nulle envie de manger. Au bout de quelques minutes, le guichet s'ouvrit de nouveau et le surveillant tendit la main vers la soupière, en prononçant un seul mot : « Souper. » Le récipient était rempli jusqu'au bord d'une bouillie grise et épaisse qui répandait une odeur répugnante. Je versai immédiatement le contenu de la soupière dans le W.-C. et tirai plusieurs fois l'eau, afin de dissiper l'insupportable odeur de poisson pourri et d'huile de tournesol brulée qui s'en dégageait. Au bout de vingt minutes, on m'apporta un grand gobelet de fer en me jetant par le guichet les mots : « Eau bouillante. » Ce fut pour moi une véritable aubaine. L'eau bouillante me brûlait les lèvres, mais une délicieuse chaleur se répandit dans tout mon corps. Ayant bu quelques gorgées, je posai le gobelet sur la table, afin que l'eau se refroidit un peu. Il faisait complètement noir dans la cellule. Lorsque j'approchai à nouveau le gobelet de mes lèvres, je m'aperçus qu'il était devenu tout à fait léger. Je compris qu'il était percé et que toute l'eau avait fui.

Vers neuf heures du soir, la clef tourna dans la serrure, une lampe électrique s'alluma dans la cellule et le surveillant m'apporta un matelas ou, plus exactement, un sac bourré de paille, d'une saleté telle que je frissonnai à l'idée de dormir dessus. Puis il éteignit la lumière et de nouveau m'enferma.

Je n'essaierais pas de décrire ma première nuit en prison : tout ce que je pourrais dire pâlirait devant la réalité. Je la passai à courir dans ma cellule. Par instants, je m'affaissais sur le matelas puant, mon imperméable sur ma tête, tâchant à me réchauffer par ma propre haleine et je tombais dans un lourd sommeil. J'en étais tiré par des cris hystériques, seul

bruit qui rompît le silence du couloir, avec le claquement des portes et le sinistre : « Recevez un prisonnier! »

Vers six heures du matin, la porte de la cellule s'ouvrit; le surveillant me tendit un maigre balai et me jeta le mot : « Ménage. » Apparemment, le fait de prononcer cette parole laconique suffisait à payer le tribut dû à l'hygiène. A peine avais-je donné quelques coups de balai que le surveillant interrompit :

— Assez, nous ne préparons pas un bal!

Un peu plus tard, on m'apporta le pain et l'eau bouillante. Afin de ne plus provoquer l'hilarité de mon surveillant, je m'abstins de réclamer du thé et du sucre; il était évident que les détenus n'avaient pas droit à ces denrées de luxe.

Un peu ranimé par l'eau chaude, j'entrepris, pour m'occuper, de lire les inscriptions murales :

« Faites savoir à la rue Ivanowskaya, n° 4, que le docteur Altouroff a été fusillé. »

« Serge, Ivan et Prokhor Khrapoff sont *passés par la gauche* (1). Faites savoir Koursk, rue Petrovsky, n° 4.

Je lus un grand nombre de ces inscriptions. Les murs en étaient littéralement couverts. Elles étaient datées de 1918 au 1er avril 1924. La dernière datait de la veille de mon arrivée à la prison. En voici le texte qui s'est gravé dans ma mémoire .

« Au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit. L'Archimandrite de la Laure, Alexandre Nevsky Antoine, doit être fusillé cette nuit pour avoir refusé de prendre sur sa conscience un grand péché. Pardonne-leur, Seigneur, ils ne savent ce qu'ils font. Hommes de bonne volonté, faites savoir aux frères du couvent. Je quitte en paix cette vallée de larmes. »

Des croix surmontées de dates et de noms étaient intercalées dans les inscriptions. Dans un des coins de la cellule, je trouvai un dessin représentant l'icone de saint Séraphim Sarovsky. Elle avait été exécutée au crayon chimique par une main malhabile mais touchante, et tous les détails avaient été soigneusement indiqués. Au pied du saint, on lisait :

« Cette icone a été dessinée par la servante de Dieu, Catherine; elle pense à ses petits qui prient le saint pour leur maman. Janvier 1924. »

(1) Expression signifiant : « Ont été exécutés. »

Mais bientôt toute mon attention se concentra sur une découverte que je venais de faire : c'était un dessin représentant une grille, dont les carreaux contenaient cinq rangées de lettres. Au-dessous, une main charitable avait tracé le moyen de se servir de ce chiffre, qui permettait de s'entretenir avec les voisins, grâce à de petits coups frappés à la muraille. J'examinai de près les chiffres correspondant à chacune des lettres et m'exerçai à composer des mots à l'aide de cet alphabet. Un pressentiment me dit que j'en aurais un jour besoin et je me forçai à l'apprendre le plus rapidement possible.

### NOUVEL INTERROGATOIRE

Trois jours s'étaient écoulés, lorsqu'au milieu de la nuit, je fus réveillé par le bruit de la porte qu'on ouvrait. Je vis entrer le surveillant, une liste à la main. Il me demanda :

— Vous êtes le citoyen finlandais Boris Léonidovitch Cederholm ?

— Oui.

— Vous allez vous rendre à l'interrogatoire.

De nouveau, nous suivîmes d'interminables couloirs. Enfin on me poussa dans une étroite pièce tapissée de liège et meublée d'une table et de deux chaises. Le camarade Fomine était assis à la table ; ses yeux, fixés sur moi avec une interrogation muette, semblaient dire : « Avez-vous un peu moins de morgue, à présent ? »

Il me fit asseoir en face de lui et commença :

Fomine. — Eh bien ! reconnaissez-vous à présent que vous êtes coupable ?

Moi. — Coupable de quoi ?

Fomine. — Vous le savez bien ! Vous étiez au courant des menées criminelles de Koponen. Or, non seulement vous ne l'avez pas dénoncé, mais vous vous êtes fait le complice d'une bande qui se livrait à la contrebande militaire.

Moi. — Je vous ai déjà dit que j'ignore tout de la vie privée de Koponen.

Fomine. — Et si je vous montrais un témoignage écrit de Koponen, que diriez-vous ?

Moi. — Je répondrais que c'est un mensonge et je demanderais une confrontation.

FOMINE. — Vous avez tort de vous obstiner. Il est fort possible que Koponen soit relâché dès demain, avant le jugement. Quant à vous, il vous faudra rester ici quelque temps encore. Avez-vous l'intention de parler?

MOI. — Je vous ai déjà déclaré que je n'ai rien à vous dire et que je suis complètement étranger à cette affaire de contrebande.

FOMINE. — Comme vous voudrez.

MOI. — Puis-je écrire à mon consulat? Je suis Finlandais. Vous n'avez pas le droit d'attenter à ma liberté.

FOMINE. — Vous pouvez écrire une carte postale à votre consulat. Mais cela ne servira à rien. Si le consulat exige votre mise en liberté, nous répondrons que vous êtes inculpé d'une affaire de contrebande. Soyez sûr que nous ne vous relâcherons pas avant que l'instruction de cette affaire ne soit terminée.

MOI. — Confrontez-moi avec Koponen et je vous prouverai l'absurdité de votre accusation.

FOMINE. — Ce n'est pas à vous à nous dire ce que nous avons à faire... Maintenant, vous pouvez retourner dans votre cellule.

MOI. — Ce n'est pas une cellule, mais une chambre de torture! Vous m'y mettez à la question par le froid et la faim.

FOMINE. — De quoi vous plaignez-vous? Vous êtes nourri... Quant au chauffage, s'il a été supprimé, c'est que l'été approche. D'ailleurs, aussitôt que vous nous aurez aidé à élucider cette affaire, vous serez soumis à un régime plus doux et peut-être mis en liberté jusqu'au jugement.

L'interrogatoire était terminé : un surveillant de garde, appelé par un coup de sonnette, me ramena dans ma cellule.

Dès le lendemain, je demandai une carte postale et un crayon et j'écrivis au consulat, informant mes compatriotes du lieu de mon emprisonnement et demandant de la nourriture, des vêtements chauds, du linge et une couverture. J'appris plus tard que pas une seule de mes lettres ne parvint à destination, et que ma correspondance fut « jointe » à mon « dossier ».

Ce fut ce jour-là aussi que je m'aperçus, après dîner, d'une ombre projetée par ma lucarne. En m'approchant, je distinguai une planche qui venait d'être placée du côté extérieur de la lucarne. Bientôt, tout le rectangle fut masqué par des

planches posées verticalement. Ma cellule fut plongée dans l'obscurité ; seule, une mince raie de lumière filtrait au bord de la lucarne où les planches n'avaient pas été posées d'aplomb. Cette faible lueur éclairait à peine deux pouces de l'embrasure de la fenêtre.

Je vécus ainsi dans l'obscurité pendant huit jours. D'heure en heure, la lampe s'allumait pendant une ou deux minutes, et j'apercevais le regard du surveillant qui m'examinait, à travers une petite ouverture pratiquée dans la porte et qu'on appelait « l'œil ». Puis, la lampe s'éteignait, « l'œil » se refermait avec fracas et je me retrouvais dans le noir.

Les cris de folie des détenus, l'appel d'une voix, qui lançait dans la nuit : « Recevez un prisonnier », et les paroles laconiques à travers le guichet : « Pain, dîner, souper, eau chaude » : tels étaient les seuls échos de la vie ambiante qui parvenaient dans ce tombeau glacé, humide, crasseux et noir.

Il y avait pourtant d'autres sons, et ceux-ci adoucirent ma solitude, si bien que je leur dois peut-être de ne pas avoir perdu la raison.

Un jour que, complètement affolé par le froid, et éreinté par ma course dans l'étroite cellule, je m'étais assis sur mon lit, la tête appuyée à la muraille, je perçus de petits coups frappés contre celle-ci, à intervalles réguliers. C'était une conversation entre mes deux voisins au moyen du « télégraphe » de prison. Au début, je ne déchiffrai rien ; puis, peu à peu, j'arrivai à comprendre des mots séparés, et cela surtout lorsqu'ils étaient transmis par des débutants, dont les communications étaient encore suffisamment lentes pour que je pusse les suivre. Mon voisin de gauche essaya d'entrer en conversation avec moi. Après maints essais, je parvins enfin à transmettre, en me trompant plusieurs fois, le message suivant :

« Parlez plus lentement, je suis dans le noir, et ne puis inscrire vos phrases. »

Cher alphabet de prison ! Bruits timides dans l'épaisseur de ces murailles de geôle, toutes saturées de souffrance humaine. Que d'heures j'ai pu écourter en m'entretenant avec mes compagnons d'infortune ! A combien de martyrs ai-je entendu conter leurs souffrances, martyrs que je n'ai jamais vus, que je ne verrai jamais. Ah ! si ces murs, ces tuyaux de radiateur pouvaient confier au monde les cris de désespoir et de douleur de

ces hommes, privés de tous les droits, de ces innocents enterrés vivants, qui n'expriment leur détresse que par ces coups à peine perceptibles !

Peu à peu, je fis la connaissance de tous mes voisins d'en haut, de droite et de gauche. J'appris ainsi que les cinq « rayons » de notre quartier formaient le « rayon spécial » : et l'étage en sous-sol, où se trouvait ma cellule, portait le nom de « section secrète du rayon spécial ».

Un de mes interlocuteurs invisibles, qui se trouvait juste au-dessus de ma tête, finit un jour par perdre la raison. Il s'appelait Redkozouboff. Avant la Révolution, il avait été avocat et millionnaire. Il était depuis un an au « rayon spécial », étant inculpé dans le célèbre complot dit « de Tagantzeff ». Plus de deux cents personnes, mêlées à cette affaire, étaient écrouées dans notre prison, et je crois qu'il y en avait un bien plus grand nombre à la prison de Moscou. L'affaire était menée « dans l'ordre administratif », c'est-à-dire qu'elle avait été confiée aux mains de la Tchéka. L'instruction était presque close et plusieurs accusés avaient été transférés dans les cellules communes et soumis à un régime moins atroce. Mais Redkozouboff et quelques autres furent maintenus au régime « spécial ».

### CONFRONTATION DANS LA NUIT

Au bout de huit jours, je fus de nouveau convoqué au milieu de la nuit devant Fomine; il avait à ses côtés Messing, que j'avais vu au cours de la dernière délibération au syndicat des cuirs.

Fomine fouilla longuement dans sa serviette, puis appuya brusquement sur le bouton d'une sonnette et jeta un ordre bref au planton :

— Faites amener...

Celui qu'on amena ainsi était Koponen. J'eus peine à le reconnaître, tant son aspect était pitoyable : le teint d'une pâleur verdâtre, les yeux cerclés de noir, il avait les plus grandes difficultés à se tenir. Dès qu'il m'aperçut, il fut secoué d'un frisson et se jeta sur moi en criant :

— Boris Léonidovitch! Mon Dieu! pourquoi?

D'un bond, Fomine nous sépara et, repoussant Koponen qui sanglotait, hurla :

— Taisez-vous!... Taisez-vous, vous dis-je, et répondez à mes questions... Le citoyen Cederholm est accusé de complicité avec des malfaiteurs se livrant à la contrebande militaire.

A peine eut-il prononcé ces mots, que Koponen l'interrompit d'une voix entrecoupée de sanglots :

— Osez-vous bien, misérables bourreaux? Je vous ai dit vingt fois qu'il était innocent... Il m'a même obligé de rendre cette maudite caisse.

Immédiatement ordre fut donné d'emmener Koponen. Pour moi, je n'avais qu'une pensée : voir cet interrogatoire, cette torture morale s'achever au plus vite. Mais elle ne faisait que commencer!...

— Eh bien! interrogea Fomine, continuerez-vous à prétendre que vous ignoriez les relations de Koponen avec des malfaiteurs se livrant à la contrebande militaire ?

Moi. — Vous venez d'entendre Koponen affirmer que je suis innocent et que je lui ai conseillé de ne pas garder cette caisse.

Fomine. — Vous êtes d'abord coupable de n'avoir pas dénoncé aux autorités ces faits de contrebande que vous connaissiez. Vous vous êtes, de plus, obstiné dans votre mutisme au cours de l'interrogatoire.

Ayant dit, Fomine échangea quelques mots à voix basse avec son collègue et se mit à griffonner sur un formulaire qu'il me tendit, en disant :

— Lisez et signez.

L'un de ces formulaires contenait mes nom et prénoms, celui de mon père, ainsi que les circonstances qui avaient accompagné l'interrogatoire. Il résumait ensuite les conclusions de l'instruction dans les termes suivants :

« Considérant qu'au cours de la confrontation du citoyen Cederholm et du citoyen Koponen ce dernier a avoué avec une entière franchise que M. Cederholm était au courant des faits de contrebande;

« Considérant que M. Cederholm a confirmé ces aveux;

« Le juge d'instruction pour les affaires graves, Fomine, a résolu ce qui suit :

« La détention sera appliquée au citoyen Cederholm en tant que mesure répressive. »

Le second formulaire déclarait ce qui suit :

« Considérant que le citoyen Cederholm a refusé de faire une déposition bénévole concernant l'affaire nº 12.506 ;

« Considérant qu'au cours de la confrontation du citoyen Cederholm et du citoyen Koponen le citoyen Cederholm a confirmé sa participation au recel de la contrebande militaire ;

« Le juge d'instruction pour les affaires graves, Fomine, a résolu ce qui suit :

« Le citoyen Cederholm sera invité à répondre devant la loi, en application des articles du code criminel de l'U. R. S. S. »

Après avoir pris connaissance de ces deux déclarations, je refusai catégoriquement d'y apposer ma signature.

Fomine sourit et, se frottant les mains avec satisfaction :

— Comme vous voudrez. Notre décision vous a été soumise en présence du chef du contre-espionnage de la Tchéka de Leningrad, le camarade Messing. Nous nous porterons témoins de ces faits. En attendant le jugement, vous devrez rester en prison. Mais je vais vous soumettre à un régime plus doux. Vous allez être transféré dans une autre cellule du rayon spécial et je vous autorise à recevoir des colis. Vous pouvez le faire savoir par carte postale à vos amis.

Après ce discours, Fomine fit venir le surveillant de service qui devait m'emmener.

Ce ne fut que lorsque je me trouvai dans ma cellule que j'entrevis toute l'horreur de ce qui venait de se passer. Le nœud coulant de la Tchéka se resserrait autour de moi. Il était clair que, pour des raisons qui m'échappaient, mes geôliers voulaient me tenir dans leurs griffes. Pas un instant je ne songeai à faire aucun reproche à Koponen. Son aspect effroyable disait, mieux que toutes les paroles, les souffrances qu'il avait endurées depuis son arrestation. Et je savais par expérience les conditions cruelles de sa réclusion.

La scène de la confrontation me permettait de supposer que Koponen n'avait pas cru jusque-là à mon arrestation. Ce n'est qu'en me voyant qu'il en fut convaincu. Sans doute, le juge d'instruction lui avait-il fait entendre à maintes reprises que son mutisme était ce qui faisait peser sur moi de graves soupçons, Mais il n'avait vu dans ces allusions que des tentatives de provocation. Il ne pouvait croire que la Tchéka osât m'arrêter. Lorsqu'il me vit devant lui, — et persuadé que j'avais été arrêté à cause de lui, — il fut pris d'une crise de

nerfs et chercha à prouver de son mieux que j'étais étranger à cette affaire de contrebande et que même, au contraire... Mais c'est précisément cette phrase que l'instruction guettait, afin de motiver mon maintien en prison.

Je m'incline devant le courage et la noblesse d'âme de Koponen. S'il fut l'objet de provocations de la part de la Tchéka, ce ne fut qu'afin de rendre possible mon arrestation à moi. C'est donc moi qui ai été la cause involontaire de son arrestation et de son infortune.

### INCULPÉ D'ESPIONNAGE

Le lendemain, qui était le neuvième jour de mon emprisonnement, je fus transféré dans la cellule n° 92. Cette cellule était située au second étage du « rayon spécial » et sa porte donnait sur la galerie de fer. Les dimensions et l'aménagement de mon nouvel appartement étaient identiques à ceux de la cellule n° 27. Mais il était plus propre et plus clair et la température y était un peu moins rigoureuse.

Deux jours s'écoulèrent. Surmontant mon dégoût, j'avais « appris » à absorber la popote de la prison. Ce fut précisément au moment de me mettre à table que je fus convoqué par le chef divisionnaire. Il me fit signer un reçu, où je pus lire la liste des effets et des produits alimentaires envoyés par le consulat. La très attentionnée « patronne » de notre maison de la perspective de Ekaterinenhof avait pensé à tout. Ce furent surtout un gros sweater de laine, des bottes de feutre, une couverture, des draps, un coussin et du linge de flanelle qui me jetèrent dans le ravissement!

Je transportai mes trésors dans ma cellule et commençai par changer de vêtements. Puis, je fis du thé. O félicité! A présent qu'une chaleur vivifiante se répandait dans tout mon corps, je me rendais compte du degré d'épuisement où j'étais arrivé. A mesure que je reprenais des forces, je réfléchissais à ma situation et cherchais une issue possible à mes maux. Je n'en vis qu'une seule : envoyer au procureur suprême de Petrograd une réclamation écrite adressée au président du Soviet des commissaires du peuple.

Au moment où j'écris ces lignes, je ne parviens pas à comprendre comment j'ai pu être assez aveugle pour me faire

illusion sur l'efficacité de ces plaintes et de ces protestations! Mais, à cette époque, j'étais fermement convaincu que ma réclamation parviendrait au gouvernement suprême et que je ne tarderais pas à être mis en liberté avec les excuses convenables. Mon énergie demandait à s'exercer et je couvris d'une écriture très serrée plusieurs feuilles de grand format. J'envoyai ma missive par l'entremise du chef divisionnaire à la chancellerie de la prison, ayant la naïveté de croire que celle-ci la ferait parvenir à destination.

Sur ces entrefaites j'eus la grippe, ma gorge enfla et j'eus une forte toux. Je demandai un médecin. Il m'ausculta, et haussant les épaules :

— Vous avez pris froid, me dit-il, il faut vous couvrir. Si votre température atteint 40° vous serez transféré à l'infirmerie. Tant que vous n'aurez pas 40° de fièvre, je n'ai pas le droit de vous évacuer.

La température ne daigna pas monter jusqu'à 40° : on me laissa dans ma cellule. Je n'ai de cette période qu'un vague souvenir. Je dus être malade une huitaine de jours.

D'après les bruits que j'entendais dans le couloir et les communications que je recevais « par télégraphe », je savais que la prison se remplissait rapidement. Les cellules voisines et celles qui étaient situées au-dessus de moi étaient occupées par cinq personnes, preuve que la prison était surpeuplée. Il est d'usage d'isoler rigoureusement les détenus du rayon spécial et une pareille dérogation au règlement indiquait clairement que les deux cent quarante cellules du rayon regorgeaient de prisonniers.

Un matin, je vis entrer dans ma cellule un homme blond et maigre, qui portait son uniforme de prison avec une certaine élégance. Il s'assit à la table et me demanda :

— Qui est votre juge d'instruction et en application de quel article êtes-vous inculpé?

Je répondis :

— Mon affaire est instruite par Fomine, qui m'accuse de contrebande militaire. A qui ai-je le plaisir de parler?

L'homme blond sourit, me toisa du regard et répondit :

— Je suis le chef adjoint de la prison, Polikarpoff... Vous vous trompez pour ce qui est du juge d'instruction. Outre l'instruction confiée à Fomine, vous êtes enregistré à la section du contre-espionnage. N'êtes-vous pas accusé d'espionnage?

Les paroles de Polikarpoff m'abasourdirent. Je ne trouvai rien à répondre. Polikarpoff griffonna quelques mots, puis se retira en faisant sonner ses éperons.

Bouleversé par l'effroyable nouvelle que je venais d'apprendre, je me mis à marcher nerveusement dans ma cellule. Ah! la diabolique cuisine! et avec quelle astuce l'affaire avait été machinée! Ils avaient commencé par envoyer un agent provocateur chez l'infortuné Koponen; puis ils s'étaient acharnés sur ma personne, en fabriquant une affaire de contrebande et s'octroyant le droit d'user de moi à leur guise, sans avoir à redouter l'intervention du gouvernement finlandais : j'étais un contrebandier et tous les États sont libres d'agir vis-à-vis de cette espèce de criminels. Ce ne serait qu'après le procès que la Finlande pourrait entreprendre des démarches en ma faveur. Et ce procès, quand aurait-il lieu? Que serait-il? Puisque les autorités soviétiques avaient osé m'arrêter, elles n'hésiteraient pas davantage à informer notre représentant que mon affaire était extrêmement complexe. Ensuite, ils fabriqueraient une affaire d'espionnage, m'accusant de tous les crimes possibles J'étais entièrement à leur merci. En tant qu'espion, je pouvais être fusillé d'un moment à l'autre, sur le seul ordre de la Tchéka.

J'en étais là de mes réflexions, lorsque la porte s'ouvrit et je vis amener dans ma cellule un homme âgé, de taille immense, portant la barbe et vêtu d'une vieille capote d'officier. Ayant posé à terre un sac qui contenait ses effets, le géant, qui semblait avoir de l'asthme, s'assit sur le siège de fer. Ayant repris haleine, il me salua fort poliment et me dit :

— Ne faites pas attention à moi, je vous en prie. Je suis tout à fait brisé. Je sors de l'infirmerie. Je ne vous poserai aucune question et vous agirez comme si je n'étais pas là. Je m'appelle Maksoutoff Dmitry Petrovitch.

Il souffla un peu; puis il reprit :

— Excusez mon importunité, mais votre visage ne m'est certes pas inconnu. Quel est votre nom de famille? D'ailleurs, ne me répondez pas, si cela vous est le moins du monde désagréable.

Je me nommai. Aussitôt Maksoutoff redressa sa haute taille et, me tendant la main, me dit avec un cordial sourire :

— Mon cher, quel lieu la Providence a choisi pour notre rencontre! Vous ne me reconnaissez pas?

A ces mots, le voile tomba de mes yeux. Le prince Maksoutoff, ancien officier de la flotte impériale, incorporé ensuite au régiment de la garde Préobrajensky... je ne connaissais que lui! Élève comme moi de l'École navale, quoique d'une promotion de douze ans plus ancienne, je l'avais rencontré plusieurs fois dans le monde avant la révolution et je me souvins que nous étions en excellents termes. Mais la révolution et la prison l'avaient tellement changé qu'il était méconnaissable.

Nous étions tous les deux aussi émus; Maksoutoff répétait :

— Ah! mon Dieu, quelle rencontre!

Ainsi, une nouvelle phase de ma vie en prison allait commencer. Je n'allais plus vivre dans la solitude. Cela valait-il mieux. Était-ce le prélude de nouvelles difficultés?

### COMPAGNONS DE CAPTIVITÉ

Maksoutoff était atteint de neurasthénie aiguë. Il marchait toute la nuit dans la cellule, pleurant ou parlant à lui-même... En prison depuis près de deux mois, il avait été détenu, comme moi, à la section secrète du rayon spécial environ trois semaines. Les nerfs gravement ébranlés, il avait eu des crises de fureur : on l'avait transféré à l'infirmerie. A certaines allusions, je compris qu'il avait été arrêté sous l'inculpation de contre-révolution...

Deux jours après, il fut emmené avec « ses bagages » et je ne le revis que dix-huit mois plus tard, au camp de concentration de Solovetzk.

Peu de temps après son départ, on amena dans ma cellule un nouvel hôte, une valise à chaque main.

— Excusez-moi d'entrer sans sonner, fit-il. Vous avez une bien petite chambre!

On voyait tout de suite qu'on avait affaire à un joyeux compère. Je me mis à rire à mon tour, en lui disant :

— L'appartement n'est pas mal, mais il est cher. Êtes-vous venu pour longtemps chez moi?

— Allah seul le sait! Je viens de la cellule 147. J'ai causé par télégraphe avec un copain, inculpé dans la même affaire. Cette canaille de surveillant nous a pincés : alors on m'a trans-

féré ici. Permettez-moi de me présenter : Pliatzky, le roi du pot-de-vin.

Lorsque je me nommai à mon tour, Pliatzky eut un rire satisfait et me dit en me serrant la main :

— Enchanté de vous connaître. Vous êtes un confrère, un commerçant-nepman. Jusqu'ici, j'ai été enfermé avec les criminels politiques... Des imbéciles de socialistes démocrates!... J'en ai jusque-là de leurs conversations!

Tout en déballant ses valises, Pliatzky bavardait et plaisantait sans arrêt; il ne ressemblait guère aux détenus ordinaires. Il avait été inculpé d'avoir graissé la patte à des fonctionnaires de l'industrie métallurgique. L'affaire Pliatzky avait été la cause de l'arrestation de plus de cent cinquante personnes et le héros du procès était désigné dans les chroniques judiciaires sous le nom de « roi du pot-de-vin ». Son jugement eut lieu en 1926, c'est-à-dire un an et demi après notre rencontre. Il fut condamné à la peine de mort et plus de vingt personnes furent exécutées en même temps que lui.

Dans la soirée, on amena dans ma cellule encore deux personnes, — l'ingénieur Tchernoff et le docteur P... L'ingénieur avait été arrêté à la suite de l'affaire du syndicat des cuirs et était menacé de la peine de mort. Le docteur P... était impliqué dans une des « affaires polonaises » que la Tchéka fabrique en série; lui aussi pouvait tout craindre.

Nous étions terriblement serrés dans l'étroite cellule, et la fenêtre hermétiquement close ne permettait aucune ventilation.

Vers trois ou quatre heures du matin, on vint me prendre pour un nouvel interrogatoire, cette fois dans le cabinet du chef de la prison.

Ces interrogatoires nocturnes ont sur le système nerveux un effet terrible. Je comprends parfaitement que des hommes impressionnables en arrivent à la démence et finissent par se calomnier eux-mêmes, afin de voir n'importe comment s'achever cette torture morale. Les lampes répandent leur lueur terne dans les longs corridors aux escaliers de fer, qui semblent figés dans ce silence de tombe. Soudain, un cri étouffé. A un tournant, on entend le bruit d'une porte qui s'ouvre et le surveillant s'arrête brusquement. Ce sont les prisonniers des cellules secrètes qu'on emmène ou qu'on ramène d'un interrogatoire et qui ne doivent pas être vus de nous. En bas,

non loin de mon ancienne cellule, je remarquai sur le sol une grande tache rouge qui répandait une odeur de phénol. Un étudiant s'était précipité de la galerie du cinquième étage et s'était écrasé à cet endroit. Le malheureux avait découvert que sa fiancée était une provocatrice !

Le cabinet du chef de la prison était une vaste pièce chaude et confortable, garnie de tapis et meublée de fauteuils de cuir avec de lourdes portières aux murs. Une lampe posée sur la table et voilée d'un abat-jour répandait une douce lumière. Le thé était servi sur une petite table et j'aperçus Messing, paresseusement affalé dans un fauteuil, la cigarette au coin des lèvres. Sur une chaise, à ses côtés, un maigre jeune homme avec de grosses lunettes. Quand je fus assis, le jeune homme alluma une lampe à réflecteur et la dirigea sur moi. Puis Messing commença :

— Ne perdons pas un temps précieux. Causons. Vous êtes un homme intelligent et instruit. J'espère que nous arriverons rapidement à une entente. Ceci n'est pas un interrogatoire. Je suis passé par hasard à la prison et j'en profite pour m'entretenir avec vous. Dites-moi donc ce que vous savez des menées du consulat général de Finlande à Leningrad? Vous êtes un familier de la maison : vous êtes sûrement au courant des faits et gestes du personnel.

Moi. — Je ne suis pas et n'ai jamais été au service du consulat; je n'ai rien à voir dans ses affaires. Je louais un bureau dans l'immeuble du consulat : c'est tout.

Messing. — Laissons ces bêtises. Personne ne vous croira. Vous avez organisé un réseau d'espionnage finlandais et anglais : tous les fils convergent vers vous. Comment avez-vous correspondu avec votre Compagnie?

Moi. — Par la poste, naturellement.

Messing. — C'est faux. Durant tout votre séjour en Russie, vous n'avez reçu par la poste que trois lettres sans importance. Personnellement, vous vous êtes contenté d'envoyer quelques cartes postales. Comment avez-vous expédié votre courrier d'affaires?

Moi. — Je vous l'ai dit : par la poste. Du reste, mes affaires personnelles ne vous regardent pas. Vous n'avez pas le droit de me détenir dans cette prison, pas plus que de me soumettre à cet interrogatoire!

Messing. — Écoutez, citoyen Cederholm, laissez ce ton et cessez ce langage. Je vous le conseille dans votre intérêt... Comment correspondiez-vous avec l'étranger?

Moi. — Quand l'occasion s'en présentait, je confiais mes lettres à des compatriotes qui partaient pour la Finlande.

Messing. — A qui? Précisez.

Moi. — Je n'en ai aucun souvenir et cela ne vous regarde absolument pas.

Ces mots mirent Messing en fureur : il frappa sur la table.

Messing. — Veuillez répondre à mes questions. Je vous ai déjà dit de changer de ton.

Moi. — C'est moi qui vous prie de changer de ton. Je suis en votre pouvoir et vous ferez de moi ce qu'il vous plaira, mais tant que je suis maître de mes sens, je n'admettrai pas qu'on me parle sur ce ton!

Messing, baissant aussitôt le ton. — Si vous vous rendez compte que vous êtes en notre pouvoir, comprenez donc aussi qu'il est dans votre intérêt de dire tout ce que vous savez.

Moi. — Je n'ai rien à vous dire.

Messing. — Vous pouvez retourner dans votre cellule. Vous subirez prochainement un interrogatoire en règle. En attendant, réfléchissez.

La troisième semaine de ma détention tirait à sa fin. Je reçus un nouveau colis. Comme toujours, tout avait été retourné en tout sens, coupé et examiné en détail par le chef divisionnaire. Cet examen était peu appétissant. L'inspecteur fouillait de ses doigts crasseux le jambon et les côtelettes, s'interrompant de temps en temps pour essuyer son nez. Il coupait avec le même couteau le savon, dont il faisait de minces tranches, le pain, la volaille, la viande, le sucre.

A peine avais-je eu le temps de rentrer dans ma cellule et de mettre de l'ordre dans mes provisions, dont j'offris une part à mes codétenus, qu'on vint de nouveau m'appeler.

— Citoyen Cederholm, faites votre paquet.

J'obéis et sortis dans la galerie : la porte se referma derrière moi, me séparant pour toujours de mes compagnons de hasard.

Nous descendîmes un étage et je m'aperçus avec effroi que nous nous arrêtions devant la cellule n° 24.

J'étais de nouveau mis « au secret ».

La cellule n° 24 ne différait en rien de mon habitation précédente à la section spéciale. Elle était aussi crasseuse, et aussi obscure. Mais, Dieu merci, je possédais à présent des vêtements chauds, des couvertures et des draps, ainsi que des provisions de bouche, qui, si j'en usais avec prudence et économie, pouvaient durer de deux à trois semaines. C'était là le plus important, car l'expérience m'avait enseigné que la faim et le froid abaissent considérablement la résistance morale.

Aussitôt transféré dans la cellule n° 24, je décidai de me forcer à manger la popote de la prison et de faire un usage des plus parcimonieux du beurre, du sucre, du lard, du saucisson fumé. J'enveloppai mes provisions dans deux mouchoirs de poche et les plaçai dans la fenêtre. Je me donnai tout juste la permission de manger les provisions qui risquaient de se gâter. Ainsi je me préparais à soutenir un long siège.

Pour tuer le temps, je récitais des poésies en toutes langues, je reconstituais des formules mathématiques...

Le cinquième ou sixième jour après mon transfert dans la cellule 24, je fus convoqué à l'interrogatoire. Il pouvait être minuit. Quatre personnes étaient assises à la table du juge d'instruction : elles s'appliquaient à prendre un air sinistre, que je trouvai parfaitement ridicule. Celui qui était assis au milieu de la table et qui pouvait avoir une trentaine d'années, était en civil, les autres portant l'uniforme des gardes-frontières. Il se nomma :

— Je suis le délégué de la section du contre-espionnage de la Tchéka, Illarionoff. Répondez à mes questions. Comment avez-vous correspondu avec l'étranger? Par courrier diplomatique?

Moi. — Non. Je l'ai déjà répété cent fois!

Illarionoff. — Faites attention. Nous sommes renseignés sur vos agissements. Vos aveux pourraient adoucir votre châtiment. Vous doutez-vous de ce qui vous attend? Vous risquez d'être fusillé!

A ces mots, un jeune homme maigre, au teint blême, avec un tic nerveux de la face, tira de sa poche un revolver système Parabellum, l'examina et, le posant devant lui, essaya de le faire tourner comme une toupie.

Cette grossière comédie me causa un profond dégoût. M'adressant à Illarionoff, je lui dis :

— N'essayez donc pas de me faire peur! Malgré tout le désir que vous en avez, vous ne pouvez pas me fusiller, parce que je suis un étranger et que le consulat est au courant de mon arrestation. Alors, priez votre camarade de reprendre son revolver. Je ne parlerai pas tant qu'on jouera avec une arme à feu sous mon nez.

Illarionoff fit un signe au tchékiste qui jouait avec le revolver, et se tournant de nouveau vers moi :

— Personne ne songe à vous faire peur! Veuillez me donner les noms de toutes les personnes que vous connaissez en Russie et tout particulièrement à Leningrad.

Moi. — Je ne me les rappellerai pas sur le moment. Laissez-moi dresser cette liste dans ma cellule.

Illarionoff. — Si vous voulez... Quelle est la personne à laquelle vous avez écrit une lettre en français adressée à la rue Pessotchnaya, n° 5?

Moi. — C'est l'agent de change Boll.

Illarionoff. — Que lui disiez-vous, dans cette lettre?

Moi. — Rien de bien important. Je le priais de me verser immédiatement les deux mille sept cents roubles-or qu'il ne m'avait pas payés au terme fixé.

Illarionoff. — Vous voyez que nous savons tout.

Moi. — Cela n'a rien d'extraordinaire avec les moyens que vous employez; mais je comprends maintenant pourquoi les lettres mettent trois jours pour arriver à destination!

Illarionoff. — Cela ne vous regarde pas!... Qui est la citoyenne Artzymoff.

Moi. — Je n'en sais rien.

Illarionoff. — Qu'alliez-vous faire dans cet appartement situé au coin de la perspective Kronversky et de la rue Poushkarskaya? Vous y fréquentiez assidûment.

Moi. — Je n'y ai jamais mis les pieds et j'ignore totalement cette rue.

Illarionoff. — Vous y réfléchirez dans votre cellule; vous trouverez certainement quelque chose!

Puis, fouillant dans un gros dossier à chemise bleue :

— Connaissez-vous le colonel Fenou?

Moi. — Je sais qu'il habite Helsingfors et qu'il est le repré-

sentant des émigrés russes en Finlande. Mais je le connais à peine. Je ne fréquentais pas les émigrés.

Illarionoff. — C'est faux ! Vous avez pris part à des fêtes de bienfaisance organisées par les émigrés russes. Que savez-vous du major Gibson ?

Moi. — C'est la première fois que j'entends son nom.

Illarionoff. — Et naturellement vous ne savez rien de Bounakoff ?

Moi. — Je n'ai jamais entendu le nom de Bounakoff.

Illarionoff. — Vous pouvez retourner dans votre cellule. Je vous convoquerai demain. C'est très sincèrement que je vous veux du bien et je vous conseille de vous montrer plus franc.

Le lendemain, le surveillant m'apporta du papier et un crayon chimique pour me permettre d'écrire les noms et adresses de toutes mes relations à Petrograd. C'était là un problème des plus épineux. Si je nommais mes relations, j'attirais d'innombrables calamités sur leurs têtes innocentes. Si je ne les nommais pas, les conséquences pourraient être encore plus néfastes ; la Tchéka, connaissant certains de mes amis, se mettrait en mesure d'arrêter ceux précisément que j'aurais omis de désigner dans ma liste. A la fin des fins, je résolus de citer tous les fonctionnaires soviétiques, à commencer par Krassine, avec lesquels j'avais été en relations personnelles. La Tchéka en déciderait à sa guise, mais ma conscience serait tranquille, je n'aurais dénoncé personne. Ainsi dit, ainsi fait.

Plusieurs jours s'écoulèrent. Sans doute avait-on résolu de me réduire par la faim. Mon état moral et physique empira. Je souffrais de mes reins et mes nerfs me jouaient de mauvais tours...

Cependant je n'avais cessé de réfléchir à cette mystérieuse citoyenne Artzymoff et à l'appartement au coin de la perspective Kronversky et de la rue Poushkarskaya. Ni l'adresse ni le nom ne me disaient quoi que ce soit, mais, à en juger d'après le ton « infernal » du juge d'instruction, je pouvais supposer que là était la clef de toute mon affaire.

J'avais beau fouiller ma mémoire, je ne trouvais rien.

Or, pendant mon séjour en prison, mes ongles avaient considérablement poussé : je priai le surveillant de m'apporter

des ciseaux. Il revint avec des ciseaux rouillés, dont les bouts avaient été cassés par mesure de précaution. Tout en procédant à la toilette de mes mains, je me souvins brusquement qu'au cours du mois de janvier dernier, je m'étais blessé à la main en patinant. J'avais été pour quelque temps dans l'impossibilité de soigner les ongles de ma main droite : je m'adressai à la manucure d'un des grands coiffeurs de la perspective Nevsky. En songeant à cet incident, une autre scène me revint à l'esprit. Un jour que le magasin était bondé, ma manucure m'installa dans une petite pièce située entre le côté des hommes et celui des dames. Comme j'examinais le flot des clients qui entraient, je remarquai une très jolie femme, dont le visage ne m'était pas inconnu. En passant près de ma table, la dame me regarda fixement et son visage exprima autant de plaisir que de surprise. C'était la femme d'un de mes anciens camarades, Mme Artchakoff, que je n'avais pas vue depuis douze ans.

Elle m'apprit que son mari était mort en 1920, dans la prison de Charkoff. La même année, sa fille, une enfant, mourait d'épuisement et de faim. Elle-même habitait chez une sœur mariée. Elle m'invita à l'aller voir, et inscrivit son adresse sur un bout de papier. Je me souviens qu'elle se tenait près de la caisse. Nous nous séparâmes. Je serrai l'adresse dans mon porte-monnaie et, trop absorbé par mille soucis, je n'y pensai plus.

Tout en me coupant les ongles, je me remémorais cet incident et, soudain, une idée traversa mon esprit comme un éclair : Mme Artchakoff... Mme Artzymoff... coin de la perspective Kronversky et de la rue Poushkarskaya...

Aussitôt que je fus de nouveau convoqué en présence d'Illarionoff, songeant à la mystérieuse citoyenne Artzymoff, je lui demandai :

— Où se trouvent la perspective Kronversky et la rue Poushkarskaya ?

Illarionoff me donna le renseignement : aussitôt j'eus le mot de l'énigme. Artzymoff était le nom défiguré de Mme Artchakoff. Tout s'expliquait le plus simplement du monde. Parmi les employés du coiffeur se trouvait sans doute un agent secret qui avait surpris ma conversation et l'avait transmise à qui de droit, en défigurant le nom de mon interlocutrice. L'information fut à tout hasard jointe à ma fiche, l'agent ayant appris

mon nom grâce à la manucure. Celle-ci était peut-être également un agent secret.

Toutes les questions d'Illarionoff avaient pour but de me faire perdre pied et de me convaincre du fait que la Tchéka possédait contre moi des preuves irréfutables destinées à me compromettre à tout jamais. Après chaque question revenait toujours la même phrase :

— Vous avez tort de vous obstiner. Nous possédons contre vous des preuves certaines. C'est de tout cœur que je vous conseille de faire des aveux complets. Songez à votre malheureuse famille.

Je ne devais plus revoir Illarionoff. On me laissa tranquille dans mon caveau et je me crus oublié; ou bien voulait-on, pour je ne sais quelle fin mystérieuse, me réduire à un état d'épuisement?

### EN PRÉSENCE DE DZERJINSKY

Plongé dans ma solitude, je finis par perdre la notion du temps. Sans les repas qui indiquaient les divers moments de la journée, il eût été impossible de distinguer le jour de la nuit. Sans doute, le printemps était venu, car les murs de ma cellule ne se couvraient plus de givre et il faisait assez doux pour que je puisse dormir dévêtu sous ma couverture. Lorsque je fus une fois de plus convoqué dans le cabinet du juge d'instruction, je vis avec surprise que le calendrier indiquait le 27 mai. Le grand miroir ovale me renvoya l'image d'un homme au visage hâve, aux cheveux hirsutes, à la barbe grise. Je dus faire un effort sur moi-même pour comprendre que c'était là ma propre image...

Je trouvai Messing, devant la table couverte de papiers, en compagnie d'un homme de haute taille, d'âge moyen, en tenue civile, dont il me sembla que le visage ne m'était pas inconnu. Remarquant la fixité de mon regard, il esquissa un sourire et me dit :

— Vous ne me reconnaissez pas? Je suis Dzerjinsky.

Je me souvins aussitôt d'avoir vu maintes fois ce visage dans les revues illustrées; Dzerjinsky était sans doute très pénétré de sa célébrité. Songez donc! le bourreau suprême de toutes les Russies, qui signait chaque jour des centaines de

condamnations à mort, le créateur et l'inspirateur de la Tchéka !

Une barbiche qu'il pinçait sans cesse soulignait la maigreur maladive de son visage : il avait des yeux de myope clignotant sous la lampe et le dos voûté. Ses longs doigts tambourinaient sur la table. Je me disais en regardant cette main pâle et souffreteuse que ces doigts-là avaient plus d'une fois serré la crosse d'un revolver, visant à bout portant la tête de quelque malheureuse victime.

D'une voix sourde, Dzerjinsky me dit :

— Le mensonge ne vous sauvera pas. Il n'a sauvé personne. Je suis passé par hasard et le camarade Messing m'a parlé de vous. J'ai désiré vous voir. Faites des aveux complets et nous vous liquiderons en douceur.

Je me mépris au sens de ces mots et, croyant qu'ils signifiaient une menace d'exécution sommaire, je répliquai :

— Vous ne sauriez me liquider en douceur : le consulat de Finlande est averti de mon arrestation.

Dzerjinsky. — Peu importe que le consulat soit au courant de votre arrestation, nous nous arrangerons de façon à tout liquider sans bruit.

Ne comprenant toujours pas, je répétai avec toute la fermeté dont j'étais capable :

— Vous ne sauriez me liquider sans bruit. Vous provoquerez un gros scandale. En vertu du traité de Derpt, vous n'avez pas le droit d'exécuter un citoyen finlandais, moins encore de l'exécuter sans jugement.

A ma grande surprise, je vis un sourire s'esquisser aux lèvres de Dzerjinsky et Messing se mit à rire pour faire écho à son chef.

Me regardant fixement, Dzerjinsky me dit sur un ton de reproche :

— Vous ne m'avez pas compris. Il n'est pas question d'exécution. Au contraire, on souhaite de vous donner la possibilité de sortir de prison, sous certaines conditions. Le désirez-vous ?

Mon cœur battit. Je répondis aussitôt : « Si je le désire !... »

Dzerjinsky. — A merveille ! Le camarade Messing vous parlera en détail de tout cela. Vous avez de la famille ?

Moi. — Oui.

Dzerjinsky. — Où est votre famille ? En Finlande ?

Moi. — Oui.

Dzerjinsky. — Vous avez des parents en Russie ?

Moi. — Personne.

Dzerjinsky. — En attendant, vous pouvez vous retirer.

Moi. — Quand serai-je libéré?

Dzerjinsky. — Ce ne peut être immédiat. Je vous ai déjà dit que certaines formalités sont nécessaires. En tout cas, ce ne sera pas long.

De retour dans ma cellule, telle était mon émotion que je ne pus m'endormir et passai la nuit à marcher de long en large. La pensée m'était tout de suite venue qu'il devait y avoir quelque nouvelle ruse diabolique au fond de cette affaire. Ou bien mon arrestation avait fait du bruit en Finlande et la Tchéka voulait se débarrasser de moi au plus tôt, ou bien ils avaient l'intention de me proposer de devenir un de leurs agents secrets. Plus j'y réfléchissais plus j'acquérais la conviction que la seconde hypothèse était la vraie.

Au bout de quatre jours, nouvelle convocation. Le juge d'instruction était un certain Chotaka. Il m'informa que de nouvelles accusations pesaient sur moi.

1° Relations secrètes avec la bourgeoisie internationale;

2° Espionnage économique.

Au total, j'étais accusé de crimes prévus par six articles différents, dont cinq comportaient la peine de mort. Comme d'habitude, je refusai de signer le procès-verbal de l'interrogatoire, ainsi que l'acte d'accusation.

Messing parut à la fin de l'interrogatoire. A mon grand étonnement et à ma confusion plus grande encore, il se mit à louer ma « fermeté », mon « sang-froid » et même mon « extérieur sympathique ». Les compliments d'un tchékiste n'ont rien pour flatter un honnête homme. J'interrompis ce flot d'éloquence en demandant :

— Quand serai-je mis en liberté? Loin de me relâcher, je constate que vous avez joint deux nouveaux articles à mon dossier.

Messing. — L'un n'empêche pas l'autre! Tout dépend de vous. Une fois sorti de prison, consentiriez-vous à nous fournir certains renseignements concernant vos compatriotes et les émigrés russes? Nous vous ferons un programme. Vous serez absolument assuré matériellement et nous vous donnerons la possibilité de vous occuper d'affaires commerciales, en occupant par exemple le local que vous possédez déjà. Vous pourrez faire

venir votre famille. Au cours de vos voyages à l'étranger, nous nous montrerons aussi généreux que votre Compagnie.

Moi — Ne m'en dites pas davantage. Je ne veux pas poursuivre cette conversation. Permettez-moi de retourner dans ma cellule.

Messing. — Vous avez tort. Regardez-vous dans la glace. Songez à votre famille. Savez-vous que votre femme a demandé un visa pour la Russie? Allons! Signez ce formulaire.

Cette feuille contenait en substance ceci :

« Je soussigné... m'engage à remplir la mission dont on m'a chargé et conformément aux instructions reçues. »

J'étais si ému que je ne me souviens pas exactement des termes de ce « pacte avec le diable ». Avec toute l'énergie dont j'étais capable, je repoussai la feuille de papier en répétant :

— Faites-moi ramener dans ma cellule. Je ne veux pas continuer ce genre de conversation.

Messing. — Pourquoi? Vous croyez peut-être que nous ne sommes pas assez riches pour rétribuer généreusement vos services? Mais votre femme débarquera sous peu à Leningrad : alors, vous changerez peut-être d'idée.

L'allusion de ces misérables à ma femme et toute la vilenie de leur offre firent déborder la coupe. Je ne me souviens pas exactement de ce qui se passa ensuite, mais je me rappelle que, malgré ma faiblesse, je repoussai violemment Messing qui chavira, entraînant avec lui la table, les papiers et l'encrier. Chotaka brandissait son revolver et me poussa si fort que je retombai sur ma chaise. Perdant mon équilibre, je roulai à terre. Sans doute, il dut y avoir beaucoup de bruit et de cris, car la chambre s'emplit de monde. Un soldat me maintenait à terre, tandis qu'une de ces femmes, qui attendaient dans le couloir pour emmener les prisonniers, m'avait saisi par les pieds. Lorsqu'on me releva, Chotaka continuait à brandir son revolver, tandis que Messing, vert de rage, criait :

— Qu'on l'emmène! On vous passera la camisole de force. Vous êtes un fou et un dégénéré! Je vous ferai supprimer!

Dans ma cellule, je repris conscience de moi et m'aperçus que j'avais le pouce de la main gauche démis. L'infirmier de la prison me banda le doigt et me donna des gouttes de valériane.

C'est ainsi que finit ma révolte, qui n'eut pas de suites autrement fâcheuses.

A présent, je comprenais l'enchaînement de mes infortune et des causes qui les avaient amenées.

Le pouvoir soviétique avait commencé par entrer sérieusement en pourparlers avec moi, dans l'intention de faire des commandes à ma Compagnie. Après l'échec des négociations diplomatiques, les pourparlers commerciaux perdirent beaucoup de leur intérêt. Le gouvernement soviétique me soupçonna d'avoir présenté la situation économique de l'U. R. S. S. sous un jour défavorable; de plus, il me considérait comme un espion, de même que tous les étrangers. Ma connaissance parfaite de la langue russe, mon ancienne qualité d'officier de marine de la flotte impériale venaient corroborer ces soupçons.

Du fait que je ne possédais pas de passeport diplomatique, je ne jouissais en U. R. S. S. ni des droits individuels, ni de celui de l'exequatur. Et comme je vivais sous le même toit que le personnel du consulat, que je fréquentais les missions étrangères, où je comptais de nombreux amis, la Tchéka s'était dit que j'avais dû voir et entendre des choses intéressantes. C'est ainsi que l'idée de mon arrestation germa lentement dans l'esprit de mes ennemis. Je fus donc écroué sous prétexte d'un crime de contrebande militaire. Mes geôliers espéraient arracher de moi par la terreur d'utiles renseignements.

A présent, qu'allait-il arriver? L'allusion de Messing au visa demandé par ma femme me causait la pire inquiétude. Si ma femme prenait le chemin de Petrograd, qui empêcherait la Tchéka de l'arrêter à son tour, sous prétexte de complicité avec moi? Ils étaient capables de tout! Si ma femme était écrouée, ma petite fille demeurée en Finlande deviendrait une orpheline et, jouant habilement de mon sentiment paternel, la Tchéka finirait par briser ma résistance. Sans doute, mes bourreaux allaient-ils faire tous leurs efforts pour pousser ma femme à entreprendre ce voyage.

Je ne me trompais guère. A mon retour en Finlande, en 1926, j'appris qu'un individu qui disait s'appeler l'ingénieur Pissarevsky, s'était présenté à notre consulat en juin 1924. Il prétendit qu'il avait été détenu dans la même cellule que moi

et que, prévoyant sa prompte libération, je l'avais chargé de se rendre au consulat de Finlande et d'y faire savoir que je demandais instamment que ma femme vînt à Pétersbourg. Heureusement, le consulat accueillit l' « ingénieur » et son récit avec la plus grande méfiance. Une autre fois, un certain « capitaine » Woronine téléphona à ma femme à Helsingfors ; il prétendait également avoir été détenu en même temps que moi et assura que j'étais au désespoir du retard que ma femme apportait à son voyage. Je n'avais jamais vu ni l'un ni l'autre de ces individus et j'ai la conviction qu'ils avaient été envoyés par la Tchéka.

Au début du mois de juin, je fus de nouveau réveillé au milieu de la nuit. Je supposais qu'il s'agissait d'un nouvel interrogatoire et je fus très surpris lorsqu'au lieu de prendre le chemin habituel, nous dépassâmes le couloir qui menait au cabinet du juge d'instruction. Nous prîmes plusieurs tournants, et nous nous trouvâmes soudain devant une porte qui s'ouvrait sur la cour de la prison. C'était un préau carré, entouré de tous côtés par de hautes murailles ; j'y aperçus une automobile, près de laquelle deux tchékistes en tenue montaient la garde.

Le fait d'être emmené en pleine nuit, sans bagages et sans chapeau, de se trouver subitement dans la cour, en face d'une auto trépidante, suffit amplement à bouleverser même un homme aux nerfs solides. Bien avant d'être écroué, j'avais plus d'une fois entendu conter la scène de l'automobile qui emmène, pendant la nuit, les condamnés au lieu d'exécution. C'est un des éternels et macabres sujets de conversation en U. R. S. S.

Un spasme nerveux serra ma gorge et je dus faire un effort pour demander à mes gardes :

— Où allons-nous ?

— Vous le verrez bien.

A la descente de l'automobile, je constatai, avec surprise, que nous nous trouvions devant le n° 2 de la rue Gorokhovaya, le quartier général de la Tchéka de Petrograd, c'est-à-dire au lieu même de mon arrestation. Ayant pénétré dans le vestibule, l'un des tchékistes gravit l'escalier. Au bout de quelques instants, il reparut et cria, en se penchant à la balustrade du second étage :

— Mène-le au n° 9, on avisera.

Nous suivîmes à droite un long couloir et entrâmes dans la chambre n° 9. Un lit était préparé sur un large divan ; il y avait un lavabo avec un nécessaire de toilette, des photographies étaient disposées sur une table à écrire. Sans se gêner, mon guide ouvrit plusieurs tiroirs de la table et, trouvant une grande boîte de cigarettes, m'en offrit et en prit une. Nous attendîmes environ une demi-heure et j'entendis sonner quatre heures. Enfin, la porte s'ouvrit, je vis entrer un grand homme maigre, en tenue semi-militaire, le revolver au côté. Il dit :

— Cederholm Boris-Léonidovitch ?

Je répondis :

— C'est moi, Cederholm Boris-Léonidovitch.

L'homme me toisa du regard :

— Venez et marchez devant moi.

De corridor en corridor, nous arrivâmes devant une cellule où mon guide me jeta d'une poussée brutale. Instinctivement, je reculai : je me trouvais dans une chambre oblongue, dont le sol bétonné était légèrement en pente. Des lampes électriques, munies d'abat-jour blancs, répandaient une lumière aveuglante. Le sol était couvert de taches, l'air était saturé d'une odeur de phénol, des caisses étroites, qui ressemblaient à des cercueils, étaient posées contre le mur. A peine quelques secondes s'étaient-elles écoulées que mon guide, qui me tenait par le coude, m'entraîna dans le corridor, en murmurant, comme s'il se parlait à lui-même :

— Diable ! je me suis trompé ! nous avons pris le mauvais couloir ! (1)

Tout cela n'avait été qu'une comédie et l'exclamation du tchékiste faisait partie d'un scénario aussi naïf que grossier. Le pire ivrogne ne se serait pas trompé de chemin à ce point.

La pièce où il m'entraîna ressemblait à une salle de garde : une pyramide de fusils était dressée près du mur, auquel étaient suspendus plusieurs revolvers dans leurs étuis et des rubans de mitrailleuses. Messing était assis à une grande table à écrire, en compagnie de Chotaka et d'un gros homme en civil, au type juif. A peine étions-nous entrés que Messing, s'adressant au tchékiste, dit sur un ton mécontent et brusque :

(1) Il s'agit ici d'une chambre d'exécution, d'une chambre « d'horreur », qu'on montre à M. Cederholm, afin de le terroriser et où le gardien l'amène soi-disant « par erreur ».

— Comment se fait-il, camarade, que vous ayez mis tout ce temps à venir ?

L'homme, récitant un rôle appris d'avance, répondit :

— Je me suis trompé de corridor, camarade : nous nous sommes trouvés dans la chambre bétonnée.

Messing haussa les épaules et me fit signe de m'asseoir à la table.

Messing. — Votre instruction sera close aujourd'hui. Il ne dépend que de vous d'améliorer votre sort, peut-être même de retrouver la liberté. Vous savez ce qui vous attend? Dix ans au moins de complet isolement, sinon même la peine capitale.

Moi. — Vous ferez ce qui vous plaira. Mais vous n'obtiendrez rien de moi par l'intimidation. Je vous conseille de garder vos méthodes d'instruction pour les vieilles filles.

Messing m'interrompit brutalement :

— Vous êtes un fou ! Un orgueilleux et un fou ! Personne ne songe à vous intimider. Votre affaire sera examinée par le collège central de la Tchéka, à Moscou. Il n'y aura pas de jugement, car l'affaire est suffisamment claire... Mais je vous avertis que votre femme a obtenu un visa l'autorisant à se rendre en U. R. S. S. Faites bien attention : elle pourrait arriver trop tard.

Ce fut désormais mon cauchemar : je connus la plus atroce souffrance morale. La pensée que ma femme pouvait arriver d'un moment à l'autre, qu'elle avait déjà peut-être été arrêtée à la frontière, ne me quittait pas. Le cœur serré, j'écoutais les pas du surveillant dans le couloir ! A chaque instant, il me semblait qu'on venait me chercher, pour me conduire dans le cabinet du juge d'instruction, que j'y verrais surgir brusquement ma malheureuse femme... On ne ferait que me la « montrer », pour me convaincre qu'il n'y avait pas de salut possible pour moi en dehors d'une complète soumission aux ordres de la Tchéka.

Boris Cederholm.

Traduit par Mlle Iswolsky.

*(A suivre.)*

# SOUVENIRS D'UNE PETITE FILLE

## *DEUXIÈME SÉRIE*

### IV [1]

### JE SUIS RENVOYÉE !

Boigne!... Ce nom m'était presque familier. Où donc l'avais-je souvent entendu ?... Au bout d'un instant, je me souvins. Grand père et l'oncle Adolphe avaient, à plusieurs reprises, parlé du comte de Boigne devant moi... C'était un général Savoisien, une manière de héros qui avait fait, aux Indes, je crois, des choses extraordinaires comme bravoure, intelligence et habileté... Grand père l'admirait beaucoup.

— Il n'a eu qu'un tort, avait déclaré un jour l'oncle Adolphe, ça a été d'épouser cette petite poison d'Osmond...

La comtesse de Boigne demeurait rue d'Anjou, ou d'Aguesseau, je crois, enfin dans une rue voisine du faubourg Saint-Honoré, et pas loin du tout de la Madeleine, mais Mme d'Esclignac prit un fiacre pour y aller. La duchesse ne me plaisait pas beaucoup, mais elle ne m'intimidait pas du tout. Je trouvais qu'elle avait l'air d'un ouistiti. Et, tandis que nous roulions, laissant de côté toutes les recommandations qui m'avaient été faites de ne jamais parler la première, je lui demandai, sans aucun embarras :

— La comtesse de Boigne chez qui nous allons, c'est-y une demoiselle d'Osmond...

*Copyright by* Gyp, 1928.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 août et 1er septembre.

— Parfaitement ! dit la duchesse étonnée, vous la connaissez ?

— Oh non !... Mais j'ai entendu parler d'elle souvent.

Et comme les explications me semblaient volontiers superflues, j'achevai seulement :

— Par des amis de son mari...

— Alors, observe en souriant Mme d'Esclignac, vous n'avez pas dû en entendre dire de bien ?

— Dame, non !

— Dans tous les cas, c'est une des femmes les plus intelligentes qui soient... et ce qu'elle a pu être jolie !... Regardez-la bien, vous allez voir une des célébrités du gouvernement de Juillet... Mais, au fond, ça t'est bien égal !... Tiens ! je vous ai tutoyée ! Ça m'est plus commode de te tutoyer... tu permets ?

— Oh ! madame !

— Toi, appelle-moi ma tante, ça fait mieux ! D'ailleurs, tu es la nièce de ton oncle qui a été mon gendre... Par conséquent...

Comme elle a de la peine à sortir de son explication, elle achève :

— Et puis, flûte !

Nous sommes arrivées. J'entre derrière ma nouvelle tante dans un salon sombre et qui me semble assez laid. Dans un grand fauteuil il y a un petit tas amorphe. C'est la comtesse de Boigne. Dans un autre fauteuil est assis un abbé que je reconnais. C'est l'abbé de Girardin, le frère de la comtesse de Ludre, que j'ai aperçu aussi chez la baronne du Montet. Il a de l'esprit, comme elle, et, comme elle aussi, il enlève, parfois, le morceau d'un air ingénu ou absent. La duchesse me présente au petit tas, et j'entrevois, dans un fouillis de dentelles et de rubans, un visage fané et alourdi, mais bien vivant, tandis qu'une petite voix presque jeune me dit :

— Asseyez-vous, mademoiselle.

Depuis que nous sommes à Paris, on m'a rhabillée en petite fille. J'ai une vilaine petite robe à carreaux et un affreux grand chapeau de paille d'Italie. Je sais que je dois faire peine à voir.

— Comment trouvez-vous le dernier des Mirabeau ? demande la duchesse d'Esclignac.

Mme de Boigne m'examine et dit avec indifférence :

— Très bien. Quel âge a-t-elle ?

— Douze ans...

— Elle est grande... Elle sera très grande !

Je le voudrais bien !... C'est même la seule chose que je me souhaite physiquement. Mais je sais que Mme de Boigne se trompe. Les petits chiens qui doivent grandir ont des grosses pattes, et moi j'ai des petits pieds...

— Vous ne savez pas, dit encore la duchesse dont les yeux brillent au fond de leur cercle bistré, elle a beaucoup entendu parler de vous, cette petite !

Le petit tas se tourne plus aimablement vers moi et demande :

— Ah ! vraiment !... Par qui donc ?

Elle me déplaît décidément, la vieille dame ! Je réponds d'un ton pointu :

— Par des amis du général de Boigne...

Elle ricane :

— Le général !... Il n'était pas général en France, monsieur de Boigne !

— Je ne sais pas, madame, mais c'est comme ça que je l'ai toujours entendu appeler par ceux qui parlaient de lui...

— Quels sont ceux-là ?

— Mon grand père et mon grand oncle...

— Le colonel de Gonneville et M. de Bacourt... explique la duchesse.

Mme de Boigne semble se réveiller et questionne :

— Bacourt ?... l'ambassadeur ?

— Oui, madame...

— Ah !... mes compliments ! Vous avez un grand oncle qui est universellement connu...

Puis elle demande à la duchesse d'un air ironique qui m'agace :

— Est-ce qu'il habite toujours Berlin et Sagan ?

C'est moi qui réponds sans me soucier de couper la duchesse qui allait parler.

— Ni l'un ni l'autre, madame ; il habite Bade ou Nancy...

La comtesse de Boigne adresse un clignement d'œil à Mme d'Esclignac et conclut :

— Oui... C'est la même chose... Il n'y a rien de changé...

Puis elle se tourne vers l'abbé de Girardin.

— Vous qui allez à Nancy, monsieur l'abbé, vous devez connaître M. de Bacourt ?...

— Je le connais en effet. Il vient de temps à autre dans une maison où je l'ai rencontré...

— A propos de Nancy, questionne encore Mme de Boigne, vous ne connaîtriez pas une héritière pour mon neveu?

— Pourquoi à propos de Nancy? dit la duchesse.

— Parce qu'on nous avait parlé d'une demoiselle Sanié...

Je dis :

— Jenny!

— Oui, Jenny!... Vous la connaissez?

— Elle est au Sacré-Cœur avec moi... mais dans les grandes... Elle n'est même plus pensionnaire, elle habite seulement le couvent.

— Oui... Eh bien! nous sommes arrivés trop tard...

Je demande, consternée à la pensée de ne plus revoir Jenny :

— Oh!... elle est mariée?

— Elle va l'être... répond Mme de Boigne.

Et s'adressant à moi :

— Y a-t-il beaucoup de jeunes filles à Nancy?

— Beaucoup, je ne sais pas... mais il y en a.

— De riches?

— Je ne sais pas!

— De jolies?

— Oui.

Et, sans y être invitée, j'énumère :

— Il y a d'abord Louise de Beaufort, qui est la plus jolie de toutes... et puis Marguerite d'Hautefort, Amélie de Ludre...

— Amélie de Ludre n'est pas jolie, dit l'abbé de Girardin.

Je regimbe :

— Pas jolie régulièrement... pac' qu'elle a un nez comme le mien... mais l'est jolie quand même... Et elle a une taille!

— Elle est un peu effacée...

Je suis furieuse! Amélie est celle que je connais le plus et que j'aime le mieux. Elle est délicieuse pour moi, et comme elle a dix-huit ans et que j'en ai douze, je suis très flattée de cette gentillesse et reconnaissante aussi. Je regarde de travers l'abbé. Et je me dis que je le connais, mais qu'il ne sait pas que je sais qui il est. Il ne m'a certainement jamais distinguée parmi les autres enfants qui grouillent quelquefois dans le grand salon de Mme du Montet. Alors, je réponds :

— Effacée, oui... pac'que Mme de Ludre s'asseoit dessus...

L'abbé de Girardin fait un nez, et proteste en s'adressant à Mme de Boigne :

— Ne croyez pas ça !... Jamais ma sœur n'a...

Alors, j'interromps d'un air désolé :

— Oh! monsieur l'abbé, j'vous d'mande pardon. Je n'savais pas que Mme de Ludre était vot' sœur... D'ailleurs ça n'empêche pas qu'elle soit dure pour Amélie !

— Jamais, dit l'abbé qui, en ce moment, ressemble terriblement à Mme de Ludre, jamais ma sœur n'a été méchante pour ma nièce...

Mais je m'entête :

— L'a même pas d'feu dans sa chambre...

— Parce qu'il ne lui plaît probablement pas d'en faire...

— Non... pac'qu'y a pas de cheminée!... Et des robes! elle n'en aurait pas non plus, si son frère lui en donnait pas de temps en temps... Lui, il est très gentil pour elle... mais l'est jamais là...

Mme de Boigne s'est désintéressée totalement de l'abbé de Girardin et de moi. Ramenée au passé par la conversation précédente, elle parle maintenant rageusement, haineusement, de son mari. Elle fait à la duchesse un tableau sinistre du martyre enduré près de ce vieillard. Mais le vieux petit ouistiti ne veut pas avoir l'air de s'en laisser conter. Elle riposte, féroce et aimable :

— Avouez qu'il n'a pas été long, le martyre!... et que Boigne a bien fait les choses...

— Eh bien! me dit la duchesse en sortant de la maison, te plaît-elle, Mme de Boigne?

— Non, madame...

— Je t'ai dit de m'appeler ma tante... Qu'est-ce que tu lui reproches?

— Oh! rien! Elle est pas sympathique, voilà tout... Vous l'aimez, vous mad... ma tante?

— A la bonne heure!... mais oui... je l'aime assez!

— Vous avez pas l'air!

— Pourquoi?

— Parc'que vous lui avez placé comme ça des tas de p'tites choses...

— Quelles petites choses?

— Ben, pour son martyre et son mari...

La duchesse rit. On sent que cette vieille femme s'intéresse passionnément à la vie et qu'un rien l'amuse. Elle me dit, satisfaite :

— Ah!... tu t'en es aperçue! A propos de ça, dis donc, toi, tu l'as fait exprès pour l'abbé, hein?... Dis la vérité?

— Oui, ma tante!

— Ça aura servi à quelque chose... car j'ai bien vu à sa tête qu'il ne savait pas pour la chambre sans feu...

— Il ne devait pas le savoir... je crois qu'il va pas souvent voir Mme de Ludre. Et, bien sûr, on ne lui a pas montré la chambre d'Amélie... tout en haut, pas d'rideaux, un sale plancher tout dévoré...

Où demeurait Mme d'Esclignac, je ne pourrais pas le dire. Le trajet en fiacre me parut très court. A la femme de chambre qui nous ouvrit, ma nouvelle tante demanda :

— Est-ce que M. Archambault est là?

— Oui, madame la duchesse...

Archambault était un grand garçon qui paraissait avoir beaucoup plus de seize ans. Ce jour-là, je ne connus que son prénom. Je sus ensuite que c'était un Talleyrand et je devais le retrouver plus tard. Il appelait aussi la duchesse, « ma tante »... mais je venais de faire l'expérience que ça ne prouvait rien.

Après le dîner, Archambault alla chercher un fiacre et j'entendis la duchesse qui disait au cocher en y montant :

— Au Cirque!

C'était au Cirque que nous étions allés la veille. Mais j'y arrivai sans aucune appréhension. Je ne connaissais, des théâtres de Paris, que les Français et l'Odéon, où le spectacle change chaque jour, et à Nancy, c'était la même chose. Je ne soupçonnais donc pas que j'allais voir ce que j'avais vu la veille. Mais quand j'entendis *V'là l'bataillon d'la Moselle en sabots*, je compris que j'allais entendre aussi *la Vengeance corse*. En effet l'écriteau l'annonça et dès le commencement de la mise en scène l'envie de rire me reprit.

Car il y avait une mise en scène!... Darcier, qui avait, je pense, quarante ans et qui était un solide bonhomme, arrivait costumé, soi-disant, en vieux Corse. Il avait des chiffons tenus

autour des jambes par des ficelles et se drapait dans un grand manteau vert. Sur son chapeau tyrolien se dressait une plume d'aigle qui avait l'air d'oie, et il s'avançait à pas chancelants, appuyé sur l'épaule du petit matelot qui représentait le fils auquel il confiait sa vengeance. Je louchai sur Archambault. Il regardait avec indifférence ces préparatifs qui déjà me paraissaient très ridicules. Qand arriva le terrible refrain :

Va droit à lui, courage! audace!

Je commençai à rire assez discrètement pour n'être pas remarquée. Mais le :

Va droit à lui, pense à ta sœur!

me fit perdre toute retenue. Alors, Archambault se mit à rire aussi et je lui en sus un gré infini.

— Ah! çà, demande la duchesse étonnée, qu'est-ce que vous avez donc tous les deux?

Puis, quand elle aperçoit les regards hostiles du public, quand elle se rend compte que nous faisons franchement scandale, alors elle se lève et nous fait sortir.

— Petite sotte!... Espèce d'imbécile!... Vous mériteriez d'être giflés...

— Pardon, tante! dit Archambault gentiment, on ne le fera plus...

Puis, comme il connaît bien la duchesse, il conclut :

— Maintenant, conduisez-nous prendre des glaces...

Quand sa crise de goutte fut passée, l'oncle Gabriel m'annonça qu'il se chargeait de moi pour la soirée. Nous irions dîner à la Taverne anglaise, rue Boissy-d'Anglas, puis à un théâtre quelconque. Il me fit commander le dîner et me dit :

— Qu'est-ce que tu bois?

— Du vin, mon oncle!

— Rouge ou blanc?

— Rouge...

Il commanda un demi-carafon de vin et m'en versa à peu près la moitié d'un verre. Comme il reposait le carafon sur la table, je lui dis :

— Et vous?... vous ne buvez pas?...

— Moi, je ne bois que de l'eau...

Il prit la carafe et, avant de se servir, voulut verser de l'eau dans mon vin. Je l'arrêtai brusquement.

— Oh ! non ! je bois du vin pur...

— Pur ? répéta mon oncle stupéfait, pur !.. toujours ?... tout le temps ?

— Oui... tout le temps...

En effet, comme je détestais l'eau rougie, on me donnait toujours du vin pur. Je détestais également l'eau toute seule. Je ne buvais que du vin à table et du lait entre les repas. D'ailleurs, je n'avais jamais soif. Je ne buvais que parce qu'on le voulait.

L'oncle Gabriel me regarda boire mon premier demi-verre et me dit en riant :

— Mâtin !... tu siffles bien ça !... Tu es comme ton père... Moi, je n'ai pas osé... J'avais trop peur de faire comme Tonneau. Alors, je n'ai bu que de l'eau toute ma vie...

Puis, il conclut :

— Et j'ai tout de même trouvé moyen d'avoir la goutte... C'est le seul héritage que le grand père nous ait laissé...

En sortant du restaurant, il héla un fiacre et m'y fit monter.

— Au Cirque ! dit-il au cocher.

Puis, se tournant vers moi :

— Je ne savais où te conduire... Il y a quinze ans que je ne suis pas sorti le soir... Mais il paraît qu'il y a au Cirque un très joli spectacle. On y a mené le petit Castellane et il s'y est beaucoup amusé...

J'allais dire : « Oh ! je vous en prie, pas au Cirque !... » mais il achève :

— Alors, tantôt au Club, j'ai fait retenir deux places...

L'oncle avait pris des places. Il n'était plus temps de protester.

En entrant au Cirque, il déclara d'abord :

— Ce que ça pue ici !

Puis, au bout d'un instant, il s'amusa beaucoup. Comme il me l'avait dit tout à l'heure, depuis plus de quinze ans, il n'était pas sorti le soir. Il s'attendait à voir tourner en rond un gros cheval, avec dessus une écuyère en robe de gaze qui traverserait des cerceaux et ne soupçonnait pas la pièce à grand spectacle. Je vis qu'il était complètement empoigné. Il regar-

dait de tous ses yeux. Darcier l'enthousiasma et, pendant l'entr'acte, il affirma convaincu :

— Il est superbe, ce bonhomme-là !

Je pensais en tremblant à ce qui allait suivre, et je crus prudent d'avertir vaguement l'oncle pour le cas probable où je rirais encore. Alors je dis :

— Vous savez, mon oncle, pendant la seconde partie du spectacle, il chante encore, Darcier, mais il chante quelque chose qui est beaucoup moins bien... une espèce de machin ridicule.

— Comment le sais-tu ?

— Pac'que j'suis déjà venue ici avec Grand père... et avec la duchesse d'Esclignac...

— Ah !... je suis désolé !... Alors, ça ne t'amuse pas ?

— Mais si, beaucoup... il n'y a que cette malheureuse *Vengeance corse*... enfin, la chose qu'on va chanter... elle me fait un drôle d'effet... alors j'aime mieux vous le dire d'avance... pour que, si je ris...

— Eh bien ! quoi, si tu ris... tu riras...

Rien qu'en entendant glisser la planchette qui annonce le numéro à venir, j'eus envie de rire déjà. L'attitude attentive et respectueuse de mon oncle, que je guettais à l'entrée de Darcier, augmenta cette envie. Il s'amusait comme un petit garçon et semblait savourer les paroles de la romance. Et quand, au refrain, il m'entendit pouffer, il se tourna vers moi stupéfait et furieux :

— Ah ! çà !... tu es donc bête ! C'est très beau !

Jusqu'au bout de la représentation, il me fit une tête. J'avais évidemment baissé dans son esprit. Mais, à la fin, j'eus ma revanche. En défilant à la sortie, un superbe monsieur, qui accompagnait une jolie femme très peinte, en toilette très voyante, tapa sur l'épaule de mon oncle, qu'il dépassait de beaucoup plus de la tête :

— Comment, Mirabeau, vous n'êtes pas couché ? Quel miracle !

— En effet, dit l'oncle en riant, c'est que j'ai amené ma petite nièce au Cirque... et, ma foi, je ne regrette pas ma soirée !... Darcier a vraiment une voix admirable...

— Oui... Quel dommage qu'on lui fasse chanter des inepties pareilles !... Ça n'a pas de nom !

J'étais ravie. Je demandai à mon oncle :

— Quel est ce monsieur ?

— C'est le duc de Hamilton...

— Et la dame ?

— C'est Car...

Il s'arrêta et, après une courte hésitation, il acheva :

— Je ne la connais pas !

Le soir où ce fut mon oncle Édouard qui se chargea de moi, il vint dîner avec nous à l'hôtel. Grand père et ma mère allaient passer la soirée chez des amis.

En sortant, je lui demandai tout de suite :

— Est-ce que vous avez déjà des places pour un théâtre, oncle Édouard ?

— Je t'ai déjà dit plusieurs fois de m'appeler Édouard tout court... tu entends ?

— Oui... vous êtes le contraire de la duchesse d'Esclignac, vous !... Elle, elle veut que j'l'appelle « ma tante » et elle est pas ma tante... Vous, vous êtes mon oncle, et vous voulez pas que j'vous appelle mon oncle...

— Fais c'que j'te dis... Je ne suis pas assez sérieux pour qu'on m'appelle mon oncle. Ça me fait l'effet d'un blasphème. Tout le monde m'appelle Édouard. Pourquoi me demandais-tu si j'ai des places ?... Il y a un théâtre où tu veux aller ?

— Non !... au contraire y en a un où je voudrais ne pas aller...

— Lequel ?

— Le Cirque.

— Tiens !... Ben, tu fais bien de me le dire !... C'est justement là que j'allais te mener !

— J'm'en doutais, et j'y ai été trois fois.

— C'est beaucoup, mais quand un spectacle est à la mode on s'y rue... c'est toujours comme ça !... Il fait beau !... veux-tu que nous allions à un café chantant des Champs-Élysées ?

Édouard me plaisait beaucoup. Je m'étais habitué tout de suite à sa laideur cocasse, qui m'avait si fort étonnée à Nantes. Et il était si gai, si bon garçon, si amusant ! Il me promettait :

— Si ta Grand mère m'invite, j'irai sûrement te voir à Nancy...

J'étais déjà allée au café-concert avec Grand père l'année précédente. Je crois bien que ce fut aux *Ambassadeurs* que mon oncle me mena cette fois. A l'instant même de notre entrée, une voix partie de la terrasse du restaurant cria gaiement :

— Ah ! voilà Édouard !

Je levai le nez et je vis, sur la terrasse, des hommes en habit et des femmes très élégantes qui dînaient à des petites tables. Plusieurs se levèrent et agitèrent leurs serviettes, tandis que des voix entonnaient en chœur sur l'air de *Tiens ! voilà Mathieu !*

Tiens ! voilà Édouard ! Comment vas-tu, ma vieille?
Tiens ! voilà Édouard ! Comment vas-tu, mon vieux?

— Sont-ils bêtes, ces animaux-là !... dit Édouard à moitié riant, à moitié fâché.

Je remarquai, répondant à ce qu'il avait dit tout à l'heure:

— C'est bien vrai c'que vous disiez, qu'tout l'monde vous appelle Édouard !

Il voulait s'asseoir au bout le plus éloigné de la terrasse, mais il n'y avait pas de place, et il nous fallut revenir sur nos pas. D'où nous étions, on voyait les dîneurs, et ils attirèrent mon attention beaucoup plus que le spectacle. Avec ma lorgnette je les voyais admirablement. Et, tout de suite, je remarquai au premier rang, la dame qui était au Cirque avec le duc de Hamilton. Elle avait une robe mauve et, au corsage, des liserons d'argent. C'est tout ce que l'on voyait nettement d'elle quand elle se penchait au-dessus de la balustrade : à travers les barreaux on devinait les flots mousseux des volants. Certainement l'oncle devait la connaître. C'était une de celles qui s'étaient levées en criant : « Voilà Édouard ! » Alors, je questionnai :

— Quelle est la dame qui dîne là-haut?

— Laquelle ?

— La mauve qui a des boucles blondes?

— C'est Caroline Hassé.

Comme il avait levé le nez vers la terrasse, une femme assise à la table voisine salua de la tête en souriant. Je demandai :

— C'est à vous qu'elle a dit bonjour ?

— Oui, c'est à moi...

— Qui est-ce?

— C'est Constance...

Une autre femme encore fit signe de la main. Je dis :

— Et celle-là?

— C'est Mme Ugalde...

— Mais vous les connaissez donc toutes?

Édouard se mit à rire et répondit :

— Ma foi, à peu près!

Avec chacune des belles dames, il y avait un ou plusieurs hommes, qui avaient salué l'oncle de la main, eux aussi. Alors je demandai encore :

— Et les hommes?... C'est qui?

— C'est Demidoff, Grammont-Caderousse, Karageorgevitch, d'Osmond...

Pendant ce temps, un chanteur qui figurait les gommeux d'alors, avec de larges manches d'où sortaient d'énormes manchettes et un pantalon à pieds d'éléphant, — il s'appelait, je crois, Libert, — chantait :

J'm'appelle Popaul, j'demeure à l'entresol!

ou peut-être :

J'suis l'a... j'suis l'a... j'suis l'amant d'Amanda!

(Il est possible que je confonde les scies qui avaient cours chaque année.)

Au moment où nous sortions du café, une femme passa à côté de nous avec un homme très élégant et dit à mon oncle en riant :

— Tu disais que tu étais à la recherche d'une situation sociale... Alors ça y est!... Tu t'es fait bonne d'enfants...

Et le monsieur ajouta :

— Compliments, mon vieux!

— Celui-là, me dit Édouard, c'est Romeuf, un bon ami à moi.

— Et la dame?

— C'est Augustine Brohan.

Il ajouta, avec un peu d'embarras :

— Dis donc... il est inutile de raconter à la famille que je t'ai nommé tous ces gens-là... ni que je leur ai dit bonjour... parce que... parce que... les dames surtout... ce ne sont pas des vraies dames...

— Alors, c'est quoi?

— C'est des... demi-dames... Tu me ferais gronder si tu disais que je leur ai parlé...

— Gronder?... par qui?

— Par Gabriel.

— L'a l'droit d'vous gronder, l'oncle Gabriel?

— Mais oui! dit Édouard qui, si bohême qu'il fût, avait le respect des traditions, il est l'aîné.

Est-ce pendant ce séjour d'automne ou seulement au printemps suivant que mon oncle Gabriel me conduisit aux courses, je ne m'en souviens plus exactement. Mais j'ai encore dans les yeux les moindres détails de cette éblouissante journée. Les courses, à leur début, étaient vraiment au point de vue de l'élégance ce qu'il y avait de plus joli et de plus complètement chic. A la chute de l'Empire, elles se sont embourgeoisées d'abord et encanaillées ensuite. Mais lorsque le pesage, très fermé, n'admettait dans sa petite enceinte que le dessus du panier, le coup d'œil était tout à fait charmant. Si quelque brebis galeuse ou quelque parvenu de la veille s'y faufilait, la curiosité dédaigneuse qui les poursuivait, l'isolement où on les laissait avaient vite raison de leur malencontreuse audace.

Les plus jolies femmes, les plus jolies voitures, les plus jolies toilettes, se donnaient rendez-vous à Longchamp. C'est là que Worth, — qui régnait sans partage alors, — lançait ses modèles. Je crois que Laferrière commençait à peine à exister. Plus tard il y eut lutte à peu près égale entre les deux maisons; Worth triomphait le soir et Laferrière au Bois et aux courses. Mais l'année où je découvris le charme de Longchamp, on ne parlait encore que de Worth.

Mon oncle m'emmena déjeuner chez Mme de Persan, et me conduisit bien avant l'heure à la porte du pesage pour me faire assister à l'arrivée de l'Empereur et de l'Impératrice, en daumont. Les voitures de la Cour étaient merveilleusement attelées. Le général Fleury n'avait son pareil dans aucune cour. La beauté des voitures impériales fit, dit-on, l'admiration et l'envie de la reine Victoria quand elle vint à l'exposition de 1857.

Ce jour-là, l'Impératrice, que je n'avais jamais vue encore de près, me parut magnifiquement belle. Elle avait une robe bleue et un chapeau blanc. Bien laide la robe, et bien lourd le chapeau,

duquel sortait, par derrière, une énorme cascade de boucles blondes qui tombaient jusqu'à la taille et cachaient complètement le dos. L'ombrelle, verte comme toujours, était ornée d'une frange. Ce qui frappait surtout dans l'Impératrice, c'était son teint éblouissant, d'une nuance toute particulière, vraiment rose thé. Mon oncle ne salua pas l'arrivée des souverains, et j'en fus très choquée. Il regarda l'Empereur comme s'il le voyait pour la première fois et dit :

— Il est bigrement laid !

Je répondis d'un ton pointu :

— Je ne trouve pas !

Plus tard, mon oncle me fit passer à plusieurs reprises devant la tribune impériale. A chaque tour nouveau, il me demandait :

— As-tu assez vu ?

Et je répondais :

— Non !

L'aspect de la tribune était animé et brillant. Il y avait tout le corps diplomatique et beaucoup de jolies femmes. Jolies ?... Elles ne l'étaient évidemment pas toutes. La duchesse de Bassano n'était plus jeune et la princesse d'Essling était déjà vieille... Parmi les autres dames d'honneur, il y avait, si l'on peut ainsi dire, un certain flottement. La marquise de Las Marismas, merveilleusement jolie, m'emballait beaucoup plus que l'Impératrice. Elle avait conservé la coiffure Louis-Philippe ; des boucles d'un blond cendré infiniment rare descendaient, soyeuses et brillantes, le long de son visage si fin et si doux. C'était un rêve ! La comtesse de Montebello, que mon oncle alla saluer quand elle vint voir le vainqueur de la course, était belle et avait grand air ; la comtesse de Pierres était charmante et la marquise de La Tour-Maubourg me parut majestueuse. La baronne de Malaret et la comtesse de Lezay-Marnesia me semblèrent quelconques.

J'expliquai à mon oncle que j'aimais mieux les dames d'honneur dans la tribune que quand elles circulaient, parce que, dans la tribune, on ne voyait pas les affreuses cages qui me faisaient positivement horreur. Il me répond distraitement :

— Oui... C'est sans intérêt... Ces femmes-là ne comptent pas !

Et, voyant mon air étonné, il achève :

— Du moment où elles font partie de la troupe de Badinguet, c'est fini... mondainement, elles n'existent plus !

Ça m'agace énormément d'entendre appeler l'Empereur Badinguet. J'aime sa figure triste et ses yeux voilés. Je lui trouve l'air très bon et un peu malheureux. Depuis le commencement des courses, c'est lui que j'ai lorgné dans la tribune impériale, plus que l'Impératrice et les dames. L'Impératrice est très belle, mais je l'ai vite assez vue, tandis que l'Empereur, je ne me lasse pas de le regarder, et il s'en faut pourtant qu'il soit beau !

Alors, à l'observation de l'oncle qui déclare que, mondainement, les dames d'honneur n'existent plus, je réponds aigrement :

— Mondainement, ça m'est égal. Vénus et Diane n'existent pas non plus mondainement, et ça ne les empêche pas pour ça d'être jolies...

— Tiens ! c'est vrai ! me dit ironiquement mon oncle, tu es Badinguiste !... Une Mirabeau ! Tu devrais avoir honte.

Je n'ai pas honte du tout, mais je ne proteste pas. Je déteste les discussions inutiles. Un grand brouhaha se produit. C'est un prix important qui va être couru. Les femmes grimpent sur des chaises. C'est un océan de cages qui se balancent, montrant des jambes qui me semblent courtes et lourdes pour la plupart. Que les tailles de ce temps-là fussent en général sans grâce, trop minces entre des poitrines rebondies et des hanches étoffées, cela s'explique par la déformation du corset qui les faisait telles que les voulait la mode. Mais les jambes avaient alors, d'une façon générale, un aspect uniforme de rondeur tassée qui me semble inexplicable aujourd'hui.

Quand la course eut pris fin, plusieurs femmes étaient descendues précipitamment de leurs chaises. Je ne dis pas « avaient sauté », car, avec les corsets durs, à longs buscs, les mouvements manquaient plutôt de souplesse et de rapidité.

Mais cette descente démasqua une paire de jambes que je n'avais pas vue encore : des jambes fines, musclées, spirituelles, avec des chevilles invisibles et de jolis mollets placés très haut, qui sortaient d'un petit pantalon très court garni d'un volant de dentelle, des jambes exquises, habillées de bas de soie à peine rosés. Des jambes, je remontai à la taille, délicieuse aussi. Mince sans être exagérément fine, libre et dégagée, elle conti-

nuait un dos creux et charmant. Le cou long et flexible sur lequel se tordaient de beaux cheveux d'un blond chaud, la tête, petite, coiffée d'un chapeau discret, tout cela faisait un ensemble vraiment délicieux que je signalai à l'oncle.

— Ah ! à la bonne heure ! Voilà une jolie femme, oncle Gabriel !

La dame, qui nous tournait complètement le dos, ne pouvait rien voir. Mon oncle, la désignant nettement du bout de sa canne, me demanda presque bas :

— Celle-là ? en jaune ?

— Oui, en taffetas jaune... avec des rubans de velours noir...

— Tu la trouves jolie ? Bon, attends qu'elle se retourne !... Tu vas voir comme elle est jolie !

Et, précisément à ce moment-là, la dame se retourna pour appeler d'une voix haute et nasillarde :

— Richard !

Je faillis crier d'étonnement en voyant une affreuse figure canaille, avec les lèvres énormes et violacées et le nez épaté, spéciaux aux Juifs galiciens. Mon oncle me dit :

— Eh bien ! comment la trouves-tu ? C'est la princesse de Metternich, l'ambassadrice d'Autriche. Et voilà Richard qui arrive.

— Oui, dit un monsieur qui causait depuis quelques minutes avec mon oncle, il la trompe tant qu'il peut, mais il est docile comme un toutou.

Le prince de Metternich, — Richard, comme on disait volontiers, — était un beau monsieur à favoris qui avait l'air quelconque et distingué. Quoique la princesse fût sa nièce, ils semblaient très proportionnés d'âge.

Derniers arrivés du corps diplomatique, les Metternich avaient conquis la première place aux Tuileries et dans l'esprit de l'Impératrice que Mme de Metternich menait par le bout du nez.

L'Empereur, lui, ne fut jamais dupe des Metternich. Froid, réfléchi, et naturellement clairvoyant, il découvrit tout de suite le médiocre et l'intrigante sous le vernis bon enfant du ménage autrichien.

A douze ans que j'avais alors, et dans ce seul après-midi des courses, je pus me rendre nettement compte de la différence de popularité des souverains.

Au retour, mon oncle me fit asseoir à l'entrée de l'avenue de l'Impératrice, où passaient forcément toutes les voitures et tous les piétons qui rentraient à Paris. Là, je vis des bonshommes essoufflés, qui avaient manqué le passage de la daumont impériale et qui se désolaient de n'avoir pas pu saluer l'Empereur. Le baron Adalbert de Talleyrand, — un de nos amis, officier de chasseurs, — qui était avec nous, dit en riant à un des coureurs :

— Et l'Impératrice, vous n'en parlez pas?

Il répondit nettement :

— L'Impératrice?... J'm'en f... !

Et comme ses camarades regardaient autour d'eux d'un air inquiet, il reprit :

— Ben, quoi? j'y ferais pas d'mal ! au contraire! mais sûr que j'aurais pas mouillé ma ch'mise pour la voir passer...

Les Talleyrand, du moins ceux de cette branche, étaient ralliés au régime impérial. Le frère d'Adalbert était alors ou fut peu après ambassadeur en Russie.

Talleyrand demanda encore :

— Alors, on l'aime bien, l'Empereur?

— Pour sûr qu'on l'aime, pac'que c'est un chic type!... et pas fier!

— Vous voyez, Mirabeau, dit Adalbert à mon oncle qui était visiblement vexé, et qui répondit en ricanant :

— Oh! vous!... il suffit que quatre pelés et deux tondus vous disent une chose en l'air pour que vous la croyiez dur comme fer.

Il faisait horriblement chaud et, depuis que la Cour était passée, l'oncle, qui ne pouvait plus être soupçonné de saluer, avait ôté son tuyau de poêle gris clair qu'il tenait à la main. Un des ouvriers regarda sa tête ronde et luisante comme une bille d'ivoire, et répliqua en souriant aimablement :

— Pour sûr que de c'qui est des pelés, mossieur s'y connaît mieux qu'nous aut's... N'empêche pas qu'on gobe l'Empereur! D'abord, c'est bien connu... v'n'avez qu'à questionner tous les ceuss qui passent, pis vous verrez bien c'que c'est qu'y vous diront...

Mon oncle rit pour le propos, qui s'adressait à sa tête chauve, et haussa les épaules en ce qui concernait la popularité de Napoléon III.

Alors Adalbert lui dit :

— Vous vous entendriez bien avec Marie...

« Marie », c'était la sœur plus âgée d'Adalbert de Talleyrand. Elle avait épousé un Anglais, M. Stanley. Mais mon oncle protesta avec véhémence :

— Jamais de la vie !... Elle est orléaniste, votre sœur !... Et les Badinguet valent tout de même plus cher que les Égalité !... Je l'aime bien, Marie ! mais il faut reconnaître qu'elle a de fichues opinions politiques !... A propos, vous savez qu'on déjeune chez elle jeudi ?... Le colonel de Gonneville, ma belle-sœur et ce crapaud-là...

— Et vous ?

— Ah ! non !... moi, je me défile !... La campagne et moi, nous ne nous harmonisons pas très bien...

Je demande craintivement à Adalbert :

— Est-ce que vous y serez ?

— Je tâcherai.

J'aime beaucoup Adalbert de Talleyrand qui est pour moi d'une bonté exquise. Je ne l'ai pas vu souvent. Peut-être trois fois depuis que je suis à Paris. Il est, je crois, le neveu de la duchesse d'Esclignac et le cousin de Mme de Persan. Il a trente-huit ans, des moustaches blondes et des yeux bleus. Mais il est énorme et sa sœur, Mme Stanley, que je n'ai fait qu'entrevoir, est encore plus grosse que lui. Le déjeuner chez elle à la campagne m'inquiétait, mais si Adalbert doit être là, je vais au contraire m'en réjouir.

Mme Stanley habitait, je crois, d'ordinaire à Sainte-Assise en Seine-et-Marne. Mais, cette année-là, on réparait sa maison et elle avait loué, à Saint-Leu, une habitation appelée le « Pavillon de la Reine Hortense », en souvenir du séjour de la reine de Hollande dans le pays. Il avait fallu se lever de très bonne heure pour prendre le train et j'étais engourdie et stupide. Pendant le trajet, Adalbert avait vainement essayé de me réveiller. Ce fut Grand père qui y parvint...

— Tu sais, mon petit Minou, c'est à Saint-Leu que nous allons.

— A Saint-Leu du prince de Condé ?

— Parfaitement !

— Oh !... Est-ce que je verrai le château ?

— Il n'y a plus de château, dit Adalbert : deux jours après la mort du prince, Mme de Feuchères y mit le feu pour éviter des constatations gênantes. Il ne reste que des coins du parc et de superbes potagers qui sont exploités par des gens du pays...

— Oh !... Grand père !... je voudrais voir le parc !

Pendant ma toute petite enfance, le drame de Saint-Leu m'avait intéressée passionnément.

L'assassinat du prince de Condé ; la vie intime de sa petite cour à Chantilly et à Saint-Leu ; l'accent anglais de Mme de Feuchères ; ses surnoms ; sa manie de jouer la comédie ou de réciter des vers en français en les écorchant, tout cela m'avait été raconté bien souvent par Grand père.

Naturellement, le personnage de Mme de Feuchères manquait un peu de corps et de précision. Il demeurait flou, mais précisément ce flou et cet inexpliqué m'emballaient par leurs airs mystérieux.

Je me souviens que je voulais faire partager mon enthousiasme à ma bonne Jeannette, qui me disait, embêtée, et gentille quand même : « Mais ne pensez donc pas toujours à la mort de ce monsieur que nous ne connaissons pas ! »

Vers 1855, époque à laquelle j'apprenais par cœur l'histoire du duc de Bourbon, personne ne croyait au suicide. La chute du gouvernement de Juillet, et aussi la prescription, avaient délié bien des langues. On accusait nettement Louis-Philippe. Néanmoins, Grand père me recommandait toujours de « ne pas froisser les orléanistes de connaissance ».

En arrivant au pavillon de la reine Hortense, Adalbert annonça tout de suite à sa sœur que j'avais envie de voir le parc de Saint-Leu.

— C'est facile ! dit Mme Stanley, tu l'y conduiras après le déjeuner.

Vers deux heures, Adalbert demanda à Grand père s'il voulait venir avec nous. Il refusa.

— Non... Ça me rappellerait des choses peu agréables... La dernière fois que je suis allé à Saint-Leu, Choulot m'avait fait part de ses craintes... La maison militaire redoutait ce qui est arrivé... Choulot, qui devait accompagner le prince en Angleterre, le pressait de partir, mais il s'était buté à cette idée d'emporter au moins un million en or, et ça ne se réalisait pas

en un jour... J'aime autant ne pas remuer tous ces vilains souvenirs...

— Tiens! dit tout à coup Mme Stanley à son frère, tu vas rester ici avec M. de Gonneville et Mme de Mirabeau, et c'est moi qui vais aller au parc avec la petite... Il faut que je commande les poires pour mes confitures. Je les avais complètement oubliées!

Désolée de ne pas aller avec Adalbert, je partis sans enthousiasme avec Mme Stanley. Elle était énorme, et marchait à tout petits pas. Il y avait à faire trois cents mètres à peu près. En route, elle me demanda :

— Pourquoi donc avez-vous si envie de voir Saint-Leu?

Surprise, n'osant pas répondre nettement, — puisque, au retour des courses, j'avais entendu mon oncle dire que Mme Stanley était orléaniste, — je bafouillai je ne sais quoi. Elle s'aperçut que ce n'était pas « ma manière », et questionna, soupçonneuse :

— Je parie qu'on vous a raconté sur la mort du duc de Bourbon des histoires à dormir debout?

Elle aussi disait « le duc de Bourbon », comme tout le monde à Saint-Leu.

Voyant que je ne répondais pas, elle reprit vivement :

— Qu'est-ce qu'on vous a dit?

— Qu'il a été assassiné...

— Mais c'est faux!... archifaux... Il s'est pendu! Ça ne fait pas question... C'est absurde, cette légende!... absurde!

Je ne répondis plus, nous arrivions et, tout de suite, Mme Stanley rencontra le jardinier qui lui fournissait ses fruits. Tandis qu'elle marchait en faisant sa commande, elle avisa un petit temple grec délicieux qui se détachait sur les arbres roux.

— Tiens!... Qu'est-ce que c'est que ça?... C'est nouveau?

— Oh! *més* non, madame la baronne, je l'ai toujours vu.

— Vous l'avez toujours vu!.. vous l'avez toujours vu!... Mais vous avez trente ans, mon garçon... Moi! je suis sûre que quand je suis venue ici pour la dernière fois, il y a au moins vingt ans, ce temple n'y était pas!

Comme l'homme souriait d'un air incrédule, Mme Stanley demanda :

— Est-ce que le père Martin est mort?

— *Més* non, madame la baronne!... même qu'il en a pas envie... L'habite toujours sa p'tite maison de l'entrée...

— Demandez-lui donc de venir ici, voulez-vous?...

Et pendant que l'homme se trotte, elle m'explique :

— Le père Martin a travaillé autrefois aux jardins du duc de Bourbon, il se rappellera bien que ce temple n'était pas là...

Le père Martin s'amène. Il a soixante-cinq ans environ et une bonne tête. Il reconnaît tout de suite Mme Stanley qui venait souvent autrefois voir des amis à Saint-Leu.

— Madame la baronne change pas!

— Merci!.. C'est pas comme le parc, alors... Il est nouveau, ce temple-là...

— Oh! *més* que non!

— Enfin, voyons!... il n'était sûrement pas là en 1840?

— Oh! *més* que si, madame la baronne... à preuve que c'est M. l'duc qui l'a fait bâtir lui-même, pas *biè* longtemps *devant* que le roi Louis-Philippe l'a fait suicider... ainsi, madame la baronne sait *biè*?

La bonne Mme Stanley ne dit rien, mais elle fait un nez! Moi, je marche à côté d'elle sans rien dire non plus. A la fin, elle me demande, gentiment, d'ailleurs :

— Vous êtes enchantée, n'est-ce pas, petite rosse?

Je retrouvai Grand mère avec joie, et le Sacré-Cœur avec plaisir. Est-ce en troisième, cette année-là, que j'eus Mme de Curel comme maîtresse de classe?... ou seulement l'année suivante, je ne me le rappelle plus exactement... J'ai le souvenir des plus petits détails, souvent les plus insignifiants du monde. Je revois un pâté sur la couverture d'un livre, une page déchirée, et je ne retrouve ni les dates, ni les noms, ni même les figures des élèves qui étaient de ma classe, mais non de mon pensionnat...

Quelles sont les jeunes filles que j'ai vues, en 1862 et en 1863, pendant trois heures chaque jour?.. Il m'est impossible de le dire aujourd'hui. Je sais que Mme de Curel demeura, sinon ma terreur, du moins ma bête noire, pendant tout le temps où le hasard nous rapprocha.

Je reconnais que jamais elle ne fut injuste avec moi. Mes notes furent toujours celles que je méritais. Mais elle avait une

façon d'être, irritante, qu'il est difficile de définir. Elle ne regardait pas, elle toisait. Elle interrogeait comme on accuse. Le jour où je cessai de la voir fut un jour heureux. Je ne sais plus si elle quitta le couvent de Nancy pour une autre Maison, ou si elle fut remplacée comme maîtresse de classe pour prendre d'autres fonctions... Il y a ici un trou dans ma mémoire. Ce qui est certain, c'est que, quand elle eut disparu de ma vie, je me reprochai de ne l'avoir peut-être pas jugée comme il aurait fallu. Je me demandai si j'avais compris cette religieuse qui n'avait peut-être que le tort d'être restée une « dame » au couvent. Pour la première fois, j'analysai quelque chose. La conscience remplaça un instant l'instinct. Je pensai avec chagrin : « Je l'ai crue méchante et c'est peut-être moi qui l'ai été. »

Mme de Curel fut remplacée par ce qu'on pourrait appeler « la maîtresse souffre-douleur ». Que s'est-il passé au cours de ces deux années qui se mélangent aujourd'hui dans ma tête au point que je ne discerne plus ce qui appartient à celle-ci ou à celle-là? Lucie de Landreville n'était plus là. Avait-elle déjà quitté le Sacré-Cœur?... Était-elle en seconde, alors que je redoublais la troisième? Ce qui est certain, c'est que Lucie n'était pas dans la classe du « souffre-douleur ». Si elle eût été là, elle m'eût empêchée de devenir l'être insupportable que je fus alors.

Dès le premier jour, nous avions toutes constaté l'insuffisance de la petite femme hésitante et amorphe, que l'on chargeait de tenir en main et d'instruire dix-sept petites filles de douze à seize ans. Ignorante et maladroite, le « souffre-douleur » était incapable de résister. Pour moi, ayant décidé que je ne pourrais rien apprendre de cette maîtresse qui savait certainement beaucoup moins que moi, j'avais pensé que le seul parti sage, c'était de rigoler. D'autres avaient jugé comme moi, sans qu'il y eût eu la moindre entente entre nous, puisque toutes, sauf moi, étaient du grand pensionnat, et que, non seulement je ne les voyais jamais en dehors de la classe, mais je ne savais même pas leurs noms.

La classe devint en peu de jours un lieu tout plein de gaîté. On parlait presque haut, on jetait des boulettes, on collait des sacs de papier que l'on remplissait d'air et qu'on faisait éclater sur la main à grand bruit, on fredonnait *la Patrouille*, chanson alors à la mode, apprise pendant les vacances avec les frères et les cousins :

Il était un'fois quatre hommes
Conduits par un caporal,
Qu'éprouvaient tous les symptômes
D'un embêt'ment général.

Et puis, vint le jeu des questions saugrenues. Comme ces questions indiscrètes étaient posées à propos de mots entendus en l'air, ou par des élèves qui les avaient posées de bonne foi dans leur famille, et qui avaient flairé que, si on n'y répondait pas, c'est qu'elles étaient scabreuses, et que, au fond, nous étions toutes parfaitement innocentes, personne ensuite n'insistait, on laissait tomber et on riait. Et le pauvre « souffre-douleur », rouge, tremblante d'effarement plutôt que de colère, se contentait de balbutier :

— Je préviendrai Mme Garabis... Il faut que Mme Garabis vienne se rendre compte...

Mais jamais la maîtresse générale ne venait et nous étions très convaincues, que le « souffre-douleur » ne l'avait jamais avertie. Pourtant, un matin, elle s'amena et ce fut sur mon dos confiant que le pétard éclata.

La voix grave, et le ton coupant, elle expliqua que depuis une demi-heure elle écoutait à la porte : qu'elle avait entendu parler, rire, et même fredonner des refrains et que, en présence de cette scandaleuse attitude, elle se voyait forcée d'exclure toutes les élèves de troisième de la retraite qui allait avoir lieu. Pour ma part, j'avoue en toute sincérité que cette punition m'enchanta. La perspective des heures de chapelle et surtout des sermons n'était pas pour me réjouir. Mais, quand même, je grognai presque bas :

— C'est pas juste!... Y en a qui n'ont jamais pipé...

« Pipé » provoqua un froncement de sourcils, mais Mme Garabis se tourna vers moi :

— Est-ce vrai? demanda-t-elle sèchement.

— Vrai de vrai!

— Pouvez-vous me nommer celles-là?

— Madame, j'peux pas les nommer, pac'que j'sais pas leurs noms, mais j'peux vous les montrer, si vous voulez...

— Comment! dit la maîtresse générale stupéfaite, vous ne savez pas les noms de vos compagnes?

— Mais non, j'suis du p'tit pensionnat, j'connais pas les grandes...

— Venez ici !

Mme Garabis me fit entrer avec elle dans l'intérieur du cercle formé par les bancs et je lui désignai les élèves demeurées sages. Il y en avait quatre dont elle prit les noms sur son petit livre à housse noire.

La fameuse retraite interdite aux élèves de troisième en révolte allait avoir lieu. Aux notes du samedi qui la précédèrent, Mme de Chalais annonça solennellement :

— Confiante dans le repentir des élèves de la troisième classe, nous levons la punition justement infligée, et leur permettons de suivre la retraite qui sera prêchée par le Révérend Père Jaxel.

Le Père Jaxel !... Le souvenir de l'unique sermon entendu deux ans plus tôt dans la chapelle des Jésuites avec Grand mère me revint tout de suite à l'esprit, et je pensai, consternée :

« Une retraite, ça dure huit jours !... ça va faire huit sermons !... Nom d'un p'tit bonhomme !... quelle déveine ! »

Deux ou trois jours plus tard, Mme Grandjean prit à part, à la récréation, chacune des élèves du petit pensionnat pour leur faire connaître le jour où elles devraient se confesser. Et je me revois nettement en face d'elle, sous le quinconce des tilleuls, et j'entends encore les moindres mots d'une conversation au cours de laquelle je manquai absolument de mesure, je le reconnais. Quand Mme Grandjean m'eut transmis les ordres, je demandai :

— Est-ce qu'on est obligé de se confesser ?

— Oui !

— Même celles qui n'ont pas fait leur première communion ?

— Même celles-là ! affirma Mme Grandjean.

— Ah !... c'est bien embêtant !

— Vous avez un langage vraiment déplorable !...

— C'est vrai !... ça, j'sais bien !

— Et quant à ce qui est de la piété, vous...

Je coupai sans respect Mme Grandjean :

— La piété, c'est pas de s'confesser quand on n'en a pas besoin...

— Vous avez de la chance, me dit ironiquement la maîtresse du petit pensionnat, de n'en avoir pas besoin...

— Possible ! mais c'est pourtant comme ça !... D'ailleurs, m'sieu l'aumônier m'l'a bien dit : « Mon enfant, j'me d'mande c'que vous v'nez fiche ici ?... » L'a pas dit fiche, mais c'est tout comme... L'aime pas qu'on lui fasse perdre son temps pour

rien... L'a raison !... Et c'est bien l'cas, vu qu'j'ai jamais rien à lui dire !

Mme Grandjean haussa légèrement les épaules. Alors, je me hérissai :

— Ben oui ! Et puis après ?... Qu'est-ce que j'lui dirais ?... J'suis pas pour deux sous orgueilleuse... Y a pas quéqu'chose de moins gourmand qu'moi... J'ai jamais envié rien du tout... La colère, c'est en dedans qu'ça s'passe, alors ça r'garde personne... Alors quoi ?

— Vous oubliez la paresse...

— J'suis pas paresseuse...

— Vraiment ?... Pas une fois au cours de votre année de quatrième, vous n'avez appris votre géographie...

— Ça, c'est aut'chose !... c'est une répugnance... Vous avez qu'à m'faire scier du bois à la place de la géographie et puis vous verrez si j'suis paresseuse...

— Ce que je vois, c'est que vous êtes inconvenante et indisciplinée...

— J'refuse pas de m'confesser, madame, j'vous demandais seulement si c'est obligatoire.

— Ça l'est...

— Ben alors, j'm'arrangerai avec m'sieu l'aumônier, j'lui dirai qu'j'ai rien à dire, mais qu'on m'a forcée...

— Ce n'est pas à M. l'abbé Poiré que vous vous confesserez, c'est au Révérend Père Jaxel...

— Au Père Jaxel !... Jamais de jamais !... au Père Jaxel !... Oh ! là là !

— Vous refusez ?

— Ah ! mais ! j'te crois !... et absolument !

Le jour où j'avais répondu « j'te crois ! » à la bonne Mme Garabis, ça avait passé presque inaperçu, mais Mme Grandjean était beaucoup moins à la coule, et ignorait aussi, je pense, que cette formule consacrée n'était pas aussi irrespectueuse qu'on pouvait le croire quand on n'était pas initié. Elle me dit d'une voix éraillée de colère :

— C'est bien !... je vais en référer à Mme Garabis...

J'étais déchaînée. Je ne savais plus ce que je faisais, et je répondis, insolente :

— Oh !... je pense bien qu'on va faire des sauces sur des cailloux...

— Vous pouvez rejoindre la récréation ! me dit froidement la maîtresse.

Après la récréation, c'était le travail à l'aiguille. J'y étais à peine assise, que Mme Victoire, — qui ne venait jamais au petit pensionnat, — entra et vint parler bas à Mme Clotilde qui m'appela :

— Gabrielle de Mirabeau ! on vous demande...

Je me levai sans empressement.

— Otez vos fils !... commanda doucement Mme Victoire, en m'indiquant les nombreux fils blancs attachés à ma robe.

Quand je me fus suffisamment secouée, elle m'emmena et me recommanda, tandis que nous trottions à travers les corridors :

— Ma petite Gabrielle... à quoi bon vous entêter ? Il faudra toujours vous soumettre à un moment donné.

— Je ne me soumettrai pas !... Je me rends bien compte que c'est vous, madame, qu'on envoie m'chercher, pour me prêcher, parc'qu'on sait que j'vous aime, mais ça ne servira à rien...

— Mais, mon enfant, on ne vous demande que d'accomplir une... une formalité...

— Ben, c'est une formalité qui est au-dessus d'mes forces... On m'tuerait qu'on m'ferait pas m'confesser au Père Jaxel...

— Mais pourquoi ?

— J'peux pas l'dire... C'est que'que chose qui ne s'explique pas !

Nous étions arrivées devant la porte de la supérieure. Mme Victoire l'ouvrit et me poussa dans la pièce.

Je n'étais jamais entrée chez Mme de Chalais. La chambre, beaucoup plus grande mais moins gaie que celle de Mme Garabis, était également d'une simplicité austère. Un lit à rideaux de coton blanc, des chaises de paille. Un seul fauteuil qui ne paraissait guère hospitalier. Cet aspect monacal me surprit. Je m'étais figuré beaucoup plus douillette la chambre de la grosse Supérieure. Mme de Chalais, qui était très rouge, m'interrogea pourtant avec douceur.

— Qu'est-ce que me dit Mme Garabis, mon enfant ? Vous refusez de vous soumettre au règlement... Mme Grandjean a dû m'en avertir...

Elle se tournait alternativement vers les deux religieuses entre lesquelles elle était assise. Et moi, au lieu d'écouter, je les regardais, et je pensais aux Parques, aux Grâces, à Cerbère, à toutes les choses qui sont trois.

— Voyons, ma petite Gabrielle, reprit encore la Supérieure, dites-moi que vous allez obéir gentiment. Ayez le bon mouvement que nous attendons de vous... que nous attendons avec confiance...

— Madame... vous avez tort de l'attendre comme ça!... C'est impossible!... je n'peux pas!

— Mais enfin, expliquez au moins pourquoi?

— Mais justement, je n'peux pas l'expliquer!... Je ne sais pas comment vous faire comprendre... Je n'veux pas, parc'que l'Père Jaxel ne m'fait pas l'effet d'un prêtre... J'aimerais autant m'confesser au père Casse, si c'est ça!

Mme de Chalais se tourne vers Mme Garabis et questionne :

— Le Père Casse? Est-ce un autre père Jésuite?

— Non! répond Mme Garabis qui a envie de rire, c'est le professeur de dessin...

Et comme la Supérieure reste ahurie, j'appuie :

— Oui! c'est vrai!... J'aimerais autant m'confesser au père Casse... ou au docteur Poincaré.

— Vous avez bien réfléchi?

— Oui, madame!

— Nous allons être obligées d'avertir votre famille.

— ...

— Cela vous est égal?

— Ça m'est pas égal, pac'que ça embêtera Grand mère... mais y a qu'elle qui gobe les Jésuites à la maison...

— C'est bien! vous pouvez sortir!

Je fis ma plus belle révérence, et je pensai en m'en allant que ça me manquerait de ne plus voir la bonne figure anguleuse de Mme Garabis. Car j'avais bien compris qu'on allait me renvoyer. Je supposais que le soir, l'horrible Mlle Marie descendrait avec moi de l'omnibus, tenant à la main une lettre qu'elle remettrait à Nicolas, comme elle le faisait à présent pour les lettres qui contenaient les terribles bulletins trimestriels. Mais les choses ne suivirent pas du tout l'ordre que j'imaginais.

Pendant la récréation du goûter, on m'appela pour le salon, — qui ne m'avait jamais semblé aussi grand. — Grand père tout seul attendait au milieu des chaises astiquées et des petits carrés de tapis bien alignés.

Comme j'allais gaiement à lui, il fit quelques pas vers moi, et me demanda un peu brusquement :

— Qu'est-ce que tu as fait ?

Mon premier mouvement fut de raconter, à grand renfort de détails, mon différend avec le couvent, mais je me ravisai et je dis :

— Rien de bien méchant, vous allez voir.

— Pourquoi ne réponds-tu pas nettement ?

— Pac'que j'aime mieux que ça soient ces dames qui vous racontent la chose... Si elles disent pas la vérité, je m'défendrai...

— Alors tu ne veux rien me dire ?

— Non, Grand père...

— Bien !... dit Grand père qui se lève et se dirige vers la porte, alors je vais demander à voir...

— Qui ça ?

— Mme Garabis... puisque c'est elle qui m'a écrit...

— Ah ! bon !... ça va bien... pac'que la Supérieure...

Grand père était sorti du salon et je pensais sans joie à ce qui allait suivre. Comment prendrait-il cette nouvelle preuve de ce qu'il appelait d'un nom que j'ai en horreur, mon insubordination ? Il revint au bout d'un instant, l'air mécontent, et s'assit sans rien dire. Heureusement, presque tout de suite, Mme Garabis entra. En quelques mots, d'une exactitude absolue, elle exposa la situation à Grand père, et conclut :

— En présence d'une désobéissance formelle et raisonnée qui s'est produite au su de toutes, nous nous sommes vues dans l'obligation de vous rendre une enfant sur laquelle nous n'avons aucune influence, et c'est pourquoi je me suis permis, pour éviter les manifestations du retour dans l'omnibus, d'écrire à Mme de Gonneville pour la prier de venir prendre Gabrielle avant ce retour...

— Ma femme était sortie, dit Grand père, c'est pourquoi je suis venu. Toi !... va chercher ton chapeau... Tu comprends, sans que j'aie besoin de te le dire, à quel point je suis chagriné de constater une fois de plus l'esprit d'indiscipline contre lequel je cherche vainement à lutter... J'avoue, pourtant, que le motif de cette nouvelle incartade la rend moins inexcusable à mes yeux... Il y a ici une question religieuse qui modifie un peu le caractère de ta résistance.

Et Grand père continua, s'adressant alors à Mme Garabis :

— A tort ou à raison, nous jugeons que les devoirs religieux doivent être accomplis avant tout, sinon avec élan, du moins

sans répugnance. C'est pourquoi, quand Gabrielle, qui avait le même confesseur que sa Grand mère, nous a expliqué qu'il ne lui inspirait aucune sympathie, donc aucune confiance, et que la confession ne lui représentait qu'une corvée sans plus, nous l'avons autorisée à choisir un autre confesseur... Celui-là avait eu sur elle une très bonne influence... Elle l'a regretté en venant ici... Et puis elle nous a dit que M. l'aumônier était simple et bon et nous avons compris qu'il avait su la mettre en confiance autant que l'abbé Humbert... Évidemment, l'injonction d'avoir à se confesser à un inconnu l'a surprise... Mais, au lieu de regimber brutalement, elle aurait dû chercher à expliquer ce qu'elle éprouvait, et que, moi, je devine, parce que je la connais très bien...

— Si elle voulait céder... il en serait encore temps, propose doucement Mme Garabis qui me regarde affectueusement.

Réfléchis bien, appuie Grand père, mais sans conviction, tu regretteras le Sacré-Cœur... tu nous parles si souvent de Mme Garabis, de Mme Victoire... d'une Geneviève, que tu aimes, de la petite Nanine...

« Geneviève », c'était Geneviève de Messey, la nièce de Mme de Chalais, qui était au petit pensionnat avec moi. Une bonne grosse fille réjouie, vigoureuse et indisciplinée comme moi, avec laquelle je m'entendais très bien, autant que l'on peut s'entendre au Sacré-Cœur, où l'on n'admet pas ce que l'on appelle « des amitiés particulières ». Je dis :

— Nanine... je pourrai la revoir à Nancy aussi bien que Nini de Morville, ou Loulou de Landrian... Je regrette beaucoup Geneviève... et Mme Garabis... et Mme Victoire...

Mme Garabis attendait ma réponse. Grand père, fixé d'avance, n'attendait rien du tout. En effet j'achevai avec une fâcheuse sincérité :

— Mais pas assez pour me confesser au Père Jaxel...

GYP.

(*A suivre.*)

# L'ÉCOLE DES COLONIES

## III [1]

### LE FRANÇAIS DANS SES COLONIES

Les Français ont eu de tout temps l'esprit colonial, car leurs qualités sont celles-là mêmes qui permettent le mieux à une nation de comprendre les autres peuples et de s'en faire aimer. L'histoire nous apporte maintes preuves de cette affirmation et nous en avons cité quelques-unes : mais ce n'est pas le passé qu'il faut aujourd'hui regarder, c'est avant tout le présent; sur toute la surface du monde, Européens ou représentants de civilisations à forme européenne (Américains et Japonais) sont en contact direct avec des peuples différents, primitifs ou attardés. Ce sont les rapports entre les uns et les autres que désignent, en fin de compte, ces mots de « colonisation », de « politique coloniale », d' « expansion coloniale » qui sont chaque jour plus souvent répétés. Comment se pose le problème de ces rapports, quelles solutions diverses les peuples colonisateurs lui ont-ils données, quels sont les avantages des conceptions françaises à ce sujet? C'est ce que nous voudrions examiner maintenant.

*
* *

Quelles sont les caractéristiques de la civilisation européenne? C'est une civilisation fondée sur le progrès des sciences et sur le travail. Depuis des siècles, l'Europe a amassé un pro-

(1) Voyez la *Revue* des 1er août et 1er septembre.

digieux capital de connaissances scientifiques et, depuis une centaine d'années, ce capital s'est merveilleusement enrichi. Le progrès des sciences mécaniques, physiques, chimiques, a déterminé un essor parallèle de l'industrie qui utilise à des fins pratiques toutes les découvertes spéculatives. Au point de vue du bien-être, notre civilisation atteste d'incontestables progrès : l'Européen (et une fois pour toutes nous désignons par ce terme non seulement les hommes nés en Europe, mais leurs élèves d'autres continents, par exemple les Américains et les Japonais, qui sont quelquefois eux-mêmes devenus des maîtres dans certaines sciences) est parvenu à prendre sur la nature une incontestable puissance; il sait imposer sa volonté à toutes les forces qui frappent de terreur les peuples primitifs, désarmés contre elles; il peut discipliner entre des digues les inondations des fleuves les plus puissants, abriter un port contre les vagues de la mer; il crée la foudre dans ses usines électriques, prévoit le cours des astres et leur conjonction, il s'affranchit des distances, parcourt toujours plus vite la terre, la mer et le ciel; il sait faire jaillir l'eau dans le désert, utiliser les minéraux, les plantes, et chaque jour il réduit par ses découvertes la part de l'inconnu dans un monde qui, jadis, était à ses yeux plein de mystères et de terreurs qu'il divinisait.

Toute cette « civilisation » fondée sur le progrès des sciences a pour base le *chiffre*, la mesure exacte et précise; c'est une civilisation « quantitative », et c'est une civilisation dont la grande loi est le travail. L'homme est devenu l'esclave des commodités qu'il acquiert peu à peu : ses besoins se sont multipliés et l'histoire des derniers siècles nous montre de nombreux produits tels que le sucre, le tabac, le poivre, le chocolat, qui étaient, il n'y a pas si longtemps, des denrées de luxe, et qui sont aujourd'hui nécessaires dans le plus modeste ménage ouvrier. Pour obtenir ce « nécessaire » chaque jour plus complexe, tout homme en Europe doit travailler; entre son effort et les multiples besoins qu'il s'est donnés, une seule commune mesure : l'argent. Il est soumis à l'argent; s'il n'a pas d'autre idéal que son bien-être, il divinise cet argent qui lui permet de se procurer tout ce qu'il peut désirer; il lui arrive même, possédant plus qu'il ne faut pour jouir largement de la vie, de continuer à travailler comme un forçat pour acquérir plus de richesse encore, car il voit alors dans l'argent un *moyen*, — non

de se procurer des satisfactions égoïstes, — mais de créer des entreprises nouvelles qui seront utiles à son pays ou à l'humanité.

La civilisation européenne est donc devenue une civilisation à base scientifique, à fins utilitaires, fondée sur le travail et sur l'argent. N'est-elle et surtout ne doit-elle être que cela ? Avant le prodigieux essor des sciences et de leurs applications industrielles, il existait, et cela n'est pas si loin, une autre forme de civilisation européenne qui n'est pas, pour notre honneur, encore entièrement disparue. La lumière et, si j'ose dire, le parfum de cette civilisation fut le christianisme. Cette doctrine religieuse proposait à l'homme certaines qualités personnelles et sociales, elle enseignait que la vie est une étape vers un but qui la dépasse ; chacun devait faire de sa pensée une sorte de jardin secret où il avait le devoir de cultiver certaines fleurs spirituelles, certaines vertus. Au point de vue social, cette doctrine était particulièrement forte en ceci qu'elle interdisait l'*envie* et l'*orgueil*, ces deux plaies des démocraties modernes, qu'elle conseillait de supporter certaines inégalités fatales entre les hommes, en faisant de la souffrance un mérite sans prix pour la vie future, et s'efforçait de diminuer ces inégalités mêmes par l'exercice de la charité.

Ce n'est pas en vain qu'une telle religion a profondément imprégné l'Europe pendant des siècles et ceux-là, qui prétendent le plus volontiers en être affranchis, observent encore nombre de ses préceptes, ne serait-ce qu'en se conformant à des codes législatifs tout inspirés de ses disciplines et de la forme de justice qu'elle a voulu faire régner entre les hommes.

Il est incontestable que l'histoire de l'Europe affirme les merveilleux progrès intellectuels moraux et sociaux que cette religion a fait accomplir au monde occidental depuis la fin de l'empire romain : le XVII[e] siècle français, par exemple, attestait une civilisation qui, pour n'avoir ni avions ni sous-marins ni trains électriques, fait encore belle figure dans l'histoire et où nous trouvons maints sujets d'admiration, peut-être même de regrets.

L'utilité sociale de telles doctrines est-elle à jamais périmée ? Ne peuvent-elles encore, en certaines parties du monde, faire un peu de bien à des malheureux parmi lesquels leur diffusion

représenterait un progrès? Qu'on regarde par exemple la situation de la femme dans le monde musulman : est-elle supérieure à ce qu'elle était, avant le christianisme, dans l'empire romain? Chez les peuples primitifs de l'Afrique, de l'Océanie, de la Chine même et de l'Inde, cette situation est encore plus misérable. Quel est, dans le vaste monde, pour des centaines de millions d'êtres, le sentiment de la dignité humaine ?

On peut hardiment affirmer qu'à l'heure actuelle, la civilisation européenne n'est plus seulement juxtaposée à d'autres civilisations, mais qu'elle les pénètre et qu'en même temps elle est pénétrée par elles. Il n'y a plus immobilité, il y a mouvement : mouvement des échanges matériels multiples, des échanges intellectuels chaque jour plus nombreux, éveil des idées dans la pensée des individus eux-mêmes, développement ultra-rapide de ces idées européennes dans des cerveaux formés par d'autres disciplines séculaires. Le problème de la colonisation dans le sens large, fort, émouvant de ce mot, n'est donc plus un problème de statique (observation purement scientifique et désintéressée des races et des civilisations autres que la nôtre), mais un problème de dynamique : direction à donner à tous ces mouvements qui s'éveillent, pour les discipliner dans cette harmonie supérieure, sans quoi ils se heurteraient fatalement un jour en conflits générateurs de désastres et de ruines qui seraient pour l'humanité, si sincèrement désireuse de progrès, la plus douloureuse des régressions.

***

Nous avons, nous Français, des leçons à prendre autour de nous et dans l'histoire avant de choisir la solution que nous donnerons à ce problème : bien des peuples ont essaimé à travers le monde : que sont devenues leurs colonies, quelles ont été, à l'usage, les meilleures méthodes pour se faire accepter d'abord et se faire aimer, si possible, — ce qui est en définitive le meilleur moyen de durer ?

Si, pour ne pas allonger cet exposé, nous laissons de côté l'antiquité (les Grecs en Asie-Mineure et les Romains en Afrique), la première expérience importante fut tentée par l'Espagne dans le Nouveau-Monde. Fait à noter, la découverte de ce continent fut entraînée en partie par des circonstances politiques : pendant tout le moyen âge les relations entre l'Europe

et l'Asie avaient été fréquentes par les voies de terre : à partir du xv^e^ siècle l'Islam barre ces voies aux chrétiens d'Occident et c'est à ce titre que la prise de Constantinople par les Turcs est considérée justement comme un tournant de l'histoire du monde. C'est pour chercher un accès nouveau à l'empire de Cathay que Christophe Colomb prit la mer et ses premières découvertes lui apparurent comme des îles détachées du grand continent dont les routes anciennes étaient désormais interdites; ce ne fut qu'après son troisième voyage (1498) qu'il osa affirmer : « Je suis convaincu que cette terre (la côte nord de l'Amérique du Sud) est un continent très grand, inconnu jusqu'alors; j'ai de bonnes raisons pour penser ainsi. » Ce rôle de l'Islam dans l'orientation toute nouvelle de l'Europe est un fait qu'il importe de souligner à l'heure où les Soviets s'efforcent de barrer à l'Europe la route de l'Asie; il ne faut jamais perdre de vue que certaines circonstances politiques peuvent entraîner un prodigieux bouleversement de la vie économique mondiale. A nous de prévoir de telles éventualités et de savoir y parer, si elles nous menacent.

Pour juger avec équité l'œuvre de l'Espagne dans le Nouveau-Monde, il ne faut pas isoler cette œuvre de l'ensemble des conceptions philosophiques, politiques et économiques que présente l'Europe au début du xvi^e^ siècle. Partout ce n'est qu'intolérance religieuse, autodafés, persécutions, indiscipline; l'or paraît la seule richesse digne d'être convoitée, entassée. Au point de vue de l'hygiène et de l'assistance médicale, l'ignorance est presque totale ; les crimes que commirent les Espagnols à l'égard des Indiens coupables d'adorer le soleil, d'autres peuples les commettaient chaque jour sur leur propre territoire : ce n'est pas dans ce siècle forcené qu'il faut chercher en France, en Italie, aux Pays-Bas, en Angleterre des exemples de tolérance.

Mais, pour communs que fussent alors ces crimes, ils n'en sont pas moins odieux : quelle tristesse nous inspire le récit de ces premiers contacts entre l'Europe, représentée par la lie des ports espagnols, et les indigènes de l'Amérique, si doux, si accueillants, qui considéraient ces aventuriers comme des êtres semidivins, et se prosternaient à leurs pieds en leur offrant des présents de bienvenue! Les récits des premiers explorateurs avaient créé en Europe une sorte de mirage colonial : le rôle du colon était de récolter l'or que possédaient les indigènes ou

que roulaient les alluvions des fleuves. Cette « récolte » (si l'on ose employer pour de tels procédés ce mot si digne de respect, quand il désigne le dur et lent travail de la terre) s'opérait par des esclaves. Pour trouver de l'or les Latins, comme le dit si justement le colonel Langlois dans un ouvrage récent (1), cherchèrent l'esclave; en quelques années la population autochtone d'îles florissantes comme Haïti fut presque entièrement détruite (46 000 habitants en 1510, 1 000 en 1517).

Bientôt la plus grande partie de la population valide fut employée dans les mines, et le reste prit la fuite dans les bois. Lorsque, un peu plus tard, certains nouveaux venus comprirent que le sol fertile pouvait fournir, s'il était mis en culture, des richesses autrement durables que celles des mines, ils durent avoir recours à l'importation d'esclaves noirs; et si parmi eux plusieurs, comme Las Casas, firent preuve d'incontestables sentiments d'humanité, ils témoignèrent aussi d'une ignorance, d'une incompréhension de la mentalité indigène, qui frappèrent de stérilité les manifestations mêmes de leur bienveillance.

Confondre la colonisation avec l'exploitation des mines, et exploiter les indigènes avec ces mines, dans ces mines, telle fut la coupable erreur de cette époque, tel fut le premier et bien triste essai de colonisation européenne; il suffit de le rappeler pour le rejeter. Mais cet exemple est encore à méditer, car il posa pour la première fois un problème qui ne peut être écarté de nos jours encore : celui de l'utilisation de la main-d'œuvre indigène par les Européens. Qu'il s'agisse de cultures industrielles ou de mines, la difficulté reste la même : le blanc ne peut guère travailler de ses mains en pays tropical; dans quelle mesure peut-il, doit-il contraindre au travail des populations qui, par manque de besoins, ne conçoivent pas la nécessité de ce travail? Le XVI^e^ siècle ne pouvait fournir à cette question une réponse satisfaisante; il appartenait au XX^e^ siècle de la trouver et de dire : dans la mesure où ce travail contribuera non seulement au bien-être matériel, mais aussi au progrès intellectuel et moral des indigènes eux-mêmes. La loi du travail, en effet, tant que ce travail ne devient pas excessif et abrutissant, est une loi bienfaisante pour l'humanité; et si le christianisme nous le donne pour un châtiment, elle

(1) *L'Amérique précolombienne et la conquête européenne*, p. 368; in-8°, Paris, de Boccard, 1928.

apparaît aussi une nécessité pour qui vit en dehors de l'Eden.

A l'opposé de cette politique d'exploitation, nous trouvons une politique en apparence plus généreuse mais aussi décevante : la politique d'assimilation.

Donner à tous les indigènes d'une colonie le statut politique et social des Européens qui ont conquis et administrent cette colonie aboutit à une véritable abdication : et celle-ci n'est humaine et juste qu'en apparence ; elle est inhumaine et injuste dans tous les cas où les indigènes ne sont pas encore en état de s'administrer eux-mêmes et de se passer d'instructeurs, c'est-à-dire de cadres administratifs et économiques européens. Sans aller chercher des exemples parmi les peuplades du centre africain qui connaîtraient vite les pires désordres (anarchie, esclavage) si les Puissances coloniales les laissaient s'administrer elles-mêmes et reprendre la vie qu'elles menaient avant l'intervention de ces Puissances, il nous suffit de voir ce qu'est devenue sous nos yeux la Chine depuis qu'elle prétend se gouverner elle-même : massacres, famines, migrations de populations entières, ruine de tous les travaux d'art exécutés par les Européens, voilà le prix dont les Chinois payent leur prétendue liberté. Est-ce un réel avantage pour eux, même s'ils obtiennent un bulletin de vote comme rançon de toutes ces calamités? L'Europe a une mission à remplir dans le monde : sauver de la misère matérielle tous les peuples qui souffrent, qui sont mal nourris, mal vêtus, mal logés, les élever au-dessus de la vie animale qu'ils mènent par insouciance et par ignorance, et éveiller en eux la notion de la dignité humaine. Avant que pareille œuvre soit achevée, elle n'a pas le droit d'abdiquer sa mission, partout où elle l'a assumée.

Entre ces deux solutions : exploiter les indigènes (ce qui équivaut à les supprimer) et leur reconnaître toutes les libertés (ce qui revient à les abandonner à eux-mêmes, à abdiquer toute action bienfaisante auprès d'eux), les Anglo-Saxons ont choisi une formule moyenne : cohabiter avec les indigènes et les dominer avec mépris. La puissance dominante (Angleterre aux Indes ou dans ses colonies africaines, colons Anglo-Saxons en Australie, Américains aux Philippines) assure l'ordre public; en échange de ce service, elle lève l'impôt, construit et entretient l'outillage public, recrute de la main-d'œuvre pour ses entreprises privées et admet les indigènes à l'honneur d'acheter

ses marchandises. Sans doute les Anglais ne se désintéressent pas absolument du sort des indigènes et il y a chez eux aussi des œuvres admirables de protection et d'assistance ; mais lisez les enquêtes de M. Maurice Pernot, aux Indes, de M. Pierre Benoit en Australie, de Titayna aux îles Philippines et vous serez frappés de ce mépris, à peine dissimulé, qui est témoigné vis à vis des *natives* alors même qu'on se préoccupe de leur condition et de leur sort.

Il importe ici de noter que cette mésintelligence des populations indigènes est le fait des peuples dont la civilisation matérielle est la plus raffinée : alors que l'ouvrier américain ou australien est dans une condition heureuse au point de vue des commodités de la vie, alors qu'il possède automobiles Ford, dancings avec jazz, terrains de sport, plusieurs heures par jour et deux jours par semaine pour vivre en plein air, c'est en Australie, aux Hawaï et aux Philippines que les races autochtones protestent de la manière la plus tenace et la plus navrante contre une colonisation qui les comprend si peu et leur fait si mal leur part.

Aucune de ces commodités mirifiques, de ces joies prétendues précieuses ne les retient à la vie. Un peu de bonté, de vraie charité les y engagerait peut-être. Ne serait-ce pas aussi que toutes ces prétendues conquêtes de la civilisation et cette civilisation elle-même paraissent ennuyeuses, mortellement ennuyeuses à certaines races?

Il ne reste qu'une politique coloniale digne d'être retenue : la politique d'association avec l'indigène. Les Hollandais aux Indes néerlandaises ont prouvé, par la stabilité de leur occupation et par les bénéfices qu'ils en ont retirés, la valeur de cette méthode : nulle ne répond mieux à la générosité, à la curiosité, à la « gentillesse » françaises. Dans toutes nos colonies, ce principe s'impose à nous, avec des modalités d'application différentes, suivant l'état de développement historique des peuples groupés sous nos drapeaux, mais cette variété des méthodes n'est pas pour déplaire à des esprits aussi souples que des esprits français.

* * *

D'une façon générale, et si nous laissons de côté les vieilles colonies qui jouissent d'ailleurs d'un régime d'administration

semblable à celui de la France métropolitaine, les indigènes de la France extérieure se répartissent comme suit : les populations musulmanes de l'Afrique du Nord, les Noirs, musulmans ou fétichistes, de l'Afrique occidentale et de l'Afrique équatoriale, les indigènes de Madagascar et ceux des établissements français de l'Océanie, enfin les Indochinois (Annamites, Cambodgiens, Moïs, etc...).

Il n'est pas besoin d'insister sur la diversité des races qui peuplent l'Afrique française du Nord : berbères autochtones, descendants des premières invasions arabes du VIII^e^ siècle, de l'invasion turque du XVI^e^ siècle. Ces différentes populations sont islamisées à des degrés très différents : d'une façon très faible chez les Chleuhs de l'Atlas ou les Touareg du Sahara, d'une façon profonde dans certaines villes marocaines, particulièrement à Fez. Entre ces deux limites, il y a place pour toutes les nuances du sentiment religieux, pour toutes les confréries musulmanes, pour toutes les sectes particulières (l'Afrique n'est-elle pas la vieille terre nourricière des hérésies?). Il n'y a donc pas, en Afrique du Nord, un Islam, une unité religieuse absolue, une doctrine à la fois mystique et politique pouvant propager des ordres hostiles aux Roumis, certaine d'opposer partout avec la même force son mépris silencieux à notre action. Dans l'hostilité, qui prend apparence religieuse, de certains milieux tunisiens à notre égard, il y a beaucoup moins peut-être de religion que d'inspiration politique venue des centres européens de propagande communiste. En revanche, la part de la propagande communiste est beaucoup plus faible dans les critiques ou les réserves qu'expriment parfois à notre sujet, toutes portes closes, quelques vieux Fasis. A nous de dépister avec soin tout ce que l'étranger peut jeter en Afrique du Nord comme ferments de haine; il nous appartient de surveiller de très près toutes les publications rédigées en langues indigènes pour les musulmans ou les israélites et qui, imprimées à Lausanne, à Tunis ou à Paris, répètent l'éternel appel à la révolte d'un parti qui ne saurait se réclamer de la liberté, après l'avoir si cruellement opprimée. Si cette précaution est prise avec une fermeté et avec une vigilance soutenues, si les voyageurs indésirables sont régulièrement expulsés, nous n'aurons pas beaucoup à craindre en Afrique du Nord d'un Islam si dénué de cohésion, dont l'intransigeance s'est usée au cours

de tant d'années de contact avec les Roumis, et qui est au reste virtuellement décapité depuis que les Jeunes Turcs ont, par fierté laïque et républicaine, porté un coup si rude à la grande force politique qu'était le Khalifat.

Enfin, l'état économique et social de l'Afrique du Nord nous donne bien des moyens de nous assurer le loyalisme des indigènes. Il y a beaucoup de « meskines » à secourir, de pauvres hères qui assiègent nos dispensaires, nos hôpitaux, que d'admirables Françaises visitent chez eux, pour soigner leurs femmes et leurs filles. Certes, la reconnaissance est lente à germer dans ces cœurs fatalistes, mais il ne faut pas désespérer de les toucher, de les gagner un jour. C'est par l'assistance médicale que nous les atteindrons le mieux et aussi par les œuvres de mutualité agricole, car beaucoup de ces Berbères aiment la terre avec la même ferveur que nos paysans de France.

Le nord de l'Afrique est à peu près la seule partie de la France extérieure où nous puissions faire de la petite colonisation, où des cultivateurs expérimentés, venus de nos diverses provinces françaises, puissent réussir en s'établissant à leur compte, où nous puissions en un mot faire de la *paysannerie française*. Tout notre effort doit donc tendre à multiplier ces villages où l'on retrouve avec tant d'émotion le visage souriant des pays de France : là, Européens et indigènes travailleront, soit en commun sur le même domaine, soit en voisins liés chaque jour davantage par cette solidarité qu'imposent le travail de la terre, l'hostilité ou la faveur des éléments, suivant les saisons. Une très forte armature de colons venus de France ou de pays européens amis, — Pologne, Tchécoslovaquie, Serbie, — une inlassable politique de travaux publics favorisant l'agriculture (hydraulique, routes et transports), voilà ce que nous devons souhaiter au bloc africain français formé par le Maroc, l'Algérie et la Tunisie. Si ces conditions sont réunies, nous pouvons être assurés de l'avenir de ce pays dans la paix et la concorde ; il est et restera bien français.

En Afrique occidentale et équatoriale, nous trouvons aussi des populations très différentes, des sédentaires et des nomades, des musulmans et des animistes (terme plus juste que celui de fétichistes), des agriculteurs et des pasteurs, des pêcheurs sur les fleuves et le long des côtes, des chasseurs dans la savane et

la forêt. Il y a les descendants de races guerrières qui pourraient s'enorgueillir d'une généalogie plus ancienne et aussi bien établie aujourd'hui par l'histoire que certaines de nos vieilles familles princières d'Europe; à côté d'eux, l'on trouve des « races de captifs », craintifs encore et que les premiers méprisent toujours sans qu'il leur soit désormais permis de les opprimer. C'est un musée, une mosaïque de peuples qui diffèrent entre eux de mille manières, par la couleur de la peau, les traits de la face, le langage, les coutumes religieuses et sociales, le degré d'intelligence et la valeur morale.

Pour un Européen curieux d'apprendre, la variété des types humains que nous présente l'Afrique est un sujet d'études illimitées et, de cette variété, résultent pour nous deux obligations : d'abord chercher à connaître les Noirs avec qui nous avons affaire, ensuite ne jamais prescrire ou prendre des mesures trop générales; ce qui est bon avec des Mossis ne l'est pas avec des Bambaras; ce qui convient avec les Peulhs du Fouta Djalon ne vaut rien avec les Kountas ou les Songhaïs de Bourem ou de Gao. Fixer aux chefs administratifs locaux le but à atteindre, mais leur laisser toujours le choix des moyens d'exécution, telle doit être notre méthode. Comme second principe, nous ajouterions volontiers : aller très doucement dans la façon dont nous introduirons parmi les populations noires nos idées européennes. Notre sentiment de la justice n'est pas toujours le leur, nos moyens de récompense ou de punition produisent parfois l'effet exactement opposé à celui que nous sommes en droit d'en attendre. L'administrateur, ou le colon qui arrive dans un coin de brousse, ne doit pas s'aventurer trop tôt à commander, s'il veut être obéi; il sera sage en tenant compte de l'expérience de ses prédécesseurs, mais, d'une façon générale, il réussira, s'il est juste, bienveillant et ferme. Il a une admirable besogne à accomplir; beaucoup de ces populations africaines sont, par suite d'une alimentation plutôt irrégulière qu'insuffisante, dans un état navrant de misère physiologique : par imprévoyance, par incapacité de mettre en réserve un peu de superflu, la disette succède en quelques mois à l'abondance; la mortalité infantile fait d'effroyables ravages; par ses tares héréditaires, par ses maladies endémiques, par l'insuffisance de son vêtement et de son logement, cette race est menacée de mort, si nous ne la sau-

vons pas. Il s'agit de cela d'abord, et nous devons, dans ce sens, avec fermeté et dans certains cas avec adresse, faire notre métier de *chefs*. Si nous agissons ainsi, nous obtiendrons des satisfactions certaines, car le Noir est susceptible d'attachement et de gratitude pour ceux qu'il respecte et qui lui ont prouvé de l'intérêt.

Pendant des siècles, la plupart des groupements humains qui peuplent aujourd'hui l'Afrique française n'ont pas connu la paix, mais seulement les guerres, les razzias, l'oppression. Ils ont ignoré la fixité sur le même coin de terre, la propriété individuelle, et souvent même la famille, car ils vivaient dans une sorte de communisme de clans et de tribus. Nous avons tout cela souvent à leur apprendre, comme nous devons leur enseigner à construire des véhicules pourvus de roues et à faire usage de la charrue. Isolés du monde, privés à peu près complètement de cet instrument merveilleux de perfectionnement intellectuel qu'est l'écriture, ces hommes doivent parcourir la longue route de progrès que nous avons mis des siècles à suivre pour arriver où nous sommes parvenus. Quelles précautions attentives doivent être les nôtres! Fixons pour premier but à nos efforts, — c'est une bien longue étape à franchir, — de faire d'eux des *paysans* et des *artisans* comme étaient ceux de France autrefois.

A propos de Madagascar, nous serions obligés de répéter, — bien que cette île ne soit pas africaine à tant d'égards, — ce que nous avons dit plus haut de la variété des races en Afrique française. Là aussi, nous trouvons des nobles et des serfs, des castes, des préjugés, mille différences entre les hommes. Mais dans l'ensemble, ces populations possédaient, au moment de notre conquête, des institutions plus évoluées que celles des Noirs africains. Nous citerons par exemple les « conseils de village » où l'autorité française a très justement pensé qu'elle pouvait trouver de précieux éléments de collaboration. Il nous paraît certain, d'autre part, que l'instruction publique donnée aux Malgaches obtiendra des résultats plus rapides que dans nos colonies riveraines du Niger et du Congo.

A l'égard des habitants de nos possessions d'Océanie, le premier de nos devoirs, celui qui, pour le moment, prime tous les autres, c'est l'obligation de développer l'assistance médicale sous toutes ses formes. Là aussi, les races autochtones meu-

rent, et, dans la plus belle nature qui soit au monde, s'étalent, — fleurs monstrueuses, — les pires fléaux de l'humanité. Mais dès maintenant aussi, une publicité intelligente devrait être faite en France, en faveur de la Nouvelle-Calédonie, terre fertile, climat très doux, colonie de peuplement, si nous ne laissons pas toujours partir pour l'Argentine et le Mexique nos Basques et nos Bas-Alpins, terre privilégiée à qui nous n'avons guère envoyé que des forçats.

L'Indochine nous présente, parmi toutes nos colonies, celle où, au moment de notre arrivée, la race était la plus cultivée, la plus affinée par de longs siècles de civilisation. Civilisation qui offre avec la civilisation européenne scientifique, industrielle, quantitative de nos jours d'infranchissables différences, mais n'est pas sans rapports au contraire, par le souci des choses de l'esprit, de la vie intérieure, par le culte de la famille, avec la civilisation française d'autrefois. D'ailleurs, il est à remarquer que nombre d'évêques et de missionnaires français s'entendirent fort bien avec les Annamites, depuis Mgr Pigneau de Béhaine jusqu'à Mgr Puginier, et la vénération, les superstitions populaires dont est encore entourée la tombe de l'évêque d'Adran laissent à penser que les grands mouvements périodiques de xénophobie venus de Chine, qui emportèrent en d'affreux supplices la vie de tant d'autres prêtres catholiques et français, étaient déterminés par des raisons politiques plutôt que par d'irréductibles hostilités de pensée et de sentiments.

Là encore, notre occupation se légitime par d'incontestables services rendus que l'on oublie peut-être un peu vite lorsqu'on la critique. Les razzias continuelles des pirates, les exactions des mandarins, réduisaient le peuple des rizières au plus lamentable esclavage. Si l'exemple du rôle joué en Chine par quelques anciens camarades de Faculté pousse de jeunes étudiants annamites à lever l'étendard d'un patriotisme vaniteux, nous estimerons mieux servir les intérêts réels de leurs compatriotes en ne permettant pas aux bâtisseurs de cités idéales de donner une forme à leurs chimères, de les sculpter avec de la boue et avec du sang. Avec quelle sincérité et quelle bienveillance au contraire ne les suivrons-nous pas (au reste, ne les avons-nous pas même devancés dans cette voie?) s'ils veulent étudier les monuments de leur passé qu'ils avaient complètement oubliés et laissé envahir par la jungle, s'ils s'efforcent de rénover un

art véritablement national, et de restituer en pleine lumière les parties encore obscures de leur histoire ? Nous sommes prêts à leur réserver dans nos écoles l'accueil le plus affectueux, s'ils se proposent d'y venir chercher autre chose que de vaines doctrines politiques et des querelles de mots, s'ils veulent y acquérir ces sciences précises pour lesquelles ils sont si bien doués et grâce auxquelles ils pourront devenir, soit les bienfaiteurs de leur race, soit nos collaborateurs pour les grandes œuvres d'utilité publique dont le programme reste à accomplir, afin de mettre en pleine valeur les richesses sans nombre de leur sol. Dans nos entreprises privées elles-mêmes (je l'ai déclaré nettement et sans doute le premier parmi les financiers français), je suis d'avis qu'une place devrait être faite à l'élément indigène dans les organes d'administration et de direction. Il ne convient pas que mines, rizières, plantations, usines, tout ce qui représente la valeur du sol indochinois soit entièrement entre des mains européennes et que l'Annamite instruit, intelligent ou riche arrive à se sentir un étranger sur son propre sol. Sans doute a-t-il beaucoup plus profité que le Français lui-même de la plus-value matérielle immense que nos ingénieurs et nos capitaux ont déjà apportée à l'Indochine, mais le profit n'est pas tout et celui qui possède assez devient vite plus assoiffé d'égards que d'argent.

Instruction scientifique pratique et communauté d'intérêts, telle me paraît être la liaison que l'on peut établir entre la civilisation annamite et la civilisation européenne moderne : lorsque les jeunes Annamites seront ingénieurs ou administrateurs de nos sociétés, ils verront que la civilisation européenne présente quelques avantages. Mais j'aimerais aussi qu'il leur fût prouvé par un enseignement approprié que nous ne sommes pas des barbares : tout en étant très savants en chimie, en mécanique ou en électricité nous possédons un art, une littérature, une philosophie qui peuvent être comparés, et certes, sans nous faire rougir, aux disciplines similaires de la Chine. Une petite investigation dans l'histoire comparée des religions leur prouverait qu'entre le christianisme et le bouddhisme il y a bien des points voisins, — étrangement voisins parfois, — et que les différences des dogmes ne doivent pas nous empêcher de discerner ce qui, dans toute religion, atteste cette aspiration de toutes les âmes humaines vers le divin qui est pour notre esprit un titre incontestable de noblesse et de grandeur.

***

Telle est, dans ses grandes lignes, la situation des Français en face des indigènes de leurs diverses colonies : on voit par cet exposé que nulle part cette situation ne présente de difficultés qui ne puissent être aisément surmontées par les qualités de l'esprit français dont nous avons tenté l'analyse. Partout il faut de la curiosité, de la clairvoyance et surtout de la bonté. Ces qualités, nous en trouverons des réserves inépuisables dans le vieux fond de civilisation traditionnelle que nous portons en nous, si nous ne laissons pas étouffer cette vieille civilisation dans notre cœur par cette sorte d'orgueilleux vertige qu'inspire aux primaires la multiplicité des découvertes scientifiques.

Ce qui nous manque davantage peut-être, c'est, entre Français résidant aux colonies, le sens de la solidarité des Blancs, qu'ils soient commerçants, colons ou fonctionnaires, en face des indigènes. Ces différences paraissent énormes à nos yeux et ne voit-on pas, même entre fonctionnaires, sévir cet « esprit de bouton », ces rivalités de bureaux, contre lesquelles Gallieni et Lyautey n'eurent jamais trop de sarcasmes? Elles sont nulles aux yeux indigènes : pour eux nous sommes tous, si l'on me permet cette expression vulgaire, dans le même sac. Substituons aux excès de notre individualisme le sens de la solidarité entre Français résidant aux colonies, entraînons-nous au *team-work*, et nous aurons une force de plus en mains pour notre action coloniale.

Je voudrais aussi que le même esprit de solidarité s'affirmât entre la France métropolitaine et la France coloniale. Ce qui nous manque le plus pour être pleinement, magnifiquement une grande puissance coloniale, c'est la conscience de cette grandeur de notre pays. Nous l'avons eue au temps de Napoléon, lorsque nos armées occupaient l'Europe. Or jamais nous n'avons couvert en Europe à la fois une place comparable à celle que nous tenons aujourd'hui dans le monde. Il faut tout tenter inlassablement pour donner à la France cette conscience de sa grandeur coloniale.

Enfin cet esprit colonial ne doit pas être un esprit de chauvinisme étroit : dans toutes les parties du monde où nous affrontons, avec d'autres peuples européens, le jugement quotidien de races différentes, nous ne devons jamais nous réjouir de ce qui peut arriver de fâcheux à des concurrents; toute insulte faite

à un autre Européen nous atteint, diminue notre prestige. C'est pour cette raison que j'ai préconisé, dans des conférences faites en Belgique et en Hollande, des ententes coloniales entre grandes nations. Une liaison me paraît nécessaire par exemple entre le gouverneur général de l'Indochine et celui des Indes néerlandaises, comme entre les chefs du Congo belge et de l'Afrique équatoriale française. Ce n'est pas seulement la peste et la lèpre que peuvent se transmettre des peuples voisins; il est, dans le domaine politique, des porteurs de germes plus redoutables; il convient de s'entendre pour dépister ceux-ci comme ceux-là.

Devant ces grands courants d'échanges intellectuels et matériels que désigne le mot de colonisation, je voudrais que ne fût jamais perdue de vue la primauté des forces morales, et que fût partout entendu et toujours présent à nos esprits cet appel du poète hindou Tagore : « Je vous en supplie, ne nous envoyez pas seulement des formules administratives et des machines, *envoyez-nous des âmes.* »

Octave Homberg.

*(A suivre.)*

# REVUE LITTÉRAIRE

## UNE VIE DE PAYSAN SOUS L'ANCIEN RÉGIME (1)

### I

Quelques phrases d'un grand écrivain suffisent parfois à créer une légende qui se perpétue indéfiniment. La page de La Bruyère sur les paysans de France en est un des plus remarquables exemples. Qui ne se la rappelle, et ce mélancolique regard jeté à travers la fenêtre de sa bibliothèque, imagine-t-on, par ce lettré philosophe sur les ouvriers de la glèbe? « L'on voit certains animaux farouches, des mâles et des femelles, répandus par la campagne, noirs, livides et brûlés de soleil, attachés à la terre qu'ils fouillent et qu'ils remuent avec une opiniâtreté invincible. Ils ont comme une voix articulée, et quand ils se lèvent sur leurs pieds, ils montrent une face humaine, et, en effet, ce sont des hommes. Ils se retirent la nuit dans des tanières, où ils vivent de pain noir, d'eau et de racines. Ils épargnent aux autres hommes la peine de semer, de labourer et de recueillir pour vivre, et méritent ainsi de ne pas manquer du pain qu'ils ont semé. » Vous venez de lire ces éloquentes lignes. Le hasard d'une promenade vous fait monter au musée du Louvre et rencontrer du regard le tableau des frères Le Nain qui représente un groupe de paysans occupés à boire. Vous demeurez étonné jusqu'à la stupéfaction, de constater à quel degré ces physionomies joyeuses et vaillantes contrastent avec la sinistre eau-forte du moraliste.

(1) Ces pages ont été écrites pour servir de préface à l'édition de *la Vie de mon père* par Retif de la Bretonne, que prépare la librairie Tallandier.

D'autres témoignages pourtant semblent bien se raccorder au pessimisme des *Caractères*. Celui notamment des statisticiens qui vont quêtant, à travers les annales de l'Ancien régime, les preuves des misères dont souffraient des travailleurs de la campagne. Mais ne faut-il pas toujours se défier de ces énumérations qui ramassent en faisceau, pour produire un effet d'ensemble, des incidents, dispersés, quand ils eurent lieu, dans le temps et dans l'espace? Leur rapprochement risque trop de leur donner une signification tendancieuse, et, par suite, inexacte. Supposez un historien de nos jours exécutant une besogne analogue sur les faits-divers de nos gazettes. L'abondance des attentats et des accidents relevés de la sorte ne donnerait-elle pas l'impression d'une époque extrêmement dangereuse, au lieu que les Français de ce début du xx^e^ siècle peuvent être considérés à bon droit comme des privilégiés de la sécurité? Pour nous en tenir à ce problème : le sort des paysans sous l'Ancien régime, cette simple remarque doit nous conduire à contrôler le jugement de La Bruyère par des documents plus directs.

Il se trouve que le fils d'un de ces paysans, né vers le milieu du xiv^e^ siècle à Saci, petit village de la vallée de la Cure, dans le voisinage d'Auxerre et de Vermenton, nous en a laissé un, de la véracité duquel nous ne pouvons pas douter. Je veux parler de *la Vie de mon père*, par Nicolas Rétif de la Bretonne, le chef-d'œuvre de ce Balzac du ruisseau, bien incapable, le réalisme brutal de tant de ses romans l'atteste, d'idéaliser un sujet. Mais dans ce livre, il a eu devant lui un précieux modèle dont son cœur de fils a senti la haute valeur et qu'il a copié avec la fidélité la plus émouvante. Regardons-le, ce portrait exécuté d'après nature, en essayant d'en dégager les traits essentiels. Il nous renseignera sur les arrière-fonds de la France d'autrefois, plus que tous les inventaires des archives. Nous sommes là devant la réalité quotidienne, évoquée par un homme qui en est encore tout imprégné, et qui peut dire, des événements qu'il raconte, le mot du poète antique : *Et quorum pars magna fui*.

## II

Le héros de cette *Vie de mon père*, c'est Edme Rétif, né en 1692 et mort en 1764, quand son fils Nicolas avait trente ans. Le récit rapporte donc des souvenirs précis d'homme fait et non pas des réminiscences imaginatives d'enfant ou d'adolescent. Edme était un agricul-

teur et qui conduisait ses charrues de ses propres mains, en « excellent laboureur », comme il aimait à s'appeler, et tout de suite, en feuilletant le volume, nous rencontrons le détail de la tenue de sa maison, de nature à étonner un lecteur de La Bruyère, autant, sinon plus que le tableau de Le Nain. Il s'agit du repas du soir pris en commun et qu'Edme Rétif préside. Que nous sommes loin de la tanière et des racines! Vingt-deux convives, la famille étant très nombreuse, et viennent s'y joindre les garçons de charrue, les vignerons, le bouvier, le berger, deux servantes dont l'une sert les vignerons. L'autre « gouverne », — c'est le mot de l'auteur, — les vaches et la laiterie. Tout ce monde est assis à la même table. Le père de famille se tient à côté du feu. Sa femme est auprès de lui, qui sert, à tour de rôle, les enfants suivant leur âge, puis le plus ancien des garçons de charrue, puis les vignerons, le bouvier, le berger, les servantes. Une seule espèce de pain pour tous. De l'eau pour le père, la mère et les enfants. Les autres assistants boivent du vin. Le souper une fois achevé, Edme Rétif prend sa Bible, — détail qui, à lui seul, dénonce une hérédité protestante. Du temps des guerres de religion, ses ancêtres furent des réformés. — Il fait à haute voix la lecture de deux chapitres de l'Écriture et les commente. Une oraison ensuite, et l'on va se coucher en silence, car, après cette prière du soir, les rires et les conversations à voix haute sont sévèrement interdits.

Cette domesticité... Cette discipline... mais sommes-nous chez un vrai paysan? La réponse est donnée dans la *Vie de mon père*, aussitôt après la description de ce repas du soir. Edme Rétif, nous dit son fils, se levait dès le matin et empoignait lui-même une de ses charrues. En la prenant en main, « l'excellent laboureur » se plaisait à répéter : « C'est l'art des arts. » Voyez-le qui pousse cette charrue dans un terrain récemment épierré d'après ses ordres, tantôt, si la terre végétale est profonde, creusant avec le soc, tantôt, si elle est légère, effleurant seulement le sol. Cette besogne finie, il passe à une autre. Un de ses champs a été abandonné, voici plusieurs saisons. Il le défriche à nouveau. Après un premier labour, il y sème de l'avoine dès janvier, pour le labourer de nouveau ensuite à plusieurs reprises, et il arrive l'année suivante à y semer du blé qui vient bien. Il a des vignes, mais ce travail-là, il l'aime peu, par crainte d'être détourné de son cher labourage. Toutefois, il les visite assidûment, ces vignes, et préside aux vendanges avec le même soin qu'il met à s'occuper de la surveillance du bétail, et des chevaux en particulier dont il

fait à la fois usage et commerce. Tous ceux qu'il achète changent à vue d'œil dans son écurie. Le maquignon est chez lui aussi entendu que le laboureur. Il les prend jeunes et maigres, s'en sert deux ans, et les revend. Il pourrait faire ainsi une fortune, mais il ne cherche qu'un bénéfice toujours modéré, parce qu'il est avant tout un juste, celui que ses compatriotes ont surnommé « l'honnête homme ». C'est donc bien un paysan, dans la pleine force du terme, et s'il a des occupations en dehors de ces tâches quotidiennes, ce sont des devoirs ruraux encore et que cette estime lui impose. Il exerce une espèce de magistrature locale, équivalente à celle de nos juges de paix. Nous apercevons, dans ce coin de l'ancienne France, une autonomie saine et vivante des villages, qui permet à un cultivateur comme Edme Rétif de réclamer ses droits vis-à-vis de l'État. Père de quatorze enfants, le caprice d'un collecteur de taxes fait porter sa cote à un taux exorbitant. Il proteste auprès de l'Intendant et celui-ci lui répond en des termes qui contrastent singulièrement avec la dure impersonnalité du fisc actuel : « Vous devriez ne rien payer du tout, mais comme vous avez demandé une taxe, je vous donne celle-là qui sera la même tous les ans. Je sais d'ailleurs que vous êtes un trop bon sujet du Roi pour vouloir en être entièrement exempt. »

## III

Le paysan de l'Ancien régime n'était donc pas, — de tels textes le prouvent jusqu'à l'évidence, — le vilain, corvéable à merci, que la Révolution aurait émancipé. C'était le plus souvent un propriétaire. Dans une très forte étude qu'il vient de consacrer à l'auteur de la *Vie de mon père*, un de nos meilleurs historiens, M. Funck-Brentano, donne quelques chiffres qui attestent l'aisance de la majorité de la classe rurale vers le milieu du XVIII^e^ siècle. En moyenne, un paysan aisé, — ils étaient innombrables, — possédait 500 livres environ de biens-fonds, soit une douzaine d'arpents de terre labourable, un arpent de vignes et quelques quartiers de prés. A sa mort, Edme Retif laisse un héritage plus considérable, grâce à son acharné labeur, à son intelligence et à son économie. Nous saisissons ici une application spontanée de cette grande loi de l'étape sociale si méconnue par des adeptes des faux dogmes de 1789. Un cultivateur du type de celui-là est bien, je le répète, un paysan, mais sur la frontière de la bourgeoisie. Il y pénètre tout naturellement par ses enfants, dont il destine quelques-uns à l'Église, — dans quelles conditions, une anecdote,

empruntée de nouveau à *la Vie de mon père*, va nous en donner l'idée. Un fils d'Edme Rétif veut entrer au grand séminaire d'Auxerre. L'évêque, Mgr de Caylus, s'intéresse à ce jeune homme. Il offre de payer sur ses propres deniers la pension du futur ecclésiastique. Le père refuse et répond « qu'il est, grâce au Ciel, en état de payer cette pension et qu'il se croirait inexcusable de faire ce vol aux pauvres nécessiteux ». Que ces rapports entre un prélat gentilhomme et un grand paysan sont révélateurs de cet état de paix sociale, cher à notre grand Le Play! C'est qu'aussi bien, chez ces contemporains du dangereux et irréfléchi Voltaire, la ferveur religieuse est demeurée intacte dans les campagnes, et quelles pures figures de prêtres traversent, à côté du charitable Mgr de Caylus, ce récit d'autant moins suspect qu'il est rédigé par quelqu'un qui a tant abusé de sa plume !

Je citerai comme exemple ce frère, entré au Séminaire dans les conditions que je viens de dire. Il est nommé curé du petit bourg de Courgis, dans le voisinage de Chablis. Il s'obstine à ne pas quitter cette cure qui est très pauvre. Elle rapporte environ 1 500 livres Son revenu personnel est de trois cents. Cinq cents francs lui suffisent pour l'entretien de sa maison. Tout le reste va aux pauvres. Quand l'argent manque à ses charités, il se rend à la ville, afin de demander l'aumône, « pour que le laboureur n'y aille pas », écrit-il dans une lettre adressée à un de ses parents pauvres. Quelle phrase et d'une charité aussi bienfaisante que ses aumônes ! L'emploi de ses journées est ainsi réglé : lever à trois heures, méditation de l'Écriture sainte pour préparer ses instructions, jusqu'à six heures. A l'église ensuite, où il dit la messe à sept heures. Il attend là jusqu'à midi ceux qui auraient besoin de son ministère, à moins qu'il n'ait des malades à visiter. A midi il dîne et se promène, une heure dans son jardin si c'est l'été, si c'est l'hiver dans sa chambre, toujours sans feu. Tout l'après-midi se passe à s'occuper des besoins temporels ou spirituels de ses paroissiens. Il a fondé à ses frais plusieurs écoles gratuites et, quand les enfants sont empêchés d'y aller à cause du travail des champs, c'est lui qui va chez eux le soir, pour leur apprendre à lire et à écrire. Est-il nécessaire d'ajouter qu'il veille à leurs vêtements et qu'il les habille, s'ils sont loqueteux ?

## IV

De tels pasteurs créent, autour des âmes qui leur sont confiées, une atmosphère morale dont quelques pages de *la Vie de mon père*, les plus belles de ce livre, révèlent la qualité. J'ignore si le sociologue que je mentionnais tout à l'heure, Frédéric Le Play, a jamais connu ce document-ci. Certes, il y aurait admiré une saisissante mise en action de ce Décalogue qu'il considérait, d'après le séculaire enseignement de l'histoire, comme le Code même de la santé pour les sociétés humaines. Il s'agit du mariage d'Edme Rétif. Il vient d'avoir vingt ans. Pierre Rétif, son père, l'a envoyé passer un peu de temps à Paris. Le jeune homme a rencontré une jeune fille charmante et riche, une demoiselle Rose Pombelins, dont il est devenu amoureux et qui l'aime. M. Pombelins est un marchand de soieries, qui, ayant su apprécier le caractère du loyal et courageux garçon, l'accepterait volontiers comme gendre. Edme écrit cette nouvelle à son père et lui demande son consentement. Celui-ci fait aussitôt revenir son fils au village, et à peine arrivé, lui déclare qu'il refuse ce consentement, ayant décidé pour lui une autre union.

— Je vous ai mandé, lui déclare-t-il, pour vous marier avec Marie Dondaine, la fille de Thomas. Au lieu des coquettes perfides et corrompues des villes, je vous donne une fille vertueuse qui ne chérira que son mari. Vous auriez peut-être eu plus de goût pour une jolie porteuse de fontanges. Mais je vous défends d'y songer. Je ne veux recevoir de votre part aucune objection. M'obéir doit être votre première pensée. *Sinon, ma malédiction est toute prête.*

Sur cette menace, ils partent pour le village de la jeune fille. On la fait venir, et Thomas Dondaine lui tient un discours identique. Elle hésite, non pas que le jeune homme lui déplaise. « Mais encore, » insinue-t-elle, « faudrait-il se connaître et qu'il sût du moins, lui, si je lui conviendrai. » Un « Taisez-vous » durement prononcé est la seule réplique. Les fiançailles ont lieu sur place, et il est entendu que le mariage aura lieu dans les trois jours. Edme et Marie se sont soumis sans plus discuter. Le quatrième commandement a, pour ces deux enfants, ce caractère d'impératif catégorique dans lequel Kant faisait consister le principe de la morale. La tentation de se rebeller contre l'autorité paternelle au nom de leurs sentiments personnels ne les effleure même pas, et des scènes suivent où apparaît toute la beauté d'une discipline qui nous

semble si dure, à nous les intoxiqués de l'égotisme moderne.

L'engagement pris et la date de la cérémonie fixée, Pierre et Edme Rétif sont remontés à cheval pour rentrer dans leur village, à une lieue peut-être de celui de Dondaine. Contre ses habitudes, le père fait marcher son cheval à côté de celui de son fils, et il lui dit :

— Compte, mon fils, que tu seras honoré de tes enfants comme tu honores ton père.

Il lui explique alors la raison de sa conduite, dans un discours dont Nicolas a retrouvé le texte dans des notes de son père à lui. L'inspiration en est digne du vieux Corneille. Ce que veut Pierre Rétif, c'est que son fils soit, comme lui, le fidèle héritier de cette lignée rurale dont ils sont tous deux issus et dont il est fier. Pour cela, il faut que ce fils reste dans cette campagne où il maintiendra l'honneur d'un nom que leurs aïeux ont rendu vénérable.

— Tu sais comme on appelait ton grand père : l'homme juste ! Quel nom !

Et avec l'orgueil légitime d'un terrien qui, lui aussi, connaît le prix de son métier de laboureur :

— Nous sommes des roturiers, continue-t-il, et je m'en félicite sincèrement. Le roturier est l'homme par excellence. C'est lui qui paie les impôts, qui travaille, ensemence, récolte, commerce, bâtit, fabrique. Le droit d'être inutile est un pauvre droit. Ne le regrettons pas. Tu as vu les gentilhommes chasseurs de la Puisaie, en guêtres, en souliers ferrés, portant une vieille épée rouillée, mourant de faim et rougissant de travailler. Voudrais-tu être à leur place ?

Ce passage vaut d'être médité. Il est remarquable par la totale absence d'envie sociale. Le principe de l'autorité paternelle, accepté jadis par Pierre Rétif dans sa jeunesse et si fermement exercé sur son fils dans son âge mûr, fait de lui un chef qui se tient debout dans son droit par la vertu de la valeur héréditaire qu'il représente et qu'il transmet. Il n'a ni inférieurs ni supérieurs. Il est ce qu'il est et il en est fier.

Ici se place un épisode à l'occasion duquel le souvenir de notre Corneille s'impose de nouveau. Rentré chez lui avec son fils, Pierre Rétif est, dans la nuit, saisi d'une forte fièvre. Au matin, le malade mande son fils au chevet de son lit.

— Je me sens frappé, lui dit-il. Promettez-moi, si je meurs, de vous marier comme je veux et dans le même délai.

— Je vous le jure, mon père, répond Edme

— Béni sois-tu ! Car tu portes la joie dans le cœur de ton père mourant.

Pierre Rétif passa en effet le lendemain, et le fils du mort se maria, comme il avait promis et dans le délai convenu, le troisième jour après ces rapides accordailles. Il demanda, en accord avec les curés de Saci et de Nitri, les paroisses des deux familles, que le mariage fût célébré pendant l'enterrement de son père et devant son cercueil.

— Ce sera, dit Thomas Dondaine, notre premier témoin.

Les deux cérémonies, celle du mariage et celle des funérailles, se succédèrent sans intervalle, et quand le corps, suivi par les deux nouveaux époux, fut descendu dans la fosse, le curé de Nitri, comme hors de lui-même, s'écria en français :

— Pierre, mon ami, vous êtes obéi. Que votre âme bénie jouisse de l'éternel repos ! *Amen.*

Et tout le peuple, qui savait la vérité sur cette étrange concomitance d'une noce et d'un convoi funèbre, s'associa au sentiment de l'officiant en s'écriant plusieurs fois : *Amen ! Amen !* — Quel commentaire ajouter à un pareil récit ?

## V

On ferme le livre, et involontairement deux problèmes se posent, l'un tout particulier, le second d'ordre général. Comment un Edme Rétif, et qui a vécu de la sorte, peut-il avoir eu pour fils l'auteur du *Pornographe*, de *la Paysanne pervertie*, du *Quadragénaire*, des *Contemporaines* et de tant d'œuvres remplies de scènes impurement sensuelles, ressouvenir, non dissimulé, d'un libertinage prolongé jusqu'à l'extrême vieillesse ? Comment, d'autre part, la société, forte et sage, peinte dans *la Vie de mon père* a-t-elle pu s'abîmer d'un coup dans la sanglante et folle aventure révolutionnaire ? Le malheur des temps est l'explication habituelle et commode. Mais si ces temps étaient heureux, l'énigme de ce bouleversement catastrophique paraît insoluble. Quels vices secrets travaillaient donc le pays sous ces belles apparences d'équilibre et de santé ?

*La Vie de mon père* nous suggère la solution du premier problème, quand l'auteur nous raconte qu'Edme Rétif l'a poussé à s'expatrier : « La vérité m'oblige », écrit-il, « à reconnaître qu'il y a peut-être un reproche à faire à cet homme vertueux : c'est qu'il avait voulu avancer ses enfants dans le monde. Il n'en a élevé qu'un aux travaux

champêtres. Il a soigné notre éducation autant et plus que ses moyens ne le lui permettaient, et il nous destinait à vivre dans la capitale... Il nous répétait : Mes enfants, Paris ou notre village, mais plutôt Paris que notre village. » C'est l'indice qu'Edme Rétif avait bien obéi à son père dans les actes, mais qu'il n'en avait pas compris l'idée directrice, cette conscience du prix que donne à notre existence si brève la fixité dans le même coin de terre, cette vertu dont un grand fondateur d'ordre religieux avait fait un des vœux de son ordre : *permansitas*. Gœthe disait dans une de ces maximes cosmiques dont il avait le secret : « Le chef-d'œuvre de l'homme est de durer. » La permanence du milieu est une des conditions de cette durée. On l'a noté déjà : Edme avait passé deux années à Paris. Il y avait été amoureux, presque fiancé. Il s'accomplit en lui, quand la volonté paternelle lui interdit ce mariage suivant son cœur, un phénomène de refoulement, pour parler le langage, si exact ici, de la psychiatrie actuelle. Paris demeura pour lui, dans les profondeurs obscures de sa sensibilité, paré du charme de ce premier amour. Et puis le travail de la terre est pénible, la charrue dure à pousser. Accepter ces besognes vaillamment, c'est tout de même en sentir la rudesse. En faut-il davantage pour justifier le désir, éprouvé par lui, d'un sort plus doux pour ses fils, de circonstances plus favorables à leur développement? Il aurait dû savoir, étant un cultivateur réfléchi, qu'il existe une maladie de la transplantation. Monsieur Nicolas — donnons au romancier le nom sous lequel il s'est le plus complaisamment raconté — Monsieur Nicolas donc en fut la victime. « Oh! que ne m'a-t-on laissé au village! » gémit-il dans un de ses *memento*, « j'y eusse été si heureux... » Jeté parmi les tentations quotidiennes de la galanterie parisienne, l'animalisme de sa vigoureuse hérédité rurale, ne se dépensant plus dans le labeur journalier des champs, fit bien vite de lui un érotique. Ajoutez à ces causes, comme élément de moindre résistance, une émotivité presque ingénue, dont *la Vie de mon père* demeure le témoignage, si honorable celui-là et secrètement accompagné de remords de porter dans sa mémoire une telle lie de coupables souvenirs. Ce remords et la nostalgie d'une vie réglée qui se dissimule à toutes les pages de ce livre éclatent vers la fin dans une exclamation douloureuse. Elle ramasse en quelques mots si humbles tout le danger du déracinement subi par le fils du laboureur : « Les mœurs à Paris courent bien des dangers. Hélas! Est-ce un vice inhérent à la capitale, et celui qui s'y corrompt n'a-t-il pas apporté dans son cœur le germe de la

corruption? Edme Rétif y vécut aussi pur que dans son village. Heureux mortel! Heureuse la Patrie, si elle n'avait que des enfants comme toi! »

Le second problème est plus complexe. L'antithèse entre les mœurs de Paris et celles du reste de la France, signalée dans ces dernières pages de *la Vie de mon père*, en indique pourtant une des données. Les événements ont montré depuis qu'il y avait là un principe de divorce plus profond et plus redoutable. Paris, au XVIIIe siècle, avait fini par différer du pays, non seulement par les habitudes et les façons de vivre, mais par la mentalité. Un travail d'idéologie s'y accomplissait, autant par les philosophes de l'Encyclopédie que par leur adversaire, Jean-Jacques Rousseau. Sa propagande s'étendait sur la province par ces *Sociétés de pensée*, étudiées avec tant de lucidité par Augustin Cochin. La Franc-maçonnerie d'alors y était mêlée également. De ce travail, l'atmosphère de santé morale que révèle *la Vie de mon père* allait être un des facteurs, par une de ces actions en retour qui déconcertent les plus sages prévisions. Le XVIIIe siècle était si comblé matériellement, dans ses classes inférieures comme dans les hautes, que la notion de la sauvagerie, toujours latente chez les peuples les mieux policés, avait disparu de presque tous les esprits. On objectera *Candide*, mais les contemporains voyaient-ils dans ce sinistre chef-d'œuvre autre chose qu'un paradoxe de lettré, en train d'ironiser spirituellement dans le décor d'une sécurité à l'abri de toute menace? Voltaire lui-même prenait-il sa misanthropie au sérieux? Il écrivait sur Paris cette phrase terrible, à laquelle les crimes si proches de la Terreur donnent pour nous un accent prophétique : « Fuyons ce pays où des singes agacent des tigres. » S'il avait vraiment cru à la férocité de ces tigres, aurait-il eu tant de plaisir et jusqu'à sa quatre-vingtième année à jouer le rôle d'un de ces singes? C'est qu'il admettait naïvement, lui le ricaneur, la possibilité de construire cette cité rationnelle dont il n'apercevait pas que son établissement comportait des risques tragiques. L'homme de cette époque apparaissait à tous les théoriciens du progrès comme le civilisé définitif qui n'a besoin que d'un ordre logique autour de lui pour s'améliorer encore. Qu'il portât dans ses atavismes une bête féroce toute prête à se déchaîner, comment l'admettre, alors que les campagnes sont habitées par des Edme Rétif, les villes par des bourgeois paisibles, Versailles par des grands seigneurs élégamment raffinés? Que cet équilibre national, qui paraît si stable, soit une conquête sur les instincts que la coutume a

domptés sans les abolir, les déraisonnables doctrinaires de la Raison ne le soupçonnent point. Ils s'appliquent à dresser les plans de leur Salente imaginative. Que des difficultés surgissent dans le domaine des finances, provoquées par une administration déficiente, qu'une carence se produise dans l'autorité centrale, de la théorie les utopistes passent à la pratique, et aussitôt, les vieilles disciplines étant abolies, le barbare se réveille dans le civilisé, qui ne l'était que temporairement. L'avocat véreux qui aurait plaidé toute sa vie des causes fructueuses devient le Danton des massacres de Septembre. Le bel esprit prétentieux d'Arras sera le Robespierre des Jacobins, et d'un bout à l'autre de la France, des milliers de brutes sanguinaires installent la guillotine. Que les temps où vivaient les paysans de *la Vie de mon père* sont voisins! Entre 1764 où mourut Edme Rétif et 1793, il y a moins de trente ans. L'idéologie des constructeurs de la Cité sans traditions a suffi pour produire et précipiter ce cataclysme. Taine a ramassé, dans la préface d'un des volumes des *Origines*, toute son expérience de la politique par cette simple phrase, bien modeste, mais qui va si loin : « Une société moderne est une chose vaste et compliquée. Par suite il est difficile de la comprendre. C'est pourquoi il est difficile de la bien manier. » J'ajouterai, et si périlleux d'y toucher autrement qu'avec d'infinies précautions! Le beau livre de Monsieur Nicolas emporte avec lui cet enseignement pour qui compare les deux France représentées par les deux dates que j'ai rappelées. Hélas! Quelle expérience a jamais instruit les peuples et ceux qui ont choisi pour métier de les gouverner?

Paul Bourget.

# ESSAIS ET NOTICES

## UNE DATE DE L'AVIATION : L'AUTOGIRE

Un événement du plus haut intérêt vient de se produire dans l'histoire de l'aviation.

Je récapitule les faits : M. Juan de la Cierva, ingénieur espagnol, travaille depuis près de dix ans à changer la formule de sustentation des appareils volants. Il aboutit à la création d'un *autogire* sur lequel il effectue, le 18 septembre 1928, le voyage de Londres à Paris. Il traverse la Manche, et, sans aucun incident, atterrit au Bourget. Cela avec une aisance et une simplicité si parfaites, qu'il y a peu d'émotion dans le public. Pourtant, combien cette démonstration dépasse la portée de maints raids à grand orchestre! Et combien elle est plus utile!...

Entendons-nous bien : il s'agit d'un avion et non d'un hélicoptère. Fuselage, empennage, gauchissement, hélice tractive, tout cela appartient à l'avion ; et c'est pourquoi il ne s'agit pas d'une révolution dans l'aviation. La trouvaille incomparable est dans le mode de sustentation. Ici, en effet, les ailes fixes des avions ordinaires sont remplacées par un moulinet à quatre pales souples qui tournent, *libres sur leur axe*, au-dessus de la tête du pilote. C'est ce moulinet fou qui remplace les plans porteurs, sert de parachute à l'atterrissage, favorise par sa rotation passive le décollage et ne gêne pas la vitesse de translation. Chose plus merveilleuse encore, avec un moteur de 200 CV à peine, la surface portante de cette voilure tournante n'atteint pas 10 mètres carrés pour un poids total de 1 240 kilos. Par temps calme, le pilote ralentit son allure, fait du « sur-place », cale son moteur, descend verticalement et se pose comme une feuille de sycomore. Il pourrait se poser dans un jardin...

J'ai vu évoluer l'autogire ; j'ai assisté à l'accident survenu à l'appareil le 21 septembre : l'accident n'a fait que confirmer l'opinion des spécialistes sur les qualités de l'appareil. « Un avion ordinaire qui aurait, au départ, démoli un côté de son train d'atterrissage sur une balise, ne s'en serait pas tiré à si bon compte, murmurait le capitaine Wagenheim, du 34e d'aviation. Nous aurions vu un « pylône » ou un « tonneau » fatal aux occupants. » Près de son appareil couché sur le flanc, M. Juan de la Cierva, qui n'est pilote qu'à l'occasion, accueillait ses « sauveteurs » avec le sourire. Il sait qu'il a gagné la partie, qu'il s'envolera de nouveau à jour fixe, sans effort. Juste récompense des recherches passionnées et minutieuses auxquelles il a consacré dix années d'un patient labeur.

L'appareil de M. de la Cierva n'est qu'un appareil d'inventeur ; l'industrie va travailler ferme sur ses données. Dès maintenant, il est établi que l'autogire, grâce à sa voilure tournante, décolle et atterrit sans danger ni acrobatie dans un espace restreint, presque sur place ; qu'il ne redoute ni les baisses de régime, ni les pertes de vitesse, causes de la plus grande partie des accidents ; qu'en un mot, il deviendra pratiquement indifférent à la panne de moteur.

Voilà donc un grand pas en avant fait par l'aviation ; à vrai dire, c'est le premier depuis sa création. Jusqu'ici nous n'avions connu que des perfectionnements aux premières machines, perfectionnements dont nous sommes loin de faire fi, mais qui ne sauraient valoir un bond en avant. Il se peut que le moteur à explosion tourne plus vite : il est resté essentiellement le même qu'il était à l'origine.

Pour la première fois, nous nous trouvons en présence d'un progrès réel : c'est pourquoi nous avons tenu à le saluer ici. L'aile d'avion est une copie perfectionnée de la nature ; la voilure tournante de l'autogire est un produit de l'imagination humaine.

André Demaison.

# CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Brusquement, le chancelier Hermann Muller, dans son discours à l'assemblée de la Société des nations, avait pris l'offensive. L'espèce de mise en demeure qu'il apportait aux Alliés et particulièrement à la France, c'était la manœuvre suprême qui devait faire donner tous ses résultats à l'habile stratégie de M. Stresemann. Il s'agissait, à la faveur d'un mouvement d'opinion, scandé par une campagne de presse bien dirigée, d'obtenir l'évacuation anticipée sans délai ni compensation de la deuxième et de la troisième zone occupées : c'était, à entendre ce concert, « un droit » pour l'Allemagne; le chancelier « exigeait » satisfaction comme conséquence de la politique de Locarno. Si le retrait de l'occupation ne lui était pas accordé, si toutes les puissances ne se décidaient pas à procéder à un désarmement au moins aussi complet que celui de l'Allemagne, ce serait le signe que les Alliés, et en particulier la France, jouent double jeu : l'un en paroles, tout de conciliation et de rapprochement, l'autre en actes, tout de rigueur et de domination. Si la manœuvre échouait momentanément, elle aurait du moins pour résultat de séparer la France de ses alliés et de soulever contre elle l'assemblée de Genève. Le discours, rédigé dans les bureaux de la Wilhelmstrasse, sous l'inspiration de M. Stresemann, était bien adapté au rôle que pouvait tenir un chancelier social-démocrate. L'objectif final, celui que l'on retrouve dans tous les actes de la politique allemande depuis 1919, c'était, sous couleur d'égalité, de ruiner dans ses fondements le traité de Versailles.

La combinaison a échoué; l'Allemand, comme il arrive souvent, par manque de psychologie, a dépassé la mesure et s'est pris à son propre piège. Le mouvement spontané qui porte la grande masse de la démocratie allemande vers la paix et vers un rapprochement avec la France est plus desservi qu'aidé, plus faussé que dirigé par une

politique dont les habiletés sont souvent de nature à faire douter de sa sincérité. Le discours du chancelier piqua au vif M. Briand. Que l'Allemagne exigeât comme un droit une concession de très grande valeur qui équivaudrait, pour elle, à une liquidation définitive de la guerre, sans que nous obtenions aucune réciprocité; que cette concession, on prétendit la lui imposer au nom de la IIe Internationale, et qu'on insinuât contre lui l'accusation de duplicité, c'était l'atteindre à la fois dans son amour-propre d'homme politique et dans la loyauté de ses sentiments nationaux et pacifiques comme ministre des Affaires étrangères. Il réagit vivement. Sans emportement, mais avec la conscience de défendre son œuvre de paix, il laissa tomber sur l'assemblée étonnée son discours du 10 septembre, dont l'inspiration générale avait été approuvée en conseil des ministres et auquel l'accent et la voix du grand orateur donnaient une portée et une signification que les textes ne peuvent rendre.

Seul l'homme qui, en septembre 1926, accueillit M. Stresemann et l'entrée de l'Allemagne dans la Société des nations par la harangue généreuse et unanimement applaudie que l'on n'a pas oubliée, était en droit de parler, en septembre 1928, comme il l'a fait. Entre ces deux dates, la politique de M. Briand a porté ses premiers fruits et aussi ses premiers déboires : il était nécessaire avant d'aller plus loin, de remettre les choses au point et les gens à leur place. Les intentions de M. Briand pour l'organisation de la paix européenne sont dignes d'approbation; elles ont obtenu notamment l'adhésion de M. Poincaré; mais la réalisation a souvent péché par trop de concessions et d'indulgence; une pareille tactique réussit rarement avec les Allemands qui, la presse aidant, arrivent très vite et de bonne foi à se persuader que leurs intérêts s'identifient avec la vérité et la justice. Si le ministre des Affaires étrangères avait plus tôt, plus souvent et plus nettement rétorqué certaines affirmations, redressé certaines illusions des hommes d'État allemands, il ne se serait pas senti acculé à la nécessité de réagir vigoureusement et de replacer les questions franco-allemandes sur leur vrai terrain, celui des intérêts. Il l'a fait avec une fermeté courtoise et une netteté qui ne laissent rien à désirer, mais qui ont étonné une assemblée habituée à un langage plus enveloppé et plus bénin.

« Ce qui serait redoutable, a dit M. Briand, ce serait de créer entre nous, dans nos débats, des malentendus qui se répercuteraient ensuite sur nos peuples et dresseraient les opinions publiques les unes contre les autres par un antagonisme irréductible. » Ces malen-

tendus, M. Briand s'est appliqué à les dénoncer et à les dissiper. Le désarmement d'abord, ou plutôt « la limitation des armements », — c'est le terme dont se sert le traité, et lord Cushendun a eu soin de le rappeler ; — beau thème à déclamations et à manifestations théâtrales ; mais les réalités sont plus complexes. M.Briand fait justice de l'erreur matérielle accréditée par le chancelier de Berlin, reprise par celui de Vienne, que les armements sont allés en augmentant depuis 1920 : « Ce n'est pas vrai. » Il est cependant un pays où les armements s'accroissent par le nombre des hommes et par le matériel, et qui s'en vante : c'est la Russie soviétique. Elle a donné son adhésion au pacte Kellogg, mais elle fomente ouvertement les guerres sociales, pires que les guerres nationales et qui d'ailleurs ne sauraient manquer de les engendrer.

Mais l'Allemagne, dit-on, est désarmée. L'est-elle vraiment ? « L'Allemagne a une armée de 100 000 hommes. Mais c'est une armée très particulière. Elle est composée d'officiers, de sous-officiers. C'est ce qu'on appelle une armée de cadres. Lorsqu'il existe à côté un réservoir d'hommes magnifiques, courageux, héroïques, qui pendant huit ou dix ans peuvent encore être encadrés, on ne peut pas dire que le désarmement soit complet. M. le Chancelier lui-même ne le soutiendrait certainement pas, s'il se plaçait sur un plan qui ne serait pas un plan de propagande. » Une nation industrielle aussi puissante que l'Allemagne peut très rapidement transformer son outillage. « Qui pourrait s'imaginer qu'un immense pays, si puissamment outillé pour la paix, c'est-à-dire pour l'industrie, se trouverait embarrassé s'il lui fallait fournir un armement de matériel de guerre ? » Ainsi le désarmement ne suffit pas à empêcher les guerres s'il ne s'y joint « l'esprit de paix », plante fragile et délicate, qui s'acclimate lentement, qu'un rien flétrit et, — aurait pu ajouter M. Briand, — qui n'est guère cultivée dans les écoles allemandes.

Pour la réduction et la limitation des armements, M. Briand rappelle ce que la France a déjà fait et dont, en Allemagne, on ne parle jamais. Le service d'un an, en face d'une nation à qui le traité, — par la plus insigne des aberrations, — impose une armée de cadres et qui, sous toute sorte de prétextes, entraîne sa jeunesse aux exercices militaires, constitue par lui-même une réduction de forces que l'avenir jugera peut-être excessive. Récemment, en vue de rendre possible la réunion de la commission préparatoire pour la réduction des armements, les gouvernements d'Angleterre et de France se sont

fait des concessions et ont rapproché leurs points de vue divergents au sujet des constructions navales. Aussitôt on s'est dit que, pour que la France et l'Angleterre se soient entendues sur une question si délicate, il fallait qu'elles eussent à cacher des « pensées malsaines ». Ainsi sont dénaturées les intentions les plus droites et les actes les plus désintéressés. La France désire aussi la réduction des armements, dans le sens où l'on entend l'article 8 du pacte, c'est-à-dire que les différents pays se sont engagés à réaliser le maximum de réduction des armements compatible avec leur sécurité. Chacun d'eux est, sur ce sujet, seul juge des conditions nécessaires à sa sûreté. Seules l'Allemagne et les puissances qui, avec elle, ont participé à l'agression de 1914, ont accepté par traité un régime spécial de limitations plus strictes. C'est précisément, — M. Briand ne l'a pas dit, — cet état de choses que l'Allemagne aspire à faire disparaître : ce qu'elle appelle l'égalité, c'est la destruction des traités. Il est trop évident que là-dessus toute entente est impossible.

A la fin de son discours, M. Briand a abordé la question des minorités nationales et, là encore, il a fait entendre quelques utiles vérités. La diplomatie du Reich mène grand bruit autour des petits groupes d'Allemands isolés au milieu de populations étrangères; la revendication de leurs « droits » est pour elle un instrument de politique, un moyen de jeter le trouble chez ses voisins; ces groupes, dont l'Allemagne entretient à grands frais et surchauffe l'esprit national, sont les pierres d'attente d'une hégémonie centre-européenne à laquelle elle n'a pas renoncé. M. Briand a été bien inspiré en rappelant que les Allemands, avant 1918, étaient moins soucieux du droit des nationalités. « Avant la guerre, il y avait 100 millions d'hommes appartenant à des minorités qui appelaient à l'aide et pour le salut desquels la Société des nations n'existait pas. Aujourd'hui il n'en existe que 20 millions. On ne peut pas dire que l'on se désintéresse d'eux. Mais prenez garde que le problème est délicat. Il ne faut pas que ce problème devienne un levier pour ébranler les gouvernements et qu'il serve à certains de machine de guerre et de cause de troubles et que, sous couleur de manifestations massives, tendant à certaines modifications de frontières, la paix se trouve menacée. » Et M. Briand ajoute que si, sous prétexte de justice, une voix tendait à ramener la guerre, il crierait : « Silence à cette voix ! »

Cette claire allusion à la campagne que mènent la presse allemande et les dirigeants du Reich pour l'annexion de l'Autriche, et à la cer-

titude que la guerre en sortirait, achève de donner au discours de M. Briand son caractère et sa portée. A Genève, il a été accueilli par un applaudissement général et chaleureux avec lequel faisait contraste le silence de la délégation allemande; on avait l'impression qu'une opération nécessaire était enfin accomplie, que les nuées se dissipaient et que l'on rentrait dans la vérité. En Angleterre, l'accueil de la presse a été favorable et, à l'assemblée, lord Cushendun a prononcé un discours où s'affirmait une complète entente avec son collègue français. En Italie, en Belgique, l'approbation a été générale. En Allemagne, au contraire, éclata un concert de cris furieux et désappointés et les pensées secrètes de plusieurs se révélèrent. « La politique de Locarno est en ruines et il ne reste plus qu'à la balayer du chemin le plus vite possible (*Lokal Anzeiger*). » Ainsi les partis de droite exploitent la situation : ils seraient désolés que la politique de Locarno échouât, parce que l'Allemagne en retire les meilleurs profits; par tactique de politique intérieure, ils se croient obligés de faire une apparente opposition, non sans calculer que leurs critiques servent la manœuvre extérieure des partis démocratiques.

C'est l'inconvénient majeur des accords interprétatifs tels que celui de Locarno qu'ils tendent à se substituer au traité dont ils devraient seulement régler les modalités d'application. En vain, M. Briand et sir Austen Chamberlain se sont mis d'accord, avant d'aller à Locarno, sur le maintien intégral du traité de Versailles, les Allemands se sont persuadé, parce qu'ils avaient intérêt à le croire, qu'il ne s'agissait là que d'une précaution oratoire et qu'en réalité l'esprit de Locarno se substituait au texte de Versailles. « Maintenant tout Allemand peut découvrir, écrit la *Gazette de la Croix*, ce que la France entend par réconciliation : le maintien de l'inégalité, la prolongation de Versailles à perpétuité. » Abolir le traité de Versailles, tout est là : inégalité, le désarmement; inégalité, l'obligation aux réparations; il faut abolir tout cela et refaire une Allemagne plus grande qu'avant la guerre par l'annexion de l'Autriche et la réalisation du Mittel-Europa. Pour les partis démocratiques, si les moyens diffèrent, l'objet est le même. C'est le chef du Centre, l'ancien chancelier Marx, qui déclare : « Le discours de Briand a nui beaucoup à la cause de la paix. » C'est le ministre des régions occupées, M. de Guérard, président de la fraction centriste, qui réclame l'évacuation anticipée « au nom du droit juridique, moral et contractuel de l'Allemagne ». Pour un peu, on prétendrait que l'occupation de la Rhénanie est un abus de la force. On a oublié l'agression, la défaite et les hautes raisons morales qui

nécessitent et justifient les plus exactes précautions contre une nouvelle édition des horreurs de 1914. Pour que le chancelier Muller ait osé parler de la « double face » de la politique de M. Briand, il faut que de singulières illusions se soient répandues en Allemagne sur le sens véritable et la portée des accords de Locarno. Peut-être est-ce, dans une certaine mesure, la faute de M. Briand. Il n'en était que plus nécessaire de redresser la direction et de remettre les choses au point.

Si les Allemands se laissaient conduire par leur raison plutôt que par leurs passions, ils n'auraient pas tardé à s'apercevoir que l'opération réalisée par M. Briand, à leur grand scandale, servait en réalité leurs intérêts. L'organe social-démocrate, le *Vorwaerts*, s'en est avisé dès le premier jour : « Le parti socialiste ne songe pas, pour une polémique à l'assemblée de la Société des nations, à s'écarter d'un cheveu de la ligne qu'a suivie jusqu'à présent sa politique extérieure. Aujourd'hui comme hier, il est convaincu que l'Allemagne et la France, dans leur propre intérêt et dans celui de toute l'Europe, doivent suivre une politique de rapprochement et de collaboration amicale. » En réalité, le discours de M. Briand a sauvé la mise au chancelier Muller. Il lui était impossible de demeurer au pouvoir, s'il revenait de Genève les mains vides. C'est la mercuriale de M. Briand qui, déblayant le terrain, a permis d'entamer les négociations sur l'évacuation anticipée. Les Allemands ont demandé ces négociations, tout en affirmant que l'évacuation anticipée était pour eux un droit et qu'ils n'avaient rien à offrir pour l'obtenir. Mais ils savent très bien toute la valeur morale et pratique d'une pareille concession et, si nous étions assez naïfs, comme M. Herriot en 1924, pour tout abandonner sans réciprocité ni compensations, ils nous estimeraient moins et ne nous aimeraient pas plus. Sur la place publique, on va répétant qu'on ne cédera rien ; dans les chancelleries, on sait fort bien que tout se paye et que négociation signifie transaction et concessions réciproques.

Les négociations ont donc commencé à Genève entre les représentants de six puissances : Allemagne, Angleterre, Belgique, France, Italie, Japon. Et si elles ont pu commencer, c'est parce que M. Briand a transposé le problème du plan humanitaire et sentimental sur le plan des intérêts. Dans le salon de lord Cushendun, dans le tête-à-tête des Six, le chancelier du Reich a compris qu'il n'avait rien à « exiger » et que c'était déjà pour lui un gros succès que la négociation fût amorcée. Lorsqu'il essaya d'invoquer l'opinion publique

allemande, l'un des ministres, raconte M. Auguste Gauvain dans le *Journal des Débats*, lui rappela que c'est le gouvernement allemand qui a dirigé la campagne de presse : « C'est vous qui avez lâché les gaz, mettez vos masques. »

La manœuvre de M. Briand apparaît donc clairement : son dessein étant d'accepter la négociation sur l'évacuation anticipée, c'est en vue de la rendre possible et en même temps afin d'en tirer les avantages qu'elle doit comporter pour la France qu'il a lancé son discours. C'est en vain que la presse allemande répète que « le droit » à l'évacuation anticipée dérive de Locarno et qu'il n'y a aucune liaison entre cette question et les réparations : en fait, l'accord qui s'est réalisé à Genève le 16 septembre constate que ces deux questions sont liées. M. Briand et ses collègues, en effet, n'ont pris aucun engagement, même pour l'évacuation de la deuxième zone qui vient à échéance le 15 janvier 1930 ; ils restent libres, s'ils n'obtiennent pas ce qu'ils veulent pour le règlement des réparations et pour le contrôle de la démilitarisation de la Rhénanie, de ne rien accorder et de prolonger l'occupation jusqu'au terme fixé par le traité.

Les Six sont donc tombés d'accord sur trois points qu'un communiqué a fait connaître au public. C'est d'abord le principe d'une négociation sur l'évacuation anticipée des zones occupées; c'est ensuite la nécessité d'un « règlement complet et définitif des réparations » ; c'est enfin la décision de principe de créer une « commission de constatation et de conciliation » destinée à contrôler la démilitarisation de la Rhénanie prévue par les articles 42 à 44 du traité de Versailles. La négociation s'arrête là pour le moment ; les commissions techniques vont travailler et lorsque les pourparlers reprendront, il est évident qu'ils porteront principalement sur le problème des réparations. Si l'on étudie l'un après l'autre les trois points fixés à Genève, on constate que chacun d'eux apporte aux Allemands un avantage important. C'est d'abord le principe même de la négociation qui est admis. Sur le second point, les Allemands demandaient depuis longtemps la revision du plan Dawes : elle leur est accordée. Le plan Dawes n'est, en effet, que provisoire, puisqu'il ne fixe pas le montant total de la dette allemande. L'évaluation de la commission des réparations à 132 milliards de marks-or est, en effet, purement théorique et chacun sait que de pareilles sommes ne peuvent être ni payées, ni transférées. Si ce chiffre était maintenu, la pleine annuité du plan Dawes, que le Reich paye pour la première fois en 1928-1929 (2 milliards et demi de marks-or) n'en repré-

senterait même pas l'intérêt annuel, si bien que les Allemands, même en payant indéfiniment l'annuité, ne diminueraient pas d'un centime le total de leur dette de réparations qui, au contraire, irait toujours en s'accroissant. La fixation de ce que les Allemands auront à payer entraînera donc un abattement considérable sur le total de leur dette.

Que demandent les Alliés et, en particulier, la France? Deux choses : d'abord d'être entièrement couverts par les versements allemands des sommes qu'ils versent aux Anglais et aux Américains pour l'extinction de leur dette de guerre; ensuite, la France entend qu'il subsiste, entre ce qu'elle verse à ses alliés et ce qu'elle reçoit de l'Allemagne, une margé annuelle d'au moins 500 millions de marks-or (environ 3 milliards de francs) suffisante pour gager un emprunt qui couvrirait environ la moitié de ses dépenses de réparations. Une partie de la presse allemande feint de craindre que son gouvernement ne soit entraîné dans une sorte de « front commun » pour amener les Américains à renoncer à leurs créances sur leurs anciens alliés. Crainte vaine. Les États-Unis ne seront pas mêlés aux négociations sur la revision du plan Dawes. L'annuité allemande doit être, en tout état de cause, réglée de manière à laisser à la France une marge de 500 millions de marks-or. Il va de soi que si la France, l'Angleterre et les autres alliés n'avaient plus rien à payer aux États-Unis, les versements de l'Allemagne se trouveraient réduits à cette marge elle-même. Mais il appartiendra au gouvernement des États-Unis, spontanément et dans la pleine liberté de sa décision, de voir s'il est de son intérêt d'alléger les charges qui pèsent sur l'Allemagne. La France, en échange de la réduction considérable de la dette du Reich, lui demandera des garanties solides permettant de placer des emprunts et de vendre une partie au moins des 16 milliards d'obligations industrielles déposées dans la caisse du *trustee* à Berlin.

Quant à la commission de constatation et de conciliation, dont le seul nom a fait jeter les hauts cris à la presse allemande, il est évident qu'elle est surtout à l'avantage du Reich et destinée à le mettre à l'abri des menaces formulées à l'article 44 du traité et des enquêtes de la Société des nations prévues à l'article 4 du traité de Locarno. L'existence d'une telle commission ne serait donc pas, quoi qu'en dise la presse allemande, une aggravation du traité de Versailles, loin de là; sa fonction serait d'étudier sans bruit et de trancher à l'amiable les contestations qui peuvent survenir au sujet

de l'application délicate des articles relatifs à la démilitarisation de la zone rhénane. Mais il est clair qu'une pareille création n'aurait d'intérêt et d'efficacité que si son existence est prolongée aussi longtemps que des contestations pourront s'élever. La question demande à être mûrement étudiée. Il semble, à première vue, que les points sur lesquels un utile contrôle puisse être organisé, sont les chemins de fer et les terrains d'aviation.

La presse allemande s'est déjà calmée, et le chancelier, de retour à Berlin, a donné des explications qui ont apaisé les esprits. La politique allemande, à l'en croire, n'a en rien modifié ses positions; aucune contre-partie n'a été et ne sera offerte en échange de l'évacuation. Mais il est visible qu'il s'agit là de déclarations destinées à couvrir une savante retraite stratégique. Il est admis que la question des réparations et celle de l'évacuation seront traitées parallèlement; mais, en politique, les parallèles ne se comportent pas comme en géométrie : elles finissent toujours par se rencontrer.

Si les Allemands prétendaient demeurer intransigeants sur leurs positions, nous en serions quittes pour rester sur le Rhin jusqu'au terme fixé par le traité. L'insistance de tous les partis afin d'obtenir l'évacuation immédiate et sans conditions, leur répugnance à tout ce qui pourrait ressembler à un contrôle, les colères mêmes soulevées par le discours de M. Briand, enfin la hâte indiscrète avec laquelle le comte Bernstorff, à Genève, voudrait constater l'échec de la conférence pour la réduction des armements, tout cela et bien d'autres signes encore doivent nous mettre en défiance. L'Allemagne est pressée de se sentir libre : ne serait-ce pas pour recommencer ses armements sur terre et sur mer derrière la solide armature de la Reichswehr? L'affiche électorale de M. Stresemann présente, au-dessus de son portrait, les deux silhouettes de Hindenburg et de Bismarck : c'est un frappant symbole. L'esprit allemand n'est pas affranchi de l'empreinte bismarckienne. Nous souhaiterions donc que nos négociateurs eussent toujours présente à la mémoire cette simple question : si, demain, l'on imagine les escadres anglaises, les bataillons français évanouis et toute espèce d'organisation militaire abolie dans les deux pays de l'entente cordiale, le bon droit et la Société des nations seraient-ils capables de maintenir la paix? Tant qu'on sera obligé de répondre non, la conclusion s'impose.

René Pinon.

*Le Directeur-Gérant :* René Doumic.

# BALKANS NOUVEAUX

## I

### LA GRÈCE QUI RENAIT

Aux derniers jours de février 1928, assis en face de M. Zaïmis, dans son cabinet du *Politikon Grapheion*, j'écoutais le vieil homme d'État égrener les souvenirs de sa vie politique : un demi-siècle d'histoire. Pas un nom propre ne lui manquait, pas une date. Évoqués sans effort, les événements coulaient; et quelques-uns des plus récents semblaient déjà très loin de nous. M. Zaïmis parlait de lui-même avec simplicité; des autres, amis ou adversaires, avec un équitable détachement. Le son même de la voix était objectif. Jamais je n'avais rencontré pareille sérénité chez un homme d'État encore en action. Je ne me tins pas de le lui dire.

— A chacun son caractère, répondit-il en souriant. Le mien n'est point combatif. Le rôle que je joue aujourd'hui en Grèce, c'est celui que j'ai joué toute ma vie : celui de conciliateur. Il m'a valu les seuls succès de ma carrière. Je voudrais le remplir jusqu'au bout et contribuer à rendre solides et durables, en Grèce l'union entre les partis, dans les Balkans l'accord entre des peuples voisins et étroitement solidaires les uns des autres.

— Vous aurez ainsi bien mérité, M. le Président, non seulement de la Grèce, mais de l'Europe. Car la paix balkanique nous apparaît comme une condition essentielle, et peut-être la meilleure garantie de la paix européenne.

*Copyright by* Maurice Pernot, 1928.

— Oh ! fit M. Zaïmis, n'exagérons rien. Le centre de gravité n'est pas dans les Balkans, il est sur les rives du Rhin. Si les Français et les Allemands parvenaient à s'entendre, la paix serait assurée partout... même ici. Mais ce n'est pas pour me consulter sur le problème franco-allemand que vous avez fait le voyage de Grèce.

Si j'ai fait le voyage de Grèce, et le tour des Balkans, après avoir fait celui de l'Allemagne, c'est qu'il ne me semblait pas inutile d'observer de près la vie de ces pays, qui fournirent aux gouvernements d'Europe l'occasion ou le prétexte de tant de guerres, et où, comme par la force d'une vieille habitude, ou par une loi du destin, s'exercent encore aujourd'hui des influences étrangères assez dangereuses. La péninsule balkanique, quel admirable terrain pour l'agitation brouillonne de quelques diplomaties ! Certes, il n'est pas bien difficile d'y troubler la paix : elle y est encore si mal assurée ! Voici une tâche plus malaisée, mais plus méritoire, et vraiment digne de l'effort des meilleurs hommes d'État de l'Europe : préparer, favoriser un juste équilibre et un accord solide entre les nations des Balkans.

« Les Balkans aux peuples balkaniques », la formule est parfaite. Mais, quand on y regarde de près, on s'aperçoit que ce n'est encore qu'une formule. Les intéressés, — je veux dire les peuples des Balkans, — aspirent à sa réalisation avec une ardeur sincère, mais confuse. Des manières de penser et d'agir imposées par une dure et longue servitude, ils ne se dégagent que lentement. Au lieu d'exploiter, à des fins inavouables, les tares dont ils souffrent encore, il faut les aider à s'en guérir. En prenant la défense de ces peuples, c'est sa propre cause que l'Europe défend. On parle beaucoup, depuis quelque temps, du péril oriental et de la défense de l'Occident. Le péril oriental, il n'est pas besoin d'aller jusqu'en Asie pour le découvrir, et notre ligne de défense est plus près de nous qu'on ne le pense communément. N'est-ce pas grâce aux ancêtres de ces peuples balkaniques, que l'Europe occidentale échappa jadis à la fureur dévastatrice des barbares venus d'Orient ? Le sort dont ils nous avaient préservés, ils durent eux-mêmes le subir pendant des siècles. Ils ont lutté pendant des siècles pour s'en affranchir.

Si l'on veut revivre cette histoire et comprendre les leçons qui s'en dégagent, ce n'est pas dans les capitales qu'il faut

s'arrêter. Il faut parcourir, de la mer Noire à l'Adriatique et du Vardar au Danube, ces grandes routes d'invasion, dont les paysans d'aujourd'hui s'écartent encore pour bâtir leurs villages, tant elles ont amené de malheurs à ceux d'autrefois. Il faut traverser ces régions cultivées, habitées depuis les temps les plus anciens, et dont pas un monument, pas une pierre intacte n'atteste le long passé. Il faut interroger ces vieilles forteresses qui, après avoir arrêté le Turc dans sa marche vers l'Occident, succombèrent sous ses assauts et servirent de repaire à ses garnisons. Il faut croiser, dans les beaux jardins de Sarajevo ou dans les ruelles pittoresques de Mostar, ces étranges fantômes : dames vêtues à la dernière mode de Vienne, mais voilées plus strictement que ne l'étaient leurs sœurs de Stamboul avant la révolution...

Un jour, à Varna, le directeur d'une banque locale, qui voulait bien guider ma promenade dans cette jolie ville, m'arrêta à l'entrée d'une avenue nouvellement percée.

— Voyez, me dit-il, cette grande maison moderne; et à côté d'elle, cette vieille bicoque en bois, dont les fenêtres ont gardé leurs moucharabiehs. C'est toute notre histoire. Nous vivons entre deux mondes, tiraillés par deux tendances contradictoires. Notre volonté de progrès nous pousse vers l'Occident. Mais nous ne parvenons pas à nous libérer complètement de l'influence orientale, si longtemps subie. Ces deux tendances rivales, elles ne se traduisent pas seulement dans l'architecture de nos villes ou dans l'aménagement de nos maisons; chacun de nous les retrouve au plus profond de son âme.

De ces tendances, l'une doit, progressivement, l'emporter sur l'autre. Laquelle? Si le doute était encore permis naguère, il ne l'est plus aujourd'hui. L'absorption, par l'État yougoslave et l'État roumain, de vastes régions depuis longtemps soumises à l'influence occidentale, pose le problème en termes nouveaux et catégoriques. Belgrade ne gouvernera et n'administrera les provinces adriatiques, Bucarest n'assimilera la Bukovine et la Transylvanie, que si l'esprit d'Occident, à Belgrade et à Bucarest, triomphe définitivement des routines et des tares orientales. Connaissons mieux ces peuples, dont nos journaux ne nous révèlent que les stériles agitations. Allons à la rencontre des aspirations plus profondes, qui entraînent leurs meilleurs éléments vers nos idées, vers notre culture, vers

notre organisation sociale. Incorporons pacifiquement à la « Chrétienté » et à l'Occident ces nations qui leur ont si longtemps servi de rempart. En favorisant leur progrès, c'est à sa propre défense que l'Europe travaillera (1).

### LA NOUVELLE ATHÈNES

Sur le bateau qui, doublant la pointe d'Égine, approchait du Pirée, j'essayais de renouer les impressions présentes aux souvenirs d'autrefois. Un Grec s'approche et me demande : « Y a-t-il longtemps que vous n'avez vu Athènes? » Je lui réponds que je m'y étais arrêté quelques jours au début de 1923. « Alors, reprend-il, vous ne la reconnaîtrez pas. »

Il disait vrai. Première surprise, en trouvant le Pirée démesurément agrandi, couvert de magasins, d'entrepôts et de fabriques. Puis, du port jusqu'à la ville, en passant par le Vieux-Phalère, deux files continues de constructions neuves, villas, maisons à loyer, cités ouvrières. Quelques heures après, de l'Acropole où j'étais monté, je distinguais quatre quartiers, quatre villes nouvelles, poussées comme des champignons après une pluie bienfaisante, et prolongeant fort loin dans la plaine leurs avenues larges et régulières. Cette métamorphose est l'œuvre des réfugiés. Pluie bienfaisante, en effet, que cet afflux d'un million et demi de Grecs, venus de la Thrace et de l'Asie-Mineure, de la Bulgarie et même du Caucase, inondant brusquement un pays qui ne comptait guère jusqu'alors que cinq millions d'habitants.

Athènes et le Pirée ont absorbé pour leur part environ trois cent mille réfugiés urbains, artisans et commerçants, gens de métier, médecins, avocats, journalistes. On sait que, dans l'ancienne Turquie, l'activité professionnelle et économique était concentrée presque tout entière entre les mains des Grecs et des Arméniens. Expulsés violemment du pays, ou, un peu plus tard, échangés par traité contre les Turcs qui occupaient les

(1) Qu'il me soit permis de renouveler ici mes remerciements à toutes les personnes, officielles et privées, qui se sont employées à rendre mon enquête plus facile et plus fructueuse. J'adresse un souvenir particulièrement reconnaissant à MM. Minardos, Christof, Constantinidé et Angelkovitch, qui, chacun dans son pays, ont été pour moi des guides précieux et de charmants compagnons de voyage.

territoires recouvrés, les Grecs trouvèrent un refuge dans la vieille patrie qu'il n'avaient jamais oubliée, et dont ils conservaient pieusement les traditions nationales et religieuses. Mais pourraient-ils y trouver une occupation et des moyens d'existence? Le sort des réfugiés urbains était particulièrement critique. Les professions et les métiers qui les faisaient vivre en Turquie, ils les trouvaient occupés, encombrés en Grèce par leurs compatriotes indigènes. Comment le redoutable problème allait-il être résolu?

Un premier temps : les vapeurs grecs jettent à la côte, dans un désordre lamentable, le troupeau demi-nu, affamé, exténué des malheureux expulsés. Charité humaine et solidarité nationale s'émeuvent de concert. Pour accueillir ces frères misérables, pour leur faire une place au foyer qu'ils retrouvent malgré eux, après six siècles d'exil, on se serre, on se gêne, on s'ingénie. Chaque famille reçoit quelques-uns de ces hôtes plus ou moins désirés; la ville offre ses théâtres, ses cinémas, ses casernes; le village, sa mairie et son école. Puis le premier enthousiasme tombe; entre réfugiés et indigènes, des antagonismes se déclarent, des concurrences surgissent. On en vient à se demander si le foyer national est assez large, assez fourni pour abriter et faire vivre les uns et les autres. Enfin l'effort s'organise : le gouvernement d'Athènes obtient de la Société des nations un concours précieux; les fonctionnaires de l'État rivalisent de zèle avec ceux de la « Commission pour l'établissement des réfugiés ». Au début de 1926, c'est-à-dire après cinq ans de travail acharné et méthodique, l'élément nouveau a trouvé sa place dans l'organisation nationale et commence d'y jouer son rôle.

Par quels moyens ce résultat fut-il obtenu? J'essaie de le comprendre en visitant, sous l'aimable conduite de M. Karatheodori, l'un des quatre quartiers d'Athènes affectés aux réfugiés. On l'a appelé *Nea Ionia* et il compte environ dix mille habitants.

— Rien de ce que vous voyez ici, m'explique mon guide, n'existait à la fin de 1922. La Commission d'établissement a commencé par faire une route, puis elle a construit des maisons. Comment? Grâce aux réfugiés eux-mêmes, qui, selon leurs forces et leurs aptitudes, nous ont fourni des maçons, des charpentiers, des manœuvres. Ils se contentaient alors d'un

faible salaire, juste de quoi ne pas mourir de faim. Les quatre quartiers d'Athènes où ils vivent ont été, pour la plus grande part, édifiés et aménagés par eux.

Maisons modestes, mais propres, et exemptes de l'uniformité fastidieuse qu'offrent communément les cités ouvrières. C'est que chaque famille, après avoir reçu le logement qu'elle doit payer en quinze ans et qui lui appartient du jour où elle y entre, l'a arrangé à sa guise. Celui-ci a fait un balcon, cet autre une terrasse; plusieurs ont créé un petit jardin, défonçant la terre, plantant des arbres, creusant des puits, découvrant par miracle, dans le sous-sol inexploré du quartier nouveau, l'eau dont la vieille Athènes est si dépourvue. Voici une école pour les enfants, un vaste hôpital pour les malades, un grand marché, des boutiques bien fournies. Dans ces ouvriers, dans ces petits bourgeois vêtus proprement, dans ces enfants robustes et rieurs, comment reconnaître la horde lamentable et déguenillée qu'il y a cinq ans à peine quelques bateaux jetaient aux rivages de Grèce?

C'est que les réfugiés, privés de tous leurs biens, apportaient du moins avec eux l'expérience d'un métier, le goût du travail et cette ingéniosité pleine de ressources, qui a de tout temps assuré le succès du Grec à travers le monde. J'ai visité dans *Ionia* deux fabriques de tapis et une filature de soie. Dans les premières, j'ai trouvé des gens de Smyrne, d'Ouchak, qui, à peine installés dans Athènes, y ont réorganisé l'industrie qui les avait fait vivre et prospérer là-bas durant tant de siècles. La soierie a été montée par un entrepreneur athénien : les émigrés de Brousse et des environs lui ont fourni sur place une main-d'œuvre abondante, habile et peu coûteuse. Athènes voit ainsi renaître cette production grecque de la soie, qui fut célèbre au moyen âge, et que les Vénitiens, redoutant une concurrence pour leurs propres industries, avaient soigneusement détruite. Le jeune homme qui me conduit à travers les ateliers est le fils d'un hôtelier de Smyrne. « Mon père, explique-t-il, a ouvert en ville un restaurant, qui marche bien. Mais il n'avait pas besoin de moi, et j'ai trouvé ici un nouveau travail, qui m'intéresse davantage. »

En revenant d'*Ionia* vers Athènes, je traverse *Nea Philadelphia*, quartier bâti pour les réfugiés par l'État. Ici la population, — 20 000 âmes environ, — est moins ouvrière, plus bourgeoise; les demeures sont spacieuses et souvent élégantes. On

me montre la maison du Patriarche, qui, réfugié lui-même, a voulu vivre parmi les réfugiés. Quelques centaines d'employés, dont les bureaux sont à Athènes, descendent des autobus qui les ramènent chez eux pour déjeuner ; les enfants sortent des écoles. Partout le mouvement, la vie, l'expression heureuse d'une activité qui produit et progresse.

Nous rentrons dans la ville : même animation. Des automobiles de toutes marques débouchent des avenues qui relient Athènes à son port et à ses faubourgs : elles ramènent de leurs affaires non seulement des Grecs, mais les nombreux étrangers, — Anglais, Allemands, Américains, Italiens, — que le nouvel essor industriel a attirés ici, et y a retenus. De grands magasins aux brillants étalages bordent les rues. Les femmes portent les dernières modes de Vienne et de Paris. Athènes a vraiment pris figure de capitale.

Cette transformation n'est pas du goût de tout le monde. J'entends les doléances d'un vieux fonctionnaire des Affaires étrangères, qui m'assure qu'excepté pour les besoins de son service, il ne met plus les pieds dans la rue. J'ai quelque peine à le convaincre, — mince consolation pour lui, — que les embarras de la nouvelle Athènes ne sont rien encore auprès de ceux de Paris... Cependant les Athéniens de vieille souche trouvent un aimable refuge dans ces grands cafés en plein vent, où, aujourd'hui comme autrefois, on voit les clients se chauffer au soleil, déployant leur journal devant une tasse de café minuscule et un grand verre d'eau sans cesse renouvelé. Les journaux, la politique tiennent toujours autant de place dans l'existence un peu désœuvrée du petit bourgeois d'Athènes. On reproche aux réfugiés de bousculer jusqu'à ces douces habitudes, en rendant la vie plus dure et plus chère, le gain plus laborieux, la politique enfin moins verbale et plus réaliste. Il m'a suffi d'entrer une fois à la Chambre, pour m'apercevoir que, là aussi, il y avait quelque chose de changé.

### LA POLITIQUE ET LES PARTIS. — LA QUESTION DU RÉGIME

On se souvient encore du mouvement populaire qui, sans effusion de sang, renversa l'éphémère et néfaste dictature du général Pangalos (22 août 1926). L'amiral Condouriotis rétablit aussitôt la Constitution de 1925, que le dictateur avait

suspendue, et procède aux élections : grâce à l'appoint des réfugiés, la majorité du pays se prononce, sinon pour la République, du moins contre les coups d'État et les révolutions militaires. Le peuple grec veut avant tout l'ordre et la paix. Sur 280 sièges, les royalistes purs n'en obtiennent que 53 ; 59 sont acquis aux ralliés (parti Metaxas), 42 aux républicains, 109 aux libéraux (parti vénizéliste). Et c'est autour des libéraux que se forme une sorte d'union nationale, symbolisée par le ministère dit *œcuménique*.

Au moment où j'arrivais à Athènes, ce ministère, présidé par M. Zaïmis, avait déjà subi deux remaniements. Le vote de la nouvelle constitution républicaine (4 juin 1927) en avait écarté les royalistes purs, M. Tsaldaris et ses partisans. Puis, au début de 1928, le chef de l'*Union républicaine*, M. Papanastasiou, avait à son tour quitté le cabinet. Toutefois, ces deux défections n'avaient ni compromis l'existence, ni même modifié sensiblement l'action d'un gouvernement qui, à travers quelques vicissitudes, s'efforçait de conserver l'unité de direction garantie par la permanence des trois protagonistes, MM. Zaïmis, Michalacopoulos et Caphandaris.

Bien qu'il ne fût pas membre du parlement, M. Zaïmis, vétéran de la politique, avait assumé la présidence du cabinet œcuménique, et les deux remaniements l'avaient laissé à son poste. De même, M. Michalacopoulos, ministre des Affaires étrangères, et M. Caphandaris, ministre des Finances, avaient gardé leurs portefeuilles. Tous deux étaient chefs de parti, et le parti alors dirigé par M. Caphandaris, celui des libéraux-progressistes, était le plus nombreux de la représentation nationale.

Durant le débat auquel j'assistai (16 et 17 février), les deux ministres démissionnaires eurent l'occasion d'intervenir. Leur attitude me frappa : elle n'était pas seulement constitutionnelle, mais extrêmement conciliante. Non qu'on les entendît renier leur politique ou sacrifier quelque parcelle de leurs convictions. Mais dès qu'un membre de leur parti donnait à la discussion un cours trop violent, et peut-être dangereux, le *leader* royaliste ou le chef de l'Union républicaine prenait aussitôt la parole et, en quelques mots prudents et habiles, ramenait le débat sur un terrain moins brûlant. Comme on était loin des mœurs de l'ancienne *Vouli !*

Visiblement le souci, la volonté de garantir la paix intérieure dominaient à la Chambre tout autre sentiment. Les coups d'État, les révolutions militaires, — trois en deux ans et demi! — les émeutes sanglantes qui avaient si profondément bouleversé la Grèce, déjà si éprouvée par la catastrophe de 1922, semblaient avoir laissé le souvenir d'un affreux cauchemar. On avait pris la violence en horreur ; on voulait enfin vivre tranquille et pouvoir travailler, sans se demander si demain ne viendrait pas anéantir l'effort d'hier et l'espoir d'aujourd'hui. Non qu'on eût perdu le goût de la politique ; mais l'inquiétude et la gêne avaient inspiré aux plus ardents quelques réflexions salutaires, et nombreux étaient désormais ceux qu'on entendait proclamer, plus nombreux encore ceux qui pensaient : *Primum vivere*.

Les problèmes qui se posaient aujourd'hui mettaient en jeu, au-dessus des intérêts de parti, la vie nationale elle-même. Établissement et assimilation des réfugiés, colonisation de la Thrace et de la Macédoine, restauration de l'économie et des finances, stabilisation de la monnaie, autant de questions qu'il fallait étudier et résoudre. Le gouvernement s'y efforçait. Ses initiatives et ses méthodes pouvaient soulever certaines critiques, provoquer certains mécontentements. Les critiques se faisaient jour, les mécontentements s'exprimaient, mais avec prudence, avec ménagement, comme si l'on eût craint d'interrompre l'œuvre entreprise ou d'en compromettre le succès. En ce moment même, M. Caphandaris venait d'obtenir à Londres, à des conditions plutôt favorables, l'emprunt de neuf millions de livres, qui devait permettre à la Grèce d'achever l'installation des réfugiés, d'assainir ses finances et d'opérer une stabilisation reconnue nécessaire. Ce succès, où s'affirmaient non seulement le crédit du ministre, mais encore celui de la nation, semblait de nature à consolider le cabinet.

Un premier doute me vint à l'esprit : l'attitude des deux chefs de l'opposition répondait-elle au sentiment unanime des troupes qu'ils commandaient? C'est à MM. Tsaldaris et Papanastasiou que je demandai de l'éclaircir. Le chef du parti royaliste, ou comme on l'appelle ordinairement du *Parti populaire*, est un homme entre deux âges, de manières simples et courtoises. Rien d'un démagogue. Il parle d'une voix douce, presque sans geste ; quelque mélancolie dans l'accent, comme dans le regard.

— Nous ne sommes pas, me dit-il, ennemis du régime républicain, bien que nos préférences aillent à la monarchie constitutionnelle. Mais nous réprouvons les moyens illégaux par lesquels la République a été instaurée en Grèce à la fin de 1922. Quelques officiers débarquent un jour à Athènes et s'emparent du pouvoir par surprise. Les soldats qui les accompagnaient sont restés enfermés dans les bateaux; s'ils avaient connu le dessein de leurs chefs, ils s'y seraient opposés. Le peuple, accablé par le désastre d'Anatolie, n'a pas réagi. La République grecque ne peut donc se réclamer d'aucune origine légale, pas même de cette légalité de fait qui naît d'une révolution triomphante, puisqu'il n'y a pas eu de révolution.

« Nous n'admettons pas davantage la régularité des élections de 1922. Les chefs du parti royaliste étaient alors éloignés du pays; M. Metaxas s'était réfugié en France. Quand j'ai voulu moi-même me rendre à Corinthe, dans ma circonscription, le directeur de la police m'a déclaré qu'il avait l'ordre de m'arrêter. Dans beaucoup de villes, le scrutin était clos la veille du jour fixé pour le vote. Non, la Chambre issue d'élections pareilles ne représente pas le peuple hellène. Quant au plébiscite de 1923, les conditions dans lesquelles il a eu lieu ne laissent aucun doute sur son incorrection. Lorsque j'étais ministre de l'Intérieur dans le cabinet œcuménique, mes collègues m'ont invité à en faire un autre. J'ai refusé : les conditions n'ayant pas changé, les résultats auraient été les mêmes.

« Que dire enfin de l'investiture du Président de la République? On cherche un homme qui ne porte ombrage à personne; on trouve l'amiral Condouriotis; on le bombarde président, sans élection, à titre provisoire. Arrive Pangalos, le président disparaît. Pangalos est renversé, le président revient. Qui succédera à M. Condouriotis? L'homme qui plaira au parti dominant : il représentera un parti et non la nation. Donc nous ne sommes pas satisfaits de cette République mal établie. Cependant, si l'on fait un nouveau plébiscite, nous dirons au peuple : « A notre avis, le régime qui convient le mieux à la Grèce, c'est la monarchie constitutionnelle. Mais si vous pensez autrement, dites-le : nous nous inclinerons devant votre volonté. »

— Le peuple, demandai-je, distingue-t-il entre la question du régime et la question dynastique?

— Non, répondit M. Tsaldaris. Tous les monarchistes sont

partisans de la dynastie déchue. C'est même un des inconvénients de la situation. Car leur attitude peut être attribuée à un sentiment de loyalisme, de fidélité envers une famille, plutôt qu'à une conviction politique.

— Dans quelle proportion estimez-vous que le peuple grec soit monarchiste?

— Nous avons avec nous les huit dixièmes de la vieille Grèce. Quant aux réfugiés, ils sont en grande majorité pour la République. Leur raisonnement est faux, mais humain : la catastrophe dont nous avons été victimes, disent-ils, date de l'ancien régime, donc l'ancien régime était mauvais. Mais, dans son ensemble, la nation hellène voit dans le retour à la monarchie constitutionnelle la meilleure garantie d'un gouvernement démocratique, et celui qu'on lui a donné ne l'est pas.

— Prévoyez-vous de nouveaux désordres?

— J'espère qu'ils seront évités. En tout cas, ils ne viendront pas de nous. Nous sommes le parti de l'ordre, le *parti de plus d'ordre*. Nous avons été loyaux dans la collaboration, nous sommes loyaux dans l'opposition. Les officiers, après tant d'agitations malheureuses, semblent aujourd'hui plus raisonnables. Les partisans de Pangalos ne sont pas de force à faire un éclat. Ce que nous souhaitons tous, c'est un régime établi conformément à la volonté du peuple librement exprimée. Le retour à ce régime, nous voulons qu'il s'opère, non par la violence, que nous réprouvons, mais par des moyens légaux et réguliers.

Après la cloche d'extrême droite, j'ai entendu celle d'extrême gauche. M. Papanastasiou, chef de l'Union républicaine, ne doit pas avoir beaucoup plus de quarante ans. Avocat réputé, orateur efficace, il en impose d'abord par un grand air de vigueur et de franchise. On m'assure qu'il a pour la France un amour sincère, presque mystique, notre pays représentant à ses yeux, mieux que tout autre, l'idée libérale et républicaine. Quand je demande à M. Papanastasiou ce qu'il pense du régime, il répond sans hésiter :

— Je le crois bien établi, et j'en vois une preuve dans l'échec de Pangalos. M. Tsaldaris et ses amis ne contestent pas le régime lui-même, mais seulement la légitimité des moyens par lesquels il fut institué. Ces messieurs ne peuvent pas ignorer que, lors du plébiscite, la majorité du pays était déjà républicaine. Et elle le devient de plus en plus. Tous les réfu-

giés sont pour la République. Ce que voudraient les *populaires*, c'est un procédé plébiscitaire ou électoral qui mît dans l'embarras les royalistes-ralliés, c'est-à-dire M. Metaxas et son groupe, et même M. Michalacopoulos. Le gouvernement sent trop le prix de leur collaboration, pour céder sur ce point au vœu des populaires : ce serait mettre l'union nationale en péril.

« Quant aux amis, ou plutôt aux clients du général Pangalos, ils existent, ils sont même en nombre. Mais le gouvernement aura soin de ne poursuivre, comme complice de l'ex-dictateur, que ceux dont les actes criminels relèvent du droit commun : concussion, violence, etc... Le procès soulèvera peut-être un peu de bruit, mais il ne provoquera pas une révolution. Après tant de malheurs, la Grèce a besoin de se recueillir et de travailler en paix. Pas plus que celui de M. Tsaldaris, mon groupe ne fera rien qui puisse troubler l'ordre nécessaire au pays. Sur les points essentiels de la politique, nous sommes tous d'accord avec le gouvernement. Les questions qui nous divisent ont trop peu d'importance pour qu'on leur sacrifie l'essentiel, je veux dire l'intérêt national.

Dois-je l'avouer? les deux déclarations que je viens de rapporter me parurent jeter sur le problème une lumière incomplète. J'allai voir les principaux ministres, je fis le tour des partis. Plus je poursuivais l'enquête, et moins je me sentais éclairé. Quelques mots, très réservés, de M. Zaïmis dominaient, dans mon esprit, tant d'opinions contradictoires. « Assurément, m'avait-il dit, chacun garde ses préférences, toutes les convictions sont respectables. C'est plutôt une trêve qu'une paix. Il faut souhaiter que le gouvernement actuel, par une œuvre bienfaisante, fasse apprécier le régime. Plus celui-ci durera, moins il sera menacé. C'est à peu près tout ce que l'on peut dire. »

Cependant un banquier d'Athènes, après m'avoir laissé patiemment raconter mes pèlerinages et exposer mes incertitudes, résuma la situation en ces termes :

— Le gouvernement, l'opposition, les partis? Tout cela ne signifie pas grand chose. Pour le peuple grec, il n'y a que deux noms qui aient un sens : Constantin et Venizelos; le reste ne compte pas. Aujourd'hui encore, les royalistes, en Grèce, sont surtout des anti-venizelistes. Et cela, c'est la faute de l'ancien roi. Constantin n'avait point les qualités d'un chef d'État, mais

il avait celles d'un chef de parti : affable, grand parleur, buveur intrépide, familier jusqu'au mauvais goût, les soldats et les gens du peuple l'adoraient. S'il avait eu l'âme plus haute et un sentiment plus profond de son devoir, mis en présence d'une personne aussi forte que Venizelos, il eût pris le parti le meilleur et le plus généreux : la collaboration. Que de malheurs il eût ainsi épargnés au pays ! Sa vanité fut incapable d'un si beau sacrifice. Pour mettre Venizelos en échec, Constantin accepta le seul appui qui s'offrait à lui : celui de l'Allemagne, que pourtant il n'aimait guère. Et tout le reste a suivi. Aujourd'hui encore, ces deux ombres inégales sont dressées l'une contre l'autre. Que brusquement l'une d'elle reprenne forme vivante, et adieu la paix !

Peu de jours après cet entretien, M. Venizelos annonçait l'intention de rentrer en Grèce. Quelques mois encore et il reprenait le pouvoir...

### LA POLITIQUE EXTÉRIEURE.

Si, comme l'avouait M. Zaïmis, chacun garde ses préférences au sujet du régime et de la politique intérieure, au contraire, sur la politique extérieure, tout le monde est d'accord. On peut dire qu'en cette matière la tradition de la Grèce est à peu près immuable et indépendante des partis. Elle tient tout entière en trois points ; accord avec les puissances protectrices, c'est-à-dire avec l'Angleterre et la France, puisque la Russie est provisoirement hors du jeu ; entente avec l'Italie ; rapports de bon voisinage, en attendant mieux, avec les autres États balkaniques, y compris la Turquie.

Sur ces divers points, M. Michalacopoulos, qui était ministre des Affaires étrangères lors de mon passage à Athènes, n'a pu que me répéter les déclarations qu'il venait de faire dans son grand discours de Salonique ; et les opinions que j'ai recueillies auprès d'autres hommes politiques ne diffèrent pas sensiblement de celles que professait le ministre. Fort heureusement, la bonne harmonie qui règne entre l'Angleterre et la France dispense la Grèce du soin délicat de choisir. Tous les hommes politiques, sans exception, m'ont parlé d'une « politique anglo-française ».

Seuls, quelques hommes d'affaires marquaient une distinc-

tion, dont on devine le fondement. En un temps où la France, dévastée et ruinée par la guerre, en proie à de graves embarras financiers, n'avait pas trop de toutes ses forces pour assurer son propre salut, l'Angleterre, exempte de telles épreuves, a pu fournir largement à la Grèce un concours très apprécié. Le règlement difficile des dettes de guerre, l'opposition que la France avait mise d'abord à Genève au projet d'emprunt grec et qu'elle ne devait lever qu'un peu plus tard, avaient provoqué, de la part des milieux financiers, quelques ressentiments, dissipés aujourd'hui. Cependant les Grecs souffrent mal que les Français leur reprochent « d'être passés aux Anglais ». Le seul pays, observent-ils, qui nous ait ouvert sa bourse après nos désastres de 1922, c'est l'Angleterre. Si nous avons pu installer nos réfugiés, c'est grâce à l'aide secourable des Anglais. Et qui donc aujourd'hui s'intéresse à notre relèvement économique et nous offre les moyens de le réaliser sans retard ? Encore l'Angleterre. Peut-être les Grecs oublient-ils un peu trop vite qu'en les poussant de toutes ses forces à l'aventure d'Anatolie, l'Angleterre s'était elle-même rendue responsable de ces désastres, qu'elle les aide aujourd'hui à réparer.

Les relations avec l'Italie qui, au temps de M. Venizelos, avaient été fort tendues, étaient devenues meilleures sous la direction de M. Michalacopoulos. Celui-ci, au cours de deux voyages à Rome, avait cherché, de concert avec M. Mussolini, les bases d'un accord durable entre deux politiques qui semblaient poursuivre en Orient des buts analogues. Bientôt après, M. Mussolini devait offrir ses bons offices en vue de faciliter le règlement des questions qui divisaient encore la Grèce et la Turquie. Dans quelques milieux, cette entremise parut suspecte, et l'on reproche assez vivement au ministre grec des Affaires étrangères d'avoir préféré un courtage peut-être onéreux à une entente directe avec Moustapha Kemal Pacha. Il se peut que, lors du récent retour au pouvoir de M. Venizelos, la question des rapports avec l'Italie ait été pour quelque chose dans le désaccord qui éclata entre lui et M. Michalacopoulos et qui contraignit ce dernier à une retraite inattendue.

L'attitude de la Grèce à l'égard des autres États balkaniques me fut expliquée très clairement par M. Papanastasiou.

— Notre pays, me déclara le chef de l'Union républicaine, a atteint des limites dans lesquelles il peut vivre, et dont il a

tout lieu d'être satisfait. Seuls quelques fous rêvent encore de conquêtes; mais la nation n'est pas avec eux. Tout ce que nous souhaitons, c'est que les autres peuples des Balkans veuillent la paix aussi sincèrement que nous la voulons. La fortune de ces peuples est liée à la nôtre : toute l'histoire en témoigne, et cette solidarité ressort des traditions communes, de la religion commune, des intérêts politiques et économiques communs. Une confédération qui nous unirait, où la Turquie elle-même pourrait entrer, offrirait l'immense avantage de mettre la péninsule à l'abri de toute entreprise, de toute influence étrangère. Mais, pour y parvenir, que d'obstacles à surmonter!

« En voici un, et non le moindre : nous nous ressemblons trop. Tous pays agricoles, et produisant à peu près les mêmes choses. Combien l'union serait plus facile entre des pays qui, au point de vue économique, loin de se faire concurrence, se compléteraient les uns les autres! Mais si la perspective d'une confédération est encore lointaine, nous pouvons dès à présent conclure entre nous des pactes de garantie et de non-agression, stipuler une sorte de Locarno balkanique. Sur la nécessité de l'union, vous nous trouverez tous d'accord. La seule différence entre M. Michalacopoulos et moi-même, c'est qu'il se contente d'approuver passivement une politique que je poursuivais avec ardeur et dont j'aurais voulu réserver l'initiative à mon pays. Le ministre actuel est un partisan sincère de l'union, mais il n'en est pas l'apôtre. « Faites-nous des propositions », dit-il aux autres États. Si Venizelos avait procédé de cette façon en 1911, il n'aurait jamais abouti.

« Il faut s'entendre avec Belgrade. A tous les liens traditionnels qui nous unissent aux Serbes, est venue s'ajouter, en 1912-1913, une fraternité d'armes que nous ne pouvons pas oublier. Pour arriver à un accord sur le chemin de fer du Vardar et sur le port de Salonique, nous sommes prêts à faire quelques concessions, mais non pas celles qui porteraient atteinte à l'intégrité de notre territoire et à nos droits souverains. Sans rien aliéner de ces droits, nous pouvons offrir aux Serbes une pleine garantie de leurs intérêts économiques. De même pour les Bulgares. Nous tenons dans les Balkans les portes de la mer ; mais nous n'avons pas la prétention de les fermer à clef. La jonction des voies ferrées bulgares et grecques est utile aux deux pays; j'espère qu'elle sera bientôt un fait

accompli. Avec la Roumanie, nos relations ont toujours été des meilleures. Enfin avec la Turquie, il nous reste à régler une question irritante : la liquidation des biens échangés. Mais les difficultés que nous y rencontrons s'aplaniront avec le temps; elles ne menacent nullement de dégénérer en conflit.

« En résumé, la Grèce constitue, dans la société balkanique, un élément d'ordre, de conservation et d'équilibre. N'ayant d'autre désir que de garder ce qu'elle possède, elle est prête à tous les accords qui, sans la léser dans ses intérêts ou ses droits, la rapprocheraient de ses partenaires et assureraient à une politique d'entente plus de force et de cohésion.

Cette idée de l'union, de la cohésion nécessaire, je l'ai retrouvée un peu partout dans les Balkans, et chez les meilleurs esprits. On y voyait le seul moyen efficace « pour neutraliser les influences étrangères ». Obtenir des précisions sur ce chapitre n'était point chose facile. Toutefois, il m'a semblé qu'en Grèce, les entreprises italiennes, en particulier les pactes avec l'Albanie, inspiraient peu d'inquiétude. Lorsqu'on parlait d'influence étrangère, c'est surtout la Russie qu'on avait en vue. L'action malfaisante de Moscou s'était manifestée plus d'une fois par les attentats de ce « Comité macédonien », si habile à troubler les rapports entre la Bulgarie, la Yougoslavie et la Grèce. On la retrouvait encore dans cette propagande communiste, contre laquelle le gouvernement d'Athènes n'avait pas cru devoir prendre des précautions aussi rigoureuses que ceux de Bucarest et de Sofia. Cependant, aux élections de 1926, les communistes avaient réuni près de 40 000 voix (sur un million d'électeurs) et fait élire neuf députés. On trouvait même dans leurs rangs, depuis 1918, un certain nombre de paysans qui, pour marquer leur haine de la guerre et leur opposition à la monarchie, s'étaient fait inscrire au parti communiste. Mais le mouvement se propageait surtout parmi les ouvriers du tabac, les cheminots, et dans les milieux juifs de Salonique. Les grèves de 1925 avaient été bientôt réprimées; celles de juin 1928 ont pris une tournure plus inquiétante.

Soit qu'il s'appuie sur les révolutionnaires du fameux Comité, tumultueux apôtres d'une Macédoine autonome, soit qu'il favorise, en Grèce ou ailleurs, l'agitation communiste, le gouvernement de Moscou ne fait que poursuivre dans les Balkans, par d'autres moyens, la politique de discorde chère à

l'impérialisme tsariste, qui n'y renonça que rarement. Au jugement d'un très bon observateur, la période la plus critique, pour les Balkans, a commencé en 1920, c'est-à-dire au moment où les Soviets, constatant la faillite de leur propagande dans les grands États d'Occident, dirigèrent leurs efforts du côté des petites nations. A la fin de 1925, on sentait déjà la pression diminuer : c'est l'époque où Moscou déclenche la grande offensive asiatique et transporte en Chine son centre d'opérations. Depuis lors, la terreur macédonienne s'est un peu calmée, les Balkans se sentent plus tranquilles. Le danger russe semble moins menaçant, mais il n'a pas disparu.

### LA RÉFORME AGRAIRE

En Grèce, comme partout, c'est parmi les mécontents que le communisme avait fait le plus d'adeptes. Si, après une longue série de guerres ruineuses, il avait envahi les campagnes, on se demande ce que la Grèce, pays agricole, serait devenue. Cette invasion fut heureusement prévenue par une réforme agraire dont les résultats, médiocres au point de vue économique, ont été excellents au point de vue social. A vrai dire, le gouvernement hellénique s'était préoccupé, dès 1906, d'améliorer tout ensemble la production agricole et le sort des paysans, en distribuant quelques parties du domaine de l'État entre les métayers qui le cultivaient. En 1911, on essaya d'appliquer la même mesure à quelques grands domaines privés. La guerre interrompit bientôt l'œuvre commencée.

Elle devait être reprise en 1917 sur une base beaucoup plus large. Tous les domaines dépassant 30 hectares sont expropriés, exception faite seulement pour quelques grandes fermes exploitées intensivement par leurs propriétaires, à qui on les laisse jusqu'à concurrence de 200 hectares. Les biens des églises et des couvents, parfois considérables, n'échappent point à cette mesure. La terre ainsi récupérée est attribuée, en pleine propriété, aux paysans cultivateurs, métayers ou colons partiaires. L'indemnité offerte aux propriétaires a été calculée sur des bases très faibles ; parfois elle ne représentait guère qu'une année de revenu. De plus, l'État se réservait le droit de la payer, non en argent, mais en bons du trésor. Tous comptes faits, on évalue à un million et demi de livres sterling le béné-

fice procuré à l'État par l'expropriation des domaines privés, bénéfice dont l'État s'est aussitôt dessaisi pour le répartir entre les cultivateurs du sol.

Qu'une réforme aussi radicale ait pu s'accomplir sans trouble, presque sans résistance, cela s'explique, dans une certaine mesure, par le patriotisme des grands propriétaires, mais aussi sans doute, par l'imminence du péril bolchévique et par la crainte d'une révolution où les propriétaires risquaient de perdre et leurs biens et leurs vies. Comme la plupart des grands domaines étaient exploités, non pas directement, mais en fermage ou à part de fruits, la réforme ne changea pas grand chose à la répartition de la population. Fermiers et métayers demeurèrent sur la partie du domaine qu'ils cultivaient : la seule nouveauté est que désormais ils en furent propriétaires. Les méthodes de culture, les moyens techniques restèrent à peu près ceux d'autrefois ; les moyens financiers se trouvèrent sensiblement réduits. On y remédia du mieux qu'on put en organisant des coopératives. Néanmoins, il n'est pas contestable que, dans les premières années, la réforme eut pour conséquence une diminution de la production, en quantité et en qualité. Mais la situation devait être modifiée brusquement par l'arrivée des réfugiés.

### L'ÉTABLISSEMENT DES RÉFUGIÉS RURAUX

Des quinze cent mille Grecs que l'expulsion violente, puis l'échange régulier rendaient à leur patrie d'origine, un grand nombre, peut-être même la majorité, étaient des citadins, professionnels, commerçants ou gens de métier. On s'efforça de leur donner asile dans les villes ou dans les faubourgs construits pour eux à proximité des grandes agglomérations urbaines. J'ai montré plus haut comment ils s'étaient installés au Pirée et à Athènes. Restait à établir les paysans. L'entreprise semblait plus aisée ; elle se heurtait pourtant à des difficultés assez graves.

D'abord, l'étendue relativement faible du territoire propre à la culture. Si l'on se reporte aux statistiques d'avant-guerre, on voit que les Grecs ne cultivaient régulièrement que 18,5 p. 100 de leur sol national. Cette maigre proportion s'expliquait par deux raisons : nature ingrate du terrain, très petite densité de

la population, la seconde raison apparaissant d'ailleurs comme une conséquence de la première. Lorsque les réfugiés arrivèrent, on commença par les établir dans les provinces nouvellement acquises, sur les terres déjà cultivées que les Turcs avaient abandonnées. Puis on leur fit leur part dans ces grands domaines que l'expropriation venait de rendre à l'État. La réforme agraire parut alors deux fois bienfaisante, pour ainsi dire providentielle. Quelques rivalités, quelques querelles éclatèrent sans doute, entre réfugiés et indigènes, au sujet d'une distribution où chacun prétendait avoir le meilleur. Mais elles furent apaisées sans trop de peine.

Pour nourrir une famille, il fallait compter environ trois hectares. Bientôt la terre manqua. On dut la disputer aux fleuves torrentiels et irréguliers, aux marécages, au maquis. Et c'est ainsi que l'arrivée des réfugiés, considérée d'abord comme un désastre pour la Grèce, devint l'occasion, le point de départ d'un effort gigantesque, d'une entreprise de défrichement, de colonisation intérieure et d'organisation économique, telle que l'histoire récente de notre vieille Europe en offre peu d'exemples. A Athènes, on m'avait donné des chiffres : près de 2 000 villages construits en moins de quatre ans; la surface cultivée en blé accrue de 38 pour 100 en Macédoine et en Thrace entre 1924 et 1925; au cours des deux années suivantes, la production en céréales passant de 647 à 926 millions de kilogrammes; le rendement du tabac augmenté de 100 pour 100 en Thrace et de 120 pour 100 en Macédoine dans l'espace de trois années, 1924-1927.

Ces chiffres m'étonnaient, sans me satisfaire. Je voulais voir de mes yeux ce qu'autour de moi j'entendais appeler le « miracle macédonien ». Les autorités helléniques et la direction de l'Office des réfugiés accueillirent mon projet avec une égale bienveillance et mirent très aimablement à ma disposition les moyens nécessaires. De Salonique jusqu'à Cavalla, en passant par Serrès et Drama, j'ai parcouru la Macédoine, tantôt en chemin de fer, tantôt en voiture. Puis, remontant de la mer vers la montagne, j'ai longé la frontière bulgare de Zirnovo à Demir-Hissar, pour revenir à Salonique. Le récit de ce curieux voyage pourrait remplir un volume. J'essaierai, en quelques lignes, de donner l'impression de ce que j'ai vu.

EN MACÉDOINE

Dans cette nouvelle province de la Grèce, j'ai retrouvé toute l'Asie-Mineure, depuis Brousse jusqu'au Caucase. Les réfugiés qui peuplent aujourd'hui la région macédonienne sont venus des contrées les plus diverses de l'ancien empire ottoman; gens de Smyrne et de Magnésie, de Cappadoce et du Pont. Des paysans de Thrace vivent côte à côte avec des montagnards descendus des marches orientales de la Turquie d'Asie. Et tout cela fait bon ménage et grosse besogne.

Ces plaines fertiles, dont jadis l'empire romain tira tant de richesse, les Turcs ne les avaient mises en valeur que très sommairement. De vastes *tchifliks*, propriétés des beys et des pachas, étaient cultivés à la manière extensive par des paysans chrétiens, grecs ou bulgares. Même dans la région de Serrès, qu'ils appelaient la « Plaine d'Or », les Turcs avaient abandonné d'immenses territoires aux moutons et aux chèvres. Les domaines appartenant aux couvents et aux églises n'étaient guère mieux exploités. *Tchifliks*, terres et biens d'église, échangés ou récupérés, sont passés aujourd'hui en des mains plus laborieuses. Les indigènes rivalisent d'ardeur avec les réfugiés pour rendre à cette contrée magnifique sa prospérité des anciens jours. La culture la plus rémunératrice est, bien entendu, celle du tabac, qui offre en outre l'avantage d'occuper tous les membres d'une famille. Les gens de Samsoun, installés en Macédoine, ont fait merveille. Car on a pris soin d'employer les réfugiés selon leurs traditions agricoles et leurs aptitudes héréditaires. D'ailleurs, chacun aspirait à retrouver dans sa nouvelle demeure ses anciennes occupations. D'Asie-Mineure, du Caucase, de Bulgarie, les Grecs ont rapporté certaines méthodes de travail, fruit d'une expérience séculaire. Ceux-ci étaient spécialisés dans l'élevage du ver à soie, ceux-là dans la culture de la vigne et de l'olivier, d'autres dans le jardinage et la culture maraîchère. Autant qu'on a pu, en installant les réfugiés, on a tenu compte de ces spécialités.

Mais le marché du tabac est désormais aux mains des grands *trusts* américains : ce sont eux qui, chaque année, fixent les prix. S'ils les font tomber trop bas, voilà, pour des milliers de petits producteurs, le bilan de l'année compromis. Aussi la Commis-

sion d'établissement a-t-elle tantôt introduit, tantôt développé les cultures accessoires, céréales, vigne, coton, pavot, suivant les régions. On estime qu'aujourd'hui, grâce à ces ressources diverses, une famille de cinq personnes peut, non seulement vivre, en payant tout à la fois l'impôt dû à l'État et la taxe d'amortissement due à la Commission, mais encore mettre un peu d'argent de côté.

Malheureusement, l'épargne n'est guère en honneur dans cette contrée. Comme en Égypte le coton, le tabac en Macédoine a donné à ceux qui le cultivent le goût de la spéculation et du jeu. Le paysan achète à crédit chez l'épicier les choses dont il a besoin, celles dont il pourrait se passer; il paye en bloc après la récolte, c'est-à-dire qu'il paye trois ou quatre fois la valeur de ce que déjà il ne possède plus. A Zirnovo, dans la montagne, près de la frontière bulgare, je suis entré vers onze heures du matin dans un estaminet sordide, pour me réchauffer d'une tasse de thé. La salle était vide, mais une fumée épaisse et refroidie y rendait l'air irrespirable. Comme je m'en étonnais, on m'expliqua que dans ce bouge, courtiers en tabac et paysans avaient joué au poker jusqu'à l'aurore...

Les réfugiés donneront-ils l'exemple d'une économie plus sévère? La Banque nationale semble l'espérer. C'est dans cet espoir qu'elle a ouvert en Macédoine de nombreuses succursales, et qu'en ce moment même elle détache de son vieux tronc un nouveau rameau : la Banque agricole de Grèce, qui aura pour double objet de recueillir les dépôts des cultivateurs et de leur consentir, pour le développement d'entreprises productives, des prêts offerts à un taux plus raisonnable que celui de l'épicier. Déjà, dans les grands centres, à Serrès, à Drama, à Cavalla, les coopératives agricoles ont exercé une action bienfaisante; ailleurs, elles se heurtent encore à la méfiance des paysans et à cet esprit individualiste, que les Grecs de toute classe et de toute région poussent jusqu'à l'excès.

Cependant les villes de Macédoine relèvent leurs ruines et s'agrandissent. Cavalla, Drama, Kilkis, Verria ont vu doubler leur population, grâce aux réfugiés. Serrès, que les Bulgares avaient brûlée en 1913 et saccagée en 1916, offre aujourd'hui l'aspect d'un vaste chantier de construction : maisons neuves très modernes, larges boulevards, immenses fabriques où règne le tabac. Mais, dès qu'on s'éloigne des villes, quel contraste ! A

travers ces champs admirablement cultivés, rien qui ressemble à une route. J'ai roulé sur des pistes qui, pour certains parcours, ne valent même pas celles de la Perse. Les paysans s'en plaignent, et ils ont raison. Le coût du transport pèse lourdement sur la production : un camion automobile est mis hors d'usage en trois mois.

C'est par un de ces chemins affreux que, venu de Drama, passant par Doxato, où les traces de la colère bulgare sont encore visibles, j'arrivai à Cavalla. Une brise légère et le radieux soleil faisaient sourire la mer de Thrace. Au sud, toute proche, la ligne majestueuse des montagnes de Thasos ferme brièvement l'horizon, tandis qu'aux lointains de l'ouest se devine le sommet neigeux de l'Athos. Une citadelle crénelée domine le golfe : œuvre des Génois, qui jetèrent aussi au travers de la vallée cet aqueduc à trois étages. Tout le long du rivage s'alignent les fabriques et les magasins de tabac. Sur les collines, et dévalant jusqu'à la mer, se pressent les villas cossues et les maisonnettes dont les toits de tuile rose accusent la nouveauté. Cavalla, ruinée par la guerre et par l'occupation bulgare, a relevé ses ruines ; elle respire aujourd'hui l'aisance et même la richesse. L'effort associé des indigènes et des réfugiés a doublé en trois ans la production du tabac fameux que les bateaux d'Amérique, d'Allemagne, de Hollande, de France et d'Italie viennent charger dans ce petit port et distribuent aux quatre coins du monde.

En suivant à peu près le pavé romain, — un rameau détaché de la *Via Aegnatia* atteignait Neapolis (Cavalla), — j'ai escaladé la colline de l'est et poussé, à travers une plaine naguère déserte, aujourd'hui bien cultivée, jusqu'à l'un des villages construits pour les réfugiés : on a recueilli ici quelque deux cents familles venues de Cappadoce, et ces exilés ont donné à leur nouvelle demeure le nom de celle dont ils furent chassés : le village s'appelle *Nea Karvali*. Les paysans grecs ont laissé en Asie leurs maisons, leurs troupeaux, leurs récoltes ; mais ils ont emporté avec eux et amené jusqu'ici, — au prix de quels efforts! — le patrimoine commun, d'une valeur inestimable, que tout de suite ils veulent me montrer. Voici la maison de bois qui sert d'église. Devant le seuil se dresse une croix de fer ouvragé ; tout à côté, trois cloches de bronze pendant aux branches d'un vieux platane : « *Eski, eski* », me dit en turc un

de ceux qui m'accompagnent. « C'est notre vieille croix, ce sont nos vieilles cloches. »

J'entre dans l'église. Au centre de la poutre transversale est suspendue une image du Christ, ouvrage byzantin; quatre autres icones très anciennes ornent la cloison de bois blanc. A droite de l'iconostase, un grand coffre, que le maire du village ouvre avec respect : et je vois le cadavre habillé d'un évêque. Une croix d'or brille sur la poitrine, les mains gantées se croisent sur un évangéliaire à reliure de métal. « Saint Grégoire de Nazianze, qui fut patriarche de Constantinople », prononce le maire. Authentique ou non, comment ne pas s'émouvoir devant la relique sauvée par des gens qui, pour emporter leur saint, l'objet du culte national et traditionnel, ont abandonné tout le reste ?

Non loin de l'église, une fabrique de tapis, qui donne du travail aux jeunes filles de la colonie. Les femmes travaillent aux champs, comme les hommes. On fait ici du tabac, des céréales et des cultures maraîchères. « Quand nous aurons une bonne route, m'explique un jardinier, nos fruits et nos légumes arriveront les premiers sur le marché de Cavalla. On me conduit hors du village, jusqu'à la pépinière où un jeune homme a planté des arbres fruitiers. Les étiquettes portent les noms de nos meilleures espèces, et le créateur de ce petit domaine m'explique ses projets dans un français excellent. « Où avez vous si bien appris notre langue? — A Konia, chez le Père Gaudens, répond-il en souriant. Je reconnais le nom de l'Assomptionniste qui, en 1912, lors d'un voyage en Anatolie, m'avait montré les écoles françaises de Konia, — ses écoles.

Je compte autour de Cavalla une vingtaine de villages tout neufs, aussi propères que *Nea Karvali*. Les pêcheurs de la mer Noire se sont installés au bord du golfe. D'autres colonies groupent des paysans de la Thrace orientale, bons travailleurs, mais un peu rebelles au progrès. Parmi les maisonnettes de pierre sèche, j'aperçois quelques huttes de paille, toutes semblables à celles qu'ils ont dû quitter. Les enfants parlent grec, mais les vieux ne savent que le turc, et conservent dans l'attitude, dans le regard, un peu de cette humilité résignée, témoignage d'une longue et dure servitude.

De village en village, le directeur de la Colonisation m'a reconduit jusqu'aux limites de son empire. De quel autre nom

désigner le pouvoir quasi souverain de ces ingénieurs qui, tels les conquérants d'autrefois, font, au commandement, surgir les villages et répandent à leur gré sur les territoires déserts le flot des populations? Nous mettons pied à terre en face d'un monument délabré et majestueux : sur la blancheur du marbre se détachent les belles majuscules romaines : C. VIBIUS, etc... A droite, une muraille plusieurs fois refaite escalade la colline, au sommet de laquelle l'acropole découpe sur le ciel bleu ses créneaux noircis. Dans la plaine, à perte de vue, des ruines émergent d'un marécage or et pourpre. Une porte à trois arches, d'une majesté sinistre, trempe dans l'eau ses pieds carrés. Philippes! C'est ici qu'il y a dix-neuf siècles, entre Antoine et Octave, Brutus et Cassius, se décida le sort du monde.

Pour les conquérants d'aujourd'hui, Philippes n'est plus qu'un vaste marais pestilentiel, qu'il faut assécher pour rendre la contrée habitable et fertile. Car déjà, dans cette Macédoine hier déserte, la population se sent à l'étroit et demande plus de terre. De grands travaux sont à l'étude : on asséchera les marais de Philippes, on régularisera le cours de la Strouma, comme on a commencé de faire de celui du Vardar, et l'on distribuera systématiquement, à travers les plaines de Drama et de Serrès, des eaux vagabondes et dévastatrices. C'est une œuvre de longue haleine, et qui coûtera fort cher; mais c'est un travail productif : car les terres qu'on rendra ainsi à l'agriculture, — plusieurs centaines de milliers d'hectares, — passent pour les plus riches qui existent dans cette région de l'Europe.

### SALONIQUE ET SA « ZONE FRANCHE »

Toute la Macédoine grecque, agricole ou industrielle, est orientée vers Salonique. Dedeagatch n'existe guère, et Cavalla, en dépit de quelques projets ambitieux, ne sera jamais que le port local des tabacs. Mais tous les espoirs sont permis à la vieille ville qui vient de renaître. Ceux qui l'ont vue au lendemain de l'incendie dont elle fut victime en 1917 ne la reconnaîtraient plus aujourd'hui. Pour mesurer d'un coup d'œil l'étendue de la métamorphose, je suis monté à Yédi Koulé, jusqu'au sommet de l'ancien ouvrage vénitien. Le chemin rocailleux circule toujours en zigzag à travers les petites maisons turques accrochées aux pentes de la citadelle. Mais lorsqu'on

arrive à la dernière enceinte, qui sert maintenant de prison, le spectacle change brusquement. Entre le pied de la montagne et la mer, la ville nouvelle déroule un long ruban de bâtisses neuves et régulières, que prolongent encore, à l'est et à l'ouest, les vastes faubourgs construits pour les réfugiés. Le grand Saint-Démètre ouvre, comme une blessure béante, sa large nef éventrée, qu'on va bientôt recouvrir. Entre les terrasses blanches, quelques coupoles émergent : Saint-Georges, Sainte-Sophie, les Douze-Apôtres. Descendue de la colline où l'avaient juchée les Turcs, la ville s'épanouit largement au long des rives de son golfe harmonieux que domine, soudain visible à travers les nuages dorés, la tête neigeuse de l'Olympe thessalien.

On a reconstruit la ville en moins de trois ans. L'État ne s'en est pas mêlé : il a laissé faire les habitants. Capitaux privés, initiatives privées, dirigées et coordonnées d'après les grandes lignes du plan que dressa naguère un architecte français, M. Hébrard. On évalue à un milliard deux cent millions de drachmes le total des sommes dépensées jusqu'à ce jour. En ce moment encore, on continue de creuser et de bâtir : égouts, canalisations pour l'eau et l'électricité, hôtels particuliers, maisons de rapport. Salonique la Neuve est belle, vue de loin ; de près, elle semble encore un immense chantier, au sol bouleversé et inégal. Il faudra revenir dans trois ans.

Cependant cet énorme et rapide effort n'est pas allé sans quelques inconvénients. A la grande fièvre de travail a succédé une période de fatigue, presque de malaise. Pour construire, on avait d'abord fait appel aux réfugiés ; puis, ceux-ci ne suffisant plus à la tâche, la main-d'œuvre était venue du dehors, en particulier d'Albanie. Survint un temps d'arrêt. Crise, ont dit les uns, tassement et adaptation nécessaire, expliquaient les autres. Toujours est-il qu'au printemps dernier il y avait de nombreux chômeurs à Salonique et que les fauteurs de grèves et de désordres y trouvèrent bientôt un terrain tout préparé. D'autre part, les capitaux investis dans la construction ne commenceront à devenir productifs qu'au bout de quelques années ; en attendant, le marché se trouve gêné, rétréci, et toute la vie économique se ressent des conditions difficiles qu'il traverse.

L'avenir de Salonique est évidemment lié à celui de son port. Dans la pensée de M. Venizelos, celui-ci était appelé à

desservir, non seulement l'étroit arrière-pays qui appartient à la Grèce, mais encore une large portion du territoire balkanique. C'est pourquoi, après l'incorporation de Salonique à la Grèce, le grand homme d'État eut pour premier soin de faire voter par le Parlement la loi qui prévoyait l'institution d'une « zone franche » (17 décembre 1914). Ce projet, ajourné du fait de la Grande Guerre, puis de la guerre gréco-turque, fut enfin réalisé au début de 1923. Les travaux d'installation commencèrent bientôt après et, le 19 octobre 1925, la zone franche ouvrait ses portes au commerce de transit.

Il n'y a donc pas encore trois ans que la zone franche de Salonique est entrée en fonction : ses installations sont neuves, très modernes, mais relativement étroites. Elles s'étendront vers l'ouest, autant qu'on voudra, au fur et à mesure des besoins. Deux grands entrepôts reçoivent les marchandises en transit ; on en construit actuellement trois autres, de dimensions plus vastes. Une série de magasins plus petits sont loués aux sociétés privées ; l'un d'eux est réservé à la Banque ottomane. Les écuries et les étables ont été aménagées par un jeune vétérinaire grec, ancien élève de notre école d'Alfort, et qui me dit avoir, en la circonstance, largement profité des conseils de ses maîtres. Le rez-de-chaussée est réservé aux chevaux et aux bœufs ; le premier étage au petit bétail, — moutons et chèvres, — qu'un plan incliné conduit à leur demeure. Quelques centaines de bœufs bulgares mangent paisiblement, dans leurs auges de béton, le fourrage de l'exil, automatiquement distribué. L'eau circule partout, entretenant une propreté exemplaire.

Voici la « zone serbe », que limite une enceinte de fil de fer barbelé. Elle est à peu près vide, les ayants-droit ne voulant entreprendre aucun aménagement important avant qu'Athènes et Belgrade ne se soient mises d'accord sur les deux questions encore pendantes de l'usage du port et du régime des chemins de fer. L'apport de la Bulgarie est encore très modeste : il ne deviendra plus large qu'après la conclusion des pourparlers en cours tendant à opérer la jonction entre les deux réseaux ferrés bulgare et hellénique. L'avenir de la zone franche, celui même de Salonique, dépendent en grande partie des bonnes relations que la Grèce entretiendra avec ses deux voisines. Même bien exploitée, la Macédoine ne saurait suffire aux immenses possibilités d'un port comme Salonique. Le jour où,

non seulement le pays macédonien, mais la Bulgarie et la Serbie, voire la Roumanie et la Hongrie, utiliseront pour les besoins de leur commerce les ressources et les facilités que Salonique peut aisément leur offrir, ce jour-là, et pas avant, la Grèce aura gagné la partie, à la fois politique et économique, que M. Venizelos a engagée en 1914.

Les hommes d'État qui dirigent les trois pays balkaniques sont trop avisés pour méconnaître l'importance des intérêts communs ou solidaires qui font de l'entente économique une nécessité. Une politique interbalkanique fondée sur ces intérêts aurait, à ce qu'il semble, toutes chances d'aboutir à des résultats satisfaisants. Les statistiques de la zone franche pourraient, comme un baromètre, servir à mesurer la pression de l'atmosphère, à définir l'état des relations entre la Grèce et ses voisines. Or, pour le moment, ce baromètre monte, lentement, — mais il monte. Saluons ce bon augure.

### L'ÉCONOMIE ET LES FINANCES DE LA GRÈCE

Depuis cinq ans, la Grèce se développe selon un rythme rapide et régulier. Mais, ce qui est plus remarquable encore, et plus rassurant pour ses amis, c'est qu'elle se développe dans le sens de ses aptitudes et de ses traditions. Pays agricole, pays maritime, c'est de l'agriculture et du négoce, renouvelés et vivifiés, qu'elle attend sa résurrection. Certes, les réfugiés ont donné brusquement à l'industrie un essor inattendu. D'une part, un grand nombre de réfugiés urbains étaient spécialisés dans certaines fabrications : celle des tapis, celle de la faïence, celle de la soie, et aspiraient à retrouver en Grèce l'emploi de leur habileté. D'autre part, il y avait, dans cet afflux de main-d'œuvre à bon marché, et souvent très qualifiée, de quoi tenter le capitaliste et l'entrepreneur. Ainsi s'explique le progrès industriel des dernières années. Le recensement de 1920 accusait l'existence d'environ 35 000 entreprises, dont 2000 seulement employaient plus de cinq personnes, et 500 à peine plus de 25 ouvriers. Entre 1921 et 1925, on a créé en Grèce près de quatre cents manufactures nouvelles; cent dix autres ont surgi dans la seule année 1926. Et il faudrait encore ajouter à ces chiffres plus de quatre-vingts ateliers de tapis, dont quelques-uns occupent de 200 à 300 ouvriers. On peut évaluer à près de

dix milliards de drachmes le capital actuellement investi dans l'industrie de la Grèce.

Mais cet essor a des limites. D'abord, la Grèce ne possède ni fer, ni charbon, ni pétrole; en second lieu, elle dispose d'une population restreinte : même avec l'appoint des réfugiés, la densité n'atteint pas quarante habitants au kilomètre carré. Aucun pays, dans ces conditions, ne saurait prétendre à créer et à entretenir ce qu'on appelle une grande industrie. D'autre part, les prétentions de la main-d'œuvre iront croissant, à mesure que les réfugiés, sortis de la gêne, aspireront, non plus seulement à vivre, mais à prospérer. Enfin, les ressources de la Grèce en capitaux disponibles sont fort limitées. Si des circonstances favorables, secondées par une politique financière très avisée, ont attiré dans le pays d'importants capitaux étrangers, cet afflux est précaire, et il n'est pas indéfini. Quant au capital national, s'il est vrai que quelques riches Grecs d'Alexandrie, mis en confiance par l'exemple de l'étranger, ont rapatrié une partie de leur fortune, il n'est pas moins vrai que beaucoup de Grecs d'Athènes, de Patras ou de Salonique continuent d'envoyer leur argent au dehors. Le directeur d'une grande banque évalue les capitaux grecs actuellement investis à l'étranger à 80 millions de livres sterling. Que faudrait-il pour les rappeler? La stabilité politique, une bonne réforme fiscale, enfin une lutte énergique et victorieuse contre l'étatisme, vice commun à tous les gouvernements balkaniques.

En attendant, la Grèce avait besoin d'argent, et même de beaucoup d'argent pour réparer ses désastres, pour installer ses réfugiés, pour compléter rapidement un outillage économique que, depuis 1912, on avait cessé de perfectionner et même d'entretenir. M. Zaïmis comprit qu'avant toutes choses il fallait restaurer le crédit et ramener la confiance en ouvrant largement le marché aux capitaux étrangers, et surtout à ceux de la *City*. D'où la convention, d'abord si discutée, que passa le gouvernement d'Athènes avec la *Power and Traction*, en vue de créer une Société générale d'électricité. Cette intervention du gouvernement dans l'économie privée n'était rien moins que constitutionnelle; cependant le cabinet Zaïmis posa à son sujet la question de confiance; il eut gain de cause, et fut bientôt approuvé, l'affaire ayant donné de bons résultats.

Une société américaine fut chargée d'amener l'eau potable

à Athènes et de l'y distribuer. Les travaux d'assèchement dans la vallée du Vardar ont été confiés à une firme anglo-américaine : *Foundation*. Pour la vallée de la Strouma et la plaine de Philippes, des travaux analogues doivent être mis prochainement en adjudication. Le gouvernement grec semble avoir décidément opté pour le système qui consiste à demander à une même société le capital et le travail, l'emprunt et l'entreprise. C'est encore selon cette formule qu'il a adjugé la construction d'un réseau routier, que les progrès de l'exploitation agricole ont rendu indispensable, à une maison grecque, *Makris*, puissamment soutenue par la *Shell* britannique. Quant au réseau ferré, l'extension, au moment où j'ai passé à Athènes, n'en était pas encore fermement décidée, M. Metaxas estimant qu'un pays comme la Grèce, où la mer pénètre de toutes parts, a moins qu'un autre besoin de chemins de fer.

La première installation des réfugiés avait été financée par le gouvernement hellénique, sur les seules ressources de son budget. Cependant, au mois de juin 1923, le Comité financier de la Société des nations, estimant que la tâche dépassait les moyens d'un État aussi éprouvé, soumettait à l'approbation du Conseil de Genève un projet d'emprunt de trois à six millions de livres sterling. Par la suite, le montant de la somme que la Grèce était autorisée à emprunter fut porté à dix millions. C'est à Londres qu'on négocia. Avant même que les pourparlers eussent abouti à un accord, la Banque d'Angleterre consentait une première avance d'un million de livres (novembre 1923), puis une seconde de même importance (mai 1924). De son côté, la Banque nationale de Grèce fournissait un troisième million. On put ainsi attendre la signature des contrats définitifs, qui n'advint qu'en décembre 1924. L'emprunt fut émis simultanément à Londres, à Athènes et à New-York (7 pour 100, à 88) : il eut un plein succès.

Mais il fallait faire face à d'autres besoins : assainissement des finances publiques, stabilisation de la monnaie. Au mois de janvier 1928, un nouvel emprunt était négocié à Londres par M. Caphandaris, alors ministre des Finances. Sur un total de neuf millions de livres sterling, trois devaient permettre d'achever l'installation des réfugiés, trois autres devaient servir à combler le déficit des précédents budgets, le tiers restant étant affecté comme capital à une nouvelle banque d'émission,

la Banque de Grèce, chargée de contrôler le marché des changes et de préparer la stabilisation de la drachme. L'emprunt de 1928 était émis au taux de 91 et à l'intérêt de 6 pour 100. Conformément aux recommandations du Comité de Genève, sous les auspices duquel il était contracté, la Banque nationale de Grèce renonçait, en faveur de la nouvelle banque, au privilège d'émission qu'elle avait obtenu en 1841 et qui, plusieurs fois renouvelé depuis, ne venait à échéance qu'en 1950. Enfin la Banque nationale assumait l'obligation d'émettre, en souscription publique, un capital de 400 millions de drachmes, destiné au nouvel Institut d'émission. Un *advisor* britannique, agréé par la Banque de Grèce, devait l'assister de ses conseils pendant au moins dix-huit mois.

Comme on le voit, toutes les précautions avaient été prises, soit pour assurer le succès de la stabilisation monétaire, soit pour garantir l'indépendance de la nouvelle banque d'émission vis-à-vis de l'État et vis-à-vis des grands établissements de crédit, en particulier de la Banque nationale, dont le rôle et l'influence ont toujours été considérables. Ces précautions ne semblèrent point suffisantes à M. Venizelos, et les critiques qu'il adressa publiquement à M. Caphandaris, tant au sujet du règlement des dettes de guerre avec la France qu'à celui de l'emprunt de 1928, amenèrent le ministre des Finances à donner sa démission (juillet 1928). Le cabinet tout entier suivit M. Caphandaris dans sa retraite. Ce n'est pas ici le lieu de rechercher si, en attaquant la politique du gouvernement Zaïmis, M. Venizelos obéissait à une conviction profondément motivée, ou plutôt à son ardent désir de reprendre le pouvoir. Toutefois, on peut observer que, l'ayant repris, il n'a maintenu son opposition, ni contre les modalités essentielles de l'emprunt, ni contre l'arrangement conclu touchant les dettes de guerre entre M. Caphandaris et M. Poincaré.

S'il était permis à un étranger impartial d'apprécier l'œuvre accomplie par le ministère œcuménique, aux louanges très méritées se mêlerait une réserve. Tant d'emprunts contractés coup sur coup, et tous au dehors, ne risquent-ils pas de faire peser sur l'économie de la Grèce, — peut-être même sur sa politique, — une charge difficile à supporter? Quand j'ai hasardé cette critique, on m'a répondu que les emprunts étaient nécessaires, pour compléter un outillage très imparfait et longtemps

négligé, que plusieurs correspondaient à des entreprises productives, et qu'enfin la charge en avait été soigneusement répartie sur au moins deux générations. Il se peut en effet que la Grèce n'eût pas d'autre moyen de retrouver promptement l'équilibre économique, première condition de la stabilité politique, de l'ordre intérieur et du progrès.

### LA GRÈCE ET LA FRANCE

Qu'il s'agisse de l'établissement des réfugiés, de la reconstruction économique ou de l'assainissement financier, c'est, comme on l'a vu, en Angleterre et en Amérique que la Grèce a trouvé les concours dont elle avait besoin. Pour des raisons faciles à deviner, la France est restée presque entièrement à l'écart de ces entreprises. Ce ne fut point indifférence, mais nécessité. Cette abstention, nouveau grief s'ajoutant à quelques autres, n'en devait pas moins faire naître une certaine froideur à notre égard. Je ne l'ai point sentie chez les hommes politiques qui, à force d'être courtois, oublient parfois d'être sincères. Mais je l'ai vue se manifester chez les hommes d'affaires. Quelques-uns avaient encore sur le cœur la préférence donnée par le marché français, en 1914, à l'emprunt ottoman sur l'emprunt hellénique, préférence que l'événement ne devait point justifier. D'autres nous reprochaient de négliger systématiquement les affaires grecques; ils oubliaient sans doute la belle entreprise du Pirée et quelques autres, qui font à la France le plus grand honneur. Toutefois, il faut reconnaître qu'en perdant une partie de l'influence financière dont elle disposait en Grèce, la France y a perdu aussi quelque chose de son prestige et de son influence politique. Et ce qu'elle a perdu, l'Angleterre l'a gagné.

Ce que nous avons gardé sans conteste, c'est l'influence intellectuelle. Notre langue est parlée par toute l'élite de la société grecque; notre culture est partout répandue; dans la littérature, dans la science, dans la politique, le prestige des idées françaises est considérable. Nous devons ce bénéfice d'abord à nos écoles. Établissements congréganistes, mission laïque, écoles de l'Alliance israélite rivalisent de zèle et d'abnégation pour conserver à la France, avec des moyens parfois très inégaux à l'importance de la tâche, une clientèle recrutée dans les milieux

sociaux les plus différents. En particulier, l'œuvre accomplie depuis la paix à Salonique et en Macédoine m'a paru habilement conduite et féconde en résultats. Enfin notre École d'archéologie est toujours le foyer de hautes études et le centre de culture que les Grecs admirent et que beaucoup d'étrangers nous envient. Après avoir mené à bon terme les grands travaux de Delphes et de Délos, l'École française a dirigé ses efforts, d'une part sur la Crète, de l'autre sur l'île de Thasos. En Crète, la fouille du palais de Mallia a amené au jour une série de tablettes inscrites du XVI^e^ siècle avant notre ère, des armes d'apparat plus anciennes encore, et une table à libations, remontant au début du second millénaire, dont la décoration permettra peut-être d'éclaircir l'origine des mystères d'Eleusis. Les fouilles de Thasos ont fait découvrir deux beaux sanctuaires, dédiés à Dionysos et à Poseïdon. Dans l'île voisine de Samothrace, les efforts réunis de l'École française et d'une mission tchécoslovaque ont dégagé et reconstitué plusieurs édifices importants.

Aux derniers jours de février, un heureux hasard m'a permis d'assister à la conférence que donnait un membre de notre École. Tout Athènes s'y était donné rendez-vous : ce n'étaient pas seulement des gens du monde et des diplomates, c'étaient des savants, des hommes politiques, des banquiers, qu'avait attirés la réputation du conférencier, et qui voulaient savoir comment les dieux de Samothrace, en des temps très anciens, avaient émigré à Délos. Avec quelle attention, quelle avidité l'auditoire, grec en majeure partie, recueillait ces témoignages, ces révélations d'un glorieux passé ! Et je songeais au dédain qu'affectent aujourd'hui quelques Français pour une haute culture doublement précieuse, parce qu'elle fait partie de notre tradition et parce que, de siècle en siècle, elle rehausse constamment l'honneur de notre nom et le prestige de notre race. Assurément ce n'est pas tout, ce n'est même pas assez. Mais quel magnifique avantage, si nous savions nous en servir !

MAURICE PERNOT.

(*A suivre.*)

# GEORGES CADOUDAL

## II [1]

### BRETON CONTRE CORSE

#### LA CONQUÊTE DES TUILERIES

Si le départ de Georges désagrégeait la chouannerie bretonne, la situation du héros, habile instigateur de ce désarroi, n'en paraissait pas moins précaire. Depuis trois mois qu'il s'était emparé du pouvoir, il louvoyait entre les partis, mais n'en satisfaisait aucun. Certes, la populace, prompte aux engouements, l'idolâtrait; en revanche, les sages n'apercevaient dans son aventureuse élévation qu'une nouvelle étape de la révolution, étape dont la durée restait aléatoire. « Qu'attendre, disait l'un, de ce gouvernement qui est à la merci d'un coup de pistolet? » Or cette solution brutale hantait bien des cerveaux et aurait réjoui nombre de gens : les jacobins impénitents d'abord qui, à mille symptômes, ne pouvaient s'illusionner sur les sentiments du Consul à leur égard; les royalistes aussi, inquiets qu'il tardât tant à rappeler le souverain légitime; mais les plus hostiles étaient ses compagnons d'armes, ceux qu'il avait distancés de façon si cavalière et qui se prétendaient frustrés parce qu'ils n'étaient plus ses égaux.

Bonaparte n'ignorait rien de ces jalousies féroces : — « A peine assis, disait-il plus tard, j'ai vu les prétentions se former : Moreau, Bernadotte, Masséna ne me pardonnaient pas mes succès... ils ont essayé plusieurs fois de partager avec

(1) Voir la *Revue* du 1er octobre.

moi... Douze généraux complotaient de diviser la France en provinces, me laissant généreusement Paris et sa banlieue; le traité fut signé à Rueil, Masséna fut désigné pour me l'apporter; il refusa, disant qu'il ne sortirait des Tuileries que pour être fusillé par ma garde. Celui-là me connaissait bien. » Combien d'autres, outre les trois qu'il nomme, ne dissimulaient pas leur dépit envieux! Lucien, lui-même, — son frère, — Lecourbe, Macdonald, Simon, Delmas, Souham, Augereau... Au quartier général de Rennes s'impriment, sous forme d'adresses à l'armée, des libelles injurieux contre « le tyran », des sarcasmes contre ses « capucinades », véritables appels à l'insurrection et à l'*extermination*; l'homme du 19 brumaire y est qualifié de *déloyal chevalier de Saint-Cloud*, de *Pygmée républicain*, de *déserteur, assassin de Kléber*; de *lâche apostat du culte de la liberté*, de *factieux impudent et ambitieux*... Ces pamphlets sont envoyés par la poste à tous les chefs de corps, commandants de place, commissaires des guerres; ils ne sortent pas des basses officines où s'ourdissent ordinairement ces sortes d'écrits : c'est Bernadotte, tout récemment encore ministre de la Guerre, Bernadotte, l'allié de Bonaparte, nommé par celui-ci, en remplacement de Brune, au commandement général des armées de l'Ouest, c'est Bernadotte qui commande ces vilenies et « assiste aux réunions où l'on examine les moyens de se défaire du Consul ».

Nombre des hommes politiques qui l'entouraient n'étaient pas plus sûrs : son ministre des Affaires étrangères, Talleyrand, — le parangon de l'égoïsme, son ministre de la Police, Fouché, — le parangon de la perfidie, ne le servaient que dans l'espoir de le dominer. Son ministre de la Guerre, Carnot, était trop sincère républicain pour ne point s'offusquer de ses velléités autocratiques. Beaucoup même craignaient de se compromettre en témoignant confiance et sympathie à ce téméraire qui pouvait ne pas durer et dont les salons s'amusaient déjà à deviner quel serait le successeur. Par surcroît, l'argent manquait à tel point que jamais, en aucun pays, le trésor public ne connut semblable pénurie : l'héritier du Directoire avait trouvé la caisse vide : le soir du 19 brumaire, il n'y restait pas « de quoi expédier des courriers aux armées et aux grandes villes pour les informer de l'événement ». L'état des relations avec les Cours étrangères n'était pas plus encourageant : sauf un

envoyé de Charles IV d'Espagne, « retenu à Paris par une circonstance indépendante de sa volonté », le corps diplomatique se composait uniquement « d'un chargé d'affaires du prince de Deux-Ponts ». Pas un cabinet étranger ne consentait à reconnaître le nouveau gouvernement de la France; et quand Bonaparte, protestant de son désir d'ordre, de réorganisation et de paix, essaya d'entamer des négociations avec le ministère britannique, il reçut, en réponse à ses avances, une *Note* l'avisant que le meilleur gage de sa sincérité « serait la restauration de cette lignée de princes qui, pendant tant de siècles, avaient conservé à la nation française la prospérité au dedans, la considération et le respect au dehors ». Restait-il, au moins, au héros de Lodi et des Pyramides, la chance de venger ce camouflet sur les champs de bataille? Non. La Constitution n'autorisait pas le Consul à commander une armée hors du territoire de la république.

Tout manquait donc à ce présomptueux qui, n'ayant pour excuse que ses trente ans, s'était jeté, tête baissée, dans ce gâchis avec la prétention d'assumer une tâche devant laquelle aurait reculé le souverain le plus expérimenté, le mieux servi, le plus confiant en son prestige, en sa puissance et en l'unanime dévotion de tous ses sujets. Comment il s'en tira, nul ne l'ignore; ce prodige fera toujours l'émerveillement de la postérité; mais on comprend pourquoi ses contemporains, n'étant point devins, jugeaient inextricable la situation de ce jeune aventureux et présageaient son inévitable catastrophe.

Loin de le rebuter, « cette complication inouïe de difficultés enflammait son génie; il mit sa gloire à vaincre tant d'obstacles ». Lui seul entrevoyait l'avenir et il marchait vers son destin, sans une hésitation, sans un faux pas. Chaque jour, Bourrienne, son ami d'enfance, alors son confident et son secrétaire intime, le voyait monter; il a raconté, avec grand détail, et non sans aigreur, les péripéties de cette ascension. Logé, depuis le 19 brumaire, au Petit-Luxembourg, Bonaparte s'y trouvait déjà à l'étroit. Lui à qui suffisait, cinq ans auparavant, une chambre garnie à 3 francs par semaine, dans l'hôtel du *Cadran bleu*, rue de la Huchette, à l'angle de la rue du Petit-Pont, il n'est pas satisfait du charmant palais dont se contentait naguère Monsieur, frère du Roi. Non point qu'il soit difficile et qu'il exige du confortable; mais il rêve des Tuileries

qui furent le château royal et dont le nom, étymologiquement vulgaire, pourtant, exerce sur l'Europe un fascinant prestige. C'est là que doit habiter le maître de la France. Mais le pas à franchir est périlleux; les haines jalouses vont s'envenimer; les jacobins déploreront cette résurrection du faste des tyrans; les royalistes crieront à la profanation. Et comment faire? Bonaparte procède avec « une inconcevable adresse ». D'abord, plus de *Tuileries*, ni de *Château*; la vieille demeure des Médicis est dénommée *Palais du gouvernement*. On va seulement l'approprier et y mettre Lebrun, le troisième Consul; encore le logera-t-on au pavillon de Flore; l'ancien appartement du Roi restera vacant. Tout à cette adroite combinaison, Bonaparte va, en compagnie de Bourrienne, visiter les travaux d'aménagement : oh! rien de luxueux; un simple « badigeonnage ».

Dès la grille, sur les corps de garde, subsistent des inscriptions : *10 août 1792, la royauté est abolie et ne se relèvera jamais*. A l'intérieur, les décorations, du temps de la Convention, abondent en bonnets rouges et autres emblèmes révolutionnaires : « Faites-moi disparaître tout cela, dit le Consul à l'architecte, je ne veux pas de pareilles saloperies. » Dans les salons qu'occupa le Comité de Salut public, il remarque, au plafond peint par Lebrun, une effigie de Louis XIV qu'un imbécile a gratifiée d'une cocarde tricolore; c'est encore une occasion de pester contre « la turpitude » des Conventionnels. Néanmoins, afin de bien témoigner qu'il professe la plus sincère vénération pour les illustres républicains, il fait solennellement placer, dans l'une des galeries, le buste de Brutus, l'immolateur des tyrans, et ceux de Démosthène, de Scipion, de Caton, sans oublier toutefois les effigies de César, de Cicéron, de Turenne, de Duguay-Trouin, de Frédéric II et de Marlborough, afin qu'il y en ait pour tous les goûts.

Enfin, au jour fixé, — c'était le 19 janvier 1800, — il partit en grande pompe du Luxembourg, dans une voiture de gala, traînée par six chevaux blancs, offerts au conquérant de l'Italie par l'empereur d'Allemagne, après le traité de Campo-Formio. Nul ne pouvait critiquer cet attelage royal en raison de l'événement glorieux dont il était le trophée. Arrivé dans la cour du Palais du gouvernement pleine de troupes alignées, Bonaparte descendit du carrosse, sauta à cheval et passa la pre-

mière de ces fameuses « revues du Carrousel » que les peintres ont popularisées. Le défilé fut magnifique; quand, ayant à sa droite Murat, et Lannes à sa gauche, le jeune Consul vit passer devant lui les drapeaux en loques de la 30e, de la 43e, et de la 96e demi-brigade, il porta la main à son chapeau et se découvrit lentement. Ce geste, inédit alors, fut acclamé par la foule des femmes élégantes qui se pressaient aux fenêtres du palais; la citoyenne Bonaparte n'occupait pas le balcon du pavillon central; elle avait modestement pris place à l'une des fenêtres de l'appartement du consul Lebrun, pour bien marquer qu'elle n'était là qu'en invitée.

Après la revue, Bonaparte entra dans le palais, mais pour y installer le conseil d'État qui prit possession de la galerie de Diane. La cérémonie était terminée; les troupes regagnaient leurs quartiers; les curieux se dispersèrent, et quand les conseillers d'État retournèrent chez eux à leur tour, le Premier Consul ne s'en alla point : il n'avait qu'une porte à pousser pour pénétrer dans l'ancien appartement de Louis XVI, discrètement meublé à son intention. Il y retrouva son secrétaire qui l'y avait devancé et qui le félicita d'avoir mené à bien cette difficile entreprise, sans soulever une protestation, sans entendre un cri discordant : « Bourrienne, ce n'est pas tout d'être aux Tuileries; il faut y rester, dit-il. Qui est-ce qui n'a pas habité ce palais? Des brigands, des Conventionnels... N'est-ce pas de là que j'ai vu... enlever ce bon Louis XVI? Mais soyez tranquille; qu'ils y viennent! »

L'appartement du Consul, situé au premier étage, prenait vue sur les jardins; on y accédait par le grand escalier de pierre, voisin du pavillon de Flore, escalier que Bonaparte connaissait bien pour l'avoir souvent gravi, alors qu'il était en réforme, — bottes éculées, habit élimé aux coudes, — afin de gagner le cinquième étage où on l'employait au bureau topographique du Comité de Salut public. Au premier palier de cet escalier s'ouvrait l'antichambre, vaste pièce à deux fenêtres, précédant le salon de service de dimensions plus restreintes; on passait de là dans le salon du Premier Consul, puis dans son cabinet. Sa chambre à coucher et son cabinet de toilette terminaient l'enfilade. Soit par goût, soit par superstition, il n'avait pas voulu qu'on rétablît dans la chambre à coucher le lit de Louis XVI; le lit de parade qu'on y disposa lui servait rarement,

car il couchait à l'ordinaire dans l'appartement de sa femme, au rez-de-chaussée qu'avait habité Marie-Antoinette. Le général et la citoyenne Bonaparte étaient installés là depuis six semaines et y avaient pris leurs habitudes quand Georges Cadoudal arriva, le 4 mars, à Paris.

Dès le premier jour, Georges dut présenter à la Préfecture de police son passeport, le désignant comme étant âgé de vingt-neuf ans, propriétaire, né à Vannes, domicilié ordinairement à Nantes. Sauf l'âge, toutes ces indications étaient fausses. Il descendit avec ses trois compagnons à l'*Hôtel de Nantes*, rue de l'Université, et il semble que le chef de brigade Pastol ne les perdit pas de vue jusqu'au surlendemain 6 mars : ce jour-là, il dut conduire Georges aux Tuileries pour s'en faire donner décharge, sa mission remplie, car on place à cette date une visite à Bonaparte, visite dont il ne reste aucun récit et qui consista probablement en une simple présentation ; on n'en a trace que par un mot du Consul : « J'ai vu ce matin Georges; il m'a paru un gros Breton dont peut-être il sera possible de tirer parti... »

## L'ENTREVUE

Trois semaines allaient passer avant que le chouan, « retardant une entrevue qui lui coûtait », se décidât à solliciter une nouvelle audience, à moins que le Consul tardât volontairement à le convoquer, afin de laisser à sa police le temps de surveiller les agissements et les relations de ce rebelle inquiétant. S'il fut pisté, on l'ignore, et c'est regrettable, car on serait curieux de connaître comment les quatre Bretons, tout récemment débuchés des landes et des forêts du Morbihan, supportaient les contraintes de l'existence parisienne, pour eux si nouvelle.

Il paraît certain qu'ils n'eurent de curiosité ni pour les théâtres, ni pour les maisons de jeu et ne se montrèrent dans aucun lieu de plaisir, car ils auraient été bientôt reconnus et les nuées « d'observateurs de l'esprit public » qui parcouraient la Ville nuit et jour n'auraient pas manqué de leur consacrer quelques lignes dans les rapports quotidiens.

Pourtant Georges reçut et alla voir nombre de royalistes tout frais amnistiés et encore sous la surveillance de la police. il s'attacha surtout au jeune Hyde de Neuville, conspirateur

obstiné et aventureux depuis l'âge de quinze ans, et celui-ci le renseigna sur la façon dont se passaient les entretiens que Bonaparte accordait aux chouans pacifiés, partisans avoués des Bourbons. Les premiers qui s'y étaient risqués furent mal accueillis ; c'étaient d'Autichamp et Bourmont. Lannes les entendit donner leurs noms à l'huissier ; il se jeta sur eux, les fit sortir à coups de pied, les accusant de venir pour assassiner le Consul et menaçant de les faire fusiller par la Garde.

Hyde de Neuville avait affronté l'épreuve le 26 décembre : très impressionné, il l'avouait, à la pensée d'aborder l'homme célèbre qui tenait entre ses mains le sort de la cause royale, il avait été introduit dans un salon où il attendit seul longtemps. Bonaparte habitait encore à cette époque le Luxembourg. La porte s'ouvrit et Hyde vit entrer un petit homme maigre, les cheveux collés aux tempes, la démarche hésitante, si différent du héros imaginé, qu'il le prit pour un domestique; d'autant plus que ce même personnage traversa la salle sans le regarder et se dirigea à grands pas vers le foyer comme s'il venait pour arranger le feu.

Arrivé là, il s'adossa à la cheminée, releva la tête et fixa sur le visiteur des yeux si expressifs, si pénétrants, que celui-ci, peu timide pourtant, perdit, du coup, toute assurance. Bonaparte parut flatté de l'impression qu'il produisait ; son accueil fut froid, mais courtois ; en quelques mots il dit son admiration pour la Vendée : « guerre noble et belle... on a eu raison de se battre ». Sur quoi il ajourna l'entretien au lendemain.

Le 27, Hyde de Neuville était revenu au Luxembourg, amenant d'Andigné, émigré et général de l'armée royaliste d'Anjou, chargé de demander à Bonaparte quelles conditions seraient imposées aux pacifiés. Lui aussi fut surpris de l'allure modeste du conquérant de l'Italie, « un petit homme de mauvaise mine..., un frac olive..., un air d'une négligence extrême..., rien dans son ensemble qui donnât à penser que ce fût un personnage important. »

Mais dès que ce petit homme prit la parole, le maître apparut : il parla « du Directoire goujat » ; protesta que « lui aussi voulait de bons prêtres », prononça, non sans dédain, le nom des princes : « Ils n'ont rien fait pour la gloire. Que n'étaient-ils dans la Vendée ? C'était leur place. » Et comme d'Andigné

annonçait que tel avait toujours été leur désir, mais que la politique des puissances étrangères les en avait détournés : « Il fallait se jeter dans un bateau de pêche ! » riposta Bonaparte d'une voix frémissante.

Il s'exprimait d'une manière brève et énergique, « avec un accent étranger désagréable à entendre », passant continuellement d'un sujet à l'autre, s'emportant, mais toujours dominant sa colère et n'oubliant jamais qu'on était « entre gentilshommes ». « Nous autres nobles... » glissa-t-il sans affectation. Néanmoins, un grand souci de domination : pendant l'audience, les deux battants de la porte s'ouvrirent tout à coup et l'huissier annonça : *Le ministre de l'Intérieur.* « Qu'il attende ! » dit brusquement le Consul. Peu de temps après, la porte s'ouvrit de nouveau toute grande et la voix de l'huissier retentit : « *Le second Consul de la République.* — Qu'il attende ! répéta Bonaparte; mais se reprenant aussitôt : — Non ! non ! Qu'il passe ! » commanda-t-il. Et les deux chouans virent entrer Cambacérès qui, « sans oser détourner les yeux qu'il fixait droit devant lui, traversa le salon avec une telle rapidité que sa perruque tremblait comme les feuilles agitées par la tempête ».

La conférence s'était poursuivie sans aboutir; en vain le Premier Consul offrit-il à ceux qu'il voulait séduire des places et des grades; « la fidélité des serviteurs du Roi resta sans défaillances »; aux situations les plus flatteuses ils préféraient leurs foyers dévastés, et on se sépara sans rien conclure.

Ces récits avivaient les répugnances de Georges; la perspective d'un colloque avec un tel homme meurtrissait son orgueil; il eût souhaité éluder l'engagement pris; « la pensée qu'il aurait l'air de fuir un danger l'en empêchait ». Il redoutait aussi sa propre violence ; saurait-il se contenir en présence de son vainqueur? Celui-ci, jusqu'alors, n'avait reçu, en fait d'amnistiés, que des gentilshommes dont l'urbanité infuse commandait à leur interlocuteur la courtoisie; mais lui, Georges, le paysan farouche, ignorant l'art des circonlocutions évasives, — qu'arrivera-t-il si le despote se permet de le provoquer? De fait, quoiqu'il se soit beaucoup façonné, il n'a rien perdu de « sa nature rude et de ses manières brusques »; il faut, comme l'a fait Hyde de Neuville, percer cette rude écorce pour discerner qu'elle recouvre, « non seulement une franchise et une droi-

ture sympathiques, mais une âme accessible à tous les nobles sentiments ».

Dans le courant de mars, Georges se rendit plusieurs fois au ministère de la Guerre, afin de renseigner le général Clarke, chef du bureau topographique, sur la façon dont s'effectuait le désarmement des insurgés bretons. A la fin du mois, le 29 vraisemblablement, ayant demandé une audience, il fit au Premier Consul la visite si longtemps remise.

Cette entrevue dut frapper les contemporains, car beaucoup de mémorialistes la mentionnent comme un événement, au moins singulier. Par malheur, ils s'accordent mal sur ses circonstances : les deux interlocuteurs seuls auraient pu la raconter, et ils furent sobres de détails. On aimerait, par exemple, connaître quelle fut l'émotion certaine du chouan traversant cette cour des Tuileries, à très peu près semblable encore à ce qu'elle avait été à l'époque du 10 août 1792 et au temps de la Convention.

Des soldats de la garde consulaire occupent les postes, — bonnet à poils avec chausse à gland, habit vert, culotte blanche et bas blancs ; — des sentinelles à toutes les portes et sur l'escalier à rampe de pierre ouvragée qui, dans l'angle du pavillon de Flore, conduit aux pièces qu'habite le Consul. Georges est là dans l'ancien appartement des princes pour lesquels il a tant combattu ; il paraît impossible qu'il ne revive pas l'agonie de la royauté en traversant ces salons, théâtres du tragique naufrage. Il vient, lui, le champion de la cause vaincue, saluer l'intrus qui les occupe aujourd'hui. Si rien, il est vrai, n'autorise à imaginer l'impliable révolté poursuivi par cette hantise, elle permet cependant de comprendre comment sa susceptibilité s'en trouva plus vulnérable.

Son être impétueux doit frémir de se voir parmi les solliciteurs qui patientent dans la première antichambre. Il est attendu ; des huissiers en livrée sombre l'introduisent dans la pièce suivante, le salon de service : des huissiers encore, des officiers, le mameluk ; un général se tient là en permanence : c'est Rapp.

Brune a remis à Georges une lettre adressée au Premier Consul : « Le citoyen Georges, ci-devant général en chef des Chouans, vous remettra la présente ; la confiance qu'il a dans le gouvernement lui fait poser les armes et je ne

doute pas que vous ne parveniez à utiliser des moyens que, désormais, il veut consacrer au maintien de la tranquillité publique... »

Rapp reçoit la lettre, fait passer le chouan dans le salon du Premier Consul, une grande pièce presque carrée, éclairée par une haute fenêtre donnant sur la terrasse ; au plafond trône, depuis le temps de Louis XIV, Minerve portée en triomphe par ses prêtresses. Le général Rapp, quittant le visiteur, sort par une porte à doubles vantaux dorés, qui est celle du cabinet de Bonaparte, reparaît bientôt, accompagnant le général et, laissant celui-ci en tête-à-tête avec le chouan, il rentre dans le cabinet sans en refermer la porte. Il y retrouve Bourrienne, le secrétaire indispensable ; le peu que tous deux perçurent de la conversation qui s'engagea entre Bonaparte et le Breton est tout ce que l'on connaît de cet entretien mémorable.

« Nous le vîmes, rapporte Bourrienne, se promener de la fenêtre au fond du salon, revenir, retourner ; cela dura très longtemps. La conversation paraissait fort animée et nous entendîmes beaucoup de choses, mais sans suite. Il y avait quelquefois beaucoup d'humeur dans les gestes et dans les paroles. L'entrevue n'aboutit à rien. Le Consul, s'apercevant que Georges avait quelque crainte pour sa sûreté, le rassura de la manière la plus noble :

— Vous voyez mal les choses, lui dit-il, et vous avez tort de ne vouloir entendre à aucun arrangement ; mais si vous persistez à retourner dans votre pays, vous irez aussi librement que vous êtes venu à Paris.

Rentré dans son cabinet, Bonaparte dit à Rapp :

— Pourquoi donc avez-vous laissé la porte ouverte et êtes-vous resté auprès de Bourrienne ?

— Si vous aviez fermé la porte, je l'aurais rouverte, répondit Rapp. Est-ce que je vous aurais laissé seul avec un homme comme cela ? Il n'y a pas de risque !...

— Fi donc ! Rapp, vous n'y pensez pas ! »

Bonaparte, remarque Bourrienne, ne croyait pas à la vertu des hommes ; mais il croyait à leur honneur. Quand il fut seul avec son secrétaire, il parut très peiné du refus de Georges : « L'exagération de ses principes, dit-il, prend sa source dans de nobles sentiments qui doivent lui donner beau-

coup d'influence parmi les siens. Il faudra pourtant en finir... »

Plusieurs fois il reviendra sur cette rencontre : à son avis, ceux qui ne voyaient dans le rude Breton qu'un « brutal » se trompaient :

— Moi, j'y vois autre chose... Je n'ai pu parvenir à le remuer. Quelques-uns de ses camarades furent émus au nom de la patrie et de la gloire... il resta froid. J'eus beau tâter toutes les fibres, parcourir toutes les cordes ; ce fut en vain, je le trouvai constamment insensible à tout ce que je lui disais. Il en demeurait toujours à vouloir commander les Vendéens. Ce fut après avoir épuisé tout moyen de conciliation que je pris le langage du premier magistrat. Je le congédiai en lui recommandant surtout d'aller vivre chez lui, tranquille, et de ne pas se méprendre sur la nature de la démarche que j'avais faite auprès de lui ; de ne pas attribuer à faiblesse ce qui n'était que le résultat de ma modération et de ma force. Dites bien, ajoutai-je, et répétez à tous les vôtres, que tant que j'aurai les rênes de l'autorité, il n'y aura ni chance, ni salut pour quiconque oserait conspirer.

Vingt ans plus tard, à Sainte-Hélène, harcelé par tant de souvenirs grandioses et déchirants, au sommet de son calvaire, dans sa baraque de Longwood, il songeait encore à ce jour lointain où, jeune Consul, il avait reçu, dans son salon des Tuileries, le gros homme indomptable que son magique pouvoir de séduction n'avait pas entamé. « C'était un fanatique ; je l'émus sans parvenir à le convaincre. Au bout d'une demi-heure, je n'étais pas plus avancé qu'au commencement. Il voulait conserver ses bandes et ses armes ! Je lui dis qu'il ne pouvait y avoir un État dans l'État... »

Ceux qui reçurent les confidences rétrospectives de Napoléon varient peu ; cependant Rovigo prête à Cadoudal une attitude piteuse : à l'en croire, Bonaparte aurait engagé la conversation sur le ton le plus flatteur, lui parlant « de la gloire qu'il avait acquise » et lui dit que, aux sentiments qui l'avaient élevé devaient s'unir ceux d'un patriote désireux « de ne pas prolonger les malheurs des contrées qui l'avaient vu naître ». Le Breton resta la bouche close, les yeux baissés, balbutia quelques mots... et finit par demander un passeport. Desmarets, bien renseigné, sans doute, comme chef de la police politique, pense que Georges fut ulcéré des façons de Bonaparte qui,

ayant accueilli avec courtoisie les autres chefs royalistes, tous gentilshommes, et convié même l'un d'eux à sa table, témoigna « hauteur et dureté » au plébéien Cadoudal. De fait, on a cité une lettre de Bernadotte au Premier Consul où se trouve cette indication : « Georges confiait à un curé que vous l'aviez reçu avec mépris. »

Cela concorde avec l'impression que Cadoudal rapporta de sa visite aux Tuileries : en rentrant à l'*Hôtel de Nantes*, il y trouva Hyde de Neuville qui l'attendait impatiemment. Georges était fort ému « de la contrainte qu'il avait dû s'imposer » : « Quelle envie j'avais d'étouffer ce petit homme entre ces deux bras ! » rugissait-il en tendant ses membres robustes; et comme Hyde lui faisait observer que, à son égard, Bonaparte, trois mois auparavant, s'était presque montré bienveillant : « Oh ! il change de ton, riposta Georges, depuis que tant de fiers républicains, qui voulaient à tout prix *la liberté ou la mort*, viennent se prosterner à ses pieds, et que des prêtres, des royalistes nous abandonnent pour aller à lui. » Tout en parlant, il se montait : « Oui, oui, il change de ton, le petit homme!... Oh ! il ne m'engageait point à prendre du service; il commandait, il ordonnait, il parlait en maître ! Pacification, amnistie, tout cela n'est qu'un leurre et bientôt nous serons sous les verrous. »

Et, bouillant d'indignation, il grondait comme parlant pour soi-même : « Ce jacobin ! Qui ne vaut pas mieux que les autres ! Il ne m'apprécie pas ! Tant pis pour lui. Je vois bien que, par la suite, il me fera couper le cou. Il faudra que je remonte à cheval et j'aille avec quelques hommes me promener sur la route de la Malmaison. »

Que s'était-il donc passé entre Bonaparte et lui? On ne le saura probablement jamais de façon indubitable : d'après une tradition dont s'est fait l'écho le policier Montgaillard, le Consul tenta d'obliger Georges à choisir entre le grade de général de division sous les ordres de Moreau, et 100 000 livres de rentes ; suivant d'autres, — hypothèse plus vraisemblable, — il lui aurait offert le commandement d'une brigade de la garde territoriale qu'il se proposait de former dans les départements de l'Ouest pour y assurer la pérennité de la pacification. Le servir ou se vendre : Georges se cabra devant cette alternative; son refus sans périphrase irrita Bonaparte, stupéfait de ren-

contrer en ce paysan un adversaire aussi ferme que lui. « Ces deux hommes dont le caractère de fer s'était, tout le temps que dura l'entrevue, jeté un défi perpétuel », se séparèrent irréconciliables ennemis.

Le duel entre eux s'engagea ce jour-là sans merci : il allait se prolonger durant quatre ans.

Sur les jours qui suivirent on est très renseigné, mais par des témoignages divergents. Une chose est certaine : Georges, persuadé qu'il allait être emprisonné, jugea prudent de disparaître : dès le lendemain de son colloque avec le Consul, il levait à la Préfecture de police un passeport pour la Bretagne. Le jour suivant, il quittait l'*Hôtel de Nantes* pour se loger non loin de là, rue de l'Université encore, à l'*Hôtel des Ministres*, situé presque à l'angle de la rue de Beaune. Aussitôt il s'occupa, aidé par Hyde de Neuville, à dépister la police ; celui-ci comptait des affidés partout, même à la Préfecture ; il apprit par eux « qu'il était temps de partir ».

Il fut convenu que Georges ne regagnerait pas la Bretagne, où il craignait d'être arrêté en descendant de la diligence, en quoi il ne se leurrait pas. Hyde lui conseilla de gagner clandestinement l'Angleterre et s'offrit à l'accompagner ; mais on était « filé » et il fallait ruser.

Ici les rapports varient suivant le plus ou moins de véracité, — ou d'imagination, — des agents qui les rédigèrent ; ils s'accordent sur un point : un grand dîner de vingt couverts fut commandé au café d'Orsay, alors situé à l'angle de la rue du Bac et du quai. Georges y voulait, disait-il, traiter, avant son départ, les officiers royalistes avec lesquels il s'était trouvé en relation durant son séjour. Le dîner fut-il mangé ? C'est peu probable : pareille bombance entre conspirateurs notoires eût constitué un mauvais moyen de se dissimuler. La commande de ce repas, faite ostensiblement, avait pour but de lanterner les policiers, et le restaurateur en fut pour ses préparatifs. A l'heure de se mettre à table, Georges devait rouler depuis longtemps sur la route de Boulogne.

Pourtant on a raconté que le banquet eut lieu, qu'il fut très animé, et que, au sortir de table, Georges aurait offert à ses convives de les conduire à l'Opéra : « Ils s'empilèrent donc dans des fiacres ; lui les suivait en cabriolet et, avant d'arriver au boulevard Saint-Martin, *où était alors l'Opéra*, il tourna dans

la rue Saint-Denis à l'extrémité de laquelle l'attendait en chaise de poste Hyde de Neuville. »

Ce qui infirme tout au moins l'une des circonstances de ce romanesque épisode, c'est que, en avril 1800, l'Opéra n'était plus depuis six ans à la Porte-Saint-Martin, mais rue de la Loi (rue de Richelieu actuelle). Il est donc plus prudent de s'en tenir à la version qui nous montre Cadoudal, après avoir commandé son dîner de vingt couverts, « montant dans une voiture de place » filée par les agents de police; elle s'arrête à l'entrée d'un passage à l'autre issue duquel Georges rejoint Hyde qui l'enlève dans un cabriolet et démarre en vitesse. Pendant que s'opérait cet escamotage, — c'était le 8 avril, — les trois Bretons venus à Paris avec leur chef reprenaient en poste la route de Nantes, et comme l'un d'eux était porteur du passeport levé, quelques jours auparavant, au nom de Cadoudal, ce stratagème eut un plein succès. L'abbé Le Leuch retourna à Plumeret, son séjour habituel; les deux autres rendirent à Brune compte de leur voyage et lui certifièrent que Georges, discrètement rentré dans le Morbihan, était résolu à « rester tranquille »; ils remirent même au général une lettre autographe par laquelle Cadoudal lui donnait la même assurance.

La police de Fouché, elle aussi, fut dupée; un « observateur » notait, le 21 avril : « Georges est parti fort mécontent et dans des dispositions équivoques; les ordres pour sa surveillance ont été donnés au préfet (du Morbihan) et au général Brune... » preuve qu'on le croyait en Bretagne. Un seul agent secret paraît avoir soupçonné la vérité : il écrivait, laconiquement, le 8 avril, que « le chef des rebelles avait quitté l'*Hôtel des Ministres, soi-disant parti pour son pays* avec Biget ».

## EN ANGLETERRE

Georges et Hyde détalent à bon train vers Boulogne-sur-mer : ils ont dans leur voiture un joyeux compagnon, La Carrière-Méricourt, grand ami de Mercier-la-Vendée; c'est un ancien ingénieur de la marine, originaire de l'Oise, un peu déconcertant d'aspect avec sa petite taille, sa tête énorme sur un corps malingre, l'extrême recherche de sa tenue et de ses manières, mais voyageur expérimenté et que rien n'embar-

rasse; il a subi nombre d'aventures et bien d'autres, lamentables, lui sont réservées.

De Paris à Boulogne, par la route la plus courte, celle de Beauvais, il y a cinquante-six lieues, — vingt-deux heures de trajet à l'allure ordinaire des voitures de poste. On peut donc croire que, partis le 8 avril, date constatée, les fugitifs étaient à Boulogne le 9 au soir ou le 10 au matin. D'après les *Souvenirs* d'Hyde de Neuville, ils durent attendre « un peu » à Boulogne, car la mer était mauvaise; mais, ayant reçu de Paris « un avis pressant » de quitter la France, ils s'embarquèrent « la même nuit, quoique le temps fût encore menaçant ». « C'était un dimanche », ajoute-t-il. Le dimanche 13 avril sans doute; et il s'en souvient, car Georges « ferme dans ses croyances et pour qui le devoir, sous toutes ses formes, n'avait point de restrictions », ne voulut pas manquer d'assister à l'office. Il retarda donc le départ pour entendre une messe célébrée à minuit, et Hyde s'émut à voir agenouillé, « sous l'impression d'un sentiment profondément religieux, ce soldat presque farouche qu'une guerre sans égale avait endurci ».

La messe dite, les trois royalistes prirent la mer; le bateau qui les passait n'était qu'une forte barque et les vagues la secouaient terriblement. La nuit était sombre et, dans le ciel, se poursuivaient des nuages de tempête; les passagers ne pouvaient se défendre de pronostics et de rapprochements entre cette nature tourmentée et leurs destinées orageuses. Cependant, roulés dans leurs manteaux, au fond de la barque, ils s'endormirent.

Tout à coup Hyde fut réveillé par Georges qui, de sa forte voix, lui dit : « Savez-vous ce que nous devrions conseiller au Roi, s'il remonte sur son trône? — Non, mon ami. — Eh bien! nous lui dirons qu'il fera bien de nous faire fusiller tous les deux, car nous ne serons jamais que des conspirateurs, le pli en est pris. » Était-ce de sa part pressentiment, amertume d'un esprit momentanément désorienté, ou, plus vraisemblablement, regret harcelant de ne pouvoir servir ouvertement la France sans manquer au serment qui l'oblige à se réfugier en Angleterre où sont prisonniers du cabinet britannique les Princes auxquels il a voué sa vie? Il est manifeste que, désormais, Georges apparaîtra imperturbablement fidèle à la cause royale, mais ulcéré de la soumission que cette fidélité lui

impose aux exigences de l'Angleterre; il les subira, non sans répugnance, dans l'affreuse alternative ou de s'avouer vaincu, ou de poursuivre la lutte, impossible sans l'onéreux concours de l'étranger.

A Londres, l'émigration lui fait fête comme au héros qui vient d'affronter « le monstre » et n'a pas été dévoré. Tel sera le sens de la lettre que lui adressera, de Mitau, en Courlande, où il est retiré, le prétendant Louis XVIII : « J'ai appris avec la plus vive satisfaction, général, que vous êtes enfin échappé des mains du tyran qui vous a méconnu au point de vous proposer de le servir... » Georges allait recevoir, outre la faveur insigne de cet autographe, le cordon rouge et le grade de lieutenant-général commandant pour le Roi toute la Bretagne; il était accueilli avec honneur par le Comte d'Artois et par la famélique petite Cour qui gravitait autour de ce prince.

Pour tous, il était le *général Georges*, l'homme important, l'homme unique, le plus solide étai de la monarchie en péril. Chaudement reçu par Wyndham, le secrétaire d'État de la guerre, par Pitt, premier lord de la Trésorerie, chancelier de l'Échiquier, il s'entretenait avec eux de politique internationale et de l'avenir trouble de l'Europe. Ses avis étaient écoutés comme ceux d'un oracle; il dînait chez les ministres; lui-même tenait table ouverte; « chaque jour de nouveaux commensaux y prenaient place, choisis parmi les Français de passage, les nobles émigrés ou les membres de la haute société anglaise », curieux d'entendre le récit de son entrevue avec Bonaparte. Il arraisonnait familièrement le Comte d'Artois et son fils, le Duc de Berry, alors âgé de vingt-deux ans, et le petit paysan de Kerléano, dans ce milieu si nouveau, se formait aux façons mondaines.

Le trésor britannique lui servait une pension d'une guinée par jour (26 fr. 40); mais Georges était souvent « à court d'argent », car il avait dû renouveler toute sa garde-robe et sa tenue témoignait d'une recherche extrême, bien inattendue chez ce Mohican des landes bretonnes : le linge le plus fin, manchettes et jabot brodés, boutons d'or, vêtements du grand faiseur; sauf la cravate qu'il ne pouvait supporter et qu'il laissait fort lâche, il était mis comme les plus raffinés. Ce détail indique que Georges se rendait compte de sa valeur; et quel autre, à vingt-neuf ans, n'eût été grisé par tant de

vogue, d'attentions et d'égards, dus à sa seule renommée?

Pourtant, s'il s'est adapté à la société élégante parmi laquelle il évolue, le Breton n'a rien perdu de sa vigoureuse sincérité ni de sa désinvolture : il ne cache pas au Comte d'Artois son regret de ne l'avoir pas encore vu combattre avec les paysans qui donnent leur vie pour sa cause. Un jour, à Hyde-Park, il aperçoit le Duc de Berry se promenant en compagnie de plusieurs jeunes et jolies femmes : « Ah! grogne le chaste Georges, il ferait bien mieux de se battre dans les landes de chez nous!... » Son propos fut rapporté et, comme il se présentait le lendemain à l'audience du Comte d'Artois : « Eh bien! Georges, lui dit le prince, vous avez vu hier le Duc de Berry? — Oui, monseigneur, et je n'ai pas pu m'empêcher de regretter qu'il fût en si futile société quand il ferait si bien à notre tête... » Et comme l'un des gentilshommes présents, M. de Viomesnil, pour pallier par un mot de courtisan cette brutale franchise, remarquait : « Quand monseigneur le Duc de Berry voudra descendre en Bretagne, il n'aura qu'à paraître pour entraîner tous les cœurs et armer tous les bras », Georges, étouffant de rancunes à la pensée de tous ses braves, morts ou vaincus faute d'un chef dont le nom seul eût centuplé leurs forces, rugit, le visage en feu, les yeux menaçants : « Pourquoi donc n'y vient-il pas? » et, frappé d'un coup de sang, il tomba sur le parquet.

A beaucoup, ces violences paraissaient déplacées; l'entourage des Princes jugeait indigne d'eux de se risquer en une guerre d'embuscades, grosse de périls et pauvre d'apparat. Un courtisan de l'exil, choqué de l'insistance de Georges, lui demandait un jour : « Vous voulez que le Prince aille en Bretagne; mais répondez-vous de sa vie? — Non; mais je réponds de son honneur », répliqua le chouan indigné. De tels mots éperonnaient le comte d'Artois, mais non ceux qui vivaient de lui et souhaitaient qu'il ne quittât pas l'Angleterre; ils étaient parvenus jusqu'alors à l'y retenir et blâmaient sévèrement Cadoudal de troubler leur prudente quiétude. Aussi appelaient-ils à l'aide les conseillers de Louis XVIII, et les conjuraient-ils d'obtenir que le roi de Mitau interdît à son frère de s'engager en pareille aventure. « M. Cadoudal est venu il y a deux mois, à peu près, à Londres, après avoir vu Bonaparte, gémissaient-ils: il ne parle que de combats et de

soulèvements: c'est un homme auquel il est impossible de faire entendre raison. Monsieur s'est laissé décider à passer en Bretagne... Ce n'est qu'un rêve dont nous saurons bien le faire revenir; mais il faut que Georges ne soit plus auprès de lui; nous allons travailler à l'éloigner... Le gouvernement consulaire est impossible longtemps. Il n'y a donc qu'à patienter un peu. Donnez des ordres dans ce sens et que Monsieur ne soit pas exposé à des dangers certains... »

Une telle lettre, empruntée au pieux ouvrage que le neveu de Georges consacrait, il y a quelque cinquante ans, à la mémoire de son oncle, absout le Comte d'Artois de l'accusation de lâcheté si souvent portée contre lui. Ce n'était pas la peur qui le retenait en exil, mais la défiance de ses parasites s'évertuant pour qu'il ne leur échappât point. A leurs efforts se joignaient ceux des espions qu'entretenait, autour des Princes, Fouché, le ministre de la police de Bonaparte; de ceux-ci émanait l'opinion « qu'il n'y avait qu'à attendre », que le Consul ne durerait pas; d'ailleurs, il était « fini », au moral comme au physique; « il n'avait pas deux mois à vivre »; en outre, il ne comptait à Paris que des ennemis et pas un partisan; ses rivaux, — Carnot ou Moreau, — pressés d'occuper sa place, se chargeraient d'en débarrasser le pays; d'autres ambitieux surgiraient pour renverser son successeur et, après quelques expériences de ce genre, la France, d'une voix unanime, « rappellerait ses princes légitimes qu'elle souhaitait revoir depuis si longtemps ». Telle était la clairvoyance de l'émigration! Georges ne réussit pas à la désaveugler : il enrage, il se désole, il tempête : en vain certifie-t-il que Bonaparte ne se laissera pas évincer, qu'il faut l'abattre : certes, sa situation est instable; mais temporiser, c'est l'affermir. Il faut se hâter, au contraire, de frapper le coup: le Consul, il le sait, doit quitter prochainement Paris pour se rendre à Dijon, afin d'y inspecter une armée de réserve qu'il concentre en Bourgogne; il importe de mettre à profit son absence pour soulever à nouveau la Bretagne et apprendre à la France que ses Princes n'ont pas abdiqué.

Ainsi prêche-t-il des sourds, et il ne s'illusionne plus; il discerne, avec une perspicacité singulière, que les faux frères, envoyés de Paris par Fouché, sont plus écoutés que lui. Certain jour, à la cour du Comte d'Artois, il avise un jeune officier portant uniforme anglais et dont il a surpris le nom : c'est

Louis de la Rochejaquelein, le frère du défunt héros de la Vendée : Louis a pris du service dans l'armée britannique; il est en garnison à Édimbourg et, le bruit s'étant répandu d'une prochaine expédition en Bretagne, il est accouru chez Monsieur pour solliciter d'en faire partie.

Comme il sortait de l'antichambre du Prince, il fut suivi par « un homme » qui lui frappa sur l'épaule et lui dit : « Jeune homme, je suis charmé de vous voir : j'ai servi sous votre brave frère que j'aimais tant, votre ardeur me plaît beaucoup; mais elle sera inutile; retournez à votre régiment et n'espérez pas y recevoir des ordres; les Princes ne se doutent pas, vous ne vous doutez pas vous-même, de l'effet que produirait votre nom dans la Vendée; mais il y a *là-dedans* des gens qui le savent et qui trouveront bien le moyen d'empêcher qu'on vous y envoie... Vous verrez la vérité de ce que je vous dis. Je suis le général Georges Cadoudal. »

S'il n'était pas prophète chez les Princes, l'obstiné chouan trouvait les ministres Pitt, Wyndham et Grenville mieux disposés; il leur avait soumis son plan, ne demandant rien d'autre que des armes, de l'argent, des munitions et l'appui de quelques navires qui, croisant sur les côtes pour y simuler un débarquement, y attireraient les rares troupes dont la république disposait en Bretagne, troupes à peine vêtues, décimées par la désertion et mal payées : il leur était dû six mois de solde. Il se chargeait, lui, Cadoudal, de reconstituer en quelques jours son armée de paysans dont les cadres demeuraient intacts. La condition indispensable du succès était la présence de l'un des princes de Bourbon, à l'arrivée duquel se soulèveraient d'enthousiasme Bretagne, Anjou, Maine, Poitou, Normandie. En même temps que se dessinera ce grand mouvement, Paris se révoltera; Hyde de Neuville y est l'âme d'une agence royaliste qui a partie liée avec la police de Fouché où elle compte de nombreux affidés; le concours des plus hauts personnages lui est acquis.

Chose étrange, la chaleur convaincante de Georges, qui n'a pu entamer l'indolence de l'entourage des Princes, triomphe du flegme de Pitt et de Wyndham, blasés pourtant sur l'éloquence des faiseurs de projets. La haine qu'ils professent pour la France révolutionnaire les rend crédules; le 2 mai 1800, Georges leur dévoile son plan; le 15, il apprend qu'il est agréé

en principe : le 17, les ministres ont, chez Pitt, une conférence avec le Comte d'Artois, et, sur son acceptation, voici les conditions adoptées : trois ou quatre mille hommes prendront possession de Calais, mais sur *l'invitation* des royalistes français; — vers le milieu de juin, l'armée de débarquement partira au premier vent favorable pour occuper l'île d'Houat, située en vue des côtes du Morbihan, et d'où elle pourra communiquer avec les chefs de la chouannerie ou, suivant les circonstances, reprendre la mer, si Bonaparte portait vers la Bretagne l'armée de réserve qu'il concentre à Dijon; — il sera fourni aux royalistes « toute sorte de secours en armes et argent »; — le débarquement du Prince sera protégé s'il est nécessaire; — enfin le « mouvement » de Paris sera retardé jusqu'au jour où la flotte sera sur les côtes et où on décidera si elle doit y débarquer « une armée anglaise ou un prince ».

Tout aussitôt, grand branle-bas : le Comte d'Artois expédie à Paris l'un de ses fidèles, le marquis de Rivière, pour avertir « les amis de Pichegru » de se tenir prêts; car le vainqueur de la Hollande, le déporté de Fructidor, évadé de Cayenne, sera de la partie : son nom est cher aux troupes françaises et le dévouement admiratif de ses anciens compagnons de guerre n'est point périmé. Georges, lui, a déjà quitté l'Angleterre. Le 3 juin, il est à l'île d'Houat; cinquante voiles croisent devant les côtes de France et, dans la nuit du 5 au 6, une canonnade furieuse éclate de Quiberon à la pointe Saint-Jacques. Le grondement continu de « ces tonnerres lointains » se répercute jusqu'aux landes de Grandchamp, d'Elven et de Bignan, où se forment déjà des rassemblements de chouans qui se glissent jusqu'à la mer pour y recevoir leur général. De Londres, il a donné ses ordres et il est bien obéi; trois cents hommes l'attendent en un point convenu de la presqu'île de Rhuys. Aux lueurs intermittentes de la canonnade, « on voit un bâtiment s'approcher du rivage et échanger avec la côte des signaux de convention ». Une patrouille républicaine tente de s'opposer à la manœuvre; mais elle est vite repoussée, et Georges débarque sur la grève bretonne; ses caisses de guinées, portées à terre, sont aussitôt enlevées et tout a disparu avant que Bernadotte, qui succède à Brune dans le commandement des troupes républicaines, ait atteint Vannes où il arrive le 7, venant de Rennes avec 4 000 hommes, en une marche forcée de 36 heures.

## LA RIPOSTE DE BONAPARTE

Sur-le-champ, Georges est à la besogne : « J'apporte d'excellentes nouvelles », écrit-il à ses chefs de légion. Il les convoque pour le 14 à Saint-Jean-Brévelay ; il s'agit de se tenir prêt; mais recommandation comminatoire de M. le Comte d'Artois : « les hostilités ne devront s'engager que sur son ordre exprès et positif. » En attendant, les différents corps sont largement pourvus d'argent. On s'occupe de la toilette des troupes. Pour les rendre dignes du commandement de Son Altesse, on se propose de les doter d'un uniforme : veste grise à col noir, guêtres noires, capote à l'autrichienne, chapeau militaire à la française, cocarde blanche; la distinction du canton et de la compagnie sera reconnaissable « aux couleurs des cravates et des touffes sur les drapeaux blancs ». Mercier s'active dans les Côtes du Nord; son diagnostic est très optimiste : « Tout se dispose avec diligence; les officiers accourent à leur poste ; il n'y aurait pas un seul récalcitrant si nous pouvions dire à chacun combien nos espérances sont fondées et prochaines... Le prince trouvera ici de fidèles sujets. » De son côté, Georges écrit à lord Grenville : « Tout est prêt : l'insurrection éclatera dans tout l'Ouest et même dans une partie du Midi avec lequel nous correspondons. Les royalistes... peuvent espérer le plus grand succès, surtout si l'on n'a pas manqué *le coup essentiel* à Paris. » Il est de la dernière importance de s'emparer le plus promptement possible du Premier Consul. « J'envoie à Paris pour savoir dans quelle position sont ceux qui se sont chargés de cette opération ; j'ai une soixantaine d'hommes à coup de main que je leur propose. S'ils ont de l'énergie, ils réussiront, et, alors, le succès de la grande entreprise est assurée. »

Saint-Régent, dit *Pierrot*, s'offrit pour remplir cette mission à Paris : c'était un officier très intelligent mais peu réfléchi joyeux compagnon, 4 pieds 4 pouces de taille (1 mètre 40), l'aspect malingre, les yeux bleus, le nez long; il vivait, depuis des années, dans « une loge » de la forêt de Loudéac, ordinairement vêtu « d'une veste jaune garnie d'hermine, d'un gilet moucheté et d'un pantalon couleur café ». On comprend qu'il eût hâte de sortir de son trou, et de goûter aux joies parisiennes... Comme

il s'apprêtait au départ, le 20 juin, Georges, se méfiant de ses fantaisies, mandait à Mercier : « Mes meilleurs compliments à Saint-Régent; dites-lui de ma part d'être un peu sérieux et non rêveur. » Du reste, c'est l'agence de Paris qui doit organiser et exécuter l'attaque du Premier Consul; il ne s'agit pas de le tuer, mais de l'enlever : on veut « l'avoir vivant ». Une fois pris, on le transportera en un temps de galop jusqu'à la côte; on l'embarquera pour Jersey où il attendra que le cabinet britannique décide de son sort. On se propose de l'envoyer finir ses jours à l'île de Sainte-Hélène. Si l'on parvenait à coordonner les multiples mouvements qu'exigeait pareille entreprise; s'il était possible que le Prince attendu se présentât aux portes de Paris immédiatement après la disparition du Consul, il paraissait bien probable que c'en serait fait de la république.

De tous les dangers dont elle était menacée, la descente éventuelle d'un Bourbon sur la terre de France « inquiétait surtout le gouvernement ». C'est l'incessant cauchemar de tous ceux qui ont trempé dans la Révolution, des régicides surtout. Depuis le 21 janvier 1793, ils sont obsédés par la peur des représailles qu'exerceront les frères de Louis XVI, s'ils reparaissent jamais; toute la politique des thermidoriens et du Directoire fut fondée sur cette appréhension. Bonaparte n'a pas les mêmes raisons de crainte et proclame hautement son horreur des régicides; néanmoins, il redoute également une manifestation des princes légitimes : « leur nom seul l'effraya plusieurs fois », note Bourrienne. Il veut « élever un mur d'airain entre la France et eux ». Singulier prestige de ces exilés réduits à l'aumône et qui n'ont plus rien que ce nom, rivé, depuis plus de deux siècles, à l'histoire du pays : tout ce qui n'est pas lui paraît aventure. C'est cela dont s'irrite le jeune Consul installé aux Tuileries et qui ne s'y sent pas chez lui.

Au printemps de 1800, le renseigne-t-on sur ce qui se trame? Il n'a guère autour de lui que des ennemis; mais sa géniale pénétration l'éclaire mieux que les rapports suspects de Fouché. Il sait donc que son pouvoir ne tient qu'à un fil. Contre lui les jacobins conspirent; les royalistes conspirent; beaucoup de généraux, ses ministres, Fouché, Talleyrand, son ancien collègue Sieyès conspirent; le troisième Consul, Lebrun, entretient, dit-on, des rapports avec Louis XVIII, et les bien informés nomment déjà, — La Fayette? Carnot? — celui qui,

sous le titre de président de la république, va remplacer Bonaparte décrié.

C'est alors que celui-ci dénoue la situation par un admirable coup de théâtre. Le 5 mai, il ordonne à son frère Lucien, ministre de l'Intérieur, d'annoncer qu'il part pour Dijon, où il inspectera l'armée de réserve : « J'irai peut-être jusqu'à Genève, mais je ne serai pas absent plus de quinze jours. S'il se passait quelque chose, je reviendrais comme la foudre. » Il va jouer « le tout pour le tout ». Le 6, à 4 heures du matin, il monte en voiture; le 7, à l'aube, il est à Dijon; le 8, à 11 heures du soir, il passe à Genève; le 12, à Lausanne; le 16, à Saint-Maurice. Ce jour-là, son armée, depuis plusieurs jours amenée « à pied d'œuvre », commence l'escalade des Alpes : fantassins, cavalerie, artillerie s'avancent dans les neiges éternelles. Le 2 juin, il entre à Milan; le 14, c'est Marengo : l'Italie est délivrée, l'Autriche demande grâce. Le 17, Bonaparte, victorieux, revient à Milan; le 26, il traverse Turin; le 30, il est à Dijon et le 2 juillet il revoit Paris ivre de joie, fou d'admiration. Une cohue enthousiaste enserre les Tuileries, et, des profondeurs de la foule, montent d'immenses acclamations qui attirent le jeune vainqueur à la fenêtre de son palais retrouvé. Les Parisiens en délire veulent contempler « l'homme du destin », qui, en trois semaines, a pris à l'ennemi treize places fortes, mille pièces de canon, a enrichi son armée d'une gloire immortelle et changé la face du monde. Lui-même fut ému de cet accueil triomphal. « Entendez-vous, Bourrienne, disait-il à son secrétaire, le bruit de ces clameurs qui continuent encore? Il est aussi doux pour moi que la voix de Joséphine; que je suis heureux et fier d'être aimé d'un tel peuple! »

Les réceptions et les fêtes durèrent plusieurs jours; parmi tous ceux qui se bousculaient dans les antichambres des Tuileries pour se prosterner devant le héros, les plus empressés furent ceux-là mêmes qui avaient le plus sincèrement souhaité sa défaite et convoité son héritage. Fouché, — qui aurait dû être impitoyablement fusillé, puisque s'étaient réunis chez lui, le 20 juin, les conjurés, alors que les premières nouvelles de la bataille l'annonçaient comme étant un désastre, — Fouché protesta de son dévouement aveugle au Premier Consul triomphant.

Quant à Georges Cadoudal... Celui de ses neveux auquel on doit le récit de sa vie, écrivait : « C'eût été trop exiger que lui demander de se réjouir d'une victoire qui lui ôtait l'espoir de rétablir jamais la monarchie; la guerre civile a ce triste privilège d'éteindre au fond des cœurs tous les sentiments nationaux... » Georges était « dans un abattement continuel; il y passa plusieurs jours. » Tandis que, au fond de ses asiles sauvages, l'écho des landes lui apportait le bruit des salves qui, à Vannes et ailleurs, célébraient la victoire de son rival, il ne s'abandonnait pas encore, pourtant. Autour de lui, ses lieutenants, « à la fois fiers et tristes de tant de gloire », poursuivaient en silence leurs préparatifs, dans l'expectative de l'arrivée du prince... Ce fut une simple lettre qui vint d'Angleterre; datée du 2 juillet, signée de lord Grenville, elle était adressée au général Georges : elle l'avisait que tout était prêt pour l'exécution des mesures projetées quand était parvenue à Londres la nouvelle des événements d'Italie; « on ne pouvait donc que l'inviter à rester tranquille pour le moment... Cependant le gouvernement anglais n'a pas définitivement renoncé à une expédition dont la réussite fournirait de grands moyens... » Toute la vie de Georges tiendra désormais à ce semblant d'espoir. Opiniâtre, il s'y cramponne; et, tandis que l'Europe, médusée, se tait et s'incline, c'est le pauvre paysan breton qui, seul, osera braver le vainqueur de Marengo.

G. LENOTRE.

*(A suivre.)*

# LE LIVRE DES BÊTES QU'ON APPELLE SAUVAGES

## III [1]

### KHO-KHO, LE MARABOUT

C'ÉTAIT à l'époque où les hommes des deux mondes, las de ramper, à la surface de la terre et confiants dans leurs moyens nouveaux, s'attaquaient plus hardiment que jamais au problème de la conquête des airs. Certains d'entre eux, qui jalousaient ainsi les bêtes volantes, passaient tout leur temps libre, les yeux collés aux jumelles, à surveiller les jeux des grands planeurs dans le ciel d'Afrique : lourds vautours aux rémiges écartées comme les cinq doigts d'une main, aigles couleur de feu qui, au moyen d'ailes immobiles et d'un empennage restreint, pratiquaient de vertigineuses acrobaties, et surtout de gigantesques marabouts qui, pendant des heures entières, faisaient des ronds tout contre le plafond, impassibles et le bec penché vers la terre.

Ces marabouts ne se doutaient pas qu'ils étaient observés et continuaient leur antique façon de vivre qui est de cueillir avec leur bec démesuré le menu fretin des mares et des rizières, de dépecer à l'occasion les grosses bêtes de la brousse, quand la mort, d'un bout à l'autre du pays, leur envoie un tel plat de résistance, et de faire leur digestion dans l'altitude solitaire ; jusqu'au jour où, les ailes et les pattes rompues de vieillesse, ils

*Copyright by* André Demaison, 1928.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 juin 1928.

se laissent tomber du haut d'un perchoir nocturne. Leur bec phénoménal les entraîne et se plante dans la terre ; ils deviennent à leur tour la proie des petits rapaces qui hantent les terriers et le pied des arbres ; et le vent du matin disperse, mêlées aux feuilles mortes, les plumes audacieuses qui, la veille encore, se frottaient aux nuages.

Il arrive parfois dans la vie d'un homme que ses plus étranges désirs soient contentés. Un des jeunes ambitieux qui cherchaient à surprendre le secret des oiseaux habitait les bords de la Casamance, dont les roitelets fournirent autrefois de nombreux esclaves à l'Amérique. Au cours d'une tournée dans la haute rivière, il vit un jour des Noirs du pays déposer sur le tillac de son canot automobile, entre le moteur et l'avant, un grand diable de marabout, de si haute taille que celui qui le tenait dit en manière de sentence :

— Tout oiseau qui le dépasse ne peut voler !

C'était une femelle, trop jeune pour avoir fait un nid, mais assez puissante pour se défendre. Maintenue par le bec et les deux ailes, elle battait l'air de ses longues pattes.

— Combien ? demanda l'homme blanc.

— Une pièce de cinq francs, dit le plus âgé des Noirs qui savait que le maître du bord était grand amateur de bêtes de la brousse.

Celui-ci ne discuta pas et sortit une pièce à l'effigie d'Hercule et des deux déesses. Le Noir prit l'argent, le vérifia, le passa à ses voisins, après avoir émis une consonne gutturale en signe d'approbation.

— Lui avez-vous déjà donné un nom ?

— Cette femelle d'oiseau n'est pas un petit des hommes; c'est pourquoi elle n'a pas de nom qui lui appartienne. Mais, ajouta un enfant, elle dit souvent « Kho » et encore « Kho »... Tu peux donc l'appeler ainsi...

— Méfie-toi du bec ! conseilla un des Noirs. Il n'a, jusqu'à ce jour, blessé personne, mais il mérite de l'attention...

Sur un ordre, le mécanicien noir mit en route le moteur, — deux cylindres 100 × 120, 600 tours. A cause de son rythme, les femmes qui lavaient le linge au bord de la rivière et les hommes qui se baignaient, en l'entendant passer, disaient : « Voilà le joueur de tam-tam ! » Après quelques discussions, — retours de

manivelles, éternuements du carburateur, — le canot démarra, créant un peu de brise factice et précieuse.

Les rives défilèrent, avec leurs arbres penchés sur le miroir de la rivière, les palmiers écroulés qui tendaient leur bouquet redressé à ras de l'eau, et les buissons épineux farcis de nids de loriots communs ; à quoi succéda, en attendant un autre paquet de brousse épaisse, la vaste plaine, transformée en rizière à la saison des pluies, où Kho-Kho avait sans doute pour la première fois subi la main de l'homme.

Le maître de l'embarcation repassait devant ces paysages, écartant avec l'étrave les éternels nénuphars, croisant les mêmes pirogues, les mêmes pêcheurs. Il prit le temps d'examiner sa nouvelle acquisition. L'oiseau n'avait pas plus de huit mois : ce qui, pour un marabout, est la jeunesse, mais une jeunesse déjà sérieusement armée. Au bout d'un cou rose et blanc, une tête verdâtre ornée de duvets fous. Le dos, noir de corbeau, et le ventre blanc sale se terminaient par une queue noire, matelassée d'un nuage de plumes vaporeuses. Les ailes, noires et presque verticales, carrées du haut, minces en bas, serrées au corps, habillaient l'oiseau comme d'une jaquette. L'une d'elles pendait immobile, plus bas que l'autre. Suite de bataille. Le sommet du crâne atteignait bien la hauteur d'un enfant de sept ans ; mais si l'on eût tenu le marabout par la pointe du bec, l'extrémité eût dépassé la taille d'un homme. Et ce bec, — deux lames creuses accolées en forme de cornet dont la base emboîtait intégralement la tête, — grisâtre avec des nervures rosées, s'inclinait au sommet de cet édifice emplumé comme une épée accrochée à une panoplie.

Le maître du bord était capable d'enthousiasme. Il fut persuadé sur-le-champ que Kho-Kho ferait un excellent sujet d'étude et qu'ainsi la chance le favorisait. Cependant, il dit à mi-voix, considérant la tête presque chauve de l'oiseau : « Tout en bec et en ailes! Ce petit crâne doit à peine contenir une cervelle aussi stupide que celle d'un crocodile! »

Il eût été naturel que Kho-Kho, regrettant sa rizière et sa liberté, se débattît, cherchât à s'échapper, qu'elle attaquât les hommes qui l'emportaient. Mais trop d'objets nouveaux lui changeaient sa notion de l'univers, si bien qu'elle ne trouva rien à crier ni à faire, quand l'homme blanc lui saisit brusquement le bec, sans crainte ni hésitation, lui gratta le tour des

yeux et d'autres points sensibles du corps où démange la pousse des jeunes plumes. Et au moment où il lui pansa l'aile blessée, Kho-Kho se rendit compte que l'homme était décidément meilleur qu'une certaine vieille femelle de la tribu qui lui avait donné un coup de pointe à la jointure de l'aile pour la mettre hors de combat, à propos d'une branche de choix à la tombée de la nuit ou d'une place avantageuse au milieu d'une mare en voie d'assèchement.

La blessure, sans gravité, affectait seulement le muscle moteur, ce qui expliquait que la bête eût été capturée presque adulte. L'homme rogna les rémiges de cette aile : cela réduisait à peine les huit ou neuf pieds d'envergure de l'oiseau, mais lui démolissait tout son équilibre de vol.

Laissée à elle-même, Kho-Kho s'ébouriffa, secoua les attouchements de l'homme, adopta une place plus commode, c'est-à-dire moins près du moteur, et se reprit à considérer, tantôt d'un œil, tantôt de l'autre, son nouveau maître.

Le bateau longeait toujours les grandes plaines répandues entre la forêt et le fleuve et dont les cuvettes carrées, rizières bordées de petits talus par les indigènes, sont chaque année remplies par les eaux du ciel. Les moustiques y pondent entre les tiges de riz; les petits poissons y déposent leur frai qui se nourrit avec les larves des moustiques; les hommes viennent, qui mangent les petits poissons et cueillent le riz. Et le cycle recommence, sous un ciel capable de faire bouillir la rizière comme une marmite.

Rien de tout cela n'intéressait Kho-Kho. On eût dit cette jeune femelle, — d'une espèce si méfiante que la vue d'un homme, à mille pas, fait fuir vers les nuages la troupe la plus affamée, — absorbée par la contemplation d'un être à la peau claire assis en face d'elle, et du coffre acajou et cuivre d'où sortaient les chocs du moteur et une affreuse odeur d'huile chaude.

Bien que dans l'attitude de la bête rien ne laissât percer une intention, le maître du bord ne la quittait guère de l'œil. Jusqu'au moment où il se décida à déjeuner d'un perdreau froid, rôti de la veille.

Kho-Kho bougea imperceptiblement la tête et le cou. En voyant découper le perdreau, elle tenta un pas en avant. Un pas timide et grave, qu'elle ne retira pas lorsque le maître la regarda en face.

— Méfie-toi du bec ! cria l'homme de barre par-dessus le bruit du moteur, — deux cylindres 100 × 120 graissés à la main.

Le maître lança vers l'oiseau une cuisse du rôti. La chose n'eut pas le temps de toucher le plancher : Kho-Kho l'avait saisie au vol. Elle la faisait sauter deux ou trois fois, et la pinçait entre les pointes du bec pour la reconnaître. Un vif recul de la tête, un coup lancé en avant, et la cuisse de perdreau avait disparu. Lentement, elle descendait le long du gosier et du cou.

Sauf une aile que le maître garda pour lui, tout le rôti passa entre les deux lames du bec de Kho-Kho. Quand ça n'allait pas assez vite, elle avançait, mais à aucun moment elle n'essaya de piquer. Alors que, d'un geste précis, elle eût pu, sans difficulté, enlever un œil à son nouveau maître, Kho-Kho semblait au contraire être devenue très vite une amie, au point que la nature entière penchée sur le canot eût pu croire que la bête avait été entraînée d'un coup dans le tourbillon vital de l'homme à la peau claire.

Le boy qui enlevait les assiettes et les lavait au fil de l'eau, tout contre les flancs du canot, dit :

— Par la ceinture de mon père ! cet oiseau qui se tient debout devant nous va sûrement commander aux autres bêtes de la cour et les tuer pour les manger...

A quoi un des passagers, vieux Mandingue à figure de prophète, répondit :

— Les bêtes, peut-être, mais pas le Toubab ! Je puis jurer que le jour où ces « hommes aux oreilles rouges » éprouveront le besoin de ranimer leur courage, ils élèveront de vrais lions dans une cour, comme des bœufs, pour en faire leur nourriture !...

La rivière s'était transformée en fleuve large d'une lieue. Kho-Kho n'avait pas bougé, dédaignant de regarder les espaces qu'elle ne pouvait plus parcourir, les yeux fixés sur son maître, — l'un après l'autre. Elle attendait une nouvelle aubaine, avec la patience dont toute sa famille, depuis des millénaires, use pour explorer les mares et les rizières.

Après des heures de navigation monotone, la petite ville où habitait le Toubab apparut, avec, tout contre l'eau, ses arcades blanches écrasées de haute verdure. Puis, ce fut le débarquement, — Kho-Kho enlevée à bout de bras et passée de main en

main, — la rentrée par une allée de manguiers sombres, dans la maison allongée que recouvraient de belles tuiles de Marseille patinées par les pluies d'hivernage. Le personnel de la maison attendait sous la véranda. Ils dirent tous en voyant Kho-Kho tenue par le bec et par les ailes :

— Une autre bête est entrée dans la maison !... Ouaï, ma mère ! les bêtes de l'univers entier y entreront !

Comme il était tard, la cour et la basse-cour étaient endormies. On posa Kho-Kho, droit au milieu, sous un citronnier. Le contact avec la terre ferme, la vue des bâtisses, des magasins, des vérandas, rien ne parut l'étonner. Que faire, au surplus, avec une aile abîmée, à l'entrée de la nuit qui obscurcit tous les chemins, même les chemins de l'air ?

Le chien de la maison, un métis roux taché de noir, accouru pour fêter le retour du maître, flaira Kho-Kho qui ne bougea pas, et attendit le lendemain pour inspecter le nouveau venu. Habitué à voir passer dans la cour tous les animaux de la terre, il demeura fort tranquille, sachant bien qu'un oiseau ne mange que du grain et ne peut jamais devenir un concurrent; assuré qu'au surplus cette volaille était destinée à la cuisine, comme les poules, et qu'il en croquerait la carcasse.

... Fidèle et affairé, il s'en fut autour de la table, en plein éclat de la lampe à acétylène, laissant dans l'ombre indifférente le grand oiseau qui, de sa vie, n'avait vu de lumière nocturne hormis celle de la lune qui appartient à tout le monde.

La première heure du matin trouva Kho-Kho sous le citronnier : elle n'avait pas bougé d'une ligne, était restée debout, le bec pendant, les ailes repliées, les mains dans ses poches, eût-on dit. La peur de l'obscurité qui hante les habitants de la brousse n'effleure même pas le crâne verdâtre et duveté d'un marabout, pour la raison que les chats-pards et autres bêtes sournoises ont, depuis des générations éloignées, perdu le souci de se faire cueillir un œil à tout hasard au cours d'une attaque de nuit. Mais quand le maître de Kho-Kho, qui était aussi celui de la maison, apparut sous la véranda pour prendre son café, c'est toute sa cour qu'il trouva en émoi, obsédée par le nouveau pensionnaire. Agrippées aux balus-

trades, les perruches domestiques, si bruyantes d'habitude, restaient muettes d'étonnement. Les deux chats à tête de panthère et qui n'engraissent jamais, juchés sur des colonnes, surveillaient à mi-œil cette volaille au long bec, si haute sur ses tiges. Sorties du parc où elles vivaient à l'ombre des manguiers, des biches rayées, des biches naines, des biches fauves, une à une, timides ou maniérées, s'avançaient en théorie, faisaient front un instant, les pattes ployées pour sauter de côté ou en arrière au moindre mouvement du bec. Des aigrettes apprivoisées qui se mêlaient d'ordinaire à la basse-cour faisaient maintenant des taches blanches sur le toit et, comme dans la colère ou en plein orgueil, ébouriffaient leurs plumes ondu-leuses et souples. Les singes verts enfin, émotifs à l'excès, accroupis sur des chaises, près du maître, se grattaient distraitement, essayant vainement de détourner leurs regards de ce ventre blanc, de cette tête ronde et nue, et surtout du bec, de ce fameux bec!...

Seule, l'antilope-coba, qui ne craignait personne, passait et repassait devant l'oiseau, insensible en apparence : que lui importait ce mangeur de poissons et de viandes mortes?

Dans la courte fraîcheur du matin, les bêtes de la cour entière, celles qui avaient toujours obéi à l'homme et celles dont les pères et les mères avaient vu planer dans les airs le père et la mère de Kho-Kho, se demandaient avec inquiétude d'où pouvait leur venir ce surprenant et immobile compagnon.

Il y avait également un tout petit garçon de rien du tout, le fils du comptable mulâtre, un petit garçon frisé, potelé, que sa mère allaitait encore, bien qu'il eût dépassé sa première année. L'enfant, dont le corps, déjà couleur de croûte de pain, brunissait encore à l'air chaud, était chaque jour installé sur une natte, à l'ombre, avec le ciel lumineux pour plafond. Tout nu, il se sentait plus heureux qu'un fils de roi qui a des précepteurs et des coliques.

Sans apparence de mouvement, Kho-Kho surveillait à droite, surveillait à gauche, et au moyen d'un insensible pivot, regardait derrière elle, considérait tous ces êtres qui ressemblaient si peu au caïman vautré au bord de la rizière, aux tourterelles qui passaient comme des flèches dans le ciel et dont l'image rayait les miroirs d'eau, aux bécassines, aux courlis et aux vanneaux qui fréquentent peureusement les cuvettes poissonneuses aux bords

pourris de vermisseaux. Tout cela aussi différait fortement des lourdes viandes qui habitent les eaux du fleuve, des hommes à peau noire qui se penchent sur la terre et vont en pirogue, des hommes à peau blanche enfin qui n'ont pas peur d'un marabout, calment la douleur d'une aile et donnent à manger des perdreaux à leur prisonnier.

Éveillée avec le jour, la ville s'adonnait à son agitation coutumière : le forgeron et le tisserand heurtaient ou faisaient gémir le vent qui passait sur la petite ville ; les pintades domestiques trouaient les palissades de leurs cris gutturaux; les coqs s'interpellaient, les poules scandaient le piaillement des poussins ou chantaient la joie d'avoir augmenté leur future couvée; les chiens aboyaient, — d'une autre façon que la nuit, mais aboyaient quand même, parce que tout remuait. Seule, Kho-Kho ne bougeait toujours pas. Kho-Kho observait, comme si elle choisissait un adversaire ou un ami. Ce fut un rayon de soleil, tombant entre deux arbres, droit sur son dos, qui la décida à changer d'attitude. Sous la caresse chaude, elle écarta les ailes et les disposa en forme d'M, souleva la queue, baissa la tête et demeura de la sorte absorbée comme par l'invisible contemplation d'un objet qui fût d'un coup sorti du sol devant son bec.

Un ancien parmi les Noirs, vieil ami de la maison et du maître, déjà familièrement assis entre deux portes, murmura :

— Ainsi faisaient son père et sa mère et ses grands-parents jusqu'aux générations oubliées, pour surveiller le poisson à tête légère qui vient se mettre à leur ombre.

Comme les animaux n'avaient pas le savoir de l'ancien, ce fut une belle débandade dans la cour : les singes lâchèrent les fruits qu'ils tenaient en mains et grimpèrent sur les chapiteaux de la véranda; les perruches poussèrent des cris aigus et se retirèrent dans les chambres avec les manières d'un champion de la marche à pied; l'antilope secoua les oreilles (ce qui marquait le plus haut étonnement); d'un bond les biches furent derrière les palissades de leur parc, les chats sous une table. Quant au chien, la queue basse, il se mit à grogner tout contre les genoux de son maître pour l'avertir d'un insolite danger.

Ce hourvari déclencha les cris stupides de deux grues couronnées, abritées dans un enclos à claire-voie et qui se mirent à jouer de la trompette en hérissant leur cimier. Seul, le

« secrétaire » à bec et serres d'aigle, perché sur ses hautes pattes dans un autre enclos, demeura tout indifférent, car il ne se nourrissait que de serpents venimeux.

Les serviteurs noirs qui passaient dans la cour, s'arrêtèrent et se dirent entre eux :

— Regardez l'oiseau ! il fait sa prière !

La mère du bébé brun s'écria :

— Cet oiseau est fou et son bec trop long !...

Et elle emporta son fils dans sa chambre.

Les hommes blancs, nul ne l'ignore, sont ennemis de l'immobilité. Le maître de Kho-Kho n'échappait pas à la règle. Pour exciter son nouveau pensionnaire, il envoya le boy acheter quinze carpes pour dix sous, unité monétaire courante de cette heureuse époque. Il fit découper un poisson et commença d'en lancer un morceau à Kho-Kho, croyant la réveiller de sa profonde rêverie.

Mais Kho-Kho n'avait pas perdu de vue un geste, une attitude, une position des hommes et des bêtes de la cour enchantée où l'avait transportée son destin. A l'entrée du boy chargé de carpes, elle avait frémi légèrement et à peine contracté ses ailes. Mais, seuls, une chauve-souris et un oisillon eussent été capables de percevoir ce minime changement.

Bien que lancé comme un projectile, le morceau de poisson fut cueilli en pleine trajectoire, d'une subite détente du col et du bec.

Le maître à la peau blanche rit. C'est une heureuse chose que de rire : on ne rit pas aussi aisément qu'on pourrait le supposer, lorsque les années de séjour sous le Tropique et à travers les continents ont exaspéré les nerfs et calmé les étonnements.

Les morceaux se succédèrent avec rapidité. Cela devenait un jeu : chose rare également en dehors du tennis, du poker et du bridge à l'heure de l'apéritif. Pas une fois les projectiles-poisson ne touchèrent le sol. Kho-Kho corrigeait d'elle-même le tir, par un cou lancé en avant, un ploiement de tête en arrière. Le bec évoluait dans l'air, aussi léger qu'une plume. Cette énorme chose pointue, — un demi-mètre, — se comportait comme l'épée d'un maître d'armes.

La cour entière suivait le jeu. Les Noirs s'écrièrent :

— Ouaï ! un malheur est arrivé ! Ces dix sous de poisson auraient fait un si bon riz !

Le chien eut un moment l'air de vouloir disputer à Kho-Kho la victuaille. Un ordre du maître le rabroua. Il fit alors semblant de mépriser un animal qui mangeait de la viande fade et qui ne saigne pas. Curieux et redescendus sur les balustrades, les singes accompagnaient d'une main chaque geste de l'oiseau géant, comme s'ils cherchaient eux-mêmes à attraper des bananes imaginaires. Et les perruches, muettes, hochaient la tête toutes les fois qu'un ventre ou une queue de poisson tombait dans le bec de Kho-Kho. Elles qui poussaient la prudence, selon la méthode de la race, jusqu'à ne jamais desserrer la patte sur une branche avant que leur bec courbe ait solidement pincé une autre branche, admiraient que ce long bec pût, à lui seul, faire tout le travail.

Le jeu devenait trop lent. Le maître cherchait toujours plus fort, excité par l'appétit insatiable de l'oiseau. Ce ne furent plus des morceaux, mais des poissons entiers, qu'il lança. Kho-Kho ne faiblit point, attrapa le premier, le tâta du bec, le fit sauter, le mit en long, la tête de son côté et, d'un seul recul et d'une poussée en avant, le fit disparaître. Un deuxième suivit, un troisième, puis un quatrième. Et Kho-Kho s'arrêta. Son jabot était plein et les deux dernières carpes lui gonflaient démesurément le cou. Pis encore, elle ne pouvait plus plier ce cou, et demeurait ainsi, les ailes fermées, le rideau blanc des fausses paupières à demi baissé, le bec oblique.

Et la cour entière attendit pour voir ce qui allait se passer. Tous les yeux ronds, ovales, bruns, noirs, jaunes, de côté ou de face, tous brillants, surveillèrent le cou du marabout déformé par un double goître.

Le soleil montait et prenait dans le ciel une place infinie. A travers le feuillage des arbres qui abritent la petite ville, ses paillottes et ses maisons couvertes de tuiles, une pluie de lumière tombait, desséchait le sol, les fleurs de France et les feuilles de citronnier.

... Bien avant que le soleil ne fût à la verticale, le cou de Kho-Kho était vide et avait repris sa souplesse. De goître, il n'en existait plus. Désinvolte, l'oiseau s'était remis en posture de prière, l'œil confiant, tout le corps plein de reconnaissance à l'égard de la maison des hommes.

Quand son maître revint se préparer pour le déjeuner, il n'en

crut pas ses yeux : autour de la bête aucune trace de poisson.

— Kho-Kho, dit-il, est vraiment digne de ma collection...

Et avec ses employés et ses amis, il se mit à table.

Les Toubabs mangèrent et burent. Ils burent surtout. Après une année de séjour dans une escale de la Haute-Casamance ou de toute rivière africaine, par trente-cinq ou quarante degrés de chaleur, boire est plus facile que de manger; même quand ce manger flatte les vices de l'estomac avec des mélanges de riz, d'huitres sèches, de piment rouge, et autres condiments redoutables ou malodorants.

A la porte se tenait le chien. C'était sa place depuis qu'il était jeune chiot marchant de côté d'un air assez naïf. Il recueillait ainsi les restes du poulet quotidien, l'os du gigot dominical, les côtelettes qui sentaient trop fort et que l'on servait aux invités avec une boîte de conserves pour leur faire croire que l'on était en France. C'était là aussi que, le soir, il écoutait le phonographe, hurlant de longues plaintes rauques quand il s'agissait de Chaliapine ou de la *Prière d'Elsa*. Il tenait cette place d'un droit imprescriptible et quasi divin, tout comme les mendiants aux portes des églises. Il était même plus sensible que les hommes à ses prérogatives.

Les chats ronronnaient à la cuisine, près du fourneau à charbon de bois, entre les sandales du cuisinier et les pieds nus du marmiton. Les biches dormaient dans le parc, aux coins les plus ombreux, comme il est de règle dans la brousse où l'on répugne à brouter l'herbe chaude. Distraits, les singes jouaient ensemble à se chiper des arachides, à se disputer un bouton de culotte qu'ils suçaient alternativement en clignant des yeux. Quant aux perruches, rassasiées de millet, de sucre et de menus biscuits, rassurées sur l'hôte nouveau, elles s'étaient remises à siffler, à jacasser, à répéter les quelques insultes contre les pères et les mères des indigènes, que les perruches et les « nouveaux débarqués » apprennent avant toute chose.

Ce fut à ce moment que l'immobilité abandonna Kho-Kho. Comme si elle eût tout à coup reconnu que le sol entier de la cour était une terre ferme, ne pouvant encore battre des ailes à cause de sa blessure, elle se décida à marcher. Jusque sur le carrelage de la véranda, elle gardait cette allure compassée et prudente que ses ancêtres avaient mis des siècles à acquérir

pour arpenter les marais et les rizières dont le miroir cache la profondeur et où le menu poisson prend aisément frayeur de la moindre brusquerie. Et le fait d'avoir été prise par des hommes à la peau noire et d'habiter à cette heure une cour sans horizon chez des hommes à la peau blanche, même donnant du poisson au delà de l'appétit, n'était pas une raison suffisante pour quitter une habitude ou en changer sans souci du passé.

Ainsi Kho-Kho arriva vers l'entrée de la salle à manger. Le chien grogna. Le marabout répondit par un battement d'ailes et deux petits claquements de bec.

L'affaire n'eut pas de suite. Mais Kho-Kho savait maintenant deux choses, — et nul ne pouvait se douter qu'elle les savait, car elle ne manifestait pas plus d'émotion qu'un clown qui connaît son métier : — elle savait qu'une porte existait, derrière laquelle on entendait du bruit et par où était entré le poisson, et un endroit dans la maison où les hommes blancs, qui donnent ce poisson sans compter, mangeaient eux-mêmes des viandes qu'un homme noir leur apportait.

C'était beaucoup pour un premier jour.

Les jours suivants passèrent ainsi. Le maître jouait toujours à lancer du poisson, comme il avait appris à le faire dans sa jeunesse en admirant le gardien des otaries au Jardin d'acclimatation. L'émoi introduit dans la maison par Kho-Kho s'était calmé. Chacun des animaux de la cour avait repris ses petites habitudes qui avaient remplacé les autres habitudes vieilles de plusieurs milliers d'années et que seules gardent fidèlement les bêtes dans la brousse.

Kho-Kho, de son côté, croyait bien s'être rendu compte que nul ne lui voulait du mal, et que la place qu'elle occupait en hauteur ne gênait ni le chien qui s'allongeait, ni les perruches qui se perchaient, ni les biches qui se trémoussaient discrètement et encombraient si peu d'espace sur leurs pointes, malgré leur corps ondulé et dodu.

Et les chats à tête de panthère s'étaient remis à leur sommeil du jour.

Pendant ce temps, tout en haut dans le ciel, passaient les grands rapaces et les canards migrateurs. Ils criaient à Kho-Kho les nouvelles de la brousse. Mais Kho-Kho ne les écoutait pas. Elle ne pensait qu'à l'homme qui la gavait de nourritures

variées. A peine feignait-elle maintenant de reculer à son approche : lointain rappel de la fuite vers les hauteurs à la première vue d'un chasseur. Son aile guérie, elle courait un peu en simulant un vol, comme aux premiers jours qu'elle était sortie de son nid perché en haut d'un très haut kapockier; mais elle finissait par se laisser prendre le bec, qu'elle refusait tout d'abord. Son maître lui grattait le crâne, l'entre-deux ailes. Tout allait bien. Les habitants du ciel pouvaient bien à leur aise continuer leur course : les êtres qui marchent debout et qui parlent, étaient autrement intéressants et moins redoutables que les vieilles femelles de marabout incapables de pondre...

Ainsi la vie s'établit-elle dans la maison, jusqu'au jour où le maître repartit en voyage, sur son canot automobile, — deux cylindres 100 × 120 et des coups à vous casser la tête, — à travers les méandres du fleuve large et surchauffé. Le lendemain Kho-Kho jeûna. Le surlendemain, son jabot étant toujours creux, Kho-Kho alla à droite, alla à gauche, et, comme on était en saison sèche, ne trouva pas la moindre limace, pas le moindre crapaud à se mettre au bout du bec.

Pourtant les autres bêtes de la cour mangeaient. Le chien rongeait les os de la cuisine, sortait sur la place du marché, revenait avec une mine satisfaite. Les perruches décortiquaient des arachides et des grains de mil. Les biches et l'antilope stationnaient longuement, la tête basse, devant des tas d'herbe et de paille qu'on leur apportait. Pourquoi elle, Kho-Kho, ne mangeait-elle pas ?

Ce que Kho-Kho ignorait, c'est que son maître avait laissé au boy de jolies petites pièces de dix sous, bien usées, bien polies, mais capables de procurer chacune quinze carpes ou quinze mulets, sans discussion, et que, ces pièces, le boy les gardait pour acheter tous les soirs un flacon de parfum destiné à ses promenades nocturnes.

Lasse d'attendre, ayant épuisé toutes les recherches dans la cour et trouvé la salle à manger vide, Kho-Kho se souvint de la porte par laquelle, au premier jour de son arrivée, était entré le poisson, et par où, tous les matins, le chien rentrait, la gueule réjouie et la queue frétillante. La porte était entr'ouverte : Kho-Kho s'en approcha, pas à pas, avec la même précaution

que si elle eût sondé une rizière ou un bord de marécage avec ses longues pattes blanchies à la chaux.

La porte passée, le sol était aussi ferme que dans la cour, mais encombré d'hommes... C'était la place du marché.

Kho-Kho s'arrêta, étourdie. Il y avait là, sur sa droite, les vendeuses de miel, de beurre, de condiments aigus et féroces, les débitants de vin de palme; devant elle, sous un hangar, les marchands de poisson; plus loin, les tailleurs d'habits et les colporteurs de verroterie; à gauche les bouchers, derrière leur étal, leurs balances et les quartiers de viande : toute la viande du pays!...

Parmi les groupes, furetaient des chiens roux, des canards, des poules et leurs poussins, et des cultivateurs sans nombre allaient et venaient, qui de grand matin avaient quitté leurs champs.

A la vue de Kho-Kho, un coq rugit, un autre lui répondit; les poules s'enfuirent, entraînant leurs poussins qui tentaient un vol oublié bien des siècles avant leur naissance; les canards zigzaguèrent, la queue en godille. Les enfants s'aplatirent contre les hommes, les femmes piaillèrent tout d'un coup comme si le Ninkinenka, qui habite mystérieusement les sources des rivières et dont la seule vue fait périr les curieux, était apparu sur la place. Les hommes, pour faire montre de bravoure, ne reculèrent pas, mais s'arrêtèrent dans leurs occupations. Beaucoup d'entre eux étaient avertis de la présence du marabout dans l'escale; tous savaient, pour l'avoir entendu dire de la bouche des anciens, qu'il est maléficieux de tuer un oiseau de cette espèce. Aucun, d'ailleurs, n'avait l'intention d'en arriver là : Kho-Kho appartenait à un homme blanc dont l'humeur était changeante et ressemblait tantôt à du beurre, tantôt à du feu.

Les uns dirent :

— En vérité, les hommes aux oreilles rouges sont les plus puissants maîtres du monde! De toutes les bêtes ils peuvent faire un ami ou un serviteur!...

— Ils le peuvent! appuya un griot d'une voix prétentieuse. Ainsi ont-ils fait pour nous!

— Méfiez-vous du bec! cria un homme de la campagne, aux pieds larges et plats à force de se détremper dans les rizières.

Kho-Kho, par ses yeux ronds et noirs, mit un temps à absorber les détails du marché. Quand elle eut constaté l'immobilité de tous, elle avança de nouveau une patte, puis une autre. Non point dans la direction du miel, ni des cotonnades et des verroteries, mais vers le poisson et la viande. Son œil droit et son œil gauche ne voyaient plus que les tas de carpes et de mulets, les monceaux de mâchoirons et de congres, qui s'élevaient sur le ciment de l'administration. Dans sa cervelle exiguë revinrent en un instant les habitudes des ancêtres qui fréquentaient les abattoirs d'Égypte et vivaient en bons termes avec les bouchers. Elle avançait à pas comptés, mesurés, sans surprise possible : on sentait bien qu'elle ne romprait pas d'une longueur.

A ce moment, un Mandingue, plus audacieux, lui envoya à la volée une badine dont il jouait à la façon dégagée d'un certain agent général de société commerciale. Non seulement la badine ne cassa point une des pattes de l'oiseau, mais elle ne toucha pas le sol. Kho-Kho l'avait saisie, la tâtait entre les deux lames du bec et la laissait tomber avec dédain.

Ce fut un déclenchement. Les rieurs, — et ils n'attendaient qu'un signal pour rire de leur frayeur première, — furent du côté de Kho-Kho. Tous voulurent s'amuser : les pêcheurs commencèrent, les bouchers suivirent. De toute part, volèrent des têtes de poissons, des bouts de viande, de suif, même des tranches de manioc. On vit des Noirs, afin de participer au jeu, se précipiter pour acheter des morceaux de filet, de bavette, de jarret, qu'on ne songeait plus à peser.

Kho-Kho ne décevait personne. Son cou n'était plus un cou, son bec n'était plus un bec, mais une tige de piston de locomotive et une bielle assemblées, allant à droite, à gauche, devant, derrière, le tout monté sur billes.

Soudain, le jabot et le cou pleins à craquer, Kho-Kho se retourna, dédaigna les réserves qui tombaient encore à ses pieds et, tête haute, bec horizontal, retourna dans la cour, avec l'assurance d'un paysan qui se reconnaît aisément dans la grande ville.

Tout le marché, mis en joie, retrouva ses occupations séculaires, et le policier noir, chargé de prévenir les disputes et les vols, reprit son autorité un moment oubliée.

Arrivée dans la cour, Kho-Kho se gratta, lissa les plumes

de ses ailes et de sa queue, et changea de place sans tenir compte du chien, des biches, des perruches, des singes. Sans provocation, avec indifférence.

Ainsi, les jours suivants. Le boy, pour garder les dix sous quotidiens, tenait la porte ouverte.

Cependant, sur la tête de Kho-Kho, passaient et repassaient les messagers de la brousse. Les cailles, amenées par le vent du nord, lui parlaient des déserts et des plaines herbues; les tourterelles, pourtant familières des villages, lui criaient leur étonnement; les aigles répandaient dans le ciel leur cri de chasse; les ibis roses, au col souple et noir, qui fréquentent également le Nil et la Camargue, lui rapportaient les nouvelles des marécages, et les grands hérons gris, en la voyant esclave, s'enfuyaient à tire d'ailes vers leur île boueuse et libre... Inutilement : Kho-Kho ne faisait plus attention qu'aux hommes qui parlent fort, qui sont capables de lancer la viande et le poisson, et à son maître qui savait également gratter et donner des coups de pied à vous soulever de terre.

Le maître revint de tournée. Il s'amusa fort quand on lui raconta les aventures de Kho-Kho. Satisfait, il la caressa davantage et dit : « Je pourrai bientôt commencer mes expériences... »

Il était fier de capter la confiance du plus méfiant oiseau de la brousse et du plus dangereux. Et lorsque Kho-Kho picotait son bras nu, le plaisir de son cœur était autrement subtil que celui qu'il prenait aux caresses du chien et aux ronrons de tous les chats du monde.

— Tu ne dois rien craindre, lui disait l'ancien parmi les Noirs, puisque tu ne crains pas le bec de ton oiseau...

— Jamais un homme n'a été mon ami comme l'est Kho-Kho, répondait-il.

Les lunes se succédèrent, et Kho-Kho, devenue très à l'aise dans la maison des hommes, se sentit chaque jour plus haute et plus puissante. D'un coup d'audace, elle se rendit maîtresse de la salle à manger, picorant à loisir dans la porcelaine de Limoges, imposant la menace de son bec. Un jour, elle avala inopinément un os de gigot dans toute sa longueur, et mit en confusion le chien et tous les animaux de la cour qui espéraient

sa mort. Et tout à l'avenant, sans points de repère ni comparaisons possibles avec les coutumes antiques des marabouts.

Toutefois, à mesure qu'augmentait son poids, il lui venait des envies soudaines de se détacher de terre et de s'élever par-dessus les maisons et les arbres. Comme son maître lui rognait encore les rémiges, elle ne parvenait qu'à esquisser des bonds élastiques et ridicules ; jusqu'au moment où elle s'arrêtait devant le bébé croûte de pain.

Ne craignant plus Kho-Kho, la mère avait de nouveau installé son enfant sur une natte. L'enfant appelait la Nature à grands cris et de ses petits bras tendus. Et la Nature serait venue à lui, les singes pour lui chiper ses bananes, les perruches pour déchiqueter la natte et lui pincer les orteils, les biches et l'antilope afin de grignoter les biscuits que le père lui apportait, et toutes les bêtes de la cour. Mais Kho-Kho faisait bonne garde, tournant autour du bébé, sans hâte, surveillant l'air et la terre. La première fois, elle s'était arrêtée, interdite, à la vue de cette petite chair ocrée qui ressemblait à son maître et aux hommes grands. Puis, voyant qu'aucun malheur ne lui tombait sur les reins, elle s'était mise à promener les pointes de son bec, très doucement, très tendrement, sur la peau nue, fragile et brune, remontant le long de la nuque, faisant le fer à friser à travers les cheveux bouclés.

Maintenant, un scarabée qui rampait, un papillon qui voletait par là, se trouvait hardiment déchiqueté, comme s'il eût été un ennemi mortel de l'enfant des hommes.

Et l'ancien parmi les Noirs, qui observait le jeu, se mit à dire :

— Elle commence de savoir ce que sont les petits... C'est Dieu lui-même qui a écrit cette vérité dans toutes les cervelles !...

Pendant l'absence du maître, quelqu'un de la maison eut envie de miel ; non pas de celui qu'on pouvait acheter au marché, à dix sous la bouteille, fluide et doré comme de l'huile, mais de miel en rayons qui ne coûtait rien. Or, les abeilles, farouches et susceptibles quand elles ruchent dans le creux d'un arbre, sous la protection des génies, s'installaient chaque année à travers la maison du maître de Kho-Kho, derrière les meubles, sous les toits de tuile. Les essaims ne faisaient aucune objection au bruit des hommes, ne s'oppo-

saient pas à leur va-et-vient, sortant et rentrant avec leur butin, dormant à la lumière des lampes, bourdonnant tout au plus en chœur lorsque, par inadvertance, un maladroit heurtait la grappe sombre que formait une de ces familles ailées. Périodiquement et à tour de rôle, on découpait la nuit un rayon garni de miel : cela provoquait une colère passagère, et la vie méthodique et affairée reprenait son cours.

Or, l'homme, tourmenté par le désir de miel frais, n'attendit pas la nuit qui devait ramener le maître : en plein jour, il monta sur le toit, découvrit les tuiles et dévasta la ruche pour empiler les rayons dans une cuvette. Explosion d'abeilles. Tourbillon. Sarabande d'aiguillons affolés qui s'abattaient en tout sens sur les êtres vivants.

L'enfant ocre et rose se roulait sur sa natte, indifférent au tumulte. On put alors voir Kho-Kho, debout devant le bébé, sortir tout d'un coup de sa réserve habituelle, et lancer le bec de tous côtés, infatigable, hachant sans répit les menus ennemis du petit des hommes. Bientôt le bec ne suffit plus : Kho-Kho déploya ses ailes en épouvantail et les agita si bien qu'elle réussit à créer une zone de protection jusqu'à l'arrivée des parents qui accouraient pour enlever son protégé à la fureur des abeilles.

La célébrité de Kho-Kho emplissait déjà l'escale : elle déborda sur le pays. Ses aventures furent, comme toujours, exagérées. Certains villages prétendirent que l'oiseau avait avalé un mouton entier, « pas un mouton de petite race, mais un mouton haut sur pattes et engraissé pour la fête ! » et qu'il avait sauvé de la mort le fils d'un homme puissant...

Les Blancs qui habitaient les escales voisines, en quête de divertissements, prirent prétexte d'achats, de règlements, de courriers en retard, de cent autres litiges, pour venir voir Kho-Kho. Son maître dut faire ouvrir des caisses d'apéritifs et de liqueurs, des boîtes de conserves et de biscuits, dépeupler les basses-cours de l'escale, pour traiter ces amis.

Le griot d'un grand chef défunt, qui pour gagner sa vie dispersait son talent, chanta au milieu de la place publique :

Ruse et Force !
Le Toubab a fait palabre avec les Génies de la brousse,
Ceux qui couchent dans l'herbe,

Et ceux qui dorment sur la tête des arbres ;
Il leur a dit des choses si agréables
Qu'ils l'ont suivi dans sa maison,
Et de tous il a fait ses esclaves.
Son pouvoir nous dépasse !
Force et Ruse !

Pourquoi la louange épargnerait-elle le cœur des hommes ? Elle est agréable à Dieu. Toutefois, rien ne faisait fondre le cœur du Toubab comme l'amitié de la bête, dont les preuves se multipliaient chaque jour. Bien que périodiquement rognées, les plumes de Kho-Kho lui permettaient de s'envoler à faible hauteur : elle en usa pour s'installer chaque soir sur le toit de la maison, au-dessus de l'emplacement exact de la chambre à coucher, qu'elle avait repéré avec la même sûreté que ses semblables, de la hauteur des nuages où ils planent, distinguent un poisson dans une mare.

Les roussettes, pendues le jour aux kapockiers géants qui ombrageaient la cour et les allées, s'agitaient chaque soir à la vue de ce grand oiseau noir et blanc qui venait à leur rencontre. Et le maître se proposait, si Kho-Kho mourait, de mesurer la capacité de ses moelles et de peser sa tête : sans le fameux bec, naturellement, capable de fausser tous les calculs.

La saison des cultures arriva, saison des grands vents et des buées chaudes qui montent de la terre humide. Les hommes blancs ne venaient presque plus voir Kho-Kho, à cause de la pluie, dont les Mandingues avisés s'abritaient en ouvrant sur leur tête les « ailes de chauve-souris » qu'ils achetaient dans les boutiques et que ces hommes blancs appellent prosaïquement : parapluies.

Mais un jour vint où la terre se raffermit. Aux souffles du nord, les hommes noirs chantèrent en relevant la tête à la pensée des récoltes. Ce fut aussi l'époque où les marécages se dessèchent, où les fleuves se rétrécissent ; l'époque où les oiseaux, grands et petits, amassent des branchettes, des herbes et des crins, les disposent sur les hautes fourches des arbres et s'arrachent du corps les duvets superflus afin d'adoucir l'intérieur des nids.

Dans ces jours-là, le maître de Kho-Kho la surprit en train

de regarder le ciel, la tête chavirée, tantôt de l'œil droit, tantôt de l'œil gauche, dédaigneuse de la cour trop connue et trop soumise. La bête découvrait des espaces plus grands qu'une concession entourée de bâtisses et de palissades, couronnée d'arbres uniformément hauts et penchés, avec un citronnier au milieu.

Dans ce même temps, Kho-Kho, jusqu'ici peu soucieuse de son extérieur, s'occupa beaucoup de son plumage, devint coquette et se mit à jouer avec les paquets de duvet qu'elle retirait de son corps. Un observateur averti aurait alors pu la voir qui choisissait de menus bois secs et les faisait sauter à bout de bec. Mais les hommes étaient trop occupés à vivre leur laborieuse et chaude existence.

Chaque jour, en revanche, se réunissaient sur les arbres de la concession les menus habitants des futaies voisines. Venaient là des merles bleus, des merles violets, des merles mordorés, des merles à longue queue, futiles et bavards ; des huppes, des évêques en manteau cramoisi, des oiseaux-mouches à gorge de rubis, des chanteurs gris qui sont les ténors de la brousse, des foliotocoles dont le plumage est fait d'opales et d'émeraudes juxtaposées, et jusqu'à de minuscules petits-sénégalais gainés de corail qui avaient quitté le chaume familier des cases indigènes. Tous, un œil au ciel, un œil à terre, contemplaient le grand oiseau qui n'usait plus de ses ailes, qui oubliait près des hommes la loi des ancêtres, la loi des marabouts qui, eux, s'écartaient de la ville. Et ces petites cervelles curieuses en oubliaient leurs risques et leurs soucis, les crins, les bouts de ficelle et d'étoffe qui renforcent l'armature des nids, et les mille déchets que l'on ne recueille qu'autour de la maison des hommes.

D'autres fois, quand elle croyait que personne ne la remarquait, elle s'essayait à voler, courant et agitant ses ailes, soulevant des tourbillons de feuilles mortes, à l'étonnement des roussettes et des chauves-souris, cachées dans le feuillage et qui riaient de voir ce grand oiseau si lourd et si malhabile.

— Fais attention, Toubab ! dit le vieil ami noir en peignant sa barbe blanche. Ta Kho-Kho devient grande... Peut-être changera-t-elle de caractère !

L'ancien avait dit vrai. Cependant, la mauvaise humeur naissante de Kho-Kho ne s'exerça pas envers son maître. Celui-ci était hors de cause, et s'il avait, par ses procédés

d'homme à la peau claire, brisé le rythme des gestes millénaires, on ne pouvait pas plus lui en vouloir qu'on n'en veut à celui qui, au cours d'une route monotone, vous convie à un spectacle amusant. Mais un jour qu'une poule suffisante et affairée promenait sa couvée devant la porte de la concession et la menait picorer les oublis du marché, Kho-Kho se précipita, cueillit un poussin, en cueillit un autre, puis un troisième, et les fit disparaître au fond de son gosier.

La poule qui voulait défendre ses petits se fit démolir une aile et s'enfuit en criant une manière de « sauve qui peut! » Un grand coq, prétentieux et niais, pour affirmer sa parenté avec cette famille persécutée, se précipita sur Kho-Kho en rugissant. Un aller et retour, et le grand bec enlevait un œil. Il aurait enlevé l'autre œil et la tête et le corps, si le coq n'eût gagné en un instant la boutique d'un trafiquant syrien, ailes à plat, cou et queue sur une même ligne, les pattes rapides comme les rayons d'une roue d'automobile.

Les indigènes riaient jusque-là de Kho-Kho : ils se mirent à la craindre. « Cet oiseau, dirent les négresses, est une femelle jalouse de tout ce qui pond des œufs!... »

Ces fantaisies n'étaient que des premiers signes. Durant cette période, légère pour les humains, où l'atmosphère se dessèche et se rafraîchit, certains désirs mal définis tourmentèrent Kho-Kho. Plus que personne le chien de la maison subit son humeur. Il fut obligé de se cacher pour dormir, de tourner la tête à chaque instant quand il exerçait ses fonctions de chien ou qu'il recherchait nourriture et caresses.

Partout en effet où Kho-Kho le rencontrait, elle lui piquait la croupe ; toujours au même endroit, comme les âniers piquent leurs bourricots récalcitrants. Au point que s'il n'eût été enchaîné par les très vieux principes de sa race, qui s'opposent à ce qu'un chien change de maître ou s'enfuie dans la brousse de son propre gré, celui-ci eût gagné la forêt, ou une autre ville dans laquelle se trouvent sans doute des hommes blancs incapables d'ouvrir leur maison à toute sorte de bêtes sauvages et mal élevées. Quant aux biches, jusque-là indifférentes, elles prirent de la distance. Les singes se tinrent sur leurs gardes, et les cris aigus des perruches annoncèrent souvent qu'elles venaient d'échapper au danger.

Cependant, au-dessus des arbres, très au-dessus, passaient

les vols triangulaires des canards sauvages; les milans et les vautours se hâtaient vers quelque ripaille, et les sarcelles qui fréquentaient les marécages voisins, poussant leur triple coup de sifflet, — une longue, une brève et une longue, — rapportaient à Kho-Kho que le clan des marabouts était en train de choisir dans la forêt les arbres les plus élevés. Alors un grand frisson agitait l'oiseau qui se mettait à regarder le ciel et à lisser les rémiges que son maître rognait encore.

Les indigènes, quand elle picorait leurs poussins, disaient avec circonspection :

— C'est le génie de la brousse qui revient l'habiter!...

Et au maître :

— Fais attention, son esprit voyage et se repose sur la tête des arbres.

Le maître souriait et répondait :

— Elle s'amuse.

Et il croyait avoir une esclave de plus.

Il n'en douta plus quand il vit Kho-Kho, un matin, l'accompagner à travers la ville jusqu'à la petite jetée où il s'embarquait périodiquement pour faire ses tournées. Pour un peu, Kho-Kho l'aurait suivi dans le canot automobile qui l'avait apportée.

Mais ce que le maître de Kho-Kho, après son départ, ne put remarquer, c'est qu'elle ne rentra pas tout de suite et qu'elle resta longtemps à considérer l'espace devant la petite ville. A droite, à gauche, elle découvrit l'eau en étendue si considérable qu'elle rejoignait presque le ciel, à l'horizon : le ciel, dont tous ses ancêtres avaient la maîtrise incontestable; l'eau qui débordait chaque année et portait le menu poisson dans les plaines; l'eau dans laquelle tous les marabouts trempent leurs pattes blanchies depuis que l'eau se répand sur la terre ; l'eau qui manquait dans la cour de la maison des hommes et que Kho-Kho avait oubliée parce que le poisson n'y manquait jamais.

L'eau et le ciel, la forêt qui se profilait toute sombre sur l'autre rive, Kho-Kho les découvrait. Mais derrière elle, vivait la maison des hommes... Aussi bien, Kho-Kho avançait de deux pas vers l'espace libre pour reculer de trois pas vers la ville. Tous ces êtres bruyants et divers qui donnaient si facilement du poisson, de la viande, ce chien que l'on pouvait

piquer à son aise au mépris de sa colère, ces animaux qui l'entouraient et qu'elle dominait, et le marché avec ses amoncellements de victuailles saignantes ou écailleuses, tant d'autres plaisirs que n'offrait pas la brousse sournoise, et surtout l'amitié de cet homme, tour à tour rude et caressant, tout cela valait bien quelque chose. Et puis, ce n'était pas l'imprévu, la lutte, le mystère... Kho-Kho fit un tête-à-queue et, à larges enjambées, reprit solennellement le chemin de la maison, pour retrouver un petit garçon de rien du tout qui cherchait, dans sa bienheureuse ignorance, à lui saisir le bec...

Un matin, le maître de Kho-Kho, qui avait passé une bonne nuit, dit en prenant son café :

— On peut lui faire confiance... Je ne lui couperai plus les ailes. On verra bien...

— Elle s'en ira, dit l'ancien parmi les Noirs qui descendait chaque matin de sa maison, tout en haut de la ville, pour palabrer avec le maître de Kho-Kho.

— Ne crains pas cela, père, répondit celui-ci. Une bête sauvage qui est restée deux ans près des hommes ne retourne plus dans la brousse... Et puis, vois-tu, nous ne craignons pas de donner la liberté à qui que ce soit. Un jour, mon oncle, nous vous la donnerons comme nous l'avons donnée à vos esclaves, rien que pour voir ce que vous en ferez... Ah! si tous étaient comme toi, mon oncle, ce serait vite fait, ajouta le Toubab en riant.

— Peut-être! dit l'ancien. Il est vrai que vous posez votre esprit sur tout l'univers. Donner le souffle de vie est la seule chose qui vous soit impossible!... Mais crains de donner la liberté à Kho-Kho, si tu tiens à la garder...

A cette même époque, les hommes blancs qui vivent dans le Nord avaient réussi à fabriquer des appareils volants. Ceux qui montaient ces engins emportaient avec eux un fameux moteur de 25 à 50 CV qui ressemblait plutôt à une machine à coudre, mais qui faisait plus de bruit à cause de la ferraille.

Et ils s'essayaient à voler comme les oiseaux au sortir du nid. Mais ils n'avaient pas de mère pour leur apprendre. Veillaient sur eux, en revanche, des savants et des amateurs qui criaient à ces imprudents : « Attention au coefficient K! » « Le plus lourd que l'air peut bondir, mais ne peut voler... »

« Imitez les oiseaux ! » répétaient les uns. « Non, mais les poissons-volants ! » rétorquaient les autres.

Et le bruit des discussions arrivait dans la petite ville, en Haute-Casamance, par chaque bateau qui apportait le courrier.

... Les rémiges de Kho-Kho repoussèrent, ses ailes reprirent leurs vrais contours.

Kho-Kho ne s'envola pas tout de suite. Il lui fallut même quelques coups de pied dans le derrière et des poursuites. Enfin, elle comprit. Quand elle avait suffisamment volé au-dessus de la cour et que son maître lui montrait un poisson elle comprenait aussi qu'il fallait descendre.

Les Noirs de l'escale s'écriaient :

— Il l'attache par un fil que nous ne voyons pas !...

Et d'autres :

— Ce Toubab mérite d'être craint : il change le caractère des bêtes !...

Le vieux sage, lui, souriait et disait :

— Attendons ! Nous verrons bien quand l'époque des nids arrivera... Si tu la laisses ainsi regarder la tête des arbres... Hum !...

Cela devint un exercice presque quotidien. La cour étant trop petite, l'envol se pratiquait sur les rives du fleuve, sur les allées vastes : courses ridicules, battements d'ailes qui soulevaient la poussière, enlèvements, retombées, puis, au bout de trente ou quarante pas, toute la chair, les os, le bec, les plumes et les pattes de Kho-Kho se détachaient du sol, montaient obliquement. Les battements devenaient réguliers, harmonieux. Les extrémités s'élevaient, s'abaissaient, et l'aile de l'oiseau que l'on eût crue rigide quand on la déployait à la main, s'infléchissait comme une lame de couteau à peinture. Jusqu'à ce que Kho-Kho eût atteint les régions des courants bien définis : alors elle s'immobilisait et se reposait en regardant la terre défiler sous son ventre.

Le maître de Kho-Kho multiplia ainsi ses expériences, en fit une attraction des jours de fête, et envoya des notes à des hommes illustres pour leur démontrer que Kho-Kho possédait le véritable secret de l'air. Quant à Kho-Kho, à mille pieds au-dessus de la ville, elle retrouvait l'univers spacieux entrevu dans sa jeunesse, et découvrait, mieux que du débar-

cadère, l'étendue des eaux qui miroitaient au soleil, la grisaille des plaines et la houle des arbres dont chaque tête pouvait supporter un nid, un nid plat et rond, fait de branchettes, d'herbes et de plumes. Dans ses tournées aériennes, elle rencontra des aigles, des milans et des éperviers, qui virevoltaient autour d'elle mais respectaient son bec, pour l'excellente raison que la pointe en est plus éloignée de l'œil que chez toute autre bête volante. Elle aperçut aussi des aigrettes blanches ou grises qui regagnaient leurs marécages, leurs rizières. Elle faillit les suivre, mais craignit encore de ne plus voir ces hommes qui ont des manières surprenantes, un cri perpétuel et varié, qui vont, viennent et se disputent, qui savent donner du poisson et gratter le crâne comme nul ne sait le faire, et aussi un tout petit tas de chair brune et turbulente, qui prenait frayeur des abeilles...

... A la saison des nids, Kho-Kho, pendant une tournée de son maître, s'envola. Le même soir, elle n'était pas rentrée. Les roussettes et les chauves-souris, ne voyant plus l'oiseau géant sur son perchoir habituel, sur le toit de tuiles, se trémoussèrent et se dirent entre elles à petits cris pointus : « Le Toubab a peur de nous parce que nous sommes en nombre, mais il a sûrement fini par manger le gros oiseau... »

Kho-Kho revint, deux jours après. La cour, à son tour surprise, put la voir de nouveau s'enlever des duvets inutiles et les entasser dans un coin avec des petites branches sèches. Sans ordre : on eût dit un exercice pour rien.

Une perruche ayant, d'une façon trop bruyante, manifesté ses impressions, Kho-Kho patiemment la guetta, et après que la perruche eut décortiqué un petit tas d'arachides et fut rendue plus lourde par la digestion, d'un aller et retour elle l'engloutit, la tête en avant, les deux ailes ouvertes. La perruche se débattait, mordait le gosier par dedans. Kho-Kho la rejeta un peu, la passa à la cisaille. Il faut une forte cisaille pour hacher une perruche : celle-ci fut encore capable d'ouvrir les deux ailes, qui sortaient de chaque côté du bec.

Ce fut à celle qui tiendrait le plus longtemps. Kho-Kho gagna la partie.

Venu à la rescousse, le chien n'eut l'œil manqué que d'une épaisseur de poil et se fit déchirer l'oreille. A cette vue, les

singes, les biches et l'antilope s'écartèrent de cet animal qui ne respectait plus les lois de la cour, et les oiseaux-trompettes n'osèrent plus lever leur tête couronnée au-dessus des palissades de l'enclos.

Tout cela amusait le maître qui disait :

— Ça lui passera... Regardez plutôt comme elle vole bien!...

Le lendemain, Kho-Kho monta dans les airs revoir les horizons retrouvés. Midi vint. Puis le soir. On dit au maître : « Ce n'est pas la première fois. » Et l'on attendit.

On attendit un jour, deux jours, trois jours. Au Cercle, les paris furent ouverts.

Le maître de Kho-Kho interrogea les chasseurs indigènes. Ils répondirent ce qu'ils savaient :

— Dans ces jours-ci, les marabouts pondent...

A la maison, la cour entière, excepté l'antilope qui ne s'était jamais bien souciée du grand oiseau, se remit peu à peu à ses anciennes habitudes. Les biches, grandies et harnachées de rayures blanches, venaient plus familièrement montrer leurs cornes naissantes. Les oiseaux-trompettes poussaient leurs stupides appels à tout propos, comme des paons. Les singes gambadaient, recommençaient à détruire ou à chaparder sans retenue. Et le chien, la queue en cor de chasse, babines souriantes, l'œil vif, arpentait la cour et le marché, pénétrait à nouveau dans la salle à manger, avec l'allure fière et modeste à la fois de quelqu'un qui, en une nuit, a taillé en pièces et dévoré la volaille au grand bec.

Quant au bébé ocré, il n'avait pas remarqué l'absence de Kho-Kho et jouait à détruire une calebasse ouvragée.

Les jours s'écoulèrent et Kho-Kho ne revenait toujours pas. Son maître se consolait :

— Elle fera, disait-il, comme des aigrettes que j'avais élevées; elle ramènera ses petits...

Le temps de la couvée passa. Le maître de Kho-Kho interrogea le ciel. A perte de vue, inscrivant des cercles concentriques sur les nuages envoyés par la mer lointaine, des marabouts planaient. Les yeux fixés à terre où se meuvent péniblement les bêtes qui forment un jour un tas de viande immobile, le bec pendant, ils parcouraient sans trêve une invi-

sible piste circulaire, pareils à des attributs d'un gigantesque et inaccessible mât de cocagne.

Il voulut leur envoyer une balle, pour les avertir; mais il eut peur de tuer.

Alors, il parcourut les plaines où l'outarde et l'antilope se rencontrent dans la buée du matin; la forêt habitée par les singes, la panthère, les serpents, le lion, les phacochères et toutes les bêtes possibles. Il surveilla les mares et les rizières. Il appela Kho-Kho.

Les oisillons pépièrent, les merles mordorés sifflèrent. Les perdrix s'enfuirent en froufoutant, les sarcelles s'éparpillèrent en tremblotant, les tourterelles roucoulèrent. Tous lui chantaient bien qu'ils avaient vu Kho-Kho, tout en haut d'un arbre démesuré, accroupie sur un paquet de branches sèches entrelacées, et que, près d'elle, un grand seigneur de l'air montait jalousement la garde. Mais il ne comprenait pas, il refusait de comprendre. Si bien que l'écho seul lui redit nettement les deux syllabes que le pays tout entier répétait depuis deux ans.

Et le vent qui avait fréquenté depuis des jours et des jours la cime des arbres, les creux de vallées, les plaines où l'herbe sèche se couche sur l'herbe sèche, les marais où le roseau s'élève contre le roseau, continua de répandre sur la terre et sur l'eau la chanson amoureuse de la brousse.

ANDRÉ DEMAISON.

*(A suivre.)*

## QUELQUES MAITRES DU DESTIN

V [1]

# M. HERBERT HOOVER

Dans le récent discours prononcé au Parti républicain pour présenter M. Hoover comme candidat à la présidence, on a pu dire justement de lui que, bien que né pauvre, il avait rassasié plus de bouches affamées que nul ne l'avait fait avant lui. L'orateur aurait pu ajouter que, s'il a pu réaliser une œuvre de bienfaisance aussi considérable, c'est pour avoir introduit la science dans la pratique de la charité.

M. Herbert Hoover est né, il y a cinquante-quatre ans, dans une cabane en bois, faisant partie d'une petite commune de Quakers des prairies de l'Iowa. Sa première demeure fut une de ces pauvres habitations construites à la hâte, plus communes en Amérique que beaucoup d'Européens ne se le figurent, et qui sont en si parfaite contradiction avec les idées répandues dans le vieux monde sur les immenses richesses du nouveau. C'est d'ailleurs dans une cabane de ce genre qu'habita Abraham Lincoln.

L'Iowa est un État agricole situé au cœur du « Middle West », — le grand Empire américain qui, de chaque côté du Mississipi, déroule ses plaines unies, sur trois mille kilomètres, des Monts Alleghanys aux Montagnes Rocheuses. Les premiers colons ne pénétrèrent pas dans cette partie des États-Unis, qui par suite n'a connu ni les traditions de l'Ancien Monde ni l'héritage espagnol du Pacifique. Cette région était, il y a cinquante ans plus encore qu'aujourd'hui, presque uniquement

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 mars, 1er mai, 1er juin, 1er août.

peuplée d'une infinité de petites communautés formées de braves gens, laborieux, démocrates et profondément patriotes. Ils ont prouvé pendant la Grande guerre, comme ils l'avaient fait dans la Guerre civile, que, soulevés par une grande cause, ils étaient capables d'efforts désintéressés, de sacrifices et de grandes actions.

La famille de M. Hoover est fixée en Amérique depuis le milieu du XVIII^e^ siècle. Qu'elle vînt de Hollande ou d'ailleurs, il n'importe, ses liens avec l'Ancien Monde ayant été rompus de bonne heure. Rien qu'avec l'histoire de cette famille, on pourrait suivre la marche de la conquête du sol américain qui s'est faite par petites étapes, à l'intérieur du pays, toujours en direction de l'Ouest; de génération en génération, les ascendants de M. Hoover s'établissent comme fermiers, dans le Maryland et la Caroline du Nord, puis dans l'Ohio et l'Iowa, sans cesse poussés vers l'Ouest par ce besoin de terres plus riches qui s'impose à une population grandissante. Ainsi, M. Hoover, plus qu'aucun des autres candidats à la Présidence, incarne la marche vers l'Ouest du peuple américain. Ce n'est pas tout. Rappelons-nous que, depuis trois cents ans, les ancêtres du Président Coolidge ont vécu et sont morts sur le sol pierreux de la Nouvelle-Angleterre. Ceux de Harding n'ont jamais dépassé l'Ohio, et Wilson était fils d'un émigré de fraîche date. Concluons que M. Hoover est plus foncièrement américain qu'aucun de ses prédécesseurs.

### *LE ROMAN D'UN ÉTUDIANT PAUVRE*

Son père était forgeron : il réparait les machines agricoles et vendait des outils. Curieux rapprochement : M. Mussolini est, lui aussi, fils de forgeron et le Président Masaryk fut élevé pour être forgeron. La mère de M. Hoover était une Quakeresse célèbre par son éloquence et la noblesse de son caractère : elle avait fait ses études de théologie et se destinait à l'Église. Chez les Quakers, — dont la petite Église est en train de disparaître, pour se fondre dans l'ensemble de la société américaine, — même chez les plus humbles d'entre eux, se conservait une tradition de bonne éducation, de bonté et de pureté de vie. On peut croire que cet héritage des Quakers, avec leur enseignement de charité envers l'infortune et la misère, est à l'origine de l'œuvre philanthropique de M. Hoover.

Il avait six ans quand il perdit son père : trois ans plus tard, sa mère mourait. Lui, ses frères et ses sœurs restaient à la charge de parents, et furent élevés partie chez les uns, partie chez les autres.

D'un oncle, attaché à l'*United States Indian Service*, Herbert Hoover passa à un autre oncle, médecin de campagne et fermier dans l'Oregon, sur la côte du Pacifique. Il a lui-même raconté la vie toute primitive qu'on menait dans la ferme : on tissait soi-même les vêtements de la famille, on fabriquait le savon et les conserves de viande. Hélas ! la ferme était hypothéquée. Le souvenir de cette hypothèque se grava dans l'esprit de l'enfant, comme le symbole de l'obstacle matériel où tous les désirs viennent se briser. Son temps se partageait entre la petite école de Quakers de l'endroit, et les travaux de la ferme. Éducation sévère, dans une atmosphère de contrainte. Peut-être est-ce de là que lui sont venus une timidité inattendue chez un tel homme et certain air un peu distant.

Un beau jour, l'enfant rencontra un ingénieur qui se prit d'affection pour lui et lui vanta fortement les avantages de la profession. Tant et si bien qu'au lieu d'entrer au collège des Quakers, comme l'avait décidé son oncle, il résolut de faire ses études d'ingénieur. Hoover est resté profondément reconnaissant à celui qui venait d'avoir sur son avenir cette influence décisive et qu'il ne devait jamais revoir.

Il fallait gagner le pain quotidien. Hoover se mit au service d'une agence de lotissement, et il faisait visiter les fermes du voisinage aux clients. Jusqu'ici, sa vie ne différait en rien de celle de beaucoup de jeunes Américains, sans en excepter plusieurs futurs Présidents. Avant lui, bien d'autres, arrivés aux plus hautes charges de l'État, sont nés dans des fermes et ont dû gagner, enfants, le prix de leur instruction. Mais presque toujours, les autres futurs Présidents avaient fait leurs études de droit. Hoover est le premier qui ait été ingénieur.

A Palo Alto, en Californie, le sénateur et M^me^ Stanford venaient de fonder et de doter richement l'Université qui porte leur nom, en mémoire de leur fils unique. Hoover se prépara à y entrer en suivant les cours du soir dans une école de commerce. Préparation insuffisante : il échoua à l'examen d'entrée. Mais son examinateur avait remarqué « qu'il serrait les dents d'une manière décidée et que sa physionomie et toute son atti-

tude exprimaient une ferme résolution de passer cet examen à tout prix ». Il s'intéressa à lui. Voilà Hoover au collège.

Là encore se pose une question, toujours la même. Dans les maisons d'éducation américaines, les étudiants pauvres, sans perdre pour cela l'estime de leurs camarades, se chargent de besognes domestiques. Herbert Hoover, qui arrivait au collège avec fort peu d'argent en poche, se créa des ressources en montant une blanchisserie, distribuant des journaux de San-Francisco et organisant des conférences et des concerts. Une fois, — et pourtant c'était un concert de Paderewski, — les frais ne furent pas couverts : le jeune imprudent dut avouer au secrétaire du grand pianiste qu'un de ses camarades et lui s'étaient engagés beaucoup au delà de leurs maigres ressources. Avec sa coutumière générosité, Paderewski les releva de leur engagement, et s'arrangea même pour laisser à chacun un léger bénéfice. Il ne pouvait pas prévoir alors combien largement Hoover s'acquitterait un jour de cette obligation envers la Pologne.

A l'Université, Herbert Hoover eut pour professeur l'éminent géologue Braner qui se prit pour lui d'amitié et, quand il tomba malade de la fièvre typhoïde, l'aida de sa bourse et veilla sur lui. Ses études allaient en outre le mettre sur le chemin du bonheur. Il leur doit d'avoir fait la connaissance d'une camarade, elle aussi étudiante en géologie, Miss Henry, de Monterey en Californie, qui est aujourd'hui M^me^ Hoover, la plus dévouée des compagnes et qui l'a suivi jusqu'au fond de la Chine lorsque l'y appela sa carrière aventureuse.

Pendant les mois d'été, Herbert Hoover faisait des stages d'ingénieur et travaillait aux mines de Californie. Bien qu'ayant déjà pris ses grades, il y maniait la pioche comme un simple mineur, un peu pour acquérir de l'expérience, beaucoup pour gagner sa vie : le contremaître d'une mine de l'Ouest se rappelle encore le temps où Herbert Hoover n'était qu'un travailleur comme les autres dans son équipe.

Bientôt après, il entrait comme employé chez Louis Janin, alors le meilleur ingénieur des Mines de San-Francisco. Français d'origine, Janin était un gai compagnon et jouissait d'une grande réputation d'habileté et d'intégrité. Avoir servi sous ses ordres, cela posait quelqu'un. Hoover voulait à toute force s'acquérir cette plus-value. Janin avait beau protester

qu'il n'avait besoin de personne : Hoover déclara qu'il entrerait, fût-ce comme garçon de bureau ou comme portier. Il arriva que Janin eut besoin d'un dactylographe ; Hoover fit demander dans quel délai la place devait être occupée ; et, dans les quelques jours d'intervalle, il apprit à écrire à la machine. On lui trouva bientôt un emploi plus digne de lui, qui consistait à inspecter des mines dans les États de l'Ouest pour le compte de son patron. Le jeune homme plut à Janin et, quand une grande maison de Londres demanda à ce dernier d'indiquer un ingénieur américain, âgé d'au moins trente-cinq ans, qualifié pour surveiller des mines dans l'ouest de l'Australie, il recommanda Hoover. Le jeune ingénieur n'avait que vingt-trois ans : il dut, avant de se présenter, laisser pousser sa barbe pour se donner l'air plus âgé.

### LE « MÉDECIN DES MINES MALADES »

Les placers d'or d'Australie, qui étaient situés dans une région désertique, avaient été jusque-là très insuffisamment exploités. La tâche de Hoover se compliquait du problème de l'approvisionnement en eau, chose rare et souvent introuvable dans le pays. En outre, le minerai, une fois extrait, était difficile à traiter : il fallut recourir à de nouveaux procédés pour dégager le métal de la boue gluante qui l'enveloppait. La tâche demandait un esprit d'invention et d'initiative, une aptitude à résoudre des problèmes de toute sorte. Hoover y réussit pleinement. Ce beau succès lui valut d'être appelé à l'exploitation d'autres mines australiennes, qu'on avait abandonnées, faute de savoir extraire dans de bonnes conditions le minerai qui y était contenu par millions de tonnes. Grâce à lui, ces mines, qu'on regardait comme épuisées, rentraient en activité : elles continuent, aujourd'hui encore, à donner des bénéfices.

Ces brillants débuts en Australie avaient acquis à H. Hoover une réputation grandissante. Il revint se marier en Californie et, le lendemain de son mariage, il partait pour la Chine avec sa femme. C'était le temps où le jeune Empereur, conseillé par Sun-Yat-Sen, s'efforçait d'introduire en Chine les méthodes occidentales : il cherchait un ingénieur américain pour diriger un bureau des Mines nouvellement créé. Hoover fut nommé à ce poste. Au service du gouvernement impérial, il explora

la Chine du Nord, à la recherche du charbon et du fer. Ses recherches le conduisirent à l'intérieur de la Mandchourie et de la Mongolie ; mais là, il se heurta à la révolte des Boxers. Il était à Tien-tsin au moment du siège. Sous sa direction se dressèrent des barricades pour fortifier le quartier des étrangers. Il lui fallut aussi pourvoir à l'approvisionnement en eau : on ne pouvait pomper que la nuit, et toujours sous le feu. Mme Hoover servit comme infirmière à l'hôpital où, par moments, il arrivait deux cents blessés par jour. Dans la concession étrangère, qui était bombardée et où sa propre maison fut atteinte, Hoover organisa les premiers secours de ravitaillement pour les réfugiés chinois. Quand vinrent plus tard les secours alliés, il eut la désagréable surprise de voir sa maison pillée par les Cosaques... Telle fut sa première expérience de la guerre et aussi de la diplomatie.

La révolte des Boxers une fois réprimée, il fut appelé par la *Chinese Engineering Company* qui dépendait des Puissances étrangères. L'administration des affaires chinoises, particulièrement à cette époque, exigeait un bienveillant despotisme. Hoover bâtit le nouveau port de Ching-Wan-Tow, sur le golfe du Petchili, qui donnait à Pékin une sortie praticable en toutes saisons. Il installa des mines de charbon, créa des manufactures de ciment, fit construire des chemins de fer et une flotte de steamers pour la traversée du Pacifique. Il avait vingt-sept ans.

L'année suivante, de retour en Californie, il devenait le plus jeune associé d'une grande entreprise d'exploitation minière, qui avait des ramifications dans le monde entier. Un trait de caractère qui le peint : à la suite de spéculations malheureuses d'un des associés qui avait joué sur les stocks, Hoover voulut que la maison, bien que n'étant pas légalement responsable, comblât entièrement le déficit. Cela demanda cinq ans.

Sa réputation de grand ingénieur était désormais établie : elle devenait mondiale. Un de ses plus anciens associés l'a appelé avec justesse le « médecin des mines malades ». Quand une affaire ne donnait pas de bénéfices, on faisait venir Hoover pour fournir son diagnostic et guérir le mal. Il avait des bureaux à San-Francisco et à New-York, comme à Londres, il en avait à Melbourne et à Shanghaï. Je me souviens avoir entendu un

financier connu me dire que, si Hoover lui demandait tout à coup un million de dollars sans un seul mot d'explication, il n'hésiterait pas à le lui donner. Cependant, il fonde une grande compagnie internationale minière ; en Birmanie, dans la jungle, il retrouve une mine d'argent, perdue depuis longtemps ; il s'occupe des gisements de fer et de cuivre de l'Oural ; il développe, à la limite du Turkestan, la richesse minière d'une autre grande compagnie ; il dirige des mines en Afrique du sud et dans l'Alaska. Plus de 125 000 hommes sont employés par lui dans l'ensemble de ses entreprises, et une bonne partie du zinc et du plomb consommé dans le monde proviennent des mines qu'il exploite.

On devine combien de problèmes d'administration et de transport, de construction immobilière, de finance et de diplomatie comporte une telle tâche. C'est une nouvelle forme de colonisation, sans risques de guerre ni question de souveraineté.

En France et en Angleterre, il arrive souvent que des hommes parviennent à de haut postes dans le gouvernement par la réputation qu'ils ont acquise dans l'administration de lointaines colonies. Aux États-Unis, pays novice au point de vue de la colonisation, on a vu le gouverneur général des Philippines, Taft, entrer à la Maison Banche. Mais, jusqu'ici, c'était par l'administration publique qu'on arrivait aux postes suprêmes. L'innovation de Hoover est d'y arriver par un autre chemin. Il a étudié le monde du point de vue pratique de l'ingénieur qui cherche à en développer les ressources. Sa nomination à la Présidence serait l'annonce d'une tendance nouvelle : le choix des candidats aux plus hauts emplois publics cesserait d'être limité à la classe des professionnels de la politique, pour s'étendre aux hommes qui se sont formés non par la politique, mais dans la bataille de la vie. Or, à mesure que les relations internationales et l'économie mondiale prennent plus d'importance, cette connaissance pratique des pays étrangers et de leurs ressources devient plus nécessaire.

Et voici peut-être le trait le plus remarquable de la carrière de M. Hoover. Lui, dont les opérations mondiales l'ont mis en contact avec des ouvriers de toutes les races, sous toutes les latitudes et dans tous les climats, il n'a pas, en vingt ans, subi une seule grève.

C'est qu'il ne considère pas le travail de l'ouvrier comme un produit commercial à envisager uniquement en fonction du rapport. De tout temps, il a eu souci de l'ouvrier en tant qu'homme : une des causes de son succès dans ses grandes exploitations est d'avoir conduit l'employeur et l'employé sur un terrain d'entente et de leur avoir fait comprendre que leurs intérêts étaient complémentaires et non pas contradictoires. Il s'est toute sa vie efforcé de prouver à l'ouvrier que le meilleur moyen d'avancement pour lui réside, non dans la limitation de la production, mais au contraire dans une production plus grande et à meilleur marché. Il a sans cesse répété que les procédés mécaniques ne sont pas le but, mais seulement les moyens : d'après lui, l'objet du machinisme est de permettre aux hommes de jouir d'une vie plus large et de développer leur individualité en abrégeant le labeur de chaque jour. Le paradis mécanique des spécialistes de la production est loin de représenter l'idéal de M. Hoover.

### *CELUI QUI A VAINCU LA FAMINE*

A quarante ans, sans protection, sans rien autre que sa valeur personnelle, M. Hoover s'était élevé jusqu'au faîte, dans la direction qu'il avait choisie. Après avoir fait cinq fois le tour du monde, il connaisssait les ressources des différents pays et avait acquis, pour les développer, une expérience presque unique ; il avait mené d'heureuses négociations avec les gouvernements étrangers. Le seul ordre d'activité qu'il n'eût pas encore abordé, c'était la politique ; les seuls rouages qui lui fussent inconnus, c'était l'organisation des partis en Amérique.

Nous voici à la veille de la Grande guerre. On se souvient qu'en 1914 une exposition Panama-Pacifique devait se tenir à San-Francisco : Hoover en fut nommé commissaire et chargé, à ce titre, d'inviter les gouvernements étrangers à y participer. Il s'embarqua pour l'Europe au mois de mars et se rendit dans plusieurs capitales. Il était à Londres lors de l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand. La première répercussion de la guerre sur les États-Unis fut l'incident mi-tragique, mi-comique qui empêcha les 200 000 touristes échoués en Europe de regagner leurs foyers, faute d'argent comptant ou de crédit. M. Hoover organisa les premiers secours. Des prêts furent

consentis sur parole. Lui-même accorda sa garantie pour plus d'un million de dollars à des inconnus contre un simple reçu : il ne subit que des pertes négligeables.

L'affaire une fois réglée, il avait déjà retenu sa place sur le bateau qui devait le reconduire en Amérique, quand se produisit l'événement qui devait changer le cours de sa vie.

L'invasion de la Belgique avait été si soudaine, la consternation répandue par les horreurs de la guerre infligées à un peuple innocent était si profonde qu'on n'avait pas pris garde à un autre danger : la famine menaçait. Un ingénieur américain, M. Millard Shaler, vivant alors à Bruxelles, eut l'idée de s'adresser aux pays neutres pour obtenir des secours. Arrivé à Londres avec de l'argent pour acheter des vivres, il se heurta à une défense du gouvernement britannique, qui appliquait alors le blocus avec une grande rigueur. Ce fut à M. Hoover qu'il alla demander conseil. Celui-ci le conduisit chez M. Page, l'ambassadeur d'Amérique, l'idée lui étant venue de faire servir à un but humanitaire la neutralité que les États-Unis gardaient alors. Un comité belge s'était également fondé à Londres dans le même dessein. Un de ses membres, M. Francqui, se souvenant d'avoir connu M. Hoover en Chine, le désigna comme le seul capable d'organiser les secours à la Belgique. C'est ainsi qu'il fut mis à la tête de la Commission américaine de secours.

Pour Hoover, cette nomination était synonyme d'un gros sacrifice personnel. Quelques années avant la guerre, il avait confié à un de ses amis que sa fortune lui permettrait bientôt de vivre largement et de se consacrer aux fonctions publiques. Mais abandonner à ce moment précis tous ses intérêts privés, cela entraînait pour lui une perte sèche considérable. Quant à cumuler ses propres affaires avec l'organisation des secours à la Belgique, il n'y fallait pas songer. Il fallait choisir. Un ami, qui était alors son hôte, a raconté comment, pendant trois nuits, il avait arpenté le plancher de son cabinet avant de pouvoir prendre une décision. Quand, enfin, sa détermination fut arrêtée, il passa toutes ses affaires à un associé en lui faisant savoir qu'il ne voulait plus en entendre parler. « Au diable la fortune! » dit-il seulement au petit déjeuner, après sa tasse de café. « Je vous fais cadeau de mes affaires », dit-il encore à ses collaborateurs. Sa carrière d'ingénieur était finie.

Depuis ce jour, il n'admit pas que des entreprises qu'il avait mises sur pied et développées en quinze années d'un travail acharné lui rapportassent un sou. Quand vint la fin de la guerre, il n'avait aucune idée de l'état de ses affaires. Était-il riche? Était-il ruiné? Il ne savait, car il avait largement contribué, sur sa fortune personnelle, aux dépenses de l'œuvre. En fait, il sortit de la guerre avec une fortune considérablement diminuée.

Certes, M. Hoover est le moins romanesque des hommes; il a pour les faits et pour l'activité positive une passion qui n'a d'égale que son horreur de la sentimentalité. Et pourtant, quel roman que sa carrière!

En pleine guerre, un homme se jette dans la mêlée, et c'est un simple citoyen américain qui, n'ayant jamais occupé de poste officiel, ne s'impose que par sa seule personnalité. Sa puissance de travail, son ingéniosité et sa souplesse, il les met au service d'un monde en chaos. Il sait gagner également la confiance des Alliés, celle des Allemands et celle des neutres, par son habileté reconnue et son parfait désintéressement. Nourrir dix millions de bouches, tant en Belgique que dans le Nord de la France (car deux millions et demi des secourus étaient Français), procurer aux enfants des régions occupées de la viande fraîche, du beurre, du lait et des œufs pendant quatre ans de guerre, voilà la tâche qu'il accomplit et pour laquelle il crée de toutes pièces une organisation unique dans l'histoire, celle que Sir Edward Grey a appelée avec humour « une République de pirates, organisée dans un dessein philanthropique »; une organisation qui était un véritable État, délivrait des passeports, arborait ses propres drapeaux, avait une flotte à elle et négociait des traités.

Le désir de venir en aide à ceux qui sont dans le besoin est vieux comme le monde. L'originalité de Hoover, ce fut de réaliser ce désir en employant des méthodes en harmonie avec le développement de la vie moderne, et d'employer à l'œuvre bienfaisante de secours, les mêmes moyens colossaux qui servaient pour l'œuvre destructive de la guerre.

Pendant ces quatre années de guerre, M. Hoover persuada à tout un monde de courtiers de navires, d'agents d'assurances, de comptables, de s'engager comme volontaires. A son instigation et sous sa conduite, tous apportèrent gratuitement leur

collaboration sans aucun espoir d'avancement ni de gain, à cette seule fin de permettre à M. Hoover de vendre en Belgique et dans le Nord de la France du pain à un prix plus bas qu'en aucun autre endroit du monde. Et pourtant, qu'on songe comment avait été recruté le personnel de cette organisation sans précédent ! Il avait fallu rassembler des collaborateurs presque au hasard, au gré des bonnes volontés qui se présentaient. Comment procédait M. Hoover? Pour peu qu'un homme lui parût pouvoir être utilisé, il le jetait à l'eau en lui confiant un poste comportant de sérieuses responsabilités. Si l'homme se montrait à la hauteur de l'épreuve et s'en tirait en ne commettant qu'un nombre acceptable de fautes, c'était bien : le voilà embrigadé. Si, au contraire, l'épreuve avait mal tourné, on le congédiait. Mais alors, c'était M. Hoover lui-même qui se chargeait du pénible devoir d'avertir l'indésirable; et il s'en acquittait avec tant de tact, et une bonté si délicate, que l'homme n'en concevait pas d'amertume, et gardait à M. Hoover toute son affection.

Cependant de toutes parts surgissaient les difficultés. Ce fut d'abord l'opposition des autorités militaires et navales britanniques, qui craignaient qu'en envoyant des vivres en Belgique, on ne prolongeât la guerre. M. Hoover dut, avant toute chose, persuader au gouvernement britannique qu'il n'était pas permis de laisser mourir de faim une population entière et que, si les Alliés ne les ravitaillaient pas, les civils seraient contraints d'accepter le travail que l'envahisseur leur offrait. Il fallut ensuite obtenir de l'Allemagne que les envois de vivres servissent uniquement à la population civile. Il fallut négocier avec les gouvernements alliés pour obtenir le droit de franchir le blocus, et avec les Allemands, pour que les transports ne fussent pas attaqués par les sous-marins. Les seules armes de M. Hoover étaient la raison, les sentiments d'humanité, l'indignation. Comme l'a dit un de ses « bras droits », il s'attendait tous les mois à des crises d'importance majeure, et, toutes les semaines, à une crise d'importance moindre, et il était rare que ces crises ne se produisissent pas. Et chaque fois il lui fallait garder son sang-froid, même quand la colère l'étouffait intérieurement, sous peine de mettre en danger toute l'œuvre de secours. Aussi bien, il s'est rattrapé plus tard : aussitôt que ce fut possible, il donna libre cours à ses sentiments longtemps refoulés. Après l'armistice, deux fonctionnaires allemands

qu'il avait connus à Bruxelles lui proposèrent par télégramme de faire entrer des vivres en Allemagne; ils reçurent par la même voie la réponse suivante : « M. Hoover vous envoie ses compliments et vous prie d'aller au diable. Si M. Hoover a affaire avec l'Allemagne pour le compte des Alliés, en tout cas il ne traitera pas avec deux gredins tels que vous. »

C'est à raison de cent mille tonnes par mois qu'arrivaient ses bateaux chargés de riz de Birmanie, de haricots de Mandchourie, de blé, de viande et de lard d'Amérique; le tout était envoyé à Rotterdam et chargé sur des péniches scellées. Et ces vivres, il fallait se les procurer à un moment où partout ils étaient rares. Quant à la dépense, qui, au début, était de cinq millions de dollars par mois, elle atteignait, à la fin de la guerre, un chiffre cinq fois plus fort; le nombre des assistés était passé de un à quatre millions. Qu'un homme se dévouât à une telle œuvre, sans ombre d'intérêt personnel, cela dépassait la mentalité allemande. Un jour, à Bruxelles, où il essayait de hâter la délivrance des laissez-passer, un officier allemand lui dit : « Eh bien ! maintenant, dites-nous, Herr Hoover, là, d'homme à homme : quel intérêt avez-vous là-dedans? Bien sûr que vous ne faites pas tout cela pour rien. »

Dès le début, M. Hoover n'avait pas manqué de prévoir qu'un si formidable maniement de fonds pourrait éveiller bien des soupçons; aussi avait-il pris la précaution de demander à une société bien connue dans le monde de la finance internationale de reviser ses comptes. A la première réunion de la Commission, il dit : « Nous allons recevoir et dépenser des millions. Il peut se trouver de méchantes langues pour insinuer quelque jour que nous avons chapardé. C'est pourquoi je prétends que nous ayons des poches aussi transparentes que du verre, et que nos comptes soient établis de telle manière que personne ne puisse même avoir l'idée de soupçonner notre probité. » Quand, après la guerre, les comptes, qui portaient sur neuf cent millions de dollars, furent enfin apurés, les vérificateurs tinrent à rédiger une déclaration dans laquelle il était dit que M. Hoover n'avait jamais touché un sou de cet argent, fût-ce pour couvrir ses frais de voyage. Les frais généraux de cette immense entreprise ne s'élevaient pas à un demi pour cent des sommes dépensées.

M. Hoover avait recueilli, en Angleterre et en Amérique,

pour cinquante millions de dollars, tant en argent qu'en vivres et en vêtements. Le reste provenait d'emprunts faits au profit de la Belgique par les gouvernements français et anglais d'abord, puis par celui des États-Unis. En France, quand il demanda au gouvernement des fonds pour ravitailler les populations des régions occupées, il commença par essuyer un refus. On lui objecta que ce serait prolonger la guerre en allégeant les obligations de l'Allemagne vis-à-vis des territoires envahis. Le soir même cependant, le chef d'une banque importante venait conférer avec lui. Deux jours plus tard, à Londres, où M. Hoover avait été obligé de se rendre, il reçut de ce banquier une lettre contenant un chèque de vingt-cinq millions. Le gouvernement français, qui avait d'abord hésité à reconnaître le principe du secours, l'admit peu de temps après.

La guerre finie, M. Hoover remit ses comptes aux gouvernements intéressés, afin de les faire approuver. A Paris, on refusa galamment de les examiner et on les lui renvoya avec cette mention : « Nous avons des choses plus pressées et plus utiles à faire que de mettre en question l'intégrité de M. Hoover. » Si trop de gens, même aujourd'hui, connaissent mal l'œuvre qu'il a accomplie, les millions d'individus qu'il a sauvés de la famine lui gardent un sentiment de profonde gratitude et le regardent comme un grand ami de la France. Ce sentiment de reconnaissance s'est manifesté lors de la mission Caillaux en Amérique : dès son arrivée et avant d'aborder toute question financière, M. Caillaux fit venir M. Hoover et lui remit une lettre signée par les maires de toutes les communes des régions occupées où ils lui exprimaient leur gratitude.

L'hommage de la Belgique fait également honneur au Roi des Belges et à M. Hoover (1). A l'issue d'un déjeuner, le Roi avisa M. Hoover qu'il se proposait, en signe de reconnaissance, de lui conférer le grand cordon de l'Ordre de Léopold. M. Hoover, pris au dépourvu, répondit avec embarras que tout le mérite de ce qu'il avait fait pour le peuple belge revenait aux

(1) Je dois cette anecdote, ainsi que plusieurs informations dont j'ai fait usage dans cet article, à l'amabilité de M. Hugh Gibson, actuellement ambassadeur d'Amérique en Belgique; il fut, pendant la guerre, secrétaire à la légation de Bruxelles et collabora étroitement avec M. Hoover. Je saisis cette occasion pour exprimer à MM. Vernon Kellog et Will Irwin tous mes remerciements pour les utiles et précieuses indications que j'ai trouvées dans leurs livres sur Hoover.

quelques centaines d'Américains qui avaient travaillé en Belgique dans des conditions particulièrement difficiles, et qu'il se ferait scrupule de recevoir la récompense qui leur revenait... Le Roi fit semblant de partager sa manière de voir et n'insista pas. Seulement il pria M. Hoover de rester à dîner, dans l'intimité, avec lui et la Reine.

Comme le dîner s'achevait, le premier ministre, M. de Broqueville et les ministres entrèrent et formèrent cercle devant la cheminée. M. Hoover, en présence de ce déploiement officiel, fut fortement effrayé, et ses craintes redoublèrent quand le Roi, prenant un rouleau de parchemin des mains du premier ministre, se mit à lire un discours où il exposait en termes touchants tout ce que M. Hoover avait fait pour la Belgique. Il comprenait les raisons qui déterminaient M. Hoover à ne pas accepter l'ordre de Léopold. Alors, comme la Belgique tenait à lui exprimer sa gratitude sous une forme concrète, il avait décidé de créer une distinction nouvelle, qui ne serait décernée qu'une seule fois et qui lui était destinée. En conséquence, il avait signé un décret, approuvé par ses ministres, par lequel il conférait à M. Hoover le titre de « Citoyen d'honneur de la Belgique et ami du peuple belge ».

Le décret royal fut remis à M. Hoover, trop ému pour exprimer sa reconnaissance.

* * *

M. Hoover, au moment de l'entrée en guerre de l'Amérique, aurait pu obtenir n'importe quelle fonction. Mais toute sa vie il a voulu être un chef, et non un dictateur. « Je ne veux pas être dictateur des vivres du peuple américain », dit-il au président Wilson qui le nomma, sur sa demande, « administrateur des vivres », sans lui donner aucun pouvoir spécial pour faire appliquer des règlements sévères. Il ne réclama des nations en guerre que l'aide volontaire des maîtresses de maison. L'Américain, dans Hoover, se révoltait devant les mesures dictatoriales appliquées en Allemagne et il profita de cette crise pour montrer au monde que, avec son cœur, un État démocratique peut faire plus dans la lutte qu'un État autocratique mené par la contrainte.

Au lieu des quelques centaines de collaborateurs qu'il avait groupés autour de lui en Belgique, c'était maintenant

quatorze millions de maîtresses de maison qui lui obéissaient, comme si ses recommandations étaient des ordres. Son nom donna naissance à un mot nouveau, le verbe *hooveriser* par lequel le langage a exprimé ses talents d'organisateur. Le service incomparable qu'il a rendu est d'avoir donné confiance au peuple. Il fit appel à son patriotisme et son appel fut entendu. Les cœurs prenaient part à la lutte et les aides volontaires qu'il reçut lui valurent des résultats beaucoup plus efficaces que ceux qu'il aurait pu attendre d'une lente bureaucratie. Les producteurs et les grands marchands de produits alimentaires lui vinrent en aide dans sa tâche géante, qui consistait à discipliner l'appétit d'un continent. C'est lui-même qui a dit : « Quatre-vingt-quinze pour cent des commerçants américains m'offrirent une aide cordiale. » Les rares délinquants étaient punis d'une amende qui était versée à la caisse de la Croix-Rouge.

Dans les jours troubles de janvier 1918, alors que la récolte de blé de l'été précédent était épuisée et que les Alliés manquaient de céréales et de graisses, lord Rhondda, contrôleur des vivres pour l'Angleterre, poussé par une impérieuse nécessité, télégraphia à M. Hoover que, s'il ne recevait pas 75 millions de boisseaux supplémentaires de blé, il ne pouvait pas répondre que ses concitoyens eussent assez de vivres pour tenir jusqu'à la fin de la guerre. M Hoover eut recours au journalisme et aux affiches pour impressionner le public et lui faire comprendre que « les vivres gagneront la guerre ». On invita églises, collèges, écoles, restaurants à inaugurer des « jours sans viande et sans pain de blé ». On contraignit les fermiers à semer davantage. On lutta contre le gaspillage. On envoya sur le Pacifique des voiliers qui ne pouvaient servir à rien sur l'Atlantique à cause des sous-marins, et on leur fit importer du blé d'Australie par la côte ouest, ce qui accrut les réserves des Alliés. Au prix d'un effort surhumain, en obligeant les familles américaines à des restrictions, M. Hoover put, en dépit d'une mauvaise récolte, envoyer aux Alliés dix millions de boisseaux de plus qu'ils n'avaient demandé, afin de surmonter la crise. Aussi bien, il n'y avait plus de famine à craindre : plus de cinq millions d'arpents supplémentaires avaient été ensemencés. L'Europe n'a jamais compris que, pour une grande part, le mécontentement constaté, ces dernières

années, chez les fermiers américains, et qui subsiste encore aujourd'hui, a pour origine l'effort énorme qu'ils ont fourni pendant la guerre, pour venir en aide aux Alliés.

L'Europe centrale, au moment de l'armistice, était sur le point de mourir de faim. On sait assez que la famine est l'avant-courrière de l'anarchie. L'œuvre de M. Hoover fut, pour beaucoup de pays, la meilleure sauvegarde contre le bolchévisme. Les vivres firent plus que la force, et aucun ministère ne fut jamais plus puissant que cette petite maison de la rue de Lubeck, à Paris, où M. Hoover établit son quartier général et d'où il donnait, avec bonne humeur, des ordres qui auraient déconcerté toute une bureaucratie par leur absence totale de régularité administrative. Il lui fallut improviser des solutions, envisager les situations les plus diverses et mettre en mouvement un appareil complet d'organisation moderne au moyen duquel fonctionnaient alors les secours. Un homme de moins grande envergure, ou simplement un homme plus imbu que lui des traditions bureaucratiques, aurait souvent hésité, demandé conseil ou ajourné l'application de mesures qui, pour être efficaces, devaient jouer immédiatement. Quand le premier ministre d'Arménie lui envoya sa démission, M. Hoover, par un télégramme humoristique, refusa de l'accepter. A Budapest, quand, après la chute de Bela Kun, l'archiduc Joseph s'empara du trône à la barbe des Alliés, le capitaine Gregory, représentant de Hoover, le força à se retirer par la simple menace de supprimer les approvisionnements; il annonça son succès à son patron en lui télégraphiant ces quelques mots : « L'archie (1) a sauté le cerceau ce soir à huit heures. »

Ainsi, au lendemain de la guerre, M. Hoover créait de toutes pièces une politique nouvelle, reposant non plus sur la force armée ni sur les négociations diplomatiques, mais sur les transports et sur les vivres. Son admirable activité attestait la résolution d'un homme appliqué à réparer de toutes ses forces et de tout son pouvoir les pertes résultant de la guerre, et à subvenir aux besoins d'enfants à qui il voulait épargner de souffrir des péchés de la génération qui les avait précédés et dont ils étaient innocents. Peu de spectacles le touchèrent plus

(1) Le capitaine Gregory fait ici un jeu de mot : Archie est un diminutif mi humoristique. Il l'emploie ici comme abréviation d'archiduc.

que la procession des 100 000 écoliers de Varsovie, qui défilèrent à l'occasion de sa visite.

*APRÈS LA GUERRE*

Après le retour de M. Hoover aux États-Unis, quelques-uns de ses amis firent, inconsidérément, campagne pour le faire nommer candidat à la présidence. L'heure n'était pas venue : le choix du parti républicain se porta sur le sénateur Harding. Ce dernier, avec une grande sagesse, offrit la place de secrétaire du Commerce à M. Hoover, qui l'a occupée pendant les sept dernières années. C'était la première fois qu'une situation officielle lui était dévolue : le poste où la guerre l'avait placé était un poste extraordinaire et temporaire. Jusque-là, son activité s'était exercée en dehors de toute organisation autre que celles créées par lui. Il n'avait aucune idée des chinoiseries de bureau et ne s'entendait pas à classer, comme il observa avec humour, « les ours noirs, les ours blancs et les ours bruns dans des départements distincts ».

Il ne se contenta pas d'être secrétaire du Commerce : l'aide qu'il était toujours prêt à apporter à ses collègues lui valut l'appellation de sous-secrétaire de tous les autres départements. Le président Coolidge le consultait en toute occasion. Un désastre survenait-il, c'était à lui qu'on demandait de diriger les secours. En 1922, au moment de la famine en Russie, il fut nommé directeur des secours qui empêchèrent quinze millions d'individus de mourir de faim. Il était décidément le « spécialiste des calamités ».

Une anecdote le montre à l'œuvre, illustre sa méthode. C'était lors des premières réunions de la Commission de la Rivière Colorado, qu'il présidait. Il s'agissait de régler l'emploi des eaux de cette rivière qui intéresse sept États. Les représentants de ces sept États ne s'entendaient pas; chacun maintenait son point de vue, et il semblait impossible d'arriver à un accord. M. Hoover qui, pour lui, ne connaît pas la fatigue, fit exprès de réunir la conférence pendant plusieurs jours consécutifs et de faire durer les séances des douze et des quatorze heures d'affilée. Au début, chacun se déclarait irréductible; mais peu à peu, la fatigue produisant son effet, inconsciemment les représentants commencèrent à se montrer moins intran-

sigeants. C'est le moment que choisit le président pour formuler des propositions de compromis. Au bout de quinze jours, tous les membres signèrent un accord, sans se douter par quelle habile méthode le président avait réussi à les y amener.

Lors de la dernière inondation du Mississipi, il créa quatre-vingt-onze comités locaux dont chacun avait pour tâche de procurer à quelques milliers de réfugiés les vivres, le logement, les soins médicaux et tous les secours immédiats. Dans son rapport, M. Hoover rend hommage à ces comités dont un seul échoua dans sa tâche. Il n'oublie qu'une chose : c'est de dire quelle a été sa propre tâche : recruter les comités, diriger sur les lieux ses escadrilles d'avions et sa flotte de bateaux, installer des camps où les soins de la Croix-Rouge sauvèrent des épidémies les deux tiers d'un million de sinistrés.

M. Hoover considère le gouvernement, non comme une organisation impersonnelle, mais comme un organisme vivant, humain. Son système est d'obliger chacun à prendre des initiatives et des responsabilités, et ainsi à se rendre singulièrement plus utile. Sa maxime est qu'il faut toujours centraliser les idées et décentraliser leurs applications. Il a réclamé la coopération des entreprises privées, a mené une campagne pour supprimer le gaspillage dans les usines et réaliser l'entente entre producteurs, marchands et consommateurs. Il a trouvé le moyen d'utiliser des matériaux jadis dédaignés, établi des degrés de standardisation simplifiée et perfectionné les méthodes du commerce. Pour faire baisser le prix de la vie en Amérique, sans pour cela abaisser les salaires, il persuada aux producteurs de limiter le plus possible la variété de leur production et d'éviter des dépenses en ne produisant pas de marchandises inutiles. C'est ainsi qu'il a réussi à faire réduire le nombre des variétés de briques de soixante-six à quatre, et de celui des chaudières de cent trente à treize, et par là il a notablement amélioré l'exportation américaine. Naguère, le commerce allemand a remporté de brillants succès en étudiant les besoins locaux des marchés étrangers et en adaptant ses produits au goût des divers pays. Hoover conseilla aux exportateurs de limiter leur production à un petit nombre de types bien définis qui tenteraient le public tant par leur perfection que par un bon marché rendu possible par la production en masse. Le succès de l'automobile américaine atteste que c'était la bonne méthode.

Énorme est le contraste entre le Hoover, grand réalisateur, organisateur qui, devant les plus graves problèmes, pense en grand technicien et en grand ingénieur,— et l'homme privé, si simple dans sa manière d'être et de parler, enjoué dans ses propos, et par-dessus tout plein de bonté, le plus dévoué, le meilleur ami du monde sous un aspect bourru et malgré une humeur parfois mélancolique. Depuis Roosevelt, aucun homme public n'a eu plus de fidèles et enthousiastes partisans aux États-Unis. Peut-être lui manque-t-il la cordialité exubérante et la chaleur de Roosevelt. Une réserve d'attitude, une apparence de froideur dissimulent sa timidité et protègent sa sensibilité naturelle, bien que, dans la conversation familière, personne ne cause avec plus d'aisance et ne soit un interlocuteur plus intéressant et plus persuasif. Aucun homme d'État du monde ne peut se vanter de rivaliser avec lui pour l'étendue de l'expérience, aucun ne peut s'enorgueillir de plus grands résultats, et, avec tout cela, personne n'est plus simple. Il incarne beaucoup des meilleures vertus de l'Américain et en particulier de l'Américain de l'Ouest. Il aime la confiance, l'audace, le courage et les larges vues. Américain, il l'est encore par sa conception de l'égalité. L'égalité, pour lui, n'est pas une formule mécanique applicable à n'importe qui, sans égard à ses titres et à ses qualités, mais une égalité de chances donnée à tout le monde pour s'élever aux fonctions les plus hautes par le mérite personnel.

Voici un passage d'un discours qu'il prononçait en 1920, comme président de l'Institut américain des mines, qui nous renseigne sur sa conception de la vie : « Aucun individu, dit-il, ne doit être empêché par aucune circonstance de s'assurer dans la société la place, ou, si vous voulez, la niche à laquelle il a droit par ses aptitudes et par son caractère. Une telle conception est la négation de l'idée de classe. Les qualités d'ailleurs ne sont pas égales chez tous les hommes; mais une société qui se fonde sur un mouvement continuel des individus dans la communauté, sur cette base des aptitudes et du caractère, est une masse d'humanité en mouvement, ce n'est pas une stratification de classe. Son moteur, c'est l'initiative individuelle. Son aiguillon,

c'est la concurrence. Sa sauvegarde, c'est l'éducation. Son meilleur Mentor, c'est la liberté de la parole et l'organisation volontaire en vue du bien public. Son expression dans les lois est le sens commun et la volonté commune de la majorité. L'essence de notre démocratie, c'est que le progrès de la masse doit naître du progrès de l'individu. Ce principe interdit dans la communauté la présence de quiconque lui refuse la pleine mesure de ses forces et de ses services. »

A retenir cette définition qu'il a donné de la sagesse : savoir ce qu'il faut faire tout de suite, plutôt que discuter sur ce qu'on pourrait faire de mieux. M. Hoover n'a presque jamais écrit que sur des sujets techniques. Il a traduit avec Mrs Hoover le fameux petit traité latin sur les mines composé au XVI^e^ siècle et attribué à Agricola. Même il lui arriva de consacrer une étude aux mathématiques chinoises. Ce qui l'intéresse, ce sont les réalités et les cas concrets ; ses conseils et ses jugements ont toujours un caractère pratique. Il fuit comme la peste les généralités vagues et les platitudes prétentieuses qui sont le lieu commun de la phraséologie politique dans tous les pays du monde. Ses vues sur le gouvernement ont été celles de l'individualisme intelligent et libéral qui caractérise l'Américain de l'Ouest, lequel sait n'avoir à compter que sur lui. Sa conception de l'État, c'est que l'État doit s'appliquer à encourager la science, à multiplier les chances et les occasions pour tout le monde et ne se charger lui-même que des entreprises qui dépassent l'initiative de l'individu ou des groupes. Le devoir de l'État est d'empêcher la majorité d'être opprimée par une minorité, mais aussi de se mêler le moins possible de leurs affaires. Ces idées, dira-t-on, ne sont pas nouvelles ; mais l'originalité de M. Hoover lui vient bien plus de ses méthodes que de ses idées. C'est le premier ingénieur qui ait su appliquer aux choses humaines les lois de la conservation de l'énergie. Le cardinal Mercier a dit de lui qu'il était un des rares vivants dont l'imagination fût capable d'embrasser l'ensemble des phénomènes et qui, une fois le but aperçu, fût en mesure de construire et de diriger la machine nécessaire pour l'atteindre.

En traçant le portrait d'un homme public, on court toujours le danger de tomber dans les définitions faciles des étiquettes électorales et de se contenter d'une phraséologie sonore mais vide. M. Hoover se prête mal à ce genre de portraits. Ce n'est

pas un politicien. Depuis qu'il est entré dans la vie politique, il a pu lui arriver plus d'une fois d'avoir à regretter son manque d'expérience et d'entraînement spécial; mais s'il les possédait, il ne serait plus Hoover. Il est, certes, le grand ingénieur, l'habile artisan qui s'est acquitté des plus grandes tâches et a rendu les plus beaux services, cela d'une manière aussi impersonnelle qu'un chirurgien conduit une opération. Mais il est bien autre chose : une grande énergie qui veut se garder utile et bienfaisante. Beaucoup d'autres avant lui avaient été de grands ingénieurs; d'autres avaient montré des qualités de chef et des dons de parole ou une faculté d'émouvoir les foules bien supérieurs aux siens; mais combien de politiques ne se sont-ils pas vus arrêtés au moment où, au lieu de parler, il eût fallu agir? Combien en est-il qui ne se sont pas contentés de faire passer une bonne loi, satisfaits d'un petit succès parlementaire, et sans se rendre compte que si le vote d'une loi rend possible une amélioration, il ne suffit pas à la réaliser?

D'après la vie de M. Hoover, on peut conclure qu'une fois au pouvoir, il ne se bornera pas à s'intéresser au côté purement légal de la législation, mais que son attention se portera surtout sur les résultats réels. Il ne s'occupera guère de donner l'illusion d'avoir fait de grandes choses, mais il travaillera sérieusement à en faire de plus grandes. Cet homme d'action est trop simple, trop droit pour s'en tenir à la parole. Il souffrira impatiemment les méthodes indirectes et les compromis que l'on prend trop souvent pour de la politique. Il s'est montré un constructeur, une sorte de grand architecte humain qui a su apporter à sa tâche des qualités entraînantes et des vertus qui inspiraient le dévouement autour de lui. Il a sauvé beaucoup de vies humaines. Il a enrichi tous les domaines auxquels s'est appliquée son activité et le voilà aujourd'hui, à l'âge mûr et en pleine force, debout au seuil de la première magistrature du monde.

VERAX.

# POUR
# LA MAISON DE L'EMPEREUR
## A SAINTE-HÉLÈNE

### LA MAISON, TELLE QUE L'EMPEREUR L'A HABITÉE

Un séjour de deux semaines à Sainte-Hélène nous ayant fourni l'occasion, heureuse autant que rare pour un Français, d'étudier très en détail la maison habitée pendant cinq ans et demi par l'Empereur à Longwood, nous espérons intéresser le lecteur en lui rendant compte de ce que nous avons vu, sans insister outre mesure sur nos impressions personnelles. Mais avant de dire ce qu'est à l'heure actuelle cette demeure, plus visitée par l'étranger que par nos compatriotes, il paraît utile de rappeler d'abord ce qu'elle a été du temps de l'Empereur et d'exposer ce qu'elle est devenue depuis sa mort jusqu'à nos jours.

Misérable construction, bâtie pour une autre destination, aménagée à la hâte, agrandie provisoirement, à peine entretenue avec des matériaux de mauvaise qualité, employée à des usages variés, exposée sur un plateau élevé aux intempéries d'un climat très variable, avec des pluies et des bruines incessantes, sous la morsure de vents continuels contre lesquels rien ne la protège, il est surprenant de la trouver encore debout.

En 1753, Dunbar, gouverneur de l'île, s'imagina qu'avec un peu de travail le plateau de Longwood, à plus de 500 mètres

*Copyright by* Ernest d'Hauterive, 1928.

au-dessus du niveau de la mer, serait d'autant plus fertile que les pluies fréquentes semblaient combattre la sécheresse toujours si redoutée dans les pays tropicaux. A son instigation, on sema donc du blé, de l'avoine, de l'orge. Les premiers résultats s'annoncèrent si satisfaisants que, sans attendre la moisson, le gouverneur enthousiasmé ordonna de construire une grange pour recevoir la future récolte. Il fallut, hélas! déchanter. Soit par suite de la mauvaise qualité du sol, soit plutôt à cause du climat tantôt trop sec, tantôt trop humide, et surtout des vents incessants, ces terribles vents alizés qui soufflent sans discontinuer du sud-est, le grain ne vint pas à maturité : on dut reconnaître que le plateau est impropre à la culture des céréales.

Pour utiliser la grange, on la transforma en maison d'habitation, dans laquelle le sous-gouverneur de l'île pourrait venir passer à la campagne trois ou quatre mois de l'année, à l'époque où les pluies sont moins fréquentes, les vents moins âpres, les brouillards moins pénétrants, la température plus agréable, sur cette hauteur que dans la vallée au fond de laquelle s'aligne la petite ville de Jamestown.

Le bâtiment, construit d'une façon assez sommaire, comme il était suffisant pour une grange, sans sous-sol, presque à même la terre, consistait alors en un long rectangle, orienté sensiblement de l'est à l'ouest, avec une pièce en saillie au centre, du côté du nord. Au rez-de-chaussée, cinq chambres sans symétrie, avec des dégagements, disposées les unes après les autres, selon les besoins des occupants. Au-dessus, un grenier peu élevé. En dessous, pas de cave. A côté, successivement, on avait ajouté quelques appendices sans ordre.

Au mois d'octobre 1815, à l'arrivée de Napoléon à Sainte-Hélène, cette maison était habitée par la famille du sous-gouverneur Skelton. L'amiral Cockburn, commandant l'escadre qui amenait le proscrit avec la charge d'assurer son logement dans l'île, jeta son dévolu sur elle, comme étant la mieux disposée pour assurer la garde du prisonnier. Hanté par l'idée d'éviter toute évasion, il la vit éloignée de la mer, à laquelle on ne pouvait accéder que par des sentiers abrupts, et perchée sur un plateau facile à surveiller, que l'on abordait uniquement par un passage étroit, le long d'un ravin infranchissable. Enfin, à la même hauteur, à une faible distance,

sur ce terrain entièrement dénudé, il serait facile d'installer un camp pour la garnison, qui aurait ainsi le captif sous les yeux. Devant ces garanties de sécurité disparaissaient toutes les autres considérations de confort, d'agrément, de salubrité. Du moment que les barreaux étaient solides, la geôle était bonne.

Dans la matinée du 17 octobre, le lendemain de son débarquement, Napoléon s'y rendit à cheval, en compagnie de l'amiral et du grand-maréchal Bertrand. Heureux de mettre le pied à terre après une navigation de trois mois, désireux surtout pour le moment d'échapper à la curiosité publique qui, la veille, l'avait importuné à Jamestown, il apprécia l'avantage de la solitude, sans se rendre compte tout d'abord, dans cette inspection rapide, des inconvénients dont devait tant le faire souffrir un séjour prolongé. On était d'ailleurs à la belle saison et les Skelton, avec qui il accepta de déjeuner, ne purent lui donner des renseignements que sur le climat des mois d'été, certainement plus agréable que celui de la ville. Ils ignoraient ce qu'étaient les mauvais mois, n'ayant pas jusque là songé à habiter le plateau pendant toute l'année.

Les bâtiments existants étaient notoirement insuffisants pour loger l'Empereur, ses compagnons, les serviteurs. On convint donc de les compléter à la hâte et d'édifier des annexes qui donneraient plus de confort avec plus de place. Pendant le temps que dureraient les travaux, c'est-à-dire pendant près de deux mois, l'Empereur devait camper au-dessus de Jamestown, dans le microscopique pavillon des Briars, où, du moins, il trouverait de la verdure, de la fraîcheur, des ombrages et l'accueil empressé des habitants de la maison voisine, les Balcombe, avec le sourire et les espièglerie d'une gamine, la jeune Betsy.

L'amiral, c'est une justice à lui rendre, s'employa de son mieux à la mise en état de Longwood. Il réquisitionna tous les ouvriers de l'île, leur adjoignit ceux de l'escadre, organisa de nombreuses équipes de marins et de travailleurs, chargés de porter de Jamestown au plateau, au milieu de mille difficultés, tout le matériel nécessaire. Du matin au soir, il dirigeait lui-même les travaux, à la grande stupéfaction des indigènes indolents, peu habitués à pareille activité. En même temps, en attendant que l'on en reçût un autre d'Angleterre, on faisait acheter ou confectionner dans l'île le mobilier, à un prix sou-

vent fort élevé, quoique les meilleurs de ces meubles fussent généralement de qualité bien ordinaire.

Le dimanche 10 décembre 1815, l'Empereur prit possession de sa nouvelle demeure.

Perpendiculairement au centre de la bicoque primitive, et dans la direction du nord, existait, avons-nous dit, une pièce en saillie. On venait d'avancer le perron de trois marches qui donnait accès à son extrémité, et comme le terrain était légèrement en pente, on avait ajouté deux autres marches, pour atteindre le sol de la véranda, de 1 m. 50 de large, par laquelle on passait maintenant pour entrer dans la maison. On pénétrait alors dans une pièce nouvelle, en pans de bois, reposant sur des soubassements en maçonnerie. Haute de 3 m. 60, cette pièce, de 8 mètres sur 5 m. 40, était la plus grande de la maison. Successivement dénommée parloir, billard, salon d'attente, c'était en réalité une sorte d'antichambre, dans laquelle se tenaient souvent les compagnons de l'Empereur et où on introduisait les personnes qui attendaient une audience. Très chaude quand le soleil donnait dessus, par suite du peu d'épaisseur de ses parois, elle protégeait assez mal contre la fraîcheur des jours humides. Telle quelle, elle rendit cependant de grands services, en raison de ses dimensions moins restreintes que celles des autres pièces. Peinte en vert clair, avec un filet noir comme encadrement, elle était égayée par ses deux fenêtres à l'est, à droite et à gauche de la cheminée, et ses trois fenêtres au couchant. Disons, une fois pour toutes, que toutes les fenêtres de Longwood étaient à guillotine, comme on en trouve si couramment en Angleterre, et qu'elles étaient toutes munies extérieurement de persiennes à lamelles. Faisons remarquer aussi que, puisque l'on se trouve dans l'hémisphère austral, le soleil, à midi, se présente au nord et non au sud.

Le salon, dans lequel on entrait ensuite, avait 7 m. 40 sur 4 m. 60 et était légèrement moins élevé que le salon d'attente. Au milieu du panneau de gauche, une cheminée, dans laquelle bien souvent on dut allumer du feu pour combattre l'humidité plus que le froid. Sur le panneau de droite, deux fenêtres donnant à l'ouest. Comme tenture, un papier à fond jaune parsemé de fleurs vertes en forme d'étoiles.

La porte du salon, en face de celle par laquelle on était venu du salon d'attente, donnait sur une pièce assez obscure,

de 6 m. 70 sur 4 m. 50. Comme les suivantes, elle avait 3 m. 10 de hauteur. Elle était éclairée uniquement par une porte-fenêtre, placée sur le côté gauche en entrant et donnant, au nord, sur un petit jardin. Une cheminée faisait face à la porte du salon. Destinée d'abord à former la bibliothèque, elle devint par la suite la salle à manger. Un papier à fleurs d'or sur fond rouge la tapissait. Si, de la salle à manger, on tournait à gauche, on trouvait une chambre, d'environ 6 mètres sur 4 m. 60, dont les murs étaient peints à l'huile en vert ; deux fenêtres l'éclairaient, face au nord. Après avoir servi de logement au ménage Montholon, qui utilisait également deux réduits avec lesquels elle communiquait, elle devint par la suite une bibliothèque et l'on condamna alors la porte d'un des réduits.

Si, revenant dans la salle à manger, on tournait à droite, on entrait dans le cabinet de travail de l'Empereur et, de là, dans sa chambre à coucher. Le premier, 4 m. 57 sur 4 m. 50, était éclairé par une fenêtre et par une porte-fenêtre, ouvrant également au nord sur un petit perron de trois marches, par lequel on descendait dans un jardinet, à l'angle du mur du salon. Pas de cheminée. La chambre, 4 m. 52 sur 4 m. 34, avait deux fenêtres au nord. Sur le panneau ouest, face à la porte, une cheminée légèrement en saillie. Ces deux pièces étaient d'abord tapissées de nankin, tendu sur des baguettes de bois. Pendant la captivité, les serviteurs de l'Empereur, trouvant l'étoffe en mauvais état, la remplacèrent par de la mousseline blanche montée sur des cordons, qui retombait en formant des plis. Pour que les murs fussent constamment propres, ils établirent en double cette tenture de mousseline, qu'ils pouvaient ainsi changer et laver.

Du côté opposé aux fenêtres, une cloison séparait la chambre et le cabinet de travail d'un couloir de 2 m. 60 de large, dans une extrémité duquel on pénétrait par une porte donnant dans la chambre à coucher. On le partagea en deux. La partie la plus éloignée servit d'antichambre et on transforma la portion donnant contre la chambre en une salle de bain, de 4 m. 66 de longueur. L'Empereur, on le sait, avait l'habitude de prendre des bains très fréquents et souvent très prolongés. Depuis son arrivée à Sainte-Hélène et pendant son séjour aux Briars, il avait beaucoup souffert d'en être privé. On ne pouvait songer à trouver une baignoire dans l'île. L'amiral Cockburn en fit

fabriquer une par les menuisiers du *Northumberland*, à l'aide d'une caisse dont on tapissa l'intérieur en zinc, et on l'installa dans ce réduit.

Du côté opposé au bâtiment récemment construit, s'ouvrait une cour intérieure, non pavée, généralement sale et boueuse, dans laquelle donnaient quelques locaux pour le service : office, cellier, garde-manger ou lavoir. A l'extrémité sud-est de cette courette un petit bâtiment à un étage, dit de l'Argenterie. A l'autre extrémité, au sud-ouest par conséquent, un second bâtiment, également surmonté d'un étage. C'était la cuisine. Adossé contre le mur dans lequel passait la cheminée, un réduit avait servi de chambre au domestique des Skelton. Las Cases s'y installa au début, avec son fils, qui grimpait par une trappe, à l'aide d'une échelle de vaisseau, dans le grenier placé au-dessus.

Plus tard, entre ce bâtiment de la cuisine et le mur de la salle de bain, sans l'adosser ni à l'un ni à l'autre, les serviteurs construisirent eux-mêmes une pièce, aux parois légères, dans laquelle ils installèrent le billard qui était auparavant dans le salon d'attente et dont l'Empereur, qui s'en servait rarement, leur avait fait présent.

Ces serviteurs, Marchand, Saint-Denis dit Ali, Noverraz, Santini, d'autres encore, s'empilèrent au-dessus du logement de l'Empereur, dans un grenier bas, auquel on accédait par un escalier des plus raides, placé derrière le mur de la salle à manger. A l'aide de planches, on avait constitué, sous la pente même du toit, six cellules ouvrant sur un corridor non plafonné. Elles s'éclairaient par des châssis à tabatière, sauf aux deux extrémités du bâtiment, où les chambrettes avaient chacune une fenêtre ouvrant dans le pignon. On ne pouvait se tenir debout partout.

Le ménage Bertrand et ses enfants habitèrent d'abord à deux kilomètres de là, dans une maison assez misérable, appelée Huts'Gate. Le 20 octobre 1816, ils se rapprochèrent et s'installèrent, à 100 mètres à peine de la maison de l'Empereur, dans un cottage généralement appelé « ferme de Longwood ».

L'autre compagnon de l'Empereur, Gourgaud, ainsi que le médecin O'Meara et l'officier anglais de service, campèrent sous la tente, en attendant que fussent terminés les logements qu'on leur construisait sur la face sud de la maison, et par

conséquent du côté opposé aux appartements de l'Empereur. Là on édifia, à la hâte, trois séries de bâtisses. La première, appuyée au mur sud du bâtiment de l'Argenterie et de la cour intérieure, se composait de cinq petites pièces, de 4 mètres chacune sur environ 3 mètres, avec des murs en torchis d'un pied d'épaisseur, un toit formé de planches recouvertes de papier goudronné et un plancher posé à même sur le sol. Las Cases eut la jouissance de trois de ces réduits. Un autre échut à Gourgaud, à qui l'on donna aussi une chambre dans une des deux autres bâtisses. Ces deux dernières, appuyées au mur de la cuisine et s'étendant vers le sud sur une longueur de 28 mètres, se composaient uniquement d'un rez-de-chaussée. Les pièces étaient plus grandes. Elles furent occupées par Gourgaud, Montholon, O'Meara et l'officier de service.

Le tout était de très médiocre qualité. On jugeait que c'était suffisant, car on considérait comme provisoire l'habitation de l'Empereur et de sa suite à Longwood.

En même temps, en effet, que l'on procédait à ces aménagements, n'avait-on pas déjà projeté d'élever la nouvelle maison dénommée *Longwood New House*, par opposition avec l'ancienne *Longwood Old House*, qu'elle était appelée à remplacer. Cet édifice, aux dimensions suffisantes, pour lequel on faisait venir des matériaux d'Angleterre, devait être achevé quelques semaines seulement avant la mort de l'Empereur, qui s'en désintéressait et ne l'habita jamais.

De petits jardins étaient tracés autour de la maison. Deux d'entre eux encadraient le bâtiment construit perpendiculairement à la maison primitive. Une tonnelle, sous laquelle l'Empereur aimait à se tenir, bordait celui qui était à l'est. Un troisième s'étendait plus loin, vers l'ouest. Spécialement pendant les dernières années, l'Empereur, de moins en moins tenté par les promenades, se consacra au jardinage et, pour occuper son entourage beaucoup plus qu'en vue des résultats matériels à en tirer, mit la pelle et la bêche aux mains de chacun, en prêchant lui-même d'exemple. Il entreprit ainsi des travaux relativement considérables, dessinant des allées, les abritant par des talus élevés, allant jusqu'à faire transporter, à grands frais, à l'aide d'un personnel nombreux, des arbres qui, au début, parurent vouloir reprendre racine et d'où il attendait l'ombre dont l'absence le faisait tant souffrir.

Un petit réservoir lui permit de créer de minuscules bassins, avec des ruisselets et même un petit jet d'eau, véritables jouets d'enfant dans lesquels l'eau seule manquait le plus souvent.

Ajoutons enfin qu'à une petite distance de la maison s'élevaient les écuries et les remises.

Du côté de l'est, avaient poussé quelques arbres, tout couchés par le vent, de malheureux chênes, des pins et des gommiers : ces derniers, aux troncs généralement tordus, aux branches tourmentées, promettent de loin un ombrage qui, de près, n'existe pour ainsi dire pas sous leur feuillage allongé. Tout misérable qu'il était, ce petit bois offrait un semblant d'abri sous lequel l'Empereur, à défaut de mieux, se rendait, quand il en avait assez de circuler dans ses jardinets, où il ne pouvait faire 50 mètres sans être obligé de revenir sur ses pas.

Ailleurs, c'était le désert. De loin en loin un pin rabougri, ou un gommier tordu. Partout cette petite herbe courte, à peine suffisante pour nourrir quelques maigres animaux. Toujours enfin ce vent du sud-est qui ne cesse de souffler et dont les rafales continuelles entraînent nuages, brouillards et pluies.

Des limites de douze milles de circonférence, soit environ une vingtaine de kilomètres, avaient été fixées, dans l'intérieur desquelles l'Empereur pouvait se promener à cheval ou en voiture, à sa guise, mais qu'il lui était interdit de franchir sans être accompagné par un officier anglais; il préféra renoncer à les dépasser plutôt que de subir cette gêne humiliante. A tourner ainsi en rond, à faire du manège, comme il disait, il se dégoûta des sorties et passa souvent plusieurs journées de suite sans quitter ses appartements, dût sa santé s'en ressentir gravement.

Ce qui le retenait aussi souvent à la maison et l'empêchait même de se promener dans le jardin, c'était le mauvais temps. Sur ce plateau élevé de Longwood, il pleut plus fréquemment que dans le bas. En outre, les vents y soufflent d'une manière incessante, poussant brouillards et bruines contre lesquels rien ne défend, de même que rien ne protège contre le soleil souvent cuisant. D'autres parties de l'île sont certainement moins exposées aux intempéries et plus agréables à habiter. Dans certaines vallées, on jouit d'une belle végétation, qui contraste avec le désert de Longwood, surtout à Plantation House, la belle et confortable habitation du gouverneur, où, à défaut de mieux, il eût été normal d'installer l'Empereur.

Mais d'autres considérations l'emportèrent sur celles des convenances et de l'humanité. La crainte d'une évasion, jointe au désir d'humilier un adversaire vaincu, cloua pour ses derniers jours dans une misérable demeure l'homme qui, pendant quinze ans, avait occupé successivement tous les palais de l'Europe. La honte de ces mesures mesquines devait retomber sur ceux qui s'y abaissèrent, tandis que la figure de la victime grandissait encore pour la postérité du haut de ce calvaire qu'on le condamnait à gravir.

### UNE HISTOIRE MOUVEMENTÉE (1821-1928)

Après la mort de l'Empereur et le départ de la petite colonie française, la Compagnie des Indes, véritable propriétaire de Sainte-Hélène, dont elle avait momentanément laissé l'administration à l'autorité britannique pendant la durée de la captivité, reprit la jouissance de ses droits. A la fin de juillet 1821, elle rentra en possession de la maison de Longwood, telle qu'elle se trouvait alors, et ajouta au domaine la maison nouvelle construite pour l'Empereur et non occupée par lui. Le mobilier fut dispersé. Les Français ne purent emporter que quelques objets, plus particulièrement choisis parmi ceux qui avaient servi à l'Empereur. Le reste fut vendu aux enchères. Hudson Lowe en acquit une partie. Les autres meubles restèrent dans l'île. Quelques-uns devaient être cédés aux Français, lors de l'exhumation de 1840.

La maison de l'Empereur fut dès lors affermée pour une exploitation agricole. Pendant trente-sept ans, elle devait conserver cette affectation, même après que le privilège de la Compagnie eut expiré et que le gouvernement anglais eut repris, en 1836, l'administration de l'île. C'est dire qu'elle fut outrageusement profanée.

Le salon où était mort l'Empereur devint un local pour moudre le grain. La chambre de l'Empereur, avec son cabinet de travail, sa salle de bain et sa petite antichambre, fut transformée en une écurie. Une partie des bâtiments, déjà mal entretenus du temps de la captivité, ne le furent plus du tout après et tombèrent en ruine. Les jardins furent saccagés. Sur la face ouest de la maison, on constitua une grande cour de ferme, à l'aide de hangars et d'appentis.

Rien ne put empêcher ce scandale, pas même la cupidité des fermiers, qui auraient eu intérêt à conserver les lieux intacts, car ils tiraient plus de profit des largesses des visiteurs que des produits de leur culture. Nombreux, en effet, étaient les voyageurs qui accomplissaient ce pèlerinage, les uns par curiosité, la plupart avec l'émotion du souvenir.

A cette époque, beaucoup de navires à voile et même à vapeur, spécialement ceux qui venaient des Indes ou du Cap, touchaient à Sainte-Hélène pour s'y ravitailler en eau et en vivres, et bien souvent les passagers mettaient comme condition à leur embarquement une escale à l'île désormais fameuse. A peine à terre, ils se précipitaient, en voiture, à cheval, à pied : ils venaient contempler la maison, d'où, suivant l'expression de Chateaubriand, peu suspect de fanatisme à l'égard de l'Empereur, s'était envolée vers Dieu la plus grande âme qui eût jamais animé un corps humain.

Ces bâtiments n'étaient pas seuls à les attirer. A deux kilomètres de là, avant d'atteindre Longwood, ils avaient passé par la vallée dans laquelle l'Empereur, quelques jours avant sa mort, avait demandé à être enterré, si les Puissances s'opposaient à ce que l'on ramenât son corps en France ou même en Corse. Là, près de la fontaine où, chaque matin, on venait puiser l'eau qu'il buvait, on avait creusé son tombeau.

De 1821 à 1840, un invalide anglais avait monté sa faction, auprès des saules ombrageant les trois grandes dalles qu'entourait une grille en fonte. Plus tard, quand on eut, en 1840, rapporté le corps en France, la vallée, connue désormais sous le nom de Vallée du Tombeau ou Val Napoléon, n'en fut pas moins visitée. Après l'exhumation, le factionnaire avait été retiré, la grille était restée brisée, la tombe grande ouverte. Une échelle de meunier avait été installée pour permettre de descendre au fond. Les voyageurs tenaient à emporter un souvenir de leur passage. Tandis que les uns remplissaient des bouteilles avec l'eau de la source de l'Empereur, ou dépouillaient de leurs rameaux les arbres des environs, dont les branches, disaient-ils, leur serviraient de talismans contre les tempêtes, d'autres avaient arraché jusqu'aux pierres qui revêtaient l'intérieur du tombeau. Des éboulements s'étaient produits. Maintenant, c'était la terre elle-même que l'on emportait par pleins sacs. Les habitants, pour qui ces visites constituaient

un important profit, renouvelaient cette terre, jetaient une nouvelle couche qui, à une nouvelle visite, disparaissait comme la précédente. Des troupeaux paissaient dans les environs ou suivaient un sentier passant à quelques pas de la tombe. C'était le pillage et la dévastation du tombeau comme plus loin la profanation de la maison.

Une fois sur le trône de France, Napoléon III s'émut des lettres qui signalaient ce déplorable état de choses. Il donna l'ordre de chercher les moyens de mettre fin à ce scandale. Après de longs pourparlers diplomatiques, l'Angleterre, tournant la loi qui interdit d'aliéner une partie de son domaine au profit d'une autre nation, consentit à vendre à la France la maison de Longwood, avec un hectare de terrain autour, et la Vallée du Tombeau, comprenant 13 hectares 38 ares. Il fallut indemniser le fermier qui exploitait Longwood et le propriétaire auquel appartenait la Vallée. Il en coûta au Trésor français 178 563 francs, qui furent payés par l'intermédiaire de la banque Rothschild, et, à partir du 7 mai 1858, date de la ratification de l'acte par la reine Victoria, ces deux propriétés devinrent biens français.

Napoléon III ordonna immédiatement au commandant de Rougemont, dont les services remontaient au premier Empire, de se rendre à Sainte-Hélène pour assurer la conservation des nouveaux domaines. Sur le rapport de cet officier, une mission fut chargée de procéder à la restauration des lieux. Composée de quelques soldats du génie, elle fut dirigée par le capitaine Masselin, de la même arme. Sa consigne était de rétablir les locaux aussi exactement que possible dans la disposition où ils se trouvaient pendant que l'Empereur les habitait.

Les bâtiments, avons-nous dit, étaient dans un désordre affreux. Des plafonds avaient été enlevés, des planchers supprimés, des fenêtres bouchées, d'autres ouvertes, des portes déplacées, des cloisons abattues, des cheminées détruites, des boiseries rongées par l'humidité, les rats ou les inscriptions des visiteurs. Grâce aux renseignements précieux recueillis du temps de l'Empereur, aux vestiges retrouvés sur les murs, à l'examen méticuleux de détails infimes, on put rétablir avec certitude la disposition intérieure telle qu'elle était primitivement.

Des fragments de papiers et de tentures permirent de faire

venir de France de quoi tapisser les murs avec une rigoureuse exactitude. En même temps, on expédiait de France deux cheminées, pour remplacer celles du salon et de la chambre à coucher qui avaient disparu. Grâce à quelques débris, on put reconstituer très exactement les croisées et la véranda. Tout, jusqu'au logement des domestiques dans le grenier, fut remis dans l'état primitif, si bien qu'après cette restauration, l'aspect des locaux était absolument celui de jadis. On peut affirmer que la maison était plus solide qu'elle n'avait jamais été. Les murs, en effet, avaient été consolidés, refaits même en partie, avec des matériaux de meilleure qualité, la toiture entièrement réparée. Dans la cour intérieure, on avait abattu complètement et édifié de nouveau deux bâtiments presque en ruine, celui de l'Argenterie et la cuisine. Mais on avait, en outre, pavé cette cour qui ne l'était pas jadis, et construit, du côté sud, un petit réduit supplémentaire. On avait trouvé d'autres bâtiments encore en plus mauvais état. C'étaient ceux qu'avaient habités Gourgaud, Las Cases, Montholon, O'Meara. On ne pouvait songer à les réparer. Il fallait les abattre et les reconstruire. C'était une grosse dépense. Masselin en référa à Paris, et, sur l'ordre du gouvernement, il en rasa simplement les débris.

D'un autre côté, il rasa aussi toute une série de hangars et d'appentis qui, élevés après la mort de l'Empereur, formaient une cour de ferme sur l'emplacement d'une partie des jardins.

Ces jardins, d'ailleurs, furent tracés de nouveau, d'après les plans qu'ils présentaient, quand l'Empereur s'y promenait ou en surveillait les transformations, la bêche à la main. Des graines furent envoyées de France pour ensemencer les plates-bandes. Remises et écuries ne furent pas relevées.

Tout en restaurant ainsi la maison de Longwood, Masselin s'occupait de la Vallée du Tombeau. Il commença par déblayer la tombe, puis remit en état les parois du caveau, dont les visiteurs avaient complètement détérioré la maçonnerie. Il en arracha toutefois lui-même une des pierres : ce fut pour la remettre solennellement au représentant des États-Unis, qui l'emporta à Washington, où elle devait être encastrée dans le monument construit avec des pierres provenant de tous les pays du monde. De nouveau le cénotaphe fut clos, recouvert d'une dalle, sans aucune inscription. Des barreaux identiquement pareils remplacèrent ceux que l'on avait brisés pour

l'exhumation, en 1840, et la grille fut ainsi rétablie. L'enceinte en bois, qui tombait en pourriture, fut remplacée. On releva sur tout son parcours le petit mur en pierres sèches qui bordait tout le terrain concédé à la France et on planta une haie. La maison qui, au fond du ravin, à cent mètres du tombeau, servait de logement au gardien, fut entièrement réparée.

Les travaux de la mission Masselin durèrent près de deux ans, en 1859 et 1860, et coûtèrent un peu plus de 200 000 francs, soit environ 1 200 000 francs de nos jours. Ils furent accomplis avec une conscience parfaite et la constante recherche de la vérité historique. Sans eux, Longwood et la tombe n'existeraient plus (1).

Depuis cette époque, surtout après le second Empire, la conservation des domaines français à Sainte-Hélène fut plus ou moins bien assurée par le modeste fonctionnaire qui porte le titre officiel de notre agent consulaire, sans que sa fonction lui crée d'autres obligations, car ce sont là les seuls intérêts français dans l'île.

Au commandant de Rougemont succédèrent le garde du génie Mareschal, qui avait fait partie de la mission Masselin, puis le caporal Morilleau. Ce dernier put s'installer, avec sa nombreuse famille, dans la maison nouvelle de Longwood, *Longwood New House*, à côté de celle de l'Empereur. Il y mourut en 1907, âgé de soixante-douze ans.

En 1885, il avait signalé le mauvais état des papiers de tenture. Pour les remplacer, on lui avait envoyé de France des papiers quelconques, de style vaguement Empire, sans aucun souci de ce qu'étaient les anciens.

Son successeur, M. Roger (1908-1917), procéda de même à un renouvellement des papiers, en 1911, ce qui n'empêcha pas la maison de présenter un aspect assez délabré. Les persiennes tombaient, les peintures étaient à refaire. Le conservateur se plaignait de ce mauvais état, que signalaient également les voyageurs.

En 1913, un littérateur, historien connu pour ses travaux

(1) Pour donner la note comique, citons la phrase par laquelle une publication réputée sérieuse, la *Grande Encyclopédie*, renseigne ses lecteurs sur le genre des travaux alors exécutés : « En 1857, la reine Victoria a fait cadeau de cette maison (Longwood) à Napoléon III et l'a *envoyée à Paris*. Une restitution fidèle de l'ancienne demeure a été faite à Sainte-Hélène. »

sur Sainte-Hélène, jeta un cri d'alarme. Dès le début de cette année, en des articles solidement documentés, M. Albéric Cahuet signala l'apparence misérable de la maison. Quelques mois après, une voix se joignit à la sienne, celle d'un journaliste italien, Cavicchioni, qui venait de passer un mois entier à Sainte-Hélène. M. Albéric Cahuet revint à la charge. Grâce à lui, grâce à d'autres interventions puissantes, l'opinion publique s'émut et l'écho de cette émotion se fit entendre au Parlement, où un député, M. Engerand, prit l'affaire en main et réclama un crédit supplémentaire de 20 000 francs, qui fut voté le 11 mars 1914, sur le rapport favorable de M. Marin, et s'ajouta aux 9000 francs déjà prévus au budget. A l'aide de ces ressources, dont le total formerait de nos jours plus de 150 000 francs, une restauration partielle eut lieu, de 1914 à 1916. Elle fut heureusement et consciencieusement exécutée, sans avoir à toucher au gros œuvre qui restait solide malgré les apparences.

En 1921, en vue des cérémonies projetées pour le centenaire de la mort de l'Empereur, on envoya de Paris un papier destiné à remplacer celui du salon : choisi sans grand souci de ce qu'avait été la tenture primitive, il ne rappelait que bien vaguement celle-ci. A la même époque, eurent lieu quelques travaux de peinture de peu d'importance.

Ajoutons que, sans parler des appointements du conservateur, qui est, avons-nous dit, en même temps notre agent consulaire, tous les ans figure au budget des Affaires étrangères une somme pour acquitter les dépenses d'entretien et de réparations courantes de Longwood et de la Vallée du Tombeau. En moyenne, ces dépenses s'élèvent actuellement à 125 livres sterling par an, soit environ 15 000 francs. Avant la guerre, la somme prévue au budget pour ce chapitre était de 3 000 francs, ce qui était sensiblement la même chose.

Sur cette somme, est payé le gardien chargé des jardins de Longwood et de la Vallée. Ce gardien, M. B. S. Legg, est le même depuis trente et un ans. Quoique de famille anglaise, il est originaire de l'île, d'où il n'est jamais sorti. Il a débuté à Longwood en 1899, sous les ordres de Morilleau : par lui, il a donc recueilli la tradition, telle que l'avait rétablie le capitaine Masselin.

### L'ÉTAT ACTUEL

Quand on arrive pour la première fois devant la maison de l'Empereur, on éprouve une émotion intense. On se sent saisi de respect. Instinctivement on se découvre. On dirait que l'on va le rencontrer. Devant ces chambres minuscules, dans ces jardinets en miniature, tout ce qu'on a lu sur ses souffrances morales et physiques pendant les cinq années et demie de sa captivité revient à la mémoire.

Il faut faire effort pour s'arracher à cette évocation. Lorsqu'on a retrouvé le calme nécessaire pour se livrer, sur les lieux mêmes, à l'étude qui a fait l'objet du voyage, et si alors on cherche à reconstituer la maison telle qu'elle se présentait il y a plus d'un siècle, on est d'abord désorienté. On retrouve bien une partie de ce qu'on attendait, on ne voit pas tout ce qu'on avait vu sur les anciens dessins.

Il manque, en effet, un corps de bâtiment, celui qui s'adossait au mur de la cuisine et prolongeait, sur cette face, la maison de 28 mètres. Il servait à loger les compagnons de l'Empereur. Il n'en reste pas trace. C'est ce qu'on n'a pas relevé en 1860.

L'aspect d'autrefois se trouve donc très sensiblement modifié par l'absence de ces locaux non reconstruits. C'est profondément regrettable.

Le reste, par bonheur, est bien identiquement pareil, à l'intérieur comme à l'extérieur, au Longwood de jadis.

Une première remarque s'impose : tous les bâtiments, au dehors et au dedans, sont en parfait état et bien entretenus. On le constate avec d'autant plus de plaisir qu'il y a peu de temps encore, comme on vient de le voir, il n'en était pas de même et que l'on pouvait craindre qu'avec les années les dégradations signalées précédemment ne se fussent augmentées. Cette situation est tout à l'honneur des conservateurs qui se sont succédé, et spécialement de celui qui, depuis huit ans, veille sur la propriété (1). Elle prouve la façon à la fois judicieuse et consciencieuse avec laquelle ont été dépensés les maigres crédits affectés à cet entretien Sans doute, il y a quelques

(1) Le conservateur actuel, M. Colin, exerce ses fonctions depuis 1920. Il était malheureusement en France pendant notre séjour à Sainte-Hélène, en sorte que nous avons eu le regret de ne pas le voir.

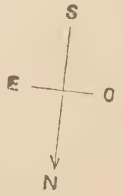
# LA MAISON DE L' EMPEREUR
## TELLE QU'IL L'HABITAIT

*Dressé en juin 1928, par M. Marcel Gogois, architecte, d'après le plan laissé par le capitaine du Génie Masselin*

PLAN N°1

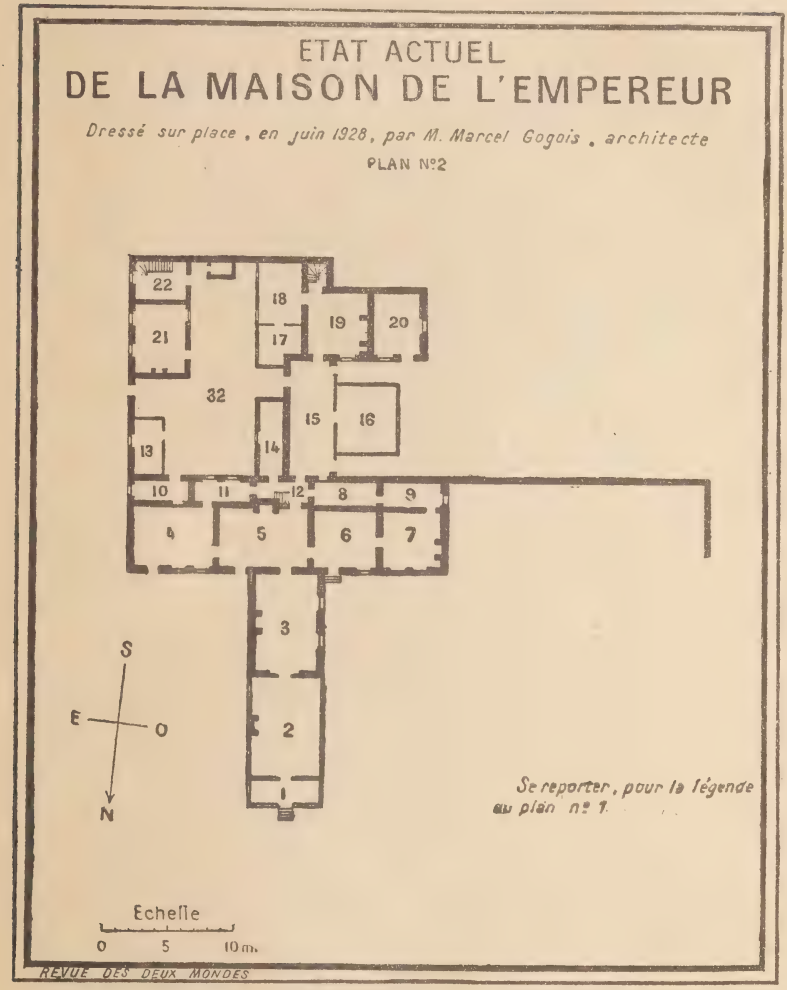
### Légende

1 *Véranda*
2 *Salon d'attente ou parloir*
3 *Salon (L'Empereur est mort entre les deux fenêtres)*
4 *Bibliothèque*
5 *Salle à manger*
6 *Cabinet de travail*
7 *Chambre à coucher*
8 *Antichambre*
9 *Salle de bains*
10 *Office*
11 *Office*
12 *Vestibule*
13 *Office*
14 *Cellier*
15 *Passage*
16 *Billard*
17 *Garde-manger*




Echelle
0 5 10 m.

18 *Lavoir*
19 *Cuisine*
20 *Lingerie*
21 *Argenterie*
22 *Réduit*
23 *Réduit*
24 } Las Cases
25 }
26 }
27 Gourgaud
28 Officier de service
29 Gourgaud
30 O'Méara
31 Montholon
32 *Cour intérieure*




petites réparations à faire : elles ne dépassent pas celles que l'on trouve dans toutes les habitations. Un léger effort budgétaire suffirait pour les accomplir.

Une seule entraînerait à quelques dépenses, pas bien élevées : le changement des papiers de tenture des appartements proprement dits de l'Empereur. Non pas qu'ils soient en mauvais état, mais parce qu'ils diffèrent trop sensiblement de ceux qui existaient du temps de la captivité. La chose est facile. On a les échantillons de ceux que le capitaine Masselin a remis

lors de la grande restauration de 1860 et qui sont la reproduction exacte des anciens. Il suffirait de les copier.

Entrons dans la maison. Toutes les pièces sont identiquement pareilles, à la tenture près, à ce qu'elles étaient du temps de l'Empereur. Nous ne les décrirons donc pas de nouveau. Nous n'en dirons qu'un mot.

Le salon d'attente est entièrement vide de meubles : un simple pupitre en bois, sur lequel un mauvais petit cahier sert aux visiteurs à inscrire leurs noms. On pourrait vraiment, soit dit en passant, faire les frais d'un véritable registre.

Dans le salon, également vide de meubles, entre les deux fenêtres, sur un pied carré en bois noir, un buste de l'Empereur, en marbre blanc, marque l'endroit exact où se trouvait, le 5 mai 1821, le petit lit de camp dans lequel expira l'Empereur. Sur un des panneaux, le papier à gros macarons, posé en 1921 pour le centenaire, a été soulevé et laisse apercevoir le papier jaune à fleurs vertes reconstitué par Masselin. De même, dans la pièce suivante, la salle à manger, on voit encore les traces du beau papier à fleurs d'or sur fond rouge qu'a remplacé la tenture actuelle.

La chambre à coucher et le cabinet de travail sont les pièces les plus impressionnantes, malgré leur horrible papier remplaçant le nankin ou la mousseline d'autrefois. On se dit que là, dans ces chambres de quatre mètres cinquante sur à peine la même longueur, l'Empereur a passé parfois jusqu'à cinq ou six jours sans en sortir. On se le représente les arpentant, soit qu'il s'absorbât dans sa rêverie, soit qu'il dictât ses précieuses notes à l'un de ses fidèles. On songe aux longues conversations qu'il tenait avec eux et qui se prolongeaient au salon. On le voit étendu à d'autres moments sur son lit ou sur son canapé encombré des livres trop rares et des journaux parvenus d'Europe. Le voilà dînant seul parfois sur son petit guéridon. Dans l'encadrement des petites fenêtres basses, c'est sa silhouette : son regard s'est porté de là sur le rocher de Flagstaff et vers le plateau de Deadwood, sur lequel campait le régiment chargé de le garder.

Si l'on pénètre à côté, dans le réduit qui servait de salle de bain, on songe que souvent il passait là jusqu'à trois heures de suite, travaillant dans son bain ou priant un de ses amis de lui faire la lecture... C'est toute son existence dans ce cadre res-

treint que l'on est tenté de reconstituer. Nulle part, peut-être, le passé ne s'évoque avec une intensité aussi poignante.

### DES MESURES QUI S'IMPOSENT

Et c'est pourquoi on reste stupéfait quand on constate qu'en temps ordinaire ces appartements de l'Empereur sont occupés par le conservateur ! Si nous avons pu les visiter tout à notre aise, y rêver pendant des heures, c'est parce que notre agent est en congé. S'il avait été à son poste, sans doute, par faveur spéciale, à titre de compatriote, il nous eût permis de circuler partout, mais, à l'exception du salon d'attente et du salon, nous eussions trouvé toutes les pièces remplies de son mobilier. Il habite la chambre, le cabinet de travail, la salle à manger, la bibliothèque, et prend son bain dans la salle de bain de l'Empereur ! C'est comme si le conservateur de Versailles habitait la chambre de Louis XIV. Il en résulte que d'habitude les visiteurs ne voient que le salon d'attente et le salon. Longwood n'est plus la maison de l'Empereur, c'est celle du conservateur.

Il est urgent de mettre fin à ce scandale.

En dehors, en effet, de la question de respect, une autre considération est à envisager. Il faut que les visiteurs se rendent bien compte des conditions misérables dans lesquelles la frayeur et la haine de ses vainqueurs ont condamné l'Empereur à vivre. Dans ce décor cruellement indigne de lui, sa figure apparaît singulièrement grandie. Plus son calvaire a été dur, plus éclatante est sa gloire. Et c'est pourquoi il est indispensable que tous ceux qui, par souvenir ou par simple curiosité, accomplissent ce pèlerinage parcourent toutes les pièces dans lesquelles était parqué le vainqueur de l'Europe.

Ajoutons que le fait de loger dans cette partie des bâtiments constitue pour ceux-ci un danger permanent d'incendie, comme il arrive dans toutes les maisons que l'on habite.

Cependant, s'il est facile de donner l'ordre au conservateur de se transporter ailleurs, si deux lignes écrites de Paris peuvent obtenir ce résultat, il est plus délicat de régler au préalable la question de son logement, et il ne suffit pas de s'abriter derrière le traditionnel : « Débrouillez-vous. »

Ce n'est, en effet, qu'à son corps défendant que notre

agent s'est installé à Longwood. Ses prédécesseurs occupaient à côté la maison nouvelle, *Longwood New House* qui, construite pour l'Empereur, ne fut jamais habitée par lui. Le gouvernement anglais, à qui elle appartient, profita de ce que, de 1917 à 1920, après le départ de M. Roger, nous n'avions pas de représentant à Sainte-Hélène, pour la louer à une autre personne. Quand notre conservateur actuel arriva, en 1920, il lui fut impossible de découvrir un autre logement. A proximité de Longwood, il n'existe que deux maisons habitables : celle de *Longwood New House* et celle que, depuis octobre 1816, habita le ménage Bertrand. Elles n'étaient libres ni l'une ni l'autre. Ailleurs, les difficultés étaient les mêmes. On ne construit plus dans l'île et toutes les habitations sont occupées. En outre, en raison des routes excessivement accidentées, les distances sont très pénibles à franchir. En logeant au loin, le conservateur ne pouvait exercer la surveillance qui lui était confiée. Alors, en désespoir de cause et sans doute très à contre-cœur, il se décida à loger dans la maison même.

S'il la quittait aujourd'hui, la difficulté serait la même qu'il y a huit ans. Elle serait même augmentée par le fait que les habitations, dans cette région, sont encore plus recherchées depuis qu'on se livre à une culture nouvelle, celle du flax. Du reste, arrivât-on à la résoudre aujourd'hui, demain, à l'expiration de la location, la question se poserait de nouveau. Le problème serait différé, non résolu.

Que faire ?

Quand on examine les lieux et que l'on tient compte de l'histoire, une solution s'impose, une seule, qui offre le double avantage de rétablir ce qui existait dans le passé et de donner toute garantie pour l'avenir.

*Il faut reconstruire les bâtiments qui ont servi aux compagnons de l'Empereur et qui n'ont pas été relevés en 1860.*

En procédant à cette reconstruction, on rendra à Longwood l'aspect qu'il avait autrefois. On aura ainsi le double profit de reconstituer complètement cette demeure et de donner au conservateur un logement, tout au moins décent. Autant il est inconvenant de voir occupées par qui que ce soit les pièces de l'Empereur, autant il est normal de loger, dans les bâtiments restaurés de ses anciens compagnons d'exil, la personne chargée de veiller sur cette propriété.

Enfin, *tous* les appartements de l'Empereur resteront entièrement à la disposition des visiteurs.

Ces visiteurs sont actuellement au nombre d'environ un millier par an. Presque tous sont des passagers des navires, qui, deux fois par mois, mouillent devant Sainte-Hélène, en allant d'Angleterre au Cap ou réciproquement. Comme ceux de jadis, ils profitent des quatre ou cinq heures de l'escale pour gravir en voiture la route escarpée, longue de sept à huit kilomètres, qui conduit de Jamestown à la Vallée du Tombeau et sur le plateau de Longwood, à plus de cinq cents mètres au-dessus du niveau de la mer. D'après le livre sur lequel ils inscrivent leurs noms, ce sont, pour la plupart, des Anglais. Quelques Américains, des Belges en très petit nombre ou des Allemands. Infiniment peu de Français : trois en 1927, deux ou trois depuis le début de 1928. Par suite, sans doute, du manque de place, ils ont cessé, depuis assez longtemps, d'inscrire leurs pensées sur ces feuillets, comme ils le faisaient jadis pour la plus grande joie des amateurs de sottisiers.

Ainsi que nous en avons, à plusieurs reprises, recueilli l'écho, un fait, bien naturel cependant, frappe ces visiteurs : c'est la nudité des deux pièces qu'ils sont admis à visiter. Ils s'attendaient à voir une maison pleine de meubles. Il y en a bien, mais ce sont ceux du conservateur !...

Cela nous amène à penser qu'il ne serait pas impossible de faire revenir à Longwood quelques-uns des meubles qui y furent jadis.

Si, après la mort de l'Empereur, la plus grande partie de ceux-ci furent dispersés et passèrent en Angleterre, il en resta quelques-uns à Sainte-Hélène. Dans la maison du gouverneur, à Plantation House, on voit le billard, un corps bas de bibliothèque, une grande console de salle à manger. Chez une dame très fanatique de l'Empereur, dont elle connaît l'histoire, M^me^ Bowel, se trouve une table à jeu, en bois, qui vient du salon. La même personne possède une glace qui orna jadis la maison de M^me^ Bertrand. A *Longwood New House*, on montre un canapé qui proviendrait de la maison de l'Empereur et qui date certainement de cette époque. La France obtiendrait sans doute que ces meubles fussent sinon donnés, du moins prêtés à Longwood, transformé ainsi en une sorte de petit musée. L'annonce de ces dons en provoquerait certainement d'autres,

soit dans l'île, soit ailleurs, en France ou en Angleterre, ou en faciliterait l'acquisition. La difficulté consisterait à bien déterminer l'authenticité de ceux qu'on admettrait.

Ces objets, même s'ils ne revenaient qu'en petit nombre, rendraient de la vie à ces chambres et permettraient de mieux se représenter ce qu'était l'existence du reclus. Tous les meubles de Longwood étaient d'une valeur artistique médiocre. L'Empereur lui-même estimait l'ensemble à moins de trente napoléons. Mais cette valeur devient inestimable quand on pense à celui à qui ils ont servi et si on arrive à en grouper de nouveau une partie à la place qu'ils ont occupée.

A l'extérieur, la partie avancée de la maison, constituée par le salon et le salon d'attente, est encadrée de minuscules jardinets, tracés sur les plans de ceux qui ont existé à un moment donné. Le premier, celui qui est le plus à l'est, est bordé par une tonnelle qui part du mur de la bibliothèque et que l'on a reconstituée pour rappeler celle sous laquelle l'Empereur aimait à se promener, de même que l'on a rétabli, plus loin, son petit bassin. Devant la chambre à coucher, une petite pelouse remplace, pour le moment, le jardin. Mais plus vers l'ouest, on retrouve le troisième jardinet, bien entretenu et rempli de fleurs comme le premier.

Le reste de la propriété, dont la superficie totale est d'un hectare seulement, est resté en herbe, avec quelques arbres assez clairsemés, quelques gommiers, des pins, ce qui peut pousser sur ce sol sans cesse exposé aux rafales de ce terrible vent du sud-est. Il est, du reste, impossible de rendre au terrain l'aspect exact qu'il présentait du temps de l'Empereur, car cet aspect a beaucoup varié, surtout à partir de 1819, quand l'Empereur s'est livré, avec une sorte de frénésie, au jardinage, bouleversant un jour ce qu'il avait fait la veille. Ce qu'on peut dire, c'est que, à une certaine date, les jardinets ont présenté l'apparence qu'ils ont maintenant. C'est déjà beaucoup.

On peut donc, en les voyant, se représenter l'Empereur les parcourant, tournant sans cesse, car ils sont minuscules, tout en causant avec un de ses compagnons. Se peut-il qu'il ait dû se contenter d'un espace aussi restreint pour se promener, les jours de plus en plus fréquents, où il renonçait à monter à cheval, à circuler en voiture dans les environs ou même simplement à gagner le petit bois qui s'étendait vers l'est et dont il

ne reste que quelques malheureux arbres, couchés par le vent, situés maintenant hors de la propriété française?

Ces jardinets sont bien entretenus, ainsi que les allées, par le fidèle gardien, M. B. S. Legg, à qui incombe également l'entretien de la tombe.

Restaurée, nous l'avons vu, en 1860, la tombe, située à environ deux kilomètres de Longwood, dans le creux d'une petite vallée, est ombragée par les grands pins que les côtes protègent contre les vents. Il n'y a plus trace des saules qui existaient jadis et dont les dernières branches ont depuis longtemps été emportées par les visiteurs avides de souvenirs. En 1921, pour le centenaire, sept arbustes furent plantés au-dessus de la petite enceinte qui entoure la tombe : ils sont en bon état.

Dans cette Vallée du Tombeau, si émouvante par le souvenir qui s'y évoque, nous avons éprouvé, nous l'avouons, une impression fâcheuse, que d'autres doivent certainement partager. Pour tirer, sans doute, quelques ressources de l'ensemble des treize hectares appartenant à la France, on a permis de cultiver une partie des côtes qui en forment les bords. Au lieu de lui laisser son aspect entièrement sauvage, telle qu'elle l'avait quand l'Empereur a été séduit par la beauté du site, tel que l'ont connu les milliers de visiteurs qui s'y sont succédé depuis plus d'un siècle, on a mis, dans quelques endroits, du flax, plante textile, d'apparence rappelant l'aloès et dont, depuis une vingtaine d'années, la culture est en train de transformer l'île. C'est une erreur, plus qu'une erreur. Il est des paysages auxquels on n'a pas le droit de toucher. La Vallée du Tombeau ne doit pas devenir une exploitation agricole. La France peut se priver de ce mince revenu. Il suffira, espérons-le, de signaler le fait pour qu'on laisse désormais la nature livrée à elle-même.

En parlant des lieux que la présence de l'Empereur a rendus à jamais célèbres, nous ne pouvons nous empêcher de dire un mot de deux endroits où il s'est arrêté dans l'île.

Le soir de son débarquement à Sainte-Hélène, le 16 octobre 1815, dit Las Cases, le 17 selon O'Meara, il fut logé dans une maison de Jamestown, appartenant alors à un nommé Porteus, et qui, sans être à proprement parler une auberge, servait à recevoir certains voyageurs. Il n'y a passé qu'une nuit, mais sa suite y a attendu que Longwood fût prêt. Un incendie en a malheureusement détruit l'intérieur et, depuis longtemps, les

quatre murs, encore solides, restent seuls debout. Elle appartient à un notable habitant de l'île, M. Solomon, qui ne refuserait certainement pas l'autorisation d'apposer sur sa façade une plaque rappelant le passage de l'Empereur.

Le lendemain de son débarquement, après avoir été, dès le matin, visiter sa future habitation de Longwood, où des travaux étaient indispensables, l'Empereur fut charmé, à son retour, par la vue d'une délicieuse oasis qu'il apercevait en contre-bas de la route, sur un petit plateau encadré de côtes abruptes. Sur cette terre, bien abritée contre les vents, les plantes tropicales poussaient à profusion. Le contraste avec les rochers environnants et les terres rocailleuses était saisissant. Là, dans ce fond de verdure, entre les palmiers, les bananiers, les figuiers, les laquiers gigantesques entremêlés au hasard de grenadiers et de myrtes, on apercevait une maison, construite sur le modèle des bungalows de l'Inde. L'Empereur voulut la visiter. C'était la demeure d'un riche commerçant nommé Balcombe. A côté, à une vingtaine de mètres de la maison, sur un petit tertre, se trouvait un pavillon formé d'une seule pièce rectangulaire, six mètres sur un peu plus de quatre, présentant des fenêtres sur trois de ses faces.

Plutôt que de retourner dans la ville de Jamestown, où il serait en butte à la curiosité publique, l'Empereur témoigna le désir d'attendre dans ce pavillon la fin des travaux de Longwood.

Il s'installa pour deux mois, dans ce charmant coin des Briars, où, d'ailleurs, l'avaient précédé d'autres voyageurs : dix ans auparavant, en 1805, au cours d'un voyage aux Indes, Wellington, le futur vainqueur de Waterloo, avait passé une nuit dans ce pavillon et avait aussi logé dans la maison de Porteus.

L'intérieur est resté à peu près ce qu'il était, sauf que, dans le fond, la porte, menant au petit carré d'où partait l'escalier du grenier, a été changée de place. Il est en parfait état et est habité. La toiture a été modifiée. Le grenier, situé au-dessus, dans lequel logeaient Las Cases et son fils, a disparu. On a construit, à la suite de la face du fond, une annexe qui modifie de ce côté l'apparence. On voit encore la pelouse qui s'étendait sur le tertre et sur laquelle, les jours suivants, on plaça une tente pour agrandir un peu le logement de l'Empereur, réduit jusque-là à la pièce unique, dans laquelle il dormait, travaillait, mangeait et recevait.

Mais depuis longtemps les jardins ont été entièrement bouleversés. Il ne subsiste que quelques vestiges de la végétation luxuriante d'autrefois. On voit notamment devant la maison Balcombe encore debout, quoique gravement menacée par les termites, quelques beaux arbres, dont deux ou trois bordent l'allée où l'Empereur se promenait en causant avec Las Cases et où Betsy le distrayait de son babil d'enfant mal élevée.

Ce qui n'a pas changé, c'est l'incomparable et sévère entourage de rochers qui dominent ce vallon ; c'est, à l'ouest, la haute montagne couronnée par un fort inaccessible; c'est, à l'est, la côte escarpée, rocailleuse, dénudée, que la route de Longwood gravit par une série de lacets; c'est, au sud, la fameuse cascade, plus élevée qu'abondante, tandis qu'en face, au nord, s'ouvre la vallée étroite qui s'étend jusqu'à Jamestown.

Cette propriété appartient maintenant à la puissante Compagnie de l'*Eastern Telegraph*. Si celle-ci, fort heureusement, a respecté la maison Balcombe et le pavillon de l'Empereur, elle a construit, sur l'emplacement des beaux jardins, les bâtiments destinés à l'exploitation du câble et au logement du personnel. Il n'y a donc aucun retour au passé à en espérer, mais, là aussi, la Compagnie ne refuserait probablement pas l'autorisation d'apposer une plaque rappelant le séjour de l'Empereur : entre Waterloo et sa mort, les journées passées là furent pour lui les moins malheureuses, et c'est pourquoi il convenait de signaler ce coin, vraiment charmant encore, malgré les constructions qui le dénaturent.

De cet exposé, volontairement rapide et sec, de ce que fut la maison de l'Empereur et de ce qu'elle est devenue, quelle conclusion tirer ?

Sans revenir sur les questions secondaires soulevées au passage, sans s'arrêter longtemps aux réparations insignifiantes à faire ni même à celle, plus importante quoique facilement soluble, des papiers de tenture à remplacer, nous insistons de nouveau sur la nécessité d'interdire au conservateur d'habiter dans les appartements de l'Empereur. Comme conséquence, devant l'impossibilité absolue de le loger ailleurs et surtout pour rendre à Longwood toute sa physionomie d'autrefois, résulte l'obligation de reconstruire les logements des compagnons de l'Empereur.

A quelle dépense entraîneraient ces travaux? Quelle qu'elle soit, — et elle serait minime, — la France se doit de remplir les devoirs que lui impose la gloire de son passé. Peut-être le sent-on moins, quand on est à Paris, dans le tourbillon de la vie fiévreuse, au milieu des passions politiques, avec toutes les distractions qui émiettent nos pensées et dissolvent nos volontés : on en juge autrement, là-bas, sur ce roc, quand on évoque la figure de l'homme prestigieux, dans le silence et la solitude des lieux mêmes de son agonie de cinq ans. Alors on comprend mieux, on sent plus vivement. On voit vraiment que Napoléon n'est l'homme d'aucun parti, qu'il est l'incarnation de la France. Sous les remarques des étrangers qui s'étonnent de nos abandons, on rougit de ces misères, et on se demande s'il est vraiment impossible de trouver les quelques milliers de francs nécessaires pour achever de reconstruire la maison de l'Empereur, pour lui rendre l'aspect complet qu'elle présentait, pour en libérer les appartements personnels, pour remettre même, autant que possible, dans ce véritable sanctuaire, ceux des objets que l'Empereur eut sous les yeux et qu'a rendus plus sacrés son martyre.

Et c'est pourquoi, au retour de ce pèlerinage, nous avons cru devoir lancer cet appel, avec la conviction qu'il se trouvera en France pour l'entendre, en dehors de toute pensée de mesquine politique, des hommes de cœur qui placent au-dessus de tout l'amour du pays et le culte de sa gloire.

ERNEST D'HAUTERIVE.

# DANS
# LES PRISONS DE L'U.R.S.S.

## 1924-1926

## II [1]

### HOPITAUX SOVIÉTIQUES

Lorsque, le 15 juin, je fus convoqué à un nouvel interrogatoire, j'étais convaincu que ma femme avait été arrêtée : je fus très surpris lorsque Chotaka se contenta de me tendre un dossier sous couverture bleue et de me dire :

— Veuillez en prendre connaissance et signer. Il sera expédié à Moscou et la sentence rendue d'ici cinq à six semaines.

C'est avec une vive curiosité que j'ouvris le cahier, croyant que j'allais enfin connaître les dépositions des agents secrets qui avaient dénoncé mon « activité criminelle ». Rien de pareil. Des formulaires qu'on avait fait signer en ma présence par divers témoins. Mes réponses, confirmant mon entière innocence et réfutant tous les chefs d'accusation imaginés contre moi. Les protestations que j'avais eu la naïveté de rédiger durant les premières semaines de ma détention. Enfin, les cartes postales que j'avais été autorisé à envoyer au consulat. Le dernier feuillet contenait un exposé d'une écriture très serrée, énumérant les conclusions de la Tchéka et la liste de mes crimes. L'acte se terminait par cette phrase :

« Considérant que toutes les accusations contre le citoyen Cederholm ont été confirmées, il a été résolu : de soumettre

(1) Voyez la *Revue* du 1er octobre 1928.

l'affaire et tous les documents ci-joints aux conclusions du collège central du G. P. Ou (1). »

Je refusai de signer ces absurdités. Chotaka serra soigneusement les papiers dans sa serviette et, se tournant vers moi :

— Maintenant, je vous souhaite bonne chance. Nous ne nous reverrons plus. Dès aujourd'hui, vous serez soumis à un régime plus doux. Au moins, j'espère que vous ne vous plaindrez pas de la correction de nos procédés.

O touchante sollicitude de la Tchéka!

### A L'AFFUT DERRIÈRE LES FENÊTRES

C'est seulement le 22 juin, c'est-à-dire huit jours après la fin de mon instruction et le renvoi de mon affaire devant le collège central qu'eut lieu mon transfert.

Lorsque je fus convoqué au cabinet du chef divisionnaire du rayon secret, j'étais si faible que je ne pus porter mes bagages et que j'eus toutes les peines du monde à monter jusqu'à la troisième galerie. Là, on me rendit mes bretelles et ma cravate. Puis je dus me hisser au cinquième étage où se trouvait ma nouvelle cellule, portant le n° 63 de la quatrième section. Elle ressemblait à toutes les autres, mais elle était plus propre. N'y avait-il pas même un vase avec des fleurs, posé sur une table soigneusement recouverte d'une serviette?

J'aperçus en entrant un homme d'âge, correctement vêtu et de figure avenante, assis sur un lit. Il se leva, et, me soutenant d'une main, me fit asseoir à côté de lui :

— Vous êtes bien las : reposez-vous. Je me présente : Gueorguy Dmitrievitch Tchessnokoff, avocat.

On apporta des planches, des pieds : je fis mon lit avec l'aide de Tchessnokoff. Au sortir de mon hideux cachot, ce nouvel appartement me parut le dernier mot du confort. Je pus me laver, ce qui depuis deux mois et demi ne m'était pas arrivé, et je dînai avec appétit, grâce aux provisions que Tchessnokoff partagea fraternellement avec moi.

Cet excellent homme avait été emprisonné pour crime de contre-révolution. Il avait cinquante-deux ans, mais les souffrances l'avaient beaucoup vieilli. Sous le régime du Nep, il

(1) Autrement dit la Tchéka.

s'était fait inscrire au collège des avocats, — ou « défenseurs légaux », selon la terminologie soviétique, — et pendant quelque temps il n'avait pas été inquiété. Survint un de ces incidents d'une cruelle ironie qui sont le pain quotidien de la vie soviétique.

Les Soviets ont créé à Petrograd, ainsi que dans toutes les autres grandes villes de l'U. R. S. S., des cercles où on joue à la roulette, au macao, au baccara et autres jeux de hasard. Les revenus de ces établissements doivent, en principe, être versés à la caisse du commissariat de l'instruction publique. Les cercles sont ouverts jour et nuit; mais, bien entendu, c'est la nuit que la plus grande animation y règne. Les salles regorgent alors d'un public des plus mêlés : nepmans, étrangers en smoking, prostituées, tchékistes, employés, ouvriers, criminels... Outre qu'ils sont la source de revenus considérables pour l'État, ces cercles offrent à la Tchéka un excellent moyen pour surveiller toute cette clientèle hétéroclite. Aussi le nombre en augmente-t-il sans cesse.

Environ quatre mois avant mon arrestation, éclata le scandale du « Cercle Wladimir ». Détournements, dissipations et faux, dont l'administration s'était rendue coupable, furent découverts. Le directeur de l'établissement, membre réputé du parti communiste, était particulièrement compromis. L'honneur du parti était engagé. On décida de bâtir un procès, dit de « démonstration », qui se déroulerait devant un immense auditoire ouvrier. Plus de deux cents personnes furent inculpées; on s'était arrangé pour faire retomber tout le poids de l'accusation sur les petits employés : croupiers, changeurs de monnaie, caissiers, domestiques, etc. Tchessnokoff se chargea de la défense d'un croupier. Au cours de sa plaidoirie, il brossa un tableau des bouges soviétiques avec leurs querelles, leurs échauffourées, et dépeignit en couleurs vives leur honteuse clientèle. Il mit au jour par des chiffres et par des faits l'effroyable corruption encouragée par les établissements de jeu, établissements d'État. Conclusion, le client de Tchessnokoff s'en tira avec une peine légère, mais le défenseur fut arrêté et jeté en prison.

On nous menait chaque jour à la promenade dans le préau, et c'est avec délices que nous faisions un quart d'heure d'exercice, en courant sur le trottoir qui longeait un des

murs de la grande cour carrée. Une fois tous les quinze jours, on nous menait au bain, un bain crasseux, mais enfin un bain ! Quant à notre cellule, nous l'entretenions dans une propreté exemplaire.

Notre occupation principale était de guetter derrière la fenêtre les détenus qui se promenaient dans la cour. Une centaine de prisonniers des cellules dites « communes » se promenaient à la fois : les groupes se succédaient l'après-midi jusqu'au soir. D'une heure à sept, plus de deux mille détenus défilaient ainsi dans le préau.

Bien entendu, il était sévèrement interdit de se montrer à la fenêtre. La sentinelle, qui était placée sur une petite élévation, apercevait-elle un visage derrière une vitre, elle criait : « Descends de la fenêtre ! » Si le détenu n'obéissait pas, elle tirait. Les pans de mur, près des fenêtres qu'on était autorisé à tenir ouvertes, étaient criblés de balles : j'en fis l'expérience, ayant un jour risqué d'être moi-même grièvement blessé, pour m'être laissé apercevoir.

Parfois, les étudiants et étudiantes, dont un grand nombre était détenu dans les cellules de notre section, organisaient des espèces de meetings. Ils se montraient aux fenêtres : la sentinelle tirait dans toutes les directions : les jeunes gens répondaient par des sifflets. On entendait les pas du surveillant affolé qui courait dans le corridor : tous les soldats disponibles se postaient près de la sentinelle, et le chef de la prison rappelait les rebelles à l'ordre à l'aide d'un porte-voix.

Le calme renaissait pendant quelques instants, puis, le meeting recommençait. Un étudiant, le plus hardi de la troupe, haranguait dans un porte-voix en papier. Je me souviens d'un fragment de l'un de ces discours improvisés récité à la fenêtre par un étudiant socialiste-révolutionnaire. Après avoir énuméré les atrocités du pouvoir soviétique, et protesté contre son arbitraire, il conclut en ces termes :

— Camarades, on nous jette en prison ; nos frères et nos sœurs vivent sous la menace perpétuelle des arrestations et des exécutions; la parole libre n'existe pas en Russie ; le pays est gouverné par un groupe de misérables et d'usurpateurs!

« Camarades, demain nous serons exécutés ou déportés dans les marais de la Sibérie, mais que les bourreaux ne se hâtent pas trop de triompher! Ils ne pourront pas jeter toute la Russie

en prison. Des centaines de révoltés suivront notre exemple, puis des milliers, puis des millions, toute la Russie.

« Camarades! vive la grande, la libre Russie, vive le libre peuple russe! A mort les usurpateurs, les bourreaux, les tyrans! A mort le pouvoir asiatique! A mort les aventuriers et les fous! »

Des cris enthousiastes partirent de toutes les fenêtres; des touffes de paille embrasées, des matelas en flammes volèrent dans la cour. Alors sentinelles et soldats de tirer au hasard; surveillants de courir à toutes jambes dans notre couloir; on entendait claquer les portes et retentir les cris hystériques des femmes auxquels répondaient les jurons des surveillants.

Ce jour-là, il y eut deux suicides. Un étudiant de la cellule 176 s'ouvrit les artères à l'aide d'un éclat de verre et une jeune fille, nommée Varennka, se précipita du haut de la cinquième galerie au moment où on la menait à l'interrogatoire.

Durant les quatre mois et demi que je passai à la quatrième section, il se produisit vingt-neuf suicides dans notre seule section, c'est-à-dire deux suicides par semaine. Encore n'ai-je eu connaissance que d'une partie de ces cas tragiques.

### LA SENTENCE DE LA TCHÉKA

Au début de septembre, le temps devint froid et pluvieux, notre cellule sombre, humide et triste. Tchessnokoff tomba malade et demeura des journées entières étendu sur son grabat en étouffant ses plaintes.

Sur son conseil, je présentai à deux reprises au procureur de la Tchéka une requête tendant à obtenir une entrevue avec mes compatriotes du consulat. Ne voyant rien venir, je fis demander le chef de la prison, Bogdanoff.

C'est une curieuse figure, que ce Bogdanoff, vrai produit de la révolution. En 1917, il désertait du front russe, et prenait part à la bataille des rues à Petrograd. Jusqu'en 1919, il servit dans le « détachement spécial de la Tchéka pour la suppression de l'espionnage et de la contre-révolution ». En 1920-1921, il fut nommé bourreau en chef de notre prison. En 1922, après avoir suivi les cours de l'école supérieure du parti, il fut chargé des fonctions qu'il occupait actuellement. Une phalange lui manquait au petit doigt de la main gauche : une de ses

victimes la lui avait arrachée avec les dents, au cours d'une exécution dans la cave de la prison.

Bogdanoff se borna à me dire qu'il n'était pas en son pouvoir d'obliger mes compatriotes à venir au rendez-vous, si telle n'était pas leur volonté. Ainsi toutes communications avec l'extérieur m'étaient fermées.

J'essayai de faire parvenir un message à mes amis, au moyen de ce qu'on appelait « les colis de retour » : linge sale, bidons, thermos et autres récipients vides qui étaient renvoyés par la prison. Moyen dangereux : les objets qui passent par la chancellerie sont tâtés et examinés dans leur moindre détail. Si l'administration découvre quoi que ce soit de suspect, le détenu perd à tout jamais son droit au colis. Malgré ce risque, je tentai l'aventure. Ayant défait quelques points dans la doublure d'un pantalon de rechange, j'y glissai un minuscule billet. Sans doute ne fut-il point découvert par la chancellerie, malheureusement, mes amis ne se montrèrent pas plus perspicaces...

Vers le milieu du mois de septembre, un troisième détenu fut amené dans notre cellule. C'était l'adjoint de l'observatoire de Poulkovo, l'agrégé Podgorny. Deux jours plus tard, ce fut le tour d'un ancien fonctionnaire de la direction des palais impériaux, Lapine... Celui-là devait, le 22 septembre, être emmené vers minuit, sans bagages : il ne revint plus. Le lendemain, au cours de la promenade, nous apprîmes que les collègues de Lapine, des fonctionnaires et des petits employés de l'Okhrana impériale, détenus dans les autres cellules, avaient été également emmenés sans bagages et n'avaient pas reparu.

Un soir du début d'octobre, j'eus enfin communication de la sentence prononcée par le comité spécial du collège central de la Tchéka. Je ne démêlai qu'une chose dans ce fatras, c'est que, pour différents crimes contre le pouvoir soviétique, j'étais condamné à trois ans de détention au camp de concentration de Solovky, sans déduction de ma détention préventive et sans recours en cassation ni grâce possibles. Le convoi, — *l'étape*, comme on dit en Russie soviétique, — devait partir dans dix jours.

Les six mois que j'avais passés en prison avaient considérablement ébranlé ma santé : j'avais la certitude que je ne pour-

rais pas supporter le régime du camp. Le convoi dont je devais faire partie était le dernier de l'année, car, en novembre, toutes les communications entre le continent et les îles de Solovky sont coupées. La mer, tout autour des îles, est envahie par les glaces et, faute de bateaux brise-glace suffisamment puissants, les îles de Solovetzk sont isolées du monde pendant sept mois de l'année. Durant cette période, des centaines de prisonniers y meurent, victimes de la mauvaise alimentation, du froid et des épouvantables conditions hygiéniques; cela, sans préjudice de fréquentes exécutions. Aussi, nombre de condamnés préfèrent-ils le suicide à la déportation, qui est synonyme de mort lente au milieu d'atroces souffrances.

Quel parti prendre? M'adresser au consulat de Finlande, mon gouvernement ayant le droit de réclamer l'examen de mon affaire par un tribunal régulier ou ma mise en liberté immédiate? Mais qui pouvait m'assurer que l'administration de la prison enverrait ma missive à sa destination? En admettant qu'elle l'envoyât, pendant que le consulat négocierait avec les différentes autorités judiciaires, on aurait tout le temps de m'expédier à Solovetzk; la mer gèlerait à la fin de novembre : j'étais perdu.

### LA GRÈVE DE LA FAIM

Je me décidai donc à faire la grève de la faim. J'estimais et j'estime encore aujourd'hui que, dans les conditions où je me trouvais, c'était la meilleure solution.

La mer devant être très prochainement prise par les glaces, le pis que je risquais était l'envoi au camp de concentration de Kemi, pointe extrême du continent sur la mer Blanche. J'ignorais encore les conditions des prisons et des camps de concentration soviétiques, et il me semblait que je serais beaucoup mieux à Kemi qu'à Solovky. Je sais à présent que Kemi est également un enfer. Le seul avantage que présente ce camp de concentration est de n'être point coupé du reste du monde et de rendre ainsi les évasions possibles.

Dès le lendemain, je présentai une déclaration de grève de la faim. Les motifs de la grève et mes réclamations étaient les suivants : 1° La sentence est illégale, car il n'existe aucune preuve des faits dont j'ai été accusé; 2° Étant souffrant, j'exige

un examen médical. Dans l'état actuel de ma santé, la déportation à Solovky est une condamnation à mort; 3° En tant que sujet finlandais, selon la règle appliquée aux déportés à destination des camps de concentration, j'ai droit à trois entrevues d'une demi-heure chacune avec un de mes compatriotes résidant au consulat de Finlande.

Aucune de ces demandes, je le savais, ne pouvait recevoir satisfaction. Elles avaient pour but de provoquer un échange de correspondance entre la Tchéka de Petrograd et celle de Moscou. Ma mort, à la suite d'une grève de la faim, dans une prison de Petrograd, à deux pas du consulat de Finlande, n'entrait en aucun cas dans les vues de la Tchéka. Il ne dépendait donc que de moi et de ma résistance de compliquer mon cas, de le rendre aussi « grave » que possible et d'obliger la Tchéka à ajourner ma déportation. Les dix jours dont je disposais avant le départ du convoi étaient largement suffisants pour que mon organisme épuisé touchât à l'extrême limite des forces...

Il était deux heures quand on vint me chercher : on me fouilla, on me prit mes effets et mes provisions, ne me laissant que mon pardessus, mes draps et couvertures, mon tabac et ma pipe. Puis on me transféra à l'étage inférieur, où je fus enfermé seul dans une cellule.

Mes adieux à Tchessnokoff furent des plus émouvants. Nous avions passé près de quatre mois dans la même cellule et partagé de dures épreuves; Dieu seul savait la direction qu'allaient prendre nos chemins, qui étaient sur le point de se séparer.

Après quatre mois de vie commune avec des camarades de détention, ma solitude me parut extrêmement pénible.

Vers quatre heures de l'après-midi, je vis entrer le chef de la prison, suivi de l'employé de garde et du surveillant. Je fus de nouveau soigneusement fouillé et on fit une perquisition dans ma cellule. S'étant assurés que je ne cachais aucun produit alimentaire, ces messieurs se retirèrent.

Le premier jour de grève s'écoula sans incidents : la tension de mes nerfs me rendait presque insensible au manque de nourriture. A la fin du second jour, la faim commença à se faire sentir ; mais la sensation était supportable et le tabac l'atténuait.

Au cours de la promenade, ce jour-là, Tchessnokoff rencontra un avocat de ses collègues, qui venait d'être condamné à ce qu'on appelle, en U. R. S. S., « moins douze », c'est-à-dire à une interdiction de séjour dans les douze plus grandes villes russes. Cet avocat devant quitter la prison d'un jour à l'autre, mon ami le pria d'informer le consulat de la situation où je me trouvais. J'appris par la suite que cette commission avait été exécutée à la lettre.

Hélas ! Tchessnokoff n'est plus de ce monde. Il est mort à la prison d'Irkoutsk. La maladie chronique des reins dont il souffrait ne lui permit pas de supporter le voyage par « étapes », qui dura un mois, et la détention dans six prisons en cours de route. C'était un homme au grand cœur et d'une haute intégrité. Puisse Dieu le récompenser de toutes ses souffrances et de son cœur compatissant !

Le troisième et le quatrième jour de la grève furent les plus pénibles. La faim devint lancinante et j'éprouvais une grande humiliation à constater que, malgré mes souffrances morales, c'était moins la pensée des êtres chers qui surgissait dans mon esprit que celle de mets délicats.

Le cinquième jour, ma tête se mit à bourdonner; il m'était pénible de me lever, mais l'acuité de la faim s'était atténuée et mon corps éprouvait une sensation de légèreté.

Le soir du sixième jour, je vis entrer le chef de la prison accompagné d'un individu au type oriental et d'un de mes juges d'instruction. Derrière eux, je vis un infirmier en blouse qui rasait le mur.

— Votre grève ne rime à rien, fit le juge d'instruction; vous êtes coupable, vous subirez votre peine. Vous n'échapperez pas à la déportation. Mais je vous promets de faire tout le possible pour que votre affaire soit revisée et que vous soyez ramené de Solovky à Leningrad. Voici une feuille toute préparée. Déclarez que vous renoncez à votre grève. Signez, et l'incident sera clos.

— Je refuse de signer. Faites-moi mourir si vous voulez. J'ai confiance que ma mort vous causera pas mal de tracas !

— Des phrases !... Nous ne vous laisserons pas mourir : si vous continuez la grève, nous vous alimenterons artificiellement.

— Tant que j'en aurai la force, je vous en empêcherai bien. Vous n'avez pas le droit d'employer la violence.

— Nous attendrons le moment où la violence sera inutile.

Le lendemain, je me sentis assez vaillant. Je me lavai, nettoyai mes dents et me gargarisai à plusieurs reprises, car ma bouche et ma gorge étaient terriblement sèches. J'évitai de boire : je ne souffrais d'ailleurs pas de la soif et me contentai d'avaler plusieurs petites gorgées d'eau dans les vingt-quatre heures. Quant à la faim, elle avait disparu pour faire place à la nausée.

Le neuvième jour, ma faiblesse était extrême : je perdis plusieurs fois connaissance. En même temps que la visite du docteur, j'eus celle d'une vieille connaissance à moi, Messing. Il m'informa qu'une entrevue avec un membre du consulat m'était accordée, mais que je devais me hâter de me remettre, car, dans mon état présent, je ne pouvais voir personne.

Il me dit encore :

— Si vous ne renoncez pas à la grève, je vous ferai transférer à l'infirmerie, où vous serez artificiellement alimenté.

Ce traitement n'entrait nullement dans mes projets, mais le transfert à l'infirmerie correspondait exactement au plan que je m'étais tracé.

Le dixième jour, de grand matin, on ouvrit comme d'habitude la porte de la cellule pour le balayage. Comme mon état de faiblesse ne me permettait pas de me livrer à cette besogne, ce fut le surveillant de garde qui prit le balai, en criant à un autre :

— Dis à un ouvrier d'apporter la caisse à ordures.

A quoi l'autre répondit :

— Il n'y a personne, ils sont tous à l'infirmerie pour se faire mesurer. On part aujourd'hui pour Solovky.

On appelait « ouvriers » les détenus qui, après la fin de leur instruction, étaient transférés dans les cellules communes, en attendant le verdict, et accomplissaient volontairement les corvées de la prison. Quant à « se faire mesurer », cela voulait dire que les détenus étaient en train de passer la visite anthropométrique obligatoire pour tous les déportés.

Les paroles du surveillant m'annonçaient une bonne nouvelle, car il était clair que je ne pourrais pas accompagner ce convoi. Il fallait jouer le jeu jusqu'au bout, c'est-à-dire me faire admettre à l'infirmerie, où je pouvais découvrir de nouveaux moyens d'améliorer mon sort.

Le temps me sembla couler avec une lenteur désespérante. Vers les sept heures du soir, la porte s'ouvrit et le surveillant entra avec deux hommes portant une civière sur laquelle ils me chargèrent. Nous suivîmes d'interminables couloirs, montâmes et descendîmes plusieurs escaliers et arrivâmes ainsi au « poste central ». Encore quelques minutes et je me trouvai, toujours sur ma civière, dans la cour de la prison, que la lanterne électrique éclairait d'une lueur terne. Une neige fondue tombait et j'aperçus la capote sombre d'une automobile d'ambulance. Puis, je perdis connaissance.

Les secousses de l'auto et les cahots de la rue me tirèrent de mon évanouissement. A travers les vitres embuées, j'aperçus les feux de la perspective Nevsky; après sept mois, pendant lesquels je n'avais vu que les murs de ma prison, ces feux éveillèrent en moi une soif intense de liberté.

Notre trajet dura une demi-heure environ. L'automobile stoppa. On me transporta dans le vestibule d'un hôpital où mes gardiens me « livrèrent contre reçu » à des employés en capote bleu foncé. Une vieille femme à lunettes, enveloppée dans un manteau de couleur sombre jeté sur sa blouse d'hôpital, s'approcha de moi. C'était la doctoresse de garde. Sur ses indications, on me porta dans une chambre du troisième étage, d'une saleté repoussante et dont le plâtre tombait en morceaux. Là on m'ordonna de me dévêtir entièrement et on me donna un caleçon et une chemise de grosse toile, d'un aspect répugnant. La chemise n'avait qu'une manche, — l'autre était arrachée, — et le caleçon était sans boutons et sans rubans. Ni chaussettes ni pantoufles.

Il faisait un froid épouvantable et j'étais transi dans ma chemise déchirée et mon caleçon sans boutons. J'étais à l'extrême limite de l'épuisement : mon aspect devait être effroyable, avec ma longue barbe grise, mon corps bleu de froid qui laissait apparaître mes os. Une « infirmière de salle » (1) eut pitié de moi :

— Petit vieux, me demanda-t-elle, peux-tu marcher tout seul, ou faut-il te porter? La chambre n'est pas loin, à deux pas d'ici.

Voyant que j'hésitais et que je regardais mes pieds nus et les dalles glacées, elle se mit à rire :

(1) Personnel inférieur de l'hôpital russe. Les fonctions de l'infirmière française correspondent en Russie à celles de « sœurs de charité ».

— Hé! hé! hé! mais il me semble que tu es douillet!

Puis elle disparut et revint, au bout d'un instant, avec une paire d'immenses sandales d'écorce tressée, telles qu'en portent les paysans russes. Aidée d'une camarade, elle me mit debout, et, en riant, toutes deux me prirent sous le bras et me menèrent dans une assez grande pièce où il y avait cinq lits, dont l'un était fait. Elles m'aidèrent à me coucher et se retirèrent. Bientôt après, entra la « sœur de charité ». C'était une femme d'un âge moyen, au visage las, qu'éclairaient de grands yeux. Elle posa sur la table une timbale de fer et un petit morceau de pain blanc, et me dit :

— Renoncez-vous enfin à la grève? Voici du pain. Avez-vous envie de manger?

Non, je n'avais pas envie de manger; je dirais même que la nourriture m'inspirait du dégoût, si étrange que cela puisse paraître, après dix jours d'abstinence. Mais tout semblait démontrer que j'avais gagné la partie : il s'agissait, à présent, de réparer mes forces. La « sœur » me dit que si je renonçais à la grève, je serais transféré dans une autre salle et que je resterais au moins un mois à l'hôpital; c'était la règle.

Cette femme m'inspirait une confiance entière, illimitée : et je vois encore devant moi ses yeux admirables. Je bus un peu de lait sucré, j'avalai quelques bouchées de pain, je m'endormis d'un sommeil que je n'avais pas connu depuis bien longtemps et que ni le froid ni la couverture douteuse ne purent empêcher.

### A L'HOPITAL HAAS

L'hôpital pénitentiaire du docteur Haas (1) ou, comme on l'appelle d'ordinaire, l'hôpital Haas, avait été, avant la guerre, le dépôt destiné aux détenus appartenant aux classes dites privilégiées. C'est là qu'on écrouait pour de brèves périodes les commerçants, les fonctionnaires et les nobles condamnés par le juge de paix pour avoir « troublé les bonnes mœurs, la paix et la tranquillité publique ».

Au cours de la guerre, le dépôt fut transformé en hôpital militaire. Pendant la révolution et après le coup d'État bolchévique, l'encombrement des prisons de Petrograd fut tel qu'il

(1) Célèbre philanthrope russe qui réforma les prisons au XVIIIe siècle.

devint indispensable de créer un hôpital spécial, toutes les infirmeries de prison étant combles. C'est ainsi que fut institué l'hôpital Haas. C'est un édifice à quatre étages, situé dans un quartier écarté, près du monastère Alexandre Nevsky, dont on aperçoit les coupoles dorées par les fenêtres de l'hôpital ; il est entouré d'une haute muraille de briques gardée par des sentinelles.

A l'hôpital Haas, quand j'y arrivai, les criminels de droit commun formaient la majorité des malades. Il y avait là tous les âges, depuis l'adolescence jusqu'aux cheveux blancs, et toutes les professions criminelles depuis le pickpocket jusqu'aux bandits et aux assassins. Une catégorie de criminels qu'on appelle la *shpana*, occupait une place très spéciale dans cette échelle hiérarchique. Ce sont les parias de ce monde à part, les ratés du crime, incapables de coups sérieux et qui n'ont pas su dépasser le vulgaire vol à l'étalage. Ils sont au service des criminels professionnels et exécutent leur menues commissions.

A la prison Shpalernaya, il m'était déjà arrivé de rencontrer des criminels à la promenade, mais je n'étais jamais entré en contact avec eux, car ils étaient enfermés dans des cellules spéciales. Aussi, fut-ce avec une certaine appréhension que j'observai mes nouveaux camarades. Nous étions quatre dans la même salle. Deux malades dormaient encore, mais le troisième était assis sur son lit, laissant pendre ses pieds nus et m'examinant avec une curiosité non dissimulée. C'était un homme d'une carrure athlétique, aux larges épaules, au visage rond comme une lune, qu'ornait une broussaille rousse. Sous une calotte turcomane, brodée aux vives couleurs, s'échappaient des mèches couleur de feu. Voyant que la sœur m'avait apporté deux biscuits et du lait, l'homme roux ferma à demi les yeux d'un air ironique, hocha la tête pour désigner les biscuits et dit d'une petite voix qui étonnait chez un homme de cette carrure :

— Hum ! un gréviste de la faim... C'est extraordinaire à quel point la prison change l'aspect des gens ! Je vous avais pris tout d'abord pour un cheval de retour... Soit dit sans vous offenser... Et maintenant, je me présente : l'ingénieur Klein.

Je me nommai : nous fûmes tout de suite en sympathie. Cependant je grelottais sous la couverture rugueuse ; la pièce n'était pas chauffée, et un air glacé entrait par une vitre brisée.

— A voir votre air mélancolique, on dirait que l'établissement n'est pas à votre goût. C'est toujours comme ça au début. Vous vous habituerez. Dès maintenant je vais vous procurer un bon pour deux couvertures et même un drap, si vous le voulez. Avez-vous de l'argent? Moi, j'en ai : vous me le rendrez plus tard.

De mes deux autres compagnons, l'un, qui avait les jambes tordues, était atteint du scorbut. Il avait été ramené de Solovky au mois d'août avec d'autres malades, également atteints du scorbut ou de la tuberculose; on ramène ainsi des centaines de malades du camp de concentration pour les faire « soigner » à Petrograd ou à Moscou. La plupart de ces malheureux font un stage dans les prisons où ils meurent avant de prendre leur tour à l'hôpital.

Mon troisième compagnon de salle était un israélite qui portait l'étrange nom d'Antimony. C'était un tuberculeux au dernier période de son mal.

Vers onze heures arriva l'« ordinateur » de la salle, un ancien médecin militaire; il m'examina avec soin et me dit :

— Vous vous remettrez assez vite. Mais, dans votre état, un voyage à Solovky n'est évidemment pas recommandé. Par malheur, ce n'est pas notre affaire : on ne nous demandera pas notre avis.

Après la visite du docteur, l'infirmière apporta le dîner des malades. On me servit une bouillie d'avoine liquide dans une assiette en étain. Les autres reçurent un pot-au-feu sans viande. Après la soupe, on apporta de petits morceaux de poisson grillé, qu'on posa directement à même sur les tabourets. Les mains des infirmières étaient crasseuses; quant au mobilier et aux malades eux-mêmes, mieux vaut ne pas en parler...

L'ingénieur Klein était à l'hôpital depuis plus d'un mois. Il en connaissait à fond tous les rouages. C'était un railleur plein de verve. Il répétait sur un ton moitié comique, moitié tragique :

— Un jour ou l'autre, on nous remettra en liberté. Nous sortirons d'ici, nous nous promènerons un peu, puis on nous renverra à Solovky. Oui, mon cher monsieur, nous nous y retrouverons tous, car cela est indispensable à la « saine idée prolétaire ». On a beau laver un chien noir, il ne sera jamais blanc...

Puis il me fit le récit de ses malheurs :

— J'avais un poste au chemin de fer du Turkestan : un jour de 1922, on me fit venir au comité d'usine. Je m'y rendis ; et que pensez-vous que ces diables d'hommes me demandèrent? Eh bien! ils me dirent : « Camarade ingénieur, acceptez-vous l'idéologie prolétaire ? » Je suis seul au monde : je ne crains rien : donc, je leur répondis que je ne voyais d'idéologie nulle part, mais du désordre partout ; que d'ailleurs mon affaire à moi, c'était de remettre en état les wagons et les locomotives. Un beau jour, arrive une commission de Moscou. Ces messieurs s'informent pourquoi il y a tant de wagons en mauvais état. On répond que c'est l'ingénieur Klein qui est le coupable. Il faut le juger, le misérable!... C'est alors que ma réponse sur l'idéologie prolétaire me joua un mauvais tour.

« Remarquez, très cher monsieur, que cela devient pire d'année en année. Vous autres, nobles étrangers, vous parlez de l'évolution des Soviets. Une évolution? parlons-en! Jadis, on arrêtait les gens dans la rue, on les traînait devant la Tchéka qui siégeait dans une cave. Quelques dégénérés saouls accomplissaient l'œuvre de la justice. On vous gardait trois, quatre jours dans la cave et puis on vous exécutait, ou bien on vous relâchait : c'était au petit bonheur. A présent, les hommes sont jetés en prison par centaines d'un bout à l'autre de la Russie. Ils sont fusillés ou déportés en masse. Mais tout cela se fait sans bruit, sans cris, par un mécanisme d'État. De la paperasserie, des tchékistes en tenue. Comment nier qu'il y ait évolution ?... Nous avons l'éclairage électrique, des tramways, des miliciens vêtus à peu près comme la police de l'ancien régime et postés à tous les coins de rue. Les façades des maisons ont été réparées, les restaurants sont ouverts, les garçons qui vous servent sont en habit. Il ne manque que des épaulettes aux militaires pour compléter le tableau. La fumée monte des cheminées d'usine et les étrangers visitent les maisons de repos pour ouvriers. Évolution sur toute la ligne!

« Désormais, tout est entre les mains de la Tchéka et du Komintern. Si je vous dis qu'en ce moment tout est pire qu'en 1919, 1920, 1921, 1922, j'ai des raisons pour cela. La Tchéka possède à présent un pouvoir si formidable et son appareil est à tel point perfectionné que, lorsqu'on songe aux tchékistes des temps du communisme militaire, toutes les horreurs du passé

pâlissent devant celles du présent. Évolution! je vous dis, évolution! Maintenant, il faut avoir de bons yeux et de bonnes oreilles pour apercevoir les grimaces du soviétisme et les larmes des victimes, pour entendre leur gémissement savamment camouflé, grâce à l'industrie renaissante, les concessions, les sanatoria pour ouvriers, les concerts symphoniques!

— Alors, selon vous, le pouvoir soviétique s'affermit de jour en jour : il a été sauvé par le Nep?...

— Attendez, je n'ai pas fini. Tout dépend de l'Europe, car nous ne pouvons quand même pas subsister sans elle. Et c'est là, mon cher, que se trouve le dilemme dans lequel est pris le Komintern. D'une part, notre industrie s'arrêtera si l'étranger ne nous envoie pas des machines et des matières mi-finies. D'autre part, il ne peut s'agir d'un retour à la politique du communisme militaire. Et puis, les paysans et les couches profondes de la population se sont montrés récalcitrants aux idées marxistes. Voilà l'obstacle sur lequel le Komintern est destiné à se casser le cou. Je ne sais si cela arrivera brusquement ou bien si la perte du Komintern sera causée par une lente infiltration dans les Soviets d'éléments hostiles à l'idéologie de la IIIe Internationale. Mais, soyez-en sûr, le travail est commencé.

Mon séjour à l'hôpital ne pouvait être de longue durée : il fallait trouver un moyen d'échapper à la déportation. L'essentiel était d'arriver à une entrevue avec mes compatriotes, et, pour cela, de leur faire savoir que j'étais à l'hôpital Haas. Mais comment y parvenir? Je demandai conseil à Klein. L'ingénieur réfléchit un instant et me dit en souriant :

— Il n'y a qu'un moyen, mais bien simple; adressez-vous à Yashka : il vous arrangera cela.

— Qu'est-ce que ce Yashka?

— Un bandit célèbre, qui a été jugé une douzaine de fois, condamné à mort et dont la peine a été commuée en dix ans de prison. Il sera probablement bientôt remis en liberté. C'est un ami à moi. Nous avons été écroués ensemble à Kresty et nous avons tous deux travaillé dans les ateliers de la prison. Il est à l'hôpital. Il a demandé un certificat médical afin d'obtenir une prompte libération, « étant atteint de neurasthénie avec symptômes de dégénérescence ». Cette formule vous étonne. Ah! ah! C'est que nous ne sommes pas dans votre Europe

pourrie. Ici, mon ami, on a de tout autres vues sur la criminalité... Retenez bien mes paroles. Dans deux mois, Yashka sera libre et, dans quatre mois, il sera de nouveau mené au poste après plusieurs « raids » retentissants. La voilà, l'idéologie prolétaire!... Ici, comme dans toutes les prisons, Yashka dispose de relations sûres. Il peut vous mettre en contact avec qui vous voudrez.

J'étais un débutant en matière de prison et je demandai à Klein :

— Peut-on avoir confiance en Yashka? Vous dites vous-même que c'est un voleur, un bandit, un assassin...

— On voit que vous êtes un « bleu » ! Seuls, la *shpana* et nos frères de l'*intelligentzia* ne méritent pas confiance. La shpana est prête à vous vendre pour un paquet de tabac; quant à l'intelligentzia, on risque toujours de tomber sur un traître. L'administration des prisons et la Tchéka recrutent dans ses rangs ses espions, ceux qu'on appelle *seksots* ou « chiens de chasse ». Un criminel qualifié ne trahira jamais. En un mot, si vous voulez faire appel à l'honorable Yashka, vous n'avez qu'à me le dire. Yashka est très bien disposé à mon égard, parce que les hommes de cette sorte sont toujours impressionnés par la force physique. Et puis, j'ai naguère placé Yashka à un atelier de prison, où, grâce à moi, il ne faisait rien. Enfin, j'ai, moi aussi, mes petits vices qui me valent la sympathie de Yashka. Tenez, regardez ce que je viens de recevoir.

Et Klein me montra, avec un sourire de ruse, un petit paquet dans le genre des paquets de pharmacie.

— Ça, mon très cher monsieur, c'est dix grammes de cocaïne, autrement dit : coco. J'ai pris goût à cette drogue en 1919 et je m'en *délecte* deux fois par semaine. N'ayez crainte. Lorsque je prise, je deviens extrêmement bavard, mais je reste inoffensif. Je regrette que vous ne prisiez pas : j'aime la compagnie, surtout celle des hommes de mon milieu. Et quelles idées vous viennent alors en tête! Comme tout devient clair, logique! Antimony est, lui aussi, amateur...

Et Klein hocha la tête dans la direction de notre compagnon de salle, le tuberculeux.

Le soir, j'accompagnai Klein au lavabo. Le spectacle qui m'y attendait défie toute description. Imaginez une pièce toute en longueur faiblement éclairée par une ampoule électrique

et, le long du mur, sept ou huit sièges tellement sales que l'homme le moins dégoûté en a le cœur soulevé. Le plancher est inondé d'urine. Les malades faibles font leurs besoins naturels par terre. En face des sièges, de l'autre côté du mur, un réservoir de cuivre mangé de vert-de-gris. Ce réservoir est muni de lavabos. Le seau sous le réservoir est aux trois quarts rempli de sang, de crachats, d'excréments, car les infirmières y vident les pots de chambre des malades.

Par bonheur, grâce à l'obligeance d'une des sœurs, je pus faire usage du lavabo du personnel médical. Il fallait procéder avec la plus grande prudence, car le moindre privilège accordé aux bourgeois était remarqué et provoquait la délation; on dénonçait les médecins, l'administration, et même les tchékistes chargés de la surveillance.

J'étais depuis trois jours à l'hôpital Haas et, comme le philosophe Klein l'avait prévu, je commençais à m'acclimater. Grâce à l'argent emprunté à Klein, j'obtenais de prendre un bain le soir. Ce bain n'était pas d'une propreté exemplaire, mais cela valait toujours mieux que le lavabo.

Quant à mes trois compagnons, ils passaient presque tout leur temps à se « délecter » de la coco qu'ils se procuraient par l'entremise de Yashka et d'un voleur récidiviste surnommé « l'Éléphant », dont le lit se trouvait dans une salle voisine.

### PREMIÈRE VISITE

D'après le règlement de la prison, les malades, excepté ceux dont l'instruction n'est pas terminée et certains détenus administratifs, ont droit à deux colis par semaine. Tous les jeudis, ils ont droit à une entrevue d'une heure avec leurs parents ou amis.

Combien je me sentis ému lorsque vint mon tour de recevoir une visite! Je n'avais vu personne depuis sept mois, rien que mes compagnons de captivité et les surveillants; et j'étais sans nouvelles de ma famille.

Le surveillant de garde faisait l'appel. Vers quatre heures, je commençais à perdre espoir, lorsque, soudain, j'entendis prononcer un nom qui ressemblait au mien.

— Cinergol, Cindergol, criait le surveillant.

C'était moi. On nous aligna pour nous mener au second

étage, dans une pièce assez vaste et remplie de monde. Elle était séparée en deux par une barrière à hauteur de poitrine d'homme, de l'autre côté de laquelle se tenaient les visiteurs. L'air bourdonnait d'un bruit de voix indescriptible. Il faisait glacial, car, de l'autre côté de la barrière, la porte était grande ouverte. Je cherchai qui était venu me voir. Enfin, j'aperçus le magister T... et Mme Tch..., tous deux employés à notre consulat. Eux ne me reconnaissaient pas ; à plusieurs reprises, leur regard passa sur moi sans s'arrêter, et continua de tâcher à découvrir parmi cette humanité sale et déguenillée le colonel Cederholm. Mais qui eût pu reconnaître dans ce vieillard épuisé, dont le visage s'ornait d'une longue barbe grise et qui était vêtu de loques crasseuses, ce « colonel » que ses camarades du consulat avaient jadis taquiné à cause d'une certaine recherche dans sa toilette ?

Au premier moment, nous nous serrâmes la main en silence, ne pouvant prononcer une seule parole, si forte était notre émotion. En voyant des larmes dans les yeux de mes amis, pour la première fois depuis sept mois je sentis ma gorge se serrer et j'étais moi-même bien près de pleurer. Je leur fis le récit de mon arrestation et les priai de faire toutes les démarches possibles, afin d'empêcher mon départ pour Solovky et de provoquer une intervention du gouvernement finlandais.

Mes compatriotes ne savaient rien de précis à mon sujet. Tout ce qu'ils purent me dire fut que le consulat avait obtenu du commissariat des Affaires étrangères que ma déportation fût différée. Mais personne ne pouvait dire dans quelle mesure cet ordre serait obligatoire pour la Tchéka. Il fallait patienter.

Mes amis m'avaient apporté un panier de vivres et de linge.

— Vous commencez à vous remplumer, me dit Klein, en me voyant déballer mon panier et changer de linge. Mais je vous conseille de cacher tout cela, car, pour porter du linge personnel, il faut une permission spéciale et, en tant que détenu administratif, je doute que vous puissiez l'obtenir. Avez-vous donné quelque chose au surveillant ?

— Un kilo de beurre extra.

— Je vois que vous savez vous y prendre. A la prison de la Shpalernaya, une pareille tentative de graisser la patte au surveillant vous aurait valu deux petites années supplémentaires à Solovky. La Tchéka a bien dressé son personnel : à la

moindre défaillance, une balle en plein front, tout au moins l'emprisonnement.

De fait, au quatrième étage de notre hôpital, se trouvaient quatre tchékistes : ils revenaient de Solovky où ils avaient été atteints de scorbut. On les avait groupés dans la même salle, car la situation des tchékistes et agents de la police criminelle que les jeux du hasard et de la dénonciation ont amenés, eux aussi, en prison est tragique. L'administration a beau les isoler des autres détenus, elle ne réussit pas toujours à les protéger contre les injures, les coups et autres manifestations de haine. Les occasions de lynchage ne manquent pas, à l'hôpital. On profite de l'obscurité des corridors pour les ébouillanter ou les vitrioler. Ou bien on vide sur leurs têtes des théières d'eau bouillante au moment où ils montent l'escalier !

Les tchékistes soignés à notre hôpital avaient accompli un séjour d'un an à Solovky. Je pus constater sur eux ce que deviennent les hommes après un an passé là-bas. Ces squelettes, aux bouches édentées, aux yeux larmoyants, aux jambes tordues avaient été jadis des gaillards vigoureux. C'étaient d'anciens surveillants de prison de la rue Shpalernaya. Ils avaient été condamnés à la peine de mort, et la sentence avait été commuée en dix ans de réclusion. Quel crime avaient-ils commis pour être si cruellement châtiés? L'un d'eux avait accepté cinq roubles d'un détenu pour faire parvenir un billet à sa famille. Les trois autres étaient coupables de fautes du même genre.

Parmi les malades, la Tchéka se ménage des collaborateurs secrets. Ceux-ci, qu'on appelle les *seksots*, sont des détenus qui bénéficient de divers privilèges et même d'une diminution de peine, à charge pour eux de dénoncer leurs camarades. La plupart des seksots ont déjà exercé le métier d'agent secret avant leur détention, cumulant ces fonctions avec quelque emploi dans les institutions soviétiques. Dans l'une des salles de notre corridor se trouvait un certain Louguine, ingénieur des usines Poutiloff. Son *crime* avait consisté à correspondre avec son frère réfugié au Caucase sous un faux nom, car il avait servi jadis dans l'armée blanche. Louguine avait été « vendu » par un de ses subordonnés, le dessinateur Gromoff. Ce Gromoff avait été logé d'office dans l'appartement de l'ingénieur, qui occupait cinq pièces, c'est-à-dire quatre de plus que n'en autorisait la loi. La chambre de Gromoff se

trouvait à côté de celle de Louguine et de sa femme : à travers la mince cloison, l'espion avait surpris la conversation des deux époux. La Tchéka fit une perquisition nocturne, découvrit la lettre du frère et l'affaire fut « cuisinée » en conséquence. Le frère de Louguine fut fusillé et l'ingénieur et sa femme furent arrêtés « pour avoir manqué à la dénonciation obligatoire ». Quant à Gromoff, emprisonné lui aussi, il remplit sans doute les fonctions de seksot dans le lieu de sa détention et a toutes les chances d'être bientôt remis en liberté.

Je me reprocherais de passer sous silence la « section d'éducation, » que possédait notre hôpital.

Cette « section » était dirigée par un « éducateur » qui devait, soit personnellement, soit par l'entremise de ses adjoints, travailler à l'amélioration morale des détenus. Notre hôpital comptait un seul « éducateur » pour quatre cents détenus. L'homme appelé à améliorer nos âmes criminelles et faire de nous de bons citoyens, était un certain Serge Afanassievitch Kotomkine, ou Sak, par abréviation. Cet honorable individu se présentait environ deux fois par semaine à la prison, toujours dans un état de complète ivresse.

Il rassemblait tous les malades d'un même étage, les groupait en une masse compacte et, là, se mettait à les « éduquer ». Ce qu'étaient ces discours, ramassis de mots sans suite, on ne peut s'en faire une idée. Je me souviens seulement du début, toujours le même. Sak jetait un regard circulaire sur l'auditoire, toussotait et commençait ainsi :

— Camarades, vous êtes tous des fripons et des paresseux! Quant aux intellectuels qui sont ici, ils ne sont peut-être pas des fripons, mais ils sont certainement des paresseux. Il faut travailler, car, si nous sommes le prolétariat, nous devons le démontrer...

Ainsi de suite, pendant une dizaine de minutes ; après quoi, l'entretien prenait un caractère intime et l'éducateur s'adressait à tel ou tel détenu, mais surtout à la shpana, pour laquelle il avait une sympathie toute particulière.

Tant que durait le cours « d'éducation » nos salles et nos effets n'étaient pas surveillés et la shpana des autres étages, toujours entreprenante, en profitait pour opérer des raids et « nettoyer » nos colis. C'est ainsi que je fus deux fois dévalisé.

COURTE JOIE

J'étais atteint d'une maladie chronique qui, heureusement pour moi, figurait sur la liste des affections donnant droit à la libération avant terme. Restait à obtenir un certificat de la commission médicale de l'hôpital et envoyer la copie au consulat.

Le jour de la visite arrive. Je prends place dans un groupe où figurent toutes les maladies, depuis les tuberculeux jusqu'aux épileptiques.

Enfin, vient mon tour. Après un long examen et d'innombrables questions, le président de la commission déclare :

— A libérer avant terme.

J'étais dans la joie. La journée n'était pas achevée, quand je vis entrer dans ma salle le médecin-chef, qui, très agité, me demanda, en élevant la voix, pourquoi je m'étais présenté devant la commission :

— Vous êtes un condamné administratif, vous êtes enregistré à la Tchéka et non pas à la Justice; vous n'avez pas droit à l'examen médical et à la libération avant terme.

Mon espoir de libération s'évanouissait...

Cependant, — pourquoi ? je l'ignore, — je fus transféré dans une autre salle du même étage, occupée par sept malades dont trois appartenaient à l'ancienne classe privilégiée : un vieillard, ancien commissaire de police, le colonel Matveieff, le professeur de l'Institut polytechnique Dolguine et le commandant d'une brigade de tirailleurs de l'armée rouge, Koltzoff.

Le cas de ces malheureux est tout à fait caractéristique des mœurs soviétiques.

Le colonel Matveieff avait été arrêté tout simplement pour avoir servi dans la police impériale.

L'ingénieur Dolguine avait été traduit en justice à la suite de la dénonciation d'un étudiant. La législation soviétique n'autorise l'instruction supérieure que pour les jeunes gens d'origine prolétarienne. Le pouvoir estime que c'est là le seul moyen de former une intelligentzia pénétrée de l'idéologie prolétaire et qui demeure en contact avec la masse des paysans et des ouvriers. Les jeunes gens appartenant à des familles de fonctionnaires, commerçants, nobles, ingénieurs, docteurs, prêtres,

officiers, etc., ne sont pas admis dans les écoles supérieures. Si des représentants de « l'élément dangereux pour la société » réussissent à pénétrer dans l'un de ces établissements, les organes de contrôle, au cours de leur « nettoyage » annuel, ont vite fait de les dépister.

Dolguine avait un frère colonel, qui fut tué en 1915, laissant un fils que l'ingénieur éleva. Le jeune homme, qui était bien doué, passa brillamment le concours d'admission à l'École des Mines. Mais la commission de contrôle, en raison de ses origines, le renvoya et le condamna à trois mois de prison. Le jeune Dolguine était tenace ; il se procura de faux papiers et entra à la section électro-mécanique de l'École polytechnique de Petrograd, où son oncle professait. Il fut reconnu et dénoncé : l'ingénieur Dolguine fut inculpé de complicité et de « manquement à la délation », et son neveu arrêté pour avoir fabriqué de faux papiers. Les deux coupables furent condamnés à trois ans de prison.

Quant au général « rouge » Koltzoff, il était militaire jusqu'à la moelle des os : sa vieille robe de chambre loqueteuse ne réussissait pas à dissimuler son allure martiale. La révolution l'avait surpris alors qu'il était capitaine dans un régiment d'infanterie, sur le front russo-germanique. Pendant la première tempête révolutionnaire, il eut la vie sauve grâce à la popularité dont il jouissait parmi ses soldats. Puis, comme beaucoup d'autres, il se soumit à l'ordre nouveau, assista en silence à la décomposition de l'armée, aux guerres civiles et à la création de l'armée rouge, où il fut nommé commandant d'une brigade de tirailleurs, placée sur la frontière polonaise.

Koltzoff était inculpé dans un procès d'espionnage : il ne doutait pas de sa condamnation à mort.

— Vous comprenez, me disait-il, que pas un juge soviétique ne mettra ma culpabilité en doute, car je suis un ancien serviteur du tsar. Nous autres, « adaptés », qui avons démontré notre loyauté envers le pouvoir actuel en versant notre sang, nous ne sommes que tolérés provisoirement. On nous décerne parfois des récompenses, on nous nomme à des postes élevés, mais, au moindre soupçon, nous sommes inculpés : nous sommes toujours les coupables. Et plus cela ira, plus nous sommes sûrs de notre affaire. En effet, à présent, l'armée reçoit de nouveaux cadres d'origine prolétaire, passés

par l'école soviétique : on n'a plus besoin de nous autres, anciens officiers.

### RETOUR A LA PRISON

Dans la seconde moitié de novembre, j'appris que les Soviets consentaient à m'échanger contre quinze communistes prisonniers en Finlande. La plupart de ces communistes, mêlés à la révolte rouge de 1918 en Finlande, étaient sujets finlandais. Aussi, ma mise en liberté dépendait-elle de la bonne volonté que mettraient ces citoyens à prendre la nationalité soviétique, car, dans le cas contraire, la loi finlandaise ne pouvait pas les expédier de force en U. R. S. S. Cependant, ces circonstances ouvraient devant moi de nouveaux horizons...

En effet, un des premiers jours de décembre, je fus jeté dans un fiacre, entre deux « convoyeurs », et en route vers la rue Shpalernaya. La journée était claire, ensoleillée ; j'éprouvais une sorte de griserie, causée par la pureté de l'air et la lumière. Le fiacre était détestable ; nous avancions lentement, à ma grande joie. Mes gardiens étaient en veine de bavarder. J'appris de l'un d'eux que, dans la seule ville de Petrograd, quatre mille soldats sont affectés au « service extérieur » des prisons. Je laisse au lecteur le soin de se faire, d'après cela, une idée du nombre des gens arrêtés quotidiennement dans la ville.

Écroué de nouveau, — cellule 13, — on m'informa que j'étais toujours dans la situation d'un déporté à destination de Solovky. Mais les communications étant interrompues par les glaces, il avait été décidé que je serais déporté à Kemi, petite bourgade sur la côte de la mer Blanche, qui sert d'étape aux convois pour Solovky.

Les jours suivants, je fis connaissance avec mes camarades de cellule et les détenus des cellules voisines. On nous menait chaque jour dans le préau, où nous nous promenions par groupes.

C'est le jeudi qu'arrivaient de Moscou les condamnations à mort. Vers onze heures du soir commençait une grande agitation dans les corridors : on entendait le bruit des portes et les pas des surveillants. Les condamnés étaient convoqués les uns après les autres dans le corridor ; à la chancellerie, on leur

mettait les fers aux pieds et, les ayant chargés sur un gros camion, on les menait soit au polygone, soit à la rue Gorokhovaya, où ils étaient fusillés dans la chambre bétonnée. Le camion où l'on plaçait, ou plutôt où l'on chargeait les condamnés à mort, s'arrêtait toujours sous les fenêtres de notre cellule, d'où l'on pouvait apercevoir les victimes enchaînées par les pieds, alignées sur le camion.

Certains jeudis, quatre camions s'arrêtaient à la fois sous nos fenêtres et revenaient pour emmener un second lot de condamnés. En trois jeudis, on emmena de notre prison de cent cinquante à deux cents personnes à la fois. Au cours d'une de ces nuits sinistres, un de nos surveillants perdit la raison ; il tirait des coups de son revolver sur le portrait de Lenine.

Ces jeudis étaient des jours épouvantables. Dès le matin, les détenus des cellules communes erraient comme des fous, car il n'en était pas un qui ne sentît peser sur lui la menace de la mort. Vers onze heures du soir, dans la lueur terne de la veilleuse, on voyait les uns, puis les autres, se lever de leur grabat, s'approcher sans bruit de la fenêtre, afin de pouvoir, sans être observés du surveillant, monter sur le siège des W.-C. et regarder par la fenêtre pour s'assurer que le camion n'était pas encore arrivé. D'ailleurs, on entendait toujours le bruit de son moteur sous nos fenêtres.

Lorsque l'agitation du corridor s'apaisait, et que tous les condamnés avaient été emmenés, on pouvait s'approcher sans danger d'être vus de la porte grillagée qui demeurait toujours fermée et, couchés à plat ventre, le visage collé au barreau, apercevoir, à travers le trou du hublot, ce qui se passait dans le corridor du deuxième étage, près de la porte de la chancellerie.

Un jour, j'imitai mes camarades, et je jetai un coup d'œil à travers le hublot. J'ai vu et subi bien des choses dans ma vie ; mes nerfs sont solides ; mais ce que je vis et entendis à travers l'orifice de ce hublot me glaça d'horreur. Les tchékistes desserraient les mâchoires des prisonniers enchaînés et leur plaçaient dans la bouche des ballons de caoutchouc de la grosseur d'une mandarine, de sorte que le tube noir du ballon émergeait de la bouche de chaque condamné ; on devine à quel point est effroyable l'aspect de ces malheureux, la bouche à moitié ouverte, bâillonnée, afin d'étouffer leurs cris.

Le contingent de notre cellule se renouvelait peu à peu. Les hommes emmenés pour être fusillés ou déportés étaient remplacés par d'autres détenus qui venaient d'être arrêtés, ou qui avaient fait un stage dans les cellules solitaires.

Un soir de janvier 1925, on amena dans notre cellule un vieillard vêtu d'une peau de mouton, coiffé d'un bonnet de fourrure et portant des bottes de feutre, costume habituel du paysan russe. Mais quelque chose dans le visage du vieillard attirait l'attention. C'était le prince Nicolas-Dmitrievitch Galitzine, dernier président du conseil de l'ancien régime. Un des fils du prince avait été mon camarade à l'École navale, et ensuite dans la flotte impériale. Le prince Galitzine avait beaucoup souffert de la révolution, mais son âge fort avancé (quatre-vingt-quatre ans) et la réserve qu'il avait observée l'avaient jusque-là préservé des horreurs du communisme militaire. Il vécut dans la plus grande misère, en compagnie de son fils, âgé de quarante-cinq ans, dans la mansarde d'une maison à moitié démolie de Moscou, où il exerçait le métier de cordonnier. Lorsque l'état de la maison commença à inspirer des inquiétudes, elle fut démolie, et le prince s'installa avec son fils à Rybinsk, grande ville située sur la Volga, où ils trouvèrent à se loger dans un quartier éloigné, chez une vieille femme, veuve d'un paysan. Le prince gardait le potager et son fils faisait le métier de débardeur sur la Volga.

L'inévitable arriva : le père et le fils furent arrêtés et, après de longs stages dans diverses prisons, écroués à la prison de Boutyrky, puis transférés à Petrograd dans notre prison. Le prince fut placé dans notre cellule, tandis que son fils était enfermé dans une des cellules communes du quatrième étage.

Au mois de février, le prince Galitzine eut une attaque et, au cours d'une de ces nuits sinistres du jeudi au vendredi, il fut emmené au lieu d'exécution, soutenu par ses geôliers. En quittant la cellule, il fit un dernier signe de croix et dit :

— C'est maintenant, Seigneur, que vous laissez votre serviteur s'en aller en paix! Je suis las de vivre. Merci, mon Dieu!

Un jeudi, mon voisin de lit, le Letton Karlousha, se suicida à l'aide d'un couteau. Il nous était interdit de posséder des instruments tranchants, mais nous avions réussi à nous procurer, par l'entremise de l'équipe de corvée, un couteau primitif, fabriqué dans les ateliers de la prison, et destiné à couper notre

pain. Nous nous en servîmes une huitaine, puis il disparut. Nous supposâmes que le surveillant l'avait trouvé et confisqué : on ne s'en inquiéta pas autrement. Le jeudi suivant, Karlousha se montra très nerveux, et lorsque nous entendîmes le bruit du camion sous nos fenêtres et que commença l'appel sinistre, nous reconnûmes avec effroi le nom du Letton parmi la liste des condamnés.

Je ne pus rester couché : je me mis à marcher dans la cellule à moitié sombre, tandis que ceux qu'on avait appelés s'habillaient à la hâte, avec des gestes d'automates. Karlousha était à genoux entre son lit et le mien, le visage tourné contre le mur. Le colonel Zadetzky et l'ingénieur Weinberg, qui, de même que moi, se promenaient nerveusement de long en large dans la cellule, me dirent :

— Tu es en bons termes avec lui, et tu as les nerfs solides. Approche-toi de lui, dis-lui quelque chose. Aide-le!

Le cœur serré, je fis quelques pas dans la direction de Karlousha, et je vis soudain que sa main droite était en train de bouger sous son chandail, où il l'avait glissée. Pensant qu'il était en train de prier, je ne savais plus que faire, lorsque je le vis tomber sur le dos; une tache sombre apparut sur son chandail blanc : il s'était ouvert le ventre avec le couteau émoussé que nous avions tant cherché!

### DÉPART POUR L'ILE DU MALHEUR ET DES LARMES

Le 26 août 1925, vers sept heures du soir, le surveillant cria mon nom de famille et je reçus l'ordre de rassembler rapidement mes bagages. Mes préparatifs ne furent pas longs. Je plaçai dans un panier quatre mouchoirs de poche, deux paires de chaussettes, un pyjama, mes objets de toilette, une tasse, une théière et quelques vivres. Tenant mon panier d'une main et mon rouleau de draps et de couvertures de l'autre, je sortis dans le corridor et fus mené à la chancellerie.

Le chef de la prison me lut la décision de « l'assemblée spéciale » du collège central me condamnant à trois ans de réclusion dans le camp de Solovky. Je devais y être expédié le jour même.

On nous mit en rangs; le chef du convoi vérifia la liste de nos noms et nous reçûmes chacun un kilo de pain noir et

trois grands poissons salés. Il y avait dans le convoi plusieurs femmes appartenant aux classes instruites. Quatre prêtres, plusieurs paysans, plusieurs anciens militaires, un vieillard très âgé et une quinzaine d'étudiants : en tout quarante-trois personnes. Deux charrettes nous attendaient dans la cour. Dans l'une on chargea nos effets, tandis que les femmes, le vieillard et un prêtre boiteux prenaient place dans l'autre. Avant le départ, les soldats qui nous escortaient chargèrent leurs fusils et le commandant du convoi donna l'ordre :

— Les gâchettes au cran de sûreté.

Une femme, à côté de moi, poussa un cri terrifié ; elle saisit mon bras et me demanda, les yeux dilatés de frayeur :

— Que veulent-ils faire ? Vous avez vu ? Ils ont chargé leurs fusils !

Je rassurai de mon mieux ce pauvre petit être terrifié, lui expliquant « que c'était l'usage » et que, d'ailleurs, le cran de sûreté était une excellente chose. Tout en parlant, j'apercevais sous son manteau, dont le col était déboutonné, la photographie d'un enfant de cinq ans, montée en broche. Le cœur serré, je pensai à ma propre famille.

— Les femmes, montez en charrette. Les charrettes en avant. Détenus, ne restez pas en arrière !

Les soldats se placèrent à nos côtés, nous nous alignâmes par rangées de quatre et le convoi se mit en route pour *l'île du malheur et des larmes*.

BORIS CEDERHOLM.

Traduit par Mlle ISWOLSKY.

*(A suivre.)*

# SOUVENIRS D'UNE PETITE FILLE

## *DEUXIÈME SÉRIE*

### V [1]

### DERNIERS SOUVENIRS

Je fus plutôt mal accueillie par ma mère et même, apparemment, par Grand mère qui, enchantée au fond de « me ravoir », comme elle disait, ne voulait pas d'abord laisser voir sa faiblesse. Et puis, elle regrettait que la cause de mon renvoi fût précisément un refus de soumission aux « Bons pères » qu'elle gobait éperdument.

Pour moi, un peu désorientée les premiers jours, je me disais que, tout de même, la vie de famille est ce qu'il y a de mieux, et, en attendant que l'on organisât des leçons, je passais avec Grand père la meilleure partie de mon temps. J'étais redevenue la petite fille d'il y a deux ans, et je trouvais la vie très douce. Aussi, je fus vraiment terrifiée, en entendant ma mère dire, en s'asseyant à table un matin :

— A quelque chose malheur est bon !... Le retour de Gabrielle va permettre de la conduire à Lucerne voir le Comte de Chambord !...

Car, j'ai oublié de le dire, j'étais à présent « Gabrielle » à la maison comme au Sacré-Cœur. Depuis six mois environ, pendant le dîner, seul moment où ma famille avait le loisir de

*Copyright by* Gyp, 1928.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 août, 1er septembre, 1er octobre.

me contempler à l'aise, j'étais harcelée d'observations et de remarques peu flatteuses pour mon physique.

— Tourne-toi un peu de profil! me disait ma mère, qui s'exclamait ensuite, d'un air navré : « Son nez allonge tous les jours! C'est épouvantable! »

— Regarde-moi un peu en face! disait Grand mère. C'est curieux... il me semble qu'autrefois tu avais les yeux plus grands!

Grand père lui-même constatait :

— Tu te tiens horriblement mal... c'est très vilain. Tu seras voûtée...

Enfin, un beau soir, on déclara :

— Il faut lui ôter définitivement son nom de Sibylle... Elle devient trop laide pour s'appeler comme ça. Maintenant surtout, c'est impossible!

Je demandai :

— Pourquoi : maintenant surtout?

— Parce que, avait expliqué brièvement ma mère, M. Octave Feuillet a écrit un roman qui s'appelle *Sibylle* et qui fait un bruit énorme... Maintenant, il faut être une très jolie femme pour porter un pareil nom... et ce ne sera pas ton cas.

Je n'avais pas protesté quant au changement, mais seulement quant au choix de Gabrielle que je trouvais laid pour une femme. J'avais demandé :

— Vous ne pourriez pas m'appeler plutôt Antoinette, qui est un de mes noms, alors que je ne m'appelle pas Gabrielle du tout?

Ma mère m'avait répondu :

— C'est le nom de l'orateur... et puis, tais-toi!... Ça ne te regarde pas!

« Ça ne te regarde pas!... » m'avait semblé excessif, mais je n'avais pas davantage insisté. En ce moment, je me sens les jambes fauchées par la déclaration de ma mère : me conduire à Lucerne voir le comte de Chambord!... Mais s'il allait, par malheur, me reconnaître!... et oublier qu'il ne devait pas m'avoir vue!... Pour ça, ça ne fait pas question qu'il l'oubliera!... Mais qu'est-ce que je dirai, Seigneur? Qu'est-ce qui va me tomber dessus?

Je songe en tremblant aux récriminations, aux scènes, à tout ce qui me bouleverse malgré moi. A la fin, je demande :

— Mais... Est-ce qu'on va le voir comme ça, sans invitation?

— On y va comme on veut... Mais nous sommes spécialement invitées! conclut ma mère avec fierté.

— Moi aussi?

— Toi aussi!... C'est incroyable! On dirait que ça ne te fait pas plaisir!..

— Ah! on peut l'dire, car c'est rudement vrai!

— Comment n'es-tu pas profondément honorée et reconnaissante d'une telle faveur?

— C'est quand qu'on irait là-bas?

— Il faudra partir samedi!

La date me rassérène et je dis, triomphante d'avoir trouvé un obstacle formel :

— J'ai pas d'robe!

— On va t'en faire une immédiatement...

— On va même t'en faire deux! déclare Grand mère.

Je demande encore, dans un dernier espoir :

— Comment? On y conduit des enfants, voir le comte de Chambord?

— Quand il daigne les inviter, ce qui est le cas... D'ailleurs, tu ne seras pas la seule...

Pendant les quelques jours qui précédèrent le départ, on m'essaya au moins six fois les horribles robes. M^lle^ Burguy, la petite ouvrière qui habillait mes cousines de Gonneville et moi, s'était vraiment surpassée. Jamais elle n'avait fait aussi laid.

Je vivais dans des transes depuis que le voyage était décidé. J'avais beau me dire qu'il y avait deux ans que j'étais allée à Frohsdorf avec mon père; que j'avais énormément grandi; que le comte de Chambord devait voir tant de gens qu'il ne pouvait pas se souvenir d'eux, je n'étais pas du tout rassurée. Pendant ces deux jours il m'avait vue plusieurs fois, il m'avait questionnée, il avait eu la bonté de s'occuper un peu de moi... Et puis M. de Damas!... Et je ne cessais pas de penser au quart d'heure qui suivrait la découverte par ma mère de ce que mon père avait appelé « le pèlerinage à Frohsdorf ».

Le coup d'œil lancé sur l'armoire à glace de Grand mère, au cours du dernier essayage, me rassura presque complètement. La grande petite fille, gauche et disgracieuse, avec des bras trop longs et des jambes trop maigres, que j'apercevais, ridiculement fagotée, en face de moi, ressemblait si peu au petit

Breton agile et râblé qui était allé à Frohsdorf, que le rapprochement était presque impossible. Restait le nom. Et puis cette invitation personnelle, disait ma mère...

Le comte de Chambord recevait à Lucerne dans le grand hôtel où il descendait au bord du lac, et où nous nous étions également logées.

Les Français qui venaient le voir étaient reçus par « fournées », comme disait élégamment le patron de l'hôtel. Nous étions de la première fournée. Il y avait un dîner et ensuite une réception qui commençait à neuf heures et finissait à onze. A la table d'hôte, ma mère avait trouvé deux ou trois personnes de connaissance, ou fait connaissance avec elles, je ne me souviens plus. Il y avait M. et Mme Hersart du Buron, des Bretons charmants. Elle, grande, brune, avec des yeux bleus, élégante et distinguée; M. de Fontenay, attaché d'ambassade, je crois; M. Horic de Beaucaire, Breton, vivant et gentil, et d'autres que j'oublie...

Dans l'escalier, j'avais aperçu la belle silhouette de M. de Damas, et l'idée m'était venue de courir après lui. Mais, en grandissant, je devenais beaucoup plus timide, et je n'avais pas osé.

Enfin, le terrible soir arriva. Je m'introduisis dans mon horrible robe. Elle était en tarlatane blanche, avec des petites pastilles noires collées, qui, au plus léger frottement, se détachaient avec une bonne volonté touchante. Si elles avaient pu se détacher toutes, la robe eût été un peu moins vilaine. Une ceinture bleue, en large ruban, était nouée derrière et les coques retombaient sur la jupe. Sur les toutes petites manches bleues un nœud de ruban plus étroit. Ces rubans se passaient habituellement entre l'étoffe et la peau, et se nouaient sur l'épaule, de façon à relever la manche en sabot. C'était gentil et gracieux. Mlle Burguay, à laquelle on avait probablement dit de mettre des nœuds, croyant qu'elle connaissait leur emploi, avait fait tout bonnement des petites manches ballons, sur lesquelles elle avait cousu un nœud tout fait, et mal fait: un nœud piteux, qui avait l'air malade.

Il me fut impossible d'empêcher ma mère de relever ma belle grosse natte et de l'arranger en « berceau » derrière la tête, puis d'y piquer un nœud bleu inutile qui avait l'air d'être tombé du ciel (mais celui-là, je m'arrangeai pour le perdre dans l'escalier).

Je déclarai, sans amertume :

— Je suis horrible, coiffée comme ça!...

Ma mère me répondit :

— Tu ne pouvais pas dîner chez le comte de Chambord avec une natte dans le dos!...

Avant le dîner avait lieu la présentation des convives. A six heures exactement, le comte de Chambord entra dans le salon, accompagné de sa sœur, la duchesse de Parme. Alors que lui était beau et décoratif, elle était laide. Mais, comme sa mère, elle avait « le charme ». Dès qu'elle parlait, ses yeux bleus brillaient, sa bouche souriait, toute sa figure, en quelque sorte écrasée, se redressait dans un mouvement joyeux. Cette masse de chair exhalait une intensité de vie énergique et agissante, qui entraînait dans son mouvement les récalcitrants et les déçus.

Au risque de provoquer de nouveau de respectables aigreurs, il me faut bien dire l'impression que je ressentis à Lucerne en voyant le comte de Chambord pour la seconde fois. A Frohsdorf, il m'était apparu dans son cadre accoutumé. Sauf à l'instant où il avait mélancoliquement parlé de l'avenir à M. de Damas, je l'avais vu simple, plutôt gai, lançant de sa belle voix sonore des phrases de bonne humeur qui restaient, il est vrai, sans écho. Visiblement, toute gaieté semblait intempestive à Mme la comtesse de Chambord.

Ici, dans ce quelconque salon d'hôtel, au milieu de ce silence respectueusement curieux, le Prince s'avançait d'un air ennuyé. La duchesse de Parme, qui roulait un peu en arrière de lui son corps disgracieux, trouvait, pour tous, un mot qui était aimable sans être banal. On sentait que, de toutes ses forces, elle voulait prolonger ce parti qu'elle sentait finir.

Au moment de la mort de mon père, le comte de Chambord avait envoyé à ma mère une grande gravure qui le représentait à vingt-cinq ans en habit et en pantalon clair, un portrait très Louis-Philippe, — que j'ai toujours. Il y avait écrit un mot bienveillant, et elle avait préparé une phrase pour lui rappeler cet envoi et l'en remercier de nouveau. Mais elle n'eut pas le loisir de la placer. Le Prince prononça quelques mots au vol desquels je saisis : « Enchanté... Mirabeau... bon sou-

venir... » et il allait passer, lorsqu'elle me poussa devant lui en disant :

— Sa fille... que le Roi a exprimé la volonté de connaître...

Le Prince me tendit la main et dit :

— Oui,... j'aimais bien Mirabeau...

Puis il reprit sa course, et je l'entendis complimenter le comte de Charette, superbe dans l'uniforme gris et argent des zouaves pontificaux, qui lui présentait sa fiancée, Antoinette de Fitz-James. Mlle de Fitz-James, habillée d'une triste robe grise, n'était pas jolie, mais elle avait un chic extrême et une distinction rare. Elle semblait, au premier abord, un peu effacée à côté de ce fiancé magnifique, mais, à la bien regarder, on apercevait son charme prenant, et c'était elle qui fixait les regards qu'il avait attirés.

Le comte Athanase de Charette ressemblait beaucoup au comte de Chambord, mais il avait vingt ans de moins que lui et il était grand et sec.

Ma mère ne m'avait pas trompée en me disant qu'il y aurait d'autres enfants. Il y avait effectivement deux petits Fitz-James qui dînèrent et un petit Breton, dont j'oublie le nom, qui vint le soir.

Cette attitude ennuyée du comte de Chambord a été, jadis, universellement constatée. On veut aujourd'hui créer autour de lui la légende du prétendant dévoré du désir de régner. Ceux qui l'ont connu vraiment savent qu'il n'était rien moins que cela.

Mais il était autre chose. Brave, honnête et droit, il avait conscience du rôle qu'il était obligé de tenir. Jamais il n'a songé à se dérober aux devoirs qu'il lui imposait.

Il a toujours répété : « Si on m'appelle, je viendrai ! »

Et le jour où on l'a appelé, il est venu, — comme il l'avait promis, — se jeter, tête baissée, dans une déplorable aventure. Car il est venu à Versailles à la suite d'une intrigue habilement ourdie. L'Assemblée d'alors, à demi renseignée, savait vaguement que le Prince ne « désirait » pas régner, et elle se flattait d'obtenir son désistement en faveur du comte de Paris.

L'intrigue n'avait échoué que grâce à la rencontre imprévue de deux honnêtes gens : le comte de Chambord, qui n'a pas voulu renier son drapeau, et le maréchal de Mac-Mahon qui a refusé de trahir son mandat.

Le dernier Bourbon semblait, physiquement, né pour la joie. Ses beaux yeux bleus, son teint clair, sa voix forte, sa vigoureuse lourdeur, tout le prédisposait à la santé et à la belle humeur. Sa vie fut écrasée par deux femmes, dans un étau de tristesse : son enfance, par la duchesse d'Angoulême, et sa jeunesse, par la comtesse de Chambord.

Mais tous ceux qui le connaissaient bien savaient que, malgré ses accès de découragement, il ne lâcherait jamais ses partisans. Il était prétendant malgré lui, mais il l'était sûrement et dignement.

Trois jours plus tard, nous débarquions à Rochat, — je ne trouve le nom nulle part, — une petite station au bord du lac de Constance, où l'on descendait pour aller à Wartegg, le château où la duchesse de Parme habitait avec ses fils. Les princesses étaient au Sacré-Cœur de Bregens (je ne trouve pas non plus l'orthographe de ce nom), en Tyrol, à l'extrême pointe du lac. En traversant en bateau cette pointe étroite, on était au couvent en quelques instants.

Les princesses, en vacances, étaient d'ailleurs au château.

A l'arrière du train, tandis que ma mère faisait charger les bagages, et que j'attendais contre la petite barrière de la gare, un dindon, auquel mes bas de fil rouge déplaisaient parce qu'il avait bon goût, m'enleva sans douceur un petit morceau du mollet. Ce n'était, au fond, pas grand chose, mais ça me fit terriblement mal, et c'est avec une figure décomposée que j'arrivai à Wartegg où tout le monde nous attendait devant le château, un grand château encore plus triste d'aspect que Frohsdorf, mais que l'on devinait, dès le premier accueil, être habité avec bonhomie et simplicité.

La duchesse de Parme avait assisté, à onze ans, à la Révolution de Juillet. Chassée de France, embarquée avec son grand père Charles X sur un bateau que l'on savait devoir être coulé à la moindre tentative royaliste, errante à la suite du vieux roi, mariée à un prince amorphe que son peuple avait assassiné dans des circonstances particulièrement répugnantes, elle avait traversé toutes ces catastrophes et tous ces malheurs avec une admirable énergie, sans que son magnifique équilibre en fût ébranlé.

Régente, elle avait sauvagement protesté au nom de son fils Robert, spolié par le traité de 1860.

Depuis deux ans, elle s'était retirée à Wartegg, pas très éloigné de l'Italie qu'elle regrettait d'abandonner, — et à portée de son frère qu'elle adorait. Elle y vivait bourgeoisement entre ses fils, leur gouverneur, le comte de Locmaria, vieux Breton profondément dévoué aux Bourbons, la comtesse Scotti, une des anciennes dames d'honneur de Parme, et son fils, le comte Scotti. Je ne sais pas si le jeune homme était de passage, pendant les vacances, ou s'il habitait toujours à Wartegg. Je l'y ai vu les deux étés que j'y suis allée.

Je n'ai jamais rencontré d'Italiens quelconques et incolores. Ceux que j'ai connus étaient ou très charmants ou ratés. Le comte Scotti n'était pas charmant. Il semblait taillé avec une serpe, et s'occupait sans relâche à rappliquer, sur une figure sans âge, le pince-nez qui passait sa vie à la quitter.

Le comte de Locmaria, au contraire, était jeune sous ses cheveux blancs. Il représentait assez exactement le type de ce qu'on appelle un bon vivant. Il avait de l'esprit, la voix claire et le geste précis.

La comtesse Scotti était une grande femme avec une dentelle sur la tête : c'est tout ce que je peux me rappeler d'elle.

La princesse Marguerite, l'aînée des quatre enfants, pas jolie mais blonde, d'un blond argenté, avec des yeux bleus et un teint charmant, avait beaucoup de bonté et de grâce. Elle épousa Don Carlos, duc de Madrid, prétendant au trône d'Espagne.

Le duc Robert de Parme, né en 1848, paraissait sérieux et triste. Il se souvenait, paraît-il, du mouvement populaire au cours duquel son père avait été assassiné. Comme la princesse Marguerite, il ressemblait à sa mère, laquelle ressemblait, en laid, à la duchesse de Berry. Sa figure s'éclairait rarement. Il travaillait beaucoup avec M. de Locmaria que son frère, le comte de Bardi, s'appliquait surtout à taquiner.

La princesse Alix, — que le Gotha persiste à appeler Alice, — était exactement de mon âge. Jolie, vivante, pleine d'esprit et de gaîté, indisciplinée, primesautière, divertissante, elle était, avec son dernier frère, la joie de la maison. Elle se maria, très jeune, à un archiduc d'Autriche et fut la mère de la jolie reine Louise de Saxe.

Le comte de Bardi, plus jeune que sa sœur de deux ans, la

dépassait de la tête. Vif, remuant, drôle, cocasse, joyeux, délicieusement imprévu, craquant de sève et de belle humeur, et, comme sa mère, Français jusqu'au bout des ongles, il était le type achevé de ce qu'on appelait alors le « titi » parisien.

Il déconcertait le bon monsieur de Locmaria, qui l'adorait et craignait de lui enlever de sa saveur, et, d'autre part, jugeait que parfois il allait un peu fort. Je vois encore sa consternation, parce qu'en jouant son élève m'avait donné un magistral coup de poing sur la figure :

— Enfin, Monseigneur, répétait-il, désolé, ce ne sont pas des manières pour un prince!

— Je ne lui ai pas fait mal, affirmait le comte de Bardi... Elle est pas fâchée!

Comme je ne répondais pas assez vite, il se jeta sur moi et me secoua en demandant :

— Dis qu't'es pas fâchée!... Dis-le!

Il parlait comme moi en supprimant la moitié des mots. M. de Locmaria, d'abord sidéré, se tourna vers le duc Robert :

— Monseigneur!... vous avez entendu!... Le prince a tutoyé la petite de Mirabeau!... Mais c'est inouï!... Mais comment une pareille idée peut-elle lui être venue?...

— Ça n'est pas un bien grand crime, dit le duc Robert. Voyons, Bardi, fais des excuses...

Et il acheva en souriant de son triste sourire fermé :

— Et faites-en aussi, monsieur de Locmaria, car, dans votre émoi, vous avez dit : « la petite de Mirabeau », et ça n'est pas très correct non plus...

La duchesse de Parme avait fait élever, au Sacré-Cœur de Bregens, une orpheline beaucoup plus âgée que ses filles, dont les parents avaient péri à la révolution de Parme. Elle avait terminé son éducation et restait au couvent, en attendant un mariage incertain.

Un soir, on alla la chercher en bateau pour dîner au château, et j'ai le souvenir de la merveilleuse apparition que fut cette jeune fille en robe blanche, debout dans une barque. Elle était d'une rare beauté, qui est d'ailleurs devenue célèbre quand elle eut épousé un Français. Le soir, la duchesse dit à ma mère devant moi :

— Je suis navrée de voir cette petite encore enfermée au couvent à vingt et un ans...

— Pourquoi, demanda ma mère, votre Altesse royale ne la prend-elle pas à Wartegg?

— Parce qu'elle est trop jolie!

— C'est vrai! J'oubliais le comte Scotti...

— Scotti! s'écria en riant la duchesse, ce n'est pas à cause de Scotti que je ne la prends pas... c'est à cause de Locmaria... Des deux, c'est Locmaria qui est le jeune homme...

Je passai, avec les princesses et le comte de Bardi, trois jours charmants à Wartegg. Mais, hors de France, j'avais déjà le cafard, et je fus ravie de revenir à Nancy.

Une nouvelle imprévue m'attendait au débotté.

— Mon petit Minon, me dit Grand père, tu vas rentrer au Sacré-Cœur.

— Patatras!

— Pourquoi dis-tu « patatras »? Est-ce que ça te contrarie?

— Oh!... pas du tout!... mais ça m'étonne!... car enfin, il n'y a rien de changé...

— Si... la retraite n'a pas eu lieu... Alors, ces dames ont dit que tu t'étais soumise... Si on te parle de quelque chose, tu ne les démentiras pas...

— On ne me parlera de rien, d'abord pac'qu'y a pas d'conversations particulières, comme disent les dames... ensuite pac'que personne pense déjà plus à ça...

Comme je le prévoyais, on ne me questionna pas. Anna de Kerstrat me dit simplement :

— Alors, on t'a pardonné?

Et M^me^ Grandjean m'accueillit par un : « J'espère que vous êtes tout à fait bien maintenant?... » qui faisait supposer qu'une quelconque maladie m'avait éloignée du Sacré-Cœur pendant ces trois semaines.

Et la moitié de l'année s'écoula, paisible et monotone. L'arrivée des fameux bulletins trimestriels ne provoquait plus d'orages, parce que les très mauvaises notes étaient un peu atténuées par des « à-côté » que ces dames, plutôt conciliantes, s'appliquaient à utiliser. C'est ainsi que l'*orthographe* m'évitait le « mal » certain en *grammaire*, et que le *solfège* faisait, dans une certaine mesure, pardonner la mauvaise

volonté pour le *piano*. Le *maintien* redressait un peu la *conduite* et, à l'article *mémoire*, la géographie ignorée se trouvait noyée dans le reste. Seule, l'*arithmétique* naviguait entre ces trois notes : « Nulle, mauvaise », ou « ne sait pas encore faire la division ».

Avec les dames, cela marchait à merveille depuis que je n'avais plus affaire directement à Mme de Curel et à Mme de Dion.

Je n'avais « d'histoires » qu'avec l'affreuse mademoiselle Marie de l'omnibus, mais, par exemple, ou le matin ou le soir, il y avait au moins un incident chaque jour.

A peine étions-nous dans l'omnibus, Mlle Marie me harcelait d'observations qu'elle ne faisait pas aux autres : « Gabrielle, décroisez vos jambes! »... « Gabrielle, fermez votre carreau ! » « Gabrielle, vous vous amusez à agiter la paille pour faire de la poussière. » (L'hiver on nous faisait une litière de paille.) « Gabrielle, vous accaparez la brique ! » (La brique, c'était une des briques chaudes que l'on mettait dans l'omnibus aux jours de très grand froid.) Or j'avais des moufles et de grosses guêtres de laine, et jamais je ne prenais la brique un seul instant.

A moins d'être totalement aplatie par une trop grande chaleur ou un trop grand froid, je relevais, — et comment ! — les observations intempestives de la vieille demoiselle. Elle ignorait le sens de beaucoup de mots français, ce qui paralysait un peu ses ripostes. Alors, à ceux-là j'avais imaginé d'ajouter tout ce que je savais de locutions lorraines, ou d'argot de la fin du second Empire. Les discussions étaient parfois d'une telle violence que Jacques, notre cocher, se retournait et croyait devoir taper au carreau pour pacifier les choses.

— Oui!... — me criait, violette de colère, en brandissant son parapluie, Mlle Marie, qui ressemblait à une mouche plate, — oui, j'avertirai Mme Garabis... Je lui répéterai toutes vos insolences, toutes!

Alors, je lui répondais, si vite qu'elle n'eût pas compris, même si j'avais parlé français :

— C'est ça, mademoiselle, répétez-lui avec vot' voix *pincharde*, et sans *marcher dedans*, qu' vous faites tout l' temps des *atis*, au lieu d' vous contenter d' *piquer vot' romance* comme dans l' temps... et qu'vous êtes *pente* et *hail-*

*lante*, et tout l' tremblement !... Oh ! vous pouvez taquiner vot' *landau à baleines* (1)...

Et, du marchepied où je restais un instant perchée, je lui recommandais encore :

— Surtout, répétez bien tout ! N'étouffez rien !...

Mlle Marie, qui n'était pas Lorraine et n'avait pas de petit cousin ni d'amis au lycée, et qui ne comprenait pas un mot, ouvrait en rond ses yeux sans couleur, et bégayait la phrase mystérieuse et jamais suivie d'aucune sanction : « Je vous marque. »

Au printemps, je rentrai, un soir, rouge et hargneuse. Grand père me demanda :

— Tu t'es encore disputée dans l'omnibus ?

Je dis non. Et, en effet, le retour avait, par hasard, été très calme. Je ne dînai pas. Après une mauvaise nuit, je partis pour le Sacré-Cœur, malgré l'insistance de Grand père, qui voulait me faire rester à la maison.

Toute la matinée, je me traînai comme une limace et cette allure inaccoutumée surprit Mme Grandjean. Elle me prit la main et me trouva de la fièvre, me regarda les yeux et m'envoya à l'infirmerie avec un livre. Vers trois heures, on vint me dire de mettre mon chapeau et de me rendre au salon où ma mère m'attendait. Elle me dit :

— Ces dames croient que tu as la fièvre scarlatine. Tu vas te coucher en rentrant et le docteur viendra à cinq heures après sa consultation.

Elle me fit monter dans un fiacre en me portant presque ; la tête me tournait, je souffrais beaucoup.

Quand je fus couchée, je me sentis mieux et je crus que c'était fini. Mais le docteur annonça que le pronostic de Mme Grandjean était exact. C'était la fièvre scarlatine, et comme je la promenais depuis quarante-huit heures, elle sortait mal. Ce n'était plus le docteur de Schaken qui me soignait, il ne faisait plus guère de clientèle ; c'était un jeune médecin, chirur-

(1) *Pincharde :* criarde, insupportable (locution lorraine). — *Marcher dedans :* s'embrouiller (argot). — *Atis :* équivalent de giries (locution lorraine). — *Piquer une romance :* dormir en ronflant (argot). — *Pente :* vilaine, laide (locution lorriane). — *Haillante :* harcelante, tracassière (locution lorraine). — *Landau à baleines :* parapluie (argot).

gien surtout, élève de Nélaton, le docteur Émile Parisot. Le lendemain, j'étais malade, et les jours qui suivirent ont disparu de ma mémoire. Je me souviens seulement d'un réveil affreux, d'étouffements, d'une opération, d'un tube planté dans le cou... puis d'une interminable convalescence. Après deux mois et demi, je fus enfin d'aplomb. J'avais grandi énormément, je ne me reconnaissais pas en me regardant dans la glace, d'autant plus que je conservais au cou une cicatrice placée juste sur un muscle et qui se voyait beaucoup.

Pendant que j'étais malade, ma tante Mathilde de Gonneville et la petite Hélène, la troisième de ses filles, étaient mortes. J'aimais beaucoup Mathilde, — que j'appelais Mathilde comme j'appelais son mari Aymar. C'était une douce femme qui avait des cheveux et des yeux magnifiques. Elle était la bonté même et ne vivait que pour ses enfants. Je connaissais peu la petite Hélène, une délicieuse petite fille blonde et fine, beaucoup plus jeune que moi.

Mon oncle restait seul avec sa mère et ses cinq enfants.

Ma grand tante de Gonneville ne pouvait lui être d'aucune utilité. Elle adorait ses petits-enfants, mais la phobie de la poussière empoisonnait sa vie et la rendait incapable de l'intéresser matériellement à autre chose qu'à cette ennemie. Ce fut Marguerite qui prit la direction de tout. Deux des garçons, Pierre et Félix, étaient externes à l'école Saint-Philibert, rue de la Pépinière, et le petit Aymar n'avait que cinq ans. Geneviève, d'un an plus jeune que moi, était seule et désemparée. Je ne devais pas travailler pendant six mois au moins. Il fut entendu que nous passerions ensemble presque tous les après-midi. Alors une vie merveilleuse commença. Ou j'allais rue de Guise, chez les Gonneville, ou Geneviève venait à la maison. A cinq heures, nous allions faire des courses avec la tante Joséphine, providence des magasins de Nancy qu'elle visitait chaque jour. C'était l'heure animée de la ville, l'heure élégante de la rue des Dominicains. Geneviève, très blonde, plus grande que moi, avec un teint éblouissant et des yeux superbes, était très regardée. A ce moment-là, l'Impératrice venait d'arborer les robes courtes. Comme elles demandaient moins d'étoffe et qu'elles ne se salissaient pas, toutes les femmes les avaient adoptées. Alors il n'y avait plus aucune différence de costume entre les petites filles comme nous et les vraies jeunes filles. On conser-

vait les robes longues le soir. Seulement, pour celles qui n'avaient pas été refaites à la mode, il y avait ce que l'on appelait « les tirettes, » c'est-à-dire des ganses cousues en dessous, au bas de la jupe, et réunies de chaque côté, en faisceau terminé par un bouton qui sortait à la ceinture. On tirait sur ces boutons et la robe se relevait en baldaquin sur le jupon tendu sur la cage, jupon que l'on faisait élégant... de l'élégance de ce temps-là. C'était purement hideux, et celles qui avaient des robes réellement courtes, ce qui était notre cas, éclipsaient les autres sur toute la ligne.

Geneviève suivait depuis quelque temps le catéchisme et devait faire au mois de juin sa première communion à Saint-Epvre. Il fut entendu que nous la ferions ensemble. J'avais été préparée au Sacré-Cœur et l'abbé Trouillet, curé de Saint-Epvre, me dispensa des mois de catéchisme exigés.

J'étais religieuse plutôt que pieuse : j'avais une foi inébranlable, la conviction absolue que ma religion était la meilleure et la résolution formelle de ne jamais la fronder. J'étais catholique comme j'étais Française, passionnément et immuablement. Le soir, en me couchant, je m'interrogeai sur mon état d'âme, si le mot n'est pas bien gros pour une enfant de quatorze ans. J'étais tranquille et satisfaite, comme on l'est d'un devoir consciencieusement accompli.

La veille, une phrase, dite trois ans plus tôt par l'oncle Adolphe, m'était revenue à l'esprit. Pour ma fête, qui était en même temps mon anniversaire (on me fêtait le 15 août à Marie, un de mes noms, parce qu'il n'y avait ni sainte Sibylle ni sainte Gabrielle), l'oncle m'avait donné une jolie petite montre en or avec mon chiffre. Et comme Grand mère voulait me l'enlever, sous prétexte qu'entre mes mains elle allait être « confondue » et qu'on me la rendrait le jour de ma première communion, l'oncle Adolphe avait dit, sec et péremptoire, en blaguant une formule qui l'agaçait prodigieusement :

— « Confondue » ou pas, je te prie de lui rendre immédiatement sa montre, attendu que je la lui ai donnée précisément pour que le jour de sa première communion ne soit pas pour elle, comme il l'a été pour moi, « le jour où elle aura eu une montre »...

Et le lendemain, effectivement, quand j'avais joyeusement sorti ma montre, dans l'omnibus d'abord, et au petit pensionnat

ensuite, j'avais été accueillie par cette phrase, répétée avec diverses variantes :

— Vous en avez de la veine!... Moi je n'aurai une montre que le jour de ma première communion !

Je me souviens aussi qu'au moment de m'habiller, la seule vue de mon bonnet avait provoqué mon indignation. Je savais bien que l'évêque exigeait le bonnet, mais il n'exigeait pas que ce bonnet fût un monument d'horreur. Celui que Grand mère m'avait fait faire dépassait tout ce que l'on peut imaginer. Entouré d'une énorme ruche qui s'élevait en diadème, il s'attachait sous le menton par des brides larges de mousseline raide comme du carton. Et ma robe et mon voile aussi semblaient taillés dans du carton, de même que mes gants qui me faisaient penser à ceux du brigadier de gendarmerie, un Normand de Caen, qui venait à la maison voir Grand père.

Jamais je n'avais eu encore de robe touchant la terre. La jupe de la danseuse espagnole n'allait qu'à la cheville et elle s'écartait et voltigeait en dansant. Celle-ci, grâce à Mgr Lavigerie qui avait eu le bon goût de proscrire les cages, tombait droite le long des jambes et rentrait légèrement du bas, de sorte que je me flanquai par terre dans la cour extérieure où l'herbe poussait entre les pavés moussus. Je me relevai les genoux raidis et ma manche droite, déchirée au coude, laissait voir une petite écorchure qui saignait un peu. Heureusement nous étions si serrées, Grand mère, ma mère et moi, dans le fiacre, qu'elles ne s'aperçurent de rien.

Pendant la cérémonie, il n'y eut aucun accroc. De temps à autre, je me retournais pour apercevoir les bons yeux et les grosses moustaches de Grand père. Ce jour-là aussi il est resté, malgré tout, au premier plan.

J'avais constaté avec joie que Geneviève n'était pas fagotée comme moi. Son bonnet ne ressemblait pas, comme le mien, à celui de la cuisinière, et il n'avait pas de brides; sa robe était souple et son voile léger. Je la trouvai très jolie. Elle avait l'air d'une mariée. Nous étions les deux plus grandes, et moi la plus âgée du troupeau.

Pendant les vêpres, la première communiante placée derrière moi, mit le feu à mon voile avec son cierge. On se précipita sur moi, on me bouchonna avec violence. J'essayai

sournoisement, dans la bagarre, d'arracher mon bonnet, mais on eût dit qu'il était cloué.

Enfin, le soir, tombant de sommeil, je répondis : « Oui, madame » à l'abbé Conard qui dînait avec les Roquefeuil à la maison.

Nous fûmes, peu après, confirmées à la cathédrale par Mgr Lavigerie, qui me parut magnifique sous ses ornements blancs. On choisit un nom nouveau pour cette cérémonie ; j'avais choisi : Thérèse.

Et puis, la vie recommença. Quelques leçons le matin et, dans l'après-midi, les longues séances dans ma chambre avec Geneviève ou chez elle. A cinq heures, la balade habituelle à travers les rues et dans les magasins avec la tante Joséphine. Geneviève embellissait à vue d'œil et on la regardait beaucoup.

Les jours où elle venait à la maison, nous étions seules et bien tranquilles ; personne ne venait nous troubler. Alors nous jouions à « faire des farces ».

Les deux fenêtres de ma chambre étaient au deuxième étage, sur la place Carrière.

Parfois nous enveloppions des cailloux, ou un bouchon ou deux sous, dans une jolie boîte entourée de papier de soie et nouée d'une faveur rose ou bleue, et nous la laissions tomber sur le trottoir. Bien qu'il passât très peu de monde, surtout l'été, sur ce trottoir en plein soleil, le lancement était assez difficile. Il fallait s'assurer que personne n'arrivait qui fût encore assez près pour voir tomber le petit paquet. Toujours, — cela ne variait jamais, — la personne ramassait le paquet, regardait à droite, à gauche, de tous les côtés, puis finissait par le glisser sournoisement dans sa poche sans l'ouvrir.

Un jour, au moment où Geneviève venait de lancer un paquet ravissant sur le trottoir absolument désert, nous aperçûmes un grand monsieur vêtu de noir qui sortait du Palais de justice et venait dans la direction de la maison. Quand il se fut un peu rapproché, je dis à Geneviève :

— C'est le premier Président !... Alors, lui, il va sûrement ouvrir le paquet !

— Oh !... sûrement !... appuya Geneviève.

Mais notre attente fut déçue. Arrivé à la hauteur du petit paquet, le premier Président se baissa un peu péniblement, le

ramassa, regarda furtivement autour de lui, et le glissa vivement dans sa poche... comme les autres.

Un jour de pluie, l'idée nous était venue de reprendre, en le modifiant un peu, le jeu de la gouttière qui nous avait tant amusées autrefois, Jeanne Ambert et moi.

Nous attendions les passants, en ayant chacune un verre d'eau à la main. Au moment où ils arrivaient sous la fenêtre, nous lancions un des verres sur leur parapluie. L'eau s'y écrasait avec fracas. Ici, comme pour les petits paquets ramassés, le geste était toujours le même : le porteur du parapluie touché s'arrêtait court, renversait en arrière son parapluie et levait la tête pour voir d'où venait l'eau. Alors, au moment où il nous offrait sa figure à découvert, nous envoyions le deuxième verre d'eau. Jusqu'ici, ça avait marché sans accroc, mais je pensais qu'il était impossible que nous ne nous fissions pas pincer à un moment donné, et je le disais à Geneviève. Mais ça l'amusait tellement que, quoiqu'elle fût inquiète elle aussi, elle suppliait toujours, en louchant sur le parapluie qui s'avançait confiant :

— Plus que celui-là, c'est si amusant !...

Et, ça a l'air idiot, mais c'était en effet très amusant, et je comprenais les regrets de Geneviève.

Par un magnifique après-midi du mois d'août, nous étions en train de goûter en regardant cuire au soleil les tilleuls de la place Carrière. Il ne passait guère que des ouvriers ou des gens obligés de circuler par cette affreuse chaleur. Pourtant, une dame apparut tout à coup, qui devait sortir d'une maison de la place. Elle s'avançait lentement, la tête cachée sous une superbe ombrelle de moire mauve. On n'apercevait d'elle qu'une robe de soie grise qui paraissait élégante, et couvrait la moitié du trottoir. L'ombrelle, tendue à craquer, miroitait sous le soleil. Qu'est-ce qui se passa dans l'esprit de Geneviève ?... Cette surface tentante qui lui rappelait le jeu favori l'attira magnétiquement ; elle perdit la tête et, sans que je pusse l'arrêter à temps, elle versa avec une admirable précision, sur l'ombrelle mauve, le verre d'eau de seltz qu'elle allait boire. On entendit un bruit sourd, et la dame poussa une sorte de cri. Nous nous étions rejetées brusquement en arrière.

Au bout de quelques secondes, Geneviève me dit :

— Regarde ce qu'elle fait... Moi, je n'ose pas...

J'avançai ma tête avec précaution et je dis :

— Je ne la vois pas...

— Comment !... mais elle n'a pas eu le temps de s'en aller !

— Regarde toi-même... Il n'y a personne !

— C'est vrai !... dit Geneviève consternée, il n'y a personne !... Il faut qu'elle ait tourné sous la voûte...

Elle était allée s'asseoir sur mon lit, et répétait :

— Mon Dieu !... Mon Dieu !

Cinq minutes plus tard, Grand père entrait et disait de sa voix sévère des mauvais jours :

— Mme de Comeau est chez ta grand mère qui est en train de l'essuyer... Vous allez descendre toutes les deux lui faire des excuses...

Mme de Comeau était la belle-mère de M. Mézières, un ami qu'on aimait beaucoup à la maison. Grand père ajouta, tandis que nous le suivions sans rien dire :

— Et tu viens d'avoir quatorze ans !... C'est une honte !

A partir de ce jour, il ne me fut plus permis de rester dans ma chambre avec Geneviève ; on nous relégua dans la salle à manger ou dans l'ancienne chambre de Mlle Rosalie, mon institutrice, qui était au troisième étage, dans la cour intérieure de la maison.

Je m'étais plainte d'être « fagotée » et ce reproche était allé au cœur à Grand mère qui m'avait dit, après avoir conféré avec Grand père, ma mère et même l'oncle Adolphe :

— Puisque nous n'arrivons pas à te satisfaire et que tu dis que, si tu faisais tes robes toi-même, tu serais mieux habillée, tu vas avoir quatre cents francs par an pour ta toilette, et tu t'arrangeras comme tu voudras...

Et j'étais ravie !... Geneviève avait demandé à son père d'être mise au même régime que moi, et Marguerite s'était chargée d'arranger les choses.

Alors nous avions, avec l'aide de la repasseuse qui venait en journées à la maison, déniché une vieille ouvrière, habilleuse au théâtre, qu'on appelait la mère Jacquel et qui travaillait avec goût. Et comme, au cours des « commissions » de tous les jours, tante Joséphine nous accablait de cadeaux, d'étoffes, de rubans, et de tout ce que nous voulions, il ne nous restait guère à payer que les journées de l'ouvrière, nos

chaussures et nos gants, le linge n'étant pas compris dans la pension.

Au bout d'un mois nous étions transformées, et la famille elle-même reconnut de bonne grâce cette transformation.

J'avais découvert, en faisant des courses avec Nicolas, un cordonnier très chic qui s'appelait Léon et qui demeurait rue Saint-Georges, et une marchande de gants épatante, Mme Coblenz, rue des Dominicains. Léon m'avait fait des petites bottes délicieuses à très hauts talons Louis XVI, en chevreau et vernis, lacées sur le dessus, qui montaient au milieu du mollet. Et Mme Coblenz avait consenti à « réaliser » mon rêve : des gants de Suède beige clair, *sans boutons* (chose alors inconnue). La petite lucarne de peau des gants à boutons m'avait toujours fait horreur.

Mme Coblenz, une belle juive brune, m'avait d'abord dit :

— Ça sera très laid et vous ne pourrez pas entrer dedans...

Ensuite, elle avait trouvé que c'était très joli, et elle m'avait raconté qu'elle faisait d'autres gants sans boutons pour des dames, entre autres pour Mme Godchaux, qui était la femme la plus élégante du monde financier de Nancy.

La tante Joséphine passait sa vie à chasser la poussière qu'elle croyait voir dans l'appartement merveilleusement bien tenu qu'elle occupait dans la maison de son fils. Quand sa femme de chambre avait fait le ménage, la tante le recommençait, et cela durait de dix heures du matin à quatre heures et demie du soir, heure à laquelle elle s'habillait pour sortir avec nous, tous les jours, sauf le samedi, où elle refaisait « à fond » son appartement et ne sortait pas du tout.

Et, ce jour-là, Grand mère m'envoyait généralement faire des courses pour la maison avec Nicolas.

Un samedi, au moment où j'allais partir et où Grand mère m'expliquait la liste de commissions, je m'aperçus dans son armoire à glace, et je me trouvai quelque chose de plus pimpant, de plus habillé, de plus « dame » qu'à l'ordinaire.

Il faisait très chaud. J'avais une petite robe à deux jupes, en mousseline à larges raies vert-pâle et blanches. Chaque jupe était bordée d'un ruban vert posé à « plat » qui ondulait joliment. Mon chapeau de grosse paille était entouré de coucous. Mes petites bottes brillaient comme des miroirs et mes gants, qui rejoignaient les manches terminées au coude, faisaient sur

les poignets les plis souples que j'aimais tant. Et, en me regardant, je pensai :

— Si j'avais une ombrelle, j'aurais tout à fait l'air d'une dame !...

Puis, inconsciemment, j'évoquai l'idée de dames que je rencontrais à Nancy et dont personne à la maison, ni chez les Gonneville, ni chez les Roquefeuil, ne savait les noms, et aussi des dames qui avaient acclamé l'oncle Édouard au café des Champs-Élysées.

Comme je disais adieu à Grand père qui lisait ses journaux, il me regarda attentivement et déclara :

— C'est étonnant ce que tu changes, toi !...

— J'étais en train de me le dire !... appuya Grand mère.

Dans l'escalier, je rencontrai l'oncle Adolphe qui rentrait. Il me toisa, et dit simplement, d'un air goguenard :

— Mâtin !...

Tandis que Nicolas qui m'attendait, en livrée d'été de coutil rayé blanc et bleu, avec sa grande casquette galonnée et son panier à la main, me disait d'un air de blâme :

— Si c'est pas malh'reux qu' Mad'moiselle mette un' si belle *rope* et un si beau chapeau pour trôler dans les boutiques !...

Or, comme la robe avait coûté un franc cinquante le mètre, et le paillasson du chapeau cinq francs, cette observation me surprit.

Dans la rue, en m'apercevant dans les glaces des magasins, je pensai : « Positivement je ressemble un peu à ce que l'oncle Édouard appelle des moitiés de dames !... » (l'oncle avait dit des « demi-dames », mais je n'y regardais pas de si près).

En faisant mes courses, je rencontrai M. René de Goussaincourt, M. Henri d'Hennezel et Xavier d'Offelize, qui me firent de beaux saluts sérieux, comme à une dame, au lieu de me dire le petit bonjour amical accoutumé.

Je continuais à me regarder passer dans les glaces. Nicolas marchait, comme toujours, à deux pas derrière moi et j'avais l'air d'être toute seule ; ça m'amusait beaucoup.

Vers six heures, les courses terminées, je traversais la place Stanislas pour rentrer, quand je fus abordée par un officier de hussards. Il n'y avait pas, à ce moment-là, de hussards en garnison à Nancy.

Il me barra à demi le chemin, me fit un joli salut plein

de désinvolture, et me dit, en souriant de toutes ses dents :

— Mademoiselle, voulez-vous me faire le plaisir de dîner avec moi chez Beaudot?

Beaudot, c'était le café chic de la place Stanislas, à la terrasse duquel j'apercevais, pour l'instant, des officiers et des gens de connaissance.

Surprise par cette invitation inattendue, intimidée aussi, je bafouillai bêtement :

— Mais, monsieur, je ne vous connais pas!

Il me répondit en riant :

— Justement, nous ferons connaissance...

Nicolas, qui m'avait rejointe, me dit avec autorité :

— Que mademoiselle se dépêche un peu d'rentrer, vu qu'nous sommes en retard!

Tandis que, du café, M. Dessans, un inspecteur du chemin de fer, Xavier d'Hoffelize, et M. du Dezerseul, un officier de nos amis, se précipitaient sur le hussard qui semblait embêté.

En rentrant, je dis à Grand père :

— C'est cocasse, il y a un officier que je ne connais pas... un hussard chocolat et argent...

Grand père interrompit :

— Chamborant... le septième!

— ... Qui vient de m'inviter, sur la place Stanislas, à dîner chez Beaudot... Qu'est-ce que vous dites de ça?

— Je dis, répondit Grand père après un instant de réflexion, que tu ne sortiras plus avec Nicolas... Tu n'es plus une petite fille!...

GYP.

# HISTOIRE D'UN HISTORIEN

# AMÉDÉE THIERRY

1797-1873

## I

## LA JEUNESSE

Pour bien raconter la vie des peuples
il faut les avoir gouvernés.

MACAULAY.

### L'ARRIVÉE DE LA DILIGENCE

.... La lourde voiture des Messageries s'engagea dans le quartier des Halles. Elle évita le fouillis des auvents et des parasols rouges qui abritaient durant « les feux du jour » ces dames du *Marché des Prouvaires*, longea le chevet de l'église Saint-Eustache et pénétra dans la rue Montmartre.

Le soir tombait, un soir blafard d'octobre. Au long des trottoirs sans dallage, les lanternes à potence s'allumaient déjà, piquant la ténèbre envahissante de leurs fumeuses clartés. Sur la déclive et boueuse chaussée que creusait en son milieu la cavée du ruisseau, la monumentale diligence roulait, tanguait, zigzaguait, esquivant les boute-roues, éclaboussant les piétons. Six chevaux, haridelles attelées au dernier relai, la traînaient à grand peine. Coiffé du chapeau à ganses, vêtu d'une *lisette* galonnée, culotté de chamois et chaussé de bottes à chaudron, un « gars de véloze » la conduisait en poste. Il faisait claquer son fouet à longue lanière, tandis que là-haut,

juché sur l'impériale, le conducteur soufflait de la trompette pour annoncer sa venue.

Cette voiture arrivait de Bordeaux. Cinq jours durant, elle avait labouré les ornières de la route royale n° 10, un long ruban de queue, courant à travers les pamperaies charentaises, les closeries poitevines, les prairies tourangelles.

Toujours pénible un pareil trajet, parfois même dangereux, avec ses odieuses couchées en d'immondes auberges : départ dès quatre heures du matin, entassement des voyageurs dans les flancs de la grinçante machine, cahots du véhicule suspendu sur des cordes, quarante-trois relais avec attelage de bœufs sur les côtes et les raidillons, pourboire exigé à chaque maison de poste, sans compter l'inspection du gendarme, l'examen répété des passeports. Des « yeux d'Argus » chez tous ces gendarmes... La plupart, il est vrai, ne savaient pas lire!

Ainsi voyageait-on encore en cet an de grâce 1816.

Mais à présent, finies toutes ces misères! « Salut, salut, gentil Paris! » La diligence accomplissait sa dernière étape. Dans les rumeurs de la cité bourdonnaute, elle dépassa tour à tour Sainte-Jussienne, l'amoureuse galerie du Saumon, le restaurant Lacaille, traiteur à rendez-vous galants, et, tournant à gauche, s'engouffra dans la cour Saint-Pierre, près de la rue Joquelet. On était arrivé.

Prestement descendu de l'encombrante guimbarde, son modeste bagage à la main, redressant sa petite taille et clignant ses yeux myopes, un jeune homme d'environ vingt ans, au masque volontaire, s'efforçait de distinguer dans la foule le visage qu'il attendait. Un sourire éclaira soudain ses traits accentués. Il avait aperçu celui qu'il cherchait. D'un bond, il fut à ses côtés. Augustin et Amédée Thierry s'étreignirent : ils ne s'étaient pas revus depuis 1813.

## UN BAPTÊME AU TEMPS DE BARRAS

De deux ans plus jeune que son aîné, le second fils de Jacques Thierry et de Catherine Leroux était venu au monde à Blois, le 2 août 1797 (15 thermidor, an V).

Sa mère n'avait point rêvé, comme celle de Virgile, qu'elle allait enfanter un rameau de laurier. Rien n'annonçait la brillante destinée qu'il devait accomplir.

La Révolution avait relativement épargné la cité des Valois. Chabot excepté, qui accomplit ici un terrible exploit, les terroristes n'avaient point trop odieusement exercé leur homicide tyrannie. Le drame de haine et de sang s'était arrêté au seuil de ce charmant pays.

A présent, malgré le déficit, la chute des assignats, la faillite imminente, la misère générale, on respirait enfin. Cependant le Directoire n'osait point toucher à la constitution civile du clergé : le culte demeurait proscrit, les églises fermées. Comme aux pires jours de 93, les « bons prêtres » étaient réduits à se cacher; les autres, les « intrus », les « renégats » pouvaient seuls célébrer leurs cérémonies sacrilèges. Et les âmes pieuses se courrouçaient. D'affligeants spectacles scandalisaient leur foi. Hier, c'avait été l'installation brutale de l'évêque *sans culotte* Grégoire, le « curé schismatique » d'Embermesnil; le palais épiscopal emporté d'assaut, la cathédrale envahie, souillée par la canaille, « l'égout des cloîtres et du sanctuaire » (1), et le véritable pasteur du diocèse, Mgr de Lauzières de Thémines, contraint à s'enfuir comme un criminel. Aujourd'hui, c'était peut-être plus lamentable encore. Laréveillère-Lépeaux n'a-t-il point imaginé d'établir le culte des *Théophilanthropes*, une ridicule macédoine du *Vicaire savoyard* et de l'*Être suprême*? Ces nouveaux amis de Dieu et des hommes prétendent imposer leurs parodies blasphématoires. Ils osent réclamer l'église Saint-Laumer pour y transporter leur temple scélérat!

Blois, ancienne station néolithique, puis *oppidum* gaulois, avant d'être ville de couvents et de cloîtres, abonde en cachettes profondes, en cavernes-refuges, où s'enfouissaient, aux jours de péril, ses habitants avec leurs provisions. Dénoncés, traqués, persécutés, les catholiques pourchassés usèrent de l'arme éternelle des faibles : la ruse.

8, rue Pierre de Blois, au tiers à peu près de la montée raboteuse qui escalade la vieille ville, sous une antique demeure dont les fenêtres à meneaux et l'échauguette en saillie contemplent aujourd'hui l'affairement des touristes, se creuse et s'infléchit, en multiples détours, un étroit tunnel aboutissant en direction du *Reménier* à une vaste salle souterraine. Les

(1) Lettre pastorale de Mgr de Thémines, 25 juin 1791.

traditions locales rapportent qu'elle se continuait jadis par une autre galerie forée dans le tuf, se prolongeant sous le coteau, vers l'ancien prieuré de Saint-Jean-en-Grève : la ligne de retraite après le chemin d'accès. Fut-il vraiment, comme on l'a soutenu, cet antre catachtonien, le mystérieux et sûr asile où se blottissaient les *Blesinses* au temps de l'invasion romaine? Ce n'est pas impossible. César a signalé l'énigmatique facilité des Gaulois à disparaître lorsqu'ils n'étaient pas de force à se défendre. En tout cas, durant la Révolution, cette catacombe servit aux fidèles de lieu de rendez-vous, de centre de réunion.

Un à un, le heurtoir frappé d'une façon convenue, ils se glissaient le soir dans la maison, gagnaient silencieusement la crypte aménagée en chapelle. Au son des vieilles mélodies grégoriennes, s'envolaient de suppliantes prières. Un insermenté, l'abbé Villain, officiait, disait la messe, administrait les sacrements. Il avait presque toujours pour assistant volontaire Jacques Thierry, l'ancien séminariste de Meung, l'ex « chantre-musicien » de la cathédrale. Celui-ci servait à l'autel, ou bien, comme il disait, « sans donner tout son timbre », assourdissant sa voix puissante, entonnait au lutrin le *Kyrie* ou l'*O Salutaris*. Et c'était encore Jacques Thierry qui, suppléant le prêtre absent, récitait à sa place oraisons et patenôtres.

Son nouveau-né dans les bras, il accourut le 16 thermidor. L'abbé Villain prononça sur l'enfant les paroles libératoires, oignit son front de l'huile sainte, déposa sur ses lèvres le sel de la sagesse. Puis le père, emportant tout joyeux son petit *chrémeau*, regagna son logis rue Fontaine-des-Élus.

Tel fut, ainsi qu'aux premiers âges chrétiens, sous le règne du citoyen Barras, le baptême d'Amédée, Simon, Dominique Thierry : — Amédée, Simon, des noms de son parrain, Simon, Amédée Buy, gantier; Dominique, parce que la veille, jour de sa naissance, venait de tomber un dimanche.

### EX DONO URBIS

L'opulence, comme au foyer d'un Ouvrard, n'avait point élu domicile chez cette humble famille. Trop souvent un pli soucieux barrait le front de la pauvre M^me^ Thierry. L'incurie des pouvoirs publics, la dépréciation du papier-monnaie,

l'insuffisance des transports, après la famine engendrée par les lois sur le « maximum », avaient singulièrement accru les difficultés de la vie. La détresse générale atteignait son paroxysme.

De jour en jour, grandissait la gêne du ménage. La situation devenait menaçante, quand, par bonheur, un beau-frère de Mme Thierry, Louis Blanchet, fut nommé receveur de l'enregistrement à Blois. Il se hâta de faire appel à son parent et huit cents francs d'appointements annuels apportèrent le salut à la maisonnée. Il était grand temps : confinés en deux étroites chambres de cette rue Fontaine-des-Élus, l'un des plus sombres boyaux de la basse-ville, les enfants s'étiolaient, privés d'air et de lumière. M. Delthil, l'officier de santé municipal, hochait bien souvent la tête, en considérant la mine chétive de l'aîné, le petit Augustin. Le cadet, heureusement, s'annonçait de complexion plus robuste. A l'encontre de son frère, volontiers absorbé ou rêveur, c'était un marmot turbulent.

Le père commença de bonne heure l'éducation de ses fils. Je me suis efforcé déjà de retracer la physionomie morale de cet homme énergique et simple, en qui la fermeté du caractère s'unissait à la noblesse des sentiments (1).

Avec leurs premières leçons de latinité, ses enfants lui durent leur formation intime, l'institution du caractère, les principes de probité rigide et de dignité un peu hautaine qui devaient gouverner leur vie.

Les élèves se montraient dignes du maître. A tous deux le ciel avait départi ses plus précieuses faveurs, les dons éclatants de l'esprit. Peut-être, cependant, le cadet, moins sensible, était-il plus lent à retenir, par attention réfléchie, ce que son frère concevait aussitôt par intuition immédiate et clairvoyance intérieure.

En 1805, à la rentrée des classes, Augustin était entré comme pensionnaire au collège de Blois tout nouvellement ressuscité. La protection de M. de Corbigny, préfet de Loir-et-Cher, un examen triomphalement subi, lui avaient assuré une bourse. Amédée l'y rejoignit l'année suivante, en qualité seulement d'élève externe. Cinq cents francs par an étaient trop lourde charge pour le maigre budget paternel et la loi du 19 vendémiaire an XII n'accordait qu'une seule exemption par famille.

(1) Voir notre volume : *Augustin Thierry d'après sa correspondance et ses papiers de famille*; Plon et Cie éditeurs, 1922.

Ce qu'étaient alors ce collège étonnant et ses professeurs plus surprenants encore, — l'ancien gendarme chargé d'expliquer Virgile et l'élégant géomètre-arpenteur, de commenter Sophocle : pour l'avoir dit ailleurs, je n'y reviendrai pas. Ce prodigieux système allait d'ailleurs changer bientôt. Les décrets du 16 septembre 1808 créant l'Université impériale organisaient en même temps l'Instruction publique sur tout le territoire de l'Empire. Dès 1809, le Conseil présidé par Fontanes, où siègent à côté de Bonald, Cuvier, Delambre et Jussieu, des hommes comme Villaret, l'ancien évêque de Casale, Beausset, son confrère d'Alais, l'historien de Fénelon, l'abbé Émery, supérieur de Saint-Sulpice, c'est-à-dire les savants les plus éminents de l'époque et ses éducateurs les mieux qualifiés, décidait que nul ne pourrait enseigner à l'avenir les classes de grammaire, s'il n'était pourvu du baccalauréat.

L'établissement dirigé par M. Giraudeau-Delanoue reçut alors des maîtres moins fantaisistes. Le chevalier René-Jean-Alexandre de Fontenay, un ex-officier de Beauce-Infanterie, émigré à l'armée des Princes et rentré en France après la paix d'Amiens, y « démontrait » l'algèbre et la géométrie. D'autres professeurs, MM. Godet, Girard et Marchand, avaient autrefois coiffé la toque au collège ecclésiastique de Pontlevoy.

Chaque trimestre, le principal devait envoyer à M. de Champeaux, recteur de l'Académie d'Orléans, les *curricules* de ses élèves, c'est-à-dire les notes qu'ils avaient obtenues, suivies d'une appréciation sur leur caractère, leur travail, leurs progrès. Toute cette paperasserie subsiste encore, conservée aux Archives du Loiret. On y trouve des indications parfois amusantes sur la jeunesse de futurs membres de l'Institut, tels que Pétigny ou La Saussaye. Pour les « frères Thierry », elles sont constamment louangeuses. Voici, par exemple, celles qui les concernent l'un et l'autre, pour le dernier trimestre 1810 : « Augustin Thierry : Assez bon caractère, a de très grandes dispositions. — Amédée Thierry : Doux, beaucoup de moyens, de travail et de succès. Réussit. »

Ils « réussissaient », en effet, moissonnant chaque année tous les prix de leurs classes. Ce sont de fort beaux prix, dorés sur tranche, reliés en veau plein, écussonnés de l'aigle impériale, timbrés de la devise : *Collegium Blesense, Ex dono urbis.* Et quelles édifiantes lectures : *Anecdotes chrétiennes, l'His-*

*toire des chiens célèbres*, *Valmont ou l'École des mœurs*.

Le « bonhomme » Thierry applaudissait à ces triomphes jumeaux. Redevenu premier chantre de la cathédrale, en faveur près de l'archiprêtre et du chapitre, à tant fréquenter d'aumusses et de camails une pieuse ambition lui était née, que partageait ardemment sa femme. Faire un prêtre du second de ses fils, réaliser en lui l'appel divin auquel il s'était cru destiné autrefois. Tous deux imploraient le ciel de leur consentir cette grâce. Mais en vain : la vocation ne s'éveillait pas chez l'enfant. Doux, mais obstiné, il demeurait sourd aux désirs des siens, aux exhortations de son confesseur. Beaucoup mieux qu'assister aux offices, il préférait entendre les récits de son cousin Désiré Leroux (1).

### ESPOIRS DÉÇUS

Sorti des vélites, celui-ci servait comme officier en Espagne, à l'armée de Suchet. Blessé au combat de Sagonte, il achevait à Blois sa convalescence. Tout chaud encore de l'haleine du canon, épris de gloire, croyant inébranlable le trône de Napoléon, le lieutenant ne pratiquait qu'une foi, ne connaissait qu'un dieu : l'Empereur. Il s'était pris d'amitié protectrice pour son jeune parent. Le dimanche, escorté de camarades choisis, il l'emmenait parfois jusqu'à la Chaussée Saint-Victor. On gagnait une guinguette, le *Malassis*, dont l'enseigne ingénue représentait un *goddam* fort mal à son aise en effet sur les dents d'un peigne. Là, devant quelque bouteille de *Galipot*, le cru de Louis XII, Désiré Leroux régalait son juvénile auditoire d'une merveilleuse odyssée. Les « victoires et conquêtes » passaient et repassaient en traits de feu sur ses lèvres enthousiastes. Amédée Thierry lui prêtait une oreille passionnée. A l'âge des impressions premières, nul détail n'est à négliger pour la compréhension d'une âme. Les discours de l'éblouissant militaire sont peut-être l'origine de son admiration pour l'Empire (2).

Augustin n'assistait point à ces agapes. Il venait d'entrer à l'École normale.

Amédée ressentit cruellement son absence. Durant quelque

(1) Amédée Thierry, *Souvenirs inédits de jeunesse* (*passim*).
(2) Amédée Thierry, *ibid.*

temps, il fut comme « étourdi ». Puis les lettres de son frère aiguillonnèrent sa nature vigoureuse. Elles disaient, ces lettres, l'enchantement de Paris, l'ivresse des succès nouveaux, le charme des camaraderies intellectuelles, la griserie encore des premiers entretiens avec Saint-Simon et la révélation qu'ils apportaient.

A son tour, le petit Blaisois obscur se prit à rêver de hautes destinées. L'ambition surgit en son cœur. Il se sentait armé pour la lutte. Parvenir à l'École normale, entendre les leçons d'un Burnouf et d'un Villemain, mûrir ses espoirs à la flamme de la pensée antique : telle est à présent la tâche qu'il s'assigne, le terme premier qu'il indique à sa persévérance. *Hoc opus, hic labor est.* M. Godet, son professeur, l'encourageait de toutes ses forces, le préparait spécialement pour l'épreuve à subir.

Si désolé qu'il fût de voir anéantir ses dévotes espérances, Jacques Thierry ne voulut point s'opposer aux projets de son fils. On convint que celui-ci se rendrait à Paris, réclamer le concours fraternel et prendre l'air de l'École. Le candidat s'en fut donc au « séminaire laïque » de la rue Saint-Jacques.

Augustin approuva fort le dessein qui lui était soumis, interrogea son frère et, rassuré sur son compte, écrivit incontinent au recteur de l'Académie d'Orléans :

« Monsieur,

« Un voyage que mon frère vient de faire à Paris ne lui a pas permis d'assister à un examen que M. Delisle (1) a fait subir aux élèves de sa classe. Je vous supplie, Monsieur, de l'examiner vous-même et de l'inscrire sur vos notes comme aspirant à l'École normale.

« Si j'en juge d'après les succès qu'il a obtenus, j'ose vous promettre que vous serez satisfait de ses réponses.

« Les bontés que vous avez eues pour moi me font espérer que vous voudrez bien rendre ce service à mon frère.

« J'ai l'honneur d'être, etc, etc.

« THIERRY, élève de l'École normale, 27 juin 1813 (2). »

Hélas! la réponse de M. de Champeaux allait être décourageante. Un nouveau règlement l'édictait : désormais, pour se

(1) L'inspecteur d'Académie chargé du Loir-et-Cher.

(2) Archives du Loiret. T. 422. En marge de la lettre : « Répondre d'une manière affectueuse. »

présenter à l'École normale, il fallait aux candidats, sortir d'un lycée et non pas seulement d'un humble collège. Amédée dut regagner Blois, le cœur gros.

Ce n'est que trois ans plus tard, à force de ténacité, qu'il put obtenir de venir commencer son droit à Paris.

A la rentrée d'octobre, après force embrassades et recommandations, ses hardes dans un sac, nanti de cent cinquante francs pour toute fortune, il prenait au *Soleil d'or* la diligence de Paris, d'où nous l'avons vu descendre rue Notre-Dame-des-Victoires, en l'hôtel des Messageries Royales.

### PREMIÈRES AMITIÉS

Lorsqu'il rentrait le soir du cours de M. Bavoux ou de M. Delvincourt, Amédée trouvait son frère plongé dans le travail. Augustin Thierry rédigeait alors pour Saint-Simon la politique de son ouvrage fameux sur *l'Industrie*. Il se montrait plein d'ardeur, d'enthousiasme, de rêves, prêchant la fraternité des peuples, attaquant la guerre et l'esprit de conquête. C'est l'instant de sa plus chère intimité avec le grand utopiste. Les malentendus qui vont les séparer bientôt n'ont pas encore surgi entre eux. Il voulut faire connaître son cadet au réformateur, le présenta rue Guénégaud.

Saint-Simon possédait un pouvoir de séduction incomparable. S'il ignorait l'art d'écrire, la nature lui avait en échange accordé l'éloquence. Sa parole fougueuse et passionnée entraînait la conviction. Pourtant le verbe magicien qui avait ému Augustin Thierry et devait conquérir Auguste Comte, ne sut point persuader son nouvel auditeur. Les théories du « prophète des nouveaux jours » apparurent des songes creux à ce cerveau lucide; sa philosophie du progrès réalisé par le développement industriel, sa conception du bonheur social obtenu par l'abolition de la propriété et l'association moralisatrice, autant de fameuses coquecigrues, à l'esprit le moins disposé qui fût à s'éprendre de chimères.

Il n'osait point avouer de tels doutes à son frère, les confiait plutôt aux amis qu'il rencontrait chez Ary Scheffer.

Sur les premières pentes escaladant Montmartre, commençait à se construire la *Nouvelle Athènes*, un quartier neuf créé par le receveur général Lapeyrière. Beaucoup d'artistes

y ont élu domicile : Mlle Mars, Mme Duchesnois, Talma, Horace Vernet, Granet, Isabey.

Le futur peintre des *Femmes Souliotes* qui s'en tient encore aux tableaux de genre, avait installé ses pénates rue de la Tour-des-Dames. Là se réunissent ses camarades de l'atelier Guérin, avec d'autres jeunes gens, étudiants ou publicistes, tous attachés aux idées libérales. On est en pleine bataille. La Charte sera-t-elle respectée? La loi Lainé va-t-elle donner le pouvoir aux classes moyennes? Au Palais-Bourbon, les nouvelles élections ont renforcé le parti des *Indépendants*. Voyer d'Argenson, Laffitte et Dupont de l'Eure ont pris la direction du groupe ; la Chambre retentit de débats furibonds. L'écho s'en répercute jusqu'au petit cénacle. Autour du bol de punch, on argumente, on ratiocine, on dispute. Avec Arnold Scheffer que ses violences vont bientôt mener à Sainte-Pélagie, le plus échauffé de la bande est certain « carabin » nommé Edme-Samuel Castaing. D'abord bien accueilli pour sa faconde, il ne tarde pas à choquer ces idéalistes par le matérialisme affiché de ses convictions. Peu à peu on l'évincera. Cependant il a le temps de se lier avec Amédée Thierry.

Sous l'influence de son nouvel ami, le jeune homme songea quelque temps à entreprendre ses études médicales. Cependant, toujours judicieux, il voulut s'assurer d'abord si ses nerfs pourraient supporter le spectacle de l'amphithéâtre. Castaing disséquait chez un aide d'anatomie à la Faculté, le docteur Breschet. Il entraîna son compagnon rue de la Jussienne. Plusieurs fois renouvelée, l'expérience fut constamment désastreuse. Une horreur insurmontable du cadavre paralysait l'aspirant chirurgien. Lorsqu'il regagnait, tout tremblant, l'appartement du médecin, il advenait qu'il rencontrât une gracieuse enfant, mignonne et frêle, à côté de sa mère. Il s'arrêtait pour lui sourire au passage. Assurément, il ne pouvait soupçonner que, vingt années plus tard, Mlle Gabrielle Breschet, fille du chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu, membre de l'Académie de médecine, deviendrait alors sa femme.

Castaing l'avait présenté aux siens, à son père, inspecteur des Forêts, à son frère, officier d'artillerie. Puis, ayant passé sa thèse, il se maria et leurs relations s'espacèrent. Opportune séparation, car on sait ce qui arriva; comment en 1823, convaincu d'avoir empoisonné par l'acétate de morphine les frères

Ballet, qu'il avait fait tester en sa faveur, ce déplorable héros d'une cause célèbre fut condamné à mort par la Cour d'assises de la Seine et gravit l'échafaud sans faiblesse.

Bien longtemps après, alors qu'il administrait la Haute-Saône, Amédée Thierry recevait le 1er janvier, à Vesoul, les fonctionnaires de son département. Au dernier rang, tâchait à se dissimuler le nouveau conservateur des Eaux et Forêts, M. Saint-Edme. C'était M. Castaing père, caché sous ce nom d'emprunt. Une suppliante imploration se lisait dans les regards du malheureux. Charitable, le préfet ne voulut point le reconnaître et passa.

### L'APPEL D'UNE VOCATION

Ces velléités médicales n'avaient été que foucade passagère chez un jeune homme cherchant sa voie. Au fond, d'autres instincts le poussent, l'exemple fraternel l'attire. Augustin Thierry ne songe pas encore à devenir historien, mais, penché sur la politique, il aperçoit déjà les armes qu'elle fournit. Ses entretiens avec Saint-Simon lui ont révélé une humanité nouvelle. A travers les aperçus fuligineux du penseur, il distingue obscurément comme un grand ressort de l'histoire, l'opposition des classes et les conflits qu'elle détermine. Tout ceci, encore très confus dans sa tête, va s'y clarifier bientôt et c'est bientôt aussi qu'il trouvera dans les vieux livres l'arsenal qu'il doit brandir contre la Restauration.

Ses débuts au *Censeur* viennent d'être éclatants. Déjà de puissants protecteurs s'intéressent à lui.

Amédée souhaiterait marcher sur ses traces, mais il sent amèrement les lacunes de son instruction. Ce pauvre collège de Blois n'est point l'École normale; les enseignements de ses professeurs ceux d'un Burnouf ou d'un Guizot. Toute culture philosophique lui manque. Et son frère n'a-t-il pas répété avec Montesquieu : « Avant d'étudier les rapports, il faut connaître les lois; sous la diversité des circonstances, dégager la métaphysique » ?

Daunou venait de succéder à Clavier au Collège de France (1). Ses travaux sur l'origine et les éléments naturels de l'histoire;

(1) En 1818, à la chaire d'histoire et de morale.

ses recherches sur la Grèce et sur Rome attirent à son cours toute la jeunesse libérale. Elle avait acclamé comme une espérance sa leçon liminaire : « La France est arrivée à une situation sociale telle qu'il n'y a plus d'autre autorité que la vérité, d'autre but que la vertu. » Comme un réquisitoire contre l' « obscurantisme », elle continue d'applaudir à sa morale : « La science, comme la religion, ne vaut que si elle améliore les mœurs; disputer n'est pas éclairer. »

Plusieurs mois, Amédée Thierry devint l'auditeur attentif du savant. Il apprit de lui les éléments de la critique historique, la science de l'examen par la comparaison des textes. On le trouve encore assidu aux cours de la Faculté des lettres : poésie latine avec M. Lemaire, philosophie avec Laromiguière. Le maître, après la leçon, avait accoutumé d'entretenir ses élèves. Parfois il entraînait les plus diligents sous les ombrages du Luxembourg, discutant de Locke et de Condillac, relations et substance. L'étudiant se mêlait volontiers à leur compagnie : ainsi prit-il une teinture de « sensationnisme », dont on retrouve plus tard la trace dans son œuvre.

Un événement fâcheux vint soudain interrompre cette fièvre de travail : Augustin Thierry rompit avec Saint-Simon.

Les conséquences de cette brouille n'allaient pas tarder à se faire sentir.

Le réformateur allouait deux cents francs par mois à son « secrétaire ». Ce Pactole constituait le principal revenu dont vivait la communauté fraternelle. Sa source tarie, la gêne régna vite au logis. Le *Censeur*, en effet, payait mal, ou point du tout, sans cesse poursuivi et condamné à l'amende. Alors s'ouvrit une ère de privations pour les fils de Jacques Thierry. S'ils ne furent pas réduits, comme Berlioz, à dîner sur le Pont-Neuf de pain et de raisins secs, ils subsistèrent péniblement d'économies héroïques. Bientôt la nécessité s'imposa : Amédée devait gagner sa vie.

Dans cette extrémité, Augustin recourut à ses amis. Arnold Scheffer connaissait Aignan ; Basterrèche était lié avec Benjamin Constant. On trouva pour le jeune homme une place à la *Minerve*.

LA MINERVE

Le recueil de combat que Lamartine appelle la « Satire Ménippée de la Restauration » venait d'être fondé par les *Indépendants*. En une alliance un peu bien adultère, ils désiraient fondre « le patriotisme, les doctrines de 89, l'orgueil national et la liberté dans la royauté constitutionnelle ».

Sa rédaction embrassait tous les coryphées du parti : à côté de Benjamin Constant et d'Aignan déjà nommés, Évariste Dumoulin, Étienne Jay, Tissot, Lacretelle aîné et *tutti quanti*. Quant à son programme, il se formulait ambitieusement : « Propager les connaissances utiles, détruire sans retour tous les préjugés, former ou fortifier l'opinion publique, hâter l'éducation personnelle de la France, affermir en un mot tous les vrais principes en politique, en morale et en littérature. »

Ces vrais principes-là n'étaient point du goût des maîtres de l'heure. Aussi les journaux « ultras », *Drapeau blanc* et *Quotidienne* en tête, se déchaînaient contre un « pamphlet satanique ». Invectives perdues; le succès de l'odieux libelle grandissait à chaque livraison. Une admiration à peine déguisée pour l'Empire lui valait la clientèle des « suppôts de l'Usurpateur ». On s'arrachait la *Minerve* chez les demi-solde, au café Lemblin, au café Montansier.

Elle méritait sa vogue à force de talent, de courage et d'esprit. Benjamin Constant attaque le Droit divin; Béranger claironne ses premières chansons politiques; Jouy, *l'Ermite de la Chaussée d'Antin*, observe railleusement la cour et la ville. Mais c'est Étienne surtout qui rallie tous les suffrages. Ses *Lettres sur Paris* demeurent un modèle de polémique. Les Alliés occupaient le territoire, leurs journaux prétendaient connaître de nos affaires. Ils entretenaient des espions jusque dans les cabinets ministériels. L'auteur de l'*Intrigante* dénonce à l'indignation publique « ces écrivains mercenaires, ces calomniateurs souterrains ». Pris à partie par les aboyeurs de la meute blanche, il riposte de bonne encre à la « maréchaussée politique » (1), aux « archers de la Sainte-Hermandad littéraire ».

(1) La *Minerve* n'est pas plus tendre aux « Girouettes » : tous ceux qui « ont changé de bannière et, constamment vils, demeurent constamment attachés à leur intérêt personnel ». Et de distribuer la nasarde. Villemain, nommé censeur en 1815, devient *Vilis Manus*; Fontanes, installé au Conseil privé, orateur de la Chambre des pairs : *Faciunt asinos*, etc.

La besogne d'Amédée Thierry était beaucoup plus humble. On l'employait à d'obscurs travaux de secrétariat et de corrections d'épreuves. Entre autres, il était chargé de colliger pour Aignan, rédacteur du bulletin politique, les extraits de journaux dont cet académicien connu pour ses emprunts, le « Cosaque de l'Institut », tirait mouture de sa prose.

Son passage dans les bureaux de la rue des Fossés-Saint-Germain devait au surplus être court. Une rencontre heureuse va transformer sa destinée et, lui révélant un monde nouveau, développer les facultés d'analyse et d'observation qui sommeillent en lui.

### LE SALON SAINTE-AULAIRE

Parmi les salons qui s'ouvraient à la naissante renommée d'Augustin Thierry, se trouvait celui des Sainte-Aulaire. Comme son voisin, le salon de Broglie, c'est un salon politique, le rendez-vous préféré des « jeunes doctrinaires ». Ainsi les nommait-on pour les opposer aux « pontifes ». Charles de Rémusat, *princeps juventutis*, y tient le dé entre Barante et Decazes. Guizot s'y rencontre avec Molé. Ils ne sont pas encore ennemis. C'est là que Lamartine fera bientôt ses débuts à Paris, là que les *Premières Méditations* s'envoleront à la gloire.

Descendant d'une ancienne famille périgourdine, petit-fils de ce François Beaupoil de Sainte-Aulaire, auquel son quatrain fameux à la duchesse du Maine (1) avait valu l'Académie française et qui mourut centenaire comme Fontenelle, le comte Louis était un grand seigneur obligeant et courtois. D'abord rallié à l'Empire, chambellan et préfet, il était devenu député de la Meuse au second retour du Roi. Son courageux plaidoyer en faveur des protestants cévenols, avait dressé contre lui tous les La Bourdonnaie de la *Chambre introuvable*. Depuis lors, bien qu'il ne fût point rentré au Palais-Bourbon, n'ayant point atteint les quarante ans d'âge exigés par la loi électorale de 1816, il demeurait l'un des espoirs du parti libéral. Les fiançailles annoncées de sa fille avec le comte Élie Decazes avaient encore

(1) La divinité qui s'amuse
A me demander mon secret,
Si j'étais Apollon, ne serait pas ma muse,
Elle serait Thétys et le jour finirait.

augmenté son prestige. On attendait beaucoup de cette union avec le ministre préféré de Louis XVIII, le « dernier des favoris », un futur président du Conseil.

Intelligent et cultivé, affable sans hauteur et bienveillant sans morgue, ce gentilhomme savait distinguer le mérite. Pour avoir, sous la Terreur, traversé de redoutables jours, il connaissait les difficultés de la vie, témoignait une agissante sympathie à qui les affrontait d'un cœur ferme. Augustin Thierry l'ayant entretenu de son frère, il se fit présenter le jeune homme, apprécia son vouloir et son intelligence. L'occasion de le servir se présenta bientôt.

Talleyrand cherchait un précepteur pour ses petits-neveux, les fils de la duchesse de Dino : Napoléon-Louis et Alexandre-Edmond de Talleyrand-Périgord : deux enfants de sept et cinq ans, à peine sortis de lisières. Le prince, qui détestait l'éducation des femmes, demandait un jeune homme « patient et doux » qui pût leur enseigner la lecture et l'écriture, les premiers éléments du calcul. Un poste bien humble, mais qui assurait à son titulaire, en cas de réussite, une toute-puissante protection, son entrée dans l'aristocratique univers de Valençay et de l'Infantado.

M. de Sainte-Aulaire fit recommander son protégé par le comte Decazes. Talleyrand, après une brouille passagère, ménageait un ministre de la Police, maître de l'oreille du Roi. Il saisit volontiers l'occasion de se montrer agréable. Quelques jours plus tard, Amédée Thierry prenait ses fonctions.

### CHEZ TALLEYRAND

Depuis son départ des Affaires étrangères exigé par Alexandre Ier (1), Talleyrand menait, tantôt à Paris, tantôt à Valençay, une retraite boudeuse et pleine d'amertume. Les plaintes, les récriminations, voire les injures, emplissent sa Correspondance. « Le ministère est fort méprisé, écrit-il à la princesse de Bauffremont, le duc de Richelieu est le plus méprisé de tous. »

Louis XVIII avait cependant essayé d'apaiser son redoutable sujet. Nommé grand chambellan de la Maison du Roi, il avait

(1) Provoqué par la divulgation du traité secret conclu, le 3 janvier 1815, avec l'Angleterre et l'Autriche, manifestement dirigé contre la Russie.

le pas sur les premiers gentilhommes de la Chambre, les ducs de Richelieu, de Duras, d'Aumont et de La Châtre. C'était la plus haute charge de la Cour. Mais Talleyrand n'a que mépris pour cet emploi de « domestique empanaché ». Bien rares sont les occasions où il consent à prendre son service au Château : tel nous le montre la duchesse Decazes en son *Journal*, « costumé, paré, chamarré, parfumé, poudré avec une minutieuse recherche ».

A tout cet apparat, il préfère la capiteuse tranquillité de son hôtel, ce merveilleux palais de l'Infantado, enrichi de mille trésors d'art, tout frémissant des souvenirs de 1814.

En apparence, il y coule, désintéressé de tout, la plus paisible vie et la plus familiale, entre sa vieille amie, la princesse Tyszkiewicz et sa jeune nièce, la sémillante comtesse Edmond de Périgord. D'anciens et chers compagnons d'autrefois, camarades d'émigration, le marquis de Jaucourt, le prince de Laval; de pimpantes « divinités » de sa jeunesse, à présent respectables douarières, la princesse de Vaudémont, M^mes^ de Luynes, de Montmorency et autres « tabourets », viennent souvent le visiter et risquer quelques *rubbers* à la table du whist.

Au vrai, Molé l'a bien aperçu, la rue Saint-Florentin est un grouillant foyer d'intrigues. Chaque matin, Roux-Laborie, le « Cabriolet jaune » (1) et le dangereux Montrond, l' « Enfant Jésus de l'enfer » (2), le beau Montrond, l'époux, — au deuxième tour, — de la *Jeune Captive*, se faufilent, par une porte de service, viennent prendre le mot d'ordre, recevoir les instructions du maître, enragé d'ambition et de cabale.

On conçoit quels prodiges de tact, d'adresse et d'intelligence, il fallut qu'Amédée Thierry réalisât, pour se maintenir et s'adapter dans un milieu si glissant et si nouveau pour lui. Dans les *Souvenirs* de jeunesse malheureusement interrompus qu'il commença de rédiger en 1864, les notes concernant son séjour chez Talleyrand sont demeurées à l'état d'ébauche. Il est aisé toutefois d'y démêler l'impression d'éblouissement produite sur l'esprit du jeune précepteur par le spectacle quotidien qu'il a sous les yeux.

(1) Secrétaire du Gouvernement provisoire, on lui avait donné ce surnom, pour l'activité qu'il déployait, dans ses visites matinales, en cabriolet, à la porte de tous les ministères.

(2) C'est Talleyrand qui le nomme ainsi.

Chaque matin, le prince tient dans son cabinet de toilette une façon de petite cour. Pendant que l'accommode son valet de chambre, Hélie, il reçoit ses intimes, s'entretient familièrement avec eux. C'est une heure de libre causerie, on dirait presque d'abandon, si le mot pouvait s'appliquer à un tel homme. Deux fois la semaine, M^me^ de Dino présente, Amédée Thierry venait exposer les progrès de ses élèves, recevoir des conseils et parfois des reproches. Malgré l'infimité de son personnage, il lui advient aussi de figurer aux « petites places », de jouer les utilités dans les célèbres dîners de la rue Saint-Florentin.

L'hôtel Talleyrand était justement réputé pour la perfection de sa tenue. Des serviteurs d'élite y assurent à pas feutrés le plus impeccable service. Du suisse Saint-Claude, placide géant savoyard, au cuisinier Lejeune, un artiste hors pair, tous portent en leur discrète personne « quelque chose d'onctueux et de paroissial qui rappelait l'évêché d'Autun ». Les soirs de gala, Talleyrand, fidèle aux anciens usages, sert lui-même chacun de ses convives. C'est merveille de l'entendre graduer savamment le protocole de sa courtoisie : « Me ferez-vous l'honneur, monsieur le duc, d'accepter ce poisson ? — Marquis, vous plairait-il de prendre de ce gibier? — Comte, vous offrirais-je cette volaille? — M'sieu un tel, du pâté? »

Modestement assis à son bout de table, le petit précepteur attentif écoutait, analysait, retenait. Il acquit par là de bonne heure une savante philosophie du monde, l'art précieux de se tenir à sa place, la connaissance raffinée des distinctions sociales. Cette précoce expérience transparaît déjà dans une lettre adressée à l'un de ses amis de Blois, Augustin Racapé.

« Je te suis bien reconnaissant, mon ami, de l'intérêt que tu m'as toujours porté et dont ta lettre est une nouvelle preuve. Je ne puis oublier que nous avons fait ensemble le premier pas dans le monde, et que tous deux en même temps nous avons fait notre *apprentissage d'indépendance*. L'apprentissage te parut dur et tu renonças au métier; tu cherchais la stabilité et le repos; ce n'était pas là que tu pouvais les trouver. Pour moi, je me dévouai à toutes les chances de notre premier état et j'en ai bien éprouvé! Tourmenté de l'amour du mieux, j'ai cédé à son impulsion, j'ai essayé de bien des places, effleuré quelques agréments, goûté souvent bien des déplaisirs, mais enfin j'ai

*étudié* les hommes et, dans le monde, la science des hommes est aussi utile que celle des choses (1). »

Cette science nécessaire de l'homme, il la peut approfondir au spectacle des intrigues qui se nouent à l'Infantado. Le Congrès d'Aix-la-Chapelle bat son plein. La France, suivant le mot de Metternich, « afin de préserver l'autorité du naufrage », va-t-elle entrer dans le concert des puissances, proclamer à son tour le droit d'intervention, adhérer à la « Pentarchie morale », à la prise en tutelle de l'Europe par les Cinq? Richelieu hésite, effrayé par le résultat des élections d'octobre. Decazes résiste et Talleyrand brouille le jeu. Louis XVIII, sans illusions sur le rôle tenu par « Asmodée », mais temporisateur éternel, s'applique à « tendre la main à droite comme à gauche ». Richelieu renvoyé, ne lui faudrait-il pas recourir au grand chambellan qu'il déteste? Le redoutable personnage est à ménager cependant. Discrètement le Roi fait avertir le corps diplomatique qu'il ne trouvera pas mauvais qu'on fréquente sa demeure.

Voilà la rue Saint-Florentin, comme autrefois l'hôtel de Monaco, redevenue le rendez-vous des uniformes et des grands cordons. Avant souper, dans le grand salon à colonnes, où s'érige, au milieu des Titien, des Rembrandt, des Holbein, le *Pâris* de Canova, pendant que Libon le violoniste, ou Nadermann le harpiste, distillent leurs savantes harmonies devant un auditoire cérémonieux et guindé, Talleyrand s'enferme dans son cabinet avec le chevalier Stuart, envoyé d'Angleterre, ou Pozzo di Borgo, ambassadeur de Russie. Leurs entretiens demeurent secrets : une ambiance de mystère enveloppe les êtres et les choses. Pourtant, lorsque reparaissaient les diplomates, l'habitude de juger donnait à cette compagnie de gens du monde une finesse de tact qui les induisait rarement en erreur. De riens en apparence insignifiants, d'un geste, du maintien, de tout ce que peut déceler un homme, ils tiraient des conséquences souvent fort importantes.

Ainsi, Amédée Thierry apprenait-il encore pour son plus grand bien, avec le contrôle et le gouvernement de soi, à percevoir la subtilité des nuances sous l'apparente réalité des mots : tout ce que Commines, ce Talleyrand du xv$^{e}$ siècle, appelle « la feintise des bons marchés du monde ».

(1) 18 avril 1818.

C'est une autre existence à Valençay. Le prince affectionne son manoir berrichon, sévère et grandiose, qui tient du couvent et de la forteresse; sa galerie en arcades, ses douves profondes et ses grandes tours. Il aime son petit royaume pour le charme de ses horizons tranquilles, la paix de sa forêt, la fraîcheur de sa vallée.

Il se hâtait d'y courir dès les premiers beaux jours, y demeurait tard jusqu'après la Toussaint. Toute étiquette était bannie : « A Valençay, écrit la duchesse de Dino, M. de Talleyrand avait tout son charme. » Celui dont s'effrayait Napoléon affecte de mener la paisible vie d'un gentilhomme campagnard. Les visiteurs qui s'empressent au château l'aperçoivent avec surprise béquillant dans son parc à surveiller les plantations ou discutant avec les fermiers. Parmi eux, beaucoup de prêtres, à l'étonnement discret d'Amédée Thierry : les curés de Valençay, de Villentroix, de Faverolles; voire de hauts dignitaires d'Église, N N. S S. de Rennes et d'Évreux... Mais l'évêque d'Autun, le mari de M^me^ Grand, n'est-il point réconcilié avec Rome? A tous, le châtelain se plaît à faire les honneurs. Avant de parcourir ses futaies, il faut admirer ses marbres, ses tableaux, ses gravures, sa « librairie » aux douze mille volumes.

L'estime et la bienveillance pour le précepteur de ses neveux avaient succédé chez Talleyrand à la hauteur distante des premières semaines. Le jeune homme n'est plus strictement enfermé dans son emploi. On recourt à lui pour de menus services. A l'occasion, il se hausse au rang de secrétaire. Le prince qui souffre d'insomnies le fait parfois éveiller pour lui dicter un fragment des *Mémoires* qu'il a commencé de rédiger en 1815, lui demander lecture de quelque passage de Bossuet : *Oraisons funèbres* ou *Discours sur l'histoire universelle*, ses livres de chevet. Très fier de sa bibliothèque, qu'il appelle, en bon cicéronien, son « Jardin de l'âme », il lui en fait commencer le catalogue. C'est encore Amédée Thierry qui se voit chargé de calligraphier le programme des réjouissances pour la Saint-Maurice. J'en ai retrouvé dans ses papiers un exemplaire du 22 septembre 1819. Il mentionne des sonneries de trompe par les garde-chasse, une grand messe célébrée dans la chapelle du château, la récitation de compliments par les enfants de l'école, un banquet pour les pauvres dans une remise.

Valençay n'est guère qu'à seize lieues de Blois. Ce voisinage

permet à l'apprenti-pédagogue d'aller passer en famille le temps de ses loisirs. Il prenait la « patache » à l'hôtel d'Espagne, débarquait rue des Violettes où l'on s'ébahissait fort des belles histoires qu'il contait. A le voir ainsi se pousser dans le monde, Jacques Thierry regrettait moins que son cadet ne fût pas dans les ordres et la présence de tant de gens d'église rassurait sa pieuse femme sur l'orthodoxie du ci-devant évêque.

### LA DIRECTION DES COLONIES

On a dit les espoirs orgueilleux d'Amédée Thierry, sa volonté de parvenir. Le précepteurat et les avantages qui l'accompagnent dans une opulente maison ne représentent pas à ses yeux la fin médiocre à laquelle il doit arrêter son essor. Il n'est, au contraire, dans sa pensée, qu'une étape parcourue, un échelon franchi, le moyen de réussir après s'être assuré des protections utiles.

En 1820, Alexandre de Talleyrand-Périgord atteignait sa neuvième année. Il fallait à présent le mettre au latin, commencer sérieusement son éducation. L'entreprendre était se lier pour plusieurs années. L'enfant s'annonçait d'intelligence ordinaire, d'application distraite, de caractère indocile. Amédée Thierry recula. Sollicitant son appui, il fit valoir à Talleyrand les raisons qui l'obligeaient à s'éloigner. L'ambition n'était point pour déplaire à l'éternel ambitieux. Il se connaissait en mérite, savait à l'occasion se montrer obligeant. Une lettre à l'adresse du baron Portal quitta la rue Saint-Florentin. Pour avoir quelque peu collaboré avec Talleyrand aux traités de 1815, le ministre de la Marine était beaucoup entre ses mains. Le 1er août, Amédée Thierry recevait sa nomination de rédacteur à la Direction générale des Colonies.

Cinq années durant, il va appartenir au personnel de la rue Royale, employé d'abord au bureau d'administration, puis à celui des finances et approvisionnements, sous M. Pichon; voir se succéder trois ministres, le marquis de Clermont-Tonnerre remplacer Portal, et Portal, à son tour, céder son portefeuille au comte de Chabrol.

Tout nouvellement coiffé du tortil, Portal menait sévèrement son monde, imposant à tous l'exactitude et l'assiduité. S'il n'eut pas le temps de devenir un grand ministre, il fut du moins un ministre utile. Lorsqu'il dut résigner sa fonction après la chute

du second cabinet Richelieu, Villèle eut tort de ne point le maintenir à son poste. L'incapable Dubouchage, à qui l'on doit la réjouissante idée d'avoir choisi Angoulême pour y installer une école navale, avait achevé de désorganiser la marine. Par insouciance, pris de court au surplus, Molé n'avait pas tenté de réagir. Tout change à l'arrivée de Portal. Assisté d'un ancien capitaine de vaisseau, devenu remarquable administrateur, intendant des armées navales, le premier Jurien de la Gravière, il entreprend de nettoyer les écuries d'Augias. Les arsenaux sont vides : on les remplit. Brest, Lorient et Rochefort se mettent au travail; le personnel insuffisant ou vieilli est remplacé. Il n'y a qu'à comparer, sur les annuaires maritimes de 1819 et de 1821, la liste des commandants de vaisseau ou de frégate, pour apercevoir quel efficace besogne fut accomplie en dix-huit mois. La même activité règne sur les chantiers. 27 frégates et 16 vaisseaux de ligne sur leur ber, tel est à son départ le bilan ministériel de Portal. Les directeurs de constructions navales n'en faisaient point accroire à l'ancien armateur bordelais.

Amédée Thierry fait donc à bonne école ses premiers pas dans la carrière. Sous la Restauration, le personnel administratif conserve encore les grandes traditions de l'Empire. Il connaît son métier, s'y applique en conscience. M. Pichon, en particulier, s'est formé sous Decrès.

A cette exacte discipline, le nouveau rédacteur apprend ce qu'il ignore : à débrouiller un état, à liquider un compte, comment s'établit un budget et s'en répartissent les fonds, — toute une science qui doit utilement servir un jour le préfet et le conseiller d'État. Les notes de son dossier le montrent fonctionnaire « consciencieux et dévoué ». A deux reprises, le sous-directeur, Saint-Hilaire-Filleau, le propose pour une gratification extraordinaire. Sans doute, les lauriers de sous-chef allaient-ils bientôt récompenser son zèle.

Après un court passage à Blois pour y promener l'orgueil de son nouvel état, il était venu s'installer rue des Grands-Augustins, dans le voisinage immédiat de son frère. Celui-ci publiait alors dans le *Courrier Français* ses *Lettres sur l'Histoire de France*. Elles y provoquent un beau scandale, manquent le mener à Sainte-Pélagie. En revanche, elles lui valent d'ardentes sympathies, des amitiés précieuses. Autour d'Augustin Thierry, Amédée avait retrouvé le petit cercle d'autrefois, tous les habi-

tués de l'atelier Scheffer. Un néophyte amené par Arnold y manifestait la chaleur audacieuse de ses convictions. Il portait l'épaulette d'officier, s'appelait Armand Carrel (1).

Inféodés aux éléments avancés du parti libéral, ennemis de la « Congrégation », vouant aux gémonies Marcellus et Castelbajac, admirateurs de La Fayette et plus ou moins affiliés à la Charbonnerie, ces jeunes gens n'hésitent pas à se lancer dans la bataille des rues. On les retrouve dans toutes les échauffourées, aux troubles de l'École de droit, aux désordres de Saint-Eustache, aux manifestations en faveur de Manuel.

Tout fonctionnaire qu'il soit et risquant pour le moins sa révocation, le subordonné de M. Pichon se laisse aller, les premiers temps, à suivre ses amis. Mais, dès 1821, se plongeant « dans l'extase du passé », Augustin Thierry commence d'entreprendre les recherches d'où va naître l'*Histoire de la Conquête*. Il ne quitte plus les bibliothèques, courant de Sainte-Geneviève à l'Arsenal, de l'Arsenal à l'Institut, échafaudant lentement et laborieusement l'édifice grandiose qu'il veut construire. A son exemple, Amédée abandonne les agitations de la politique. Il fréquente le monde. James Morrisson, un ami rencontré naguère à la Faculté, l'a présenté à Miss Mary Clarke.

### MISS MARY CLARKE

C'est une originale et curieuse figure celle de cette Écossaise, dont Chateaubriand a dit « qu'elle ne ressemblait à personne », qui, après une passion malheureuse pour Fauriel, doit épouser sur le tard l'orientaliste Jules Mohl, diriger un « salon d'esprit » redouté sous Louis-Philippe et le Second Empire, attirer et retenir tour à tour au tapis de son foyer les célébrités les plus diverses, — Manzoni, Benjamin Constant, Tocqueville, Ampère, Cousin, Thiers, Mignet, Mérimée, Augustin Thierry, plus tard Loménie, Montalembert, le duc de Broglie, Prévost-Paradol, Jules Simon, Renan, — pour s'éteindre nonagénaire sous le président Grévy.

Petite-fille, par sa mère, de ce capitaine Hay, de la *Royal Navy*, qui s'était distingué aux Indes contre Suffren et sous

(1) Compromis, comme l'on sait, dans la conspiration de Belfort, où tenait garnison son régiment, le 29e d'infanterie, Carrel devait démissionner quelques mois plus tard.

lequel avait bataillé Nelson, elle avait fait ses débuts à l'Abbaye-au-Bois auprès de Mme Récamier. Spirituelle et bonne musicienne, lavant d'aimables aquarelles, elle ne tardait point à conquérir la faveur de la petite cour qui gravitait dans « l'asile solitaire » autour d'une idole morose et despotique. Les fantaisies de sa verve primesautière, de plaisantes boutades, force saillies désinvoltes, avaient le privilège de dérider Chateaubriand. Aussi la *belle* Juliette, à présent devenue la *bonne* Juliette, attirait-elle de son mieux celle qui pouvait arracher « Jupiter » à sa désolante torpeur. L'ennui du grand homme avait ses degrés visibles, connus, appréhendés par son entourage. Lorsqu'il caressait le chat de Mme Récamier, tous les yeux se tournaient vers la porte; quand il jouait avec le cordon de sonnette, l'anxiété se muait en angoisse. Miss Clarke, aussitôt prévenue, s'empressait d'accourir et l'entrée de la « jeune Anglaise », — c'est Ampère qui l'affirme, — était saluée par un « ah! » de détente générale.

En 1822, la « jeune Anglaise » avait dépassé la trentaine. Point belle, le nez camard, la bouche trop forte. Mais du charme et de la séduction : la taille svelte, un teint éclatant, des yeux bleus pétillants de malice; la tête, bien posée sur les épaules, couronnée par une toison de boucles désordonnées; bref, une « jolie laide ».

Au moral, elle est bonne, sensible, spontanée, d'humeur incommode et d'une vivacité endiablée. Intelligente, lettrée, elle conservera toute sa longue vie le goût des choses de l'esprit. Mais aussi, elle est fougueusement indépendante, et frottée de saint-simonisme, imbue des droits de la femme, de l'égalité des sexes. Volontiers elle répéterait avec Olympe de Gouges : « La femme a droit de monter sur l'échafaud, elle doit avoir également celui de monter à la tribune. » Abandonnée à elle-même par une mère distraite, constamment préoccupée de sa santé, elle pousse à l'excentricité le sans-façon de ses allures. Cette petite-fille de marins ne dédaigne point d'emprunter à ses ancêtres leur verbe haut-monté, et de tenir à l'occasion des propos de gaillard d'avant.

Lorsqu'Amédée Thierry la rencontra, elle avait déjà disposé d'elle-même en faveur de certain diplomate séduisant et séducteur, son compatriote. Hélas! après une rupture soudaine, l'ingrat venait de regagner son île, laissant à Paris une Ariane indi-

gnée. Orgueilleuse et lâchée, Mary avait une revanche à prendre, une vengeance à tirer. Le rédacteur aux Colonies lui plut : elle le lui fit voir. Le roman ébauché tira vite à sa conclusion. Alors, entre deux êtres mal assortis, également volontaires, séparés par trop de disparates, se noue, s'interrompt, recommence, se traîne pour cesser bientôt, une liaison orageuse, fertile en querelles et en malentendus.

En des lettres où l'aigreur le dispute à la véhémence, sans ponctuation, ni grammaire, tant la plume court sur le papier, Miss Clarke reproche à son partenaire de ne point l'aimer comme elle souhaitait l'être. Elle est impulsive et rebelle, il est calculateur et discipliné. Elle a le dédain des conventions qu'il observe, des préjugés qu'il respecte. Un peu tard, elle découvre en lui des « défauts insupportables ». Ambitieuse, elle incrimine son ambition. Il est « une machine toute tendante à un but ». Le monde compte seul à ses yeux « pour les services qu'il peut rendre ».

Les travers de Mary ne rebutent pas moins son amant. Elle est exigeante et personnelle, irritable et brouillonne. Surtout, cette garçonnière amazone qui se reconnaît elle-même « plus homme que femme » est dénuée de toute coquetterie, déplorablement négligée dans sa mise. Elle méprise la mode et ses exigences. Ne lui parlez pas *witchouras*, bottines *à la Polonaise*, *canezous à l'Ipsibohé*, chapeaux *Léonidas*, robes *flammes du Vésuve* ou *araignée méditant un crime*. En cet avril fleuri de 1822, pour y « copier », elle fréquente assidument le Louvre. C'est un asile propice aux rendez-vous. Quand donc Amédée Thierry vient rejoindre son amie, il a l'heureuse surprise de la trouver gainée dans un sarrau de toile, tout maculé de taches. Deux poches immenses contiennent les reliefs de son déjeuner, ses pinceaux, ses tubes de couleur et des souris apprivoisées. Dans ce glorieux accoutrement, elle sort à son bras, le chef orné d'une guirlande de fleurs. Et s'il risque une timide observation, superbement on lui répond : « L'amour et la parure sont deux, c'est dégrader l'un que s'attacher à l'autre. »

Ils se séparèrent, également lassés, en juillet. Déjà, Mary s'est jetée à la tête du quinquagénaire Fauriel. Elle prétend remplacer M^me^ de Condorcet, la morte toujours pleurée. Il est « son ange », elle, sa « douce amie ». Et ce sera le grand amour, décevant et passionné, de sa vie, ses ardeurs toujours sous pres-

sion, refroidies et contenues par la réserve délibérée du bon Fauriel, un peu fatigué, un peu tiède, un peu veule.

Cette rapide intrigue avait eu pour Amédée Thierry l'avantage de le ramener à ces milieux de lettres qu'il affectionnait, d'étendre le cercle de ses relations mondaines.

Dans leur appartement de la rue du Bac, les dames Clarke recevaient brillante société. On y dansait, on donnait des concerts. Une belle Italienne, Mme Andryane, dont le mari partageait la captivité de Silvio Pellico, la princesse de la Moskowa, la marquise de Gabriac, Mme de Sparre comptaient le mercredi parmi les exécutantes. Dans l'auditoire qui les applaudissait, se rencontraient Jouffroy, Manuel, Guizot, Victor Cousin, Benjamin Constant. A la prière de Mme Clarke, celui-ci venait d'engager au *Constitutionnel* un débutant fort échauffé, le jeune Adolphe Thiers. Il adressa la même proposition à Amédée Thierry.

Depuis le départ de Portal, la fièvre de travail qui avait un instant secoué les bureaux du ministère s'était bien apaisée. Le marquis de Clermont-Tonnerre laissait des loisirs à son personnel. Amédée les utilisait de son mieux, retournant au Collège de France, fréquentant les bibliothèques, assistant son frère dans ses recherches, recueillant dans leurs entretiens du soir ses conseils èt ses leçons. A la lumière de ce puissant esprit, toute une conception neuve de l'histoire, une méthode originale pour l'écrire se révélaient à lui. Cependant il ne se sentait pas encore assuré de ses moyens. La politique pure ne le tentait guère. Il déclina l'offre de Benjamin Constant.

Elle n'avait pas moins remué chez lui tout un levain d'idées anciennes, réveillé une vocation somnolente, des espérances assoupies. Quelques mois encore, et la fondation du *Globe* va triompher de ses incertitudes.

### LE SANCTUAIRE DE LA DOCTRINE

Dans l'histoire de la Presse française, c'est une date mémorable que la fondation du *Globe* (1). Le romantisme à son aurore, le mouvement impétueux qui emporte une génération ivre de grands rêves et de généreux enthousiasmes, va trouver

(1) Septembre 1824.

son expression dans le recueil bientôt célèbre qui unit la solidité d'un livre à l'action rapide d'un journal.

Jusqu'à la chute de Villèle il ne fera point de politique, bornant son apostolat un peu hautain au seul domaine de la pensée. C'est ici le sanctuaire de la « Doctrine », le rendez-vous du « canapé » (1). Les rédacteurs du *Globe*, ce sont les élèves de Guizot, dont ils se réclament. Les « ultras », les « pointus » veulent « balayer les immondices constitutionnelles, mettre la royauté hors de page ». Ils prétendent au contraire formuler le nouveau dogme auquel la France aspire, indiquer, entre les théories extrêmes, la solution « raisonnable ». Rénovant l'histoire, la philosophie, la littérature, ils veulent dégager les matériaux d'une construction neuve de tous les débris du passé.

En philosophie, le *Globe* défend le spiritualisme. En histoire, il poursuit la « recherche exacte du passé ». En littérature, il affiche le goût des nouveautés, revendique pour l'écrivain le droit à la variété, à la liberté de l'inspiration. Ses haines vont aux « momies », aux « crânes chauves », aux Viennet, aux Lemercier et autres pseudo-classiques. Sainte-Beuve débutant y publiera son *Tableau de la Poésie française au XVI^e^ siècle*; Victor Cousin, les premiers *Fragments philosophiques*.

En somme, une très noble tentative, un bel effort vers l'art et la pensée libres, digne à tout le moins d'un respectueux souvenir. Malheureusement l'esprit de coterie le guette, ce penchant des intellectuels à se complaire dans le cercle étroit où ils vivent, à s'isoler, sans y prendre garde, du grand public à qui l'on parle, pour lequel on travaille.

Dissemblables d'esprit et de culture, ses fondateurs appartiennent à deux mondes bien différents. L'un, Pierre Leroux, ouvrier typographe, saint-simonien de la première heure, évoluant déjà vers ce socialisme bizarre, mélange de conceptions pythagoriciennes et bouddhistes, défenseur de la famille, de la patrie, de la propriété, qui doit un instant séduire George Sand. L'autre, Paul-François Dubois, normalien de la promotion de 1812, camarade de Jouffroy et d'Augustin Thierry, l'un des maîtres les plus fameux de la jeunesse, destitué deux fois pour ses idées républicaines. L'universitaire en disgrâce amène

(1) C'est le surnom ironique donné aux doctrinaires par le *Drapeau blanc*, parce que, assurait la feuille royaliste, « ils pouvaient tous tenir à l'aise sur un canapé »

avec lui deux autres victimes de M. de Corbière, Théodore Jouffroy et Damiron suivis de leurs meilleurs élèves, Sainte-Beuve, Vitet, Duchâtel. Bientôt, les « trois pelotons », comme dit M. de Rémusat, qui forment le corps de la jeune milice doctrinaire, la fleur des salons libéraux : Duvergier de Hauranne, Magnin, Ampère, et les deux amis méridionaux « voués à la Révolution », Thiers et Mignet, venaient à leur tour se rallier au *Globe* et lui composer une rédaction de choix.

Le recueil paraissait trois fois par semaine, les mardi, jeudi et samedi, s'imprimait dans ses bureaux, 10, rue Saint-Benoît. Un dîner mensuel réunissait ses collaborateurs dans un restaurant de la rue Serpente (1). Les hérauts de la « Doctrine », Guizot, Broglie, Camille Jordan, Barante, Royer-Collard, s'y donnaient rendez-vous. Discussion parfois orageuse où les opinions de chacun étaient passées au crible. Les derniers articles parus devenaient l'objet de critiques qui n'étaient pas toujours indulgentes. Afin d'éviter les rigueurs de la censure, le *Globe* s'enveloppait volontiers de nuages, usant d'une phraséologie tâtonnante et vague. Certain jour, raillant ce galimatias entortillé, Augustin Thierry proposa cette épigraphe moqueuse :

*Quis Globus, o cives, caligine volvitur atra!*

Du haut de sa cravate, Royer-Collard foudroya le mauvais plaisant.

Avec Auguste Trognon, Duchâtel et Sainte-Beuve, Amédée Thierry devint l'un des rédacteurs de la rubrique d'histoire. A partir de novembre 1824, ses articles se multiplient, anonymes ou signés de l'initiale A. Analyses d'ouvrages nouveaux, études critiques sur des points de science obscurs ou discutés. Tracés d'une plume encore froide, mais d'un style net, ils témoignent d'un savoir déjà profond et d'un jugement sûr. Leur succès était vif dans le petit cénacle. Jouffroy, heureux d'y observer « une grande inclination pour la science des faits intérieurs », se prit d'amitié pour leur auteur.

(1) « Je vous remercie, mon cher Thierry, d'avoir pensé à moi. Votre lettre, votre livre m'ont reporté à d'autres temps, à nos dîners du *Globe*, rue Serpente, à nos conversations avec Jouffroy et Guizot sur la philosophie et la politique Nous étions à cet âge dont vous parlez dans une note de votre livre, pleins d'enthousiasme pour les idées, sans indulgence pour les faits. Plus tard, le monde véritable se découvre; bien des illusions tombent... » (Lettre du baron Barthe à Augustin Thierry, pour le remercier de l'envoi de *Dix ans d'études historiques*, 13 février 1835.)

Hélas! à la Direction des Colonies, on se montrait beaucoup moins enchanté.

A l'inoffensif Mauduit, à l'éphémère vicomte de Crouzeilhes, avait succédé un personnage quinteux, exigeant, mal commode, un « ultra » du blanc le plus pur : le baron Baillardel de Lareinty. Neveu de Malouet, ce créole de la Martinique, très jeune entré dans l'administration, lui conservait tout son amour. Il avait l'orgueil du grattoir et de la sandaraque, n'admettait pas chez un subordonné de plus haute ambition que barbouiller le papier du Roi. Un « jacobin » du *Globe*, un grimaud subversif parmi ses rédacteurs : abomination! Aigres-douces, puis fulminantes, des observations gourmandèrent l'impertinent employé. Comme il n'en tenait compte, Lareinty le mit brutalement en demeure : la soumission ou son départ, le renoncement à tous ses rêves ou l'aventure avec tous ses dangers. Amédée Thierry ne fut pas long à décider. Le 1er avril 1825, il adressait sa démission au ministre.

Alors, comme autrefois, recommencèrent les temps difficiles. Il fallut vivre de sa plume, courir la copie, chercher aussi des leçons. Tout en poursuivant sa collaboration au *Globe*, on voit Amédée Thierry donner des articles de *Variétés* à la *Revue encyclopédique* de Jullien de Paris, fournir de notices, procurées par Mignet, la *Biographie universelle et portative des Contemporains* « par une société de publicistes ». Ce sont dix-huit longs mois de labeur ingrat, de privations spartiates, aux maigres repas arrosés d'eau claire qui font plus d'une fois regretter à leur triste convive les dîners somptueux de Talleyrand.

Une offre inespérée vint apporter le salut. Les éditeurs libéraux, Lecointe et Durey, lançaient en 1825 une collection d'Histoire universelle. Suivant le mot de Benjamin Constant, « ils avaient embrigadé toute la jeunesse généreuse ». Armand Carrel, se voit confier l'Écosse; Sismondi, — et tant pis pour elles! — les Guerres religieuses, Arnold Scheffer, l'Allemagne; Alphonse Rabbe, la Russie; Thiers reçoit en partage la Révolution française.

Au tarif commun de cinq cents francs, la Guyenne fut proposée à Amédée Thierry qui se hâta d'accepter. Ce premier de ses livres parut au mois de novembre. Il n'a jamais été réimprimé. Nous en dirons quelques mots.

L'auteur commençait son récit à la soumission de l'Aqui-

taine par les légions de Valerius Messala, le conduisait jusqu'à l'époque contemporaine, à l'exécution des *Jumeaux de la Réole*, les frères César et Constantin Faucher, le 27 septembre 1815. S'inspirant des travaux de Fréret, après Strabon, César et Valère-Maxime, il prenait soin de marquer le caractère particulier des populations étrangères à la famille gauloise, d'origine vraisemblablement ibérienne, refoulées vers les Pyrénées à l'instant de la conquête celtique. Ces prémisses établies, c'était la relation des premières vicissitudes traversées par la province : le droit de cité romaine accordé aux Aquitains par l'empereur Claude, le soulèvement de Julius Vindex, la révolte des Bagaudes, la conquête de Clovis et l'invasion musulmane. Suivait le tableau de l'Aquitaine sous la dynastie carolingienne et ses ducs indépendants, puis sous la domination anglaise. L'annaliste s'étendait longuement sur cette dernière période. Enfin les derniers chapitres étaient consacrés à l'état de la Guyenne depuis sa réunion à la couronne de France, jusqu'après la Révolution.

Assurément, ce n'était pas un travail original : il n'apportait aucune révélation nouvelle. Cependant, par la conscience et l'étendue des recherches, il valait mieux qu'une compilation. Le plan était clair, ordonné avec méthode, harmonieusement développé. L'influence fraternelle se décelait dans l'insistance de l'auteur à différencier les populations soumises par les France au VIII^e^ siècle ; l'aquitanique toute romaine, l'austrasienne toute germanique, la neustrienne mélangée de Romains et de Barbares. Et semés çà et là, de lucides aperçus sur l'administration intérieure des Plantagenet, les conditions suivant lesquelles s'exerçait leur *dominium*, l'organisation démocratique de la commune de Bordeaux, révélaient le regard pénétrant de l'historien-né.

Telle quelle, l'*Histoire de Guyenne* fut remarquée. Le *Globe* et le *Courrier français* lui accordèrent des éloges. Le docte résumé commença de faire connaître un nouveau nom.

### LA GENÈSE D'UNE ŒUVRE A VENIR

Augustin Thierry n'était pas à Paris pour féliciter son cadet. Il achevait alors avec Fauriel ce voyage en Provence dont il évoque le souvenir avec tant d'émotion dans la préface de

*Dix ans d'études historiques*. A son retour, au mois d'avril, il trouva son frère préoccupé d'un nouveau projet.

Il rêvait d'écrire une *Histoire de Jeanne d'Arc*. La martyre lorraine, l'éveil du sentiment national qu'elle incarne, le milieu qui l'a suscitée, le cadre de ses exploits : tout enflamme son enthousiasme. Il avait déjà commencé ses recherches, s'était rendu plusieurs fois à Orléans pour étudier le siège de 1429. Augustin Thierry va l'orienter sur d'autres chemins. C'est le temps où, déterminés par l'éclatant succès de la *Conquête*, se multiplient les travaux historiques. Avec Michelet, avec Barante, avec Burnouf, Abel Rémusat, Silvestre de Sacy, la vieille France, l'Égypte, l'Asie, tous les mondes que l'antiquité grecque et romaine ont fait oublier, ressuscitent à la fois. Le romantisme de 1825 est, comme l'humanisme de 1520, une renaissance.

L'historien rentrait à Paris, plein d'ardeur et de foi. Un projet grandiose avait germé dans son esprit, auquel il venait d'associer Mignet.

Il s'agissait d'écrire une grande *Chronique de France*, dont seraient empruntés les éléments aux documents originaux.

Restait à tracer les prolégomènes de cette œuvre colossale, les origines celtiques, l'état de la Gaule avant et après l'établissement des Romains. Ce fut cette Introduction générale que l'auteur de la *Conquête* proposa d'écrire à son frère.

Dans leurs entretiens journaliers, l'ébauche primitive, étroite et limitée d'abord, ne tarda point à recevoir les plus magnifiques développements. C'est la minute décisive dans la vie d'Amédée Thierry, celle qui va décider de toute son œuvre à venir.

On voit grand, peut-être trop grand, en ces jours où l'histoire apparaît aux regards éblouis de ses fidèles comme une terre de promission, inculte et merveilleuse. Ces fiers ouvriers de la première heure ont sans doute, en la défrichant, trop présumé de leurs forces : l'école de 1830 pécha par excès de confiance. A mesure qu'ils s'absorbent en son étude, le passé s'élargit sous l'œil attentif des deux frères. Pour débrouiller le chaos de nos origines, il ne suffit pas de s'arrêter à Théodose. Il faut pousser plus loin et oser davantage. Au seuil des invasions barbares, pour en saisir le sens, on doit remonter au berceau des races.

C'est là, dans ce vaste plan longuement médité en commun,

qui enfermait l'histoire de la Gaule jusqu'à l'avènement des Capétiens, celle de l'empire d'Orient jusqu'au schisme de Photius, qu'on trouve l'origine et l'explication de l'œuvre historique poursuivie, par Amédée Thierry, avec une conscience admirable, un labeur de bénédictin.

A l'*Histoire des Gaulois*, arrêtée au temps de Vespasien, succédera *la Gaule sous l'administration romaine*, conduite jusqu'à la division de l'Empire.

*Attila* suivra, qui retrace les phases de l'invasion asiatique. Avec le flot du torrent hunnique, l'historien avance jusqu'aux murs de Constantinople, dernier rempart opposé aux Goths, aux Avars, aux Perses. Il pénètre dans la jeune capitale, dépeint les grands *basileï* victorieux, Justinien, Héraclius. Ce filon épuisé, il retourne au v^e^ siècle, raconte la décadence des Césars barbares, l'héritage de Théodose tombant en quenouille, les désastres succédant aux désastres;

*Venit summa dies et ineluctabile tempus*
*Dardaniæ...*

enfin la rénovation définitive du monde romain, sous l'influence du Christianisme triomphant.

Et, ce sont les *Récits sur les derniers temps de l'Empire : Saint Jérôme et la société chrétienne à Rome; Saint Jean Chrysostome et l'impératrice Eudoxie.*

Ceci, c'est l'avenir encore. Pour l'instant, leur terrain d'exploration bien déterminé, les trois « laboureurs du passé » se sont mis courageusement à l'œuvre. Mais, bientôt, leurs illusions tombent. La chimère apparaît, qu'ils poursuivent. Seul, Amédée persévère.

Trente mois durant, il s'enfonce dans une succession de recherches ethnographiques, linguistiques, philologiques, géographiques, assemblant les débris de langues, les traditions obscures, les fragments sans liaison, les textes épars, s'efforçant « d'organiser un corps avec des lambeaux, d'y faire descendre une âme ». Dans ce chaos, il introduit l'unité. L'*Histoire des Gaulois* parut à l'automne de 1828. C'est l'un des grands événements littéraires de la Restauration.

A. Augustin-Thierry.

(*A suivre.*)

# QUESTIONS SCIENTIFIQUES

## L'ATOMISTIQUE ET LA VIE DES ÉTOILES

L'astronomie est, de toutes les sciences, celle qui nous réserve les plus grands sujets d'émerveillement. Sans parler des évaluations prodigieuses qu'elle assigne aux masses ou aux températures stellaires, elle fournit, sur les dimensions de l'espace et les distances respectives des corps célestes, des précisions réellement impressionnantes. C'est ainsi que l'étoile fixe la plus proche est située à quatre années de lumière de notre globe, l'année de lumière mesurant la distance énorme que parcourt en un an l'onde lumineuse, qui, comme chacun sait, se propage à la vitesse de 300 000 kilomètres à la seconde! Ce n'est encore rien : on connaît quatre-vingts amas d'étoiles, dits amas globulaires, dont les distances varient autour de cent mille années de lumière. Enfin il paraît probable que ces nébuleuses spirales, dont les instruments modernes si puissants ont révélé les magnifiques enroulements, se trouvent en dehors de notre système stellaire, constituant autant « d'univers-îles » très loin de la Voie lactée, nébuleuse spirale elle-même dont le soleil n'est qu'une étoile. On nous menace de la sorte de situer la grande nébuleuse Andromède à près d'un million d'années de lumière de notre planète.

Au bord de cet infini, dont l'immensité réduit singulièrement nos ambitions anthropocentriques, il existe, comme le pressentait Pascal, un autre infini qui conduit notre imagination, sans pouvoir, semble-t-il, trouver de limite, vers les corps de plus en plus petits, vers ce monde, non moins prodigieux, des atomes. Une nouvelle venue parmi les sciences, née pour ainsi

dire avec ce siècle, l'atomistique, rivalise maintenant avec l'astronomie pour parfaire notre étonnement. Voici qu'elle nous révèle, à son tour, qu'une simple goutte d'eau renferme des milliers de milliards de milliards d'atomes, — c'est-à-dire plus que nous ne connaissons d'étoiles, — et que l'atome est lui-même un microcosme au mécanisme très ténu, dont le diamètre n'est que d'un dix-millionième de millimètre. Or nous verrons que les constituants de l'atome sont encore des infiniment petits par rapport à celui-ci! Nous voilà émerveillés devant la délicatesse de l'organisation intime de la matière.

Bien qu'elles semblent destinées à occuper les deux pôles opposés de nos connaissances physiques, l'astronomie stellaire et l'atomistique ont des liens étroits et l'on sait que l'analyse comparative au spectroscope, de la lumière émise par nos divers atomes terrestres et de celle radiée par les étoiles, renseigne sur la nature des éléments constitutifs de ces corps célestes. L'astrophysique reçoit ainsi la plus importante contribution des découvertes de la physique. Et il apparaît, comme l'ont montré les travaux d'Eddington, de Megh Nad Saha, que ce sont principalement les théories récentes de l'atome et de ses radiations qui apporteront des bases nouvelles à certains problèmes de cosmogonie, tel celui de l'état intérieur d'une étoile ou encore celui de l'origine de cette énergie stellaire que nous dispense si libéralement, en premier lieu, notre soleil. Ce sont ces deux problèmes fondamentaux, — qu'un physicien peut aborder sans sortir de ses attributions, — que je voudrais mettre ici en lumière. Mais avant de suivre la chimie qui s'élabore dans le vaste laboratoire de la nature, envisageons ce que l'expérimentation a pu nous apprendre dans nos plus modestes laboratoires terrestres.

### CONSTITUTION DE L'ATOME

L'analyse chimique a permis d'isoler du sein des multiples combinaisons moléculaires où ils peuvent être engagés, un petit nombre de constituants matériels ultimes, les corps simples ou atomes, au nombre de quatre-vingt-dix environ, depuis les plus légers, hydrogène, hélium, lithium, etc., jusqu'aux plus lourds d'entre eux, les éléments radio-actifs, radium, actinium, thorium, uranium. D'après les conceptions

les plus modernes sur la constitution de la matière, qui rejoignent en cela une hypothèse aujourd'hui séculaire due au chimiste Prout, les atomes sont tous construits selon un modèle commun et forment, en quelque sorte, des condensations plus ou moins avancées de l'élément le plus simple, l'hydrogène. Les différences de propriétés qu'ils manifestent (le fait, par exemple, que le fer puisse subir l'aimantation au contraire du cuivre, non aimantable) proviendraient seulement des variations dans le nombre et dans la disposition des éléments fondamentaux, toujours les mêmes, renfermés dans ces atomes. Ces éléments sont d'ailleurs des charges électriques, et cette assimilation de la matière à l'énergie est un des aspects les plus caractéristiques de la théorie nouvelle.

On distingue ainsi dans l'atome type, — ce modèle atomique dont l'esquisse, donnée par l'Anglais sir Ernest Rutherford, a été heureusement complétée, il y a quinze ans, selon la mécanique des *quanta* par le Danois Niels Bohr, — deux constituants essentiels : des particules électrisées positivement, les ***protons***, dont la masse est sensiblement égale à celle de l'atome d'hydrogène (un millionième de milliardième de milliardième de gramme), et des particules électrisées négativement, les *électrons*, dont la masse est deux mille fois plus faible que celle des protons. Toutes les charges positives, tous les protons seraient réunis en un *noyau* central qui comporterait à lui seul toute la masse de l'atome. Les électrons légers formeraient comme un nuage, une atmosphère négative autour du noyau positif, retenus sous l'action de ce centre par l'effet de l'attraction bien connue qui s'exerce entre corpuscules chargés d'électricités contraires. Ce n'est pas tout : d'après Bohr, les électrons circuleraient, animés de très grandes vitesses, sur des orbites qui entourent le noyau. Celui-ci serait comparable à un minuscule soleil environné d'un cortège de planètes. Le diamètre de ces orbites d'électrons planétaires est de un dix-millionième de millimètre, tandis que le diamètre de chaque électron et celui du noyau se trouvent cent mille fois plus petits. Ce volume, extraordinairement petit, que nous dénommons l'atome, n'est donc pas moins spacieux à l'échelle des électrons qui y circulent que le système solaire pour les astres. Ainsi faut-il se persuader que le vide « remplit » aussi bien la plus grande partie des espaces matériels que des espaces intersidé-

raux, et que toute la rigidité, toute la cohésion que nous observons dans la matière, aussi bien que la ponctualité mathématique des mouvements de planètes, ont leur origine dans des actions attractives à grande distance.

L'édifice de l'atome, centre de forces énormes s'exerçant entre charges opposées, ne présente pas une stabilité illimitée : le délicat mécanisme des révolutions électroniques subit parfois des modifications, de brusques bouleversements, dont le contre-coup, capable de franchir les frontières de l'atome et de parcourir un chemin considérable, parvient jusqu'à nous sous forme de *radiations*. Toutes les formes de la matière, aussi bien les combinaisons moléculaires que les atomes eux-mêmes, émettent des radiations, rapides vibrations électromagnétiques, dont les propriétés varient avec la fréquence, depuis l'infra-rouge jusqu'aux rayons X ou gamma, et qui, portant en elles l'écho des variations d'énergie interne de la matière, présentent le plus haut intérêt pour le physicien. La gamme de leurs fréquences ou de leurs longueurs d'onde (la radiophonie a rendu ce terme courant pour désigner le chemin parcouru par une onde pendant la durée d'une de ses vibrations) est des plus variées : onde qui atteint le millimètre et se raccorde par suite aux ondes courtes de téléphonie sans fil, pour l'infra-rouge, onde d'une fraction de millimètre (micron) pour les radiations visibles ou ultra-violettes, ondes dix-mille fois plus petites que ces dernières dans le cas des rayons X.

La matière dispose de trois modes de production de ces divers rayons. Ils peuvent être provoqués, comme c'est principalement le cas des radiations infra-rouges, par la vibration des atomes entiers à l'intérieur des groupements moléculaires. Ils peuvent provenir, au contraire, de l'intérieur même de l'atome, de la vibration de ses électrons, et ce sont les raies brillantes que l'on observe au spectroscope dans les étincelles électriques entre métaux, ou bien encore les rayons X produits dans les tubes à vide. Bohr donne une bien curieuse description du mécanisme émetteur, dans ce cas : il suppose que l'émission des raies est déclenchée chaque fois qu'un électron saute d'une orbite à l'autre, c'est-à-dire, pour reprendre notre analogie cosmique, lorsqu'un astre, à la suite d'un cataclysme, quitte son orbite jusqu'ici immuable, pour circuler désormais sur une orbite plus rapprochée du soleil attractif. Ce n'est là, probablement, qu'une

image dont nous comprendrons plus tard la signification, mais il est hors de doute qu'elle représente quantitativement les phénomènes d'émission des raies spectrales et qu'elle a rendu, de ce fait, les plus grands services au progrès scientifique.

Enfin, continuant à pénétrer plus avant dans l'atome, on constate que des vibrations peuvent être émises par le noyau atomique lui-même. Nous prendrons comme type de ces radiations nucléaires les rayons gamma, émis par les substances radioactives. Radiations bien curieuses, douées comme les rayons X, auquels elles s'apparentent par plus d'une propriété, d'effets physiologiques importants. Leur pouvoir de pénétration est extraordinaire, — certains rayons gamma traversent sans grande difficulté des épaisseurs de 10 à 15 centimètres de plomb, — et elles constituent ce que nous connaissons de plus rapide comme vibrations : leur longueur d'onde n'est qu'une fraction de milliardième de millimètre. Ajoutons que l'étude des rayons gamma a révélé l'existence, dans le noyau atomique lui-même, d'une structure compliquée, constituée probablement par un système planétaire à échelle encore plus réduite. Nous sommes encore loin d'avoir atteint la limite de l'infiniment petit, si tant est qu'il existe une limite à la subdivision des mécanismes.

Parmi toutes ces radiations atomiques, il en est sur lesquelles je voudrais encore insister, car elles semblent appelées à jouer, comme nous le verrons, un rôle important en astrophysique. Ces rayons, qui font l'objet de mes recherches depuis plusieurs années, sont situés entre l'ultraviolet et les rayons X, de sorte qu'on peut les dénommer rayons intermédiaires. Ils sont émis par les couches électroniques de l'atome, comme les rayons X, mais, cependant, au contraire de ces derniers, ils sont dépourvus de tout pouvoir de pénétration, au point qu'une couche d'air de moins d'un millimètre d'épaisseur les absorbe totalement. Aussi leur étude a-t-elle rencontré, jusqu'à ces dernières années, de très grosses difficultés.

### ÉTAT INTÉRIEUR D'UNE ÉTOILE

La question qui se pose immédiatement est de déterminer l'état dans lequel se trouve la matière au sein d'une étoile. Certes, différentes méthodes nous fournissent des évaluations très

concordantes pour la température des couches les plus superficielles, d'où nous vient la lumière de l'astre, et c'est ainsi que la température à la surface du soleil a pu être fixée aux environs de six mille degrés. Mais, dans l'intérieur même de l'étoile, comment établir la répartition des densités, des pressions, des températures? Le problème se simplifierait beaucoup, si l'on pouvait considérer la matière stellaire comme une énorme boule formée d'un gaz parfait. C'est là une idée qui, autrefois, pouvait surprendre, la densité de l'étoile la mieux connue, le soleil, étant relativement élevée et plus proche de celle d'un corps solide que de celle d'une masse de gaz. Il n'y avait aucune raison de penser, d'autre part, que les autres étoiles puissent avoir des densités d'un autre ordre de grandeur.

On sait maintenant qu'il existe des étoiles, — les étoiles géantes, — dont la densité est comparable à celle de l'air ou même à celle des gaz raréfiés des tubes à vide, si répandus aujourd'hui aux devantures de magasins. C'est en partant de cette remarque et en généralisant qu'Eddington admit, à la base de sa théorie, que toutes les étoiles sont dans l'état d'un gaz parfait.

Nous sommes maintenant en possession des éléments essentiels qui nous permettront de résoudre le problème de l'équilibre radiatif d'une étoile : à l'intérieur de la masse gazeuse deux forces s'équilibrent, d'une part, la force élastique du gaz, due à l'énergie des molécules lancées dans toutes les directions et qui tendent sans cesse à occuper un volume plus considérable, et, d'autre part, la force de gravitation qui tend à ramener, par l'effet de leur poids, les couches superficielles vers le centre, en comprimant la masse intérieure. Ce n'est pas tout : Eddington a eu l'heureuse idée de faire intervenir une force d'une autre nature, la pression de radiation qui, s'exerçant sur l'extérieur, comme la force élastique, tend elle aussi à augmenter le volume de l'astre. Cette pression de radiation, due à la poussée qu'exerce tout rayon, porteur d'énergie, sur les surfaces qu'il rencontre, est extrêmement faible à la surface de notre globe, bien que décelable avec des instruments sensibles.

En revanche, elle augmente extrêmement vite avec la température, et son effet doit devenir si important aux températures qui règnent au centre des étoiles, qu'il suffirait à lui seul à contrebalancer le poids des couches superficielles de l'astre.

Une conséquence vraiment curieuse de la prépondérance de la pression de radiation, si peu dans nos habitudes de terriens, est la suivante : si, la température augmentant, cette pression venait à s'accroître et à surmonter les forces de gravitation, elle provoquerait l'explosion de l'astre, la dissémination de ses atomes sous l'énorme poussée de la radiation centrale. Le calcul indique qu'il en serait ainsi pour tout astre dont la masse dépasserait cinq fois celle du soleil. Cela expliquerait le fait d'observation, assez étrange en apparence, que toutes les étoiles, même lorsqu'elles montrent des volumes très différents, ont des masses analogues et très voisines de celle de notre soleil.

Les trois forces que nous venons d'envisager, force élastique du gaz, gravitation, pression de radiation, se maintiennent en équilibre, puisque l'étoile demeure pratiquement immuable pendant des siècles. L'étude mathématique de cet équilibre a conduit à la répartition cherchée des températures internes, qui nous apparaissent extrêmement élevées : pour une étoile géante à faible densité (Capella), dont la température superficielle n'est que de 5 500 degrés, la température atteindrait, au centre, 9 millions de degrés. D'ailleurs, 90 pour 100 de la masse de l'étoile se trouvent à plus de deux millions de degrés. Dans notre soleil, la température centrale serait de 40 millions de degrés.

Comment se comportera un atome placé au centre de cette fournaise? Il ne pourra demeurer en repos, puisque la chaleur n'est autre chose que l'énergie cinétique de translation des particules matérielles, énergie qui s'accroît avec la température. Notre atome, prenant sa part de l'énergie thermique, va donc se trouver lancé à une vitesse considérable qui laisse loin en arrière celle de nos plus rapides projectiles : un atome léger atteindrait 7 kilomètres à la seconde à 10 000 degrés, et 100 kilomètres à la seconde à la température du centre de Capella. Il n'y a pas lieu de s'étonner beaucoup de ces grandes vitesses qui, dans le monde atomique, sont parmi les plus faibles. C'est ainsi que les particules $\alpha$ ou $\beta$, fragments matériels émis au cours de la désintégration spontanée des éléments radioactifs, se déplacent à des vitesses assez voisines de celle de la lumière. Mais revenons à notre étoile; l'atome considéré, mille fois plus rapide que nos avions de chasse,

rencontre d'autres atomes sur son chemin, les choque, rebondit, poursuit sa course : c'est à ce brassage incessant d'atomes, à cette agitation matérielle qu'est utilisée la plus grande partie de la chaleur stellaire. D'autre part, quelque solides que soient les liens attractifs qui unissent le noyau et les électrons, l'atome, dans ses chocs successifs avec ses voisins, perd ses éléments les plus superficiels, ses électrons. On dit qu'il est à l'état *ionisé*.

En fait, la plupart des atomes constituant l'astre sont dépouillés de la totalité de leurs électrons et c'est ainsi que l'on a calculé que, dans le soleil, il n'y a guère qu'une vingtaine d'éléments qui puissent conserver une dizaine d'électrons autour de leurs noyaux atomiques. Tous les autres éléments sont réduits à l'état d'ions, de noyaux. Il en résulte une diminution considérable des volumes effectifs occupés par ces atomes, puisque nous savons que le diamètre des noyaux seuls est cent mille fois plus petit que celui de l'atome entier, non ionisé. La matière gazeuse ionisée d'une étoile pourra de la sorte atteindre des densités tout à fait inusitées dans nos gaz terrestres et il n'y a donc pas lieu de s'étonner de la densité du soleil, supérieure à celle de l'eau, ni de celle, encore plus forte, des étoiles naines. En 1924, le professeur Adams montra que la matière d'un astre peu brillant, le satellite de Sirius, était deux mille fois plus dense que le platine. Il est inutile de supposer l'existence d'éléments nouveaux, inconnus de nous, dans ce compagnon de Sirius, et cet état anormal de condensation matérielle est une conséquence de l'ionisation très complète des atomes.

Il existe, d'autre part, dans l'étoile, une seconde « population », à côté des projectiles atomiques : ce sont les électrons libres, débris dus à l'ionisation. Ils ne sont pas animés de très grandes vitesses, mais se trouvent si nombreux qu'ils constituent, à eux seuls, un véritable gaz d'électrons au sein de l'astre. Ils jouent un grand rôle dans l'émission des radiations. En effet, les atomes ionisés essaieront de capturer quelques électrons libres pour remplir les places laissées vides dans leur architecture. Il en résulte des réarrangements internes qui, selon la théorie de Bohr, correspondent à l'émission de radiations.

Toutefois, les atomes stellaires, se trouvant fortement mutilés, n'émettent pas leur spectre normal, cet ensemble de

raies brillantes que nous observons habituellement dans nos expériences terrestres, dans les arcs électriques, par exemple. Ils émettront un spectre nouveau de raies renforcées, analogue à ceux que l'on obtient, au laboratoire, dans les étincelles à très haute tension et au sein de gaz très raréfiés. Il faut se garder d'attribuer ces spectres que nous ne connaissons pas à des atomes nouveaux qui constitueraient spécialement les étoiles, tel cet élément *nébulium*, dont le spectre semble provenir simplement, aux dernières nouvelles, de l'oxygène et de l'azote ionisés. Ce sont donc les lignes d'un élément banal « que nous ne reconnaissons pas plus, dit Eddington, qu'un ami qui vient de se couper les moustaches ». La Nature prend plaisir, par ces déguisements, à se jouer du physicien.

Il est d'ailleurs probable que la majeure partie de la radiation stellaire nous échappe et que la faible portion de lumière qui nous vient d'une étoile n'est qu'une extrémité de son spectre. Si l'on applique la loi de Wien qui relie la longueur d'onde de la radiation prédominante dans un four, avec la température, on trouve qu'au sein des étoiles, les radiations prépondérantes ne sont pas les radiations lumineuses ordinaires, mais au contraire ces rayons X, très absorbables, qui forment la limite de l'ultra-violet. La matière stellaire, absolument opaque pour ces rayons, s'oppose à ce qu'ils soient déversés en abondance jusqu'à l'atmosphère terrestre. C'est, en fait, cette extrême opacité des astres qui empêche la provision de chaleur des étoiles de s'épuiser rapidement.

### ORIGINE DE L'ÉNERGIE STELLAIRE

Quelle est, d'après la doctrine scientifique moderne, l'origine de l'énergie qui entretient la température si élevée de tous ces soleils que sont les étoiles ?

On admettait autrefois, avec Helmholtz et lord Kelvin, que l'énergie du soleil provenait de la contraction de sa masse sous l'influence de la gravitation : les parties les plus superficielles de l'astre, sous l'action de leur poids, se rapprochent du centre et la chaleur solaire naît du frottement de ces masses matérielles. C'est là, sans doute, une des sources de l'énergie solaire, mais ce n'est certainement pas la seule. En effet, à en juger par les pertes d'énergie éprouvées annuellement sous

forme de radiation, le soleil ne pourrait, s'il ne possédait que cette unique source, remonter à plus de vingt millions d'années, alors que le témoignage formel des géologues conduit à le supposer de dix à cent fois plus âgé.

Toutes les théories actuelles trouvent, au contraire, l'origine de l'énergie stellaire dans les atomes eux-mêmes, réserves d'énergie presque illimitées, sous des volumes très petits. Et encore faut-il rechercher cette énergie, non pas dans la rotation des électrons périphériques, mais dans le noyau atomique lui-même. Frappé par les quantités importantes d'énergie rayonnées par les atomes radioactifs, on peut admettre que l'étoile contient des éléments très fortement radioactifs, mais il semble bien qu'une telle source soit encore insuffisante, même à supposer que la masse entière du soleil soit formée d'un élément fortement radioactif comme l'uranium.

Une autre hypothèse, qui paraît mieux fondée, est que l'énergie radiée trouverait son origine dans l'évolution même des atomes au sein de l'étoile. Les atomes doivent en effet s'édifier progressivement, à partir des plus simples d'entre eux, par l'adjonction répétée des noyaux d'hydrogène ou protons. La formation de types atomiques de plus en plus lourds s'opérerait par captures successives de protons dans le noyau à l'aide d'un processus inconnu, qui n'a pas encore été observé, d'ailleurs, dans nos expériences terrestes. S'il en est ainsi, cet « empaquetage » de protons dans le noyau doit s'accompagner d'une grande émission d'énergie. En effet, les expériences d'Aston sur les isotopes, confirmant l'hypothèse ancienne de Prout, ont montré que les poids atomiques des éléments sont des nombres entiers. Or, le poids atomique du constituant primitif de tous ces éléments, l'hydrogène, est lui-même un peu supérieur à l'unité. Il faut donc conclure que l'édification des atomes par empaquetage de noyaux d'hydrogène s'accompagne d'une perte de masse. Nous sommes accoutumés aujourd'hui à considérer l'énergie comme pesante (ou plus exactement : comme douée d'une certaine masse) et à attribuer, par exemple, une légère augmentation de poids à une même quantité de fer, lorsqu'on la chauffe de zéro à mille degrés. On peut donc penser que la perte de masse que subissent les atomes en se formant à partir de l'hydrogène, représente la masse de l'énergie rayonnée au cours de cette formation. Les combinaisons nucléaires d'atomes

seraient *exothermiques*, comme disent les chimistes, et assez semblables, mais à une échelle incomparablement plus grande, à la déflagration de la poudre. Cependant quelque gigantesques que soient les quantités d'énergie libérées dans ce processus atomique, les astronomes ne se tiennent pas encore pour satisfaits. Il faut chercher ailleurs.

On en est venu ainsi à songer à une véritable annihilation de la matière. Le proton et l'électron, chargés de signes contraires, fusionnent entre eux et se neutralisent. L'énergie libérée se calcule encore par la masse de matière détruite. Ainsi la radiation serait la fin de la matière. Mais il est malaisé de se mouvoir dans ces spéculations hasardeuses sans se laisser entraîner beaucoup trop loin par l'imagination.

Quoi qu'il en soit, si d'aussi formidables tractations d'énergie se passent, entre atomes, dans les corps célestes, il serait étrange que nous n'en recevions pas l'écho sur notre globe, autrement que par ces faibles radiations lumineuses, que nous envoient les astres. Il est à présumer, d'ailleurs, que, s'il existe des rayons nouveaux provenant de la chimie stellaire, ceux-ci, correspondant à des énergies très élevées, auraient des longueurs d'onde extrêmement petites et qu'ils se placeraient à la suite des rayons gamma. Or, des travaux récents de Hess, Kolhörster et Millikan ont montré l'existence de rayonnements extraordinairement pénétrants qui traverseraient d'importantes épaisseurs matérielles aussi facilement que la lumière traverse une vitre. Ces radiations, dénommées rayons cosmiques, ont d'ailleurs les propriétés des rayons gamma extrêmes. Qui sait si elles ne proviennent pas de ces nébuleuses spirales, si éloignées de notre univers et où la matière semble en voie de formation ?

Il est curieux de constater que, dans tous les cas, c'est à l'étude d'un rayonnement que se ramènent les questions de structure matérielle. Ainsi la lumière, chère aux Grecs, ne nous a pas été donnée seulement pour la perception des objets extérieurs, forme et couleur : elle est également la précieuse révélatrice de la vie intime des atomes aussi bien que de celle des étoiles.

Jean Thibaud.

# LES ACADÉMIES DE PROVINCE
## AU TRAVAIL

Sous le règne de Louis le Bien aimé, en 1759, un modeste bourgeois de Saint-Étienne, nommé Delaroa, écrivait tristement en marge du reçu de ses contributions : « Soixante et une livre trois sols : les impositions surpassent les loyers du domaine! »

L'impôt alors n'était pas progressif, nous dit ensuite M. Boy, qui présente ce document dans le dernier Bulletin de la *Diana*. On aime à le croire.

L'honnête bourgeois de Saint-Étienne avait d'ailleurs la consolation de se voir réclamer ces impôts fort poliment, puisque le receveur des tailles écrivait : « J'ai l'honneur d'être parfaitement, monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur... » Les fonctionnaires de ce temps-là n'avaient pas perdu le sentiment qu'être au service de l'État, c'est être au service du public, dont l'État n'est que le représentant.

Surtout ce contribuable d'autrefois avait cette autre consolation de savoir qu'en dehors des services généraux du Royaume, ses livres et ses sols servaient à l'entretien des « officiers de troupes d'infanterie et de cavalerie », au « secours des hôpitaux » et même aux grands travaux publics comme « le nettoiement du havre de la ville de La Rochelle, l'enlèvement de la boue de la ville de Bayonne, etc... »

Mais l'histoire nous apprend ainsi que, sous une forme courtoise ou brutale, les impôts ont été de tout temps « excessifs ». Et nous savons qu'en ce sens, nous n'avons rien à envier à nos aïeux.

Les Bulletins de la *Diana* qui contiennent cette note fiscale comprennent encore une étude très fouillée du comte Roger Palluat

de Besset sur de fort intéressants gentilhommes allemands, les Kayr de Blumenstein, qui, de 1715 à 1844, exploitèrent tenacement les mines de plomb du Forez et mirent ainsi à la disposition de la Révolution et de l'Empire une grande partie du plomb dont ils avaient besoin.

A signaler encore, dans les mêmes Bulletins, des notes de l'abbé Monot sur l'humaniste Papire Masson, du comte Guy de Neufbourg sur des « hommages en langue vulgaire au XIII^e^ siècle », de M. André Granger sur le sceau d'un Chalus, marquis de Saint-Priest, de M. Jean Beyssac sur la charte de franchise de Boën, de MM. Thiollier et Deroure sur des gaines en bois et des corbeaux en terre cuite de la vieille église de Pommiers.

Il faut dire que la *Diana*, fondée en 1862 par le comte de Persigny, est une société littéraire particulièrement active. Sous l'égide de ce fondateur, toute l'aristocratie forézienne s'inscrivit à la nouvelle Société et participa abondamment à ses travaux. Installée dans la salle de la Diana, bâtiment du XIII^e^ siècle, par Persigny lui-même, qui l'acheta et en fit don à la ville de Montbrison, la Société siège toujours dans cette salle historique, décorée aux armes de la chevaleresque noblesse forézienne du XIII^e^ siècle.

En 1904, donnant le bel exemple de la conservation de nos monuments historiques les plus précieux, la *Diana* acquit de la succession du comte de Neufbourg le château de la Bastie d'Urfé, pour l'installation de son musée lapidaire. Elle restaura admirablement cette grande demeure, où murmurent encore, sur les rives du Lignon, les ombres des bergers de l'*Astrée*. Elle y a rassemblé et continue d'y réunir les plus précieux monuments archéologiques et artistiques du Forez. Elle y reçoit comme en un club élégant les personnalités qui visitent la région. Ses 500 membres, véritable élite, assurent son avenir matériel et intellectuel.

Le comte Guy de Neufbourg, charmant écrivain, doublé d'un historien précis, veut bien nous envoyer, de sa demeure de Beauvais, près de Boën, d'intéressantes notes sur les travaux de cette compagnie, qui a édité, depuis 1863, quinze volumes de mémoires, un catalogne de sa bibliothèque et de ses riches archives et plus de deux cents Bulletins de ses séances.

Tout ce qui concerne la terre, l'organisation et la vie sociale du Forez, son histoire, ses lettres, ses sciences et ses arts, a été étudié par des hommes particulièrement qualifiés, tels que Héron de Villefosse, Joseph Déchelette, Thiollier, de Charpin-Feugerolles, O. de

Viry, de Fréminville, d'Albon, vicomte de Meaux, de Neufbourg, etc.

Tous les documents de l'antiquité ou de l'histoire qui ont été découverts ont été étudiés, analysés, reliés les uns aux autres, en sorte que « la formation économique, sociale et artistique du pays, comme l'écrit le comte de Neufbourg, commence à s'établir solidement, appuyée de milliers de textes relatifs au seul comté du Forez ».

Actuellement, la *Diana* prépare deux recueils importants : le Catalogue des découvertes archéologiques en Forez, et l'Inventaire détaillé des textes foréziens antérieurs à l'an 1300.

Dans une province voisine, la « Société archéologique et historique du Limousin », que préside M. André Demartial, un fervent de notre orfèvrerie et de nos émaux anciens, poursuit depuis 1845 une œuvre non moins active et féconde, sur laquelle nous reviendrons dans notre prochaine chronique, ne pouvant aujourd'hui que résumer, et trop brièvement, les nombreux travaux qui nous parviennent des diverses provinces de France.

L'Académie de Dijon poursuit la publication du magistral ouvrage de l'abbé Maurice Chaume, *les Origines du duché de Bourgogne*, que nous avons signalé précédemment; elle achève aussi la publication des Mémoires et travaux présentés, en 1927, au Congrès de l'Association bourguignonne des Sociétés savantes, sur *Saint Bernard et son temps*. Elle est, d'autre part, engagée en une opération de première importance, le transfert du musée archéologique de Dijon en deux beaux monuments récemment restaurés ou en cours de restauration, l'église Saint-Philibert, qui est du XII^e^ siècle, et la très belle salle de l'ancien monastère Saint-Bénigne, de la fin du XIII^e^ siècle. Les documents anciens de la Bourgogne auront ainsi une demeure digne d'eux.

Les Mémoires de l'Académie de Savoie s'ouvrent sur les discours prononcés à la réception du comte L. Costa de Beauregard, neveu de l'historien qui fut membre de l'Académie française, érudit historien lui-même et vaillant soldat de la grande guerre. Il reconstitua d'un style alerte et loyal la tragique histoire de cette émouvante Marie-Thérèse de Savoie Carignan, princesse de Lamballe, l'amie fidèle jusqu'à la mort de l'infortunée Marie-Antoinette. Et M. Charles Arminjon, répondant au nouvel académicien, fit avec délicatesse l'éloge de cette noble famille des Beauregard, qui, venue volontai-

rement à la France, lui offrit si souvent, avec son sang généreux, l'exemple des plus fortes vertus : « La noblesse, disait l'un d'eux, recevra toujours, dans l'opinion publique, le rang qui lui appartient, si elle sait se distinguer, non par de vaines prétentions, mais par la supériorité du mérite et de la vertu. »

Les mêmes Mémoires, — un volume de 650 pages, — contiennent encore une savante étude de l'éminent physicien Andrault, sur les causes de la couleur bleue du ciel. Le charmant poète et excellent président, Emmanuel Dénarié, lui répondit avec gentillesse et esprit. Ce fut son dernier discours. Quelques mois plus tard, M. Charles Arminjon prononçait son éloge funèbre, que suivit celui du physicien Andrault, enlevé en pleine maturité par un stupide accident.

Le vicomte Greyfié de Bellecombe, dans son discours de réception, nous donne l'histoire des derniers ducs de Nemours de la Maison de Savoie. Le volume contient encore, du même auteur, une histoire précise et fortement documentée de la charmante princesse Philiberte de Savoie, épouse de Julien de Médicis, tante de François Ier, morte à vingt-six ans, après une courte vie de douleur et de sainteté. L'admirable et constant sacrifice des femmes rachète bien des laideurs humaines.

Les Mémoires contiennent enfin une remarquable étude de M. Désormaux sur la phonétique des parlers savoyards, des notes de M. André Biver et de M. Revel sur la généalogie des Clermont et sur un portrait inconnu de saint François de Sales, et le compte rendu des fêtes lamartiniennes, que présidait M. Henry Bordeaux, lui aussi fils pieux de la Savoie. L'Académie française y avait délégué le bâtonnier Henri-Robert.

Le Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais, qui a la charge du Musée historique de cette province, nous présente une suite d'intéressantes études régionales. M. Édouard Bruley y conte spirituellement les grands embarras d'argent de Mgr de Jarente, évêque d'Orléans, pendant les premières années de la Révolution, où il était assez aventureux de rester prodigue; il décrit ensuite les menées royalistes à Orléans, sous le Directoire, et notamment l'affaire Phélippeaux-Bataille. M. Jacques Soyer publie deux notes très documentées sur le domaine de Sermaises en Beauce, à la fin du xe siècle, et sur les noms primitifs (Ossantia, Ousance) de la rivière orléanaise du Cens. Le chanoine Chenesseau décrit la restauration d'un groupe de contreforts à la tour nord de la

cathédrale d'Orléans; et M. Pommier établit avec érudition l'historique d'une vieille demeure d'Orléans dite le « Coing de la Roiche Saint-Père ».

L'Académie d'Aix a reçu l'excellent critique Eymard, et à l'occasion de cette réception, le distingué président de cette compagnie, le comte de Mougins-Roquefort, a défini avec autant de sûreté que de tact le rôle du critique dans les lettres.

La Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron publie deux savantes études de M. Joseph Monestier sur la disparition brusque des amalthéidés et sur les théories de l'évolution, que de nouvelles données de la science ont rendues fort douteuses.

Le pays basque ne se laisse pas oublier, et il nous envoie une attrayante « petite histoire du pays basque français », écrite par M. Joseph Nogaret, avec de nombreuses illustrations, et qui fait aimer davantage ce pays séduisant.

A l'autre extrémité de la France, la vieille et fidèle Académie de Metz a entendu une intéressante communication de M. Fleur sur l'entrée de la duchesse de Lavalette à Metz, en 1624, et une étude très précise de M. d'Arbois sur la plus ancienne charte française des archives de la Moselle, qui est une reconnaissance de dette du comte Henry de Deux-Ponts datée de 1212.

La Société des Sciences de Semur a tenu en août sa grande réunion annuelle à Alise-Sainte-Reine. M. J. Toutain y a rappelé le rôle des fouilles d'Alésia dans l'ethnographie gallo-romaine. Le ministre des pensions, M. Louis Marin, qui présidait, a apporté aux savants chercheurs les encouragements du gouvernement.

La Société des antiquaires du Centre, que préside l'abbé de Laugardière, a adopté une demande de classement de la célèbre porte romane de la vieille église Saint-Père à Sancerre, et M. Chenu signale la découverte d'une statue mutilée de sainte Barbe, qui paraît appartenir au début du XVI^e^ siècle.

A la Société historique du Cher, M. E. Turpin signale l'analogie des anciennes processions de Jeanne d'Arc à Orléans et à Bourges avec celle de Jeanne Hachette à Beauvais; il demande le rétablissement de cette procession solennelle à Bourges, la capitale de Charles VII. Nous nous associons de tout cœur à sa requête.

C.-M. SAVARIT.

# CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La session de l'Assemblée de la Société des nations s'est terminée le 26 septembre, après de longs et vains débats sur le désarmement. Mais les discours de M. Briand et de lord Cushendun avaient eu, comme toute parole nette et claire, la vertu de dissiper les nuages qu'une idéologie avait assemblés autour de ce problème. L'Europe est apparue unanime dans son désir de paix, mais divisée sur les moyens de le réaliser. Ceux qui semblent les plus rapides ne sont sans doute pas les plus sûrs. D'un côté, les Puissances qui fondent la paix, dans la nouvelle Europe, sur les traités, de l'autre celles, — l'Allemagne et la Hongrie, — qui n'ont d'autre objectif réel que de les détruire. Dans la plupart des États, une scission analogue apparaît entre les partis : les uns, ceux qui n'ont pas les responsabilités du pouvoir, sont disposés à s'en rapporter, pour organiser une paix durable et juste, à la sagesse des démocraties et aux engagements tels que les traités de Locarno et le pacte Briand-Kellogg : les autres, tout en attachant une haute valeur à ces constructions diplomatiques fondées sur la puissance des idées, ne les regardent comme solides que si elles ont pour assiette un équilibre politique appuyé lui-même sur les forces militaires nécessaires au maintien de l'ordre et de la stabilité. Le discours de M. Briand a fait un juste et nécessaire départ entre ces deux politiques ; mais, en dissipant certaines interprétations que le gouvernement et la presse avaient accréditées en Allemagne, il a naturellement provoqué quelques déceptions qu'il ne faut pas regretter, puisqu'elles étaient inséparables d'un retour à des réalités plus saines. L'attitude du comte Bernstorff dans le débat sur le désarmement, ce qu'elle a eu de cassant et d'intransigeant, s'explique par là.

Le débat portait, en apparence, sur une question de date et d'op-

portunité : quand sera-t-il possible de convoquer une conférence pour la réduction des armements ? Le comte Bernstorff proposait de la réunir dans un délai très rapproché ; il était appuyé par le général Tanczos, représentant de la Hongrie, qui se serait montré plus discret, s'il n'avait déjà oublié l'affaire des mitrailleuses de Saint-Gotthard. Les délégués des Puissances qui furent alliées durant la guerre, notamment M. Paul-Boncour et lord Cushendun, soutenaient que la conférence convoquée prématurément ne pourrait aboutir qu'à un échec dont l'effet serait regrettable et qu'il fallait d'abord que les gouvernements se fussent mis d'accord, entre eux et à la Commission préparatoire, sur les conditions dans lesquelles une réduction générale des armements sur terre et sur mer pourrait être réalisée. La tactique du comte Bernstorff, inspirée par M. Stresemann, est très simple. Il s'agit, pour l'Allemagne, de reprendre sa liberté en matière d'armements, de se dégager des entraves du traité et de reconquérir ce qu'elle appelle l'égalité. Si la Société des nations est obligée d'attendre que les Puissances, les Puissances maritimes notamment, écartent d'elles-mêmes les obstacles au désarmement, elle n'est donc pas, comme l'a dit le chancelier Muller, ce que les Allemands avaient espéré en y entrant; dès lors, l'Allemagne n'a plus qu'à constater « l'abdication » de l'organisme de Genève et à reprendre sa liberté d'action et d'armement : ainsi cessera la situation « humiliante » que lui impose le traité de Versailles. Le jeu du comte Bernstorff apparut si clair, il se montra si évidemment pressé de constater l'échec du désarmement général et la faillite de la Société des nations, qu'il s'attira, de la part de lord Cushendun, cette sèche question : « Est-ce le succès ou l'insuccès que vous désirez? »

Les Allemands ne s'aperçoivent pas que le sophisme du désarmement dont ils usent et abusent ferait douter même de leurs dispositions pacifiques. La sécurité, disent-ils en substance, nous paraît maintenant tout à fait assurée par la Société des nations, les accords de Locarno, le pacte Briand-Kellogg. Alors, de deux choses l'une : ou bien vous avez confiance en ces pactes et ces engagements, et pourquoi ne pas renoncer, à l'instar de l'Allemagne et de la Hongrie, à tout armement; pourquoi, sous prétexte d'équilibre et de sécurité, empêcher l'Autriche de se fondre dans la Grande Allemagne? Ou bien vous n'avez pas confiance, et alors, à quoi bon ces institutions et ces pactes? Le sophisme est trop évident pour qu'il soit besoin de le démontrer; mais son apparence de logique peut suffire à faire quelque impression, manié par la presse Hearst, sur l'opinion

publique américaine Une idéologie, même raisonnable et saine, est toujours à deux tranchants et peut, avec un grain de mauvaise foi, se retourner contre ceux qui s'en servent, et tel est l'inconvénient de l'introduire dans la politique.

Finalement, l'Assemblée de Genève a voté un texte qui charge le président de la Commission préparatoire de « se tenir en contact avec les gouvernements entre lesquels existent encore des divergences de vues, afin de connaître l'état de leurs négociations et de pouvoir convoquer la Commission à la fin de la présente année et, dans tous les cas, au début de 1929 ». Il n'est pas question de la réunion de la conférence. Ce texte a été voté à l'unanimité moins deux abstentions : l'Allemagne et la Hongrie. En réalité, plus on discute le problème, plus on le retourne, plus on s'aperçoit qu'il ne comporte pas de solution pratique par les méthodes que l'on a employées jusqu'ici. Les seuls résultats tangibles ont été obtenus par la bonne volonté et l'esprit de paix de gouvernements comme celui de la République française qui a spontanément réduit dans de larges proportions ses forces militaires, ou par des ententes partielles entre deux ou plusieurs puissances, comme l'a fait la conférence de Washington pour les armements navals. Le fait que les États-Unis ne sont pas représentés à la Société des nations et que cependant aucun accord général ne peut être réalisé sans leur participation, complique encore une situation inextricable, dont il vaut mieux d'ailleurs, pour le moment, ne pas chercher à sortir.

Lord Cushendun et M. Poincaré ont, chacun de son point de vue, donné la note finale aux débats et aux négociations de Genève. Le ministre des Affaires étrangères intérimaire de l'Empire britannique a conclu qu'il serait désastreux d'aboutir à une impasse et qu'il est nécessaire, pour l'éviter, de se mettre d'accord, au préalable, sur les questions essentielles. L'accord franco-britannique est un exemple de cette méthode. Quant à M. Poincaré, dans son vibrant discours de Chambéry, le 30 septembre, il a surtout fait allusion aux négociations franco-allemandes. Après avoir rappelé la modération de la France, qui s'est contentée, dans la victoire, de récupérer les provinces qui lui avaient été ravies et d'exiger la réparation des dommages qu'elle a subis, le président du Conseil a insisté sur l'amour de la paix dont la France, après 1871, a donné l'exemple et qui anime encore la France victorieuse laquelle ne réclame rien au delà de ce que lui ont garanti les traités. Des négociations vont commencer. « Quelle que soit sur

ces deux points, sécurité et réparations, la prudence qui nous est commandée et qui ne nous permet pas de nous démunir de nos gages à la légère, nous n'avons pas accepté d'ouvrir des pourparlers avec l'arrière-pensée de les traîner en longueur ou de les faire avorter. Loin de là. Nous les entamerons le plus tôt possible et nous les poursuivrons de bonne grâce avec confiance dans le résultat final. » Ainsi s'affirme, après la laborieuse session de Genève, l'harmonie complète de vues entre le président du Conseil et le ministre des Affaires étrangères.

En Allemagne, la presse, en général, donne une note pessimiste et les partis nationalistes se servent des résultats, négatifs à leurs yeux, de la session de Genève pour accuser d'impuissance les partis de gauche, dénoncer la faiblesse de la coalition dirigée par les socialistes et réclamer l'abandon de la politique de Locarno. La *Gazette de Francfort* (30 septembre) est presque seule à donner une appréciation plus juste sur les débats de Genève. Pour elle, la politique de Locarno n'a pas fait faillite. Le problème du désarmement est mal posé. « Si l'on y réfléchit tranquillement, même nous autres Allemands, nous devons reconnaître qu'une conférence du désarmement qui se réunirait avant que les graves difficultés pendantes entre de grandes puissances aient été écartées, subirait un échec piteux qui retarderait pour des années les tentatives de désarmement. » M. Theodor Wolff, dans le *Berliner Tageblatt*, tout en regrettant que M. Briand et la politique française n'aient pas osé choisir entre deux politiques, d'après lui inconciliables, celle de rapprochement franco-allemand et celle d'occupation et de précautions militaires, attaque avec une verve impitoyable les nationalistes. « Quand on réclame la libération de la Rhénanie, on se passerait volontiers de l'assistance tapageuse des gens qui voulaient annexer au moins la Belgique et les mines de fer françaises et qui ne cessaient de prêcher que la force prime le droit! » Ce ne sont pas cependant les outrances des nationalistes allemands, bien que leur retour au pouvoir ne soit pas exclu des possibilités de l'avenir, qui dictent à tous les gouvernements français les précautions et les garanties dont ils entendent ne pas se départir, mais bien le sentiment, confirmé par l'expérience, qu'une politique n'apporte des résultats durables et bienfaisants que si elle est fondée d'abord sur une solide assiette d'intérêts satisfaits et de réalités matérielles concordantes. Ce n'est pas faire une politique dépourvue d'idéal que d'écarter l'idéologie.

Si l'on veut trouver une illustration des difficultés et des malentendus que soulève à chaque pas le problème de la réduction des armements, les mésaventures de l'accord naval franco-britannique la fourniraient éclatante. Rarement les meilleures intentions ont été plus odieusement dénaturées; rarement aussi la malveillance étrangère s'est exercée avec une imagination plus déréglée sur de plus innocents accords. Entre les déformations que la presse, en divers pays, a fait subir à la convention franco-anglaise, en prêtant aux signataires des intentions subtiles de domination universelle, et ce qu'il plait aux Allemands d'appeler l'échec des négociations de Genève, la liaison est évidente. Il faut convenir d'ailleurs que ces interprétations tendancieuses auraient été au moins partiellement évitées ou atténuées, si le cabinet britannique n'avait pas ajourné et ne retardait pas encore la publication du texte intégral de l'accord.

On est d'accord depuis longtemps pour affirmer que la meilleure méthode pour résoudre les difficultés qui peuvent subsister entre différentes Puissances, au sujet de la réduction des armements, consiste en des négociations particulières. Il est intéressant de souligner que le gouvernement des États-Unis partageait sans réserves cette opinion il y a peu de mois. C'est le 23 mars 1928 que M. Gibson, délégué des États-Unis à la Commission préparatoire de la Conférence du désarmement, développait en séance cette même idée... « A la fin de la première lecture, il y avait tant de points de divergence que nous eûmes le sentiment qu'on ne pourrait rien faire de plus dans un sens pratique, avant qu'un effort ne fût fait, par des négociations directes entre les gouvernements ou entre les groupes de gouvernements, pour découvrir le moyen, grâce à des concessions mutuelles, d'éliminer ces divergences... Je crois que nous devons nous débarrasser de l'idée que la seule manière d'avancer est de siéger en séance plénière ou en comités. Il y a des moments où c'est la voie naturelle; il y a d'autres moments où nous progresserons autant et peut-être plus par des négociations extérieures... » (1). C'est précisément à ce vœu que répondait la négociation directe entre la Grande-Bretagne et la France, dont nous avons déjà expliqué ici l'objet et la portée (2).

Comment une méthode qui était, en mars, préconisée par le gouvernement de Washington a-t-elle pu, en septembre, soulever

(1) *Documents de la Commission préparatoire de la Conférence du désarmement*, série VI, p. 278.

(2) Voyez la *Chronique* du 15 août.

ses susceptibilités? On se le demande. Les Américains ont les meilleures intentions du monde, mais ils laissent trop souvent leur politique intérieure réagir sur leurs relations extérieures ; ils donnent ainsi, même à leurs amis, une impression d'instabilité et de versatilité. L'animosité du sénateur Lodge à l'égard du président Wilson a empêché la ratification du traité de Versailles et du pacte de la Société des nations, avec les conséquences, fâcheuses pour toutes les Puissances, de cette abstention. Il serait regrettable que, maintenant, l'entente navale franco-anglaise fît les frais de la bataille électorale pour la présidence des États-Unis.

Hâtons-nous d'ailleurs de reconnaître que le gouvernement de M. Coolidge est resté tout à fait étranger à certaines polémiques tendancieuses de la presse Hearst et que son attitude est restée parfaitement correcte et amicale. Les cabinets de Londres et de Paris soumettaient leur accord à son agrément ; il n'a pas cru pouvoir s'y associer, pour des raisons d'intérêt américain, mais sa réponse est courtoise et amicale et laisse la porte ouverte à des négociations nouvelles. Les objections des États-Unis, formulées dans une note qui a été remise le 28 septembre au quai d'Orsay et au Foreign Office et aussitôt publiée par les soins des ambassades américaines, sont d'ordre technique, conformes à ce que les Américains estiment l'intérêt de leur puissance navale. Les besoins maritimes de l'Empire britannique et, sur une échelle plus restreinte, de la France sont fort différents de ceux des États-Unis. Énorme territoire continental, l'Union ne possède d'autre domaine colonial que les Hawaï et les Philippines, situées sur une même route maritime transpacifique qui s'allonge, sans autre escale que Honolulu, sur 6 000 milles marins (plus de 11 000 kilomètres) ; elle a donc besoin de grands croiseurs puissants et rapides de 10 000 tonnes, et n'a que faire de petits croiseurs et de sous-marins à faible rayon d'action qui sont au contraire indispensables à la France et à l'Angleterre pour la protection de leurs colonies et de leurs lignes de communication.

Mais cet aspect technique du problème est, pour le moment, d'un intérêt secondaire et ne paraît pas comporter une divergence irréductible. Ce qui est significatif, c'est la campagne perfide qui, aux États-Unis et en Europe, s'est appliquée à dénaturer l'accord franco-anglais et qui se plaisait à annoncer par avance que la réponse des États-Unis serait sévère pour la politique de l'Angleterre et de la France. Les malveillants en ont été pour leurs pronostics; mais ce sont leurs intentions qu'il y a lieu de retenir. L'accord franco-anglais,

sur une question relativement peu importante, a été l'occasion d'une véritable mobilisation de tous les éléments à qui porte ombrage une étroite entente politique entre la puissance maîtresse des mers et celle à qui l'on attribue la plus forte armée de terre. C'est d'abord en Angleterre même que la politique du Foreign Office a été critiquée, avec une violence inaccoutumée, non seulement par les journaux libéraux et travaillistes, mais encore par certains organes conservateurs tels que le *Daily Telegraph* et l'*Observer*. Tant il subsiste encore, dans certains milieux britanniques, de vieilles défiances à l'égard de la France! On reproche à sir Austen Chamberlain et au gouvernement conservateur de se laisser engager par la France dans les affaires continentales et d'y servir ce que l'on appelle son hégémonie européenne. Ces censeurs estiment que l'Angleterre doit contrecarrer les « ambitions » françaises, tenir la balance égale entre elle et l'Allemagne et surtout ne rien faire qui puisse altérer, si peu que ce soit, les relations d'étroite amitié entre l'Empire britannique et les États-Unis. Une lettre circulaire adressée par le quai d'Orsay à ses agents à l'étranger et destinée à leur expliquer le sens et la portée de l'accord naval franco-anglais, ayant été, on ne sait par quelle voie, livrée à la publicité en Amérique, toute la presse hostile à l'entente franco-anglaise en prit prétexte pour une campagne de calomnies. Le correspondant diplomatique du *Daily Telegraph* y fit écho; il feignit de prendre au sérieux les inventions romanesques de la *Tribuna*, qui a imaginé qu'un accord aérien accompagnerait l'accord naval et permettrait à la France de concentrer la majeure partie de ses escadrilles sur la frontière italienne. On représente donc l'accord naval, dont l'objet bien clair est de faciliter une réduction des armements sur terre et sur mer, comme un instrument de domination; il ne serait que l'un des aspects d'une entente générale diplomatique, militaire, aérienne, maritime dont l'objet serait, pour l'Angleterre, de disputer aux Américains la suprématie navale et, pour la France, de faire triompher partout, notamment en Pologne, en Yougoslavie et vis-à-vis de l'Allemagne, les principes et les solutions de sa politique dominatrice.

On ne saurait s'étonner que la presse allemande se soit associée à ce concert bien dirigé. Durant les négociations de Genève, elle feignait de craindre que la France et l'Angleterre n'entraînassent le Reich, sous prétexte de régler la question des dettes, dans « un front commun » contre les États-Unis, comme s'il avait jamais été question de rien de pareil. Le resserrement de l'entente franco-anglaise appa-

rait aux Allemands, tout au moins aux journaux, comme destiné à empêcher le désarmement et comme dirigé contre les États-Unis sur mer et contre l'Allemagne sur terre. « Nous ne pouvons regarder, écrit la *Gazette de Cologne*, la communauté d'intérêts entre la France et l'Angleterre que comme une menace aiguë pour l'Allemagne. » Quant aux bolchévistes de Moscou, ils se voient déjà encerclés, attaqués par la France et l'Angleterre. C'est du délire... Mais combien ce délire est édifiant et comme il révèle les pensées cachées de tous ceux qui ne poursuivent que la destruction de l'Europe de 1919! La conclusion est que cette entente franco-anglaise, si redoutée, est, en Europe, le principal élément d'ordre et qu'il importe de la renforcer, de la consolider. Il n'est pas besoin d'ajouter qu'elle ne saurait être en aucune manière dirigée contre les États-Unis.

A peine revenu au pouvoir, porté par un puissant mouvement de l'opinion nationale et soutenu par une très forte majorité parlementaire, M. Venizelos donne à la politique hellénique une activité et un accent nouveaux. Le créateur de la nouvelle Grèce, telle qu'elle est sortie des guerres balkaniques de 1912 et 1913 et de la Grande guerre, se propose de consolider à la fois son propre pouvoir et son œuvre. Les conditions sont, à la vérité, nouvelles, puisque désormais, par suite des émigrations ou des échanges de populations, le plus grand nombre des Hellènes d'Asie mineure et de Thrace sont maintenant établis sur le territoire de la République grecque.

Le retour au pouvoir de l'illustre homme d'État crétois avait jeté, parmi les puissances balkaniques ou riveraines de la Méditerranée orientale, quelque inquiétude. On se demandait, notamment à Angora et à Rome, si le nouveau gouvernement continuerait les négociations, entamées par M. Michalacopoulos, en vue d'un « pacte d'amitié et de conciliation » avec chacune de ces deux puissances. La rapide ascension du petit État grec depuis 1912 ne s'est pas réalisée sans soulever, entre lui et ses voisins, des griefs et des rancunes. Comment l'Italie oublierait-elle que c'est la Grèce, encouragée et poussée par M. Lloyd George, qui a débarqué ses soldats dans la région de Smyrne où l'Italie, après la guerre, espérait s'installer à demeure et créer une vaste et riche colonie de peuplement? Dans la mer Égée et les Échelles du Levant, l'hellénisme, depuis l'antiquité, est en rivalité avec l'italianisme : Venise se prétendait la légitime héritière de l'Empire byzantin. Mais la Grèce, de son côté, avait, contre l'Italie, de cuisants griefs : c'était, d'abord, concrétisant

la vieille concurrence historique, l'établissement des Italiens, durant la guerre de 1911-1912, dans le Dodécanèse (Rhodes et les îles avoisinantes) qui est peuplé de plus de cent mille habitants de langue et de nationalité helléniques. La convention secrète du 29 juillet 1919, entre M. Venizelos et M. Tittoni, et le traité du 10 août 1920 avaient prévu, entre les deux Puissances, une sorte de partage des douze îles, Rhodes restant à l'Italie et les onze plus petites à la Grèce; mais ces accords étaient subordonnés aux satisfactions territoriales que l'Italie espérait recevoir dans la région au sud de Smyrne, la Grèce en Thrace orientale et dans l'Albanie du sud qu'elle appelle Épire du Nord. L'Italie, n'ayant rien obtenu, a gardé le Dodécanèse, malgré le caractère incontestablement grec et les aspirations de la population (1). Or, Rhodes est une île bien voisine de la Crète, patrie de M. Venizelos.

A ces raisons de mésintelligence vint s'ajouter, en 1923, l'assassinat, sur la frontière gréco-albanaise, de la mission italienne pour la détermination des frontières, suivi du bombardement et de l'occupation de Corfou par une escadre et des troupes italiennes. Enfin, l'établissement d'un protectorat italien sur l'Albanie inquiète la Grèce presque autant que la Yougoslavie, car si l'une et l'autre ont intérêt à l'existence d'une Albanie indépendante, elles ne souhaitent ni l'une ni l'autre qu'une grande Puissance latine s'établisse à demeure sur la côte occidentale de l'Adriatique entre le slavisme et l'hellénisme. La pénétration commerciale que l'Italie entreprend en partant des ports albanais, les chemins de fer par lesquels elle se propose d'amener à Durazzo le trafic des Balkans, sont de nature à nuire au développement de Salonique et des ports grecs. La grande voie ferrée, Belgrade-Nisch-Skoplié-Guevgueli-Salonique-Athènes, et son affluent, la ligne Salonique-Florina-Bitolia, suivent une direction nord-sud, tandis que les voies de pénétration italiennes par l'Albanie, orientées de l'ouest à l'est, coupent à angle droit les précédentes. Enfin, l'Italie trouve de puissantes raisons de rechercher une entente politique et économique avec la Bulgarie, dont la Grèce a des motifs non moins sérieux de redouter le relèvement.

La position des territoires grecs de Macédoine et de Thrace qui s'étendent en une mince bande le long de la côte septentrionale de la mer Égée, si elle est, surtout depuis les échanges de popula-

(1) Voyez le livre récent de C. D. Booth and Isabell Bridge Booth : *Italy's Aegean possessions*. Londres, Arrowsmith.

tions, ethnographiquement solide, reste géographiquement paradoxale et militairement difficile à défendre. En outre, des ports tels que Salonique ne peuvent vivre que s'ils sont assurés de la clientèle d'un vaste arrière-pays ; depuis que Salonique se heurte à une frontière politique et douanière à 80 kilomètres, sa prospérité a décliné ; sa population juive, active et industrieuse, a émigré et la ville ne renaît que par l'afflux des émigrants hellènes d'Asie. Une zone étroite de territoire grec sépare de la mer Égée les masses profondes des populations yougoslaves qui constituent le royaume des Serbes, Croates et Slovènes et le royaume de Bulgarie. Il est naturel que ces deux États cherchent à obtenir un débouché maritime : de là une rivalité latente et une source de difficultés renaissantes. Les traités qui ont partagé la Macédoine assurent à la Serbie le droit à une zone franche dans le port de Salonique. Les Bulgares, de leur côté, ont, aux termes du traité de Neuilly qui les prive d'un accès territorial à la Méditerranée, droit à un débouché économique à Dédéagatch. Ce sont là, pour la Grèce, des hypothèques gênantes, mais qui peuvent devenir un jour, pour ses ports, une source de prospérité. C'est grâce à l'effort militaire de la Bulgarie et de la Serbie, en 1912, que la Grèce a réussi à sortir de ses montagnes et de ses îles pour se répandre dans les plaines de Macédoine et de Thrace ; si le partage des dépouilles de la Turquie vaincue a brouillé les vainqueurs et provoqué la seconde guerre balkanique, il est naturel que la Grèce appréhende une réconciliation de toutes les branches de la famille des Slaves du Sud, dont elle pourrait devenir la victime ; son intérêt la porte donc à souhaiter la paix balkanique, mais aussi la division entre les Slaves : acrimonie persistante entre Serbes et Bulgares, mésintelligence durable entre Serbes et Croates. Le danger slave, plus proche, plus voisin, doit donc primer, dans les préoccupations du gouvernement d'Athènes, le péril italien. Et c'est pourquoi, sans doute, la première étape des pérégrinations diplomatiques de M. Venizelos l'a conduit à Rome auprès de M. Mussolini. L'homme d'État crétois est assez avisé pour avoir compris qu'une politique générale de paix, d'entente et d'apaisement serait la meilleure sauvegarde pour les frontières de la Grèce.

Les négociations entre Athènes et Rome étaient pendantes depuis assez longtemps. M. Venizelos les a précipitées et menées à bonne fin. Le 23 septembre, le traité « d'amitié, de conciliation et de règlement judiciaire » était signé au palais Chigi par M. Venizelos et M. Mussolini. Ce n'est pas un pacte d'alliance et les deux parties

affirment qu'il ne contient point de clauses secrètes. La partie juridique, concernant les procédures de conciliation, est particulièrement développée et précisée. La presse italienne, qui avait froidement accueilli le retour au pouvoir de M. Venizelos, l'a porté aux nues dès lors qu'il venait à Rome. Dans leurs entretiens, le duce et le chef du gouvernement grec auraient constaté leur accord pour fonder « un équilibre pacifique des intérêts généraux dans la Méditerranée ». M. Mussolini, dans son discours au banquet, a déclaré : « Le traité que nous avons signé ne peut être accueilli que très favorablement par tous ceux qui ont un intérêt réel au maintien de la paix et au développement toujours plus fécond des rapports avec les États de la Méditerranée orientale. » Ces formules sont assez vagues pour ne porter ombrage à personne. M. Venizelos a cherché à Rome une consolidation de son pouvoir personnel et de la situation internationale de la Grèce ; il a liquidé des inimitiés anciennes ; mais il est trop fin et trop conscient du jeu dangereux que mène l'Italie dans la Méditerranée orientale et les Balkans pour s'engager au delà de ses intérêts et couper les ponts derrière lui.

Avant de quitter Athènes, le président du Conseil avait pris la précaution de rassurer les ministres de Yougoslavie et de Turquie sur le caractère du traité qu'il allait signer à Rome. Il a donné une nouvelle preuve de ses intentions en venant, aussitôt après avoir quitté Rome, à Paris et à Londres, où il a eu d'importants entretiens avec M. Briand et lord Cushendun. Aux deux ministres des Affaires étrangères, M. Venizelos a commenté son traité avec M. Mussolini et en a précisé le caractère pacifique et amical : il n'a de pointe contre aucun État. A Paris, le chef du gouvernement hellénique a rencontré M. Marinkovitch, ministre des Affaires étrangères du roi Alexandre, et a eu avec lui trois entretiens. Il se rend maintenant à Belgrade où les négociations continueront et où il sera reçu par le roi Alexandre comme il l'a été à San-Rossore par le roi Victor-Emmanuel III. En 1923 a été dénoncé le traité d'alliance qui unissait la Serbie et la Grèce, depuis leur commune victoire contre la Bulgarie ; il ne s'agit pas de le renouveler ; c'est dans un cadre moins précis et plus général que sera cherchée une entente qui se manifesterait par un traité d'amitié dans le même esprit que celui qui vient d'être signé à Rome. Plusieurs difficultés sérieuses restent pendantes entre Yougoslavie et Grèce. C'est d'abord et surtout la question de la zone franche à organiser pour la Yougoslavie à Salonique. Le commerce yougoslave périclite, faute surtout d'une politique avisée et prévoyante d'ententes doua-

nières et de traités de commerce : les querelles de politique intérieure absorbent le meilleur de l'activité des ministres ; ni avec l'Autriche, ni avec la Tchécoslovaquie, ni avec l'Espagne à laquelle elle vend ses bois, ni avec la France, le royaume des Serbes, Croates et Slovènes n'a de traité de commerce satisfaisant. La Chambre de commerce slovène demande au gouvernement de chercher de nouveaux débouchés, notamment par la conclusion de traités de commerce « avec les pays de la Méditerranée et surtout du Levant et de l'Orient : Turquie, Grèce, Égypte, etc. » Ce commerce, c'est par Salonique qu'il doit s'effectuer. M. Venizelos peut trouver là un excellent terrain de négociation. Il accordera volontiers à la Yougoslavie tous les avantages compatibles avec la souveraineté hellénique. La Grèce a besoin de la Yougoslavie qui vient au troisième rang, après les États-Unis et l'Angleterre, comme son fournisseur (492 millions de drachmes en 1927). On peut espérer que les prochaines négociations de Belgrade établiront à Salonique un régime satisfaisant pour les deux pays qui ont, l'un et l'autre, le plus grand intérêt à un développement de leurs relations économiques.

L'activité merveilleuse de M. Venizelos ne s'en tiendra pas là. Il se disposerait, dit-on, à se rendre ensuite à Angora, afin de marquer avec éclat la réconciliation de la Turquie et de la Grèce et de terminer le règlement des questions si délicates concernant l'émigration et l'échange des populations. Depuis le 21 mai 1928, un traité d'amitié et d'arbitrage a été conclu entre la Grèce et la Roumanie. Ainsi se forment peu à peu les mailles d'un réseau qui finira par englober tous les États balkaniques. La Grèce ne vise pas à assumer la direction d'un tel groupement ; mais la volonté de M. Venizelos répond au besoin profond et général de paix, de stabilité, de travail et d'enrichissement ; il ne se laissera pas entraîner, quelles que soient les invites qui lui sont faites, à une politique qui tendrait vers ce qu'un journal italien appelle « la revision des erreurs les plus graves contenues dans les traités de 1919 ». La signature de tous ces pactes ne supprime pas les difficultés ni les causes de conflits ; elle signifie que tous les gouvernements sont disposés à chercher des solutions amiables. M. Venizelos travaille ainsi comme un bon ouvrier de la paix balkanique qui est la condition de la paix européenne.

René Pinon.

*Le Directeur-Gérant :* René Doumic.

SEPTIÈME PÉRIODE. — XCVIIIe ANNÉE

# TABLE DES MATIÈRES

DU

## QUARANTE-SEPTIÈME VOLUME

SEPTEMBRE — OCTOBRE

### Livraison du 1er septembre


| | Pages |
|---|---|
| DU VIEIL ALGER ROMANTIQUE A FEZ LA MYSTÉRIEUSE. — I, par M. LOUIS BERTRAND, de l'Académie française | 5 |
| LES BOUCHES CLOSES, deuxième partie, par M. MARCEL DUPONT | 27 |
| EN TRAINEAU AVEC L'EMPEREUR. — IV. *DE LA SAXE AU RHIN*, par CAULAINCOURT | 62 |
| LA DOCTRINE DE MONROE EN 1928, par M. JULES CAMBON, de l'Académie française | 90 |
| IMPRESSIONS ET FANTAISIES, par GÉRARD D'HOUVILLE | 102 |
| L'UNIQUE SURVIVANT. — *FÉVRIER 1916, LA CATASTROPHE*, par M. PAUL CHACK | 111 |
| L'ÉCOLE DES COLONIES. — II. *DE QUOI EST FAIT L'ESPRIT COLONIAL*, par M. OCTAVE HOMBERG | 141 |
| SOUVENIRS D'UNE PETITE FILLE. — III, *VACANCES*, par GYP | 155 |
| LES BERBÈRES DE JUGURTHA, par M. PAUL MONCEAUX, de l'Institut | 177 |
| AU CONGRÈS D'OSLO, par M. GEORGES GOYAU, de l'Académie française | 189 |
| QUESTIONS ÉCONOMIQUES. — *CINÉMA ET RADIOPHONIE*, par M. LUCIEN ROMIER | 195 |
| LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES. — *M. MARIO PUCCINI*, par M. LOUIS GILLET | 207 |
| REVUE LITTÉRAIRE. — *AMES ROMANTIQUES : JOUFFROY*, par M. VICTOR GIRAUD | 219 |
| CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON | 231 |


### Livraison du 15 septembre


| | |
|---|---|
| LA VOIX INTÉRIEURE DE BARRÈS, *D'APRÈS SES CAHIERS*. — I, par M. FRANÇOIS DUHOURCAU | 241 |
| LA GRENADE AFRICAINE, par M. LOUIS BERTRAND, de l'Académie française | 275 |
| LES BOUCHES CLOSES, troisième partie, par M. MARCEL DUPONT | 301 |
| VOLTAIRE ET CASANOVA, par M. HENRI DE RÉGNIER, de l'Académie française | 338 |
| LES SOVIETS DEVANT UNE NOUVELLE CRISE ÉCONOMIQUE, par le comte KOKOVTZOFF | 356 |

Pages.

En traineau avec l'Empereur. — V. *L'Arrivée aux Tuileries*, par CAULAINCOURT . . . . . 377

*Nos grandes écoles.* — L'Institut français en Espagne, par M. Pierre PARIS, de l'Institut. . . . . 406

Les conditions permanentes de la politique française, par M. René PINON. 426

Questions scientifiques. — *La science et la défense nationale*, par M. François CANAC. . . . . 434

Revue littéraire. — *La personne et l'art de Sully Prudhomme*, par M. Victor GIRAUD . . . . . 443

Revue musicale. — *Le sentiment religieux dans la musique de Boito*, par M. Camille BELLAIGUE. . . . . 455

Notes sur Léonard de Vinci, par M. Louis GILLET . . . . . 463

Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON . . . 471

## Livraison du 1er octobre

Georges Cadoudal. — I. *Gédéon*, par M. G. LENOTRE . . . . . 481

La résurrection d'un peuple. — *La Tchécoslovaquie*, par M. F. CLÉMENT-SIMON . . . . . 511

Les bouches closes, dernière partie, par M. Marcel DUPONT . . . . . 526

Fez la « Mystérieuse », par M. Louis BERTRAND, de l'Académie française. . 562

La voix intérieure de Barrès, *d'après ses cahiers*. — II, par M. François DUHOURCAU . . . . . 585

Dans les prisons de l'U.R.S.S. — I. *Avril-Juin 1924*, par M. Boris CEDERHOLM . . . . . 622

Souvenirs d'une petite fille. — IV. *Je suis renvoyée!*, par GYP. . . . . 654

L'école des Colonies. — III. *Le Français dans ses colonies*, par M. Octave HOMBERG . . . . . 683

Revue littéraire. — *Une vie de paysan sous l'ancien régime*, par M. Paul BOURGET, de l'Académie française . . . . . 699

Une date de l'aviation : *L'autogire*, par M. André DEMAISON . . . . . 710

Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON. . . . 712

## Livraison du 15 octobre

Balkans nouveaux. — I. *La Grèce qui renait*, par M. Maurice PERNOT. . . 721

Georges Cadoudal. — II. *Breton contre Corse*, par M. G. LENOTRE. . . . 753

Le livre des bêtes qu'on appelle sauvages. — III. *Kho-kho, le marabout*, par M. André DEMAISON . . . . . 777

*Quelques maitres du destin.* — V. M. Herbert Hoover, par VERAX . . . . 801

Pour la maison de l'Empereur a Sainte-Hélène, par M. Ernest d'HAUTERIVE. 825

Dans les prisons de l'U. R. S. S. — II. *Hopitaux soviétiques*, par M. Boris CEDERHOLM . . . . . 851

Souvenirs d'une petite fille. — V. *Dernieres impressions*, par GYP. . . . . 879

*Histoire d'un historien* : Amédée Thierry. — I. *La jeunesse*, par M. A. AUGUSTIN-THIERRY. . . . . 900

Questions scientifiques. — *L'atomistique et la vie des étoiles*, par M. Jean THIBAUD. . . . . 931

Les académies de province au travail, par M. C.-M. SAVARIT . . . . . 942

Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON. . . 947

Paris, 1928 — Typographie Philippe Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 58886.

GETTY CENTER LINRARY
3 3125 00675 2683